LA REVUE DE PARIS

LA REVUE DE PARIS

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE

TOME CINQUIÈME

Septembre-Octobre 1920

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
85 bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, 85 bis

1920



STENDHAL

Environ le temps où l'on inaugura le monument de Stendhal dans le jardin du Luxembourg, un mien ami très cher, qui est stendhalien, me demanda si j'aimais comme il fallait, de tout cœur, ce délicieux homme.

— C'est l'homme, — lui répondis-je, — le moins indifférent qu'on ait jamais rencontré et le plus communicatif ; et je me suis privé d'un grand plaisir en ne le fréquentant pas assez. Il se montre à nous avec un naturel qui est la plus grande des séductions. Il est toujours vrai, et quand il ment, ce qui lui arrive quelquefois : il le faut bien ; le mensonge est une des constantes nécessités de la vie ; sans le mensonge, il n'y aurait au monde ni art, ni beauté, ni amour. Eh bien ! quand il ment, il est vrai encore, naturel et semblable à lui-même, intime, confidentiel et le plus galant homme du monde. Vous voyez que je l'aime. Je l'admire aussi, bien que l'admiration ne s'accorde guère avec l'amitié. L'amitié est familière et veut sourire et s'égayer ; elle va aux visages épanouis, aux cœurs ouverts et se refuse aux âmes sombres et repliées ; on admire Pascal, on ne l'aime pas. On aime Stendhal, et l'on se plaît à le parcourir comme le plus accidenté des esprits.

— Eh bien ! pourquoi n'avez-vous pas dit cela? — me demanda vivement mon ami. — Pourquoi n'avez-vous jamais rien écrit sur Stendhal?

Je répondis qu'il était fort indifférent que j'eusse ou n'eusse pas parlé de Stendhal, que je n'étais pas capable de le faire pour la raison que je venais de dire: parce que je l'avais trop peu pratiqué et qu'il fallait laisser le soin de le faire connaître à tant d'excellents écrivains qui l'avaient soigneusement étudié.

Enfin je donnai de bonnes raisons et il arriva cette fois, comme à l'ordinaire, qu'elles ne touchèrent pas mon ami. Les bonnes raisons n'ont jamais persuadé personne. Par faiblesse et par amitié, je cédai, me disant qu'après tout les quelques pages qu'on me demandait n'étaient pas une assez grande chose pour en disputer longtemps et qu'elles témoigneraient de mon attachement à la *Revue de Paris*. Il me faut tenir ma promesse.

Commencez, Piérides !

Dans le désordre de mon sacré délire, je célébrerai d'abord les mollets de mon héros.

Il me souvient qu'au siècle dernier, Arsène Houssaye nous dit un jour, non sans admiration, que Stendhal avait la jambe belle. Le fait est que, dans l'amusant portrait qu'Henri Monnier a mis, je ne sais pourquoi, en tête des *Soirées de Neuilly*, notre auteur, en frac et en culotte, montre un mollet superbe. Il prisait cet avantage et le faisait valoir par le choix qu'il faisait de ses culottes de cheval. Il s'afflige quand il a renversé une tasse de café au lait sur son beau pantalon neuf. Il n'en faut pas sourire. Une belle jambe, sous Louis XIV, était aussi estimée chez un homme que chez une femme, et Saint-Simon ne manque pas de noter que le chevalier de Rohan avait la plus belle jambe du royaume. Rigault, dans son portrait du roi, trousse le manteau pour faire valoir la cuisse. Au temps de Murat, de Junot, de Lassalle, le jarret était estimé. Pourquoi Beyle eût-il dédaigné ces présents de la nature? Notre société depuis lors s'est montrée, à cet endroit, un peu puritaine, mais les sports et l'athlétisme pourront bien nous ramener au culte de la beauté physique ; et qui sait les avantages que réservent à nos beaux hommes, les guerres que l'avenir, hélas ! nous prépare. Beyle n'avait pas mauvaise grâce à se trouver bien fait et à s'en réjouir. Au reste ses portraits nous font paraître un visage gros et rond, mal gracieux et même un

peu comique, éclairé par de petits yeux pétillants. Ce n'était pas ce qui pouvait lui nuire aux yeux des femmes sur lesquelles il était furieusement porté. Il avait un défaut beaucoup plus grave : il était timide. Rien n'est plus fâcheux. Si vous voulez être beaucoup aimé, beaucoup et souvent, soyez borgne, bossu, boiteux, tout à votre aise, mais ne soyez pas timide. La timidité est contraire à l'amour et c'est un mal presque incurable.

Nous devons au très sagace M. Paul Arbelet, qui a apporté à la biographie de notre auteur d'abondantes et précieuses contributions, de connaître, par le menu et comme il faut, l'amour que Beyle ressentit à vingt ans pour mademoiselle Victorine Mounier. A cet âge, il disait comme Chérubin, « Je vous aime », aux arbres, aux nuages, au vent. Ce qu'il y a de rare dans cette passion, qui dura cinq ans, c'est que si l'amoureux entendit une fois celle qu'il aimait jouer du piano dans un concert, il ne la vit jamais. Il l'imaginait fine, un peu maigre. Un jour, il apprit d'un de ses amis qu'elle était épaisse et laide. Cette révélation l'étonna. C'est ainsi que le chevalier de la Manche, plein d'amour pour sa dame Dulcinée, demande à son écuyer comment il la trouve. « Elle a des yeux de perle », lui répond Sancho, ce qui jette don Quichotte dans une pénible surprise, et il demande si ce ne seraient pas les dents qui seraient de perle, car, si l'on y songe, des yeux de perle sont plus convenables à un poisson qu'à une dame. Le jeune Beyle usa de savants artifices pour émouvoir Victorine Mounier. Après avoir séché pendant cinq ans « dans les feux, dans les larmes », il la vit pour la première fois, ou la crut voir, et lui adressa une question banale à laquelle il lui sembla qu'elle répondit au moins par un geste. Il conjecture que son habit et ses manières d'élégant Parisien firent sur elle un grand effet, mais il ne sait pas si elle le reconnut. C'est ainsi que finit le grand amour de Beyle pour Victorine Mounier.

Nous devons encore à M. Arbelet, entre mille autres choses, de connaître le journal où l'on peut suivre les amours milanaises qui, après nombre d'années perdues, furent couronnées par la comtesse Pietragrua devenue moins jolie, mais plus majestueuse. Enfin il fut aimé ; M. Arbelet soupçonne qu'il

ne le fut pas gratuitement. Beyle néanmoins jouit de son triomphe sans ombrage. Il était perspicace, mais ne l'était pas au delà de ce qu'il est naturel de l'être, et c'est parce qu'il reste toujours dans la nature, qu'il nous plaît toujours. Tel qu'il nous apparaît, c'est un grand amoureux : « Dame, demoiselle, bourgeoise, paysanne, il ne trouve rien de trop chaud ni de trop froid pour lui. » Et il a une propension spéciale pour les servantes d'hôtel.

C'était beaucoup d'affaires pour un amoureux sujet à retomber dans sa timidité première. Heureusement qu'il s'enhardit par l'effort continu d'un caractère énergique. Cet avantage lui parut si considérable, qu'il l'érigea en système. Il professa qu'une femme peut toujours être prise d'assaut et que l'attaque, en ces rencontres, est un devoir auquel un homme ne saurait se dérober sans honte. Il enseignait la jeunesse sur ces graves matières et donnait aux jouvenceaux cinq minutes pour dire à une femme : « Je vous aime. » C'était la doctrine, mais, dans le particulier, il resta troubadour. Son ami Prosper Mérimée lui connut sur le tard deux amours-passions et ne le vit jamais qu'amoureux ou croyant l'être. Je ne sais pourquoi il me revient à l'esprit en ce moment une parole que M. Renan prononça un soir sous la rose : ayant condamné les mœurs des musulmans et des chrétiens, cet homme sage nous dit : « Les Européens font preuve d'une déplorable indécision en tout ce qui concerne la conjonction des sexes. »

Henri Beyle, issu d'une bonne famille de Grenoble, naquit courageux, indépendant, ennemi de toute autorité. Il ne se laissa imposer aucune religion. Dès l'enfance il aimait la liberté. Il ne se joignit jamais au troupeau des agneaux innocents ni au chœur des bons anges. Ainsi fait, il tâta du métier militaire, et alla en Italie, comme aide de camp du général Michaud. C'était le temps où Paul-Louis était canonnier à cheval. On gardait alors beaucoup de liberté sous les armes. Beyle y put vivre à sa guise et vagabonder à souhait. Il n'était pas meilleur soldat que Paul-Louis, mais il était plus brave et montrait au besoin du sang-froid et de l'intrépidité.

A Milan, durant les guerres, le hasard ingénieux trouva un motif de vignette dans le goût de Charlet, de l'amusant

Charlet du *Mémorial* : il se plut à joindre dans une loge de la Scala un jeune officier joufflu, enluminé, râblé, le mollet tendu, à un vieux, long et mélancolique général d'artillerie, Henri Beyle à Choderlos de Laclos. Beyle, dès l'enfance, piochait *les Liaisons dangereuses* comme le manuel du bon séducteur. Or, Laclos avait composé ce livre dans sa jeunesse à Grenoble. Le jeune Dauphinois lui put parler de madame de Merteuil, de son vrai nom madame de Montmort, boiteuse et qui lui donnait des noix confites. Et Laclos, attristé par la ruine de ses ambitions démesurées, « s'attendrit » à ce souvenir. Il s'était déjà confié plusieurs années auparavant sur ce sujet au comte de Tilly. « C'est à Grenoble, avait-il dit, que je vis l'original dont la mienne (madame de Merteuil) n'est qu'une faible copie ; une marquise de L. T. D. P. M., dont toute la ville racontait des traits dignes des jours des impératrices romaines les plus insatiables. » Surtout ne croyez pas que Beyle alors fut curieux de littérature. Ce serait le gâter. Il ne savait pas ce qu'il deviendrait et ne s'appliquait encore qu'à l'art de vivre, qui est, après tout, le plus difficile et le plus utile des arts, incertain, à cette heure, s'il serait négociant ou fonctionnaire. Et pour commencer l'œuvre de sa vie, qui était sa vie même, il voyageait en Italie. Et il voyageait dans la bonne manière du président de Brosses, d'abord pour connaître les hommes et principalement les femmes, puis la nature et les arts, mais avec cette différence que le président serra ses observations comme un magistrat qui compte bien retourner à l'heure dite en sa ville de Dijon,

> Heureux qui comme Ulysse a fait un beau voyage!

tandis que Beyle s'attarda, s'oublia sur cette terre de volupté et se fit cosmopolite.

> Je suis concitoyen de tout homme qui pense.

Jouir des choses fut son unique soin, au cours de ses promenades dans le plus beau des pays. C'est la terre où l'on aime. Comment il y aima, nous l'avons assez fait entendre dans ce rapide griffonnage. Moins mûr, moins cultivé que le président de Brosses, moins doué pour les arts, ce qu'il goûta d'abord ce fut la musique italienne. Sans être musicien, il avait un senti-

ment très vif de la mélodie. Pourtant ce qu'il a écrit sur Rossini, paraît aujourd'hui très vieux et fait sourire. Cela tient au sujet. Il est surprenant que cet art, qui est commun aux oiseaux et aux hommes et qui devrait chez l'homme comme chez l'oiseau présenter la stabilité des beautés naturelles, est au contraire le plus exposé aux révolutions du goût et aux vicissitudes du sentiment. Quoi ! la musique n'est soumise qu'à la loi des nombres, elle devrait être fixe comme l'arithmétique et elle est à la merci de tous les caprices de la mode. Je voudrais bien qu'un musicien philosophe m'expliquât cette singularité. Enfin Stendhal parla congrument de la musique. Il était moins bien doué pour la peinture; ses yeux n'étaient pas bons, il n'avait le sens ni de la couleur, ni du dessin. En s'appliquant, il arriva à jouir de la peinture. A force d'intelligence, d'esprit, d'attention et grâce à la hauteur de son esprit toujours tendu vers le beau, il devint connaisseur. Il a bien parlé du Corrège et il faut lui en savoir gré. Il a admiré Raphaël, qu'aujourd'hui le respect humain nous empêche de louer, parce que ce n'est pas un peintre assez difficile.

Un des grands torts de Stendhal, est de croire que l'art du peintre et du sculpteur a pour but unique d'exprimer les sentiments et de peindre les passions. Diderot donnait aussi dans ce travers. Devant un tableau il voulait être ému. Il exigeait que Greuze lui fît verser des larmes et, si Greuze le laissait calme, il l'accablait d'invectives. Semblablement, Beyle demande à l'art des émotions et nulle autre chose. Ni la richesse de la couleur, ni la correction du dessin, ni le style de l'ouvrage, ni le caractère des figures ne l'intéressent. Le « faire » ne l'émeut pas. Il faut qu'un tableau lui arrache des sanglots, lui inspire de la colère, de l'amour, de la vénération, le fasse tomber en extase, sans quoi il est bon à mettre au grenier. Dans le même temps, lord Byron, à Milan, pleurait devant l'*Agar* du Guerchin. C'est que tous ces excellents esprits n'étaient pas bien avancés dans la connaissance de l'art. Ils étaient comme M. Poirier qui s'émeut à la vue d'un tableau où l'on voit un chien de Terre-Neuve sauvant un enfant; à quoi son gendre, le marquis de Presle, réplique qu'une peinture représentant des oignons que l'on coupe tire aussi des larmes.

Beyle se fait de l'art une idée un peu vulgaire et commune. L'art ne doit émouvoir qu'en offrant le spectacle de la beauté. Dans ces dispositions il n'était pas possible que notre curieux d'art sentît l'antique ; il le trouvait froid.

Il le trouvait froid et sans expression.

Nous dirions, s'il fallait l'excuser, que, de son temps, on n'était pas encore très avancé dans la connaissance de l'art antique. Winkelmann ne voyait rien au-dessus de l'*Apollon du Belvédère* et il ignorait les marbres grecs. Chateaubriand n'est pas en progrès sur lui. Dans son *Itinéraire*, il fait remonter les frontons du Parthénon à l'époque d'Hadrien. Aujourd'hui ces chefs-d'œuvre sont à portée de tous les sots, qui les offensent de leur admiration.

Beyle avait son sculpteur ; c'était un moderne, un contemporain, Canova, tout rayonnant alors d'une gloire européenne. Beyle professait pour lui de l'admiration et du respect. Canova avait la grâce et la noblesse. C'est pourtant une question de savoir ce que Beyle, amant de la nature, pensait au dedans de lui de ce zélé purificateur de la chair, de ce statuaire moins voluptueux que Thorwaldsen lui-même, qui communiquait au nu plus de chasteté que n'en apportent d'ordinaire les voiles et les draperies et donnait à ses déesses une apparence de lampadaires.

Pour ce qui est de l'architecture, Beyle, en dépit de sa myopie, s'y plaisait et n'en raisonnait pas mal. Il y a beaucoup de raison et de sentiment dans ses descriptions de Saint-Pierre de Rome et de la colonnade du Bernin. Si l'on excepte le dôme de Milan qui, malgré sa beauté, a peu d'admirateurs, l'Italie ne possède, autant dire, pas de grands monuments gothiques. Notre connaisseur ne s'en plaignait pas. Il avait horreur de l'art chrétien. Il ne pouvait souffrir ce qui est triste et s'en tenait sur les cathédrales au sentiment de Fénelon qui, dans son *Dialogue sur l'Éloquence*, comparait un mauvais sermon à une église gothique. C'est Mérimée, qui lui apprit à distinguer l'arc roman de l'arc en tiers-point. L'archéologue qui étudia la Chaise-Dieu et Saint-Savin, le jeune Mérimée ironique et froid, montrant au gros homme rougeaud qui tend le jarret une abside romane ornée de têtes coupées, voilà encore un beau sujet de vignette ! Celle-là nous l'imaginons roman-

tique, dans la manière cruelle et satanique des lithographies dont Eugène Delacroix illustra le *Faust* de Gœthe. Cette lithographie porterait pour légende en lettre gothique de style 1830 :

« Stend. — Non je n'aime pas l'art triste.

« Mér. — Ce qui amuse n'est pas triste. Voyez toute cette diablerie ! »

Beyle, qui vieillissait, s'en tint à Percier et Fontaine et ne chercha pas une distraction aux ennuis de la vie dans l'étude de l'art chrétien.

L'art, l'amour, l'amitié, l'étude furent les amusements de ce galant homme. Sans être traversée de malheurs extraordinaires, sa vie ne fut pas exempte des maux attachés à la condition humaine et dont le plus terrible est de penser. Il ne fut pas sans éprouver des souffrances physiques et morales qu'il supporta avec ce courage habituel et ce stoïcisme souriant qui formaient le fond de son caractère.

Ce qu'il paraît avoir souffert le moins patiemment en ce monde c'est le contact des sots. Il les craignait plus encore que les méchants. En quoi il était bien avisé. « Les sots, disait Lamennais, sont plus redoutables que les méchants. Ceux-ci se reposent parfois, les sots jamais. » Oui, certes, le sot est plus redoutable que le méchant. C'est lui qui vous apporte la mauvaise nouvelle, c'est lui qui, juge intègre, condamne l'innocent, qui, médecin réputé, tue le malade, c'est lui qui cause les guerres et les pestes et sacrifie aux dieux cruels, c'est lui qui sur un tableau du Corrège efface le visage délicieux d'Io, c'est lui qui, bon époux, fait mourir à petit feu sa malheureuse femme. C'est l'ennemi naturel de la science, de la beauté, de la liberté. Si Stendhal à force d'adresse et d'énergie échappa quelquefois à la poursuite des sots, il est un hôte, hélas ! qu'il n'a pas évité et qui fut le fléau de sa vie ; cet hôte invisible et silencieux, c'est l'ennui, l'ennui, l'insupportable ennui, le pire de nos ennemis : auprès de lui, la tristesse, avec ses voiles ondoyants et le jeu de ses ombres, nous sourit presque ; lui, il est nu, sans visage et sans forme et muet ; et dans notre vie d'un instant, il nous hante pendant des siècles. D'où vient que ce compagnon qui s'attache à la plupart des hommes et préfère les esprits les plus cultivés, semble à

tous si affreux? N'est-ce pas parce qu'il nous entretient de la condition humaine et nous révèle ce que nous sommes? Stendhal l'a connu autant et plus qu'un autre, mais assurément il n'en eût pas parlé, comme j'en parle ici, de peur de trop accorder à la mélancolie et de donner dans le Sénancour. Je dois cet hommage à son caractère.

Beyle est par le fond de ses idées un homme du XVIIIe siècle. Disciple d'Helvétius et de Condillac, il se passait de Dieu dans sa philosophie aussi facilement que Laplace dans sa mécanique. Une dame disait d'André Chénier qu'il était athée avec délices ; Beyle l'était, pour le moins, avec satisfaction, sans ostentation aucune, et sans la moindre envie d'amener l'espèce humaine à cette créance. Il était aussi peu porté que possible à faire des prosélytes et, s'il eût cru avoir les mains pleines de vérités, il ne les eût pas ouvertes. Les opinions humaines lui inspiraient un mépris respectueux.

En matière de gouvernement, il fut toujours partisan de la révolution. Jacobin, dans sa première jeunesse, il vénérait Brutus et regardait Napoléon avec les yeux d'Arena. L'âge tempéra ces sentiments. On a de lui des fragments d'une histoire qui témoignent d'une vive admiration pour le vainqueur de Marengo. Mais, devenu fonctionnaire, il resta républicain et libéral et fit, dans l'intimité, figure d'un Cadet-Gassicourt. Les Bourbons lui inspirèrent une aversion dont la constance est remarquable en ce temps où la versatilité des esprits devançait les vicissitudes de la fortune et qui fournit aux pamphlétaires la matière d'un *Dictionnaire des Girouettes* plus gros qu'un *Almanach royal*. Pendant le Gouvernement de la Restauration, il témoignait à Béranger et à Manuel une vive amitié, détestait les prêtres et dessinait des éteignoirs sur ses cahiers de notes, afin d'exprimer par cet emblème l'esprit du gouvernement. Il s'accommoda de la royauté de Juillet qui le décora comme fonctionnaire, ce qui lui fit un sensible plaisir. Ceux qui en douteraient donneraient à penser qu'ils ne connaissent guère les hommes, ou qu'ils croient que les grands esprits n'ont pas les faiblesses des petits : en quoi ils se tromperaient.

Un trait de son caractère est trop saillant pour n'être pas indiqué dans son portrait même laissé à l'état de croquis

rapide. Il était secret, caché, étrangement attentif à dissimuler ses actes. Engagé sans cesse dans des aventures d'amour, on conçoit qu'il usât de discrétion. Mais on s'aperçoit bientôt en déchiffrant ses papiers qu'il faisait comme beaucoup d'amoureux qui veulent tout taire et tout dire. Craignait-il la police, les espions, les sbires ? Sans doute les gouvernements sous lesquels il vivait justifiaient de telles inquiétudes. En 1820 la police autrichienne, le croyant affilié aux Carbonari, l'expulsa de Milan. Voilà de quoi sans doute prendre des précautions. Oui, sans doute, mais la cautèle de Stendhal est d'une sorte toute particulière, si puérile qu'elle a tout l'air d'un jeu et qu'on voit qu'il s'amuse. Est-il surprenant qu'un homme supérieur s'égaye ainsi ? Il n'y a que les sots qui ne se permettent jamais d'enfantillages. Ce grand romancier, dans les lenteurs de son existence tranquille, se donnait l'illusion de courir, comme son Fabrice, les plus terribles périls. De là ces faux noms ; ces initiales, ces pseudonymes, ces mots mystérieux, ces phrases anglaises ou italiennes, ces noms rayés à l'encre ou coupés au canif, tout cet appareil naïf de mystère enfin, qui rend si difficile le déchiffrement de ses cahiers et fait le désespoir et les délices de ses éditeurs ; car un éditeur aime aussi les aventures. Nous aimons tous les aventures.

Il y a des hommes de génie qui intéressent plus que leurs œuvres, comme Leibnitz ; il y a en d'autres qui n'intéressent que par ce qu'ils ont écrit, Le Sage, par exemple. Il me semble que lorsqu'on lit Beyle, c'est Beyle qu'on cherche, et qu'on préfère l'homme qu'il fut aux plus belles inventions qu'il a laissées. C'est pourtant un incomparable essayiste et un très grand romancier, et très surprenant aussi, par son goût pour le romanesque et son mépris de la vraisemblance. qu'il a souvent sacrifiée à je ne sais quoi de plus grand. L'art de Beyle, si admirable dans *le Rouge et le Noir* et dans *la Chartreuse*, ne fait par prévoir l'art du romancier tel qu'il prévalut dans la suite du XIXe siècle ; il se rapporte beaucoup mieux à celui de Richardson, de Jean-Jacques, de Laclos, de Benjamin Constant, de Gœthe, tout au moins par le soin exclusif de peindre les sentiments. Rien chez Beyle qui fasse penser à Balzac, plus jeune que lui de

seize ans, mais plus précoce, à Balzac si peintre et qui colorie si vivement les êtres et les choses; rien qui ressemble à Walter Scott leur aîné à tous deux, abondant décorateur, qu'il faut bien rappeler, puisqu'il était de leur temps en possession, dans le monde entier, de tous les esprits et de tous les cœurs.

Nous savons que Stendhal travaillait longuement son plan, mais qu'il n'a jamais essayé d'amender son style et que ses livres furent tous écrits de premier jet. C'est ce qu'il fait entendre lui-même en disant qu'il compte sur l'ordre des idées et non sur la qualité des termes et ne se soucie point du style. En faut-il induire qu'il n'écrivait pas bien? Non point. Fénelon non plus ne travaillait pas son style, il ne corrigeait guère ses phrases et, quand il les corrigeait, il les gâtait. Or Fénelon était tenu par Stendhal pour le plus agréable écrivain du XVIIe siècle et c'est une opinion encore suivie par plusieurs. Nous voilà avertis que Beyle, comme Fénelon, n'estimait dans le style rien autre chose que le naturel. On en pourrait seulement induire qu'il n'était pas artiste, ou du moins qu'il ne l'était pas plus que Fénelon. De toute évidence, il l'était moins. Mais il y a bien des manières d'écrire et l'on peut y réussir parfaitement sans aucun art, de même qu'il arrive d'être un grand écrivain sans correction, à la façon de Henri IV dans ses Lettres et de Saint-Simon dans ses *Mémoires*.

Encore un coup, Beyle écrivait-il bien? Pressé de répondre à cette question tout net et sans barguigner, je dirai d'abord que personne au temps de Beyle n'écrivait bien, que la langue française était tout à fait perdue et que tout auteur du commencement du XIXe siècle, Chateaubriand aussi bien que Marchangy, tout auteur, dis-je, écrivait mal, à l'exception du seul Paul-Louis Courier, dont le cas était particulier. Paul-Louis Courier, s'avisant que la langue française avait péri, se fabriqua, pour son usage, un idiome avec des morceaux d'Amyot et de La Fontaine. C'est tout le contraire de ce que fit notre Milanais et ces deux auteurs sont aussi dissemblables qu'il est possible à des contemporains.

— Enfin, — me poussez-vous, — Beyle écrivait-il bien? écrivait-il mal?

— Eh bien ! Cherchez le langage français dans un chapitre

du *Pantagruel*, ou des *Essais* de Montaigne, ou dans une page de ce vieil Amyot, dont Racine désespérait d'imiter la grâce ; et vous sentirez tout de suite qu'on ne retrouvera pas dans les âges qui suivront une telle fleur, une telle vénusté. Passez vite, et abordez les grands siècles. Si vous prenez alors, comme exemple du bon style, la *Conversation du maréchal d'Hocquincourt avec le père Cannaye, le Roman comique*, les *lettres* de Racine *sur les Imaginaires*, les *Caractères* de La Bruyère, les *Souvenirs* de madame de Caylus, Beyle n'écrit pas bien. Si vous prenez comme canon les *Lettres persanes*, l'*Essai sur les mœurs*, les *Contes* de Voltaire, les *Rêveries du promeneur solitaire* ou la *Lettre sur les aveugles*, Beyle n'écrit pas bien. Mais, si vous le comparez, comme il est équitable et juste, à quelqu'un de ses contemporains et aux meilleurs, aux plus habiles et aux mieux doués, vous trouverez qu'il écrit bien, qu'il écrit très bien, et vous vous assurerez qu'il l'emporte sur Chateaubriand pour la simplicité du discours et la probité du langage.

Le désastre de la langue, commencé dans la jeunesse de Mirabeau, grandit sous la Révolution, malgré ces géants de la tribune, Vergniaud, Saint-Just, Robespierre auprès desquels nos orateurs d'aujourd'hui semblent des enfants criards; malgré Camille Desmoulins, rédacteur du dernier pamphlet bien écrit que devait lire la France ; le mal s'aggrava encore sous l'Empire et la Restauration ; il apparut effroyable dans les ouvrages de Thiers et de Guizot.

En ces temps déplorables, les écrivains en qui subsistait encore le sens de l'exactitude et le goût de la forme, s'efforcèrent d'échapper au fléau ; chacun, à l'exemple de Paul-Louis, se composa un langage à sa convenance et selon ses moyens, et l'on rechercha de toutes parts la singularité. L'originalité, que l'on ne goûtait au XVIIe siècle que dans le choix et l'ordre des idées, fut affectée dans les mots et les tournures de phrases, dans le vocabulaire et la syntaxe. Ce fut un mal si l'on considère que, le langage étant fait pour la communauté des oreilles, toute singularité en doit être bannie. Mais enfin, il fallait refaire la langue, et il se trouva, pour accomplir cette œuvre, de bons artisans; on en connut même de prodigieux. Par malheur une trop curieuse originalité

nuisit parfois à la clarté du discours ; trop d'apprêt et de soins en altéra le naturel et la simplicité. Et l'indifférence de Stendhal pour le style est devenue dès lors plus apparente.

Toutes les décadences sont tristes. Il faut plaindre le sort d'un Boëce ou d'un Paul Orose. Craignons cependant de déplorer trop vite la ruine des lettres françaises. Tacite n'écrivait pas dans le siècle d'Auguste et pourtant nous le lisons avec plus de plaisir et d'émotion que Tite-Live. Voilà une belle fiche de consolation pour nos historiens. J'en offre une autre assez riche à nos romanciers et conteurs : qu'ils pensent à Pétrone, à l'élégant Pétrone, qui florissait sous Néron et que M. Salomon Reinach fait naître, si je ne me trompe, à une époque beaucoup plus basse encore.

Sur les poètes, qui ont leur langage propre, et dont le déclin ne fut pas régulier et continu comme celui des prosateurs, je ne dirai rien. Beyle m'a détourné d'eux ; il n'entendait rien à la poésie. C'était un ennemi d'Apollon, un vrai Marsyas.

ANATOLE FRANCE

CEUX DE JADIS

I

DANS LES BUREAUX DU « LIBÉRAL DE L'OUEST »

« — D'une part, on prête à monsieur Louis Bonaparte des prétentions à l'Empire ; un parti qui s'intitule parti bonapartiste travaille du moins dans ce sens au nom du président ; d'une autre part, la Constitution exclut toute restauration monarchique. Prêter, dans ces circonstances, son « loyal concours » au président de la République, c'est donc renoncer au maintien de la Constitution et seconder, par ricochet, les manœuvres et les espérances de ses ennemis. »

M. Malgon père, — le Bonhomme, comme on appelait familièrement, à Nantes, le directeur du *Libéral de l'Ouest*, — accentua les derniers mots d'une voix triomphante. D'un geste devenu mécanique, il releva sur le front ses grosses lunettes à cercle d'écaille. Son regard, qui n'entrevoyait plus que de façon confuse la silhouette de maître Bois-Leroux, parut attendre de ce dernier l'aveu d'une argumentation sans réplique.

Sur la grande table de sapin noirci s'étalaient les épreuves du numéro qui paraîtrait à la fin de l'après-midi. C'était l'un de ces papiers (où l'encre grasse non encore sèche avait pris l'empreinte de son pouce) que M. Malgon achevait de lire à son visiteur.

Avocat dont la renommée s'étendait à toute la Bretagne et la Vendée, ancien député à la Constituante non réélu aux élections de 1849, maître Bois-Leroux offrait un complet contraste avec son interlocuteur. Grand, maigre, la physionomie froide, la mâchoire allongée et volontaire entre les larges favoris, il contemplait, avec une ironie contenue, qui restait sympathique, le petit homme à la face glabre, au ventre saillant, aux lèvres gourmandes, aux gestes exubérants, qui réclamait son suffrage.

— Eh bien ! cher maître, qu'en dites-vous? — interrogea le Bonhomme, impatienté d'un silence trop long à son gré.

— Je dis, mon cher Malgon, que la seule chance, — très faible au reste, — de maintenir au moins de nom la République, serait pour notre parti de se rallier, ici et ailleurs, aux principes exposés dans le manifeste électoral, objet de vos acerbes critiques. Il faudrait amener monsieur Louis Bonaparte, — comme vous l'appelez irrévérencieusement, — à attacher quelque prix à notre « loyal concours » et à l'y mettre, — c'est-à-dire à conserver le cadre républicain, sinon le tableau, — en échange de l'appui que nous lui prêterions contre les royalistes.

Du coup, les lunettes reprirent leur aplomb sur le gros nez du directeur du *Libéral*.

— Comment !...

Sans un geste, de sa voix glacée, aux intonations à peine nuancées, maître Bois-Leroux poursuivit :

— « L'Empire est fait! » s'est écrié, au début de cette année, monsieur Thiers, en apprenant que le général Changarnier était révoqué de son commandement des troupes de Paris. L'Empire se fera, tout au moins, dès que le Prince-Président le voudra sérieusement. La grande majorité du pays acceptera, sans résistance et parfois avec joie, le fait accompli. Rappelez-vous la prédiction de Lamartine avant l'élection du 10 décembre 48 : « Il y a des noms qui entraînent les foules comme le mirage entraîne les troupeaux, comme le lambeau de pourpre attire les animaux privés de raison !... » Nous nous sommes réjouis trop tôt de la révolution de Février; nous regretterons Louis-Philippe !...

— Lamartine fut cause de tout le mal ! Il empêcha la Cons-

tituante de nommer elle-même le président de la République, parce qu'il redoutait l'élection de Cavaignac ou de Ledru-Rollin. Est-ce bien vous que j'entends? Il me semble écouter encore votre confrère Guillaumin, ce Guillaumin qui, sous la dernière monarchie, fut en maints procès de presse l'avocat du *Libéral* et qui, l'autre jour, me conviait à me tourner, comme lui, vers « le soleil levant »! Ce thuriféraire prétendait que Napoléon II ou III, — on ne sait quel numéro de règne le personnage voudrait prendre! — serait bientôt sur le trône. Guillaumin compte devenir l'un de ses ministres et il m'offrait impudemment de faire de mon journal l'organe officiel du parti bonapartiste à Nantes!

Un sourire triste plissa les lèvres minces de maître Bois-Leroux.

— Il ne serait jamais, — affirma-t-il, — ministre de l'Empire; mais, s'il ne s'agissait que d'intérêt personnel, le Bonhomme aurait avantage à suivre les conseils de maître Guillaumin.

Écartant brusquement son vieux fauteuil de paille de la table devant laquelle il était placé, le père Malgon se leva, et, dressé de toute sa petite taille, tendit la main vers le mur où, sur de simples rayons, s'allongeaient les gros volumes reliés de la collection du *Libéral* et de ses prédécesseurs, l'*Ami de la Constitution* et la *Gazette Nantaise*.

— Depuis trente ans que j'ai succédé à mon père, qui lui-même poursuivait l'œuvre du sien, j'ai défendu la liberté dans toute la mesure permise par les lois bâillonnant la presse. Je continuerai aussi longtemps que je tiendrai la plume. Après moi, mes deux fils feront de même. Je suis sûr d'eux et, à mon lit de mort, je pourrai dire comme Horace : « *Non moriar omnis !* »

Une légère rougeur d'émotion colora le teint pâle de l'avocat qui tendit la main au journaliste. Il savait la sincérité des convictions du Bonhomme, dont le désintéressement n'avait plus à faire ses preuves. C'était une tradition de famille s'appuyant sur soixante ans de journalisme honnête.

— Vous ne deviendrez jamais un courtisan du pouvoir; moi non plus... Mais je maintiens mon dire. Si le parti républicain ne veut pas sombrer tout entier et pour de longues années dans l'impuissance, il lui faut prévenir, à tout prix,

le grand ouragan qui se prépare. Sans rien perdre de son indépendance, il pourrait...

— Revenir sur le vote de juillet dernier où il fit échouer la proposition de revision constitutionnelle, admettre le renouvellement des pouvoirs du président?... Pourquoi pas l'érection dans Paris d'une nouvelle colonne Vendôme, fondue avec les canons de l'expédition romaine et portant la statue de Louis-Napoléon?...

— *Quos vult perdere !...* — fit pensivement maître Bois-Leroux. — Je crois d'ailleurs qu'il est trop tard : le destin est en marche ! Il faut, mon cher ami, beaucoup de candeur pour s'imaginer que le prince se croira tenu d'abandonner le pouvoir en mai prochain, à l'expiration de son mandat.

— On le mettra en accusation ! on le fusillera comme un traître, s'il viole la Constitution qu'il a jurée !

— Et qui le fusillera?... les soldats qui l'acclament?... les généraux qu'il a le droit de nommer à son gré?...

— Changarnier lui-même, — objecta le Bonhomme, — n'a-t-il pas assuré, voilà trois mois, l'Assemblée Nationale qu'*On* ne réussirait à entraîner contre elle ni un bataillon, ni une compagnie, ni une escouade et que l'*On* trouverait devant soi les chefs que nos soldats sont accoutumés à suivre sur le chemin du devoir et de l'honneur ! Vous êtes trop pessimiste, mon cher maître. Changarnier doit connaître pourtant le réel état d'esprit de l'armée !

— Vous vous bercez toujours d'illusions. Changarnier n'a plus de troupes sous ses ordres. Il n'est qu'un représentant royaliste, sans autorité sur l'armée, sans influence sur le peuple. Que pourra-t-il faire?... La « comédie de quinze ans », — comme l'on avait surnommé le régime de Juillet, — a pris fin trop tôt. C'est la tragédie qui commence. Il faut être prudent, très prudent ! A ce propos, j'ai regretté votre article de l'autre jour sur le Prince-Président ; il pourra vous valoir de grands ennuis. C'est sans doute à ce sujet que vous m'avez écrit désirer de moi une consultation juridique. Je suis à vos ordres.

Le Bonhomme, étonné, expliqua qu'il s'agissait seulement d'un petit différend avec son propriétaire et non d'un procès

de presse. Puis, déjà inquiet, il voulut avant tout élucider la question plus grave soulevée par l'avocat.

Celui-ci était devenu, depuis la brusque évolution de maître Guillaumin, le défenseur attitré du *Libéral*. Longtemps, la question religieuse l'avait séparé du père Malgon ; il était, en effet, un catholique convaincu et pratiquant. Malgré un commun attachement aux idées démocratiques, les deux hommes se voyaient rarement sous la monarchie de Juillet. L'entrée de maître Bois-Leroux dans la politique active, la netteté de son attitude à l'Assemblée Constituante, avaient eu raison des défiances instinctives du Bonhomme contre ce républicain qui se disait si hautement catholique. Une première fois, maître Bois-Leroux s'était offert à plaider pour le journal. Depuis lors, le père Malgon avait dû trop souvent faire appel à son concours désintéressé.

Au cours de la seule année 1849, le *Libéral* fut poursuivi à trois reprises pour délits de presse et toute l'éloquence de son défenseur ne put lui épargner de sévères condamnations. Le père Malgon fit douze mois de prison « pour avoir excité ses lecteurs à la haine et au mépris du gouvernement de la République ». Inutilement, son avocat avait souligné l'ironie cruelle du grief fait à ce vieux démocrate de vouloir détruire un régime pour le triomphe duquel il combattait depuis trente ans. Des magistrats avides d'avancement, prêts à toutes les sévérités pour complaire au pouvoir, frappèrent sans pitié le *Libéral* et son directeur. D'écrasantes amendes se joignirent aux mois de prison. Elles auraient tué le journal si le père Malgon, sans fortune personnelle, n'avait trouvé auprès de ses amis politiques l'appui pécuniaire indispensable. Les pièces de cent sous, voire de dix, s'étaient mêlées multiples à quelques billets de mille francs pour fournir la rançon du *Libéral*.

De sa chambre de prisonnier, au régime de la « pistole », le Bonhomme avait eu la joie de pouvoir poursuivre son œuvre. Malgré l'interdiction légale, il continuait à collaborer au journal sous la signature de ses fils. Sa cellule était comme un petit club où les chefs du parti républicain venaient, à tour de rôle, tenir compagnie à leur ami.

Le père Malgon supportait avec philosophie et bonne humeur sa longue captivité. Il la mit à profit pour relire ses auteurs préférés et pour écrire une petite brochure intitulée *Mes prisons.* Il y contait avec verve l'histoire des libéralités diverses d'emprisonnement et d'amende dont, au cours de sa carrière de journaliste, l'avaient gratifié les magistrats de Nantes et ceux de la cour d'appel de Rennes. Ce pamphlet fut rédigé à loisir, avec une telle habileté de forme, que les juges ainsi fouaillés n'y purent trouver prétexte à de nouvelles poursuites.

Mais le Bonhomme savait que le parquet le guettait, n'attendant qu'un prétexte pour prendre sa revanche. Depuis sa sortie de prison, il avait dû imposer à ses fils et à lui-même plus de modération dans leurs attaques contre le pouvoir. Les ressources du parti républicain étaient modestes ; il fallait éviter que de lourdes amendes ne compromissent irrémédiablement l'existence du journal. Malgré tout, la plume des rédacteurs du *Libéral* s'était laissé emporter parfois à des critiques trop vives. Pendant une ou deux semaines, le Bonhomme avait redouté de recevoir une citation du Parquet, mais celui-ci était demeuré inactif, espérant sans doute une occasion meilleure encore.

Quelques jours auparavant, une plus grave imprudence avait été commise. Discutant la prorogation, sans cesse réclamée par les bonapartistes, des pouvoirs présidentiels, le père Malgon l'avait déclarée contraire à la Constitution, ajoutant qu'au cas où M. Louis Bonaparte prétendrait passer outre, le peuple saurait faire son devoir et les barricades surgiraient du sol dans tous les faubourgs de Paris. C'est à cet article, au titre menaçant de « Président, prenez garde ! », que venait de faire allusion maître Bois-Leroux.

Ce dernier avait rencontré la veille, dans les couloirs du Palais de Justice, M. Larreux, juge d'instruction. Le magistrat lui avait dit que décidément le *Libéral* était incorrigible. Il fallait que M. Malgon eût perdu la tête pour oser provoquer ainsi le peuple à l'émeute. Une plainte du procureur de la République paraissait certaine, que suivraient des poursuites devant aboutir à une dure condamnation.

— Cet article, — conclut maître Bois-Leroux, — m'avait

semblé bien dangereux. J'ai fait valoir pourtant auprès de M. Larreux le fait que, dans l'une de vos dernières phrases, vous déclariez très improbable une prorogation des pouvoirs présidentiels. Vos appels à la violence prenaient ainsi un caractère surtout théorique. M. Larreux a paru frappé de mon argumentation et je ne désespère pas de le voir mettre un frein au zèle du parquet.

Maître Bois-Leroux prit un temps et, avec son froid sourire, il ajouta :

— Ce magistrat est assez irrité de n'avoir pas été compris dans la dernière promotion judiciaire. Peut-être ressentirez-vous les bons effets de son mécontentement. En tous les cas, redoublez de sagesse !

Le grand avocat interrompit les chaleureux remerciements du Bonhomme, déjà rendu à son optimisme habituel, pour lui demander quel sujet de dispute il pouvait avoir avec son propriétaire.

— Voyez ce contrat de bail ! — fit le père Malgon en tendant une feuille de papier timbré.

Maître Bois-Leroux lut de sa voix monotone :

Nous Malgon et femme sommes prévenus :

1º Que le bois de corde ne se doit pas mettre au grenier, mais à la cave et qu'il n'y a que le fagot et les mottes [1] qui doivent y trouver place ;

2º Qu'il ne sera porté ni feu ni chandelles allumées dans le grenier où l'on ne doit aller chercher les objets de besoin que pendant le jour ; de même qu'à la cave où, si l'on veut être éclairé, on doit se servir d'une lanterne fermée ;

3º Que les cheminées seront ramonées aux frais des locataires aussi souvent qu'elles l'exigeront afin d'éviter les accidents ;

4º Que lesdits locataires feront placer, sous leurs fontaines ou jarres à eau, des trépieds sous lesquels on met un vase pour recevoir l'eau qui filtre le plus ordinairement au travers de ces jarres et ce pour éviter qu'elle ne tombe sur le plancher ;

5º Que les chambres ne seront point lavées en grande eau, mais avec des frottoirs et des napperons mouillés, à mesure que l'eau sera jetée modérément sans la laisser séjourner. Cette précaution est essentielle en ce que les planchers ne sont pas épais et qu'il en résulterait des avaries aux soliveaux et aux logements des étages inférieurs.

1. Combustible fait avec de la tourbe comprimée, alors en grand usage dans la région nantaise.

— Eh bien?... — questionna maître Bois-Leroux, qui achevait sa lecture avec un petit rire silencieux, visiblement amusé par la forme naïve de ce bail provincial, comme aussi qu'on recourût à ses lumières pour un aussi mince sujet.

Le Bonhomme conta que l'eau suintant des jarres et débordant des récipients qu'on avait oublié de vider, avait, au dire du propriétaire, traversé le plancher et abîmé le plafond de l'étage inférieur. Le père Malgon eût payé volontiers les quarante francs réclamés pour les réparations, s'il n'avait soupçonné son propriétaire d'être « de robe courte » et de se laisser pousser à lui chercher noise.

Maître Bois-Leroux haussa les épaules, disant un peu sèchement que le Bonhomme voyait partout *Rodin* et ses hommes noirs. Il fallait payer afin d'éviter un procès ridicule et perdu d'avance.

La porte du cabinet directorial s'ouvrit brusquement. Honoré, le prote, entra, l'air bougon à son habitude, la moustache et les cheveux grisonnants hérissés en bataille. Depuis vingt-cinq ans qu'il occupait son poste, il faisait preuve à la fois d'un dévouement sans limites et d'une permanente mauvaise humeur.

Après un bref salut à maître Bois-Leroux, il se plaignit amèrement de ce que le Bonhomme n'eût pas renvoyé les épreuves à l'atelier. Il mettrait encore le journal en retard !

Le père Malgon tendit en riant les papiers. Toujours irrité, le prote lui reprocha d'avoir ajouté cinq ou six lignes à son article, ce qui entraînerait un remaniement de la mise en pages.

— Allons, allons, Honoré ! tu le sais bien ! La « une » ne peut être « serrée » avant que le courrier de Paris ne soit composé. Est-il arrivé à l'heure?

Le chef d'atelier répondit que MM. Paul et Jean Malgon qui, eux, ne « lambinaient » pas, avaient presque fini de découper les *informations* dans les journaux de Paris de la veille (apportés par la diligence partie d'Angers où le train s'arrêtait à cette époque). Dans une heure, on pourrait « rouler ».

Honoré se dirigea vers la porte. Le Bonhomme le pria de

lui envoyer les « informations », afin d'y jeter un coup d'œil avant qu'on les donnât à composer.

Mais le prote refusa. M. Malgon garderait trop longtemps la copie attendue par les ouvriers. On lui enverrait la « morasse » quand tout serait prêt.

Honoré sortit, en continuant à grommeler sous son épaisse moustache d'inarticulés reproches, mais la porte se rouvrit aussitôt.

— Voilà la République ! — dit une voix joyeuse. — Ton prote a pour toi de ces bontés familières dont je réserve la faveur à mon valet de chambre. Bonjour, maître! Salut et fraternité, vieux jacobin !

— Bonjour, vieux chouan !

C'étaient les formules de bienvenue dont se saluaient, presque à chaque rencontre, le Bonhomme et M. de Marvéjolle, ancien officier de la Maison du Roi sous Sa Majesté Charles X. Les deux hommes s'étaient liés d'amitié étroite dès le lycée où, par une étrange fantaisie, M. de Marvéjolle père, légitimiste intransigeant mais voltairien enragé, avait voulu faire élever son fils plutôt que dans un pensionnat religieux.

Louis-Marie-Henri-Pierre-Hugues-Raoul de Marvéjolle n'avait usé dans la vie que du dernier des prénoms dont la munificence paternelle l'avait si largement doté. « Une vraie grappe ! » disait-il parfois railleur. Pour rien au monde, il n'eût voulu s'appeler Louis, après qu'un roi de France, par sa faiblesse, « avait laissé traîner ce nom devant un tribunal révolutionnaire ». Henri lui aurait plu, s'il n'y avait eu dans l'histoire que le Béarnais, mais il y avait maintenant M. le comte de Chambord « qui finirait dans une sacristie ». Hugues était « trop moyen âge ». Pierre était « un nom de portier ». Il restait Raoul. M. de Marvéjolle s'en était contenté et déclarait n'avoir pas eu trop à s'en plaindre.

De fait, pendant les dix années qui suivirent sa rentrée dans la vie civile, ses bonnes fortunes, agrémentées de quelques duels heureux, avaient défrayé la chronique scandaleuse nantaise. Le manoir où il habitait dans un faubourg de Nantes, sur la côte Saint-Sébastien, entouré d'un vaste jardin au bord de la Loire, n'avait eu d'un ermitage que la discrète solitude

de ses ombrages, la hauteur de ses murs, l'absence de tout voisinage autre que les champs et les prairies des fermiers du châtelain.

Bien des jolies femmes, savamment voilées, avaient autrefois franchi l'une des petites portes percées, çà et là, dans les longues murailles que l'humidité du fleuve proche couvrait de mousse. Parfois, le galant M. de Marvéjolle allait chercher la dame attendue, sur l'autre rive, dans un canot qu'il amarrait au retour en un petit port fermé d'une grille et creusé sous la grande terrasse qui dominait la Loire. Il avait pris à Venise l'idée de cet abri commode.

Mais l'âge était venu peu à peu, et, à la suite d'une trahison cruelle, M. de Marvéjolle avait renoncé, depuis plusieurs années, aux grandes amours. Il les remplaçait par des fantaisies passagères nées le plus souvent dans les coulisses du théâtre qu'il fréquentait avec assiduité. Il y passait l'hiver presque toutes ses soirées, — les poches pleines de cornets de bonbons qu'il distribuait, paternel, aux petites actrices.

Ses journées étaient partagées entre la lecture, la chasse, la pêche et des travaux compliqués de mécanique. Imbu des idées à la mode à la fin du XVIII[e] siècle, son père lui avait fait apprendre jadis le métier de tourneur sur métaux. Il en avait gardé une adresse de main lui permettant de construire les petits modèles de machines que son esprit inventif lui suggérait. Certaines de ces créations, copiées par des industriels nantais, leur avaient rapporté une fortune. M. de Marvéjolle s'en souciait peu. Il professait pour l'argent un mépris absolu et ne s'occupait point d'augmenter des revenus qu'il jugeait très suffisants pour vivre tranquille.

Par tradition de famille, plus que par conviction personnelle, il était demeuré légitimiste et votait aveuglément à chaque élection pour le candidat du parti. Cela ne l'empêchait point de railler les derniers Bourbons « confits dans la dévotion et incapables de monter à cheval ». Il se bornait, lui, à aller à la messe de temps à autre et à se confesser, la veille de Pâques, au brave curé de campagne dont il était le paroissien. M. de Marvéjolle tenait à donner l'exemple à ses fermiers, professant hautement la formule célèbre qu'il faut « une religion pour le peuple ». Il lisait quand même Voltaire

et Rabelais, comme son père, et aussi, il est vrai, M. de Chateaubriand et les écrivans romantiques.

C'était un grand et beau vieillard d'une soixantaine d'années, alerte et souple encore, qui consacrait fort bien une nuit entière à pêcher l'alose ou le saumon dans un « bachot » plat, au milieu des brouillards du fleuve. Il jurait des « mordious » allègres, quand, tirant sur le levier alourdi d'une grosse pierre pour faire contrepoids, il apercevait, dans le filet formant poche et lentement sorti de l'eau, les écailles argentées de quelque belle prise. Et, au matin, comme si de rien n'était, il passait son costume de cheval pour la randonnée quotidienne.

De sa carrière militaire, il aimait peu à évoquer les souvenirs. Il avait pris part comme capitaine à l'assaut du Trocadéro et plus tard, comme commandant, escorté fidèlement, jusqu'à Cherbourg, Charles X sur le chemin de l'exil. Mais cette fuite lui semblait honteuse, car il ne comprenait pas qu'on se rendît sans combattre,... ni même après avoir combattu.

Ce que très peu de personnes savaient à Nantes, c'est qu'avant de servir dans la garde royale, M. de Marvéjolle s'était battu comme engagé volontaire à Montmirail et à Champaubert. Voyant la France envahie, ce galant homme avait oublié qu'il était royaliste. Malgré la violente opposition d'un oncle, — le seul parent proche qui lui restât et plus préoccupé d'organiser l'insurrection que de couvrir la frontière, — il avait pris le fusil. Sous le nom de Sébastien, emprunté à sa résidence, il était allé s'enrôler à Paris. Dans l'un des derniers combats de l'immortelle campagne, une balle lui avait traversé la poitrine, comme il se ruait, baïonnette au canon, sur des tranchées prussiennes. Il était encore convalescent quand eut lieu le retour de l'île d'Elbe. Cela seul empêcha le « chouan », ainsi que disait le Bonhomme, d'aller combattre de nouveau à Waterloo.

Comme maître Bois-Leroux avait pris congé du père Malgon, celui-ci, resté seul avec son ancien camarade, voulut recommencer à parler politique, mais M. de Marvéjolle ne s'y prêta point et passa aux choses sérieuses. Il annonça qu'il venait

de porter chez le Bonhomme un cent d'huîtres arrivées de Cancale, le matin même. N'était-on pas déjà au 2 septembre (mois avec *r*) de l'an de grâce 1851? Il y avait joint quelques perdreaux et un beau lièvre tués, voilà trois jours, en braconnant à travers ses champs. Il s'était disputé avec madame Malgon qui voulait mettre le lièvre en rôti et les perdreaux en salmis. Il avait dû la menacer d'emporter le tout. Finalement, on aurait, ce soir, le lièvre à la Royale, les perdreaux rôtis sur canapé. Madame Malgon avait promis à M. de Marvéjolle l'un des potages qu'il aimait le plus et des artichauts à la barrigoule qu'elle savait si bien apprêter.

— J'ai envoyé, par mon domestique, — continua le gentilhomme, — quelques bouteilles de bourgogne pour tes fils et moi... puisque ta gourmandise n'a aucune excuse étant celle d'un buveur d'eau. Nous dînerons à six heures « tapant », quand même le télégraphe t'apporterait, avant, la nouvelle que le Bonaparte s'est décidé à faire son coup d'État.

Le Bonhomme riait de plaisir dans son fauteuil. Il proclama que son ami Raoul avait eu parfaitement raison de vouloir les perdreaux rôtis, puis, anxieusement, s'informa si l'on penserait à les barder de lard. Pour M. de Marvéjolle, la chose ne faisait point doute, madame Malgon s'étant chargée de surveiller les apprêts du repas.

— Catherine est une maîtresse femme. En un rien de temps, elle a commencé la sauce à la Royale pendant que la domestique plumait les perdreaux. La cuisine embaumait déjà, quand je suis parti pour t'avertir que ce soir je serai ton hôte.

— *Deus nobis hæc otia fecit !* — dit en riant le Bonhomme.

— *Nunc est bibendum !...* — répliqua M. de Marvéjolle. — L'eau fraîche t'attend et, nous, le vieux Corton !

Il tira sa montre :

— Quatre heures ! on va bientôt « rouler ». Je voudrais voir fonctionner la nouvelle machine...

Nulle demande ne pouvait être plus agréable au père Malgon. Dès l'enfance, il avait respiré l'odeur grasse de l'encre d'imprimerie et aucun parfum ne lui paraissait aussi suave. Sans plus attendre, il voulut conduire M. de Marvéjolle dans l'atelier, pour lui montrer son « Applegath and Cowper » dernier modèle.

II

DANS L'ATELIER

L'imprimerie du *Libéral* était installée dans une cour intérieure couverte d'une verrière. Elle s'étendait entre les bureaux de l' « administration », — dont l'entrée se trouvait rue Neuve-des-Capucins, — et ceux de la « rédaction », où l'on arrivait par un long couloir partant du quai de la Fosse. Par suite de la grande différence de niveau des deux chaussées, un escalier en bois, sorte d'échelle de meunier haute de six ou sept mètres et fixée à même le mur de l'atelier, faisait communiquer ce dernier avec les locaux supérieurs. Un petit corridor séparait le bureau directorial et celui des rédacteurs, — qui lui faisait face, — de la grande porte vitrée de l'atelier.

En voyant entrer le Bonhomme et son ami, le prote accourut au-devant d'eux avec un sourire aimable s'adressant particulièrement à M. de Marvéjolle, pour lequel il professait la plus vive admiration. A deux ou trois reprises, le gentilhomme avait su réparer, comme en se jouant, des presses devenues invalides et que le mécanicien de l'atelier ne parvenait pas à faire fonctionner. Le père Honoré n'oubliait point de telles actions d'éclat !

Quand il connut que M. de Marvéjolle désirait voir en marche la machine anglaise, il déclara que, dans vingt minutes au plus, on pourrait « rouler ». Puis il courut entre les hautes tables portant les « casses » et recommanda aux ouvriers « composant » les dernières nouvelles arrivées de Paris, d'accélérer leur travail en l'honneur de l'illustre visiteur.

— *Hic Labor est noster, sunt hæc miracla Typorum*
Queis nihil utilius videt aut pretiosius orbis !

— déclama le Bonhomme, en montrant d'un geste large à M. de Marvéjolle l'atelier en plein travail. — Voilà quel est notre labeur, tels sont les miracles réalisés par les imprimeurs. Rien n'apparaît plus utile ou plus précieux dans l'univers !

— Ah çà ! tu t'amuses maintenant à mettre ton métier en vers latins?... J'avoue que je préfère Horace !

Le Bonhomme répliqua que la critique ne l'atteignait point, le poème dont il venait de citer deux vers ayant pour auteur Claude-Louis Thiboust qui l'avait écrit en 1754. L'œuvre avait au moins le mérite de décrire avec une rare précision le travail typographique. Il avait découvert cet opuscule, voilà une huitaine de jours, chez un bouquiniste des quais de l'Erdre. Séduit par sa lecture, il savait aujourd'hui par cœur tout le poème.

— Il est beau d'avoir une pareille mémoire à soixante-trois ans, mais quelle absurdité de l'employer à retenir des œuvres de basse latinité !

— Quoi que tu en penses, sans le connaître, — ô juge téméraire ! — il y a dans ce petit poème de remarquables trouvailles de mots. Regarde mes compositeurs à la besogne. Peut-on mieux dépeindre que maître Thiboust la tâche que tu leur vois accomplir :

Jam spectare juvat quænam sint munera stantis
Compositoris : habet divisas ordine Capsæ
Quasque Notas ; scriptorum imitabitur ære tenorem.
Mirare hunc scite propriis sua signa legentem
E Loculis, quæ, ut mox reddant exempla, reponit
Sub Ferulam, Spatiis disjungens singula verba...

— *Stantis compositoris !* du compositeur toujours debout ! L'épithète est vraiment heureuse ! Ne vois-tu pas aussi les *casses*, où toutes les lettres sont rangées dans l'ordre voulu, les lettres avec lesquelles le typographe reproduira les œuvres des écrivains?...

Le Bonhomme, enthousiaste, continuait à réciter le poème où l'on dépeignait les ouvriers tirant les lettres du *cassetin*, — donnant aux lignes l'égale longueur sans laquelle la page ne pourrait être *liée dans la galée*, — transportant sur le *marbre* le texte composé, — plaçant les *bois*, — prenant des *coins* pour *serrer la forme*, — soulevant celle-ci doucement pour voir s'il ne s'en détachait pas quelques lettres, — enfin *l'ajustant* à la presse.

... Apparent mira instrumenta prementis
Lamnæ, quam nostra suspendimus arte Columnis...

— Impossible de mieux décrire la force et le jeu merveilleux de la *platine*, suspendue par quatre colonnes d'airain !

M. de Marvéjolle suivait, d'un œil attentif, le travail des ouvriers illustrant lumineusement le texte du poème récité par son ami. Celui-ci entrait maintenant dans la description des antiques presses *à bras*, dont deux exemplaires demeuraient dans l'atelier. Il parlait des *jumelles*, des deux *tympans*, des *frisquettes*, de la *vis de l'arbre*, de la *manivelle*, — le tout avec des mots latins par trop calqués sur l'argot professionnel pour rester littéraires. Mais la clarté du récit était saisissante.

M. de Marvéjolle se l'avouait en voyant, dans un coin de l'atelier, de jeunes ouvriers laver des *formes* qui seraient ensuite *distribuées*. Amusé, il entendait justement le Bonhomme parler, dans son latin barbare, de « l'eau bouillant dans cette chaudière qui allait être versée sur cette forme ». A l'aide de la brosse dont on les frotterait, les caractères reprendraient bientôt leur propreté. La *forme* une fois retirée de l'eau et placée sur le marbre, on desserrerait les *coins*. Le compositeur lèverait les lettres par pincées qu'il *distribuerait* dans son *cassetin*.

Le poème s'achevait par une lyrique apostrophe où maître Claude Thiboust concluait que les chefs-d'œuvre d'Apelle et de Phidias étaient « plongés dans la nuit des temps qui les absorbe et les dévore ». L'art de l'imprimeur brillait, au contraire, d'un éclat qui ne souffrirait jamais d'éclipse. « Sa gloire passerait d'âge en âge avec les célèbres écrits qu'elle y saurait porter. »

— Vous êtes orfèvre, monsieur Josse ! — dit en riant M. de Marvéjolle, quand le Bonhomme, tout essoufflé, termina ainsi sa récitation. — A vous en croire, l'art de l'imprimeur serait vraiment surhumain !

— Tu ne penses pas si bien dire ! Le préambule du *Catholicon* (imprimé à Mayence en 1560) n'explique-t-il pas que seul « un don gratuit de Dieu a pu permettre une telle production du génie humain »?

— Eh bien ! mon divin ami, allons voir rouler ton « Applegath and Cowper », car Honoré vient nous chercher.

Lourde et massive, mesurant quatre à cinq mètres de long, la nouvelle machine *à double réaction* tirait, en une heure, les deux mille exemplaires quotidiens du *Libéral*. Le mécanicien, — que le père Malgon avait dû envoyer à Londres faire un stage dans les ateliers des constructeurs, afin d'apprendre le maniement de ce modèle récent, — n'attendait pour la mise en marche qu'un signe d'Honoré.

Aux deux extrémités de la machine, de larges plateaux en bois épais recevaient, l'un le papier humide encore vierge, l'autre le journal entièrement imprimé. Se penchant sur le tas de papier blanc, M. de Marvéjolle remarqua que la feuille supérieure était maculée dans un coin.

C'était, comme le dit avec amertume le père Malgon, l'odieux timbre fiscal de deux centimes par exemplaire établi par la loi du 16 juillet 1850. Une autre taxe d'un centime frappait « tout roman-feuilleton ». De telles mesures n'avaient point été imaginées par la majorité réactionnaire de l'Assemblée législative dans un but fiscal, mais afin d'entraver le plus possible la vente des journaux, malgré le principe de la liberté de la presse solennellement proclamé par la Constitution de 1848. Au lieu des romans, qui, par leur grand succès, avaient parfois fait doubler le tirage, on ne trouvait plus au « rez-de-chaussée » de la plupart des journaux que des « études historiques » non soumises à l'invraisemblable impôt.

Sur la demande de M. de Marvéjolle, qui examinait la machine en connaisseur, Honoré, solennel, donna le commandement attendu :

— Roulez !...

Le mécanicien abaissa un levier, la vapeur siffla. Quatre apprentis montèrent sur des tabourets de fonte placés à chacune des extrémités de la presse. Les uns faisaient glisser une par une vers la machine en marche les feuilles de papier blanc ; les seconds les recevaient à l'autre bout tout imprimées et les rangeaient sur la tablette, prêtes pour le pliage et l'expédition.

Curieusement, M. de Marvéjolle se renseignait sur les détails du mécanisme. Dans l'ancien système, dit *à simple réaction*,

un premier tirage imprimait les feuilles d'un seul côté. Il fallait les remettre à la machine pour l'impression du verso. Avec la nouvelle méthode, la feuille conduite par les cordons, une fois imprimée d'un côté par un premier cylindre, passait de celui-ci sur deux tambours en bois qui la retournaient. Elle allait s'appliquer sur le contour d'un deuxième cylindre avec une telle précision qu'elle rencontrait les caractères de la seconde forme juste au point où se trouvaient imprimés au recto ceux de la première. Avec un personnel entraîné, on pouvait ainsi tirer deux mille exemplaires à l'heure, au lieu de sept ou huit cents autrefois.

Ses petites jambes écartées, le regard brillant de joie derrière ses lunettes, le père Malgon observait amoureusement la marche de *sa* machine, — prêtant l'oreille à ses grondements réguliers. Et, comme M. de Marvéjolle s'émerveillait du progrès accompli, il rappela avec quelle rapidité l'impriprimerie s'était transformée depuis le commencement du siècle.

Dans l'atelier de son père, à l'époque de la Révolution, on ne connaissait que l'antique presse « à vis » et en bois, ne différant guère de celle de Gutenberg. On devait aux Anglais les immenses perfectionnements obtenus. A la paix de 1815, quand les relations franco-britanniques purent reprendre leur cours normal, les éditeurs de Paris furent stupéfaits de constater la transformation complète des imprimeries londoniennes. Dans les presses « à levier » et « à plan incliné », inventées pendant les longues guerres où s'épuisait l'Europe, le métal avait été d'abord substitué au bois. Puis le grand progrès fut réalisé par l'invention des presses à « cylindres », dont, — dès 1790, — William Nicholson, éditeur du *Journal Philosophique*, avait conçu la première idée. Cette belle découverte délivrait l'imprimeur de tout ce qui rendait son métier si pénible. Ce n'était plus ses bras qui devaient tirer le « barreau » de la presse, étendre l'encre sur les tampons, « toucher les formes » pour encrer les caractères. Tout cela, la machine le faisait elle-même une fois en marche.

La vapeur avait achevé la grande évolution de l'imprimerie moderne en se substituant au moteur humain dont elle centuplait la puissance. Le 28 novembre 1814, — date à

jamais mémorable, — le *Times* avait été pour la première fois tiré sur une machine que mouvait la force merveilleuse.

— Hein, Honoré? — dit le Bonhomme, — te souviens-tu du vieux temps? te rappelles-tu la nauséabonde préparation des tampons? C'étaient des balles en laine recouvertes de peau de chien, qui ne donnaient un bon encrage que quand cette peau approchait de la putréfaction. Souvent on les faisait macérer dans l'urine. Les « rouleaux », composés de mélasse et de gélatine, ont remplacé avantageusement ces vilains instruments de travail...

Le prote acquiesçait de la tête, content que le « patron » sût si bien exposer l'histoire du métier dont tous deux étaient également fiers. Un à un, les ouvriers avaient quitté leurs « casses » pour faire le cercle autour du père Malgon dont la voix vibrante dominait les grondements de la machine.

Le Bonhomme prophétisait illimités les progrès futurs de la presse, si celle-ci redevenait libre. Mais, comme M. de Marvéjolle disait avoir lu, dans une revue scientifique, que des essais se poursuivaient pour la construction d'une machine « à composer », il haussa les épaules. Ces expériences toutes théoriques ne pouvaient avoir aucun résultat utile. Au plus parviendrait-on à construire quelque ingénieux et coûteux automate susceptible d'imiter vaguement les gestes du typographe. Jamais, — concluait-il aux applaudissements de l'atelier, — jamais la machine ne remplacerait avec avantage la main de l'ouvrier pour la « composition ». Quant à la « distribution » mécanique, c'était folie pure que de même l'envisager!

— Bravo! — cria Honoré, prenant les mains du Bonhomme qu'acclamaient tous les ouvriers. — Monsieur Malgon, je ne suis pas toujours assez aimable avec vous : c'est la faute de mon fichu caractère! mais ça ne m'empêche pas de savoir que je ne suis qu'une bête à côté de vous!

Le Bonhomme souriait, heureux de se sentir entouré par l'affection de son personnel. M. de Marvéjolle, — sans chercher à prévoir l'avenir, sans se douter que, cinquante ans plus tard, la machine à composer serait une réalité, — admirait philosophiquement que le même homme, dont l'audace avait des solutions toutes prêtes aux problèmes sociaux les plus complexes, prétendît fixer un terme aux progrès de la mécanique.

III

SUR LA CÔTE SAINT-SÉBASTIEN

Ce dimanche matin, le castel de M. de Marvéjolle avait pris un air de fête. Au mât planté sur la terrasse, dont les créneaux archaïques surplombaient le fleuve, un pavillon neuf tendait fièrement à la brise les armes du seigneur de céans. Des guirlandes de feuillage entouraient la table dressée sous une tente et où le couvert était déjà mis.

Jérôme, l'ancien ordonnance de M. de Marvéjolle, qui avait vieilli paisiblement à ses côtés, achevait d'astiquer, dans une embrasure de la terrasse, deux canons de cuivre, étincelant sous le soleil et dont la salve joyeuse accueillerait les visiteurs attendus.

Coiffé d'une casquette marine, M. de Marvéjolle arpentait à pas réguliers la vaste cuisine où Pulchérie, — cordon bleu célèbre en tout Nantes, — absorbée dans ses savants travaux, répondait par monosyllabes impatients aux questions de son maître. Le front têtu sous la coiffe, en forme de cornet horizontal, qui couvrait ses cheveux gris, propre comme les casseroles luisantes et innombrables garnissant les murs, — Pulchérie était, à cette heure, occupée à piquer de lamelles de truffes une carpe géante. Sa nièce, Marie-Anne, — seule aide dont elle autorisât l'entrée dans sa cuisine et future héritière de ses secrets merveilleux, — se tenait debout auprès d'elle, attentive à prévenir ses ordres.

Comme M. de Marvéjolle, aussi timide devant sa cuisinière que le Bonhomme en face du père Honoré, insinuait, que *peut-être*, pourrait-on mettre un peu plus de truffes, Pulchérie répondit sèchement :

— Non, monsieur !

Puis, voyant que Marie-Anne semblait partager l'avis de son maître, elle daigna expliquer qu'il ne convenait pas de traiter la carpe comme une dinde de Noël. Le parfum des truffes devait rester discret pour ne pas dominer la saveur propre du poisson, cuit lentement dans le vieux « muscadet » de Vallet.

Se ralliant à ces vues profondes, M. de Marvéjolle se résigna

à laisser Pulchérie à ses fourneaux, mais, avant de quitter la cuisine, il ne put s'empêcher de demander si le déjeuner serait prêt à onze heures et demie.

— Naturellement, monsieur ! — répondit, sans lever la tête, Pulchérie qui, aidée de sa nièce et avec des précautions infinies, plaçait la carpe dans une immense poissonnière de cuivre.

Sur la terrasse, M. de Marvéjolle trouva Jérôme bourrant dans les canons une double charge de poudre.

— Superbe journée, mon commandant ! — dit-il, en tendant la main vers le fleuve dont les eaux grises scintillaient sous le soleil.

Cà et là de longs bancs de sable surgissaient semblables à de gigantesques poissons dorés flottant sur la Loire. On apercevait au loin toute une moitié de Nantes allongeant ses vieilles maisons sur les quais de la Fosse. La haute et massive silhouette de la cathédrale gothique dominait le panorama. La brume des belles matinées de septembre avait déjà disparu ; le ciel était sans un nuage.

— Beau temps ! en effet, mon vieux Jérôme ! — fit M. de Marvéjolle, content de vivre.

Allumant une cigarette, il s'assit sur un haut tabouret de bois, placé devant une longue-vue fixée sur un trépied. Il interrogea l'horizon du fleuve en aval, du côté du vieux pont de Pirmil, dont quelques arches portaient encore d'antiques maisonnettes menaçant ruine.

— La marée monte, — constata-t-il, en voyant le courant de la Loire commencer à refluer vivement. — Ils ne tarderont pas à arriver...

Bientôt, en effet, une grande barque plate débouchait de l'arche centrale du pont de Pirmil, profitant de la marée qui rendait aisés les efforts des rameurs. Avec la longue-vue M. de Marvéjolle distingua les figures connues.

— Le Bonhomme, coiffé d'un panama, est à la barre et s'imagine qu'il gouverne. Heureusement, les mariniers ne s'occupent point de lui ! Voilà madame Malgon, sa fille Mathilde assise à côté de son cousin le capitaine, qui lui fait la cour comme d'habitude et dont l'uniforme flambe au soleil. Voilà le père Honoré que j'ai voulu remercier de m'avoir fait si aima-

blement l'autre jour les honneurs de son atelier ; il a un chapeau haut de forme qui me rappelle Charles X. Paul Malgon se tient debout, l'air inspiré, à l'avant du bateau ; il doit composer quelque poème. Où diable se cache ce lambin de Jean? serait-il resté dans son lit?...

Comme la barque approchait, Jérôme, sur l'ordre de son maître, fit s'abaisser et se relever par trois fois le pavillon seigneurial. Sur le bateau, des mouchoirs ondulèrent pour remercier ; on vit même s'agiter joyeusement le haut de forme d'Honoré et le large chapeau de paille du Bonhomme.

— Garde à vous ! — commanda soudain M. de Marvéjolle.

Grave comme aux parades de jadis, Jérôme prit en chaque main un boute-feu dont la mèche soufrée brûlait lentement, en pétillant dans l'air vif.

— Feu !...

Les deux coups se confondirent dans une claire et forte détonation qui roula aux échos du fleuve pendant qu'un nuage de fumée enveloppait la terrasse.

M. de Marvéjolle, la casquette à la main, empressé à accueillir ses hôtes, descendit en courant l'escalier qui menait à la Loire.

Madame Malgon et sa fille se bouchaient encore les oreilles quand la barque accosta. Après les avoir aidées à prendre terre, M. de Marvéjolle leur baisa galamment la main. Le Bonhomme lui reprocha en riant de former un étrange mélange de petit-maître et de vieux soudard, ce dont le gentilhomme se proclama hautement flatté. Il s'informa pourquoi Jean Malgon manquait à l'appel. Celui-ci, — expliqua son père, — avait dû rester au journal pour parer à l'imprévu jusqu'au moment du tirage. Le *Libéral* paraissait, le dimanche, vers onze heures ; Jean prendrait une voiture et arriverait facilement au manoir pour le déjeuner. Il n'assisterait pas à la partie de pêche, voilà tout !

— Voilà tout !... — protesta M. de Marvéjolle indigné, — mais c'est le plus intéressant !...

— Tu calomnies Pulchérie !...

— Il est vrai que ton fils cadet n'entend rien à la pêche ni à la chasse; tu en as fait un véritable rat de bibliothèque à ton image et à ta ressemblance ! Heureusement que celui-là a suivi de meilleurs exemples !...

Et M. de Marvéjolle frappa amicalement l'épaule de Paul Malgon, — « son élève », comme il disait.

De taille moyenne, souple et nerveux, la physionomie intelligente et fière, éclairée par de grands yeux bruns, Paul offrait un type séduisant de beauté masculine. Type trop aristocratique au gré de son père qui le raillait souvent sur l'élégance de sa mise, — tandis que M. de Marvéjolle l'exhortait en vain à couper sa barbe fine et soyeuse, mais « trop démocratique » ! Paul, n'écoutant ni l'un ni l'autre des donneurs d'avis, continuait à suivre assidûment les caprices de la mode et à dédaigner le rasoir.

Pour le surplus, il acceptait volontiers les enseignements de M. de Marvéjolle. De bonne heure, celui-ci lui avait appris à monter à cheval, à tenir une épée et à manier convenablement le pistolet, — toutes choses parfaitement inutiles aux yeux du Bonhomme.

« Un tempérament de soldat gâché par les rêveries politiques ! » c'est ainsi que M. de Marvéjolle se définissait mélancoliquement le caractère du jeune homme.

De fait, l'une des premières œuvres littéraires de Paul avait été un poème en l'honneur de Napoléon. Le majestueux « retour des cendres », le pompeux mausolée des Invalides lui semblaient une satisfaction insuffisante accordée au héros. Dans ce dernier, il admirait surtout l'homme qui avait victorieusement porté à travers l'Europe les grands principes d'affranchissement civique et d'égalité, faisant triompher à coups de canon les doctrines révolutionnaires contre les monarques de droit divin. Il rêvait alors de guerres qui vengeraient les humiliations de 1815 et rendraient au pays, avec ses frontières naturelles, sa glorieuse mission de libérateur des autres peuples.

Faisons enfin la France assez grande pour Lui !...

— disait le dernier vers du poème, en évoquant la prodigieuse figure.

Ce petit ouvrage avait été envoyé à Louis Bonaparte, alors prisonnier au fort de Ham où sa captivité ne s'employait pas seulement à écrire des études militaires, mais aussi un traité, de tendances nettement socialistes, sur *l'Extinction du*

paupérisme. Le prince, préoccupé de se créer une clientèle, n'avait eu garde de se borner à un banal accusé de réception. Il écrivit au jeune homme une lettre où, à côté de félicitations aimablement tournées sur son talent littéraire, il le remerciait avec effusion de s'être souvenu du prisonnier victime de l'arbitraire monarchique. Il terminait en l'assurant de sa vive reconnaissance et d'une amitié qui serait heureuse de pouvoir un jour se manifester efficace.

Avec un tel antécédent, Paul aurait pu beaucoup obtenir du Prince-Président après l'élection du 10 décembre, mais la manière dont cette candidature avait été lancée, l'entourage équivoque de Louis Bonaparte, les visées impérialistes à peine dissimulées du nouveau parti, tout cela détruisit vite les anciennes sympathies du journaliste. Plus clairvoyant que son père, il ne croyait guère à l'heureuse issue de la bataille engagée par les démocrates contre l'Élysée soutenu par un courant d'opinion savamment organisé, — ayant à sa disposition toutes les ressources du pouvoir. C'est presque sans espoir qu'il poursuivait l'âpre lutte quotidienne, mais il était bien résolu à n'y point renoncer. Sa liberté, sa vie, il serait prêt, le moment venu, à les sacrifier sans hésiter à la République.

Jusque-là, il tâcherait d'en user le plus agréablement possible.

A l'école de M. de Marvéjolle, il avait eu de nombreux succès de coulisses. Depuis une dizaine de jours, il se demandait si sa virile jeunesse n'allait pas connaître enfin la vraie passion amoureuse. Dans la troupe qui venait de faire ses débuts au théâtre Graslin, figurait une contralto à la voix superbe. Elle ne devait faire à Nantes qu'un court séjour, car elle était engagée à l'Opéra de Paris pour l'année 1852 et, dès la seconde quinzaine de décembre, elle commencerait à y répéter ses futurs rôles.

Clara Gavris, — de son vrai nom Amélie Bourgoin, — était une belle brune de vingt-cinq ans, aux brillants yeux noirs. Elle ne prêta d'abord qu'une attention distraite aux galanteries de ce jeune journaliste qui prenait place parmi ses habituels adorateurs, dans ce qu'elle appelait en riant son « corps de ballet ». Mais, un soir, il avait pu causer assez longuement avec elle et s'était montré amusant et spirituel. Depuis lors,

elle l'accueillait avec plaisir, et, en peu de jours, le rendit très épris d'elle. M. de Marvéjolle, devenu sage et peu confiant dans la solidité des amours de théâtre, reprochait à Paul de prendre celui-ci trop au sérieux, mais il en était pour ses sermons.

Après avoir fait traverser à ses hôtes, la terrasse, — où le Bonhomme jeta en passant un amical regard à la table chargée de cristaux et d'argenterie, — le vieux gentilhomme, qui avait offert le bras à madame Malgon, entra dans le grand jardin entourant son manoir. Au bout d'une longue allée, il ouvrit une des petites portes mystérieuses par où Paul souhaitait, à cette heure, de faire entrer un soir Clara Gavris, pour goûter avec elle la paix de ces antiques ombrages.

Au delà des murs du parc, une vaste prairie s'étendait, bordée d'un côté par la Loire, de l'autre par un bras d'eau dérivé du fleuve, long d'environ cinq cents mètres et large de cent. Aux deux extrémités, un barrage de grosses pierres laissait filtrer le courant, mais ne permettait point l'évasion aux poissons, sauf de petite taille. C'était la *boire*, — comme on disait à Nantes, — dépendance du manoir et où allait avoir lieu, ce jour-là, la cérémonie de la grande pêche annuelle.

Foulant, suivi de ses hôtes, le verdoyant tapis semé de pâquerettes et de boutons d'or, M. de Marvéjolle se dirigea vers un gros bouquet d'arbres, au pied desquels s'allongeait une grève sablonneuse. Des sièges rustiques y avaient été apportés pour la commodité des spectateurs.

Sur la plage, une quinzaine de pêcheurs, recrutés parmi les fermiers de M. de Marvéjolle et les habitants du bourg, étaient entourés par leurs femmes et leurs enfants, porteurs de paniers, de seaux, de baquets de toutes formes et de toutes grandeurs, destinés à contenir l'abondant butin attendu.

Un gros prêtre, de mine réjouie, tapotait les joues des marmots, tout en causant avec leurs mères. Dès qu'il aperçut les arrivants, il accourut vers eux de toute la vitesse de ses courtes jambes. M. de Marvéjolle le présenta à ses invités comme le nouveau curé de Saint-Sébastien, l'abbé Bertrand, qui avait accepté la charge de lui ouvrir les portes du ciel, ce qui n'était point une sinécure. Puis, l'amenant auprès du Bonhomme :

— Voici mon ami Malgon, le citoyen Malgon, le terrible sectaire, l'ennemi de l'Église, le républicain « rouge » ; en un mot, le directeur de l'affreux *Libéral de l'Ouest*. Au demeurant, mon cher curé, le meilleur homme après vous que je connaisse et parfaitement incapable de faire du mal à une mouche !

Le prêtre et le journaliste se serrèrent la main en riant, pendant que M. de Marvéjolle, ayant pour chacun un mot affable, recevait les remerciements de ses invités du village.

— Deux coups de senne, mes enfants ! — proclama-t-il. — Pas un de plus !... Adressez-vous à votre curé pour qu'ils soient profitables !...

Sous l'œil railleur du père Malgon, l'abbé Bertrand bénit le long filet plié sur l'arrière d'une des deux grandes barques où les pêcheurs venaient de prendre place. Puis, à coups d'aviron mesurés et lents, longeant la rive pour ne pas effrayer le poisson, les bateaux s'éloignèrent vers le haut de la « boire » par où entraient les eaux du fleuve.

Comme le curé était retourné parmi la marmaille, le Bonhomme narquois demanda à M. de Marvéjolle s'il croyait que la bénédiction du prêtre amènerait un poisson de plus dans les mailles.

— L'hypothèse d'un Dieu m'apparaît, à tout prendre, assez vraisemblable, mais je n'imagine guère le Tout-Puissant s'amusant à exaucer des invocations si puériles. Ta « boire » est extrêmement poissonneuse; la pêche sera superbe comme tous les ans. Pourquoi laisser croire à ces paysans que la prière de leur curé y entre pour quelque chose.

— Ça leur fait plaisir ! de menues pratiques de ce genre, devenues habituelles, presque instinctives, accroissent leur confiance dans la protection divine. En des circonstances plus graves, en des moments douloureux, cette foi naïve leur sera précieuse. Que veux-tu? ils ignorent les philosophes, et pour cause ! ne sachant pas lire. Toutes les maximes de Marc-Aurèle ne valent pas pour eux un bout de prière dit par leur brave curé.

— Mais, la vérité, la vérité?... — insista le père Malgon, pour qui ce mot résumait tout l'idéal humain.

— La vérité?... la voilà, animal ! — fit M. de Marvéjolle, embarrassé par l'objection, en montrant Mathilde et Robert

Malgon qui, dédaignant les fauteuils d'osier, s'étaient assis à l'écart, sur la grève, tout près l'un de l'autre.

L'énergique visage du capitaine, hâlé par le soleil d'Algérie, se penchait vers la jolie figure, aux traits doux et fins, de la blonde jeune fille.

L'officier avait pris part à la récente expédition de la Grande-Kabylie, commandée par Saint-Arnaud et entreprise surtout dans l'intention de « faire des généraux », — suivant le mot machiavélique du Prince-Président. Saint-Arnaud y avait gagné le grade de divisionnaire, qui allait bientôt lui permettre de prendre le ministère de la guerre. Robert s'était fait remarquer de lui par son sang-froid et sa bravoure, au cours de cette brève et brillante campagne. Celle-ci terminée, Saint-Arnaud avait tenu à le placer dans un régiment d'artillerie tenant garnison à Paris. Robert habitait là chez son père, Georges Malgon, veuf depuis longtemps.

Ancien officier de Napoléon, mis en demi-solde à la Restauration, alors qu'il achevait à peine sa vingt-cinquième année, le frère cadet du Bonhomme employa la dot de sa femme à une entreprise industrielle où il avait gagné une fortune. Il vivait maintenant de ses rentes. Malgré une réelle affection pour son frère, il ne partageait pas ses opinions politiques. Pendant toute la monarchie de Juillet, il avait applaudi aux campagnes passionnées du *Libéral* et, dans les moments difficiles, était venu en aide au journal. L'élection de Louis Bonaparte rompit cet accord. Sous l'influence de ses triomphants souvenirs de jeunesse, Georges Malgon devint l'un des partisans les plus actifs du Prince-Président. Vainement, il tenta de rallier le Bonhomme à la même cause, déplorant la politique suivie par le *Libéral* qu'il qualifiait d' « insensée ». Des lettres fort vives échangées, il était résulté entre les deux frères une amertume réciproque et une rupture de fait.

Robert refusa d'épouser les griefs paternels. Il faisait profession de dédaigner la politique et d'être uniquement un soldat. Depuis deux années, à la suite d'un court séjour à Nantes, il avait emporté, dans ses lointaines garnisons d'Algérie, un tendre souvenir qui lui était toujours présent. Dès son retour de Kabylie, il était revenu, une première fois, auprès

de sa cousine qu'il avait retrouvée dans tout l'éclat de ses vingt ans et libre encore.

Jusque-là, Mathilde n'avait eu pour lui qu'une affection de proche parente, faite de communs souvenirs d'enfance. Robert passait autrefois à Nantes la plus grande partie de ses vacances, avec son père heureux alors de revoir chaque année le Bonhomme et sa famille. Mathilde traitait son cousin comme un troisième frère. Elle accueillit avec surprise ses premières avances, puis se laissa prendre peu à peu au charme de cet amour sincère. Elle était presque fiancée avec son cousin quand il repartit pour Paris.

Il monta en soldat à l'assaut des résistances paternelles. Inutilement, M. Malgon exprima la crainte que l'union projetée ne nuisît à l'avenir de son fils, — d'autant que Mathilde aimait à proclamer ses opinions républicaines. C'était là, — répondit Robert, — fantaisies de jeune fille ; une fois éloignée de Nantes, sa femme ne s'occuperait pas plus que lui-même de politique. L'affection de M. Malgon pour son fils unique l'avait emporté sur ses rancunes fraternelles. Robert revint à Nantes autorisé à demander au Bonhomme la main de sa fille.

Son oncle l'accueillit à bras ouverts, tout en formulant, à son tour, certaines objections. Il nourrissait contre « les prétoriens » une hostilité de principe. Il eût souhaité que Robert donnât sa démission et mît à profit la fortune héritée de sa mère pour se créer une situation indépendante. Il lui déplaisait d'avoir pour gendre un « séide » de M. Bonaparte.

Robert répliqua qu'il n'était pas plus au service du Prince-Président qu'il ne l'avait été du Gouvernement Provisoire et de la monarchie de Juillet. Il servait la France, sous les ordres des chefs qu'elle se donnait, quels qu'ils fussent. Si Mathilde l'exigeait, il renoncerait, par amour pour elle, à sa carrière militaire, mais le sacrifice serait très pénible.

Sa cousine ne l'avait point imposé. Souvent, M. de Marvéjolle s'était plaint devant elle, avec amertume, que le bouleversement de 1830 l'eût contraint, jeune encore, de quitter l'armée. Elle aimait trop sincèrement son cousin pour lui infliger pareille peine. Elle eût été heureuse de voir Robert partager les opinions républicaines de sa famille, être prêt

à devenir un autre Charras. Elle se contenta de sa promesse de ne pas faire de politique et s'abandonna tout entière à son amour heureux.

A la fin du mois, Robert rejoindrait son régiment, mais Mathilde et sa mère iraient à Paris, en novembre, pour choisir avec lui l'appartement du futur ménage et faire les achats du « trousseau ». La jeune fille se promettait de mettre à profit ce séjour, afin de conquérir à nouveau son oncle, qui la gâtait tant autrefois, et de préparer les voies à la réconciliation des deux frères. Ceux-ci en seraient quittes pour s'abstenir de parler politique pendant les fêtes du mariage qui serait célébré à Nantes au commencement de janvier.

— Oui, c'est une vérité aussi que l'amour ! — dit le Bonhomme en jetant, à travers ses grosses lunettes, un regard attendri sur les deux jeunes gens.

Il remarqua qu'au même instant sa femme, tout en causant avec Paul et le père Honoré auprès de qui elle était assise, observait également les fiancés, avec un sourire heureux. Sous ses cheveux grisonnants, elle offrait une grande ressemblance avec sa fille. C'étaient les mêmes traits délicats un peu usés par la vie. Les soucis matériels avaient parfois été lourds pour le ménage, bien que courageusement portés. Le Bonhomme se disait, joyeux, que sa fille ignorerait de telles épreuves, tout en faisant, elle aussi, un mariage d'amour.

— Il faut que je l'embrasse ! — dit-il à voix haute.

M. de Marvéjolle le saisit solidement au bras et, d'un ton impérieux, lui enjoignit de laisser les fiancés à leur tête-à-tête. L'entraînant vers madame Malgon, il le fit asseoir auprès d'elle dans un fauteuil d'osier.

— Tu peux embrasser ta femme autant de fois qu'il te plaira, — dit-il en riant.

Puis, remarquant qu'Honoré restait un peu embarrassé de son personnage, il eut tôt fait de le mettre à l'aise en lui demandant des nouvelles de l'atelier.

Pendant ce temps, Paul Malgon, les sourcils froncés, commençait à tracer au crayon, sur un calepin, des lignes d'inégale longueur, en l'honneur sans doute de la belle Clara.

Des clameurs enfantines annoncèrent le retour des pêcheurs. Ces cris avaient l'avantage d'empêcher le poisson de s'enfuir vers la partie libre de la « boire », de l'exciter à remonter le courant et à chercher refuge dans la poche profonde du filet. Celui-ci était tendu sur toute la largeur du bras d'eau. Les barques longeaient lentement les deux rives. Les lourds avirons ployaient sous l'effort des rameurs dont les pieds nus s'arcboutaient sur le fond des bateaux.

Arrivée au bord de la grève, la première barque enfonça son avant dans le sable fin. Les hommes s'élancèrent à terre, tirant après eux la forte barre de bois où s'amarrait l'une des extrémités du filet. L'autre bateau, cessant alors de suivre la rive opposée, se dirigea à son tour vers la plage. Peu à peu les gros lièges qui soutenaient la senne, formèrent un arc dont la ligne sablonneuse de la grève figurait la corde.

A mesure que la seconde barque approchait du bord, elle accélérait son allure. A force de rames, les pêcheurs se hâtaient d'achever l'encerclement du poisson. Dès que la deuxième extrémité du filet eut été amenée à terre, le halage commença.

Par grandes « brassées » régulières, les deux côtés de la senne étaient simultanément tirés sur le sable et pliés sur des brancards. Dans le demi-cercle de plus en plus étroit formé par la partie encore immergée du filet, de violents battements de queue témoignaient de l'inquiétude croissante des poissons captifs. Deux ou trois réussirent, dans un élan désespéré, à bondir par-dessus la corde où s'enfilaient les lièges. Des cris de désappointement s'élevèrent parmi les enfants et les femmes.

— Il en restera, soyez tranquilles ! — promit en riant M. de Marvéjolle.

Déjà plusieurs poissons, pris par les ouïes dans les mailles, jonchaient le sol. La senne devenait si lourde à tirer que tous les spectateurs s'attelèrent aux cordes. Honoré, laissant avec joie son chapeau haut de forme sur un des sièges de jonc, avait retroussé les manches de sa redingote et halait le filet avec le même zèle qu'il apportait jadis à tourner la vis des anciennes presses à bras.

La grande « poche » de la senne sortit de l'eau, laissant voir un étonnant amoncellement de chairs vives. C'étaient

des brèmes au ventre étroit d'un blanc cendré, des carpes parfois énormes aux écailles rougeâtres, des brochets aux mâchoires féroces, des tanches aux yeux sanglants, d'innombrables gardons. On apercevait aussi de larges et plates limandes que les plombs du filet, raclant le fond sablonneux de la « boire », avaient chassées de leurs refuges. Il n'y avait point de fretin à cause des grandes mailles de la senne.

M. de Marvéjolle, surveillant le triage qui s'opérait suivant l'espèce et la taille, faisait mettre à part les poissons de grosseur médiocre, pour être rejetés tout à l'heure à l'eau. Les bonnes villageoises considéraient cela comme un pur gaspillage et, n'obéissant qu'à regret, cherchaient à escamoter un poisson de temps à autre.

Amusé par cette constatation, le père Malgon se mit à déclamer en parodiant La Fontaine :

Petit poisson deviendra grand,
Marvéjolle lui prêtant vie,
Mais le lâcher en attendant
Semble aux paysans pure folie !

Sur quoi, M. de Marvéjolle affirma faux le dernier vers. Le mot « paysan » comptait trois syllabes, l'*y* devant être prononcé comme un *i* avec un tréma. Le Bonhomme soutint permise la licence qu'il avait prise là ; son ami était bassement jaloux de son merveilleux talent poétique !

La senne était assez allégée pour que, sans risquer de la rompre, on pût vider d'un coup le reste de la poche. Quatre hommes solides en soulevèrent les extrémités, faisant glisser la masse vivante qui s'y trouvait encore captive. Plus de cent kilos de poissons furent jetés en bloc sur le sable.

— C'est la corne d'abondance ! — s'écria l'abbé Bertrand émerveillé.

— Spectacle digne de Gargantua et de Pantagruel ! — fit le Bonhomme, fervent lecteur de Rabelais.

Pendant que les pêcheurs, déjà remontés sur leurs barques, se dirigeaient vers la moitié non encore fouillée de la « boire », le partage du butin commença,

M. de Marvéjolle ne réserva pour le vivier installé sous la terrasse du manoir qu'une douzaine de beaux brochets et

carpes. Jérôme les entassa sans plus attendre dans deux baquets remplis d'eau qu'il venait d'amener sur une charrette.

Dès le lendemain, Pulchérie réalisant, suivant un rite savant et contrairement au proverbe, l'harmonieuse union des chairs grasse et maigre de la carpe et du brochet, transformerait ces léviathans en pâtés piqués de pistaches. Conservés en terrines, ils rendraient légers à son maître les jours de pénitence.

De ces savoureux produits, les Malgon auraient bien entendu leur part. Le Bonhomme ne réclama donc qu'une énorme anguille égarée au fond du filet. Sa femme avait promis de l'accommoder le lendemain sur le gril et de la lui servir avec une sauce à la « Tartare », — régal digne des dieux !

Après avoir prélevé la dîme en faveur des pauvres du village, l'abbé Bertrand présida, paternel, au partage du poisson entre les divers ménages. Séchées et fumées, toutes les lourdes brèmes et tanches, de chair médiocre mais saine, constitueraient pour l'hiver de précieuses réserves de vivres. Les poissons plus délicats seraient portés le lendemain à Nantes et vendus au marché. Les plus belles pièces étaient retenues longtemps à l'avance par les grands restaurants de la ville. Grâce à M. de Marvéjolle, quelques louis d'or viendraient ainsi porter l'aisance et la joie dans chaque famille.

Le second coup de senne ne fut pas moins fructueux et, de nouveau, sur la grève, pantelèrent des masses vivantes. Jérôme était revenu, amenant, cette fois, dans sa charrette, un tonneau de « muscadet » que son maître voulait offrir à ses hôtes rustiques. Jean Malgon l'accompagnait d'un pas tranquille. Court et trapu, il ressemblait étonnamment à son père, mais n'en avait ni le caractère primesautier, ni l'abondance de gestes. Il n'y avait d'alerte chez lui que la plume.

Il jeta un regard malgré tout curieux sur la pêche miraculeuse, puis, d'un ton paisible, raconta que Pulchérie, sortie de sa cuisine à la découverte, commençait à s'alarmer. Si, dans un quart d'heure, tout le monde n'était pas à table, elle ne répondrait plus de sa carpe au vin de Vallet.

A cette terrible menace, le Bonhomme bondit de son fauteuil, ayant hâte de donner le signal du départ. Mais M. de Marvéjolle, avant de prendre congé de ses pêcheurs et

fermiers, veut attendre que le tonneau soit mis en perce. Puis, le sourire aux lèvres, l'air aussi empressé et ravi que ce soir de jadis où madame la duchesse d'Angoulême, dans un banquet de la Maison du Roi, lui fit le grand honneur de choquer son verre contre le sien, il « trinque » galamment avec chacune des villageoises.

IV

SUR LA PLACE GRASLIN

C'était dans les premières journées d'octobre. Ainsi qu'il en avait coutume, le Bonhomme arpentait après dîner la place Graslin en compagnie de quelques amis politiques. Il y avait là le docteur Valmot, commissaire général de la République sous le Gouvernement Provisoire, praticien réputé et démocrate non moins célèbre dans toute la région par son dévouement envers les humbles; — le professeur Marin, révoqué par M. de Falloux de son poste au lycée et qui, depuis lors, gagnait sa vie en donnant des répétitions de mathématiques ; — Rameau, ouvrier chapelier, un petit blond à la figure éveillée et énergique, qui, après les journées de Juin, avait trouvé le moyen, déguisé en cuisinier, de s'introduire dans la prison de Belle-Ile pour apporter des secours aux captifs politiques.

Quand le temps n'était point trop mauvais, ces messieurs et quelques autres moins assidus se rencontraient ainsi devant le théâtre, leur journée finie, afin de causer librement, tout en prenant un peu d'exercice.

La place Graslin leur offrait un promenoir commode. L'éclairage en était médiocre, les gros pavés tirés des carrières de la Contrie formaient un sol assez inégal, mais l'espace ne manquait point. La vie provinciale se terminait de bonne heure à cette époque, les passants étaient rares et trois ou quatre voitures, à peine, montaient dans l'après-dîner la rue Crébillon pour prendre la rue Racine ou la rue Voltaire. Les soirs de théâtre, la place se peuplait brusquement pendant les entr'actes, mais redevenait déserte au bout de quelques minutes, quand la sonnette du contrôle invitait les spectateurs à regagner leurs stalles.

Coiffé d'un grand chapeau de feutre mou à bords plats, brandissant un parapluie à manche « en bois des îles » (don d'un capitaine au long cours), le Bonhomme faisait part à son petit groupe amical d'une conversation qu'il avait eue, dans l'après-midi, avec maître Bois-Leroux. L'affaire de l'article sur « la prorogation des pouvoirs » était définitivement *classée*. Devant la résistance inattendue du juge d'instruction, le parquet avait renoncé aux poursuites. L'optimisme du père Malgon s'en trouvait accru; aussi, avait-il accueilli avec scepticisme certains renseignements apportés de Paris par maître Bois-Leroux qui venait d'y plaider une cause importante.

Dans les couloirs du Palais, l'avocat avait entendu, de divers côtés, des allusions précises à un projet de coup de force préparé par le préfet de police Carlier et abandonné sur le refus du général de Saint-Arnaud d'y prêter son concours. Il s'agissait de dissoudre l'Assemblée législative, de proclamer Louis Bonaparte président à vie et de faire ratifier, ensuite, par un plébiscite le fait accompli.

— Ce qui m'étonne, — dit le docteur Valmot de sa voix grave, — ce n'est point que le préfet de police ait pu concevoir un tel plan, mais que Saint-Arnaud y ait fait obstacle. Il est l'homme de confiance du prince qui l'appellera, un jour ou l'autre, au ministère de la guerre.

Le Bonhomme répliqua fougueusement que « monsieur Saint-Arnaud » avait été autrefois cabotin dans de petits théâtres, sous le nom de Florival. Il ne tenait pas à jouer, cette fois, un rôle qui se terminerait tragiquement dans les fossés de Vincennes, devant un peloton d'exécution, si le peuple de Paris ne se chargeait au préalable de faire lui-même bonne et prompte justice des traîtres à la Constitution. Et le père Malgon, tendant vers un réverbère la pomme de son parapluie, fredonna, d'une voix parfaitement fausse, le refrain de *la Carmagnole*.

Il ne croyait point à la réalité du projet Carlier. Rien, pourtant, n'aurait mieux valu qu'une tentative aussi insensée. On en aurait fini, une bonne fois, avec M. Bonaparte et l'on serait revenu à la vraie République, démocratique et sociale, telle que l'avaient souhaitée les hommes de 48.

Marin et Rameau applaudirent.

— Oui, — fit pensivement le docteur, — oui, si... le coup de force n'avait pas réussi...

— Vous parlez comme maître Bois-Leroux ! — s'écria le Bonhomme. — Pensez-vous que les scrupules arrêtent le prince et ses partisans?... Si ces gens-là croyaient le succès possible, le coup d'État réclamé par leurs odieux journaux serait fait depuis longtemps !

— Puissiez-vous avoir raison ! mais j'ai peur !...

Prononcé par un homme aussi énergique et résolu, le mot ne laissa pas d'impressionner les compagnons du docteur. Celui-ci reprit, après un assez long silence :

— Oui, j'ai peur ! Peur que le peuple de Paris, décimé pendant les affreuses journées de Juin, n'hésite à reprendre les armes ! peur que l'opinion n'accepte le fait accompli ! La légende napoléonienne aveugle la foule. Oubliez-vous l'écrasante majorité obtenue par le prince?

Mais le Bonhomme, revenu de sa première surprise, affirma que, de ce côté, les choses étaient bien changées depuis trois ans. Les élections partielles à l'Assemblée législative ne témoignaient-elles pas des progrès inouïs que faisait dans le pays l'idée républicaine? N'était-ce point la crainte du triomphe des « rouges », au renouvellement général de 1852, qui avait provoqué l'abominable loi restreignant le nombre des électeurs? Ce n'était plus seulement les grandes villes qui acclamaient les doctrines démocratiques ; les populations *agricoles* du Centre, de l'Est et du Midi s'y ralliaient en masse. Ainsi s'augmentait sans cesse le nombre des adversaires de Louis Bonaparte dont le jeu était percé à jour. On ne pouvait plus croire au prince démocrate qu'il avait voulu sembler tout d'abord. Il apparaissait l'homme de la réaction, des ultra-conservateurs qu'affolait la perspective des réformes sociales et qui réclamaient un « sauveur » ! Aucune équivoque n'était plus possible ; il suffisait d'ailleurs de regarder l'entourage du président !

(A suivre.)

GIRAUD-MANGIN

UN OPUSCULE INÉDIT DE RENAN

Racontant dans ses *Souvenirs* comment il avait dû renoncer au sacerdoce, Renan écrit [1] :

J'étais chrétien, cependant ; car tous les papiers que j'ai de ce temps me donnent, très clairement exprimé, le sentiment que j'ai plus tard essayé de rendre dans la *Vie de Jésus*, je veux dire un goût vif pour l'idéal évangélique et pour le caractère du fondateur du christianisme... Je peux dire que, dès lors, la *Vie de Jésus* était écrite dans mon esprit. La croyance à l'éminente personnalité de Jésus, qui est l'âme de ce livre, avait été ma force dans ma lutte contre la théologie.

C'est d'un des « papiers de ce temps », et certainement du plus caractéristique : l'*Essai psychologique sur Jésus-Christ*, — qu'il s'agit ici [2].

La *Vie de Jésus* parut en 1863. L'*Essai psychologique sur Jésus* est de 1845. Renan, âgé alors de vingt-deux ans, l'écrivit à Saint-Sulpice, « pendant la retraite de l'ordination à laquelle il devait participer comme sous-diacre ». N'ayant plus la foi catholique, il refusa. Et dans sa cellule, pendant que de l'autre côté du mur un ordinand peut-être se recueillait pour le vœu suprême, lui jeta sur le papier les idées obsédantes qui subjuguaient sa raison en navrant son cœur.

1. *Souvenirs d'Enfance et de Jeunesse*, p. 312.

2. Madame N. Renan, qui a approuvé cette publication, a bien voulu nous en charger. — L'*Essai* paraîtra dans le numéro de la *Revue de Paris* du 15 septembre 1920.

Il avait commencé de douter presque dès son premier contact avec la philosophie, à Issy. Il ne semble pas qu'il ait connu, pendant ses quatre années de grand séminaire, une durable période de paix intérieure. Il avait failli recevoir la tonsure à Issy, mais au dernier moment il avait reculé, et bien qu'au séminaire depuis cinq ans (il était entré à Saint-Nicolas en 1838), il était encore « laïc » quand il arriva à Saint-Sulpice de Paris [1]. — Là, on le sollicita d'une manière plus pressante : différer encore, c'était refuser. Il le comprit, et reçut la tonsure à l'ordination de Noël 1843. Dans cette église Saint-Sulpice que fréquentait Racine vieilli et repentant, il prononça la formule *Dominus pars hereditatis meae*; mais son idée de Dieu était plus vague et plus large que celle de l'orthodoxe. On lui a reproché cette sorte de « restriction mentale » qui lui permettait de donner à une formule consacrée un sens personnel. Le lecteur qui voudra bien se reporter à ses *Principes de conduite*[2] rédigés *à l'occasion de cette cérémonie* verra si ses sentiments n'étaient pas sérieux et sincères. — A l'ordination suivante, celle de la Trinité de juin 1844, il reçut les ordres mineurs, sans grande hésitation préalable : il considérait ce deuxième degré comme l'annexe du premier. Désormais il n'avait plus devant lui que le sous-diaconat, le premier des ordres majeurs, le vœu qui engage irrévocablement [3].

L'année scolaire 1844-1845 devait être la plus douloureuse de sa vie. Dès les premiers jours de 1845, « tout un monde de pensées tristes, dures, souvent aigres et inquiètes », se réveillèrent en lui après s'être longuement assoupies. Il professait, depuis quelques mois, le cours élémentaire d'hébreu, comme assistant de M. Le Hir. La Société songeait à lui donner une chaire dans une maison d'études, que Mgr Affre, archevêque

1. Il portait toutefois la soutane, l'ayant revêtue pour la première fois — et avec quelle joie ! — le dimanche de la Pentecôte 1839. M. Dupanloup tenait à faire prendre la soutane le plus tôt possible aux élèves boursiers.

2. Publiés dans les *Fragments intimes et romanesques*, p. 265.

3. Aux termes de la théologie catholique (V. Bailly, *Théologie dogmatique et morale*, éd. 1835 (celle que Renan avait entre les mains), t. V, p. 385.) la tonsure n'est pas un ordre : quant aux ordres mineurs (portier, lecteur, exorciste, acolyte), voici ce qu'en dit (p. 365) cette théologie : « Quoi qu'il en soit des anciens temps, la règle actuelle de l'Église latine permet aux clercs mineurs de renoncer à leur ministère et de se marier. »

de Paris, méditait de fonder, et qu'il fonda en effet, à la fin de cette année-là (Maison des Carmes). Mais Renan, plongé dans l'exégèse et la philosophie, et s'écartant chaque jour davantage de l'enseignement reçu, poursuivait sa critique passionnée et taciturne. Il respirait la science du siècle aux cours de la Sorbonne et du Collège de France qu'on lui permettait de fréquenter. Il écrivait à sa sœur, alors en Pologne, pour la prier de lui ménager un voyage d'études en Allemagne, au cas où il ne rentrerait pas l'année suivante à Saint-Sulpice.

Cependant le printemps s'avançait, et les doutes commençaient à faire bloc. Renan souffrit beaucoup pendant la Semaine Sainte, car toute circonstance qui l'arrachait à sa vie de travail ordinaire le replongeait dans ses anxiétés. En temps normal, son immense labeur l'empêchait de tirer les conséquences : il était, selon son expression, « comme un homme dont la respiration est suspendue ». Il aurait dû s'arrêter pour systématiser ses idées : il n'osait pas. Mais d'autre part, il retrouvait partout, et jusque dans les études les plus indifférentes[1], un rapport à la question qui l'obsédait; il était ramené à son point fixe : Jésus, le mystère de Jésus. Quand sa pensée s'approchait de cette divine figure, il le sentait à une sorte de palpitation[2] : son écriture, d'ordinaire si ferme, se câbre, se déforme : les lettres, très grossies, forment des mots inachevés.

Voilà donc le phénomène qui me revient toujours... « *O Deus, da mihi tempus et annos et locum*... Que ne puis-je faire les circonstances ! »

« Oui, le problème, un des plus importants que se soit proposés l'esprit humain, était là : « Jésus, non Dieu, mais homme, mais un homme extraordinaire, le *premier* des hommes. » Et personne n'a cherché à l'expliquer... Cousin ne parle que de Platon... Mais qu'est-ce que la philosophie, à côté de la religion, qui nourrit le peuple de sa sève inépuisable? Et pourtant. il y a des livres et une science sur l'histoire de la philosophie, Sur l'histoire de la religion, il n'y a rien.

1. Par exemple, dans une dissertation sur la 4e *Églogue* de Virgile et les vers sibyllins.

2. « C'est comme une étincelle électrique », dira-t-il plus tard d'un enthousiasme analogue. (*Cahiers de Jeunesse*, p. 305.)

Et moi, qui ai cette idée, pourrai-je parler? la manifester au dehors? »

Tel est à peu près l'ardent monologue par lequel, au printemps de 1845, à travers ses regrets, ses retours de foi, ses découragements, Ernest Renan prit conscience, dans sa cellule de séminariste, de sa mission particulière ici-bas.



L'*Essai psychologique* représente la première systématisation des idées de Renan sur Jésus. Il l'écrivit, on le sent, presque tout d'une suite, d'une main qui n'arrivait pas à suivre la pensée : de là ces mots en abrégé, ces mots sautés, ces points quand le mot propre ne se présente pas d'emblée, ces phrases inachevées, ces phrases sans construction, simples notations elliptiques de l'idée. Au milieu d'une atmosphère enfiévrée où éclataient de temps en temps, comme pour le rassurer, de beaux symboles, son impitoyable esprit le menait jusqu'au bout de la logique, jusqu'à la définitive négation. Alors seulement, quand tout fut dit, l'étreinte impérieuse le lâcha, et Renan put regarder son œuvre, et il eut sa minute de défaillance.

On ne sera pas étonné qu'une telle œuvre manque de clarté et d'équilibre. Il pèse sur elle trop de connaissances, que cet esprit, malgré sa précoce vigueur, ne soulève et ne déplace pas sans effort. Et pourtant, malgré quelques défauts de disposition et de proportion, le but est touché, les réflexions de philosophie et d'exégèse y convergent exactement, la pince à deux branches se referme. Renan vient d'étudier le Talmud, et il a reculé d'horreur : voilà le fidèle tableau de l'époque et du milieu qui d'autre part ont donné naissance aux Évangiles : l'immoralité la plus basse à côté de la plus pure sublimité ! Or le Talmud est le produit naturel du sol juif. D'où est donc issue la pensée évangélique? — D'autre part, depuis longtemps déjà, Renan croit que le monde est gouverné non par la Providence des orthodoxes, mais par des lois inflexibles. Or, ces lois ne peuvent expliquer l'apparition de Jésus. Il faut donc, tout en maintenant le principe

de leur généralité absolue, découvrir dans leur application une imprévue souplesse.

L'intérêt de cet opuscule est donc avant tout historique. Il marque un moment de l'évolution de Renan qu'on ne connaissait pas : c'est ici un compromis, une première synthèse provisoire. Renan garde encore la tradition du Déluge[1], de la Création ; la Genèse est pour lui un sûr témoin des premiers âges[2]. A plusieurs reprises, il tend la main aux orthodoxes : il leur fait observer qu'un gouvernement du monde par des *lois* n'exclut pas la *cause* efficiente, qui reste Dieu. Il est encore chrétien, à la manière des rationalistes d'Allemagne. Il est protestant[3].

Quant à son système proprement dit, il présente une instabilité extrême. Nous n'en retiendrons ici que les grandes lignes. Renan suppose faite la critique de la révélation et des dogmes, qui suffit à exclure l'hypothèse de la divinité de Jésus. Il laisse de côté la matière des faits. Jésus, pour lui, c'est le caractère moral et philosophique qui résulte de l'Évangile[4]. — La question est de savoir comment cet esprit nouveau a pu paraître. Les théologiens disent : Dieu a envoyé son Fils sur la terre. Cette hypothèse serait suffisante (la divinité expliquant parfaitement ce qu'il y a d'extraordinaire, de surnaturel en Jésus), mais elle soulève, avons-nous dit, d'insurmontables difficultés critiques, et d'ailleurs elle est surabondante : car on peut expliquer Jésus, si l'on ose le dire, «à moins de frais ». Or Renan a lu dans Th. Reid cette règle de Newton qu'une hypothèse scientifique doit n'être pas surabondante.

Si l'hypothèse théologique est surabondante, quelle est celle que Renan va lui substituer? Expliquer Jésus par les

1. Au cours de M. Le Hir, on discutait sur la situation géographique des fleuves du Paradis.

2. Ce n'est point timidité, c'est conformité aux idées scientifiques alors régnantes : celles de Cuvier lui-même, dans son *Discours sur les révolutions de la surface du globe*, VIII[e] éd., 1840.

3. Renan, dans ses *Souvenirs* (p. 311), rapporte cet état d'esprit à l'époque des grandes vacances qu'il passa, cette année-là, en Bretagne. C'était déjà le sien quand il écrivit l'*Essai*.

4. Si Renan ne prend pas ici position *théoriquement* entre les critiques rationaliste et mythique, Jésus lui apparaît toujours *en fait* comme une personne ; aussi restera-t-il réfractaire au système de Strauss.

lois psychologiques ordinaires est impossible. Car une de ces lois est que toute grande idée a sa raison dans une doctrine antérieure. Or Jésus n'est pas explicable par l'hellénisme, comme le croit l'École française. Il a surgi au milieu des doctrines juives, teintées depuis la captivité de cabbalisme babylonien. Voilà son milieu, voilà « le tronc sur lequel seul il pouvait se développer ». Or il est clair qu'il ne s'y rattache en rien : rien de plus différent que l'Évangile et le Talmud, tableau exact de ce judaïsme oriental.

Ainsi le mystère subsiste : l'Évangile n'a pas sa raison suffisante dans son passé. Et si on le considère plus attentivement, on s'aperçoit que non seulement la Judée du Ier siècle, mais encore aucune époque, aucun lieu du monde n'étaient sans doute capables de l'engendrer. Il dépasse la nature humaine.

Jésus ne peut pas être Dieu. — Il ne peut pas être homme : à moins de supposer deux ordres de lois dans la nature. Or la science même nous conduit à cette conjecture. L'apparition de l'homme sur la terre, les révolutions géologiques, ne sont pas plus explicables selon les lois connues de la matière que ne l'est Jésus suivant nos lois psychologiques. C'est que les lois actuelles ne sont pas les seules qui aient agi dans le monde. Il faut admettre, dans l'ordre physique et dans l'ordre moral, l'existence de lois *extraordinaires*. L'action des lois psychologiques extraordinaires s'est prolongée assez avant dans l'histoire humaine, elles ont réapparu à des dates relativement récentes. Et c'est elles qui expliquent Jésus. Son apparition est analogue à celle de l'homme sur la terre ; c'est une espèce de création nouvelle, toute spirituelle, incarnée pourtant.

Ne nous méprenons pas sur le sens de ces lois extraordinaires. Quand Renan parle du système de lois qui régit l'univers, il n'exclut pas pour cela, nous l'avons vu, l'idée d'un Dieu créateur. On peut même dire que ce Dieu reste providentiel, en ce sens que s'il n'agit pas dans la nature à la manière d'un homme, par des « volontés particulières[1] », la nature n'en réalise pas moins son plan initial. La matière et l'esprit se développent selon les lois inflexibles que Dieu a choisies dans sa liberté, mais à l'application desquelles il ne saurait rien

1. La formule est de Malebranche, et Renan s'y tiendra toute sa vie.

changer. Sa sagesse lie sa puissance. Il n'est pas plus libre de modifier l'ordre universel que l'archer n'est libre d'arrêter ou de faire dévier la flèche envolée.

Ainsi les lois extraordinaires ont été, comme les ordinaires, fixées dès l'origine. Dieu n'intervient pas à de certains moments pour les substituer aux autres, comme on attelle des chevaux de relais pour monter une côte difficile. Mais il était prévu qu'elles n'entreraient en action que moyennant certaines circontances, produites dès la création ou amenées, depuis, par le jeu même des lois ordinaires. La loi de son mouvement veut que, de temps en temps, la nature s'exalte, et touche alors le sceau divin, qui s'imprime sur elle. — On doit donc dire des lois extraordinaires qu'elles *existent* encore, qu'elles existent toujours, mais que, manquant actuellement de leurs causes occasionnelles, elles n'*agissent* pas.

Mais cette idée se modifie à mesure que Renan l'exprime. L'hypothèse qu'il oppose à la théologique n'est-elle pas elle-même surabondante? Est-il bien exact de dire que ces lois extraordinaires sont aujourd'hui totalement inactives? Les « insectes[1] » que certaines fermentations semblent produire, n'attestent-ils pas la persistance d'action des lois qui, à l'origine, firent sortir la vie de la matière sans germe antérieur? Action persistante, donc, mais excessivement réduite et presque insensible. Si le globe prenait une autre face, ces lois pourraient produire à nouveau des effets gigantesques.

Les lois dites « extraordinaires » ne sont donc que les lois ordinaires agissant dans des circonstances extraordinaires; s'appliquant à des états de la matière ou de l'esprit différents de l'état actuel. — Telle est la conception finale à laquelle Renan s'arrête ; et il n'est pas malaisé de voir que c'était une première capitulation — plutôt, d'ailleurs, dans le mot que dans l'idée — devant ce que nous appelons aujourd'hui le déterminisme. Il ne reste plus, en effet, d'« extraordinaire » que les circonstances. Mais comment des circonstances résisteraient-elles à la critique historique et au raisonnement analogique ? La comparaison de l'origine du christianisme avec

1. Renan ne connaissait pas le mot : « microbe » (qui n'est pas encore dans Littré). La science de son temps croyait aux générations spontanées.

d'autres crises de l'humanité, une psychologie plus savante du monde juif, feront rentrer dans le sein de la nature le pseudo-miracle devant quoi l'auteur de l'*Essai* s'inclinait encore à demi. Son effort désespéré pour sauver, avec Wiseman, le docteur « le plus avancé de l'école catholique », du surnaturel en Jésus, se détruisait lui-même. Déjà était virtuellement, et même sur certains points, réellement accomplie l'évolution dont Renan marquera le terme quand, quatre ans plus tard, son *Essai psychologique* sous les yeux, il reviendra sur cette terrible scène où il n'avait pas osé dénouer tout à fait ses mains de la Croix.

Quand je me rends compte, écrit-il alors, des motifs pour lesquels j'ai cessé de croire au christianisme qui captiva mon enfance et ma première jeunesse, il me semble que le système des choses tel que je l'entends aujourd'hui diffère surtout de mes premiers concepts en ce que je *fais rentrer dans la nature ce qu'autrefois je regardais comme supérieur à la nature. Longtemps, je l'avoue, Jésus résista à tous mes efforts. Je ne croyais plus au miracle que Jésus était pour moi un miracle.* Je ne pouvais croire que le contemporain de Hillel et de Schammaï fût leur frère selon l'esprit, que la même sève eût produit parallèlement sur le même tronc le Talmud et l'Évangile, le plus effrayant monument de la dépression intellectuelle et la plus haute création du sens moral. Au fond pourtant cela s'explique. Une époque, pourvu qu'elle sorte du milieu vulgaire, peut donner naissance aux apparitions les plus contradictoires. La même révolution n'a-t-elle pas produit parallèlement d'une part la vraie formule des droits de l'homme et le symbole nouveau de liberté, d'égalité, de fraternité, d'autre part des massacres et l'échafaud en permanence? Il faut s'attendre à tout dans ces grandes crises de l'esprit humain... *Une vue plus étendue de la psychologie de l'histoire m'a ainsi fait comprendre que la vraie dignité de Jésus ne saurait être en dehors de l'humanité, mais au sein même de la nature et du monde des esprits, que les lois qui ont produit Jésus ne sont pas des lois exceptionnelles et transitoires, mais les lois permanentes de l'humanité, agissant dans un milieu et des circonstances extraordinaires*[1], à peu près comme la géologie, après avoir longtemps recouru pour expliquer les cataclysmes et phases successives du globe à des causes différentes de celles qui agissent aujourd'hui, revient de toutes parts à proclamer que les lois actuelles ont suffi pour produire ces révolutions [2].

1. C'est la formule finale de l'*Essai*. Seulement, dans l'*Essai*, cette formule est en *note* ; c'est l'indication d'une orientation nouvelle où Renan sentait qu'il s'engagerait un jour.
2. *La Liberté de penser*, déc. 1848-mai 1849, p. 466.



« Je ne croyais plus au miracle que Jésus était encore pour moi un miracle... » N'est-ce pas l'état d'esprit de Renan quand il écrivait l'*Essai*? C'est qu'à l'idée de Jésus, son cœur battait, et il arrivait à sa raison de balbutier. — Certes, bien des pages de l'*Essai*, qui ne sont pas consacrées expressément à Jésus, sont admirables de fougue ou de fraîcheur[1].

Nulle pourtant n'est comparable aux passages où Renan parle du Jésus vivant dont il adore l'humanité : celui où il évoque l'amour brûlant de sainte Thérèse ; celui encore où il revêt les dogmes orthodoxes d'un symbolisme glorieux. Il a retrouvé Jésus ; la convergence de ces rayons illumine son âme de sérénité. Mais voici qu'il songe aux théurgies dont Jésus est chargé dans l'Évangile. Un mot trop dur lui échappe. Aussitôt il s'agenouille et demande pardon. C'est l'heure de la suprême angoisse.

Si pourtant, ô Jésus, l'hypothèse théologique était vraie, oh ! fais-le-moi connaître... Je souffre, ô Jésus, d'avoir soulevé ton problème. Il est trop lourd pour moi, car je ne suis qu'un homme, et toi tu étais quelque chose de plus. O dis-moi donc ce que tu es. — Mon Dieu, suis-je de bonne foi ; purifie-moi, *et une bonne fois, dis-moi oui ou non.*

Ici j'ai été à la chapelle prier Jésus, et il ne m'a rien dit.

Tout commentaire profanerait ce cri sublime de l'homme aux prises avec le mystère. Songe-t-on à cette agonie dans la chapelle, à cette sueur de sang... Je ne connais rien de plus beau dans notre littérature religieuse, pas même le bégaiement pascalien de la nuit de novembre.

Le temps devait venir où Renan osera regarder Jésus sans s'agenouiller devant lui. Il est d'autant plus précieux de recueillir ces juvéniles effusions d'humilité et de tendresse.

1. Notamment celles où il imagine le premier homme s'éveillant sur la terre, « au milieu de cette nature jeune et forte », « non allaité par le lait d'une femme », « ni caressé par une mère ». Nul poète du XIX[e] siècle, sauf Leconte de Lisle, n'a senti plus vivement la poésie des origines. Et ces images se présentaient alors à Renan dans leur nouveauté. Quand l'esprit rencontre pour la première fois une belle idée, il est oppressé et comme ébloui. Puis il revient à lui, et rien n'égalera dans la suite le chant d'allégresse que lui inspire ce premier embrassement.

Cinq mois après l'*Essai*, Renan quittait le séminaire. Mais Jésus l'accompagnera dans sa petite chambre de répétiteur à la pension Crouzet. Ils auront tous deux de doux entretiens. En rêve[1], Renan verra Jésus face à face, et son cœur bondira vers ce jeune homme à l'air pur et doux.

Un seul point troublait cette intimité confiante : Renan l'indique déjà dans la Prière à Jésus qui précède la première partie de l'*Essai*. Jésus n'a-t-il pas réservé aux simples l'entrée du Royaume?

« Quiconque ne recevra pas le Royaume de Dieu comme un petit enfant n'y entrera pas... » Que ces paroles sont dures ! Néanmoins je ne puis croire que je te déplaise en appliquant ma raison à ta critique. Car enfin ma raison est une faculté légitime : tu me condamnerais si je n'y croyais pas.

Quelques mois plus tard, la même inquiétude respire dans les paroles que Renan adresse à Jésus dans l'hostie :

Je lui ai dit : « Tu es mon maître en morale, qui est le capital, tu es un Dieu auprès de moi. J'ai bien une idée de plus que toi, que tu ne pouvais... avoir ; c'est *science*, qui a aussi ses droits... Mais, Dieu ! que tu me surpassais dans la grande science vitale. Oh ! si je t'avais connu, comme j'eusse été ton disciple ! Aime-moi, je t'en prie, allons ! fléchis-moi, si tu veux, je ferai ce que tu voudras pour que je te plaise. — Allons ! veux-tu que je me fasse petit enfant, que je renonce même à la science? Je veux bien, mais *je ne puis croire que tu le demandes de moi...* Tu me trouves peut-être raide et trop entiché de science. Mais qu'y faire? Nous sommes comme cela maintenant, et je te jure que, pour t'aimer, je t'aime. J'ai même du simple et du pur dans l'esprit, la science ne me dessèche ni ne me défleurit : oui, vraiment, je crois que nos cœurs sont faits l'un pour l'autre[2]... »

Que dire de cette mystique déclaration? « Nos cœurs sont faits l'un pour l'autre. » O Jésus, Jésus humain, Jésus qui m'es fraternel et même quelque chose de plus, tout, je te donne tout ; je fléchis devant ta naïveté profonde. Mais la science, non, tu ne peux me demander ce sacrifice.

Ainsi cet adolescent de vingt-deux ans montrait à l'homme moderne la possibilité d'une synthèse supérieure où les besoins

1. Voir le curieux récit d'un de ces rêves, dans les *Cahiers de Jeunesse*, p. 401.
2. *Cahiers de Jeunesse*, p. 351-352.

du cœur et les exigences de la raison se concilieraient sans sacrifice. Là l'homme n'a qu'à imiter un parfait modèle, qui ne sera pas dépassé : ici l'idéal est devant lui, et tenant en main ces deux bouts de la chaîne, l'homme accomplira son destin. Pour sa part, Renan repoussait la mutilation de lui-même à quoi le conviaient ses amis du séminaire pour le ramener à la foi. « Si j'étais sûr de vous persuader, lui écrivait l'un d'eux, je vous dirais de prendre à deux mains votre raison et de la briser contre la foi ; je vous dirais que c'est avec le cœur qu'il faut être chrétien ; la raison est d'autant plus dangereuse qu'elle tend beaucoup trop à s'élever sur ses propres ailes ; et alors Dieu qui résiste aux superbes la foudroie... Vous avez une raison beaucoup trop confiante... : humiliez-la, mon cher ami ; abaissez-la humblement devant la majesté divine, prenez votre cœur, aimez et croyez ; croyez malgré votre raison ; croyez parce que vous voulez croire... Versez des larmes et priez... Prenez votre Pascal, lisez et méditez le chapitre où il établit que dans le doute en matière religieuse il faut prendre le parti le plus sûr[1] ; après cela, fermez les yeux de la raison, ouvrez ceux de votre cœur, et dites, je crois, je veux croire ; priez, aimez, Dieu fera le reste. »

J'ai été amené à citer à deux reprises le nom de Pascal. Renan, Pascal ! Ne représentent-ils pas les deux attitudes typiques entre lesquelles l'homme doit choisir, s'il réfléchit à sa destinée? 1923 marquera le centenaire de l'un et le tricentenaire de l'autre. Quelle occasion pour l'humanité, lasse enfin de la mêlée des convoitises et du spectacle des vaines parades, de se recueillir en hommage aux deux grands hommes qui ont poursuivi, jusqu'aux confins de l'air respirable, le secret de l'Infini !

JEAN POMMIER

1. N'oublions pas que le fameux texte supprimé par la prudence de Port-Royal, « (Vous croirez) *en prenant de l'eau bénite*, en faisant dire des messes, etc. Naturellement même cela vous fera croire et *vous abêtira* », était révélé au public depuis trois ans. Et Cousin en avait alors pris texte pour une virulente apostrophe contre Pascal !

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE[1]

APRÈS LE MARIAGE

Pendant longtemps l'intimité entre l'Empereur et l'Impératrice fut étroite et tendre. Était-ce véritablement de l'amour? Était-ce un amour réciproque? Près de vingt années les séparaient et une telle distance ne peut être aisément franchie, même par celles qui semblent nées pour aimer des hommes beaucoup plus âgés qu'elles, et je crois que l'Impératrice n'était pas de celles-là.

Son affection pour l'Empereur était moins que de la passion, mais plus que de l'amitié, et elle alla en croissant jusqu'à la catastrophe, je veux dire jusqu'à la fatale découverte qui la mit au courant des infidélités de son mari. Le Prince Louis-Napoléon avait été aimé plusieurs fois dans sa vie avant de connaître Eugénie de Guzman et il conservait, vers la cinquantième année, quelques-uns de ces traits qui plaisent aux femmes, particulièrement ces façons insinuantes et calmes, cette douceur presque féminine de manières, de gestes, d'intonation, qui est un si grand charme chez les forts. Très observateur, mais très indulgent, il comprenait les femmes, les aimait jusque dans leurs impatiences, leurs nervosités, leurs faiblesses qu'il acceptait comme des grâces. L'Impé-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août 1920.

ratrice ne s'inquiéta pas d'abord, elle croyait que l'Empereur avait été, en tout et toujours de bonne foi. Cette bonne foi, cette unité de vues et de sentiments était, pour elle, la clef de ce caractère où tant de gens ont voulu voir une énigme morale. Dans une des dernières conversations que nous eûmes ensemble, à propos d'un livre projeté par un historien célèbre, elle insista sur ce point : « Dites-lui que, s'il n'admet pas que la sincérité était la grande vertu de l'Empereur, il ne le comprendra jamais ! » Or, il faut savoir que la sincérité était, aux yeux de l'Impératrice, la première des vertus et la condition indispensable de toutes les autres.

Elle manifestait un grand respect envers l'Empereur. Tandis que devant nous, il la tutoyait et l'appelait Eugénie, je n'ai jamais entendu l'Impératrice tutoyer son mari ou l'appeler Louis. Nous savions cependant qu'il en était ainsi dans le tête-à-tête et dans leur correspondance intime, comme l'ont prouvé les lettres écrites d'Égypte et publiées par la commission des papiers trouvés aux Tuileries. Un jour, un seul jour, elle oublia devant moi ce respect auquel elle s'astreignait si rigoureusement. Je trouve cette étrange scène relatée dans mes notes, telle qu'elle se passa, moins de quatre mois après mon entrée au château.

C'était en novembre 1867, le jour de l'ouverture des Chambres. L'anxiété était grande ; une parole de l'Empereur pouvait effrayer ou rassurer les intérêts, présager la guerre ou affirmer la paix. Il était nécessaire que la présence du Prince Impérial à cette séance fît taire les méchants bruits qui le représentaient comme estropié ou infirme depuis sa dernière maladie. Seul espoir de la dynastie, s'il venait à manquer, qu'arriverait-il? Sûrement, son absence, ce jour-là, eût été saluée d'une baisse à la Bourse. Le discours de l'Empereur, l'apparition du Prince en public, c'étaient les deux curiosités de la journée. Le Carrousel était couvert de spectateurs et les grands corps publics étaient déjà réunis dans la salle des États. A ce moment, au rez-de-chaussée des Tuileries, dans une des pièces basses et surchauffées qui donnaient sur le jardin et qui formaient l'appartement particulier de l'Empereur, six personnes se trouvaient ensemble et plusieurs parlaient à la fois sur le ton de la dispute. Ces per-

sonnes étaient l'Empereur, l'Impératrice, le Prince Impérial, son précepteur, miss Shaw, sa bonne anglaise et le baron Corvisart. Le Prince, déjà costumé pour la cérémonie (blouse de velours noir, bas de soie rouge et grand cordon de la Légion d'honneur), avait été pris d'un malaise soudain pendant que nous déjeunions ensemble et il avait brusquement quitté la table. Inquiet, au bout d'un moment, je l'avais suivi et Miss Shaw m'avait rejoint avec lui dans le cabinet de l'Empereur. Là il défaillait, mortellement pâle entre les bras de l'Impératrice, elle aussi, comme l'Empereur, en habit de cérémonie. Corvisart, appelé en toute hâte, était accouru. Quelle surprise ! quel désarroi ! Et d'où pouvait venir cette indisposition subite? Miss Shaw, qui avait perdu la tête, raconta que, la veille, pendant les jeux du dimanche, le Prince avait reçu un violent coup d'un de ses camarades.

— C'est monsieur Corvisart, — dit-elle — qui les excite !

— Est-ce vrai? — me dit l'Impératrice.

— Je n'étais pas là, — dis-je, — (j'avais la permission de m'absenter tous les dimanches), mais j'ai toujours vu les camarades du Prince montrer dans leurs petites batailles une prudence et un sang-froid au-dessus de leur âge. Le Prince a une indigestion, rien de plus, rien de moins.

L'Empereur ne m'avait pas entendu. Il adressait à Corvisart des reproches très vifs. Jamais je ne l'ai vu en colère que ce jour-là. « Vous êtes stupide ! lui cria l'Impératrice. Il faut connaître les faits avant de se fâcher. Miss Shaw ne sait ce qu'elle dit. » A ce moment, comme pour me donner raison, le Prince eut un spasme et son estomac se déchargea dans la cuvette que tenait l'Impératrice; et, bien que le malade fût l'héritier d'un trône et que la cuvette fût marquée d'aigles d'or couronnées, l'opération ne laissa point d'être ce qu'elle est partout toujours, dans un palais comme dans un hôpital, répulsive et pénible à voir. Mais, à notre grande joie, l'enfant parut très soulagé et se déclara prêt à marcher. Nous nous mîmes tous à l'essuyer, à le brosser, à l'épousseter pour réparer le désordre de son costume. Puis, je le poussai moi-même dans un fauteuil à roulettes à travers les salles inachevées et la grande galerie du bord de l'eau, jusqu'à l'entrée de la salle des États. Je restai dans la galerie, masqué par un immense rideau derrière le trône,

absolument seul, invisible et ne voyant personne. J'entendis la voix de l'Empereur s'élever, calme, claire et forte, au milieu d'un silence si profond, si religieux que j'aurais pu aisément me figurer qu'il prononçait ce discours dans la solitude. Cependant, l'Europe l'écoutait. Était-ce bien ce même homme auquel, un quart d'heure auparavant, une femme avait dit, devant moi : « Vous êtes stupide ! »

Cette scène tragi-comique, que j'exhume après tant d'années, amusera ceux qui ne haïssent pas de voir les maîtres du monde en des postures un peu ridicules et à se prouver à eux-mêmes combien les grands, parfois, sont petits. C'est cette sorte de plaisir que l'on cherche dans les pages du duc de Saint-Simon. Soit ! mais on ferait fausse route si l'on y cherchait autre chose et si l'on en tirait des conclusions sur les relations des deux époux. Je répète que c'est la seule circonstance où, devant moi, l'Impératrice se soit départie de l'extrême déférence qu'elle marquait à l'Empereur. Elle lui parlait très souvent à la troisième personne comme nous le faisions nous-mêmes.

Tout en lui disant « : Vous êtes stupide ! » ainsi que beaucoup de femmes l'ont dit très souvent à beaucoup de maris, elle gardait un invariable respect pour son intelligence et pour son caractère. Le prince malheureux qui avait séduit sa jeune imagination, le héros de son roman enfantin avait disparu depuis longtemps. A sa place elle voyait un honnête homme qui voulait le bien et qui y marchait, — par la voie sinueuse quand la ligne droite n'était pas possible. Sous son apparente insensibilité, il souffrait de mille calomnies. Son devoir, à elle, était de le soutenir, de panser ces blessures secrètes qui ne saignaient devant nul autre qu'elle.

Son amour, à lui aussi, s'était transformé. Il l'avait passionnément aimée et désirée, pour ses yeux, pour son sourire, pour sa grâce exquise, pour ce je ne sais quoi qui l'enveloppait et faisait d'elle une créature à part. A mesure que cette passion se rassasiait, il découvrait dans cette âme des profondeurs insoupçonnées, des beautés morales qu'il n'attendait point. Chaque jour il la respecta et l'admira davantage et il en vint, sans le lui avouer et peut-être sans se l'avouer à lui-même, à faire d'elle sa seconde conscience et cette seconde conscience, — puis-je le dire sans offenser une mémoire que je vénère? —

se trouva meilleure et plus sûre que la première. Au surplus, pourquoi conjecturer et pourquoi deviner lorsqu'il suffit de lire le portrait de l'Impératrice, écrit par l'Empereur et publié dans le *Dix-Décembre* [1]?

« La comtesse de Téba, dit cet article, n'a pas disparu sous l'éclat de la couronne de France. L'Impératrice est restée avec distinction une femme de goûts simples et naturels. Après sa visite aux cholériques d'Amiens rien ne parut la surprendre comme le murmure approbateur qui vint de toutes parts applaudir sa courageuse initiative. Elle avait fini par en être excédée [2]. Le sort des classes malheureuses, surtout, éveille constamment son intérêt. Elle aime à s'occuper de ce qu'on appelle aujourd'hui les œuvres sociales. On sait avec quelle efficacité active elle est intervenue dans la réorganisation des prisons d'enfants, dans l'œuvre des sociétés de sauvetage, dans le régime des établissements de bienfaisance. Elle a fondé la Société des prêts de l'enfance au travail. Que de généreuses réformes elle poursuit encore avec une merveilleuse persévérance ! On retrouve toujours un peu chez elle la jeune *phalanstérienne* [3]. La condition des femmes la préoccupe singulièrement ; elle s'efforce de la relever et, au besoin, elle s'avise de décorer Rosa Bonheur.

» Deux fois, pendant la guerre d'Italie et le voyage de l'Empereur à Alger, elle a exercé la régence. On sait avec quelle modération, quel tact politique et quel sentiment de justice.

» Rentrée dans la vie inactive, l'Impératrice se livre aux lectures les plus sérieuses. On peut dire qu'aucune question économique ou financière ne lui est étrangère. C'est un charme de l'entendre débattre avec les hommes les plus compétents

1. L'article parut dans le premier numéro de ce journal (15 novembre 1868), avec cette signature : « Pour la rédaction du *Dix-Décembre*, A Grenier. » Mais personne n'ignora qui en était l'auteur.

2. L'Impératrice disait à ma femme, à Farnborough : « Je n'avais aucun mérite quand je suis allée visiter les cholériques à Amiens. Je *savais que je n'attraperais pas le choléra*. Mais j'avais très peur le jour où je suis allée chez M. de Girardin dont la petite fille se mourait du croup. On ne m'en a su aucun gré ; on n'y a pas fait attention. On n'a vu qu'une tentative pour ramener un ennemi politique. Pourtant cela m'a coûté un grand effort. »

3. C'est le surnom que lui avaient donné ses amies de Madrid en la voyant se plonger dans la lecture de Fourier et en lui entendant exprimer les idées les plus avancées sur les questions politiques et sociales.

ces difficiles problèmes. La littérature, l'histoire et l'art sont aussi l'objet de ses fréquentes causeries. A Compiègne rien n'est plus attrayant que ce que l'on appelle un thé de l'Impératrice. Elle aborde avec une égale facilité, dans ces réunions peu nombreuses, les sujets les plus élevés et les questions les plus familières. La nouveauté de ses aperçus, la hardiesse, la témérité même de ses opinions, vous saisissent et vous captivent. Son langage, quelquefois incorrect, est plein de couleur et de mouvement. D'une étonnante précision dans les conversations d'affaires, elle s'élève, dans les matières qui touchent à la politique et à la morale, jusqu'aux effets d'une réelle éloquence.

» Pieuse sans bigoterie, instruite sans pédantisme, elle parle de toutes choses avec un grand abandon. Peut-être aime-t-elle trop la discussion. Très vive de sa nature, elle se laisse souvent emporter par sa parole, ce qui plus d'une fois lui a attiré des inimitiés, mais ses exagérations ont toujours pour mobile l'amour du bien. »

Comment se fait-il que l'Empereur n'ait pas su garder sa foi à cette femme tant admirée et tant aimée et qu'il l'ait offensée, non seulement par des caprices et des galanteries sans lendemain, mais par des liaisons durables avec certaines femmes qui prétendaient le tenir tout entier? Bien des gens se le sont demandé. Un jour elle s'est posé cette question devant moi; elle me l'a, en quelque sorte, posée à moi-même dans la plus émouvante conversation que j'aie jamais eue avec elle.

Cette conversation eut lieu asez tard dans notre vie à tous deux. On comprend aisément qu'elle n'eût jamais abordé ce sujet devant moi lorsque j'étais jeune, et il fallut des circonstances exceptionnelles pour l'amener, plus tard, à y toucher. J'ai entendu raconter aux Tuileries une foule d'anecdotes sur les convulsions intérieures du ménage impérial au moment où l'Impératrice fut mise au courant des trahisons conjugales de l'Empereur. Mais, fidèle à la règle que je me suis tracée dès le début de ne donner place dans ces pages qu'aux paroles de l'Impératrice ou à mes propres souvenirs, je ne répéterai ici aucune de ces anecdotes où le faux se mêlerait nécessairement au vrai sans qu'il me fût possible de les discerner l'un de l'autre.

Il y a quelques années, un de mes amis écrivit un livre sur la physionomie intime, le caractère et les habitudes de Napo-

léon III. Il avait tout ce qu'il fallait pour réussir dans cette tâche et il a réussi en effet, car il avait fort bien connu l'Empereur pendant les dernières années de sa vie, et l'Impératrice, qui avait pour l'homme et pour l'écrivain une estime toute particulière, l'avait aidé de son mieux. Il ne pouvait paraître ignorer les aventures extraconjugales de son ancien souverain et il crut devoir en dire quelque chose. Mais, craignant de blesser l'Impératrice, il voulut s'assurer, avant la publication, que ses paroles n'avaient pas excédé la mesure, et il me confia la délicate mission de la pressentir à ce sujet. J'acceptai imprudemment cette mission. D'où la conversation que je vais rapporter. Elle eut lieu à Farnboroug. L'Impératrice était assise dans son cabinet sur un canapé, en face d'une des grandes baies par où le jour entre à flots dans cette vaste pièce, mais les doubles stores descendaient presque jusqu'au tapis. Elle était agitée, énervée et, pour tout dire, un peu choquée de ma démarche et je me disais qu'elle avait raison. Elle parla d'abord d'une façon incohérente, s'interrompant elle-même et ne finissant aucune de ses phrases, comme il lui arrivait quand elle était émue. Mon ami s'était appuyé sur le témoignage d'une dame que l'Impératrice avait, à cette époque lointaine, honorée de son amitié et qui passait pour avoir connu bien des secrets. « Elle ne sait rien, me dit l'Impératrice. Elle a pris tout cela dans les journaux du temps. Je ne lui ai jamais fait de confidences. Je n'ai jamais fait de confidences. » Puis, revenant au texte qu'elle avait sous les yeux, elle tournait en dérision l'idée que l'Empereur, à cinquante ans passés, n'avait pas eu la force de résister aux séductions dont il était entouré... « Allons donc ! Allons donc ! qui voudra croire cela? »

Son irritation se dépensait en paroles amères. Alors, elle tomba dans une sorte de rêverie, inclinant la tête et regardant les fleurs du tapis. Elle disait : « Mais pourquoi ? Pourquoi ? »

Brusquement, se tournant de mon côté, elle me dit : « Comprenez-vous pourquoi ? » On imagine mon trouble à cette question inattendue. Je balbutiai une sotte phrase sur « l'animalité qui persiste et, quelquefois, réclame ses droits chez les natures supérieures ».

L'Impératrice secoua la tête. Ce n'est pas à ces passagères

distractions des sens qu'elle avait songé, car ce n'étaient pas celles-là qui la mortifiaient le plus.

— Non, — reprit-elle, — je crois que lorsque l'homme se détache et va vers d'autres femmes, ce qui le pousse, c'est l'ennui et la curiosité : l'ennui de ce qui est identique à lui-même et la curiosité de connaître des âmes nouvelles ou de nouveaux états d'âme. Tenez, la Princesse (c'est la Princesse Béatrice, fille de la reine d'Angleterre, qu'elle désignait toujours ainsi) me disait une chose très vraie : « Ma mère me trouve plus ennuyeuse que mes sœurs. C'est tout simple. Elles viennent du dehors; elles apportent des nouvelles, des sensations étrangères. Moi, que puis-je dire ? Mes idées, mes impressions, ma mère les a eues avec moi ou avant moi. » Hé bien, — reprenait l'Impératrice, — ce qui existe dans les relations de mère à fille doit exister entre le mari et la femme. C'est la *sameness*, la fatale *sameness*, en un mot, la monotonie. On est si bien habitué à agir, à parler de même, à penser et à sentir ensemble qu'on n'offre plus d'intérêt à son compagnon... Alors l'homme s'éloigne.

— Pour un temps, — répondis-je. — Mais il revient. Il est ramené par la douleur, par l'épreuve à la seule qui l'ait compris, l'ait aimé.

Je rappelai à l'Impératrice cet article du *Dix-Décembre* dont j'ai mis quelques fragments sous les yeux du lecteur. Je lui rappelai ce qu'elle m'avait appris elle-même : que Napoléon III portait sur sa poitrine une lettre d'elle comme un de ses talismans[1]. Et j'ajoutai : — L'Empereur n'a jamais cessé un instant d'aimer Votre Majesté.

Elle me répondit simplement : — Je le crois.

Nous en restâmes sur ce mot qui exprime son sentiment définitif sur cette grande crise de sa vie. Son amour pour l'Empereur devait en traverser une seconde, courte, mais

1. Dans l'automne de 1873, peu de mois après la mort de l'Empereur, l'Impératrice me fit voir un portefeuille en cuir jaune que Napoléon III portait constamment sur lui; ce portefeuille contenait une lettre de Napoléon Ier où celui-ci complimentait la reine Hortense au sujet de sa naissance; la dernière lettre de la reine Hortense à son fils, une lettre de l'Impératrice Eugénie; des cheveux du Prince Impérial, lorsqu'il était tout enfant; des formules de prières toutes-puissantes envoyées par de pauvres femmes inconnues, et enfin une liasse de billets de banque pour les besoins de ses charités quotidiennes.

terrible. D'un mot je la ferai comprendre : Sedan. On verra quel en fut le résultat. La première avait, momentanément, écarté l'un de l'autre les deux époux. La seconde les rapprocha pour toujours. Par toujours, j'entends ces quelques heures de douleur et d'humiliation qu'il leur restait à vivre ensemble dans la maison de l'exil.



Jamais un soupçon ne s'est élevé contre la vertu de l'Impératrice, contre la constance de sa fidélité conjugale. Pourquoi cacherais-je qu'elle éprouvait pour ceux qui l'ont aimée — et Dieu sait combien ils étaient nombreux ! — un sentiment très doux où se mêlaient la curiosité, l'indulgence et la pitié? Que l'honnête femme s'il en est une seule, qui n'a jamais donné une pensée sympathique à ses humbles adorateurs, lui jette la première pierre !

Ces amoureux de l'Impératrice forment une légion où sont représentés tous les rangs, tous les caractères, toutes les nationalités. Lord Rosebery m'a conté l'histoire d'un pair d'Angleterre qui, tout jeune, l'aima et voulut l'épouser. Mérimée parle, dans une lettre inédite, d'un jeune Espagnol que sa passion pour elle avait comme privé de raison et qui courait le monde, dégoûté de tout et surtout de lui-même. Tout le monde connaît l'histoire de ce malheureux comte Bacciochi qui se tua pour échapper aux tortures de sa folle passion. Le comte de Goltz, ministre de Prusse, fut un des adorateurs de l'Impératrice. Elle le savait; elle disait en parlant de lui : « Mon pauvre Goltz ». Lorsqu'une maladie affreuse menaça sa vie, elle voulut qu'il s'installât, pour se soigner, au pavillon Henri IV, habitation isolée qui se trouve dans le parc de Fontainebleau, à quelques pas du palais. Un soir d'été, comme nous étions assis près du lac, devant le salon chinois, nous vîmes une ombre qui se traînait vers nous. L'Impératrice très émue le reçut avec une véritable amitié. Le malheureux, dont la langue était rongée par un cancer, ne pouvait parler, mais ses yeux la remerciaient, des yeux tendres comme ceux d'un vieux chien fidèle.

Un autre diplomate étranger, le comte de Beust, qui, après

avoir été ministre du roi de Saxe, dirigea quelque temps la politique autrichienne, fut un des derniers qui s'inscrivirent sur la liste de ces soupirants sans espoir. Lorsqu'il était ambassadeur à Londres, il accablait l'Impératrice de petits vers flatteurs et allégoriques que Kaunitz, écrivant à la marquise des marquises, n'eût pas désavoués. Un jour l'Impératrice me donna un quatrain mythologique en me priant d'y répondre pour elle dans la même langue, mais je ne pus jamais trouver un seul vers.

Dans l'entourage même de l'Impératrice, deux hommes étaient amoureux d'elle. L'un était un grand enfant à cheveux gris, bruyant et inoffensif, qui la regardait pendant des heures avec des yeux béats et vaguement attendris. L'autre, nature nerveuse et fantasque, était, en dépit de son grand nom, encore plus artiste que gentilhomme, car il avait obtenu de réels succès comme sculpteur à nos expositions. Un soir, comme il reconduisait l'Impératrice dans ses appartements avec un flambeau, il perdit la tête et, se retournant, tout à coup, tomba à genoux, le bougeoir allumé à la main, dans l'attitude d'un homme qui voit une apparition. Cette scène avait pour témoin une dame, et c'est elle qui me l'a racontée bien des années après, à Chislehurst, devant l'Impératrice qui se contenta de sourire. Elle ne lui en avait jamais voulu de cette folie.

Mon maître Caro, le célèbre professeur, doit avoir sa place dans ce martyrologe. L'Impératrice, qui l'avait vu à Compiègne, s'amusa à l'intriguer dans un bal masqué et le philosophe en demeura longtemps troublé. Il a laissé, comme monument de cette émotion, un portrait à la plume de l'Impératrice où il a dépensé toute sa subtilité de psychologue et tout son art d'écrivain. Le portrait est joli, mais on y cherche, sans les trouver, les véritables traits de l'original.

Oserai-je ajouter à cette liste le nom d'un autre académicien, celui d'Octave Feuillet. Je me contente de rappeler à ceux qui l'ont connu que ce fut un nerveux, un délicat, que froissait tout contact vulgaire et qui garda, au milieu du théâtre, c'est-à-dire dans un monde sensuel et railleur, une sorte de virginité morale dont l'analogue ne s'y verra jamais après lui. C'est dans les lettres qu'il écrivait à sa femme, de Fontainebleau, en 1868, que je trouve la preuve de ce sen-

timent profond qui rapprochait les deux natures idéalistes. Feuillet admirait, en l'Impératrice, ses rêves les plus chers incarnés sous une forme exquise...

Un soir de l'automne de 1867, à Saint-Cloud, l'aide de camp de service (c'était Charles Duperré) amena au Prince un ancien officier de la maison qui, au moment de partir pour une mission lointaine, avait été autorisé à lui faire des adieux. Dans la conversation qui s'engagea, je compris qu'il venait d'avoir une audience de congé de l'Impératrice. M. D... avait une quarantaine d'années ; son regard, direct et hardi, son front large, intelligent, ses cheveux rejetés en arrière, ses traits nettement découpés, sa physionomie impérieuse et passionnée me frappèrent beaucoup. Il ne prononça que quelques paroles, d'une voix basse et creuse. Mais il y avait dans la vibration contenue de cette voix, dans la complète absence de gestes, quelque chose de saisissant et d'insolite qui faisait sentir le passage de la tragédie secrète sous la banalité des formes ordinaires.

— Qu'est-ce que c'est que cet homme-là? — dis-je au commandant Duperré, lorsque la porte se fut refermée sur le visiteur.

— C'est un homme qui est amoureux de l'Impératrice et qu'on envoie mourir au bout du monde.

La prophétie fut tristement réalisée. L'Impératrice alla voir la mère de M. X... dans une des villes de la Loire où elle habitait. Elles pleurèrent ensemble. Jamais l'Impératrice n'oublia celui qui avait payé si cher le crime de l'avoir aimée.

La souveraine avait, parmi les humbles et même parmi les ennemis de l'Empire, des adorateurs inconnus dont quelques-uns se sont trahis. J'ai lu, peu de temps après la révolution du 4 septembre, sous la forme d'un feuilleton publié par un journal belge, un roman où l'Impératrice apparaissait, mêlée à la plus folle des intrigues et décrite avec une telle ardeur de pinceau qu'il était impossible de se méprendre sur les sentiments de l'auteur à son égard. Or, l'auteur, c'était un des membres de la Commune et, paraît-il, un des plus disgraciés de la nature.

Lorsque j'étais à l'École normale, j'ai rencontré deux ou trois fois, dans une salle du café du Droit (alors situé au coin

de la rue Soufflot et de la rue Saint-Jacques) où les normaliens se retrouvaient les jeudis et les dimanches, un jeune homme dont les allures étaient fort étranges. Il faisait partie de certaines sociétés où l'on complotait la mort de Napoléon III et, en même temps, il était, disait-on, amoureux fou de l'Impératrice Eugénie. Un soir de l'automne de 1867, à Saint-Cloud, je me trouvai amené par je ne sais quel hasard de la conversation à faire mention de ce jeune homme devant l'Impératrice. Elle crut l'identifier avec un certain personnage qui avait un jour essayé d'arriver jusqu'à elle sur la terrasse du bord de l'eau, à la grille placée en face du pont de Solférino. On l'avait arrêté et on l'avait trouvé porteur d'une lettre d'amour. J'avais eu l'imprudence de le désigner comme « un de mes amis ». Ce mot me perdit. L'Impératrice m'accabla de questions. Je n'eus pas le courage d'avouer que mes relations avec ce jeune homme avaient été aussi brèves qu'insignifiantes et, n'ayant rien à dire, j'inventai. Arriva l'heure ordinaire du coucher du Prince. Je me levai, très content de m'en aller ; mais l'Impératrice me dit : « Vous allez revenir, n'est-ce pas? » Lorsque je reparus, au bout d'un quart d'heure, elle m'attendait seule, dans le premier salon et elle m'installa elle-même confortablement dans un fauteuil comme on installe ceux qui ont un long récit à faire. J'improvisai : elle m'écoutait attentivement. Lorsque je m'arrêtais, il y avait des moments de silence où l'on entendait la conversation, à demi-voix et comme assoupie, dans le salon voisin, et le chuchotement des jets d'eau dans le grand bassin en fer à cheval qui s'étendait sous les fenêtres. Mais elle m'excitait d'un : « Et puis?... Et alors?... Que vous disait-il encore?... » Et je recommençais. Je crois que c'est mon meilleur roman : du moins, c'est celui qui a eu le plus de succès auprès de son public.

De temps à autre, une figure où la réserve du courtisan ne cachait pas tout à fait l'étonnement et la mauvaise humeur, apparaissait une seconde sur le seuil et s'éclipsait. Je ne sais à quelle heure on aurait pris le thé, ce soir-là, si je n'avais, à onze heures sonnantes, fait mourir mon héros à l'hôpital Lariboisière et si je ne l'avais enterré moi-même dans la fosse commune au cimetière Montparnasse « par un triste après-midi d'hiver où la neige tombait à flots ».

L'Impératrice se taisait, baissant la tête, comme si elle se fût recueillie sur une tombe. « Pauvre garçon ! » murmura-t-elle en se levant avec un soupir.

Pendant le reste de la soirée, il y eut sur son visage une vague expression de mélancolie que ma conscience me reprochait amèrement. Aujourd'hui encore, j'éprouve vis-à-vis de moi-même un embarras qui ressemble à un remords quand je songe à cette tromperie et c'est pour moi un soulagement d'en avoir fait l'aveu.

L'IMPÉRATRICE CHEZ ELLE
BIARRITZ, FONTAINEBLEAU, COMPIÈGNE, SAINT-CLOUD LES TUILERIES

J'aurais beaucoup à dire si je voulais faire revivre ces grandes résidences en les repeuplant de tous ceux et de toutes celles que j'y ai connus. Parmi eux, l'immense majorité a disparu à l'heure où j'écris et, sur les cinq demeures où résidait la famille Impériale, trois ont été détruites par le feu ; deux seulement restent debout et, à part quelques rares occasions, ne sont guère que des musées de souvenirs ouverts aux étrangers qui visitent notre pays. La vie s'en est retirée, la vie de la « maison habitée », où tout semble s'imprégner de l'existence des hôtes et les refléter. Réveiller cette vie éteinte serait une tâche intéressante et, je crois, utile à remplir ; mais ce n'est pas la mienne aujourd'hui. Je veux montrer l'Impératrice Eugénie à Biarritz, à Fontainebleau, à Compiègne, à Saint-Cloud, aux Tuileries, parce qu'elle m'apparaissait et qu'elle était réellement différente dans des cadres différents. En changeant de milieu, elle changeait son genre de vie ; ses pensées et ses sentiments prenaient un autre cours. J'oserais dire qu'elle n'avait pas le même âge à Biarritz qu'à Compiègne, ni à Compiègne qu'aux Tuileries.

***

C'est à Biarritz qu'elle était le plus libre d'allures, le plus semblable à son *moi* des jeunes années. Cela

se comprend. Là, tout lui rappelait son pays d'origine : climat, mœurs, langage. A la villa Eugénie, comme sur la plage, on entendait parler l'espagnol de tous côtés. Les populations étaient bonnes et dévouées, les étrangers respectueux et sympathiques. Cela permettait une grande liberté de mouvements. Donc, elle allait par les rues, appuyée sur sa haute canne à glands jaunes, alerte, active, la jupe retroussée, entrait dans les boutiques, faisait sans façon des visites, s'intéressait aux bâtisses nouvelles, aux arrivées et aux départs, à la chronique locale, aux embellissements de l'atalaye, aux progrès de la jetée.

A Biarritz, la politique chômait et l'Empereur était censé en vacances. Le chef du cabinet était absent ; seul, M. Franceschini Piétri, le secrétaire particulier, suffisait à tout. Pas de conseils de ministres, comme à Saint-Cloud, à Fontainebleau et à Compiègne. Un seul ministre était présent (d'après l'usage anglais qu'on avait adopté), mais il semblait être là pour son plaisir plutôt que pour les affaires et sa présence n'était pas continue. Un auditeur au Conseil d'État apportait les pièces urgentes, recueillies dans tous les ministères, et s'en retournait avec les signatures du souverain.

On ne s'habillait pas pour dîner, et le fameux télégramme adressé à Mérimée : « Venez sans culotte » aurait pu servir pour tous les invités de Biarritz. Ces invités étaient des amis personnels ou des passants de première importance, auxquels on ménageait une entrevue extra-officielle. En sorte que, si l'on faisait de la politique à Biarritz, c'était en dehors de la routine des bureaux et des chancelleries. Pas de séries, comme dans les résidences voisines de la capitale. C'était, en somme, un mélange de la vie de château et de l'existence qu'on mène dans les grands hôtels de bains de mer : beaucoup de mouvement, de liberté et d'imprévu. Promenades en chars à bancs, à cheval ou en bateau, excursions à l'embouchure de l'Adour, à Bayonne, à Cambo, à Saint-Jean-de-Luz, à Sarre et jusqu'en Espagne, avec pique-niques en plein air. Le soir, on causait, on jouait aux petits papiers, sorte de jeu où les professionnels de l'esprit se faisaient battre, généralement, par les gens du monde.

Outre l'atmosphère semi-espagnole et l'absence presque

complète de politique, Biarritz avait encore d'autres attraits pour l'Impératrice. C'était la seule résidence maritime. Or, l'Impératrice adorait la mer et étendait son affection à tous ceux qui vivent de la mer ou sur la mer. Elle avait dit un jour qu'elle était « la mère des marins », et, s'emparant de ce mot, les plus familiers parmi les marins de la maison l'appelaient « maman ». Un aviso de l'État, mouillé à Bayonne, se tenait à la disposition des souverains et, chaque matin, télégraphiait pour faire savoir si le temps et l'état de la barre lui permettaient de sortir. Avec une promenade dans ses chères Pyrénées, qui lui rappelaient tant de souvenirs de jeunesse, ce que l'Impératrice préférait, c'était une journée en mer à bord du *Chamois*. Une de ces journées faillit avoir, en septembre 1867, un fatal dénouement. Comme l'Impératrice débarquait à Saint-Jean-de-Luz avec son fils et leur suite, les chaloupes manquèrent l'entrée du port : celle qui portait la mère et le fils s'échoua dans les rochers. Ils montrèrent l'un et l'autre beaucoup de sang-froid ; l'Impératrice rentra très gaie, très excitée, très bruyante, mais je crois que l'Empereur dut la gronder un peu ce soir-là, car il avait passé deux heures dans une terrible anxiété...

***

A Fontainebleau et à Compiègne elle devait faire les plus grands efforts pour donner à l'hospitalité impériale tout son charme et tout son éclat. C'est là qu'elle avait à déployer ses talents pour l'organisation des plaisirs en général, comme pour l'intelligence des caractères et la séduction individuelle. Pendant le séjour que j'ai fait à Fontainebleau, dans l'été de 1863, il n'y eut ni fêtes, ni réceptions. Je n'ai connu que par ouï-dire les grandes journées de Fontainebleau : par exemple, la visite des Siamois qui inspira Gérôme, les séances de la « Cour d'amour » que présidait la belle madame Przedjeçka et dont Mérimée était le secrétaire, les gaîtés du « Club des Bébés » où se réunissaient autour de la Princesse Anna Murat, — alors dans toute la splendeur de ses vingt ans, — ce que la Cour contenait de jeune et de vivant. De mon temps, il n'y

avait plus à la Cour que des enfants et des personnes mûres; point de jeunesse véritable, et la vie qu'on menait à Fontainebleau s'en ressentait un peu. Nous étions une vingtaine, perdus dans ce grand palais dont nous n'occupions qu'une très petite partie. Il n'y avait un peu d'animation que devant le salon chinois et le long de l'allée de grands arbres qui suit le bord du petit lac. C'était là qu'on se groupait après le déjeuner. Les amis des vieilles traditions avaient en poche une croûte de pain à offrir à ces horribles carpes qui, pour la taille et la férocité, eussent dépassé les murènes des viviers antiques. Au bord, étaient amarrées des embarcations de toutes sortes, canots, yoles, pirogues, périssoires, et jusqu'à une gondole dont nous étions incapables de manœuvrer la godille. Entre deux arbres était tendu le hamac de l'Impératrice. Un jour, elle s'y étendit. Un officier d'ordonnance, qui n'en était pas à sa première maladresse, se saisit d'un vieux parasol japonais, oublié contre un tronc d'arbre et où s'étaient accumulés, depuis plusieurs années, des insectes et des chenilles, morts ou vivants, de toutes sortes. Et, avec des déhanchements de bayadère qui évente une sultane, il ouvrit le parasol et secoua sur l'Impératrice une pluie de larves et de détritus organiques. L'Impératrice poussa un cri et fut debout avec la rapidité de l'éclair.

Aux heures chaudes du jour, elle s'asseyait avec ses dames dans le salon chinois, où le voisinage de l'eau et la demi-obscurité entretenaient une fraîcheur relative. Les deux pièces, réunies en une seule, qui formaient le salon étaient situées au-dessous des appartements du Pape et formaient le coin de l'aile Louis XV et de la cour des Fontaines. L'Impératrice y avait placé elle-même les merveilles rapportées du Palais d'Été (à Pékin) et elle les avait admirablement arrangées, car elle avait un talent à elle pour harmoniser les tentures et les tapis, disposer les meubles et les objets d'art. Je crois bien qu'elle a contribué à nous inoculer la manie du bibelot et nous a appris à encombrer le milieu des pièces, à y dessiner des routes compliquées, à y ménager des coins indépendants les uns des autres et de caractère différent. Toute autre aurait fait du salon chinois un musée : elle en avait fait un fragment de la demeure du « Fils du Ciel ».

Installées au milieu de ces chinoiseries, les dames travaillaient, ou faisaient semblant. Quelqu'un lisait tout haut. C'est ainsi que j'ai lu plusieurs *Nouvelles genevoises* dans le salon chinois.

Lorsque l'Empereur était au camp de Châlons ou aux eaux, on échangeait avec lui des messages assez gais. Les truites de Plombières écrivaient aux carpes de Fontainebleau, qui répondaient sur le même ton. La lecture et la rédaction de cette correspondance occupaient les après-midi du salon chinois. A quatre heures, les chars à bancs, attelés, attendaient dans la cour des Fontaines, avec leurs postillons, fouet en main. Ces postillons, dans leur costume traditionnel, bottes à l'écuyère, culottes jaunes, chapeau ciré, sans oublier la cadenette qui secouait un nuage de poudre sur leur veste verte galonnée d'or, étaient déjà une joie pour le regard et rien n'était plus exhilarant que ces courses en forêt où le tintement des grelots rythmait le trot allongé des chevaux. Nous passions sous les grandes futaies silencieuses ; nous réveillions les petits villages endormis au soleil où les femmes émergeaient des portes et où les enfants commençaient à crier « Vive l'Impératrice ! » lorsque nous étions déjà loin.

Quelquefois, on descendait de voiture pour prendre le thé en plein air ou pour faire une excursion dans les rochers. Je me souviens qu'aux Sables-d'Arbonne nous nous lançâmes, une quinzaine environ, nous tenant par la main, sur une pente très raide. On glissait, on tombait, puis on était emporté sans que les pieds touchassent terre. Nous dévalions comme un ouragan ; les jeunes filles poussaient des cris de peur et de joie. En arrivant en bas, on constata qu'on avait laissé en route quelques pans de robes et quelques talons de bottines. Il y eut là un magnifique texte à prêcher sur les folies de l'Impératrice. Pour moi, je n'en étais pas plus scandalisé que je ne l'ai été quand j'ai vu les Pères Jésuites jouer au *football* et au *cricket* avec leurs élèves. L'Impératrice, à quarante ans, avait gardé ce privilège de s'amuser avec et comme les enfants. J'ai toujours associé ce privilège, dans ma pensée, avec la simplicité et la vigueur de l'âme et je ne pouvais sympathiser avec les rigoristes qui affectaient de croire tout perdu si, dans ces jeux-là, la jupe de l'Impératrice

s'était, d'aventure, retroussée un peu au-dessus de la cheville.

Après dîner, on revenait encore vers la pièce d'eau. Quelquefois, l'Impératrice prenait l'un de nous pour lui faire faire deux ou trois fois le tour du petit lac. A la nuit, on rentrait encore dans le salon chinois. Un piano mécanique s'y trouvait et, dès que nous l'eûmes découvert, nous en abusâmes de notre mieux. Les jeunes filles dansaient entre elles au son du *Danube Bleu* et de *la Valse des Roses*, alors dans leur première vogue.

A neuf heures et demie, on servait le thé dans un salon voisin et la conversation se prolongeait, surtout quand c'était Mérimée ou Feuillet qui était assis auprès de l'Impératrice. Un soir qu'il n'y avait pas d'homme célèbre à écouter, nous nous retirâmes de bonne heure. Peu après, un lustre énorme placé au centre de cette pièce se détachait du plafond et tombait avec un bruit effroyable, écrasant la table avec tout ce qu'elle portait. C'est sous ce lustre que l'Impératrice s'asseyait tous les soirs. Ce fut l'un des premiers d'une nombreuse série d'accidents qui se succédèrent presque continuellement autour de nous et que les superstitieux ne manquèrent pas de considérer comme des présages.

*
* *

A Compiègne j'ai vu l'Impératrice exercer, dans toute leur complexité, ses difficiles devoirs de maîtresse de maison. D'abord, il fallait dresser les listes d'invitations, combiner les séries, de façon qu'elles continssent un nombre à peu près équivalent de grands seigneurs, d'illustres cosmopolites, de diplomates, d'artistes, de savants, de jolies femmes et de membres de l'Institut. Il fallait doser ces éléments, tenir compte des rancunes, des incompatibilités, chercher la variété et les contrastes tout en évitant les jalousies et les frictions. Et, pour cela, il fallait connaître un peu le caractère et le passé de chacun. L'Impératrice était, il est vrai, aidée dans cette tâche, mais là, précisément, était un des dangers, car elle devait se méfier de ces donneurs de renseignements qui avaient toujours de « char-

mantes Américaines » à mettre en avant ou des artistes « hors ligne » à pousser.

Une fois les listes arrêtées et les invitations lancées, il n'était pas inutile de surveiller l'installation des hôtes, car cette installation devait être exactement proportionnée à leur importance. Si la maréchale X... avait un salon pour recevoir ses amis, comment en refuser un à la princesse X...?

Ensuite, restait à combiner le programme des neuf ou dix journées consacrées à chaque série, à amuser tout ce monde si divers, de neuf heures du matin à minuit, les conduire en paraissant leur laisser toute liberté d'action, les caresser d'un mot, tenir leur vanité et leur curiosité en éveil, faire croire à chacun des gros bonnets qu'il était le grand homme de sa série, empêcher les timides de s'agglomérer dans les petits coins et de former des clans, enfin faire un salon, c'est-à-dire un ensemble mondain, une unité collective, avec des êtres aussi disparates que ceux que le hasard d'un voyage réunit dans un wagon-restaurant. C'est à quoi l'Impératrice réussissait admirablement. Je ne prétends pas qu'elle ne se soit jamais trompée et qu'il ne lui soit pas arrivé d'adresser à l'un de ses invités le compliment destiné à un autre, ou de deviner de travers alors qu'elle en était réduite aux seules ressources de l'improvisation, faute de temps pour étudier son rôle. J'ai raconté dans les *Débats* — un jour que j'évoquais les vieux souvenirs de Compiègne [1], à propos de la visite du Tsar et de la Tsarine, — une de ces petites bévues dont je suis, en partie responsable. L'excellent Egger, un des professeurs de la Sorbonne, avait remis à l'Impératrice certain manuscrit roulé et cacheté en la priant d'y jeter les yeux. L'Impératrice me demanda de la renseigner sur Egger. Je fis le plus grand éloge de l'éminent helléniste, dont j'avais suivi le cours à la Sorbonne.

— Alors, — demanda-t-elle, — il ne s'occupe jamais que de choses grecques?

Je répondis avec conviction :

— Jamais !

Quelques jours après, M. Egger se trouva sur le chemin de l'Impératrice :

1. *Journal des Débats*, 7 septembre 1901.

— Puis-je demander à Votre Majeté ce qu'elle a pensé du manuscrit que je lui ai remis?

— Mais... c'est très intéressant... Ah ! ces souvenirs de la Grèce ont un charme...

— Mais, madame, ce sont des documents inédits sur Marie-Antoinette !

— J'avoue, — dit l'Impératrice en riant — que je n'ai pas encore pu ouvrir le rouleau que vous m'avez remis... Ouvrons-le ensemble.

Une ou deux légères erreurs de ce genre, acceptées avec bonne grâce, ne compromettaient en rien le succès de l'impériale châtelaine.

Au milieu de cette continuelle représentation et de cet enjouement un peu artificiel, l'Impératrice avait des instants de lassitude profonde. Un jour, elle me disait avec un peu d'amertume : « On prétend que les princes sont entourés de flatteurs. Hélas ! ce sont eux qui sont condamnés à flatter tout le monde. Leur vie se passe à remercier et à saluer. Ils n'ont pas le droit de trouver exécrables les livres qu'on leur dédie, les pièces qu'on joue devant eux, la musique dont on écorche leurs oreilles. Une souveraine, pendant qu'on la coiffe pour dîner, étudie l'ouvrage qu'un savant lui a offert, comme un écolier pioche sa leçon, afin d'y puiser la matière d'un mot aimable. Toutes les jeunes filles sont jolies, toutes les toilettes sont de bon goût, tous les artistes ont du talent : les princes sont condamnés à une plate et universelle admiration. »

Ces paroles étaient dites dans le salon solitaire où travaillait le Prince Impérial. Voici ce qui arrivait lorsque le Prince, pour une raison ou pour une autre, ne devait pas paraître à la table impériale. Quelquefois la raison était une punition infligée par le général Frossard. « Vers sept heures, tout était silencieux dans le cabinet de travail, qu'éclairait une seule lampe, recouverte de son large abat-jour. Sous la lueur de cette lampe, le Prince et son ami Conneau se débattaient contre une phrase de Salluste ou un problème d'arithmétique. Aucun bruit, sauf le lourd battement d'un grand cartel, plus que centenaire, et le grondement vague du vent d'hiver dans la forêt. Une porte s'ouvrait. Un froufrou de

soie et de satin, traînant sur les tapis, un doux cliquetis de bijoux. C'était l'Impératrice. Lorsque ses femmes, dans ce cabinet de toilette dont on a décrit les merveilles, avaient mis la dernière main à sa parure du soir, elle venait voir son fils avant d'aller joindre l'Empereur. Elle s'avançait vers la table, éclairant l'ombre autour d'elle.

» — C'est vous, maman?

» — Tu travailles? Ne te dérange pas !

» Elle l'embrassait tendrement, donnait une petite tape affectueuse sur la tête de Louis Conneau et s'approchait de la fenêtre. Elle causait, un moment, à demi-voix, dans l'embrasure. Quelquefois, elle appuyait son front à la vitre, plongeant ses regards pleins de rêve dans la nuit mystérieuse et profonde, comme pour s'y rafraîchir la vue et la pensée. Elle me dit un soir : « Quel dommage que le général Frossard » ne puisse pas me priver aussi de ce dîner! » Il me semble sentir encore le léger parfum qui l'enveloppait. C'était comme une vision. Cela ne durait que cinq minutes, mais toutes les splendeurs de Compiègne s'effacent auprès de ces minutes-là [1] ! »



Saint-Cloud présentait d'étranges alternatives, tantôt plus agité que les Tuileries, tantôt plus calme que Fontainebleau ou Compiègne dans les jours de solitude et de silence, dans l'absence ou dans l'intervalle des séries. Une délicieuse et profonde paix y succédait à la pompe des réceptions d'apparat. Saint-Cloud n'était pas assez loin pour mettre les souverains à l'abri des tourments quotidiens de la politique. Elle était là, toujours présente aux yeux comme à la pensée, la grande ville frondeuse, sinon ennemie. Deux fois la semaine, on voyait la file des coupés ministériels monter lentement l'avenue et on savait que chacun d'eux apportait son contingent de problèmes et d'inquiétudes. Après le Conseil, les ministres déjeunaient à la table impériale, les uns rogues et maussades, les autres avec un enjouement de théâtre. Leurs figures, congestionnées ou pâlies par la fatigue, portaient

1. *Journal des Débats*, 7 septembre 1901.

encore la trace de discussions qui ressemblaient souvent à des disputes.

Le soir, il y avait quelquefois des réceptions de députés et ces soirées-là, — est-il besoin de le dire, — manquaient de gaîté, car l'angoisse était dans l'air et tout le monde sentait venir des jours mauvais.

Mais il y avait des journées bien différentes où Saint-Cloud, au lieu de regarder Paris, semblait se tourner vers les larges et paisibles perspectives de son parc solitaire. Alors, ce n'était plus qu'une royale maison de campagne, la maison du repos, des souvenirs, du rêve. J'ai vu les élèves de Saint-Denis jouer, bavarder, chanter des rondes, à la place où, quelques mois auparavant, avait éclaté la tragique folie de l'Impératrice Charlotte.

La vie de l'Impératrice à Saint-Cloud était donc faite de ces deux éléments si opposés. Les distractions de son existence extérieure, elle les partageait avec son entourage ; les soucis de sa pensée, on les devinait à quelques mots échappés çà et là.

Le matin, je la voyais souvent, de ma fenêtre, sortir dans un panier qu'elle conduisait elle-même et où Gamble, — un Anglais qui avait la haute main dans les écuries, — l'installait respectueusement. Je ne sais si elle conduisait bien au point de vue technique et quel eût été, à ce sujet, le verdict d'un professionnel. Mais elle me paraissait à la fois imposante et gracieuse lorsque, penchée sur le tabouret qui l'exhaussait, elle rendait la main aux poneys qui s'ébranlaient en secouant leurs robes de filets et en faisant jaillir la poussière.

Dans l'après-midi, nouvelle course en chars à bancs, dans les bois de Ville-d'Avray, des Hubies, de Fausses-Reposes, vers la ferme-modèle des Jardies, vers l'étang de Saint-Cucufa ou le pavillon de la Jonchère, vers l'aqueduc de Marly ou vers la Malmaison (ce fut la dernière promenade de 1870).

Le soir, après le dîner, on se tenait d'ordinaire dans le salon central, au premier étage, et dans la salle de billard qui était voisine. Quelques-uns s'isolaient pour causer, dans la bibliothèque placée immédiatement derrière le salon. Cette bibliothèque, curieuse création du roi Louis-Philippe, était une cage d'escalier où il n'y avait pas d'escalier, mais où les différents étages étaient indiqués par d'étroites galeries superposées,

et dominées par un grand vitrage qui éclairait le tout. Ces galeries étaient, du haut en bas, tapissées de livres et il y en avait d'extrêmement rares et précieux. Le gardien nominal de cette bibliothèque était Jules Sandeau, et quand la Cour était à Saint-Cloud, il se trouvait là, le dimanche, au passage de Leurs Majestés qui se rendaient à la chapelle ; il était salué d'un bonjour amical et ne paraissait pas se soucier d'obtenir davantage.

La grande table ronde où les dames s'installaient avec leur prétendu ouvrage était placée dans un coin du salon, entre la porte de la bibliothèque et la cheminée. L'Impératrice était assise au-dessous d'un grand buste de Napoléon II, qui ressemblait aussi peu que possible au duc de Reichstadt que nous avons vu sur la scène. C'est à cette table que Mérimée prit place un soir pour nous lire *Lokis*, sa dernière œuvre d'imagination, et ce fut après cette lecture qu'il jugea l'œuvre assez inoffensive pour être livrée au public.



Si la politique, à certaines heures, envahissait et attristait Saint-Cloud, on peut dire qu'elle pesait, sans cesse, sur le palais des Tuileries ; elle l'enveloppait de souvenirs douloureux et de pressentiments sinistres. C'est là que l'image de l'Impératrice m'apparaît vraiment noble et grande, parce que c'est là que je l'ai vue se dévouer, corps et âme, à son terrible métier de souveraine, repasser, avec une pleine conscience du danger et de la ressemblance des situations, par toutes les phases de cette agonie royale qui avait eu les mêmes lieux pour théâtre.

Tout d'abord, il faut donner une idée de ces lieux mêmes, car, non seulement ils forment le cadre naturel du portrait que j'essaie de tracer, mais ils reflètent la physionomie de celle qui les a si longtemps habités et qui leur avait, jusqu'à un certain point, imprimé son caractère moral. Et c'est sous cet aspect final qu'ils apparaîtront aux historiens de l'avenir. Je ne craindrai donc pas d'être minutieux.

Les appartements de l'Impératrice occupaient huit pièces sur onze que contenait, au premier étage, l'aile du palais située entre le pavillon de l'Horloge et le pavillon de Flore. Je

parle seulement des salles dont les fenêtres donnaient sur le jardin ; celles qui prenaient jour sur la cour du Carrousel avaient un autre usage qui sera expliqué tout à l'heure. Lorsqu'on arrivait chez l'Impératrice par le grand vestibule qui ouvrait sur la voûte de l'Horloge, après avoir monté l'escalier, on traversait d'abord un salon antichambre où se tenaient les huissiers. De là, on passait dans le salon de service, puis dans le salon réservé aux dames. C'est là, si je me souviens bien, que des trumeaux, encadrés dans la boiserie, offraient les portraits des jolies femmes de l'Empire. Elles étaient censées être les « amies » de l'Impératrice, quoique plusieurs d'entre elles, à l'époque où j'entrai aux Tuileries, eussent cessé d'y venir ou n'y fussent que très froidement accueillies. Le cabinet venait ensuite, très encombré de meubles et entouré de vitrines qui contenaient des choses admirables. Près de la seconde fenêtre était le coin privilégié où l'Impératrice écrivait ses lettres. Son bureau était encadré d'un paravent de cristal autour duquel grimpaient en festons des plantes vives. Elle était là comme dans un buisson tropical. La table, assez petite, était entourée de miniatures et de photographies ; en sorte qu'elle ne pouvait pas tracer une ligne sans se sentir en présence et sous le regard de ceux qu'elle aimait ou qu'elle avait aimés. Derrière elle, une armoire vitrée dont elle tira un jour, pour me les montrer, de beaux volumes où elle avait copié, de sa main, des extraits, prose ou vers, de ses auteurs favoris. Les noms qui revenaient le plus fréquemment étaient Bossuet, Chateaubriand, Lamartine, de Maistre, Victor Cousin, Donoso Cortez et, en général, tous ceux qui ont laissé de grandes paroles sur de grands sujets. Elle était bien moins sensible à cette force qui réside dans la continuité des arguments, dans la classification des faits, dans la marche logique de la pensée vers une conclusion rigoureuse. Sa sympathie était pour les voyants, les intuitifs, ceux qui trouvent la vérité d'instinct et l'illuminent d'un mot, pour le bon sens éloquent qui n'a pas besoin d'une démonstration. Je ne crois pas qu'il lui soit arrivé souvent de lire un volume d'un bout à l'autre. Elle rencontrait, dès les premières pages, une phrase qui l'arrêtait et la faisait réfléchir. Elle jeta les hauts cris lorsque je lui dis que le meilleur livre serait celui d'où il serait impossible

de tirer une ligne et de la comprendre en l'isolant du texte dont elle faisait partie.

Entre le cabinet et la bibliothèque aboutissait un petit escalier tournant qui descendait vers l'appartement de l'Empereur, situé au rez-de-chaussée du palais, sur le jardin, au-dessous de l'appartement de l'Impératrice, mais non pas immédiatement au-dessous : entre les deux s'interposait l'entresol, occupé par Gabriel Thélin, l'ancien valet de chambre devenu trésorier de la cassette particulière. Les pièces habitées par l'Empereur étaient de petites boîtes dorées, chauffées à outrance, meublées à la mode du premier Empire. L'Empereur, qui tenait du côté créole de la famille, se plaisait dans ces chambres resserrées et dans cette température excessive qu'il entretenait, frileusement, autour de lui. Il adorait le lit, et, parfois, se couchait pour réfléchir. L'Impératrice descendait rarement dans cette serre chaude. Quand elle voulait parler à l'Empereur, elle frappait sur un gong placé en haut du petit escalier, et, lorsque Napoléon III était libre, il montait, à cet appel.

Les livres de l'Impératrice étaient rangés dans des armoires vitrées d'un joli style. Tous, vêtus de maroquin aux teintes sombres, tous portant l'E surmonté de la couronne impériale. Au choix des livres avait présidé une pensée méthodiquement encyclopédique, dominée par les prédilections idéalistes que j'ai indiquées tout à l'heure. C'étaient surtout les historiens qui avaient les honneurs de cette bibliothèque. L'embrasure de la fenêtre, très large, formait une sorte de jardin d'hiver. C'est là que j'installai, un jour du printemps de 1869, Fustel de Coulanges, qui venait entretenir l'Impératrice, dans une série de conférences, de la formation des sociétés primitives, et, en particulier, de cette vieille civilisation égyptienne dont elle allait, bientôt, contempler de près les vivants souvenirs. C'était un tableau curieux et charmant. On peut s'imaginer ces cinq ou six femmes ou jeunes filles qui s'étaient groupées çà et là, autour de l'Impératrice, les unes tirant l'aiguille, les autres attachant les yeux sur l'orateur. De temps en temps, un chuchotement, un sourire, une question un peu naïve. Et l'auteur de la *la Cité Antique*, parlant sans gestes, de sa voix égale, lente, un peu apprêtée, raide et nerveux d'abord,

dans l'étroitesse de son habit noir et dans la nouveauté de son rôle, puis s'épanouissant sous la sympathie et la bonne curiosité qui l'accueillaient.

De la bibliothèque, on entrait dans une sorte d'antichambre qui semblait vide et insignifiante jusqu'au moment où une porte, placée en face de la fenêtre, ouvrait ses deux larges battants et, dans une sorte d'alcôve, apparaissait un autel. On se trouvait ainsi dans l'oratoire de l'Impératrice. Les exercices de la retraite, avant la première communion du Prince Impérial, avaient eu lieu dans cet oratoire où il avait écouté les instructions finales de l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine.

Un immense cabinet de toilette, où le Conseil d'État aurait pu délibérer, et une chambre à coucher, de proportions moindres, quoique encore vastes, complétaient l'appartement de la souveraine.

Comment était employée la matinée de l'Impératrice? Je suis très ignorant là-dessus. Je suppose qu'elle s'occupait surtout d'affaires, de toilette et de charité. Je trouve, dans mon journal, une note que j'avais oublié de dater : « Ce matin, j'ai rencontré dans la cour du château une voiture qui rentrait. Les gens étaient en livrée grise. Au fond, était assise une vieille dame en lunettes, avec un grand chapeau et un voile épais. Avec elle, se trouvaient mademoiselle Marion et les deux nièces de Sa Majesté, la duchesse de Galisteo et la duchesse de Montoro. Elles se sont mises à rire en voyant mon air étonné et, alors, la prétendue vieille dame a ôté ses lunettes et relevé son voile. Changement à vue, comme dans *Cendrillon* : c'était l'Impératrice. Il paraît qu'elle se déguise ainsi très souvent pour aller voir les pauvres dans les quartiers excentriques. Nous en avons causé, ce soir. Elle voudrait que le Prince connût aussi la misère *de visu*. « Il ne sait pas ce que c'est. Il croit, probablement, que les pauvres sont des gens qui n'ont pas de voiture. Il faut absolument qu'il comprenne, qu'il se rende compte, qu'il écoute les récits de ces malheureux, dans lesquels il y a beaucoup de mensonges, mais encore plus de vérité. Il faut qu'il connaisse les affreux logis, sans air et sans pain, où le bonheur est impossible. Il ne peut pas régner s'il n'a pas vu cela. »

Après le déjeuner, l'Impératrice donnait des audiences et

le fait caractéristique, à propos de ces audiences, c'est qu'il fallait toujours l'avertir pour qu'elle congédiât le visiteur ou la visiteuse. Elle n'avait pas la moindre notion du temps qui s'écoulait. Elle nous a raconté la première visite qu'elle fit à la princesse Marie de Bade, duchesse de Hamilton, après son mariage. « Je suis restée là cinq ou six heures. Je n'avais plus rien à dire et je ne m'en allais pas. J'y serais encore si l'Empereur, inquiet, n'avait envoyé Bacciochi me chercher. » Jamais elle ne s'habitua à mesurer le temps qu'elle pouvait accorder à chacun, suivant le rang, le degré d'intimité, l'objet de la visite. Que de fois, à Chislehurst, n'ai-je pas eu la mission d'apparaître et de couper, par quelque prétexte, une entrevue dont elle n'aurait su dire si elle était commencée depuis deux heures ou depuis dix minutes.

A quatre heures, l'invariable promenade en daumont, dont elle était bien lasse, excepté les jours où elle allait patiner. Il y eut encore d'autres occasions où la banale promenade de quatre heures fut étrangement émouvante. Par exemple, ce jour mémorable où, pendant les émeutes de 1869, la voiture impériale, au lieu de prendre la route du Bois, se dirigea, sans aucune escorte et précédée d'un seul piqueur, vers le théâtre ordinaire des troubles. Lorsque après avoir suivi la rue de Rivoli et le boulevard de Sébastopol, les souverains arrivèrent aux grands boulevards, la foule était si compacte que le landau impérial dut aller au pas et même s'arrêter tout à fait. Cette foule de curieux, pour la plupart hostiles à l'Empire et qui, peut-être, cinq minutes auparavant, avaient hué la police, fut prise d'un accès subit d'enthousiasme et éclata en véritables transports. Ce fut un triomphe populaire, le dernier, hélas ! Le soir, comme j'exprimais à ma souveraine toute mon admiration pour son courage, elle me répondit : « Vous ne savez pas que je suis très peureuse? » Je lui dis que je n'en croyais rien. Je lui rappelai la visite aux cholériques d'Amiens, je lui rappelai aussi son attitude au 14 janvier 1858, lorsqu'elle avait dit à ceux qui s'empressaient autour d'elle : « Occupez-vous des blessés. Ne vous occupez pas de nous... nous, c'est notre métier ! » Mais elle répéta, en secouant la tête : « Je vous assure que je suis, par nature, très peureuse ! »

A sept heures, nous étions tous réunis dans le salon de

famille qui donnait sur le Carrousel. Ce salon n'était séparé de la salle des Maréchaux que par le salon dit « du Premier Consul ». Il était fort grand. On voyait, d'un côté, un grand piano à queue ; de l'autre côté, près de la cheminée, une table quadrangulaire ; au centre, un canapé circulaire. Les meubles étaient recouverts d'un vieux damas rouge décoloré, et passé de mode. L'étoffe était si usée qu'aux bras des fauteuils on voyait partout apparaître la doublure. On renouvela un à un tous les meubles, qui revinrent, l'un après l'autre, reprendre leur place, habillés de certain satin noir à fleurs de soie, qui devait être un encouragement à nos fabriques de Lyon, déjà très malades. Quelquefois, nous attendions fort longtemps, sans connaître la cause de ce retard, le moment où la porte du salon de l'Impératrice s'ouvrait à deux battants.

— L'Empereur ! — annonçait l'huissier.

Les souverains paraissaient avec leur fils. S'il y avait des invités, ils étaient rangés, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. L'Empereur passait la revue des uns et l'Impératrice adressait une parole à chacune des autres. Celui qui avait fini le premier, — c'était, d'ordinaire, Napoléon III, — attendait l'autre. Le préfet du palais de service annonçait le dîner et marchait devant les souverains. Ils se donnaient le bras l'un à l'autre, sauf le cas où il y avait des personnes royales parmi les hôtes. On traversait à leur suite la salle du Trône, qui était contiguë au salon de famille, et l'on entrait dans le salon Louis XIV, ainsi appelé parce que le grand panneau, en face des fenêtres, était entièrement rempli par une tapisserie des Gobelins, représentation très exacte du tableau où l'on voit le grand Roi remettant le jeune Philippe V à ses futurs sujets. L'Impératrice me fit remarquer un jour que le cardinal Portocarrero, chef de la députation, était membre de sa famille. C'est le nom que portait son propre père avant d'hériter de la grandesse. Lorsque la reine Isabelle, après la révolution de 1868, visita pour la première fois les Tuileries, elle s'arrêta devant ce tableau : « Voilà, dit-elle, le commencement et, — se désignant elle-même, — voici la fin ! » Les événements ont montré qu'elle se trompait et que ce n'était pas la fin.

L'Empereur prenait place au-dessous de ce tableau, faisant face aux fenêtres, ayant à sa gauche l'Impératrice et l'aide de camp de service, à sa droite le Prince et la dame du palais de service. L'adjudant général du palais vis-à-vis de l'Empereur; les autres convives se plaçaient au hasard ou suivant leur fantaisie. A ces dîners de tous les jours, la maison militaire de l'Empereur était représentée par l'aide de camp et les officiers d'ordonnance, la maison civile par l'écuyer et le chambellan en fonctions, la maison de l'Impératrice par une dame du palais, une demoiselle d'honneur et un chambellan, celle du Prince par un aide de camp et le précepteur. Si l'on ajoute l'adjudant général et le préfet du palais, les deux nièces de l'Impératrice et leur gouvernante, le colonel ou le commandant du bataillon de service et le jeune Louis Conneau, on aura une idée exacte de l'aspect de la table impériale : en tout, une vingtaine de personnes. Les dîners de gala avaient lieu dans la galerie de Diane, qui terminait de ce côté la série des appartements de réception.

Les soirs de grand bal, le buffet était dressé dans une galerie, le salon Louis XIV et la salle du Trône étant réservés pour les présentations et le cercle diplomatique.

Je ne dirai rien de ces grands bals, sinon que j'eus une impression toute nouvelle, et comme une révélation de la beauté de l'Impératrice, lorsqu'elle m'apparut assise auprès de l'Empereur sur une estrade, pendant que le quadrille d'honneur commençait devant eux ses évolutions dans la salle des Maréchaux. Sous le feu des lustres, le front cerclé d'une éblouissante auréole de diamants, enveloppée dans la splendeur du manteau impérial, elle prenait le merveilleux éclat des jeunes années. Je retrouvais dans ses traits, dans ses regards, cette rêveuse langueur, qui n'était peut-être que le vague ennui d'une pensée flottante au milieu du vide des pompes officielles. Combien plus belle alors, mais comme elle était moins vivante que dans nos soirées ordinaires !

Je ne dirai rien de plus des grandes fonctions, pas plus que des petits Lundis ou des concerts : tout cela a été ou sera décrit par des plumes expertes à ces sortes de choses. Je n'ai rien à dire non plus des dîners d'apparat. Le Prince, la plupart du temps, n'y figurait pas, ce qui dispensait son précepteur d'y

assister. Les « dîners de famille » m'ont seuls laissé un souvenir, non pas, je pense, parce qu'on dînait dans la vaisselle de vermeil offerte à Napoléon Ier par la Ville de Paris et qu'on pouvait, au dessert, y manger des fraises sur une Sévigné ou une Montespan peinte par quelque grand artiste au fond d'une assiette de Sèvres, mais la présence de tous les membres de la famille Bonaparte, reflétant, dans toutes ses variétés et avec toutes ses nuances, le type primitif, comme si chacun d'eux avait hérité un atome de la personnalité de l'Empereur, constituait un spectacle intéressant. Mes yeux erraient, sans se lasser, du prince Napoléon au cardinal Bonaparte, à la comtesse Primoli, fille du roi Joseph, ou au prince Lucien, fils du prince de Canino. Le prince-philosophe, le prêtre pieux et timide, le vieil érudit passionné de pisciculture et de philologie, la princesse amie des lettres et quelque peu bas-bleu, tous avaient le signe, plus ou moins, et ils le savaient.

La musique militaire jouait pendant ces dîners et remplaçait la conversation. Il n'en était pas ainsi les jours ordinaires, où nous ne perdions pas un mot de ce que disait l'Impératrice. Par malheur, en ces circonstances, nos oreilles n'étaient pas les seules à recueillir les paroles trop franches, trop spontanées, sur les gens et les choses, qui lui échappaient. Beaucoup de ces mots reparaissaient le lendemain dans les journaux. Un certain journaliste était particulièrement dangereux et précis dans ses révélations au public. Je ne me rappelle pas le pseudonyme dont il faisait usage : appelons-le Testis. Un jour que l'Impératrice s'était laissée aller à effleurer d'un mot railleur ceux qui la ménageaient si peu, elle ajouta en riant : « J'espère que Testis n'est pas là. » « Il y était, Madame », riposta Testis, dès le lendemain, dans son journal, en racontant toute la petite scène. L'explication est facile. Les serviteurs des Tuileries étaient, en général, des hommes respectables et dévoués, mais ils ne l'étaient pas tous. D'autres, sans intérêt personnel, avaient la sottise de se laisser confesser. Le fils d'un des maîtres d'hôtel, qui devait son éducation à la générosité de la souveraine, était devenu rédacteur d'un de ces journaux où l'opposition n'avait qu'une forme : la calomnie, l'insulte. Il était, comme on pense, bien placé pour entendre ce qui se disait aux Tuileries et il usait de cette faculté.

Le dîner achevé, les hommes disparaissaient pour aller fumer au rez-de-chaussée, la cigarette impériale étant la seule qui eût le droit de jeter ses bouffées à travers le salon. Napoléon III s'asseyait à l'un des bouts de la table et s'absorbait dans une patience. Les enfants jouaient dans la salle du Trône, car les enfants sont les mêmes partout, et ce Trône, avec les rideaux du baldaquin, se prêtait fort bien à une partie de cache-cache. Souvent, l'Impératrice prenait l'un de nous dans un coin, et alors commençait une de ces causeries dont elle ne mesurait pas la longueur. Ceux qui étaient las d'être debout allaient s'asseoir dans une pièce voisine. Elle ne s'apercevait de rien, surtout quand elle contait une histoire, car elle contait volontiers et fort bien. J'ai le souvenir de deux de ces récits : l'aventure de don François de Borgia, dont je fus l'auditeur privilégié, et le très véridique drame de Gaspar Hauser, qu'elle nous raconta, à M. de Ligneville et à moi, un soir que toute la Cour était allée à l'Opéra avec l'Empereur. Un peu souffrante, elle était restée au palais, mais elle avait tenu à ce que les personnes de son service ne fussent pas privées du spectacle. L'aide de camp du Prince et moi, nous lui tînmes compagnie jusqu'à minuit et elle nous récompensa de notre fidélité par ce récit, dont elle prononçait les derniers mots au moment où l'Empereur rentra.

Lorsqu'elle voulait penser et non causer, elle disait aux demoiselles d'honneur : « Est-ce que vous ne faites pas un peu de musique? » Les pauvres demoiselles se dirigeaient, avec résignation, vers le piano et il s'ensuivait un certain bruit que les assistants étaient censés écouter. Quelquefois l'Empereur convoquait tout le monde à une partie de cartes. Pour intéresser cette partie sans exciter les passions, il faisait distribuer à chacun une certaine quantité de pièces toutes neuves, qui arrivaient droit de la Monnaie. Dès qu'il voyait les bourses s'ouvrir et l'argent personnel des joueurs entrer en scène, il arrêtait la partie. Le jeu, comme la musique, n'était qu'un moyen d'occuper la soirée, de donner un emploi apparent à ces longues heures de désœuvrement sous lesquelles se cachait la dévorante activité de la vie politique.

Quand le Prince était couché et l'Empereur redescendu dans son cabinet, l'Impératrice, restée avec nous, se faisait

lire le compte rendu des réunions publiques. Paris était, chaque soir, couvert de ces meetings où les personnes et les institutions de l'Empire étaient grossièrement insultées par un Mégy ou un Théophore Budaille et autres grotesques célébrités du temps, dont les noms n'ont pas survécu. L'épreuve était cruelle, — j'en sais quelque chose! — pour celui qui avait la mission de répéter, devant la souveraine, ces insanités offensantes. On s'arrêtait, mais elle voulait tout entendre, boire le calice jusqu'à la lie. Je la vois encore, écoutant ces choses avec une patience triste, interrompue de quelques soubresauts douloureux. On sentait déjà le souffle de la révolution. Tous ces discours dont elle savourait, goutte à goutte, le venin, révélaient un état d'insurrection morale. Quelquefois, les faits succédant aux paroles, l'écho de l'émeute arrivait jusqu'à nous. Voici ce que j'écrivais en rentrant dans ma chambre, pendant les émeutes des *blouses blanches* qui éclatèrent à Paris après les élections de 1869 :

« Soirée de gala offerte à la reine de Hollande et à la grande-duchesse Marie de Russie. L'Impératrice me présenta à la reine de Hollande en lui disant : « C'est monsieur Filon, le précepteur de mon petit garçon. » Grand dîner, spectacle, bal, souper. Pendant la représentation, on apporte à chaque instant des télégrammes à l'Empereur, qui ne les ouvre pas et qui continue à applaudir les acteurs le plus tranquillement du monde. Tout le monde a l'air contraint, inquiet. Les yeux se portent involontairement vers les croisées qui donnent sur le Carrousel, où grouille une foule hostile. L'orchestre de Waldteufel lance ses valses les plus entraînantes, et cinq ou six couples se risquent. Valser, ce soir, est une forme de dévouement à l'Empire. Quand la musique s'arrête, on entend les clameurs de la foule, chargée par les agents. Au souper, beaucoup de tables vides : souper, c'est aussi du courage. »

A peu de choses près, toutes nos soirées, pendant de longues semaines, ressemblèrent à celle-ci. Comment n'aurais-je pas songé souvent aux scènes qui s'étaient passées quatre-vingts ans plus tôt dans ce même palais, et à une autre souveraine qui avait passé par les mêmes angoisses? Cette comparaison m'obsédait, et c'est dans cette pensée que je lus alors les

Mémoires de madame Campan. J'écrivais à ma mère les réflexions que cette lecture me suggérait :

« C'est inouï à quel point notre souveraine à nous ressemble à la pauvre Marie-Antoinette. Il ne peut y avoir plus de similitude, principalement dans la façon de traiter son entourage et de vivre avec ses amies. C'est le même goût des amusements familiers, la même passion d'arranger, de plaire, d'orner, de déménager, la même animation entrecoupée de mélancolies courtes et de dégoûts. Il y a des mots que je m'imagine voir tomber des lèvres de l'Impératrice en les lisant dans la bonne madame Campan. Je crois qu'on peut dire encore que ç'a été la même vertu et la même innocence, avec le désir de plaire, plus encore aux foules qu'aux individus. Dieu veuille que le dénouement du drame soit différent !... »

Une question se pose ici d'elle-même : quel fut, au vrai, le rôle politique de l'Impératrice, ce rôle si étrangement surfait et travesti non seulement par les ennemis, mais par les amis de l'Empire?

Je voudrais répondre à cette question, mais, n'ayant été le témoin que des derniers jours et n'ayant bien connu l'action politique de la souveraine que pendant la dernière régence, c'est-à-dire pendant les semaines qui ont immédiatement précédé ou suivi la chute de l'Empire, je n'ai pour me guider, en ce qui touche les événements antérieurs à mon entrée aux Tuileries, que ma propre impression, éclairée par quelques vues rétrospectives de l'Impératrice elle-même et par la connaissance profonde que je crois avoir acquise de son caractère. Le lecteur acceptera ou rejettera mon témoignage, suivant la valeur qu'il attache au jugement de l'auteur.

Jusqu'en 1860, l'opinion générale était, si je ne me trompe, que l'Impératrice était exclusivement occupée de chiffons. C'est à partir du jour où la question de l'unité italienne se fut nettement posée et que cette unité, déjà à demi réalisée, menaça le pouvoir temporel du Saint-Père, c'est à ce moment, dis-je, qu'on commença à chuchoter quelque chose dans le public sur l'influence politique de l'Impératrice. Elle avait son « coin », on dit bientôt son « parti ». Qui avait inventé ce « parti » de l'Impératrice? A coup sûr, ce n'était pas l'Impératrice; ce n'étaient pas davantage ceux qui formaient ce

parti, car ils n'existaient pas; durant les trois années que j'ai passées à la cour, je n'ai jamais pu découvrir la moindre trace de ce parti imaginaire. Étaient-ce, donc, les ennemis de la dynastie? Sans nul doute, ils s'emparèrent de ce mythe politique et en tirèrent le meilleur effet possible, mais l'idée venait d'ailleurs; c'est l'Empereur lui-même qui l'avait mise en circulation et elle lui avait été suggérée par une femme, qui avait été sa maîtresse et prétendait rester sa confidente. Sa beauté avait passé très rapidement, mais elle espérait se maintenir par l'ascendant de l'intelligence, devenir la meilleure amie, la conseillère indispensable de celle qu'elle avait trompée. L'Impératrice ne pénétra point le secret de ces intentions machiavéliques. L'idée de faire, en quelque sorte, opposition à l'Empereur, auquel elle devait toutes ses notions politiques et en la sagesse duquel elle croyait implicitement, ne lui serait jamais venue. Elle eût été encore plus surprise que l'Empereur eût intérêt à faire croire à cette divergence de vues. Pourtant, il en était ainsi.

En effet, la politique impériale venait de traverser une crise décisive. Après avoir suivi, pendant les huit premières années, une marche très nette et présenté un caractère d'énergique unité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, elle semblait hésiter. Décidé à organiser la démocratie française avec des institutions parlementaires, Napoléon III sentait la nécessité de constituer, en dehors de lui, deux grands partis sur lesquels il s'appuierait alternativement et qui assureraient le fonctionnement de la liberté. C'est sur la question italienne que se dessinaient ces deux partis. Mais chacun d'eux, à la suite de sa thèse dans la question italienne, apportait tout un programme d'action ou de réaction dans les questions intérieures. L'un pousserait l'Empire en avant, vers les grandes réformes libérales et démocratiques ; l'autre le ramènerait en arrière, vers le régime de 1852, s'efforcerait de donner un rôle important à l'Église dans l'éducation nationale et dans la direction de la société, en même temps qu'il tiendrait ouvert, devant notre armée, l'horizon des grandes et lointaines aventures.

Rien n'eût été plus logique, ni plus viable, si ces deux partis avaient accepté l'Empereur comme l'Empereur les acceptait. Pouvait-il prévoir que ces deux groupes d'hommes, que tout

divisait, se réuniraient contre lui, cimentés par une haine commune? Donc, en 1860 et dans les années qui suivirent, il fallait les encourager à vivre et tenir entre eux la balance égale. Le souverain avait donné des gages au carbonarisme et même au socialisme. Les souvenirs de l'insurrection des Romagnes et les écrits du prisonnier de Ham, sans parler de la lettre à Edgard Ney, étaient autant de gages donnés aux libéraux. Comment faire contrepoids à ces signes qui semblaient faire de l'Empereur un complice plus ou moins conscient de Garibaldi? En laissant croire aux cléricaux, aux ultramontains, que l'Impératrice était avec eux et que son influence ne cessait de s'exercer en leur faveur. De là naquit le « parti de l'Impératrice ».

Elle était Espagnole : il semblait tout simple de la croire superstitieuse. C'est ainsi qu'on se la représentait à genoux sur le pavé des vieilles cathédrales, égrenant un chapelet, hypnotisée par la lueur des cierges qui brûlent devant Notre-Dame del Pilar ou Notre-Dame d'Atocha. On aurait conçu d'elle une idée bien différente si l'on avait connu son enfance parisienne, dans quel milieu libéral elle avait grandi, se nourrissant, non pas de pieuses légendes, mais de souvenirs napoléoniens, sur les genoux de l'auteur de *la Chartreuse de Parme*. Superstitieuse? Elle l'était moins que l'Empereur, qui portait constamment sur lui, comme des talismans protecteurs, des prières envoyées par des femmes inconnues et jusqu'à une médaille donnée par mademoiselle Déjazet avant la fuite de Ham. Ce serait trop de dire qu'elle était dévote, car ses pratiques étaient modérées et on ne l'a vue, à aucune époque de sa vie, s'entourer de robes noires. Elle était catholique, simplement : ce mot en dit assez. Son respect pour les prêtres n'alla jamais jusqu'à leur abandonner la direction de sa conduite propre et je crois qu'elle était très éloignée de vouloir leur remettre le gouvernement de la société civile. Je suppose, quoiqu'elle ne me l'ait jamais dit, qu'elle croyait le pouvoir temporel nécessaire à l'indépendance et à la dignité du Saint-Père. Mais, s'il y a eu un parti de l'Impératrice, elle n'en était pas : elle était du parti de l'Empereur. De même que la femme d'un avocat s'intéresse aux causes qu'il plaide, et la femme d'un poète au succès de ses vers, que la femme d'un artiste discute avec lui des idées de tableaux, se passionne pour telle ou

telle École, rêve la médaille d'honneur ou l'Institut et déteste le critique qui a éreinté l'exposition de son mari ; de même que la femme d'un officier médite l'Annuaire, sait sur le bout du doigt les promotions et tressaille aux bruits de guerre, ainsi l'Impératrice était de moitié dans tout ce qui arrivait d'heureux ou de fatal à l'Empereur. Elle avait certainement, en politique, son idéal, ou, si l'on veut, ses chimères. Mais la politique, en tant que besogne quotidienne, lui répugnait.

J'ai dit qu'elle était, pour Napoléon III, comme une seconde conscience. Elle lui prêtait son intuition, son instinct, et lui, qui croyait au pouvoir de l'intuition, à l'infaillibilité de l'instinct, la consultait comme d'autres consultent une somnambule [1]. Souvent, il passait outre : quelquefois, après avoir d'abord obéi à la suggestion, il se ravisait et, dans ces cas-là, elle ne boudait jamais. Un soir, pendant les émeutes de 1869 dont il a déjà été question, l'Empereur prit le bras de l'Impératrice pour aller visiter avec elle un régiment de ligne, campé dans la grande galerie du bord de l'eau. Les soldats étaient à dîner et il est probable que leur dîner était plus copieux que de coutume. L'arrivée des souverains ne manquerait pas de les électriser. « Allons ! » dit l'Impératrice. Elle n'était pas arrivée à la galerie de Diane qu'elle s'arrêta court. « On va rappeler le repas du 5 octobre, Louis XVI et Marie-Antoinette au banquet des gardes du corps ! » J'étais tout près. « N'est-ce pas? » me dit-elle. Je répondis par un geste vague et les autres personnes présentes firent de même. Elle continua à parler sur ce thème avec vivacité. L'Empereur rentra dans le salon sans mot dire, mais le lendemain, la visite projetée s'accomplit.

Au mois de septembre 1903, l'Impératrice, causant avec moi très franchement des anciens jours, me dit :

— J'étais opposée à ce que l'Empereur poussât plus loin ses

1. On a vu quelle haute opinion avait l'Empereur des dons politiques de l'Impératrice. Il se trompait sur ses facultés lorsqu'il voulait l'employer dans ses négociations diplomatiques. Je crois très vraies les révélations faites par le baron de Hubner dans ses Mémoires, sur ces tentatives et sur le résultat négatif auquel elles aboutirent. Évidemment, l'Impératrice devait être une détestable diplomate si la diplomatie est l'art de cacher ses intentions, de paraître indifférent lorsqu'on est anxieux et, — comme le maître de danse de Musset, — de regarder à droite lorsqu'on veut aller à gauche.

réformes libérales. Suivant moi, il devait rester ce qu'il était ; la liberté eût été le don de joyeux avènement de son fils.

— Votre Majesté, — dis-je, — songeait-elle à la crise qui se fût alors produite, à ce grand pays soudainement délivré et grisé d'indépendance après de longues années de sujétion, et cela sans apprentissage préalable, sous un prince sans expérience et, peut-être, sous une minorité?

— Je comptais, — dit l'Impératrice, — sur la générosité des Français.

Quoi qu'il en soit, elle s'était résignée et pensait que l'épreuve commencée devait être loyalement poussée jusqu'au bout. C'est elle-même qui le dit, et dans une lettre qui n'était pas destinée, certes, à la publicité. Les membres de la commission des *Papiers trouvés aux Tuileries* n'y virent que des fautes d'orthographe ; l'histoire y verra, je crois, une preuve irrécusable de la bonne foi, de la raison et du patriotisme de l'Impératrice :

« Mon bien cher Louis,

» Je t'écris en route sur le Nil... J'ai de tes nouvelles et de celles de Louis tous les jours par le télégraphe. C'est merveilleux et bien doux pour moi, car je suis tenue à la rive amie par ce fil qui me rattache à toutes mes affections. J'étais bien tourmentée de la journée d'hier et de te savoir à Paris sans moi, mais tout s'est bien passé, à ce que je vois par ta dépêche. Je pense qu'il faut ne pas se décourager et marcher dans la voie que tu as inaugurée. J'espère que ton discours sera dans ce sens.

» Je suis bien loin et bien ignorante des choses pour parler ainsi, mais je suis intimement convaincue que la suite dans les idées, c'est la véritable force. Je n'aime pas les *à-coups* et je suis persuadée qu'on ne fait pas deux fois dans le même règne des coups d'État. Je parle à tort et à travers, car je prêche un converti qui en sait plus long que moi, mais il faut bien dire quelque chose, ne fût-ce que pour prouver ce que tu sais, que mon cœur est près de vous deux et si, dans les jours de calme, mon esprit vagabond aime à se promener dans les espaces, c'est près de vous deux que j'aime à être

dans les jours de souci et d'inquiétude. Loin des hommes et des choses, on respire un calme qui fait du bien et je me figure que tout va bien, parce que je ne sais rien. »

Cette lettre, que j'abrège, est vraiment précieuse. Avec elle, on restituerait tout le caractère de l'Impératrice si les témoignages manquaient. Car elle est là, tout entière, avec sa franchise d'impression que tempère une sincère modestie, avec son honnêteté fondamentale et indestructible, avec ce mélange d'héroïsme et de finesse, de bon sens et de rêverie, qui faisait de cette Espagnole une parfaite Française, avec sa droite et simple tendresse de femme et de mère, si opposée à cette grandeur tragique que quelques-uns lui ont prêtée. Surtout, on y voit dans quel sens, sur quel ton et jusqu'à quelle limite elle se reconnaissait le droit de donner des conseils. Dans neuf cas sur dix, elle renvoyait à l'Empereur l'écho de sa propre pensée.

Lorsque le ministère du 2 janvier 1870 entra en fonctions, le premier soin de M. Émile Ollivier fut de l'évincer du Conseil auquel elle assistait depuis nombre d'années. Dans cette même conversation du mois de septembre 1903, à laquelle j'ai fait allusion, elle rappela ce fait et j'exprimai un blâme sur l'action du premier ministre de 1870. « Mais, dit-elle, c'était logique ; je n'avais plus besion d'apprendre un métier que je ne devais plus exercer ! » On sait comment les circonstances lui rendirent la présidence effective du Conseil. Mais ce moment était encore éloigné et il régnait un grand optimisme dans les sphères parlementaires et ministérielles. Le château se laissa gagner à cet optimisme, au lendemain du plébiscite de 1870. Moi-même, je crus alors à la durée de l'Empire.

(A suivre.)

AUGUSTIN FILON

L'AMOUR ET LE SECRET[1]

XXIII

Alain, depuis sa causerie avec sa mère, avait passé dans sa chambre une matinée de rêverie un peu confuse, mêlée de galants souvenirs, de projets amoureux et d'une étrange mélancolie.

Principalement, il aurait voulu revoir Juliette ; le temps qu'il ne la voyait pas lui semblait du bonheur perdu : les jeunes gens, qui ont pourtant très abondante la ressource des lendemains, ne gaspillent pas les heures agréables et leur entrain fait qu'ils s'en montrent plus avares que les vieillards beaucoup moins riches. Alain cependant refusait à son impatience le plaisir d'aller à la bien-aimée. Il se repentait de n'avoir pas fixé avec Juliette le moment de leur prochaine rencontre et n'osait pas être importun. Sa timidité clairvoyante l'avertissait de ne point arriver en conquérant sûr de sa victoire et prompt à l'organiser, chez une jeune femme très fine et qui avait le soin d'être joliment traitée. Il ne savait pas comment Juliette arrangeait son réveil, le réveil de sa maison, le ménage, sa toilette et sa flânerie ; de sorte qu'il redouta de ne

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet, du 1er août et du 15 août 1920.

pas bien venir : et les domestiques n'étaient pas sans l'effrayer un peu. Ce qui, du reste, lui facilita ces égards de cérémonie fut la langueur et, pour ainsi parler, l'enchantement où le tenait la récente volupté. Elle l'appelait à d'autres désirs et néanmoins le contentait assez pour lui rendre douce l'attente. Puis le tracas de ses idées bien différentes le retardait. La peine qu'il faisait à Jenny en n'aimant point Jacques l'attristait. Et certes il n'aimait point Jacques : il le détestait davantage à se dire qu'en ne l'aimant pas il augmentait la peine de Jenny, peine qu'il devinait qui était compliquée, difficilement remédiable et, pour lui, affligeante s'il ne pouvait pas en ôter ce qui venait de lui.

Bref, il était partagé entre son bonheur et un sentiment de malaise, qui ne lui gâtait pas son bonheur, mais qui l'empêchait de s'y consacrer tout à fait. Ce dédoublement de son émoi le désobligeait et pourtant le sauvait du péril plus grand d'apercevoir comment la réunion de sa mélancolie et de sa joie serait funeste à la seconde. S'il avait précisément analysé les faits et leurs conséquences, il aurait vu les causes, les aurait groupées ; il aurait vu clair dans son aventure : il aurait deviné que des liens cachés rattachaient aux remontrances de sa mère et à l'escapade où Jacques avait révélé sa jalousie et son amour la protestation que Juliette lui opposait de ne pas devoir l'épouser. Mais il ne procédait pas de cette façon méthodique, parce qu'il était en mollesse et parce qu'il y a en nous une puissance qui a bien l'air d'échapper à notre discernement comme à notre volonté : quelquefois elle nous martyrise et quelquefois elle nous préserve ; elle martyrise un jaloux en éveillant sa curiosité, elle préserve un amoureux en garantissant sa crédulité. Alain, dans la vraie sincérité de son âme, agissait tout de même qu'un ingénieux hypocrite ; et Mathieu, qui avait remarqué la prudence que mettait ce jeune homme à ne l'interroger que sur l'affaire du duel ancien, l'accusait de malice un peu sournoise. Alain n'était sournois que presque naïvement : cette puissance qui est en nous, et qui nous martyrise ou bien nous préserve, le préservait alors et lui épargnait le doute et le supplice de chercher les torts de la bien-aimée.

C'est une astuce ingénue de son esprit tourné à la sécurité, qui le persuadait de limiter à l'affaire du duel ancien toute son

incertitude. Et, quand Mathieu lui affirma que, là-dessus, la bien-aimée était sans reproche, il s'en félicita merveilleusement et avec tant d'allégresse que toute alarme disparut et ne lui laissa que le seul désir, plus ardent que jamais, de revoir Juliette et de lui apporter l'hommage d'un cœur satisfait. Or, il était onze heures et demie : en ne baguenaudant plus dans l'incertitude, il avait le temps d'aller, d'embrasser Juliette et de revenir avant le déjeuner. Il se dépêcha et, sur la route, fut un garçon qui sait courir.

Juliette l'attendait et, s'il était venu beaucoup plus tôt, lui aurait dit : « Je t'attendais ; tu es gentil. Seulement, tu es fou : va-t'en bien vite ! » Elle l'attendait depuis qu'elle était éveillée. Ensuite, comme il n'arrivait pas, elle approuvait l'attention qu'elle lui prêtait, de n'être pas un étourdi et, si aimé pourtant, un fâcheux. Elle lui dit :

— Je t'attendais ; tu es gentil. Mais il est tard : va-t'en bien vite !

Elle le reçut dans le même petit salon qui, la nuit précédente, avait eu la confidence peu discrète de leur amour. Ils ne s'étaient pas revus depuis lors : et ce n'était que depuis quelques heures. Mais ils ne s'étaient pas revus depuis que le jour avait succédé à la nuit : et, au jour, leurs visages, dont le plus tendre souvenir s'éclairait de la lumière de la lampe, leur semblèrent de nouveaux visages qui n'avaient pas l'usage des baisers. Ils sourirent de leur mutuel étonnement. Et Juliette aurait peut-être été intimidée, si Alain plus audacieux ne lui avait dit :

— Je ne vous ai pas encore embrassée en plein jour !

Elle rougit un peu, tendit sa joue et bientôt donna ses lèvres...

— Ne soyons pas imprudents ! — fit-elle.

Visiblement, Alain ne redoutait aucune imprudence. Elle ajouta :

— Je t'en supplie !

Obéissant, il répondit :

— Du reste, je m'en vais. Seulement, quand vous reverrai-je ?

— Tantôt ! J'irai vous voir.

— Nous voir ! — répliqua-t-il. — Nous voir : tout le monde ?

— J'irai vous voir : mais c'est toi que je verrai.

Alain songea :

« Les autres la verront ! »

Sa jalouse pensée lui amena l'image exécrable de Jacques, si intensément qu'il dut parler :

— Vous ne savez pas? Cette nuit, en vous quittant, vous ne savez pas qui j'ai surpris, au bout du jardin, qui me guettait, comme un espion? Devinez !

— Je ne sais pas, — répondit-elle; et pourtant elle avait deviné.

— Jacques ! Tenez : là-bas ! Derrière le grand massif de bégonias. Quand il a craint d'être pincé, il a filé par la petite allée couverte ; je l'ai perdu de vue. Ensuite, je me demande s'il a sauté quelque haie comme un chevreuil, ou s'il l'a enfoncée comme un sanglier. Peut-être a-t-il attendu que je fusse dehors pour s'évader par la barrière à ma suite : il a dû rentrer peu de temps après moi... Qu'en dites-vous?

Elle était pâle, à présent. Et elle demanda :

— Tu es sûr que c'était lui?

— Je l'ai vu !... Mais qu'en dites-vous?

Elle n'avait pas envie d'en rien dire ; et elle répondit :

— C'est l'ennui de ces propriétés sans clôtures : on ne sait jamais qui entre ou qui sort ; on n'est pas chez soi.

Cette réponse était saugrenue. Et Juliette, qui s'en aperçut, désira de l'effacer. Mais que dire? A tout hasard, elle ajouta :

— Je ne suis pas peureuse ; et pourtant...

Alain reprit, sur un ton presque un peu vif :

— Je ne suis pas jaloux ; et pourtant...

Comme si elle ne l'avait pas entendu, elle dit :

— Tu vois que j'ai raison de vouloir que nous soyons prudents ; tu vois?

Elle avait très bien entendu. Elle cherchait un alibi pour l'émoi que lui causait une menace de jalousie : elle ne craignait rien davantage. Et elle avait dit qu'elle n'était point peureuse, tout juste au moment où cette peur venait de la toucher, comme Alain disait qu'il n'était pas jaloux au moment où la jalousie le frôlait. Donner le change aux sentiments d'un ami : c'est le subtil effort des causeries les plus tendres, si l'on s'est promis de réaliser l'union des cœurs, aussi parfaite que pos-

sible. Et peu s'en fallut que Juliette, maladroite d'abord et puis habile à merveille, n'y réussît le mieux du monde par ses conclusions à la prudence, qui était ce que le vif jeune homme agréait le moins : s'il devait, en considération de Jacques, se priver de quelque plaisir, plutôt renoncerait-il à parler de son rival et fût-ce même à y penser. Il n'était pas au point où la jalousie vous tient le plus fort et vous convainc de sacrifier tout le reste : l'amour était en lui le plus fort. Il essaya pourtant de hasarder quelque plainte et l'osa parce qu'il avait l'assurance d'accuser Jacques, et non pas Juliette.

— Vous n'imaginez pas, — dit-il, — la souffrance que c'est pour moi, de savoir qu'il vous aime !

— Si je ne l'aime pas ! — fit-elle.

Et c'était bien argumenter ; mais l'amour n'est pas honnête logicien.

— Je le sais ! — reprit Alain. — Mais avez-vous horreur de lui?

Elle hésita et répondit avec une ingénieuse bonne foi :

— Ne préfères-tu pas mon indifférence?

Eh ! oui, sans doute, l'indifférence valait mieux : Alain le comprit, le sentit même ; et, s'il avait été jaloux de Juliette, il aurait trouvé là toute sécurité. Mais il était jaloux de Jacques et lui enviait le bonheur d'aimer Juliette :

— Il me semble que le seul fait de vous aimer lui donne quelque chose de vous et ainsi me prend quelque chose de vous. Je le lui refuse ! Je ne veux pas qu'il vous aime : il fera bien de s'en apercevoir !

Elle tenta de calmer une telle impétuosité par son gracieux badinage :

— Tu veux qu'on me trouve laide? qu'on me déteste?

Mais il continuait :

— Je ne veux pas qu'il vous regarde et qu'il soit content de vous regarder. Ne dites pas que c'est absurde. S'il posait sur votre figure ses doigts, vous admettez bien que je le prendrais à la gorge : il pose sur votre figure ses regards, qui ne sont pas chastes !

Juliette vit Alain frémir. Il ne fallait pas laisser cette jalousie empoisonner les délices de leur amour. Atroce jalousie et qu'elle avait redoutée au point que, naguère, elle se jurait

de n'être pas amoureuse et, aimant Alain, résistait à le vouloir aimer! Elle avait été plus faible que l'amour et n'était pas à le regretter. Mais que faire? et, si les diversions qu'elle tentait ne suffisaient pas à la protéger contre la mauvaise hantise, comment se délivrer de l'ennemie? La diversion qu'elle trouva, ce ne fut point une affaire de mots, une habileté de raisonnement : ce fut la rouerie la plus ingénue ou l'adresse du cœur qui renonce à emprunter les malins secours de l'esprit. Sans plus rien dire, elle se pencha vers le jeune homme de telle sorte qu'il n'eût qu'à ouvrir les bras pour la recevoir : elle se réfugiait dans ses bras. C'était lui qu'elle avait à guérir d'une détestable pensée ; et c'est elle qui se réfugia auprès de lui, comme si elle avait besoin qu'il la guérît d'un mal mystérieux, digne de pitié. Elle ne mentait point à elle-même ni à lui, n'escomptait pas le bénéfice du trouble amoureux à la faveur duquel se prodiguent les pardons et, plus précieux encore, les oublis. Elle agissait tout de même qu'eût fait une moins honnête personne ; et elle avait l'honnêteté de l'amour qui, sincère, n'est pas plus sot que l'amour menteur.

Dans les bras d'Alain, Juliette s'abandonnait mieux que la précédente nuit : Alain s'en aperçut avec trop de félicité pour que sa rêverie ne fût pas toute ramenée là, de si loin que l'eût récemment dispersée l'inutile absurdité de jalousie. Appuyant sa tête sur l'épaule d'Alain, Juliette se faisait petite et se livrait à lui. Alain l'enveloppait de ses deux bras et lui baisait éperdument les cheveux. Leur allégresse leur disait à tous les deux qu'elle seule était leur salut, qu'elle écartait le reste et, souveraine, leur communiquait sa souveraineté splendide.

Alain regarda Juliette : elle ne bougeait pas. Comme il la regardait depuis un instant, elle se rapprocha de lui plus étroitement ; et il comprit qu'elle ne voulait pas être ainsi regardée : elle ne voulait pas qu'il y eût de lui à elle seulement la séparation de l'un qui regarde et de l'autre qui est regardée. Si elle avait médité de lui faire sentir que les regards, dont il était jaloux, ne sont pas la vraie communion des âmes et ne sont pas des caresses et ne sont presque rien, nulle parole n'eût valu ce léger mouvement, si furtif, de son corps qui obéissait

à sa pensée. Les lèvres d'Alain revinrent aux cheveux de Juliette.

Puis Alain dit à Juliette :

— Je ne serai plus jaloux de personne !

Elle sourit :

— Moi, je serai jalouse de tout le monde !

Et, comme elle n'avait aucun motif d'être jalouse, il accepta ce cadeau bénévole et sourit à son tour. Elle arrangeait ses cheveux, qui s'étaient décoiffés sur l'épaule d'Alain. Ce n'était pas coquetterie ou prudence. Mais lui, tout à coup, se prit à rêver de ces cheveux qui se dénoueraient.

— Juliette, — dit-il, — donnez-moi toute la journée. Après cela, nous nous reverrons au milieu des autres gens. Mais il faut que, toute la journée, je me sois enchanté de vous avoir auprès de moi : et, après cela, les autres gens seront comme s'ils n'étaient pas. Voulez-vous?

— Je veux bien, — répondit-elle avec simplicité.

— Ah ! merci. Tout de suite après le déjeuner, je reviens. Nous irons nous promener. Faites atteler la petite charrette anglaise. Nous irons un peu loin.

— Pas très loin ! — fit-elle.

— Non ! Seulement un peu loin. Pour que je vous voie dans un paysage où je ne vous aie pas encore vue, où personne ne vous ait vue. Nous reviendrons à l'heure du dîner. Vous dînerez ici ; et moi, là-bas. Après le dîner, vous viendrez à la maison. Et vous verrez qu'alors il n'y aura plus rien en moi qui ne soit vous, uniquement vous. Dites-moi que vous le voulez bien.

— Je le veux bien, — répondit-elle avec bravoure.

Elle n'était point à la prudence de se demander où elle allait et où l'entraînait un amour qu'elle avait prétendu vaincre : sa fierté, qui naguère la disputait à son amoureux, maintenant la lui donnait. Alain, si quelque projet lui animait le cœur et l'esprit, ne le savait qu'à peine et, en somme, n'espérait pas ou ne se hasardait point à se promettre plus qu'il n'avait demandé.

— Je t'aime, Alain ! — dit Juliette, soudain grave et, dans la gravité de sa pensée, jolie, attendrissante et nouvelle.

— Je me dépêche, — dit Alain en la quittant. — Je serai là dans moins d'une heure.

Elle répondit :

— Reviens quand tu voudras.

Le peu de hâte que semblaient indiquer les mots, Alain n'eut point à s'y tromper, signifiait la certitude et l'éternité de l'amour.

XXIV

Avant le déjeuner, Mathieu, au bout d'une méditation pénible, avait comme suit déterminé son plan de conduite. Premièrement, il constatait l'inutilité de s'adresser davantage à trois personnes qui ne pouvaient pas le servir et même risquaient de tout gâter sans nul recours. Auprès de Jacques, il n'y avait plus rien à faire : en s'adressant à lui de nouveau, l'on n'arriverait qu'à l'exaspérer ; mieux valait l'abandonner, qui sait? à quelque lassitude. Alain? non : que lui dire? et, s'il était évidemment fort épris de Juliette, on ne lui ôterait pas son amour. Quant à le détourner d'épouser Juliette, cela n'était possible qu'en lui révélant ce qu'il s'agissait de cacher. Alors, il s'emporterait à quelque folie ; et Mathieu aurait beau crier : « Prends garde à Jenny ! » on allait au drame qu'on tâchait d'éviter. Jenny était bien dépourvue ; et, quand elle eût gagné, par la tendresse maternelle ou de quelque façon que ce fût, d'empêcher ce mariage, ce n'était pas là ce qu'elle voulait : Mathieu non plus ne le voulait que pour obtenir le silence de Jacques. Jenny, ce qu'elle voulait, c'était que Jacques ne lui eût pas été, ne lui devînt pas infidèle. Jenny réclamait une réalité ; Mathieu, faute d'une réalité qui ne dépendait pas de lui, se contentait d'organiser, par le moyen du silence consenti, un mensonge ou, l'équivalent d'un mensonge, une ignorance : Mathieu et Jenny n'avaient rien à concerter ensemble. Bref, éliminés Jacques, Alain et Jenny, restait la seule Juliette, auprès de qui Mathieu résolut de tenter une démarche. Il lui dirait... Ce n'était pas facile à dire ! Il l'avertirait, sans le lui dire, de songer à ce qu'aurait d'inconvenant, de quasi analogue à un scandale, ce mariage d'elle et du beau-fils d'un homme qui... En définitive, ce serait à

elle de compléter par ses souvenirs ce qu'il aurait l'indulgence de ne pas résumer trop clairement.

« A moins, se disait-il, à moins qu'elle n'ait oublié tout !... Car les femmes ont quelquefois une âme pure comme l'eau qui, la vase à peine tombée, après un remous, reprend sa limpidité parfaite et ne craint pas de refléter l'azur céleste. »

Il écarta cette hypothèse, qui lui semblait pourtant improbable, et malgré lui revint à ne pas l'écarter. En somme, il voyait Juliette chaque jour en présence de Jacques, et toute simple, et toute pareille à une jeune fille : un joli air d'innocence ne se fabrique pas.

« Elle a oublié, concluait Mathieu ; c'est l'évidence ! »

Et il souriait, badinant à part lui.

D'ailleurs, il avait vu naguère une autre femme, soudain veuve, qui pleurait son mari et qui, à la veille d'épouser son amant, ne paraissait embarrassée d'aucun souvenir : cette Jenny avait-elle oublié aussi ce qu'elle avait dissimulé si bien que lui, Mathieu, son doux adorateur, ne se doutait de rien du tout? Mathieu, là-dessus, ne badinait pas : voire, il avait le cœur tremblant. Il éprouvait un sentiment de colère et, par l'injustice qui nous est naturelle, épargnait à Jenny et infligeait à Juliette la colère que lui suscitait son mécompte auprès de Jenny.

« Eh ! bien, si elle a oublié son anecdote, je la lui rappellerai ! »

Juliette consentirait décemment qu'elle ne devait pas épouser Alain. Puis elle éconduirait Alain de son mieux. Et elle s'en irait, probablement ; elle disparaîtrait et laisserait la pauvre Jenny réparer les dégâts de sa maison... Mathieu ne croyait pas avoir trouvé le miraculeux remède qui efface jusqu'à la trace d'une blessure : mais, à défaut d'un faiseur de prodiges on apprécie le médecin qui vous cicatrise votre plaie tant bien que mal. Et Mathieu verrait Juliette...

Il eut à revoir Jenny d'abord, quand sonna la cloche du déjeuner. Il descendit au premier coup : c'était son habitude exacte. Jenny l'attendait.

— Eh ! bien? — lui demanda-t-elle.

— Rien de nouveau encore.

— Mais vous avez vu Jacques?

— Je l'ai vu un peu... Je le reverrai... Je vous ai dit que ce n'était pas l'affaire d'une heure. Il me faut du temps.

— Mais je n'en ai pas à vous donner : je souffre !

— Ne faites pas de bruit. Ne cassez rien. Laissez-moi faire.

— Ce que j'endure est un martyre !

— Ne criez pas.

— Je vais éclater en sanglots !

— Ne pleurez même pas.

Mathieu craignit qu'elle ne fût pas de force à lui obéir. Elle était si terriblement troublée qu'elle ne semblait pas maîtresse de son air et de cette grâce élégante qui est le dernier signe que garde une femme avant de défaillir. Mais arrivèrent les Durny et bientôt Jacques, puis Alain. Pour accueillir les Durny, Jenny redevint elle-même.

— Ah ! vous voilà, — dit-elle, — amis détestables !... Vous savez qu'ils s'en vont?

— Ils s'en vont? — reprit Jacques. — Pourquoi? Où vont-ils?

Les Durny racontèrent le vain prétexte qu'ils avaient imaginé : Durny rappelé à Paris par dépêche. Une étonnante histoire de momie qu'un égyptologue américain rapportait du Caire et emportait à Chicago ; des papyrus à déchiffrer ; l'honneur de l'érudition française à maintenir, l'honneur des Mariette et des Maspero.

— Vous n'ignorez pas, — dit madame Durny, — que l'égyptologie est une science française.

Elle prenait Mathieu à témoin. Mathieu répondit un peu méchamment :

— Je ne l'ignore pas : je sais tout !

Madame Durny, un peu décontenancée, appela son mari à la rescousse. Et Durny prouva que l'égyptologie était résolument française.

— Oui, — reprit Jacques — mais laissez-nous votre femme. Vous reviendrez la chercher quand la momie partira pour le nouveau monde.

Madame Durny se récria : elle ne quittait point son mari ; les bons ménages ne couraient pas le risque d'être séparés. Jacques affirma qu'elle était jalouse de la momie et que, si les bons ménages avaient de telles inquiétudes, il suppliait

Jenny de préférer, quoi? leur indulgent ménage, et si tranquille ! Mathieu se demandait :

« De qui se moque ce garçon?... S'il se moque de moi, c'est bien. »

Mais Jenny approuvait Jacques. Et Mathieu se demandait :

« De qui se moque-t-elle? »

Pendant tout le déjeuner, l'on fit la guerre aux Durny, sur ce départ inopiné, sur ce départ qui dérangeait tous les projets : aux premiers jours moins chauds, les promenades seraient charmantes. Alain se mit de la partie ; et Mathieu. Alain sentait que la présence des Durny, occupant Jenny, sauvegardait la liberté dont il comptait avoir besoin. Mathieu sentait que la présence des Durny était le salut pour Jenny et Jacques, pour Alain peut-être, et enfin pour chacune de ces âmes qui avaient besoin de divertissement. Il savait que Jacques ne se moquait pas de lui ou de personne, et Jenny non plus, et que tous deux trouvaient l'unique apaisement dont ils fussent capables dans la nécessité de cacher leur émoi. Il admirait la facilité avec laquelle Jacques, sur le point de commettre une infamie, et Jenny, sur le point de renoncer à la vie, se donnaient une comédie de sérénité. Par moments, lui que troublait si durement leur querelle, il pensait invectiver contre eux et reprocher leur hypocrisie ; mais il les entendait répliquer : « Allons ! Mathieu, vous ne voudriez pourtant pas que, devant des étrangers, nous montrions notre misère ! » Alors, il comprenait ce qu'est la société, ce qu'est le monde, et le bienfait de ce déguisement qu'impose le souci des indifférents : les indifférents, qu'on a l'air de négliger, sont bel et bien ce qu'on ne manque pas d'observer comme on n'observe aucune loi civile ou religieuse ; ils sont les authentiques soutiens de la société. Sans eux, les cœurs se mettraient à nu : et que ne verrait-on pas? Sans eux, la spontanéité d'un chacun serait abominable et triste. Nous avons besoin de cérémonie : nous ne sommes point assez heureux ni assez beaux pour la solitude ou l'intimité. Mathieu songeait que les Durny avaient sauvé Jacques et Jenny du péril d'une première rencontre après la matinée si redoutable où ce mari et cette femme s'étaient imprudemment montré un peu plus de vérité qu'il n'en faut ici-bas. Tutélaires indifférents ! Mais ils partaient ; et Mathieu

fut épouvanté, à l'idée que, le soir, ils ne seraient plus là : en se sauvant, ils manquaient à leur devoir amical... oh ! le mot ridicule et déplacé !... ils trahissaient leur devoir social, leur rôle auguste et indispensable de marionnettes comiques dans le drame qui va, sans elles, tourner mal.

Mathieu dit à madame Durny, tout bas :

— Vous avez tort de partir.

— Ah ! — fit-elle, — vous en avez de bonnes !

Et il dit à l'égyptologue :

— Restez encore un jour ou deux.

— Impossible ! mon bon ami ; je le regrette : mais on m'attend.

Mathieu se demanda si Durny ne commençait pas de croire à l'histoire de la momie et n'insista plus.

Ces Durny avaient de la promptitude et partaient le jour même, à trois heures. Les bagages étaient bouclés et les billets pris. Dès après le déjeuner, quand on allait sur la terrasse, Alain s'approcha de ces Durny et leur dit :

— Pardonnez-moi. Je ne serai pas là quand vous partirez. Il faut déjà vous faire mes adieux.

Jacques intervint brusquement :

— Tu ne seras pas là? Où vas-tu donc?

Alain le regarda dans les yeux ; et qu'allait-il répondre? Jenny se dépêcha de répondre pour lui :

— Je sais qu'Alain ne peut être là cette après-midi !

— Ah ! — reprit Jacques. — C'est à merveille !

Mais il rageait... Madame Durny, sûre maintenant d'esquiver ce qui lui faisait peur, taquina le danger :

— Nous n'avons pas fait nos adieux à Juliette ! Avant de partir, il faudra passer chez elle...

Et, se tournant vers Alain :

— Nous t'y verrons peut-être?

Alain serrait la main de Durny :

— Ma foi, non ! — répliqua-t-il.

Et il partit, sans dissimuler son impatience.

Jacques avait sa mauvaise figure. Il mâchonnait le bout d'ambre de sa pipe ; et ses doigts faisaient grincer les bras d'osier du fauteuil où il était assis. Quand Alain fut parti, Mathieu ne sut pas si Jacques n'allait pas faire un esclandre ;

Jenny était à sa portée : n'allait-il pas l'interroger sur le rendez-vous, la course, le voyage qui obligeait Alain à n'être pas là? Mais il se tut. C'était en considération de ces Durny, leur bienfait le dernier : après quoi, la sincère sauvagerie remplacerait la civilité frauduleuse.

Dans un moment de silence, madame Durny lança :

— Du reste, Juliette viendra peut-être avant trois heures?

Il n'y eut personne pour lui répondre; et puis Jenny répondit :

— Sans doute.

Mais, visiblement, elle n'en savait rien. Madame Durny profita de quelque remuement qui se faisait autour de la table où était le café pour venir à Mathieu. Elle le regarda d'un air à lui dire : « Vous voyez bien ! » Malgré toutes ses malices, elle accomplissait jusqu'au bout son devoir de marionnette, son devoir social et ridicule et tutélaire. Elle ne pouvait pas ne pas l'accomplir, étant là, et sans le vouloir, et par le seul effet de sa présence. Elle et Durny avaient détourné un orage qui menaçait d'éclater, qui aurait causé de grands dégâts. Mais elle qui allait partir et qui, sur le point de son départ, essayait en vain d'être méchante et n'était bienfaisante qu'à regret, Mathieu l'eût avec plaisir étranglée.

XXV

La grande affaire de Mathieu, c'était de se ménager avec Juliette un entretien, qui ce jour-là semblait difficile. Impossible d'aller maintenant chez elle, sous peine d'y rencontrer Alain : Mathieu ne doutait pas que la brusque sortie d'Alain n'eût été pour la rejoindre. Mais alors, Alain l'avertirait du départ des Durny : elle viendrait leur dire adieu. Et Mathieu l'attendait. Cependant, Alain qui avait dit qu'il ne serait pas de retour avant trois heures, qu'est-ce que cela présageait? Et Jenny avait certifié qu'Alain n'était pas libre de son après-midi ; Mathieu, tout bas, l'interrogea :

— Où est donc votre fils, qu'il ait dû s'en aller ainsi?

— Je n'en sais rien, — répondit-elle ; — mais je m'en doute.

« Moi aussi ! » se disait Mathieu. Mais alors Juliette ne manquerait pas de venir, d'autant plus qu'elle aurait à cœur

d'arranger ce qu'avait eu d'un peu étrange la sortie d'Alain. « Patience ! concluait Mathieu, n'agissons point à l'étourdie ! » C'est la raison que l'on se donne pour se reposer. Puis Mathieu n'aurait pas quitté la compagnie des Durny, de Jenny et de Jacques : les deux derniers avaient besoin de surveillance ; et les deux autres, si utiles, étaient gens à filer comme des pleutres.

Un bavardage anodin, mêlé d'amabilité fade, occupait, devait occuper une grande heure et des minutes avant le départ des Durny. L'on observait rigoureusement le protocole qui veut que des amis profitent de tout le temps qui leur reste à être ensemble et n'en perdent pas une bribe. D'ailleurs, les Durny n'avaient qu'une hâte, qui était de s'en aller ; Durny énonçait, avec l'assentiment de sa femme, une théorie du voyage et, l'article premier, d'avoir toujours une demi-heure d'avance, car le train ne vous attend pas. Et Jacques pérorait là-dessus, pérorait obligeamment sur toutes choses et n'avait qu'un souci : de savoir si Juliette ne viendrait pas. Par moments, il regardait l'heure, comme s'il veillait à ne pas laisser les Durny s'attarder, et tout uniment pour conjecturer que Juliette avait encore ou n'avait plus de temps d'arriver avant leur départ. Il ne cessait, tout en parlant, d'épier le côté par où elle arriverait et quelquefois s'arrêtait de parler s'il avait cru entendre le bruit de ses pas. Jenny ne guettait rien, ne souhaitait pas un incident plus qu'un autre : elle gardait un air de liberté mentale qui est, dans les péripéties dangereuses, le signe du désespoir et de l'abandon final aux fatalités mauvaises. Mathieu ne savait pas s'il préférait cette tristesse obéissante ou s'il eût mieux aimé une Jenny plus combative : hélas ! elle n'avait point à combattre ; et, dans la lutte que Mathieu tâchait de lui épargner, elle était vaincue d'avance.

A deux heures un quart, Juliette n'était pas venue.

— Elle ne viendra pas ! — dit Jacques, — modérant mal sa fureur.

— Dame, répondit Jenny, — elle ne sait pas que nos amis s'en vont !

Jacques se contenta de hausser les épaules : on ne lui aurait pas fait croire que le petit galant ne l'eût pas avertie ; on ne

l'aurait fait croire à personne, ainsi que l'attesta le sourire de madame Durny. Et Jenny elle-même avait conscience de mentir en le disant.

— Si nous voulons passer chez elle et ne pas manquer le train, — dit madame Durny, — nous n'avons pas de temps à perdre.

Jenny proposa de renoncer à cette visite : elle dirait à Juliette... Madame Durny s'était promis de ne pas négliger la politesse et, tacitement, de savoir le fin mot d'un mystère qui, ne l'effrayant plus quant à elle et quant à son mari, excitait sa curiosité. L'on partit. Et elle supplia Jenny, Jacques et Mathieu de ne point les accompagner; Jacques principalement :

— Cher ami, vous aurez perdu par notre faute une journée de travail !

Eh ! Jacques, ce qu'il n'aurait pas voulu perdre, c'est l'occasion d'aller aussi chez Juliette; et, son travail, il n'y songeait pas.

Chez Juliette, le jardinier dit que non, qu'elle n'était pas là, qu'elle était sortie, en voiture, avec M. Alain pour la conduire. Et quand seraient-ils de retour? Le jardinier n'en savait rien. Jacques fut d'avis de s'informer davantage et, sans que Jenny s'avisât de l'en empêcher, il se dirigea vers la maison : ce que le jardinier ne savait pas, une femme de chambre le saurait. Il revint ; et son ressentiment de jalousie se transforma en une espèce de sarcasme. Il cria, répétant avec une fidélité comique la réponse qu'il avait reçue :

— Madame n'a rien dit !

Jenny, un instant, chercha, pour Juliette et pour Alain surtout, une excuse. Elle n'en trouva aucune. Elle chercha peu. Au train que la péripétie prenait, ce n'était plus la peine de ruser avec les événements. Les Durny, qui seraient bientôt loin, ne lui importaient plus ; Jacques, en qui se concentrait toute son inquiétude, aucun stratagème de langage ne l'eût persuadé. Elle se tut, mais d'une telle façon, si évidemment douloureuse, que madame Durny elle-même ne lui taquina point un silence où elle réfugiait sa tristesse éperdue. Mathieu marcha auprès d'elle et craignit qu'elle ne tombât de faiblesse : elle disait qu'il faisait chaud, que l'air était suffocant, tout de même que si elle eût cherché quelque prétexte à défaillir.

Mathieu s'étonnait d'Alain qui avait montré, plus que de la

désinvolture, de l'insolence à préparer son escapade et, quand madame Durny lui demandait si elle ne le rencontrerait pas chez Juliette, à répondre que non ; de l'insolence à laisser croire que Juliette viendrait peut-être, quand il était sûr de l'emmener à la promenade. Sans doute avait-il ainsi prétendu braver Jacques : mais il atteignait du même coup Jenny, et plus grièvement. Ce qui surprenait Mathieu plus encore, était que Juliette se fût prêtée à une impertinence qui ne s'accordait point avec son joli usage. Sans doute l'un et l'autre étaient-ils à ce moment de passion fougueuse où l'on supprime les obstacles, où même on ne les voit plus et où l'on est heureux avec l'ardeur farouche qu'on aurait, l'occasion venue, à commettre un crime... De sorte que Mathieu ne s'attendait pas à trouver de tels amoureux prêts à l'abnégation.

L'erreur de Mathieu était de supposer qu'Alain eût annoncé à Juliette le départ des Durny. Alain, les heures qu'il se promettait de passer avec Juliette l'ensorcelaient : l'idée de les sacrifier le révoltait ; l'idée de les ajourner lui parut si monstrueuse qu'il ne la toléra point une seconde. Et, comme il s'était rendu libre assez prestement, il entendit que Juliette agît de même : pour plus de sûreté, il ne la mit point en mesure d'hésiter le moins du monde. La charrette anglaise était déjà prête et Juliette habillée pour sortir, un grand voile de tulle entourant son visage et ses cheveux contre la poussière des routes. Alain prit les guides et le fouet. Qui les aurait vus s'en aller promptement, silencieux et gais, aurait cru voir s'envoler l'emblème géminé du désir et de la jeunesse.

Les Durny partis, bel et bien partis, — et bon voyage ! — il s'agissait de rentrer à la maison. Toute l'affabilité que Jacques avait dépensée pour eux, et toute l'énergie de patience que Jenny avait eue en considération d'eux, tombèrent. Mathieu eut, pour ainsi dire, à sa charge deux êtres qui n'allaient plus se tenir et qui, de tout leur poids, s'appuieraient à lui : serait-il de force à les supporter? Il proposa que le retour se fît par le moyen de la voiture qui avait servi aux bagages : ainsi l'on serait en dix minutes à la maison ; Mathieu n'en désirait pas davantage.

— J'aime autant revenir à pied ! — dit Jacques.

Mais non ! Mathieu ne voulait pas se trouver seul avec

Jenny, qui ne manquerait pas de l'interroger : il avait besoin de Jenny et de Jacques, de même que Jenny et Jacques avaient besoin de lui tous deux. Chacune de ces trois personnes devait éviter le danger du tête-à-tête. Mathieu fit monter avec lui en voiture Jenny et Jacques. Puis il tâcha d'organiser une causerie dont les Durny seraient le sujet falot, très opportunément falot. Mais Jacques dit à Jenny :

— Tu savais donc qu'Alain passait l'après-midi avec Juliette?

— Non, — fit-elle, — mais il fallait apaiser la susceptibilité de nos amis.

Mathieu mit de l'autorité, dont Jacques dut s'apercevoir, à parler d'autre chose et à montrer qu'il avait résolu de le faire. Jacques se tut, garda un air rogue et refrogné, tandis que Mathieu et Jenny occupaient le temps et meublaient le silence avec des riens à faire pitié.

Puis Jacques rentra dans son atelier, non sans avoir dit à Mathieu :

— Quant à présent, je ne vois pas ce que donne ta diplomatie.

— Patience ! — répondit Mathieu.

— Je n'en ai plus. Dépêche-toi ! Ou bien, si tu renonces, dis-le !

Jenny était rentrée chez elle. Mathieu avait du temps devant lui, de la besogne aussi : mais, sa besogne, il ne pouvait l'accomplir, Juliette n'étant pas là. Il se retira dans sa chambre. Il en sortit pour demander qu'on l'avertît quand Alain serait de retour : aussitôt, il irait trouver Juliette.

A cinq heures, Alain n'était pas rentré. Mathieu sentait que Jenny et Jacques, elle dans sa chambre et lui dans son atelier, dûment séparés, se chargeaient l'un et l'autre de rancune comme, d'électricité contraire, deux nuages entre lesquels se prépare l'orage. Et l'orage éclaterait dans la soirée, si Mathieu avant cela n'était point en mesure de calmer Jacques par l'assurance que Juliette refusait d'épouser Alain. Mathieu savait assez bien subir la durée. Pourtant l'attente lui devint fastidieuse. A six heures, comme Alain ne rentrait pas, Mathieu s'avisa d'écrire à Juliette : « Ma belle amie, j'aurais à vous parler. C'est un peu urgent. C'est un peu grave. C'est tout à fait confidentiel. Dès que vous serez de retour.

ayez la grâce d'accorder quelques minutes d'entretien, s'il vous plaît, à votre ami respectueux, Mathieu Landin. » Et ce billet, qui n'était pas l'équivalent d'un billet doux, il le porterait lui-même chez Juliette. S'il rencontrait Alain sur la route, il lui dirait : « Je vais un peu faire ma cour à notre amie... »

Il ne le rencontra pas. Il sut, de la femme de chambre, que Juliette n'était pas rentrée. Il pria que ce billet lui fût remis sitôt que faire se pourrait et — qu'on voulût bien l'entendre — à elle seule : ce n'était pas compromettant pour Juliette : d'âge et de mine, Mathieu se croyait de tout repos.

Quand il s'en retourna, ayant laissé ce billet, il fut d'abord très satisfait à se dire que désormais il était engagé : nulle timidité ou lâcheté ne le dissuaderait de bien agir et comme il en avait pris la résolution ; c'est beaucoup, d'avoir supprimé toute incertitude. Enfin, les ponts étaient coupés. Un peu plus tard, il imagina Juliette que sa démarche importunait et qui lui demandait : « De quoi vous mêlez-vous, monsieur Landin? » Ou encore : « Êtes-vous sûr, monsieur Landin, de me parler en galant homme? » Rudes questions ! mais auxquelles pourtant il avait réponse : le souci de la pauvre Jenny était son excuse.

Ce qui troubla Mathieu plus désagréablement fut un sentiment de pitié qu'il éprouva pour Juliette. Elle était à plaindre. Il l'avait choisie, infortunée victime, et la sacrifiait à Jenny avec une terrible sévérité. C'est qu'il fallait sauver Jenny : mais elle aussi eût mérité d'être sauvée ; il la condamnait sans merci. Et c'est que la faute première était à elle : mais, cette faute, Mathieu ne la voyait plus de la même couleur abominable, à beaucoup près. Au bout du compte, Juliette avait été la victime de Jacques, seul criminel en tout cela. Elle, cédant à quelque velléité imprudente et puis, avertie que Jenny attendait Jacques, elle qui tout aussitôt renvoyait Jacques à Jenny et, de son mieux, effaçait le vilain souvenir, Mathieu lui trouvait de la futilité que rachetait un vif sursaut de vertu. Elle aurait dû, après cela, ne pas aimer Alain. Mais elle ne l'avait pas aimé exprès : et l'on aime comme on peut ; c'est déjà bien joli d'aimer ! Elle n'aurait pas dû, cette après-midi, risquer une escapade si audacieuse et qui la compromettait? Sans doute ! Mais ce peu d'habileté, ce manque de

rouerie était le signe de son ingénuité, en quelque sorte : elle n'était pas adroite ; elle n'avait pas l'habitude !... Et Mathieu la considérait comme une très honnête femme, qu'une surprise avait un jour menée à un péché furtif, où elle ne s'était pas obstinée et qu'elle effaçait, beaucoup mieux que par le repentir, mais oui, par l'oubli. Pauvre petite, et qu'il devait injustement punir !... Il ne sentait pas en lui l'entrain ni la rude étourderie d'un bourreau..Plus simplement encore, il se persuadait qu'il n'était pas un homme d'action : car il voyait l'aspect divers de la réalité.

Mais il ne pouvait pas sauver Juliette et Jenny et sauvait la seule Jenny ! Le petite plainte qu'il croyait qu'il entendait, et qui lui fendait l'âme, et qui venait de Juliette, ne le détournerait pas d'agir : et d'agir brutalement, puisqu'il n'est pas d'activité qui ne soit pas du tout brutale ; et d'être méchant pour l'une au profit de l'autre, puisque toute bonté a son envers de méchanceté, en ce monde effroyablement manichéen.

Pût-il au moins sauver Jenny ! A mesure qu'avançait l'heure et que les chances de réussir à temps diminuaient, Mathieu concentrait sur le cruel sacrifice de Juliette tout son espoir. Bientôt, en admettant que Juliette le priât de venir, il n'aurait plus avant le dîner, le nombre de minutes qu'il fallait pour faire le chemin d'aller et de retour et de causer dans l'intervalle. Et ce serait alors le dîner, brusquement, avec Jacques, avec Jenny, avec Alain ; ce serait le risque d'une colère qui prendrait Jacques, et puis le drame, inévitablement le drame !

Mathieu passa dans une extrême agitation la dernière demi-heure, qui ne suffisait plus, qui n'était plus que du temps fait pour le martyriser. Ensuite sonna la cloche du dîner comme de coutume.

XXVI

Mathieu trouva, dans le salon, Jacques tout seul, qui était là depuis longtemps. Il n'avait pu rester à l'atelier, parce qu'il ne travaillait pas. Comment travailler, alors qu'il ne frémissait que d'une pensée : savoir si Alain rentrait, si Alain n'était plus dans la campagne — et où encore? — avec

Juliette? Quand Jacques travaillait, son atelier lui devenait tout l'univers : il y régnait en maître content, s'y prodiguait à sa guise ; et l'idée ne le frôlait seulement pas, qu'il y eût dehors la nature et les gens. Il avait, comme les véritables artistes, le don puissant de créer autour de lui un monde ; il en était le roi et le despote et ne connaissait pas la solitude. Mais il fallait, pour cela, qu'il fût en belle activité. Si l'ardeur de l'art l'abandonnait, les quatre murs de l'atelier, qui n'avait pas de fenêtre à hauteur du regard, lui devenaient une prison dans laquelle il se morfondait. Ce jour-là, il n'aurait pu enfermer sa pensée : elle était sortie ; elle était dans la campagne, à la recherche et à la poursuite des amoureux échappés. Jacques alla passer dans le salon les heures qui restaient avant le dîner, s'assit face à la porte grande ouverte sur l'allée par où il fallait qu'Alain rentrât, si Alain rentrait. Et ses yeux ne quittaient pas ce guet de curiosité pathétique. De temps en temps, il se levait et allait jusqu'à la porte, risquait cinq ou six pas sur la terrase, pour voir plus loin ; puis il retournait pesamment à son observatoire dissimulé au fond de la pièce, dans la pénombre.

En arrivant, Mathieu ne le vit pas. Il regarda sa montre, bien qu'il sût qu'il était huit heures moins le quart ; et, sur le pas de la porte, il regarda lui aussi l'allée de tilleuls par où ne venait ni Alain ni personne. Le jour était à son déclin, le soleil près de se coucher, derrière une colline qu'il y avait de l'autre côté de la maison ; de sorte qu'on voyait au ciel l'azur pâli déjà et, par endroits, doré de ces rayons qui donnent aux nuages des reflets d'incendie et qui ne donnent à l'air pur que des reflets de lumière vaporeuse. Il n'y avait pas de nuages et il semblait que, sous l'azur, des vols de mourante clarté fussent un peu éperdus avant de s'anéantir. Une blancheur lointaine et incertaine était la lune qui, devançant le trépas du soleil, préparait son épiphanie. Mathieu contemplait la comédie des soirs limpides, quand le fit tressaillir la voix de Jacques :

— Eh bien, Mathieu ; où en sommes-nous?

Avant de lui répondre, Mathieu vint à lui et, sans plus de hâte, alluma l'électricité. La question de Jacques ne comportait pas une réponse nette, comme si l'on vous demande :

« Quelle heure est-il? » et qu'il suffise de répondre : « Il est huit heures moins le quart. » La question de Jacques n'était qu'en vue de provoquer Mathieu ou simplement de l'avertir d'une présence qu'il n'avait point aperçue. Il fallait voir d'abord la mine de Jacques, pour savoir que dire. La figure de Jacques était bouleversée, rouge et inquiétante. Évidemment, ce garçon souffrait ; et, quand Mathieu ne l'avait pas sous les yeux tel qu'il fut ému de le découvrir, la souffrance de Jacques le dégoûtait par trop d'ignominie. C'est le cas, le plus souvent, de la souffrance qu'on ne voit pas et qu'on a des raisons de désapprouver ; mais la souffrance qu'on voit vous persuade, quelle qu'en soit la cause, ignoble ou non.

— Je te demande où nous en sommes ! — reprit Jacques.

Sommé ainsi, Mathieu pourtant se révolta :

— Que veux-tu que je te dise? J'en sais tout juste autant que toi.

— Si tu as pris au sérieux notre contrat de ce matin, tu devrais être mieux informé. Ce n'était pas un contrat sans délai. Tu t'en souviens?

Il commençait de crier. Mathieu le supplia :

— Ne crie pas. Ta femme peut entrer. Nous causerons ce soir.

— Ah ! ce soir? Nous y sommes, au soir ! Tu m'as fait ajourner mes desseins jusqu'à ce soir : nous y voilà ; le soir, c'est au coucher du soleil. Et tout à l'heure tu regardais la lune se lever, si je ne me trompe. Moi, je n'attends plus !

— Tu vois bien que, depuis ce matin, je n'ai pas eu l'occasion d'agir en aucune manière. Et, si je te demande un nouveau délai...

— Je refuse !... Parce que, les délais, c'est toujours moi qui les accorde : et, pendant ce temps-là, le jeune homme en prend à cœur joie !

— Donne-moi jusqu'à demain midi?

— Je refuse !... Parce qu'en définitive tout ça n'est pas clair.

— Qu'est-ce qui n'est pas clair?

— Tu veux que je te le dise? Eh! bien, je ne suis pas sûr de toi. Si tu jouais un double jeu, si tu avais manigancé avec

Jenny je ne sais quoi au bout de quoi je serais dupe, je ne vois pas trop ce qui se passerait qui ne m'ait tout l'air de se passer aujourd'hui... Mais oui ! Ne fais pas l'étonné : tu m'entends.

Mathieu répliqua :

— Je te jures que tu m'étonnes et que je n'entends rien à tes soupçons.

— Enfin, — reprit Jacques, — où sont-ils, le jeune homme et sa belle?

— Je n'en sais rien, je te jure que je n'en sais rien.

— Tu m'avoueras que c'est bizarre !

— Oui, c'est bizarre. Je te l'avoue ; mais c'est tout ce que je peux faire pour toi : et, quant à conclure de cette bizarrerie à tes soupçons, je m'y perds.

— Si les délais vont à me placer en face du fait accompli...

— Tu t'imagines qu'ils sont allés se marier, comme ça, en catimini, et qu'on va t'annoncer au dessert leur mariage? Tu es fou, tu es fou, tu es fou !

Jacques le saisit au bras et lui balbutia :

— Qui est-ce qui te parle de mariage? Mais je n'ai pas besoin du maire et du curé, pour me sentir en cas de légitime défense... Est-ce que tu te figures qu'ils sont en train de cueillir des fleurs dans la prairie? A quelle heure ont-ils filé? Avant deux heures. Quelle heure est-il? Près de huit heures. Ça fait six heures qu'on les a vus partir en charrette anglaise avec un vieux cheval qui ne sort jamais, qui serait fourbu avant ses deux heures de trot, par cette chaleur, en pleine après-midi. Au bout de deux heures, c'était fini de la charrette et du cheval. Qu'est-ce qu'ils ont fait? Ils ont mis le cheval à l'auberge, n'est-ce pas?... Et eux? C'est à ce moment-là que tu les vois cueillir des fleurs dans la prairie? Pas moi? Non, moi, ce n'est pas ça que je les vois faire... Ce n'est pas ça !

Il s'affolait. Mathieu, qui avait peur que Jenny ne survînt tandis que Jacques se livrait ainsi à ses fureurs, désirait aussi qu'arrivât Jenny pour qu'un incident, quel qu'il fût, divertit Jacques de ses imaginations dangereuses. En attendant, que répondre? Ce jaloux n'argumentait pas mal : et Mathieu n'apercevait pas l'endroit où interrompre la série

de ses raisonnements pour l'infléchir ailleurs, à d'autres conclusions, calmantes celles-là. Il ne répondit pas. Et Jacques n'ayant plus de polémique à soutenir, cessa de parler. Mais il suffisait de le voir pour être sûr qu'il continuait à part lui la même diatribe. Mathieu s'éloigna, comme on s'éloigne d'un m lade un peu agité, pour qu'il s'endorme. Jacques le rappela ; mais il n'avait pas, cette fois, le ton provocant ; plutôt il quémandait une réponse :

— Qu'en dis-tu? Si tu crois que je m'abuse, dis-le-moi !

— Mais oui, tu inventes des absurdités...

— Prouve-le-moi donc, que je suis fou : tu sens bien que je ne demande que ça !

— Oui, tu es fou ! Et, si tu veux t'en rendre compte, fais un effort pour réfléchir à cette idée absurde... et qui ne m'offense pas, tant elle est absurde...

— Quelle idée?... Dis-le-moi !

— Que je te trahisse ! Que je te joue une espèce d'abjecte comédie, bouffonne, au bout de laquelle tu es bafoué ! Le crois-tu vraiment?

Jacques eut l'air de méditer le plus sagement possible et répondit :

— Non !... Mais ce qui est sûr, c'est qu'avec tes bonnes intentions tu n'arrives à rien. Ça, conviens-en. Tu ferais mieux d'y renoncer.

— Pas du tout !

— Si ! Et de me laisser...

— Commettre ton infamie? Non !

— Ah ! qu'est-ce que tu veux? — reprit Jacques.

Et il semblait sur le point de faiblir, quand sonna le second coup du dîner, qui le secoua d'une fatigue où s'amollissait sa colère. Il entendit le pas de Jenny dans le corridor : il se leva ; et la main de Jenny sur le bouton de la porte. Il eut soudain le visage contracté ; il dit à Mathieu, il le lui chuchota d'une voix sèche :

— Assez de bêtises ! Je suis en cas de légitime défense.

Jenny entra et dit, de la façon la plus naturelle :

– Alain ne rentre pas ; je suis inquiète !

C'était un autre aspect de ce drame. Et, comme si Jacques ne voulait pas que la question fût posée autrement qu'il ne

la posait lui-même pour s'en torturer à sa guise, il demanda tout droit à Jenny :

— Que crains-tu?

Elle n'était pas attentive à lui, mais seulement à l'inquiétude qu'elle éprouvait et qui n'avait aucun rapport avec les tourments de Jacques.

— Ce que je crains? Mais tout : un accident !

D'abord, Jacques ne fut pas sûr qu'elle ne se moquât point de lui. Bientôt, il s'aperçut que non. Mais alors, ce qui l'indigna, c'est qu'il y eût, pour détester l'absence de son beau-fils, d'autres motifs que les siens. L'hypothèse d'un accident lui ôtait ou, du moins, lui disputait la certitude sur laquelle il avait installé sa douleur et sa colère. Il se rebiffa :

— Quel accident veux-tu qui arrive?

Et il allait démontrer que les accidents sont des choses qui n'arrivent pas : mais ce fut le moment de passer dans la salle à manger ; puis Jenny ne l'écoutait pas. Il se contenta de hausser les épaules. Dans la salle à manger, tandis que Jacques et Mathieu allaient s'asseoir, Jenny s'attardait à regarder par la fenêtre, guettant le retour d'Alain, comme Jacques l'avait guetté, mais avec d'autres sentiments.

— Enfin, dînons ! — dit Jacques. — Nous n'allons pas attendre ce gamin !

Jenny vint se mettre à table. Jacques reprit :

— A quelle heure l'attendais-tu?

— Je n'en sais rien. Je t'ai dit que je ne savais rien de cette promenade. Alain ne m'en avait pas parlé. Je ne sais pas où ils sont.

— Ils ne sont pas loin ! — répondit Jacques, avec un accent de certitude bizarre et qu'il avait voulu qui fût bizarre.

— Qu'en sais-tu?

Jacques fit l'entendu.

— Je ne crois pas, — reprit Jenny, — que tu sois informé plus que moi?

Les domestiques étaient là, pour le service. Jacques affecta de les regarder et se tut, comme s'il n'avait point envie d'alimenter les ragots de l'office. Mais Jenny, au risque de l'impatienter, l'interrogea derechef :

— Pourquoi dis-tu qu'ils ne sont pas loin? Qu'en sais-tu?

Jacques eut l'air d'un homme qu'on afflige en refusant de voir avec lui l'évidence. Mathieu vint à son aide :

— Il a raison, ma bonne amie : ce n'est pas le vieux petit cheval de Juliette qui a pu les mener fort loin.

— Parbleu ! — dit Jacques.

— Mais, — dit Jenny, — c'est un cheval qui ne sort jamais et qui a pu, dehors, être pris d'une de ces toquades...

Jacques éclata d'un gros rire nerveux.

— En admettant, — reprit Mathieu, — qu'une toquade ait pris ce vieux cheval de tout repos, ce qui est sûr c'est qu'elle ne l'a pas pris fort loin.

— Mais qu'importe la distance?

— Écoutez-moi. En admettant qu'un accident soit arrivé... je n'en crois rien... ce ne pourrait être qu'aux environs, où vous êtes connus : et vous seriez avertie depuis longtemps. Ce n'est point un pays désert ; et, sur les routes, dans les champs, il y a du monde. S'il était arrivé malheur à votre garçon, vous le sauriez.

— Parbleu ! — fit Jacques.

Jenny était sensible aux arguments de Mathieu. Et Mathieu, qui n'aurait pas cru qu'il dût être, contre Jenny, de l'avis de Jacques, s'étonnait de ce détour que faisait la causerie. C'était Jacques, maintenant, qui trouvait toute naturelle et indigne d'attention l'absence prolongée d'Alain, que Jenny trouvait singulière et alarmante. Mathieu, d'ailleurs, ne partageait aucunement les craintes de Jenny : quant au retard des jeunes gens, il l'attribuait, ainsi que Jacques, aux longueurs de la flânerie amoureuse. Mais il admirait que Jacques, dans la controverse, parût oublier ses arguments de jalousie. Somme toute, il se félicitait de voir une chicane moins périlleuse remplacer la querelle principale. Jenny n'aurait pas fait mieux, si elle avait habilement feint cette inquiétude : mais la tendresse maternelle ne joue pas de ses tourments. Jenny était désemparée depuis le matin : son inquiétude, chimérique et si déraisonnable, réunissait tous les motifs de son émoi sur un seul et, par un hasard, sur celui dont le débat suscitait le moins de colère. Mathieu bénissait le hasard et volontiers l'eût commenté par l'instinct qu'il y a en chacun de nous de protéger et de sauver notre vie ou notre chance de repos.

Il y eut un peu de silence, où il sembla que Jenny consentait à n'être plus si inquiète. Mais elle reprit :

— Sauf un accident, je ne vois pas ce qui empêche Alain de rentrer.

— Ça, — répondit Jacques, — c'est une autre histoire !

Et, sur l'idée d'une autre histoire, il triomphait amèrement.

— Car enfin, — continua Jenny, — c'est la première fois qu'il manque à une exactitude parfaite. Il a toujours été rentré pour les repas...

— C'est qu'il renonce aux vertus de son enfance !

— Je ne crois pas.

— J'en ai grand'peur.

Et le dialogue tournait mal : dont Mathieu s'attrista.

Jenny se ravisa :

— Vous avez tort de me rassurer, Mathieu. Regardez, le soir tombe. Et, à la nuit...

— Ils allumeront les lanternes ! — répondit Jacques, très insolemment.

Jenny, docile, entra dans son idée.

— Ont-ils seulement pris des lanternes?

Et le temps du dîner passa ainsi, d'une manière absurde et naïvement ingénieuse. A chaque instant, la causerie les menait au bord du danger, puis s'écartait, courait ailleurs, puis revenait à côtoyer le précipice. On eût dit que ni Jacques ni Jenny ne s'apercevaient de l'imprudence : Mathieu avait, par moments, le vertige.

Après le dîner, quand on fut dans le salon, sans les domestiques et la cérémonie que leur présence vous impose, et maintenant qu'étaient épuisées les ressources d'un précieux malentendu, Mathieu comprit que les préambules de comédie étaient finis et qu'il fallait s'attendre au pire. Jenny, près d'une lampe, se mit à quelque ouvrage. Elle semblait assez calme. Et, plus calme, pourquoi? se demandait Mathieu : à mesure que l'heure avançait, son inquiétude aurait dû augmenter, l'affoler davantage? Pas du tout : elle tirait l'aiguille, à peu près comme un autre soir.

Mathieu songea :

« Elle attend, mais non pas Alain seulement : elle attend sa destinée. »

Il y a de ces moments où les gens ont l'air de deviner qu'ils perdent le gouvernement d'eux-mêmes et de leur aventure et que leur sort se décide autour d'eux, quelquefois tout près d'eux, sans qu'il leur soit possible d'intervenir. Alors, suivant leur aptitude à la révolte ou à la résignation, les uns s'agitent, les autres ne font que tendre le dos et ne bougent pas. Jenny était ainsi. Elle avait d'abord tâché de réagir et d'écarter la menace : ou, du moins, ce n'était pas elle qui luttait de cette façon, mais plutôt en elle une velléité de se garantir. Et puis, elle s'inclinait et, sans doute, ne savait au juste ni qu'elle avait lutté ni qu'elle renonçait. Mathieu la regardait et la voyait, avec une tendre pitié, analogue à une victime dévouée et qui en est au seul recours d'une patience indéfinie.

Jacques s'assit en face d'elle et prit les cartes pour une réussite. Mathieu aurait voulu commander à Jacques de regarder Jenny, de voir comme elle était touchante de tristesse et d'abandon. Mais Jacques, à mesure que Jenny devenait plus docile à toute catastrophe, devenait lui plus évidemment dur et mauvais. Jacques faisait un effort de patience, dont Mathieu lui aurait su gré s'il avait eu le loisir d'être juste à l'égard de l'ennemi. Mathieu, qui n'était ni, comme Jenny, dans l'abnégation ni, comme Jacques, dans la frénésie, cherchait un stratagème de salut, n'en découvrait aucun : de sorte qu'il subissait un insupportable malaise d'activité qui ne fait rien. Il prit un livre ; et ce ne fut que pour avoir une contenance. Il se demanda s'il n'offrirait point à Jacques et à Jenny de leur lire un peu ce livre : c'était ce tome de La Fontaine où il y a *la Coupe enchantée* ; il y avait, l'après-midi, recherché par amusement les deux vers relatifs à Hélène et à Ménélas. Mais il sentit que son idée était absurde et que sa voix serait, dans le silence du salon, comme un air de flûte au milieu de l'orage ; un certain silence est plus difficile à surmonter que nul vacarme. Entre Jacques et Jenny, Mathieu n'avait plus rien à faire : il demeurait parce qu'il s'était promis de ne pas déserter le poste où il ne servait à rien. Pour Jacques et Jenny, pour deux êtres venus à un tel point de misère morale, il n'y a plus, se disait Mathieu, que l'alcôve et ses arrangements secrets qui ne relèvent ni de la raison, ni de la supercherie verbale ; ou bien, faute d'un

tel recours, il n'y a plus que de laisser venir la catastrophe. Elle approchait : Mathieu l'apercevait.

Jacques soudain se leva, jetant ses cartes :

— C'est insensé, pourtant ! — s'écria-t-il.

— Quoi donc? — lui demanda Jenny, avec une bonne foi déconcertante.

— Mais tu le sais bien ! Voici qu'il est plus de neuf heures...

— Ah ! tu es inquiet? Tu vois donc que je n'avais pas tort...

— Mais je ne suis pas inquiet comme toi. Ce que je trouve, c'est que ton fils nous manque de respect. J'en ai assez, vraiment !

Jenny fut pâle et toute frissonnante.

— Oh ! s'il ne s'agissait que de cela !...

— Il ne s'agit que de cela !

— Mais non !

— Mais si ! Et, quant à moi, ça me suffit. Je n'admets pas que ce gamin prenne la maison pour un hôtel : on vient ou l'on ne vient pas...

Jenny eut, en un instant, sa résolution prise : et, toute l'hypocrisie de Jacques, à laquelle Jacques n'était plus très attaché, elle la défit imprudemment : elle renonçait à la prudence et préférait aller plus vite.

— Allons, Jacques, tu ne dis pas la vérité.

Jacques regarda Mathieu, comme s'il lui demandait la permission de la dire, la vérité qu'il avait la bonté de ne pas dire. Mais Jenny continua :

— Ce qui te fâche, ce n'est pas ce que tu appelles un manque de respect, ni rien de ce genre : ce n'est rien que tu oses dire...

— Eh ! bien, toi, dis-le donc !

Il consultait encore Mathieu qui lui fit un signe de se taire.

— Ah ! mais non ! — répondit Jenny. — Je ne le dirai pas !

— Pourquoi?

— Parce qu'après cela, mon pauvre ami, nous n'aurions plus rien désormais à nous dire, absolument plus rien. Et tu le sens toi-même si bien que tu ne le dis pas, malgré ta folie. Mais oui, ta folie !...

Jacques était au supplice et vraiment n'osait ni parler,

comme Jenny l'y invitait, ni se taire, comme l'en suppliait Mathieu. Il essaya d'un faux-fuyant :

— Folie ou non, je trouve inconvenant que ton fils...

— Mais laisse donc mon fils : ce n'est pas lui qui te tourmente.

— Ah! çà, qui est-ce?

Et Jenny, bravement, dit le nom qu'elle redoutait :

— Juliette !

Ainsi provoqué, Jacques se déroba encore :

— Eh ! bien, oui, je trouve inconvenant que ton fils et Juliette s'en aillent tout l'après-midi, jusqu'au soir... ou jusqu'au matin, je ne sais plus...

— Et puis?

— Et puis, c'est tout !... Dans un petit pays, dans un village, ces anecdotes font scandale. Je ne veux pas de scandale autour de moi ; je n'en veux pas !

Jenny ne l'écoutait plus. Elle dit :

— Je vais prier qu'on aille chez Juliette voir s'ils ne seraient pas rentrés. S'ils ne le sont pas, j'enverrai sur les routes ; j'irai moi-même...

Elle sortit : et c'était bien pour la raison qu'elle avait dite, et puis afin de rompre la querelle.

Jacques, resté seul avec Mathieu, s'écria :

— Tu vois ! Ce n'est pas ma faute, avoue-le. Tu n'auras rien à me reprocher. Je t'avais juré de me taire : je me suis tu.

— Tais-toi encore !

— Non. Maintenant, c'est mon tour !

— Mais, — reprit Mathieu, — tu ne vois pas que ta pauvre femme est à un point d'angoisse où l'on étouffe? Regarde-la : tu auras pitié d'elle.

— Est-ce qu'elle a pitié de moi? Et toi, qui sais ce que j'endure, as-tu pitié de moi? Parce qu'enfin tu me sacrifies : c'est toujours moi qu'on sacrifie. Et je n'en peux plus : ça ne se voit pas?

Ça se voyait. Il avait la figure congestionnée, les yeux trop ouverts ; et, quand il épongeait son front en sueur, ses mains tremblaient. Mathieu s'en aperçut. Jacques reprit :

— Toi qui sais tout, dans cette affaire, je ne comprends pas que tu n'aies pas pitié de moi. Ces deux-là qui ne rentrent

pas, pourquoi ne rentrent-ils pas, pourquoi? Veux-tu que je te le dise, comme je le sais, comme je le vois? C'est qu'ils se sont endormis! Mais oui : c'est clair comme le jour. Ils étaient las, à force de plaisir. Et ils dorment. Je te dis qu'ils dorment : je connais bien ce sommeil-là ; ça vous terrasse délicieusement. Au réveil, on rit et l'on se rendort. Il n'y a plus rien qui existe au monde, que cette volupté d'un sommeil plus enivrant que les plaisirs qui l'ont donné... Tu connais ça, mon vieux ; tu l'as connu?... Et ça leur dure depuis des heures, pendant lesquelles moi j'agonise de chagrin. Ah! mais, qu'ils rentrent! Je ne peux plus endurer ça... Il faut que ça finisse... Je ne peux plus endurer ça!...

Épouvanté, Mathieu riposta :

— Que veux-tu que j'y fasse, mon pauvre ami?

— Rien du tout! Mais alors, tu n'aurais pas dû, ce matin, me raconter des histoires. Tu n'y pouvais rien : tu n'avais qu'à me laisser faire. Si j'avais dit, dès ce matin, ce que tu sais, ce que tu es encore seul à savoir, ce qu'on saura, ce qu'il faut qu'on sache, eh! bien, je m'épargnais cette journée, cette soirée : j'étais sauvé. C'est toi qui m'as perdu, avec tes sornettes. A présent, bonsoir! Je n'ai plus que faire de tes conseils, de ta diplomatie et de toi. Je me défends tout seul : je n'ai besoin de personne. Cette journée, cette soirée n'auront pas de lendemains pareils : je t'en réponds ; et tu vas voir!

Mathieu lui dit :

— Tu ne feras point ça!

— Je le ferai. Je me défends!

— Tu te perds ; et tu perds, avec toi, Jenny.

— Je me défends... Pourquoi Jenny ne revient-elle pas?... Je me défends : as-tu autre chose à me proposer? Non, n'est-ce pas? Alors, laisse-moi faire. Ah! vous en voulez, de la vérité? Vous en aurez : j'en ai ; j'en suis plein!

— Pour la dernière fois, Jacques, je t'en conjure...

— Quoi! Il ne faut plus dire la vérité, maintenant?

— Non! — répondit Mathieu : il insista. — Non, ne dis pas la vérité.

— C'est défendu?

— Oui, c'est défendu!

— On ne peut pas dire la vérité?

— On ne peut pas !

Et Mathieu ajouta, comme si cette idée s'imposait à lui :

— On n'ose pas !

Oui, cette idée s'imposait à Mathieu, qu'on ne peut pas et qu'on n'ose pas dire la vérité. Il avait vu Jacques, au paroxysme de la colère et de jalousie délirante, broncher devant l'éclat de vérité qui le tentait et que Jenny, ne sachant pas tout son risque, provoquait. Ce n'était point en considération de lui Mathieu, ni même en considération de Jenny, que Jacques avait eu peur : Jacques avait eu peur de la vérité, voilà tout. Et Mathieu, si quelque autre moyen de réduire Jacques au silence lui était venu, un moyen plus simple et moins aventureux, sans doute l'eût-il préféré ; mais il n'avait à sa portée plus rien et il reprit :

— On n'ose pas dire la vérité ! toi-même tu n'oses pas.

— Attends un peu !

— Mais tu ne te doutes pas de ce que c'est que la vérité ; tu ne te doutes pas de ce que c'est que ta vérité, ton atroce vérité? Tu me l'as dite, ce matin : tu n'étais pas déjà si sûr de toi ; et tu ne me l'as dite que pour éviter de la dire à ceux qu'elle tuera. Tu ne la diras point à Jenny : mais non, ta vérité ne te sortirait pas de la bouche, pas plus que ta main n'appuierait sur la gâchette d'un revolver braqué sur Jenny ; mais non, mais non !

— Tu vas bien voir !

— Je t'en défie !...

Mathieu, dans cette extrémité, jouait le tout pour le tout : c'est rouge ou noir, c'est gagné ou perdu, c'est la vie ou la mort : on ne sait pas. Jenny rentra. Au moment qu'il la vit rentrer, Mathieu dit encore, entre haut et bas, à l'oreille de Jacques :

— Je t'en défie !

— Jacques ! — s'écria Jenny, — qu'y a-t-il?

Est-ce qu'avant de sortir elle n'avait pas regardé Jacques? Ou bien, depuis qu'elle était sortie, le visage de Jacques avait-il changé peu à peu, d'une sorte que Mathieu, étant là sans relâche, dût ne pas s'en apercevoir? Elle en fut effrayée.

— Jacques, — reprit-elle, — parle-moi ! Qu'as-tu? Dis-le-moi !

Il avait la bouche close, les yeux grands ouverts ; de ses narines frémissantes, il aspira longuement de l'air qui gonfla son buste. Jenny et Mathieu le firent asseoir dans un fauteuil bas où il se laissa presque tomber. Des larmes vinrent à ses yeux. Il eut beaucoup de peine à balbutier très confusément :

— Ma pauvre Jenny !... Ma chérie !...

Et puis, il eut une secousse de tout le corps, une tension de tous ses muscles. Sa bouche se tira. Il perdit connaissance.

XXVII

Il y avait, dans le village, un médecin de Paris en villégiature. On l'eut bientôt : et le curé. Jacques était à bout de souffle et ne respirait plus que très court, à petits coups rapides et bruyants. Le médecin dit au curé, à demi-voix :

— C'est plutôt votre affaire que la mienne, monsieur le curé. Travaillons tous les deux ; mais, moi, je n'ai plus rien à sauver.

Jacques fut mis sur un matelas et monté dans sa chambre par deux domestiques, le médecin, le curé aussi, paysan vigoureux et qui avait été brancardier à la guerre. Mathieu, avec la meilleure volonté, ne servait à rien. Jenny était absolument calme en apparence et, n'eût été son extrême pâleur qui rendait blanches ses lèvres mêmes, on l'aurait prise pour une garde bien attentive et adroite. Elle obéissait au médecin, faisait ce qu'il commandait et n'en faisait pas davantage. Mathieu, faute de soigner Jacques, où il était sans aptitude aucune, aurait pris soin de Jenny, l'aurait encouragée, apaisée : elle n'avait pas besoin de lui. Le médecin dit :

— Le moins de monde possible dans la chambre.

Mathieu descendit au salon. Il faillit être bousculé par Alain, qui montait quatre à quatre et qui lui demanda :

— Est-ce qu'il est mort?

— Pas tout à fait ! — répondit Mathieu.

Dans le salon, Mathieu s'aperçut que ses jambes tremblaient, que ses idées tremblaient aussi et qu'il n'était bon véritablement à rien : dont il se chagrina. Du reste, on ne

voulait pas de lui là-haut : dont il se félicita. Il laissa ouverte la porte du salon qui donnait sur l'antichambre ; et il s'établit non loin de là, pour recueillir au passage les nouvelles que les allants et venants auraient pu attraper. Il n'avait aucun espoir qu'elles ne fussent pas les pires.

Le premier qui passa fut Alain, très affairé, qui prenait son chapeau et sortait.

— Où vas-tu? — lui demanda Mathieu.

— Au bourg, chez le pharmacien.

— Tu vas à pied?

— Non. En voiture.

— Veux-tu que j'y aille?

— Non, non : j'y vais.

Mathieu regretta de ne pas faire cette course, qui eût été dans ses moyens et qui l'eût occupé très convenablement. Mais Alain s'était emparé de cet honnête prétexte à éluder le supplice d'être inutile : Mathieu ne l'en aurait pas dessaisi. Mathieu resta quelque temps immobile. Et puis, la patience lui coûta. Il monta l'escalier, sans bruit ; quand il fut auprès de la chambre de Jacques, il n'osa point ouvrir la porte. Il écouta et n'entendit qu'un vague remuement, des pas légers sur le tapis et le souffle de Jacques, dur et saccadé. Il attendit que la porte s'ouvrît, par l'entrée ou la sortie de quelqu'un. La porte ouverte une seconde, il entrevit Jenny agenouillée, les mains jointes, qui regardait Jacques et priait. Il redescendit au salon, les bras ballants et la tête vide. On lui remit une lettre que le jardinier de Juliette avait apportée. Juliette lui écrivait : « Qu'y a-t-il? Venez quand vous voudrez : le plus tôt sera le mieux. Je suis inquiète. Rassurez-moi, s'il est possible. » Mathieu avait oublié, depuis deux heures environ, ce tracas d'un billet laissé par lui chez Juliette : il s'en souvint avec ennui.

— On attend, n'est-ce pas? — demanda-t-il.

On attendait. Il déchira, de la lettre de Juliette, le feuillet blanc, pour y écrire, au crayon, sur son genou : « Jacques a été frappé de congestion cérébrale. Il est à la mort. » Il crut qu'il ajouterait une ligne, ne l'ajouta pas et plia ce papier qu'on remettrait à Juliette de sa part.

Il n'avait plus à causer avec Juliette. Il n'avait plus rien

à lui dire. Et il songea pour la première fois que la mort de Jacques — il le tenait déjà pour mort — supprimait toute la péripétie redoutable, supprimait le drame et le remplaçait par un autre. Le second drame était affreux, mais non de la même sorte que le premier. La mort est bien commode ! Et Mathieu, à qui revenait peu à peu le sens précis de l'aventure où il se trouvait mêlé, où d'ailleurs il s'attristait de n'avoir aucune habileté, songeait qu'on se démène et qu'on se figure qu'on est malin : mais on prépare un très subtil arrangement de conjectures qui n'ont guère d'analogie avec la réalité ; l'on joue un jeu d'adresse avec la réalité, qui est une espèce de brute. Cependant la réalité, bien ou mal, détruit vos conjectures et bâtit solidement. On est sans force contre elle.

Or, il faudrait causer avec Juliette.. Plus exactement, il faudrait obtenir de ne lui rien dire : ah ! certes, Mathieu n'irait pas gaspiller, par la fureur d'être sincère, le silence que Jacques avait eu la générosité mortelle de garder. Cela, non ! Mathieu garderait un pareil silence, ou mentirait : tout, plutôt que la vérité ! La pensée que la mort de Jacques fût le salut pour tout le monde, et pour Jenny, — pour Jenny elle-même, à bien compter les éventualités ! — avait quelque chose de misérable et de tragique, dont Mathieu se désola.

« Le malheureux garçon ! » murmura-t-il. Et il détesta le changement qui, du terrible Jacques, si menaçant et si odieux, faisait un malheureux garçon qu'il fallait plaindre et qui était bien digne d'amitié compatissante. Jacques payait pour tout le monde, et payait trop cher l'impossibilité de mal agir ! Mathieu avait, à l'égard de Jacques, des sentiments de camaraderie, qu'une certaine admiration relevait, que l'ancienne rivalité tourmentait de moins en moins, jusqu'à ce dernier jour d'un tumulte où Jacques prenait un aspect monstrueux d'abord et pitoyable. Ce n'était presque plus Jacques, dans la rêverie de Mathieu : il le reconnaissait à peine ; et il ne voyait plus que de la puissance abolie, de l'ardeur éteinte.

Juliette arriva. Elle était charmante. Elle avait beaucoup de chagrin ; mais elle était charmante aussi dans le chagrin. Ce qui faisait, là comme ailleurs, sa grâce digne de sa beauté, c'était une justesse naturelle ou un art qui semblait spontané

de ne rien dire en trop, de ne bouger point à l'excès et de montrer pourtant une vive sensibilité. Mathieu l'admira. Puis, quand il pensa aux raisons qu'elle aurait eues de s'égarer parmi des souvenirs, des remords ou des scrupules, tant d'assurance lui parut un chef-d'œuvre un peu surprenant. Il la guetta, sans malice, mais non pas sans curiosité.

Elle demanda si Jacques était mort, et si l'on n'avait nulle espérance de le sauver : Mathieu ne le croyait pas. Elle ne dit pas que c'était affreux : et Mathieu, qui avait l'esprit en éveil, la soupçonna de trouver cette mort assez opportune. Il s'aperçut qu'il lui prêtait une idée peu estimable et qu'un instant il n'avait pas évitée, mais qui ne se voyait pas du tout sur ce visage où vinrent à couler deux larmes. Ces deux larmes, il les aima, comme un doux témoignage et le signe d'une âme qui ne se réfugie pas dans l'injustice. Mais la perfection voulait que Juliette ne s'attardât point à une rêverie dont ce n'était ni le moment ni le lieu, tandis que Jacques travaillait à mourir, et dans la maison de Jenny. Elle essuya ses deux larmes et dit :

— Pauvre Jenny ! Comment supporte-t-elle son malheur?

— D'une façon qu'après avoir aidé le médecin sans maladresse, tant qu'il y eut à se démener, maintenant elle est à genoux et prie. Mais elle n'a pas encore fait le tour de son malheur : je crois qu'elle en mourra.

— Non, — répondit Juliette.

Elle le dit avec tant de certitude que Mathieu ne se tint pas de protester :

— Elle aimait Jacques passionnément !

— Oui. Mais ce ne sont pas les grandes douleurs, qui vous tuent : ce sont les douleurs absurdes.

Mathieu allait méditer cet aphorisme et commençait de l'appliquer à la mort de Jacques ; Juliette reprit :

— Puis-je la voir?

— Oh ! non, — répondit Mathieu assez vivement. — Elle ne va point quitter la chambre de Jacques, où le médecin ne veut personne. Laissons-la. Ensuite, elle aura besoin de nous. Présentement, il faut qu'elle souffre : laissons-la souffrir.

Juliette ne protesta point, se tut ; et, comme elle ne demandait pas le récit de la terrible soirée, ce fut Mathieu qui se

mit à conter que Jacques avait, toute la journée, eu le sang à la tête et que, sur les neuf heures et demie...

— Mais où étiez-vous?

Cette question lui avait échappé. Il n'eût peut-être point osé la faire, s'il l'avait préparée : elle lui sortit des lèvres, sans qu'il le voulût.

— Oh ! — répondit Juliette, — c'est ma faute. Et la pensée que, par ma faute, Alain n'était pas là me désole. Il est là-haut?

C'est toute la réponse que reçut Mathieu. Il ne pouvait en réclamer davantage. Et sa question, qu'il avait crue indiscrète, ne le fut pas. Il répondit qu'Alain était au bourg : et pût-il, cette fois, arriver à temps ! car il apporterait des remèdes.

— Il y a donc de l'espoir encore? — dit Juliette.

Et Mathieu, qui auprès de Juliette éprouvait une incertitude pénible, céda au désir de savoir et, contre son habitude bonne et indulgente, il essaya de la secouer assez brutalement afin de lui déranger les dehors si bien ordonnés où elle devait cacher le principal.

— Au fait, — répliqua-t-il, — souhaitons-nous qu'il en revienne?

— Mais qu'est-ce que vous dites? — s'écria Juliette, avec tant de claire sincérité qu'il n'eut pas le courage d'aller plus avant ; même il rebroussa chemin :

— S'il doit en revenir perclus, paralysé, abêti?...

— C'est encore vivre ! — dit Juliette. — Et vous mettez au pis sa guérison.

Mathieu continua :

— Un tel garçon, de tant de fougue, resté si jeune et qui, au lieu de vieillir, s'épanouissait en génie, en joie...

— C'était un être magnifique ! — dit Juliette.

Et Mathieu était à ne plus savoir si Jacques ne lui avait pas menti. Sa curiosité ne découvrait pas en Juliette une trace de quelque embarras ou l'indice d'un sentiment qui ne fût la seule amitié.

Mais Juliette, comme si l'on avait épuisé le thème de Jacques, de sa vie ardente et qui allait s'éteindre, et accompli les rites de la condoléance la meilleure, parut se souvenir de soi. Elle dit :

— A propos, vous aviez à me parler?

— Oh ! — fit Mathieu, — ce n'est plus rien.

— Qu'était-ce donc?

Mathieu la regarda fixement : et ce fut lui qui baissa les yeux.

— Laissons cela... Je ne sais plus... Depuis que j'ai porté ce billet chez vous, les événements ont marché... plus vite que moi : je suis en retard... Il me serait impossible de rattraper le temps que j'ai perdu...

— C'était urgent? — dit Juliette.

— Ce ne l'est plus.

— C'était grave?

— Ce ne l'est plus.

Elle sourit ; et elle dit :

— Vous êtes drôle !

Mais elle n'était point femme à souffrir cette espèce d'hésitation qui lui mettait dans l'esprit comme une ombre et qui, autour d'elle, rendait la vie moins nette et les images moins précises : elle insista :

— N'est-il plus à propos maintenant de dire ce que vous étiez si pressé de me dire?

Il répondit :

— C'est bien cela.

Elle reprit :

— Vous avez apporté ce billet chez moi sur les six heures et demie. Depuis ce temps, les événements me sont connus. Avant cela, les Durny sont partis : mais à trois heures ! Et le départ des Durny n'était pas une grave nouvelle, ni urgente, ni confidentielle. Il faut que les événements qui vous détournent de me dire ce qui, vers six heures, était grave, urgent et confidentiel soient relatifs à cette maladie de Jacques : c'est l'évidence. Il s'agissait de lui, n'est-ce pas?

— Eh ! bien, oui ! — répondit Mathieu, qui n'était pas le plus fort.

— Je vous écoute ! — répliqua Juliette.

Mathieu songea : « Elle me défie ! Tout comme j'ai défié ce malheureux garçon ! Eh ! bien, comme il a fait, je cane !... » Et il dit :

— J'avais cru m'apercevoir que Jacques s'éprenait de vous?...

— Allez toujours !

— Et que vous n'en étiez peut-être pas avertie?...

— Pas avertie?... L'avez-vous cru?...

— Dame ! Vous restiez là...

— Fallait-il me sauver?

— Je n'en sais rien.

C'était un reproche que Mathieu faisait mentalement à Juliette, depuis que Jacques l'avait informé de son aventure : elle n'aurait pas dû, après cela, demeurer dans l'intimité du ménage et tout à côté. Il crut l'entendre lui répondre : « J'ai ma maison tout à côté : faut-il passer à Paris les mois de grande chaleur? Et ne plus voir Jenny : alors, tout lui raconter? Vous n'y pensez pas, mon ami ! » Et Mathieu estima que Juliette n'avait pas tort ; il estima que Juliette avait, en quelque sorte, raison d'une façon naïve et sûre. Il y rêvait, quand elle lui demanda :

— C'est tout ce que vous aviez à me dire?

Il fut résolument lâche et répondit :

— C'est tout !

Il admirait le sens très fin que Juliette avait eu de vouloir un peu de vérité, autant qu'il en faut pour que se dessine, au lieu de rester vague et inquiétant par le mystère, l'horizon de la rêverie ; le sens très fin qu'elle avait eu de refuser l'affreux cynisme de la vérité, le paradoxe inhumain de la vérité nue comme une sauvagesse ou une folle ; quand le curé entra et dit :

— Il est mort.

Alain, qui arriva sur ces entrefaites, apprit la mort de Jacques. Il regarda Juliette, vit qu'elle était émue et monta rejoindre sa mère.

Mathieu fit asseoir le curé. Celui-ci n'avait point envie de s'en aller. Comme il était deux heures après minuit, l'heure habituelle de s'endormir étant passée, le temps ne comptait plus ; et le désarroi se mêlait au chagrin. Mathieu gémit :

— Pauvre garçon !

Et il pleura son camarade, avec une extrême et toute neuve simplicité de regret, maintenant qu'il n'avait plus rien à redouter de lui.

Le curé dit :

— Il n'a pas repris connaissance.

— C'est un grand bonheur ! — dit Mathieu.

— Non, monsieur ! — répliqua le curé. — Je me garderais de le dire à madame Fontaille ; mais je puis bien le dire à vous. Ce n'est pas un bonheur, pour un chrétien, de mourir avant d'avoir dit, en ce monde où il est encore, la vérité qu'il faudra dire à Dieu lui-même dans l'autre monde, comme fait présentement votre pauvre ami. Ne le croyez-vous pas?

Mathieu, qui regardait ses mains, répondit :

— Je le crois... S'il faut l'avouer, je n'en ai pas une certitude absolue et constante, comme le prouvent les mots un peu inconsidérés que vous avez si justement relevés et qui, du reste, n'étaient pas pour contredire à votre idée, qui est le plus souvent la mienne. Excusez-moi : mais je songeais à autre chose.

— Excusez-moi, monsieur, à votre tour.

Leur aménité à tous les deux adoucissait le pathétique de leurs propos. Juliette les écoutait avec un étonnement charmé. Le curé reprit :

— La vérité est la plus forte !

— Je crois bien, monsieur le curé, que la vérité est la plus forte en l'autre monde ; mais je suis sûr qu'elle n'est pas la plus forte en ce monde-ci. Plus exactement, je redouterais qu'elle le fût : il me semble que ce serait un désastre.

— Ce monde-ci est le vestibule de l'autre ; et, comme il doit nous y acheminer, il ne faut pas qu'il soit à l'inverse de l'autre.

— N'en doutons pas, monsieur le curé ! Seulement, c'est mon idée, que ce monde-ci est ainsi fait qu'il ne comporte pas beaucoup de vérité. Regardez-le : et, vous qui êtes confesseur, vous le connaissez mieux que personne. Ne pensez-vous pas que la vérité la plus forte le démolirait? Car il n'est pas déjà très solide et ne tient que par un effet de l'habitude, à condition de ne pas bouger. Une révolution ne vaut rien, dans les vieux mondes : et ce monde est vieux ; et je n'imagine pas de révolution plus dangereuse que celle qu'y produirait l'irruption soudaine de la vérité.

— Cependant, monsieur, je ne crois pas à la vertu efficace du mensonge.

— Oh ! monsieur le curé, je n'en demande pas tant ! Le

mensonge est le remède des grands jours et ne serait d'un bon usage que si la vérité devenait par trop effrontée. Dans la pratique journalière de la vie, je ne veux pas du mensonge : et le silence me suffit. La crainte que j'ai de la vérité ne me conduit pas à l'extrémité contraire.

— Je vous entends, monsieur. Mais il y a de certains silences qui valent des mensonges.

— Comme il y a de certaines vérités qui valent des meurtres. Mais il me semble que l'Église n'est point opposée à l'opinion que je vous ai soumise. Vous avez eu autrefois la confession publique. Ce procédé convenait à une société encore un peu élémentaire et convenait surtout aux petites communautés de chrétiens persécutés et qu'animaient un zèle tout récent. Bientôt, l'Église a corrigé cette pratique et limité, si j'ose dire, au confessionnal les dégâts de la vérité. Je dis mal : bornée au prêtre qui est le gardien du secret, bornée à Dieu qui s'en tait provisoirement, la vérité est pour ce monde-ci comme si elle n'était pas. Voilà, monsieur le curé, la grande sagesse de l'Église : elle a empêché la vérité de nuire.

— Elle l'a rendue bienfaisante. Et je reviens à votre ami : comptons sur la miséricorde divine. Un moment, j'ai cru qu'il reprenait connaissance : je n'étais là que pour guetter cette minute favorable. Son visage se détendit un peu. Il murmura confusément, appelant madame Fontaille, qui était cependant auprès de lui : mais il avait les yeux fermés. Il n'avait presque plus de voix : c'est tout juste si l'on put distinguer à deux reprises le nom de « Juliette !... Juliette !... » bredouillé difficilement. Je croyais que madame Fontaille s'appelait Jenny?

— Elle s'appelle Jenny, en effet, — répondit Mathieu.

— Vous voyez ! — reprit le curé. — Même à cet instant d'éclaircie, la tête n'y était plus : il avait oublié le nom de sa femme. La pauvre madame Fontaille lui a pris la main. Mais la main n'était plus sensible. Je verrai toujours cette main qui ne bouge absolument pas sous les doigts tremblants d'une épouse. Les doigts de madame Fontaille avaient le frisson.

— Après cela, — demanda Mathieu, — il n'a plus rien dit?

— Non. Il est retombé dans son accablement. Quelques minutes plus tard, une crise l'a emporté.

Mathieu n'osait regarder Juliette. Puis, il la regarda : elle était extrêmement pâle. En la regardant, il la sauva. Seule, peut-être eût-elle défailli. Ce fut la nécessité de se contraindre qui lui donna l'énergie indispensable. Mais elle se leva, ouvrit la porte sur la terrasse et respira un peu d'air dont la fraîcheur parut la guérir. Elle revint à sa place et, en passant, dit à Mathieu :

— Faut-il que je m'en aille?

Mathieu ne répondit pas tout de suite. Il songea que le départ de Juliette équivalait à des aveux terribles et qu'il fallait éviter. Il consulta le regard de Juliette : il estima qu'elle aurait le courage et la force de rester. Il eut pitié d'elle et sut qu'il lui imposait un dur devoir en lui répondant :

— Non, restez !

Bientôt, Alain descendit ; et il dit à Mathieu :

— Maman vous demande.

Avant de monter à la chambre de Jacques, Mathieu pria le curé de l'attendre et de ne partir avant un peu de temps :

— Nous avons encore besoin de vous, monsieur le curé.

C'est pour Juliette qu'il souhaita cette présence d'un tiers entre elle et Alain. Le curé parlerait ; et, même s'il parlait peu, ayant dit tout le principal, du moins serait-il là pour empêcher deux âmes différemment troublées, et qui devaient s'accorder ou pâtir de leur désaccord, de se blesser l'une l'autre.

Jenny était assise et regardait Jacques. Elle dit à Mathieu :

— Vous voyez ! J'ai tout perdu : il faut me faire à cette idée.

Mathieu gémissait :

— Pauvre amie !... Pauvre amie !...

C'est tout ce qu'il disait, par un scrupule d'amitié qui ne veut pas être désespérante et qui renonce à être consolante. Jenny reprit :

— J'ai voulu que vous fussiez là une minute pour le revoir tel qu'il est maintenant. Tout à l'heure, on va l'apprêter, l'arranger comme un mort : puisqu'il est un mort ! En ce moment, il me semble qu'il n'est encore que malade. Mais on lui mettra la tête droite, les mains jointes : il sera pareil

à tous les morts, sur des draps blancs et bien tirés. Regardons-le une minute. Et puis, je vais descendre avec vous, le temps qu'on l'habille en mort.

Mathieu regardait la pauvre figure, qu'il n'avait pas revue depuis qu'elle était si congestionnée, et qui devenait blanche. La contraction des muscles cessant, les traits se dessinaient un peu comme autrefois ; mais on eût dit que ce travail ne se fît pas sans faute : et le visage de Jacques était analogue à un portrait manqué.

Devant ce cadavre qui n'avait pas encore trouvé son repos, Mathieu s'apitoyait comme il n'avait pas fait sans retard à l'annonce du décès. Toute sa finesse ne le dispensait pas de ressembler au prochain : conséquemment, d'avoir assez peu d'imagination pour ne comprendre la mort qu'en face d'elle. Il s'étonna d'être si lent ; et il se repentit du bavardage qu'il avait eu avec le curé comme si de rien n'était : ce bavardage lui parut de la même sorte que les repas funèbres dans lesquels la parenté oublie sa tristesse. Et il épiloguait encore : il se reprocha de ne pas savoir se mettre en présence de la mort ; il partageait avec le genre humain cette infirmité protectrice et qui pourtant lui déplut.

Jenny se leva et lui dit :

— Maintenant, descendons.

Elle fit un signe de croix. Dans l'escalier, Mathieu la soutint. Elle avait toute son énergie employée à lui conforter l'âme, et non le corps. Puis, sa nouvelle habitude s'était installée auprès de Jacques mourant et mort, dans cette chambre et dans cette atmosphère enfermée. Le changement de lieu et d'air l'étourdit. A chacune des marches, elle eut à reprendre son équilibre. Mathieu craignit qu'elle ne pût aller jusqu'en bas. Elle le rassura :

— Ce ne sont que les jambes. J'ai du courage.

Quand ils furent au bas de l'escalier, à quelques pas de la porte du salon, Mathieu hésita une seconde. Puis il fallut se décider : et il dit :

— Juliette est là.

Il le dit de la façon la plus naturelle et comme évasive. Mais ce nom, même prononcé à peine, fit trop de bruit, non le bruit des syllabes : le bruit du scandale, en quelque sorte.

Mathieu, pour l'effacer, procéda comme on rature un mot sur une page ; et promptement il ajouta :

— Le curé est là aussi.

Mais, sous la surcharge, le mot qu'on voulait supprimer transparaît.

Et Jenny s'arrêta. Elle ne dit rien. Mathieu crut un instant qu'elle s'en retournerait à la chambre de Jacques. Évidemment, ce nom, qui était le dernier qui fût sorti des lèvres mourantes de Jacques et qui lui avait infligé le cruel témoignage d'une infidélité suprême, ce nom qui revenait encore la persécuta. Et l'idée de revoir Juliette lui parut intolérable.

« Cependant, songeait Mathieu, elle ne sait quasi rien... Dans le peu qu'elle sait, Juliette n'est pas fautive... »

Il y avait, dans le vestibule, des fauteuils d'osier, qu'on portait l'après-midi sur la terrasse, et une banquette qui servait de coffre à bois.

Jenny, tout bas, dit à Mathieu :

— Asseyons-nous un peu de temps.

Et Mathieu la conduisait à l'un des fauteuils ; mais elle craignit le bruit que fait l'osier qui grince : elle choisit la banquette pour s'y asseoir et Mathieu s'aperçut qu'elle gardait, jusque dans le désarroi, le sens de sa volonté nette. Provisoirement, ce qu'elle voulait, ce n'était que d'attendre un peu.

Il fallait bien qu'elle revît Juliette. Mathieu n'en doutait pas ; elle non plus, n'en doutait pas. Si elle refusait de revoir Juliette, c'était consacrer terriblement le souvenir de l'aveu qu'avaient par malheur murmuré les absurdes lèvres du moribond ; c'était rendre, sinon tout à fait impossible, au moins très malaisé l'oubli : et l'oubli seul permettrait de réparer le dommage causé par le dernier jour au bilan des années heureuses. Voilà ce que Mathieu se disait. Jenny songeait principalement à son fils et voyait bien que, si elle refusait de revoir Juliette, elle brouillait l'avenir où s'élançait le bonheur d'Alain. Pourtant, elle éprouvait une extrême difficulté à vaincre une répulsion très vive. Et elle restait là, ne parvenant pas à prendre son parti.

Mathieu lui demanda bien doucement :

— Venez-vous?

C'est tout ce qu'il osait, pour la persuader de venir : il désirait qu'elle n'ajournât point sa résolution qui, dans sa douleur présente, ajouterait assez peu ; tandis que, le lendemain, pareille démarche aurait déjà plus de cérémonie et probablement troublerait le travail du souvenir en train de s'arranger.

Mais elle répondit :

— Demain, voulez-vous?

Elle demandait la permission timidement ; et elle dit encore :

— En ce moment, je ne voudrais voir personne.

Elle aussi effaçait le nom de Juliette et le perdait, pour ainsi dire, dans le nombre des gens qu'elle préférait ne pas voir. Mais elle n'était exposée à voir que le curé, qu'elle avait déjà vu, Alain, qu'elle ne demandait pas à ne pas voir, et Juliette : malgré toute parole, ingénieuse ou non, ce n'était que Juliette qu'elle ne voulait pas voir. Elle le savait bien, savait en outre que Mathieu n'en doutait pas. Seulement, ce qu'on ne dit pas est un peu comme s'il n'était pas, au jugement des âmes inquiètes.

— Reconduisez-moi, — dit-elle à Mathieu.

Il ne fallait pas entrer dans la chambre de Jacques en ce moment. Mathieu n'osa pas le lui rappeler ; elle le comprit :

— Hélas ! — fit-elle, — conduisez-moi dans ma chambre.

Mathieu, en se levant, poussa maladroitement l'un des fauteuils qui, sur le sol de mosaïque, grinça. Et, à ce bruit, Alain sortit.

— Tu es là? — dit-il à Jenny. — Je ne savais pas que tu étais là. Mais viens avec nous.

D'un bras, il lui entourait la taille et, d'une main, la tenait sous le coude. Elle le regarda, les yeux pleins de larmes. Et Alain lui dit encore :

— Juliette est là.

Cette fois, ces mots obstinés, toujours les mêmes, n'étaient pas pour l'avertir, mais pour l'engager. Elle eut à peine un sourire aux lèvres, un pauvre essai de sourire à l'adresse de son enfant qui ne savait pas qu'il la fît souffrir. Elle n'hésita plus et souffrit à peine.

Quand elle entra dans le salon, Juliette vint à sa rencontre.

Et les deux femmes s'embrassèrent. Mathieu, qui les observait, ne vit rien qui révélât que leur amitié eût passé par d'étranges péripéties, que leur baiser fût le chef-d'œuvre du silence. Et, s'il eût observé même leurs âmes, il n'y aurait point aperçu de feintise.

Juliette prit le bras de Jenny du côté où Alain n'était pas ; elle remplaçait Mathieu : et cela se fit d'une façon parfaitement naturelle. Juliette et Alain conduisirent Jenny jusqu'à une bergère où elle se tenait d'habitude. Jenny, quand elle fut assise, avait dans une de ses mains la main de Juliette et, dans l'autre, celle d'Alain. Ses larmes redoublèrent un peu ; et elle dit à tous les deux :

— Vous serez ma consolation.

Le curé sentit que l'on n'avait plus besoin de lui, s'excusa sur la nécessité où il était de prendre un peu de repos avant sa messe matinale, promit de revenir, de ne point abandonner la douleur et s'en alla. Mathieu le conduisit jusqu'au jardin.

Lorsque Mathieu rentra, Jenny avait à sa gauche Alain, Juliette à sa droite et presque en face d'elle. Et elle regardait doucement Juliette, comme si elle s'accoutumait à la voir et attendait que se refît leur familiarité. Ni Juliette ni Alain n'osaient lui parler et lui dire merci. Elle dit, d'une voix tremblante et néanmoins impérieuse :

— Il avait un grand génie et la bonté de son génie.

Elle se tut et bientôt reprit, parlant à son fils :

— Il rêvait de faire de toi un grand peintre ; il me l'avait promis : c'est ton maître et c'est ton meilleur ami, que tu as perdu.

Mathieu n'entendit pas cela sans être un peu effaré. Il songeait :

« Non, Jacques n'était pas le meilleur ami d'Alain. Pauvre Jenny ! elle va trop loin dans son erreur : et le petit va s'en apercevoir ! »

Les larmes d'Alain furent, à la surprise de Mathieu, un parfait consentement, que Jenny trouva tout naturel d'avoir obtenu.

Et elle dit à Juliette :

— Tu as été l'une de ses dernières joies. Il admirait et il aimait ta beauté.

Mathieu eut peur et se demanda s'il n'allait pas intervenir. Il songeait :

« Cela, oui ! Mais autant vaudrait ne point en parler... C'est vrai : ce ne l'est que trop ! Mais, du moment que Jenny en parle, et comme elle le dit, ce n'est plus vrai. »

Juliette répondit, avec un sourire modeste et une sincère tristesse :

— Il était trop bon pour moi.

Mathieu trembla, comme s'il voyait des mains charmantes jouer avec le feu, jongler avec des poignards empoisonnés ou taquiner la mort. Il lui semblait qu'un accident ne pouvait pas manquer d'arriver. Mais non ; les larmes de Jenny, le sourire de Juliette et l'assentiment d'Alain composaient un ensemble d'une harmonie artificielle, et non point un mensonge : une fiction, pour ainsi dire, moins fragile que la réalité.

Ensuite, Jenny recommença de parler de Jacques, de son génie et principalement de ses vertus. Elle dit :

— Sa mort est le premier chagrin qu'il me fait.

Et c'est une formule bien connue, d'un usage fréquent. Il y a, dans l'expression de la douleur, une liturgie constante, et qui est d'un grand secours. Elle vous dispense de l'effort inventif, dans le moment où il vous serait difficile de trouver les mots convenables. Puis, comme la liturgie religieuse, elle a un caractère de généralité qui vous épargne l'indiscrète recherche des particularités ; elle a une sorte de pudeur auguste : elle écarte le mort des contingences médiocres et le range une bonne fois dans l'immense et noble famille des morts. Le plus souvent, cette formule ne s'applique pas justement à ce défunt qu'elle célèbre : car il est rare que deux êtres aient vécu des années côte à côte, aient subi l'épreuve de la vie quotidienne et conjugale sans commettre la faute ou l'humble maladresse de se peiner mutuellement. Pour ce qui était de Jacques, Jenny ne pouvait dire avec justesse que sa mort fût le premier chagrin qu'il lui eût fait, à moins d'oublier l'abominable journée. Elle l'oubliait ; ou elle avait la bienveillante charité d'imaginer que toute la journée, depuis la querelle matinale et jusqu'au soir si orageux de luxure jalouse et d'infidélité, fût tout entière la journée de la mort, et que ses divers épisodes ne fussent que le drame de la mort, où

Jacques était le patient, non la cause. Elle faisait à Jacques ce cadeau d'ingénieuse mansuétude. Et Mathieu l'approuvait avec attendrissement.

Elle vantait la douceur de Jacques : et ce n'était point là qu'il avait été remarquable, au cours de sa vie ardente et violente. Il passait de l'enthousiasme à des colères qui, d'ailleurs, ne trahissaient pas une méchante nature ; mais il avait de la promptitude à ne supporter aucun déplaisir sans crier.

Elle vantait l'abnégation de Jacques et une aisance qu'il aurait eue à ne pas songer à lui-même. Ce n'était pas son caractère, où l'égoïsme se voyait en plein, non seulement l'égoïsme qui est la spontanéité humaine prise au dépourvu, mais un instinct de suprématie que son talent rendait acceptable dans la peinture, non dans le reste où son autorité semblait despotique.

Elle vantait en lui des qualités qu'il n'avait pas eues ni recherchées, qu'il aurait dédaignées comme indignes de lui et de son privilège : qualités moins notables que celles qui le signalaient ; qualités qui, rares cependant, n'ont pas un air de rareté. Elle lui affadissait son personnage et le réduisait à une espèce de banalité apparente. On ne voyait plus ce garçon fougueux, mauvais et beau, qui épanouissait dans la vie heureuse une exubérance peu délicate et qui avait de la fureur même à bien faire. Certains portraits, qu'on a trop obligeamment retouchés, vous détériorent ainsi une figure, lui ôtent ses singularités, son type et ne vous offrent que l'image d'un galant homme endimanché.

Mathieu songeait qu'à cette peinture, si l'on avait négligé de l'avertir, jamais il n'aurait reconnu Jacques : ce n'était plus personne. Il se disait aussi qu'un Jacques de ce genre, un si honnête et anodin bourgeois, Jenny ne l'eût pas aimé, Jenny ne l'eût pas préféré à lui Mathieu, qui, en fait de douceur indulgente, valait beaucoup mieux. En méditant de cette façon, Mathieu ne manquait point à la modestie : car il ne s'attribuait aucun génie, aucun des attraits qui avaient distingué Jacques. Il se trouvait, quant à lui, un homme assez ordinaire ; et, s'il éprouvait plus vivement le regret de n'avoir pas été choisi, c'est que Jenny louait, en celui qu'elle avait choisi, les plus simples vertus. Il écarta cette pensée

assez vite et, le plus vite qu'il lui fut possible, revint à ne plus faire un si grand cas de l'anecdote de sa vie.

On faisait, là-haut, la toilette du mort ; on l'arrangeait et, comme avait dit Jenny, on le rendait pareil à tous les morts. Pendant ce temps Jenny faisait la toilette du souvenir. Elle en retirait ce qui ne serait ni agréable ni commode à conserver. Elle apprêtait le souvenir de Jacques à durer sans accident.

Mathieu songeait que ces pratiques sont judicieuses et gouvernées par un très juste sentiment de décence et de chasteté mentale. Somme toute, il s'agit de mettre un voile sur la vérité ou de lui prêter un costume. C'est le travail de la civilité. Le véritable Jacques serait enseveli et retournerait à la terre : son corps allait à l'anéantissement. Son âme était affaire à Dieu. Son souvenir était affaire à ceux qui en auraient la garde pour le temps plus ou moins long de la survie.

La vérité en souffre. Mais, quoi ! laissera-t-on cette effrontée courir en ce monde et y promener le scandale de sa nudité? Mathieu se dit que les femmes, avec leur goût subtil et avec leur aptitude exquise à ne pas être les esclaves de la réalité, améliorent le monde, le corrigent, sont la grâce et la décence du monde.

Et lui-même Mathieu, avait-il vécu dans le cynisme de la vérité? Son amour de Jenny, le grand, le seul événement de son existence, ne l'avait-il pas joliment déguisé, afin de le rendre tolérable à Jenny et à lui surtout? Lors de sa passion la plus vive, il en avait su cacher ce qui pourtant y était bien, le désir et tout le tracas de la concupiscence. A peine se le rappelait-il ; et il parvenait au seuil de la tranquille vieillesse avec un sentiment qui était son ouvrage. C'est la civilité qui sauve l'humanité de l'infamie authentique et naturelle.

Un domestique entr'ouvrit la porte du salon : Jenny pouvait monter à la chambre où Jacques était un mort pareil à tous les morts.

Elle se leva. Elle avait plus de force. Alain et Mathieu voulurent l'accompagner. Mais elle refusa toute compagnie et supplia Juliette, Mathieu et Alain d'aller dormir.

— Mais vous, — répondit Mathieu, — ménagez-vous.

Elle répondit qu'on voyait bien qu'elle était parfaitement raisonnable, et qu'il fallait qu'elle agît à sa guise. Mathieu pourtant résolut de l'accompagner jusqu'à la chambre mortuaire et annonça qu'il se retirerait ensuite dans sa chambre, où il prendrait quelque repos.

XXVIII

Juliette et Alain sortirent du salon en même temps que Mathieu et Jenny. Et Juliette allait rentrer chez elle.

C'était le petit jour, avant le lever du soleil, quand il y a une clarté grise et que des lueurs vagues semblent se chercher les unes les autres pour se réunir en lumière.

Alain dit à Juliette :

— Je vais vous accompagner jusque chez vous.

Juliette répondit qu'il faisait jour, et qu'enfin ce n'était pas la peine.

Mais ils sortirent tous les deux. Il y avait dehors cette fraîcheur matinale qui est délicieuse. On dirait que la lourde chaleur de la veille, chargée de labeur et de fatigue, est abolie et que la nouvelle journée commence en état de pureté absolue. Il y avait au ciel un petit nombre d'étoiles près de s'éteindre comme, à pareille heure, s'éteignent aussi les lampes qui ont prolongé toute la nuit la veillée du soir. Un éveil d'oiseaux, le remuement des feuilles sous la brise et l'éparpillement des ombres, toutes choses préparaient, comme au premier matin du monde, l'épiphanie d'une journée analogue à la première journée du monde.

Il serait charmant de croire que l'on participe à cette nouveauté, que le passé est aboli et que l'on prélude à quelque félicité innocente. Mais il vous traîne, dans l'âme, la buée des précédents jours.

Alain et Juliette avaient, pour les encourager à la même illusion qui donne aux matins de l'été une pureté si parfaite, la jeunesse et l'amour. Mais un émoi singulier les retardait, rendait leur marche lente. Alain ne prit pas le bras de Juliette. Et qui les aurait vus, la veille au soir, après leur amoureuse promenade, rentrer tous les deux enlacés, puis ce matin che-

miner côte à côte presque intimidés d'être ensemble, eût soupçonné qu'un désaccord était survenu entre eux. Mais non, leur entente continuait.

Ce qui, sans les séparer, leur imposait une allure un peu différente, c'était le voisinage de la mort. On dit qu'elle excite l'amour; et c'est possible en certains cas monstrueux tels qu'en produisent les révolutions et les guerres : mais elle rend la tendresse pensive et plus rêveuse que bien exubérante.

Puis, Alain et Juliette, qui la veille au soir étaient livrés à l'imprudence amoureuse, Jenny venait de leur annoncer leurs fiançailles. Ce grand bonheur les enchantait et cependant les mettait en cérémonie. Comme le souffle du matin dispersait les nuées nocturnes, un sentiment presque virginal passait dans l'âme de Juliette. Si le même sentiment n'était pas tout à fait celui qu'Alain avait reçu directement, il le voyait en Juliette qu'il avait à cœur de suivre et d'imiter avec toute sa complaisance.

Ils firent ainsi, en silence, un peu de chemin.

Mais Alain se rapprocha de Juliette et lui dit :

— Nous sommes fiancés, Juliette !

Elle ne lui répondit que d'un regard et d'un sourire : et ce que dirent le regard et le sourire, les mots ne l'auraient pu rendre ; un baiser l'eût dit à l'excès.

Juliette prit la main du tremblant jeune homme ; et tous les deux, les bras ballants, cheminèrent, sages et doux. Leurs doigts n'osaient pas bouger ; et, quand leurs doigts étaient sur le point de se déprendre par hasard, ils se reprenaient d'une franche étreinte, sans autre caresse que celle qu'ils n'avaient pas à éviter.

Puis Alain dit à Juliette :

— Pourquoi me disiez-vous que vous ne deviez pas être ma femme?

— Te l'ai-je dit? — murmura-t-elle.

Et elle ne parut pas sûre de l'avoir dit.

— Oui. Vous me l'avez dit, l'autre soir. L'avez-vous oublié?

Avec un tremblement de tendresse, elle répondit :

— Si je l'ai oublié, ne t'en souviens pas !

ANDRÉ BEAUNIER

LA BATAILLE DE LA MARNE

VUE DU CÔTÉ ALLEMAND

La bataille de la Marne a toujours suscité en Allemagne un intérêt passionné. Depuis le jour de septembre 1914 où, s'adressant à son Kaiser, le Chef du Grand État-Major, von Moltke, s'écriait prophétiquement : « Sire, la guerre est perdue ! » bien des écrivains allemands se sont penchés sur le plan de la gigantesque rencontre et ont travaillé à discerner les causes profondes de cette défaite irréparable des armes allemandes. — Aujourd'hui encore, dans le nouveau Reich à façade républicaine, même après la décapitation du régime militariste, les publications qui traitent de la bataille de la Marne sont lues et commentées avidement.

Ainsi s'explique le succès d'un ouvrage qui a fait quelque bruit en Allemagne, *Die Marneschlacht 1914*, par le général Baumgarten-Crusius, livre intéressant dont l'analyse nous permettra de mettre sous les yeux du lecteur français l'aperçu d'une partie de la bataille vue du côté allemand.

***

L'auteur, qui signe général de brigade en disponibilité, a appartenu au début de la guerre à la IIIe Armée allemande

(général von Hausen) composée de corps saxons. Son livre se donne pour but de dissiper les légendes créées autour de cette armée et qui se ramènent à deux griefs principaux.

Si la masse d'aile gauche ennemie a pu échapper à l'encerclement sur la Sambre et la Meuse, la faute en est au commandement saxon, à la lenteur et à la mollesse de ses attaques. —La IIIe Armée a pareillement manqué de mordant au cours de la bataille de la Marne, et en particulier n'a pas aidé la IIe Armée assez efficacement.

« Pour détruire une légende inouïe, dit Baumgarten dans sa préface, pour sauver l'honneur de la IIIe Armée allemande et de ceux qui l'ont conduite, je dédie à mes compagnons d'armes la version authentique de la bataille de la Marne.

» Aujourd'hui que d'autres ouvrages sur le même sujet constituent un précédent, j'estime que le temps est venu de faire connaître enfin au peuple allemand la vérité sur cette bataille de géants qui s'est livrée dans les plaines de la Marne... Écrit en campagne à la plus grande époque de l'Allemagne, imprimé dans le mois de la paix honteuse. »

L'auteur a puisé aux sources de documents officiels : ordres reçus de l'O. H. L. [1], échanges journaliers de correspondances entre les armées voisines, soit par radios soit par officiers de liaison, enfin historiques des corps, qu'il a trouvés tenus à jour avec soin et concordant tous dans leurs récits, assure-t-il. En outre, il a recueilli dès 1915 de nombreux témoignages d'officiers ayant joué un rôle dans la bataille.

Tout d'abord, Baumgarten expose les grandes lignes du plan d'opérations initial allemand.

Ce plan avait pour auteur le général von Schlieffen, le prédécesseur de von Moltke au Grand État-Major : il tendait à lancer d'abord presque toutes les forces allemandes contre la France pour mettre celle-ci hors de cause en quelques semaines et se retourner ensuite contre la Russie, que l'on estimait incapable de mettre en ligne ses six millions de soldats exercés avant deux mois au moins.

D'après ces données on ne laissa sur la frontière orientale

1. *Oberste Heeres Leitung* : Commandement suprême de l'Armée. L'abréviation O. H. L. correspond à notre G. Q. G.

que quatre corps d'armée et une division de cavalerie. Tout le reste amené contre la France comprenait sept armées qui se concentraient, les cinq premières entre Aix-la-Chapelle et Trèves, savoir de la droite à la gauche : armées von Kluck, von Bülow, von Hausen, prince Albrecht de Wurtemberg, Kronprinz d'Allemagne ; entre Metz et les Vosges, la VIe Armée, prince Ruprecht de Bavière ; enfin dans la région de Strasbourg, la VIIe Armée, von Heeringen.

Pour l'exécution du plan on envisageait la marche en avant des cinq premières armées dans le terrain compris entre Verdun et la Hollande pour éviter la zone fortifiée Belfort-Verdun et l'enveloppement par la masse d'aile droite allemande des armées françaises de gauche dans un mouvement tournant à grande envergure. Sur le front des VIe et VIIe Armées, on gardait une attitude défensive mais avec l'intention de foncer ultérieurement sur la trouée de Charmes.

Le mouvement en avant commence le 18 août, et Baumgarten aborde immédiatement la question : à qui la faute si les forces d'aile gauche ennemie n'ont pas été anéanties ?

Selon lui, uniquement au commandement suprême, et tout son récit va tendre à le prouver.

D'après les instructions données au départ, les Ire et IIe Armées sous les ordres du général von Bülow devaient franchir le 20 août avec leurs avant-gardes la ligne ferrée Bruxelles-Namur et converser vers le sud, pendant que la IIIe Armée s'avancerait vers la Meuse entre Namur et Givet. Les IVe et Ve Armées conformeraient leurs mouvements à celui du centre et de l'aile marchante.

Le 20 août, l'O. H. L. envoie l'ordre suivant : « Il faut laisser aux Chefs des IIe et IIIe Armées *le soin de s'entendre* pour coordonner les deux attaques, celle de la IIe Armée contre l'ennemi à l'ouest de Namur, celle de la IIIe contre le front Namur-Givet. »

Dès la nuit suivante, Bülow exprime énergiquement à Hausen ses desiderata : « Pour agir de concert avec la IIe Armée, *il est à désirer vivement* que la IIIe Armée serre

sur la Meuse »; puis le 21 à 8 heures, cet autre dont la forme paraît quelque peu blessante à Hausen : « La IIe Armée a l'intention d'ouvrir à la IIIe le passage de la Meuse. »

Le 22 au soir, Bülow renouvelle ses instances auprès de Hausen : « *Il est urgent* que la IIIe Armée se porte rapidement en avant, l'aile droite sur Mettet. »

Le 23 août, la IIIe Armée attaque sur la Meuse qu'elle s'est donné pour mission de franchir entre Houx et Hastières.

Ce même jour, Hausen reçoit à 8 h. 45 un radio de l'O. H. L. *Celui-ci, qui n'est pas intervenu depuis le 20 au matin*, se décide à envoyer une directive d'ensemble.

« La IVe Armée est engagée sur le front Graide-Neufchâteau-Tintigny. L'aile gauche de la IIe Armée ouvrira aujourd'hui des passages de la Meuse entre Namur et Givet. Il est indiqué de faire passer la Meuse au sud de Givet aux troupes disponibles de la IIIe Armée pour couper la retraite de l'ennemi. »

Mais nulle part dans la journée du 23 août sauf avec quelques éléments du 19e Corps à Falmignoul, la IIIe Armée ne réussit à forcer le passage de la Meuse, ni à jeter un pont sur la rivière.

Baumgarten attribue cet échec non à la force de l'obstacle, ni à la valeur de la résistance ennemie, mais à l'intervention *d'innombrables* (*zahllose*) francs-tireurs comprenant la population entière des villages belges voisins.

Le 24 août, à 4 heures du matin, survient au Quartier Général de Hausen un officier de liaison de la IIe Armée, apportant de la part de Bülow la communication suivante : « Pour la continuation du mouvement de la IIe Armée ce matin, *il est absolument urgent* que la IIIe Armée soutienne la gauche de la IIe sur Mettet par une *offensive orientée est-ouest*. »

Cet appel plonge Hausen dans une grande perplexité.

Obligé de lier son action non seulement avec Bülow à sa droite mais avec la IVe Armée du prince de Wurtemberg à sa gauche, il estime d'après les renseignements qu'il possède sur l'ennemi qu'une marche dans la direction du sud-ouest semble promettre un plus beau résultat : couper la IVe Armée

française de la Ve. Mais d'autre part le général saxon craint qu'un échec de la IIe Armée n'amène le trouble dans la conversion générale vers le sud, idée maîtresse du commandement suprême. Il avise en conséquence Bülow : « Nous attaquons sur Mettet[1]. »

Le 24 au soir, la IIe Armée fait connaître qu'après un combat victorieux, elle a atteint la ligne Beaumont-Florennes et que le 25 elle reprendra sa marche en obliquant vers le sud-ouest. De son côté la IIIe Armée atteignait la ligne Romedenne, Rosée-Florennes où elle se reliait à l'armée Bülow.

Ici Baumgarten, jetant un coup d'œil d'ensemble sur ces opérations, poursuit le procès du commandement suprême allemand.

L'O. H. L. eut le tort de laisser la bride sur le cou aux IIe et IIIe Armées pour une action commune aussi délicate. En laissant aux exécutants *le soin de s'entendre*, il arriva ce qui devait arriver. Chacun des commandants d'armée a compté sur l'autre, soit pour lui ouvrir la voie, soit pour appuyer directement son mouvement, d'où hésitations, perte de temps, arrêts momentanés, fausses manœuvres. Les documents établissent qu'entre les deux chefs d'armée maints frottements se produisirent et qu'aux appels impérieux de Bülow la situation de la IIIe Armée ne permit pas toujours à Hausen de répondre.

Baumgarten critique durement cette carence du commandement suprême : pour lui il n'y a aucun doute que les armées d'aile gauche ennemie auraient pu être saisies entre les deux bras d'une pince : Ire et IIe Armées ligne Mons-Namur ; IIIe Armée ligne Givet-Rocroi, pince dont l'articulation eût été à Namur (Corps von Galwitz).

Mais il fallait une intervention énergique et directe du Commandement Suprême. Dès le 20 août, celui-ci aurait dû diriger la IIIe Armée entre Givet et Charleville. Or, c'est précisément le 20 août, au moment où les difficultés commencent, que la direction s'éclipse.

Sciemment ou inconsciemment, le Commandement Suprême a renoncé à détruire séparément les armées ennemies par

1. En direction est-ouest.

encerclement. — « J'ai la conviction, dit Baumgarten, qu'un *nouveau Cannes* [1] aurait pu être ménagé à l'aile gauche française. »

[Il semble bien que dans cette période la tâche de Hausen ait été en effet délicate. Alors que Bülow, réunissant sous son commandement les Ire et IIe Armées d'aile droite, n'avait à se préoccuper que de sa gauche, Hausen devait lier son action non seulement sur sa droite à la IIe Armée, mais à la IVe sur sa gauche. Encadré entre deux chefs, dont l'un, de tous les généraux prussiens, est le plus apprécié au G. Q. G., et dont l'autre est une tête princière, on conçoit que, faute de directives supérieures, Hausen se sente petit garçon vis-à-vis de tels voisins et qu'il fasse avec son armée de Saxons figure de parent pauvre.

Pour des opérations stratégiques d'une telle envergure et comportant entre autres difficultés le franchissement d'une rivière qui constitue un sérieux obstacle, il appartient précisément au Commandement Suprême de coordonner les efforts, d'en régler la direction et l'intensité, et de faciliter en la délimitant la tâche de chaque exécutant.]

Baumgarten étudie ensuite ce qu'il appelle l'entr'acte, la marche des armées allemandes depuis la Sambre et la Meuse jusqu'à la Marne.

Les directives données le 28 août par l'O. H. L. sont les suivantes :

« Les Français sont en pleine retraite en direction ouest et sud-ouest, donc sur Paris. En cours de route ils feront sans doute encore une résistance opiniâtre. Les nouvelles venant de France font connaître que l'on combat pour gagner du temps et immobiliser le plus possible de forces allemandes en vue de faciliter l'offensive russe. Il s'agit par une marche rapide sur Paris de ne laisser aucun répit à l'armée française, de lui interdire l'occupation de nouvelles positions et d'enlever au pays le plus possible de ressources militaires. » D'où les directions générales de marche données en conséquence :

1. La bataille de Cannes a toujours exercé une extraordinaire fascination sur l'esprit des milieux militaires allemands. (Voir plus loin l'expression *sur-Cannes* appliquée à la victoire remportée par Hindenburg à Tannenberg.)

Ire Armée sur la Basse-Seine, IIe sur Paris, IIIe sur Château-Thierry, IVe sur Épernay par Reims, Ve sur Châlons et Vitry-le-François, les VIe et VIIe conservant une mission défensive en Lorraine et Haute-Alsace.

Baumgarten souligne la retraite ordonnée et extrêmement habile (*aüszerst geschickt*) des armées françaises couvertes par de solides arrière-gardes et une artillerie de campagne nombreuse, puissante, très mobile, dont il reconnaît la supériorité. Il a l'impression que l'ennemi reculait bien par ordre et ne se sentait nullement vaincu.

Dans cette période, la IIIe armée se trouve constamment écartelée entre les appels à l'aide qui proviennent des IIe et IVe Armées ses voisines; en même temps, ballotté par les instructions de l'O. H. L., Hausen ne peut à aucun moment « travailler pour son compte ».

L'auteur prétend que la IVe Armée française trop longtemps attardée au sud de Sedan aurait dû être défaite et rejetée vers le sud-est par l'intervention de la IIIe Armée allemande, mais que celle-ci en fut empêchée par l'O. H. L. qui lui prescrivit de continuer la marche au sud. En tout cas la IIIe armée ne put engager aucun combat sérieux.

Le 31 août, les mouvements des IIIe et IVe Armées paraissent ralentis par suite de la répercussion qu'exerce sur leur marche offensive la résistance insurmontable (*unüberwindlich*) éprouvée par les forces allemandes de gauche devant Verdun, en face de la trouée de Charmes et devant Saint-Dié.

En outre, l'effet de toutes les contre-attaques françaises se fait vivement sentir. Dès que les commandants d'armée allemands se voient contraints au plus léger recul, ils réclament immédiatement le secours de leurs voisins; celui-ci est généralement accordé, mais au détriment des opérations d'ensemble, avec pour résultats des changements de direction, une perte de temps et un accroissement de fatigue pour les troupes sans profit appréciable.

Ici nouveaux reproches de Baumgarten au commandement suprême. Celui-ci a conservé sous sa direction le front russe et le front français, lourde tâche qui excède ses forces. Cette combinaison l'a amené à se maintenir dans le Luxembourg, beaucoup trop loin des champs de bataille de l'ouest, ne possé-

dant avec l'aile marchante de ses armées en France qu'une simple communication assez précaire par télégraphe sans fil.

En réalité, en dehors des directions initiales de marche, l'action de l'O. H. L. ne s'est pas fait sentir.

Le 2 septembre, la marche en avant continue. Faute de limites assignées aux zones d'action des III[e] et IV[e] Armées, des frottements se produisent entre des corps appartenant respectivement à chacune d'elles. — Le 3 septembre, l'O. H. L. fait connaître ses intentions. « Il s'agit de repousser les Français vers le sud-est de Paris. La I[re] Armée suivra en échelon la II[e] et continuera à couvrir le flanc. Il faut pousser la cavalerie devant Paris et détruire toutes les routes qui y conduisent. »

Ordre malencontreux, dit l'auteur, parce qu'il ne prêtait aucune attention ni aux unités de la 6[e] Armée française, apparue dès le 29 août devant Amiens, ni à la formation d'une Armée de Paris.

En exécution, la I[re] Armée continue sa marche vers le sud-est, en se couvrant seulement par un corps d'armée sur le bas Ourcq et se dirige avec ses quatre autres corps sur un large front contre le Grand-Morin, en se faisant précéder du corps de cavalerie von Marwitz.

Baumgarten rend de nouveau hommage à la retraite bien ordonnée des Français, signale l'extrême fatigue des troupes allemandes qui marchent et combattent depuis vingt jours, et les difficultés énormes du ravitaillement dont les colonnes sont demeurées très en arrière.

Le 5 septembre, ordre du Commandement Suprême *lourd de conséquences.*

« L'ennemi s'est dérobé au mouvement enveloppant des I[re] et II[e] Armées et avec des détachements est arrivé à s'appuyer sur Paris. Les comptes rendus permettent d'établir que l'ennemi a prélevé des troupes sur le front Toul-Belfort pour renforcer sa masse d'aile gauche. Il n'est donc plus possible de rejeter toute l'Armée française sur la frontière suisse en direction du sud-est. Il est beaucoup plus probable que l'ennemi, pour protéger sa capitale et menacer l'aile droite de nos armées, rassemble des forces importantes dans la région de Paris, d'où les ordres suivants :

« Les Ire et IIe Armées *resteront face au front est de Paris*, avec mission de s'opposer à toute entreprise offensive de l'ennemi.

» La IIIe Armée prendra pour direction générale de marche Troyes-Vandeuvres. Suivant la situation, elle pourra être amenée soit à soutenir les Ire et IIe Armées vers l'ouest, soit à prendre part au combat de l'aile gauche en direction du sud ou du sud-ouest.

» Les IVe et Ve Armées sont encore au contact d'un ennemi important : elles s'efforceront de pousser vers le sud-est. Par suite, le passage de la Moselle entre Toul et Épinal sera ouvert à la VIe Armée. Les VIe et VIIe Armées fixeront l'ennemi devant elles, puis attaqueront aussitôt que possible vers la Moselle entre Épinal et Toul. »

Quel abîme infranchissable, s'écrie Baumgarten, entre cet ordre du 5 septembre en ce qui concerne la Ire Armée et les objectifs que celle-ci a déjà atteints sur le Grand-Morin !

D'ailleurs, à la IIe Armée comme à la Ire, l'ordre arrive trop tard, il est inexécutable. Là encore l'O. H. L., trop loin des réalités du champ de bataille, ne dirige pas les événements, il les subit. — « La direction fait de plus en plus faillite, écrit l'auteur : le Destin suit son cours ! »

Ici se place la nouvelle des événements de Galicie. Malgré la victoire de Hindenburg à Tannenberg, ce sur-Cannes (*über-Cannoe*) de nos jours, la supériorité russe s'est révélée si énorme que le Haut Commandement doit reconnaître la nécessité de secourir sans délai les alliés autrichiens pour leur éviter une catastrophe, et cela au moment même où, sur la Marne, la décision est proche.

Le tableau de la situation à l'ouest était plus tragique encore.

Le 5 septembre, la 6e Armée française Maunoury se heurte soudainement au flanc droit de l'armée von Kluck, le IVe Corps de réserve. C'est la bataille de la Marne qui commence.

Avant d'aborder cette étude, ne nous laissons pas illusionner par le gain énorme de terrain, dit Baumgarten, et il conclut que déjà le plan allemand a échoué. Ce plan qui consistait à repousser l'Armée française vers le sud-est et à l'acculer à la frontière suisse n'a pu être réalisé malgré la supériorité

allemande à l'aile décisive : 46 divisions et 8 divisions de cavalerie contre 39 divisions ennemies et 4 divisions de cavalerie. L'anéantissement d'une grande partie des forces françaises aurait pu être obtenu tant par des manœuvres entre Sambre et Meuse que sur la Meuse de part et d'autre de Sedan.

Mais l'O. H. L. n'a pas manœuvré, il n'a pas coordonné l'action des armées, se contentant de les lancer droit devant elles à toute allure. Le plan est déjoué par l'attitude défensive très adroite de l'adversaire, et l'action de son artillerie puissamment efficace et extrêmement manœuvrière.

Le 5 septembre il n'y a plus à espérer la victoire allemande, mais l'heure du Commandement français va sonner.

La journée du 6 septembre est caractérisée par une forte résistance de l'ennemi dont les contre-attaques se font plus mordantes. C'est qu'en effet l'offensive générale ordonnée par Joffre a commencé le matin même.

La Ire Armée allemande se trouve tellement engagée sur le Grand-Morin entre Esternay et Provins qu'elle ne peut faire intervenir au secours de son IVe Corps de réserve gravement menacé par l'armée Maunoury sur l'Ourcq que, successivement, le 6 septembre au soir le IIe Corps, le 7 septembre le IVe Corps, et le 8 les IIIe et IXe Corps. Tous ces corps au contact avec les Anglais et la 5e Armée française sont rappelés vers le nord, von Kluck ne laissant devant l'ennemi que de faibles arrière-gardes et le corps de cavalerie von Marwitz.

La rupture du combat et le décrochage s'opèrent sans trop de difficultés.

Le IIe corps fait demi-tour le 6 septembre à midi sans que les Anglais en profitent. De même le IVe corps qui interrompt une offensive victorieuse sur le flanc gauche de la 5e Armée française et sur la droite anglaise.

Les IIIe et IXe Corps peuvent également se tirer d'affaire et entamer leur mouvement vers le nord.

Dès le 6 au soir, Kluck semble avoir paré au plus fort du danger qui menaçait son armée.

Mais à la IIe Armée la retraite des corps de Kluck va laisser l'aile droite de Bülow complètement en l'air.

Déjà au cours de la journée du 6, devant la menace des atta-

ques françaises, les corps de la Garde et le VIIIe Corps ont demandé directement l'aide de la IIIe Armée. Le soir à 21 h. 45, c'est Bülow lui-même qui réclame pour le lendemain l'appui de Hausen.

Or, l'O. H. L. n'apprend les mouvements de la Ire Armée vers le nord que quand ils se trouvent en voie d'exécution. Il semble, à l'estimation de Baumgarten, que Kluck, moins timoré, aurait pu laisser un de ses corps en liaison avec la droite de la IIe Armée : ici encore, se manifeste le manque d'action du Commandement suprême.

Cependant, dans la journée du 6, la IIIe Armée rencontre une violente résistance des Français sur tout le front. A la IVe Armée, les Allemands n'avancent que lentement et au prix des plus sanglants efforts ; à la Ve armée, succès très difficiles.

Le 7 septembre, Hausen reçoit l'avis des projets offensifs de l'ennemi, dont la réalisation se poursuit avec vigueur.

Ce même jour, à 4 heures du matin, bien qu'il ait déjà replié partiellement sa droite, Bülow décide néanmoins de continuer l'attaque par sa gauche avec l'appui de la IIe Armée. De son côté Hausen, pour répondre au pressant appel de son voisin, lui prête le XIIe Corps qui, avec des éléments de gauche de la IIe Armée, est constitué en détachement sous les ordres du général von Kirchbach.

Ce groupement forme ainsi liaison entre les IIe et IIIe Armées, bien que restant en principe sous les ordres de Hausen.

Dans cette journée du 7 la situation de Kluck s'est améliorée, la tentative d'enveloppement par l'aile gauche française a échoué. A la IIe Armée, combats très durs, sa gauche n'a pu que progresser péniblement en liaison avec la IIIe Armée.

Le soir, celle-ci elle-même a engagé toutes ses forces sans avance sensible ; afin de voir clair dans la situation et de soulager les armées voisines, Hausen décide néanmoins de poursuivre le lendemain l'attaque sur tout le front.

Aux IVe et Ve Armées, progrès très lents et très difficiles.

Le 8 septembre, l'armée Kluck a complètement repoussé l'attaque ennemie, la 5e Armée française s'est mise sur la défensive. Ce même jour l'O. H. L. annonce la formation

d'une nouvelle armée sous les ordres du général von Heeringen, elle doit se rassembler vers Saint-Quentin et marcher ensuite vers le sud, d'abord sur Laon.

De son côté, Bülow attaque dans la matinée, soutenu par le détachement Kirchbach et deux divisions saxonnes, mais dans l'après-midi la IIe Armée, ayant perdu toute liaison avec la Ire par suite du repli général de celle-ci, infléchit son aile droite en crochet défensif.

Cependant, le 8 au soir, Baumgarten estime que la situation était satisfaisante, le moral intact.

Le 9 septembre, la IIIe Armée a engagé le combat avec le reste de ses troupes disponibles et garde bon espoir, lorsque dans l'après-midi elle apprend par un radio que la Ire Armée bat en retraite, que la IIe Armée se replie, et qu'à son tour le détachement Kirchbach se met en marche vers le nord à 16 h. 30.

Baumgarten exprime sa vive indignation contre le mouvement de ce dernier *qui s'opère sans l'ordre de Hausen* : mais l'aile gauche de Bülow a entraîné le groupement de liaison Kirchbach. Dès lors, le reste de la IIIe Armée ne pouvait plus que suivre la direction générale de retraite.

Hausen se retire sans être gêné.

Que s'est-il passé à l'aile droite allemande?

Baumgarten en fait le récit d'après le Journal de marche de la Ire Armée.

Le 9 septembre, l'armée Kluck a tenu tout le jour, repoussant toutes les attaques et gardant pleine confiance lorsque arrive, à Mareuil-sur-Ourcq, un officier délégué de l'O. H. L., le lieutenant-colonel Hentsch, qui fait la communication suivante [1] :

« La situation générale n'est pas bonne, les Ve, VIe et VIIe Armées sont fixées entre Verdun et Épinal : la IIe Armée n'est pas en posture plus brillante, son repli derrière la Marne s'impose. A la droite de cette armée, *le VIIe Corps n'est pas*

1. Dans son récent ouvrage *Der Marsch auf Paris* le général von Kluck déclare que, momentanément absent de son quartier général, il n'assistait pas à cette entrevue. Il en exprime son mécontentement à l'égard du lieutenant-colonel Hentsch, auquel il reproche d'être reparti précipitamment sans chercher à voir le commandant de l'Armée lui-même.

en retraite mais en déroute, d'où la nécessité de marquer en arrière un bond limité, toutes les armées ensemble, la IIIe Armée au nord de Châlons, les IVe et Ve rejoignant Verdun par Clermont-en-Argonne.

» La Ire Armée doit par suite reculer en direction Soissons-Fère-en-Tardenois et s'il est nécessaire jusque sur Laon-la Fère. (Sur la carte du chef d'état-major, le général von Kuhl, le lieutenant-colonel Hentsch dessine au charbon la première ligne à atteindre, Crépy-en-Valois, la Ferté-Milon.) La marche en avant reprendra ensuite avec l'appui de la nouvelle armée en formation à Saint-Quentin. »

Le général von Kuhl en l'absence de Kluck fait observer qu'une rupture de combat dans ces conditions représente une opération très scabreuse, la Ire Armée étant non seulement engagée en pleine attaque, mais tout à fait sens dessus dessous et extrêmement fatiguée.

Le lieutenant-colonel Hentsch en convient mais déclare qu'il n'y a pas d'autre solution. Enfin pour couper court il fait entendre qu'il n'a pas d'explications à donner, que ce sont là les directives du Commandement suprême et qu'il a reçu « pleins pouvoirs » (*volle Vollmacht*).

Baumgarten mentionne que le sous-chef d'état-major de la Ire Armée, colonel von Bergmann, assistait à l'entretien, et il conclut :

« Le lieutenant-colonel Hentsch, homme calme et d'une rare capacité, qui a joué un rôle malheureux dans la grande tragédie, est mort aujourd'hui, non sans avoir laissé des mémoires sur ce qu'il a vu. Il appartiendra à l'État-Major prussien de faire avec impartialité la lumière sur les points restés obscurs de cette question. Il serait très pénible à tous les officiers qui ont servi sous le général von Bülow de considérer ce chef vaillant et distingué comme l'auteur de la retraite [1]. »

Le délégué de l'O. H. L. est en effet passé à la IIe Armée ce même jour, car dans l'après-midi, à 16 h. 50, Bülow

1. Dans son ouvrage *Bis zur Marne* 1914 le lieutenant général von Tappen, ex-chef de la section des opérations, adjoint à Moltke, conteste cette version. D'après lui, l'officier délégué n'avait en aucune façon reçu pleins pouvoirs pour donner des ordres au nom du Commandement Suprême. La mort de Hentsch ne permet plus de trancher la controverse.

rend compte par radio au commandement en chef : « *D'accord avec Hentsch,* la IIe Armée suspend l'attaque qui progressait lentement et gagne le nord de la Marne, l'aile droite sur Dormans. »

Suit le récit de la marche en retraite des Armées allemandes entre le 10 et le 16 septembre.

Le 16 septembre, le Commandement suprême faisait connaître que le lieutenant-général von Falkenhayn remplaçait éventuellement le général von Moltke. Effectivement celui-ci devait bientôt laisser la place par suite d'une grave maladie contre laquelle il avait lutté avec une force de volonté extraordinaire et qui devait en 1916 terrasser ce grand serviteur. « La volonté de son fidèle Empereur avait appelé à ce poste qui doit appartenir au plus méritant, l'homme distingué, lequel avait, à défaut des qualités exceptionnelles qui font les grands hommes de guerre, un nom vénéré dans l'Armée. En tout cas il n'était pas l'homme à réaliser la prodigieuse conception édifiée par le génie de von Schlieffen [1]. »

***

Enfin Baumgarten porte un jugement d'ensemble sur la bataille de la Marne.

La bataille a été perdue parce que le Commandement suprême l'a considérée comme perdue, qu'il a manqué d'énergie et de volonté. En réalité, dit l'auteur, sur cinq armées engagées, quatre et demie étaient victorieuses, et seule l'aile droite de la IIe Armée battue. Mais il a manqué à Bülow le caractère et la volonté de Foch, qui, se trouvant dans une situation bien plus critique, avait néanmoins prescrit l'offensive pour le 10.

Baumgarten estime que la situation de Bülow a influé principalement sur la décision suprême, et que l'O. H. L. eut la faiblesse de se laisser impressionner par les comptes rendus de ce général tenu en particulière estime.

1. Baumgarten ajoute qu'à la retraite de von Schlieffen les milieux militaires avaient espéré la nomination de Hindenburg comme Chef du Grand État-Major : le nom de Bülow avait été également mis en avant. « Ce qui explique peut-être, dit-il, l'influence prépondérante que ce chef réussit à avoir dans la bataille de la Marne : ce qui ne fut pas pour le bien général. »

Un seul corps d'armée de plus à la droite de la IIe Armée aurait permis de tenir le coup ; ce corps aurait dû être prélevé sur la Ire Armée qui pouvait s'en passer, mais seul le Commandement suprême était en mesure de prendre cette décision, et il ne le fit pas.

En tout état de cause, dit Baumgarten, trois corps d'armée de plus à l'aile offensive auraient assuré la victoire ; l'O. H. L. aurait pu les prélever sur les armées de gauche au lieu d'envoyer au contraire deux corps en Prusse orientale [1].

Mais la tâche de commander sur les deux fronts dépassait de beaucoup les forces du général von Moltke.

Cependant, tout bien pesé, poursuit l'auteur, les Allemands pouvaient-ils gagner la bataille de la Marne?

En raison de la situation des forces en présence, on ne pouvait espérer tout au plus, qu'un succès tactique, mais dépourvu de tout caractère décisif. Vu les fatigues immenses et les déchets énormes causés par une marche folle et sans répit depuis la zone lointaine de concentration, la force offensive de l'Armée allemande était épuisée. Un arrêt tôt ou tard, bon gré mal gré, s'imposait inévitablement. Il aurait fallu prendre un temps sur l'Aisne, laisser souffler les Armées, faire rejoindre les malades et les traînards et assurer l'arrivée des vivres et des munitions.

En pensant qu'il pourrait désagréger et mettre hors de cause les Armées françaises par une poursuite rapide, le Commandement suprême a sous-estimé l'adversaire. Du reste les arrière-gardes ennemies, pourvues d'une artillerie très puissante et manœuvrant supérieurement, ont toujours su tenir en échec les avant-gardes allemandes.

Enfin, la situation sur le front oriental s'opposait à l'emploi en France de forces suffisantes pour amener la décision. Les victoires de Hindenburg sur Rennenkampf n'ont pu que permettre au vainqueur de Tannenberg de se porter en soutien des Autrichiens en Pologne méridionale. Dès lors il ne restait plus assez de forces pour une offensive victorieuse dans l'ouest.

Il est hors de doute que la rupture prématurée de la bataille

1. Corps de réserve de la Garde et XIe Corps partis le 26 août pour la Prusse orientale.

de la Marne a modifié entièrement l'essence de cette guerre. En surexcitant au plus haut point l'enthousiasme du peuple français, *cette prétendue victoire* à décuplé les forces physiques et morales de ses armées.

Pour nous, Allemands, l'issue de cette bataille a anéanti la fière espérance qui depuis 1871 avait soutenu tous nos soldats dans leur labeur intense.

En fait, c'est de ce moment que la guerre mondiale a été perdue pour les Puissances centrales : tous les exploits des Armées allemandes pendant quatre ans n'y pouvaient rien changer.

On raconte que dans une séance du Comité de l'Armée du Reichstag, un des membres posa au représentant du Grand État-Major qui exposait le plan de guerre initial, la question suivante : « Et si le coup ne réussit pas, ou ne réussit qu'à moitié?

« Alors, aurait répliqué l'officier, *finis Germaniæ.* »

Ici Baumgarten adresse quelques reproches à la représentation populaire de l'Allemagne. Si les effectifs suffisants ont manqué pour faire front avantageusement à la fois contre les Français et contre les Russes, la faute en est au Reichstag qui n'a souscrit que parcimonieusement aux demandes du Grand État-Major. En 1913 en particulier, l'Assemblée refusa les crédits nécessaires à la formation de trois nouveaux corps d'armée. Or il a manqué précisément trois corps d'armée pour gagner la Marne.

Enfin Baumgarten (n'oublions pas que c'est un Saxon qui parle) se livre à des récriminations violentes contre l'État-Major prussien auquel incombait la préparation de la guerre, et dont la prévoyance se trouva en défaut par l'entrée en ligne dès le début d'armées russes puissantes et nombreuses alors qu'il escomptait un répit de deux mois au moins sur ce théâtre d'opérations. Sur ce point d'une importance capitale, le fameux plan Schlieffen, logique à son heure, n'était plus à jour en 1914.

Cette erreur d'appréciation aux conséquences fatales a été à la base de toute la bataille de la Marne. C'est la constatation de cette erreur qui dès les premières semaines de la guerre a rendu le commandement allemand inquiet, nerveux, hési-

tant, et l'a contraint, sans que les Armées françaises aient été mises hors de cause, à modifier le plan initial.

***

L'Armée allemande, déclare Baumgarten, n'en était pas moins très supérieure à l'adversaire comme commandement dans l'ensemble. Seule la direction suprême a été en défaut. Le général von Moltke n'était pas à la hauteur de son rôle écrasant, il ne possédait pas les dons nécessaires requis pour un tel poste que son nom lui avait valu. La défaite a été amenée non par les qualités supérieures de l'ennemi français, mais par la négligence d'un petit nombre d'hommes qui ne se trouvaient pas à leur place, là où le sort de la guerre se décidait. Il a manqué un Hindenburg sur le front occidental. « Ce n'est point notre faute, » disaient les soldats allemands à leurs officiers pendant la retraite.

Si le Commandement supérieur a été faible, les chefs subordonnés se sont montrés à la hauteur de leur tâche, les officiers de troupe en particulier, merveilleux conducteurs d'hommes en terrain varié. Quant au soldat allemand, par son instruction et son courage, il s'est révélé partout supérieur à n'importe quel ennemi. Ceci doit rester notre consolation pour l'avenir.

Et voici enfin la douloureuse conclusion de Baumgarten-Crusius :

« Le rapport français sur la bataille de la Marne dit : « L'opiniâtre volonté française a vaincu. »

» Ces mots sont pour nous une effroyable et honteuse vérité.

» La faiblesse de volonté de quelques hommes a coûté la victoire dans la bataille décisive.

» La faiblesse de volonté de toute une nation a préparé la ruine du membre le plus éminent de la famille des peuples.

» Cette faiblesse est-elle un malaise passager ou au contraire un vice de race que nous portons dans notre sang?

» L'avenir le montrera... sur la tombe d'un peuple disparu ou au jour du Jugement qui donnera au peuple allemand la place qui lui est due sur la terre ! »



L'histoire de la bataille de la Marne n'est pas encore écrite. Toutefois, en ce qui concerne le rôle et la valeur du Commandement allemand pendant ces grandes journées, on peut, dès aujourd'hui, se former un jugement.

Aux griefs articulés par Baumgarten contre l'O. H. L. — trop grande distance du champ de bataille, inertie, incohérence, manque de décision, — de récentes critiques viennent en effet donner une nouvelle force.

Dans son livre *Bis Zur Marne 1914*, le lieutenant-général von Tappen, ex-chef du Bureau des Opérations, adjoint à Molke, blâme lui-même l'éloignement trop considérable du Commandement Suprême. « On examina plusieurs fois, ajoute-t-il, l'éventualité du déplacement du Grand Quartier Général vers l'aile droite, mais des difficultés techniques non négligeables s'élevèrent, notamment le remaniement du réseau téléphonique ; *il existait également une certaine force d'inertie.* Finalement le transfert ne fut pas exécuté. »

Enfin l'un des grands premiers rôles de la bataille de la Marne, le général von Kluck, dans son récent ouvrage *Der Marsch auf Paris*, se plaint amèrement du manque de précision et d'esprit de suite des instructions de l'O. H. L., et lui reproche son ignorance de la situation générale de l'ennemi.

Ce même ouvrage éclaire d'un jour nouveau la fragilité de l'entente entre les commandants des armées allemandes : car si Baumgarten nous montre entre Hausen et Bülow des rapports singulièrement tendus, l'union semble avoir été plus précaire encore entre Bülow et Kluck.

Ces difficultés ressortent nettement du récit des événements fait par ce dernier.

Il semble que le Commandement Supérieur se soit efforcé constamment de tenir la balance égale entre ces deux grands chefs, l'un, von Kluck, anobli par le kaiser qui l'avait en particulière estime, l'autre, von Bülow, considéré par le Grand État-Major comme le meilleur général de l'Armée allemande. Et Moltke paraît n'avoir subordonné l'un à l'autre qu'avec hésitation.

Ainsi une Instruction du 17 août place « la Ire et la IIe

Armée sous les ordres du général von Bülow pour la marche au nord de la Meuse ».

Le 20 août, Bülow prescrit à Kluck de l'aider à investir Maubeuge. Kluck trouve fâcheuse cette décision qui lui enlève sa liberté de mouvement et il s'en plaint probablement à l'O. M. L.; car celui-ci, par un ordre du 22, lui confirme sa subordination à Bülow.

Ce dernier en profite pour demander avec une nouvelle insistance l'appui des corps de gauche de la Ire Armée. Mais Kluck n'obéit qu'à regret ; le 26 août il proteste à nouveau auprès de l'O. H. L. *contre les exigences de Bülow,* et réclame instamment son indépendance. Moltke cède enfin et la lui accorde le même jour.

Voici donc Kluck libre de faire cavalier seul. Adoptant aussitôt le principe de Napoléon : vitesse ! vitesse ! il infléchit en même temps son orientation au sud-ouest pour saisir l'aile gauche ennemie.

Dans cette direction où il s'enfonce de plus en plus, il va se trouver sans cesse en avance d'une forte journée de marche sur la IIe Armée; et la liaison entre les deux armées d'aile droite deviendra d'autant plus précaire que l'O. H. L. ne renseigne ni l'une ni l'autre sur les événements.

Le 30 août Kluck a seulement reçu de Bülow avis d'une « victoire éclatante » remportée par la IIe armée, puis le 2 septembre Bülow signale « l'ennemi en retraite au sud de la Marne dans un désordre complet ».

Mais Kluck se méfie des renseignements du voisin, car le 4 septembre, croyant, dit-il, « toutes les armées allemandes victorieuses et en marche », il interroge l'O. H. L. dans un radio où il décoche à Bülow un coup de patte non déguisé.

« La Ire Armée demande à être renseignée sur la situation des autres armées, dont à la suite de communications faisant connaître des victoires décisives, *elle a reçu à plusieurs reprises des demandes d'appui.* »

Jusqu'au 10 septembre, en pleine crise de la bataille de la Marne, le manque de liaison va s'accentuant entre Bülow et Kluck et le Commandement Suprême ne fait rien pour y parer.

Lorsque enfin ce jour-là, à 9 h. 30. Bülow désemparé expose dans un radio sa situation très difficile et demande instam-

ment des instructions, l'O. H. L. ne lui répond que quatre heures plus tard, à 13 h. 15, par un message qui apporte une solution simpliste.

« La Ire Armée est placée sous les ordres de la IIe Armée. » Signé *Moltke*.

Voici donc à nouveau Kluck subordonné à Bülow, mais trop tard ! et il faut souligner ce manque de clairvoyance du Commandement Suprême qui, précisément pendant cette période du 26 août au 9 septembre, où une coopération étroite entre les deux armées d'aile droite s'affirmait de plus en plus nécessaire, lâche la bride à l'impétueux Kluck, ce nouveau général Vorwärts.

Et pour parer à une situation gravement compromise, Moltke ne trouve que le plus médiocre des expédients : se décharger de la responsabilité concernant les masses d'aile droite. Il a d'ailleurs omis d'éclairer Bülow sur la situation de Kluck, car, sans perdre un instant, Bülow lance par radio un appel impérieux : « La Ire Armée m'est subordonnée. Où se trouve-t-elle? Quand la Ire Armée sera-t-elle en état de reprendre l'offensive? Réponse immédiate. »

La réponse de Kluck ne parvient qu'à 18 h. 10 : « Mon armée fortement épuisée est mise en désordre par cinq jours de combats ininterrompus et *par la retraite qui a été ordonnée*. Elle ne sera prête à reprendre l'offensive que le 12 au plus tôt. »

Mais à 14 heures un radio lancé par la station de T. S. F. de Cologne apporte à l'O. H. L. une fâcheuse nouvelle : « Une sortie d'Anvers dans la direction de Bruxelles et Louvain ainsi qu'un accident de chemin de fer à Mons retardent l'arrivée du XVe corps [1]. »

Dès lors à 17 h. 15 c'est le fameux ordre général de retraite que l'O. H. L. couvre du nom du Chef suprême des Armées allemandes, la décision fatidique :

« *Sa Majesté ordonne* : la IIe Armée se retirera derrière la Vesle, la Ire recevra instructions de la IIe, etc. »

L'heure de la défaite irréparable venait de sonner pour les armes allemandes.

1. Le 15e Corps d'armée allemand a été retiré du front de Lorraine vers le 8 septembre. On ne le signalera plus à nouveau que le 15 septembre sur l'Aisne, dans la région de Craonne.

Le 11 septembre au matin, le chef d'État-Major Général von Moltke quittait son Quartier Général de Luxembourg d'où il n'avait pas bougé depuis des semaines, pour se rendre compte personnellement de la situation. Il visitait successivement les quartiers généraux des Armées allemandes, la Ve à Varennes, la IIIe à Suippes où le général commandant l'armée et son chef d'État-Major s'étaient fait porter malades, la IVe à Courtisols, la IIe à Reims.

« Le soir, écrit von Tappen, le général von Moltke rentrait à Luxembourg gravement atteint. Sa santé déjà affaiblie n'avait pu faire face au surmenage physique et moral de cette journée. »

Ainsi au premier échec grave de ses armées, le commandant en chef allemand, à bout de forces, se sent écrasé, anéanti, « fini » comme on dit en terme de sport.

Contraste saisissant avec la robuste santé de Joffre et son parfait équilibre moral ! Après avoir supporté les coups les plus durs, grâce à son magnifique tempérament d' « encaisseur » — qu'on nous permette d'emprunter cette comparaison au noble art de la boxe — le grand chef français a su porter à l'heure voulue et appliquer au point sensible de son adversaire l'attaque de l'armée Maunoury par un magistral crochet du gauche.

Si la bataille de la Marne ne s'est pas terminée par un knock-out, elle fut une splendide « victoire aux points » à l'issue de laquelle l'ennemi épuisé se vit contraint de jeter l'éponge et d'abandonner le ring.



Les historiens de l'avenir qui se pencheront sur la carte de la bataille de la Marne s'efforceront de discerner dans cet événement formidable la part du Destin et la part des Hommes.

La part du Destin? — ce fut sans doute le 5 septembre le synchronisme fatidique de deux faits : d'une part la nouvelle des défaites autrichiennes en Galicie qui, au moment précis où la décision va se produire au sud de la Marne, jette le désarroi dans le Commandement Suprême allemand ; d'autre part, à cette même date, la réalisation du dispositif ennemi recherché,

espéré et guetté par Joffre, qui entrevoit ainsi la récompense de sa fermeté dans le revers et de sa longue patience dans la préparation de la bataille.

La part du Destin? sans doute ce fait extraordinaire que pendant six jours la Ire Armée allemande s'enfonce obstinément au sud-est, sans qu'un seul des agents ennemis dont fourmille le camp retranché de Paris vienne signaler à Kluck la présence sur son flanc droit de toute une armée française.

La part du Destin? ce fut peut-être cet incident de chemin de fer qui, le 10 septembre, retarde l'entrée en ligne du XVe Corps si anxieusement attendu par Moltke à l'heure la plus critique.

La part des Hommes?...

D'un côté la stratégie française, classique, recherchant la bataille mais ne la donnant qu'à son heure, stratégie qui coordonne et articule ses forces et déclenche son offensive au moment où les circonstances lui paraissent favorables : au service de cette stratégie des armées qui conservent leur cohésion malgré les pertes et les fatigues de quatorze jours de retraite coupés par des combats incessants, de vigoureuses contre-attaques maintenant l'ennemi en respect et permettant d'effectuer librement les mouvements prescrits ; pendant l'action, les chefs d'armée recevant constamment du Commandement supérieur des directives conformes à un plan de manœuvre, et s'y adaptant avec une discipline, une entente de la situation générale et un dévouement à la tâche commune absolus ; sous les ordres de ces chefs, des combattants héroïques au moral exalté par la reprise de la marche en avant et répondant avec la plus magnifique ardeur à tous les efforts qui leur sont demandés.

La part des Hommes? Ce fut du côté allemand : une stratégie mécanique qui dès le départ lance brutalement ses armées sur des directions fixées *a priori*, mais qui manque de la souplesse nécessaire pour tenir compte de la position des forces adverses et de leurs mouvements ; un Haut Commandement dépourvu d'initiative, s'en remettant aux subordonnés pour la solution des difficultés ; une pauvreté d'imagination qui en dehors de la marche en bataille ne lui inspire aucune idée de manœuvre et qui l'amène à imiter servilement mais

trop tard la conception adverse (formation d'une nouvelle armée le 8 septembre par prélèvement sur les forces d'aile gauche) ; les commandants d'armée fréquemment privés de directives ; d'où pour chacun d'eux la tendance à s'adresser au voisin, entre ces voisins discussions et désaccords qu'une intervention supérieure ne s'attache pas à régler : des soldats parfaitement entraînés et instruits, braves et disciplinés sans doute, mais ayant perdu la foi dans la victoire finale du jour où ils tournent le dos à la direction triomphale *Nach Paris* qu'on leur a montré comme une proie facile. Comme résultat, mises en œuvre par cette stratégie défaillante, des armées tiraillées en sens contraire et qui s'épuisent en efforts divergents.

La part des Hommes? Combien plus prépondérante elle apparaît encore, si l'on oppose le moral des deux grands chefs qui s'affrontent : Moltke hésitant, débile et chancelant, que nous avons vu s'effondrer au soir de la bataille; Joffre impavide, inébranlable, qu'une série de revers n'a su ni troubler, ni émouvoir.

En somme du côté allemand, la bataille laissée à l'initiative des exécutants n'est ni préparée, ni conduite par le commandement qui se laisse surprendre par la crise inopinément surgie, cependant que de l'autre côté un chef au cerveau lucide sait prendre au moment voulu la décision suprême et rester constamment le maître de l'heure.

***

Des lors, pour expliquer la grande défaite de la Marne, il ne restera plus aux historiens allemands que la ressource d'accuser le Fatum, suprême appel de tous les généraux vaincus.

« Le Destin suit son cours », s'écrie Baumgarten. Mais un autre homme de guerre, Ludendorff, n'a-t-il pas renié cette puissance mystérieuse, lorsqu'il a proclamé orgueilleusement :

« Il n'y a pas de Fatalité, il n'y a que la volonté des hommes forts. »

COMMANDANT HENRI CARRÉ

L'OBÉISSANT SERVITEUR

I

Clairette doit arriver tout à l'heure, par le train des Anglais, à la gare du Nord. Je vais aller la chercher, la conduire à son hôtel, puis la ramener auprès de ma mère pour le dîner.

J'ai toujours eu une peur affreuse de ces arrivées de Clairette, traînant derrière elle ses bagages, ses femmes de chambre et son grand maître d'hôtel qui sent le whiskey.

Je suis bien content de la revoir... mais je suis de mauvaise humeur chaque fois qu'il faut ainsi l'attendre à la gare...

Clairette, avec sa grâce douce et câline, représente un peu pour moi... la femme... la femme qui ne me fait pas souffrir... qui m'aime d'amitié... la grande sœur. Je l'appelle d'ailleurs ma sœur d'élection.

Aussi, nous prend-on souvent pour le frère et la sœur... quoique nous ne nous ressemblions pas du tout. A trente-quatre ans, après « douze années de vie commune avec un monsieur », comme elle dit, Clairette a encore l'air d'une jeune fille. Son regard est pur, et quand elle embrasse, elle porte la tête si fort en avant que son front vient vous donner un bon petit coup sec. Ce sont les baisers de l'amitié... Pour Harry, son mari, ses lèvres sont, sans doute, plus caressantes...

Nous nous connaissons depuis très longtemps. Il y a

quelques années, Clairette m'appelait tout bonnement : « Little boy », et croyait me faire plaisir en prenant un air sérieux pour me parler... puis le ton est devenu plus gai... et à présent, je suis « Deary », confident et chaperon, un bien pauvre Deary que l'on traite en esclave...

Bien qu'il soit interdit de sauter sur le quai avant l'arrêt complet du train, Clairette, au risque de se casser le cou, fait un bond hors du compartiment...

— Bonjour, Deary... Oh ! que je suis heureuse !

Puis, en femme qui connaît ses devoirs, elle me demande des nouvelles de toute ma famille et m'annonce avec emphase que le brave et digne Harry Herbert Light se porte à merveille et vient de gagner un match de criquet...

Nous nous dirigeons vers la sortie, lorsque mon amie s'arrête :

— Mon sac, — bégaie-t-elle, — mon petit sac en soie bleue que j'avais au poignet gauche... je l'ai perdu... Il contenait... tous... mes... bijoux !

Suspendu à l'un des boutons de la blouse de toile d'un honnête porteur lourdement chargé, le petit sac se balance mollement...

— Voyez-vous cette mallette? elle est bien précieuse : elle contient mes bottines, mes souliers, mes escarpins, mes cothurnes, mes mules...

— Oh, Clairette, que de choses pour un si petit pied...

Nous voici à l'hôtel. Mon amie enlève son chapeau, ébouriffe un peu ses cheveux, met ses mains sur mes épaules :

— Deary, Deary !

Et c'est comme si elle m'avait embrassé sur les deux joues.

II

Lorsque Clairette est à Paris, nous passons très souvent l'après-midi ensemble... Et je deviens le chevalier servant, le très humble et très obéissant serviteur de la plus extravagante créature...

Mais il me semble que Clairette, en ce moment, est plus grave, même plus soucieuse... et justement bien moins extravagante. Des lueurs fugitives, — un peu tristes, — glissent parfois au bord de ses paupières...

Je suis allé aujourd'hui, à deux heures, retrouver mon amie, qui m'avait bien recommandé d'être exact.

— Madame Light? — me dit le portier de l'hôtel, — une nouvelle arrivée, n'est-ce pas? Je crois qu'elle est sortie... Lift, conduisez monsieur à l'appartement numéro 6.

C'est Henriette, la femme de chambre française, respectable et grisonnante, qui me reçoit :

— Madame est partie tout de suite après déjeuner, — dit-elle, — mais elle prie monsieur de l'attendre.

— Dites, Henriette, vous qui êtes « tout le dévouement », et qui vivez auprès de madame depuis plusieurs années... ne la trouvez-vous pas un peu mélancolique à présent?

Henriette incline la tête pour me faire comprendre que je ne me suis pas trompé, mais, comme je prends un air interrogateur, elle s'esquive rapidement.

Dans le salon, à part le mobilier luxueux et banal de l'hôtel, il y a surtout des malles, des malles ouvertes qui laissent entrevoir des robes, des corsages, de la lingerie...

Mais il y a aussi Jessie, la petite femme de chambre... Elle est toute jeune, presque brune, avec des yeux verts... Elle est en train de vider un des larges coffres sur lesquels on peut lire : C. H. H. L. (Clairette Harry Herbert Light, tout simplement !)... Elle est tout échevelée, à force de se baisser... je vois son buste s'incliner, sa jupe se relever un peu en arrière... chaque fois qu'elle se redresse, elle tourne la tête et me regarde en souriant.

Je la soupçonne de s'amuser à bien me faire voir les dessous de Clairette, combinaisons, chemises, bas de soie, qu'elle déplie exprès, comme s'ils étaient chiffonnés par le voyage, afin de se rendre compte de l'effet produit sur moi par cette débauche de linon...

Elle est curieuse, cette petite Anglaise ! En s'en allant,

elle emporte un grand manteau de fourrure qui s'étaiait sur un fauteuil... je peux m'asseoir...

Il fait chaud... le parfum qui s'échappe des malles me grise un peu... je baisse les paupières... mes pensées deviennent floues, et...

Clairette me réveille en me chatouillant aimablement le nez avec une fleur...

— Eh bien, Deary, — dit-elle, — on dort en m'attendant. Pourtant vous ne ressemblez guère à la Belle au Bois dormant !

— C'est vrai, Clairette, mais par contre, on vous prendrait bien pour le Prince Charmant !

— Allons, paresseux... debout !

Puis elle m'annonce que nous allons sortir immédiatement et qu'elle va simplement changer de chapeau...

C'est une cérémonie silencieuse. Je n'ai pas le droit de parler. Clairette, ses longues épingles entre les dents, le visage crispé, semble souffrir... et perd toute expression.

Mon amie a environ vingt-cinq à trente chapeaux qui tous, absolument tous, ont la même forme. C'est toujours une petite toque campée à la diable qui dissimule la moitié de l'œil droit et découvre complètement la tempe gauche...

J'ai souvent demandé à Clairette pourquoi elle ne choisit pas des chapeaux de différentes formes. Elle m'a chaque fois répondu :

— Vous n'y entendez rien, mon pauvre Deary !

Ce qui est un mensonge...

— Voulez-vous : nous allons aller à pied !

Et elle m'entraîne. C'est un petit animal fringant que j'accompagne. Elle va, d'une allure régulière, droit devant elle, sans parler... Le vent s'oppose à ses pas... mais elle résiste. Sa jupe vient frapper sa jambe qui se porte en avant...

Comme elle ne daigne pas regarder autour d'elle, et comme elle est persuadée que tout doit s'arrêter et s'incliner sur son passage, elle manque — chaque fois que nous quittons le trottoir — de se faire écraser... mais rien ne l'émeut.

Nous arrivons dans une rue abritée... Clairette commence à bavarder... C'est une délicieuse bavarde... Elle ne « dit » pas,

elle n' « explique pas »... elle « conte » ! Le fait le plus banal devient une histoire...

Le hasard nous amène devant un immeuble réservé, pendant la saison parisienne, à des expositions de peinture...

— Oh ! Deary, be sweet, emmenez-moi voir quelques tableaux...

Clairette a une façon toute particulière de visiter une galerie. Elle va d'abord se placer au milieu de la salle, pivote deux ou trois fois sur elle-même, puis fonce brusquement vers un coin de la cimaise. Alors, comme si elle craignait d'être contredite :

— J'aime cela ! — affirme-t-elle avec toute l'autorité dont elle est capable.

« Cela », en général, est une toile aux couleurs crues, largement brossée, où l'on découvre de la force et de l'air. Clairette a me, en peinture, ce qui est brutal, ce qui la cingle...

Je la laisse aller et venir, faire ses réflexions à haute voix, reculer de quelques pas, avancer, cligner des yeux...

Au bout de quelques instants, elle me dit :

— Allons-nous en, il fait trop chaud... je vais avoir mal à la tête...

— Oh ! Clairette... Vous voilà bien nerveuse... Je ne vous savais pas si capricieuse : nous ne sommes ici que depuis quelques minutes et vous voulez partir?...

Elle me regarde fixement... je crois qu'elle va parler... non, elle hésite... et elle décide simplement :

— Venez...

Dans la rue, à quelques pas de nous, un mendiant, aveugle aux cheveux blancs, vient de glisser et de tomber. Clairette se précipite, aide le bonhomme à se relever et lui offre le bras...

— En route, Deary, — ordonne-t-elle...

Notre cortège fait sourire. Cette jeune femme élégante qui vient de secourir un malheureux est très sympathique... mais moi, qui les suis avec la sébile et le bâton, de quoi ai-je l'air? Derrière, le chien boitille... pauvre toutou miteux et frileux... Je m'étonne que Clairette ne l'ait pas encore embrassé...

Et je prévois très bien ce qui va se passer : nous allons nous arrêter chez le pâtissier le plus voisin... Le pauvre homme va être condamné à avaler des gâteaux, des sandwichs et du porto... puis Clairette le fera monter en voiture et le mènera tout droit vers le pont des Arts... Car c'est là seulement, qu'à son sens, un vieil aveugle peut dignement implorer la pitié de ses contemporains.

III

Depuis un bon moment, nous n'avons pas parlé. Je viens d'achever le chapitre commencé et je griffonne quelques notes sur un carnet. Ce roman anglais est vraiment plein de charme, et je suis reconnaissant à Clairette de me l'avoir fait connaître.

En levant les yeux, je vois ma collaboratrice au travail : nous avons entrepris de traduire ces quelques pages et nous essayons de ne pas trahir la pensée de l'auteur.

Mon amie est assise en face de moi. Sa tête est penchée. Elle écrit lentement. Quand « ça ne va pas tout seul », elle pousse un soupir et tape une ou deux fois du pied...

Malgré le beau temps, elle a voulu du feu dans la cheminée... du feu de bois... parce que c'est gai... Allons, voilà une journée comme je les aime...

— Dis donc, mon vieux !

Je la regarde, surpris. Elle part d'un fou rire...

— Oh! que c'est drôle, Deary, je vous ai tutoyé !

Cette erreur l'amuse sans doute au plus haut point, car à plusieurs reprises elle me dit sournoisement :

— C'est drôle, n'est-ce pas?

Elle pourrait très bien me tutoyer. Notre vieille affection nous y autorise tout à fait ! Mais il me plaît assez que — dans notre intimité — le « vous » soit, en quelque sorte, un peu de cérémonie...

Clairette se plaint de n'avoir pas reçu de lettre de Harry aujourd'hui.

Brave Harry ! Il est aussi différent que possible de sa femme Ses gestes sont gauches. Il ne sait que faire de son corps très grand, très maigre, qui n'en finit plus, de ses longues jambes et de ses longs bras.

Il est timide. Il est naïf. Il est bon. Il ne comprend pas toujours très bien les choses les plus simples, mais il finit en général par comprendre simplement les choses compliquées. Il est un peu fier, mais sait demeurer cordial. Et lorsque, dans la rue, il donne deux sous à une vieille mendiante, il n'omet jamais de la saluer gravement après lui avoir fait l'aumône.

Il apprécie le calme, l'ordre, la méthode. Il est de ces gens qui n'admettent pas que la cendre d'une cigarette s'envole : la cendre d'une cigarette ne doit tomber que dans un cendrier.

Clairette, qui entre en coup de vent, parle, rit, chante et se moque, est adorée de ce mari britannique et raisonnable.

Parfois, lorsqu'elle mérite absolument d'être battue, je vois Harry serrer les poings un moment. Ce geste lui suffit d'ailleurs amplement pour mesurer toute sa force dont il rougirait de se servir. Alors sur son visage apparaît une expression navrée (celle du marin résigné au naufrage ou du déménageur qui, après avoir monté quatre étages, laisse dégringoler la malle qu'il portait), — et il murmure à bout d'espoir : « Oh ! Clary, je crois que vous me ferez mourir ! »

Vraiment, Clairette semble très contrariée de n'avoir pas reçu de lettre de son mari... Elle prend un air simplement boudeur, mais je la devine décontenancée, peut-être même soucieuse... Allons... à plusieurs reprises déjà, ces jours derniers, j'ai trouvé mon amie nerveuse, irritable... Y aurait-il une brouille de ménage?... Un de ces graves différends conjugaux, qui ne durent en général, entre Clairette et Harry, que cinq minutes, se prolongerait-il?... Ce serait vraiment bête... et pitoyable.

— Ah ! — dit Clairette, — je m'en vais... Il faut encore que je passe chez ma lingère... j'ai pas mal de choses à commander... Figurez-vous que je n'ai plus rien à mettre sous ma robe !

Comme je souris, elle devient toute rose, et, pudique :

— Oh! Deary, je vous parle toujours comme si vous étiez ma sœur !

IV

Il faut faire raconter à Clairette un voyage qu'elle a fait, il y a quelques années, en Italie...

Clairette a la passion des voyages. Elle est « de nature aventurière », comme elle dit. La vie d'hôtel, l'intrusion dans les pays qu'elle ignore l'enchantent... Ses impressions sont nombreuses et touffues. Mais elle est sensible au spectacle d'œuvres d'art...

Lorsque je veux la faire enrager, je lui parle de Naples...

— « Voir Naples et mourir ! », — s'écrie-t-elle. — Quel est l'imbécile qui a trouvé cela? On peut la regarder pendant des heures et des heures, c'est toujours l'insipide affiche du P.-L.-M. que l'on a sous les yeux ! Avec ce vieux blagueur de Vésuve qui laisse s'exhaler, comme à regret, le peu de fumée qu'il a dans le ventre ! Et allez vous promener dans les rues : chaque fenêtre de chaque maison laisse pendre un linge malpropre. Le soleil tape sur tout cela, sous prétexte d'aviver les couleurs !

Je l'interromps :

— Et le musée secret, Clairette?

Elle avoue chastement :

— Je ne l'ai pas visité, Deary.

Il y a du regret dans sa voix.

Elle est restée assez longtemps à Rome... C'est la ville antique qu'elle préfère... Elle aime aussi la campagne et me parle souvent de ses promenades — pèlerinages plutôt — au tombeau de Cœcilia Metella...

Mais je crois que c'est à Venise qu'elle a laissé un peu de son cœur. J'ai idée qu'à Venise, Clairette et Harry furent vraiment des amants. Ils en parlent tous deux avec vénération...

— Il faut aimer Venise, comme on aime une femme ! — déclare mon amie...

Les rues étroites où le bruit des pas des promeneurs s'entend à peine... le calme... le silence... les gondoles glissant sur le canal... le cri étrange des rameurs... tous ces palais aux marches de marbre... l'ont séduite entièrement...

Seulement, il y a la note comique :

Clairette, arrivant pour la première fois sur la place Saint-Marc :

— Oh ! — s'écria-t-elle toute désappointée, — moi qui la croyais ronde !

V

Comme je viens de prononcer quelques phrases, un peu moqueuses, mais très inoffensives à propos de l'adultère, Clairette fond en larmes :

— Oh ! Deary, cher vieux Deary, mon petit Deary... j'ai tant de peine, si vous saviez... voilà bientôt dix jours que je crâne... que je fais tout au monde pour vous cacher mon angoisse... mais ce n'est plus possible...

Et elle ajoute, entre deux sanglots :

— J'ai un grand chagrin profond d'amour !

Je ne m'étais donc pas trompé... Clairette était réellement soucieuse ces temps derniers... et il y a une raison ! J'avoue que cela m'étonne un peu qu'un état d'âme de mon amie soit provoqué par un fait et que, pour la première fois peut-être de sa vie, elle puisse ne pas être joyeuse ou triste, comme toujours... sans raison !

— Parlez, Clairette, ayez confiance... ne vous défiez pas de votre vieux camarade qui vous aime beaucoup... c'est si pénible de ne pouvoir se confier à personne... d'être obligé de se « verrouiller ». Je vous en prie, oubliez ce vilain mot : défiance, et laissez-vous aller...

— Oh ! Deary... vous savez... Harry... mon « vieux caniche de mari », comme vous l'appelez... eh bien, j'ai peur... j'ai affreusement peur qu'il ne soit plus un vieux caniche fidèle !

— J'ai peine à croire, Clairette...

— Si, si... je vous assure : il s'est mis à flirter comme un jeune homme... avec une petite bonne femme de nos amies... qui est bien plus jolie que moi... parce que moi, je suis laide... n'est-ce pas?... je n'ai pas un profil régulier !

Je ne puis m'empêcher de sourire...

— Ne vous moquez pas, — continue Clairette, — je vous assure que tous les deux ils me narguent... Mais oui... je sens qu'ils s'entendent bien... qu'ils se comprennent... ils parlent très vite et très longtemps...

— En ce cas, rassurez-vous, Clairette... S'ils parlent beaucoup et longtemps, ce n'est pas dangereux !

— Oh ! si, parce que moi, au fond, je ne suis jamais qu'une étrangère... Tandis que cette petite est de la même race que Harry et cela fait beaucoup. Tenez : l'autre jour, il m'a dit qu'elle au moins, elle parlait l'anglais sans accent... ce n'est pas sorcier... elle n'a jamais quitté Londres !

Et Clairette pleure... de toutes ses forces... en serrant ses poings sur ses yeux et en répétant lamentablement entre deux hoquets :

— Elle parle l'anglais sans accent... elle parle l'anglais sans accent !

Mais vite, elle reprend son sang-froid. Alors son front se plisse, têtu. Sa bouche se tord, un peu durement. Et elle commence à discourir d'une façon moins décousue.

Ce qui s'est passé est fort simple : elle s'est aperçue d'un flirt, elle s'est imaginé surprendre un baiser, elle croit à une liaison.

Sur le moment, elle a hésité entre trois solutions : scandale, ignorance voulue ou départ rapide pour la France...

Je m'étonne qu'elle soit venue, je ne comprends pas qu'elle n'ait point préféré combattre... elle aime le bruit, la lutte, le tapage, et, plutôt que de laisser son mari faire la cour à une autre femme à quelques pas d'elle dans un salon, pourquoi n'a-t-elle pas engagé crânement les hostilités? C'était si facile pour elle, avec ses allures de garçon manqué ou d'enfant gâtée ! Elle aurait eu tout le monde pour elle ! Et Harry n'aurait pas résisté à la peur de se voir malmener, à la crainte de faire quelque chagrin à sa terrible et adorée Clary.

Alors? pourquoi donc mon amie a-t-elle fui devant le danger, emportant son chagrin parmi ses dix-huit malles?...

Je m'étais souvent demandé quelle conduite tiendrait Clairette en pareille occurrence. Voici que nous nous trouvons en face de l'événement et qu'à ma grande stupeur, mon amie se conduit avec lâcheté. Je ne dirai pas que Clairette baisse dans mon estime, mais elle me déconcerte. Et je ne sais que lui dire. Comment, elle consent à ne pas se défendre? à être faible et maladroite?... Car, enfin, ou Harry ignore la raison de son voyage et alors, resté seul, il se sentira encore plus attiré vers son aguichante compatriote, — ou il comprend la cause de cette retraite... et alors, n'est-ce pas la victoire de l'intruse ratifiée par sa femme elle-même? N'a-t-il pas tous les droits en ce cas d'aller vers l'aventure?

J'interroge Clairette. Je la pousse jusque dans ses derniers retranchements... et elle finit par m'avouer, tête basse :

— Voilà... j'ai éprouvé (et je ressens encore) une impression physique... c'est terrible, n'est-ce pas?... mais il faut bien que je dise le mot... c'est de la répulsion! Je vous jure, Deary — n'est-ce pas — j'aurais cru qu'en pareil cas je me serais montrée jalouse comme une lionne. J'étais décidée à ne pas abandonner mon bonheur à la première voleuse venue! mais que voulez-vous — je n'y peux rien — j'ai compris que tout sentiment se brisait en moi pour ne faire place qu'à une espèce de sensation physique. Je sais que j'ai toujours l'affection de Harry et je ne suis pas jalouse du caprice qu'il subit en ce moment. C'est étrange! je m'en étonne moi-même. Seulement, il a serré le bras de cette petite, une fois — et après pendant une heure je n'ai pu cesser de regarder la main de Harry de peur qu'elle vînt me toucher. Je suis certaine qu'ils se sont embrassés... Et plus jamais je ne pourrai tolérer que les lèvres de Harry viennent se poser sur moi! que voulez-vous, je suis dégoûtée... dégoûtée, c'est le vrai mot... Oui, Harry, mon Harry qui n'appartenait qu'à moi, je le considère comme souillé, et comme impur pour toujours, parce qu'il s'est penché pour boire à une coupe étrangère... Ce n'est pas lâcheté, ni orgueil, Deary... c'est répulsion... Vous voyez, c'est très grave... malheureusement...

Elle ne dit plus un mot. Je respecte le silence de mon amie

jusqu'au moment où elle se redresse, où elle pose sa main sur mon bras. Sans doute vient-elle de prendre une décision, j'écoute avec un peu d'anxiété... et j'entends cette phrase prononcée le plus sérieusement du monde :

— Est-ce qu'il va pleuvoir, aujourd'hui?

Puis elle ajoute, absolument sur le même ton :

— Ne me parlez plus du tout de mon mari, n'est-ce pas? je ne veux plus jamais le revoir.

VI

« Ne me parlez plus du tout de mon mari! » Comme elle y va...

Et Harry, le flegmatique et lent Harry, que fait-il? que devient-il? Pourquoi n'est-il pas là? pourquoi ne m'a-t-il pas écrit... et pourquoi ne s'inquiète-t-il pas de n'avoir reçu aucune lettre de sa femme?

Serait-il vraiment coupable? Ce doute me permet de me mêler résolument de ce qui ne me regarde pas :

« Mon cher Harry,

» Il est tard. Sur ma table, ma lampe éclaire les quelques objets qui me sont familiers. Voici la petite photographie qui vous représente en lieutenant d'infanterie... Elle me rappelle qu'en septembre 1916, votre régiment à l'extrême droite de l'armée britannique, et mon régiment, à l'extrême gauche de l'armée française, se sont emparés, ensemble, de quelques villages dans la Somme... Beaux souvenirs, n'est-ce pas?

» J'ai aussi, près de moi, ce petit volume de Shakespeare sur la première page duquel vous avez écrit votre nom à côté de celui de Clairette...

» Et je songe... et je me sens très près de vous, ce soir, Je ne puis m'empêcher de venir vous parler...

» Harry... j'ai quelque chose de sérieux à vous dire...

» Qu'avez-vous fait à Clairette? Que s'est-il passé? Est-il vrai que vous vous soyez mis, comme elle le prétend et

comme j'ai peine à le croire, à flirter d'une façon outrageuse? Est-il vrai que votre Clary soit délaissée? Est-il vrai que vous puissiez être infidèle?

» J'aime mieux tout vous raconter, franchement : votre femme, Harry, votre compagne, votre bon petit diable, a du chagrin à cause de vous... pour la première fois, depuis votre mariage, elle doute de son bonheur. Et je me permets de vous écrire cette lettre... et de vous crier : « Prenez garde, old friend. »

» Oui, Clairette a de la peine. Oh ! je sais bien : notre Clairette a un petit cœur de moineau, une toute petite cervelle... elle sautille... et sans doute, en ce moment, se précipite-t-elle dans l'amertume, comme elle bondit, tête baissée, dans chaque aventure... Sa peine est puérile... et quand vous serez là, tendre et rassurant, elle oubliera « tout » instantanément...

» Mais vraiment, Harry, je le crois... il faut tout de même que vous veniez. Voyez-vous, Clairette, avec son petit air têtu, subit toutes les influences. Mais sa foi en vous n'avait jamais été ébranlée : il ne faut pas que son inquiétude se prolonge.

» Et puis, vous courez un danger, croyez-moi. Clairette est très pudique. Sa tendresse est faite d'une foule de petites émotions délicates, qu'elle a placées les unes à la suite des autres. Elle est très fière de la « propreté » du sentiment qui vous unit... mais aussi très facilement... la pensée de votre adultère — si vraiment il y a trahison, ce dont je puis douter, n'est-ce pas? — pourrait... comment dirais-je... salir et profaner votre amour. Faites attention : pas de bêtises, Harry !

» Comprenez-vous? Il est probable que je prends le désespoir de mon amie un peu trop au tragique... Mais il vous est si facile de venir auprès de nous, pendant quelques jours... de vous rendre compte... et de tout réparer... Allons, Harry, arrivez-nous, souriant et très bon... Ajustez votre monocle irrésistible... et déclarez péremptoirement :

» — Hallo, Clary? Here we are... »

» Je ne vous assure pas que cette phrase, qui ne contient pas le moindre développement psychologique, sera ample-

ment suffisante... mais ce sera toujours un début de conversation et il ne tiendra qu'à vous de remporter la victoire ! »

. . . .

VII

Harry pénètre dans mon cabinet de travail. Sa haute taille s'incline : accolade...

Nous nous asseyons l'un près de l'autre. Harry a les traits tirés et les yeux battus d'un « monsieur » qui n'a certainement pas dormi de toute la nuit. Et comme je lui demande la raison de sa mauvaise mine, il me répond que Clairette a formellement refusé de le recevoir et qu'il a dû (comble du ridicule), dans le même hôtel que sa femme, se faire préparer un autre appartement...

Il fait effort pour conserver tout son calme, mais le bout de son pied exécute sans discontinuer un rapide mouvement de va-et-vient, ses doigts tambourinent sur ma table comme sur le clavier d'un piano...

Harry me déclare que la situation lui paraît embrouillée. Il m'annonce qu'il a reçu ma lettre, il la tire de la poche et me la montre. Puis il veut que je lui raconte tout ce qui s'est passé... et s'effare qu'en guise de réponse je lui pose absolument la même question.

Ses explications sont confuses. Bien entendu, il se proclame innocent... les coupables sont Clairette d'abord, qui n'a pas confiance en lui... et la jeune amie britannique qui s'est montrée beaucoup trop familière... Avec une naïveté presque émouvante il me raconte que, n'est-ce pas, il était « pris entre deux flammes »... et qu'il s'est brûlé et qu'il est à plaindre... mais que si vraiment il a échangé avec la rivale quelques caresses sans importance (Harry parlant de caresses sans importance, c'est à pouffer de rire), il est prêt à jurer sur tous les Saints de la Grande Bretagne que l'acte de chair (et en disant « l'acte de chair » il fait une belle grimace, digne d'un solitaire du désert) n'a pas été consommé.

Brutalement, je lui fais observer que les petites satisfactions qu'il s'est offertes en dehors de sa vie conjugale n'au-

ront sans doute servi qu'à briser son bonheur. Il blêmit, il s'effondre, il me supplie d'intervenir... puis il se recroqueville sur lui-même... son visage se contracte... il sanglote...

— Allons, Harry... pas de lâcheté, pas de faiblesse veule... vous avez fait une bêtise... vous la payez... c'est normal! A présent, par exemple, il faut essayer de tout arranger... Mais ce n'est pas, je vous assure, avec des larmes, avec une « inondation » que vous arriverez à un résultat... Il faut plutôt chercher le moyen de faire comprendre à...

— Mais elle n'admettra aucune explication... Rien! rien du tout... Vous savez bien que lorsque ma femme ne veut pas comprendre, c'est pis que si elle était bête... Oh Deary, I am so misérable... You don't know how sad and downhearted I am!

Les mots anglais et français alternent sur ses lèvres. Ils forment une comique et touchante prière... Ils me supplient d'aller trouver Clairette, d'être un adroit ambassadeur... et de rapporter au plus vite un « pardon » plein de miséricorde!

Cela ne va pas être commode et je m'attends à trouver dans l'attitude de mon amie cette petite « résolution » glaciale que je lui connais... et dont il est impossible, absolument, de venir à bout. Le même entêtement qui l'incite à « adorer » un chapeau ridicule va l'empêcher, j'en suis certain, de céder à sa raison... pour écouter, à son bon cœur... pour faire grâce...

Enfin, nous allons voir.

Et je saute dans l'auto de Harry... qui me mène vers l'hôtel où le couple désuni habite, l'une au premier étage, un bel appartement sur le boulevard et l'autre (pauvre Harry Herbert Light), une simple chambre, au cinquième... sur la cour...

— Répondez quelque chose au moins, Clairette...

— Votre démarche me déplaît horriblement, Deary...

Et c'est à nouveau le silence. Mon amie n'ose pas me regarder en face. Elle déchire son mouchoir à petits coups

de dents... Je sens que je ne tirerai rien de cette jeune obstinée butée qui ne sait que me dire :

— Mon affection pour Harry n'a pas changé, mais il a pris une autre femme dans ses bras, je ne veux plus qu'il m'embrasse...

— Clairette, vous me faites de la peine. Réfléchissez. Si je viens plaider la cause de Harry, — moi qui vous considère comme ma grande sœur, — c'est que véritablement je ne le juge pas très coupable... C'est que j'estime que vous ne devez pas être sans pitié... C'est que...

— C'est que vous vous soutenez toujours entre hommes ! — réplique-t-elle avec mauvaise humeur.

— C'est que mon devoir est de vous rappeler, Clairette, combien vous avez toujours rudoyé, effaré, éberlué votre mari... Vous avez passé votre vie à le faire tourner de gauche à droite, de droite à gauche, à lui faire supporter tous vos caprices et exaucer tous vos désirs... à le prendre pour un bonhomme inoffensif et dont on est absolument sûr... dont on est déplorablement sûr...

— J'aime « déplorablement », — interrompt-elle avec une ironie amère.

— N'avez-vous pas un peu de fierté, au fond, Clairette... qu'une autre femme ait cherché à vous ravir votre mari?

— Aurais-je dû pour le rendre fier me laisser courtiser par tous les joueurs de criquet de son club?

— Non, Clairette, mais...

— Mais c'est assez, Deary... ne parlons plus de tout cela !

... Et de nouveau le silence tombe... Clairette se remet à mordiller son mouchoir. Je suis très sincèrement dépité et désolé (un peu penaud aussi), de l'insuccès de ma tentative... J'évoque Harry que j'ai laissé tout seul chez moi. Je pense qu'il va se lamenter encore davantage lorsqu'il saura « l'inexorable ».

— C'est bien, Clairette, je vais aller rendre compte à votre mari de votre volonté. N'avez-vous rien à lui faire dire?

— Si... Qu'il retourne en Angleterre dès ce soir... et qu'il

n'ait pas trop le mal de mer parce que, si sa sweetheart venait l'attendre à Folkestone, elle pourrait avoir une déception en le voyant tout jaune !

Puis elle me tourne le dos, en esquissant une légère et moqueuse révérence...

Je descends l'escalier en faux marbre de l'hôtel. Je réponds au salut du lift, des employés et du concierge qui me connaissent bien, puisque je viens si souvent.

Tout à coup, je m'arrête. Brusquement j'aperçois les deux clefs brodées en or sur le col de l'uniforme du portier... J'hésite une seconde... je me décide... et très tranquillement, le plus naturellement du monde :

— Dites-moi donc, portier... Madame Light ne sortira sans doute pas aujourd'hui, mais monsieur Light est en ce moment chez moi et, comme il va peut-être rentrer tard, il m'a chargé de vous demander si vous n'auriez pas une seconde clef pour l'appartement du premier.

— Mais si, monsieur, mais si... je vais vous la donner... attendez... un instant seulement... la voici...

Cet homme est complaisant !

— Alors?

— Alors, Harry, rien à faire.

Et je le console de mon mieux. Je cherche surtout à lui faire comprendre ce qui empêche Clairette de céder à son amour et de lui permettre de revenir à elle... Il m'écoute... Je m'aperçois qu'il réfléchit, mais je connais sa lenteur d'esprit : je lui donne tout le temps de la réflexion, je répète les mêmes phrases, je multiplie mes explications... j'essaie de lui faire bien voir — et dans toutes ses nuances — l'état d'âme actuel de sa femme... je tâche surtout qu'il admette cet état d'âme... qu'il se décide à agir... à ne pas accepter la situation nouvelle... mais à se montrer très doux et résolu, très soumis et très fort, très tendre et passionné. Puis, lorsque je crois l'avoir suffisamment chapitré... lorsque je le vois décidé à combattre et lorsqu'il se déclare prêt à tout entreprendre... je lui tends la clef qui ouvrira pour lui la porte de Clairette... et je lui jure qu'il ne doit

avoir aucun scrupule à pénétrer demain — ou plutôt cette nuit — vers une ou deux heures du matin — dans la chambre de celle qu'il aime... Je lui souhaite bon courage, belle chance et bonheur...

VIII

Clairette, assise sur le bras d'un fauteuil, m'annonce que Harry va rester auprès d'elle une quinzaine de jours, au moins.

— Quinze jours, mon vieux Deary, pendant lesquels vous n'aurez plus à vous occuper de votre crampon d'amie ! Allez-vous en faire une noce ! avec des petites femmes, des petites courtisanes, des petites rosses...

— Eh là, Clairette...

Tout est dissipé... Clairette, qui a cru quelque temps son mari infidèle, qui a souffert et qui a été vaincue, se montre plus tendre que jamais... d'une tendresse à laquelle se mêle de l'émotion. Et Harry est tout fier, au fond, qu'elle ait pu avoir du chagrin à cause de lui... Il lui en est reconnaissant... et sa gratitude le rend plus expansif... moins flegmatique... Il a même été jusqu'à jurer à Clairette qu'elle parle l'anglais « absolument sans le moindre accent ».

Nous bavardons tous les trois :

— Dites-moi, cher ami, — me demande Harry, — Clairette a-t-elle, avant mon arrivée, commis un nombre suffisant de sottises? A-t-elle donné prise à la critique? à la satire? A-t-elle...

— Harry, — je prends la défense de mon amie, — Clairette a été très raisonnable. D'abord nous avons presque achevé notre traduction...

— Elle est vraiment capable de travailler? — s'étonne Harry.

— Autre bon point : Clairette a eu un rhume et a consenti à se soigner.

— Invraisemblable, — murmure-t-il en secouant la cendre de sa cigarette.

Clairette saisit l'occasion :

— Vous savez, mon vieux mari, il faut que j'aie une récompense ! voilà si longtemps que vous m'avez promis une perle noire...

Il serait exagéré de prétendre que Clairette n'est pas intéressée !

Harry lui offrira la perle noire...

Hop ! Clairette, avec son insouciant égoïsme, vient de me faire comprendre qu'elle n'a plus besoin de moi... que je suis, pour un temps, un inutile « obéissant serviteur ».

Elle a cédé à son habitude de considérer les êtres comme ces rubans ou ces coupons que l'on peut tenir pendant quelques secondes dans ses doigts aux étalages des grands magasins... puis que l'on rejette, sans façon, dans le grand panier de la vie...

Je ne lui en veux pas... Je n'ai pas de chagrin. Pourquoi en aurais-je? L'amitié n'a-t-elle pas tous les droits? Et le devoir de Deary n'est-il pas de se plier à toutes les exigences?

Seulement, je ne vais pas profiter de la permission que m'a généreusement donnée mon amie... de faire la noce !

Je crois que je vais plutôt me plonger à nouveau dans la solitude où je vivais avant l'arrivée de Clairette... dans ma calme solitude... que j'aime... que j'aime orgueilleusement et dans laquelle je m'enferme comme le seigneur misérable de quelque vieux château en ruines...

LÉON DEUTSCH

LE CAS BULGARE

(NOTES D'UN ANCIEN COMBATTANT)

Lorsque je suis entré pour la première fois en Bulgarie, venant de Constantinople, j'ai été frappé de la différence entre le « bled » turc, inculte et sauvage, et les florissantes campagnes bulgares. La vallée de la Maritsa, que suit le chemin de fer, est tout à fait comparable à nos plaines de France. Partout champs cultivés et prés entretenus ; partout des arbres, soigneusement conservés, donnent au paysage un air riant que j'avais rarement connu en Orient. Les arbres d'une contrée mesurent, a-t-on dit, la civilisation de ses habitants. Les routes sont des routes, et non des lits de torrents desséchés — comme au pays du « Roi des montagnes ». — Bref, j'ai eu l'impression de passer du désert dans une région civilisée. Et cette impression, d'autres voyageurs l'ont eue en pénétrant en Bulgarie par la frontière serbe, entre Niche et Tsaribrode.

L'arrivée à Sofia, loin de détruire ou d'atténuer cette impression favorable, la confirme et la renforce. Cette capitale, située en plein centre des Balcans, ne laissera bientôt plus au voyageur la sensation d'être en pays balcanique. Les Bulgares se sont mis à la tâche résolument, et avec méthode. L'ancien village turc a été métamorphosé rapidement en une belle cité européenne, un peu sud-allemande et lourde d'aspect. De 31 000 habitants en 1887, la ville était passée à 112 000 en

1912. Déjà, malgré quelques terrains vagues attendant encore de somptueux édifices, tout le centre de Sofia est une grande métropole moderne, sillonnée en tous sens de tramways électriques, avec des artères larges et bien tracées, des rues merveilleusement pavées, des jardins publics soigneusement entretenus et même un grand parc — Bois de Boulogne naissant — créé de toutes pièces aux abords sud de la ville, sur les ondulations des premiers contreforts du Mont Vitoche, dont la silhouette domine Sofia, énorme et violette et couronnée de neige jusqu'en juin.

Dans tous ces travaux neufs, en dépit de quelques détails choquants pour notre goût, on ne relève pas de note discordante. Il y a, dans la disposition et la largeur des rues, dans la masse et la hauteur des édifices, bref, dans les proportions de l'ensemble, un sens remarquable de la mesure. Enfin, les deux torrents qui traversent la ville ont vu transformer leur ancien lit bourbeux en chenal cimenté, propre, et peu propice au séjour des miasmes paludéens.

Tout cela n'est pas le résultat progressif de longues années et de nombreuses générations. Tout a été voulu, et témoigne du vigoureux effort fait par la nation bulgare pour se dégager de la gaine de barbarie où les peuples se momifient sous le joug osmanli.

Ces deux impressions contribuèrent fortement à dissiper la prévention que je nourrissais, comme tout Français, contre les Bulgares. Autour de moi, je constatais le même état d'esprit. Officiers et soldats de l'Armée d'Orient se mettaient à apprécier les Bulgares, « nos ennemis », comme ils n'avaient jamais apprécié les Hellènes, « nos alliés ». Par contre, je voyais des camarades, naguère ardents « serbophiles », comme nous l'étions tous, revenir du Banat désenchantés. Ceux qui revenaient de la Bessarabie « roumaine » avaient appris à y aimer les Russes. D'abord étonné, je ne pouvais pourtant attribuer à un simple hasard, au milieu de cette « balcanophobie » générale, la « bulgarophilie » dont faisaient preuve, malgré les reproches hiérarchiques, les troupes d'occupation de Bulgarie, à commencer par leur général. Je le pouvais d'autant moins que le Bulgare n'est, de l'aveu universel, ni

séduisant, ni précisément « aimable ». Peu raffiné, guère sympathique, avait-il donc de précieuses qualités méconnues?

Je me demandai si je n'avais pas — si nous n'avions pas jusqu'à présent jugé ce peuple à la légère. En y réfléchissant je me rendis compte que nous l'avions connu surtout par les rapports de ses rivaux ou ennemis — Serbes, Roumains et Hellènes. Je résolus alors d'ouvrir mes yeux, et je regardai vivre ce peuple intéressant — sans parti pris.

***

Je commençai par relire mes carnets de route pour y retrouver les premières impressions — trop passagères — qu'avaient pu produire sur moi les soldats bulgares, alors que, tout à la joie de fouler le sol serbe reconquis, je les poursuivais de mes mitrailleuses, ou que, pour le deuxième Bureau, j'interrogeais leurs prisonniers et leurs nombreux déserteurs. J'avais devant moi, dans le premier cas, des hommes braves et acharnés à se défendre, et, dans le second cas, des hommes primitifs, incultes quoique rarement illettrés, doux, timides même, et extrêmement précieux pour l'état-major : à la différence des soldats allemands — prussiens plus exactement — dont nous faisions aussi l'interrogatoire, je ne me souviens pas avoir jamais vu un seul soldat ou sous-officier bulgare chercher à nous mentir et à nous égarer. Où sont donc, nous sommes-nous demandé plus d'une fois, les brutes dont on nous a tant parlé? Des mois plus tard, des prisonniers bulgares travaillant sur le port, à Salonique, reconnurent, en me voyant un jour passer, l'interprète qui les avait interrogés, et, loin de me lancer de farouches regards de haine, ils me saluaient cordialement... Nous avions en 1916 repoussé l'armée Boyadjief de 80 kilomètres environ. Nous nous attendions à ne trouver derrière elle que monceaux de ruines et de cadavres. Mais je n'ai jamais vu trace d'incendies ni de meurtres dans aucun des villages que ma compagnie traversa à leur poursuite. Je dois même avouer que poulets et cochons abandonnés à leur triste sort par les habitants en fuite furent recueillis avec empressement par nos propres *cuistots*.

Une balle — bulgare — interrompit, un jour de combat,

le cours de mes observations, et j'avais depuis lors cessé de considérer les Bulgares autrement que comme les sujets félons du Cobourg.

Ils avaient trahi en juin 1913 leurs alliés balcaniques ! Ils avaient trahi en septembre 1915 les Russes leurs bienfaiteurs ! En France surtout, où les seuls crimes impardonnables sont les fautes contre l'honneur, tout le monde criait : haro ! sur eux. Personne ne cherchait à savoir ce qu'ils étaient réellement, personne ne songeait à contrôler les bruits intéressés répandus sur leur compte. Après l'armistice, coupés absolument de toutes communications avec le dehors, ils furent plus que jamais calomniés par leurs voisins maladroits. Ceux-ci avaient la partie belle. Ils profitèrent de l'occasion pour essayer d'imposer définitivement à l'Occident leur conception du Bulgare. Leur principal résultat, c'est qu'ils nous ont appris, les Hellènes surtout, à nous défier d'eux, à force de nous annoncer dans les colonnes du *Temps* que des troubles sanglants avaient lieu sous nos yeux à Sofia, qui était alors la capitale la plus paisible de l'Europe, où l'on pouvait circuler sans crainte et sans arme, seul, à toute heure de nuit comme de jour !

Me trouvant en Thrace à la fin de l'été dernier, j'y ai vu opérer de près un journaliste hellène, né pourtant à Kiev et ayant vécu en Russie, envoyé spécial du journal *To Fos*. Ses correspondances étaient un tissu, enflammé et inflammatoire, de mensonges voulus, d'inventions tendancieuses et d'exagérations fantastiques. Je le lui reprochai. Il avoua de bonne grâce que ce n'était pas vrai. « Que voulez-vous? ajouta-t-il en souriant. C'est ce que réclament les lecteurs. Si je racontais la vérité, ils ne nous liraient pas, et nous traiteraient de traîtres à la grande cause hellénique ! Et puis, ce que j'écris est toujours moins fort que les fausses nouvelles provenant de Drama, de l'état-major. » Un jour, les journaux de Salonique allèrent jusqu'à annoncer neuf officiers français tués par les comitadjis bulgares ! Bien des Hellènes commençaient à se fâcher de ces calomnies de leur presse et à reconnaître le tort qu'elles faisaient à leurs compatriotes dans l'opinion des Alliés.

Le public français était-il mieux renseigné sur la Bulgarie par les non-balcaniques? Nous qui, étant sur place, voyions la réalité, la discipline militaire nous empêchait de la publier,

étant donné surtout qu'elle se trouvait être défavorable à nos alliés mineurs. Il venait parfois des enquêteurs. Ainsi passa à Sofia un journaliste en mission, me dit-il, pour l'Instruction Publique. Il y resta trois jours, choyé par la Mission hellénique où j'eus l'honneur d'être invité à déjeuner pour le rencontrer. En discutant avec lui, il m'arriva de citer mes souvenirs de Macédoine. « Ce que vous dites, me répliqua-t-il péremptoirement, n'est pas exact, car ce serait contraire à la *grande tradition hellénique...* »

Ce mode de raisonnement mérite, je crois, d'être connu. C'est même un devoir d'en signaler l'existence. Il ne figure pas dans la logique d'Aristote, mais il aide à comprendre pourquoi les peuples ne sont pas encore à la veille d'être renseignés les uns sur les autres avec impartialité, et, partant, de s'entendre. Nous avons déjà dans cette Revue préconisé — et ce sera de plus en plus nécessaire — la création d'un office centralisateur de renseignements sur les peuples étrangers, organisé, en dehors de toute préoccupation politique, sur des bases purement scientifiques. Les présentes notes ne sont, dans notre pensée, qu'une contribution — bien modeste — à ce vaste dessein.



Moralement, les Bulgares ne suscitent pas une sympathie immédiate ; renfermés et plutôt tristes, c'est par des qualités solides qu'ils forcent peu à peu l'estime et même l'admiration.

Ils passent universellement pour têtus. Qui ne connaît pas le proverbe : « Enfermez un désir bulgare sous une forteresse, il la fera sauter. » ? C'est exact ; le Bulgare est opiniâtre. Le paysan l'est dans son champ ; l'étudiant l'est dans ses études ; le soldat l'est au combat. J'ai vu les soldats bulgares, dans les rochers de Macédoine, tenir tête individuellement à l'assaillant jusqu'à la fin. Je n'en étais pas peu surpris, connaissant la facilité avec laquelle ils désertaient en secteur calme.

A côté de cet entêtement dans le combat, les prisonniers étaient d'un maniement remarquablement facile ; les déserteurs encore plus. Un matin, en première ligne, je fis de leur docilité une expérience concluante sur un soldat bulgare

qui n'hésita pas à me suivre partout dans le secteur, même entre les lignes.

Y a-t-il là contradiction? A cet égard, le Bulgare m'a paru ressembler beaucoup au primitif qu'est notre brave tirailleur somali : rétif et même indiscipliné, il suit aveuglément le chef qui a gagné sa confiance.

Mais la confiance du Bulgare n'est pas toujours facile à conquérir. C'est une race de paysans rassis et méfiants, libérés à peine de la domination turque. Trompés une fois, ils se laissent difficilement persuader une seconde fois. C'est ainsi qu'en 1915 la mobilisation décrétée par le roi Ferdinand ne s'effectua pas sans de grandes difficultés : on dut y employer la contrainte. Le souvenir de 1913 était trop vif. Les premières victoires, habilement exploitées, rendirent pour quelque temps à ces paysans ignorants la confiance en leurs gouvernants, mais la méfiance ne tarda pas à reparaître, et si l'offensive du Dobropolyé avait tardé, nous risquions d'attaquer des tranchées vides, reniées par leurs occupants. Cela n'empêcha pas les mêmes occupants prêts au départ de se défendre devant l'ennemi avec leur obstination habituelle.

Depuis, les gouvernants d'alors ont été renversés. Ils ont été remplacés au pouvoir par des « hommes nouveaux » qui paraissent avoir la confiance du peuple. Ce dernier hésiterait pourtant à les suivre dans une nouvelle guerre, fût-ce pour reprendre la Thrace aux Hellènes. Que dis-je! le chef lui-même de ces hommes nouveaux, M. Stamboliïski, type parfait de la race bulgare, a irrémédiablement perdu toute confiance dans les aventures guerrières.

Cette méfiance du paysan est naturellement plus vive vis-à-vis des étrangers. On l'a dit xénophobe. Je ne m'en suis pas aperçu. J'ai même recueilli des témoignages contraires. Il semble que sa timidité, et une sorte d'amour-propre, de respect humain, lui fassent craindre de l'étranger, qu'il se représente supérieur à lui, soit du mépris, soit du préjudice à ses intérêts. C'est dans ce sens que j'ai pu remarquer une véritable « haine de l'étranger » chez le Japonais, son cousin d'origine. En fait, dans les villages de Macédoine, je me suis vu menacer quelquefois par les fourches des Turcs, jamais par celles des Bulgares ni des Hellènes. Quant aux villages de Bulgarie,

il n'y régnait pas l'excitation causée à Sofia par la lecture des journaux français, et je m'y suis vu toujours, malgré notre uniforme d'ennemis, bien accueilli.

De jeunes paysans nous posaient avec curiosité des questions. Une revenait toujours : « Quand rentreront nos prisonniers? » Leur captivité prolongée, surtout en Hellade, causait un très vif mécontentement. Ce mécontentement ne s'est jamais traduit, à mes yeux, par des actes de violence, ni même par des paroles de menace. Je m'y serais attendu, si je n'avais pas précédemment trouvé le soldat bulgare beaucoup moins brutal qu'on ne l'a dépeint jusqu'ici, en parlant des fameuses « atrocités balcaniques ». Il n'est pas inutile d'aborder cette question des atrocités. La légende a déformé la réalité, qui est plus complexe qu'on ne se l'imagine.

D'abord, si les guerres balcaniques ont paru si riches en « atrocités », c'est que les peuples occidentaux étaient depuis des générations déshabitués de la guerre et de ses violences souvent inévitables. C'est qu'ensuite ils ignoraient en bloc les mœurs des Balcans. Les haines collectives y sont d'origine religieuse, et nous savons, en France, combien les « guerres de religion » font peu de cas des vies humaines, à plus forte raison lorsque y prennent part les musulmans, pleins d'un si parfait mépris pour le *raïa*. Il faut savoir que l'on tuait facilement son semblable dans les Balcans, même sans motif. Tel voyageur qui fit naguère le voyage de Salonique à Bitol (Monastir) avec une escorte de « comitadjis » fournie, en guise de gendarmes, par les propres autorités turques de Salonique, vit un jour son guide épauler froidement un paysan qui labourait non loin du chemin, et le laisser blessé, mort peut-être, sans plus se soucier de lui. Un géographe russe, étudiant le tracé d'une ligne en Albanie, veillait un soir sur ses levés de plans : une balle, brisant la vitre, vint siffler entre la bougie et son front... étrange conception albanaise du couvre-feu !

En outre, dans tous les villages de l'ancienne Turquie d'Europe, où les populations sont si mélangées, il y avait, pour ainsi dire entre toutes les familles et les individus, des haines accumulées et des vengeances à assouvir. L'arrivée de troupes dans un village, ou un combat à proximité, amenait toujours quelques heures de trouble à la faveur duquel tous les

crimes pouvaient impunément se perpétrer. Les « atrocités » ont été dans beaucoup de cas commises par des habitants, comitadjis ou autres. Et cela vient à la décharge des troupes helléniques aussi bien que des troupes bulgares.

Il faut faire encore une autre distinction : les soldats balcaniques que j'ai connus étaient dans l'ensemble — Hellènes, Serbes, Bulgares, même les Albanais — d'une douceur normale. La brutalité se rencontrait beaucoup plus couramment chez leurs officiers. J'ai constaté la même chose dans l'armée russe. Voici quelques observations caractéristiques : à Salonique, en 1916, au moment de la contre-offensive franco-serbe, j'ai entendu des officiers supérieurs serbes déclarer à des officiers français : « Quand nous entrerons en Bulgarie, nous massacrerons *tous les mâles.* » On fit sagement de ne les laisser pénétrer, ni eux, ni les Hellènes, en territoire bulgare. Par contre, j'ai vu plus d'une fois des soldats serbes fraternisant amicalement avec leurs prisonniers bulgares — leurs frères de race et de langue.

Et puis, est-il juste de faire grief à des soldats — quels qu'ils soient — de se comporter brutalement, lorsque eux-mêmes sont l'objet, de la part de leurs chefs, non seulement d'insultes et de menaces, mais de véritables « atrocités », telles que coups, bastonnade, traitement savant de la plante des pieds? Ne doit-on pas à la vérité de publier — cela jette un jour nouveau sur la question des « atrocités » — que des soldats serbes ont déserté leur poste, non pas pour fuir la bataille, mais pour ne plus être victimes des mauvais traitements subis dans leur propre armée, et sont venus nous demander à s'engager dans nos rangs?

Si l'on veut, ayant lu le rapport de la mission d'enquête Carnegie, reprocher aux troupes helléniques d'avoir commis beaucoup plus d'atrocités que les Bulgares, n'est-il pas juste d'ajouter qu'on les y excitait par des récits fictifs ou amplifiés de cruautés ennemies, selon la méthode que j'ai décrite plus haut? Le roi de l'Hellade lui-même n'a-t-il pas été surnommé glorieusement *Bulgaroctone*, « massacreur de Bulgares »? N'avons-nous pas tous contemplé, non sans horreur, le chromo si répandu où l'on voit, pour l'exemple, un « evzone » couper l'oreille d'un soldat bulgare avec ses dents?

En Serbie occupée, les ordres de massacre émanaient de généraux, du chef d'état-major général de l'armée bulgare lui-même. L'an dernier, un commandant coupable d'atrocités a été jugé à Sofia et pendu. Mais son jugement avait été cassé un première fois parce que les juges n'étaient pas remontés jusqu'aux ordres supérieurs. En Macédoine orientale, d'après les déclarations de témoins nombreux — fillettes enlevées par des Bulgares et rapatriées par les Hellènes après interrogatoire — ce n'est généralement pas à l'arrivée des troupes que des excès ont été commis, sauf en des cas isolés, et alors souvent par des éléments locaux, c'est après, du fait des autorités d'occupation. On cite facilement le nom des principaux coupables, qui, avec une mentalité de seigneur du moyen âge, s'arrogeaient tous les droits sur les populations conquises, tel le fameux mitchman Anguélof, qui sévit particulièrement à Cavala. Certains officiers bulgares se comportaient de façon semblable l'an dernier, en Thrace, alors province bulgare.

Il n'est pas indifférent de remarquer que les excès ont souvent été l'œuvre des jeunes officiers dressés à l'école allemande. Les vieux officiers, tous formés en Russie ou à l'école russe, sont généralement plus bienveillants. J'ai connu tel colonel qui, sans enfants, avait recueilli en Thrace turque une petite fille aux trois quarts abandonnée par sa mère marâtre, et, quand ce « rapt » fut redressé sous notre égide, il fallut employer la contrainte pour séparer de ses parents adoptifs la fillette en pleurs qui refusait même de reconnaître sa mère.

Il était nécessaire d'insister sur ce chapitre des « atrocités balcaniques » non pas, comme on l'a vu, pour démontrer que *des* Bulgares n'en aient pas commis leur part, mais pour faire comprendre qu'elles sont en réalité le fait de *tous* les peuples des Balcans : les Turcs et les Roumains n'ont pas été à l'occasion les moins cruels.

*
* *

Débarrassons-nous donc de la légende de la cruauté bulgare. Rien ne nous empêchera plus alors d'apprécier les fortes qualités de ce peuple. Elles sont connues : il est travailleur, et cela, le distinguant radicalement des Balcaniques en général,

est le meilleur gage de son avenir. Il est même âpre au travail, endurant, opiniâtre, ordonné, économe. Son âpreté au gain est le principal mobile de ses actes. Ce sont là les qualités du paysan français, celles qui ont fait la France puissante, et riche de ses « bas de laine ». Comme le paysan français, il est madré et méfiant. Comme lui, il est économe jusqu'à l'avarice. Il entasse les gros sous, et il n'aime pas dépenser. Aussi la vie en Bulgarie est-elle triste. On s'ennuie à Sofia. J'ai vu des cas de femmes bulgares qui, ayant passé une partie de leur jeunesse en Russie, ou ayant vécu longtemps en Serbie, ne pouvaient plus, après ce contact prolongé avec la gaîté, la franchise et la spontanéité des purs Slaves, demeurer en Bulgarie, et se proposaient d'en repartir. Séjournant à Xanti l'an dernier sous le régime bulgare, nous avions peine à croire les habitants quand ils nous décrivaient la vie brillante et les fêtes de ce *Kutchuk Paris* (petit Paris) de jadis.

Le Bulgare est sobre. On ne voit pas d'hommes ivres dans les rues. Tout dernièrement, les paysans de plusieurs communes ont demandé la suppression des cabarets, et leur remplacement par des salles de lecture.

Les Bulgares ont la réputation d'être réalistes et terre à terre. C'est exact. Ils subordonnent, dit-on, l'honneur aux intérêts matériels, et on explique ainsi leurs « félonies ». Ce jugement est un peu sommaire. Le réalisme du paysan bulgare est incontestable. Mais celui du paysan français ne l'est pas moins ; cela ne lui enlève pas le sentiment de l'honneur. En réalité, il faut distinguer entre le peuple et ses dirigeants. En 1915, le peuple a manifesté une certaine résistance à suivre ses gouvernants dans la guerre. Il n'était pas disposé à se battre contre les Russes. Les paysans mobilisés — sans savoir d'abord contre qui : ce fut tenu secret pour éviter précisément leur refus de marcher — saluaient avec ferveur en passant à Sofia la statue d'Alexandre II, le « Tsar Libérateur », érigée devant le Parlement. Des Russes émigrés de l'empire des Soviets manifestaient leur étonnement de voir cette statue debout, et tous les noms de Russes intacts sur les plaques des rues, constatant ainsi que le Russe est toujours aimé en Bulgarie. Il n'a jamais cessé de l'être pendant la guerre.

Bien que très réaliste, et soucieux avant tout de son intérêt, le Bulgare n'en a pas moins du Slave un certain penchant mystique et le goût de la culture intellectuelle. Religieux, il ne paraît pas l'être profondément. Notons cependant qu'il a élevé à Sofia une cathédrale monumentale et que dans tous les villages les bâtiments neufs qui se distinguent sont, non pas de riches demeures privées, comme en Roumanie, mais d'abord l'église et l'école.

Il est capable de sacrifice pour une grande idée, par exemple pour l'idée nationale, le « rassemblement » des terres bulgares, qui n'a pas été effectué depuis des siècles et des siècles. La présence et le défilé, aux grandes fêtes, des drapeaux voilés de noir représentant les villes macédoniennes « irrédentes », manifestation qu'on peut condamner comme un symbole tangible d'impérialisme, ne manquent ni de poésie, ni de grandeur. Le peuple bulgare a un culte profond, presque religieux, pour les héros nationaux. L'anniversaire de la mort de Christo Bôtyof, par exemple, est une solennité, et l'endroit où il est tombé, Vratsa, devient ce jour-là un lieu de pèlerinage.

Christo Bôtyof est le héros de 1876 ; il a chanté en vers pleins et évocateurs la vie des *haïdouques* et la gloire de leur mort :

> Celui qui tombe dans la lutte pour la liberté,
> Çelui-là ne meurt pas, de lui ont pitié
> La terre et le ciel, la bête et la nature,
> Et les chanteurs chantent des chants en son honneur.

Le patriotisme des Bulgares est très vif et exclusif : il rappelle tout à fait celui des Japonais, avec qui ils ont plus d'un trait de ressemblance. Toutefois, ce patriotisme a des caractères particuliers. Il a d'abord revêtu une forme religieuse ; il s'agissait alors d'obtenir l'autonomie de l'Église bulgare, et de la libérer de la tutelle du patriarcat hellénique, plus oppressive que le joug politique du sultan. Il prit ensuite une forme historique, pour secouer la domination ottomane et lui arracher l'ancien empire du roi Kroum et du tsar Siméon. Il n'a pas encore pris une forme territoriale absolument déterminée, bien qu'il s'étendît, chez les plus conscients et les plus instruits, aux limites de la Bulgarie de San Stéfano, en y ajoutant la

Thrace occidentale, acquise en 1913, reperdue en 1919-1920. Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'il fut toujours très ardent contre deux ennemis : l'Hellène et le Turc, ou, disons mieux, contre le Patriarche et le Sultan, et que demain, le Sultan étant éliminé, il se concentrera contre un seul ennemi.

Mais ce patriotisme répond à une conception de la patrie assez différente de la nôtre — conception balcanique, et non spécifiquement bulgare. L'Hellène fait des dons généreux à sa patrie ; il n'aime pas passionnément se battre pour elle. Le Serbe et le Bulgare sont des soldats. Ils sont magnifiques au combat. Mais entre deux batailles ils « désertent » avec une facilité extraordinaire. Il en fut ainsi dans l'intervalle des deux guerres balcaniques. Ce phénomène nous a beaucoup surpris pendant la campagne d'Orient. Nous avons cherché à nous l'expliquer.

Pour certains « déserteurs », la raison en est très claire : au milieu de tous les bouleversements territoriaux de ces dernières années, ils ne savent plus ce qu'ils sont. J'ai gardé mémoire, notamment, du cas d'un brave paysan originaire de la région d'Ichtip. Émigré en Amérique, il était rentré en 1912 pour se battre, dans l'armée turque naturellement, contre les Italiens d'abord, puis contre les alliés balcaniques. En 1913, le traité de Bucarest donna Ichtip à la Serbie. En 1914, mon « sujet » se vit mobiliser dans l'armée serbe.

Il se battit contre les Autrichiens, puis en 1915 contre les Bulgares, qui le firent prisonnier. Ces derniers lui retirèrent son uniforme serbe, et lui mirent sur le dos un uniforme bulgare en lui démontrant qu'Ichtip n'était plus ni turc, ni serbe, mais bulgare, ce qui devait lui paraître naturel, puisque lui-même parlait le bulgare. Et on l'envoya se battre contre les Serbes ! Sa cervelle acheva de se brouiller lorsqu'il vit en face de lui des Français et des Russes ! A la première occasion, il passa dans nos lignes. Quelle nationalité lui donner? Il ne savait que me répondre, et me demandait à moi-même de le tirer d'embarras. Je lui conseillai, naturellement, d'attendre le traité de paix pour être fixé. Provisoirement, et bien qu'originaire d'un territoire serbe, nous devions le considérer comme Bulgare. Aujourd'hui, le voilà redevenu serbe, bien qu'il ne

parle que le turc, le bulgare et... l'américain ! Il doit être bien étonné de l'œuvre de la Conférence !

Nombreux étaient les cas semblables.

Mais, à côté de ces Bulgares « flottants », il y avait aussi parmi les déserteurs bon nombre de purs Bulgares. Ceux-là, nous savons leur raison par cœur. Elle était invariable : « *Né iscam da sé bïja.* » (Je n'ai pas envie de me battre.) Assez souvent ils ajoutaient : contre les Russes. Ils n'agissaient pas ainsi par peur du danger : j'ai cité le cas de ce déserteur me suivant docilement entre les lignes, à quelques mètres des siens. Une bonne preuve en est que dès que les combats reprenaient quelque part, les « désertions » s'y faisaient, momentanément, plus rares. Je pense qu'il faut voir dans ce fait un effet du « réalisme calculateur » du paysan bulgare. Il aime sa patrie, mais il cherche à comprendre pourquoi il se bat, ou plutôt, pourquoi il reste si longtemps au fond des tranchées, loin de son champ, sans se battre. Beaucoup se sont réfugiés chez nous. Un plus grand nombre sont tout simplement repartis chez eux, avec leurs armes.

Ainsi faisaient les *haïdouques* l'hiver, qu'ils descendaient passer dans les villages, cachés et travaillant dans des maisons amies. L'été, ils repartaient tenir la montagne et la forêt. Ils savaient contre qui et pour quoi ils luttaient : contre *tel* chef turc trop oppresseur, contre *tel* fonctionnaire coupable de *telle* exaction, ou pour se soustraire à la tyrannie étrangère, pour conquérir la liberté religieuse et politique.

En troisième lieu, l'État bulgare existait depuis trop peu d'années pour que le patriotisme de tous ses citoyens eût eu le temps de se cristalliser en une forme bien nette, définie par une tradition de joies et de souffrances communes. Dans les Balcans, comme dans les provinces françaises de jadis, les questions de personnes jouent un rôle prédominant. Tel ne défendra pas sa « patrie », ou même l'attaquera, parce qu'il considère comme traîtres à celle-ci les hommes qui la gouvernent. Le gouvernement le savait et, en 1915, il a épuré à la fois les cadres militaires, en retirant leur commandement aux généraux de formation russe, en éloignant du front les officiers « ententophiles », et les cadres politiques, en mettant en prison les chefs de partis notoirement et ardemment adver-

saires de la guerre à l'Entente, tels que MM. Stamboliïski et Guénadief.

Nombreux sont les Bulgares qui, aimant la Russie ou la France, s'étaient engagés en 1914 à la Légion étrangère ou dans l'armée russe. Quand leur pays entra en guerre aux côtés des Empires Centraux, ils n'hésitèrent pas. Ils continuèrent à se battre dans les rangs alliés, et, loin de se considérer comme « traîtres » à leur patrie, ils estimaient la servir plus loyalement que les Radoslavof, les Tontchef et ceux qui les aidaient dans leur politique funeste. J'ai connu plusieurs d'entre eux. Ils ont fait sur moi une profonde impression par leur absolue loyauté à la cause qu'ils avaient embrassée. Ils possédaient ce que nous appelons le « sentiment de l'honneur » à un degré que je souhaite trouver un jour chez tous leurs compatriotes. Il y avait ainsi, à mon propre bataillon, un médecin bulgare, estimé de tous, soldats et officiers, pour sa bravoure, sa conscience et son dévouement. Il nous suivait sans hésiter en première ligne, malgré le risque certain qu'il eût couru en cas de capture. Est-il besoin de rappeler ce général bulgare — Radco Dimitrief — qui s'illustra pendant toute la campagne à la tête d'une armée russe?

On peut dire de ces Bulgares qu'ils ont deux patries, presque également chères à leur cœur : leur petite patrie, la première, qu'ils ne sacrifieraient certes pas à ses voisines, et une grande patrie — patrie spirituelle — dont l'influence est nécessaire pour hâter le développement de la petite.

***

Une autre forme du patriotisme chez les Bulgares, c'est leur amour de l'indépendance. Ce peuple jeune est obligé de faire appel à l'étranger, à ses capitaux, à sa science, mais on le sent impatient du joug, tel encore le Japonais, et désireux de s'affranchir au plus tôt d'une tutelle dont il sait bien qu'il a assez d'étoffe en lui-même pour pouvoir un jour se passer.

A cet égard, le traité de Neuilly lui pèsera durement, d'autant plus qu'il verra ses voisins agrandis et libres. Il est en effet assez envieux des avantages remportés par d'autres. Ce sentiment de jalousie a une double source. Il procède sans

doute de la mesquinerie naturelle du caractère de cette robuste race paysanne. Mais il provient aussi pour une large part de l'orgueil du Bulgare et de la conscience qu'il a de ses qualités. Il espère, en développant celles-ci, tenir, en un jour qui n'est pas lointain, la première place parmi les peuples de la péninsule. Ce n'est pas là une ambition dominatrice, comme celle qui anime les Prussiens vis-à-vis des autres États allemands. C'est une noble aspiration, qui me rappelle le *Tokuhon*, livre fondamental de l'école primaire au Japon, affirmant aux petits Japonais que leur pays ne sera bientôt plus dépassé par aucun autre à la tête de la civilisation.

Le sentiment de sa supériorité sur ses voisins se comprend facilement chez le peuple bulgare, à en juger par la rapidité de ses progrès depuis son affranchissement. Un trait caractéristique de tous les Bulgares, c'est la curiosité, le désir et l'ar eur d'apprendre. Leur amour de l'instruction est proverbial. J'étais toujours étonné, en interrogeant leurs soldats incultes, de la précision des renseignements qu'ils nous donnaient, parfois techniques, au point de nous permettre d'identifier tel type particulier de « minenwerfer » dans un engin vu par eux en passant.

Le gouvernement a développé ce goût de l'instruction avec méthode. Pour quatre millions d'habitants, il y avait, il y a quelques années, un millier de bibliothèques communales, sièges de lectures et de conférences. En 1911-1912, le nombre des écoles primaires s'élevait déjà à 4 674, avec 453 600 élèves. La fréquentation en devenait de plus en plus générale, et, grâce aux cours des régiments, la proportion des hommes illettrés était presque réduite à zéro, à la veille des guerres récentes. Le développement des études secondaires et supérieures a pris également une ampleur remarquable. Libérée depuis si peu d'années, la Bulgarie a déjà des professeurs excellents et réputés, dont les noms se pressent sous ma plume. Il n'est pas douteux qu'elle ait bientôt des savants comparables aux savants tchèques et yougoslaves, dont la renommée est européenne.

Cette diffusion de l'instruction n'a pas que des effets heureux. En développant les intelligences, elle développe

en même temps la puissance de ruse et de mensonge : la ruse et le mensonge sont considérés dans tout l'Orient comme des vertus cardinales. Des parents, présentant leur fils dans un établissement d'instruction, ne disaient-ils pas, avec enthousiasme, au directeur, afin de le mieux recommander : « Si vous voyiez comme il sait déjà bien mentir ! » Un jour, une petite fille, passablement corrigée de ce défaut dans une école française, avouait à sa maîtresse, avec une ingénuité charmante : « A la maison, papa et maman disent tout le temps des mensonges. »

Sur ce point, les Bulgares cultivés ne le cèdent en rien aux autres Balcaniques, aux Hellènes en particulier. Quelques-uns mentent effrontément. D'une manière générale, on voudrait rencontrer plus de franchise dans leur regard. Faut-il attribuer ce défaut à la dualité de leur nature, tatare et slave? Je ne crois pas, puisque j'ai dit la sincérité des prisonniers. Des Bulgares m'ont expliqué qu'ayant vécu pendant des siècles sous la domination turque, ils ont été habitués à dissimuler. Mais, je le répète, cette tendance à la dissimulation se rencontre moins chez les paysans, ainsi que chez les vieux officiers formés en Russie. Elle n'est pas assez générale pour être attribuée à une cause profonde. Pour ma part, j'en vois assez volontiers la raison dans le fait que les gens instruits sont tous appelés à s'occuper de politique ou d'administration, et que les mœurs politiques et administratives ont gardé jusqu'ici, non seulement en Bulgarie, mais dans les Balcans, leur caractère oriental de corruption et d'hypocrisie, ainsi qu'on le verra plus loin.

Une certaine hypocrisie commence à se laisser observer également dans les mœurs de la société de Sofia. Il se produit, depuis la guerre surtout, dans cette ville, ce que l'on peut constater dans mainte autre capitale, où la dissolution est tenue de se cacher derrière la rigidité des principes extérieurs. Il n'y a pas lieu d'insister, le mal n'ayant pas dépassé le stade individuel, et la crise étant due surtout à la guerre. Dans les campagnes, on signale également un certain relâchement, pendant les hostilités, des mœurs qui étaient autrefois extrêmement sévères et généralement pures. On connaît la coutume qui obligeait, dans certaines régions, une mariée de

la veille à afficher le matin à sa fenêtre, aux yeux du village qui venait contrôler, sa chemise de la nuit. Dans les « *horos* » macédoniens, les jeunes filles forment une chaîne, les jeunes gens une autre. Le jeune homme et la jeune fille qui sont en contact ne se tiennent la main qu'à travers un mouchoir.

J'ai eu entre les mains un document fort curieux, une requête d'un paysan bulgare, dans laquelle celui-ci se plaint du relâchement des mœurs en général, de la pudeur des femmes et de l'honnêteté des hommes en particulier, et fournit au surplus, de la puissance de chicane de la race, une illustration merveilleuse. Sa vache lui avait été volée. Le voleur restait introuvable. « Avant la guerre, disait-il en substance, tout le monde était honnête, et ma vache n'aurait pas été volée. La guerre a dissolu le peuple. Donc, le gouvernement bulgare, qui a déclaré la guerre, et qui n'a rien fait pour lutter contre la perversion croissante, est responsable indirectement du vol de ma vache, et me doit une indemnité ! »

***

Au point de vue politique, le peuple bulgare, nivelé par la longue domination turque, est farouchement, jalousement, étroitement démocratique. Il n'a même pas d'ordres honorifiques, en dehors des distinctions militaires. Il évolue vers une démocratie de plus en plus rigoureuse. C'est un bien ; cela lui évitera des crises graves. C'est peut-être un mal en même temps, car ce peuple souffre surtout d'avoir manqué d'une aristocratie qui sût le représenter à l'étranger. La silhouette, rude et grossière, de *Baï Ganiou* est une charge, comparée au type moyen du Bulgare, pris en lui-même. Mais elle met en un relief éclatant les déficiences de ce type, comparé à son tour au type moyen de l'éducation occidentale.

L'homme politique bulgare — sauf de rares exceptions — manque de souplesse. Certes, au premier abord, il paraît étrangement souple ; il n'est que changeant, et dans des limites assez étroites. Il ne sort pas de son point de vue. Il se rend malaisément compte de ses maladresses, sur lesquelles on attire en vain son attention : il a la manie de les justifier à tout prix. J'en voudrais donner un exemple frappant. Je

le demanderai au discours que fit l'ancien président du Conseil, « le Tigre bulgare », lors de la remise du traité de paix. Il avoue humblement les fautes de la Bulgarie? Oui, mais qu'on le relise, et qu'on dise s'il rompt la « continuité de la politique bulgare ». Tout en condamnant Ferdinand et Radoslavof, il défend en somme le même impérialisme. C'est exactement la même tactique peu profitable que suivait l'an dernier le porte-parole du gouvernement, l'officieux *Écho de Bulgarie.*

Les « partis » politiques sont très nombreux. Il ne faut pas concevoir les partis bulgares — et en général, balcaniques — sur le modèle des partis occidentaux, tels qu'ils existent en France ou en Grande-Bretagne. Ce sont beaucoup plus des clans, à la manière de l'ancienne Rome ou de la Chine contemporaine, des *clientèles* groupées autour d'un chef, ou de plusieurs chefs souvent parents entre eux.

A la veille des élections législatives d'août 1919, on vit les nouveaux partis pousser comme des champignons, dans l'espoir d'avoir un représentant élu grâce à la proportionnelle. Le plus curieux fut celui des « citoyens sans logement », simple groupement de quelques intérêts privés. Même un grand parti comme le parti agrarien eût bien mieux mérité, avant de prendre le pouvoir, le nom de « Ligue agraire ». C'était une véritable « Fédération des agriculteurs », qui prit naissance par réaction contre la politique pure et les intrigues des politiciens autour du pouvoir et de ses bénéfices, et se contenta, au début, d'un programme exclusivement réalisateur et rural.

Les mœurs politiques ont été jusqu'ici, à Sofia, ce qu'elles sont dans les autres capitales des Balcans : orientales. Elles reposaient sur la duplicité et la concussion, le *bakchiche*, selon le terme que les Turcs ont répandu, avec la chose, dans tout l'Orient.

Les « partisans » d'un chef politique attendent de son accession au pouvoir richesses autant qu'honneurs : à nous les grasses prébendes, à nous surtout les bonnes affaires, les gros marchés et les concessions ! Sous le régime de Radoslavof, la concussion fut particulièrement en honneur : Ferdinand donnait l'exemple. Aussi les partis libéraux qui gravi-

taient autour de Radoslavof sont-ils aujourd'hui totalement discrédités dans l'opinion.

Il ne manque pourtant pas, chez les Bulgares, de ministres dont la réputation d'honnêteté n'est même pas attaquée : on en cite notamment au sein des partis « populiste », « progressiste », « agrarien ». Mais les bonnes intentions des ministres ne sont pas toujours respectées par le personnel sous leurs ordres, administratif ou militaire. Ainsi l'éprouva le général Sarrail avec Venizélos parvenu au pouvoir.

Afin de montrer ce qu'on peut attendre de l'ancien personnel dirigeant bulgare, et de mieux faire ressortir le courage du nouveau gouvernement qui depuis huit mois s'efforce de mettre ses actes d'accord avec son idéal de rénovation extérieure et intérieure, je citerai quelques menus faits caractéristiques. Après l'armistice, les plus hautes autorités bulgares circonviennent le général commandant les troupes alliées pour faire rapporter l'arrêt d'expulsion d'une agente allemande, qu'on maria précipitamment à un chef de musique bulgare. Le chef d'état-major, Loucof, fait un jour fournir par la présidence du Conseil à l'état-major du général Chrétien des chiffres d'autant plus ridicules sur l'armement bulgare que la Bulgarie est renommée pour l'excellente organisation de ses services statistiques. C'est ainsi qu'on essayait de faire passer des erreurs de ce genre : 300 000 obus environ au lieu de 3 300 000. Voici maintenant une « manœuvre électorale ». Le 17 août 1919 devaient avoir lieu des élections en Bulgarie. Le 16, le ministère de l'Intérieur télégraphia au préfet de Gumurdjina de répandre en Thrace la nouvelle que, « de source sûre, la Thrace resterait bulgare, y compris Xanti » ! J'ajouterai que les fonctionnaires bulgares se montrent d'autant plus brutaux et de mauvaise foi qu'ils sont plus loin de Sofia. C'était le cas en Thrace, province récemment annexée. C'était le c s, pour d'autres Balcaniques, dans le Banat, la Bessarabie et la Dobroudja.

***

Tel est le peuple bulgare : brave, laborieux, opiniâtre, âpre au gain, chicanier et riche d'avenir, bien que fruste encore. Il

faut, pour le juger sainement, le séparer de ses dirigeants, comme tous les peuples balcaniques. Ceux-ci sont tous, politiquement parlant, des enfants. J'ai trouvé ces peuples — Serbes, Hellènes, Roumains et même Turcs, aussi bien que les Bulgares — meilleurs qu'on ne le dit généralement. Frustes et ignorants, leurs administrations les exploitent honteusement, leurs princes les jettent en hécatombes à leurs ambitions impérialistes. Leurs gouvernements sont loin de représenter toujours la conscience nationale. Le spectacle des luttes intestines de l'Hellade aurait dû instruire les grands chefs des Conseils interalliés. Il ne faut accepter que sous bénéfice d'inventaire les déclarations de leurs gouvernements. Prendre en considération absolue les haines ou les intérêts particuliers de l'un d'eux, c'est maintenir dans les Balcans un état de division et d'injustice qui aboutira, fatalement, à de nouvelles guerres. Or, aux uns on a fait confiance, aveuglément, parce qu'ils avaient été nos alliés ; aux autres, parce qu'ils avaient été nos ennemis, tout fut imputé à crime. Si les Balcaniques avaient été seuls, peut-être seraient-ils parvenus à s'entendre. Mais, a dit Napoléon, « rien de plus impérieux que la faiblesse qui se sent appuyée de la force ». Déjà, les intrigues des grandes puissances n'avaient pas peu contribué, en 1913, à brouiller les cartes.

C'est ce qu'il ne faut pas perdre de vue lorsqu'on parle de l'*impérialisme* bulgare, et même des « félonies » du Cobourg. Il serait aussi difficile de justifier, au point de vue moral, la politique de ce dernier que celle d'un Louis XI, à qui il est tout à fait comparable — avec le succès en moins —. Mais si l'on tient cependant à ne pas faire acte, même envers lui, d'injustice et de partialité, il faut replacer ses trahisons dans le milieu où elles furent commises. Elles n'en seront pas plus belles, et l'exécration de son peuple lui est justement acquise.

Le 29 juin 1913, Ferdinand a donné — au su de son premier ministre, dit la conclusion du volumineux rapport de la Commission d'enquête parlementaire bulgare — l'ordre d'attaquer brusquement les Serbes, sans attendre la décision du tsar de Russie touchant la « zone contestée ». Voilà le fait. Les Bulgares ont essayé de le justifier : leurs alliés, Hellènes et Serbes, avaient, disent-ils, conclu dès le 5 mai 1913 un traité secret pour partager les territoires conquis ; puis, ils

avaient insidieusement occupé, tandis que les Bulgares s'affaiblissaient à Tchadaldja, des régions de la Macédoine qui devaient, aux termes du traité d'alliance de 1912, revenir à la Bulgarie, et ils refusaient de les évacuer. Les Serbes, ajoutent-ils, se disposaient à les attaquer : le roi Pierre avait adressé en juin à ses soldats une proclamation belliqueuse, non datée, mais certainement antérieure à l'attaque bulgare, à laquelle il n'est même pas fait allusion !.

Tout cela ne saurait justifier Ferdinand d'avoir répondu à un fait acquis par un acte de violence, ni surtout d'avoir achevé les Serbes en 1915, en trahissant de plus la Russie, libératrice de la Bulgarie. Mais son acte était dans la tradition balcanique. En 1885, ce sont les Serbes qui se jettent sur les Bulgares, après la « révolution » de Filippople et l'union de la Roumélie orientale à la Bulgarie. En 1913, leurs intentions n'étaient pas, semble-t-il, plus pures que celles des Bulgares. Ils auraient été retenus par les sages conseils des ministres de France et de Russie à Belgrade, au moment où le roi Ferdinand était au contraire poussé par l'Autriche. En 1915, après leur longue inaction, les Serbes auraient volontiers réglé son compte à la Bulgarie avant l'attaque allemande. L'Entente préféra marcher par les sentiers épineux de la conciliation, où l'intransigeance serbe fut malheureusement trop longue à convaincre.

En 1913, ce sont les Roumains qui tombent dans le dos de la Bulgarie déjà prise entre deux feux. Ils ont su depuis s'acquérir des titres plus solides à notre sympathie !

En 1896, ce sont les Hellènes qui attaquent les Turcs malgré les grandes puissances qui ne purent les retenir... qu'en arrêtant la poursuite de l'armée turque victorieuse. En 1915, les Hellènes trahissent leur alliée de 1912 et de 1913, malgré un traité formel. En 1916, ils ouvrent leur territoire à l'ennemi, sous la pression des intrigues germaniques. En 1919, les Hellènes avaient massé près de Drama, à la frontière bulgare de Thrace, des divisions et même des corps d'armée. Pourquoi cette accumulation, si évidemment inutile, de pareilles forces? Je l'ignore, mais voici ce que j'ai vu et entendu.

Lorsque le commandement des armées alliées créa, au début d'août 1919, un détachement d'occupation de Thrace, les

Hellènes avaient pris l'initiative d'y détacher aussitôt un officier de liaison, en violation, d'ailleurs, de certaines conventions. Le fait accompli avait été sanctionné. Cet officier de liaison pressa à plusieurs reprises le colonel français, commandant alors le détachement, de laisser pénétrer en Thrace les corps d'armée helléniques. « Cela ne dépend pas de moi, disait le colonel, étonné à juste titre. — Vous plaisantez, répondait l'officier hellène, qu'est-ce qui vous en empêche? C'est vous qui commandez en Thrace. Les Bulgares, surpris, ne pourront résister. (D'ailleurs *vos* troupes les mettraient facilement à la raison.) Et, devant le fait accompli, la Conférence de la Paix s'inclinerait. » Ainsi parlait à Xanti le descendant de l'artificieux Ulysse, au nom des bouillants Ajax de Drama. Le colonel Allié l'avertit alors qu'il donnerait l'ordre de tirer sur tout soldat hellène qui franchirait la frontière. Sans sa droiture et sa fermeté, nous aurions vu les Hellènes rééditer le coup de Ferdinand en 1913, et cette fois sans risque, puisque nous étions là.

***

De même que leurs « félonies », l'« impérialisme » des Bulgares ne doit pas être incriminé, ou simplement étudié, sans être comparé à celui de leurs voisins. Tant que le conquérant osmanli détenait en son pouvoir des terres d'Europe, les États balcaniques n'étaient que des *États en formation*, comme l'Italie au XIXe siècle. Pour eux, *impérialisme* se confond avec *nationalisme*, ou mieux, puisque j'ai fait allusion à l'Italie, avec *irrédentisme*.

Ce développement des nationalismes en impérialismes à visées communes se comprend assez facilement dans les Balcans. Il est des provinces entières sans « nationalité ». Certaines régions ont des éléments ethniques tellement variés et si intimement mélangés, que chacun des États voisins, aveuglé par la fièvre de croissance, ou par la mégalomanie, entasse avec facilité pour transformer ses « prétentions » en « revendications », des Pélions de documents sur des Ossas d'inventions. Histoire ancienne, histoire moderne, histoire religieuse, croyances, mœurs, traditions, folklore, linguistique, phonétique et grammaire comparée, toponymie, statistiques ethnographiques,

que n'appellent-ils tour à tour à la rescousse ! Les nationalités sont tellement « flottantes » dans ces pays, que vingt ans d'administration d'un peuple, voisin par les usages et la langue, sont susceptibles d'en modifier le caractère. C'est ainsi que Niche est aujourd'hui considérée par les Bulgares eux-mêmes comme perdue pour eux. Par contre, la côte orientale de la mer Noire, maquis ethnique semblable à la Thrace et à la Macédoine, avec ses Tatares, ses Turcs et ses nombreux Hellènes, est depuis longtemps parfaitement incorporée à l'État bulgare.

Aucun des « irrédentismes » balcaniques n'est donc absolument sans fondement, ou sans apparence de fondement. Mais ce qui déforme ce sentiment, c'est la manie de l'exagération. Enfants et Orientaux, les peuples balcaniques exagèrent comme nul autre peuple, à ma connaissance, n'en fournit l'exemple. Si nos amis italiens avaient la mentalité de nos alliés les Hellènes, ils réclameraient l'ancien empire romain.

A Belgrade, les dirigeants rêvent de posséder Sofia. Les meilleurs esprits d'Athènes avouent ingénument qu'on doit à la civilisation de la Grèce antique, donc qu'on leur doit à eux, Hellènes modernes, de les aider à reconstituer l'empire de Byzance, « jusqu'au Danube, ou tout au moins jusqu'à la chaîne du Balcan ». La Thrace, jusqu'aux Rodopes et sans Constantinople-Byzance, ce n'est pas assez. Passe pour cette fois, évidemment. Mais patience. La Bulgarie est maintenant si petite...

Témoignons largement aux peuples balcaniques dont le hasard d'une alliance, ou la contrainte et le calcul tardifs ont fait nos alliés, notre reconnaissance pour les services que nous leur avons rendus, mais, de grâce, n'épousons pas leur mentalité. C'est pourtant ce que semblent avoir fait les puissants de Neuilly et de San Remo. Souhaitons que leur indulgence n'aille pas encourager de nouvelles guerres. Ce n'est pas par ignorance qu'ils ont péché. Ils savaient que leur œuvre n'est pas durable, étant souverainement injuste. Ils savaient que la Dobroudja avait été refusée par les Roumains au Congrès de Berlin, en 1878, et que des motifs purement stratégiques avaient poussés ceux-ci, en 1913, à annexer la Dobroudja du Sud ; et qu'en 1919, ils avaient invité Bucarest à s'en-

tendre avec Sofia pour sa rétrocession. Ils savaient que la Macédoine n'est pas serbe, qu'elle n'est guère grecque, mais qu'elle est turque et bulgare ; en pleine guerre du Droit, ils avaient insisté eux-mêmes pour sa cession à la Bulgarie. Ils savent que Tsaribrode est une ville purement bulgare, cédée aux Serbes pour des raisons stratégiques avouées ; que la Thrace est turque, que Dédéagatch aux mains des Hellènes est inutilisable pour les Bulgares, et que Venizélos lui-même en 1913 consentait à laisser Cavalla à la Bulgarie : l'appétit vient en mangeant.

Quant à l'« impérialisme » bulgare, sera-t-il éteint par le traité? Il serait insensé de le croire. Plus que jamais il s'appellera « irrédentisme ». Le peuple est moins indifférent que jadis au sort des provinces pour lesquelles il s'est battu depuis six ans. Il ressent vivement la perte de la Macédoine, celle de la Dobroudja du Sud, et surtout celle de la Thrace, province que lui avait laissée le traité de Bucarest. Il se formera en Bulgarie une organisation thraciote, comme il y a des comités macédoniens et dobroudjistes.

Ces comités, ayant à leur tête des Bulgares « irrédents », émigrés de Macédoine et de Dobroudja, s'occupaient d'installer dans le royaume les réfugiés de ces provinces. Les Macédoniens, au nombre de plusieurs centaines de mille, étaient arrivés à former une fraction appréciable de la population totale. Ils créèrent en Bulgarie une agitation permanente, en partie artificielle, encouragée et soutenue par le gouvernement, et tolérée avec sympathie par la population. J'ai vu se promener librement dans Sofia occupée par les Alliés des chars macédoniens portant, revêtus de leur costume local, des paysans de villes annexées depuis 1913 à la Serbie ou à l'Hellade ! J'ai déjà parlé des drapeaux en deuil représentant les villes bulgares « irrédentes » à des cérémonies *officielles*.

Les Alsaciens-Lorrains étaient certainement, en France, plus discrets dans leurs manifestations patriotiques. Mais aussi n'a-t-on jamais ouï dire à un Français ce qu'on entendait parfois, avant 1915, de vrais Bulgares avouer dans l'intimité, que « ces Macédoniens nous conduiront à notre perte ». C'est que les Macédoniens sont un élément très remuant, plus intelligents, ou mieux plus malins que les Bulgares dont

ils se servaient pour leur ambition, et surtout plus audacieux, plus actifs et plus turbulents. Ajoutons, généralement moins scrupuleux.

L'émigration macédonienne en Bulgarie se divise en trois groupes, dont le nom suffit à indiquer la tendance : les *rattachistes*, les *autonomistes* et les *indépendants*. Ces trois groupes se donnaient la main pour la partie négative de leur programme : que la Macédoine, de population en majorité bulgare, dans les limites du traité de San Stéfano approximativement, ne soit placée sous la domination ni des Turcs, ni des Hellènes, ni des Serbes.

Le gouvernement bulgare, naturellement, avait toujours été « rattachiste ». Le désastre de 1918 ne l'éclaira pas. Longtemps après l'armistice, en dépit de ses protestations de désintéressement auprès du général commandant l'occupation, il était resté rattachiste et continuait à soutenir les chefs de l'agitation macédonienne, les Protoguérof et les Todor Alexandrof, anciens chefs de comitadjis devenus généraux de division, enrichis en eau trouble, éléments dangereux pour l'avenir de la Bulgarie et la paix des Balcans.

Est-ce à dire que le fond même des revendications bulgares ne soit pas plus justifié que celles de nos alliés? Je suis persuadé du contraire. Pour la Dobroudja du Sud, la question ne se pose même pas. Pour la Macédoine, je l'ai parcourue à peu près en tous sens, et voici ce que j'ai constaté, non sans surprises successives, car j'y étais venu plein d'enthousiasme contre les « félons bulgares », et j'eus plusieurs fois la naïveté d'employer quelques mots de serbe pour me faire comprendre des populations. Les Macédoniens commencent au premier village au nord de Salonique — connue en Macédoine sous le nom slave de Soloun. Ils peuplent tout l'intérieur du pays, mélangés à d'importants îlots turcs, à des Coutso-Valaques, des Tsiganes et autres tribus orientales, à des Albanais à l'Ouest. Les Hellènes sont disséminés çà et là, plus nombreux dans les villes, dans la vallée de la Strouma, dans les villages du Sud, entre Costour (Castoria) et Verria. Ils peuplent la côte, et forment une minorité notable à Salonique, ville essentiellement turque et israélite.

Les Macédoniens parlent un dialecte que la mauvaise foi

seule peut empêcher de rattacher aux dialectes bulgares, parfois plus différents l'un de l'autre que du macédonien. Ils ont en commun des caractères qui les distinguent formellement du serbe, tels que la chute des désinences casuelles (il y en a sept en russe et en serbe), et l'article postposé (il n'y a pas d'article du tout en slave. L'article postposé caractérise, de l'Adriatique à la mer Noire, les dialectes albanais, bulgares, et roumains). Ils se rencontrent en outre sur beaucoup d'autres points, notamment l'accentuation, et la disparition de l'infinitif. (Celle-ci caractérise tout le groupe des langues balcaniques : albanais, bulgare, roumain, y compris le romaïque ou grec moderne.) Les interprètes n'interrogeaient pas les déserteurs originaires de Macédoine ou de Thrace autrement qu'en bulgare classique : ils étaient parfaitement compris d'eux, de même que des populations. Mieux encore : il m'est arrivé, en traversant un village dans la haute montagne aux confins de l'Albanie, loin de toutes influences, loin surtout du royaume de Bulgarie, d'entendre un bambin à qui je posais une question en macédonien de la plaine me répondre en pur bulgare.

La plupart des villages possèdent une triple désignation : la turque, la bulgare et l'hellénique. Tantôt c'est le même mot assimilé différemment par chaque langue (Tessaloniqui — Sélanik — Soloun), tantôt ce sont trois noms qui se traduisent l'un l'autre (Yéni-Keuï, Novo-Sélo, Néo-Khorio : en français Bourg-neuf) ; tantôt ce sont des appellations différentes (Bitol-Monastir). La carte reproduit ordinairement les trois formes ; parfois elle se contente d'une seule, différente pour des villages différents (Arménsco, Arméno hor[io]). Les trois noms s'appliquent souvent à trois quartiers du village nettement distincts par la topographie et par la populaton, et il arrive, dans le cas d'agglomérations rapprochées, que les noms de deux villages se chevauchent, un des quartiers du premier village portant dans la langue de sa race la dénomination des autres quartiers du second, et *vice versa*. On a alors devant soi, tantôt deux villages relativement éloignés dont le nom, recueilli au passage auprès d'indigènes de race différente, est le même, tantôt pour un seul et même village deux noms absolument différents, selon la langue dans laquelle

on interroge les habitants. De là une confusion qui explique la variété des statistiques, et qui fut inextricable en maintes circonstances pour nos topographes. Jointe aux inexactitudes trop naturelles de la carte, cette confusion causa des embarras et des erreurs fâcheuses, des contre-marches, par exemple, ou l'arrêt prématuré d'une attaque victorieuse, dans un village pris pour un autre.

Les Macédoniens parlent ordinairement les trois langues, sauf les Turcs, bien entendu. Un fait digne de remarque est que les femmes, confinées au foyer ou à la ferme, ne connaissent fréquemment que la langue employée par les membres de la famille entre eux. Aussi sont-elles plus fidèles gardiennes des traditions.

Quant aux sentiments des populations macédoniennes, leur trait dominant est de savoir se rendre difficiles à découvrir. Comitadjis, tour à tour hellènes, bulgares et serbes, gendarmes turcs, armées aussi variées ont, par leurs intolérances réciproques, habitué les habitants à ne pas se montrer tels qu'ils sont. Les notables de Monastir et d'ailleurs tenaient cachés dans leurs coffres toute une provision de drapeaux panachés : il faut hurler avec les loups ! Cependant, nous sentions une certaine hostilité dans la boucle de la Tcherna, ainsi que dans la vallée de la Strouma, d'où plus d'une famille s'enfuit à notre approche. J'ai constaté aussi qu'un assez grand nombre de familles macédoniennes avaient leurs fils dans l'armée bulgare.

Les aspirations des populations m'ont paru être assez informes au point de vue politique, mais, je l'avoue, il est fort possible que, même après deux ans d'une occupation plutôt bienfaisante, et, qui, en tout cas, avait ramené dans cette province un calme inconnu depuis quinze ans, les habitants, qui la savaient destinée à prendre fin, n'eussent pas l'audace d'exprimer leur volonté. Voici à cet égard une indication assez précieuse. A Florina, petite ville prospère au sud de Bitol (Monastir), des Macédoniens que j'avais fini, après plusieurs mois, par mettre en confiance, me firent confidence un jour qu'ils songeaient à faire une pétition pour demander à former une province autonome sous la sauvegarde des Français ou des Anglais. C'étaient là des nations

riches ; enfin, ils ne seraient plus pressurés ! Mais ils n'osaient pas, de peur, après notre départ, d'en pâtir, en retombant sous le joug hellène. Et, comme je leur recommandais les Hellènes, au titre d'alliés, ils se regardèrent étonnés, hochant la tête, et l'un d'eux, parlant pour les autres, me répondit qu'ils les connaissaient mieux que moi. « Pourquoi? » demandai-je. Il me dévisagea une seconde, puis, défiant, il se tut... Mais je le vois encore, l'œil plein de rage, faire le geste énergique de se serrer la ceinture ! J'ai ouï dire plus tard que les autorités hellènes prenaient à ces laboureurs jusqu'à 40 p. 100 de leur récolte.

En Thrace, où le recensement des autorités militaires françaises en mars accuse 86 000 Musulmans, dont 12 000 Pomaques (anciens Bulgares convertis à l'islamisme), 56 000 Hellènes et 54 000 Bulgares, j'ai entendu formuler, d'une façon nette et consciente, le même vœu qu'en Macédoine, autonomie sous le contrôle des grandes puissances, qui, riches, ne lèveront que des impôts raisonnables, et surtout garantiront la paix intérieure.

Il ne saurait sembler douteux que les gouvernements alliés ont dû avoir connaissance, par leurs services de renseignements, de ces désirs des populations. Ils n'en ont pas tenu plus de compte que des avertissements reçus dès longtemps sur l'aventurier ambitieux qu'était Dénikine. Est-ce qu'ils se soucient si peu de la justice, et du véritable intérêt des peuples dont ils règlent le sort? D'obscurs marchandages remplacent les décisions du bon sens. Il y a tout lieu d'en redouter les suites.



Dans des pays semblables, ce ne sont pas les traités qui garantissent l'existence pacifique des populations. C'est l'impulsion des hommes d'État. Ce serait le contrôle de gouvernements dignes de ce nom sur les administrations locales. Et c'est, avant tout, la volonté des gouvernants de rester fidèles aux engagements souscrits. En ce qui concerne le traité bulgare, M. Stamboliïski, qui l'a seul signé à Neuilly, est une personnalité dont le caractère, le passé et les intentions constituent pour l'Entente une véritable garantie.

Avec sa forte carrure, sa tête énergique et son verbe résolu, l'actuel président du Conseil bulgare évoque le type classique de l'orateur populaire. Au bout de dix minutes de conversation dans sa langue, on le voit s'animer devant son interlocuteur comme devant une assemblée. Sa parole devient pressée, les phrases se répètent, martelées par le geste. Le regard ne trahit aucune arrière-pensée. On a devant soi un orateur puissant, tout à sa conviction, et l'exprimant sans détours. Il forme en cela, comme dans le reste, un contraste saisissant avec des politiciens bulgares aussi éloquents, mais dont le regard mobile épie, et dont la parole souple suit les impressions de l'interlocuteur. Avocats ! et qui rendent à leur pays le mauvais service d'inspirer la défiance.

Délaissant les méthodes orientales, dilatoires et ambiguës, chères à ses prédécesseurs, M. Stamboliïski va droit au but, avec l'opiniâtreté des races de paysans. On lit dans l'*Été bulgare* qu'en fait de véritables hommes d'État, la Bulgarie ne possède que M. Guénadief. Il faut lui en reconnaître au moins un second : le nouveau président du Conseil agit à sa manière comme un grand homme d'État. Conscient de sa force, il ne redoute pas ses adversaires politiques divisés. Il n'use pas de ruse avec eux. Il expose avec franchise son programme, l'idéal de la Bulgarie paysanne, décidée à secouer le joug de ses politiciens qui, à travers leurs dissensions intestines, la trompaient, l'exploitaient et la conduisaient à sa perte.

Comprenant les avantages de l'union qui fait la force, selon la maxime reproduite au fronton du Sobranié, il est partisan convaincu de cette grande idée, la réconciliation balcanique ; il veut y consacrer ses efforts, il a lutté contre toutes les tendances politiques qui écartaient son pays de cet idéal. Il a lutté contre Ferdinand de Cobourg, qui sacrifiait l'indépendance de la Bulgarie à la grandeur de l'Allemagne pangermaniste ; emprisonné pendant toute la guerre, il travailla du fond de sa prison, avec d'autres détenus politiques comme lui, à maintenir dans l'opinion publique et dans l'armée un idéal nécessaire : celui de l'indépendance bulgare, qu'étouffait peu à peu le rude joug germanique. Il a toujours marché vers son idéal de paix fraternelle avec la Serbie, avec une telle droiture et un tel élan, que ses adversaires allaient, le jugeant

d'après leur propre bassesse, jusqu'à le calomnier et à l'accuser d'être acquis aux Serbes. Le premier en Bulgarie, il a pris le titre de Yougo-slave.

Fatigué, de même que tout son peuple, des luttes stériles et désastreuses, il estime qu'avant de convoiter le patrimoine des autres, il y a place chez soi pour travailler. Il ne songe qu'à augmenter et affermir le bonheur du peuple par de vigoureuses réformes sociales, à développer l'industrie et le commerce de la petite Bulgarie, telle que l'ont faite cinq ans de guerres.

Il est fort. Les dernières élections lui ont donné près de la moitié des sièges au Sobranié. Il représente si bien la nation, qu'il gouverne avec un cabinet homogène, tiré du seul parti agrarien, et qu'au Sobranié il eut l'appui bénévole des partis les plus sages et les plus sensés, le parti « progressiste », dont le chef fut, jusqu'aux élections, son ministre des Finances, et le parti « Narodniaque », qui lui fournissait jusqu'ici le meilleur ministre des Affaires étrangères qu'il pût trouver à Sofia, M. Madjarof, lequel, sans parler de ses grandes qualités, tranche vivement sur le haut personnel politique des anciens partis, par sa franchise et sa loyauté.

Avec M. Stamboliïski, c'est la fin, pour la Bulgarie, de la politique d'aventures à l'extérieur, et, à l'intérieur, du « régime personnel » de Ferdinand, camouflé en parlementarisme. Le jeune roi Boris, très différent de son père, se fait aimer et apprécier pour ses lumières étendues, sa simplicité et... sa discrétion.

C'est également la fin de la menace communiste, dont le gouvernement a triomphé définitivement il y a quelques mois, sans d'ailleurs essayer d'en faire un instrument de chantage sur l'Entente. Le « parti ouvrier communiste » a eu aux élections de mars dernier 49 sièges au Sobranié sur 229, mais il comptait, lors de son Congrès de mai 1919, sur 20 000 adhérents, 3 ou 4 000 ouvriers proprement dits, et plusieurs milliers de petits propriétaires paysans. En relations suivies avec Moscou, le chef de ce parti avouait lui-même, dans un long rapport adressé à Lénine, que le régime des Soviets prendrait pied très difficilement en Bulgarie, pays de petits paysans propriétaires, et qu'il ne

pourrait y être instauré qu'avec l'appui du dehors, c'est-à-dire quand l'armée rouge, ayant vaincu l'Ukraine et la Roumanie, arriverait sur le Danube.

M. Stamboliïski compte avec raison, pour enrayer le mouvement bolcheviste, sur des réformes radicales, et en somme, révolutionnaires. Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger, et le travail va devenir obligatoire. La propriété personnelle ne peut se fonder que sur le travail, et la répartition des biens fonciers va être remaniée, chaque citoyen ne pouvant posséder que ce qu'il cultive lui-même. L'instruction sera de plus en plus obligatoire, et les populations des communes pourront révoquer, par referendum, l'instituteur au-dessous de sa tâche, ou se faisant l'instrument de meneurs politiques.

Ce vaste effort réorganisateur paraît devoir se poursuivre avec succès, malgré l'opposition des partis « bourgeois ». Le danger pour la dictature de M. Stamboliïski, c'est de se voir renverser dans un mouvement populaire que n'est pas sans faire craindre l'injuste cession de Tsaribrode, ville purement bulgare, à la Serbie.

***

Résumons-nous et concluons. Le peuple bulgare a de grands défauts — presque tous balcaniques — et de grandes qualités, qui sont bien à lui. Grâce à ces dernières, il a pu, en trente ans, rattraper et dépasser ses voisins libérés depuis plus longtemps du joug ottoman. Son génie, raisonneur et logique, a transformé, à son image, le slave en une langue analytique, — comme a fait du latin le génie des langues romanes. Il a l'étoffe d'un peuple civilisé. Dans la Fédération balcanique de demain, ou d'après-demain, il tiendra la tête du progrès. C'est un peuple d'avenir.

Le traité de Neuilly-San Remo l'écrase. Virilement, il en accepte les conséquences. Il a répudié les gouvernants trompeurs qui discutent et tergiversent. Il a choisi des hommes d'avenir, et il se remet immédiatement à l'œuvre. Son amour du travail et sa persévérance sont les sûrs garants de son succès.

La France se doit de l'aider dans son effort. Sofia est, je crois bien, la ville d'Europe où proportionnellement on

connaît le plus le français, celle en tout cas où on le sait le mieux. Ce résultat est dû pour une grande part au dévouement actif des écoles religieuses. Je me reprocherais de ne pas leur en rendre ici un hommage impartial, et de taire le nom du Père Gervais-Quénard, le directeur du Collège français de Filippople. Nous pouvons, et nous devons faire que les Bulgares ne se détournent pas de la France, où leurs étudiants accouraient naguère en si grand nombre.

La politique pacifique de M. Stamboliïski les rapprochera d'ailleurs de nous en les rapprochant des Serbes. Ce dernier rapprochement, comme l'a signalé un correspondant du *Temps*, l'ardent slavophile qu'est M. Ch. Rivet, peut s'effectuer avec une rapidité imprévue : aucun intérêt *essentiel* ne sépare les Bulgares des Serbes. Ceux-ci pourront finalement, sinon revenir pour la Macédoine à l'accord de 1912 ou à leurs concessions de 1915, du moins accorder l'autonomie de cette province, pour se réconcilier avec leurs voisins. Certaines raisons puissantes les y poussent, les unes d'ordre extérieur, les autres d'ordre intérieur.

A peine effectué, ce rapprochement fera éclater l'*absurdité géographique* des décisions de Neuilly-San Remo, qui privent de ses débouchés naturels sur la mer Égée tout l'arrière-pays, de l'Albanie à la mer Noire, c'est-à-dire tout l'intérieur de la péninsule balcanique, jusqu'au Danube.

Politiquement, ces pays devront se retourner soit, en suivant le Danube, vers les Empires Centraux, soit, par la mer Noire, vers la Russie, qui reste, malgré son éclipse passagère, la grande inconnue de demain, la protectrice naturelle des petits États slaves et *la seule grande puissance, désormais, aux portes de Constantinople.*

Ces considérations n'échappent à personne. Est-il vrai qu'à San Remo elles ont dû passer au second plan, à cause des intérêts promis par les Hellènes aux Anglais dans les tabacs de la Thrace?

Réglée sans la Bulgarie ni la Russie, la « Question d'Orient » n'est pas close.

LOUIS BRUN

Le gérant : ED. PAUPHILET.

ESSAI PSYCHOLOGIQUE SUR JÉSUS-CHRIST[1]

Si ce travail tombe, à mon insu, entre les mains de quelqu'un, je le prie de ne pas me juger trop sévèrement, s'il est chrétien. Pour qu'il pût porter un tel jugement, il faudrait qu'il connût l'état actuel de mon âme et de ma pensée ; connaissance qu'il ne peut tirer de la lecture de cet Essai, qui n'est après tout qu'une série de notes sur des idées qui me travaillent l'esprit, et qu'il ne comprendrait que difficilement.

INTRODUCTION

Le premier pas de l'homme qui réfléchit est de se voir entouré de mystères et de voir surgir d'étonnants problèmes là où le vulgaire n'en conçoit pas la possibilité. L'homme ignorant passe indifférent à côté des faits qui absorbent le génie du savant. Aussi l'homme et le siècle le plus avancés sont ceux

1. Voir l'article intitulé : *Un opuscule inédit de Renan* paru dans le numéro de la *Revue* du 1er septembre 1920. — Si le lecteur trouve dans le texte quelques lacunes, des phrases elliptiques ou inachevées, qu'il ne s'en étonne pas. On a cru qu'il était préférable de conserver aussi scrupuleusement que possible le caractère de cet écrit. Toutefois, les passages vraiment trop peu rédigés ont été ou supprimés, ou résumés. La lecture du manuscrit a été très facilitée par une copie que madame N. Renan a bien voulu nous remettre. — J. P.

qui ont réussi à soulever le plus de problèmes, sauf à en donner ou à n'en donner pas la solution. — C'est surtout dans les objets qui ont pénétré dans les habitudes de la vie et sont devenus familiers, qu'on est exposé à laisser échapper inaperçus les plus étonnants problèmes et à laisser affadir par un point de vue vulgaire les sujets les plus dignes de la méditation du penseur.

Il n'est guère de problème historique qui n'ait été l'objet d'investigations sérieuses et profondes, pas d'homme éminent dans l'histoire de l'esprit humain, dont la pensée n'ait été analysée, appréciée sous toutes ses faces, confrontée avec l'histoire de son siècle. Une science a été fondée pour expliquer la génération des systèmes philosophiques, et montrer comment ils sortaient de la tige du passé.

Un seul homme, ou pour mieux dire, un seul fait, a été oublié. Cet homme, ce fait, c'est Jésus-Christ. Il ne faut ni science, ni réflexion bien profonde pour voir que le rôle de Jésus-Christ dans le monde a été le plus étonnant dont l'histoire ait conservé le souvenir. La révolution qu'il a opérée est comme le lien qui unit les deux feuillets de l'histoire. Et quelle que soit l'opinion qu'on adopte sur la religion, la force des faits s'impose à tous, et les oblige tous à le prendre pour point d'arrêt, et à compter de lui les années de l'ère nouvelle.

Eh bien ! cet homme... a été le moins étudié. Vous lirez des ouvrages entiers d'histoire et de philosophie où son nom ne se trouvera pas une fois. On passe à côté de lui avec une stupide et inexplicable indifférence, et cette science moderne, si large, si vaste, n'a pas encore compris que c'était là le plus beau et le plus étonnant de ses problèmes.

Quelle a pu être la cause de cette apathie? Jusqu'au moment où la philosophie voulut soumettre à la critique les dogmes du christianisme, le problème ne pouvait exister, ou plutôt la solution en était imposée d'avance. Jésus-Christ était déclaré Dieu dès d'abord, et tout était expliqué. Cette hypothèse, en faisant abstraction de la vérité, était bien plus philosophique que celle des modernes ; car enfin elle *expliquait* le fait, ou plutôt dispensait d'en chercher une explication. Mais du moment où la philosophie a cru devoir renoncer à cette hypothèse, elle aurait dû apercevoir le problème

qu'elle assumait sur elle. Jésus-Christ dès lors rentrait dans la série des problèmes historiques.

. . . .

Néanmoins, j'ose le dire, Jésus-Christ n'a pas encore été scientifiquement expliqué. Il semble même qu'une sorte de répulsion écarte de ce problème ; on craint de s'en approcher. Cela serait explicable si l'on était revenu à l'hypothèse ancienne ; mais non. Parcourez les ouvrages de M. Cousin, par exemple. Platon y apparaît à chaque page, et Jésus-Christ n'y est pas nommé une fois.

En vérité, que signifie ceci? Qui oserait pourtant comparer le rôle historique et philosophique de Platon avec celui de Jésus-Christ? La cause de ce fait est sans doute un reste de l'antique respect : Jésus-Christ est l'objet d'un culte ; il a des adorateurs qui sont prêts à venger son nom. Telle est, je n'en doute pas, la grande raison qui a fermé la bouche à la science ou plutôt qui a empêché les penseurs d'agiter ce problème avec toute la liberté possible.

Une des grandes raisons qui ont contribué à retarder l'explication scientifique de Jésus-Christ, c'est encore l'ignorance où l'on a été des vrais matériaux à consulter pour cette explication. Les écoles philosophiques françaises, pleines des auteurs grecs, ont voulu à toute force ne voir dans le christianisme primitif que de l'hellénisme. Que diraient-elles si nous affirmions que la lecture du Talmud et autres compositions orientales de cette époque, était mille fois plus utile pour expliquer Jésus-Christ et les apôtres que tous les auteurs grecs? Les Allemands l'ont bien senti et tous les auteurs orientaux de cette époque, le Testament des douze patriarches, le livre d'Hénoch, etc., ont été assidûment étudiés par eux.

Il est temps enfin que la science s'en empare ; c'est son domaine. J'entreprends d'analyser Jésus-Christ comme un fait psychologique et historique, de l'apprécier, de l'expliquer s'il est explicable, et s'il ne l'est pas, de tomber à ses genoux et de jeter tout entre les bras de Dieu. Je croirai avoir assez fait, si j'ai pu introduire dans le champ de la critique et de la science un problème qui depuis longtemps aurait dû y entrer.

Je pose le problème comme je le conçois. —La critique

que j'entreprends de Jésus-Christ n'est pas une critique historique, mais psychologique. Je n'entreprends pas de critiquer les faits de son histoire, de la réduire à son expression la plus exacte. Bien plus, je ne le prends pas comme un personnage ayant eu une existence réelle, quoique la chose soit incontestée... Jésus-Christ ne serait qu'un mythe, que ma critique aurait encore sa valeur. — Je prends Jésus-Christ comme un fait, comme la manifestation d'une idée qui a eu lieu incontestablement il y a environ dix-huit siècles, et dont les monuments les plus remarquables sont les quatre Évangiles. Jésus-Christ, pour moi, c'est le caractère moral et philosophique qui résulte de l'Évangile. Supposez si vous voulez que c'est un héros fabuleux auquel les auteurs de ces écrits ont attaché leur conception, peu m'importe ; il resterait toujours à expliquer comment ces conceptions ont pu surgir. Le seul changement qui surviendrait dans le problème serait dans la personne individuelle qui en serait l'objet. En un cas, il s'appellerait Jésus, fils de Marie; en l'autre, il serait multiple, et s'appellerait Matthieu, Marc, Luc et Jean.

Voici donc la plus simple expression de mon problème. — Expliquer s'il est possible par les lois psychologiques l'apparition de Jésus-Christ ou le rattacher aux temps et aux lieux où il a paru. — Quel que soit le résultat de cette recherche, elle ne peut être qu'utile ; si je l'explique, un grand problème scientifique sera résolu. — Si je n'y réussis pas, et que d'autres après moi n'y réussissent pas mieux, le résultat ne sera pas moins précieux. Ce sera la preuve la plus frappante du christianisme et ainsi sera résolue une question qui préoccupe à si juste titre tant d'esprits distingués. — Avant tout, il faut une science de bonne foi, qui se mette à genoux devant les faits, et se laisse traîner par eux, où ils pourront la mener.

Suit une revue des hypothèses relatives à Jésus. Ses contemporains le méconnurent ; les siècles qui vinrent ensuite adorèrent sa divinité (hypothèse théologique). Le XVIII[e] siècle vit en lui un imposteur.

Il n'est personne qui ne reconnaisse maintenant dans ce siécle (le XVIII[e]), d'inconcevables petitesses. Est-ce sa faute? Le temps fait tout, il n'est pas au pouvoir de l'homme de se grandir d'une coudée, et l'esprit humain

est fatalement attaché aux résultats acquis. Nos descendants nous jugeront aussi petits que nous le xviiie siècle. Ne faisons jamais un crime à nos pères d'avoir ignoré ce que nous savons.

Quoi qu'il en soit, il est sûr que rien n'est plus ridicule que les hypothèses du xviiie siècle sur Jésus-Christ. L'esprit général était de le regarder comme un habile imposteur, qui conçut le plan de se faire adorer. Le parallèle avec Mahomet était de règle. Et encore ce parallèle si inexact ne prouvait rien. Car enfin celui-là comprend bien peu l'esprit humain, qui s'imagine qu'une religion quelconque peut naître d'une imposture. Le mensonge n'est pas si fort. Non, non, toute religion a sa racine dans les profondeurs de la nature humaine; elle est le résultat des forces de l'humanité et de ce gouvernement supérieur qui la régit dans ses voies et la mène à sa fin, et non l'œuvre d'un misérable individu, qui un beau jour a rêvé qu'il était Dieu.

Quelques hommes pourtant, en ce siècle, s'élevèrent à un point de vue plus élevé. J.-J. Rousseau comprit merveilleusement son type moral, et ne put le résoudre qu'en le proclamant Dieu. Toutefois il était loin de l'hypothèse ancienne, et qui sait...

L'Allemagne devançait la France. Le rationalisme des sectes protestantes modifia considérablement l'ancienne hypothèse théologique qui avait été conservée intacte par les pères de la Réforme.

Mais le plus haut point de vue fut atteint par les écoles mythiques et panthéistes :

Jésus-Christ fut la forme la plus élevée de l'humanité, le produit de ses forces. Cette école comprit merveilleusement le type moral. Hegel, Gœthe, Richter, Herder, Stranss, Bauer, Ranke en furent dominés. Elle s'éloigne peut-être assez peu de la vérité.

Revenons en France. Le xixe siècle ne fit d'abord que recueillir l'héritage du xviiie. Dupuis[1] (lacune) un pur mythe, sans concevoir que cela n'expliquait rien, et que dire que Jésus-

1. Dupuis (1742-1809), auteur de l'*Origine de tous les cultes, ou la Religion universelle.*

Christ était le soleil n'avançait guère pour son explication. L'éclectisme et les écoles parallèles signalèrent une ère nouvelle. — Jésus-Christ paraît avoir été dans leur conception un philosophe, un grand homme, semblable à Platon, mais sur d'autres proportions. Au moins ils le traitèrent avec respect, et on n'entendit plus l'horrible mot d'imposteur. — On fit même des efforts pour expliquer de plus près le christianisme. M. Pierre Leroux [1] et son école y déployèrent une attention et une étude remarquable. On s'accorda généralement à le faire dériver de l'hellénisme, et tel est encore le système à la mode... Cette hypothèse me semble renfermer une grave erreur... J'espère démontrer que la source a été pure de tout hellénisme, et qu'elle est toute juive. M. Pierre Leroux fut complet en combinant ensemble l'hellénisme, le judaïsme et l'Orient. Jésus-Christ alors eût été un éclectique. Mais cette hypothèse n'est ni suffisante, ni conforme aux faits, comme j'espère le montrer.

Il résulte de cette histoire des diverses explications que l'on a tentées de Jésus-Christ une conséquence bien frappante pour celui qui réfléchit. Quel homme que celui qui a eu une telle destinée ! Un seul homme qui est placé par les uns sur le trône de la divinité, à la droite de Dieu comme ils disent, en rapport d'égalité parfaite avec l'être parfait. Ce même homme (cette expression est juste en toute hypothèse. Que personne n'en soit choqué ; il faut que je l'appelle de quelque nom avant d'avoir résolu mon problème. Je consens à ce qu'on n'y attache aucun fonds) — après sa mort a été l'objet de la passion la plus effrénée qui fut jamais. Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants ont donné leur sang pour lui, en chantant et le remerciant. Des mystiques sont devenus fous d'amour pour lui, lui mort, lui tout spirituel. Lisez sainte Thérèse : elle est folle d'amour, jamais la plus brûlante [2] passion n'a enfanté de tels accents, c'est son époux, son bien-aimé, etc. Et rappelez-vous que c'est un homme mort depuis quinze siècles qu'elle appelle ainsi. D'autres se pâmaient, mouraient de langueur pour lui, tellement que nous (en) rions quelquefois. Malheur à celui qui en rit, il ne comprend

1. Dans son livre, *De l'humanité, de son principe et de son avenir.*
2. Dans l'interligne : Charnelle.

pas l'esprit humain, sa fière originalité; petits esprits, qui n'apprécient pas ce qui dépasse la vulgarité d'un salon, les étroites limites d'un bon sens vulgaire. Pour cet homme mort encore, d'autres ont mené un vie inconcevable, ont fait des sacrifices inouïs. Jésus, disaient-ils, demande cela de nous. — Ils se sont martyrisés eux-mêmes, parce que Jésus a porté une croix, ils se sont figuré qu'il fallait faire de même.

Pour ce même homme mort, il y a eu des conciles, on s'est battu, disputé dans le monde entier pour savoir s'il était ὁμοούσιος [1] ou ὁμοιοούσιος [2]. On a fait sur lui [3] une science tout entière; on s'est tué pour défendre telle ou telle proposition sur sa nature. Ici on brûlait des individus ; là-bas, à genoux devant son image, une jeune vierge s'excitait à tout ce que la vertu a de plus pur et de plus doux. Que d'affligés son image a consolés ! Rappelez-vous que c'est cet homme qui est attaché sur le crucifix. On le voyait à tous les coins de route, à la porte des maisons, dans les plus pauvres chaumières, sur les couronnes des empereurs. Les plus beaux chefs-d'œuvre de 'art lui ont été consacrés. Des dogmes incroyablement extraordinaires. On croit le manger.

Voilà comme les uns l'ont envisagé, et cela seul suffirait pour en faire le plus singulier des êtres. Mais je ne sais si les explications données par les autres n'ajoutent pas encore au miracle [4]. Cet homme égalé à Dieu par les uns, d'autres en ont fait un magicien, d'autres un imposteur, d'autres un théurge fanatique, d'autres un misérable juif encroûté des préjugés de sa nation. Et après cela, vous vous trompez. C'est le plus beau, le plus pur des philosophes, Platon à sa millième puissance. D'autres la personnification de l'humanité, la plus haute expression de sa puissance. D'autres un mythe, d'autres le soleil. Quel horrible intervalle : Dieu, un imposteur. Trouvez-moi donc un degré de l'humanité où on ne l'ait pas placé. Dieu, magicien, théurge, imposteur, philo-

1. De même essence.
2. D'essence semblable.
3. Dans l'interligne : des croisades.
4. Autre transition (en marge) : « Aimé jusqu'à la fureur, il a été attaqué jusqu'à la fureur : on l'a appelé infâme ! »

sophe, humanité, soleil[1]. En vérité, je ne sais si le problème de la destinée de cet être n'est pas plus étonnant encore que celui de son caractère intérieur, que j'ai entrepris d'étudier. Et comment tous les hommes pensants ne comprennent-ils pas qu'il faut à tout prix ou l'expliquer ou tomber à ses pieds ?

PRIÈRE A JÉSUS-CHRIST

Jésus, que tant d'hommes ont adoré, moi aussi je t'adore. Je ne veux entreprendre ta critique qu'en commençant par te rendre cet hommage. Tu m'es mille fois supérieur, tu es mon Dieu. J'adore le Dieu en toi, oui, il y en avait dans ce cœur céleste ; si tu n'étais qu'un homme, comment aurais-tu été si fort, si beau, si pur? Il n'y a rien eu en toi de notre boue. Jésus, dis-moi qui tu es, découvre-moi ta face : « *Abscondisti haec a sapientibus et prudentibus et revelasti ea parvulis. Quicumque non acceperit regnum Dei sicut parvulus non intrabit in illud* [2]. » Que ces paroles sont dures ! Néanmoins je ne puis croire que je te déplaise en appliquant ma raison à ta critique. Car enfin ma raison est une faculté légitime : tu me condamnerais si je n'y croyais pas. Tu ne peux aimer le scepticisme ; ta belle âme l'ignora toujours : tu étais si plein de foi, de conviction, de vérité. *Ego sum veritas,* disais-tu. Pourquoi croire plutôt telle faculté que ma raison? si je n'y crois pas, il faut n'en croire aucune. Or, pourrais-tu approuver ? Allons donc, au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, entrons en matière, au nom de Jésus !

1. Ce long développement a passé, avec quelques remaniements, dans l'article de la *Liberté de penser* du 15 avril 1849 (*Les Historiens critiques de Jésus*, ch. V.).

2. « Tu as caché cela aux savants et aux sages, et tu l'as révélé aux petits enfants... Quiconque ne recevra pas le royaume de Dieu comme un petit enfant n'y entrera pas. » *Matthieu,* XI, 25; *Luc,* X, 21.

PREMIÈRE PARTIE

Jésus-Christ est inexplicable par les lois psychologiques qui régissent actuellement l'humanité.

I

DES LOIS DE L'UNIVERS EN GÉNÉRAL

Le résultat de la vraie science, de celle qui prend les faits pour point de départ, est de découvrir que tous les êtres qui composent l'univers sont soumis à des lois constantes et invariables qui règlent leur action. Le résultat de la science n'est pas de connaître la cause efficiente : celle-ci se cache obstinément à l'esprit humain, et tout ce qu'il en sait, c'est qu'elle existe, et quand il a rattaché par une proposition simple et unique la cause de tous les phénomènes à cette cause unique, qui ne peut être que Dieu, il a épuisé la science des causes. Cette science se compose donc d'un seul théorème. Ses lois sont donc l'objet propre de la science, et c'est depuis qu'elle a placé là son but, qu'elle a suivi la voie du progrès et des recherches vraiment fécondes en résultats.

Le plus important de tous a été de reconnaître que tous les faits de l'univers ne sont pas des faits isolés, effets du hasard ou du caprice, mais qu'ils sont soumis à des manières d'action constantes, inflexibles, et non moins admirables par leur simplicité que par leur fécondité.

Trois ordres de faits se sont offerts aux investigations de la science, et lui ont montré trois séries de lois :

1° L'ordre physique a rattaché à des lois constantes les faits de la matière organisée ou inorganique. Son effort tend sans cesse à les simplifier, les généraliser, à y soumettre les faits qui semblent encore rebelles aux lois connues, mais qui seuls ne sauraient détruire l'induction tirée des faits connus.

2° L'ordre psychologique a montré aussi dans la succession et la production des faits de conscience une série de lois, moins frappantes au premier abord, mais au fond, ni moins

précises, ni moins belles que celles de l'ordre matériel. Honneur à l'école écossaise, qui la première a su faire de la philosophie la science des lois.

3° Un troisième ordre de faits s'est présenté dans les faits historiques. L'histoire en effet n'est que la psychologie de l'humanité ; sa marche est assujettie à des lois aussi rigoureuses. L'histoire est une géométrie inflexible. — Cette troisième série de lois, je l'avoue, a été moins approfondie que les deux autres ; je ne m'étonnerais même pas que plusieurs ne soupçonnassent même pas leur existence. La philosophie de l'histoire, en effet, qui est la science de ces lois, n'est pas encore entrée dans les voies de la vraie méthode. Elle en est où en étaient les sciences physiques avant Bacon, la science philosophique avant l'école écossaise, errant d'hypothèses en hypothèses sans marche délimitée, ne sachant sur quoi appuyer ses recherches, quelle forme donner à ses lois. Mais il viendra un temps où elle se mettra en possession de la pure méthode inductive, et où elle méritera de marcher de front avec les sciences psychologiques, comme celles-ci un jour égaleront, je l'espère, en précision et en netteté, les sciences naturelles. Mais sa forme, je l'avoue, est encore à créer. Car, bien que toutes les sciences doivent avoir une marche et une méthode uniques, elles doivent pourtant se différencier dans la forme. Les sciences psychologiques ne doivent pas se modeler trop rigoureusement sur les physiques, ni les psychologiques humanitaires sur les psychologiques individuelles. Donc trois séries de lois gouvernant le monde, et ne laissant rien à l'arbitraire [1].

Ce n'est pas ainsi que l'envisageait la simplicité primitive. L'homme à l'état spontané n'a pas l'idée des lois. Il transporte

1. Les deux dernières séries ont pourtant cette particularité qu'aux lois invariables et inflexibles qui les régissent vient s'ajouter l'action de la liberté. Oui, l'homme est libre dans les faits psychologiques. La liberté individuelle a aussi une grande part dans les faits de psychologie humanitaire. Concilier cette liberté avec l'inflexibilité des lois, beau problème, résoluble : mais quand il ne le serait pas, ce serait toujours un problème et non une impossibilité. Ce serait la faute de la science. Les lois ne sont pas moins inflexibles pour être entremêlées de liberté, ni la liberté moins...

...La liberté de l'homme a bien aussi le pouvoir de s'interposer dans le monde physique. Qui dira pourtant que ce monde n'est pas soumis à d'inflexibles lois? *(Texte de Renan.)*

le *moi* dans le non-moi, il le peint de ses couleurs, il le fait intentionnel et libre. (V. M. Cousin, cours de 1818, vers la leçon 10.) La nature est pour lui un ensemble de forces vivantes, qu'il prie, qu'il essaye de fléchir. Voyez le sauvage, il menace les vents...

Aussi le miracle entre-t-il avec une facilité incroyable dans leur conception. J'ai vu des personnes simples supposer avec une inconcevable facilité des renversements bizarres des lois de la nature, et cela ne leur faisait pas une ombre de difficulté.

L'ordre psychologique de même apparaissait comme une simple série de faits, sans lien, ou plutôt la réflexion s'applique si peu à cet ordre de choses, que les faits eux-mêmes demeurent complètement inaperçus.

Enfin l'histoire n'est qu'une série intéressante de récits, mais on ne soupçonne pas, au fond, une action régulière et constante. Le hasard fait tout, les hommes gouvernent les choses ; ou bien, si l'on a recours à une providence, ce qui sans doute est un grand progrès, on la fait tout intentionnelle, arbitraire, dégagée des lois, anthropomorphique. Sans doute qu'en toute hypothèse, l'idée d'une providence gouvernant le monde doit être conservée. Mais à la science seule appartenait de découvrir son caractère essentiel qui est d'agir suivant des lois qu'elle s'est imposées librement, en sorte que le calcul de tel événement qu'elle veut produire, n'est pas actuel, elle est nécessitée par ses lois, mais a existé lorsqu'elle a établi ses lois. Elle n'a pu, en effet, s'arrêter à tel ou tel système que parce qu'elle a vu que ce système était plus ou moins convenable à ses desseins. L'archer qui a lancé sa flèche n'est pas libre de la retenir, mais il a été libre de la diriger de tel ou tel côté. Du reste l'*a priori* conduit seul à ces théories, qui sont si bien confirmées par les faits. Nul n'a mieux apprécié ce mode de gouvernement du monde que Malebranche. (Voir *Méditations chrétiennes*, surtout.)

II

DES LOIS PSYCHOLOGIQUES HUMANITAIRES OU DE CELLES QUI RÉGISSENT LA MARCHE DES ESPRITS

Le plus grand service que l'éclectisme ait rendu à la philosophie a été de créer une branche d'études, éminemment féconde dans l'histoire de la philosophie, que l'on doit considérer comme le cœur de la philosophie de l'histoire, puisque la philosophie dans son acception large est la grande directrice des événements humains.

De l'étude approfondie de la succession des divers systèmes est résulté ce principe important qu'il n'y a rien d'arbitraire ni de livré au hasard dans le développement philosophique, que la marche des systèmes est strictement tracée, renfermée dans un cadre qu'elle ne saurait franchir, et que cette marche est celle même de la logique.

. . . .

Tout développement philosophique étant assujetti à ces lois rigoureuses qui gouvernent tous les faits, il s'ensuit que son apparition non plus que celle des faits physiques et psychologiques, ne saurait être l'effet du hasard, ni d'une volonté individuelle. Il faut qu'elle ait sa raison dans les faits qui précèdent. Un germe paraît d'abord : il se développe par une force cachée...

Toute idée émise dans le monde a donc sa racine dans le passé. Elle est greffée sur quelque chose d'antérieur ; la philosophie est un arbre, et non une collection de branches éparses.

Les temps et les lieux. M. Cousin ne pouvait pas plus naître au moyen âge que les glaces du pôle se former sous l'équateur. — Rien de plus désolant pour le penseur que de se voir ainsi enchaîné à son siècle par une force invincible, dans la plus absolue incapacité de s'élancer au delà des résultats qui dans la marche tracée des choses sont réservés à cette époque. Le temps seul est le grand maître de l'humanité ; on peut avancer, mais non anticiper.

Je n'hésite donc pas à poser ce théorème : toute idée qui fait son apparition dans le monde a sa raison dans l'état intellectuel et moral des temps et des lieux où elle apparaît. Il va sans dire que je n'entends parler que des lois psychologiques ordinaires...

III

JÉSUS-CHRIST N'EST POINT UN PRODUIT DE L'ESPRIT GREC

Quittons les principes généraux et entrons dans l'analyse.

Le christianisme appartient à Jésus-Christ.

Il y a dix-huit siècles environ qu'une idée profondément philosophique fit son apparition dans le monde. Le lieu où elle (apparut) fut la Judée. Les développements ultérieurs montrèrent la vaste compréhension de cette forme nouvelle de la pensée. Elle a été la sève de l'Europe moderne, à la fois religion, philosophie, science, morale, politique, empire, force extérieure. Celui qui enfanta ce développement fut un homme assez obscur d'ailleurs, et dont les historiens étrangers à ce développement n'ont conservé aucune trace, il se nommait Jéchoua, Jésus. Ses disciples y ajoutèrent celui de Maschiah[1] (d'une idée juive qui occupait fort les esprits à cette époque) ou en grec χριστ, et de là s'appelèrent chrétiens.

Tel est le fait simple et un de l'origine primitive du christianisme, fait incontesté, puisqu'on n'a jamais vu citer un autre nom pour fondateur du christianisme que celui de Jésus. Jamais développement n'appartint si exclusivement à un individu. Tous les autres ont été plus ou moins le résultat des besoins d'une époque, et l'œuvre des forces réunies d'une collection d'hommes. La gloire de la Réforme appartient sans doute à Luther ; mais était-il seul? et tout son siècle et son pays n'en était(-il) pas (*fetus*)[2] un mot français pour... Descartes, la philosophie moderne; Bacon, la science, mais que d'imperfections ! Quelques lueurs ont suffi pour proclamer

1. C'est-à-dire Messie en hébreu.
2. Gros.

Bacon le père des sciences modernes et cela à juste titre, mais pourtant !... Dans Jésus, au contraire, le christianisme est à sa plus haute puissance, j'entends le pur christianisme, sa morale sublime, son idéal de beau et de vertu. Tellement qu'après lui, il faut reconnaître une longue chute. Jamais en effet le christianisme dans ses nombreuses transformations n'a égalé la beauté qu'il possédait dans l'idée de son fondateur. Je le trouve moral et philosophique dans les premiers siècles, mais entaché de croyances mystiques. Il se montre sublime de gravité et de force moralisante à l'époque de l'invasion des barbares, mais rempli d'idées superstitieuses[1]; grandiose et moral au moyen âge, plein de vie mais dépouillé de ce type pur et sublime de philosophie calme et aimante. Voyez un Pie V, un saint Charles Borromée, quelle dureté, quelle ignorance du beau type moral ! O Jésus, où étais-tu, et ils méditaient des projets de sang au pied de ton crucifix ! Je le trouve enfin grave et ferme, majestueux et respectueux dans nos temps modernes : mais s'obstinant à rester fidèle à l'ἀκρισία [2] du vieux temps et à faire rétrograder les idées qui le dépassent.

Oui, l'Église a été dépassée et s'est dépassée elle-même, mais Jésus ne l'a pas été, ni en dehors ni au dedans de son Église. Quel prodige ! Celui qui veut tracer l'idéal de la vertu et (du) sublime ne peut encore emprunter ses traits qu'à Jésus.

De là, cette première singularité du christianisme et de Jésus-Christ. — La plus haute perfection du développement chrétien a été dans l'idée de son fondateur, et les siècles suivants, loin d'éliminer les scories (ce qui a toujours eu lieu dans les développements scientifique et philosophique), n'ont pu atteindre à sa hauteur.

D'où a pu sortir Jésus-Christ ?

Le christianisme appartenant donc éminemment à Jésus-Christ, cherchons quelles ont pu être les tiges sur lesquelles Jésus-Christ s'est implanté, les (*lacune*) d'où il a pu sortir. 1° doctrine grecque ; 2° judaïsme ; 3° orientalisme. Doc-

1. Siméon Stylite. Qu'à certaine époque on eût présenté au peuple Jésus et un stylite, il eût préféré le stylite. *(Texte de Renan.)*

2. Manque de critique.

trines qui, parties de Babylone et mêlées au magisme, occupaient alors l'Orient.

Rien de plus commun dans les écoles françaises, que cette assertion : que le christianisme est un développement de la philosophie grecque. — C'est, selon moi, une grave erreur, ou, si l'on veut, une grave confusion[1].

Il est vrai que vers le second siècle de l'ère chrétienne, il y eut entre la Grèce et l'Orient une fusion. Une sorte d'éclectisme s'empara de la philosophie. Le platonisme se mêla au magisme, au cabbalisme, aux doctrines juives, esséniennes, chrétiennes, d'où résulta d'un côté la forme platonique du christianisme, et de l'autre, dans le sein du paganisme, les doctrines de la vaste école d'Alexandrie...

Mais avant ce développement ultérieur du christianisme, qui ne fut proprement qu'une altération par mélange, le christianisme existait pur, intègre. Et je vais prouver qu'en cet état primitif, tel qu'il sortit de l'idée de son admirable fondateur, il ne contenait pas le plus léger élément d'hellénisme.

J'appuierai ma démonstration 1° sur l'histoire de cette époque ; 2° sur l'examen intrinsèque des doctrines, pour voir si réellement elles ont entre elles le moindre degré de parenté.

1° Je pose comme un fait historique qu'à l'époque de Jésus-Christ, presque aucun échange d'idées n'avait eu lieu entre la Grèce et le judaïsme et que si l'on en trouvait quelques traces, ces traces sont totalement insuffisantes pour expliquer Jésus-Christ. Je reconnais volontiers que, depuis l'époque d'Alexandre, les Grecs ont joué un grand rôle dans les affaires de l'Orient et spécialement de la Judée, mais cette influence est purement politique. Je reconnais même que sous les Ptolémées les Juifs d'Alexandrie échangèrent plusieurs idées avec les Grecs. Mais ce dernier fait ne paraît pas avoir exercé d'influence sur la Judée elle-même, puisque, au contraire, nous voyons la synagogue d'Alexandrie se mettre en schisme ouvert avec celle de Jésus. Il est vrai encore qu'à l'époque

1. Cette erreur provient de l'ignorance totale où ces Messieurs de l'Université, représentants de l'école éclectique, restent des sciences orientales (et des langues). L'Allemagne, où ces études sont si florissantes, a aussi beaucoup mieux réussi en cette étude critique du christianisme. *(Texte de Renan.)*

d'Antiochus Épiphane, il se forma chez les Juifs un parti qui chercha à se modeler sur l'hellénisme, à prendre les mœurs grecques, ce qui exerça une vive réaction de la part des races sacerdotales et des Juifs renforcés dans leur croyance. Bien plus, les historiens juifs de cette époque, les auteurs des livres des Macchabées, Philon, Josèphe, affichent la prétention ouverte de se modeler sur les Grecs pour le tour et la manière d'écrire. Ces deux derniers se rapprochent même de leur philosophie. Les langues orientales à cette époque se mêlent de grec : le syriaque lui emprunte ses particules ; le dialecte syro-chaldaïque paraît imprégné de grec, on parlait grec aussi bien que syro-chaldaïque en Judée. Mais, 1° tous les échanges d'idées qui ont pu avoir lieu me semblent n'avoir pas dépassé la sphère de quelques individus, Philon, Josèphe, car les écrits qui caractérisent la nation, qui sont le produit naturel, indigène, de la nation, n'offrent aucune trace d'hellénisme. Par exemple, le livre d'Hénoch, le Testament des douze patriarches. Or c'est à ces sources que s'est nourri le christianisme. Saint Paul est talmudiste (non que le Talmud existât en écrit) ; saint Jude cite le livre d'Hénoch ; saint Jacques est un type de rabbin parfait... un vrai Gamaliel[1]. — De plus, quel fut le résultat chez les Juifs de ce mélange de l'hellénisme? Il est incontestable qu'il aboutit uniquement à leur donner l'esprit sophistique et de la ridicule dispute. Oui, s'il y a dans le Talmud (que l'on peut regarder comme le tableau de cette époque) quelque trace d'hellénisme, c'est uniquement dans cette subtilité de dispute. Les écoles de Hillel[1] et Schammaï[1]. Or assurément si l'hellénisme a produit Jésus-Christ et les disputes du Talmud, il faut avouer que ce sont deux produits bien dissemblables.

D'ailleurs, où Jésus Christ aurait-il puisé ces idées, en supposant même qu'elles eussent pénétré dans une certaine classe de la nation ? — Les seuls monuments qui nous restent sur sa vie nous le montrent totalement isolé des savants de sa nation. Le plus beau trait de son caractère est cette antipathie que l'on trouve toujours entre lui et les scribes, lés docteurs de sa nation, dont les conceptions étaient si basses et si petites.

1. Rabbins célèbres ; les controverses des deux derniers se retrouvent à chaque instant dans le Talmud.

Unde hic litteras scit, quum non didicerit, nam est faber[1]? Il faut que cela soit vrai historiquement, car d'abord supposer une imposture ne serait plus de saison, et si les Évangélistes avaient composé un idéal, il semble qu'ils n'auraient pas dû lui donner ce trait, qui cadrait si mal avec l'esprit des Juifs d'alors, qui faisaient grand cas de la science traditionnelle, et qui, comme les Juifs de Pologne d'à présent, n'estiment les hommes que par là.

Supposer que Jésus-Christ ait eu un contact immédiat avec les Grecs, c'est choquer toute vraisemblance, et faire une hypothèse totalement gratuite.

Il est donc impossible historiquement qu'il y ait eu aucun échange entre Jésus-Christ et les Grecs. — Que si l'on élargit l'hypothèse, prétendant que la question ne doit pas être ramenée à cette précision historique, et que l'on soutienne que cet échange a été comme un pressentiment tacite entre l'un et l'autre, sans communication extérieure, on tombe dans ce vague que l'histoire n'admet pas. Et après tout la question que nous agitons en ce moment est une pure question historique. Gardons-nous donc de tomber dans des considérations en dehors des voies de la saine méthode.

2° Examen intrinsèque de la doctrine. Si ces emprunts avaient eu lieu, on en trouverait quelque trace dans la doctrine évangélique et le caractère de Jésus-Christ serait empreint de l'esprit grec. Non : qu'on montre un dogme, un trait de morale (en dehors de la morale universelle qui est de tous les temps et lieux). — Pas un. — Je le répète, je ne parle pas du christianisme du IIe et du IIIe siècle, je parle de Jésus-Christ et des apôtres ; qu'on me trouve dans tout le Nouveau Testament un hellénisme. Ici mon rôle est négatif, quand on m'en montrera un je le discuterai. Le type de Jésus par exemple. Y a-t-il un trait de Socrate? Deux types de vertu idéale sortis d'une même source (je parle dans l'hypothèse que je combats) devraient pourtant avoir quelque ressemblance. Non, Jésus est tout original. Il n'est ni grec, ni (lacune), mais tous l'ont admiré, l'ont adopté comme un produit

1. « Comment est-il si savant, lui qui n'a pas appris, car c'est un menuisier? » *Contaminatio* de *saint Jean* (VII, 15) et *saint Matthieu* (XIII, 54. 55).

national. Socrate n'eût guère été apprécié d'un Arabe, d'un Chinois, d'un sauvage de l'Amérique. Jésus-Christ a été adoré de tous. Quel est donc cet homme qui, tandis qu'il se plaçait si fort au-dessus de toutes les idées nationales de perfection morale, cependant n'empruntait rien du Grec, de l'Indien. Adoré des Juifs, Grecs, Romains, les nations barbares tombent à ses pieds, les sauvages émerveillés encore aujourd'hui, les modernes le désignent comme le type du sublime, le rationalisme le plus déclaré recule devant sa critique, et moi je ne consens à le regarder fermement qu'à genoux devant lui[1].

IV

JÉSUS-CHRIST A SURGI AU MILIEU DES DOCTRINES JUIVES ET ORIENTALES

L'étude historique de l'époque, l'examen des Évangiles, surtout le caractère du Talmud, l'attestent.

Pas une controverse de Jésus avec les Pharisiens qui ne se retrouve dans le Talmud. Même association d'idées, mêmes images. Par exemple, doctrines sur l'adultère. *Beati qui non viderunt et crediderunt*[2], etc.

Les premiers disciples se rapprochent du Talmud, non seulement pour la forme, mais aussi pour le fond. Jésus, dans ses discours, en paraît presque toujours pur, et si quelquefois il semble y tremper légèrement, on peut croire qu'il parlait simplement la langue de son siècle. Quand on renverse quelque chose, il faut nécessairement en prendre le ton. L'adversaire d'une doctrine subtile et basse sera obligé malgré lui de descendre à un ton subtil et bas. — Mais les apôtres se sont beaucoup moins tenus en garde contre ces doctrines.

. . . .

Donc l'atmosphère où a vécu Jésus est toute juive et orientale. Si on y trouve en quelques individus quelque lueur d'hellé-

1. Cette fin de paragraphe a été mise en forme par Renan en 1849 et a passé dans l'article susdit de la *Liberté de penser* (même chapitre que plus haut).

2. « Bien heureux ceux qui n'ont pas vu et ont cru. » *Jean*, xx, 29.

nisme, ces lueurs ne pénètrent pas le corps de la nation, et n'y produisent aucun fruit vraiment utile. La pensée morale des Grecs fut avant Jésus-Christ et quelque temps après lui totalement inconnue à l'Orient.

Remarquez que jusqu'ici je n'ai fait que constater un fait : que Jésus est sorti d'un pays et d'une époque où l'esprit juif et oriental dominaient seuls. C'est un pur synchronisme. Cet esprit dans lequel seul Jésus a pu puiser peut-il suffire pour expliquer comme cause sa production, c'est ce qu'il faut maintenant examiner.

V

JÉSUS-CHRIST N'A PU SORTIR DU JUDAISME ET DE L'ORIENTALISME D'APRÈS LES RÈGLES PSYCHOLOGIQUES ORDINAIRES.

Toute doctrine qui apparaît dans le monde a sa raison suffisante dans le passé. Une doctrine antérieure la détermine, soit par action (la doctrine produite prolonge, dépasse la première : Condillac après Locke, Malebranche après Descartes), soit par réaction (Locke à Descartes, Zénon à Epicure).

Or le judaïsme, combiné à l'orientalisme, n'a engendré Jésus ni de l'une ni de l'autre de ces manières.

A. — Il ne l'a pas engendré par *action*. Il suffit pour le montrer de comparer l'Évangile et le Talmud, qui retracent (quant aux mœurs) la même époque.

Ici tableau du Talmud.

Absence totale d'une idée morale, tellement que sa lecture effraie, trouble l'intelligence. J'invitai un jour quelqu'un à le lire, il ne put en supporter plus de ... [1] pages. C'était un poids qui pesait sur lui, et le remplissait d'une indicible tristesse. On dirait un pénible songe, où l'on voit de ces êtres mystérieux à forme humaine, un de ces êtres bizarres mêlés de l'homme et du monstre.

Doctrine basse, petite.

Citations.

Mais surtout pas une conception du pur idéal de vertu,

1. Illisible.

même à son degré le plus infime. La vertu dans des pratiques ridicules, des bains, des purifications. Nulle idée de la pureté du cœur. Nulle adoration en esprit et vérité.

2º Tableau de l'Évangile.

Esprit et vérité. Béatitudes. Ton de bonne éducation, de manières distinguées en Jésus. Et les rabbins ! Jésus et un rabbin en face. — Ne faites rien devant les hommes. —Lutte contre les Pharisiens. — Exécration de Jésus contre eux. — Doux envers les adultères, les publicains, mais furibond contre eux. Zachée, la femme adultère. O Dieu ! un rabbin concevoir de pareilles choses ! Mon Dieu ! pardonnez-leur, ils ne savent ce qu'ils font. — Enfin il suffit de dire que les hommes qui ont possédé au plus haut degré le sens du beau moral, ont toujours proclamé Jésus le sublime du type moral. — Morceau de Rousseau, plein de belle psychologie, le morceau le plus avancé du XVIIIe siècle [1]. Aujourd'hui les mythologues d'Allemagne, les ennemis du christanisme admirent Jésus, et si quelqu'un le blasphémait, tous s'élèveraient. MM. Michelet et Quinet [2], pas un mot, que je sache, contre lui.

Je demande maintenant à la critique de bonne foi, s'il est possible de regarder (ces) deux livres comme sortis d'une même source ; si le Talmud, tel que je l'ai présenté, tel qu'il est en vérité, était capable, je ne dis pas de produire Jésus, mais d'y donner la moindre cause occasionnelle. Autant vaudrait dire qu'au milieu d'une race abâtardie, avilie (et je mets en fait que nulle ne l'a jamais été à un degré tel et avec un caractère aussi déprimé que les Juifs à cette époque) naîtrait un génie. Descartes au sein du brahmisme. M. Cousin en Tartarie.

L'Évangile et le Talmud sont les deux jets parallèles d'un même tronc. Ce sont deux jumeaux sortis d'un même sein et d'une même portée, puisque, quoique l'un soit inférieur pour la date de sa *composition*, il ne fait que présenter le tableau de l'époque de Jésus. Or, qui dira pourtant qu'ils sont frères?

Je ne fais pas de style oratoire, j'énonce un fait matériellement vrai, quand je dis qu'il n'y a pas deux livres au monde

1. Sans doute le passage d'*Émile*. (Rousseau, O. o., 1851, II, p. 597.)
2. Allusion au cours et au livre (1843) de Michelet et Quinet (*Des Jésuites*).

plus dissemblables. Ils occupent les deux sommets de l'esprit humain, l'un le sublime idéal, l'autre la plus effroyable dépression intellectuelle et morale. — Il n'y a pas deux (livres) plus dissemblables. Or l'un était le produit naturel, légitime, l'enfant vrai de son époque. Donc l'autre ne l'était pas. Donc la portée pour l'un n'était pas naturelle. Or bien sûrement ce n'est pas le Talmud qui était surnaturel.

Détail des traits qui dans l'Évangile n'ont pu naître du judaïsme : par exemple, la tolérance de Jésus, la parabole du Samaritain, la Cananéenne, la femme adultère, il mange avec les pécheurs, Zachée, etc.

Il y a des endroits où il est tout plein de l'esprit pur moderne. Krummacher, Kant, etc. Esprit et vérité. Indifférence de la forme, le cœur est tout. Or jamais l'Église n'a atteint à cela, et de fait, cela lui était impossible, en tant que religion : elle a prêché le soupçon, cherché à semer la division et la haine entre les diverses formes du christianisme, leur préférant quelquefois le paganisme. O Jésus ! il les a tous devancés, même ceux qui sont venus dix-huit cents ans après. Or jamais une pareille idée ne fût venue à un Juif. Il ne tombait pas dans leur concept, qu'un non-juif, un Samaritain, etc., pût être vertueux. C'était une contradiction pour eux, comme maintenant (à un degré plus raisonnable) pour nos exaltés, Gottofrey[1], etc. Idiot, va ! Oui, voilà l'idée qui était la plus inaccessible à un Juif. Oh, Dieu ! qui me donnera de rendre ceci ? Toi, Jésus, qui l'a senti. Aide-moi à te venger,

B. — Le judaïsme et l'orientalisme n'ont pas engendré Jésus par réaction, car cette réaction n'était pas possible, et d'ailleurs elle ne suffirait pas pour expliquer l'Évangile.

Nul exemple dans l'histoire d'une réaction si vive, si complète. Dans toutes les réactions, en effet, on renverse les principes opposés, mais on conserve un fond d'esprit. Et puis (que cette hypothèse fourmille d'impossiblités !) comment ce pauvre Juif, ce Jésus obscur, étouffé sous les doctrines qu'on lui imposait, aurait-il pu arriver par sa seule force,

1. Le professeur de philosophie que Renan avait eu à Issy. Voir son portrait dans les *Souvenirs d'Enfance* (p. 233), et l'anecdote où il joue un rôle (*idem*, p. 259).

à cette idée de réaction? Jésus était évidemment du peuple ; que si l'on nie son existence, les auteurs des Évangiles étaient encore évidemment, saint Jean peut-être excepté, de ce qu'on appelait les *Idiots*[1] (dérision qu'on retrouve encore dans les écrits rabbiniques). Or, qui ne sait que cette classe d'hommes, incapables de s'élever à la critique des idées qu'on leur impose, en sont à la lettre étouffés, réduits à l'incapacité la plus totale de les soulever pour les secouer. Figurez-vous donc un pauvre Juif, fils d'un artisan, vivant dans le pays le plus méprisé et le plus obscur de la Palestine, n'entendant que ces doctrines ridicules et absurdes ; qu'il soit révolté de ces doctrines, soit ; encore le concevrait-on difficilement; c'est ce fait même qui est impossible. A-t-on vu un exemple d'un paysan révolté des superstitions qu'il doit pratiquer? Un Thibétain révolté des absurdités du lamaïsme? Les réactions ne naissent qu'en des hommes qui ont pu s'élever à des régions plus élevées, se mettre en contact avec d'autres idées. — Mais je l'accorde : ce Juif est révolté de l'avilissement des doctrines qu'on impose à sa nation : il veut la délivrer de ce joug ; mais en vérité arrivera-t-il à l'Évangile? Non, ce pas est trop brusque, rien d'analogue dans l'histoire. Tout se prépare, le germe est d'abord insensible, mais, au moins suivant les lois ordinaires (ce qui est toujours sous-entendu en cette critique), jamais sans préparation, sans transition, ne s'opère une aussi inconcevable (*inachevé*).

Je crois donc avoir démontré que le judaïsme mêlé à l'orientalisme était totalement incapable de produire Jésus, soit par action directe, soit par réaction.

1. L'expression *Idiots*, écrit ailleurs Renan, est consacrée chez les Juifs « pour désigner les ignorants, avec lesquels les plus savants ne lient pas communion. »

VI

IL Y A EN JÉSUS BIEN DES TRAITS QUI SONT DIFFICILEMENT EXPLICABLES PAR LES IDÉES PSYCHOLOGIQUES DE QUELQUE ÉPOQUE QUE CE SOIT.

Non seulement l'époque et le pays de Jésus étaient psychologiquement incapables de le produire, mais je crois pouvoirr ajouter encore, quoique y ajoutant un degré moindre de certitude critique, qu'il y a eu en lui plusieurs traits qui sortent tout à fait de l'humanité ordinaire, et sont inexplicables, à quelque époque et à quelque lieu du monde qu'on les place.

1° Traits particuliers. Ici les énumérer, chercher en Évangiles.

Par exemple : si quelqu'un n'abandonne pas son père et sa mère pour moi, il n'est pas digne de moi. Porter sa croix. Les béatitudes. Les enfances. J'explique Socrate, mais ceci difficilement.

2° Caractère général de Jésus, si beau, si pur. En ce temps et en ce lieu, c'est un prodige ; en tout temps et en tout lieu, encore. Les théologiens ont depuis longtemps donné cette preuve, et c'est la meilleure qu'ils aient de la vérité de leur point de vue.

COROLLAIRE

Donc ceux-là ont été excusables qui ont proclamé Jésus Dieu; ils l'ont mieux compris que tous ceux qui en ont fait un pur homme et surtout un imposteur. Donc le christianisme est raisonnable, mais est-il rationnel? La cause qu'ils assignent est suffisante. N'est-elle pas plus que suffisante, c'est ce qu'il s'agit d'examiner par les règles de la critique scientifique.

DEUXIÈME PARTIE

Explication de Jésus par les lois psychologiques extraordinaires, qui font à certaines époques leur apparition dans le monde.

I

DES LOIS EXTRAORDINAIRES EN GÉNÉRAL

Je demande une attention spéciale pour la théorie générale que je vais exposer, et que je crois neuve et importante, non seulement pour l'explication que j'ai entreprise, mais pour toutes les sciences qui s'occupent des lois de l'univers. Le seul écrivain où j'ai trouvé quelque trace de ces idées est le docteur Wiseman, dans ses *Conférences sur les rapports entre la science et la religion révélée*, ouvrage le plus avancé de l'école catholique.

Je crois que, outre la série des lois qui gouvernent actuellement l'univers, il y a comme une seconde série de lois, qui ne gouvernent pas habituellement le monde, mais qui y font leurs apparitions à certaines époques de révolution, soit dans la nature physique, soit dans la nature psychologique.

Dans l'ordre physique, par exemple, n'y a-t-il pas des faits, qu'il faut de force admettre, et qui n'ont pu être en aucune façon produits par les lois actuelles de la matière? Il est incontestable que l'homme a commencé à exister sur la terre : citer Cuvier ; notre globe récent, l'homme encore jeune. Or, comment a-t-il pu commencer? Les hypothèses de La Mettrie, etc., en les supposant possibles, ne le sont qu'en supposant alors des lois bien différentes de celles qui existent maintenant. Il est vrai que c'était mal leur répondre que de leur demander pourquoi la terre ne produit plus d'hommes [1], ce pouvait être une loi de ces époques qui n'existe plus.

1. Ils répondaient : De même qu'une vieille poule ne pond plus d'œufs. La forme était sotte et absurde, l'idée mal présentée, mais pas fort éloignée du vrai. (*Texte de Renan.*)

Le catholicisme voit là une action immédiate de Dieu ; en un sens c'est justement notre thèse. Mais il est plus scientifique et plus conforme au régime des lois qui gouverne le monde de supposer que la génération de l'homme, comme tous les autres faits inexplicables par nos lois actuelles, a été le produit de lois aussi stables que celles qui existent maintenant, aussi régulières, aussi inflexibles, aussi éloignées de toute idée de cause intentionnelle.

Une foule d'autres faits sont tout aussi inexplicables que celui que je viens de citer. Les différentes révolutions géologiques qui ont changé la face du monde sont totalement inexplicables par nos lois actuelles, surtout en ce qui concerne la production des races et d'un système végétal tout nouveau, puisque c'est un principe reconnu pour incontestable dans l'ordre actuel du globe que la matière ne s'organise pas elle-même. La construction anatomique des animaux de ces périodes reculées, les différents faits physiques qui paraissent y avoir eu lieu ne sortent pas moins de l'analogie de l'ordre actuel.

Passons à l'histoire de l'homme, c'est-à-dire au monde physiologique et psychologique. Il faut de même admettre dans l'histoire de l'humanité des faits psychologiques dont nous n'avons plus maintenant aucun analogue. La science la plus saine paraît démontrer l'unité de l'espèce humaine : or pourtant la différenciation des races n'est explicable par aucune des lois actuelles. — On cite des petits faits isolés, mais ils sont loin de supposer des causes capables de produire ces grands effets. Il faut supposer que l'humanité — à ces époques reculées, était soumise à des influences qui n'ont plus maintenant d'analogue, et qui ne sauraient plus produire les mêmes effets. C'est l'opinion de M. Wiseman. — La division des langues qui laisse néanmoins entrevoir leur unité, est trop nette pour pouvoir être expliquée dans son origine par une cause analogue à celles qui agissent dans le cours naturel des choses. — Mais le problème le plus inexplicable est celui de l'invention du langage. Une révélation au sens de M. de Bonald et de son école est inexplicable et n'a guère de sens. — Il faut, comme l'école allemande, voir là une de ces productions spontanées et soudaines. Or, cette hypothèse

n'est admissible qu'à la condition de ce sytème de lois...

Suivons le champ de la psychologie. Non seulement je crois que l'action de ces lois extraordinaires est indispensable pour expliquer les faits qui ont dû avoir lieu aux origines de l'humanité, mais je crois que leur action s'est prolongée bien au delà, et qu'à une époque encore peu éloignée de nous, elles ont fait leur apparition dans le monde.

Il ne faut pas envisager la psychologie comme une science ayant un objet stable et immuable comme les sciences physiques, la minéralogie par exemple. L'esprit humain en sa partie contingente (je ne parle pas ici de sa raison absolue qui aussi bien est peu importante à considérer dans l'histoire, si ce n'est comme condition de l'intelligence). Qui voudrait comparer, par exemple, l'esprit humain dans l'état où l'a mis la civilisation moderne avec l'état où il dut se trouver, à sa naissance dans le monde, et que le premier fait de conscience se passa en lui? Au milieu de cette nature jeune et forte, sortant d'entre les mains de la destruction et du chaos. Étudiez les peuples primitifs, vous y trouverez de ces lois singulières ou pour mieux dire, de ces facultés extraordinaires qui n'ont plus de sens dans notre état actuel. Pour n'en citer qu'un seul : l'inspiration. Oui, l'inspiration, l'enthousiasme a dû être autrefois une faculté, un fait psychologique aussi réel, aussi spécifiquement distinct que l'est pour nous tel autre fait.

L'expression spontanée de ces états d'âmes primitifs a été la poésie, plus précisément la poésie lyrique, qui n'est plus de nos jours qu'imitation froide, et disparaîtra sans doute.

Quoi qu'il en soit de cette dernière opinion, il n'en est pas moins incontestable qu'à des époques reculées de l'esprit humain et du monde, il a existé de ces lois que j'appellerai extraordinaires, lesquelles ont produit ces bizarres effets qui sortent si totalement de la capacité des lois actuelles, en sorte que, pour expliquer ces effets, il ne soit nécessaire de recourir à aucun effet immédiat, ou, pour mieux dire, en dehors des lois, ou comme on dit, au miracle de la force créatrice. En un mot qu'à aucun moment de l'existence de l'univers, la puissance qui l'a créé n'ait eu besoin de s'inter-

poser dans son gouvernement, laissant aux lois établies le soin de produire les effets pour lesquels elle les avait préordonnées. Telle serait ce que j'appelle une action libre et immédiate, dont l'existence choquerait, selon moi, les plus saines inductions de la science sur le gouvernement du monde, et les idées que donne la philosophie sur la nature de Dieu [1] (V. Malebranche, *Méditations chrétiennes*).

Je voudrais même que les catholiques se persuadassent que sans choquer l'orthodoxie, ils peuvent admettre cette hypothèse pour l'origine des choses ; sauf ce qu'ils appellent leurs miracles. Car s'il est dit dans leurs livres sacrés : *Dieu fit*, n'est-ce pas une locution parfaitement juste et poétique pour exprimer l'action de Dieu par les lois? Car enfin les lois ne sont pas des causes : c'était l'erreur de la vieille philosophie ; ce ne sont que des modes d'action qui supposent toujours une cause efficiente : or, on peut fort bien dire que cette cause efficiente, c'est Dieu, puisque, 1° c'est lui qui a établi ces lois, et par conséquent peut être dit faisant ce qu'elles font, et que, 2° il est plus que probable métaphysiquement que Dieu lui-même est cette cause universelle, qui agit suivant les lois de la nature.

Les causes occasionnelles sont en ce sens plus qu'une hypothèse, et au moins à titre de cause inconnue, il faut dire que c'est Dieu. Ce n'est qu'une définition de mots. Je leur ferai même observer que leur auteur sacré [2] emploie simultanément et dans la même ligne comme synonymes : *Producat terra, fecit Deus*. Dieu fait ce que fait ce qu'il a créé.

Oui, dans l'origine, Dieu créa la matière, et lui imposa ses lois, formes de son action, moule, règle. (Rappeler ici les hypothèses de Herschel et Laplace.) De cette matière en vertu de ces lois se formèrent des globes. Ces globes par suite de ces lois se développèrent suivant un progrès, lequel résultait

1. *A priori* ce système de gouvernement est bien plus beau. Car Dieu n'en fait pas moins bien ce qu'il veut, et il le fait par des lois. Comparaison de deux machines, l'une si parfaite, que l'ouvrier n'a qu'à la laisser marcher, pour faire ce qu'il veut ; l'autre, dans laquelle il faut que l'ouvrier s'interpose de temps en temps. La première plus parfaite sans doute, et dira-t-on que l'ouvrier n'y fait pas ce qu'il veut? On dira : Dieu ne peut donc plus contre ses lois. Non, mais songez que Dieu ne changera pas d'avis pour avoir besoin de changer ses lois. *(Texte de Renan.)*

2. L'auteur de la *Genèse*

lui-même de l'application de ces lois aux circonstances d'alors ; ce progrès couvrit notre globe d'une série de créations, dans lesquelles des systèmes d'êtres organisés en harmonie avec l'état du globe. Enfin l'homme, résultat de ces lois, surgit dans le monde.

Je n'ai encore exposé mon idée qu'à demi, et j'avoue que réduite à ces termes mon hypothèse serait difficile à admettre. En effet ce second système de lois venant comme se surajouter au système actuel ne semble-t-il pas contrarier la simplicité des voies de Dieu, et choquer les analogies du reste de la nature? Ne serait-ce pas ramener en d'autres termes cette action exceptionnelle et intentionnelle de la force productrice à telle et telle époque ; mode d'action que nous cherchons précisément à éliminer, comme en dehors du système ordinaire du gouvernement du monde? Sans doute ; car enfin Dieu serait toujours intervenu intentionnellement à cette époque de la nature pour changer l'ordre établi et y substituer le nouveau, et que dans le cours de cette intervention il ait continué à agir intentionnellement ou par des lois, l'avantage de cette deuxième hypothèse serait peu de chose.

Non, ces lois extraordinaires du monde physique et du monde psychologique ne sont pas des lois différentes de celles qui régissent actuellement ces deux mondes, qui s'ordonnent à celles-ci pour remplir leurs lacunes et suppléer à leur impuissance, espèces d'intérim, étouffés sitôt qu'on n'en eût plus eu besoin. — Ces lois extraordinaires existent encore, elles furent portées dès l'origine comme toutes les autres ; seulement elles ne durent trouver les causes occasionnelles de leur exercice qu'à tel ou tel état du monde, en sorte que, hors de ces états, elles étaient comme n'étant pas et si actuellement elles ne produisent pas leurs effets, c'est que ces causes occasionnelles leur manquent ! Quelle singulière combinaison de lois ne devait pas en effet amener un monde où tous les éléments encore mal harmonisés semblaient en guerre, où l'organisation n'enfantait que des monstres ; où une atmosphère chargée de gaz délétères pour les existences actuelles devait produire d'inconcevables effets sur tous les êtres organisés, où la diffusion des mers sur presque tout le globe devait...

Et quand l'homme naquit sur cette terre, à ce premier réveil de son intelligence, frappé pour la première fois par la vue de la nature, non allaité par le lait d'une femme, ni caressé par une mère, sans l'instruction d'un père, sans aïeux, ni patrie, songe-t-on aux faits étonnants qui durent alors se passer dans l'intelligence humaine? Et la vue de ces grands phénomènes de la nature, qui paraissent avoir formé l'état ordinaire des périodes primitives, quelle impression ne durent-ils pas faire sur cet enfant singulier de la nature, ou plus exactement de Dieu? On conçoit donc que des circonstances si différentes ont pu fournir des causes occasionnelles à des lois qui, en dehors de ces circonstances, ne pouvaient se manifester par des effets.

Je vais plus loin et je soupçonne même que les lois qui régissaient alors le monde ne différaient pas au fond non seulement de celles qui *existent*, je viens de le prouver, mais de celles qui *agissent* maintenant. En effet, ce qui caractérise l'état actuel du globe, c'est l'équilibre parfait des forces de la nature. Équilibre et stabilité du système planétaire. Les grands phénomènes réduits à des proportions modérées. Les éléments de l'air par exemple en proportion donnée : le mélange des terres et des mers sagement ménagé ; en un mot un monde combiné comme à souhait pour le bien-être de l'homme. Avant la période actuelle, au contraire, il parait que cet équilibre s'établissait, mais n'existait pas encore. C'était une oscillation perpétuelle qui tendait au repos, au parfait équilibre. Je me figure un pendule, dont les mouvements ne cessent qu'à l'équilibre parfait. Or, qu'on le remarque, les lois de la nature telles que les définissent les physiciens n'ont de sens qu'en cet état d'équilibre. La loi de Mariotte par exemple, expérience de M. Dulong[1] à la tour Sainte-Geneviève. Une foule de lois ne sont vraies qu'entre les limites extrêmes du chaud et du froid. Est-ce à dire que dans ces limites, la loi ne s'exerce plus? Non sans doute ; c'est la même loi qui agit, suivant toute sa rigueur ; mais c'est nous qui, ne saisissant que son milieu, la définissons par approximation sur cet état d'équilibre. Ainsi la condensation

1. Physicien et chimiste (1785-1838); vérifia la loi de Mariotte jusqu'à vingt-sept atmosphères.

ou dilatation de vapeur par l'élévation ou l'abaissement de température.

Ainsi donc les lois de la nature telles que nous les définissons s'appliquent à un état d'équilibre, mais si elles avaient à s'appliquer à des cas extrêmes, comme ceux qui devaient s'offrir à ces époques reculées, les lois ne changeraient pas, pas plus que la loi de la condensation des vapeurs ne change avec la température. Mais leurs effets changeraient et sortiraient de la proportion qu'ils suivent dans l'état d'équilibre.

C'est ainsi que les mêmes lois qui gouvernent actuellement le monde, s'exerçant dans des circonstances totalement différentes, produisirent aussi des effets totalement différents. Des lois par exemple qui maintenant sont réduites à une échelle presque imperceptible exerçaient une gigantesque influence. Concevez-le par un exemple. — La même loi qui produit le phénomène électrique insensible, pour lequel le physicien recueille toute l'attention de son esprit, est la même qui produit la foudre. De même une loi qui maintenant ne produit plus dans l'univers que des effets de l'ordre des infiniment petits produisait alors de grands effets. Ainsi par exemple, je suis persuadé que la loi de l'organisation spontanée de la matière existait alors dans le monde, que des êtres organisés sortaient sans germe antérieur du sein de la nature suivant des lois régnantes par l'action de Dieu. Cette loi a-t-elle disparu du monde? Je ne le pense pas ; mais elle est réduite à une échelle si petite qu'on peut dire qu'elle a au moins cessé de prendre part à son gouvernement. Les faits de la furculaire des toits, des vibrions du blé, des insectes particuliers à certaines substances artificielles (chocolat par exemple), des insectes de l'eau corrompue, etc., confirmeraient cette hypothèse.

Cela conforme à tout le reste de la nature : rien de brusque, pas de destruction, seulement réduction à l'infiniment petit. Organes se perdant peu à peu dans les différents échelons des races ; éléments des langues s'effaçant peu à peu dans les langues voisines l'une de l'autre

Je me résume : l'univers matériel et pensant est gouverné par une série de lois inflexibles, toujours identiques à elles-mêmes. Mais par suite de l'action de ces lois, il survient dans

la nature différentes époques où ces lois s'exercent sur des proportions toutes différentes, en vertu de causes occasionnelles différentes, et par là produisent des effets différents, effets qui, par leurs combinaisons aussi différentes, donnent lieu à des faces de la nature entièrement dissemblables.

L'état actuel paraît être un état d'équilibre parfait, où ces lois s'exercent comme dans un certain milieu : nous appelons les lois de cet état : lois ordinaires. Mais ces mêmes lois s'appliquant à des états non ainsi équilibrés, produiront des effets totalement différents, nous appelons cet autre régime de gouvernement lois extraordinaires. Expression qui ne sera pas inexacte, si l'on convient qu'on n'entend pas dire par là que les lois actuelles sont essentiellement quant au fond distinctes des lois primitives, mais que ce sont les mêmes en des circonstances différentes.

II

JÉSUS-CHRIST PEUT ÊTRE REGARDÉ COMME UN PRODUIT DES LOIS EXTRAORDINAIRES DE L'ORDRE PSYCHOLOGIQUE

Le gouvernement des lois extraordinaires paraît avoir cessé dans l'ordre physique à peu près vers l'époque de l'apparition de l'homme. Il est vrai que la Genèse, qui mérite beaucoup de foi sur ces temps primitifs, suppose depuis la création de l'homme un déluge, que l'on doit regarder comme un effet de ces lois extraordinaires. La science n'en a pas fourni de démonstration rigoureuse, néanmoins on peut considérer la chose comme fort probable. — Alors le règne de ces lois extraordinaires aurait cessé vers l'époque de la révolution géologique qui suivit la création de l'homme et qui a été dernière.

Le règne des facultés extraordinaires en psychologie n'a donc pas dû coïncider avec celui des lois extraordinaires en physique. En effet, nous les voyons se prolonger en psychologie à une époque beaucoup plus rapprochée de nous. De plus, comme la psychologie ne s'applique pas à un fonds toujours identique, comme de plus l'humanité n'est pas un

tout homogène, dont toutes les parties suivent harmoniquement le même développement, mais qu'au contraire l'une de ses parties se développe immensément, tandis que d'autres restent stationnaires, il s'ensuit que l'application de ces lois doit s'y faire encore plus largement, et que maintenant même, nous pourrons encore trouver chez les peuples dont l'état psychologique est analogue à celui des temps primitifs des faits analogues aussi à ceux de ces temps. Car ce n'est pas la succession des siècles qui fait varier les lois psychologiques, c'est la variation des esprits. Je crois en effet qu'il en est ainsi, et que certaines races de peuples sauvages nous présentent encore une image parfaite de l'état primitif de l'homme. J'ai même toujours été frappé de la ressemblance des mœurs antédiluviennes telles que les décrit Moïse avec celles des Océaniens par exemple, des Zélandais, etc. Ces mœurs en effet se résument en deux traits : brutalité de mœurs, meurtre, etc., et grand développement des idées de volupté.

De plus ces lois psychologiques extraordinaires ne peuvent-elles plus faire leur apparition dans le monde actuel, même civilisé? Je pense qu'elles le peuvent, quand des circonstances en amèneront la cause occasionnelle. Bien plus ; serions-nous bien loin d'une apparition de ces lois ? Plusieurs indices le feraient croire, plusieurs le croient, mais de peur de paraître conniver au mystère, je dis que je n'en sais rien, mais je ne dis pas non [1].

C'est par un effet de ces lois psychologiques extraordinaires que j'entreprends d'expliquer Jésus. En effet, s'il est un fait où il faille invoquer l'intervention de ces lois, c'est incon-

1. En ce point, Renan a, dans une note marginale, résumé son développement. Il y a dans l'histoire humaine des époques critiques, où se manifestent des lois psychologiques extraordinaires. Dans l'intervalle de ces époques critiques, tout se produit d'après les lois psychologiques ordinaires. Peut-être devrait-on admettre encore l'action des lois extraordinaires dans la genèse du christianisme (pour expliquer la vertu apostolique). « Mais au fond tout cela, Jésus même, si l'on comprend bien ceci, ne sont que les lois psychologiques ordinaires, seulement sur une plus large échelle. Aussi crois-je qu'il arrive encore dans des individus de ces sortes de faits dont on ne sait rien. »

« Modifier mon idée des lois psychologiques extraordinaires, montrer bien que ce ne sont que les lois actuelles dans des circonstances extraordinaires. Transition insensible de l'ordre ordinaire à l'extraordinaire. »

testablement le fait de l'apparition des religions. Malheur à ces esprits petits qui ne voient dans (ces) magnifiques pousses de l'humanité que de misérables produits de la supercherie et de la crédulité. Non, il y a dans les religions une sève spéciale, une force cachée ; en un sens même elles sont supérieures à la philosophie : car celle-ci est plus individuelle ; celles-là sont plutôt l'œuvre de l'humanité, et par là plus spontanées, plus énergiques, mille fois surtout plus fécondes en effet (en quoi est le faible de la philosophie). Celles-là ont la vie des peuples, elles les nourrissent des siècles entiers sans s'épuiser, elles servent de ressort à des mondes sans s'user. Quand enfin elles ont fait leur temps, il est facile de s'en moquer, mais la philosophie qui s'en moque oublie qu'elle tient d'elles ce qu'elle est, qu'avant d'être philosophie, elle a été théologie. — Oui, il y a dans les religions, dans la force plastique qui les fait germer, un élément vraiment divin, si l'on consent à n'entendre par ce mot que l'effet d'une action extraordinaire de Dieu, suivant une loi extraordinaire. Aussi est-il temps de faire rentrer leur étude dans le cadre des sciences comme une branche des plus importantes de la vraie philosophie, sous le nom de Psychologie des religions.

Un fait seul suffirait pour prouver ce génie énergique et *surnaturel* des religions. C'est l'impuissance, le ridicule des efforts humains pour en fonder. Tous ceux qui ont voulu s'en mêler et qui n'ont pas obéi à une impulsion surnaturelle ont été honnis avec raison : le culte de la Raison, Mickiewicz, etc. C'est comme si un paysan voulait remuer la terre avec son bâton sans point d'appui.

Ce qu'il faut dire de toutes les religions, il faut le dire spécialement du christianisme, qui est la religion par excellence, et en un sens, bien plus qu'une religion, quelque chose d'unique et à quoi il ne faut rien comparer, tellement que je crains qu'on ne comprenne mal ce que j'ai dit précédemment, semblant le mettre sur le pied des autres religions.

Non, il n'est pas né naturellement, ce christianisme sublime ! Cet admirable Jésus, qui d'après les lois psychologiques ordinaires était un mystère inexplicable, va dans cette hypothèse s'expliquer d'une manière digne de lui et de la science. En vertu de cette force cachée, qui veille à l'exalta-

tion de l'humanité, qui s'est chargée de son éducation, qui la conduit et dirige vers son but à travers les mille variétés de la vie, force, je le répète, non intentionnelle dans son action incessante, mais qui l'a été, quand elle a posé les lois d'où dérive l'ordre actuel, en vertu de cette force, à une certaine époque de l'histoire, époque qui offre à l'observation tous les caractères d'une époque extraordinaire et, comme l'on dit, d'une époque critique, dut naître dans le pays le plus singulier du monde un de ces produits étonnants, dont la génération échappe à l'observateur, qui ne la cherche pas au-dessus des données de l'expérience vulgaire. Ils ne se trompaient pas, ces grands interprètes du christianisme, qui le firent naître sans père sur la terre et attribuèrent sa génération non au vil commerce de la femme avec l'homme, non des passions vulgaires, mais d'un sein virginal par l'opération du Saint Esprit. Mythe magnifique, symbole admirable, cachant de ses voiles la véritable explication de Jésus[1]. — Analyser ce phénomène et l'expliquer dans ses détails dépasse encore le pouvoir de la science ; car elle a peu d'analogues certains de ces lois extraordinaires avec lesquelles elle puisse comparer ce fait. Ce qu'elle peut, c'est de constater le caractère singulier d'énergie qui caractérise ce (*lacune*) comme tous les autres produits de lois extraordinaires, c'est de constater encore le caractère étonnant de son époque qui semblait (*fetus*)[2] de quelque chose d'extraordinaire. C'est de montrer la possibilité de cette génération singulière par des analogies de la nature physique. J'envisage l'apparition de Jésus — des idées Jésus, non de la personne précisément, mais (des) idées qui ont été réunies à leur plus haute puissance en la personne, comme analogue à celle de l'homme sur la terre ; c'est une espèce de création nouvelle, toute spirituelle, incarnée pourtant : il le fallait pour se manifester à l'homme. Mais la chair ne paraît guère en lui. La fin de l'humanité est d'atteindre ou plutôt de marcher en cherchant à atteindre l'idéal de moralité et de science, c'est-à-dire Dieu. Jésus s'est trouvé là au milieu de sa course pour lui en offrir le type parfait.

1. Passage repris avec quelques modifications dans la *Liberté de Penser*.
2. Grosse.

C'est la collection de l'humanité, en lui est l'humanité et Dieu, comme dit saint Paul. — Composé de ces deux natures selon la théorie chrétienne, encore admirable symbole. Vous voudriez que je vous l'analyse ; non, je ne le ferai pas ; il me suffit de vous avoir montré la possibilité de le faire. Car je mets en fait : 1° que les théologiens ne démontreront jamais que cette explication est insuffisante ; 2° si elle n'est pas insuffisante, il faut l'admettre, car elle est plus scientifique, et plus conforme aux analogies du gouvernement du monde. En d'autres termes, une hypothèse est prouvée, suivant Newton, quand elle est nécessaire et suffisante pour expliquer ce qu'elle veut expliquer. Or, celle-ci jouit de ces deux qualités.

1° Elle est nécessaire. Je l'ai prouvé en ma première partie; 2° elle est suffisante. En effet, si elle ne l'était pas, il faudrait admettre l'hypothèse théologique d'un miracle, d'une incarnation réelle de Dieu, etc. Or cette hypothèse, outre qu'elle est surabondante, souffre d'énormes difficultés de critique. Car ce Jésus si admirable, que dans son sublime il est totalement improductible par les lois ordinaires, a aussi son côté faible. Oh! Jésus, pardonne-moi ce que je viens de dire. Non, tu n'avais pas de côté faible, ce sont les narrateurs de ta vie, ceux qui ont fait ton portrait, et qui en certains traits t'ont si bien représenté, qui en d'autres ont moins bien réussi. Oui, quelquefois ils t'ont fait Juif comme ils l'étaient ; ils ont voulu te charger de miracles, comme un théurge de ce temps, démons chassés, jeûnes au désert, etc. Que je leur pardonne de bon cœur ! ils étaient de bien bonne foi, et bien bonne intention, et croyaient te faire honneur. Qu'on fasse présent d'une belle statue d'or à une église de village, ils croieront l'embellir beaucoup en la chargeant de petits colifichets. Et puis cette hypothèse théologique oblige en certains cas de choquer la critique ; car rien de plus mauvais que la critique des religions, parvenues à leur état réflexe.

Car elles ont deux états, ces religions, comme l'homme et l'humanité (voir Cousin, 1818), l'état spontané où tout est vrai, beau, pur; puis le réflexe, où on veut subtiliser sur ce qui n'est pas vraiment de l'essence. Ou prétend faire rentrer dans la religion un tas de faits...

Si pourtant, ô Jésus, l'hypothèse théologique était vraie, oh ! fais-le-moi connaître. Dis-moi donc ! Car, il faut le reconnaître, si cette hypothèse (est vraie), je suis bien malheureux, et bien loin du vrai. O Jésus, éclaire moi, toi vérité, toi vie. Je souffre, ô Jésus, d'avoir soulevé ton problème. Il est trop lourd pour moi, car je ne suis qu'un homme, et toi tu étais quelque chose de plus. Oh ! dis-moi donc ce que tu es. — Mon Dieu, suis-je de bonne foi? purifie-moi, et une bonne fois, dis-moi oui ou non !

Ici j'ai été à la chapelle prier Jésus, et il ne m'a rien dit.

CONCLUSION

La seconde partie de ce travail n'est qu'une hypothèse, et ne doit être prise que comme telle. Je ne dis pas de même de la première. Je la regarde comme une œuvre scientifique, un résultat acquis à la science, et qu'en toute hypothèse il faut conserver. Aussi je me réjouis d'avoir bâti à la gloire de Jésus un monument scientifique. Il est vrai qu'on lui en a élevé de bien plus beaux. Car c'est le propre des fondateurs de religion, d'avoir dans la postérité une part de gloire bien plus grande que tous les autres grands hommes, puisqu'ils ont l'adoration ou au moins le culte du respect religieux. Il est vrai aussi qu'ils sont exécrés et traités de la plus horrible manière par ceux qui ne sont pas de leur religion ; mais cela est bien compensé par le culte de leurs sectateurs. Jésus a donc vu élever à sa gloire bien des beaux monuments, empreints profondément de vertu, de poésie, de pitié, d'amour, d'art, de conception, mais peu au coin de la science. Puissé-je avoir prouvé à mon siècle qu'il est le premier des hommes, je ne dis pas le plus grand : car ce serait l'assimilier à nous.

Au reste, ne disputons pas sur les mots. Si on y réfléchit, on verra que mon hypothèse est à peu près identique à celle des rationalistes allemands. Elles ne diffèrent que par le point de vue où elles sont prises. — Et même est-elle si différente de celle des théologiens? Je ne le pense pas ; je regarde leurs locutions sur l'incarnation et sur Jésus-Christ comme fort exactes, seulement symboliques et pleines de

poésie. Si je chantais Jésus, je m'en servirais. Mais dans l'analyse scientifique, il faut aller au réel. — Il serait temps enfin que les théologiens consentissent à soumettre à des concepts rationnels quelques-uns de leurs dogmes anticritiques. Ce qu'il nous faut, c'est le christianisme rationalisé, le christianisme d'Allemagne. Mais nos vieux théologiens n'y arriveront pas vite. Au jour où M. Carrière, M. Gallet, M. Tresvaux[1] s'y mettront, l'humanité aura progressé.

Ici se place un court *Appendice sur l'islamisme*. La doctrine de Mahomet n'est pas originale dans ses éléments, et elle est moralement inférieure. A la rigueur, on se passerait ici de recourir à une loi extraordinaire, sauf peut-être pour expliquer la manière dont l'idée de sa mission a pu venir au prophète. Mais il faut ajouter aussitôt que Jésus et Mahomet ne sont pas comparables. « Mahomet n'est pas *le plus grand* homme et Jésus est *le premier* des hommes. »

J'ai fait ce travail durant la retraite d'ordination (mai 1845), à laquelle je devais participer comme sous-diacre. Mais je refusai. Dieu, qui voit le fond de mon cœur, sait l'état où je suis, et si je cherche la vérité du fond de mon âme. Qu'il me donne le courage de tout faire pour elle, et de lui sacrifier le bonheur de ma vie, tout ce que j'ai de plus cher, ma mère, ma pensée, ma culture intellectuelle même. C'est dans l'autre vie que j'attends ma récompense, s'il y en a une pour moi. O Dieu ! encore un doute sur mon unique consolation. Maudit soit le jour où je naquis à la pensée ! Heureux celui qui dormit toujours du sommeil de sa raison. *Nunc enim dormiens silerem, et somno meo requiescerem, cum pueris et simplicibus terrae, qui ædificant sibi somnia*[2]. N'importe, je marcherai, quelque part que j'arrive. Ce qui fait la grandeur de l'homme, dit M. Cousin, c'est qu'il préfère la vérité à lui-même.

ERNEST RENAN

1. Trois ecclésiastiques que Renan avait connus au Séminaire.

2. Adaptation de deux versets de *Job* (III, 13 et 59). « (Que ne suis-je mort dans le sein de ma mère !) Car maintenant je serais couché, je me reposerais, je dormirais dans une paix profonde, avec les enfants et les simples de la terre, qui forment des rêves à leur usage. » Le texte de Job porte (*traduction de Renan*), « avec les rois et les grands de la terre, qui se bâtissent des mausolées ».

POÈMES

VISITE A LA CATHÉDRALE DE REIMS

Le chemin qui t'approche et qui conduit vers toi
Est délié, penchant et noble,
On voit se mélanger au flot rose des toits
Les carrés bleus de tes vignobles ;

Et puis l'on t'aperçoit au centre du vallon,
Un peu petite dans l'abîme,
Toi dont la renommée est le chant le plus long
Que le sol ait voué aux cimes !

Ton nom et ta douleur ont dominé les cris
De ceux qui luttent et qui saignent ;
Les corps sentaient en toi le mal fait à l'esprit ;
Mais est-il sage qu'on te plaigne?

— Je t'ai vue, ô beauté que rien n'a pu flétrir,
Plus tourmentée et plus savante,
Sans doute fallait-il que tu saches souffrir
Pour que ta pierre fût vivante,

Vivante et délicate, et pareille à la chair,
Inspirant l'amour et les larmes
Quand le vol des oiseaux et l'azur d'un soir clair
Te traversent comme des armes.

On ne sait plus quel vent soufflant d'un ciel affreux
A pris ton noble corps pour cible,
A fané ton portail suave et rigoureux,
Et t'a faite enfin si sensible !

O face fatiguée et calme, grand témoin
Des sacres, des fléaux, des âges,
L'univers te louait, mais le cœur t'aimait moins
Quand tu n'avais pas ce visage,

Ce visage aplani, résistant, consentant,
Qui, montrant les os de sa face,
Sait bien que sa beauté, fille altière du temps,
A la profondeur pour surface !

O beau visage osseux où, dans l'emmêlement
De tout ce qu'on voulut détruire,
Flotte de pierre en pierre, indivisiblement,
Le charme illustre des sourires ;

Les anges, les beaux dieux, les madones, les rois
N'ont pas quitté leurs alvéoles ;
Dans ce chaos tranquille et sans nul désarroi,
Leur songe se maintient et vole.

Cette antique assemblée aux doigts joints et brisés
A son logis dans ton désastre ;
Tu gardes sous ton air finement épuisé
La solide clarté des astres.

L'oubli, qui chaque jour mêle tout ce qui fut
Aux cendres légères des mondes,
Se heurte à ta vigueur qui dresse le refus
De sa présence sombre et blonde ;

— Qu'on cesse de te plaindre, ô roc, toi que l'on voit
Transpercé par des hirondelles,
Toi, gouffre de l'azur, et la muette voix
Qui dit les choses éternelles !...

LE SILENCE JOYEUX...

Le silence joyeux d'automne,
Où le froid net rit de plaisir,
Contient un pétillant désir
A la fois vif et monotone.
Le cri d'un canard se cantonne
Au bas d'un buisson déchiré
Par le vent clair. Les bois, les prés,
Qu'un gel mince et brillant peinture,
Semblent jouir et s'enivrer
De cette étreinte de froidure.
Le ciel pur est du bleu sacré
Des printemps d'Hellade ! O Nature,
Qu'il est beau ton désir mouvant !
Les silences, le froid, le vent,
Tout ce qui séduit ou harcèle,
Vient servir la vie éternelle
De l'univers gonflé d'ardeur !
— Nature sans repos ni peur,
Qu'il est beau le désir panique,
De la forêt chantant, tanguant,
Forte comme un voilier fringant
Qui fend les flots de l'Atlantique !
Rien ne meurt, tout va s'élancer
Bientôt, à nouveau, de la terre
Où les germes sont entassés
Comme une dormante panthère.
Car, quel que soit l'épuisement
De l'automne, et ses longues pauses,
Le printemps, en qui tout repose,
Se prépare éternellement !...

LE NOBLE ÉTHER DES NUITS...

Le noble éther des nuits, mon amour, condescend
A courber sur nous deux sa bonté qui se pâme ;
Nous rêvons, et pourtant ce n'est pas innocent,
Sans nous voir nous tremblons de nous sentir présents,
Tant la volupté vient de l'âme !

Toi prudent, moi gonflée d'un éclatant amour
Que la divine paix de t'approcher modère,
Nous regardons la sombre et ductile atmosphère
Où les astres brillants sont des fragments de jour;
J'écoute nos deux voix se taire tour à tour,
Comme on se tait quand on espère.

Le vent fait crépiter un arbre vert et brun.
Comme le blé léger rompu par la faucille,
Mes refus, dans tes bras, se défont un à un;
Il ne reste de moi, tant mon être vacille,
Que ce qui reste encor de l'encens qui grésille
Entre la flamme et le parfum !

— Mon amour, le désir qui déchire et dévoile,
Qui comble, qui saccage, et achève et détruit,
A-t-il mêlé nos corps jusqu'aux profondes moelles,
Mon âme est hors de moi, l'infini m'éblouit,
Me suis-je unie à toi, me suis-je unie à lui,
Je sens que mon cœur s'est, dans la fougueuse nuit,
Accordé avec les étoiles !

JE T'AIME ET JE TE HAIS...

Je t'aime et je te hais. Ces tristes mots renferment
La sombre passion qui ne peut s'assouvir;
Les nombreuses saisons mettront-elles un terme
A l'inimitié du désir?

Souhaiterai-je un jour que tu vives? Serai-je
Bonne pour toi autant que pour tous les humains,
Et faut-il que ma force en larmes te protège
Quand j'ai peur de tes lendemains!

SI LE CLAIR DE LUNE...

Si le clair de lune chantait,
Si l'eau parlait dans la fontaine,
Si quelque étoile consentait
A répondre au bruit des antennes,

Si le crissement langoureux
Des insectes dans les calices
Confiait à l'air vaporeux
Son mélancolique délice,

Si les aromes qui, le soir,
Gonflent la brise consentante,
Disaient leur ennui, leur espoir,
Et leur voluptueuse attente,

On entendrait une clameur
Exploser du sol à la nue,
Où tout soupirerait : « Je meurs,
Je vis, je suis, je continue ! »

Amour, fraternité brûlante,
Excès d'âme et de charité,
Qu'elle soit foudroyante ou lente
La grave et noble volupté !

— Quand ses hymnes se seront tues,
Quand son tumulte aura cessé,
Si mon cœur las et délaissé
Bat encor, je veux qu'on me tue.

— Je mets sous l'invocation
De vos Saintes désordonnées,
Ces extases de passion,
Mon Dieu ! que vous m'avez données !

VENT D'ÉTÉ

Le vent large et léger, moissonneur des aromes,
Les répand dans le pur désert des soirs d'été;
Les forêts et les lacs sont dans l'air transportés,
Il semble que le ciel et les astres embaument.
Et dans ce soir où rien n'est plus amer ni lourd,
Sous ce dôme étoilé qui rêve calmement,
J'ai comme un angélique et doux pressentiment
De bonheur sans amour !

QUAND L'AUTOMNE ARGENTÉ...

Quand l'automne argenté et froid comme un raisin
Souffle ses vents légers sur l'été qui s'épuise,
Quand la fraîche saison, à la fois claire et grise,
Comme un printemps plus vif a d'amoureux desseins,

Qu'il est doux de trouver dans des yeux qui fascinent
Ces vertiges puissants dont le cœur se repaît,
Et d'éprouver, tandis qu'une rêveuse paix
Sur la riche saison, moelleusement chemine,
La vivace fierté d'un bonheur stupéfait
Qu'enveloppe l'odeur d'un jardin qui bruine...

LORSQU'UN JOUR SONNERA...

Lorsqu'un jour sonnera l'heure immense où tu meurs,
Et que, servant ton vœu fidèle à tes ancêtres,
Tes amis, épiant ta rêveuse torpeur,
Vers ton lit guideront les prêtres,

Quand, les yeux retirés de l'espace et du temps,
Ton esprit résigné dédaignera de faire
Aucun signe d'espoir à l'ingrate atmosphère
Qui rejette son assistant,

O mon unique amour, quand ton intelligence
Où le chaos du monde avait trouvé des lois,
Ne s'accointera plus que du puissant silence,
Veuille encore penser à moi !

Veuille, dans la terrible et calme solitude
De cet instant dont nul ne prendra la moitié,
Rappeler à ton cœur la tendre quiétude
De mes pieds noués à tes pieds ;

Veuille te souvenir, — tandis que les prières
Bourdonneront sur toi en essaims assourdis, —
De ces grandes ardeurs, sombres et familières,
Où nos cœurs s'étaient enhardis !

Veuille te souvenir, cependant que l'on ôte
Avec l'huile funèbre et sainte tes péchés,
De cette indélébile et délectable faute
Des corps l'un sur l'autre penchés.

Songe à la nudité des membres et de l'âme
Que nous avons connue à l'heure où rien ne ment ;
Quel Dieu t'arracherait cette part de ma flamme?
Ma joie est dans tes ossements !

Il suffit de l'instant turbulent où s'enlace
Un corps à l'autre corps parmi des pleurs cuisants,
Pour qu'aucun baume humain ou céleste n'efface
Ce cachet qui va s'enfonçant !

Il serait plus facile à la sorcellerie
De séparer le sel d'avec toute la mer,
L'astre d'avec les cieux, l'herbe de la prairie,
Que mon sang de ton cœur amer !

— Ainsi, ô mort comblé, tout empli de la sorte
De celle qui te fut si tendre aux jours vivants,
Lorsque tu sembleras, sur les bras qui t'emportent,
Un noir fardeau d'ombre et de vent,

Tu garderas encor, parmi les vagues forces
Qui composent sans fin le sort mouvant des morts,
L'amoureuse résine incluse dans l'écorce,
Et le long plaisir sans remords !...

COMTESSE DE NOAILLES

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE[1]

LE QUATRE SEPTEMBRE[2]

Il était plus de huit heures — le 3 septembre — quand la séance du Conseil des ministres prit fin. L'Impératrice ne parut pas au dîner et je ne la vis qu'un instant. Elle semblait accablée, anéantie, frappée de stupeur; elle parlait à peine. Je sus seulement qu'elle avait fait mander le général Trochu et que celui-ci, prétextant sa fatigue à la suite d'une longue tournée d'inspection dans les forts, avait refusé de se rendre à cet appel et promis de venir le lendemain matin. J'appris aussi que M. Schneider, président de la Chambre, avait promis à l'Impératrice, « en pleurant » (c'est d'elle que je tiens ce détail), qu'il n'y aurait pas de séance de nuit.

A neuf heures, l'Impératrice rentra dans ses appartements. Les officiers et les dames de service se retirèrent. Je travaillai quelque temps dans le cabinet, où M. de Lézay-Marnésia vint me rejoindre. Il avait fait dresser deux lits de sangle, dans le salon du Premier Consul, pour lui et pour moi. Nous nous y jetâmes, tout habillés, vers minuit. La porte des appar-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août et du 1er septembre 1920.

2. Dans le volume de M. Filon, entre le chapitre *l'Impératrice chez elle* et celui que nous donnons aujourd'hui, se place l'histoire de la Régence que l'Impératrice exerça après que l'Empereur se fut rendu à l'armée, le 7 août 1870.

tements, qui ouvrait en haut du grand escalier et donnait accès dans le salon des huissiers, avait été fermée et verrouillée devant moi. Les salons étaient absolument vides et, après onze heures, nul n'y pénétra. J'ai lu ou entendu des récits extraordinaires sur les choses qui furent dites ou faites aux Tuileries cette nuit-là. A ma connaissance, huit personnes que je pourrais nommer, affirment s'y être présentées et avoir été reçues par différents officiers de la maison. Deux de ces personnes auraient eu, à deux heures du matin, une longue conférence avec l'Impératrice. Mon Dieu, cela est possible; un homme connaissant à fond les Tuileries a pu arriver à la porte de la chambre à coucher par le petit escalier de service, envoyer un message à la régente au moyen de la femme de chambre et obtenir ainsi une audience. Il est également possible, et même probable, que plusieurs officiers de la maison passèrent volontairement la nuit dans les salons du rez-de-chaussée et purent ainsi recevoir les visiteurs. Tout ce que je puis dire, c'est que, M. de Marnésia et moi, nous n'avons rien entendu, que nous n'avons vu personne et que rien ne troubla cette veillée suprême, rien que le tumulte lointain du dehors, précurseur de la Révolution.

On ne dormit guère à Paris, cette nuit-là. Tous les ennemis de l'Empire étaient debout et se préparaient à l'assaut final. Le gouverneur de Paris était déjà en pleine révolte. Il avait refusé de se rendre à l'appel de l'Impératrice ; il désobéit de même à l'ordre de son chef, le ministre de la Guerre, qui l'avait mandé auprès de lui. Il avait, de sa propre autorité, appelé à Paris le général Leflô, un revenant de 48, dont l'ardent républicanisme s'affirmait sans cesse par des paroles et ne demandait qu'à s'affirmer par des actes. Le gouverneur donnait audience à des émeutiers qui venaient se plaindre à lui des agissements de la police et les renvoyait avec ces mots : « Soyez tranquilles, le peuple fera bientôt sa police lui-même. » Il chargeait M. Steenackers, député de la gauche, d'un ordre qui convoquait les gardes nationaux de Neuilly pour le lendemain matin sur la place de la Concorde, et le journal *le Siècle*, son organe attitré, généralisait cet ordre en donnant rendez-vous, au même endroit, à tous les bataillons parisiens.

De son côté, M. Schneider, rentré à l'hôtel de la Présidence, adressait, en dépit de ses promesses, une convocation à domicile à tous les députés pour la séance nocturne qui s'ouvrit à minuit. Le banc ministériel était vide : les ministres protestaient par leur absence contre cette violation des engagements pris. Jules Favre proposait hardiment la déchéance et M. Pinard la repoussait avec beaucoup de courage et d'éloquence. M. Thiers, qui se flattait encore de dominer la situation, emmenait Jules Favre dans sa voiture, afin de lui expliquer que la majorité voulait la chose sans le mot. Le reste de la nuit se passait à préparer des bannières où l'on inscrivait, avec impudence, comme un fait accompli, le vote que l'on comptait arracher à la faiblesse des députés, avec le chiffre probable : 185 voix sur 200 ! M. de Kératry organisait de son mieux l'émeute du lendemain. Mais on a vu que le général Trochu lui avait laissé bien peu de chose à faire.

De minuit à deux heures, des foules immenses roulèrent sur la place de la Concorde et dans la rue de Rivoli en poussant le cri de « Déchéance ! ». Au milieu de ce Paris vibrant, enflammé, dont on n'aurait su dire s'il était en révolution ou en fête, le grand palais, entre le jardin fermé et la cour déserte, se dressait, noir et morne, avec ses fenêtres éteintes, comme un îlot d'ombre et de silence au milieu d'une mer de feu.

Bien des fois, j'ouvris la porte-fenêtre qui donnait accès, du salon des dames, sur un petit balcon d'où je découvrais tout le jardin des Tuileries ; j'écoutais les vagues clameurs qui traversaient la nuit, si menaçantes à certains moments qu'on eût pu croire toute proche l'heure du dernier assaut. Enfin les bruits se calmèrent. Lorsque, au-dessus des cheminées qui surmontaient, innombrables, les toits de la rue de Rivoli, s'annoncèrent les premières lueurs de l'aube, le silence était redevenu absolu. C'était un délicieux matin d'été, frais et pur, qui se levait. Au lieu des cris de « Déchéance ! » j'entendis un gazouillement d'oiseaux venant des grands marronniers qui commençaient à m'apparaître, baignés dans une brume bleuâtre.

Il me semblait que j'avais rêvé, que ces cris, ce tumulte,

n'étaient qu'un cauchemar fiévreux, que le jour qui commençait allait nous retrouver tous réconciliés et travaillant, en commun, au salut de la patrie. Mais l'homme n'écoute pas les leçons que lui donne la sereine et pacifique activité des choses : un doux et glorieux matin d'été lui est aussi bon pour une révolution qu'une nuit de tempête. Aussi innocente et aussi pure a dû se lever, sur les Tuileries assiégées, l'aube du 10 août 1792. Ce rapprochement me vint à l'esprit et, sachant que nous étions absolument sans défense, je me demandais si la fin de la journée verrait encore vivante la souveraine des Tuileries.

A sept heures, elle était debout. A sept heures et demie, elle entendait la messe dans son oratoire. Cinq ou six personnes, seulement, assistaient à cette messe : madame Aguado, madame Lebreton, l'amiral Jurien, Eugène Conneau et les femmes de chambre. Nous étions à genoux sur le parquet. Les femmes pleuraient silencieusement ; le recueillement était austère et profond.

Après la messe, je m'approchai de la Régente. J'osai lui dire :

— Madame, il n'y a plus rien à faire à Paris. Il faut sortir de cet enfer, transporter votre gouvernement dans une ville de la Loire et appeler autour de vous le Corps législatif [1]. Je me charge d'aller chercher le Prince impérial dans le Nord et de l'amener à Votre Majesté.

Elle me répondit :

— Ce serait la guerre civile. La force de résistance aux Prussiens serait brisée en deux. Et à quoi bon? Qui n'a plus Paris n'a rien. Je ne bougerai pas d'ici.

— Votre Majesté se défendra donc?

— Je ne bougerai pas, mais on ne tirera pas un coup de fusil.

Que voulait-elle? Tenir tête à l'émeute par son seul courage, défier, en quelque sorte, les Parisiens de commettre, sur sa

1. C'est précisément le conseil que M. Stephen Liégeard était venu, avant la séance de nuit, apporter aux Tuileries, en son propre nom et au nom d'un certain nombre de ses collègues. Il avait désigné Blois et le château récemment donné par la ville au Prince Impérial, comme une résidence tout indiquée. J'ignorais la démarche faite par M. Liégeard et qui coïncidait si bien avec mes propres sentiments.

personne, une grande et solennelle lâcheté historique, essayer sur eux l'ascendant magique qui avait enthousiasmé, fanatisé ses serviteurs et ses amis depuis un mois. Elle m'avait dit, quelques jours auparavant : « S'ils ne veulent plus de moi comme Impératrice, je leur demanderai de me garder comme infirmière [1]. »

A ce moment, on remit à l'Impératrice un message de Lesseps. Il me raconta lui-même ce jour-là qu'il était allé, à six heures du matin, éveiller son ami Girardin et qu'il l'avait trouvé faisant sa barbe.

— Émile, — lui avait-il dit, — ils vont faire une révolution.

Girardin avait répondu simplement :

— Tu vois, je suis déjà rasé.

Sur quoi ils avaient cherché ensemble un moyen de salut et l'apportaient à l'Impératrice. « Abdiquez tous vos pouvoirs entre les mains du Corps législatif. » Ainsi se résumait leur conseil. On aurait alors créé un Conseil de régence en dehors de l'Impératrice, mais Lesseps était persuadé que, si elle faisait mine de se retirer, on la prierait de rester [2]. L'Impératrice refusa de discuter cette idée : « On ne peut, dit-elle, céder que ce qu'on possède, jamais ce qu'on a reçu en dépôt. La souveraineté n'est pas à moi : je n'abdiquerai pas. »

Le Conseil se réunit à huit heures. Un de ses membres, Clément Duvernois, proposa qu'on se servît des pouvoirs de l'état de siège, qu'on mît en arrestation les chefs de la Gauche et qu'on terrifiât le parti révolutionnaire par des mesures de vigueur. Il oubliait que, pour se servir de la force, la première condition nécessaire est de l'avoir en mains. Or, de son siège, il aurait pu compter les défenseurs des Tuileries, ceux que

1. Plus tard, dans l'exil, parlant avec moi de cette journée, elle me dit : « Je n'avais pas peur de la mort. Tout ce que je craignais, c'était de tomber dans les mains de quelques mégères qui eussent mêlé à ma fin quelque épisode honteux ou ridicule, qui eussent essayé de me déshonorer en me massacrant. Je me figurais mes jupes relevées, j'entendais des rires féroces, car, voyez-vous, les *tricoteuses* ont laissé une postérité. »

2. Il m'a assuré depuis, que Barthélemy Saint-Hilaire l'avait confirmé dans cette idée. « Nous ne demandions qu'à garder l'Impératrice », aurait dit le secrétaire du gouvernement de M. Thiers. Je dois faire remarquer que cette phrase est en contradiction directe avec tout ce que nous savions des dispositions de Thiers et avec sa propre déposition devant le Conseil d'enquête.

nous pouvions opposer aux trois cent mille baïonnettes parisiennes : dans le parterre réservé, trois compagnies de voltigeurs; dans la cour, deux compagnies de grenadiers et un escadron de cuirassiers. Encore le général Mellinet n'était-il pas trop sûr que ces troupes obéiraient, s'il commandait le feu.

On ne s'arrêta pas à la proposition de Duvernois et l'on décida de soumettre au Corps législatif la création d'un Conseil de Régence armé de pouvoirs dictatoriaux, comme dans le plan Girardin-Lesseps. Mais, d'après le projet ministériel, l'Impératrice devait en être la Présidente. Il était absolument impossible que ce projet prévalût dans l'Assemblée. Il eût fallu, pour le rendre viable, que M. Thiers s'y ralliât et que le Corps législatif fût mis à l'abri des violences populaires. Or, nous sentions ces deux conditions irréalisables.

Pendant le Conseil, j'eus à expédier, sur l'ordre de l'Impératrice, une dépêche à Charles Duperré, qui était à Maubeuge auprès du Prince Impérial. Dans cette ville, arrivaient alors des instructions de Paris et de Bouillon, où l'Empereur avait été conduit; elles étaient contradictoires. Voici le texte de cette dépêche, où quelques mots seulement étaient chiffrés d'après le chiffre particulier, fabriqué par moi l'avant-veille :

« Reçu vos deux dépêches : aurez des ordres verbaux avant ce soir et une lettre de moi par l'homme que vous avez envoyé. L'Impératrice veut que vous ne teniez pas compte des communications de Bouillon. L'Empereur ne peut pas apprécier la situation.

» FILON »

A ce moment, arrivaient les officiers et les dames de la Maison, présents à Paris. Ils ne venaient pas offrir des conseils, mais affirmer leur dévouement par leur présence et partager le péril de la souveraine. Les salons du rez-de-chaussée et ceux du premier étage furent bientôt pleins et ne se vidèrent qu'après le départ de l'Impératrice. Je tiens à constater ce fait, si honorable pour les fidèles de la dernière heure. Je n'ai pas à défendre, contre le reproche d'inintelligence et de corruption, qui lui a été si légèrement adressé, cette cour où l'on rencontrait des hommes de grande valeur et des femmes d'une haute vertu. Mais j'ai le devoir de rappeler comment elle se

comporta au jour de l'adversité. Lord Rosebery remarqua avec raison l'effrayant abandon où furent laissés Napoléon Ier et sa famille quand vint l'heure du désastre final et il oppose à cet isolement l'empressement de la noblesse française à honorer les Bourbons tombés et à leur faire un rempart dans le danger, un cortège dans l'exil. La chute du second Empire ne justifierait pas le même parallèle. Le 4 septembre, les deux noblesses, que Napoléon III avait ralliées autour de lui, étaient très largement et très dignement représentées aux Tuileries. Plus de quarante noms me reviennent à la mémoire. Pourtant, je ne puis me souvenir que de ceux qui se trouvèrent sur mon chemin comme j'allais et venais dans le château et, même parmi ceux-là, j'en oublie beaucoup.

Dès le matin, la Régente avait envoyé l'amiral Jurien chez le gouverneur de Paris pour l'inviter à se rendre auprès d'elle, comme il s'y était engagé la veille. Quand l'amiral revint : « Hé bien, le général Trochu?... » demanda l'Impératrice. L'amiral, accablé, laissa tomber ses bras. Il venait de perdre l'illusion à laquelle il s'était si longtemps cramponné ; son invincible optimisme était vaincu. Le général, au lieu de venir en personne, envoya son chef d'état-major, le général Schmitz, qui n'alla pas plus loin que le guichet de l'Échelle. Trochu, qui se promena toute la journée dans les environs, a prétendu qu'il n'avait pu pénétrer jusqu'à la souveraine. Jusqu'à trois heures un quart, voitures et piétons entraient et sortaient sans difficulté, et le gouverneur de Paris, accompagné d'une cinquantaine d'officiers à cheval, le général Trochu, idole des Parisiens, devant qui les foules s'ouvraient respectueusement, n'a pu trouver l'entrée des Tuileries ! Que ne venait-il par les passages intérieurs que j'employai moi-même pour sortir? Mais ce qui fut vraiment un comble, c'est la dernière communication du général à la Régente, lorsque les Tuileries furent menacées et qu'il put la croire dans un réel péril. Il lui fit dire qu'il mettait à sa disposition un officier de mobiles « en uniforme ». Cet « en uniforme » me semble à la hauteur des mots les plus amèrement comiques que contiennent nos farces les plus célèbres. C'est le « tarte à la crème » du 4 septembre 1870. Le général s'apprêtait ainsi à « se faire tuer sur les marches du trône », par procuration !

Les nouvelles qui nous parvenaient étaient détestables et la situation devenait de plus en plus mauvaise d'heure en heure. La place de la Concorde était couverte d'hommes armés dont les intentions n'étaient pas douteuses. C'étaient les gardes nationaux convoqués par le général Trochu. Ils n'étaient pas tous entièrement équipés, mais tous avaient des fusils. On a vu quelles piètres forces nous pouvions opposer à la Grande-Armée de l'insurrection, et que ces troupes mêmes n'étaient pas sûres. D'ailleurs, nous ne devions pas faire l'épreuve de leur fidélité, car l'Impératrice avait, à plusieurs reprises, défendu au général Mellinet de faire tirer sur le peuple et elle lui renouvela devant moi cette défense. Aussi bien, l'ennemi était déjà dans la place. Les gardes nationaux, manifestement hostiles, partageaient, depuis plusieurs jours, la garde des Tuileries avec la troupe et ils nous regardaient avec un air moqueur qui semblait nous dire : « Vos minutes sont comptées. »

Vers midi ou midi et demi (je ne puis préciser l'heure exactement), arriva une députation du Corps législatif, dont les principaux membres étaient M. Buffet et le comte Daru. Ils furent introduits auprès de l'Impératrice par leurs collègues, MM. le comte d'Ayguesvives et le baron de Pierres qui, tous deux, avaient fait partie de la Maison, l'un comme chambellan de l'Empereur, l'autre comme écuyer de l'Impératrice. La Régente avait auprès d'elle l'amiral Jurien et la comtesse de la Poëze. Nous, nous allions et venions suivant les besoins du service. C'est pourquoi, bien que la physionomie de la scène soit encore présente à mon souvenir, beaucoup de détails m'échappèrent. Puis-je mieux faire, d'ailleurs, que de laisser parler MM. Buffet et Daru, deux témoins dont la véracité est, je pense, au-dessus du soupçon et que personne n'accusera de partialité envers les personnes impériales. M. Buffet a raconté les faits devant la commission d'enquête parlementaire, dont le comte Daru était président, et celui-ci a confirmé et complété, à plusieurs reprises, le témoignage de son ami. M. Buffet prit la parole le premier. Il exposa à l'Impératrice les raisons qui lui faisaient croire, à lui et à un très grand nombre de ses collègues, que la proposition, arrêtée le matin en conseil des ministres, n'avait aucune chance d'être acceptée. Donc, aucun moyen de faire échec à la proposition de déchéance, à

moins que l'Impératrice, par un acte spontané, ne remît le pouvoir exécutif entre les mains du Corps législatif. L'Assemblée nommerait alors une Commission de gouvernement, autour de laquelle se rallieraient tous les honnêtes gens et qui travaillerait uniquement au salut de la patrie, sans préjuger la question dynastique qui demeurerait intacte. C'était donc une abdication déguisée qu'on demanderait à l'Impératrice. Et à quoi bon? L'illusion parlementaire valait l'illusion ministérielle et l'heure des transactions ou des demi-mesures était passée. Mais nous ne savions pas encore jusqu'où allait l'impuissance du Corps législatif, et cette Assemblée elle-même n'avait pas encore conscience de sa faiblesse. L'Impératrice répondit avec beaucoup de calme et de dignité [1] :

« Ce que vous me proposez, messieurs, réserve, dites-vous, l'avenir, mais à la condition que j'abandonne dans le présent, et à l'heure du plus grand péril, le poste qui m'a été confié. Je ne puis, je ne dois pas y consentir... L'avenir est aujourd'hui ce qui me préoccupe le moins ; non pas, assurément, l'avenir de la France, mais l'avenir de notre dynastie. Croyez-moi, messieurs, les épreuves que je viens de subir ont été tellement douloureuses, tellement horribles, que dans ce moment la pensée de conserver cette couronne à l'Empereur et à mon fils me touche très peu. Mon unique souci, ma seule ambition est de remplir, dans toute leur étendue, les devoirs qui me sont imposés. Si vous croyez, si le Corps législatif croit, que je sois un obstacle, que le nom de l'Empereur soit un obstacle, et non une force, pour dominer la situation et organiser la résistance, que l'on prononce la déchéance, je ne me plaindrai pas. Je pourrai quitter mon poste avec honneur ; je ne l'aurai pas déserté. Mais je suis convaincue que la seule conduite sensée, patriotique, pour les représentants du pays, serait de se serrer autour de moi, autour de mon Gouvernement, de laisser de côté, quant à présent, toutes les questions intérieures, et d'unir étroitement nos efforts pour repousser l'invasion... Quant à moi, je suis prête à affronter tous les dangers et à suivre le Corps législatif, partout où il voudra organiser la résistance.

» Si cette résistance était reconnue impossible, je crois que

1. Ce sont les expressions employées par M. Buffet. Plus loin, il revient encore sur la « calme énergie » de l'Impératrice.

je serais encore utile pour obtenir des conditions de paix moins défavorables.

» Hier, le représentant d'une grande puissance m'a offert de proposer une médiation des États neutres sur ces deux bases : intégrité du territoire de la France, et maintien de la dynastie impériale.

» J'ai répondu que j'étais disposée à accepter une médiation sur le premier point ; mais je l'ai énergiquement repoussée sur le second.

» Le maintien de la dynastie est une question qui ne regarde que le pays et je ne souffrirai jamais que des puissances étrangères interviennent dans nos arrangements intérieurs... »

Alors plusieurs députés prirent successivement la parole, produisant de nouveaux arguments ou répétant, sous une forme différente, ceux dont s'était servi M. Buffet. Une sorte de conversation s'engagea, un peu confuse et incohérente.

Elle était interrompue, à de fréquents intervalles, par des messages de la Préfecture de police qui tenaient la souveraine au courant de l'émeute. Elle les tendait à M. Daru, qui les lisait tout haut. Ces messieurs étaient profondément émus, ils l'ont déclaré eux-mêmes à la commission d'enquête, et l'accent de leurs paroles, lorsqu'ils déposaient devant cette commission, indique assez que cette émotion les ressaisissait au souvenir de la scène. Il s'y mêlait un sentiment d'admiration qu'ils ne cherchaient pas à cacher. « L'Impératrice était-elle calme? » demanda le comte de Durfort de Civrac. Et M. Buffet répondit : « Elle était parfaitement calme. » Lorsque l'Impératrice dit aux députés qu'à son avis, le vrai, le seul moyen de faire face efficacement au danger était de se serrer autour d'elle et de son Gouvernement, M. Buffet s'écria, — et je suis convaincu qu'il était absolument sincère, — que, pour lui, il était tout prêt à le faire, si la chose eût été encore possible.

C'est M. Daru, si je ne me trompe, qui sut le mieux faire appel aux sentiments intimes de la souveraine : « Vous craignez, Madame, qu'on ne vous accuse d'avoir déserté votre poste; mais vous avez donné une bien plus grande preuve de courage en vous sacrifiant au bien public et en épargnant une révolution à la France, une révolution sous les yeux de l'en-

nemi. » Elle était ébranlée. Elle était restée inflexible quand on lui parlait de son intérêt ; elle écouta celui qui lui parlait de son devoir. Mais son respect de la légalité, — un des traits dominants de son caractère politique, — la faisait hésiter : « Hé bien, dit-elle, si mes ministres se rangent à votre opinion, j'y adhérerai. Je ne demanderai qu'une chose : qu'on m'assigne une résidence quelconque, qu'on me permette de partager jusqu'au bout les périls et les souffrances de la capitale assiégée. »

Les députés se retirèrent avec cette adhésion conditionnelle. Je les vois défiler lentement, la tête penchée, l'air recueilli, comme ceux qui viennent de jeter la dernière goutte d'eau bénite sur un catafalque. Ils trouvèrent, en arrivant au Corps législatif, que leur mission était inexécutable et nulle communication ne devait plus venir de ce côté.

La séance s'était ouverte par trois propositions dont l'Assemblée fut saisie : l'une, émanant de la gauche révolutionnaire et formulée par Jules Favre ; l'autre, présentée par M. Thiers au nom des centres ; la troisième, enfin, qui était la proposition du Gouvernement. La première proclamait la déchéance, la seconde la sous-entendait. Quant à celle des ministres, on sait déjà en quoi elle consistait. Les députés se retirèrent dans leurs bureaux pour délibérer. C'est à ce moment que M. Jacob, chef du service d'ordre, recevait du général Trochu l'ordre de retirer ses agents, qui barraient encore le quai : seule et unique circonstance où le gouverneur de Paris ait fait usage des droits que lui conférait l'état de siège et qui plaçaient les pouvoirs civils sous l'autorité du pouvoir militaire. Les grilles étaient ouvertes au peuple par les gardes nationaux du poste, commandés ce jour-là par Clément Laurier et Gabriel Ferry ; la salle des séances était envahie. La déchéance était « prononcée », comme allait l'apprendre à la France un télégramme de Gambetta. Ce qui eût été parfaitement vrai s'il eût ajouté que la déchéance avait été prononcée par lui à la tribune, aux applaudissements de cinq cents insurgés qui garnissaient les gradins. Aussitôt Jules Favre, accompagné d'une foule considérable, se mettait en route vers l'Hôtel de Ville; il rencontrait, sur le quai des Tuileries, le gouverneur de Paris, à cheval, à la tête d'un nom-

breux état-major qui semblait (l'expression est de Jules Favre) « attendre les événements ».

— Nous allons à l'Hôtel de Ville, — dit Jules Favre, — venez avec nous, général.

Et Trochu répondit [1] :

— C'est bien, j'y vais.

Il y alla. On sait le reste. La conscience du général Trochu était tranquille. N'avait-il pas mis à la disposition de l'Impératrice un capitaine de mobiles « en uniforme » [2]?.

Ces choses se passaient tout près de nous et presque en vue des Tuileries. Cependant, nous les ignorions. Aucune nouvelle ne nous parvenait plus. Ceux qui avaient quitté le Palais pour s'informer de ce qui advenait au Corps législatif, — Lesseps était un de ceux-là, — n'étaient point encore revenus. Enfin, nous vîmes reparaître Henri Chevreau, Jérôme David et Busson Billault, venant du Palais-Bourbon qui était déjà au pouvoir de la foule. Ils annoncèrent l'invasion de l'enceinte législative comme un fait accompli : celle des Tuileries, déclarèrent-ils, allait suivre presque immédiatement. Rien à attendre de la troupe : un bataillon venait de mettre la crosse en l'air dans la cour du Corps législatif. Quand même, par impossible, on serait parvenu à dégager l'Assemblée et à lui rendre l'indépendance nécessaire pour délibérer, la démarche faite, une heure auparavant, par M. Buffet et ses collègues, indiquait clairement à l'Impératrice qu'elle ne pouvait plus compter sur l'appui de la majorité. Le gouverneur de Paris, qui avait refusé, à trois reprises, de se rendre à son appel, était, manifestement, du côté de l'insurrection. Paris était au pouvoir de la garde nationale et la garde nationale paraissait unanime pour accomplir ou accepter la révolution. Les ministres, persuadés que toute résistance était impossible,

1. Le fait est attesté par un de ceux qui accompagnaient Jules Favre, un républicain de la veille et du lendemain, dont le témoignage ne peut être révoqué en doute par personne, l'honorable M. Robinet, adjoint au maire d'un des arrondissements de Paris durant le premier siège.

2. La conscience du général Trochu lui suggéra encore autre chose. Son premier décret était ainsi conçu : « Art 1er : Les fonctionnaires de tout ordre sont déliés de leur serment envers le Gouvernement impérial. Art. 2 : Le serment politique est et demeure aboli. » C'était, sans nul doute, dans sa pensée, une légalisation rétrospective de sa propre conduite, une absolution qu'il se donnait à lui-même.

conseillaient donc à la souveraine de quitter le palais. Le prince de Metternich et le chevalier Nigra se joignaient à eux pour donner le même conseil, qui était appuyé, également, par l'amiral Jurien et par Conti. L'Impératrice était ébranlée, mais ne se rendait pas encore. Sa première pensée fut de mettre son fils en sûreté et elle voulut télégraphier à Charles Duperré, afin qu'il fît, sans retard, passer la frontière au Prince. J'expédiai donc la dépêche suivante : « Partez immédiatement pour Belgique. FILON —. »

Deux mots, seulement, étaient en clair, les deux derniers, le mot Belgique et ma propre signature ; le reste était traduit dans notre chiffre particulier. C'est cette dépêche qui fut travestie, dans les *Papiers trouvés aux Tuileries*, sous la forme d'un stupide calembour « Filons sur Belgique-Filon [1] ».

Après avoir expédié cette dépêche, je me dis que le dénouement du drame approchait et je courus jusque dans mon appartement pour prendre mon revolver. Toujours courant, je traversai le cabinet du Prince pour m'assurer que les objets précieux qui s'y trouvaient (les souvenirs de Sainte-Hélène, le chapeau, la redingote grise, la bibliothèque de voyage de Napoléon Ier) avaient bien été évacués. Je revins en toute hâte vers le cabinet de l'Impératrice, où je ne trouvai plus personne. J'avais été absent un quart d'heure.

Que s'était-il passé pendant ce quart d'heure? On avait continué à insister auprès de l'Impératrice pour la décider à partir. Quelqu'un avait dit : « Vous ne voulez pas abdiquer?... Hé bien, dans une heure, vous serez entre les mains de gens qui vous feront abdiquer de force et vous aurez ainsi sacrifié les droits dont vous êtes dépositaire. Si vous vous dérobez, où

1. Je crois inutile de revenir sur cette légende, déjà tant de fois réduite à néant. Je suppose que les employés du télégraphe remirent aux commissaires chargés du dépouillement des papiers, non pas le texte chiffré, mais une traduction dont ils étaient les auteurs et que la Commission eut le tort d'endosser. Tort d'autant plus grave que l'absurdité de cette invention n'aurait pas dû échapper à des hommes intelligents. La dépêche, avec le calembour qu'on y introduisait, devenait un pur non-sens. Signifiait-elle que nous (c'est-à-dire l'Impératrice et son entourage) allions passer en Belgique? Ou bien invitait-elle le commandant Duperré à franchir lui-même la frontière avec le Prince? Dans le premier cas, information fausse ; dans le second, ordre équivoque, qui eût laissé très perplexe l'officier auquel il était destiné. Le commandant Duperré attendait un ordre clair et précis : il le reçut et l'exécuta sans perdre un instant.

que vous alliez, vous emportez ces droits avec vous. » Je suis persuadé que c'est cet argument qui convainquit l'Impératrice. Brusquement, elle prit son parti. Rien n'avait été arrangé en vue de cette fuite. Madame Lebreton, dame d'honneur de S. M. avait dans sa poche la monnaie d'un billet de cinq cents francs que Lesseps était allé chercher dans la matinée. Il n'y eut pas d'autre préparatif. L'Impératrice mit son chapeau, dit adieu aux trois ministres, embrassa quelques dames et donna au général Mellinet l'ordre de faire retirer les troupes aussitôt que ses serviteurs auraient quitté le palais. Le vieux soldat lui baisa la main, les larmes aux yeux. Alors, elle sortit de chez elle par un couloir obscur, éclairé jour et nuit par des lampes, et qui régnait derrière sa chambre à coucher et son cabinet de toilette.

Tout cela fut l'affaire de quelques instants. J'étais stupéfait, après une si courte absence, de trouver l'appartement vide, Mais je n'eus guète le temps de m'étonner. On m'apporta une dépêche de l'Empereur pour l'Impératrice, la première qui nous fût parvenue depuis le matin du 31 août. Elle était datée de Bruxelles, 4 septembre, six heures. Évidemment, elle était, depuis plusieurs heures, entre les mains des employés du bureau télégraphique impérial. Ils ne se décidaient à me l'envoyer que parce qu'ils avaient vu le drapeau des Tuileries abaissé et ils espéraient que ce message n'arriverait pas à destination.

On devine avec quelle avidité je me mis à le déchiffrer. J'étais absorbé depuis quelques moments dans ma tâche lorsque le chef des huissiers de l'Impératrice accourut, très agité : « Mais, monsieur, vous ne savez donc pas ce qui se passe? L'Impératrice est partie, tout le monde est parti et voilà le peuple qui envahit les Tuileries. » Je replaçai à la hâte le chiffre dans sa boîte et la boîte dans le tiroir d'une petite table dont la clef ne me quittait jamais. Je mis dans ma poche la dépêche, à demi déchiffrée, et je courus à la salle des Maréchaux. Là, de la fenêtre centrale, je pus juger la situation. Une immense foule armée déferlait sur les grilles à hauteur d'appui qui séparaient le jardin public des parterres réservés ; elle emplissait la grande allée en débordant dans les massifs, se prolongeait en queue interminable au delà du grand bassin, sur la place de la Concorde et jusque dans les Champs-

Élysées. Du lieu où j'étais, on ne voyait que des baïonnettes et des têtes. Toutes ces têtes étaient tournées vers le palais. Les voltigeurs de Mellinet, alignés depuis le matin sur l'allée asphaltée qui courait du pont Royal à la rue des Pyramides, avaient déjà commencé leur mouvement de retraite. Je descendis sous la voûte, où se trouvaient encore quelques personnes de la Maison. Je n'avais plus rien à faire aux Tuileries et je sortis du palais avec le comte de Suarez, d'Aulan et Louis Conneau, par un couloir secret qui débouchait dans le corps de garde des voltigeurs.

Je n'ai donc pas assisté à l'envahissement final des Tuileries. Cette scène me fut racontée un peu plus tard par Lesseps.

Je donne ce récit caractéristique, tel que je l'ai écrit presque immédiatement après l'avoir recueilli de ses lèvres. Ceux qui ont connu l'homme l'y retrouveront sans peine. Je le crois vrai dans ses traits principaux, bien que Lesseps s'exagère un peu l'importance de son rôle.

« J'étais allé au Corps législatif, me dit Lesseps, avec un billet de la Maison pour rapporter des nouvelles. J'ai trouvé la Chambre envahie et les députés réunis dans les bureaux. Je suis revenu par le quai d'Orsay. La foule était attroupée devant les bureaux du *Journal officiel*. On brisait les armes de l'Empire. J'ai traversé le pont. Un énorme rassemblement me barrait la porte. Je leur ai dit : « Vous ne savez pas? On s'amuse joliment là-bas : on brise les armes de l'Empereur devant les bureaux du *Journal officiel.* » La foule a couru de l'autre côté de l'eau, et la porte s'est trouvée dégagée. En pénétrant dans les Tuileries, j'ai rencontré Jurien, qui avait quitté l'Impératrice pour haranguer le peuple et qui, ne retrouvant ni le peuple ni l'Impératrice, perdait la tête. Je suis allé vers l'Horloge : il n'y avait là personne. J'ai vu le général de Montebello qui était en bourgeois. Je lui ai dit : « Je vais parler à ces gens-là. » J'ai sauté par-dessus la grille et je suis allé vers les insurgés, qui étaient de l'autre côté du bassin. Un mobile du bataillon de mon fils a crié : « Tiens ! c'est Lesseps ! » J'ai dit : « Les mobiles au premier rang ! » On a laissé les mobiles s'approcher. Vous savez, ils étaient très populaires ces jeunes gens !... Je leur ai dit :

» — Hé bien, oui, je suis M. de Lesseps, le cousin de l'Impé-

ratrice. Elle est partie, l'Impératrice. Que voulez-vous faire aux Tuileries?

» Un grand diable s'approcha de moi et me dit :

» — Monsieur de Lesseps, je suis venu pour empêcher qu'il y ait du désordre.

» — Et vous êtes?

» — Victorien Sardou.

» — Ah ! très bien ! — Je lui tends la main.

» Je gagne du temps ; je saute de nouveau la grille. Je vais chercher Mellinet, je le fais monter sur une chaise. Pendant ce temps-là, j'envoie Gardonne s'assurer si l'Impératrice est partie. Il revient, il me dit qu'elle est partie. Alors, je dis au peuple : « Vous voulez passer par les Tuileries pour aller à l'Hôtel de Ville. Qu'est-ce que ça vous fait de passer par les grilles latérales au lieu de passer par la voûte de l'Horloge? » Ces gens insistent : ils tenaient à leur idée. Je renvoie la garde impériale et je remets le poste à la garde nationale. Alors, voyant qu'il n'y avait pas moyen de les convaincre, je dis aux gardes nationaux : « Messieurs, nous allons laisser couler le torrent, mais nous allons faire une berge. C'est mon métier, vous savez, de faire des berges. » Et nous avons fait une berge. Je suis resté là une heure et demie. Il y eut un grand rougeaud qui me dit, en me mettant le poing sous le nez :

» — Té ! tu n'as pas l'air content, citoyen !

» Je lui répondis :

» — Té ! Fous-moi la paix, citoyen ! »

Pendant que le peuple défilait sous la voûte de l'Horloge, entre les berges improvisées par Lesseps, j'avais reconduit le jeune Conneau chez lui. Ensuite, j'avais mis mes papiers en sûreté ; puis, j'étais allé rassurer les miens qui étaient fort en peine. Je n'avais que deux pensées : retrouver l'Impératrice et reprendre possession du chiffre que j'avais oublié au moment de mon départ. La Régente était partie, m'avait-on affirmé, avec le prince de Metternich et le chevalier Nigra. A sept heures et demie, j'étais à l'ambassade d'Autriche. Là, on me dit que le prince avait dîné avec le chevalier Nigra et je me fis conduire immédiatement à l'ambassade d'Italie, située au rond-point des Champs-Élysées. Je fis passer ma carte. Ces messieurs se levè-

rent de table et vinrent au-devant de moi. En montant l'escalier, je les vis sur le palier du premier étage qui me regardaient venir avec anxiété.

— Hé bien ! — me dirent-ils, — où est-elle?

— Mais, c'est ce que je viens vous demander.

Ils me racontèrent alors les circonstances du départ de l'Impératrice, que l'on va bientôt lire, et m'expliquèrent comment ils l'avaient perdue de vue. Navré de ne pouvoir rejoindre l'Impératrice, je leur dis l'autre sujet d'angoisse que j'avais : le chiffre oublié. Je leur confiai que j'étais décidé à tout tenter pour le recouvrer : à quoi ils m'encouragèrent fort. Je retournai donc aux Tuileries. Après plusieurs heures d'efforts et deux essais infructueux, je réussis à pénétrer dans les appartements de l'Impératrice. Au lieu des nobles et courageuses femmes que j'y avais vues cette même après-midi, je les trouvai occupés par des gardes nationaux qui bivouaquaient. Une cruche au large ventre sur la table du salon des dames d'honneur, de gros verres brisés, quelques chaises renversées, des traces de pieds poudreux sur les parquets, voilà tout ce qui annonçait le passage d'une révolution. Malgré la présence d'un grand nombre de témoins, je pus reprendre le chiffre de la correspondance impériale sans que personne soupçonnât qui j'étais ni ce que j'étais venu faire.

Il était plus de minuit lorsque, dans mon appartement de la rue Saint-Placide, j'achevai enfin de déchiffrer le télégramme de Napoléon III.

A cette heure, la révolution était consommée. Trochu qui s'était levé gouverneur de Paris au nom de l'Empereur, se couchait, dans le même lit, président de la République, ou peut s'en faut, après avoir détruit le Gouvernement dont il faisait partie et servi de chef à l'insurrection qu'il devait combattre. La souveraine, pour laquelle il avait juré de mourir, chassée de son palais, séparée de ses serviteurs, essayait de prendre quelques heures de repos, que la fatigue disputait à l'angoisse, et, au lever du jour, commençait pour elle la première étape de l'exil. On va en suivre toutes les péripéties.

DES TUILERIES A HASTINGS [1].

Lorsqu'on eut décidé l'Impératrice à quitter les Tuileries, Sa Majesté sortit de ses appartements par la galerie de Diane. Elle était accompagnée de madame Lebreton, du prince de Metternich, du chevalier Nigra, de l'amiral Jurien de la Gravière, de M. Conti et de M. Eugène Conneau. Il était trois heures et demie. Sa Majesté, arrivée à l'extrémité de la galerie de Diane qui touche au pavillon de Flore, tourna à gauche, suivit la galerie qui règne dans les bâtiments neufs, traversa la nouvelle salle des États et arriva devant la petite porte qui donne accès dans la grande galerie du Louvre. Cette petite porte était fermée. Il fallut rebrousser chemin. On regagna la pavillon de Flore. De là, on pouvait descendre dans le souterrain des cuisines, qui communiquait avec la berge de la Seine. Mais, au moment où l'Impératrice et les personnes qui l'accompagnaient étaient engagées dans l'escalier, elles virent un mouvement se produire dans la cour des Tuileries et un certain nombre d'individus accourir en désordre. Elles crurent le palais envahi et remontèrent au premier étage, tandis que l'amiral Jurien de la Gravière, se détachant du petit groupe qui entourait Sa Majesté, allait reconnaître l'état des choses et parlementer, s'il le pouvait, avec la foule. Instinctivement, on reprit le chemin déjà parcouru et, de temps en temps, on s'arrêtait pour se rendre compte de la situation. Sur le quai, le tumulte grossissait de minute en minute et des cris furieux montaient jusqu'à l'auguste fugitive. Dans la cour des Tuileries, des mouvements de troupes avaient lieu. La cavalerie se replia derrière l'infanterie : ce qui fit croire un instant à la foule répandue sur le Carrousel que celle-ci allait se servir de ses

1. Quelques jours après notre installation à Chislehurst, madame Lebreton, sur le désir de l'Impératrice, me raconta tout ce qui s'était passé depuis le moment où l'Impératrice avait quitté ses appartements jusqu'à celui où elle avait mis le pied sur le sol anglais. J'écrivis, en quelque sorte, sous sa dictée ; puis je lui fis relire mon travail pour m'assurer que je n'avais rien omis ni rien altéré. C'est ce récit que je reproduis sans y changer un seul mot.

armes, tandis que, en réalité, le château était sur le point d'être abandonné. Le général Mellinet parlementait avec la principale colonne insurgée, qui envahissait le palais du côté des jardins. Déjà le drapeau était abaissé ; le bruit s'était répandu partout que l'Impératrice était partie et ceux de ses serviteurs qui étaient restés derrière elle, rassurés sur le sort de leur maîtresse, avisaient à leur propre départ.

Cependant, la petite troupe était revenue devant la porte de la galerie du Louvre et cette porte se trouva ouverte. L'Impératrice pénétra donc dans le musée, alors privé par ses ordres de presque toutes ses toiles qui allaient être expédiées à Brest et mises ainsi à l'abri du siège. On traversa successivement la grande Galerie, le grand salon Carré, la galerie d'Apollon. Un gardien du musée marchait à quelques pas en avant de l'Impératrice pour montrer le chemin. Dans le salon des Sept-Cheminées, devant la grande toile de Géricault qui représente le naufrage de la *Méduse*, Sa Majesté s'arrêta. Elle était inquiète du sort des personnes qu'elle avait laissées dans les Tuileries et qui n'étaient point, croyait-elle, prévenues de son départ. Elle voulut bien ordonner à M. Conneau d'aller les informer à cet égard et de veiller à ce qu'elles sortissent sans danger. M. Conneau obéit et prit congé de Sa Majesté en lui baisant la main. Le gardien, présent à cette scène, se découvrit, comme s'il eût compris pour la première fois quelle était la personne dont il guidait la fuite. Puis, il se remit à marcher devant l'Impératrice. Au bout de cette succession de galeries, qu'occupaient autrefois les tableaux de l'École française, s'ouvre un palier qui communique avec la colonnade. De là, descend un large escalier droit au bas duquel se trouve la galerie qui renferme les antiquités égyptiennes. C'est au bout de cet escalier que la petite troupe se diminua encore de M. Conti, par la volonté expresse de l'Impératrice. Sa Majesté embrassa M. Conti et lui dit au revoir, sans pouvoir lui donner rendez-vous nulle part, car elle ignorait ce que le hasard déciderait de sa route au sortir des Tuileries.

On se trouva enfin sous la voûte qui fait communiquer la cour du Louvre avec la place Saint-Germain-l'Auxerrois. Les grilles étaient fermées. On essaya en vain d'ouvrir une

des grilles latérales. Il fallut que le concierge ouvrît, toute grande, la porte du milieu. L'Impératrice prit le bras du chevalier Nigra et madame Lebreton celui du prince de Metternich. Ils s'avancèrent ainsi dans l'espace vide qui sépare les deux parterres appelés les « Jardins de l'Infante », Deux flots de peuple, débordant l'un du quai, l'autre de la rue de Rivoli, venaient se heurter et se confondre sur la petite place plantée d'arbres qui s'étend devant Saint-Germain-l'Auxerrois et devant la mairie qui lui est symétrique. Les étroites rues qui débouchent au fond de la place fournissaient aussi, de minute en minute, un contingent à la foule.

A ce moment, un gamin de dix-huit à vingt ans aperçut les deux femmes, courut vers elles, reconnut, selon toute vraisemblance, l'Impératrice, la menaça un instant du poing et retourna vers la foule en courant et en criant comme pour donner l'éveil. Mais sa voix ne se fit pas entendre au milieu du tumulte assourdissant qui régnait sur la place, et l'Impératrice put atteindre en quelques instants les voitures de place qui stationnent le long du trottoir. Elle monta dans la première, qui était un fiacre fermé; madame Lebreton prit place auprès d'elle. Elle donna au cocher l'adresse d'un de ses amis qui, par sa nationalité, devait être, plus que tout autre, à l'abri du soupçon et du danger et qui, le matin même, était venu lui offrir son dévouement.

Au moment où le fiacre s'ébranlait, le gamin reparut, allongeant le poing dans la voiture jusque sous le visage de Sa Majesté et proférant des menaces inintelligibles. Le chevalier Nigra le saisit et le retint jusqu'à ce que la voiture se fût perdue dans la foule. Quant au prince de Metternich, il s'était éloigné un instant auparavant dans la direction du quai, cherchant, sans doute, une voiture qu'il savait stationnée à peu de distance et qu'il voulait mettre à la disposition de l'Impératrice.

Le fiacre descendait au pas la rue de Rivoli, où se pressait une immense multitude. Les uns se rendaient déjà à l'Hôtel de Ville pour acclamer le nouveau Gouvernement ; les autres voulaient assister à la chute des Tuileries et voir encore une fois la demeure des souverains livrée au peuple. Les cris de

Vive la République ! Vive la nation ! et de *Déchéance !* se croisaient de tous côtés. Aux fenêtres de la caserne du Louvre, des soldats, portant les uniformes de la garde impériale, regardaient passer l'émeute. Quelques-uns, — les plus jeunes, — s'unissaient aux cris populaires ; les autres, plus âgés, tordaient silencieusement leur moustache. L'Impératrice, le voile baissé, la main devant la bouche, ne perdait aucun trait de ce spectacle. Ceux qui passaient jetaient un regard dans la voiture. Un homme du peuple avança la tête par la portière opposée à l'Impératrice et hurla : « Vive la nation ! » A la hauteur de la rue du 29-Juillet, madame Lebreton engagea le cocher à quitter la rue de Rivoli : « Nous sommes un peu pressées, lui dit-elle, vous devriez prendre une route moins encombrée. » Le cocher obéit et fit prendre à ses chevaux une allure plus rapide. Au coin de la rue Caumartin et du boulevard des Capucines, l'Impératrice vit un groupe arrêté devant une boutique. On renversait et on brisait l'écusson impérial, accroché au-dessus de la porte : « Déjà ! », dit Sa Majesté à madame Lebreton.

Le fiacre s'arrêta devant le numéro *** du boulevard Malesherbes. Là, on apprit du concierge que la personne chez laquelle on se rendait était absente et que l'appartement était désert. On avait congédié le cocher : il fallut envoyer chercher une autre voiture. L'Impératrice y monta et se fit conduire chez M. de Piennes, qui habitait à l'avenue de Wagram. Il n'était pas chez lui. Un seul domestique se trouvait dans l'intérieur de l'appartement. Il répondit à travers la porte aux questions qu'on lui adressa. Par un hasard singulier, il était enfermé et ne put faire entrer les étrangères.

L'Impératrice songea alors à la Légation américaine, mais ni elle, ni madame Lebreton ne savaient l'adresse du ministre des États-Unis, M. Washburne. Cependant, cette idée lui en suggéra une autre. Elle se rappela qu'une personne très dévouée et qui lui appartenait en quelque sorte, le docteur Evans, habitait à l'avenue de l'Impératrice. Sa nationalité américaine et sa position indépendante lui permettraient de donner asile à la souveraine sans être compromis ni inquiété.

On arriva chez le docteur. Les deux femmes furent introduites dans son cabinet et l'Impératrice s'assit, le dos tourné

à la porte, afin d'éviter qu'une exclamation du docteur, en l'apercevant, ne trahît sa présence aux domestiques. Le docteur Evans, dès qu'il eut reconnu Sa Majesté, avisa aussitôt aux moyens de combiner son départ. Il avait, ce jour-là, à dîner un de ses amis intimes, Américain comme lui, M. K... Il demanda à Sa Majesté la permission de le mettre dans la confidence, assurant que son sang-froid, son intelligence et son énergie, seraient certainement utiles à l'entreprise qu'on allait tenter. L'Impératrice y consentit aussitôt. M. Evans se rendit d'abord dans l'intérieur de la ville afin de constater le progrès de la révolution. Il revint, raconta à Sa Majesté que les Tuileries avaient été envahies, puis évacuées, qu'elles étaient actuellement occupées par la garde nationale, que la République avait été proclamée et qu'un Gouvernement était en train de se constituer à l'Hôtel de Ville. Les ministres avaient quitté leurs ministères ; les pouvoirs établis par la Régente n'existaient plus.

Le docteur Evans et M. K... voulurent s'assurer par eux-mêmes que la sortie de Paris était libre. Ils se rendirent aux fortifications : les portes n'étaient point gardées. La voiture put sortir et rentrer sans être l'objet d'aucun examen.

L'Impératrice prit quelque repos. A cinq heures, elle montait en voiture avec madame Lebreton, le docteur Evans et M. K... Quelques mobiles étaient en faction à la porte de Neuilly ; mais ils n'arrêtèrent qu'un instant les voyageurs, et la voiture s'éloigna rapidement par l'avenue de la Grande-Armée.

On se dirigea sur Saint-Germain-en-Laye et on traversa les rues de la petite ville, remplies de tumulte. De Saint-Germain on prit la route de Mantes. A Mantes, le docteur Evans remisa ses chevaux et sa voiture chez un ami. Il se procura une autre voiture qui conduisit Sa Majesté jusqu'à quelques lieues d'Évreux. Vers le milieu de la nuit, on changea encore de voiture. On traversa Évreux dans la matinée du 5 septembre. La grande place était couverte de mobiles qui venaient recevoir des armes à l'Hôtel de Ville. Leur commandant, le comte d'Arjuzon, chambellan de l'Empereur, sortait de la mairie en habits bourgeois. Ses yeux rencontrèrent ceux de madame

Lebreton ; on ignore s'il a reconnu l'Impératrice ou sa compagne.

Au sortir de la ville, il fallut faire une halte. On s'arrêta devant une auberge ; on fit manger les chevaux sans les dételer. Un grand nombre de mobiles affluaient dans cet endroit. Ils retournaient dans leurs villages, après avoir reçu leur équipement. Ils passaient et repassaient auprès de la voiture, regardant avec curiosité les deux femmes qui n'étaient pas descendues. Le docteur Evans entra dans l'auberge et rapporta des vivres. L'Impératrice fit un léger repas dans la voiture.

Dans le courant de cette même journée, une nouvelle station fut nécessaire pour changer encore une fois de voiture. On suivait la route d'Évreux à Bernay pour gagner, de là, Lisieux et le bord de la mer.

Le docteur Evans et M. K... montaient, de temps à autre, sur le siège, en apparence, pour fumer un cigare, mais, en réalité, pour connaître les sentiments du cocher et s'assurer s'il ne soupçonnait rien. Le dernier voiturier, qu'on avait pris après avoir dépassé Évreux, se réjouissait de la révolution parisienne et manifestait l'espoir qu'on « ferait leur affaire à tous les bourgeois ». Néanmoins, il était loin de deviner qui il conduisait. Vers le soir, se trouvant assez éloigné de son point de départ, cet homme refusa de conduire plus loin les quatre voyageurs et les déposa devant une auberge (madame Lebreton n'a pu se rappeler le nom). On dut traverser la grande salle de l'auberge qui servait, en même temps, de cuisine et où plusieurs buveurs étaient installés. Tandis que Sa Majesté se reposait dans la seule chambre qui fût disponible, les fugitifs eurent un moment de vive inquiétude en apprenant qu'un homme, venant de Paris, était descendu à l'auberge après eux et s'était informé du nom des voyageurs de passage. Ils se croyaient déjà découverts. On avertit Sa Majesté, mais l'homme, qui n'avait ni intention, ni soupçon, se contenta de savoir que quatre Anglais étaient arrivés un moment avant lui et s'éloigna après avoir satisfait sa curiosité.

Il eût été possible à Sa Majesté, pour éviter le danger continuel d'être reconnue, de déguiser un peu cette physionomie dont les traits, grâce à la photographie, sont gravés dans toutes les imaginations et ne peuvent plus, dès qu'on les connaît, être

confondus avec d'autres. Il lui eût été possible de se vieillir par un changement de coiffure ou par quelque autre négligence calculée. Madame Lebreton, avec cette liberté que la situation exigeait et qu'autorisait son dévouement, reprocha à l'Impératrice de se refuser à ces utiles précautions et accusait la « coquetterie » de Sa Majesté[1]. Mais ce n'était point une coquetterie vulgaire. L'Impératrice redoutait, avec raison, le ridicule auquel l'exposerait un déguisement, au cas où, par malheur, elle serait découverte. Elle voulait, dans cette circonstance, retrouver son prestige de femme et de souveraine ; elle avait conscience de l'impression profonde qu'elle produirait alors sur ceux qui essaieraient de l'arrêter. C'était là sa seule défense, sa seule chance de salut et, en tout cas, le dernier moyen qui lui restât de tomber en Impératrice.

La nuit du 5 au 6 septembre se passa paisiblement dans cette auberge de campagne. Le matin, une voiture conduisit l'Impératrice et ses compagnons à une station de chemin de fer. Mais les heures n'avaient pas été bien calculées. On dut attendre longtemps dans la gare l'arrivée du train. Son voile baissé, l'Impératrice lisait. À Lisieux, on quitta le chemin de fer. Là encore, la gare et la ville étaient encombrées de mobiles. Une voiture emmena les voyageurs à Deauville et les déposa devant un vaste hôtel où était logée, en ce moment, la femme du docteur Evans. Tandis que M. K... et madame Lebreton entraient par la grande porte, se donnant pour un couple en voyage, on introduisit l'Impératrice chez madame Evans, à laquelle elle était censée faire une simple visite.

Restait la grande difficulté : trouver les moyens de sortir de France. M. Evans s'en occupa immédiatement. En flânant sur le quai, il avisa un tout petit yacht aux allures élégantes. Il questionna ; il apprit que le yacht était la propriété de sir John Burgoyne, officier dans l'armée anglaise, et que ce gentleman se trouvait, en ce moment, à Deauville. Le docteur alla trouver sir John Burgoyne ; il s'ouvrit à lui. Sir John demanda seulement le temps de consulter sa femme et la

1. Madame Lebreton voulait parler de cette ligne au crayon noir dont l'Impératrice soulignait sa paupière inférieure, comme je l'ai expliqué au premier chapitre.

journée n'était pas finie que sa réponse affirmative parvenait au docteur Evans.

Vers minuit, l'Impératrice sortit de l'hôtel où elle s'était tenue cachée jusque-là; elle traversa les pelouses de Deauville, éclairées par la lune. Tout était désert et silencieux. Quelques douaniers se promenaient au bord de la mer près de l'endroit où était amarré le yacht. Sir John Burgoyne attendait Sa Majesté. Il la salua d'un *shake-hands* familier, comme une personne qu'il eût connue de longue date, et l'introduisit sur son bateau. Quand il fut arrivé dans la cabine, changeant tout à coup d'attitude, il prit la main de l'Impératrice et la baisa. A ce moment, la ville endormie était réveillée par des cris et des chants. Les passagers du yacht prêtèrent l'oreille, ils distinguèrent le son de *la Marseillaise*, mêlée à ces cris qui les poursuivaient depuis les Tuileries : « Vive la République ! Vive la nation ! » L'Impératrice crut un moment qu'on avait retrouvé sa trace. Mais on fut bientôt rassuré. C'était l'arrivée du train de Paris qui causait cette émotion nocturne. Les voyageurs, après avoir crié et chanté, se répandirent dans les hôtels ; tout rentra dans le silence.

A cinq heures du matin, le yacht appareilla et l'Impératrice perdit de vue les côtes de France. Lady Burgoyne l'avait installée dans sa propre cabine et l'avait, ensuite, laissée seule avec madame Lebreton. Les premières heures de la traversée furent paisibles ; la brise fraîchit avant que le yacht fût entré dans les eaux de l'Angleterre et devint tellement forte sur le soir que Sir John Burgoyne se sentit inquiet. Ces inquiétudes n'étaient que trop justifiées, puisque le coup de vent de cette même nuit fit périr corps et biens, dans les même parages, un petit yacht à peu près semblable à celui qui portait l'Impératrice. Un peu plus loin, dans la Manche, se perdait le vaisseau de guerre anglais le *Captain*, dont le commandant, par une étrange coïncidence, portait aussi le nom de Burgoyne et dont le naufrage produisit en Angleterre une vive émotion.

Sir John se garda de communiquer ses appréhensions à son auguste passagère, mais, à travers les minces cloisons du bateau, elle l'entendit se consulter avec lady Burgoyne, femme de tête et de courage, dont il ne dédaignait pas l'expé-

rience. En réalité, il n'était pas plus marin qu'elle-même et c'était sur lui, cependant, que reposait le salut et la direction du bateau. Fallait-il courir devant le vent? Fallait-il tenir à la cape? Lady Burgoyne conseilla cette dernière manœuvre et l'on se rangea à son avis.

Il vint un moment, pendant cette longue nuit, où il sembla à l'Impératrice que la frêle carcasse du yacht se brisait et où elle entendit une exclamation sinistre : « *We are ashore.* »

— Que disent-ils? — demanda madame Lebreton qui n'avait plus la force de prier, mais qui crispait ses doigts autour de son chapelet.

— Ils disent, — répondit l'Impératrice, — que nous sommes à terre !

Et madame Lebreton, rassurée par cette traduction optimiste, de s'écrier :

— Ah ! Dieu soit loué !

Elle n'apprit que plus tard dans quelle extrémité s'était crue l'Impératrice. En effet, ce n'était qu'une fausse alarme et, après cette terrible lutte, quand le jour parut, le vent se calma et le bateau put reprendre sa route. Il déposa enfin l'Impératrice dans le petit port de Cowes (île de Wight) De là, Sa Majesté se rembarqua pour la terre ferme et toucha l'Angleterre peu d'heures après. Le soir de ce jour (c'était le jeudi 8 septembre), l'Impératrice avait rejoint son fils à Hastings.

(La fin prochainement.)

AUGUSTIN FILON

UN VILLAGE

COMME IL Y EN A TANT D'AUTRES

A la sortie de Saint-Quentin, la route que suit l'auto s'est enfoncée au creux d'une dépression de terrain ; de droite et de gauche ont paru, marquées à fleur de sol par un lacis de lignes crayeuses, les seules traces qui subsistent des défenses Hindenburg.

— Ce sont des prisonniers boches, — me dit ma camarade, — qui ont comblé ces tranchées.

Ma camarade est au volant ; du fond du fossé où nous sommes descendues, elle lance sa voiture à l'assaut de la crête que dominent de longues rangées de croix. Cimetières anglais et français, cimetières allemands se succèdent ou se confondent au bord de ce qui, en 1917, était resté le gouffre infranchissable entre nos armées de poursuite et la ville déchiquetée. Ensuite, le déroulement recommence des paysages monotones qui me sont apparus, dès ce matin, quand le train de Paris a eu franchi Noyon : il y a les larges étendues de bled où l'herbe vivante et le chiendent flétri mêlent leurs touffes suivant de telles alternances qu'on croit reconnaître les ocellures vertes et jaunes d'une toile de camouflage ; il y a les décombres, plâtras et morceaux de briques, qu'un déblaiement sommaire a tant bien que mal tassés, et près

desquels campent des hommes, sous des abris de tôle, qui semblent les garder ; il y a, immense dans ces plaines désertiques, l'arbre qu'a épargné la dévastation, et qui dresse contre le ciel ses ramures écartées, seul témoin d'un passé où là commençait un bois, un parc, un verger. Serait-il bien vrai, toutefois, de dire qu'entre cette région-ci et d'autres, que les bombardements ont broyées, aucune différence n'existe et que toutes soient meurtries de la même manière et au même degré? Des deux côtés de la route, par exemple, voici que surgissent des souches de hauteurs égales, aux coupures aussi nettes que si un geste chirurgical les avait sectionnées : comment, en les voyant, ne pas évoquer par contraste les troncs auxquels la mitraille a arraché leurs branches comme à un jeu de massacre, et dont les silhouettes dissemblables sont celles de tragiques fantômes?

Roulant entre ces deux rangées de souches, si propres et si bien alignées, il faut donc se rappeler que ce pays-ci ne fut pas celui des longues préparations d'artillerie, ni des attaques furieuses, ni des contre-attaques répétées ; son signe particulier, ce fut d'être ravagé méthodiquement, soigneusement, à l'allemande. Le mot ne serait pas désavoué par les historiens d'outre-Rhin qui, déjà, ont fait l'apologie de l'implacable système suivant lequel tout s'enchaîne : la création artificielle de cette zone de mort, le recul des armées impériales en 1917, et la ruée sur Amiens en 1918, si foudroyante que le monde entier, pendant quelques jours, put croire qu'elles tenaient la victoire. Chez nous, cependant, à mesure que les preuves des destructions volontaires s'imposent à notre vue, l'écho des indignations françaises se réveille dans nos cœurs. Comme en 1917, nous voilà prêtes à clamer que, cette entreprise si froidement calculée, ce fut, de la part de nos ennemis, le crime imbécile, inhumain, inexpiable — celui que leur défaite même et leur humiliation finale ne sauraient assez payer... Mais, en bordure de ce champ, quelle est donc la merveille que je découvre et que j'admire au point que, tout à coup, les paroles de haine sont mortes sur mes lèvres? Je demande à ma camarade :

— Alors, quoi? On replante?

Elle sourit, comme moi, à la ligne des arbrisseaux graciles,

arrivés tout fraîchement de chez le pépiniériste, à peine acclimatés à la glèbe rude, aux grands vents et aux larges espaces. Puis, son regard guide le mien, par delà cette plantation nouvelle, vers un point du champ que domine le groupe composé de l'homme au labour, de la charrue, des chevaux.

— On replante, — me dit-elle, — et on cultive aussi. *Ils* ont eu beau faire : ici, ils n'ont pas pu empoisonner la terre...

C'est vrai que, depuis quelque temps, le bled vert et jaune est coupé, de place en place, par de longs rectangles bruns, modelés en énormes mottes que divisent des sillons. Or, plus l'auto avance, et plus diminue la surface du bled, couleur de guerre ; plus augmente celle de la terre féconde, travaillée pour les futures moissons. Jadis, à peine si, étant donnés mes goûts de promeneuse citadine, il y aurait eu là de quoi, pendant quelques secondes, retenir mon attention; mais cinq années de rapports fraternels avec des soldats de toutes origines et de toutes conditions, en développant mes facultés de sympathie, m'ont enrichie de bien des joies. Avec un respect attendri, et tel que l'éprouverait un paysan, je contemple donc ces étendues plates, sans beauté de couleur ni de relief, où germe le grain nourricier ; puis, encore, voilà que s'installe en moi la prescience d'une autre joie qui va se rattacher à la première, mais qui sera plus aiguë, plus intime, et que ma camarade m'aide enfin à reconnaître quand elle m'annonce :

— Au prochain tournant, nous verrons le clocher du Village!

Ainsi, ces terrains cultivés, ces champs où paraissent des promesses de prospérité, il m'est permis de les situer dans la proximité immédiate du Village; non pas d'un village quelconque, dont le nom me serait indifférent, mais celui entre les villages martyrs dont j'ai le plus désiré qu'il revive, ayant le mieux connu l'histoire de sa passion. Aux espérances que j'exprime, ma camarade, d'ailleurs, donne cette confirmation :

— Oui, nous ne sommes pas trop en retard ! A l'avant-garde, disent même les gens officiels, de la reconstitution !

Elle pourrait en ressentir de l'orgueil, s'étant mise l'an dernier au service du village, et lui ayant donné depuis lors

tout son travail, tout son temps, tout son cœur. Seulement, ma camarade n'est pas une orgueilleuse ; elle ne se repaît pas de satisfactions solitaires, mais d'émotions qui se partagent. M'ayant rejointe aujourd'hui, elle revit mieux en ma présence les souvenirs qui nous sont communs : pour elle comme pour moi, donc, la confrontation se fait entre l'existence actuelle du village, encore précaire mais tournée vers l'avenir comme celle des convalescents, et la chronique lamentable que nous récitaient les habitants échappés de ses ruines, il y a trois ans, aux derniers jours de mars, après que les camions britanniques les avaient déposés à notre hôpital d'Amiens.

* * *

Naturellement, aux flancs de la vaste caserne qui avait logé déjà jusqu'à trois mille blessés, il y avait place pour bien d'autres rapatriés que ceux du Village. En fait, pendant trois jours de suite, les Anglais tirèrent de leurs voitures les vieillards moribonds, les femmes épuisées, les enfants rachitiques, tout le pauvre troupeau humain que les armées en retraite nous avaient laissé, dédaignant de l'emmener. Médecins et infirmières, il nous fallait sans relâche improviser des secours ; à peine avions-nous le temps de recueillir par bribes les cent récits pareils où s'unifiait la plainte, semblait-il, de la France envahie. Et peu à peu, cependant, parmi tant de souffrances, chacune prit un nom, une figure ; à toutes, nous donnions nos soins ; mais certaines étaient celles qui, aujourd'hui, encore, réveillent notre peine, ou notre tendresse, ou notre vénération. Le Village, ainsi, nous est demeuré si cher : car du Village étaient venus Lucien, Jeannot et Marie Bernard.

Qu'elle semblait anormale, la présence de Lucien dans une salle qu'occupaient, à part lui, de très vieux catarrheux ! Ces vieux, pourtant, étaient pour l'enfant d'anciens compagnons de misère ; et ce furent eux qui, promptement, pitoyablement, me guidèrent vers son lit. Il avait treize ans, un beau regard ; ses prunelles étaient saillantes et ses gencives décollées comme celles des tuberculeux ; et il fallait panser son dos, tout lacéré de plaies, dont les vertèbres perçaient la

peau. Il était un terrible accusateur contre les Allemands ; car, d'après son témoignage et celui de ses vieux amis, il avait été frappé, enfermé, privé de nourriture quand, par faiblesse ou mauvais vouloir, il refusait de travailler. Il était aussi un petit garçon comme on en rencontre dans les contes, qui prêtait une existence merveilleuse aux objets inanimés. On le voyait faire les yeux doux au pot de tisane, à la chemise blanche, à la montre de l'infirmière ; cette montre lui ayant inspiré le désir passionné d'en posséder une, lui aussi, on avait pu, grâce à la complaisance d'un horloger charitable, la lui procurer. Il était mort, trois jours après ; mais, pendant les heures obscures de l'agonie, la montre, au creux de sa main, avait été plus qu'un fétiche, plus qu'une relique ; près de lui, pour écarter les fantômes d'épouvante, elle avait joué le rôle d'une maman, d'un ange gardien, d'une marraine-fée.

Jeannot, pour se défendre contre une broncho-pneumonie qui menaçait de l'étouffer, avait plus de ressources dans son petit corps râblé. Seulement, en ce qui le concernait, la question était : « Fallait-il qu'il vive ? Devait-on le souhaiter ? » Le docteur, en même temps qu'il l'élevait sur ses paumes et le troussait comme un lapin pour ausculter sa poitrine ronflante, nous avait averties : « Vous savez, c'est un bébé *boche* ! La mère est là. Et il paraît qu'elle a un mari au front. » Naturellement, devant cet enfant sur qui pesait une malédiction, le docteur conservait tout son sang-froid professionnel ; il ordonnait les soins qui, en son âme et conscience, lui paraissaient le plus urgents ; et, ces soins, nous, les infirmières, nous les exécutions.

Mon Dieu ! un bébé de dix mois, bien en chair, auréolé de cheveux dorés, dont les bras nerveux savent déjà se défendre, dont les mains potelées savent déjà caresser, cela représente, pour l'avoir amené là depuis sa naissance, tant de veilles et de peines, tant de victoires quotidiennes sur les hasards destructeurs ! Il était naturel que la mère, quelle qu'eût été l'histoire de séduction ou de violence qui avait précédé la conception du petit, n'eût plus aujourd'hui que la volonté exaltée de le garder ! Ce fut ainsi, qu'un soir, elle écrivit à son mari pour lui confesser son malheur ou sa faute, — aussi,

pour repousser d'avance un pardon qui ne s'adresserait qu'à elle et dont serait exclu Jeannot. La lettre partie, pendant quelques jours il arriva que l'enfant fut mieux, que nous crûmes l'avoir guéri. Follement, la mère s'en réjouissait et nous en remerciait. Et nous, qui n'étions guère plus sages, nous étant attachées à ce beau petit pour tout ce qu'il avait de grâce et pour ce, qu'en le soignant, nous l'avions manié, fâché, amusé, calmé, nous nous félicitions bien haut qu'il fût hors de danger.

Une rechute l'emporta ; le même jour, le mari arrivait. Cet homme avait réfléchi ; il avait pris aussi conseil de son capitaine ; il savait que, dès lors qu'il venait, il ne devait pas se poser en justicier. Quand il apprit la mort du petit, il fut convenable ; il ne dit rien de cruel : quand même, pour lui, les choses s'arrangeaient. Chez nous, un chagrin naissait de la pensée amère que, dans le monde bouleversé par tant et tant de morts que rien ne pouvait empêcher, celle d'un enfant, qui s'ajoutait aux autres, fût un bien pour quelqu'un.

Pour nous défendre, toutefois, de l'amertume stérile et du découragement, l'exemple de Marie Bernard s'offrait splendide à nous. Ma première rencontre avec Marie, deux heures après son arrivée, avait été devant le poêle où elle avait mis les langes d'une nourrisson à sécher ; et ce nourrisson, qui n'était pas à elle, l'ayant lavé, torché, changé, elle venait de le pendre au sein de la vraie mère, stupide, qui n'était bonne qu'à l'allaiter. Naturellement, quand on croise un regard comme celui de Marie, on sait à qui on a affaire ; pour surveiller la salle et empêcher les bêtises, pour se relever la nuit et faire boire les potions, pour aider à la manœuvre des thermomètres, des bocks et des ventouses, elle était devenue tout de suite ma femme de confiance. Puis, à mesure seulement que le travail lui en laissait le temps, elle m'avait parlé de sa fille Angèle, qui avait été emmenée prisonnière en colonne avec son mari ; de Paul, son petit infirme, que les Allemands lui avaient laissé, mais qui avait succombé dans le trajet entre le village et Amiens ; de sa maison, au village, qui était brûlée, dont il ne restait rien ; et de son aîné, Marcel, dont elle n'avait pas de nouvelles depuis qu'il avait fui en 1914

pour s'abriter en France libre, mais qui devait être soldat puisqu'il avait vingt ans.

Or, Marcel était devenu en effet un de ces sveltes et graves petits soldats, classe 17, qui savaient si bien enrouler leurs molletières, qui ne s'engonçaient plus comme leurs aînés en des tricots disparates, à qui le casque seyait comme à de jeunes athlètes. Il vint, sa mère le vit ; pendant quatre jours, il ne la quitta pas ; et puis il repartit ; et deux semaines plus tard, au Chemin des Dames, une balle errante le tua.

Ce fut, cette fois, le coup dont Marie pensa mourir aussi ; elle se coucha, elle cracha le sang ; dans sa figure rétrécie, ses yeux, derrière les verres de ses lunettes, perdirent cette lueur qui annonçait l'action comme l'éclair de la faux annonce l'épi coupé, la moisson bientôt faite. Cependant, elle se releva, elle sortit de l'hôpital ; elle chercha du travail ; comme de juste, elle en trouva. Sou à sou, elle amassa l'argent que lui donnaient des bourgeois pour frotter leurs parquets, monter leur charbon, lessiver leur linge, faire toutes les dures besognes devant lesquelles sa vigueur paysanne ne renâclait pas. Au bout de tant d'efforts, elle apercevait qu'elle retrouverait sa fille, qu'elle rebâtirait sa maison ; pour cela, il fallait, à vrai dire, la victoire de la France : mais elle n'en doutait pas.

A Paris, pendant les bombardements de 1918, au moment des pires angoisses de l'offensive de mars et de l'offensive de mai, elle continua son patient labeur de fourmi économe. Puis ce fut la déroute de l'ennemi, l'armistice, la France couverte de gloire ; et Marie nous dit, toujours travaillant : « Enfin nos fils ne sont pas morts pour rien ! » Après cela, Angèle lui fut rendue, comme elle y avait compté ; mais la petite, débarquant à Paris, rapporta que son père avait voulu retourner au Village ; une dizaine d'entêtés, comme lui, essayaient d'y revivre, avec un ravitaillement de hasard, sans meubles et sans feu, couchant sur la terre nue, mais commençant quand même à déblayer un peu dans le tas des vieilles ferrailles, des vieilles boîtes de conserves, des débris de toutes sortes parmi lesquels, peut-être, il restait quelque chose à sauver. Marie, sitôt qu'elle sut cela, dit qu'elle allait partir, que sa place était là-bas. En vain, nous tentâmes de la retenir,

lui parlant d'Angèle, lui montrant qu'il serait trop dur d'imposer une pareille épreuve à une jeune fille qui venait de pâtir de deux ans de captivité ; mais elle nous répondit :

— Pour la petite, oui, bien sûr, ce ne serait pas à faire ! Alors, je vous la laisse ! Vous me la soignerez bien !

Et nous insistions, encore, tentant de lui prouver qu'elle-même n'était pas si forte qu'elle en avait l'air, qu'il ne fallait pas qu'elle mourût d'une congestion.

— Ah ! écoutez, — nous déclara-t-elle en manière d'adieu, — ce qu'il faut, et tout de suite, c'est que je nettoie mon jardin !



Une première fois, je suis venue au Village au printemps dernier. Deux mois plus tôt, et alors que la neige de mars confondait sous ses épaisseurs ouatées les champs incultes et les routes défoncées, ma camarade y était arrivée. Par suite d'un malentendu, personne ne l'ayant attendue à la gare la plus proche, elle avait marché pendant douze kilomètres, se guidant sur la silhouette du clocher, dont elle savait, par chance, qu'il était le seul debout dans toute la contrée. Cependant, l'embarras était de distinguer, parmi les maisons écroulées, celles à l'abri desquelles des êtres vivants pouvaient bien camper. Un peu à l'aventure, elle avait toqué à une porte, qui s'était ouverte ; un homme était sorti ; d'autres hommes, — une trentaine, que Marie Bernard guidait, — étaient accourus au bruit. Ils s'émerveillaient :

— Quoi? C'est donc vous, la demoiselle qui vient habiter avec nous dans nos ruines?

Elle, avec son voile flottant et son manteau bleu, et eux, les pauvres gens haillonneux, grelottants, ils devaient assez bien représenter une scène de la Vie des Saints, comme l'eût peinte en tons plats ou l'eût sculptée en haut-relief un artiste du XIIIe siècle. Mais, en un temps où existent des chemins de fer, des autos, de grands services publics et de puissantes organisations privées dont le seul défaut est de ne pas toujours coordonner leurs activités variées, ma camarade, évidemment, n'allait pas s'immobiliser dans cette attitude

des bras qui s'ouvrent, des mains qui étreignent, de l'amour qui ne crée pas et qui sourit seulement.

Dès le lendemain, elle découvrit dans les environs un centre automobile que régissait un adjudant qu'elle avait soigné naguère ; dès lors, ayant emprunté la camionnette qui lui faisait défaut, elle s'en fut chez le préfet, à l'évêché, à la Croix-Rouge américaine ; elle visita les hôpitaux dont elle connaissait les médecins-chefs et dont le matériel n'était pas dispersé : partout, elle fit son butin, usant de cette souple politique qui, aux infirmières du temps de guerre, a tenu lieu de système D. Tout le monde sait en quoi, pour les poilus, a consisté ce système trop fameux : prendre ce qu'on n'aurait pas eu autrement, ne pas se faire pincer, telle était la règle d'un jeu peu honnête, mais qui était le seul, peut-être, que des hommes commandés par des hommes eussent le moyen de jouer. Sans nous en glorifier, constatons que les femmes, en se faisant permettre ce qui était défendu, avec moins de risques, atteignaient aux mêmes buts.

L'excellent système, une fois de plus appliqué, remplit la camionnette de lits et de matelas, d'ustensiles et de linge, de couvertures et de poêles. Naturellement, ce fut cause, au Village, d'un grand ébahissement ; mais, comme le lendemain la voiture retournait à Amiens, et qu'elle rentrait le soir avec un pareil chargement, les esprits s'habituèrent à l'idée que, maintenant, la demoiselle étant là, on ne manquerait plus de rien. Bien vite, les hommes écrivirent à leurs femmes, réfugiées au loin, qu'ils les attendaient, ainsi que les enfants. Et, pour ma camarade, cet afflux de population nouvelle représentait plus de malades à soigner, une classe à faire aux petits faute qu'il y eût d'école, tout un surcroît de tracas ; mais elle ne s'effrayait pas, comptant qu'il s'établirait une manière d'équilibre entre les secours plus généreux et les besoins plus grands. Elle n'avait pas tort, puisque, de Paris, les administrations toujours un peu lentes se mirent enfin en branle, lui votèrent des crédits ; dans le pays même, un major anglais, courtois et diligent, lui offrait ses services, lui construisait un baraquement ; et, plus près encore, entre elle et M. le maire, la vie municipale se rétablissant dans cette commune de France comme il fallait le souhaiter, une solide alliance se nouait.

Vers le milieu de mai, je reçus cet appel :

« Venez. Nous avons maintenant quelque chose à vous montrer. »

Or, ce que je vis d'abord, ce fut, entre la gare et le Village, l'éblouissant printemps tout en ciel d'azur, tout en landes fleuries ; plus tard, paraît-il, aux environs du 14 juillet, la terre redevenue sauvage se pavoisa de coquelicots, de bleuets, de marguerites au point qu'aucune estrade officielle, aucun balcon situés sur le parcours du défilé triomphal n'atteignirent à un tel luxe de tricolore ; au moment dont je parle, il n'avait poussé encore que des pissenlits, de la moutarde, des boutons d'or : et cela faisait une ample draperie moirée de toutes les nuances du jaune, un somptueux manteau de sacre qui enveloppait le pays et cachait ses plaies.

Puis, dans le Village même, il me sembla reconnaître certaines supercheries similaires, — encore qu'elles vinssent, celles-là, d'un parti pris humain, d'une volonté courageuse de parader, de plastronner, de ne donner en spectacle que le meilleur aspect des choses.

— Ici, — m'avait dit ma camarade en m'arrêtant devant sa baraque, — vous allez visiter le dispensaire, le magasin, l'école et la chapelle !

La baraque unique servait bien à ces multiples services ; et, ce qui me frappait, moi, la nouvelle arrivante, était que les marchandises, les bancs et le tableau noir, l'autel improvisé, le lavabo à pédales fussent installés dans une promiscuité si étroite. Mais ma camarade, ravie de tant de conquêtes récentes, se dissimulait à elle-même et niait dans tous ses propos l'insuffisance des locaux.

Sans doute, ils sentaient de même, les paroissiens fidèles que, le lendemain, à l'heure de la messe, je vis sortir de leurs maisons sans toits, dégringolantes et ajourées comme celles de Cadet-Roussel ; car, pour affirmer leur dignité persistante de campagnards cossus, ils s'étaient vêtus de leurs meilleurs habits, de leurs robes du dimanche, et des frisures moutonnaient sur le front des petites filles sages. Quel symbole d'illusion héroïque, enfin, un poète eût-il pu inventer, qui valût le rosier de Marie Bernard?

Dès le premier soir, naturellement, Marie avait tenu à me

montrer le jardin qu'elle avait mis quatre mois à débarrasser de ses détritus, de ses immondices, de ses engins meurtriers, puis qu'elle avait bêché, fumé, ensemencé ; maintenant, on y admirait des fraisiers et des pois ramés. Seulement, pour y parvenir de la route, il fallait franchir l'espace où se dressait autrefois la solide demeure construite en briques neuves, bien aménagée, bien meublée, à la façade de laquelle grimpait un rosier. L'espace était béant ; les débris de briques, eux-mêmes éclatés, s'étaient dispersés ; mais, dans tout ce bouleversement, la sève du rosier ne s'était pas desséchée. Marie avait donné pour support à l'arbuste un treillis fait de fils de fer barbelés ; il s'y était accroché, il y avait tendu son réseau de branches, il masquait le vide et semblait de faction pour signifier que l'avenir continuerait le passé.

— Cependant, — ne pouvais-je me tenir d'objecter, — quand l'hiver viendra, sera-t-il bien possible de continuer à vivre, quasiment en plein air, de provisoire et de vaillance?

A quoi M. le maire lui-même, optimiste comme tout le monde, ripostait qu'un service officiel, dit des Travaux de Première Urgence, s'organisait à ce moment ; à la pénurie de main-d'œuvre, il savait que, bientôt, remédierait le travail des prisonniers de guerre ; et puis, maintenant et toujours, ne devait-on pas compter sur l'aide infatigable de nos alliés ?

— L'hiver prochain, d'ailleurs, — m'avait-il dit, cordialement, — vous pourrez vous rendre compte... Car, n'est-ce pas, vous reviendrez?

***

Je reviens en février. L'hiver, jusqu'à présent, n'a pas eu de ces rigueurs, comparables à celles de 1917 ou de 1919, qui aggravent subitement le sort des sans-logis. J'observe que c'est là une grande chance quand je découvre, en traversant le Village, que les maisons du style Cadet-Roussel sont toujours étayées par des moyens de fortune, qu'elles restent inhabitables, qu'elles seront irréparables pour peu que cette situation se prolonge. Qu'a donc fait, depuis huit mois, ce service des Travaux de Première Urgence?

— Ah ! — soupire ma camarade, — les T. P. U. ! Ou plutôt, le District, comme cela s'appelle maintenant...

Elle soupire ; mais, chez elles comme chez les habitants que j'interroge au passage, il est clair que la déception causée par l'inertie des services publics n'engendre ni le découragement ni la résignation ; en vrais Français qu'ils sont, ces Picards blagueraient plutôt autour du thème éternel, dont certaines variations en patois ont vraiment beaucoup de sel : « C'est la faute au Gouvernement ! » Cependant, il s'agit de me prouver que, pour avoir été négligés par les puissants de ce monde, on n'en a pas moins su se tirer d'affaire, à soi seul, sur le coin de sol dont on était le maître. Ainsi, j'apprends à m'y reconnaître parmi des constructions qui, par défaut d'alignement et à cause de la variété des types, prêtent au village une physionomie un peu barbare.

La baraque de bois, ou la maison en « aggloméré », blanc-de-sucre, qui est accusée de moisir assez vite, ce sont les habitations pour gens riches, que livre à forfait un entrepreneur, mais qu'il est difficile d'obtenir même en les payant fort cher : certaines baraques de six mille francs, commandées en avril, n'ont pas encore été livrées ; un constructeur qui proposait des maisons blanches à onze mille, toutes posées, a fait faillite et n'a plus reparu. En somme, au Village, « l'aggloméré » est représenté par une seule villa, fantaisie que s'est passée une vieille dame ; le bois n'a été employé, de façon rationnelle, que dans les solides baraques de la mairie, de l'école, du poste de la Croix-Rouge ; partout ailleurs, c'est la tôle qui, ne coûtant rien, a servi aux rafistolages suivant les conceptions de chacun.

Extérieurement, la tôle n'est pas belle ; et, quand on revoit aujourd'hui ses plaques mangées de rouille, piquetées de trous qui vont s'élargir rapidement, on frémit de penser combien sont fragiles les garanties qu'elle offre. Cependant, les artisans d'occasion qui en ont fait usage lui ont de la gratitude et vantent ses mérites. Ici, par exemple, tel d'entre eux a blindé les murs de sa maison branlante de sorte que les briques disjointes et les tôles percées se prêtent mutuellement appui comme feraient deux paires de gants, l'une sur l'autre enfilées. Ailleurs, un propriétaire qui n'a retrouvé intacts

que son étable ou son poulailler s'en est fait des chambres pour lui et sa famille ; mais, pour y mettre ses bêtes ou serrer ses outils, il a bâti en tôle plusieurs petites cahutes qui entourent les communs, devenus le principal logis. Le plus souvent, toutefois, la demeure d'un ménage est le « tube » qui jadis constituait l'élément, répété en séries, des campements britanniques. Le tube ou le métro, comme l'a nommé un réfugié de Paris qui avait le sens des analogies, se divise en deux pièces ; il faut prendre l'habitude de ne pas se cogner le front contre sa toiture, ce que rend trop facile sa courbure convexe ; mais on peut s'y plaire pourvu qu'on n'ait pas négligé d'y introduire ces divers raffinements : un doublage soigneux, du lait de chaux à la voûte, un carrelage sur le sol, les rideaux de cretonne demandés à la Croix-Rouge et taillés à la mesure des étroites fenêtres.

Que vois-je encore? Chez Marie Bernard, la belle chambre aux lits neufs, dont elle a fait le musée de tous les cadeaux qu'on lui a donnés, qu'elle-même n'habiterait pas, mais qu'elle est fière d'offrir aux hôtes de passage. Plus loin, ma camarade me montre le tube du garage, celui du magasin, celui de l'infirmerie, toute la cité nouvelle qui a poussé autour de sa première baraque. De cette inspection, vraiment, il devrait résulter des sécurités qui me satisfassent ; mais j'ai beau constater que, grâce à leur ingénieuse industrie, les braves gens d'ici se sont procuré plus d'aise et de confort, je reste peinée encore par la ressemblance de leurs installations avec celles du temps de guerre. Moi-même, en ce dur temps-là, j'ai pu goûter dans des « cagnas » de deux mètres une élégance spéciale qui était faite de quelques bouts d'étoffe plaqués contre de minces cloisons en papier goudronné ; mais j'ai retrouvé, aujourd'hui, mon chez moi véritable, entre des murs de pierre, où le culte des chers souvenirs se perpétue devant le vase fleuri, le bureau, la bergère, et la flamme qui s'est rallumée, qui danse et qui pétille contre les vieux chenets. Eux, mes amis du Village, jadis, à l'écart des grand'routes et des trafics modernes, groupés autour de l'église dont le clocher roman atteste par delà l'explosion l'antiquité massive, ils entretenaient aussi dans leurs maisons bien closes tout un trésor d'intimités précieuses et de traditions familiales ;

mais, de ces traditions, que subsistera-t-il quand, pendant des années, ils auront subi les influences déformantes d'une existence qui n'est pas seulement moins douillette et moins large, mais qui est aussi moins secrète, qui se défend moins bien contre les emprises étrangères et les curiosités du voisinage?

En somme, sous une autre forme, je reconnais le souci qui m'étreignait déjà sur la route de Saint-Quentin, celui du mal sans remède, du désastre irréparable ; mais, le long des champs, une vision soudaine l'avait écartée, celle de la charrue au travail et de la ligne d'arbres fraîchement replantés. Or, ici même, jusqu'à l'intérieur du village, il m'est rappelé maintenant comment, dans ce pays rural, l'asservissement à la terre est la doctrine qui prime tout au point que, s'il le faut, elle se suffit et devient obligation, amour, plaisir. C'est qu'à cette heure où le jour décline, les bêtes qui rentrent à l'étable ou à l'écurie défilent entre les cahutes barbares ; au pas de leurs portes, les ménagères sont accourues pour voir, n'étant pas rassasiées d'un spectacle qui, depuis l'âge pastoral, se répète tous les soirs d'un bout du monde à l'autre, mais dont elles étaient privées il y a quelques semaines encore. Ces vaches à la mamelle lourde, au ventre crotté de boue, ces forts chevaux qui portent le haut collier de labour, il a fallu, en effet, les amener de loin, les acquérir à des prix fabuleux : enfin, les voilà, on les a ; et, chez les pauvres ou les riches qui les suivent du regard, je distingue cette sérénité qu'engendre la satisfaction d'un désir essentiel, celle qui permet d'attendre presque indéfiniment la réalisation d'autres espoirs qu'on a, mais qu'on n'a que par surcroît...

*
* *

Depuis que je suis ici, une pensée m'effleure, me quitte, revient, me taquine, et à la fin m'obsède : quatre jours avant mon arrivée, les prisonniers qui dépendaient du camp de H... et qui travaillaient au Village ont été rapatriés en Allemagne : je ne les ai donc pas vus ; mais je sais que, six mois durant, ils furent associés à toutes les besognes quotidiennes, dans

les fermes et dans les maisons. Sans doute, on les commandait ; mais aussi, ne fût-ce que pour tirer d'eux un meilleur rendement, on tenait compte de leurs aptitudes, de leurs capacités, on demandait leur avis si on le croyait bon ; à la longue, une familiarité s'était établie entre ces serviteurs et la patronne qui leur faisait manger de bonne soupe, ou qui versait du café dans leurs quarts. Or, gardant le souvenir si intense de la haine qu'avaient soulevée contre eux les oppresseurs de 1917, je n'arrive pas à me bien représenter qu'un rapprochement ait pu s'opérer entre des Allemands quelconques et les opprimés de ce temps-là.

Ce matin, un cycliste, avant l'aube, est venu chercher ma camarade pour qu'elle assiste un malade à quelque distance du village. Je suis donc seule, à la baraque de la Croix-Rouge, avec Marie Bernard. Comme toujours, Marie fourbit, astique, et n'interrompt son tapage de balais et de brosses que pour s'assurer que mon feu marche et que je ne manque de rien. Voulant causer, je lui dis :

— Elle tire bien, la cheminée !

— Oui, — me répond Marie, — ce Hans, qui l'a construite, n'était pas maladroit.

Alors, j'admire, un peu intentionnellement, la crédence dont les planches, passées au brou de noix, sont évidées de façon à imiter un modèle « art moderne ».

— Eh bien ! vous ne croiriez pas, — me dit encore Marie, — les deux P. G. de mademoiselle n'ont mis que six jours à la faire !

Pour le coup, je me décide à demander :

— Vos P. G., en somme, vous vous entendiez bien avec eux?

— Ah ! écoutez, — réplique-t-elle, — ils avaient leurs qualités ! Par exemple, ils pensaient d'avance aux choses ! Avec eux, on ne manquait jamais de bois...

— Alors, vous les regrettez?

Marie réfléchit, tâche de dégager la pensée un peu confuse qu'elle garde à ce sujet ; et, pour finir, c'est une parole de miséricorde qui s'échappe de ses lèvres :

— Tout de même, ils avaient bien gagné, après si longtemps, de rentrer chez eux !

Il ne faudrait pas s'imaginer que Marie a dit cela onctueusement, comme une prédicante, ni de la manière agressive que prennent les pacifistes notoires pour traiter des droits du vaincu. De toutes les vertus de Marie, un ferme bon sens est la dominante, qui s'allie à beaucoup de saveur ou même, à l'occasion, de verdeur dans le langage. Puisque ce genre d'histoires m'intéresse, elle m'en conte, à propos de Hans et de Heinrich, où les deux bonshommes commencent à m'apparaître, — l'un, ancien normalien, l'autre, manœuvre illettré, — tous deux façonnés par la captivité en hommes à tout faire, leurs facultés tendues vers ce qui améliorerait leur bien-être. Marie s'amuse franchement de telle ruse qui leur valut de quitter leurs vieux uniformes verts, d'endosser les vêtements neufs que mademoiselle voulut bien leur offrir ; et je devine, à travers un récit où figurent un lapin et des restes de pâté, leur voracité ingénue ainsi que la malice de Marie à leur faire attendre les bons morceaux que, d'avance, elle leur avait gardés. A mesure que je l'écoute, une comparaison surgit dans mon esprit : cette bienveillance, mélangée d'ironie, c'est à peu près l'attitude que, mes compagnes et moi, nous prenions vis-à-vis des Sénégalais qui nous servaient dans nos ambulances d'Orient. Eux aussi étaient complaisants et gourmands ; nous riions également de leurs balourdises ; et ce qui, peut-être, rendait notre indulgence plus facile était que nous les sentions dans notre dépendance, amenés par leur situation militaire à nous devoir la soumission. Faudrait-il donc conclure que, chez ces Boches, la condition de prisonnier a effacé la tare originelle, celle d'avoir été les soldats d'une armée qui a défiguré tout ce pays ?

Je ne sais plus à quoi tendait la question que j'ai voulu poser à Marie :

— Dites-moi, quand les *Boches* étaient ici...

Car, l'évidence qui ressort de ce qu'elle m'a répondu est qu'elle n'a même pas compris qui je lui désignais ainsi. Je pensais, quant à moi, à Hans, à Heinrich et à leurs camarades du camp ; mais Marie, voulant nommer ceux-là, aurait dit les P. G. ; donc, décidément, pour elle, ils n'ont rien de commun avec les pillards, les incendiaires, et les bourreaux d'enfants

dont elle croit que je parle, et dont elle va me redire les forfaits sans nombre...

— Eh ! oui, — ajoute-t-elle alors, — c'est vrai qu'on a vu ça !

On l'a vu ; ce fut le passé terrible ; Marie s'en souvient ; mais on sent à son ton que le passé lui-même ne crie plus vengeance ; plutôt, à cette conteuse modeste, inspirerait-il maintenant un sentiment d'orgueil : « J'en étais ! C'est moi qui ai tant souffert ! » Surtout, le présent est là, exerçant son emprise, imposant ses soucis qui sont peut-être plus chétifs, mais qui sont tissés à la trame de chaque heure. Je quitte Marie, pressée de terminer son ménage ; et, a l'appui des vérités qu'elle vient de me découvrir, voici que va s'ajouter un décisif témoignage : celui de M. G... que j'ai l'heureuse fortune de rencontrer au camp de H..., une heure plus tard.

Avant la guerre, propriétaire d'une grande ferme aux environs de Cléry ; en 1914, mobilisé comme sous-officier, fait prisonnier à l'Yser, et interné dans un camp d'Allemagne d'où il ne revint qu'après l'armistice : tels furent les titres de M. G... à être chargé, comme agent du district, de diriger le travail des prisonniers de H... Naturellement, la première question que je lui pose est :

— Et alors? Et ces *Boches* ?

Et, vraiment, n'étais-je pas fondée à croire que, par une phrase, par un mot, cet homme instituerait une comparaison entre le temps où il les avait pour maîtres et celui où il eût pu les traiter en esclaves? Cependant, il me dit, comme Marie :

— Ah ! ils étaient prévoyants...

Dans les dortoirs vides, où s'aligne la longue suite des poêles de fortune, M. G... explique :

— Nous étions de bonne foi, l'an dernier, en leur disant qu'ils seraient probablement rapatriés à l'automne. Cependant, dès septembre, ils ont commencé à se fabriquer ces poêles...

Sur la qualité de leur travail, il énonce, également, des appréciations modérées, sans parti pris en aucun sens : évidemment, quand on les employait en équipes, on ne tirait pas d'eux autant que s'ils étaient prêtés, isolément, à des fermiers qui

les nourrissaient ; quant à ce qui regarde l'entreprise dont il avait la charge, néanmoins, M. G... n'a pas eu trop à se plaindre : elle est terminée, n'ayant consisté, aussi bien, qu'à boucher les trous dans les champs, à faire éclater les obus, et à permettre aux charrues des tracteurs de labourer sans danger...

Ah ! Je n'oublierai jamais comment cette question des tracteurs, que j'avais mal comprise à travers les réticences de certains de mes amis du Village, me fut éclaircie, devant le camp de H..., face aux plaines que trempait de lumière blonde le magique soleil de février ! Soudain, M. G... avait perdu cet air de nonchalance et d'impartialité avec lequel chacun de nous traite un sujet dont l'intérêt, à la longue, s'est par trop émoussé. Les *Boches* ? Oui, jadis, ils avaient été ses ennemis redoutés, détestés ; ensuite, ils étaient devenus les ouvriers d'un service public dont lui-même était responsable, de sorte qu'il les jugeait en relation avec les tâches accomplies ; maintenant, ils étaient partis ; vraisemblablement, de sa vie entière, il n'aurait plus affaire à eux. Au contraire, toute sa vie était suspendue à ce problème non encore résolu : chez lui, à Cléry, là où le pilonnage de la bataille de la Somme s'est fait le plus durement sentir, en associant à la motoculture toutes les ressources de la chimie agricole, réussirait-on à rendre à ses terres la même jeunesse qu'aux plaines, fraîchement remuées, dont les blondeurs s'étalaient en ce moment à nos pieds?

Pour achever de m'instruire, alors, j'ai voulu savoir d'où venait que les tracteurs, au Village, eussent des adversaires ; et, supplémentairement, j'ai donc emporté de H... quelques aperçus, évidemment exacts, sur la psychologie paysanne.

— Oui, — m'a dit M. G..., — héréditairement, ces gens d'ici sont honnêtes, laborieux, économes ; mais aussi, et en conséquence de leurs qualités mêmes, ils sont individualistes et entêtés. L'emploi normal des tracteurs est d'être associés en batterie ; un petit cultivateur, donc, ne peut en accaparer un pour lui. Il faudrait, dans l'avenir, arriver au travail en liaison, réaliser la formule de la coopérative ; mais, déjà, à l'heure actuelle, et bien que, provisoirement, l'État assume tous les risques, on se plaint de la batterie tout en s'en servant.

Pourquoi? C'est qu'au bout du village, la batterie, avec son régisseur, ses ouvriers techniques, ses conducteurs qui sont payés quinze francs, c'est déjà quelque chose qui ressemble à une industrie urbaine. Et ce prix de quinze francs, surtout, révolte des fermiers qui, avant la guerre, payaient un ouvrier trois francs, une ouvrière trente-cinq sous... Pourtant, ici comme ailleurs, il faudra que les choses se tassent ; le progrès, d'un point qu'il a gagné, en gagne un autre ensuite ; et d'ailleurs, comme gage des transformations futures, il y a que, dès maintenant, la batterie n'embauche guère que des gars du pays...

J'ai pris congé de M. G..., tâchant de faire mienne son espérance : l'avenir, — non pas seulement, pour la France meurtrie, une tradition qui se renoue, — mais un passé meilleur, évolué, transformé. Seulement, à cent mètres du village, j'ai aperçu le vieil Ovide qui gardait ses vaches. Coiffé de son vieux feutre, drapé de sa vieille houppelande, le regard perdu au loin, le vieil Ovide semblait incarner la figure du berger sorti du fond des âges, du berger en lequel nous sommes accoutumés à respecter un sage. Assez à la légère, je lui ai, pourtant, lancé cette question :

— Que regardez-vous, par là? Serait-ce que le tracteur travaille sur un de vos champs?

— El'tracteur! — m'a-t-il répondu. — Avec leur charrue qui n'a cheulement point ed' rasette !

Et, sur la rasette, qui serait une lame chargée de couper l'herbe avant que le soc enfonce en terre, le vieil Ovide m'a fait une leçon que j'ai moins bien comprise que celle de M. G..., car les expressions locales et le chuintement picard contribuaient à beaucoup l'obscurcir. Ce que je démêlais, pourtant, était qu'il niait, de toutes ses forces et de toute sa mauvaise foi, que le tracteur eût les vertus que l'autre lui attribuait. Et le résultat, quant à moi, était que, mesurant l'erreur que j'avais commise en différant de connaître l'ensorceleuse machine, une préoccupation nouvelle se substituait à celle qui me tracassait depuis le matin, de sorte que je me disais, inquiète :

« Ai-je vécu plusieurs jours au Village, allais-je en repartir, sans avoir rien compris de ce qui, autour de moi, soulevait le plus de passion? »



Je devais partir hier ; mais, à l'heure où il aurait fallu monter dans l'auto, Georgina, la femme de Théodule, qu'on ne croyait pas si près d'accoucher, a été prise des premières douleurs. Requise comme sage-femme, ma camarade n'a pu, en tant que chauffeur, me conduire à la gare : je suis restée. Au hasard, je dois la série d'images nettes qui ont fixé en moi, au cours de cette journée, les impressions multiples, que, sans choix ni méthode, j'avais auparavant glanées.

D'abord, à travers champs, le régisseur des tracteurs me guidant, nous avons marché, lui et moi, à la rencontre de l'engin merveilleux. Dans sa silhouette, un seul détail pourrait choquer : le dais qui abrite de la pluie le réservoir d'essence et qui ressemble à celui d'une voiture de place dans une ville du Midi. A part cela, une splendide transposition du tank de guerre ; quand un trou se présente, surtout, et que les chenilles s'engagent dans la déclivité qu'aussitôt elles remontent, on admire que le monstre creuse et bombe du dos comme s'il allait charger. Cependant, on l'approche, on l'examine ; à le voir de profil au lieu qu'il se présente de face, il paraît moins terrible ; et on découvre qu'il traîne, au bout d'une laisse pacifique, l'éblouissante charrue à cinq socs sur le passage de laquelle la terre se rebrousse en volutes, comme l'eau sous l'étrave d'un navire.

Autour du tracteur, j'ai vu aussi des hommes : le régisseur, dont c'était la fonction de faire valoir son labourage ; le maître du champ, un silencieux, qui hochait de la tête, et dont on ne pouvait deviner s'il était satisfait ou non ; et puis le maigre garçon en cotte bleue qui, avec tant d'attention, écoutait le bruit du moteur, croyant y reconnaître une note hors du juste accord ; en fait, il ne se trompait pas, de sorte que le tracteur s'arrêta, que le conducteur dut procéder à un nouveau réglage. Et je sus que ce garçon était un enfant du village ; et je compris que, question de salaire à part, il était conquis à la machine, — au progrès, aurait dit M. G..., — en tout cas, à d'autres conceptions de l'utile, du beau, du vrai, que celles qu'on lui enseignait quand il était gamin.

Une autre image, charmante, enveloppée de la douceur de toutes les Nativités, fut celle qui m'accueillit quand je fus admise dans le « tube », voûté comme une chapelle, au centre duquel ma camarade tenait sur ses genoux une petite fille gigotante. A gauche, Théodule, le père, un peu déconfit que « ça ne soit pas un fieu », souriait quand même à cette petite tard-venue, qui suivait ses aînés à douze ans de distance. A droite, Georgina, la mère, couchée dans un grand lit, gardait sur sa face hâlée de paysanne vieillie une expression de tendresse et de délivrance. Et moi, la visiteuse, en apportant suivant l'usage mes souhaits et mes félicitations, je m'émerveillais que, venant au monde dans un village en ruines, l'enfant rose, encore nue, trouvât tout prêts pour son usage le bain tiède, la poudre de talc et le coton stérile, les langes de laine, et le rideau à fleurettes abritant le berceau.

Comme grâce dernière, enfin, au cours de cette journée d'adieux, j'ai demandé à retourner dans toutes les maisons où, depuis quelques mois, il est né d'autres petits enfants. Or, au Village, qui n'a jamais compté plus de deux cents habitants, il en est né dix, en ce court laps de temps. Dix fois, donc, j'ai vu se répéter le touchant prodige : après qu'était franchie la façade rouillée de la cahute de tôle, la découverte de l'humble intérieur dont toutes les blancheurs et toute la parure se concentraient autour d'un nourrisson. Cependant, après que nous avions complimenté, partout, le père qui a rebâti son foyer et la mère qui allaite son enfant, ma camarade m'a dit :

— Nous avons encore une visite à faire !

Et elle m'a entraînée au cimetière.

Là, j'ai revu le cartouche, au pied du calvaire, où sont inscrits les noms des soldats tombés au champ d'honneur. Dix-neuf noms se suivent parmi lesquels le même, précédé de six prénoms différents, rappelle que trois frères et leurs trois cousins, l'un après l'autre, furent tués. Et sans doute pourrait-on dire qu'un si atroce malheur n'a pas épargné non plus, en d'autres régions de la France, certaines familles que le sort, plus particulièrement, semblait avoir marquées.

— Seulement, — m'a dit ma camarade, — venez donc voir ce qu'il advient, ici, des parents qui ne gardent plus de fils...

Et, dans une écurie à demi écroulée, chez le père Benoni et la mère Régina, j'ai vu, en effet, la détresse sans remède de deux vieux dont le grabat pourrit, contre la terre battue, entre des murs fendus, puisque leurs forces usées ne leur permettent plus que d'attendre, serrés l'un contre l'autre, une mort qui tarde beaucoup pour eux.

*
* *

Entre le village et Amiens, la route est longue de cinquante kilomètres. C'est la route dont le tracé sur les cartes tordait nos cœurs d'angoisse quand nous suivions en 1918 l'avance des armées ennemies qui ne put être arrêtée qu'à Villers-Bretonneux. Aujourd'hui, quand l'auto a enfilé sa ligne droite, elle jette à la face des voyageurs qui brûlent les étapes le spectacle de vingt villages détruits.

Ce spectacle, mené dans un rythme trop rapide, et tel que l'enregistrerait l'écran d'un cinématographe, n'est pas tonique en soi ; plutôt, il accablerait l'esprit en lui présentant l'immensité de la tâche qui reste à accomplir et qui décourage l'effort. Cependant, cette route-ci, entre toutes, parle son langage propre, qu'il faut savoir entendre.

Elle rappelle d'abord que, là ou la pire menace se fit jamais sentir, là se firent aussi l'accord de toutes les volontés et l'union de tous les sacrifices qui en eurent raison. Actuellement, prétend la sagesse commune, l'accord est rompu et, dans le monde entier, l'égoïsme règne en maître : donc, pour hâter la résurrection des provinces qui ont tant besoin d'aide, il serait vain de compter sur une nouvelle croisade, sur un nouveau miracle. A la sagesse commune, il ne faut jamais opposer de négations brutales ; mais la route m'a suggéré pourtant quelques raisons de confiance, qui sont peut-être bonnes à dire.

A mi-chemin entre Villiers-Carbonnel et Villers-Bretonneux, j'ai vu un camp britannique qui reste peuplé de soldats, j'ai demandé :

— Que font-ils là encore?

On m'a répondu :

— Ce sont des *grave-diggers*. Ils enterrent leurs morts.

Et, comme je méditais sur les liens, mystérieux et profonds, qui ont dû se nouer entre la terre de France et des hommes qui, depuis seize mois, y creusent des tombes pour les leurs, ma camarade m'a dit :

— Oui, ils sont toujours bien gentils. Ils nous prêtent leurs voitures. Chaque fois qu'on est dans l'embarras, on peut leur demander secours.

Sur l'aide persévérante qui vient de la Croix-Rouge américaine, j'étais instruite déjà. Sans doute, l'heure était passée de l'invasion torrentielle des médecins et des nurses qui, pendant quinze mois, apportèrent chez nous leur dévouement, leurs méthodes, et toutes les ressources matérielles dont leur pays, par enthousiasme pour le nôtre, les faisait les pourvoyeurs. Cependant, rappelés aux États-Unis, ou envoyés ailleurs, ces missionnaires nous avaient laissé quelques-uns d'entre eux, les plus proches de notre esprit, les plus avertis de nos malheurs. Chaque matin, au Village, tandis que j'aidais ma camarade à débiter la satinette, la flanelle, les lessiveuses, les lampes, et tous les humbles biens sans quoi la vie ne serait pas possible, j'admirais que notre ravitaillement se fît si complètement, si vite ; et j'apprenais que tout l'honneur en revenait à la femme éminente qui, en travaillant pour nous dans son petit bureau d'Amiens, continuait à montrer de quelle manière sensée, efficace et cordiale elle aimait les Français.

Pour témoigner de l'abnégation totale qui, parmi nous, en France, reste la règle de tant de mes grandes camarades, ne voyais-je pas, enfin, assise à mes côtés, ma chauffeuse voilée de bleu, enveloppée de sa vieille cape? Au nom de celles qui ne quittent jamais leurs postes, — résidentes diverses, infirmières scolaires ou de la Croix-Rouge — ne forçait-elle pas au respect ceux qui, trop volontiers, prétendent que toutes les Françaises ne s'occupent qu'à la danse et sont affolées de plaisirs?

Au pays des ruines, donc, il faut le dire, l'aide existe ; elle est de qualité magnifique ; mais, pour qu'elle suffise, il faudrait qu'elle fût renforcée de nouveaux dévouements et qu'elle pût s'appuyer sur des générosités inlassables. Ne peut-on concevoir, toutefois, comment s'éveillerait chez des

indifférents le besoin de donner ou la vocation d'agir? S'ils trouvaient des guides comme j'en eus au Village et s'ils découvraient enfin, derrière les aspects immuables du décor tragique, le vieillard obstiné, le couple courageux, l'adolescent passionné pour sa besogne, les tout petits qui foisonnent, tous les personnages variés d'une humanité qui veut vivre et qui lutte, n'arriverait-il pas qu'ils se sentent engagés, à leur tour, par des impressions personnelles et des élans de sympathie?

Il y a des choses en ce monde qui n'existent que parce qu'on ne les connaît pas : la formule fut lancée, au siècle des philosophes, par un idéologue optimiste ; on voudrait en faire une excuse et un encouragement pour ceux qui semblent se désintéresser de la France dévastée. Par le journal, le livre, l'illustré, l'affiche, on a tenté de les instruire. Si cela n'a pas suffi, qu'on n'en conclue pas qu'ils ont le cœur dur, — mais que, patiemment, il faut les instruire encore pour compenser ce qu'il leur manque d'imagination.

Mars 1920.

JULIETTE DROZ[1]

1. Madame Juliette Droz a écrit un *Printemps serbe à Corfou,* paru dans les numéros du 15 avril et du 1er mai 1918, sans nom d'auteur. — N. D. L. D.

LE SOUVENIR

I

Voici, par ce matin plus frais qu'un jeune visage, sous un ciel où de beaux nuages arrondis voguent avec lenteur, la Seine qui s'ouvre en deux bras dissemblables : l'un d'eau courante et mouvementée, l'autre tout uni, qui donne l'impression d'aimer les jours pour leur durée. De ma chambre où je vois des ponts étagés dans la perspective (deux ponts à gauche, deux ponts à droite) l'île Saint-Louis a l'air d'être à l'amarre et ma chambre coupe la Seine qu'elle partage, comme l'avant d'un navire.

Il n'en faut pas plus pour compliquer la vie. Un moteur bat à coups têtus. Des fumées grises, ou noires, ou blanches comme des yeux d'aveugle, se lèvent et brouillent le paysage ; mais les petits remorqueurs qui jettent, sous mes fenêtres, un cri brusque et baroque n'ont pas besoin d'insister davantage, car l'enfant que j'étais à bord d'un paquebot des Messageries Maritimes, s'étonne aussitôt de ne point sentir le plancher se creuser sous un imperceptible remous.

Je veux parler de cet enfant dont je ne sais point contenir l'impatience lorsqu'il entend absolument savoir « quelle ville qu'on est »... Il regarde les maisons serrées comme une ruche, du quai de l'Hôtel-de-Ville, les arbres secs et noirs, l'eau calme et l'eau rapide. Ce n'est pas un enfant commode à satisfaire. Ce n'est pas non plus un de ces jolis enfants des villes, qui conservent en grandissant je ne sais quel étonnement ni quelle fragile coquetterie ; mais un enfant quelconque, aux cheveux coupés ras et sans aucune tenue. Qu'ai-je besoin d'en chérir

un autre? Et puis, de ce pays chaud dont je contemplais plus tard, en France, dans mon atlas, la forme déchiquetée, il me vient un si persistant appel qu'il ne m'est point du tout nécessaire de m'attendrir sur l'enfant sage que je n'ai pas été. C'est à peine si je distingue encore de lui, dans l'éloignement des voyages, sur une petite photographie dont il s'est évadé, des traits qui ne sont plus les miens et ce costume de coutil bleu à raies, mangé par le soleil. Je préfère mon atlas d'écolier, les noms de la Dombéa, la rivière desséchée qui débordait à la saison des pluies, Bourrail dont j'ignore aujourd'hui si c'est une île ou un comptoir, la baie des Dames au sable fin, noms familiers que j'inscrivais avec application sur la carte pour être sûr de ne jamais les oublier.

Pourtant, en perdant l'habitude de ne plus entendre Bourrail prêter à la conversation comme un jacassement d'oiseau trop rouge, je n'ai pas souffert et peu m'importe vraiment d'être né à Nouméa plutôt qu'ailleurs. Il faut naître quelque part ; les grandes personnes ne l'ignorent pas et l'on ne comprend qu'à leur âge cet arrachement au pays natal que je n'ai jamais tant éprouvé qu'aujourd'hui. Pour un enfant, un pays, c'est une rue. La rue de la République, à Nouméa, partait d'une jetée en bois sur la mer et gagnait, après le palais blanc du gouverneur, une autre rue que des maisons, semblables à celles qu'on voit dans les faubourgs européens, flanquaient à droite. De petites gens, des domestiques habitaient ces demeures et si j'en fais ici la différence avec les maisons basses des fonctionnaires c'est que celles-ci possédaient un jardin et des apparences de construction à bon marché. J'ai perdu la vision précise de ces maisons sans étage, avec leur véranda de bois, et bâties toutes sur le même plan; mais derrière la nôtre il y avait, donnant sur un terrain brûlé et des plantations de manioc, quatre murs blêmes, un toit, des volets verts et une porte, au-dessus de laquelle on lisait en capitales d'imprimerie :

CONSERVATOIRE

J'avoue que ces murs, tels qu'en offre à la vue le plus banal logement de banlieue, sont pour moi chargés d'exotisme et qu'avec la façade du pénitencier, les cubes immenses de l'hôpi-

tal qui dominaient la mer, ils me font toujours souvenir du ciel gris de chaleur, de la poussière qui portait l'empreinte de pieds nus et des touffes immobiles des hauts papayers lisses qui émergeaient d'une étonnante végétation... La rue déserte, une torpeur à mon retour de classe, de longues minutes où, sous la véranda, mon canaque Arona chantait dans sa guimbarde pour célébrer « Moussié Papa », la trompette du crieur public, la bonne blanche qui aidait ma mère à préparer ses confitures de goyaves, mes jouets cassés, l'odeur de térébenthine qu'exhalait, au soir, le manguier du jardin, me laissent aujourd'hui le regret de n'avoir retenu de ces impressions que ce qu'il reste, vers la fin de l'année, de soldats intacts dans la boîte d'un enfant. Mais c'est assez pour moi car, si les survivants du désastre, au moment où l'on veut s'amuser avec eux, ne parviennent qu'à vous décevoir, du moins vous donnent-ils l'occasion de désirer, pour la nouvelle année, d'autres jouets qui vous feront un égal plaisir.

II

Où donc sont ces soldats de plomb, dont l'odeur, quand j'ouvrais leur boîte, était tenace et rêche après mes doigts... et ces deux clairons d'infanterie de marine qui, durant ma première maladie d'enfant, sonnaient dans le jardin, sous ma fenêtre, des airs et les refrains du bataillon? Je ne les voyais pas... ni ces hommes habillés de blanc et coiffés d'un calot de toile, qui ébranlaient la rue deux fois par jour d'un bruit de pas enchevêtrés...

Quelquefois les pas étaient moins nombreux, car cela dépendait de l'endroit de la ville où allaient travailler les forçats. Par contre, il était des jours et des jours où la colonne en marche formait une immense et compacte rumeur. Les forçats, qu'escortaient les gardiens, n'avaient pas cet aspect ténébreux qu'on leur prête dans les récits. Ils n'étaient pas pressés. Certains même à qui des gens disaient bonjour, répondaient par un sourire ou par un coup d'œil serein et personne n'en était indigné.

J'ai grandi dans cette atmosphère. Le soir, les forçats

regagnaient l'Ile Nou, qui était en face, dans la baie, et les soldats sortaient de la caserne : si bien qu'il y avait toujours quelque chose de curieux à regarder, dehors, pour un enfant. Mais je ne courais pas les rues à cause des nègres qui se faisaient parfois la guerre. Alors, les boutiques se fermaient brusquement et la vie reprenait, quand la bataille était finie, avec sa placidité coutumière. Il y avait aussi, durant la saison des pluies, de vrais déluges et de grands vents qui arrachaient les toitures plates des maisons avec des arbres et des pierres. L'eau roulait dans les rues un torrent noir et je pensais que la Dombéa sortait de son lit raviné et se répandait dans les plaines. Jours étranges !... Arona me faisait traverser la rue que nous habitions et me conduisait au collège. Il tombait des fenêtres une lumière jaune et triste que nous regardions. Derrière la chaire du professeur, un drapeau français décorait le mur..., mais nous attendions tous la fin de la classe pour raconter à nos parents quels désastres nous avions surpris en route, en rentrant.

Mes parents ne m'écoutaient guère et c'est sur Maria, la bonne blanche, que j'exerçais les premiers effets de mon imagination. Or cette Maria connaissait de plus belles histoires que les miennes et elle me les répétait invariablement dans la cuisine, tandis que le cyclone cognait les arbres du jardin et bouleversait les palmes basses des bananiers. Ah ! les belles histoires, les atroces histoires de Maria ! Elle n'en était jamais à court. Ou bien c'était le naufrage de l'*Alcyon* auquel elle avait assisté, quand elle s'était mis dans la tête de suivre à la Nouvelle son mari qu'on avait condamné à neuf ans de « travaux »... ou bien, elle me décrivait les horreurs commises par les noirs, l'année de la révolte. Je tremblais à l'entendre. Elle ne s'en apercevait pas et sa voix monotone me narrait, avec une complaisance affreuse, la mort, dans le souterrain du palais du gouverneur, de plusieurs familles et d'une ribambelle d'enfants.

— Et ils les ont tous mangés? — demandai-je.

— Tous.

— Raconte, Maria !

Arona écoutait, pensif, ce drame épouvantable et, près du fourneau qui brûlait mal à cause du vent, dans cette

cuisine, j'étais par moments pris de frayeur quand le vilain rire de mon nègre faisait étinceler ses dents.

— Pourquoi ris-tu? — lui criait Maria. — Sur la tête de mon premier mari, je jure qu'ils ont mangé tout le monde.

Arona murmurait :

— Manzé? tous manzé?... Bono kaïkaï.

— Oh ! le misérable ! — éclatait de colère la bonne blanche. — Et il rit?... Va-t'en, mon petit !... Ce n'est pas des histoires pour ton âge.

En effet. Mais il arrivait encore à mes parents, malgré tout le soin qu'ils prenaient pour m'élever correctement, d'oublier que j'étais à table et, à plusieurs reprises, j'entendis mon père s'indigner des traitements odieux auxquels étaient quelquefois soumis les forçats.

Les forçats ne boivent pas de vin. Pourtant on avait toléré, dans le pénitencier de l'île Nou, qu'un gardien établît une buvette dans laquelle sa femme vendait à boire aux gens de l'île qui possédaient une autorisation. On en était ainsi arrivé à des demi-mesures scandaleuses dont le gardien tirait son bénéfice. Ce gardien se postait dans une baraque du pénitencier et attendait. Les forçats le craignaient, car c'était un méchant homme contre lequel aucun recours n'était possible. Je ne saurais point faire ici le portrait de cet individu, mais j'imagine très bien, flanquant un très haut mur, la buvette que les forçats regardaient de loin dans la cour, sans oser en approcher et les désirs qu'éprouvaient ces hommes en contemplant cette buvette où le personnel du bagne allait boire en plein jour, tandis qu'il leur fallait attendre la nuit pour tenter d'apitoyer un surveillant quelconque et le payer pour qu'il leur passât, en cachette, une mesure de vin. Le gardien tolérait à certains ces abus, mais, quand il arrivait à un malheureux d'emporter sous sa blouse un litre qu'il avait acheté quelquefois dix et douze francs, il lui prenait ce litre en le menaçant sans vergogne de le faire mettre aux fers.

Il advint qu'un forçat, poussé à bout par ces vexations continuelles et incapable de tuer l'homme qu'il haïssait le plus au monde, en tua un autre qui n'était pas meilleur, mais qui venait dans sa cellule apporter du travail. Il le tua

comme il put, à l'aide d'un morceau de fer. Le forçat fut condamné à mort et mon père, qui était fonctionnaire dans l'île, dut assister à cette exécution.

Voici ce que je me rappelle. Dans une cour à demi couverte, sur une espèce d'estrade, se dressaient les bois de la guillotine et, devant, les forçats se tenaient à genoux. Sur les côtés, les soldats de la coloniale, prêts à tirer au premier geste, encadraient ces hommes qui attendaient leur camarade. Celui-ci monta sur l'estrade : on lui demanda s'il voulait parler. L'homme s'approcha le plus qu'il put des malheureux agenouillés devant lui et leur fit ses adieux. Il reconnut sa faute. Il n'avait pas peur de mourir et tous écoutaient en silence. Puis il raconta comment il avait tué le surveillant, dans sa cellule et voulut expliquer pourquoi il l'avait tué. Cela le conduisit à parler de la buvette, du gardien dont la femme tenait la buvette et de tout le mal que lui avait fait cet homme. On ne le laissa pas poursuivre. Les tambours roulèrent pour étouffer sa voix et on le repoussa rudement vers la guillotine.

III

Qu'on imagine sur un enfant l'effet de pareilles narrations! J'en étais troublé jusqu'aux larmes et il m'arrivait de me réveiller, la nuit, au milieu d'un cauchemar où les poteaux sinistres et le blême tranchet de la guillotine semblaient attendre que mon tour arrivât de faire connaissance avec eux. J'ai toujours eu depuis pour cette horrible machine une peur affreuse en même temps qu'une sorte de goût tourmenté et bizarre que j'expliquerais fort mal, si j'avais à le faire. Mais j'ai collectionné bien des souvenirs de cet ordre et je possède encore dans le tiroir d'un meuble une photographie que mon ami Jean-Marc Bernard m'envoya lors de l'exécution capitale, à Valence, des chauffeurs de la Drôme.

On se souvient sans doute des exploits qu'avaient à se reprocher ces messieurs et de l'attitude assez courageuse qu'ils eurent au matin de leur mort. Sur la photographie presque effacée que je regarde parfois, je vois à gauche, à quelques pas du mur de la prison, l'échafaud vers lequel se

dirige un homme nu jusqu'à la ceinture. Des soldats font la haie. Un prêtre marche près du condamné et des gendarmes sabre au clair se tiennent debout et attentifs. Il y a deux haies de soldats : l'une face à l'échafaud, l'autre tournée vers les curieux. Le fourgon qui attend, attelé d'un cheval blanc, son chargement funèbre est arrêté sous les arbres. Des passants peu nombreux, répandus dans la rue, cherchent à voir quelque chose, mais, aux fenêtres des maisons, des gens se penchent et sur les toits, ceux qui regardent et se repaissent silencieusement du spectacle qu'ils ont sous les yeux, ont ôté leurs casquettes et ne font pas un mouvement.

Plus tard, lorsqu'il m'arriva d'être *reporter* dans un journal, on m'envoya visiter à la Toussaint les cimetières de Paris afin d'évoquer dans un style décent la douleur des familles et le pieux amour des vivants pour leurs morts. Je n'aime guère les cimetières où le grotesque n'a pas de retenue et où les noms les plus comiques prennent dans le marbre des allures solennelles. Et puis, quelle attitude avoir parmi ces tombes, ces chapelles sans excuse, ces urnes, ces piètres monuments, lorsqu'on n'a pas heureusement dessous un être cher? J'accomplis pourtant ma besogne, ce jour-là. Triste besogne de journaliste, besogne sans conviction, mal payée et bien faite pour vous guérir à tout jamais de l'ambition d'écrire dans les journaux. Or, n'ayant à pleurer personne à Paris, sur le soir, j'eus l'idée d'aller au moins jusqu'à Bagneux visiter la tombe d'un poète que tous ces gens que j'avais vus dans la journée, et que je vomissais, ne devaient pas connaître. A la porte d'Orléans, une voiture où l'on payait chacun sa place m'emporta. Des affiches de leçons de danse, tango, maxixe brésilienne (ô temps lointains d'avant la guerre !) s'étalaient sur les murs. Puis j'arrivai sur une petite place d'où je descendis vers le cimetière que bordent, le long d'une piste, d'infâmes gargotes aux odeurs de friture et de funèbre humidité.

Ah ! Deubel, qui t'es si mal suicidé, quelle attirance avaient, sous terre, ton corps pourri et dans mon être l'écho douloureux de tes vers? Poète du désespoir, c'est sans espoir que j'ai cherché ta tombe parmi tant d'autres qui doivent lui ressembler, entre les mouvants rideaux de cyprès que le vent du soir emplissait de soupirs. Je voyais ces tragiques cyprès,

entre lesquels des croix blanches et leurs couronnes de perles claires répandaient comme des reflets d'eau stagnante et, de secteur en secteur, cherchant en vain l'endroit où tu reposes, je suis arrivé jusqu'à l'étroite tranchée où deux hommes bâtissaient, contre le dernier cercueil de la journée, un mur de chaux et de ciment. J'ai demandé où tu étais... Je suis revenu sur mes pas et, comme je m'obstinais à te chercher, j'ai. découvert, sans le vouloir, sous une herbe qu'on eût dit des fortifs, l'emplacement où dort Bonnot avec ses camarades d'anarchie.

IV

Il n'y a rien sur la tombe de Bonnot. Pourtant une autre tombe, celle d'un enfant, touche la sienne et le père n'en est point indigné. Les criminels ont, pour la plupart, un respect singulier de l'enfance. J'ai vu des forçats, qui passaient enchaînés dans les rues de Nouméa, regarder si humblement de petites filles qu'elles en éprouvaient une terreur affreuse. Quant à ceux qui finissaient, après dix ans, par s'installer dans l'île, sans pouvoir en sortir, ils s'asseyaient parfois dans les jardins publics et observaient, avec une espèce d'innocence, les enfants qui jouaient près d'eux.

Nous avions pour jardinier un ancien forçat que sa bonne conduite au bagne avait racheté de ses fautes. C'était un homme plein d'attention pour mon jeune frère et moi, mais un homme taciturne, qui n'aimait pas les noirs et les traitait durement. On le trouvait toujours dans un coin du jardin, taillant les arbres et fumant le cigare. Il ne s'enivrait pas. Le dimanche, il sortait seul, s'asseyait dans un café du voisinage, buvait et regardait passer les promeneurs.

J'ai, depuis, connu d'autres cafés et il me suffit encore de bien peu de choses pour retrouver à sa place notre jardinier bourru du dimanche et découvrir, aux moindres objets qui l'entourent, un aspect mensonger. Où pouvons-nous d'ailleurs n'être nulle part, comme dans un café? Voici des chaises, un comptoir, deux glaces en vis-à-vis... des tables. Voici la fumée d'un cigare et, au travers de cette fumée, la lumière éblouie de la rue. C'était la nôtre : une rue large, à peu près déserte

aux heures de grande chaleur, coloniale, banale à souhait. Rue de province, avec de grands silences subits et l'aveuglant éclat du mur blanc d'en face, avec des odeurs d'herbes qui brûlent dans un jardin, avec des bruits de pas, parfois, ou le roulement net et le grincement des roues d'une voiture... Province ou colonie?... Même à Paris. dans les faubourgs que l'exotisme grelottant et fané des souvenirs de « la coloniale » décore, à l'intérieur, d'un casque poussiéreux, des épaulettes du fils et de sa photo, il est d'étranges débits où rien n'empêche le visiteur de se plonger, hors du temps, en lui-même, pour y pénétrer plus avant...

De ces voyages silencieux, sans écueils ni récifs, le retour laisse un vide immense et comme une machinale détresse et ce n'est point dehors, dans la rue triste aux devantures éclaboussées de boue, les lettres jaunes de l'*Hôtel des Colonies* ou de l'*Hôtel de la Louisiane* qui aideraient le voyageur à regretter son rêve.

* * *

Qui dira jamais la secrète et profonde blessure du regret que chaque être fait saigner à plaisir par ces jours blancs comme engourdis, où tout ce qui peut vivre semble frappé d'étonnement? La rue promène un flot d'errants sur ses trottoirs, les éparpille, les laisse aller... Pourquoi sortir? La chambre elle-même paraît trop vaste. O souvenirs ! J'interrogeais dans un miroir sans netteté mon regard dur, mon blême visage et le démon qui vous répond alors, me poussait à lui confier mes flottantes rêveries. La vie, la mort s'unissent étrangement dans ces moments qu'on dirait suspendus sur un gouffre vague d'où rien ne monte que la durée d'un jour sans étendue. Ce n'est pourtant qu'un jour, mais si long, mais si privé de sens qu'on épuise à lutter contre lui jusqu'à l'espoir qu'il peut finir. Hélas ! j'aime ces jours : je les pare ensuite, pour les décrire, de mots et d'images qui naissent d'eux comme du jet lumineux, qui s'écrase sur l'écran, surgissent de miraculeuses aventures. Ce n'est point de vivre qu'il s'agit ni d'assembler les éléments d'une vie possible. Il me semble plutôt que je me réveille d'entre les vivants et que tout ce qui me fut cher m'est rendu, pour que j'en garde une conscience fidèle et sans défaut.

V

L'hôtel de la Louisiane est situé rue de Seine, à Paris, à l'angle de la fameuse rue de Buci que je découvris vers 1910, un soir, pour ne plus l'oublier. Les bars et les petits hôtels sont nombreux dans cette rue. Ils restaient alors ouverts toute la nuit, mais leurs lumières qui se croisaient d'un bord à l'autre, sont toujours allumées pour moi. C'est là que j'ai rencontré les poètes de ma génération, que nous nous sommes compris, que nous n'avons plus douté de rien. Si je parle de la rue de Buci et de l'hôtel de la Louisiane, où je ne suis jamais entré, c'est qu'en plus de son nom cet hôtel avait parfois à l'aube, avec sa façade d'angle, la coupe sévère et nostalgique d'un steamer en cale sèche. Je regardais vers les étages... O ma jeunesse ! Lointains élans que je n'ai plus, plaisirs sans joie, illusions perdues, combien je vous regrette ! Il m'a suffi d'évoquer un nom de rue et un nom d'hôtel pour vous chercher dans cette rue ou devant cet hôtel, les yeux levés sur lui, sans argent, comme tant d'autres et sans mensonges, le cœur pur. Mâts, cordages, mer mouvante, derniers adieux, c'est vous aussi que je retrouve au pied de cet hôtel. Je n'en ai nul chagrin. Au contraire, car maintenant qu'il m'est permis de mettre un peu d'ordre en moi-même et de ne plus rien compliquer par habitude, il me reste assez de tendresse pour tout aimer de ce que fut ma vie.

J'avais neuf ans et j'attrapais avec mon frère des sauterelles que nous faisions griller dans le jardin pour les manger. Non, nous ne pensions point aux romans d'aventures. Arona n'était point Vendredi pour nous. C'était un gentil domestique et, lorsqu'il me prenait sur ses épaules et me conduisait dans la brousse, je n'avais peur ni des sauvages ni des serpents. Arona chantait des airs saugrenus pour nous amuser. Il était notre ami et nous ne pensions pas qu'il pût avoir dans une île quelconque des parents à qui le marchand l'avait acheté. Rien dans la vie n'est simple que l'on n'a pas vécu... ni les voyages, ni les plus belles histoires. Comment pourrais-je mentir?... Je me souviens du chemin caillouteux qui montait, derrière la maison et conduisait à une sorte de plateau

où certains soirs dansaient des nègres. Nous étions cachés par des branches. Des feux d'herbes rougeoyaient. Arona me montrait, balayant le terrain de sauts brusques et troublant l'air de sifflements, une vingtaine de danseurs revêtus d'ornements guerriers. Ils sautaient ensemble sur une jambe, se balançaient, tendaient la lance d'une main et de l'autre agitaient des casse-têtes. Parfois, un de ces hommes exécutait devant les autres d'effrayantes contorsions. La danse générale reprenait. Drôle de danse qui oscillait dans un hérissement de pointes et de moulinets, qui se détendait d'un coup, qui partageait en deux camps ennemis les danseurs et les précipitait l'un contre l'autre au cri magique de l'un d'entre eux. Toute la nuit, sous une lune fiévreuse dont il me reste le souvenir, les canaques accomplirent ainsi des figures en l'honneur d'une hideuse idole fichée au bout d'une pique, entre les feux.

Imaginez encore, leur temps fini chez un planteur ou chez un fonctionnaire, le départ des noirs. C'était une animation soudaine dans les rues, des appels gutturaux, un défilé d'hommes libres, pieds nus et munis de valises dans lesquelles ils n'emportaient rien. Les soldats de la coloniale les regardaient passer, d'un œil sérieux et net... Mais les autres noirs qui ne partaient point par ce bateau attendaient dans les cuisines que leurs camarades fussent embarqués pour oser sortir.

Je me suis réfugié, moi aussi, dans les cuisines à Briançon, le jour où les hommes de la classe qui prenaient le train, me laissèrent avec quelques autres achever mon temps. Nous avions beau crier : « *Honneur aux rabioteurs !* » Ce jour-là, les « rabioteurs » montèrent sur le plateau du fort et regardèrent les fumées de la gare avec un sentiment qu'ils n'avouaient pas et qu'ils s'étonnaient d'éprouver. Nous étions sans liens entre nous, chacun de nous hostile à l'autre et misérablement fiers cependant de ne point nous mêler au troupeau ivre qui franchit par rangs de quatre le pont-levis en emportant son baluchon... J'ai savouré trois mois plus tard ma minute de liberté, par un matin de neige où je descendis seul du fort, sans capote, vers la gare, dans des vêtements militaires. Je grelottais de froid. Les camarades qui n'avaient point fini leur peine m'avaient chargé de saluer

pour eux leurs femmes qui vivaient à Paris, dans les bars... Naturellement je ne fis pas la commission.

VI

Qu'on me fasse grâce de ne point insister ici sur les relations que je pus nouer dans les bars de la rue de Buci avec des gentlemen sans profession et leurs libres compagnes. Mais il n'est qu'à Paris et encore dans cette rue qu'il est possible pour un poète de s'affranchir de tout servage et de se faire une opinion qui compte sur la valeur des choses, des gens, des plaisirs, du confort. Cela m'a beaucoup servi dans la vie. Peut-être est-ce à cause de mes origines bourgeoises et du soin que je prenais de les faire oublier. Peut-être à cause du goût que j'ai toujours pour ces endroits qui ne sont à personne et qui me font penser à l'entrepont du navire où l'on se rencontre durant une traversée. N'allez pas demander à ce voyageur où il va. S'il vous quitte brusquement, au moment qu'on s'habituait à l'avoir à sa table, c'est qu'il a ses raisons. Bonne chance, ami ! Les uns ont disparu. D'autres reviennent. C'est leur droit. Mais jamais aucun n'a raconté publiquement ces histoires étonnantes qu'il arrive parfois d'apprendre par une femme dans un bar, à l'heure où, l'ivresse aidant, l'illusion est parfaite de donner quelquefois de la bande sur une mer inconnue.

Je me souviens de la petite fille qui jouait avec nous aux palets sur le pont et qui me prenait la main pour aller voir tuer les bœufs à l'avant du bateau. C'était une enfant douce et sage. Elle écoutait la gouvernante sentimentale éparpiller des valses au piano, dans le salon des premières où nous attendions l'heure du dîner. Nous mangions avant nos parents. Puis nous revenions au salon où la soirée s'achevait à neuf heures par une embrassade générale. J'ignore comment les jours passaient. A Sidney où nous descendîmes, un dimanche, visiter le jardin d'acclimatation, mon père nous montra, fiché sur une patte, l'oiseau stupide qui n'a pas d'ailes. Cela m'est resté dans la tête. Ou bien le commandant nous faisait voir, au bout de sa lorgnette, une baleine égarée. Ou bien encore, ma mère nous protégeait, mon frère et moi, des escar-

billes épaisses qui tombaient sur le pont, à Aden, par une chaleur torride et nous éventait en chantant.

Il arrivait parfois qu'un poisson volant entrât dans la cabine par le hublot, en cours de route. Nous le rejetions aussitôt à la mer, assurés chaque fois que c'était le même et qu'il venait nous dire bonjour. J'étais très fier de ce poisson et j'en parlais à la petite fille qui m'attendait sur le pont. Je lui donnais des nouvelles du poisson. Mais il ne venait qu'à ses heures et je finis par ne plus trop compter sur lui. Aussi j'allais, dans une cabine d'arrière qui était vide, rendre visite à un petit bengali rouge que l'on m'avait donné presque mort et que j'avais guéri. Je lui parlais. Il voletait autour de moi, mangeait les miettes que je lui apportais. Ce bengali était mon grand ami. Personne que moi n'allait le voir et quand il m'arriva de ramasser près d'un cordage une caille qui s'y était laissé tomber de fatigue, entre Aden et Port-Saïd, j'eus une immense joie, car j'enfermais la caille avec le bengali dans la cabine et je me sentis doublement charge d'âmes.

Je ne pense pas que les voyageurs de la rue de Buci aient une opinion plus haute des jeunes personnes qu'ils enferment eux aussi, dans des cabines d'où elles ne sortent que pour se montrer soumises à leur maître. Cela n'a pas grande importance; mais enfin, dans les bars où nous échangions des saluts discrets, il n'était pas invraisemblable d'admettre, sur l'apparence des choses, qu'il n'en allait pas autrement qu'à bord, durant les longues heures où je me plaisais dans la compagnie du petit bengali cocasse et de ma caille qui courait comme un rat.

J'eus par la suite un singe dont ma grand'mère me fit don à Marseille et beaucoup plus tard toutes sortes d'animaux qui me suivaient en classe, dans le méchant collège où notre professeur buvait du rhum devant nous et nous contait ses aventures de chasse. On comprendra que nous n'apprenions pas grand'chose dans ce collège, mais quand j'y pense, je ne regrette rien, car j'en sais bien assez comme cela pour aimer la vie, sans le secours d'aucun système et pour m'en délecter. Mon père n'entendait goutte à cette éducation. A l'en croire il m'eût fallu savoir plus de latin et de grec que de

français et plus d'histoire, de géographie, d'algèbre et de dessin que feu M. Sébilette lui-même, le notaire que personne au café n'avait pu « coller » une seule fois sur n'importe quelle question. Je laissais dire mon père et M. Sébilette à leur aise et je courais les champs, je dénichais des nids de pie, j'élevais des lézards et des merles, j'apprivoisais un jeune corbeau et tout à mon amour des bêtes j'élevais au biberon, dans l'armoire à linge où je le cachai quelques jours, un agneau qu'un berger m'avait donné pour s'en défaire. L'agneau grandit sans que j'apprisse le moindre mot de grec ou de latin, et c'est alors que nous quittâmes la petite ville où mon père s'était fait donner un poste à son retour des colonies pour une nouvelle ville qu'il avait demandée.

VII

Je ne sais rien de plus pénible pour un enfant, surtout quand il a fait trois fois durant des traversées de quarante jours, que d'abandonner une fois encore la maison où il a grandi, ses animaux, ses petits camarades et de partir à l'aventure. Déjà, quand il nous arrivait au retour des vacances de trouver un jardin sans ressemblance avec celui que nous avions laissé, l'émotion m'empêchait de dormir et je vivais ensuite des jours immenses à tout aimer, des herbes folles, des dahlias pourris et lourds, des feuillages assombris par l'été, des buis noirs... Il me semblait ne rien connaître à tant de choses; mais la porte du jardin grinçait, le grenier plein de poussière avait sa chaude odeur, l'escalier gémissait la même plainte, nos lits d'enfants étaient rangés dans la même chambre... O découvertes! Premières pluies de fin septembre... Grande et calme maison, des feux de bois saluaient tes hôtes et je me sentais seul à te comprendre, car avant tous j'étais allé te respirer dans les placards, t'interroger près des échos où tu me répondais, te visiter de haut en bas et t'apporter l'étrange nouvelle que loin de toi je ne pensais qu'à toi.

— Cet enfant est insupportable, — disait toujours ma mère. — Veux-tu rester tranquille !

Le pouvais-je? Il me fallait tout sortir aussitôt des tiroirs,

vérifier tous mes trésors : jouets cassés, lance-pierres, cartables, livres de prix, images, sacs de billes, les laisser là pour courir aux armoires, déranger mille objets et me lasser enfin de tout. Je n'oublierai jamais la pluie qui tombait dehors ces jours-là ni l'étonnant pays dont je faisais alors l'exploration, sous les branches du jardin, dans une demi-lumière mouillée, tamisée par les feuilles. J'en revenais trempé, crotté, barbouillé de mousse verte, émerveillé de ce que j'avais vu, les mains sales, les yeux brillants et gorgé de je ne sais encore quelle sorte d'ivresse amère et végétale. Ah! ces retours des grandes vacances ! mais voilà bien quinze ans qu'elles sont finies pour moi, les grandes vacances, et que jamais je n'en connaîtrai plus.

... Je me demande parfois quelle vie aurait été la mienne si l'on ne m'avait pas sans cesse arraché d'un pays pour me mener dans un autre et si j'avais grandi au même endroit. Je me le demande sans regret, mais il m'arrive alors d'éprouver cette indéfinissable et soudaine sensation de malaise dont mon enfance fut presque toujours assombrie. Je ne savais pas m'en défendre. Même à présent, il ne faudrait pas grand'-chose pour me sentir privé des belles journées d'octobre où je cueillais, le long des haies, les prunelles et les fruits sauvages que les premières gelées flétrissent et parfument d'une odeur de forêt. C'est déjà trop que le décrire. Je vois ces haies bordant la route. La route menait au bois. O chemins, pistes tracées entre les arbres, inoubliable souffle qui montais de la terre, appels lointains, rumeurs, grands moments attentifs au silence des choses, cri d'un geai quelque part, invisible présence du mystère, plus je marchais et plus il me semblait apprendre et retenir d'exemples et de leçons, plus il me semblait naturel de vivre comme je le faisais parmi vous. L'été, je ne vous quittais plus. Je me couchais dans l'herbe fraîche, sans désirer rien qui ne fût vos cimes légères, vos larges branches, vos buissons où chantaient les oiseaux, vos lichens, vos murmures. Vous ai-je donc perdus ! J'ai beau chercher en moi, j'ai beau tenter de me ressouvenir...

Allons, adieu... mon enfance ! Il faut m'y résigner et c'est en vain que je m'obstine à vous imaginer courant sur les routes

après l'heure où, m'ayant attendu, mes parents se mettaient à table... La nuit est tombée. Je ne vous vois plus. Adieu ! encore une fois... puissiez-vous reconnaître à mon geste combien j'ai de peine à ne plus pouvoir me dépêcher avec vous de rentrer !

VIII

Cependant, ces rentrées ne se passaient pas toujours bien pour moi. J'ouvrais la double porte de la salle à manger. Je regardais mes parents, ma jeune sœur, mes deux frères assis à table et, lançant sur une chaise mon béret, je m'approchais sournoisement des miens et prenais place à côté d'eux.

— D'où viens-tu? — commençait mon père.

O ma lâcheté devant cette question ! J'allais répondre.

— Tu parleras plus tard, — disait alors ma mère ; mange !

J'obéissais, mais il suffisait qu'on ne me laissât pas le temps de trouver un mensonge pour abominer aussitôt la vie qui m'était faite. Je haïssais ma soupe froide, mon attitude soumise, la suspension, mes frères si ponctuels aux habitudes bourgeoises et mes parents qui semblaient chaque jour moins résignés à me sentir si différent des autres. Puis ce sentiment faisait place à celui d'un absolu détachement du milieu dans lequel j'étais. Je pensais aux découvertes possibles du lendemain, au chant inconnu d'un oiseau, à son plumage couleur de feuilles ou de bois mort, à la robe délicate d'une bête sauvage, aux bruits vivants de la forêt. Savais-je alors ce qu'étaient des bourgeois? Je n'en avais point encore souffert, car les entraves que l'on mettait à ma précoce indépendance n'étaient dictées que par des principes excellents.

— Je ne connais pas d'enfant qui ait été plus battu que toi, — m'a déclaré plus tard mon père.

Bah ! Je n'en suis point mort et je dois reconnaître qu'il était fort probablement nécessaire de me corriger lorsqu'il me passait, par exemple, par la tête d'aller au lit, en affirmant que je ne souhaiterais le bonsoir à personne. C'étaient de belles séances, mais je ne démordais pas de mon idée et j'avais à la fin gain de cause.

Les coups ne m'ont jamais rien fait. Au contraire, je leur

dois de m'être créé tout jeune une philosophie qui me permet aujourd'hui d'apprécier tout de suite et sans arrière-pensée les bons et les mauvais moments. Ce n'est pas toujours les bons que je préfère. Les mauvais ont leur charme et je ne cache pas qu'à tout prendre ces derniers ont un goût si particulier qu'il m'est parfois amer de ne plus les connaître.

Petite et misérable gargote de la rue Sainte-Geneviève, où je me nourrissais jadis si mal que j'en ai — quand j'y pense — encore faim, je ne vous oublie pas, ni vous, grand réfectoire des pauvres de la place des Deux-Ponts à Lyon, ni vous, cinquième étage de Montmartre où sur le papillon du gaz de l'escalier je rôtissais un bifteck sans épaisseur. La paix soit avec vous... et les sourires de ma jeunesse ! Je ne pourrais point m'attendrir et je ne le veux pas, car je n'ai point encore l'âge ni le goût des récits larmoyants.

D'ailleurs, qui n'a été battu? Je ne me souviens pas que cela fasse si mal lorsqu'on en a pris l'habitude. A une heure près, je savais quelles corrections m'attendaient. Je ne m'y dérobais point, car, ensuite, la moindre branche basse dérangée par un souffle, le moindre mouvement des feuilles au bout des arbres, le moindre instant de liberté dans le jardin m'étaient plus doux qu'aucune espèce de récompense. Plus tard, dans les cafés où mes camarades de collège m'entraînaient, j'appris qu'il était d'autres joies que celles d'épier sous un arbre l'approche d'un ramier ou de placer le soir sur un passage dans les taillis d'invisibles lacets. Nous buvions des absinthes au café des Colonnes et quand j'arrivais en retard, comme toujours, pour dîner, je me souviens de l'immense effort que je devais faire pour ne point donner libre cours à des propos incohérents. Mais alors la vie casanière des miens m'était insupportable et j'avais beau refréner mon premier mouvement de révolte, tout aussitôt en moi le dénonçait.

IX

Je suis encore l'enfant qui a ouvert la double porte de la salle à manger et qui attend, gêné par son mensonge, l'accueil qu'on lui fera. C'est une habitude. L'impression n'en peut plus changer. Est-ce de me sentir étranger à ma famille que

je n'y pense jamais sans chercher à m'excuser auprès d'elle des sentiments qui sont les miens et qu'elle ne saurait concevoir? Ou bien me méfierais-je de moi-même et de cette ferveur passionnée qui m'empêche, chaque fois, de parler comme je le voudrais aux êtres que je chéris le plus? Je l'ignore : mais il m'est arrivé bien souvent, quand j'étais seul, de découvrir à quel point je pouvais aimer mes parents à l'idée qu'il me faudra les perdre, avant qu'ils aient pu se douter de ma tendresse pour eux. Nous n'y pouvons rien ; c'est le cas, du reste de bien des gens capables d'un retour sur eux-mêmes, et d'une certaine franchise. Je n'insisterai pas. D'ailleurs, cet heureux temps est passé où mon père, quand j'étais en retard, me demandait : « D'où viens-tu? » Que pourrais-je lui répondre aujourd'hui? Mais de Montmartre, du Quartier, de la chambre d'un ami qui s'enivre d'éther, du bar où boivent debout tout espèce de ratés, de la rue qui m'a pris et qui me garde... de là-bas... est-ce que je sais? Voici des années que vous ne m'avez posé cette question! Ah ! certes, je reviens de loin parfois, de beaucoup plus loin que les bois où j'allais jadis, de plus loin même que vous ne pensez et que je ne croyais aussi. Je ne vais pas entrer dans les détails. Ne m'obligez donc pas à parler ou, si vous l'exigez, je vous décrirai le porche dont Hubert a fait son débit, dans une ruelle humide. J'y suis resté jusqu'au matin avec Jacques le poète et plusieurs malheureuses qui baissaient la voix pour nous conter, par le menu, la mort édifiante de celle qui les tenait en face enfermées dans un lieu de plaisir. Vous ne savez pas qui est Jacques, ni Hubert, ni ce bizarre personnage que j'ai longtemps pris pour un maudit parce qu'il va toujours errant et n'a point de lignes dans la main. Voilà que je vous raconte des histoires insensées. Non. Je ne suis pas ivre. La pluie m'a dégrisé. Voyez, mes vêtements sont humides, je suis crotté jusqu'aux cheveux... je suis las... je n'ai pas mangé de deux jours. Un soir, je me suis assis sur un banc et une femme, dont je ne vous fais pas la description, a eu pitié de moi et m'a donné du pain. J'ai rencontré plus tard la même femme ou celle qui lui ressemble, dans des circonstances où je jouais ma vie et je l'ai obligée à prendre tout l'argent que j'avais. Cela m'a porté bonheur. Je jure qu'on l'avait envoyée

à dessein à l'heure précise où la chance ne dépendait plus que d'un bon mouvement. Qu'allez-vous donc penser de moi? Je suis superstitieux comme une fille. Est-ce que vous me reconnaissez? J'ai honte de vous parler ainsi. Laissez-moi m'en aller. Les phonographes des bars m'appellent. Je reconnais à l'air qu'ils reprennent qu'un *copain* dont j'ignore les « moyens d'existence », est en bas, car il fait toujours jouer cet air-là plusieurs fois de suite pour annoncer qu'il nous attend. Qui est-ce ? Vous m'en demandez trop. Où il habite? L'hôtel... le même hôtel que moi. Je l'entends rentrer à des heures invraisemblables. C'est un gentil garçon. Avec lui, j'ai appris des quantités de choses qui me serviront à écrire des livres. Vous n'imaginez pas comme c'est curieux. Et puis, il y avait, dans le même hôtel, une jeune fille qui s'était échappée de sa famille et qui m'a quitté pour épouser un jeune homme tout à fait très bien qui l'aimait et qui est venu la chercher, parce que je lui faisais une vie impossible. J'ai oublié son nom. Cela remonte à mon arrivée à Paris. J'étais alors d'une candeur stupéfiante et d'une délicatesse de sentiment si raffinée que, pour recevoir galamment une « femme mariée » qui me venait voir j'avais allumé toutes les bougies de mes deux candélabres. Cette femme m'a dit : « Éteins-donc. C'est pas l'mois d'Marie ! » Pensiez-vous que je pouvais être sot à ce point? Je crois que cette femme avait été mal mariée. Il y a tant de femmes mal mariées. Cela les regarde. J'en ai pris mon parti. Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse? Enfin, ne vous frappez pas trop de tout ce que je vous raconte. Je n'ai guère changé... Demain soir, vous pourrez encore, quand je pousserai derrière moi la porte, en tirant ma casquette, me dire de votre voix qui m'est restée dans l'oreille :

— D'où viens-tu?

J'aurai l'air soumis que j'avais enfant. J'essaierai de trouver quelque chose à répondre mais maman, grâce à Dieu, me coupera tous mes effets, en déclarant :

— Allons, mange ta soupe... et tais-toi.

FRANCIS CARCO

EN ÉGYPTE

(NOTES)

Le 11 juin 1882, les partisans d'Arabi-Pacha, exaspérés de voir leurs réclamations repoussées, portèrent leur fureur sur les Européens qui n'étaient pour rien dans l'affaire.

Pour être équitable, il faut expliquer que la rixe terrible, dont les suites devaient exercer une si prodigieuse influence sur les destinées de l'Égypte, commença par une altercation entre un cocher indigène et un Européen, Maltais d'origine, frère d'un valet de chambre du consul d'Angleterre, M. Cockson. Le cocher, qui depuis plusieurs heures voiturait son client, se vit allouer pour la peine la somme dérisoire d'une piastre: vingt-cinq centimes. Le Maltais, par prudence, s'était fait déposer devant le café *Gawat-el-Gézaz*, situé rue des Sœurs. Ce café, appelé par les Européens « le café vitré », était tenu par un compatriote du promeneur peu généreux. Le cocher, furieux de se voir si mal payé, protesta, puis, devant le mutisme de son client, le suivit dans l'intérieur du café en l'accablant d'injures violentes.

Par ce beau dimanche d'été, l'établissement regorgeait de monde. La chose ne traîna pas. Le Maltais, probablement ivre, se rua sur le malheureux automédon et, arrachant du comptoir le large couteau qui y demeurait suspendu à l'aide d'une

ficelle, il en frappa si violemment l'indigène que la mort fut instantanée.

En quelques minutes, Grecs, Maltais, Égyptiens, se jetant les uns sur les autres, livrèrent une véritable bataille. Du café, l'émeute gagna aussitôt la rue. Bientôt, la ville entière sembla peuplée d'hommes en folie. Les Musulmans, surgissant de toutes parts avec cette rapidité stupéfiante propre aux heures des grandes catastrophes, lançaient leur terrible cri de ralliement :

— *Gay yâ mosslemine ! Gay ! Beycktelou Ekhwatna*[1] *!*

L'appel fatidique ne fut que trop entendu. Les yeux hors des orbites, la face convulsée, ils accouraient armés de pieds de tables, de débris de chaises, de broches et de fer de lits, tous objets dérobés aux cafés européens et aux rez-de-chaussée du voisinage. Bientôt ces armes légères ne suffirent plus. Comme pris du même furieux délire, ils firent irruption dans un grand dépôt du *Souk-el-Gedid* (marché neuf), et s'emparèrent des *nabouts* qui s'y trouvaient en abondance. Le nabout, long bâton de cormier, est demeuré depuis la plus haute antiquité l'arme préférée du paysan égyptien. Entre ses mains il n'en est pas de plus redoutable. Entre temps, les Grecs s'empressaient de charger leurs revolvers.

Et la tuerie commença. Ceux qui, comme moi, ont entendu les cris d'angoisse, les hurlements des femmes du peuple et les râles d'agonie des blessés, ne sauraient oublier les affres épouvantables de ce jour-là. Durant la nuit, les plaintes des victimes que l'on égorgeait presque sous nos fenêtres arrivaient jusqu'à nous accompagnées par le rythme lugubre des flots battant les pilotis du théâtre Rossini que nous dominions.

L'historique des heures qui suivirent nous entraînerait trop loin. Mais il est impossible de passer sous silence le bombardement d'Alexandrie par l'escadre anglaise sous les ordres de l'amiral Sir Beauchamp Seymour. Cet acte inattendu, et exécuté sans déclaration de guerre préalable, eut lieu le 11 juillet. Il détruisit pour plusieurs millions de propriétés et tua un grand nombre d'habitants.

L'artillerie égyptienne était incapable de riposter. La plu-

1. *Venez, musulmans, venez, on tue nos frères !*

part des pièces en batterie, à âme lisse, de courte portée, calibre 12, 22 et 32, n'avaient pas bougé de leur place depuis environ 38 ans, époque à laquelle le général Galice-bey, au service de Mohamed-Aly, les avait mises en position. Sur 101 canons Armstrong de 9 à 10 pouces, 64 seulement étaient montés. Les 37 autres gisaient hors des plates-formes où les Anglais ont dû les trouver côte à côte et loin de leurs affûts. Quant à leurs projectiles, ils ne quittèrent jamais les magasins de l'Arsenal. La veille de l'action, pas un canon n'avait ses munitions au poste de guerre.

Pendant le bombardement, toutes les autorités locales ayant disparu, la ville se trouva complètement abandonnée aux pillards et aux incendiaires, ramassis de toute la lie de la population alexandrine. Les bédouins, campés à Ramleh[1], avaient reçu ordre de faire la police de la ville. Ils se contentèrent de piller les magasins après avoir défoncé les devantures et, leur convoitise satisfaite, ils mirent le feu à ce qui restait. Les prisons, ouvertes par force, avaient aussi vomi sur la voie publique tout leur lot de malfaiteurs qui se ruèrent au sac des habitations et des boutiques.

Les rues, où gisaient pêle-mêle les cadavres des victimes et les restes calcinés des meubles et des charpentes, livraient passage à d'innombrables charrettes sur lesquelles des familles apeurées avaient pris place, fuyant la cité maudite. Durant trois jours, l'exode continua. Le vice-roi s'était enfermé dans son palais de Ramleh. Les grands harems, depuis longtemps, avaient fui au Caire.

Les Européens, sagement conseillés par leurs consuls, recevaient l'hospitalité à bord des grands paquebots ancrés au large, où les compagnies leur faisaient payer un franc un modeste verre d'eau. Mais le plus grand nombre avait cherché des rives plus clémentes. Sur ordre, la flotte française, qui, d'abord, avait mouillé dans la rade, était partie pour Beyrouth, au grand désespoir des rares Français qui avaient mis en elle tout leur espoir. Cette poignée de Français demeurée à Alexandrie malgré toutes les menaces, constituait une réunion d'hommes résolus. Si les autres colons avaient suivi leur exemple, la ville eût sans doute échappé au désastre.

1. Faubourg d'Alexandrie, sur l'emplacement du camp de César.

Il suffit de quelques bras énergiques, tenant en main les armes dont ils n'eurent pas à faire usage, pour sauver le Crédit Lyonnais dont la porte ne fut même pas forcée. Il est regrettable qu'à ce moment, les consuls et les fonctionnaires, sur les injonctions de leurs Gouvernements respectifs, aient cru devoir donner l'exemple de l'exode.

Cependant l'Europe, au reçu de la nouvelle de ces événements mémorables pour l'Égypte, demeurait indifférente.

Quelques semaines plus tard, Arabi-Pacha, embarqué sur l'ordre des Anglais, faisait route vers Ceylan. On lui accordait une pension généreuse pour l'époque (12.000 francs), avec faculté de jouir de ses rentes personnelles et d'emmener une partie de son harem et de ses serviteurs.

Cependant les naïfs, dont le seul crime avait été de le soutenir dans sa révolte, recevaient comme prix de leur complaisance le châtiment suprême. Les émeutiers d'Alexandrie furent punis les premiers. Ces malheureux furent obligés de creuser eux-mêmes leur propre tombe sur la place des Consuls, tandis que sur leurs têtes horrifiées se dressaient les innombrables potences.

Depuis, la place funèbre a été transformée en jardin public. Des pelouses vertes, des arbres touffus où s'ébattent des milliers d'oiseaux, mettent la joie de la nature en ce coin charmant dont toutes les rues du côté est aboutissent à la mer. Cette mer que l'azur immuable du ciel égyptien rend éternellement bleue, ajoute au décor un charme nouveau, dont les touristes ne se lassent point. Les hauts immeubles, de construction moderne, bordant la place, achèvent de donner à cet endroit de la ville un cachet d'élégance dont les Alexandrins se montrent très fiers. Pour moi, dont la jeunesse fut frappée si abominablement par le terrible spectacle des jours sanglants, la place des Consuls demeurera toujours « le cimetière des premiers révolutionnaires ».

C'est un lieu commun de répéter aujourd'hui, après tant d'autres, qu'un seul homme en France comprit alors l'extrême portée de la tragédie qui se déroulait en Égypte. J'ai nommé Gambetta. Il ne cessa pas de lutter contre ce qu'il appelait une abdication. Mais ceux qui par leurs connaissances ou leur intention personnelle pouvaient prévoir l'avenir, sacri-

fièrent leur conviction à leur popularité. Gambetta vit son ministère tomber peu après et ne récolta que des quolibets pour s'être prononcé avec tant de chaleur sur des actes qui s'accomplissaient si loin de Paris.

En attendant, l'Angleterre commençait tout tranquillement en Égypte son œuvre de colonisation.

***

Quoi qu'on ait pu dire, la tranquillité de l'Égypte, depuis ce moment, n'a jamais été que relative. En réalité, tout ce que la révolution de cette année a pu accomplir date des journées de 1882, avec cette différence que les émeutiers de ma jeunesse ont passé la main à une génération tout autre. Alors, la révolte partait de l'armée et du peuple. D'ailleurs pas plus l'un que l'autre ne se montraient bien conscients de leurs droits. Ils réclamaient une constitution, sans savoir au juste en quoi elle consistait. A l'heure actuelle, le mouvement dirigé par des hommes de haute culture a cela de redoutable, qu'il englobe la population tout entière.

Les misérables soldats, les âniers faméliques, les fellahs sauvages de 1882 composant la milice d'Arabi-Pacha tuaient pour tuer et s'attaquaient aux têtes coiffées du *bornett* (chapeau). Pour eux, le chapeau représentait l'insigne du chrétien. Quelques-uns même, armés du terrible *nabout*, frappaient sans pitié tout homme dont le teint clair, les cheveux blonds ou châtains semblaient désigner un étranger. C'est ainsi qu'à l'hôpital indigène où on avait transporté les cadavres des victimes, on put reconnaître les corps de plusieurs Turcs qui avaient en vain répété à leurs bourreaux la formule de foi musulmane. La foule ivre de sang, trompée par la blancheur de leur peau, voyait en eux les fils d'une autre race.

Les Égyptiens d'aujourd'hui n'ont avec ceux-là qu'une lointaine parenté. Un sentiment, inconnu jusque-là, est né sur l'antique terre, le patriotisme ; j'entends inconnu à l'Égypte musulmane. Les hommes nouveaux qui réclament leur indépendace ne souhaitent pas retournèr au fanatisme ni fermer leurs portes aux lumières, ni aux concours des autres peuples de confessions différentes. Ils demandent qu'on leur fasse

confiance et que les étrangers reviennent en foule apporter aux rives du Nil l'animation de leur présence et l'or de leurs banques. Mais ils veulent surtout être les maîtres chez eux, ambition naturelle à tout peuple conscient de sa force et de ses droits.

Ces droits, le premier Égyptien qui ait eu le courage d'y faire appel, c'est le jeune Mustapha Kamel, patriote convaincu et incomparable orateur. Dans le célèbre discours prononcé par lui à Alexandrie le 3 mars 1896, en pleine occupation anglaise, après avoir exposé avec une clarté remarquable la situation créée au pays par la politique britannique, il s'exprimait ainsi au milieu d'une foule enthousiaste :

— Pourrons-nous un jour être fiers, nous aussi, de notre patrie? Pourrons-nous jamais être un peuple fort et respecté?... J'en fais le vœu le plus ardent. Nous ne pouvons arriver au bonheur rêvé, à la réalisation de nos espoirs patriotiques que par un accord de tous et l'amour unanime de l'Égypte. Laissons de côté nos querelles et nos passions personnelles : soyons unis de cœur et d'action. Ne donnons pas au monde le spectacle d'une famille qui se querelle pour le partage des biens et des meubles que contient sa maison, tandis qu'un incendie la dévore. Le jour où l'union de tous les Égyptiens sera un fait accompli, nos espoirs deviendront des réalités. Ce jour-là nous pourrons nous écrier fièrement : « Nous sommes les enfants libres de l'Égypte libre ! »

Je ne puis m'empêcher de citer encore ce passage d'un autre discours du jeune orateur :

La civilisation égyptienne ne pourra durer dans l'avenir que si elle est fondée par le peuple lui-même, que si le fellah, l'ouvrier, le commerçant, l'instituteur, l'élève et tout Égyptien savent que l'homme a des droits sacrés auxquels il ne faut jamais toucher, qu'il n'est pas créé pour être un instrument, mais pour mener une vie intelligente et digne, que l'amour de la patrie est le plus beau sentiment qui puisse ennoblir une âme et qu'une nation sans indépendance est une nation sans existence ! C'est par le patriotisme qu'un peuple barbare arrive en peu d'années à la civilisation, à la grandeur et à la puissance. C'est de lui qu'est formé le sang qui coule dans les veines des nations viriles et c'est de lui que découle la vie pour chaque être vivant.

Cependant, et c'est là encore que se marque la différence entre les hommes d'il y a vingt-cinq ans et ceux d'au-

jourd'hui, ce même Mustapha Kamel n'est pas seulement Égyptien, il est musulman et c'est ce qui fait sa force parmi le peuple. Nous trouvons un peu de sa profession de foi dans cette dernière phrase. Parlant de l'influence immense exercée par Mohamed-Aly sur l'Égypte, il s'écrie :

Le grand homme qui a changé les destinées de l'Égypte et l'a comblée de tant d'honneurs et de prestige a su concilier dans son œuvre les principes de la civilisation moderne et les dogmes de l'Islamisme. Il a trouvé dans notre admirable religion la matière vitale de la plus haute civilisation que les hommes puissent rêver, et il a eu la certitude que par l'Islamisme on peut atteindre le plus vaste ensemble des félicités dans la vie. Si nous imitons son exemple en nous appuyant sur l'Islamisme, en prenant à la civilisation occidentale ce qu'elle a de bon et d'utile, en méditant l'histoire et en échappant à cette division qui a tant nui à l'Égypte et à l'Islam, nous arriverons certainement à acquérir la grandeur et la place marquée que nous ambitionnons [1].

On juge avec quelle ferveur la masse des Égyptiens demeurés strictement fidèles à la loi du prophète accueillirent les paroles de ce leader du parti nationaliste. Il n'était pour l'instant aucunement question d'étendre ce nationalisme aux divers habitants de l'Égypte. Mustapha Kamel, que j'ai personnellement connu, avec lequel j'ai eu de nombreux entretiens, s'intéressait uniquement à l'Égypte musulmane.

Sous ce rapport, son inconstestable talent a fait plus de tort que de bien à la nation qu'il voulait défendre. Le peuple, qui ne raisonne point ses sensations, l'a suivi par fanatisme et l'a dépassé dans ses ambitions. L'assassinat du premier ministre Botros Pacha Gali, le 13 février 1910, par l'étudiant Wardani, n'eut pas d'autre cause. Botros ne fut point frappé comme ami de l'Angleterre, mais uniquement parce que, pour beaucoup, le choix d'un chrétien dans le ministère froissait les sentiments religieux.

Qu'il me soit permis de noter ici une remarque strictement personnelle, basée sur la plus consciencieuse, la plus constante observation. N'est-il pas curieux de reconnaître que parmi ceux qui essayèrent de secouer le joug anglais en terre d'Égypte, depuis le précurseur Mustapha Kamel jusqu'aux émeutiers si

1. Extrait du discours prononcé par Mustapha Kamel à Alexandrie, le 21 mai 1902, à l'occasion du centenaire *lunaire* de l'élection de Mohamed-Aly.

tenaces d'aujourd'hui, le mouvement a été surtout suivi par les étudiants et par les élèves des écoles secondaires, c'est-à-dire par ceux-là mêmes qui, placés longtemps sous la direction des professeurs anglais, auraient dû les premiers courber la tête et, mieux que les autres, subir le joug sous lequel on les entraînait.

Et c'est là que j'arrive au point délicat de ces notes que je voudrais surtout impartiales.

***

Je ne parlerai ni des écoles militaires autrefois florissantes, tombées maintenant au-dessous des écoles primaires de la moindre capitale d'Europe, ni de l'école de médecine, ni de l'école de droit, toutes trois créées par des Français dévoués à l'Égypte et parvenues, grâce à leurs efforts, à un degré permettant tous les espoirs. Qu'il me suffise de citer simplement les écoles proprement dites, celles qui, de par leurs fonctions mêmes, forment les futurs hommes d'une nation.

Quand j'arrivai en Égypte, le Gouvernement commençait à peine à créer quelques collèges, dont la direction supérieure était confiée, pour la majeure partie, à des Français ou à des Suisses. L'instruction publique était elle-même entre les mains d'un Genevois de grande valeur dont il m'a été donné plus d'une fois d'apprécier la vaste érudition et la grande autorité. Il se nommait Dore-bey. Ces écoles, faibles balbutiements d'un pays qui s'éveille, commençaient de prendre leur essor quand survinrent les événements déjà cités.

Mais, bien avant, la France avait apporté en Égypte, sur l'aile de ses missions, la bonne parole de la science et les premiers principes de la civilisation moderne. Les Lazaristes, les Frères des écoles chrétiennes, puis les Pères des Missions africaines de Lyon, enfin les Jésuites, s'efforçaient à donner aux garçons l'instruction que les élèves de France recevaient dans leurs collèges. Les filles n'étaient pas non plus oubliées. Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, les Dames de Sion, de la Mère de Dieu, les Sœurs de Saint-Joseph, de la Délivrance et enfin les Dames du Sacré-Cœur répandaient sur les jeunes âmes fémi-

nines orientales, les bienfaits d'une éducation jusque-là confiée à des institutrices particulières ; les familles assez riches pouvaient seules se permettre ce luxe onéreux. Et que l'on ne se figure point que religieux et religieuses exerçassent la moindre pression sur l'esprit des enfants confiés à leur garde. Musulmans, israélites et chrétiens travaillaient ensemble, sous le regard des Pères et des Sœurs, sans que jamais aucune des différentes confessions pût être froissée. L'instruction religieuse était donnée à chaque groupe par les prêtres de son culte.

Quelques années plus tard, le bagage se trouva augmenté par l'institution de deux lycées français, l'un au Caire, l'autre à Alexandrie, et par les écoles de l'Alliance israélite.

Dans tous ces collèges sans exception, les enfants recevaient et reçoivent encore une instruction assez complète pour que le gouvernement français ait cru nécessaire de déléguer chaque année des professeurs, qui viennent faire subir aux élèves les épreuves du brevet simple et supérieur, et celles du baccalauréat.

Ces écoles, qui n'ont cessé de prospérer, avaient atteint au 10 mars 1919 le chiffre respectable de 27 000 élèves appartenant à toutes les races, professant tous les dogmes, mais unis fraternellement dans le double amour de l'Égypte qui les a vus naître et de la France qui les instruit. Non seulement la langue du pays, l'arabe, n'était pas négligée, mais les plus savants ulémahs du Caire et d'Alexandrie étaient appelés à parfaire sur ce point l'érudition des Musulmans attachés à l'école.

Je ne serai contredite par personne, en disant que les hommes les plus remarquables parmi les Égyptiens de ces vingt dernières années sont d'anciens élèves des Frères ou des Pères des Missions africaines. Ces hommes, demeurés d'excellents patriotes, gardent à la France un amour qui ne se dément jamais. Innombrables sont aujourd'hui les négociants et les employés qui doivent leur instruction aux écoles de l'Alliance israélite. Là aussi, on fait aimer notre patrie et je demeurai confondue d'admiration pendant la guerre, au cours d'une visite que je faisais à l'école israélite de Tantah, en entendant des fillettes de douze à quatorze ans réciter, —

avec quel enthousiasme ! — des actes entiers de nos poètes, choisis au hasard sur ma demande.

Il y a mieux. Au printemps dernier, à Alexandrie, notre consul, M. Lucien Bonzon, me demanda d'assister à la séance de cinéma offerte ce jour-là aux élèves des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Dans la loge où nous prîmes place, je ne vis rien d'abord qu'une masse confuse de têtes brunes parmi lesquelles de rares nattes blondes ou châtain faisaient tache. De-ci, de-là, les blanches cornettes des sœurs semblaient de grands papillons protecteurs.

— Il y a là douze cents petites filles, — me dit le consul, — et toutes ne sont pas présentes. La salle n'est pas assez vaste.

Il s'interrompit. L'orchestre attaquait les premières mesures de *Sambre et Meuse*. Alors je pus voir cette chose étonnante qui mit des larmes dans mes yeux : tandis que sur l'écran se profilait la vision magnifique de nos soldats entrant à Colmar, toutes ces enfants, élèves de nos écoles, entonner de leurs voix claires le chant célèbre que jouaient les musiciens... Et ce fut ainsi jusqu'au bout. Depuis *la Marseillaise* jusqu'à *la Marche Lorraine*, ces petites savaient tous les airs, tous les couplets, et rien ne me sembla plus touchant que le spectacle qui me fut donné ce jour-là. Les Françaises pourtant se montraient rares. Nombreuses, bien plus nombreuses se trouvaient les Égyptiennes, les Grecques et autres étrangères de tous pays confiées à nos sœurs. Cependant leurs cœurs enfantins battaient de la même joie que j'avais vue quelques mois plus tôt dans les yeux des jeunes Parisiennes au matin fameux de l'armistice... Et notre victoire semblait leur victoire ! Et nos chants sur leurs lèvres innocentes devenaient leurs chants...

Comme j'exprimais mon étonnement et aussi ma reconnaissance à notre consul, il me dit gaiement :

— Oui, je crois que c'est une bonne idée de montrer un peu de la France à ces enfants qui l'aiment tant ! Et vous n'en voyez qu'une partie. Chaque jour une école différente vient ici : hier c'était l'Alliance israélite, demain ce sera le Lycée français, après-demain les Frères des écoles chrétiennes. Ainsi tous et toutes auront vu l'entrée glorieuse de nos troupes ; j'espère bien leur montrer de même les fêtes solennelles

du grand jour, le passage des poilus sous l'Arc de Triomphe.

Dans la soirée, et toujours en compagnie du consul, je visitai le collège des Frères. Là aussi, ma surprise fut profonde en constatant la surprenante organisation de cet établissement. Par pouvoir spécial, les Frères, qui chez nous bornent leurs efforts à l'enseignement primaire, ont en Égypte la mission de pousser leurs élèves jusqu'au baccalaureat. Mais tandis que les Jésuites préparent surtout aux lettres, en Égypte les Frères orientent les enfants vers les études pratiques : Centrale, Arts et Métiers, écoles d'électricité, commerce. Ce qui surtout m'a frappée dans l'inspection trop rapide que je fis des classes, des salles de conférences et du musée, véritable pépinière de documents, ce fut la belle collection des produits locaux. Le coton, roi incontesté du pays par la richesse qu'il y apporte, est représenté sous toutes ses formes, depuis la graine bénie d'où la plante précieuse va sortir, jusqu'à l'étoffe tissée avec les fils de ses flocons. Et toutes les espèces de coton sont là. Il en est de même pour le lin et le chanvre indigènes. Les minéraux occupent aussi une large place, ainsi que les plantes tinctoriales. L'Égyptien qui sort de ce collège connaît déjà à fond les matières premières de l'industrie locale, dont un stage dans nos grandes écoles lui permettra de tirer le parti le meilleur pour le développement économique de la nation. Si j'ajoute que les frères comptent deux mille élèves pour la seule ville d'Alexandrie, il est facile de se rendre compte du service qu'un tel enseignement peut rendre à l'Égypte. Les Jésuites ont surtout formé des avocats, des magistrats, des médecins qui, après de solides études secondaires sur les bancs des collèges du Caire et d'Alexandrie, sont allés parfaire en France leur instruction et prendre leur diplôme. Il en est de même pour les Pères des Missions africaines, qui sont établis particulièrement dans les provinces. Le collège de Tantah a donné à l'Égypte des hommes de la plus haute valeur.

Le lycée français, excellente institution, est surtout fréquenté par les enfants appartenant aux colonies européennes; de création récente relativement aux autres collèges, il a vu rapidement ses bancs se peupler et les classes sont devenues trop étroites. Tant au Caire qu'à Alexandrie les profes-

seurs chargés de propager l'enseignement universitaire français ont reçu le plus chaleureux accueil.

Autrefois, à l'heure où notre influence s'affirmait en Égypte, l'éducation des jeunes gens était complétée par cinq années passées dans notre pays à la mission égyptienne instituée par le sage Mohamed-Aly. Ces jeunes gens, une fois chez nous, recevaient une pension mensuelle variant de deux à trois cents francs. Ils touchaient aussi les sommes nécessaires aux frais d'inscription aux différentes facultés, leçons particulières, achat de livres, etc. Le temps révolu, les diplômes pris, les élèves rentraient en Égypte où ils trouvaient aussitôt des postes suivant leurs différentes carrières.

La mission égyptienne a été l'une des premières œuvres d'Égypte sacrifiées au régime de l'occupation. Vers 1902, Mustapha Kamel, déjà cité, appelait sur ce fait l'attention du public :

La mission égyptienne est une institution chargée de compléter à Paris l'instruction des meilleurs étudiants égyptiens, qui a donné à l'Égypte ses hommes les plus distingués ; fort importante autrefois, elle n'est plus composée, à l'heure actuelle, que d'une dizaine d'étudiants, pour la moitié Arméniens. On empêche maintenant les étudiants de venir en France ; on les force à se rendre à Londres où ils avouent pourtant ne pouvoir faire de bonnes études.

Ce qui était vrai en 1902 l'est devenu plus encore aujourd'hui. La mission égyptienne en France est morte à jamais.

Les raisons invoquées par les occupants sont que le français cesse d'être utile, puisque tout se fait désormais en anglais. Et c'est pourquoi nous voyons un peu chaque jour disparaître notre langue et s'éteindre notre prestige, en ce pays où la France, si longtemps, demeura la nation reine, aimée et admirée de tous. Insensiblement, les enseignes des quartiers européens, presque toutes rédigées en français, sont devenues des enseignes anglaises. Les magasins, du plus grand au plus petit, n'acceptent plus un employé qui ne parle l'anglais. Même dans les métiers les plus obscurs et les moins estimés, tels que bourriquiers et *boyaguis* (cireurs de bottes), ce n'est plus en français que le boy accoste le passant ou le consommateur assis à la table des cafés. Le : — *Cirez Missié?* est devenu *Shoes?...*

L'ânier, le fameux ânier du Caire, célèbre depuis l'Exposition de 1889, ne nous parle plus de son baudet, mais son geste, qu'il essaie de rendre noble, désigne la bête qu'il vous offre, en prononçant du bout des lèvres : — *Donkey, Sir?* Et tout est à l'avenant. Malheureusement pour nous comme pour les Anglais, l'adaptation n'est qu'apparente. Le peuple d'Orient, j'entends le bas peuple, qui vit de l'étranger et surtout du touriste, s'est de tout temps assimilé avec une extraordinaire facilité à ceux qui lui faisaient gagner son pain. Il eût été facile à l'Angleterre de conquérir des âmes qu'un penchant naturel pousse vers leur intérêt, mais qui souhaiteraient pourtant que cet intérêt s'accordât avec leur sympathie. Au contraire, il semble que l'Anglais, si parfaitement correct, si digne, si généreux avec les égaux qu'il estime, ait pris à tâche de s'aliéner les cœurs égyptiens, en nous les aliénant du même coup. Tandis que les hommes cultivés ont gardé à la France toute leur affection, le peuple, qui ne raisonne point ses sensations, s'est pris tout à coup d'une sorte de xénophobie.

Le tort en est, à mon avis, à la façon dont les occupants ont agi avec lui. Dans nos écoles, les professeurs n'ont pas craint de s'adresser au cœur des élèves. Ils sont descendus jusque vers ces petits êtres souvent incultes, les ont élevés jusqu'à eux, leur ont appris à chérir la France dans ses humbles représentants. Les écoles du gouvernement, devenues purement anglaises, ont produit surtout des joueurs de tennis et de jeunes dandys donnant beaucoup plus de temps aux sports qu'à l'étude et quittant les classes avec la même indifférence qu'ils y sont entrés, aussi ignorants de l'âme anglaise que celle-ci est loin de la leur. Les professeurs ont donné strictement, aux heures réglementaires, les leçons inscrites au programme. Le cours terminé, l'infranchissable barrière s'est dressée entre eux. Résultat : ces élèves sont aujourd'hui mués en ennemis révoltés.

L'éducation donnée aux jeunes Égyptiens, en ces dernières années, ne représente qu'une demi-culture. Et c'est là, je pense, l'origine du mal.

Différentes maladresses sont venues, en vingt ans, mettre le comble à l'exaspération du peuple égyptien. Ce fut, parmi tant d'autres, l'ingérance des juges anglais dans les tribunaux

locaux appelés à examiner uniquement des causes indigènes... Puis l'arrêt arbitraire qui déclarait passible de la loi martiale tout Égyptien se livrant à la moindre voie de fait contre un soldat de Sa Majesté. Si l'on sait que ces soldats, souvent pris de boisson, se promènent par les villes le stick à la main dans les quartiers mal famés, ne se privant pas d'injurier ni de frapper qui bon leur semble, fût-ce en manière de plaisanterie, on comprendra facilement la colère des indigènes. Inutile de dire que, dans les rixes fréquentes entre soldats anglais et indigènes, ces derniers ont constamment tort. Pour eux, la peine capitale est appliquée avec une fréquence bien faite pour décourager les plus téméraires.

Pourtant, ils ne se découragent point. Les événements qui, récemment, se sont déroulés en Égypte, en sont la meilleure preuve. A voir chez eux la force constamment primer le droit, les plus soumis se sont révoltés.

Une autre cause est venue encore ajouter un mécontentement. Quelques mois avant la mobilisation, le quartier général avait fait circuler une formule écrite, demandant aux officiers qui désiraient prendre un emploi en Égypte, une fois leur service militaire révolu, de vouloir bien se faire connaître.

Le nombre des officiers qui se sont présentés s'est élevé, pour les seules villes du Caire et d'Alexandrie, à trois mille cinq cents. Ces emplois se trouvaient dans les différents ministères et les administrations du gouvernement, et les émoluments qui y étaient attachés étaient de beaucoup supérieurs à ceux touchés jusque-là par les titulaires. De ce fait, les indigènes coptes ou musulmans se sont vus frustrés d'une situation péniblement acquise.

Comme toute nation longtemps avilie par la domination étrangère, le jour où le peuple égyptien s'est enfin décidé à secouer le joug qui pesait sur lui, il a dépassé les bornes.

J'ai montré plus haut combien notre influence est en train de diminuer en Égypte, en attendant qu'elle soit éteinte. Je n'ajouterai que quelques lignes à cette constatation.

Le gouvernement égyptien ne fait rien pour empêcher le succès de nos écoles françaises, à quelque confession qu'elles

appartiennent. Mais le jour où l'élève doit gagner sa vie, il voit toutes les portes se fermer devant lui s'il ne peut exhiber un diplôme gagné aux écoles gouvernementales, c'est-à-dire anglaises. Les parents les plus désireux de confier leurs enfants à des professeurs français, reculent avec raison devant l'incertitude de leur avenir. A quoi bon une science qui ne pourra servir à rien? Plus qu'ailleurs, la passion du fonctionnarisme sévit en Égypte ; si alléchantes que semblent les carrières libérales, bien peu sont ceux qui poussent le courage jusqu'à s'y abandonner complètement. L'amour du *poste* est plus fort que tout.

Et c'est ainsi que, peu à peu, notre douce langue française, si chère en Orient musulman, disparaîtra des programmes de l'Égypte, à moins que nos écoles n'obtiennent du gouvernement français le moyen de continuer la lutte. Il n'est pas question de politique, mais de simple tradition. Quelle autre terre peut, comme l'Égypte, revendiquer l'influence française?... De Mohamed-Aly, le grand souverain, jusqu'à Ismaïl, qui donc rendit l'Égypte florissante? N'est-ce pas à nos ingénieurs, à nos financiers, à nos officiers, que les vice-rois firent constamment appel pour le plus grand bien et la plus grande gloire de leur pays?... N'est-il pas permis de répéter, après tant d'autres, que l'égyptologie est une science française?

Alors, ne fût-ce qu'en souvenir des illustres compatriotes qui vinrent, au prix de mille dangers, de difficultés sans nombre, porter au delà des mers les lumières de notre pays, il serait simplement équitable de ne pas laisser tomber de nos mains paresseuses, le flambeau que d'autres tinrent si superbement.

Chez nous, personne ne s'inquiète des derniers événements survenus en Égypte ; pourtant là-bas nos écoles, comme les écoles indigènes, en ont subi le douloureux contre-coup. Depuis le mois de mars 1919, les scènes regrettables qui se sont déroulées ont obligé bien souvent les directeurs à fermer les portes de leurs établissements[1].

Voici en principe la genèse de ces troubles, qui viennent d'aboutir à un changement si profond dans le statut politique du pays.

1. A Alexandrie, le collège des Jésuites, établissement de premier ordre, a définitivement licencié ses élèves.



Durant le cours de l'avant-dernier hiver, Saad Zagloul-Pacha, ancien ministre, vice-président de l'Assemblée législative et chef du parti nationaliste, organisa une sorte de referendum : Quels sont les sentiments de l'Égypte nouvelle? Le peuple accepte-t-il le protectorat anglais, ou demande-t-il à reprendre son indépendance?

Les réponses sont unanimes : les Égyptiens veulent être libres. Les listes innombrables envoyées un peu partout, dans les villes et villages de l'intérieur, reviennent au Caire chargées de signatures. Il ne reste donc plus qu'à agir.

Ayant essayé en vain de faire entendre sa voix par ceux-là mêmes qui disposent à ce moment des destinées de l'Égypte, le chef du parti réclame pour lui et quelques-uns de ses collègues, choisis au hasard de leurs mérites, le droit d'aller en Europe présenter leurs revendications au Congrès de la Paix.

Un premier refus est opposé à leur demande. Zagloul s'adresse alors à l'Angleterre, à la France, à l'Amérique. Aucune de ces protestations ne parvient aux intéressés. Les réunions publiques, entre temps, se sont faites plus nombreuses. Un vent d'orage gronde sur les villes. Le ministère, d'un commun accord, présente sa démission au Sultan, qu'une indisposition opportune retient toute une semaine en son palais.

Et c'est alors que circule l'étrange nouvelle : Zagloul Pacha et ses amis ont été appréhendés chez eux et emmenés on ne sait où...

Le samedi 8 mars 1919, je me trouvais à Alexandrie où je venais de faire une conférence pour la propagande. Passant par les bureaux de *la Réforme*, journal français que dirige Raoul Canivet, M. Edmond Dumani, rédacteur en chef avec lequel je venais de m'entretenir, reçut devant moi l'annonce de l'incarcération des ministres. La chose fut tout de suite démentie ; personne d'ailleurs ne voulait y croire.

Mais le lendemain dimanche, dans les rues du Caire où je revenais, rien qu'à voir l'agitation de la foule, je devinais que des événements graves allaient s'accomplir. L'après-midi se passa sans incident. Dans la soirée seulement la nouvelle se

répandit, véritable traînée de poudre : Zagloul Pacha et ses compagnons, après une nuit passée à la caserne de Kassr-el-Nil, venaient d'être embarqués pour l'île de Malte.

Le lundi matin, je devais me rendre au consulat pour y faire viser mes passeports, mais à peine sortie il me fallut rebrousser chemin. La rue El-Manak, soudainement obstruée par une foule en délire, offrait le coup d'œil le plus bizarre.

A la suite des étudiants de la mosquée d'El-Azhar rêvant une manifestation imposante, tous les barbarins, tous les fellahs, tous les loqueteux de la ville, profitant de l'occasion, se ruaient sur les devantures des magasins, pillaient la caisse et brisaient les vitres. En quelques heures, les dégâts de cette matinée atteignirent vingt mille livres (cinq cent mille francs). On se contenta de faire fonctionner les pompes et d'arroser la foule.

L'après-midi, la police à cheval commença de circuler par la ville. Le mardi, nouvelle manifestation. Cette fois, la cavalerie fit marcher ses bêtes contre la foule qui se dispersa. Les rues El-Manack et Moghraby et la légendaire avenue de Boulac présentaient un spectacle extraordinaire. Devant les monceaux de verre et de glaces brisées gisant sur les trottoirs, les boutiquiers consternés surveillaient la pose des planches qu'ils faisaient clouer contre leurs vitrines. On m'a assuré que les menuisiers et charpentiers ont fait en trois jours de véritables petites fortunes. Le soir, les soldats anglais se sont montrés. Les ponts, gardés militairement, étaient pourvus de mitrailleuses sur tout le parcours du fleuve. Sur la place de l'Opéra, se tenaient les autos blindées chargées de troupes.

Dans l'après-midi du 13, me trouvant au quartier indigène devant la belle mosquée Barkouk que je souhaitais revoir avant de quitter l'Égypte, le vieux gardien me fit signe doucement de le suivre. Quand je fus arrivée devant le tombeau, il me dit avec simplicité :

— Écoute, madame, je peux bien te laisser entrer, je te connais et je sais que tu nous aimes, mais il va y avoir du tapage dans la rue. Si tu sors maintenant, je ne réponds de rien ; il vaut mieux que tu restes ici !

Et cet homme dont l'âme simple a sans doute conservé sur notre sexe les idées de ses ancêtres ajouta :

— Les femmes, vois-tu, ce n'est pas fait pour la poudre ni pour les balles...

Et il m'enferma. Je dois dire que jamais comme ce jour-là je ne goûtai si profondément le charme de la vieille mosquée que les Arabes nomment El-Barkoukya.

Cependant je pus assister par une petite fenêtre grillagée de bois — vrai croisillon du moyen âge — à la plus vive bataille. Dans la rue, soudainement, les corbeilles de fruits et de légumes s'écroulaient sous la poussée formidable du peuple. En hâte, les vendeurs prudents s'étaient enfuis, tandis que les boutiquiers brisaient leurs ongles dans leur hâte à pousser les volets à l'ancienne mode.

De nouveau, je voyais se lever sur les têtes les terribles *nabouts* dont la vue avait épouvanté ma jeunesse. Au coin des rues, sur les terrasses et derrière quelques fenêtres, les balles traîtresses pleuvaient, tandis qu'aux carrefours les mitrailleuses jusque-là invisibles, déroulaient leur ruban de mort sur la foule soudain terrorisée.

Quand le gardien de la mosquée vint me délivrer, il était très pâle et une grande tristesse emplissait ses yeux.

Je lui demandais son avis sur le drame.

— Al Allah ! — me répondit-il avec cette philosophie fataliste propre au véritable sage de l'Orient, — rien sur la terre ne se fait sans sa volonté puissante... Pourtant, j'estime que toutes ces tueries sont bien inutiles. Pourquoi se soulever contre les plus forts? En agissant avec calme, nos frères feraient bien plus pour la cause de l'Égypte...

Et tandis que je glissais dans sa main le pourboire d'usage, il conclut :

— D'ailleurs, ce ne sont jamais les vrais coupables qui sont punis.

Durant le cours de la semaine, les émeutes se succédèrent avec une décevante régularité. Chaque quartier eut son tour. Les morts se chiffrèrent par centaines.

Et tous les soirs, une autre rue voyait ses devantures se couvrir de prudents remparts de planches. De loin en loin, dans les quartiers européens, les rideaux métalliques se soule-

vaient à demi et propriétaires et employés osaient risquer une tête curieuse sur l'avenue. Au moindre bruit, le rideau retombait, mettant sa barrière de fer entre les émeutiers et les marchands.

Maintenant la révolte gagnait la province : Tantah, Mansourah, Zagazig, Assiout...

Le jour où je quittai le Caire, nous dûmes attendre près de cinq heures dans nos wagons le départ du train. Le bruit du canon et des mitrailleuses parvenait à nos oreilles sans que nous puissions être renseignés. Quelques voyageurs découragés, descendirent. Enfin, vers deux heures, une compagnie d'Australiens monta dans les voitures, tandis que les soldats prenaient place sur la locomotive, à côté du mécanicien. Le convoi s'ébranla. Le long de la route, les hommes postés aux fenêtres, tiraient des coups de feu en traversant la campagne, à seule fin d'effrayer les fellahs. On pouvait voir ces derniers fuir, épouvantés, sautant les talus, courant dans les champs sur leurs jambes ou à quatre pattes, selon que l'arme leur semblait plus ou moins à portée de leurs personnes. Quand le train arriva en gare de Kalioub, nous connûmes la raison du retard apporté à l'horaire : ce petit pays, si paisible d'ordinaire, s'était soulevé, et depuis le matin on massacrait autour de la station du chemin de fer. Maintenant, de la jolie gare, si connue des habitués du barrage, il ne restait que des ruines : bâtiments, becs de gaz, fontaines, tout se mêlait dans l'inextricable fouillis auquel les régions dévastées ont accoutumé nos yeux. Mais ici, la guerre était toute fraîche, et les larges flaques de sang qui formaient de véritables mares marquaient sinistrement la place de la lutte. Le soleil de ce radieux printemps n'avait pas eu le temps de sécher l'horrible trace.

Sur tout le parcours, les fils du télégraphe et du téléphone traînaient leurs petites cordes lamentables. Pour arrêter la révolte, les Anglais étaient venus en aéroplane bombarder la ville...

Arrivés à Port-Saïd où nous devions embarquer le soir, nous apprîmes que le train avait été le dernier à quitter le Caire. Les émeutiers avaient coupé les ponts. Durant près de deux mois, le service des postes se fit en avion.

Au mois de juin, après la révolte de Bédrechine, on comptait en Égypte quatre mille morts...

Et les émeutes ont continué. Aux manifestations du premier jour, sont venues s'ajouter les complications des grèves. Les tramways ont dû interrompre leur circulation du 20 août dernier au 14 octobre, arrêtant ainsi toute la vie de la banlieue. Récemment encore, on osait à peine faire sortir les voitures, les indigènes de la basse classe les prenant d'assaut sans payer, molestant les contrôleurs, brisant vitres et matériel sitôt qu'on faisait mine de leur résister.

Les négociants européens ne sont pas non plus à l'abri des attaques ; plusieurs magasins ont été pillés. Et souvent, trop souvent encore, la force militaire a dû sévir, faisant de nombreuses victimes.

Pourtant la cause en elle-même demeure franchement intéressante. On a vu cette chose surprenante en un pays trop souvent partagé, déchiré par les luttes de croyance et de partis, des prêtres coptes aller prêcher dans les mosquées, des ulémas élever la voix dans les églises chrétiennes ; étudiants syriens, maronites ou musulmans, écoliers de tous rites, femmes turques d'Égypte ou purement égyptiennes, unis dans la même fièvre et dans le même ardent désir : voir se lever sur la vieille terre l'aube radieuse de l'indépendance.

« Il y a quelque chose de changé », écrivait un journaliste local vers la fin du printemps dernier ; ce « quelque chose, c'est l'élan aussi soudain qu'inattendu qui pousse les femmes vers la politique. Les hommes eux-mêmes en demeurent étonnés et accueillent avec joie la collaboration imprévue qui leur est offerte ; aussi ne ménagent-ils pas leur enthousiasme. Quelle que soit la façon dont le troupeau encore voilé, mais agissant, lui vient en aide, ils l'encouragent, et tandis que matrones et jeunes filles, grandes dames et marchandes poussent sur les places publiques le cri fatidique « *Yahia el Watan !* » (Vive la Patrie), les Égyptiens transportés lancent à leur tour de chaleureux : « *Vive la Femme !* » rénovant sans le savoir les exclamations poussées il y a quatre-vingt-sept ans par les disciples de la famille saint-simonienne.

Mais alors l'acclamation restait un appel, bien plus qu'une approbation. Les belles odalisques, aïeules des manifestantes d'aujourd'hui, eussent été bien surprises si on leur eût prédi que leurs petites-filles descendraient dans la rue et se mêleraient au peuple pour réclamer l'indépendance de leur pays. Pour elles, nonchalamment étendues sur les chiltas ancestrales, elles se contentaient d'être belles et, tandis que Suzanne Voilquin et Clorinde Nogé prêchaient l'émancipation à leurs oreilles distraites, elles regardaient les taches claires du soleil jouer sur les ongles teints de leurs pieds nus.

Maintenant, les descendantes de ces mêmes créatures ont secoué leurs entraves : le harem n'est plus qu'un appartement un peu plus fermé que les nôtres, mais d'où l'on s'évade sans difficultés.

Pour ceux qui comme moi ont connu l'Égypte de Tervifck, l'attitude des femmes en ces deux dernières années constitue la transformation la plus surprenante survenue dans la vallée du Nil. Il faut avoir contemplé la vie nonchalante, l'indifférence à peu près complète de l'élément féminin touchant la politique pour se rendre compte de l'énorme pas franchi en quelques mois. Une des manifestations les plus imposantes fut certainement celle organisée par les femmes du Caire dans le courant de l'été 1919 sous la conduite de madame Aly Charawoni Pacha, vice-présidente de la délégation égyptienne.

Pendant que les manifestantes étaient entourées de deux haies de soldats qui les visaient, baïonnette au canon, et les empêchaient de marcher ou de regagner leurs demeures, l'une d'elles s'avança, exposa « *sa poitrine à un soldat qui l'avait menacée eu lui disant : « Tuez-moi donc, pour qu'il y ait une autre miss Cavell. » Ce ne fut que grâce à l'intervention des consulats américain et italien que les dames purent regagner leurs demeures, après avoir été gardées deux heures durant sous un soleil de feu*[1] *!* »

Une jeune fille égyptienne n'a pas craint quelques jours plus tard de prononcer en français un émouvant discours devant l'hôtel *Shephend*, et ce discours se terminait ainsi : « Je ne

1. Sabry. *La Révolution égyptienne.* .

me marierai pas, afin de ne pas donner le jour à un enfant qui deviendra l'esclave des Anglais. »

Autre exemple que je m'en voudrais de ne point citer : une femme Tellaha, assise auprès du corps de son fils victime des mitrailleuses anglaises, reçoit ainsi les consolations qu'un passant charitable se croit obligé de lui donner : « Il faut plutôt m'envier que me plaindre, j'ai donné le jour à un martyr. »

La fièvre héroïque de la capitale s'est étendue peu à peu ; elle a gagné les provinces. On voit maintenant cette chose inouïe : des femmes indigènes s'arracher les journaux locaux, se griser elles aussi des paroles ardentes prononcées par les leaders du parti.

Bien plus, non contentes de les comprendre et de les approuver, elles souhaitent entrer elles aussi dans la lice, mêler leurs voix à celles de leurs frères opprimés. Il existe au Caire parmi l'inextricable fouillis des venelles bordant le quartier de l'Estekieh une église copte renommée, c'est la basilique de Saint-Marc. Il y a peu de temps cette église eût impitoyablement fermé ses portes à tout musulman assez audacieux pour tenter d'en franchir le seuil, et voici que s'accomplit le miracle. Ses lourds vantaux s'écartent un beau jour pour livrer passage non pas aux pieux pèlerins d'une lointaine Abyssinie ou à quelque confrérie chrétienne de Palestine, mais à tout un peuple de femmes en délire ; elles viennent là non point seulement pour prier (car elles prieront ensemble une fois la séance terminée), mais surtout pour discuter des intérêts et des aspirations de l'Égypte, leur commune patrie. C'est à l'issue du meeting fameux dont les murs de la basilique résonnent encore, que les Égyptiennes réunies sans distinction de culte ni d'origine rédigèrent l'acte de protestation adressé à la commission Milner.

Cet acte d'une fière allure et tel que plus d'une société européenne eût pu le signer, débute par la déclaration suivante :

Le mouvement nationaliste égyptien est un mouvement purement et profondément patriotique pur de tout alliage de sectarisme ou de toute influence turque. Il est également fort loin de toute doctrine bolcheviste, et c'est une erreur de chercher sa source dans

l'accroissement du prix de la vie, comme on a prétendu le faire. En effet, l'Égypte est dans une situation financière excellente et peut soulager elle-même la misère de ses pauvres.

Après un énoncé suffisamment clair des différentes revendications, les plaignantes ne craignent point d'en arriver aux menaces :

Il faudra des feux de salve pour faire taire nos protestations ainsi que cela s'est passé sous nos yeux. L'Angleterre a assez de puissance, son armée, sa marine, son aviation sont assez fortes pour le faire ; mais, sans cesse, nous protesterons. Nous combattrons sans armes : notre sang trempera la terre de nos pères, et nous mourrons heureuses.

Pour finir, les Égyptiennes font appel aux souvenirs du passé :

N'oubliez pas, honorables gentlemen, les cent mille martyrs du temps de Dioclétien, et n'oubliez pas, surtout, que les Égyptiens qui ont écrit cette page d'histoire sont les pères de ceux qui écriront la page nouvelle : le même sang coule dans leurs veines.

Si originale que puisse paraître l'attitude des femmes égyptiennes à ceux qui les voient encore sous les couleurs du siècle dernier, il est parmi les innombrables surprises que nous a réservées la révolution présente une chose non moins caractéristique, c'est la fusion spontanée des trois cultes, musulman, chrétien et israélite. Il n'est pas rare de voir en ce moment dans les rues du Caire et d'Alexandrie un rabbin, un prêtre copte et un uléma, fraternellement pressés les uns contre les autres dans le fond d'un torpédo de louage et parcourant les voies principales de la ville en une touchante et pacifique protestation.

Cependant, jugeant sans doute que plus le grade est haut, plus claire doit s'élever la plainte, le R. P. Morcos Georgios, patriarche copte, a voulu prendre une part active à la lutte.

Dès les premiers jours de la révolution, il s'est déclaré le champion des idées nouvelles et, au mépris de tous les conseils, il s'est jeté dans la mêlée ne ménageant ni ses forces, ni ses discours.

Doué d'une éloquence magnifique, il a pris la parole un peu partout, sur les carrefours comme dans les églises, aussi bien dans les mosquées qu'à la synagogue. Orateur infatigable, prêchant constamment l'action, il a contribué à exalter le courage des faibles et à parfaire la résolution des forts.

C'est lui qui fit au chef militaire anglais qui l'excitait à une plus juste prudence, la réponse demeurée fameuse.

— Père, — lui dit l'officier, — nous supportons péniblement, depuis quarante jours, vos discours ; gardez le silence ou vous serez expulsé.

Et le patriarche, simplement répliqua :

— Sir, la nation égyptienne supporte votre tyrannie depuis quarante ans. Ne pensez-vous pas qu'elle doit être encore plus lasse que vous...

Résultat, on lui ordonna de passer la frontière. Cependant les innombrables réclamations du peuple tout entier vainquirent la résistance des gouvernants. On rappela le R. P. Morcos Georgios.

Pourtant sans parler de l'état des finances, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur le pays pour se convaincre des améliorations sans nombre que l'Angleterre y a apportées : routes agricoles, chemins de fer d'intérêts locaux, embellissement des villes, desséchement des marais et des canaux pestilentiels, formations sanitaires multiples. Toutes choses essentiellement coûteuses et pour lesquelles les Anglais n'ont plaint ni leurs peines, ni leur temps. S'ils sont les premiers à en profiter, ils ne manquent point de rendre service à la population indigène qui s'y est très vite accoutumée. Une œuvre aussi considérable s'est trouvée, de par la maladresse de certains chefs, sensiblement amoindrie aux yeux de la nation qui devait en bénéficier. Il est indéniable que le Gouvernement britannique n'a pas su se faire aimer en terre égyptienne; les aspirations patriotiques, ravalées au niveau de simples émeutes, ont surtout pris leur source dans la sévérité des mesures de répression. Et je pense que ceci est regrettable pour tout le monde.

Les Anglais qui, pour des raisons que j'ignore, ont laissé paisiblement germer les premiers éléments de la révolution,

pour sévir ensuite avec une rigueur impitoyable, ont mesuré la gravité de la situation. L'enquête de lord Milner semble avoir donné raison aux vœux des nationalistes. Le libéral octroi d'une large autonomie à l'Égypte semble ouvrir une période nouvelle et rénovatrice. Ce serait être injuste que de nier l'immense effort accompli par l'Angleterre en Égypte. Ce serait l'être plus encore, que de ne pas rendre hommage au sens politique et à la perspicacité dont elle vient de faire preuve.

JEHAN D'IVRAY

CEUX DE JADIS[1]

Sortant du café Molière où il passait la moitié de sa vie, M. Harviot s'avançait, satisfait de lui-même et congestionné par l'alcool comme à l'ordinaire. Le teint brique entre les épais favoris roux, la carrure massive, l'air brutal, il ne démentait pas ses origines. L'énorme fortune, — une quinzaine de millions au moins, — recueillie par lui, avait tout entière été acquise par son père et son aïeul dans le trafic des esclaves. Cet imposant édifice pécuniaire était du haut en bas cimenté par le sang humain.

Cela ne gênait nullement M. Harviot. Il parlait avec complaisance de ses ancêtres qu'il qualifiait d'*armateurs*, sans autrement préciser le genre des cargaisons portées par leurs navires. La répression de la traite sous la monarchie de Juillet l'avait seule empêché de continuer lui-même un négoce devenu trop hasardeux. Il se contentait de recourir, quand une occasion sûre s'offrait, à des opérations de Bourse et, en tout temps, à de savants placements, — d'un caractère parfois usuraire, — pour grossir âprement son tas d'or.

La proclamation de la République, suivie de l'affranchissement des esclaves dans les colonies françaises et de la baisse de la rente, lui était apparue comme une offense à ses plus

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er septembre 1920.

respectables traditions de famille et comme un attentat direct contre son coffre-fort. Frémissant de colère et de crainte, il avait assisté aux premières manifestations démocratiques et concouru, par prudence, à la plantation d' « arbres de la liberté ». Il apporta même au Bonhomme un billet de mille francs pour une souscription ouverte par le *Libéral* en faveur des ouvriers sans travail. Avec quelle rage sourde cet argent fut donné !...

L'issue des fatales journées de Juin mit bientôt fin à la comédie jouée par le millionnaire. Ayant hâte de se venger des contraintes que sa seule lâcheté lui avait imposées, il se fit le disciple de maître Guillaumin et l'un des principaux partisans nantais de Louis Napoléon. Endoctriné par l'avocat, il se résigna même, après de multiples hésitations, à un nouveau et important sacrifice pécuniaire. Une cinquantaine de mille francs fut versée par lui dans la caisse électorale du prétendant. Placement de père de famille ! suivant la prédiction vite réalisée de l'avocat. L'élection du prince à la présidence eut, d'abord, pour conséquence de faire gagner à son créancier, fortement « engagé à la hausse », des sommes considérables sur la rente. Quelques mois plus tard, Louis Napoléon fleurit de rouge la boutonnière de M. Harviot, « ancien armateur », pour « services exceptionnels ».

— Toujours ces conspirateurs ! — fit, d'un ton railleur, le personnage en arrivant auprès du docteur Valmot, pour lequel il professait une certaine estime, le célèbre praticien gagnant beaucoup d'argent. — De quoi diable pouvez-vous ainsi parler tous les soirs?

— Des événements et même des racontars du jour, — dit avec tranquillité M. Valmot. — Nous nous demandions tout à l'heure pourquoi le général de Saint-Arnaud aurait refusé de s'associer à un coup de force préparé par monsieur Carlier.

— Comment savez-vous cela? — balbutia M. Harviot interdit. — Comment avez-vous pu l'apprendre?...

Puis, se ressaisissant :

— Ce sont là des contes de bonne femme ! D'où vient cette ridicule histoire?

— De Paris, mais nous pensions bien qu'elle n'avait aucune base sérieuse.

— Aucune, absolument aucune ! — proclama M. Harviot solennel. — Mais de qui la teniez-vous?

Le docteur répondit, narquois, que c'était d'un ami qu'il avait à la préfecture de police et s'en tint à cette affirmation, malgré l'insistance curieuse de son interlocuteur.

Le Bonhomme, reprenant sa thèse, déclara que si, cette fois encore, il n'était point de fumée sans feu, Saint-Arnaud avait montré une très sage prudence, mère de la sûreté. Ayant peine à contenir son irritation, M. Harviot répliqua qu'un temps viendrait peut-être où cette prudence ferait place à une action énergique. Puis, excité par les railleries du père Malgon, il ajouta que l'on saurait bien mettre un frein à l'audace des « rouges ». Ceux-ci se féliciteraient alors d'avoir parmi eux des chirurgiens aussi habiles que le docteur Valmot pour leur raccommoder bras et jambes.

— Et quand cela?... — dit, provocant, le Bonhomme que cette lourde ironie exaspérait à son tour.

— Quand l'ordre sera définitivement fondé en France, qu'on aura supprimé les mauvais journaux comme le vôtre, rétabli, dans leurs légitimes privilèges, l'autorité, la religion...

— L'esclavage et la traite des noirs ! — coupa le père Malgon avec un rire.

Comme cinglé d'un coup de fouet, M. Harviot, après un geste de menace, s'éloigna à grands pas, en criant que rirait bien qui rirait le dernier !

Marin et Rameau félicitèrent le père Malgon d'avoir mis l'ennemi en fuite, mais le docteur restait grave. De la surprise manifestée par le millionnaire, il résultait que les renseignements de maître Bois-Leroux étaient exacts. Un coup de force avait été tout récemment médité par la préfecture de police. Pour des raisons inconnues, il n'avait reçu aucun commencement d'exécution. N'était-ce que partie remise? l'avenir seul le dirait.

Le Bonhomme considérait la bataille gagnée. Louis Bonaparte et son Saint-Arnaud n'avaient point osé franchir le Rubicon. Au mois de mai, le prince, arrivé au terme de son mandat, ne serait plus rééligible. Le pays choisirait un

autre chef, peut-être un vrai républicain, en tous les cas un homme moins dangereux que le Bonaparte.

Dans un grand bruit de roues sonnant sur le pavé, le dernier omnibus allant de la Bourse à Grillaud, déboucha de la rue Jean-Jacques et traversa la place. M. Marin regarda longuement le lourd véhicule peint en rouge et en vert et surmonté d'une impériale. Il rappela avec émotion à ses compagnons que, le 26 février 1848, juché sur une voiture semblable, brandissant deux petits drapeaux, il avait traversé Nantes, en criant, de toute la force de ses poumons, la proclamation de la République.

Quelle belle journée avaient vécue là les démocrates nantais ! Accourus aux nouvelles dans les bureaux du *Libéral*, ils apprirent la victoire de la Révolution. Pleurant de joie devant le triomphe soudain et inespéré de la cause à laquelle était vouée sa vie, le Bonhomme leur donna lecture du court et vibrant commentaire qui, dans le numéro du soir, précéderait le récit détaillé des événements de Paris. « Un grand acte de justice national s'est accompli, — écrivait-il. Un roi que n'avait pas instruit le grand exemple de Charles X, est tombé sous le souffle du peuple ou plutôt a disparu comme une ombre. Un peuple glorieux a repris la conduite de ses destinées. Enseigné, lui, par le passé, il a suivi les conseils d'une longue et pénible expérience. Il a secoué le joug monarchique pour fonder un nouveau régime sous le seul auspice du droit, de l'égalité et de la liberté. Deux jours seulement ont suffi pour accomplir ce prodige. »

Avec quelle foi profonde et aveugle dans l'avenir, tous ces démocrates sincères et désintéressés accueillaient la grande nouvelle ! La République proclamée, c'était pour eux le triomphe assuré et définitif de la fraternité, de l'honnêteté publique, de la justice sociale. Dans un seul mot, ils voyaient tout cela et ils le voyaient aisément réalisable, ces honnêtes gens prêts les premiers aux sacrifices qu'ils réclameraient à autrui au nom du bien général.

Étonnés et indignés que le monde officiel s'obstinât à ignorer les faits accomplis, ils décidèrent d'envoyer au préfet une délégation de neuf membres. Le haut fonc-

tionnaire reçut dédaigneusement ces « citoyens »... dans sa salle de billard. Sévèrement, il les invita, non à s'asseoir, mais à décliner leurs noms et qualités, les menaçant ainsi d'éventuelles représailles, au cas d'un retour de fortune en faveur du « parti de l'ordre ».

Sans se laisser intimider, le Bonhomme prenait la parole pour demander la proclamation officielle de la République. Le préfet répondait sèchement qu'il attendrait pour cela les ordres « du Gouvernement », sans préciser duquel.

A la mairie, l'accueil était le même. Alors les délégués s'étaient constitués en « Commission démocratique nantaise ». Sous leur responsabilité personnelle, ils avaient proclamé la République dans une affiche signée de tous leurs noms, parmi lesquels figurait celui de Clemenceau que le fils de l'un d'entre eux devait plus tard immortaliser.

L'ère des désillusions était vite venue. Ce fut d'abord l'élection des représentants à l'Assemblée Constituante. Naïvement, les démocrates nantais avaient cru le seul établissement du suffrage universel susceptible de provoquer une évolution complète de l'opinion locale. Trois des neuf candidats qui composaient leur liste étaient des ouvriers vivant du travail manuel. Pourtant, la masse électorale, — surtout dans les campagnes, — avait continué à suivre le mot d'ordre des comités réactionnaires ; les candidats légitimistes furent élus par le département à une écrasante majorité.

Puis, la crise économique arriva. Ce fut l'énorme baisse de la rente, la cherté du crédit, le port de Nantes vide de navires, la Bourse, autrefois si active, presque sans vie. Les denrées coloniales qui formaient le principal élément du commerce local ne trouvaient plus d'acquéreurs. Dès mai 1848, la crise battait son plein.

Vainement le *Libéral* s'efforçait de relever les courages. Avouant que les transactions commerciales étaient « dénuées d'intérêt », le Bonhomme toujours optimiste ajoutait qu'il était « *probable* qu'avant *une quinzaine* elles reprendraient leur cours habituel, *car la confiance semblait renaître sur la place* ». Quinze jours après, se produisait la terrible insurrection de Juin, suivie d'une sanglante répression !

De nombreux amis parisiens du *Libéral* en furent les victimes. « Punis sans avoir été jugés », — comme le devait dire plus tard, à la tribune de l'Assemblée Législative, un Bonaparte cousin du Prince-Président, — les plus ardents républicains étaient frappés impitoyablement par des tribunaux d'exception. D'autres ne réussissaient à éviter une condamnation qu'en prenant le chemin de l'exil. Ledru-Rollin, Arago étaient de ceux-là et rédigeaient, au nom des prévenus réunis à Londres, la déclaration par laquelle ils refusaient de comparaître devant des juges qui étaient « ceux ou les serviteurs de ceux qu'ils avaient dénoncés au pays comme convaincus d'avoir violé la Constitution ».

D'autres déceptions résultaient pour le Bonhomme et ses amis de la politique extérieure. Un moment, le bruit avait couru du passage des Alpes par l'armée française marchant au secours des États lombardo-vénitiens soulevés contre l'odieux joug autrichien. Escomptant l'exactitude de la nouvelle, n'envisageant comme toujours la question qu'au point de vue de l'équité et de l'humanité, le *Libéral* voyait déjà la « France entrée dans la politique naturelle tracée par les événements et la guerre de principes commencée ».

« Nous disons *la guerre de principes*, — expliquait le journal avec son habituel souci de bonne foi, — parce que la guerre de conquête n'est plus possible aujourd'hui. L'esprit de conquête est incompatible avec l'esprit de liberté. » Quelques mois plus tard, une armée française entrait bien en Italie, mais c'était pour détruire la République romaine.

Dans l'intervalle, le mouvement bonapartiste s'était dessiné. En vain, certains démocrates, signalant le péril, s'opposèrent à la création d'une présidence plébiscitaire.

« Nous redoutons, — déclarait prophétiquement le *Libéral*, — *ce pouvoir d'un seul opposé aux pouvoirs de tous.* » Rien n'empêchait plus la vague napoléonienne de déferler sur le pays. Après l'élection du 10 décembre, le Bonhomme en était réduit, pour apaiser les craintes des républicains nantais, à représenter la Constitution comme « l'égide légale de la République contre toute téméraire entreprise ».

Derrière cette « égide », le père Malgon continuait, après trois ans de lutte, à abriter sincèrement ses tenaces espoirs.

Faible rempart pourtant que cette Constitution dont la garde était confiée à l'homme même qui avait intérêt à la détruire !

De la République gouvernée par le Prince-Président et une assemblée réactionnaire, il ne restait plus que l'étiquette, — cette étiquette que maître Bois-Leroux voulait tenter de conserver au prix des plus pénibles sacrifices. Les libertés proclamées par la Constitution avaient disparu sous les coups des lois draconiennes dirigées contre la presse et le droit de réunion.

Ne vit-on pas le parquet de Nantes perquisitionner dans les bureaux du *Libéral* et au domicile privé du père Malgon, parce que le journal avait publié des lettres du comte Molé à Louis-Philippe, trouvées aux Tuileries pendant les journées de Février ? Ce n'était plus seulement le pouvoir actuel, mais la monarchie tombée, que la magistrature prétendait défendre contre les attaques du journal « rouge »!

A la suite d'une de ses nombreuses et sévères condamnations, le Bonhomme rappelait à ses lecteurs, sans pouvoir être accusé d'exagération, que, « doyen des journalistes démocrates des départements », il avait été condamné, sous la Restauration et « la royauté dite citoyenne », pour les mêmes opinions qu'il professait aujourd'hui. — « Si je ne savais pas, — concluait-il avec mélancolie, — que la République est gouvernée par des gens qui la prennent à la gorge sans pouvoir l'étrangler, si je ne savais pas que ce n'est point une République démocratique, telle que le veut la Constitution, je demanderais sous quel gouvernement je dois vivre pour n'être pas poursuivi ! »

Beaucoup de journaux de Paris et des départements n'avaient pas la force de résistance du *Libéral* et succombaient sous les amendes. Le temps était loin où le Bonhomme constatait fièrement qu'avant le 24 février l'idée républicaine n'était défendue à Paris que par deux organes quotidiens, le *National* et la *Réforme* et, qu'après la Révolution, une douzaine de feuilles répandaient chaque jour sur la capitale « la double lumière de l'idée démocratique et sociale ». En province surtout, l'arbitraire administratif ne connaissait plus de limites contre la presse. Le préfet de Nantes interdisait parfois la vente, la criée et la distribution du *Libéral*, sans autre raison que son bon plaisir.

Lointaine l'époque où le Bonhomme, voulant devancer de trente ans les événements, déclarait : « *L'enseignement primaire doit être* GRATUIT, OBLIGATOIRE ET LAIQUE ! » M. de Falloux avait passé par là, soufflant sur ce rêve.

Loin, bien loin, ces premiers jours de 48 où le *Libéral* s'étonnait candidement que, dans une lettre annonçant une subvention de quarante mille francs pour les travaux d'agrandissement de la cathédrale de Nantes, le ministre de l'Instruction publique appelât l'évêque *Monsieur* et non pas *Citoyen*. « Ne se sert-on pas du mot citoyen pour écrire au ministre? Pourquoi ne pas l'employer quand on s'adressait à un évêque? Pourquoi aussi ne pas terminer tout simplement la lettre par *salut et fraternité*, au lieu de se servir de l'antique formule? » A présent, les ministres se faisaient traiter d' « Excellence » et les évêques eussent considéré comme une injure d'être appelés « Monsieur » et non pas « Monseigneur » !

Loin, le temps où les démocrates nantais se réunissaient librement. Au début de la présente année, ils avaient voulu fêter par un banquet, donné dans la salle des Variétés, le troisième anniversaire de la proclamation de la République. Le nombre des souscripteurs était limité à deux mille, « vu l'exiguïté du local ». Pour être à la portée de toutes les bourses, le prix des cartes était fixé à un franc cinquante. Le maire avait accordé l'autorisation demandée, mais, au dernier moment, le préfet interdit le banquet, « considérant » hypocritement qu'il était « de son devoir de prévenir des désordres afin de n'être pas placé dans la cruelle nécessité de les réprimer ». Les républicains ne pouvaient plus fêter à table l'anniversaire de la République, gouvernement légal du pays !...

Le petit omnibus vert et rouge, lentement traîné par ses chevaux blancs, avait, depuis longtemps, disparu dans la rue Voltaire que le Bonhomme et ses compagnons continuaient ainsi à évoquer les souvenirs mis en éveil par le passage de la voiture publique. Le père Malgon conclut par un acte de foi démocratique en rappelant le mot de Napoléon à Sainte-Hélène : « Les lumières et les siècles ne reculeront pas ! »

— Non ! — dit le docteur Valmot toujours soucieux. —

Non! mais il peut y avoir des éclipses! et il me semble que nous entrons déjà dans la pénombre...

Comme ils allaient se séparer, ils virent venir, d'une des rues latérales au théâtre, un couple d'amoureux. C'était Paul Malgon donnant le bras à Clara Gavris qui sortait d'une représentation et qu'il allait reconduire jusque chez elle. Les jeunes gens, trop occupés d'eux-mêmes, passèrent sans y prêter attention auprès du petit groupe politique.

— Mais, c'est votre fils?... — interrogea M. Marin.

— Oui, — fit gaiement le Bonhomme, — et il m'a tout l'air d'être en bonne fortune. C'est, je crois, l'étoile de la troupe, la belle Clara Gavris à qui il offre le bras.

— Ce n'est pas d'un républicain de mener cette vie scandaleuse ! — dit gravement le professeur.

Le docteur Valmot se mit à rire, mais M. Marin insista :

— Nous devons en tout le bon exemple !

— La République n'a rien à voir avec l'amour.

— La démocratie doit rétablir l'austérité des mœurs. La corruption du Directoire perdit la première République. Le régime démocratique n'est pas un mode quelconque de gouvernement; il repose, avant tout, sur l'observation des grandes règles morales aussi bien dans la vie privée que dans la vie publique.

Le ton du professeur laissait voir la sincérité de son intransigeant sectarisme. Le Bonhomme, interdit à la pensée que la conduite de son fils pût nuire à la cause républicaine, commençait à invoquer les circonstances atténuantes. M. Valmot haussa les épaules, déclarant qu'un célibataire n'était pas forcé de devenir un muet du sérail, ni même de vivre en ermite, pour rester républicain.

— La plus libre démocratie qui fût jamais, celle d'Athènes, ne se piquait point, — il s'en faut, — d'austérité et savait honorer Éros. Les Français sont très Athéniens à ce dernier point de vue. Ils continueront à courtiser les femmes, même et surtout pour le mauvais motif, sous quelque régime politique que ce soit...

Rameau approuvait en riant le docteur, cependant que le Bonhomme, pour éviter d'être remis sur la sellette, s'esquivait d'un pas rapide vers la rue Colbert où il demeurait.

Paul Malgon n'était pas aussi coupable que le supposait le sévère professeur Marin, mais il n'y avait point de sa faute. Depuis six semaines qu'il faisait à Clara une cour assidue, la belle contralto s'obstinait à ne pas lui accorder l'essentiel. Non certes qu'elle se piquât de vertu républicaine : un raffineur nantais, qui l'entretenait richement, en savait quelque chose, et aussi, — à en croire les bonnes langues des coulisses, — deux ou trois de ses meilleurs amis qu'il avait eu l'imprudence de présenter à sa maîtresse. Flattée par une passion sincère, qui la changeait agréablement de ses faciles intrigues de théâtre, Clara prenait plaisir à prolonger, bien au delà des limites qu'elle-même prévoyait tout d'abord, son *flirt* (encore que le mot soit ici un anachronisme) avec Paul Malgon. Peu à peu, l'idée lui était venue que son « poète » méritait mieux qu'une simple place de coadjuteur amoureux. Elle s'informa s'il ne pourrait en décembre passer une quinzaine de jours à Paris et, sur l'imprudente réponse de Paul que cela lui serait aisé, elle décida d'ajourner jusque-là ses dernières faveurs.

Elle comptait s'installer, à la fin de novembre, dans le petit appartement qu'elle avait loué rue Médicis, en face du Luxembourg. Elle serait là chez elle et n'aurait à craindre la jalousie d'aucun raffineur importun. Paul viendrait la rejoindre sitôt l'emménagement terminé, dès les premiers jours de décembre. Pendant deux semaines, en attendant de commencer ses répétitions à l'Opéra, elle vivrait dans la retraite, comme une grisette amoureuse de son étudiant. La fantaisie lui semblait exquise de mener un moment l'existence de Mimi Pinson, pour reprendre ensuite celle d'une Manon Lescaut à qui les fermiers généraux prodigueraient les hommages dorés.

A tout prendre, Paul n'était point à plaindre. Il savait que cette belle fille, intelligente et passionnée, serait tout entière à lui seul pendant une bienheureuse quinzaine.

C'est pourquoi, après avoir reconduit Clara jusqu'au petit hôtel qu'elle habitait rue Saint-Clément, à l'autre bout de la ville, Paul Malgon, regagnant dans le grand silence de la cité endormie le domicile paternel, ne songeait guère à ce que le *Libéral* appelait les « Mystères Élyséens », ni aux plans ténébreux de M. Bonaparte, mais trouvait bonne la vie.

V

LA « CUISINE » D'UN JOURNAL EN 1851

Dans sa salle à manger de style Empire, — comme tout le mobilier hérité de son père, — le Bonhomme, d'une lèvre gourmande, achevait de boire un chocolat qu'il proclama ne ressembler en rien aux médiocres breuvages dont il avait dû se contenter pendant l'absence de sa femme. Celle-ci était revenue la veille de Paris avec sa fille et Robert, apportant d'excellentes nouvelles. Mathilde avait su très vite faire oublier à son oncle sa première hostilité au mariage projeté. S'il continuait de proclamer insensée la ligne suivie par le *Libéral*, il se réjouissait, maintenant, que sa nièce dût bientôt échapper à ce « déplorable milieu » et il était tout heureux à la pensée que le jeune ménage habiterait Paris.

Il avait comblé Mathilde de cadeaux, s'était montré affectueusement empressé à lui plaire. Finalement, à l'heure du départ, il lui avait recommandé d'embrasser « tout de même » pour lui « son vieux fou de frère », qui ne méritait assurément pas d'avoir une aussi charmante fille.

Robert avait mis à profit l'intérêt que lui portait le général de Saint-Arnaud, — devenu, vers la fin d'octobre, ministre de la guerre dans le cabinet, formé par le Président d'hommes entièrement dévoués à sa personne. La constitution de ce nouveau ministère se liait étroitement, — ainsi que les événements le démontrèrent vite, — à l'ajournement du coup d'État projeté par M. Carlier durant les vacances parlementaires et à sa préparation sur des bases différentes. Sans se soucier de toutes ces intrigues et manœuvres, Robert s'était borné à solliciter du général, au cours d'une audience personnelle, une nouvelle permission de quinze jours qu'il comptait employer à Nantes auprès de sa fiancée. Son colonel ne pouvait la lui accorder de sa propre autorité. Des instructions récentes prescrivaient, aux chefs de corps en garnison à Paris, de maintenir au complet leur cadre d'officiers.

Après s'être enquis du motif, le ministre accueillit la demande du capitaine et, très aimablement, le questionna sur

l'union projetée. Il se rembrunit un peu en apprenant que Robert allait être le gendre d'un journaliste républicain. Puis, levant les épaules, il déclara que l'amour, après tout, soufflait où il voulait. La carrière du jeune homme, qui s'annonçait brillante, ne serait pas, — il l'en assurait, — entravée par les opinions de son beau-père, d'autant que ce dernier serait sans doute amené, « par la force des choses », à devenir plus raisonnable.

Cela fut dit avec un ironique sourire qui ne laissa pas d'intriguer Robert, mais Saint-Arnaud ne s'était pas expliqué davantage. Au moment où le jeune officier prenait congé, le ministre avait seulement noté son adresse à Nantes, l'avertissant que sa permission pourrait être écourtée par un rappel télégraphique, « si les besoins du service l'exigeaient ».

De cette conversation, dont il éprouvait au souvenir un vague malaise, Robert n'avait rien dit au Bonhomme. L'eût-il fait que la confiance dans l'avenir du père Malgon n'en aurait guère été ébranlée. Il ne prenait plus au sérieux l'hypothèse d'un coup de force. Le mois d'octobre et la première moitié de novembre s'étaient écoulés sans le moindre incident alarmant. L'Assemblée nationale avait repris ses travaux à l'heure dite. Dans son « message », le Président avait renouvelé ses promesses solennelles de fidélité à la Constitution. Il avait même proposé le rétablissement intégral du suffrage universel par l'abrogation de la loi du 31 mai. Cette abrogation venait d'être repoussée par la droite de l'Assemblée à une majorité infime de six voix, ce qui promettait le succès à une nouvelle tentative.

Aucun nuage n'altérait, ce matin, la belle humeur du Bonhomme assis à table entre sa femme et sa fille et tout heureux de les revoir. Paul et Jean Malgon étaient déjà au travail dans les bureaux du *Libéral*. Le capitaine, descendu à l'hôtel, n'arriverait qu'à l'heure du déjeuner. Le Bonhomme jouissait de son doux voisinage féminin et ne se hâtait point de rejoindre ses fils au journal.

Il fallut que la pendule, surmontée d'une Victoire aux ailes déployées, sonnât neuf heures, pour le décider à interrompre le récit des impressions de voyage de sa fille. Celle-ci l'aida à passer son pardessus, pendant que madame Malgon

lui enveloppait le cou d'un foulard de soie. Le Bonhomme tendit une dernière fois les mains vers le feu de bois qui flambait dans la cheminée. Il renouvela la déclaration, souvent faite depuis quelques mois, qu'il se sentait devenir paresseux. Quand M. Bonaparte serait sorti de l'Élysée, il laisserait le journal à ses fils et prendrait sa retraite.

Dehors, il faisait un beau temps d'hiver sec et froid, rare à Nantes-la-Grise, que la pluie et le brouillard enveloppent pendant des semaines. Des marchandes de poisson lançaient à travers les rues leur cri aigu de : « *A la vive ! à la vive !...* » Puis, ce fut un « raccommodeur de faïence et de porcelaine » qui, s'accompagnant sur une sorte de fifre, chantait son bizarre refrain :

On rac-com-mo-de... avec pro-pre-té et so-li-di-té
Tous les objets d'utilité...

Ailleurs, un grand tonneau d'un jaune clair était roulé sur une charrette, à l'arrière de laquelle pendaient deux seaux cerclés de cuivre. « *A l'eau !... à l'eau fraîche !* » criait le conducteur.

Un lourd panier sur la tête, les marchandes ambulantes de pommes et de poires cuites vantaient les « pattes de loup » savoureuses.

Le Bonhomme, souriant, prêtait l'oreille à tous ces bruits familiers de la vie provinciale.

Au coin de la rue Voltaire, le « père Carilès », à la barbe blanche vénérable, au nez tuméfié d'ivrogne, raclait son violon. Un crasseux chapeau haut de forme, placé devant lui sur le trottoir, quêtait les offrandes. Le Bonhomme jeta deux sous au vieux mendiant, — figure non moins connue de tout Nantes que les « demoiselles Amadou », petites vieilles falotes qui donnaient, elles aussi, des concerts en plein vent.

Arrivé rue de l'Héronnière, le père Malgon éprouva lui-même les avantages de la célébrité. Des ouvriers, juchés sur l'échafaudage d'une maison qu'on était en train de crépir, le reconnurent et l'acclamèrent :

— Voilà le Bonhomme ! Vive le Bonhomme ! vive le *Libéral de l'Ouest* !

Le père Malgon répondit : « Vive la République ! » et

s'éloigna en criant un amical : « Bonjour, citoyens ! » Dans un temps où la grève était considérée comme un délit entraînant des sanctions pénales, il avait trouvé le moyen de faire triompher pacifiquement, à plusieurs reprises, certaines revendications ouvrières exposées et défendues par son journal. Les *prolétaires*, — comme l'on commençait à dire à l'époque — ne l'oubliaient point et savaient que toute réclamation juste des humbles trouverait au *Libéral* un appui désintéressé.

Rue Neuve-des-Capucins, le Bonhomme entra dans le bureau réservé à l'administration du journal. Rapidement, il prit connaissance de la correspondance des « dépositaires », dont les comptes de quinzaine venaient d'être classés, — nota quelques observations à transmettre à la poste pour des retards de courrier, puis, d'un pas allègre, descendit l'escalier de bois qui menait à l'atelier.

Honoré l'arrêta au passage pour lui montrer les caractères neufs sortis d'une grande caisse arrivée le matin. C'était du « huit » et du « dix » destinés à l'impression du journal. Le père Malgon alla chercher ses fils pour les faire assister à la vérification de la commande. Il n'omettait l'occasion d'aucune de ces utiles leçons de choses.

Devant eux, il rappela que l'imprimeur doit s'assurer, en rompant quelques lettres prises au hasard et en examinant le « grain », si le métal est dur à point. Trop mou, il s'écraserait sous la presse et les lettres seraient bientôt hors d'usage ; s'il était, au contraire, trop « aigre », les « déliés » se briseraient. Depuis quelques années, à l'ancien alliage de soixante-dix pour cent de plomb et de trente pour cent de régule d'antimoine, on ajoutait du fer-blanc mêlé d'étain, surtout pour les caractères servant à l'impression des journaux, — ce qui en triplait la durée.

Il convenait d'examiner, à l'aide du « typomètre », si les lettres étaient bien de la hauteur voulue. Trop basses, elles s'imprimeraient mal ; trop longues, elles abîmeraient le papier et empêcheraient leurs voisines de « marquer » suffisamment.

Il fallait voir si les « cadrats » et les « espaces » étaient en nombre convenable. La proportion normale était de vingt pour cent sur l'ensemble des caractères. Enfin, les lettres

devaient être entre elles dans un rapport proportionné à l'usage plus ou moins fréquent qu'on faisait de chacune. En français, par exemple, l'*e* dominait, tandis que pour les compositions de textes latins, c'était *m*, *n* et *u*.

Ayant constaté avec l'aide d'Honoré et de ses fils que tout était en règle, le Bonhomme déclara que, sur du papier bien fabriqué et exempt de gravier, les nouveaux caractères feraient merveille. Puis il gagna son bureau où il se mit à lire les journaux apportés par le courrier du matin et les quelques dépêches télégraphiques qu'une agence parisienne nouvellement créée commençait à transmettre aux feuilles provinciales.

Dans la salle voisine, Paul Malgon achevait la partie la plus ennuyeuse de sa tâche quotidienne, la rédaction du *Bulletin commercial*. L'unique reporter du journal, — qu'on n'appelait encore que le « rédacteur local », — un ancien petit fonctionnaire de la préfecture révoqué pour ses opinions républicaines, relevait chaque matin les cours de la veille à la Bourse du commerce et prenait, au « bureau du port », la liste des arrivées et des départs de navires. A l'aide de ces notes et en découpant dans les journaux de Paris les renseignements intéressants, Paul arrivait à donner un certain développement à son « bulletin ».

La besogne nécessitait une attention minutieuse et il avait fallu renoncer à la partager entre les deux frères, — Jean, dans son indolence, n'y apportant pas le soin voulu. Plusieurs fois, les erreurs de chiffres et les omissions commises par lui avaient provoqué les véhémentes réclamations des négociants intéressés. Paul se sacrifiait donc pour ne pas compromettre la prospérité du journal, ne se faisant remplacer par son frère qu'en cas d'absence. A cette tâche ingrate, il consacrait un temps qu'il eût souhaité d'employer à des travaux plus littéraires.

Sur sa table s'étalait tout imprimée la mercuriale qui figurait, chaque soir, au bas de la troisième page du journal. Dans les colonnes, laissées en blanc, le jeune homme inscrivait, d'une plume nerveuse, les cours cotés la veille à la Bourse.

« *Prix courant général des marchandises sur la place de*

Nantes. Abréviations : N, nouveau — PD, prix demandé — SC, sans cours — R, rare — M, manque — NP, nouvelle pêche — VP, vieille pêche », — disait l'en-tête du tableau.

Et, à mi-voix, Paul, écrivant à mesure les cours en regard, énumère : « *Amidon de Rennes, — anis étoilé, — cacao Réunion, — camphre, — coton Louis et Mob, Géorgie, Floride, Virginie, Cayenne, — cannelle de Chine, — cires jaunes d'Afrique, — cochenille, — crins courts de Russie.*

Quand il lit la provenance exotique de la plupart de ces marchandises, dont le trafic enrichit les négociants nantais, son esprit d'imaginatif songe, parfois, à toutes les terres lointaines qu'il aimerait connaître autrement que par des récits de voyage. La plume, un moment, s'arrête de courir. Paul Malgon est à Java à la végétation splendide, dans l'Inde aux fantastiques richesses ou dans la libre Amérique. Bien vite, il interrompt courageusement son rêve et ne voit plus que de l'indigo, du riz ou des cotons.

C'est ensuite le *mouvement du port* et les *nouvelles de mer.* « Nous avons reçu trois navires du large : la *Bellone*, capitaine Legal, venue de la Réunion avec un chargement de sucre ; — le *Duguesclin*, capitaine Durieu, venu de Saint-Louis (Sénégal) avec un chargement de cires jaunes, et le *Phalanstère*, capitaine Bertrand, venu de Macao avec un chargement de cannelle. Ce dernier long-courrier a éprouvé dans le golfe de Gascogne, un fort coup de vent qui lui a causé des avaries mineures. Parmi les caboteurs, ont, en outre, *donné en rivière de Loire* cinq navires du Nord chargés de bois et trois d'Angleterre chargés de houille. »

Puis c'est l'énumération des départs : « Ont pris la mer : le *Pionnier*, pour Cayenne, — *Marie-Aglaé*, pour Gorée... » Viennent enfin les nouvelles transmises par les navires nantais, en cours de route : « Le *Juste*, capitaine Simon, est en rade de Calcutta... La *Jeanne d'Arc*, capitaine Boulle, venant d'Espagne, a mouillé en rivière de Gironde et débarque ses mules ; on pense que le prix de ces animaux s'élèvera aux environs de 180 piastres... »

Un dernier tableau, vite rempli, donne les cours des principales valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris. « *3 p. 100, jouissance du 22 décembre, 5 p. 100 jouissance du*

22 septembre, — Actions de la Banque de France, jouissance de janvier. — Chemins de fer : Tours à Angers, Paris à Orléans, Paris à Rouen, Avignon à Marseille, Strasbourg à Bâle, Orléans à Bordeaux, Paris à Lyon, Rouen au Havre... » Chaque année s'allonge le réseau ferré qui court, en tous sens, à travers la France.

Paul pousse un soupir de satisfaction en notant le dernier cours, tire le cordon de la sonnette qui retentit dans l'atelier et lance, joyeusement, à l'apprenti accouru toutes les odieuses paperasses.

Son frère finit, à la table voisine, de mettre en ordre les annonces à insérer le soir. « 40 centimes la ligne, la première fois, 30 centimes les suivantes, remise du quart aux abonnés », — tel est le tarif inscrit en tête du *Libéral*. Le prix des « réclames » est fixé à un franc la ligne.

Paul parcourt la feuille :

« *Bateaux à vapeur de la Loire*. Départ tous les deux jours pour Belle-Ile et Lorient. A 8 heures du matin, les jours pairs. » — « Perdu un parapluie de soie brune demi-usé, à manche de buis, poignée d'ivoire. » — « Le sieur Bœuf, propriétaire d'une *Lanterne Magique mécanisée*, avec feux diamantaux. se rend à domicile où on lui fait l'honneur de le demander. »

— Quel style ! — dit Paul en riant.

« *Au rocher de Cancale*, rue Belle-Image, au pied de l'horloge du Bouffay. Grand dépôt d'huîtres en gros et en détail à 1 fr. 30 le cent. Ces huîtres, quoique à bon marché, sont toujours très fraîches. Les huîtres parquées sont bonnes en toute saison. » « Il a été laissé au corps de garde une redingote en peau de chat. La réclamer chez M. Moreau, fourreur. »

— Quel peut être ce mystère?... Ce garde national manque de sérieux !

« *Cubeur juré*. Laurent Charrier continue sa profession. Il offre ses services au public pour toute espèce de cubage. Sa demeure est rue Kervégan, 26, île Feydeau. » — « *Au Minaret*, magasin de jouets, rue Crébillon. » — « *La Bienfaitrice*, assurance mutuelle contre les risques de tirage au sort. Moyennant la mise unique de 600 francs pour le tirage prochain, la société garantit une somme de 1 600 à 1 800 francs, à chaque personne désignée par le sort. »

Deniaud, le « rédacteur local », entre dans le bureau. Il apporte les menus faits du jour, recueillis au cours d'une « tournée » dans les commissariats de police. Il se borne à les résumer brièvement, sans le « délayage » qui, plus tard, deviendra de mode. Il n'y a pas de place à perdre dans le *Libéral.* Les faits divers, les comptes rendus judiciaires ne font point déborder encore les colonnes des journaux de province. On n'y cite pas *in extenso* les discours prononcés après boire par les présidents d'orphéons et l'on n'emploie pas cent lignes à narrer un accident de voiture ou la condamnation d'un brutal en police correctionnelle.

Deniaud conte qu'à la suite d'une querelle au café Molière, deux jeunes gens, connus à Nantes dans le monde où l'on s'amuse, ont échangé le matin deux balles « sans résultat ». Désignant les personnages par de simples initiales, Jean improvise un petit « écho » amusant, en rappelant les conclusions identiques du fameux duel Thiers-Bixio, deux années auparavant. Le grave M. Thiers démentait avoir dit que « la présidence de M. Louis Bonaparte serait humiliante pour la France ». Le *Charivari* publia alors les vers satiriques et pleins de verve que Jean s'apprête à citer :

Quand Bixio dit oui, Thiers dit non. En ce cas,
On sait ce que l'honneur prescrit à chaque membre.
Quatre amis vont au Bois mesurer vingt-cinq pas.
L'on tire, l'on se manque et l'on rentre à... la Chambre.
Soyons francs, ce duel que vient-il prouver? — Rien !
... Sinon que ces messieurs ne tirent pas très bien !

— As-tu fait le compte rendu de la soirée théâtrale d'hier aux Variétés? — demande Paul à son frère.

— Oui, en quelques lignes. Le spectacle manquait d'imprévu : on jouait *les Enfants d'Édouard* et *la Corde sensible.*

— Eh bien ! ajoute donc qu'à Graslin avait lieu la répétition générale de *la Muette* et que la manière dont Clara Gavris interpréta son rôle fut de tous points remarquable.

Jean se met à rire et griffonne aussitôt le post-scriptum réclamé, affirmant qu'il doit bien cela à sa « belle-sœur » de l'heure présente. Il aime beaucoup ses fonctions de chroniqueur théâtral, quoique la scène nantaise n'ait pas encore

reconquis la renommée dont elle jouissait dans tout l'Ouest, avant 48. Cette année-là, le directeur fit faillite aussitôt la révolution accomplie. En vain, le *Libéral* déclara que « maintenir le théâtre était une œuvre à la fois artistique et d'utilité publique ». Faute de troupe d'opéra, dont l'entretien était trop onéreux, le journal encouragea les artistes à fonder, pour la troupe de comédie, « une association vraiment républicaine », mais les spectateurs s'obstinèrent à faire grève. Les années suivantes, le théâtre vécut péniblement. Peu soucieux des contingences économiques, le Bonhomme persistait à n'y voir d'autre cause que l'esprit rétrograde de la bourgeoisie nantaise.

Paul se hâta de terminer l'article qui devait « passer » en tête du journal, immédiatement après les « actes officiels ». Il était consacré à l'attitude s'imposant à l'extrême gauche dans les prochains débats parlementaires. D'un style moins fleuri et plus serré que ne l'eût écrit le Bonhomme, il aboutissait aux conclusions chères à ce dernier. C'est dire qu'il recommandait aux représentants républicains une hostilité irréductible à l'égard du pouvoir. « La Montagne n'aura garde d'offrir un contingent de *satisfaits* au ministère », — écrivit Paul avant d'apposer, au bas de sa « copie », la signature rendue obligatoire par la loi de 1850.

Il alla lire l'article à son père qui le trouva excellent. Le Bonhomme donna à son tour lecture d'une longue étude envoyée par le professeur Marin et dont le *Libéral* entreprendrait bientôt la publication. Cela s'intitulait : *le Socialisme démontré. — Dialogues entre un catholique et un socialiste.* Avec une gravité de prophète, M. Marin commençait par cette profession de foi : « Nous *croyons* à la liberté, à l'égalité, à la fraternité parce que ce dogme évangélique est devenu le dogme de la France, qui, après plus d'un demi-siècle d'héroïques combats, en a fait la base de sa Constitution. Nous *croyons* à l'avènement de la démocratie, à l'abolition des privilèges de caste, parce que nous croyons à l'avènement du Christ. Nous *croyons* au devoir imposé à chacun de nous de hâter, de tous ses moyens, l'arrivée de ce règne où toute gloire sera pour le plus dévoué, toute honte pour le plus égoïste. »

— On dirait la Confession des Apôtres ! — fit ironiquement Paul.

Mais le père Malgon protesta. Il ne convenait pas de plaisanter avec les choses sérieuses. Selon lui, l'étude du citoyen Marin fourmillait d'idées justes et d'arguments probants. Dans une annexe à son travail, le professeur prétendait régler du coup la question financière et l'organisation du crédit.

Le Bonhomme montra encore un entrefilet écrit par lui en réponse à une attaque d'un journal réactionnaire de Nantes contre Eugène Sue. On avait raillé « les vingt paires de souliers, les mille deux cent quarante-huit pains de quatre kilos, les vingt-quatre complets pour hommes », donnés l'an dernier aux pauvres par l'écrivain populaire. « Eugène Sue, répliquait le père Malgon, n'a pas pris dans la bourse d'autrui, mais dans la sienne seulement, le montant de ces dépenses. Y a-t-il un seul évêque, un seul prince de l'Église qui en puisse dire autant? » Et, défendant les idées politiques du romancier : «Les écrivains de la rue de Poitiers, — concluait-il, — et leurs sous-ordres ne demandent plus ironiquement ce que c'est que le socialisme, mais *un délai* au nom du vieux monde qui ne veut pas encore rentrer dans le néant. »

L'article de Paul et l'entrefilet du Bonhomme furent envoyés à la «composition ». Le feuilleton, ce « délassement de l'esprit », — comme le définissait jadis le père Malgon, — rendu impossible par les taxes fiscales, était remplacé, en ce moment, par des *Souvenirs militaires et maritimes de la première République* non assujettis à l'impôt et occupant le « rez-de-chaussée » de la première page. Pour compléter celle-ci, il fallait attendre le courrier de la capitale, qui arriverait vers trois heures de l'après-midi.

Alors, on découperait en hâte dans les feuilles parisiennes, avec de grands ciseaux, — armes des « corsaires du journalisme », suivant le mot de Paul Malgon, — le compte rendu de l'Assemblée nationale, les nouvelles étrangères, les informations politiques cadrant avec la ligne du *Libéral*. On les classerait, en les précédant parfois de quelques lignes d'alertes commentaires, — de « chapeaux » en argot professionnel, — sous des rubriques de ce genre, susceptibles d'éveiller l'attention du lecteur : « *Piège tendu à la démocratie.* — *Un dossier*

du parti de l'ordre. — Le seigneur Capital. — Persécutions contre la presse. — Tolérance religieuse... du Grand-Turc. — Capital et usure. » C'était la petite guerre de chaque jour, menée de vive manière par Paul et son frère.

Le Bonhomme s'apprêtait à aller déjeuner quand apparut M. de Marvéjolle. Il s'invitait sans façon ainsi qu'à l'ordinaire, désireux de revoir, sans plus tarder, madame Malgon et Mathilde. Il portait un paquet contenant de ces crevettes de Loire pêchées dans l'estuaire, en face de Paimbœuf, et qui se nuancent à peine de rose après la cuisson. M. de Marvéjolle en proclamait la chair plus fine et délicate que celle du vulgaire « bouquet » marin, — lequel « cardinalise à la cuite », selon la pittoresque formule de Rabelais. Il avait joint à cette offrande un pâté de perdreaux en croûte, chef-d'œuvre de Pulchérie.

On passa prendre Jean dans son bureau et les quatre hommes, devisant gaîment, se dirigèrent vers la rue Colbert.

VI

LE DESTIN EN MARCHE

Le soir du 29 novembre, toute la famille du Bonhomme revenait du théâtre Graslin. Paul lui-même était là. Il n'avait plus à reconduire chez elle Clara Gavris, depuis trois jours partie pour Paris, après avoir fixé au 6 décembre l'échéance amoureuse si impatiemment attendue par le jeune homme. Celui-ci comptait voyager en compagnie du capitaine dont le congé expirait à la même date.

Mathilde, tendrement appuyée au bras de son fiancé, portait pour la première fois un riche mantelet de fourrure envoyé par son futur beau-père. Sa jolie figure de blonde était encadrée par une capeline de velours, nouée au cou par un large ruban de soie et dont les bords intérieurs étaient garnis de bluets. C'était la coquette mode nouvelle, moins bien inspirée en ce qui concernait la forme des robes. Ces dernières avaient déjà l'ampleur menaçante présageant les crinolines prochaines. Les deux jeunes gens causaient à mi-voix de ces mille riens

confidentiels qui sont la menue monnaie des heureuses amours.

Le père Malgon fredonnait, — malgré d'abondantes fausses notes, — des airs de l'opéra qu'il venait d'entendre, cependant que Paul et Jean discutaient avec leur mère les mérites divers des interprètes.

Comme on allait arriver à la maison de la rue Colbert, on aperçut un gendarme, en tenue de service, la jugulaire passée sous le menton, arrêté devant la porte d'entrée.

— Monsieur Bonaparte s'est décidé à faire un coup d'État et l'on vient me coffrer ! — plaisanta le Bonhomme. — Je crierai aux armes et...

— Et nous dépaverons la rue Colbert pour faire une barricade, — continua Jean en riant.

Le gendarme s'avança vers le petit groupe, fit le salut militaire et s'informa si Robert était bien le capitaine Malgon. Il lui remit un télégramme parvenu à « la Place ». Depuis deux heures, le pauvre soldat attendait que l'officier regagnât le domicile de son oncle dont il avait donné l'adresse à Saint-Arnaud.

Robert signa un reçu avec le crayon tendu par le gendarme qui, après un nouveau salut et un correct demi-tour, s'éloigna d'un pas cadencé.

A la lueur d'un réverbère voisin, le capitaine put déchiffrer la dépêche. C'était un ordre de Saint-Arnaud l'invitant à rejoindre, sans aucun délai, son régiment, pour « les besoins du service ».

Comme le Bonhomme demandait les raisons de ce rappel inattendu, Robert fit un geste d'ignorance. Puis, voyant Mathilde inquiète et triste, il expliqua, avec un entrain factice, qu'un coup de pied de cheval reçu par l'un de ses camarades et contraignant celui-ci à interrompre son service, ou quelque autre menu incident analogue, était une raison suffisante pour qu'on interrompît ses vacances.

— Souhaitons-le ! — dit Paul, la voix dure et la figure devenue soucieuse.

Mais il se reprit à sourire quand Mathilde lui demanda ce qu'il croyait donc. Que voulait-elle qu'il crût? C'était là, comme le disait Robert, événement banal dans la vie militaire, où l'on était soumis aux volontés et même aux caprices de

ses chefs. Dès son retour à Paris, le capitaine leur ferait connaître la cause, probablement minuscule, de ce fâcheux contretemps. Doctrinal, le Bonhomme se mit à vanter les avantages de la vie civile et les joies de la liberté, mais, comme Mathilde pleurait doucement, il la serra contre lui et, véhémentement, envoya au diable « ce cabotin de Saint-Arnaud ».

Le souper qui, dans la petite salle à manger, attendait les convives, manqua de l'entrain habituel. Vainement, le Bonhomme s'efforça de réagir, disant que Robert ne partait point pour la Chine, ni même pour l'Algérie. Son congé prenait fin quelques jours plus tôt, voilà tout ! Il suffirait d'avancer d'autant la date du mariage pour que la séparation des fiancés ne fût pas prolongée.

Il s'attendait à voir l'offre accueillie d'enthousiasme ; elle ne ramena que pour un instant le sourire sur les lèvres de Mathilde. Un malaise indéfini, une angoisse pénible devant un inconnu pressenti redoutable, pesaient sur la famille, si heureuse quelques instants avant.

Robert devait prendre à cinq heures du matin la diligence qui l'amènerait à Angers à temps pour monter dans l'express de Paris. Après le souper, on le laissa seul un moment, au salon, avec Mathilde. Lui tenant les mains, il s'assit près d'elle sur le canapé aux bras en forme de col de cygne, au velours d'Utrecht inusable mais dont les nuances étaient effacées par le temps. Il songea que son père avait dû s'asseoir sur ce même siège lorsque, entre deux campagnes, il revenait à Nantes pour embrasser ses parents. Sans doute, avant de rejoindre son régiment et de marcher à l'ennemi, avait-il fait là ses adieux aux siens. Sa mère était à côté de lui, retenant ses larmes, comme aujourd'hui Mathilde auprès de son fiancé. Ah ! si d'analogues circonstances le contraignaient au départ ! si c'était au delà des frontières qu'il devrait demain conduire sa batterie ! Comme vaillamment il saurait réconforter Mathilde, lui faire accepter le sacrifice réclamé par le pays !...

Il entendit la voix chère le questionner doucement sur ses pensées. Taisant ses appréhensions et ses regrets, il se borna à évoquer la silhouette de son père, lieutenant de la Garde, revenant prendre place au foyer familial, au retour d'Espagne ou de Russie.

— Ce fut un brave soldat, resté un homme de grand cœur, — fit Mathilde émue. — Je l'aime bien et serai heureuse de vivre avec toi auprès de lui !...

Touché, il la serra dans ses bras, et, pour la première fois, prit sa bouche en un long baiser d'adieu.

Quand il fut parti, madame Malgon accompagna Mathilde dans sa chambre pour la consoler et la contraindre à prendre du repos. Paul resté avec son père et Jean ne dissimula plus tout ce qu'il trouvait d'anormal et d'inquiétant dans le brusque rappel du capitaine. L'intérêt que Saint-Arnaud portait à Robert ne permettait pas de croire que, pour une bagatelle de service, on interrompît un congé directement accordé par le ministre.

Sur la cheminée de la salle à manger, les derniers numéros du *Libéral* formaient une petite pile. Paul rechercha l'exemplaire paru quatre jours auparavant. Il se mit à lire la fin d'un discours officiel dont l'allure mystique et menaçante l'avait déjà frappé : « Un gouvernement qui n'a d'autre mobile que le bien public et qu'anime cette foi ardente qui vous guide sûrement, même à travers un espace où il n'y a pas de route tracée, ce gouvernement saura remplir sa mission, car il y a en lui et le droit qui vient du peuple et la force qui vient de Dieu ! »

Cela avait été dit une semaine après la fameuse séance où l'Assemblée rejeta le projet de loi présenté par les questeurs et tendant à remettre à son président le droit de réquisition *directe* de la force armée. La gauche tenait le sort de la proposition entre ses mains, mais le bloc des deux cent trente républicains se divisa lamentablement. Cent cinquante représentants démocrates, fermant les yeux sur le péril proche, votèrent contre la loi sous prétexte qu'elle était en opposition avec le principe de la séparation des pouvoirs !

— Monsieur Bonaparte, — dit Paul Malgon, — s'apprête sans doute à user de la force « qui vient de Dieu ». Robert fait partie de cette force et Saint-Arnaud le rappelle à Paris !

Comme son fils, le Bonhomme déplorait l'échec de la proposition des questeurs, mais de là à reparler de l'immi-

nence d'un coup d'État, il y avait loin, selon lui ! Au début du mois, le Président n'avait-il pas déclaré dans son message, qu'avant tout il fallait s'entendre pour que « *ce ne soit jamais la passion, la surprise ou la* VIOLENCE *qui décide du sort d'une grande nation* ». L'engagement était tout de même un peu récent pour qu'on pensât déjà à y manquer !

— Tu rêves debout, mon cher Paul ! — conclut le père Malgon. — Allons nous coucher !...

Les informations du lendemain affermirent le Bonhomme dans sa sécurité d'esprit. Michel (de Bourges), dont la sincérité républicaine n'était point suspecte, fréquentait cependant l'Élysée. Or, il venait de conter l'anecdote suivante. Le *28 novembre*, le Président lui avait dit : « Je voudrais le mal que je ne le pourrais pas. Hier, j'ai invité à ma table cinq des colonels de la garnison de Paris ; je me suis passé la fantaisie de les interroger chacun à part. Tous les cinq m'ont déclaré que jamais l'armée ne se prêterait à un coup de force et n'attenterait à l'inviolabilité de l'Assemblée. Vous pouvez le dire à vos amis ! »

« Il souriait, — ajoutait Michel (de Bourges), — et moi aussi j'ai souri ! » Et le député de gauche, convaincu de la loyauté du Prince, déclarait hautement : « C'est mon homme ! » Plus que jamais, il voyait en lui la *sentinelle invisible* prête à défendre la République contre les entreprises royalistes.

On contait encore que le ministre de l'intérieur, de Thorigny, avait dit devant le Président qu'un dépositaire du pouvoir ne pouvait violer la loi sans être... — *Un malhonnête homme !* » — avait achevé Louis Bonaparte.

Le 1er décembre, Mathilde reçut une lettre de son fiancé. Le capitaine lui prodiguait les déclarations tendres et affirmait son regret d'avoir été si brusquement séparé d'elle. De la cause de son rappel, il ne disait mot. Il l'ignorait d'ailleurs, tout en la pressentant.

Le 2, le Bonhomme se rendit à son bureau à l'heure habituelle. Jean achevait de portraicturer, avec une minutieuse exactitude, un beau carpeau que son frère levé de bon matin avait pêché à la ligne, auprès du pont de la Bourse.

— Qu'on dise après cela, — s'écria le père Malgon, — que la ligne est un instrument qui commence par un hameçon et finit par un imbécile !

Une telle capture était déjà fort rare en Loire et Jean prétendit en immortaliser le souvenir. Au verso du papier sur lequel il venait de terminer son dessin, il inscrivit : « Portrait grandeur nature du carpeau pêché à la ligne par M. Paul Malgon, le 2 décembre 1851. » Puis, de sa plume alerte, il improvisa ce quatrain :

Si j'avais été ce carpeau
Je n'aurais pas été si bête;
Je n'eusse de l'achais avalé que la tête
Et je serais encor dans l'eau !

Après réflexions convenables, le Bonhomme fit porter par un apprenti le poisson à madame Malgon, en la priant de le cuire au four et de vouloir bien l'escorter d'une généreuse sauce « genevoise ». Il se mit ensuite à écrire un article destiné à prouver « la culpabilité de Louis XVI ». C'était une réplique à un manifeste rédigé par les comités royalistes de Nantes qui se proposaient de commémorer solennellement, quelques semaines plus tard, le lugubre anniversaire du 21 janvier.

Les dépêches qu'envoyait à l'ordinaire l'agence parisienne, ne parvinrent pas, ce matin-là, au journal. Le père Malgon ne s'en étonna point. Le fait était assez fréquent, par suite de l'organisation rudimentaire encore du télégraphe ; le moindre accident aux fils provoquait une longue interruption des communications.

Après le déjeuner, — le dernier gai repas qu'il dût faire de sa vie ! — le Bonhomme revint à son bureau. Il y devisait paisiblement avec le docteur Valmot, quand, vers trois heures, Deniaud, le « rédacteur local », entra tout essoufflé. Il tenait à la main une affiche blanche encore humide de colle.

— Monsieur Malgon !... ah ! monsieur Malgon ! — gémit-il, en se laissant tomber sur une chaise.

Le docteur Valmot se précipitait pour lui donner des soins, mais il aperçut en tête de l'affiche ces lignes tracées en gros caractères : « *Dissolution de l'Assemblée nationale. — Proclamation du Président de la République.* »

C'était le compte rendu sommaire des décrets de Louis Bonaparte que M. de Morny, installé dans la nuit au ministère de l'Intérieur où il remplaçait le trop confiant M. de Thorigny, avait télégraphié à toutes les préfectures de France.

La voix tremblante, le docteur lut le résumé officiel que l'on affichait en ce moment dans les rues de Nantes. Par *décret* du président de la République, l'Assemblée était dissoute, la loi du 31 mai abrogée, le suffrage universel rétabli, le peuple français « convoqué dans ses comices » à partir du 14 décembre. Il aurait à se prononcer sur « les bases fondamentales d'une constitution que les Assemblées développeraient plus tard ». « Un chef responsable nommé pour dix ans, — des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul, — un corps législatif élu sans scrutin de liste qui fausse l'élection », — tel était le système proposé par le président à l'approbation des électeurs.

Une autre proclamation, — ajoutait le résumé préfectoral, — avait été adressée à l'armée, sur le dévouement absolu de laquelle on pouvait compter pour assurer le maintien de l'ordre et réprimer toute tentative « factieuse ».

— Vite ! vite ! il faut donner cet odieux papier à la composition. Je vais l'accompagner des commentaires nécessaires. Ah ! les misérables !...

Déjà le Bonhomme trempait sa plume dans l'encrier, quand la porte de son cabinet livra passage au commissaire central de Nantes. Celui-ci entr'ouvrit son pardessus et, touchant solennellement l'écharpe qui lui ceignait le ventre, déclara qu'en vertu « d'ordres supérieurs », il devait prendre connaissance du numéro du jour avant d'en autoriser l'impression. Aucune exégèse sur les dépêches officielles qu'on venait d'afficher ne serait permise.

— Et de quel droit, monsieur, cette censure préalable? — interrogea, d'une voix nerveuse, Paul Malgon que le docteur était allé prévenir, en deux mots, de ce qui se passait.

Le commissaire exhiba un ordre préfectoral lui enjoignant de veiller à ce que le *Libéral de l'Ouest* se bornât à enregistrer, sans commentaires, les télégrammes reçus de Paris.

— Le préfet ne peut, de sa seule autorité, modifier la législation de la presse. La nullité et l'illégalité d'un pareil ordre sautent aux yeux. Le journal n'a pas à en tenir compte !

Les ouvriers qui avaient quitté l'atelier et entouraient le jeune homme commençaient à huer le policier. Des mains se crispaient menaçantes.

— Oui, monsieur ! — dit à son tour le Bonhomme, — de quel droit prétendez-vous commander chez moi?...

Le commissaire ouvrit brusquement la fenêtre auprès de laquelle il se tenait et lança un coup de sifflet.

— Du droit du plus fort ! monsieur Malgon ! — fit-il, ironique, en montrant une douzaine de gendarmes qu'il avait laissés dans le long couloir menant au quai de la Fosse et qui venaient d'accourir à son appel. — Je vous arrêterai immédiatement, si vous tentez la moindre résistance, et votre journal ne paraîtra point, si vous n'acceptez pas mon contrôle !

M. Valmot se pencha à l'oreille du Bonhomme pour lui conseiller de céder. Avant tout, il importait que les républicains du département fussent avertis des événements, afin de pouvoir se concerter sur la conduite à tenir.

La sagesse de l'avis était évidente.

— Soit, monsieur ! — dit le père Malgon au commissaire. — Puisqu'on traite à présent les honnêtes gens en malfaiteurs, je cède à la force, mais je garde l'illégal mandat auquel vous me contraignez d'obéir. Quand l'ordre sera rétabli, que le droit aura triomphé, le préfet et vous-même devrez rendre compte d'un pareil abus de pouvoir !

Un insolent sourire marqua que le policier ne s'émouvait pas de la menace. Il entra dans l'atelier, suivi de ses gendarmes, et les plaça en faction autour de la presse où se tirait le journal. Dans la grande cage vitrée où Honoré se tenait d'habitude, il prit une chaise, et, sous l'œil rageur du prote, s'assit tranquillement en allumant une cigarette.

Un petit groupe, sans cesse accru, d'amis politiques qui, après avoir lu les affiches, étaient accourus au *Libéral* comme à leur centre naturel de ralliement, entouraient maintenant le Bonhomme et ses fils. La première stupeur passée, l'angoissante question se posait : que fallait-il faire?

D'instinct, le père Malgon, enragé de voir son obstiné optimisme si cruellement démenti par les événements, se sentait porté aux solutions les plus violentes. Il aurait souhaité un immédiat appel à l'insurrection, l'envahissement de la pré-

fecture par le peuple qui proclamerait la déchéance de Louis Bonaparte. Une fois le tirage du journal terminé, les policiers éloignés, on pourrait imprimer de courtes affiches invitant les démocrates nantais à prendre les armes.

Dans ce département encore enseveli sous les voiles du passé, la cité nantaise comptait pourtant une phalange républicaine ardente et résolue. En 1830, on avait su tenir tête aux soldats de Charles X ; allait-on reculer devant les prétoriens de M. Bonaparte? Savait-on même si la garnison oserait se solidariser avec le coup d'État? si tous les officiers se feraient les complices d'un tel attentat? si les soldats suivraient leurs chefs?

Le professeur Marin approuva chaleureusement cette façon de voir. Quand le peuple de Paris courait aux armes, quand le combat s'engageait là-bas qui aboutirait au châtiment des traîtres, les démocrates nantais devaient prouver par des actes la sincérité de leur foi républicaine.

— Aux armes ! — cria M. Marin, dressant sa petite taille, ses yeux bleus illuminés par la vision radieuse de la définitive victoire de la démocratie.

Les applaudissements éclatèrent, mais une voix froide s'éleva. Maître Bois-Leroux déclarait insensé un appel insurrectionnel. L'occupation de la préfecture était impossible. Derrière les hautes grilles de l'ancienne Cour des Comptes de Bretagne, il venait de voir massé tout un bataillon d'infanterie. Des patrouilles parcouraient les rues, fusils chargés. La moindre tentative d'émeute aboutirait à un échec immédiat et sanglant. En admettant l'impossible, en supposant que la troupe refusât d'obéir à ses chefs, à quoi serviraient les mesures violentes qu'on venait de préconiser? Quel effet la proclamation à Nantes de la déchéance de M. Bonaparte pourrait-elle avoir sur ce qui se passait et se passerait à Paris? Tant que le coup d'État n'aurait pas succombé devant une insurrection victorieuse de la capitale, s'imaginait-on le nouveau ministre de l'intérieur, M. de Morny, s'amusant à faire connaître aux républicains de Paris les nouvelles télégraphiques reçues de province et de nature à encourager leur résistance? Ainsi, une émeute nantaise n'aurait pas même le caractère d'exemple qui seul l'eût pu justifier !

Sans se laisser intimider par les quelques protestations que soulevait son impitoyable dialectique, le grand avocat conclut :

— La guerre civile est toujours une horrible chose, mais faire couler le sang français sans raison sérieuse, sans objectif précis et important, serait un crime presque aussi grand que celui de M. Bonaparte. Pour ma part, je refuse de prendre pareille responsabilité.

— Vous avez cent fois raison ! — dit le docteur Valmot d'une voix grave.

Un long silence suivit accablé et morne. Une aide inattendue fut apportée à la thèse soutenue par maître Bois-Leroux.

L'ouvrier Rameau venait d'entrer dans le cabinet du Bonhomme. Espérant trouver en lui un partisan de l'action à tout prix, M. Marin l'interrogea sur le sentiment populaire. Rameau conta tristement que les quelques ouvriers, avec qui il avait déjà pu s'entretenir, semblaient apprendre sans déplaisir la nouvelle du coup d'État. Ils étaient séduits par l'habile manœuvre du Président, rétablissant, de sa propre autorité, le suffrage universel aboli par la majorité réactionnaire de l'Assemblée. Ils accueillaient par des plaisanteries railleuses et des brocards insultants la dissolution de ce parlement hostile à la classe ouvrière. Si les chefs du parti républicain à Paris ne parvenaient point à dissiper l'équivoque, les faubourgs ne se lèveraient pas et le succès du coup d'État serait assuré.

La tristesse s'accrut. Qu'espérer si les ouvriers parisiens refusaient d'opposer la force à la force?

— Voyons, — dit enfin Paul Malgon, — ne nous abandonnons pas au découragement. Le parti constitutionnel a, dans la capitale, des chefs illustres. Ils sauront parler au peuple, s'en faire écouter, l'entraîner à la lutte. Quand un Le Flô, un Charras, un Bedeau, — c'est-à-dire l'épée, — s'uniront à un Victor Hugo, un Edgar Quinet, — c'est-à-dire la plume, — pour lancer un appel aux armes, les ouvriers ne seront ni aveugles, ni sourds. La première surprise dissipée, le peuple comprendra son devoir et engagera la bataille.

— Oui, s'il a encore des chefs !... — répliqua maître Bois-Leroux, — mais il est à craindre que ceux-ci n'aient été arrêtés dès la première heure. Nous le saurons demain... si les journaux nous arrivent...

— Que faire en attendant? — insista le Bonhomme. — Nous ne pouvons laisser sans protestation le crime commis. Notre silence paraîtrait une adhésion tacite...

Maître Bois-Leroux réfléchit un moment, puis proposa la convocation d'urgence du conseil municipal par les républicains qui en étaient membres. L'assemblée communale aurait toutes qualités pour s'élever au nom de la population nantaise contre le coup d'État. Une manifestation de ce genre, si on pouvait l'obtenir, aurait infiniment plus de poids que des protestations isolées et non officielles. On verrait ensuite.

Dans l'impossibilité d'indiquer une meilleure solution, tout le monde dut se rallier à cet avis. On se donna rendez-vous à l'Hôtel de Ville où seraient aussitôt convoqués les élus républicains. Sur la recommandation de maître Bois-Leroux, on décida même d'avertir de cette réunion les conseillers municipaux de la Droite. Il s'agissait de défendre la représentation nationale; tous les élus du peuple, quelles que fussent leurs opinions, se trouvaient atteints par le coup de force de l'Élysée.

Le Bonhomme, resté seul avec ses fils, en attendant le tirage du journal et le départ des policiers, s'abandonna à sa douleur. La tête dans les mains, accoudé sur le vieux bureau où tant d'articles avaient été écrits pour célébrer la République « désormais indestructible », — il pleurait silencieusement. C'était à cela qu'aboutissaient tant de vaillants efforts ! On en était réduit à souhaiter de voir couler à nouveau le généreux sang plébéien et les rues de Paris se hérisser encore de barricades.

— Quelle tristesse, — gémit-il, — d'être trop vieux, d'être trop loin pour pouvoir prendre part à la lutte !

— Père, — fit Paul, — je partirai demain pour Paris !

— Moi aussi ! — affirma Jean. — Le devoir est là !

Mais son frère protesta. L'un d'entre eux devait rester à Nantes pour assurer la publication du *Libéral*, leur père n'y pouvant suffire. Le journal, lui aussi, était une arme ; il ne fallait pas la rendre inutile.

Et comme Jean ne voulait pas se laisser convaincre et refusait de s'effacer devant son aîné, celui-ci d'un mot le rappela à la réalité.

— Tu ne sais pas seulement charger un fusil, mon pauvre Jean. Que ferais-tu derrière une barricade?

— Un fusil, une barricade?... — interrogea M. de Marvéjolle, arrivant brusquement, à son habitude. — Croyez-vous les Nantais capables de remuer les pavés? à quoi d'ailleurs cela servirait-il ?...

Mis au courant de la décision de Paul, il protesta avec véhémence. C'était fou ce que le jeune homme voulait faire là ! Si une insurrection éclatait dans Paris, elle serait écrasée sans peine par les soixante mille hommes de la garnison.

Paul objecta les émeutes victorieuses de 1830 et de 1848.

— Le résultat en eût été tout différent si l'on n'avait pas laissé la troupe, éparpillée çà et là, en contact avec le peuple, au lieu de la garder en réserve pour une action vigoureuse, le moment venu. J'ai entendu expliquer cela, voilà deux ans, dans un salon parisien, par monsieur de Morny. Soyez sûrs qu'il ne commettra pas les mêmes fautes. C'est un homme de froide énergie qui ne laissera rien au hasard et se souciera peu du sang versé. Il n'y a rien à faire !...

— Je le verrai par moi-même, — dit Paul.

M. de Marvéjolle regarda le jeune homme dont le visage marquait une résolution arrêtée.

— Quand pars-tu?

— Demain soir.

Le gentilhomme demeura un instant pensif, puis, avec la même simplicité que s'il se fût agi de quelque rendez-vous de chasse ou de pêche :

— Eh bien, soit ! je t'accompagnerai... Ce n'est point beau la guerre civile et je ne ferai pas le coup de fusil avec toi, mais je veux pouvoir t'empêcher de faire trop de sottises...

Et, s'approchant du Bonhomme toujours accablé, indifférent à ce qu'on disait près de lui, M. de Marvéjolle lui frappa l'épaule.

— Tu dois être bien malheureux, mon pauvre vieux, de l'écroulement de tes rêves. C'est pour cela que j'ai voulu te voir...

Émut, le père Malgon ouvrit les bras. Le « vieux chouan » et le « vieux jacobin » s'étreignirent. Mais, comme le Bonhomme s'efforçait de lui faire partager son indignation,

M. de Marvéjolle se mit à rire. Tout cela, c'était de la politique et ne l'intéressait point. Il n'avait aucun souci de la République. Ce qui l'écœurait un peu, c'était la multiplicité des inutiles mensonges dont l'action du Prince avait été précédée. Manquer à un serment politique, cela s'était vu déjà et se verrait encore, mais à quoi bon les lyriques déclarations supplémentaires, protestant contre toute hypothèse de violence, proclamant la pureté des intentions présidentielles? Quand le premier Bonaparte fit le 18 Brumaire, ce fut après avoir flétri le régime « pourri » du Directoire et non après avoir juré vingt fois de demeurer fidèle à la Constitution qu'il voulait jeter à bas. La méthode avait plus d'allure...

Ainsi philosophe paisiblement M. de Marvéjolle, quand on frappe à la porte. Le commissaire central reparaît. L'impression du journal achevée, il a fait desserrer les « formes » et, d'un geste brutal, il a bouleversé la « composition », afin qu'on ne puisse penser à l'utiliser, après son départ, pour un nouveau tirage. Il félicite M. Malgon d'avoir congédié ses compromettants amis politiques et lui conseille ironiquement de continuer à être « bien sage ».

Sans un mot, sans lui rendre son salut, sans le regarder même, le Bonhomme laisse partir le policier, auquel son escorte de gendarmes emboîte le pas. Puis, suivi de ses fils et de M. de Marvéjolle, il se dirige vers l'Hôtel de Ville. La nuit précoce de décembre enveloppe déjà la cité ; un calme absolu règne dans les rues. De petits attroupements silencieux se forment devant les affiches officielles, là où la proximité d'un réverbère en permet la lecture. Un gendarme stationne auprès de chaque affiche pour empêcher qu'elle ne soit lacérée. Place Royale, une patrouille passe, monte la rue Crébillon. Les soldats ont mis la baïonnette au canon et la menace semble ridicule devant la tranquillité générale.

Dans la cour de l'Hôtel de Ville, une centaine de curieux sont réunis qui n'ont pu trouver place en la galerie de la salle des séances où l'on admet le public. Le Bonhomme et ses compagnons s'asseyent sur les bancs réservés à la presse.

La discussion s'achève, confuse au point qu'on ne sait si une protestation «contre l'illégalité des mesures qui viennent d'être communiquées à l'assemblée communale » est ou non adoptée.

Le seul point acquis, c'est que le conseil déclare « devoir rester en fonctions pour le maintien énergique de l'ordre public qui lui a été confié par ses électeurs ».

C'est peu de chose. Au premier rang du public, le Bonhomme aperçoit le professeur Marin qui lève les épaules et a un rire méprisant.

Le maintien de l'ordre ! Le Bonhomme reconnaît la principale préoccupation des négociants nantais, pendant les grandes crises politiques. En 1830, en 1848, la Chambre de commerce a fait afficher des proclamations pour prêcher le calme. Elle a recommandé aux Nantais de suivre, sans émoi, les événements de la capitale et de s'incliner ensuite devant les faits accomplis. En 1830 pourtant, ces conseils jugés trop sages ne furent point écoutés et le sang coula dans la ville.

Le maintien de l'ordre ! qui donc trouble l'ordre à cette heure, sinon les artisans du coup de force dirigé contre la représentation nationale?...

Au sortir de la salle des séances, le Bonhomme retrouve, dans la cour de la mairie, la plupart de ses amis politiques, — comme lui déçus par l'hésitante attitude du conseil municipal. L'entretien est aussitôt interrompu par le commissaire central qui leur ordonne de « se disperser ». Les groupes de plus de quatre personnes sont désormais interdits. On *prie* en outre M. Malgon et ses fils de regagner leur domicile et de n'en point sortir jusqu'au lendemain. Des agents les suivront à distance, afin de s'assurer de l'observation de l'ordre donné. Ils se relayeront ensuite, pour veiller, devant la maison habitée par le Bonhomme, à ce qu'aucun étranger ne pénètre chez lui.

— Mais de quel droit? de quel droit?... — s'écrie le père Malgon, exaspéré.

— Je vous l'ai déjà dit, — réplique le policier. — Si vous ne vous soumettez point de bonne grâce, je n'hésiterai pas à employer la force.

M. de Marvéjolle prend doucement le Bonhomme par le bras et gagne avec lui la rue. Paul et Jean les suivent et, à quelques mètres derrière eux, trois ou quatre agents se mettent également en marche.

— Et nous sommes au dix-neuvième siècle ! et nous habitons la France qui donna au monde entier le dogme de la

liberté politique ! J'ai trop vécu ! — gémissait le Bonhomme.

M. de Marvéjolle, souriant en silence, pensait à 1830, aux « Trois Glorieuses » qui étaient censées avoir mis fin à tout arbitraire. Qu'étaient les « ordonnances » de Charles X auprès du coup d'État actuel? S'il compatissait à la douleur de son ami, il s'étonnait de la candeur de ses croyances. L'homme n'est-il pas toujours le même, malgré les progrès matériels réalisés? N'y aura-t-il point toujours des ambitieux, des dupeurs et des dupés, et des bouleversements politiques? Et de quelle importance est tout cela devant l'immuable et impassible nature?

VII

COURAGE CIVIQUE

En arrivant le matin au *Libéral*, le Bonhomme redoutait d'y trouver installé le policier de la veille. Il n'en fut rien. La préfecture était rassurée par les dépêches officielles reçues de Paris. La journée du 2 et la nuit dernière s'étaient écoulées sans aucune tentative d'insurrection. A Nantes même, les patrouilles qui avaient parcouru les rues ne signalaient aucun incident. Le préfet jugea donc inutile de surveiller plus longtemps le *Libéral*.

La matinée s'écoula au journal dans une énervante angoisse et un va-et-vient incessant de gens accourus aux renseignements, à qui l'on n'en pouvait donner. D'étranges rumeurs, dont il était impossible de retrouver l'origine, commençaient à circuler. A Nantes, comme ailleurs, certains prenaient leurs espoirs ou leurs craintes pour des réalités. Tantôt Louis Bonaparte venait d'être arrêté, sans qu'on pût dire par qui, — tantôt le général Bedeau, originaire de la banlieue nantaise, avait été transpercé par les baïonnettes des soldats qu'il exhortait à rentrer dans le devoir. Le général Neumayer marchait sur Paris avec sa division lyonnaise. La garnison d'Angers s'était révoltée. Tous ces on-dit fantastiques fortifiaient et décourageaient, tour à tour, les espérances républicaines.

A trois heures arriva enfin le courrier tant attendu. Aucun

exemplaire des journaux républicains, avec qui le *Libéral* « faisait l'échange », ne s'y trouvait. Seuls le *Constitutionnel* (dont le titre, en ce moment, semblait étrange) et la *Patrie* avaient paru dans la capitale. Ces feuilles élyséennes, favorables au coup de force qu'elles préconisaient depuis longtemps, s'étendaient avec complaisance sur les événements de la veille.

Le cœur gonflé d'une rage impuissante, les démocrates nantais, réunis à nouveau autour du père Malgon, connurent toute l'étendue du désastre. En lisant dans leur entier les proclamations de Louis Bonaparte, ils mesurèrent mieux encore l'habileté de leur auteur.

A première vue, le coup d'État ne paraissait dirigé que contre les royalistes, contre les hommes qui avaient « déjà perdu deux monarchies » et voulaient « lier les mains » au Président, « afin de renverser la République ». Louis Bonaparte déclarait audacieusement que « son devoir » était de déjouer ces coupables projets, de « *maintenir la République* et de sauver le pays, en invoquant le jugement solennel du seul souverain qu'il reconnaissait en France, le peuple ». De ce peuple, il fallait « satisfaire les besoins légitimes », afin de « clore l'ère des révolutions ». Comme corollaire de ces affirmations et comme gage de ces promesses, le Président abrogeait la loi du 31 mai et rétablissait le suffrage universel. Son 2 décembre prenait ainsi l'apparence d'un 18 fructidor, plutôt que d'un 18 brumaire. La proclamation à l'armée était, il est vrai, d'un ton bien différent. Le mot de République n'y était pas prononcé et la tendance en apparaissait nettement impérialiste. Un imbroglio politique savamment combiné s'édifiait ainsi.

Les faits contredisaient brutalement les écrits. Pour « sauver la République », le Prince commençait par emprisonner les représentants les plus actifs du parti républicain à l'Assemblée nationale. Parmi les parlementaires arrêtés dans la nuit du 1er au 2 décembre, il n'y avait que M. Thiers, les généraux Changarnier et Lamoricière à compter dans les rangs royalistes. Les autres représentants appartenaient aux divers groupes républicains et, spécialement, à la Montagne.

Le Palais-Bourbon, lui-même, envahi avant le jour, était gardé par toute une brigade d'infanterie. Aux environs, sur le quai d'Orsay, la place de la Concorde, le jardin des Tuileries,

autour de l'Élysée, vingt-cinq mille fantassins, six mille cavaliers ou artilleurs campaient en armes. Dans une annexe aux proclamations présidentielles, le préfet de police, de Maupas, avertissait charitablement les Parisiens que « des factieux seuls pouvaient vouloir mettre obstacle » au fait accompli. « Toute tentative de désordre serait donc *promptement et inflexiblement* réprimée. »

Les journaux élyséens contaient qu'une quarantaine de députés avaient essayé de siéger dans le Palais-Bourbon, occupé par les troupes. Ils étaient entrés par une petite porte donnant rue de l'Université et avaient gagné la salle ordinaire des séances. A peine commençaient-ils à délibérer qu'ils furent expulsés par les soldats. Une autre réunion tenue à la mairie du dixième arrondissement, sous la présidence de M. Benoit d'Azy, par deux cent cinquante représentants appartenant en majorité à la droite, s'était terminée pareillement. Les députés avaient même été conduits prisonniers à la caserne du quai d'Orsay.

Les feuilles bonapartistes négligeaient de dire que, dans les deux réunions, la déchéance du Prince-Président avait été proclamée, aussi légalement que le permettaient les circonstances. Ces tentatives parlementaires étaient dépeintes comme de ridicules enfantillages, œuvres de quelques mauvais plaisants. Le mot d'ordre était d'affirmer que le coup d'État soulevait un enthousiasme général et qu'une tranquillité parfaite régnait dans Paris.

En réalité, si aucun commencement d'insurrection ne marqua la journée du 2 décembre, l'ensemble de la capitale accueillit avec une visible froideur les décrets présidentiels. Dans la matinée, Louis Napoléon sortit à cheval de l'Élysée, entouré d'un brillant état-major parmi lequel on remarquait le vieux roi de Westphalie, Jérôme Bonaparte. On passa devant le front des troupes massées aux alentours et dont les acclamations furent bruyantes ; mais, dès que le Président s'engagea dans quelques rues non occupées par les soldats, les spectateurs gardèrent un glacial silence. Le prince interrompit aussitôt la cavalcade qu'il avait rêvée triomphale et ne put regagner l'Élysée sans être salué au pont Royal par de nombreux cris de « Vive la République ! Vive la Constitution ! »

L'après-midi, quelques bousculades se produisirent sur les boulevards, — au cours d'une marche faite par une brigade d'infanterie, de la Madeleine à la Bastille, — mais pas un coup de fusil ne fut tiré de la journée.

Cependant, les effets de l'ardente propagande des chefs républicains restés libres commençaient à se faire sentir. Une vive agitation se manifestait au Quartier latin et du côté des boulevards. Les appels du « Comité de résistance » formé par Carnot, Jules Favre, Victor Hugo, Michel (de Bourges), — furieux d'avoir été la dupe de Louis Bonaparte, — Madier de Montjau, Schœlcher et de Flotte, se répandaient dans la foule, en dépit de tous les obstacles. La plupart des républicains de l'Assemblée dissoute n'avaient pas cru devoir se joindre à leurs collègues de droite, à la mairie du Dixième. Tout essai d'opposition parlementaire leur paraissait inutile ; un appel aux armes était, à leurs yeux, l'unique moyen de salut pour la République. A la fin de cette sombre journée du 2 décembre, s'il n'y avait pas encore ce que Victor Hugo a appelé « des éclairs dans le peuple », l'atmosphère de la grande ville était déjà orageuse.

L'écho de cette agitation n'avait pu parvenir à Nantes. Le « cabinet noir », installé par les soins de la préfecture, arrêta au passage les lettres envoyées de Paris à l'adresse des personnalités en vue du parti républicain local. Comme il l'apprit par la suite, plusieurs de ses confrères du *National*, du *Siècle*, de la *Révolution*, écrivirent bien au père Malgon pour lui demander de protester, s'il en était libre, contre la suppression arbitraire de leurs journaux. Ces lettres ne furent jamais remises au destinataire.

Il fallut donc, cette après-midi, se contenter des informations données par les organes de l'Élysée. Leur source les rendait à bon droit suspectes aux républicains nantais qui ne savaient quelle créance leur accorder.

Qu'allait dire le *Libéral* ? Une fois de plus, maître Bois-Leroux exhorta le père Malgon à la prudence. Une critique violente du coup d'État amènerait sans doute la suppression du journal. Les agents de M. Bonaparte avaient montré la veille, à Nantes comme à Paris, leur souci négatif de la légalité.

Aucun scrupule ne les arrêterait pour réduire à l'impuissance un adversaire devenu trop gênant. Il fallait réserver l'avenir, faire l'impossible pour conserver dans l'Ouest un organe démocratique. A tout prendre, les lois déjà si dures qui régissaient la presse ne pourraient guère être aggravées. Le Bonhomme et ses fils avaient acquis une habileté et une souplesse de plume leur permettant de dire à peu près tout, — tant qu'on ne fermerait pas brutalement leur imprimerie.

— Mais, mon cher maître, — s'exclama le père Malgon, — j'espère bien que, dans deux ou trois jours, la presse sera redevenue libre ! Quand Bonaparte aura été enfermé à Vincennes ou à Mazas...

— A ce moment-là vous n'aurez plus besoin de mes conseils, c'est entendu ! — fit maître Bois-Leroux avec un triste sourire. — Jusque-là, et vos fils seuls verront... peut-être... cet heureux jour, vous ne sauriez exagérer la prudence.

Et, comme on se récriait, maître Bois-Leroux, avec une nuance d'irritation dans sa voix d'ordinaire si calme, déclara n'avoir plus d'autre espoir que l'avenir. La République était perdue ; il fallait être aveugle pour ne pas s'en rendre compte. L'armée de Paris briserait facilement les résistances qui pourraient se produire. Le sort du parti républicain s'annonçait très sombre. De longues années d'attente, de lutte patiente s'écouleraient avant qu'un réveil de l'opinion pût se produire. C'est pourquoi, avant tout, le journal devait essayer de vivre et de durer.

— Croyez-vous donc, — conclut l'avocat, avec une émotion d'autant plus profonde qu'elle se maîtrisait, — croyez-vous donc que ma douleur et mon indignation n'égalent pas les vôtres? Parce que j'avais prévu, depuis longtemps, ce qui se passe, pensez-vous que je sois prêt à me rallier aux vainqueurs? Je désespère du présent et même des immédiats lendemains, mais je garde une foi entière dans la démocratie, au sort de laquelle se lient la justice sociale et la liberté. L'histoire nous apprend qu'un peuple peut, pendant des siècles, être courbé sous le joug et renaître ensuite à l'indépendance, s'il a su garder, avec sa langue, la conscience de sa nationalité. Voyez la Grèce, voyez les Moldo-Valaques affranchis de la domination turque, après quatre cents ans d'esclavage. Bien-

tôt vous verrez la Serbie revivre à son tour, comme tôt ou tard renaîtra la Pologne, si lamentable qu'apparaisse son sort d'aujourd'hui. Eh bien ! de même que les patriotes polonais se préoccupent de maintenir leur langue et leur race, il faut que pendant dix, vingt, cinquante ans, s'il est nécessaire, le parti républicain, — si réduit, si opprimé soit-il ! — conserve ses traditions et ne cesse de formuler ses doctrines. Quelques journaux de Paris et de province, dont le désintéressement fera la force, suffiront à la tâche, aidés par les rares parlementaires que nous parviendrons à faire élire. Dans une telle œuvre, le *Libéral* a sa part toute marquée, mais, encore une fois, il ne suffira point à nos amis Malgon d'être courageux, il leur faudra être sages. Ils le pourront plus aisément si, malgré les tristesses actuelles, ils pensent comme moi que notre parti garde la *signature de l'avenir*[1] !

A la clarté de cette sobre éloquence, une vision lointaine, mais consolante, se dessinait devant les yeux des braves gens réunis là.

— *Orbe fracto, spes illæsa !* — dit le docteur Valmot. — Notre ami a raison comme toujours. Il faut que le *Libéral* vive et, comme par le passé, nous saurons l'aider, — chacun dans la mesure de ses forces, — quand il sera victime de l'arbitraire du pouvoir et des juges. Malgon, il faut lire à maître Bois-Leroux, avant de le publier, le petit article que vous voulez écrire pour mettre en tête du journal... Peut-être vaudra-t-il mieux y renoncer...

Mais, avec une résolution que l'on sentait irrévocable, le Bonhomme affirma que l'article serait inséré tel qu'il le rédigerait tout à l'heure. Son honneur de journaliste le lui commandait. En lui ôtant ses illusions sur l'échec espéré du coup d'État, maître Bois-Leroux lui avait tracé son devoir ; il n'y faillirait point !

— Advienne que pourra !... Je m'abstiendrai, comme on me l'a conseillé, de tout appel à la force, mais je veux, je dois protester contre l'abus que d'autres en ont fait !...

En tête de la première page, il reproduirait les articles 48 et 68 de la Constitution, ainsi conçus :

1. Cette formule fut, en réalité, employée par Eugène Pelletan, quelque dix ans plus tard, dans une lettre adressée à un ami politique.

« Article 48. — Avant d'entrer en fonctions, le Président de la République prête, au sein de l'Assemblée nationale, le serment dont la teneur suit : « En présence de Dieu et devant » le peuple français représenté par l'Assemblée nationale, *je* » *jure de rester fidèle à la République démocratique, une et indi-* » *visible*, et de remplir tous les devoirs que m'impose la Cons- » titution. »

» Article 68. — Le Président de la République, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration.

» *Toute mesure par laquelle le Président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat est un crime de* haute trahison.

» *Par ce seul fait, le Président est déchu de ses fonctions, les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance ; le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale ;* les juges de la Haute-Cour de justice se réunissent immédiatement à peine de forfaiture ; ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent pour procéder au jugement du Président et de ses complices ; ils nomment eux-mêmes des magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public. »

En écoutant la lecture de ces textes, maître Bois-Leroux songeait avec amertume que la Constituante avait su prévoir le péril et indiquer tout ce qu'il y aurait à faire pour y remédier, une fois surgi. Elle avait seulement oublié d'assurer à l'Assemblée nationale la *force* nécessaire à la sauvegarde de ses droits !...

Comme « rapporteur de la commission chargée de vérifier l'élection du président de la République », c'était lui qui, dans la séance du 20 décembre 1848, était monté à la tribune pour faire connaître officiellement les résultats du scrutin. «Citoyens représentants, — avait-il dit ensuite, — il y a neuf mois bientôt, vous proclamiez sur le seuil de ce palais, la République sortie des luttes populaires du 24 février. Aujourd'hui, vous imprimez à votre œuvre le sceau de la ratification nationale. Ayez confiance ; Dieu protège la France ! »

Combien ses espoirs de chrétien avaient été déçus !... Le

petit homme au long buste, aux grosses moustaches, qui l'avait remplacé à la tribune, pour y prêter un solennel serment, venait de le trahir. De par la loi, Louis Bonaparte était « déchu de ses fonctions » et demain, ô ironie ! il ferait les lois à sa guise !...

Le Bonhomme revint avec ses fils, — dans le bureau desquels il était allé écrire, en quelques minutes, le court commentaire annoncé.

— Paul et Jean le signeront avec moi, — dit-il d'une voix calme. — La rédaction tout entière du journal tient à honneur d'en revendiquer la responsabilité.

Et il lut [1] :

« *La force militaire seule gouverne. La force militaire, ce n'est pas le droit, ce n'est pas la loi, ce n'est pas un principe, une opinion, une idée, c'est l'absolutisme, c'est la menace suspendue sur chaque liberté, sur chaque tête, c'est-à-dire un régime contre lequel protestent et la raison et la conscience.*

» *Si le gouvernement de fait de M. Bonaparte a une légitimité, il n'en a donc qu'une et c'est la* LÉGITIMITÉ DES BAIONNETTES.

» *Notre réponse à ce régime a été faite par la publication, — en tête de nos colonnes, — des articles de la Constitution qui s'appliquent à la situation.*

» *Et quand nous signons ces lignes qui ne sont que la reproduction du cri de l'opinion, si un sentiment fait trembler entre nos doigts notre plume, nous l'attestons :* CE N'EST PAS CELUI DE LA PEUR !

» MALGON PÈRE, PAUL MALGON, JEAN MALGON. »

Comme le Bonhomme achevait sa lecture, saluée par les bravos de la plupart de ses amis, une voix bien connue de lui s'éleva :

— Il y a pourtant de quoi avoir peur !...

M. de Marvéjolle venait d'entrer. Il avait rencontré, — conta-t-il, — deux conseillers généraux bonapartistes qui sortaient de la préfecture. Ces messieurs étaient allés assurer le représentant du gouvernement de leur adhésion au coup

1. Authentique.

d'État et de leur dévouement envers le Prince. Le préfet leur avait communiqué les dernières dépêches transmises par le ministère de l'Intérieur. On s'était battu à Paris dans la matinée. Quelques barricades avaient été aisément enlevées par les troupes ; sur l'une d'elles, le représentant Baudin avait été tué. Ordre était donné de réprimer avec la plus grande rigueur les nouvelles rébellions qui pourraient se produire. Tout individu pris les armes à la main serait fusillé sans jugement. Toute excitation à la résistance, à Paris ou en province, rendrait son auteur passible de la déportation. Souriant, le préfet avait ajouté que la partie était gagnée d'ores et déjà. Si «la Montagne » remportait çà et là quelques avantages, ce ne pourrait être que des succès minimes et momentanés que, très vite, on lui ferait payer cher.

Les lunettes relevées sur le front, le Bonhomme écoutait paisiblement ces fâcheuses nouvelles. Il avait perdu tout espoir.

— Nous signons toujours, n'est-ce pas, mes enfants? — interrogea-t-il.

— Plus que jamais ! — répondirent Paul et Jean d'une même voix.

Doucement, sans écouter les protestations affectueuses mais énergiques de maître Bois-Leroux et du docteur Valmot, le Bonhomme tira le cordon de la sonnette communiquant avec l'atelier.

— A composer tout de suite ! — dit-il à l'apprenti accouru pour chercher la copie.

Un quart d'heure après, sans avoir rien voulu entendre, il relisait l'épreuve, puis donnait l'ordre de « rouler ».

On entendit le grondement lointain et sourd de la machine en marche.

Alors, souriant pour la première fois depuis l'odieux événement, le père Malgon frotta ses mains potelées de gourmand l'une contre l'autre, et, avec une ironie bien française devant le péril volontairement affronté :

— Hé ! hé ! si monsieur Bonaparte m'envoie à Cayenne, ma graisse aura vite fait de fondre !...

VIII

A LA PRÉFECTURE ET DANS LA CHAISE DE POSTE

Le Bonhomme aurait été bien surpris de voir maître Bois-Leroux, deux heures après l'avoir quitté, entrer dans la cour de la préfecture.

Longuement, l'avocat avait médité sur l'étrange démarche, dont l'idée lui était venue dans le bureau même du père Malgon. Rentré chez lui sous l'empire d'une émotion profonde, il avait arpenté à grands pas son cabinet de travail, aux rayons chargés de livres de droit. Amèrement, il songeait de quel mince secours était, dans la crise actuelle, tout cet arsenal juridique. « J'ai deux titres à être arrêté, — disait ce même jour, avec une raillerie cinglante, un éminent jurisconsulte à un commissaire de police parisien, — je suis représentant du peuple et professeur de droit. » Le droit?... où régnait-il désormais?... ce n'était plus en France où les baïonnettes le remplaçaient, suivant le mot trop juste du Bonhomme.

Et, pensant à l'éclatant exemple de courage civique donné par les rédacteurs du *Libéral,* le grand avocat, rempli d'admiration et d'inquiétude, se répétait :

— Il faut les sauver !... et c'est le seul moyen !... Dieu fasse qu'il réussisse !

Ayant reconquis son sang-froid et repris son masque impassible, il s'était dirigé vers la préfecture.

Dans les salons de l'immeuble départemental se trouvaient réunis tous les bonapartistes en vue de la ville, — venus aux nouvelles comme les républicains au *Libéral.* Mais là, c'était des vainqueurs, ayant à leur disposition toutes les forces du pouvoir et de l'argent, qui fêtaient leur triomphe par une collation au champagne. Les millions de M. Harviot n'avaient plus peur : l' « ordre » était sauvé et les soldats campaient dans la cour !

— En Sibérie ! c'est en Sibérie ! mon cher préfet, qu'il faudrait pouvoir envoyer tous ces révolutionnaires ! — déclarait l'ancien « armateur », en brandissant avec indignation un exemplaire du *Libéral.*

Dans son hystérique brochure, — *le Spectre rouge*, — qui sonnait le rappel de toutes les peurs, M. Romieu avait déjà invoqué contre les démocrates, le canon « dût-il venir de Russie » !

— Nous avons des colonies qui valent bien la Sibérie ! — fit avec un charmant sourire le préfet, en tirant doucement ses longs favoris grisonnants.

C'était un petit homme correct et distingué, aux allures d'ancien magistrat. Il avait débuté dans la carrière administrative sous la Restauration. Le souplesse de ses convictions lui permit de servir avec le même zèle Charles X, Louis-Philippe et, enfin, Louis Bonaparte. Il n'eût même pas mieux demandé que de rester en fonctions sous le Gouvernement Provisoire de 1848, mais ce dernier s'était privé de sa collaboration. Dès que la République eut cessé d'être républicaine, le Prince-Président s'empressa de rappeler à l'activité ce haut fonctionnaire qui n'en garda pas moins au parti démocratique une féroce rancune de son court interrègne administratif.

Quand un huissier lui présenta la carte de maître Bois-Leroux, il eut une exclamation de surprise et tendit le petit bristol à M. Harviot. Celui-ci proclama d'un ton doctoral que ce serait là une excellente recrue. Maître Bois-Leroux jouissait d'une grande réputation d'éloquence et d'honorabilité dans toute la Bretagne. C'était un catholique pratiquant, jusqu'ici fourvoyé, on ne savait pourquoi, parmi la canaille républicaine. Sans aucun doute, les événements lui avaient ouvert les yeux ; il se ralliait à la bonne cause. Mieux valait tard que jamais. C'était l'ouvrier de la onzième heure, mais un néophyte d'importance qu'il convenait de bien accueillir.

M. Harviot conclut qu'après avoir reçu maître Bois-Leroux, le préfet lui devrait offrir de venir vider, « avec tous ces messieurs », une coupe de champagne en l'honneur du Prince. Enchanté de lui-même, à son habitude, le millionnaire eut la satisfaction de voir « ces messieurs » approuver à l'unanimité un avis proclamé très sage.

Le préfet commanda donc d'introduire maître Bois-Leroux dans son cabinet où il s'empressa de le rejoindre.

— C'est un bel exemple que vous offrez là, mon cher maître, — dit-il en entrant. Vous avez compris qu'à cette heure tous

les honnêtes gens doivent se grouper autour du Prince pour former le grand parti de l'ordre. Je vois avec plaisir que vous ne serez pas cette fois le trop éloquent défenseur du *Libéral de l'Ouest*, dont je ferai arrêter, demain, les rédacteurs. Quel abominable article que celui de ce soir !...

La main du préfet restait tendue vers l'avocat, pendant tout ce discours. Maître Bois-Leroux ne paraissait point l'apercevoir.

— Monsieur le préfet, — dit-il de sa voix froide, — j'ai la prétention d'être un honnête homme et j'approuve cependant l'article du *Libéral*. Il n'est dedans un seul mot qui ne soit vrai !

Interdit, le haut fonctionnaire rougit de colère, puis, toisant dédaigneusement l'avocat :

— Que venez-vous faire ici? — interrogea-t-il.

— En écrivant cet article, d'accord avec leurs amis politiques — poursuivit maître Bois-Leroux tranquillement, — monsieur Malgon et ses fils en prévoyaient toutes les conséquences ; ils les souhaitaient même et nous les espérions avec eux. Les chefs du parti républicain nantais sont solidaires, dans la circonstance, de la rédaction du *Libéral*. C'est cela que je voulais vous dire. Puisque vous comptez faire arrêter demain monsieur Malgon et ses fils, mes amis et moi réclamons le même privilège.

— Une telle bravade dépasse toute mesure ! — s'exclama le préfet, en s'asseyant rageusement devant sa table de travail. — Elle ne demeurera pas impunie, soyez-en sûr ! La prison de Nantes est vaste, et puisque vous désirez y entrer...

— Nous ne demandons pas autre chose. La résistance armée est impossible à Nantes, mais nous ne voulons pas qu'on puisse dire que le coup d'État n'y a soulevé que des protestations sans portée. Le parti républicain nantais fût apparu quantité négligeable sans l'article du *Libéral*. Il en irait presque de même si cet article n'entraînait aucune sanction. Nous voulons des arrestations et des poursuites. Elles nous permettront de revendiquer, tous, notre part de responsabilité et de proclamer nos convictions politiques. Nous voulons faire apparaître au grand jour la protestation de notre parti contre...

— Vous voulez, vous voulez !... — interrompit hautaine-

ment le préfet. — Qu'avez-vous à vouloir?... Moi seul commande à Nantes !

— Monsieur le préfet, — reprit maître Bois-Leroux, — ne faites pas à des adversaires malheureux l'injure de mépriser leurs efforts. Dans ce département, le parti républicain ne représente qu'une minorité assez faible, mais vous ne devez pas paraître ignorer son existence. Nous réclamons les mêmes rigueurs dont furent victimes à Paris les principaux chefs de la gauche. Ce serait nous outrager publiquement que de nous les refuser...

— Il faut vous y résigner cependant, — dit le préfet triomphant. — J'allais commettre une erreur grave en prenant au sérieux les élucubrations d'insensés pamphlétaires. Elles ne relèvent que du mépris public. Notre sage population nantaise en a déjà fait justice. C'est elle que j'outragerais en paraissant craindre qu'elle ne se laisse influencer par de tels articles... Toutefois, les plus courtes plaisanteries sont les meilleures. Afin d'éviter le retour de pareilles incartades, je vais rétablir la censure préalable pour chaque numéro du *Libéral*... Vous pouvez dire à messieurs Malgon et à vos amis qu'aucun de vous n'aura l'honneur de l'arrestation espérée. Je ne vous ferai pas cette réclame !...

Le haut fonctionnaire se leva et, avec une ironie qu'il croyait fort spirituelle :

— Je vous remercie, malgré tout, monsieur, de votre visite. Elle m'aura épargné une faute.

L'air consterné, maître Bois-Leroux sortit, sans mot dire, du cabinet préfectoral. Dès qu'il fut dans la rue, cet homme grave partit d'un grand éclat de rire, en songeant que M. le préfet n'avait pas su se souvenir du *Timeo Danaos*...

— Voilà les Malgon sauvés ! — dit-il à voix haute, en regagnant d'un pas pressé son domicile et sans se douter qu'à cette heure Paul Malgon, accompagné de M. de Marvéjolle, roulait sur la grand'route d'Angers, dans une rapide chaise de poste.

La voiture longeait les bords de la Loire, mais à peine distinguait-on par endroits le fleuve enseveli sous le brouillard. Les deux hommes, enveloppés dans des couvertures, n'échan-

gèrent d'abord que de rares paroles, — tout à leurs pensées.

M. de Marvéjolle envisageait les meilleurs procédés à employer pour empêcher Paul de s'engager en quelque sanglante aventure. Il espérait que le calme régnerait dans Paris, à leur arrivée. La résistance des républicains aurait sans doute été écrasée déjà. S'il en allait autrement, le péril serait grave. Exaspérées par la prolongation de la lutte, les troupes se montreraient plus cruelles dans la répression. S'oubliant lui-même, M. de Marvéjolle, tremblant pour ce jeune homme qu'il aimait comme un fils, songeait à l'impitoyable dépêche ministérielle, dont le hasard lui avait donné connaissance : « Tout individu pris les armes à la main sera fusillé sans jugement. »

S'il ne parvenait point à empêcher cet enragé de faire le coup de feu, il tâcherait de lui ménager une ligne de retraite. Une porte entr'ouverte à l'avance, une clôture aisée à escalader pourraient devenir des moyens de salut efficaces, au moment de la prise d'une barricade. M. de Marvéjolle comptait faire une « reconnaissance » des environs, avant que le combat ne s'engageât. Il s'était juré de tout tenter pour qu'il n'arrivât point malheur à Paul.

— Ah ! le stupide voyage !... — grommela-t-il.

— Je l'espérais plus agréable, — fit Paul, mélancolique. — A deux jours près, j'arriverai à Paris à la date fixée par Clara Gavris. Chère Clara! qui sait si je la reverrai jamais?...

M. de Marvéjolle laissa libre cours à son irritation.

Qui empêchait les amoureux d'être exacts au rendez-vous donné et pourquoi s'occuper du Bonaparte? Ne valait-il pas mieux pour Paul tomber dans les bras de cette jolie fille que de « dégringoler » d'une barricade avec une balle dans la tête. Mais monsieur voulait goûter de la guerre civile ! Au fond de la mallette accrochée derrière la voiture, il avait caché, sous du linge et des vêtements, une carabine, des capsules, de la poudre, des balles. Joli passe-temps que d'abattre de pauvres soldats ne faisant qu'obéir à la consigne reçue !

— Et leurs victimes, luttant à un contre cinquante?... et ce représentant, dont vous nous avez annoncé la mort, tombé en défendant la loi?... Ne les plaignez-vous point?

— Certes oui, et cela démontre l'horreur de la guerre civile. Pourquoi vouloir y prendre part?

— Pour la même raison, — dit Paul gravement, — qui vous aurait fait défendre Charles X, s'il eût été attaqué par des soldats ou des insurgés, quand vous l'escortiez sur la route de Cherbourg, — par conviction sincère, donc par devoir !... Réservez votre pitié à d'autres qu'à moi. Sans chercher plus loin, pensez à Mathilde !...

— Mathilde !... — s'écria M. de Marvéjolle. — Et que lui fait le coup d'État?... Il faudrait une malchance bien improbable pour que son fiancé fût blessé ou tué. Il attendra derrière sa batterie les événements et il est fort douteux que ses pièces aient à faire feu. Ah ! s'il commandait une compagnie d'infanterie, il pourrait courir d'autres risques... Un de mes bons amis, capitaine de grenadiers, fut tué stupidement en 1830, non pas d'un coup de fusil, mais d'un pot de fleurs reçu sur la tête, en montant à l'assaut d'une barricade.

Paul répondit tristement :

— Vous connaissez mal ma sœur ! Elle m'a fait jurer de courir, dès mon arrivée à Paris, à la recherche de Robert et de l'exhorter à se révolter avec ses hommes contre le coup d'État. Si j'échoue, je dois remettre à mon cousin un billet de Mathilde. J'en ignore le contenu, mais j'ai vu ma sœur pleurer en l'écrivant et j'ai promis de dire à Robert que tout sera fini entre eux, s'il ne se conforme point à ce qu'exige cette lettre.

M. de Marvéjolle lança un juron si énergique que le postillon, étonné, se retourna sur le siège.

Voilà à quoi servait d'enseigner la politique aux jeunes filles ! Le Bonhomme était fou d'avoir converti Mathilde à ses doctrines ! Il eût mieux fait de la laisser s'occuper de sa guitare et de ses robes... Une enfant dont le bonheur était assuré et qui, peut-être, l'allait compromettre à jamais !... Qu'est-ce que l'amour avait à voir avec la République, le coup d'État, le Prince-Président?... Si une parcelle de sens commun restait à Paul, il déchirerait la lettre ou la renverrait intacte à sa sœur !

Devant ces objurgations véhémentes, le jeune homme avoua que la même idée lui était venue, — abandonnée après réflexion. Sans vouloir s'expliquer davantage, Mathilde lui avait dit ne rien demander d'irréalisable à Robert, mais qu'elle

rompraït à jamais ses fiançailles si celui-ci n'obéissait pas. La seule chance, — avait-elle ajouté dans des sanglots, — que le mariage pût avoir lieu, c'était que la lettre parvînt à temps au capitaine. Dans ces conditions, Paul pensait ne pouvoir mieux faire que d'exécuter son mandat, car il n'espérait guère que Robert acceptât de se joindre aux insurgés.

— Parbleu !... Il mériterait douze balles dans le ventre s'il était capable d'une pareille trahison !

— La trahison, — répliqua âprement Paul, — monsieur Bonaparte l'a commise en violant son serment. La Constitution ordonne à tous de lui refuser désormais obéissance. Robert ne ferait que son devoir en venant grossir nos rangs !

— Mordious !... tu ne sais pas ce qu'est la conscience d'un vrai soldat. Robert te l'apprendra demain. Maintenant, tâchons de dormir !

Et M. de Marvéjolle remonta jusqu'au cou ses couvertures.

(La fin prochainement.)

GIRAUD-MANGIN

LES LETTRES ET LA VIE

Le cinquantenaire de la mort de Prosper Mérimée, que l'on va célébrer ces jours-ci, sinon aujourd'hui même, s'annonce comme un gros succès, puisqu'il nous fournit l'occasion de fêter à la fois un des maîtres les plus accomplis et un des esprits les plus originaux de notre littérature.

Chez l'auteur de *Colomba*, en effet, l'homme offre au moins autant d'intérêt que l'écrivain. Sceptique et gouailleur d'apparence, sa sécheresse masquait un cœur émotif et tendre. Seulement, tel le héros du *Vase étrusque* où il paraît s'être dépeint, déguisant exprès sa sensibilité, il s'était fait « une étude de cacher tous les dehors de ce qu'il regardait comme une faiblesse déshonorante ». Soucieux de n'être jamais dupe, il portait un cachet avec cette devise : *Memnèso apistein* (Souviens-toi de te défier). Son esprit humoristique et pince-sans-rire l'aidait d'ailleurs dans cette attitude. Ayant horreur d'être trompé, il raffolait d'abuser les autres. Ses deux premières œuvres furent deux pastiches qu'il se réjouit de voir prendre pour des originaux. Il était en outre très lettré, et je n'ai pas à rappeler l'importance de ses travaux archéologiques, ni la pénétration de son sens critique qui nous valut l'introduction en France des écrivains russes. Enfin très répandu dans la haute société, familier de la Cour, se faisant habiller à Londres, il avait, façons et élégance, tout du véritable homme du monde. « Mérimée est un gentilhomme », disait Victor Cousin qui s'y entendait. Et depuis

lors, tous les critiques se sont accordés pour confirmer ce brevet de mondanité.

Quant à son œuvre littéraire, sans parler des travaux historiques qui lui méritèrent l'accès de l'Académie des Inscriptions, tout porte à croire que par sa perfection, sa vigueur, sa distinction aristocratique, elle durera plus que bien des censés chefs-d'œuvre signés des célébrités de l'époque.

J'ai dit que Mérimée avait débuté par deux pastiches. Tous deux, en charme et profondeur, valent des originaux. Le *Théâtre de Clara Gazul* nous présente une série d'estampes espagnoles dignes, par la malice ou le relief, du burin de Goya. Dans *les Espagnols au Danemark*, il y a des personnages comme le lieutenant Charles Leblanc et sa mère l'espionne qui resteront à demeure dans la mémoire humaine. Et pour ce qui est des chants pseudo-illyriques de la *Guzla*, ai-je à vous apprendre que les plus grands philologues du temps les discutèrent comme authentiques et que Gœthe n'évita pas pareille erreur en ce qui concerne *Clara Gazul*?

Mais c'est surtout comme romancier et comme conteur que Mérimée tient et tiendra une place éminente dans nos lettres. Son premier roman, *la Chronique du temps de Charles IX*, n'est pas que le chef-d'œuvre du roman historique français. Comme le signalait avec sagacité J.-J. Weis, il a en sus engendré deux autres chefs-d'œuvre : *les Huguenots* et *le Préaux-Clercs*. Et plus d'un des chapitres du livre a quelque chose de shakespearien.

Mérimée possède, du reste, comme conteur, des dons que nul travail n'acquiert et que son maître Stendhal ne possédait pas : le don de la mise en scène, du dialogue, du comique.

Et ces dons ne seront que plus visibles quand il abordera le roman moderne. Ils atteignent à leur summum dans *le Vase étrusque*, dans *la Double méprise*, dans *Arsène Guillot*, où l'exacte peinture des mœurs le dispute en finesse à la psychologie sentimentale.

Ils se corseront même de grandeur dans certaines études semi-exotiques, comme cette *Colomba*, incarnation tragique de l'amour filial qui évoque Électre.

Et cependant c'est peut-être dans le conte que Mérimée, style, détails, invention, accusera le maximum de ses qualités. La plupart de ces nouvelles sont des chefs-d'œuvre, et il est à penser qu'elles resteront classiques. Depuis soixante ans qu'elles durent, elles sont aussi intactes qu'au premier

jour. C'est qu'elles sont bâties en pierres choisies, non en stuc et autres matériaux de mode. C'est que Mérimée choisit des types francs, forts, originaux et formant chacun un document sur la nature humaine. On relira ces contes en l'an 2000, avec le même plaisir qu'à leur naissance. Ils sont sûrs de l'immortalité...

Voilà tout ce que je vous dirais si je professais l'ombre d'obédience envers les jugements de mes devanciers. Car, j'ai hâte de vous l'avouer, les diverses remarques que vous venez de lire ne font que vous résumer l'essentiel des opinions courantes sur Mérimée, ne constituent qu'une mosaïque empruntée aux critiques du siècle dernier, de Sainte-Beuve à Brunetière en passant par Planche, Faguet et *tutti quanti*.

Mais si mes appréciations ne sont pas toujours de bronze, on sait qu'il m'arrive rarement de les puiser chez le voisin. Alors, si vous permettez, nous mettrons que je n'ai rien dit et nous considérerons Mérimée, selon notre habitude, avec le seul secours de nos propres yeux.

Et d'abord je ne vous dissimulerai pas que cette unanimité élogieuse de la critique ne me paraît pas ce qu'il y a de meilleur dans l'affaire de Mérimée. Quoi ! Chateaubriand, Victor Hugo, Lamartine, Balzac, Baudelaire, Flaubert, Renan, Leconte de Lisle, tous les plus grands de ses contemporains n'ont cessé, de leurs débuts à leur mort, voire après décès, d'être contestés, niés, vilipendés dans leurs œuvres, leur style, leur personne. Et sur Mérimée pas une réserve ! Rien que des fleurs, des couronnes. Tout bien, tout beau, et le billet d'immortalité par-dessus le marché. Pourquoi?

Victor Hugo n'eût pas manqué de relever là une preuve nouvelle de ce travers qu'il dénonce dans son *William Shakespeare*, de cette tendance chez les critiques à ne s'en prendre qu'aux génies, qu'aux cimes, tandis qu'ils gardent tout leur encens, tout leur miel, toutes leurs sympathies pour les talents moyens, dont ni l'envergure, ni l'originalité ne les incommodent.

Si vous jugez cette solution trop malveillante, préféreriez-vous alors celle que proposait Barbey d'Aurevilly, abasourdi, lui aussi, par la faveur sans mélange et sans trêve dont bénéficiait Mérimée : l'auteur de la *Mosaïque* adopté par la critique pour sa simplicité, sa nudité, ses allures classiques, comme l'antipode du romantisme.

Mais, pour cet emploi de repoussoir, la critique de jadis

disposait d'un champion autrement important, autrement puissant et entraîné : Stendhal — et vous savez néanmoins dans quel dédain et quelle obscurité elle le laissa croupir.

Ou bien encore la critique fut-elle simplement sidérée par la réputation d'ironiste et de dandy de Mérimée, épatée par sa froide morgue et son chic anglais?

Sans nous attarder à ce problème, examinons ce qu'il peut y avoir de juste dans la légende qui entourait l'homme comme dans les inlassables louanges que récolta l'écrivain et de son vivant et par delà la tombe.

« C'était un très galant homme, débute Faguet, et un gentleman très correct. Homme du monde et très répandu, il n'a voulu avoir et il n'avait peut-être que les qualités de l'homme du monde, poussées du reste jusqu'à leur perfection et leur suprême élégance. »

Nous retrouvons là, à l'état de dilution, le mot de Victor Cousin que je vous mentionnais plus haut : « Mérimée, c'est un gentilhomme. » Toutefois, Maxime Du Camp, en citant ce mot, ajoute tranquillement : « Il est tout simple que Victor Cousin ait eu cette opinion, mais elle lui reste personnelle. Ni dans les allures, ni dans le langage, ni dans les goûts Mérimée n'avait rien qui fût de l'homme de race ; tout prouvait en lui, au contraire, qu'il était voulu, guindé et qu'il cherchait à ne point se départir d'une attitude étudiée. Je l'ai vu quelquefois en même temps que le comte de Morny ; le contraste était éclatant et l'aisance de l'un faisait ressortir les façons empruntées de l'autre. » Quant à son esprit comme causeur mondain, voici d'autres indications : « Dans l'intimité, lorsqu'on était entre hommes, après le dîner, Mérimée déployait un cynisme extraordinaire. Jamais il ne riait quand il pataugeait dans les gravelures ; il se vautrait dans l'immondice avec sérénité. Il cherchait à étonner, c'était là sa faiblesse. » Et encore : « Dans le monde, il avait bonne tenue, quoique un peu contrainte et préparée ; il ne parlait guère, comme s'il se fût méfié de lui. Ébloui par les grandeurs et volontiers obséquieux, il n'épargnait pas les témoignages de respect lorsqu'il était en face de l'Impératrice, mais ne se gênait guère pour dire : « La dernière fois que j'ai vu Eugénie... » Des observations lui furent adressées à cet égard ; il n'en tint pas compte et ne s'aperçut jamais qu'on le raillait quelque peu de cette familiarité de parvenu. »

Quoique dans le reste du portrait, Maxime Du Camp peigne

très favorablement le caractère de Mérimée, vous révoquerez peut-être son témoignage, comme venant d'un homme qui, ayant succédé à l'auteur de *Carmen* dans les bonnes grâces d'une dame fort connue, ne conservait pas à son égard toute l'impartialité souhaitable.

Voici un second témoignage qui vous garantira, je suppose, l'exactitude du premier : celui des Goncourt. Sans doute quand ils parlent d'eux-mêmes, leur susceptibilité hyperesthésiée, leur puéril égocentrisme peuvent prêter à rire. N'empêche que c'étaient des artistes qui savaient voir, bien mieux, des artistes parfois fort en avance, comme sensibilité et comme conceptions, sur nombre de leurs contemporains, et que, lorsqu'ils s'oublient pour ne regarder que les autres, ils nous donnent souvent des portraits fleurant la vie et la vérité. Ajoutez que, d'excellente souche et d'excellente société, ils étaient amplement qualifiés pour juger du plus ou moins de distinction mondaine. Or telle est de Mérimée l'impression qu'ils reçoivent : « Mérimée vient faire visite à Saint-Gratien. De gros traits, d'épais sourcils noirs, la forte encolure des hommes d'esprit de Louis-Philippe, le type d'un censeur de lycée de province. » Et plus loin : « Chez la Princesse, Mérimée vient le soir après dîner et pour la première fois nous l'entendons causer. Il cause en s'écoutant avec de mortels silences, lentement, mot par mot, goutte à goutte, comme s'il distillait ses effets, faisant tomber autour de ce qu'il dit une froideur glaciale. Point d'esprit, point de trait, mais un tour cherché, une façon de vieil acteur qui prend ses temps avec un fond d'impertinence de causeur gâté, un mépris affecté de tout ce qui est illusion, pudeur, convenance sociale. Je ne sais quoi de blessant pour les gens bonnement constitués, s'échappe de cette sèche et méchante ironie, travaillée pour étonner et dominer la femme et les faibles. C'est ainsi qu'il conte en épais universitaire au ton léger, cette vieille histoire des *Cent Nouvelles*, etc... »

Les deux portraits, comme vous voyez, seraient décalqués l'un sur l'autre qu'ils n'offriraient pas plus d'identité, et l'un à l'autre ils me semblent pouvoir se servir d'aval.

Voilà de fortes atteintes, n'est-ce pas, à l'auréole d'élégance et de parfaite mondanité qui parait jusqu'ici Mérimée.

Celle de son scepticisme soutiendra-t-elle mieux l'examen? Je crains bien que non. A tout instant, nous discernons chez ce prétendu sceptique des ingénuités de collégien et des candeurs

de débutant. Quand, vers la cinquantaine, après quinze années de liaison, madame Delessert le trompe avec Maxime du Camp, il tombe des nues. La durée même de cet attachement aggrave à ses yeux la trahison, quand normalement elle devrait l'excuser. Il revient sans relâche sur ce chiffre de quinze ans, comme un potache ignorant tout de l'amour, de la vie, des femmes. Plus tard, une inconnue, par gageure, lui adresse des lettres admiratives. Ce mystificateur professionnel ne soupçonne pas une minute la mystification, tombe à plein dans le traquenard, s'y empêtre durant des années à rédiger des lettres soignées, travaillées, limées. Plus tard encore, son ami Libri est publiquement convaincu de vols qualifiés dans nos bibliothèques, de faux en écritures, de duperies sans nombre. Mérimée aussitôt s'empare de sa défense, au point d'encourir la prison. Ses biographes admirent ce trait de fidélité amicale. Mais si, comme je crois, l'escroquerie relève des devoirs de l'amitié, fut-ce chez Mérimée dévouement sublime ou tout bonnement crédulité ?

Enfin son sens critique, si vanté, résistera-t-il davantage à une inspection sérieuse? La lecture vous en fera juges. L'étude de Mérimée sur Beyle, en tête de la Correspondance, ne visait certes qu'à des anecdotes sur l'homme. Mais pas un mot sur l'œuvre, pas un hommage à la maîtrise du romancier. On se demande si Mérimée se doutait exactement de Stendhal. Sur les autres contemporains, sa correspondance nous apporte des échantillons de ce qu'il pensait : Victor Hugo un fou, Baudelaire un fou, Renan dénigré, Ponson du Terrail exalté. Ses articles sur les romanciers russes? Honnêtes, quelconques et demeurés, au surplus, sans effet. Comparez avec le mouvement déclenché par le *Roman russe* de Melchior de Vogüé, comparez avec l'étude de M. Paul Bourget sur Tourguénef, influence ou profondeur, vous sentirez l'énorme différence.

Alors libérés de la fascination qu'exercèrent sur nous tant de portraits arbitraires du personnage, nous n'en avons l'esprit que plus clair pour aborder l'auteur même et pour découvrir dans son œuvre les faiblesses et les qualités. Faiblesses qui furent graves, qualités qui furent des plus rares, et que, ni les unes ni les autres, je ne vois de raisons pour taire.

Dans un article dont l'injustice partielle n'exclut pas la vive clairvoyance, Barbey d'Aurevilly, un des rares critiques, avec Saint-Victor, qui aient gardé leur sang-froid devant la

vogue de l'auteur de *Colomba*, reproche à Mérimée d'avoir manqué de la vocation qui crée les grands écrivains.

Dans le cas de Mérimée, je verrais moins un manque de vocation qu'une vocation dévoyée ; et si je voulais le définir, je dirais que ce fut un romantique malgré lui.

Il était probablement entré dans le romantisme, comme font bien des débutants, subissant la contagion ambiante, la mode littéraire de l'heure : et il en demeura, toute sa vie durant, captif, faute de force pour s'en évader.

Par nature il n'avait rien du romantique ; ni la flamme, ni le lyrisme, ni la couleur. Dans ces lacunes, il eut la chance qu'on n'aperçût que des qualités : sobriété, élégance, atticisme. Peut-être pourtant ces qualités étaient-elles moins l'effet de l'art que celui du tempérament. Car l'absence d'éclat chez un écrivain ne constitue pas toujours une preuve de volonté et de choix. Il arrive souvent qu'elle ne soit due qu'à une anémie native. Et ce qui, pour Mérimée, ferait pencher en faveur de cette hypothèse, ce serait la violence des épisodes et des détails si peu en accord avec le ton du récit. Espingoles, pistolets, poignards, coups de couteau, meurtres, massacres, suicides, Mérimée sous ce rapport n'a rien à envier aux bouzingots les plus éperdus de l'époque. Les critiques se sont extasiés devant ces tueries, comme devant les marques d'une imagination puissante autant que débordante. Grosse erreur à mon sens. Outre qu'on trouve largement l'équivalent de ces atrocités dans tous les romantiques de second ordre, les Paul Lacroix, les Pétrus Borel, les d'Arlincourt, etc., la véritable imagination ne recourt que rarement à ces procédés de mélodrame. Elle y préfère la complication des intrigues, les patientes reconstitutions, les ingénieux et lents enchevêtrements des passions contraires. Lisez les chefs-d'œuvre du roman romantique, *Notre-Dame de Paris*, *les Trois Mousquetaires*, tant d'autres analogues, vous n'y rencontrerez qu'exceptionnellement les brusques boucheries chères à Mérimée. Ce fut donc vraisemblablement moins par goût que par nécessité que Mérimée multiplia ces outrances. Ne pouvant lutter avec ses émules pour le coloris, il se rattrapait sur le sanguinaire.

Le résultat de tant d'efforts dans un genre, dans une manière pour lesquels il n'était pas doué, semble, hélas ! précaire. Que restera-t-il de ces premiers livres où Mérimée mit tant de sa peine et si peu de lui-même ? Dès 1870, Paul de Saint-

Victor constatait que le *Théâtre de Clara Gazul* était passé de couleur, que la *Chronique du temps de Charles IX*, « livre très surfait », était passée de mode. Et cinquante ans écoulés depuis n'ont guère infirmé son jugement.

De tous ces premiers ouvrages émane le morne ennui qui naît des œuvres sans conviction et sans spontanéité. *Théâtre de Clara Gazul, Guzla, Jacquerie, Famille Carvajol*, je ne vous donne pas six pages pour laisser tomber le volume.

Quant à la *Chronique de Charles IX*, c'est bien agencé, si vous voulez, bien conduit. Mais combien factice, cette réduction de Walter Scott ! Combien dénuée d'humanité ! Et même pour la peinture du temps des Valois, comme j'y préfère *la Princesse de Clèves* où, sans couleur locale, sans reconstitution historique, nous avons constamment une impression de vérité, toute l'atmosphère de la Cour rendue avec aisance par une grande dame [1].

Très fin, très ironiste, très choyé dans le monde, deux voies restaient encore à Mérimée pour s'échapper du romantisme : l'humour et l'observation. Il n'eut garde de les négliger. Mais, manque de souffle ou manque de moyens, son passage y fut de courte durée.

Vous avez lu plus haut combien de l'homme, du causeur se dégageait peu d'amusement. Ce que nous rapportent Du Camp et Goncourt de la conversation de Mérimée s'appliquerait à ses ouvrages. Dans beaucoup de ses contes la tendance à l'humour, l'effort vers l'humour sont manifestes. En fait, cela ne porte pas, cela ne sort pas, cela demeure toujours au bord du comique. En deux endroits seulement Mérimée touche à son but : dans *Tamango* dont les impertinentes cruautés nous tirent le sourire, dans la silhouette du préfet de *Colomba*, dont les timidités et les habiletés ont de la drôlerie. Ailleurs, l'intention de badiner apparaît, l'ironie montre sa griffe. Mais le coup reste en route, quand encore il part.

Mérimée se libérerait-il par le roman de mœurs ou de sentiment? De ce côté toutes les espérances lui semblaient permises. Sous Louis-Philippe, secrétaire de M. d'Argout, sous l'Empire, ami de l'Impératrice et familier de la Cour, recherché dans tous les salons, officiellement muni d'une brillante liaison, que de modèles, que de sujets se présentaient à lui

1. Je vous signale à ce propos un charmant livre de mademoiselle Valentine Poizat, *la Véritable Princesse de Clèves*, que tous les fidèles du roman de madame de La Fayette auront plaisir à confronter avec l'original.

pour peindre la société de son époque, la sentimentalité de son temps! Il s'y essaya. Et vous connaissez les suites : *la Double méprise, le Vase étrusque, Arsène Guillot,* des nouvelles inconsistantes, chlorotiques, par endroits pleurardes, une sorte d'Octave Feuillet avant la lettre, un mélange de Jules Sandeau et de Paul de Musset, bref des œuvres si imparfaites que Faguet lui-même, dans son délire, n'en peut nier l'absence de relief. Comment cet homme si avisé, si informé, si perspicace fit-il de l'incomparable matière romanesque qui s'offrait à ses regards un si piètre usage? Une réponse paraît s'imposer : c'est que, dans la réalisation, le romancier ne valait pas le salonnier.

Mérimée sentit probablement cette inaptitude, car il se rabattit sur le romantisme. Il donna dans le fantastique, un fantastique superficiel, à la Hoffmann, tout en bizarreries et en horreurs sans portée — et combien loin du fantastique symboliste de Poe!

Il revint à l'exotisme, à la couleur locale, et écrivit une œuvre devenue célèbre : *Colomba.* Où donc ai-je lu, ces temps derniers, qu'avec ses personnages conventionnels, son pâle et noble Orso della Rebbia, son colonel et sa miss anglaise de vaudeville, ses brigands d'Ambigu sinon d'opérette, ses dialogues grandiloquents et de théâtre, *Colomba* n'était qu'un livret d'opéra-comique? Puisqu'on l'a dit, pourquoi le redire? Mais pourquoi cacherai-je que c'était depuis longtemps ma pensée?

Il eût pourtant été contraire à toute équité que, malgré tâtonnements et faiblesses, cet esprit si cultivé et si au-dessus du commun, cet écrivain si soucieux de perfection, n'obtînt pas un jour de la Destinée cette récompense qui est le plus beau des prix littéraires : le chef-d'œuvre. Et en fait il l'obtint quatre fois.

Les trois premières, sous la forme de trois contes : *Tamango, l'Enlèvement de la redoute* et *Mateo Falcone.* Je vous ai dejà indiqué les mérites du premier. Le second est un récit de guerre dont les carnets récents ont fait pâlir les couleurs, mais qui, pour l'époque, demeure d'une vérité et d'une vigueur extraordinaires. Enfin dans *Mateo Falcone,* je n'hésite pas à désigner le joyau du conte français. Jamais en si peu de pages, avec une telle simplicité de procédés, un tel art de narration, un style si pur et si adéquat, on n'a atteint dans le conte à ce degré d'émotion et de maîtrise. Nous avons ici réalisée

au plein la forme de littérature que sans doute Mérimée rêvait secrètement.

Mais, à son insu peut-être, il devait encore la dépasser. Ce fut en son quatrième et plus grand chef-d'œuvre : *Carmen.*

Vous vous étonnerez, j'imagine, de me voir placer si haut une œuvre que tous les critiques mentionnent négligemment dans le tas, parmi les autres ouvrages de Mérimée. C'est qu'en matière de roman et de poésie la critique n'est jamais pressée et qu'il lui faut toujours un bon bout de temps pour s'apercevoir d'un livre. Déclarons-le à sa décharge comme à la nôtre, ce qui a beaucoup nui à la fortune littéraire de *Carmen,* c'est le navrant livret qu'on en a tiré. Vous savez si je goûte. Meilhac et Halévy. Je leur garde néanmoins une petite dent pour le massacre qu'ils ont fait de ce roman admirable.

Par leur faute, une foule de bonnes gens, parce qu'ils ont scandé du pied la marche de la garde montante qui remplace la garde descendante, chantonné en sourdine que l'amour est enfant de Bohême et pris garde à l'œil noir qui regarde le toréador, se sont tenus pour dispensés de lire *Carmen,* comme une œuvre qu'ils savent à fond.

On les surprendrait bien si on leur apprenait que ces héros qu'ils croient Espagnols ne sont pas du tout Espagnols et même traitent dédaigneusement les Espagnols de *paillos;* que les comédiennes qui se figurent que tout est dit quand elles ont mis une rose rouge dans leur chignon et pratiqué des déhanchements de music-hall, les trompent affreusement. Carmen n'étant pas une Manola mais une Zingara pur sang, une apache gitane, raccrocheuse de bas étage, entôleuse en sus, mariée à un ignoble condamné de droit commun qu'elle force à vivre avec don José, et ne frayant qu'avec la plus abjecte pègre; que don José est un Navarrais, un montagnard des provinces libres, tout prêt, par ses origines, aux folles aventures; que ses amours avec Carmen ne se réduisent pas à de banales entrevues de taverne mais sont traversées de mille déchirements, de mille crimes, de mille violences et aussi de mille tendres étreintes: que la chaste Micaela n'a jamais existé; que la brillante espada Escamillo n'est qu'un humble picador de quatrième classe — enfin que le fade mélodrame qu'on leur a servi a autant de rapport avec le volume dont il est extrait qu'une chromo de bazar avec un tableau de maître.

Par bonheur, telles les cartes, le livre parle [1]. Et vous ne l'aurez pas feuilleté cinq minutes qu'il vous aura dit qui il est : non seulement le chef-d'œuvre de Mérimée mais un des plus beaux récits qu'ait produits le roman français, digne de ranger avec ces œuvres éternelles : *la Princesse de Clèves*, *Manon Lescaut*, *Adolphe*.

Car j'avais tort en insistant sur la nationalité de Carmen et de don José, j'avais tort en vous rappelant leurs vils trafics et leurs délits, puisque péripéties, cadre, milieu, pittoresque, tout cela peu à peu disparaît, s'efface à mesure qu'on pénètre dans le livre. Béguin d'une fille pour un soldat, désertion, contrebande et le reste, est-ce que ces détails comptent? Bientôt nous n'avons plus devant nous qu'un homme et une femme aux prises. Et quelle femme ! Caprices de cœur, caprices de tête, caprices des sens, la sollicitude, le dévouement, la cruauté, l'enfantillage, la rouerie, la superstition, le cynisme, tous les vices et tous les charmes. Comment ne pas l'aimer, la haïr, la méconnaître? En une ou en dix autres que de fois ne l'avons-nous pas rencontrée?

Et comme composition, une merveille. C'est fait on ne sait comment. Pas d'explications. Pas de commentaires. Des actes, des répliques, uniquement. Un récit qui se déroule avec la grâce déconcertante d'une étoffe livrée à elle-même. Pas un artifice que l'on distingue, pas un truc. Et le dénouement qui arrive avec la précision mathématique, inéluctable du destin.

Sous la défroque même du romantisme, quelle revanche pour Mérimée contre son geôlier! Chez le frêle psychologue de *la Double Méprise*, chez le pâle narrateur de la *Chronique de Charles IX*, chez un auteur qui semblait à jamais brouillé avec ce qu'on nomme l'humanité, soudain tant de profondeur, tant d'ingénuité, tant de vérité humaine, il y a dans cette brusque métamorphose quelque chose qui tient du miracle.

Mérimée s'en rendait-il compte? Prévoyait-il les heureux lendemains de son œuvre? Je n'ai retrouvé nulle trace de prédilection marquée pour *Carmen*, ni dans ses *Lettres à l'Inconnue* ni dans ses *Lettres à Panizzi*, où il montre cependant plus d'abandon que dans les premières.

« Nous vivons et nous mourons tous dans l'incertitude de ce que nous sommes et de ce que nous valons », a écrit à peu près Flaubert. Ce fut, je présume, l'aventure de Mérimée.

1. Je vous recommande la récente édition Crès pour la perfection du texte et des variantes.

Après *Carmen,* il ne publia plus que quelques rares nouvelles, versa dans l'histoire, dans la politique. L'avenir de la France surtout, le préoccupait. Les défaites de 1870 lui portèrent un coup funeste. En lui ce n'était pas le vieux courtisan qui souffrait. C'était le Français. Il partit pour le Midi, où il allait mourir, en murmurant désespérément : « *Finis Galliæ !* »

Rien que pour ce cri il eût mérité de savoir que toute son œuvre ne périrait pas et qu'à sa gloire de salon en succéderait une autre, mieux motivée et plus durable.



Vous vous rappelez, peut-être, qu'il y a environ deux mois, dans une esquisse de la situation poétique actuelle, je vous signalais la sorte de désaffection dont pâtissaient, depuis quelque temps, les poèmes à forme régulière.

Or, à diverses lettres que j'ai reçues, je crois comprendre qu'on m'a mal compris. Certains de mes correspondants me reprochent doucement d'avoir changé de goûts, d'orientation littéraire (ce qui serait, après tout, mon droit). D'autres m'accusent d'une hostilité tenant du préjugé contre la prosodie orthodoxe. Aux uns comme aux autres je puis affirmer qu'ils se trompent.

Parce que, avant d'aborder la présente rubrique, je n'exprimais pas publiquement mes idées sur la poésie, il n'en résulte pas que ces idées fussent différentes de celles que je n'ai cessé de professer ici. Et quant aux vers réguliers qui ne m'ont rien fait, je n'ai aucun motif de leur en vouloir.

En notant l'espèce de lassitude, ou pour employer un mot dont je ne trouve pas l'égal en français, l'espèce de *tædium* que nous inspiraient les poèmes à forme fixe, ce n'est pas au contenant que j'en avais, c'est au contenu.

Qu'importe les dehors si le dedans est vide? Or, il m'était impossible de ne pas remarquer que, dans les vers réguliers, la virtuosité primait souvent le fond, que la poésie ne consiste pas dans le mélange habile, voire artistique, de cadences bien observées avec des vocables bien ajustés, et que, pour qu'elle nous touche aujourd'hui, il faut plus que cette adroite mixture de rythmes et de mots : un sens intérieur, une puissance intime, une certaine moelle.

Et la preuve sinon de la justesse, du moins de la sincérité de ces déclarations, c'est que si j'en avais la place, mes pre-

mières lignes seraient maintenant pour vous dire tout le bien que je pense de deux recueils poétiques composés en vers réguliers. L'un que je vous ai déjà mentionné, *Connaissance de la Déesse*, de M. Lucien Fabre, dont l'œuvre s'apparente avec celles de Mallarmé et de M. Paul Valéry. L'autre formé de trois *Odes*[1] de M. Paul Valéry lui-même et dont la seconde particulièrement, la *Pythie*, me paraît un des morceaux poétiques les plus remarquables de ces derniers mois. Sujet antique, octosyllabes impeccables, rimes irréprochables, tout qui rapproche cette ode des poèmes parnassiens, classiques, objectifs de naguère. Seulement ce qui, au lieu de nous laisser froids, nous émeut ici, c'est la flamme intérieure dont brûle ce poème régulier, la substance poétique dont en sont chargés, à en craquer, tous les vers, le tour de main quasi michel-angelesque dont ils sont tordus et pétris ensemble...

Je voudrais poursuivre. Et vous verriez combien je suis peu prévenu contre les poèmes à forme fixe. Mais ce n'est pas aujourd'hui le jour. Il nous faut repartir du point où nous étions restés : à savoir les résistances que rencontrent encore parfois dans le public les poètes nouveaux, puis les raisons de ces résistances. Et, pour ce faire, commencer par l'extrême gauche, par les moins accessibles de ces poètes : les cubistes et les dadaïstes.

Hélas ! en ce qui concerne les premiers, l'enquête s'annonce d'autant plus ardue que si leurs poèmes ne sont pas toujours clairs, leur esthétique, leurs visées le semblent encore moins.

Je vous ai dit, autrefois, combien me paraissaient dénués de cohérence et approximatifs les essais d'esthétique formulés par certains protagonistes du groupe, Guillaume Apollinaire et M. Max Jacob. Depuis lors, nos lumières sur les arcanes de l'école ne se sont guère accrues.

Dans le petit livre dû à un poète qui est vraisemblablement le véritable fondateur du cubisme littéraire, M. Pierre Reverdy, dans *Self Defense* dont je vous ai déjà parlé, je lis sur la critique les remarques des plus pénétrantes. M. Pierre Reverdy a notamment dénoncé avec beaucoup de vigueur le tort de nombre d'entre nous, qui font porter tout leur effort sur la discussion des idées et des sentiments, quand, en matière de roman et de poésie, c'est à la critique d'art que devrait revenir le pas. Opinion trop conforme à la façon dont j'ai tâché

1. Éditions de la Nouvelle Revue Française

de procéder ici, pour ne pas obtenir toutes mes sympathies.

Mais sur le cubisme en soi, j'ai eu beau feuilleter et refeuilleter le volume : aucune indication d'ensemble, nul tracé de doctrine générale.

Force m'a donc été de chercher dans les œuvres mêmes des cubistes les intentions que, soit dédain du public, soit inaptitude à la théorie, ils négligent de nous révéler. J'ai lu, à cet effet, à peu près tout ce qu'ils avaient publié depuis un an. Et vous l'avouerai-je, au lieu des clartés que j'espérais, ce que j'ai rapporté d'abord de ces lectures, c'est une fatigue immense. Était-ce chez moi dépression consécutive à une villégiature trop brillante ou incompréhension foncière et irrémédiable, mais au bout d'une heure je me sentais littéralement exténué.

Il est vrai que, sans le vouloir, j'avais débuté par les plus durs : M. Pierre Reverdy et M. Marcel Willard.

Mais oui, M. Reverdy, que je vous mentionnais naguère comme le moins abscons des cubistes, comme entaché même de conservatisme, et dont je vous avais cité quelques poèmes émouvants et charmants, je ne saurais vous dire le mal que m'a donné sa *Guitare endormie*[1]. Je l'ai relue deux fois, trois fois, car je sais que M. Reverdy est un poète et, qui plus est, un poète sincère, convaincu, insoupçonnable d'obscurité voulue et réclamière. J'ai trouvé dans ses poèmes de jolis traits de crayon à la japonaise, des images personnelles, des fragments de sites heureusement rendus. Mais le sens de chacun de ses poèmes, l'intention soit humaine soit artistique qui se dégage de l'œuvre, je serais incapable de vous les dire.

Après *Tour d'horizon*[2] de M. Marcel Willard, impressions presque pareilles. En cherchant bien, je découvre un *Retour triomphal* des troupes, qui ne manque pas d'une certaine couleur, d'une certaine verve amère ; une *Ballade au Passant*, d'une sensibilité assez profonde et douloureuse. Dans le reste, je me perds. Le talent littéraire n'est pas douteux, le vocabulaire varié et précis. Mais cet impressionnisme métaphysique, ce mélange d'hermétisme et de réalisme, de Rimbaldisme et de futurisme, je n'en ressens que la richesse verbale sans pouvoir en déchiffrer la signification.

Heureusement, parmi les autres, la prospection allait se faire moins difficile. Avec M. Blaise Cendrars et son *Transsi-*

1. Imprimerie littéraire, 4, rue Tardieu. — 2. Au Sans-Pareil.

bérien, son *Panama*[1] ou ses *Poèmes élastiques*[2], avec M. Paul Morand et ses *Feuilles de température*[3], avec M. Philippe Soupault et sa *Rose des Vents*[4], avec M. Jean Cocteau et ses *Poèmes*[5] je me sentais plus en pays de connaissance. Leurs champs d'observation comme leurs qualités communes me sont familiers. Malgré la diversité des dons, les uns plus lyriques, les autres plus humoristes, tous ont cette double et semblable caractéristique d'être de fervents Parisiens et de fervents voyageurs. Tous se plaisent à croquer, en des esquisses relevées de couleur, les moindres parages de la capitale, les plus humbles, et je dirais presque ses plus fugaces instants. Tous aussi aiment à chanter les plaisirs et les vicissitudes des voyages, les grands express, les grands steamboats, les fils télégraphiques du bord. Et si cette fois M. Cocteau fit quelques infidélités à l'itinéraire cubiste, dans ses gracieuses estampes d'Italie ou d'Espagne, tous ont pour terre de prédilection les États-Unis, leurs grandes villes avec leurs gratte-ciel, leur Far-West sans bornes avec ses localités perdues. Espagnole ou italienne dans le romantisme, la couleur locale, dans le cubisme, s'est naturalisée américaine ; et chez lui, à l'inévitable taverne avec ses ribauds a succédé l'inévitable bar avec ses nègres.

A tout cela je n'ignore pas que, sans parler du futurisme, il existe des antécédents. Si je prends les ironistes et que je confronte leurs poèmes avec les *Chansons des Trains et des Gares*, de M. Franc-Nohain, qui datent de 1900 ou avec le *Livre de M. Barnabooth*, de M. Valery Larbaud, qui date de 1908, je relèverai des deux parts plus d'un point de similitude. Si je ne considère que les impressionnistes et leur manière serrée et elliptique de brosser un site, un coin de rue, ou de noter une ambiance, comment ne pas évoquer le curieux poème dont voici quelques extraits :

Bonnes gens qui m'écoutez, c'est Paris, Charenton compris... Maison fondée en... à louer... Médailles à toutes les expositions. Chantiers en gros et en détail de bonheurs sur mesure. Maison recommandée. Prévient la chute des cheveux. Envoie en province. Facilités de paiement, mais de l'argent... Et ça se ravitaille, import et export par vingt gares et douanes. Que tristes, sous la pluie, les marchandises ! Amour, à toi, des maisons d'or aux hospices dont les langes et les loques feront le papier des billets doux à monogrammes, trousseau et layettes, seules eaux alcalines reconstituantes,

1. Éditions de la Nouvelle Revue Française. — 2, 3 et 4. Au Sans-Pareil. — 5. La Sirène.

ô chlorose ! bijoux de sérail, falbalas, tramways, miroirs de poche romances !...

Maisons de blanc : pompes voluptiales ; maisons de deuil : spleenusités, rancœurs à la carte. Et les banlieues adoptives, humus teigneux, haridelles paissant bris de vaisselles, tessons, semelles, de profil sur l'horizon des remparts... Un chien aboie à un ballon là-haut. Couchants d'aquarelliste distinguée ou de lapidaire en liquidation... Que les vingt-quatre heures vont vite à la discrète élite !

Mais les cris reprennent ! Avis important ! L'Amortissable a fléchi. Enchères, experts. Avances sur titres cotés, achats de nu-propriétés, de viagers, d'usufruit... Indicateurs, annuaires étrennes. Madame Ludovic prédit l'avenir de 2 à 4. Au *Paradis des Enfants*. Grand choix de principes à l'épreuve. Soupers de centième ! Machines cylindriques Marinoni !... Et l'histoire va toujours dressant, ratissant ses tables criblées de précieux *idem* — ô Bilan, va quelconque !...

Et comment ne pas rester songeur en apprenant que ce poème si proche du cubisme, pour ne pas dire d'un cubisme parfait, date de 1885 et qu'il a pour auteur, devinez qui? Jules Laforgue !

Que conclurons-nous de ces rapprochements? Simplement que l'idée, ou si vous préférez l'école était dans l'air, puisque successivement en 1885, en 1900, en 1908, des poètes si distingués s'en étaient faits, à leur insu, les annonciateurs.

S'ils ne poussèrent pas plus loin leurs tentatives, c'est évidemment que l'atmosphère du jour n'en favorisait pas la diffusion. Tandis que notre époque ultra-sensible, rapide, vivace, amie des couleurs crues, des lumières violentes, du mouvement, du bruit, de l'étrangeté devait forcément être propice à la floraison d'une école si en rapport avec ses appétences avouées ou inconscientes.

Ce qui sépare donc encore le public lettré du cubisme, ce ne sont pas des questions de clarté, de compréhension, de forme. C'est une question d'accommodation réciproque, car entre eux une sympathie latente ne demande qu'à agir. Le jour où un cubiste comme M. Reverdy renoncerait à dissimuler la fine sensibilité qui est en lui, sous des notations matérielles dont la ténuité et l'enchevêtrement déroutent, le jour où des cubistes comme M. Blaise Cendrars (ainsi qu'il fit dans *J'ai tué*), comme M. Jean Cocteau, comme M. Paul Morand renonceraient à confiner leur inspiration et leurs regards dans un parisianisme étroit ou dans un exotisme limité...

Mais m'arrêtez-vous, s'ils renonçaient à tout cela, ce ne serait plus de vrais cubistes. Quelle erreur !

Lisez plutôt le récent recueil de *Poésies* de M. Jean Cocteau. Vous y verrez poindre l'aube des changements que je souhaite. Quitte à me brouiller avec M. Cocteau, je vous assure que des pièces comme *Oceano Roof*, comme *Batterie*, comme *Iles*, entre autres, sont, émotion, grâce, ingéniosité, de l'accès le plus abordable et sans rien perdre du piment propre à l'école.

Lisez surtout *Prikaz* [1], où M. André Salmon, abdiquant la forme orthodoxe de ses *Féeries* et de son *Calumet*, débute dans le cubisme par un poème sur la Révolution russe, où l'originalité du ton et des détails n'enlève rien à la clarté. L'audace de la plupart des pièces m'empêche de vous en offrir une citation. Mais il y a dans cette fresque aux nuances criardes, à l'ironie sauvage, à la tendresse vengeresse, un mordant, un mouvement, une fougue que la poésie régulière eût eu peine à réaliser. Lisez, puis comparez à ce qu'eussent donné sur le même sujet un réaliste comme Coppée, un lyrique comme Barbier et vous percevrez tout ce que le cubisme peut infuser de neuf et d'actuel à notre ancien art poétique.

Et d'ailleurs, les perfectionnements que je rêve sont si peu chimériques qu'en peinture déjà ils commencent à se manifester.

Dernièrement, comme un professionnel me vantait une série de portraits de M. Picasso, qu'il allait exposer, je lui demandai :

— Des portraits directs?

— Oui, directs. Tiens, vous connaissez l'expression?

Puis il m'expliqua que, dans le métier, en cubisme, on distinguait deux sortes de peintures : l'une, l'indirecte, qui consiste dans les bariolages géométriques que vous savez ; l'autre adéquate à la nature et qualifiée couramment de « directe ».

Rien ne dit que prochainement nous ne verrons pas surgir dans la littérature cubiste la même distinction. Je ne prétends pas qu'alors le cubisme indirect serait ruiné. Mais je verrais au cubisme direct la meilleure chance et les meilleures destinées.

*
* *

Quant aux dadaïstes, je n'ai pas à vous apprendre qu'ils sont en pleine forme. Des représentations tapageuses et des conférences agitées les ont imposés à l'attention. Ils ont

1. La Sirène.

soulevé avec fracas les rires et les malédictions de la presse. Enfin, comble de fortune, une revue classée, la *Nouvelle Revue française* leur a accordé non seulement l'hospitalité pour un manifeste, mais encore l'honneur d'une discussion serrée de ce manifeste par M. Jacques Rivière, l'auteur de l'important livre que vous connaissez, sur les pères du symbolisme. Bref 1920 aura été leur année. Reste à savoir ce que seront les autres.

Personnellement, je n'en augure pas mal, la plupart de ces jeunes poètes montrant des dons littéraires réels, n'étant dénués ni de malice ni de fantaisie, et l'ensemble du groupe professant une doctrine assez solide, comme, au reste, toutes les doctrines négatives.

Socialement je n'y insisterai pas puisqu'elle se réduit à un anarchisme total, niant l'essentiel de la société. Toutes les jeunesses ont passé par là et à toutes les jeunesses cela a passé.

Littérairement, leur nihilisme présente plus d'intérêt en ce que pour la première fois, dans les lettres, il proclame l'équivalence des valeurs, l'égalité des impressions, des idées, des sentiments, des sensations. Dès lors tout se valant, plus n'est besoin de choix. Il n'y a qu'à ouvrir l'esprit ou la bouche et à laisser faire la plume ou la langue. « Qu'est-ce que c'est beau? Qu'est-ce que c'est laid? Qu'est-ce que c'est grand, fort, faible? Qu'est-ce que c'est Carpentier, Renan, Foch? Connais pas. Qu'est-ce que c'est moi? Connais pas. Connais pas, connais pas, connais pas. » Par ces énergiques déclarations de M. Ribemont-Dessaigne se clôt le fort lucide manifeste de M. André Breton. Regardons ce qu'elles donnent dans la pratique.

J'ouvre *Unique Eunuque*[1], de M. Francis Picabia, et j'y lis ce qui suit :

Essayons l'heure actuelle
Dans l'alphabet chasse gardée
De l'ombre lentement
Véritablement livres sterling
Sous virginal louis coucou
Qui fait domicile conjugal sous la pluie
Mais riant plus fort le café
Est à sept kilomètres capitale
Le petit chacal des sonnettes
Ivres d'alcool gentilhomme
Au milieu des femmes camarades

1. Au Sans-Pareil.

J'ouvre les *Champs magnétiques*[1], de MM. André Breton et Philippe Soupault, et j'y rencontre des dialogues comme ceux-ci :

— Ma tête commence à être difficile à prendre à cause des épines. Venez, mon cher ami, du côté du marché aux poissons. J'ai vu dans l'œil d'une dorade une petite roue qui tournait comme dans le boîtier d'une montre. J'ai fait expédier l'animal à M. Richepin pour lui donner à réfléchir.

— Calmez-vous, c'est à deux pas d'ici ou à deux kilomètres que l'on opère pour vingt francs les aveugles mort-nés. Est-ce vous le chirurgien?

. . . .

— Ce plafond vous fait peur et je sais que si nous n'y prenons garde, un vieillard, c'est-à-dire la bibliothèque, me marchera sur le pied.

— Baste ! Il y a longtemps que j'ai donné la liberté à ce fameux ver à soie. Au Caire les officiers de marine sont de jolies feuilles de mûrier.

Ou encore des poèmes comme celui-ci :

J'AI BEAUCOUP CONNU

Le général Eblé distance
Papillotes
Les incompatibilités d'humeur suivant l'astronomie
Une personnification de Bonjour
L'ivresse triste des dégustateurs
A présent je me balance sur la chute des feuilles et je dors la tête dans les plumes comme une casserole. Tout m'est indifférent depuis les signaux singuliers où s'affirma la jalousie de la poussière.

Eh bien, que voulez-vous, je ne trouve pas tout cela déplaisant. On est bercé au cahot des mots. On sourit de leurs accouplements cocasses. On ne songe pas à comprendre. Au demeurant, c'est très reposant.

Puis peut-être aussi ma bienveillance tient-elle à ce que depuis des années l'amitié m'a mis en relations avec les fondateurs sinon officiels du moins authentiques du dadaïsme — mon ami M. J.-É. Blanche, si friand de dadaïsme, sera bien surpris de connaître leurs noms : MM. Abel Faivre et Sem.

Je n'avance pas cette assertion par plaisanterie, mais très sérieusement et par expérience. Depuis des années, MM. Abel Faivre et Sem, dans l'intimité, s'abandonnent à une sorte de délire secret qui les pousse à des éjaculations verbales où les mots cascadent, s'entre-choquent, s'embrassent en une

1. Au Sans-Pareil.

invraisemblable confusion. C'est comme une ivresse locutoire qui les saisit, un besoin de soulager leur esprit ou leurs nerfs par une décharge de vocables sans suite. Et rien d'une farce de rapins, rien d'un dadaïsme d'atelier. Un dadaïsme intégral au contraire, un dadaïsme sans choix ni loi. Si bien qu'ayant voulu m'y risquer à mon tour, j'y ai échoué par excès de syntaxe et de logique. Mes essais dadaïstes avaient un vague sens, mes phrases un sujet, un verbe, un attribut. Et sur les conseils de MM. Faivre et Sem, je renonçai à des exercices pour lesquels la vocation me manquait.

Cette initiation précoce vous expliquera tout au moins mon faible envers le dadaïsme.

M. Jacques Rivière, lui, le considère d'un œil moins tendre. Il ne l'envisage que sous l'angle de l'art classique, sous l'angle si je puis dire de la morale esthétique. Il se réjouit de son succès pour la démonstration le dadaïsme nous apporte des aberrations où peut conduire le subjectivisme instauré par le romantisme et outré par le symbolisme. Il le remercie comme il remercierait une sorcière dont les affreux maléfices nous dévoileraient l'abomination de Satan.

La thèse peut se défendre. Elle n'est pas la mienne. En littérature j'ai toujours cru à l'influence des individus, des œuvres, jamais à celle des écoles, des théories. Sans Victor Hugo, Lamartine, Vigny qu'eût été le romantisme? Supprimez, par contre, de leurs ouvrages, préfaces, arguments, commentaires, en perdent-ils une once?

Si donc je remerciais le dadaïsme, ce ne serait pas pour l'horreur résipiscente que doit inspirer son œuvre mais pour le contrepoids que sa doctrine, son programme, ses manifestes opposent à tellement de doctrines, de programmes, de manifestes qui promirent tant et firent si peu.

FERNAND VANDÉREM

LES AMBITIONS COLONIALES DE L'IMPÉRIALISME JAPONAIS

Le Japon ne se contente point d'avoir reçu de la Conférence de la Paix le droit de mettre la main sur le Chantoung et sur les colonies allemandes situées au nord de l'équateur. Il vient de s'installer en Sibérie Orientale dans des conditions qui permettent de prévoir un établissement durable ; et il a, tout récemment, occupé le nord de Sakhaline. — Nouvelles satisfactions partielles données aux ambitions illimitées de ses impérialistes.

On a, ici même, dans un précédent article [1], analysé les origines de l'impérialisme japonais. Rappelons les idées essentielles exposées à ce propos.

L'impérialisme représente l'application à la politique actuelle de la plus vieille religion du pays, le Shintoïsme. Le Shintoïsme révèle que les îles japonaises sont d'origine divine ; elles sont nées des amours fraternelles de deux divinités, Izanagui et Izanami. La race japonaise est une race privilégiée. Le Japon est le premier pays du monde. Il a le devoir, la « mission céleste », d'enseigner, — certains disent : d'unifier.

1. *La Question du Chantoung. Revue de Paris*, 15 juin 1920.

tous les peuples de l'Asie. Il doit prendre sur ses épaules « le fardeau de la race jaune ». Il doit, d'abord, « contrôler le pouvoir des Blancs en Asie », les empêcher de s'étendre encore au détriment des Jaunes, faire prévaloir une « doctrine de Monroë » orientale. Le but, c'est que les Jaunes se dirigent eux-mêmes, c'est une sorte de *Home Rule* asiatique : « Aux gens d'Asie les choses d'Asie. »

Aux antiques traditions religieuses se mêlent, pour former l'actuel impérialisme, des intérêts économiques très modernes. Les capitalistes japonais ont augmenté beaucoup leurs richesses par suite de la guerre. Ils se sont enrichis en fournissant des munitions aux Alliés; en répandant à travers tout l'Extrême-Orient et sur toute une moitié du monde, les produits de leur industrie, ne rencontrant plus en face d'eux aucune concurrence; en utilisant leurs bateaux, devenus de plus en plus précieux par suite de la hausse des frets. Ils ont accumulé des capitaux qu'ils désirent faire fructifier dans les pays où le Japon s'installerait en dominateur. Puis certains hommes de la classe moyenne, ayant reçu une instruction supérieure à leur situation présente, espèrent en tirer un meilleur parti dans des colonies ou des pays soumis à la domination japonaise.

On a vu, dans l'article précédemment cité, pour quelles raisons l'impérialisme japonais s'attaque surtout à la Chine, rêve d'y établir une sorte de protectorat, et aussi comment la mainmise sur le Chantoung représente une première satisfaction donnée à cette tendance.

Mais l'impérialisme japonais a des ambitions qui dépassent même l'immense République voisine. Il convoite aussi plusieurs colonies d'autres puissances. Parmi les formes diverses de cet impérialisme, on peut distinguer celles qui sont plutôt orientées vers le nord, et celles qui sont plutôt tournées vers le sud de la Chine.



L'impérialisme orienté vers le nord de la Chine a déjà obtenu l'occupation de la partie méridionale de Sakhaline, ou Karafouto (au-dessous de 50° de latitude nord), cédée par

la Russie au traité de Portsmouth de 1905, le protectorat puis l'annexion de la Corée, la mainmise sur la Mandchourie et la Mongolie orientale. Mais il ne se satisfait point de ces résultats.

Il vise le nord de Sakhaline, toujours placé sous la domination russe, ses forêts, son sous-sol riche en minerais. On se rappelle que le partage de Sakhaline, au traité de Portsmouth, causa au peuple japonais une amère désillusion [1] et provoqua, avec l'absence d'indemnité de guerre, la grave émeute de septembre 1905 à Tokyo. — Or, au début de juillet 1920, on a appris que le Gouvernement japonais a décidé d'occuper la partie nord de Sakhaline, comme garantie pour le payement des indemnités exigées par suite des massacres de Nicolaïewsk.

L'impérialisme japonais s'intéresse aussi à la Sibérie orientale, à ses côtes, à ses terres fertiles, à ses forêts, à ses richesses minières. Au cours des discussions qui ont précédé la fin de la guerre russo-japonaise, bien des Japonais souhaitaient la mainmise de leur pays sur une partie de la Sibérie, particulièrement sur Wladivostock. Il est très dangereux, disaient-ils, pour la tranquillité des mers de la Chine et du Japon, qu'il soit possible de réunir à Wladivostock une flotte puissante. Un groupe expansionniste, la *Société Orientale, Tobo Kyokaï*, et le professeur Tomizou, souhaitaient alors que la Russie cédât au Japon toute la Sibérie à l'est du 100° de longitude, c'est-à-dire à l'est du Baïkal : la Sibérie orientale formerait une colonie japonaise, douée de *self government* sur le modèle canadien ou australien [2].

La guerre mondiale, puis l'expédition japonaise en Sibérie ont ressuscité ces visées expansionnistes. En novembre 1917, dans la revue *Nihon oyobi Nihonjin* (*le Japon et les Japonais*), le docteur Térao, ancien fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, actuellement professeur à l'Université impériale de Tokyo, déclarait qu'une expédition japonaise en Europe serait déraisonnable, mais que, si les Alliés la demandaient, il faudrait l'accorder à deux conditions : reconnaissance de la situation prédominante du Japon en Orient et Extrême-Orient, et cession par la Russie au Japon de

1. L. Naudeau, *le Japon moderne*. Paris, Flammarion, 1909, p. 195.
2. Louis Aubert, *Paix japonaise*. Paris, Colin, p. 32.

la province Amour [1]. Dans la revue *Kokouchô* de février 1918, M. Ishikawa Hanzan, rédacteur en chef du journal populaire le *Yorozou* de Tokio, demandait comme l'une des conditions de paix, le droit pour le Japon d'administrer les chemins de fer russes en Sibérie et le chemin de fer de l'Est Chinois, « pour prémunir le Japon contre l'éventualité d'une attaque allemande ». Il souhaitait aussi l'ouverture de Wladisvostock au commerce international, et le désarmement par la Russie de certains districts comme ceux de Kharbine et de Nicolaïevsk. En mars 1918, le docteur Soyéda, directeur du journal *Hochi*, demandait comme compensation pour l'intervention japonaise, la moitié de la Sibérie [2].

Dans quelle mesure les milieux dirigeants du Japon ont-ils subi l'emprise de ce vaste rêve sibérien? On peut, d'abord, retenir un fait curieux, révélé au début de 1919 par les débats de la Chambre japonaise des représentants. Le Japon avait dû envoyer 7 500 hommes en Sibérie ; le ministre de la Guerre a reconnu en avoir envoyé dix fois plus, soit 75 000 hommes. Selon l'organe américain de Tokyo, l'*Advertiser* [3], c'est le parti militaire japonais, c'est-à-dire l'État-Major, qui aurait pris cette décision, contraire aux déclarations du ministre des Affaires étrangères (comme il a continué à faire envoyer des armes aux Nordistes chinois malgré les ordres contraires du Gouvernement). Sans doute attendait-il de cette intervention une occasion favorable pour conquérir la Sibérie, ou pour y obtenir une situation prédominante.

Au début de 1919, il faut reculer. L'État-Major annonce le rappel d'une partie des troupes : le but de l'expédition, dit-il, est atteint, puisque les Tchéco-Slovaques sont sauvés et que le pays est délivré des bandes d'anciens prisonniers allemands et austro-hongrois. Les Pairs critiquent, à ce propos, le ministère, demandent au président du Conseil, M. Hara, si vraiment le but de l'expédition est atteint [4]. La question ainsi posée suggère qu'il y avait à l'ample expédition sibérienne un but secret...

1. Cité par *New East*, décembre 1917, p. 1914.
2. *New East*, avril 1918, p. 379.
3. 22 avril 1919.
4. *Jiji*, cité par *Advertiser* du 17 avril 1919.

La presse japonaise, à ce moment, fait connaître la véritable raison de l'abandon momentané de la Sibérie : l'opposition de l'Amérique. Et elle exprime son mécontentement de la politique suivie alors qu'elle juge trop faible[1], Sans doute le gouvernement attendait-il une occasion meilleure. Elle lui a été fournie par l'agitation qu'a provoquée la Révolution bolcheviste jusqu'aux confins orientaux de l'ancien Empire russe. Tour à tour on a appris, en janvier 1920, que les Japonais envoyaient d'importants renforts à Wladivostock ; en février 1920, que les effectifs japonais en Sibérie atteignaient cent mille hommes ; enfin, — information d'une importance essentielle, — que l'Amérique laissait au Japon les mains libres en Sibérie[2]. Alors, en avril 1920, les Japonais se sont installés à Wladivostock, et répandus à travers la Sibérie orientale. Le Gouvernement japonais a déclaré qu'il n'avait aucune ambition politique en Russie (comme il avait déclaré jadis qu'il respecterait l'indépendance de la Corée), mais il a formulé les conditions auxquelles il retirerait ses troupes de Sibérie : ce serait quand la situation du pays serait calme, quand les menaces contre la Corée et la Mandchourie auraient cessé, quand la sécurité des Japonais en Sibérie serait certaine, quand les communications seraient libres. — De longtemps sans doute ces conditions ne seront pas remplies. « C'est, écrit M. André Dubosq[3], un immense territoire qui va se trouver sous le contrôle exclusif du Japon... Sibérie orientale, Mongolie, qui complète géographiquement la première, Mandchourie, Chantoung : 80 millions d'âmes sous le contrôle du Gouvernement mikadonal et 2 millions de kilomètres carrés, qui ne sont pas tous désertiques, tant s'en faut ! Rien que la zone méridionale de la Sibérie, dont le climat est supportable, compte 7 754 000 hectares de terres cultivées. »

Ainsi se réalisent les ambitions coloniales de l'impérialisme japonais orienté vers le nord de la Chine.

1. *Kokoumin, Yorozou, Tokyo Asahi* du 19 janvier 1919 ; *Kokoumin* du 27 janvier 1919 ; *Yamato* du 28 janvier 1919.
2. *Temps* du 9 avril 1920.
3. *Temps* du 9 avril 1920.



Une autre tendance de l'impérialisme japonais s'exprime par le titre même d'un ouvrage fort lu et discuté, du député Takékoski Yousabouro : *Au Sud ! Au Sud !* Le Japon, selon lui, doit suivre le courant qui pousse tous les peuples, pendant le cours de leur histoire, à s'étendre au Midi. Il doit, dans cette progression, tantôt appliquer des méthodes pacifiques, tantôt envisager des actions agressives. Le « Sud », c'est Formose, conquise il y a vingt-cinq ans, et ce sont les îles allemandes récemment accordées au Japon par la Conférence de la Paix, les Mariannes, les Carolines, les Marshall, Le « Sud », c'est aussi, à l'est de ces îles, les Hawaï et, à l'ouest, les Philippines. Le « Sud », c'est l'Indochine française et les Indes hollandaises.

Le Gouvernement n'encourage ni ne décourage les visées de ses sujets sur ces colonies étrangères. Il étudie, à l'aide de ses fonctionnaires et de ses espions, toutes les possibilités d'expansion politique ou économique. Il laisse à l'avenir le soin de prolonger ces études en plans précis d'action.

Une première satisfaction donnée à l'impérialisme tourné vers le Sud, a été la mainmise sur Formose, ou Taïwan, cédée par la Chine en 1895, et sur sa dépendance l'archipel des Pescadores, Hokôtô Rettô. Puis la guerre a permis au Japon d'occuper les îles allemandes dites du groupe micronésien, situées au nord de l'équateur, Mariannes, Palaos, Carolines, et Marshall [1].

Ces îles sont, ou peuvent devenir, d'utiles escales entre le Japon, la Chine du Nord, l'Amérique du Nord d'une part, l'Australie d'autre part. Elles sont situées « sur une grande route de l'avenir, sur la route directe de Panama ou de Nicaragua à Hongkong [2] ». Au point de vue économique, leur valeur n'est pas négligeable. Le cocotier, dont tous les éléments sont utilisables [3], y pousse partout, notamment aux îles Marshall. Il donne le coprah, qui sert à faire du savon, de

1. J'ai étudié *les récentes acquisitions japonaises dans le Pacifique* dans la *Revue du Mois* du 10 mai et du 10 juin 1920.

2. Henri Hauser, *Colonies allemandes impériales ou spontanées*. Paris, novembre 1900.

3. Capus, *Produits coloniaux*. Paris, 1912, p. 280.

l'huile d'éclairage, et ce beurre végétal que l'on nomme la végétaline. Il y a des phosphates aux Marshall (île Nauru) et aux Palaos (île d'Angaur) ; du guano, des perles, de la nacre aux îles Marshall. Les Mariannes contiennent de magnifiques vergers, riches en orangers, en citronniers, en caramboliers, en pamplemoussiers.

Les Japonais s'étaient intéressés, même avant la guerre, à certaines de ces îles. Ce sont eux qui avaient mis les Mariannes en valeur et y avaient établi des comptoirs [1]. Leur nombre y dépassait celui des Européens. Aussi le Gouvernement japonais a-t-il été heureux d'occuper ces îles peu après la déclaration de guerre à l'Allemagne, dès octobre 1914. Il en a commencé la *japonisation* et l'exploitation économique. Il a manifesté la volonté de les garder, et obtenu l'adhésion des Gouvernements anglais et français. Bien que les accords attribuant les colonies allemandes aux diverses puissances n'aient pas encore été publiés, on sait que la Conférence de la Paix a décidé d'accorder au Japon les îles allemandes situées au nord de l'équateur.

Maintenant l'impérialisme guette d'autres proies : d'abord les Hawaï, et les Philippines.

Les Hawaï, excellent point de relâche, admirable base navale dans le nord du Pacifique, tentent depuis longtemps un certain nombre de Japonais. La question de la main-d'œuvre japonaise aux Hawaï a été, en 1906-1907, la cause initiale, et est restée longtemps l'un des éléments essentiels du conflit entre Amérique et Japon [2]. Le nombre des Japonais, dont la plupart sont employés sur les plantations sucrières, a crû constamment : il a passé de 13 000 en 1892, à 75 ou 85 000 en 1909 [3], et à 90.000 actuellement. Les Japonais ont plus d'influence économique qu'aucun autre groupe, ils forment une masse compacte, gardent leur propre façon de vivre, restent fidèles à leur patrie. Beaucoup sont d'anciens soldats et d'actuels réservistes, prêts à mourir pour leur mikado. La presse allemande, toujours attentive à entretenir l'opposition entre le Japon et les États-Unis, désignait pendant la

1. Henri Russier, *le Partage de l'Océanie*. Paris, 1905, p. 335.
2. Louis Aubert, *Américains et Japonais*. Paris, Colin, p. 103.
3. H. Labroue, *l'Impérialisme japonais*. Paris, Delagrave, 1911, p. 23.

guerre les Hawaï comme « la prochaine proie du Japon[1] ». La « Perle du Pacifique » est déjà plus japonaise qu'américaine, dit l'auteur de cet article. Et il cite un article d'un organe japonais, le *Chogei Shimpo*, disant que les Japonais seront toujours les maîtres des mers asiatiques, et qu'ils finiront bien par réaliser leur rêve de s'accrocher même à la côte occidentale de l'Amérique.

Les Philippines américaines sont à 300 kilomètres de la Formose japonaise. Faisant face à la Chine méridionale, elles peuvent être une base stratégique et commerciale importante sur la route de Kobé, Shangaï et Hongkong à Singapour et à l'Australie. Leurs terres, fécondes en produits végétaux de toute sorte, leurs forêts, les richesses minérales de leur sous-sol, tentent beaucoup de Japonais. Les Philippins sont considérés comme des frères de race qu'il faudra, un jour, délivrer de la domination blanche. Les étudiants philippins sont bien accueillis au Japon. Les États-Unis, renonçant à imposer leur tutelle aux Philippins, ont promis de leur accorder bientôt une absolue indépendance : le Japon, tôt ou tard, selon certains prophètes, « cueillera ces îles comme des fruits mûrs[2] ».

L'Indochine française attire aussi l'attention des impérialistes japonais. C'est un merveilleux grenier à riz ; or, le Japon est obligé de payer cher pour obtenir cet aliment, dont il doit importer une certaine quantité pour la nourriture de ses classes laborieuses (le riz japonais est consommé par les riches ou exporté). Les mines indochinoises éveillent aussi bien des convoitises. Puis les Annamites sont considérés comme des frères de race, opprimés par des blancs, et que le « chevaleresque Japon » doit un jour délivrer. On les représente comme aspirant à l'indépendance et désireux de l'obtenir avec l'aide des Japonais.

Aucun document sérieux ne me paraît établir que le Gouvernement japonais ait jamais eu le projet précis de conquérir l'Indochine. Au moment de la guerre russo-japonaise les journaux français inféodés à la cause russe, *l'Écho de Paris*,

1. *Germania*, 28 janvier 1916.

2. Correspondance d'un journaliste allemand de New-York, H. Von Skal, dans *Münchener Neüeste Nachrichten*, du 15 mars 1916.

notamment, ont publié un plan secret de conquête ; mais ce document est, manifestement, un faux [1].

En revanche, il n'est pas douteux que le Gouvernement japonais a toujours fait surveiller de près l'Indochine, et que certains Japonais ont, à divers moments, aidé l'action des Annamites anti-français [2]. Le Gouvernement japonais entretient en Indochine des fonctionnaires et des espions (petits commerçants, coiffeurs, etc.), qui le renseignent minutieusement sur la situation du pays. Certains Japonais ont des rapports étroits avec ceux des nationalistes annamites qui rêvent de chasser les Français d'Indochine.

Depuis que la France et le Japon, par l'accord du 20 juin 1907, se sont mutuellement garanti leurs possessions en Extrême-Orient, depuis, surtout, que les deux pays se sont alliés dans la grande guerre, les impérialistes n'avouent qu'indirectement leurs convoitises sur l'Indochine. Certains Japonais ont affirmé, pendant la guerre, que la France avait proposé elle-même l'Indochine au Japon en échange d'un envoi de troupes : c'est la raison pour laquelle notre patrie apparaissait sympathique à M. Yokotsou Sennosouke, membre du parti Seiyoukaï et collaborateur de la revue expansionniste *Daï Nihon* : « Si tous les Alliés avaient agi comme la France, écrivait-il alors, les troupes japonaises seraient intervenues depuis longtemps en Europe. » D'autres Japonais demandaient que la France, si elle se décidait à abandonner l'Indochine, et par exemple, si elle voulait la céder à l'Allemagne en échange de l'Alsace-Lorraine, ne le fît pas avant d'avoir négocié à ce sujet avec le Japon. C'était la thèse notamment du journal chauvin le *Yamato*, organe du parti militaire, soutenant que le Japon doit « veiller de très près à la question de l'Indochine [3] ».

L'idée que la France pourrait un jour renoncer volontairement à l'Indochine se retrouve dans un important article qu'un Japonais ayant visité notre colonie, M. Nichizaki Jountaro, a fait paraître dans la revue *Nihon oyobi Nihonjin*

1. Voir la démonstration du baron Suyematsu, *l'Empire du Soleil Levant* trad. franç., p. 363-365.
2. Voir, par exemple, H. Labroue, ouvrage cité, p. 166 et suiv.
3. 26 avril 1917.

(*le Japon et les Japonais*) du 15 janvier 1918. Dans ses *Impressions et observations sur l'Indochine*, il soutient que notre colonie est en retard sur Formose, puisqu'elle ne compte que 20 000 Français. L'instruction publique, satisfaisante. dans les grandes villes, est inférieure dans les campagnes. Il n'y a pas d'organisation sanitaire, ni de station d'expériences agricoles. La France n'a rien fait pour l'Indochine, sauf d'y construire un chemin de fer destiné à satisfaire ses ambitions sur le Yunnan. L'auteur conclut :

L'occupation française de ce territoire asiatique n'a pas de raison d'être ni de justification ; la France, pays dépeuplé, n'a pas pu envoyer en Indochine plus de 20 000 Français, la plupart fonctionnaires et soldats. Cette colonie est donc un fardeau inutile pour la France. Les bénéfices commerciaux qu'elle en peut tirer sont annulés par les dépenses militaires qu'elle y fait. Les capitaux français y sont instables... L'opinion de certains Annamites ainsi que celle des Japonais d'Indochine est que, à la conclusion de la paix, la France offrira l'Indochine à l'Allemagne en échange de l'Alsace-Lorraine. Cette supposition n'est pas sans fondement. C'est pourquoi nous conseillons à nos compatriotes de porter toute leur attention sur ce pays, plutôt que de songer à développer leurs affaires dans les mers du Sud. Ce pays, capable de nourrir 20 millions d'habitants, s'il est convenablement irrigué et développé, présente pour les ambitions japonaises un champ d'activité attrayant.

La revue franco-japonaise de Tokyo, l'*Information d'Extrême-Orient*, dans ses numéros des 5 et 17 février 1918, critique cet article et en souligne les inexactitudes. Au cours de cette polémique, elle signale le fait intéressant que le Gouvernement japonais a récemment envoyé une mission composée de hauts fonctionnaires de l'administration coréenne étudier l'administration et la colonisation de notre Indochine (numéro du 17 février 1918).

La presse allemande, selon son habituelle tactique visant à diviser les Alliés, insinuait que le Japon enlèverait aisément l'Indochine à la France. M. Pichon, selon la *Kölnische Volks-Zeitung* [1]. aurait promis l'Indochine aux Japonais, si ceux-ci fournissaient aux alliés un sérieux appui militaire : mais les Japonais sauront bien la prendre sans rien donner en échange!

1. Citée par *l'Information d'Extrême-Orient*, du 5 mars 1918.

En tout cas, le Japon désirait recevoir de la France l'octroi du tarif minimum pour ses importations en Indochine. Les deux puissances ont signé, le 19 août 1911, une convention de commerce et de navigation par laquelle elles se concèdent le régime de la nation la plus favorisée. Cette concession vaut pour la France et l'Algérie. L'article 19 établit que cet avantage pourra « être ultérieurement étendu en tout ou en partie aux colonies, possessions françaises et pays de protectorat, par une déclaration consentie entre les deux Gouvernements ». Le Gouvernement japonais a demandé que le Japon puisse faire pénétrer ses produits en Indochine au tarif minimum. L'unanimité des Chambres de commerce en France et en Indochine s'est prononcée contre cette demande.

Hawaï, les Philippines, l'Indochine française sont, cependant, moins ardemment convoitées par l'impérialisme japonais, moins gravement menacées que ne le sont les Indes hollandaises. Le mouvement d'opinion qui pousse le Japon à s'emparer d'elles dès que l'occasion se présentera, est particulièrement puissant.

Dès 1900, j'avais constaté à Java l'inquiétude des milieux officiels hollandais en face de certaines ambitions japonaises [1]. Depuis, le danger s'est précisé. Les grandes richesses naturelles des Indes hollandaises, riz, thé, épices, tabacs, canne à sucre, caoutchouc, pétrole, tentent les capitalistes du Japon. Certains de ses hommes politiques font ressortir l'importance qu'aura dans l'avenir la possession de ces excellentes bases navales. Les colonies allemandes du nord de l'équateur, écrit le principal représentant de cette politique expansionniste, le député Takekoshi, l'auteur de *Au Sud ! Au Sud !* — sont de simples rochers qui ne permettent pas de dominer les mers du Sud ; il faut y joindre la possession de Java et de Sumatra. Le détroit de la Sonde doit devenir japonais : de cette base, les sous-marins japonais pourront interdire aux flottes européennes toute agression dans les mers japonaises. Au contraire, entre les mains d'une puissance ennemie, ces îles présenteraient pour le Japon un grave danger : le Japon lui-même serait menacé par une puissance ennemie pouvant utiliser ces bases

1. Félicien Challaye, *Au Japon et en Extrême-Orient*. Paris, Colin, 1905, p. 221.

navales. C'est la raison pour laquelle M. Inoukaï, le chef du parti nationaliste *Kokouminto*, demandait, dans un meeting électoral, que le Japon en prît possession, comme il devrait mettre la main sur les provinces de la Chine capables de lui fournir les ressources nécessaires en cas de guerre avec l'Occident [1]. Le danger serait encore plus grand, ajoutait en 1916 M. Takekoshi, [2] si, au terme d'une guerre indécise, la France cédait l'Indochine à l'Allemagne en échange de l'Alsace-Lorraine.

Les prétextes à intervention ne manquent pas. Prétexte proallié : les Indes néerlandaises sont des foyers de germanisme ; Java et Sumatra sont de nouveaux « Tsingtao ». Prétexte humanitaire : le Japon doit délivrer « ses frères de race les Malais, soumis, selon M. Takekoshi, à une révoltante oppression ».

L'avantage principal des colonies océaniennes enlevées à l'Allemagne, c'est, selon certains impérialistes, d'orienter l'opinion japonaise vers les *îles des mers de Sud, South seas islands*. Ils désignent d'un seul mot, *Nanyo*, cet ensemble d'îles ; une « Polynésie » (*Inselwelt*), autrement délimitée que la nôtre, comprenant, avec les anciennes colonies allemandes, les Philippines, la Nouvelle-Guinée, les Célèbes, Bornéo, Java, Sumatra. — Il est très souvent question au Japon, dans la presse, au théâtre même, de ce *Nanyo*. J'ai vu, en septembre 1917, au Théâtre Impérial de Tokyo, une pièce intitulée *Nanyo* : elle commençait par une conférence où un savant japonais décrivait les mœurs de ces peuplades sauvages, et elle se développait par une comparaison satirique avec les usages des milieux japonais « nouveaux riches », où la femme, comme dans les sociétés primitives, est mariée contre ses inclinations.

Le *Nanyo*, écrit le professeur Nitobe, de l'Université de Tokyo, dans le supplément japonais du *Times* [3], est sept à huit fois plus grand que le Japon, et il a seulement 35 millions d'habitants, dont plus de la moitié à Java. Ces indigènes sont si primitifs qu'ils se contentaient d'articles *made in Germany*.

1. *New East*, juin 1917.
2. Selon la *Francfurter Zeitung* du 27 octobre 1916.
3. 11 octobre 1916.

Le Japon pourra satisfaire leurs besoins, et à meilleur compte que ne le faisaient les Allemands. Il y a là un merveilleux domaine d'expansion économique. Écrivant pour des Anglais, le prudent professeur ajoute que cette activité commerciale ne nuira pas aux maîtres actuels de ces îles.

D'autres Japonais parlent d'acheter les Indes néerlandaises aux Hollandais. « Le Japon, maintenant qu'il est riche, peut s'offrir ce luxe : l'argent passera, les îles resteront », dit le député Takekoshi [1].

Dès maintenant, les impérialistes japonais se plaisent à parler des « îles des mers du Sud », sans distinguer entre les colonies allemandes déjà conquises et les colonies hollandaises à obtenir. La presse hollandaise a, plusieurs fois pendant la guerre, cité des faits inquiétants, et la presse allemande s'est plu à reproduire ces informations troublantes. Les Indes néerlandaises, sur certaines cartes publiées au Japon, sont peintes aux couleurs de ses colonies, tout au moins de ses sphères d'influence. Pendant les fêtes du couronnement du mikado, on a exposé un globe terrestre de plusieurs mètres, sur lequel les Indes néerlandaises étaient coloriées en rouge comme les colonies japonaises [2]. Les Japonais ont un journal de propagande dans les Indes néerlandaises, le *Nilkkwa* [3]. On a des raisons de croire que certains agents japonais ont été mêlés aux troubles de Java, de Sumatra, des Célèbes. Le *Nederlandische Kolonial Wochenblatt* reproche au Gouvernement hollandais de pratiquer à l'égard du Japon la politique de l'autruche. Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* [4] demande au Gouvernement hollandais de fortifier les Indes pour parer au danger japonais.

Dès 1916, la presse allemande affectait de croire que les Indes hollandaises pourraient être le prix de l'aide apportée par le Japon à l'Entente [5]. En 1918, au moment où se décidait l'intervention du Japon en Sibérie, le journal de Moscou,

1. *Francfurter Zeitung*, 27 octobre 1916.

2. *Allgemeene Handelsblaad* d'Amsterdam, cité par *Münchener Neueste Nachrichten* du 26 février 1916 et *Francfurter Zeitung* du 28 février 1916.

3. *Niews van den Dag* de La Haye, citées par *Francfurter Zeitung* du 16 septembre 1916.

4. Cité par *Francfurter Zeitung* du 20 mars 1916.

5. *Münchener Neueste Nachrichten*, 26 février 1916.

Izvestia [1] reproduisait la nouvelle que le Japon recevrait comme compensation les colonies hollandaises. L'Agence Reuter a officiellement démenti cette information qui « ne repose sur aucun fondement [2]». La légation japonaise à la Haye a été autorisée par son Gouvernement à déclarer cette nouvelle « dénuée de tout fondement [3] ».

Cependant un Japonais fantaisiste, M. Koyabara, dans la revue *Chouo Koron* de juin 1916, renonce aux Indes hollandaises, mais pour un plus magnifique butin. Il propose froidement le partage des colonies anglaises et hollandaises entre le Japon, la France et l'Allemagne ; l'Allemagne recevrait la Hollande et ses colonies, la France aurait l'Afrique du Sud, le Japon prendrait l'Australie !

Certes, l'Australasie, — Australie et Nouvelle-Zélande, — présente un grand intérêt économique pour le Japon, qui y achète de la laine, du bœuf congelé, du zinc, même du cuivre, et y vend les produits de ses usines. Mais aucun écrivain sérieux n'a, jusqu'ici, tenté d'ajouter au désir d'exploitation commerciale un projet de mainmise politique. De même la présence de travailleurs japonais en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti, le désir japonais de nickel et de chrome, n'ont pas, jusqu'ici, donné lieu à des plans d'achat ou de conquête de nos colonies océaniennes. Le programme des impérialistes japonais est déjà assez vaste !



Ce programme est loin d'avoir l'adhésion unanime de l'opinion publique japonaise. Le Gouvernement n'encourage pas toutes les exagérations de ses impérialistes, même alors qu'il se rallie à certains projets d'expansion. Certains des hommes politiques les plus influents s'attachent à faire l'éducation du peuple japonais en insistant sur les droits acquis des autres puissances et sur la nécessité de respecter leurs intérêts. C'était le cas, tout particulièrement, du vicomte Motono, qui fut ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Téraoutchi.

1. 19 juillet 1918.
2. *Temps*, 19 juillet 1918.
3. *Temps*, 3 août 1918.

Diplomate informé et clairvoyant, il connaissait et il appréciait mieux qu'aucun autre Japonais la force réelle des puissances européennes et des États-Unis. La majorité des Japonais ne me paraît pas souhaiter une rupture brutale entre le Japon et l'Europe. Le Japon a progressé en s'assimilant la civilisation moderne ; il doit continuer à se rapprocher de l'Europe et de l'Amérique : « Notre destinée est d'harmoniser le mécanisme occidental et le mysticisme oriental », écrit le professeur Oyama, dans la revue *Nihon oyobi Nihonjin* de mars 1916. C'est le sentiment des Japonais les plus réfléchis. Mais, en dépit des modérés et des sages, les désirs d'expansion territoriale se sont répandus dans bien des milieux japonais.

Les meilleurs amis du Japon ne peuvent souhaiter que se réalisent les ambitions de ses impérialistes. Il n'y a aucune raison de le laisser « coréaniser la Chine ». Il serait inadmissible de placer cette jeune République d'une si vieille civilisation sous le protectorat du Mikado. D'autre part, il n'y a aucune raison pour abandonner au Japon les colonies conquises à prix d'or et de sang par les autres puissances. Le désir, invoqué par certains Japonais, de libérer les indigènes, est un mauvais prétexte. Les Japonais, dans les colonies qu'ils possèdent déjà, n'ont pas acquis la réputation de libérateurs. Si les indigènes des colonies actuellement soumises à la race blanche atteignent un jour à la liberté, ce sera par leur propre effort, par leur progrès intellectuel, politique et économique, et avec l'aide des amis libéraux qui s'intéressent à leur cause dans les métropoles : il n'est pas nécessaire qu'ils passent, même en une période de transition, sous le joug, qui leur serait très dur, des Japonais.

C'est sur la base de la justice, nécessaire au maintien d'une paix durable, que doit s'édifier, — aussi bien qu'une nouvelle Europe, — une Asie et une Océanie nouvelles, un monde nouveau.

FÉLICIEN CHALLAYE

Le gérant : ED. PAUPHILET.

LE MÉNAGE CLAYHANGER

I

HILDA DANS L'ESCALIER

Edwin Clayhanger, très jeune à ne considérer que ses années de mariage, apparaissait cependant à ses propres yeux comme un contribuable d'âge mûr. Il avait trente-six ans et s'était marié il y avait seulement quelques mois dans des circonstances spéciales dont le souvenir n'était point sans le gêner un peu. Un soir du mois d'août 1892 il attendait dans le hall de sa maison avec une appréhension ridicule que commençât une réception tardivement décidée et d'un genre à part. Mais cette appréhension n'avait rien de pénible et lui-même en aurait ri volontiers. Il avait beau être timide, un peu gauche et même éprouver souvent la curieuse sensation de n'être pas adulte véritablement, de n'être en somme qu'un petit garçon, certains grands faits impressionnants ne s'en imposaient pas moins. Il était le chef respecté d'une famille bien connue. Il réussissait. Il avait des idées et de l'argent. Sa situation qui faisait de lui un des deux plus grands imprimeurs de la région n'était contestée par personne. Il savait qu'il pouvait se permettre d'être énervé. D'ailleurs, puisqu'il avait l'orgueil de sa maison, il n'avait qu'à regarder autour de lui pour se sentir rassuré et fier.

Il faisait les cent pas près de l'escalier, dans la sobre élégance de son complet de serge bleue presque neuf et de sa cravate de satin noir très neuve. La lumière du gaz éclairait un côté de sa figure et celle du crépuscule passant par la vitre de la porte d'entrée atténuait l'ombre de l'autre côté. Il promenait avec complaisance sa pensée sur toute l'organisation de son chez lui. A l'extérieur tout le bois et le métal de la maison avaient été repeints et les briques jointoyées. Il se plaisait à imaginer les longues lignes régulières de mortier frais, les conduites et les gouttières neuves couleur de sauge, dont il connaissait chaque pied à fond, de même qu'il savait où commençait chaque tuyau et à quoi il servait. La précision avec laquelle une gouttière perpendiculaire s'adaptait à une gouttière horizontale, la courbure par laquelle celle-ci passait du pignon au mur, la complication des crochets qui la fixaient et le coude final qui amenait exactement sa bouche au-dessus d'une grille immaculée et fixée au sol, tout cela, cette perfection de détails ridicules dont aucun n'eût mérité d'attirer l'attention d'un esprit vraiment détaché de la terre, plongeait le contribuable Edwin dans une sorte de contemplation extasiée. Il était peut-être comique. Mais ces émotions intimes faisaient partie du grand intérêt qu'il prenait à la vie, de sa grande faculté générale de se passionner.

Dans le hall il regardait avec autant d'intérêt et d'orgueil une photogravure du tableau de Bellini qui se trouve à la « National Gallery », *l'Angoisse du jardin des oliviers*, ainsi que le radiateur qu'il venait de faire installer. Ce radiateur ne représentait qu'une demi-mesure, mais c'était son joujou favori, sa toquade, sa passion. Il devait en chauffant le hall et la cage d'escalier exercer une douce influence sur toute la maison et abolir les courants d'air. Edwin avait exagéré le froid de cette soirée de la fin d'août afin de pouvoir faire fonctionner l'appareil.

Il avait ouvert la porte de ses trois salons, un peu pour élargir la sphère où se faisait sentir la puissance bienfaisante du radiateur et un peu pour pouvoir juger de l'effet total que produisaient ces pièces illuminées et, si possible, améliorer cet effet. Et chacune d'elles portait l'empreinte mystérieuse d'émotions anciennes.

Dans le salon paré de ses nouveaux globes à gaz de couleur orange qui doraient tout ce qui se trouvait dans leur lumière, le père d'Edwin avait coutume, autrefois, de rester assis, tout seul, le dimanche soir. Et dans ce salon aussi il s'était fiancé à Hilda. Ceci en comparaison ne datait que d'hier et pourtant semblait appartenir à une histoire lointaine. Il était en robe de chambre, convalescent après une crise d'influenza et se rappelait distinctement la sensation de cette robe de chambre. Et Hilda était entrée, portant une voilette...

La salle à manger, dont la grande table luisante était à présent couverte des rafraîchissements les plus variés et les plus modernes en vue de la réception imminente, n'avait été témoin d'aucun événement particulièrement dramatique, mais, en revanche, des centaines de repas monotones et tragiques y avaient été servis au cours desquels les progrès de la maladie mentale du père d'Edwin et l'approche de sa mort avaient pu être mesurés par la grandissante impuissance du vieillard à distinguer entre son couteau et sa fourchette. Elle avait vu nourrir Darius Clayhanger comme un bébé. Et elle n'avait jamais été depuis la même salle à manger. Edwin pouvait la transformer, changer son papier ou ses meubles, l'empreinte mystérieuse subsistait...

Puis il y avait le petit « breakfast-room » inséré sur le plan de la maison entre le hall et la cuisine. Rien ne s'y était passé parce que le train de la vie familiale n'avait jamais pu s'adapter à cette convention nouvelle et empruntée qu'était le « breakfast-room ». Rien? Mais si, au contraire, l'événement le plus sensationnel de tous ! Lorsque, avec une timidité passagère et exquise, Hilda avait pris possession de la maison d'Edwin en qualité d'épouse, elle avait eu dans ce « breakfast-room » une soudaine poussée d'audace. En dépit de la maturité de son âge (qu'attestait un fils de dix ans) elle avait exprimé par ses gestes naïfs la joie d'une toute jeune fille qui vient d'hériter d'un boudoir.

— Ce sera ma pièce bien à moi et je l'arrangerai absolument comme je voudrai, sans rien vous demander au sujet de quoi que ce soit. Et elle sera à moi seule.

Elle n'avait point fait de proposition ; elle avait annoncé une décision. Edwin avait eu d'autres projets pour cette

pièce, mais il comprit qu'il devait les ensevelir dans un silence éternel et s'empressa d'accéder au caprice de sa femme. Et, ce faisant, il éprouva une joie étrange et profonde.

Il fut peut-être saisi de découvrir qu'il avait amené dans sa maison, non pas une femme, mais une créature à triple nature, à la fois femme, enfant et sybille. Ni ses sœurs, Maggie et Clara, ni son amie Janet Orgreave n'avaient jamais éveillé en lui le moindre soupçon qu'une femme pût être une créature à triple nature. Il était marié assurément — on ne pouvait être plus légalement et plus correctement marié qu'il l'était — mais le simple fait d'être marié semblait n'avoir aucune importance en comparaison de cet autre fait énorme d'avoir dans sa maison cette créature unique et d'y vivre avec elle, elle à sa merci et lui à la sienne. Escapade enchanteresse ! Destin solennel !... Et d'ailleurs elle n'avait jusqu'à présent rien fait de ce « breakfast-room ». Si, elle avait dérobé dans le magasin un cadre doré du format « album », y avait mis la photographie de son mari et l'avait planté sur la cheminée. Mais c'était tout. Elle ne lui permettait pas de la tourmenter de questions sur les desseins secrets qu'elle nourrissait au sujet du « breakfast-room ». Le « breakfast-room » était son affaire à elle. Et même la maison entière était son affaire à elle. Ce n'était plus la maison d'Edwin, dans laquelle il pouvait donner des ordres sans avoir à se préoccuper d'une autre individualité — ordres qui seraient infailliblement exécutés, avec allégresse ou maussaderie, par Maggie, cette vieille fille grassouillette. Il lui fallait désormais se surveiller et être sur ses gardes, partout. Cette créature n'habitait pas seulement la maison ; elle l'envahissait. Dès qu'il ouvrait la porte d'entrée il la sentait là.

Elle se trouvait en ce moment là-haut, dans leur chambre commune, en train de s'habiller pour la réception. Toute la journée il avait craint qu'elle se mît en retard et, comme il regardait la pendule du hall, il vit que ce danger devenait pressant.

Avant que la réorganisation des arrangements domestiques qui précède un mariage eût été pleinement discutée, il avait supposé — et Maggie et Clara avec lui ainsi que Tantine Hamps (celle-ci avec une assurance absolue) que le ménage occu-

perait la chambre du vieux père, vide depuis si longtemps, parce qu'elle avait deux pieds et demi de largeur de plus que la sienne et qu'elle était la chambre principale de la maison. Mais Hilda lui avait dit « non » en tête à tête. Sur quoi, ayant horreur de la sentimentalité, il lui avait judicieusement fait remarquer que s'opposer à l'adoption d'une chambre parce qu'un vieillard y est mort dans des circonstances pénibles était faire preuve d'une sensibilité morbide et indigne d'elle. Sur quoi elle avait souri mystérieusement, murmuré de douces injures et s'était suspendue à son cou en l'embrassant. Elle, sentimentale ! Grand bête ! Ne pouvait-il pas comprendre, sans qu'on le lui dise, que ce qui la déterminait n'était point une aversion à l'égard de la chambre de son père, mais une prédilection pour la sienne? Elle désirait qu'ils habitassent dans sa chambre à lui. Elle voulait dormir dans sa chambre, s'y réveiller et sentir qu'elle se plongeait dans le passé... Ah ! quelle émouvante flatterie, semblable à un philtre amoureux ! Et elle ne voulut pas lui permettre d'enlever les rayons à livres fixés de chaque côté de la cheminée. Elle dit que pour elle ils faisaient partie de la chambre elle-même. Inutile de lui représenter qu'ils prenaient une place dont on avait besoin pour des meubles supplémentaires ! Elle s'arrangerait ! Et en fait elle s'arrangea. Edwin trouva qu'il n'avait pas obtenu en tant que mari le suprême du confortable, mais le confortable comptait pour rien à côté du ravissement que lui procurait cette petite folie. Il avait eu besoin d'être un peu secoué et il l'avait été.

Néanmoins, encore que secoué, sans l'ombre d'un doute, il avait eu assez de finesse masculine pour s'apercevoir que cet incident de la chambre à coucher représentait pour lui un triomphe particulier. L'attitude d'Hilda, en apparence impérieuse, n'était au fond d'une reddition totale et passionnée d'elle-même. De plus, elle avait aussi adopté avec une franche admiration sa théorie des chambres à coucher. Le besoin qu'il avait jadis éprouvé d'une confortable solitude l'avait conduit à rendre sa chambre habitable au moyen d'un poêle à gaz, d'un fauteuil et d'autres agréments de moindre importance. Lorsque des compatriotes durs à cuire le taquinaient sur son sybaritisme, il rougissait parfois, se sentait agacé

et se livrait à des commentaires blessants et nullement anglais sur la chambre à coucher ordinaire d'une maison ordinaire en Angleterre. Elle était, disait-il, conçue d'après des principes si barbares que pendant huit mois de l'année on ne pouvait y conserver sa propre température qu'en restant couché ou en y courant dans tous les sens. Et même on ne pouvait pas s'y asseoir à l'aise parce qu'il n'y avait rien de commode pour cela. Il n'y avait même pas de table devant laquelle s'installer, ni de livre à lire. Il demandait avec ironie à savoir pourquoi les Anglais qui passent pour être pratiques et aimer le confortable se contentaient d'une chaumière des Alpes comme chambre à coucher. Et il abondait dans ce sens. Il était assez content de cette expression : chaumière des Alpes. Un jour il avait entendu Hilda répondre en haut de l'escalier à un de leurs amis : « On dira ce qu'on voudra, mais Edwin et moi n'avons pas envie de dormir dans une chaumière des Alpes. » Elle s'était emparée de son expression ! Elle était son disciple en cette question ! Et comme elle avait apprécié son fauteuil ! Et en ce qui concernait la calme lenteur qui doit présider à l'habillage et au déshabillage elle pouvait le surpasser à un degré étonnant et même déconcertant. Mais il est à remarquer qu'elle ne voulut pas permettre à son fils d'avoir un poêle à gaz dans sa chambre. Elle ne voulut pas non plus lui laisser occuper la chambre principale restée vide, sa raison étant qu'elle était trop grande pour un petit garçon. Elle lui donna l'ancienne chambre de Maggie Clayhanger et la chambre principale resta vide.

Le fils d'Hilda, George Edwin, se glissa dans le hall de façon surprenante. Il portait un costume marin, flambant neuf, et il était probablement demeuré invisible quelque part, contre les rideaux bleus de la fenêtre du salon — exemple du mimétisme protecteur de la nature. Il était plutôt petit pour ses dix ans. Brun, comme sa mère, il avait les yeux de celle-ci et ses sourcils épais qui se touchaient presque, ainsi que sa peau pâle. En ce qui concernait son intelligence, il semblait parfois précoce à un point alarmant et parfois offrir un exemple d'arrêt dans le développement. En ceci comme en d'autres choses il ressemblait beaucoup aux autres

enfants. Le fils d'un bigame[1] ne peut avoir d'autre nom que celui de sa mère, mais George n'en savait rien. Il avait porté le nom de son père, puis, lorsque, à l'époque passionnante et pleine de mystère du mariage de sa mère, il avait appris que ce nom serait à l'avenir Clayhanger, il avait quelque peu ressenti l'affront qu'on faisait à son égoïsme. Pourtant l'explication d'Edwin, à savoir que ce changement avait pour but de faciliter les choses aux gens en général lui avait fait hausser les épaules en guise de concession et murmurer d'un ton indifférent « oh, alors !... ». Il semblait dire avec une condescendance hautaine : « Si ça peut être utile au monde entier, je n'ai réellemeat pas d'objection. »

— Dites donc, mon oncle, — commença-t-il.

Edwin avait choisi cette appellation. « Beau-père » était ridicule et « père » le choquait pour quelque raison. Il se bombarda oncle en conséquence.

— Allo, le gosse ! — dit-il. — Est-ce que vous pouvez trouver de la place dans vos poches pour mettre autre chose que vos mains?

George les retira vivement. Puis il leva vers Edwin un sourire plein de confiance. Tous deux étaient amis. Edwin était aussi fier que l'enfant de cette amitié et peut-être plus flatté. D'abord il n'avait pas eu beaucoup de sympathie pour lui, repoussé qu'il était par sa façon bruyante et décidée de s'exprimer, ses gestes brusques et souvent violents et son intense absorption en lui-même. Mais, peu à peu, il avait été gagné par ce qu'il y avait d'enfantin dans ce garçon, son sourire, son petit corps tendre, ses invocations muettes, sa façon de ressentir l'injustice (sauf quand la stricte justice lui paraissait en contradiction avec son propre intérêt), son impuissance absolue à l'égard des décrets pris par les adultes, son fatalisme touchant, la distinction secrète de sa personne qui se montrait comme un éclair aussitôt éteint et la malignité et l'esprit dont il faisait preuve parfois. Il reconnaissait que George le charmait. Mais il savait fort bien aussi qu'il charmait George de son côté. Il avait une façon de le traiter en égal à laquelle peu d'enfants (sauf peut-être ceux de Clara) auraient résisté. Il est vrai qu'il le taquinait, mais il ne lui

1. Voir *Hilda Lessways*.

défendait pas de lui rendre la pareille ! Hilda éprouvait de cette amitié un soulagement et une joie profonde. Elle la savourait avec délices. Edwin aurait très bien pu être un ennemi pour son enfant et témoigner à travers lui sa jalousie du père. Mais il se trouvait, et Edwin lui-même s'en étonnait, qu'il ne voyait jamais le père dans l'enfant, ne pensait pas à lui et n'était nullement froissé de cette parenté qui lui était étrangère. Pour lui ce petit garçon était une individualité : et en dépit de sa ferme résolution de ne pas se laisser tomber dans les illusions des parents vaniteux, il ne pouvait s'empêcher de trouver que George était un enfant remarquable.

— Avez-vous vu mon cheval? — demanda celui-ci.

— Si j'ai vu votre cheval?... Oh !... j'ai vu que vous l'aviez laissé traîner sur la table du hall.

— Je l'ai mis là pour que vous le voyiez, — dit George, tâchant d'excuser son désordre et sur un ton persuasif.

— Eh bien, examinons-le, — acquiesça Edwin.

Et il prit sur la table un morceau de papier à dessin sur lequel était représenté un grand cheval de charrette aux pieds couverts de longs poils rudes. C'était une esquisse pleine de vie.

— Vous faites des progrès, — dit Edwin en critique détaché. A dire vrai, il était fortement impressionné. Sûrement très peu d'enfants de dix ans pouvaient dessiner aussi bien ! Cela représentait, au point de vue maturité, une étrange avance sur certaines aquarelles tout à fait enfantines qu'Edwin avait vues, il y avait à peine un an.

— Ce n'est pas mal, n'est-ce pas? — suggéra l'enfant, levant la tête de manière à pouvoir juste regarder par-dessus le bord du papier qu'Edwin tenait à la hauteur de sa chaîne de montre.

— J'ai vu plus mal. Où avez-vous aperçu ce cheval-là?

— Près de la brasserie ce matin. Mais quand je fais un cheval je le vois d'abord sur le papier avant de commencer et je dessine autour de lui.

Edwin pensa :

« Ce gosse n'est pas ordinaire. »

Il dit :

— Eh bien, nous allons le suspendre ici. Ce sera comme au

Salon et nous entendrons ce que le public aura à dire.

Il prit une épingle au revers de son gilet.

— Ce n'est pas droit, — dit George.

Et lorsque Edwin eut rectifié la position de l'épingle, l'enfant persista hardiment.

— Ce n'est pas droit non plus.

— Ça ne sera pas plus droit que ça n'est. J'imagine que vous avez dessiné des chevaux au lieu d'étudier votre piano.

Il baissa son regard vers le petit garçon mystérieux qui vivait toujours tellement plus près que lui-même de la surface de la terre.

George fit simplement signe que oui et se gratta la tête.

— Je suppose que si je n'étudie pas mon piano pendant que je suis petit je le regretterai plus tard, n'est-ce pas?

— Qui vous a dit cela?

— C'est ce que Tantine Hamps m'a dit, je crois... Dites donc, mon oncle.

— Quoi donc?

— Est-ce que Mr John vient ce soir?

— Je le pense. Pourquoi?

— Pour rien... Dites donc, mon oncle.

— Voilà deux fois que vous le dites.

L'enfant sourit.

— Vous savez ce passage de la Bible qui dit que « Si deux d'entre vous s'unissent ensemble sur la terre... »?

— Et puis après? — demanda Edwin un peu sèchement, sentant venir des difficultés.

— Je ne crois pas que deux petits garçons ce soit assez, dites? Deux grandes personnes peut-être, mais je ne suis pas bien sûr avec deux petits garçons. Vous savez que dans le verset suivant il y a « deux ou trois personnes assemblées ».

— Trois auraient plus d'action. Il vaut toujours mieux prendre le plus de précautions possible.

— Peut-on demander n'importe quoi dans ses prières? Un couteau par exemple.

— Pourquoi pas?

— Mais le peut-on?

George était un peu impatient.

— Vous feriez mieux de le demander à votre mère, — dit

Edwin qui commençait, ainsi pressé, à éprouver quelque gène.

George s'écria sans vergogne :

— Bah ! ce n'est pas la peine de le demander à maman !

Edwin dit :

— Ce qui importe dans ce genre de choses c'est de savoir ce que l'on veut et le vouloir. Concentrez votre volonté aussi dur que vous pouvez, longtemps à l'avance. Ce n'est pas la peine d'essayer si vous ne voulez qu'à moitié.

— Bon, mais il y a quelque chose de bien certain. C'est que je ne pourrais pas me mettre à concentrer ma volonté ce soir.

— Pourquoi pas?

— Qui le pourrait? — protesta George. — Nous sommes tous si agités ce soir, avec cette histoire de réception ! Et puis je sais bien que je ne pourrais jamais le faire avec mon beau complet.

Edwin eut l'impression que l'enfant avait, avec son outrageante candeur, précipité pour ainsi dire la nervosité collective de la maison qui était contenue dans l'atmosphère et en avait fait un phénomène visible, tangible, oppressant. Et cette maison n'était plus une réunion d'entités mais une entité elle-même. Une sonnette raisonna faiblement dans la cuisine et fit sentir à Edwin que ses nerfs étaient à vif. Les premiers invités se trouvaient au seuil de la maison et Hilda était en retard. Il regarda la pendule. Oui, elle était en retard. L'heure portée sur les invitations était déjà passée. Toute la journée il avait redouté qu'elle se mît en retard et elle était en retard. Il regarda la vitre de la porte d'entrée. Mais la nuit était venue et elle était opaque. Ada, la femme de chambre, arriva prestement et s'élança vers le haut de l'escalier.

— N'avez-vous pas entendu la sonnette de la rue? — dit-il arrêtant son élan.

— C'était la sonnette de madame, monsieur.

— Ah !

Ada disparut.

Répit.

Puis un autre bruit de sonnette ! Et pas de domestique

pour y répondre ! Naturellement ! Naturellement, Hilda ayant oublié quelque chose au dernier moment, avait enlevé la bonne de son poste juste à l'instant où on avait besoin d'elle ! Oh ! Il l'avait prévu ! Il pouvait entendre des frottements de pieds au dehors et même distinguer des formes à travers la vitre — des formes nombreuses. Tous les gens qui devaient converger de rues variées vers la maison expectante et nerveuse semblaient être arrivés tous à la fois.

George se dirigea vers la porte d'un mouvement impulsif.

— Où allez-vous? — lui demanda brutalement Edwin. — Venez ici. Ce n'est pas votre place d'ouvrir la porte. Venez avec moi dans le salon.

« Ça ne regardait pas Edwin, se dit Edwin avec une assurance maussade, si on laissait les invités attendre à la porte, ça regardait Hilda; c'était elle la maîtresse de maison, elle devait en supporter le blâme. »

Ada descendit l'escalier à toute vitesse, les rubans de son tablier flottant derrière elle, comme un écureuil se précipitant d'une branche. Et Hilda arriva ensuite.

Elle s'arrêta au tournant de l'escalier, pendant que s'ouvrait la porte. Edwin et George pouvaient la voir à travers la rampe et au-dessus. Et à la vue de son air triomphant, tout l'agacement du mari s'évanouit. Il ne le désirait pas, mais le fait ne s'en produisit pas moins. Elle était en retard. Il ne pouvait compter qu'elle ne le fût pas. En convoquant la femme de chambre auprès d'elle quand cette femme de chambre aurait dû être à son poste en bas, elle avait agi avec une étourderie inexcusable. Il se trouvait qu'aucun malheur ne s'était produit. Le simple hasard la sauvait souvent ainsi, mais en bonne logique sa double faute n'en était pas atténuée. Il sentait que s'il lui pardonnait, s'il abandonnait l'accusation et faisait ardoise nette, il désertait les grands principes masculins de la logique et de la justice. Il répugnait au juge, à l'espèce de dieu qu'il y avait en lui, que justice ne fût pas faite. Néanmoins ce fut ce qui arriva. Et le faible mari dit comme une femme :

— Qu'est-ce que cela fait ?

Tel était le honteux pouvoir qu'elle possédait sur lui et

dont, en créature sans scrupule, elle se rendait très bien compte.

Comme il la regardait il se demanda : « Est-elle magnifique? ou bien est-elle simplement ordinaire et me fais-je illusion? Est-ce qu'elle paraît son âge? Est-elle une femme mûre qui commence à décliner ou s'est-elle miraculeusement conservée jeune pour moi? »

Son âge était trente-cinq ans. Elle avait de gros os et son corps robuste, ni gras ni maigre, avait le port ferme et assuré qui convenait à ses années. Il semblait dire : « J'ai affronté le monde et on ne saurait m'intimider. » Cependant le mariage l'avait rajeunie. Elle était merveilleusement jeune par moments. Elle se dépouillait de son expérience et redevenait la jeune fille qu'Edwin avait d'abord connue et embrassée dix ans plus tôt, mais moins rude, moins absolue. Lors de leur première rencontre, il s'était senti repoussé par son sérieux farouche. Aujourd'hui elle riait sans raison apparente et faisait même des pirouettes. Son teint était bon ; Edwin arrivait presque à se persuader que sa peau olivâtre n'avait pas souffert de ces dix ans de détresse et de désastres.

Avant son mariage, elle n'avait pris à sa toilette que peu d'intérêt. Mais à présent il lui arrivait de se tourmenter par intermittence au sujet de ses robes et de faire aussi se tourmenter Edwin. C'était à lui de décider, bien qu'il ne fût pas qualifié pour être arbitre. Elle fronçait les sourcils devant une couturière avec un air de dire : « Pour l'amour de Dieu, comprenez donc que sur vous repose la responsabilité sacrée de m'aider à plaire à mon mari ! » Ce soir elle portait une robe bleue rayée, imperceptiblement décolletée, avec les manches à gigot de l'époque. Les couleurs qui étaient deux nuances de bleu ne lui allaient pas. Mais elle s'imaginait le contraire et lui aussi. Et cette toilette était compliquée, représentait le résultat d'un terrible labeur et produisait un effet riche, tel qu'il convenait dans le cas d'une maîtresse de maison d'une position élevée.

Le simple fait que cette femme sans talent pour la coquetterie et qui venait de traverser des années de grande gêne, fronçât les sourcils devant des couturières et boudât parce que des étoffes stupides contrariaient son besoin d'élégance, pro-

curait à Edwin d'absolues délices. Sa présence là, sur le palier, au milieu de l'escalier tenait du miracle. Il l'avait voulue et il l'avait eue. Il l'avait eue à la fin et rien n'avait pu l'arrêter, pas même l'obstacle qui constituait son aventure tragique avec un coquin et un bigame. Le pouvoir magique de sa passion avait obligé la destinée à la lui rendre, mystérieusement intacte malgré tout. L'impossible s'était produit et la société, vaincue, l'avait accepté. Elle était là, dramatique apparition, avec ses sourcils épais, ses narines larges et fines, le lobe délicat de ses oreilles et cette bouche qui de façon si saisissante se posait sur lui pour absorber sa vie dans un baiser.

— Voici notre chère Hilda ! — dit quelqu'un à la porte, dans le groupe des nouveaux arrivés.

Nul, sauf Tantine Hamps, n'aurait dit « notre chère » Hilda. Maggie, Clara, Janet Orgreave elle-même, n'employaient jamais d'adjectifs sentimentaux dans les grandes occasions.

Et, de sa voix claire, précise, dominatrice, Hilda, joyeuse et dégagée, souhaita de là-haut la bienvenue à ses invités :

— Bonsoir, tout le monde !

« Que diable avais-je donc à m'agiter ainsi tout à l'heure? se dit Edwin, envahi par une félicité soudaine, instinctive, enivrante, tout se passe de façon absolument parfaite ! »

II

ATTAQUE REPOUSSÉE

Les personnes qui venaient de faire leur entrée étaient Clara, jeune sœur d'Edwin, avec son mari, Albert Benbow, Maggie, sa sœur aînée, Tantine Hamps et Mr Peartree. Ils étaient arrivés ensemble et à la manière des gens pas chics, peu après l'heure indiquée sur les invitations parce que les Benbow avaient pris Tantine Hamps en route et les Benbow étaient toujours en avance, soit pour arriver, soit pour partir « à cause des enfants ». Eux-mêmes s'appelaient « la famille Bonne heure » et n'y manquaient pas toutes les fois qu'ils

se trouvaient passer la soirée hors du nid. Ils avaient répété leur plaisanterie des centaines, des milliers de fois sans en être fatigués et même ils étaient chaque fois persuadés qu'ils venaient de l'inventer pour l'occasion présente.

Tantine Hamps, magnifique dans sa toilette couleur de jais, élégante même et surtout imposante, dit :

— Je savais que vous seriez ravi de revoir Mr Peartree, Edwin. Il couche ce soir chez moi, — je peux, en effet, me montrer bien plus hospitalière depuis que Maggie est là, — j'ai insisté pour qu'il nous accompagnât. Mais je n'avais pas besoin d'insister.

La vieille dame, se tenant bien droite, tourna avec orgueil son regard de Mr Peartree vers son neveu.

Mr Peartree était un homme de taille moyenne, âgé de cinquante ans, aux cheveux roux qui tournaient au gris. Vingt ans auparavant il avait été second pasteur pour la région de Bursley de l'Église méthodiste de Wesley. Il était, à présent, superintendant d'une région du Cheshire.

Il n'était ni surchargé de besogne, ni mal payé. Il appartenait à un milieu de petits boutiquiers et, s'il avait tenu un magasin dans St-Luke's Square, il aurait pu fort bien travailler davantage pour un moindre salaire. Sa profession avait néanmoins de graves inconvénients. Elle le mettait en contact avec un grand nombre d'êtres humains, mais la proportion anormale parmi eux de visionnaires, de bigots, d'hypocrites et d'ambitieux médiocres avait faussé son appréciation de l'humanité en général. De plus les canons de son Église lui interdisaient rigoureusement de penser librement et par lui-même sur les sujets qui, en théorie, l'intéressaient le plus. Il en résultait qu'il était resté extrêmement ignorant, par peur même de savoir, ainsi qu'ennemi convaincu de la liberté et qu'il poussait habituellement l'improbité intellectuelle jusqu'au bord du cynisme. Troisièmement il était toujours obligé de se montrer diplomate (excepté naturellement avec sa famille) et la nature ne l'avait pas destiné à une carrière diplomatique. Il était tellement dégoûté de jouer tous les rôles avec tout le monde qu'il allait jusqu'à rêver de diplomatie comme un galérien rêve de sa rame. Et il était si peu fait pour son rôle qu'il portait des cols rabattus insignifiants et étroits,

n'ayant jamais aperçu l'immense avantage moral que confère au diplomate le col haut, souple et bien large. Il était également dégoûté de sa captivité et cela ne diminuait nullement son opposition à la liberté. Il avait perdu tout enthousiasme juvénile et était en vérité également assommé et par la terre et par le ciel.

Edwin recula devant cette apparition de Mr Peartree. Que Tantine Hamps elle-même se fût permis de son propre mouvement d'amener à sa réception un pasteur wesleyen, cela était déjà surprenant, mais que ce pasteur dût être Mr Peartree, cela lui coupait bras et jambes. Depuis vingt ans et davantage, Edwin avait gardé dans son cœur un ressentiment effroyable, quelquefois exprimé en public, contre Mr Peartree. Il l'avait exécré, anathématisé, absolument excommunié et avait étendu sa terrible malédiction à sa famille et tous ses ancêtres et descendants. A l'époque où Mr Peartree était jeune et fervent dans le service de Dieu, il avait eu l'idée monstrueuse de créer un cours d'instruction religieuse le dimanche après-midi à l'usage des garçons. Aidé par des parents cruels et d'esprit faible, il avait saisi et horriblement torturé une vingtaine de misérables victimes dont Edwin faisait partie. Le souvenir amer de ces demi-congés hebdomadaires que ce toqué lui avait béatement volés et rendus affreux ne s'était jamais adouci dans la mémoire d'Edwin et il n'avait jamais pardonné à Mr Peartree.

A présent, dans le mouvement qui remplissait le hall sous la lumière du gaz, après un intervalle d'environ vingt ans, il revoyait son ennemi, son épouvantail, son tyran détesté, le symbole vivant de tout ce que son âme condamnait.

Mrs Hamps dit :

— J'ai rappelé à Mr Peartree que vous suiviez ses cours d'instruction religieuse, Edwin. Vous vous le rappelez? J'espère que oui.

— Oh, certes ! — répondit Edwin avec un petit rire nerveux et en rougissant.

Son regard rencontra celui de Clara, mais il n'y avait absolument rien du sourire malicieux de jadis sur le visage maternel de celle-ci. Celui de Maggie resta également impassible. Et, bien entendu, la duplicité majestueuse de Tantine

Hamps ne fut en rien affectée par cette épreuve. Aussi le Révérend Peartree, protestant honnêtement qu'il aurait reconnu n'importe où son ancien élève Mr Clayhanger, ne soupçonna nullement le drame terrible qui était en train de s'accomplir.

Et, l'instant d'après, il n'y eut plus de drame du tout... Maître et élève se serrèrent la main. Ils se retrouvèrent réciproquement. Aux yeux d'Edwin, Mr Peartree, sauf en ce qui concernait ses cheveux gris, n'avait pas changé. Sa voix, son corps, ses gestes étaient absolument les mêmes. Seulement, au lieu d'être Mr Peartree, c'était un homme comme les autres — un homme ordinaire, aux traits durs, à l'aspect las ; un petit homme menu avec un veston d'un noir verdâtre et un col bas d'un blanc bleuâtre ; un homme machinal et distrait, à la voix désagréable ; un homme qui obéissait au code social des Benbow et de Tantine Hamps ; un homme dont les traits exprimaient une ignorance étroite et satisfaite d'elle-même ; un homme auquel la destinée avait à jamais interdit d'être naturel ; l'homme aux vulgaires instincts de snob qui avait entendu parler de l'importance, des succès, de la fortune d'Edwin Clayhanger et leur rendait hommage et était naïvement impressionné et fier qu'Edwin Clayhanger eût jadis été son élève. D'ailleurs appartenant à la bonne moyenne des braves gens.

Edwin aima assez l'expression détachée de Mr Peartree qui semblait dire : « Ma présence fait partie de mon métier. Elle m'indiffère. Je fais ce qu'il faut que je fasse et je vous assure que tout m'est égal. J'ai fait des dizaines de mille de visites et j'en ferai d'autres dizaines de mille. Si ça m'assomme, je suis payé pour l'être et je répète que ça m'est égal. » C'était le côté humain qui se montrait chez Mr Peartree. Il lui gagna le cœur d'Edwin.

« Ce n'est pas un mauvais diable, après tout ! » se dit celui-ci.

Toute la rage, toute l'animosité soigneusement cultivées pendant vingt ans s'évaporèrent et disparurent de son cœur. Il ne pardonna pas à Mr Peartree parce qu'il n'y avait plus de Mr Peartree — il n'y avait devant lui que cet homme.

Abel Peartree, sur un ton nonchalant et avec un aplomb

qui révélait une longue pratique, dit ce qu'il fallait à Edwin et à Hilda. Et on finit d'une manière ou d'une autre, par savoir qu'il faisait une tournée à Bursley pour y donner sa conférence bien connue intitulée : « le Manteau et la Mission du prophète Élie ».

Un peu plus tard, de nouveaux invités étant arrivés et s'étant distribués dans les salons, les lustres laissaient tomber leurs rayons sur de légères toilettes d'été, des bijoux, des vestons noirs, gris sombre et bleus ; les plus beaux dessus de lit étalés dans la plus belle chambre disparaissaient complètement sous des manteaux et des pardessus et le porte-chapeaux du hall portait une lourde masse de chapeaux et de casquettes. La réception allait son train et la maison était pleine d'animation. Edwin, attentif à tout et préoccupé de ses devoirs d'hôte, conduisit ses pas errants du salon dans le hall. La porte du « breakfast-room » était entr'ouverte et il put entendre derrière elle la voix de Clara. Il savait que les Benbow, Maggie et Tantine Hamps se trouvaient dans ce petit salon et c'était surtout Clara qu'il rendait responsable de ce besoin de se grouper si caractéristique de sa nature. Sûrement Tantine Hamps aurait dû, elle du moins, se rendre compte que le devoir des membres de la famille était de se répandre parmi les invités !

Il écouta.

— Non, — disait Clara —, nous ne savons pas ce qu'il lui est arrivé depuis qu'il est sorti de prison. Il avait attrapé deux ans.

Elle parlait sur le ton qu'Edwin appelait « le ton des cancans ». Il était bas, contenu, respirait la confidence, l'ardeur et le délice.

Puis la voix d'Albert Benbow se fit entendre.

— Il a eu le bon esprit de ne pas nous ennuyer.

Edwin, quoique choqué de cette conversation et de cette façon des Benbow de dire « nous » en parlant d'une affaire qui ne les regardait pas, eut du moins l'ironique satisfaction de se dire qu'ils ignoraient un détail auquel ils eussent pris un intérêt passionné. Personne, à l'exception d'Hilda et de lui-même, ne savait que le bigame se trouvait de nouveau

en prison à ce moment pour un autre et nouveau crime. Tout avait été dit sauf cela.

— Bien entendu, — dit Clara, — ils n'étaient pas du tout obligés de raconter cette histoire de bigamie et personne en dehors de la famille n'avait besoin de savoir que cette pauvre Hilda n'était pas tout à fait une veuve ordinaire. Mais nous avons tous pensé...

— Je n'en suis pas si sûr que cela, Clary, — l'interrompit son mari. — Il ne faut pas oublier que sa femme légitime vint faire une enquête à Turnhill. Cela mit la puce à l'oreille aux gens.

— Oh, vous savez bien ce que je veux dire, — dit Clara vaguement.

La voix de Mr Peartree s'interposa :

— Mais sûrement les journaux ont parlé de l'affaire?

— Ceux du Sussex, je crois, — répondit Albert. — Vous comprenez, ils se marièrent à Lewes. Mais la feuille de chou d'ici n'en dit rien parce qu'il s'était marié sous son véritable nom, — Cannon n'était pas son vrai nom ; et il n'avait pas d'adresse dans les Cinq Villes à cette époque. Il était simplement tenancier d'un boarding-house à Brighton. Si vous voulez mon opinion, c'est un miracle que ça ne soit pas parvenu jusqu'au *Signal*, mais c'est pourtant un fait. Je me trouve savoir — ici sa voix prit un ton important — que la direction du *Signal* a pris un arrangement avec l'Association de la Presse pour avoir un compte rendu complet de toutes les affaires matrimoniales qui sont susceptibles d'intéresser la région. L'Association de la Presse cependant ne se trouvait pas à ce moment juste à l'endroit voulu. Et il n'y a rien de surprenant à cela.

Clara reprit :

— Non. La chose n'a jamais transpiré. Néanmoins, comme je vous l'ai dit, nous avons tous jugé préférable de ne rien cacher. Albert a fortement engagé Edwin à ne rien tenter de la sorte. — (« La bonne blague! » pensa Edwin.) — Nous en avons donc parlé discrètement à quelques amis. Après tout la pauvre Hilda était parfaitement innocente. Bien sûr elle a vivement senti ce que sa position avait de délicat quand elle est venue vivre ici, après son mariage, — (« Ah ! vrai-

ment ! » pensa Edwin.) — Edwin a voulu que le mariage se fît à Londres. Nous comprenions si bien ce que devait éprouver cette pauvre Hilda ! — (« Ah, oui ! » pensa Edwin.) — Elle ne voulait pas donner de réception. Je savais que c'était une erreur. Nous le savions tous. Mais non, elle ne le voulait pas. Les gens commençaient à bavarder. On trouvait étrange qu'elle se refusât à recevoir comme tout le monde. Beaucoup de jeunes mariées donnent deux réceptions aujourd'hui. A la fin on a fini par la persuader. Elle a choisi le mois d'août parce qu'elle croyait qu'il y aurait beaucoup de gens partis pour les bains de mer. Mais il n'y en a pas — ou du moins pas autant qu'on pourrait le croire. Albert dit que c'est à cause de l'agitation que causent les élections générales. Et puis elle n'a pas voulu avoir sa réception l'après-midi comme tout le monde. Mrs Edwin n'est pas une femme ordinaire et on ne peut pas la changer.

— Pourquoi ne peut-on pas recevoir le soir? — demanda Benbow avec la belle sérénité que lui donnait la conscience de son libéralisme.

— Oh, bien entendu, je pense tout à fait comme vous. Et j'aime cela. Mais les gens sont si drôles !

Après un instant de silence, Mr Peartree dit sur un ton incertain :

— Et il y a un petit garçon?

Clara répondit :

— Oui, celui que vous avez vu.

Tantine Hamps ajouta :

— Pauvre petit ! Comme c'est triste ! Pensez, quand il grandira...

— Inutile de le plaindre, Tantine, — dit brusquement Maggie.

Son attitude à l'égard de George s'exprimait dans cette tranquille brusquerie.

— Bien sûr, — dit vivement Clara. — Pour nous ça n'a jamais produit la moindre différence. Et même notre Bert et lui sont assez bons amis, n'est-ce pas, Albert?

A ce moment George lui-même ouvrit la porte de la salle à manger faisant pénétrer avec lui un léger bourdonnement de conversation ainsi qu'un cliquetis de porcelaine. Sa bouche

n'était pas vide. Edwin plongea précipitamment dans le « breakfast-room ».

— Allo ! C'est vous ! — murmura-t-il. — Hé bien, Mr Peartree?

Ils étaient tous, y compris le clergyman, bien groupés et se baignant avec délices dans leur flot de cancans.

Clara se tourna, et sans la moindre gêne, dit d'une voix douce :

— Oh, Edwin ! Vous voilà ! J'étais en train de raconter à Mr Peartree votre histoire avec Hilda. Nous avons jugé que cela valait mieux.

— Vous comprenez, — ajouta Tantine Hamps sur un ton impressionnant, — Mr Peartree parcourra la ville demain et un mot de sa bouche...

Mr Peartree essaya, mais en vain, de prendre l'air de quelqu'un sans aucune importance.

— Ça va bien, — dit Edwin. — Nous pourrions aussi bien fermer la porte.

Il se dit comme tant d'autres avant lui : « Ma famille est vraiment unique ! »

Il n'aimait pas sa sœur Clara ; il lui reprochait ses instincts casaniers, ses allures maternelles, sa fécondité luxuriante, les intonations de sa voix, son intense contentement d'elle-même, sa remarquable duplicité et, peut-être plus encore que le reste, son heureuse provincialite. Il n'éprouvait pas d'antipathie bien caractérisée à l'égard de son beau-frère, mais il n'aimait pas ses airs conjugaux, la certitude épanouie qu'il avait de la perfection de sa femme, son ignorance contente et vaniteuse de tout ce qui était intellectuel, son incorrigible vulgarité de petit industriel témoignant en toute occasion du pli professionnel qu'imprime l'habitude des petites affaires, ni enfin son amour naïf pour son bureau. Edwin respectait Maggie, vieille fille dodue de quarante ans, lorsqu'il songeait à elle, mais lui en voulait de sa gaucherie dans le monde et de sa taciturnité. Quant à Tantine Hamps, il ne pouvait pas respecter mais était obligé d'admirer sa magnifique et tenace hypocrisie, dans laquelle aucune paille ne s'était encore découverte et dont elle devenait elle-même la victime. Il se sentait toujours fortifié au contact de cette énergie qui ne connaissait

pas d'âge et au spectacle de cette belle personne, toujours si droite et si vaillante.

La présence d'Edwin avait arrêté le cours naturel de la conversation. Mais il y avait au moins trois personnes dans la pièce que rien ne pouvait intimider : Mrs Hamps, Clara et Mr Peartree.

Celui-ci, plaçant ses mains aux genoux, sur son pantalon déformé, se leva et dit :

— Tout paraît avoir tourné pour le mieux, Mr Clayhanger, pour le mieux assurément.

Ses traits exprimaient moins son ennui de l'existence.

— Hé, oui! hé, oui! — murmura Tantine Hamps en extase.

Puis elle se leva à son tour avec un léger soupir et ajouta :

— Je crois que nous ferions bien d'aller rejoindre les autres.

Son sentiment des convenances, si développé, avait fini par l'emporter en elle.

Maggie et Clara, l'une en vert clair et l'autre en vert foncé, quittèrent la pièce. Le visage de Maggie s'était déjà raidi dans un mutisme contraint et celui de Clara avait pris un air important devant la perspective de paraître devant le monde.

Tantine Hamps resta en arrière et Edwin comprit tout de suite, au regard conspirateur de ses yeux splendides, qu'en suggérant de partir elle avait voulu tromper Clara, l'associée ordinaire de ses conspirations. Mais elle ne pouvait pas vivre sans intrigues. Et elle n'était jamais si heureuse que lorsqu'elle les avait entassées l'une sur l'autre en replis compliqués.

Elle posa sur le bras d'Edwin sa main chargée de bagues avec une douceur impérative et poussa la porte. Seul avec elle et le pasteur, Edwin se sentit dans une position désespérée et recula comme devant une menace inconnue.

— Mon cher Edwin, — dit-elle, — Mr Peatree a quelque chose à vous proposer. J'allais dire « une faveur à vous demander », mais je ne veux pas employer cette expression. Je suis sûre que mon neveu considérera ce dont il s'agit comme un privilège à lui conférer. Vous savez à quel point Mr Peartree s'intéresse à la quête des nouvelles chapelles du district...

Edwin ne le savait pas. Mais il avait entendu parler de la quête des nouvelles chapelles du district de Macclesfield, car

Bursley constituait un des circuits dudit district. Le Wesleyanisme ayant à faire face à une diminution du nombre de ses fidèles et à une crise du recrutement de ses pasteurs, le district de Macclesfield avait résolu de démontrer la vigueur spirituelle de sa foi par un moyen singulier qui consistait à bâtir de nouvelles chapelles. Mr Peartree, inventeur des classes d'instruction religieuse du dimanche après-midi, était un des promoteurs de ce projet architectural et sa conférence sur « le Manteau et la Mission du prophète Élie » avait justement pour but d'obtenir des fonds. L'instant d'après il avait offert à Edwin de devenir trésorier pour le district, son prédécesseur venant de mourir.

Encore une intrigue! Cette visite du pasteur n'était donc pas une simple démarche amicale, faite sous l'inspiration du moment. Elle formait la partie d'un plan, avait été décidée dans le but de le circonvenir. Il lui semblait se demander si on le croyait assez naïf, assez simple pour ne pas y voir clair dans cette machination. Sinon, pourquoi tous ces faux-semblants préliminaires? En réalité, il ne se posait pas ces questions parce qu'il en savait la réponse. Lorsqu'une intrigue avait réussi, Tantine Hamps l'oubliait et comptait que les autres l'oublieraient aussi — ou du moins elle mettait au défi, avec son toupet magnifique, qui que ce fût de la lui rappeler. Elle était parfaitement indifférente à ce qu'Edwin pénétrât ses ruses ou non.

— Vous vous entendez si bien aux affaires ! — dit-elle.

Ah ! elle insistait sur le côté affaires de la question, affectant d'ignorer l'immense signification morale qu'aurait l'acceptation d'Edwin ! S'il cédait, le triomphe que remporterait le Méthodisme retentirait dans toute la ville. Il lisait toutes les pensées de sa tante. Rien ne pouvait démonter sa magnifique assurance. Elle l'avait acculé, grâce à son astuce. Elle le tenait aux abois. Et elle comptait pour obtenir la victoire sur la faiblesse de sa bonne nature, la lâcheté de son humeur facile.

Mr Peartree parla. Il exprima la certitude qu'Edwin était « de cœur avec eux » et sa confiance absolue dans le sentiment qu'Edwin avait de sa responsabilité, étant donnée sa position. Tantine Hamps rappela avec ferveur la part active qu'Edwin

avait prise jadis à l'œuvre méthodiste — la conférence des Jeunes Gens par exemple, qui se réunissaient à six heures par les matins glacés d'hiver, pour prouver par le raisonnement la légitimité de la foi.

Et Edwin se mit à balbutier :

— Vous devriez vous procurer Albert, — suggéra-t-il faiblement.

— Oh non ! — dit Tantine. — Albert est remarquable dans sa sphère à lui. Mais pour une affaire de ce genre, nous avons besoin d'un homme comme vous.

Cette réponse était un coup de maître. Edwin eut l'illusion de trembler tout en sachant qu'il ne tremblait pas, pas même intérieurement. Il lui semblait voir les forces d'évolution et les forces de réaction rangées les unes contre les autres dans une crise suprême et se trouver devant l'alternative de deux avenirs — ou bien accepter un esclavage humiliant et excédant ; ou bien lever magnifiquement avec défi l'étendard de la liberté. Il croyait avoir des doutes sur son propre courage. Mais, au fond de l'âme, il n'en avait pas. Il se rappelait tout l'ennui effroyable et dégradant qu'il avait, étant jeune, souffert comme martyr du Wesleyanisme et du dogme, toutes les fraudes sinistres qu'il avait dû commettre et subir. Il se rappelait sa haine intense de Mr Peartree qui avait duré presque toute sa vie. Pour un peu il aurait serré les poings avec amertume et dit avec une animosité homicide : « Maintenant vous allez me le payer ! Et je m'en vais vous dire la vérité ! Et je vais vous figer, vous réduire en cendres et me venger de tout par une seule phrase ! » Mais il n'éprouvait pas d'amertume et son animosité était morte. Au fond de son âme il n'y avait rien qu'une douce indifférence incapable même de mépris.

— Non, — dit-il tranquillement, — je ne serai pas votre trésorier. Il faut vous adresser à un autre.

Il fut rempli d'un sentiment de grande satisfaction. Le refus était bien facile et les forces hostiles bien négligeables.

Tantine Hamps et Mr Peartree ne savaient rien des phénomènes particuliers provoqués dans l'esprit d'Edwin par l'apparition du légendaire Abel Peartree au bout de vingt ans. Mais Tantine Hamps, bien que ne pouvant trouver d'explication, comprit qu'elle était battue de façon décisive. Le coup

était rude. Néanmoins elle ne faiblit pas. Elle sourit et, secouant ses boucles, arrêta Edwin avec une promptitude pleine de bonne humeur mais indomptable.

— Allons, allons ! Ne décidez pas tout de suite. Pensez-y avec grand soin et nous vous le demanderons de nouveau. Mr Peartree vous écrira. Je suis sûre...

Les apparences étaient sauves.

La conversation fut interrompue par Hilda qui entra, animée, gaie, les yeux brillants et fredonnant un air. Elle avait véhémentement protesté contre le projet de donner une réception. Elle avait répété sur tous les tons que cette idée lui était odieuse, qu'elle détestait toutes ces façons cérémonieuses d'offrir l'hospitalité en grand et ne pouvait pas souffrir « les gens ». Mais elle était à présent enchantée de sa position de maîtresse de maison, ravie d'elle-même et de sa riche toilette, presque extasiée devant sa propre attirance et son pouvoir de domination. Rien que la voir donnait du plaisir et insufflait de l'entrain. Quoique mûre, elle ne faisait que commencer à vivre. Et comme elle jetait un coup d'œil avec une secrète condescendance sur l'inattentif Mr Peartree elle semblait dire : « Qu'est-ce que c'est que toutes ces histoires de ciel et d'enfer? Je suis amoureuse de la vie et de mes sens et de tout ce qui m'est permis et je suis au-dessus de vous. » Et Tantine Hamps elle-même, bien qu'elle fût une des créatures les plus satisfaites d'elles-mêmes qui aient jamais vécu en ce monde, envia dans sa splendide décadence la jeune maturité de la sensuelle Hilda.

— Hé bien, — dit celle-ci, — qu'est-ce qu'on fait ici ?

Elle eut un magnifique sourire à l'adresse d'Edwin qui se sentit parcourir d'un frisson d'orgueil à la pensée de la posséder. Sa supériorité sur les autres femmes était évidente; elle les faisait paraître négatives. Elle était, en vérité, vibrante avant tout. Vibrante, c'était bien cela ! Il la compara à Clara qui n'était rien que mère et à Maggie qui n'avait jamais rien été du tout.

Mr Peartree commit l'erreur de lui dire quel était le sujet de la conversation. Elle n'attendit pas de savoir ce qu'Edwin avait répondu.

Elle dit sèchement et sur un ton sans réplique :

— Oh non ! je ne veux pas de cela.

Edwin n'aima pas beaucoup ce ton-là. Cette affaire ne regardait que lui seul et il était parfaitement libre de ses actions. Elle aurait dû exprimer autrement son opposition. Elle aurait pu dire par exemple : « J'espère qu'il a refusé. »

Néanmoins son agacement n'avait que d'infinitésimales proportions.

— Le pauvre garçon travaille déjà bien assez comme cela, — ajouta-t-elle avec une intention délicieusement caressante sur les premiers mots.

Cela lui plut. Mais elle faisait dévier la discussion. Elle la faisait toujours dévier. Ce n'était pas parce que ses fonctions entraîneraient un supplément de travail pour lui qu'il les avait déclinées et elle le savait bien.

Bien entendu Tantine Hamps, prompte comme l'éclair, dit :

— Si cela doit le surmener, je ne voudrais pour rien au monde....

Elle mettait les apparences absolument à l'abri.

— A propos, Tantine, — continua Hilda, — qu'est-ce que c'est que ces histoires, au sujet du banc de la chapelle? Clara et Maggie en ont parlé toutes les deux.

— Des histoires, ma chère? — s'écria Tantine Hamps, choquée à juste titre qu'Hilda employât un tel mot en présence de Mr Peartree.

Mais Hilda était volontiers étourdie.

Clara avait amené son mari au banc acquis à l'origine par le père d'Edwin et conservé depuis sa mort au nom de son fils. Bien qu'il fût long, les fruits du mariage l'avaient graduellement rempli, si bien que lorsque Edwin allait par hasard à la chapelle il n'y avait pas trop de place pour lui. On eût dit un compartiment de chemin de fer de seconde classe rempli d'abonnés. Albert avait suggéré qu'Edwin abandonnât le banc aux Benbow et en prît un plus petit pour lui-même, Hilda et George. Mais les femmes avaient exprimé leur crainte qu'Edwin n'aimât pas rompre ainsi avec une tradition historique et on avait défendu à Albert d'exposer ses vues avant que le sexe diplomatique eût tâté le terrain.

— Nous serons trop heureux qu'Albert prenne le banc, — dit Hilda.

— Mais en avez-vous choisi un autre? — demanda Mrs Hamps en regardant Edwin.

— Oh non ! — répondit Hilda sur un ton dégagé.

— Mais...

— Allons Tantine, — dit la vibrante Hilda sur le ton d'avertissement qu'une personnalité puissante peut employer à l'égard d'une autre, — ne vous inquiétez pas de nous. Vous savez que nous ne sommes pas des piliers de sacristie.

Elle prononça ces paroles stupéfiantes gaiement mais avec fermeté. Elle pouvait être ferme et même dure dans son bonheur triomphant. Edwin savait qu'elle détestait Tantine Hamps. Celle-ci le savait sans doute aussi. Dans leur façon mutuelle de se sourire avec tant d'affabilité, de cordialité, de sympathie et, en apparence, tant de spontanéité, l'hostilité qui existait entre elles se manifestait par de mystérieux reflets semblables à des éclairs en plein soleil.

— La famille de Mrs Edwin appartenait à l'Église d'Angleterre, — dit Tantine Hamps dans la direction de Mr Peartree.

— Ce n'étaient pas non plus de bien grands piliers de sacristie, — conclut Hilda avec bonne humeur.

Nulle femme n'avait jamais fait jusque-là d'aussi outrageantes déclarations dans les Cinq Villes. Il y a un quart de siècle un homme aurait pu en dire autant sans que sa réputation en souffrît — il aurait pu même en retirer un certain prestige intellectuel. Mais il en allait autrement dans le cas d'une femme. Mrs Hamps et le clergyman se dirent tous les deux qu'Hilda ne s'y prenait pas de la bonne façon pour faire oublier son passé douteux. Même Edwin, tout fier d'elle qu'il fût, se trouva effarouché. De grandes choses cependant avaient été accomplies. Non seulement l'attaque de Tantine Hamps et de Mr Peartree avait été repoussée, mais la défense elle-même s'était transformée en assaut. Non seulement Edwin n'était pas trésorier de la caisse des nouvelles chapelles du district, mais il avait pratiquement cessé d'être membre de la congrégation. Il était libre et sa liberté dépassait ses espoirs les plus audacieux. C'était incroyable ! Cela était

cependant! Un mot dit bravement, sur un ton particulier, et une ère nouvelle avait commencé. Son seul regret était de ne l'avoir pas dit lui-même. Le courage d'Hilda avait surpassé le sien. Les femmes étaient renversantes. Elles étaient déconcertantes aussi. Son indépendance masculine était un tout petit peu blessée de la hardiesse qu'avait montrée Hilda en prenant l'initiative de l'attaque en leur nom commun.

— Venez prendre quelque chose, Tantine, — dit Hilda avec dans la voix l'inflexion la plus câline et la plus tendre.

Tantine Hamps sortit.

Hilda se retourna.

— Accompagnez Tantine, Mr Peartree. J'ai justement besoin de...

Elle fit semblant de chercher quelque chose sur la cheminée.

Mr Peartree sortit. Il était impassible. Au fond du cœur, ce qui venait de se passer lui était bien égal. Et Edwin, comme il rencontra son regard indifférent, dans lequel une lueur semblait dire encore : « Qu'est-ce que ça me fait! », éprouva une bouffée de sympathie vers lui. D'ailleurs son détachement hautain des choses de ce monde, son désintéressement de l'argent, de la bonne chère, de l'ambition et de toutes les formes grossières du plaisir exerçaient leur influence sur son ancien élève. Edwin apparaissait alors à ses propres yeux comme un être sensuel à la façon de tout le monde et par conséquent était humilié.

Dès que Mr Peartree eut dépassé la porte, et presque avant, Hilda se jeta sur Edwin et l'embrassa violemment. La porte n'était pas fermée. Il pouvait entendre le bourdonnement varié du salon.

— Il fallait que je vous embrasse pendant que la soirée va son train, — murmura-t-elle.

Une vitalité ardente brillait dans ses yeux.

Dans le salon, le goût du baiser fiévreux qu'Hilda venait de lui donner et qui demeurait sur ses lèvres captivait Edwin tout entier et il rougit. Pour cacher le bonheur embarrassant qu'il éprouvait à penser à sa femme, il se tourna et ouvrit la nouvelle fenêtre agrandie qui donnait sur le jardin. Puis il

se dirigea vers Janet Orgreave qui était assise devant le piano fermé.

— Votre père ne vient pas, je suppose, — lui demanda-t-il tranquillement.

L'angélique vieille fille, élégamment habillée de blanc et portant comme d'habitude son bon cœur sur la main, lui sourit avec une douce bienveillance et secoua la tête.

— Il m'a chargée de vous dire qu'il était trop vieux. C'est vrai, vous savez.

— Et comment va votre mère?

— Oh, pas mal, étant données les circonstances... A dire vrai, je ne devrais pas quitter mes parents.

— Oh, si ! — protesta Edwin.

La vision momentanée de Mr et de Mrs Orgreave dans la grande maison voisine qu'avaient maintenant pratiquement désertée tous les enfants sauf Janet, le rendit triste.

Une grosse voix domina derrière lui la conversation générale.

— Ça c'est un peu fort, par exemple ! J'aurais cru en être débarrassé ici. Mais non ! Partout je retrouve le concours du mot à trouver ! Quel est le texte que le journal donne cette semaine, Swetnam?

C'était Johnie Orgreave, appréciablement plus jeune que sa sœur, mais devenu tout à fait un homme du monde et quelque peu dandy. Après avoir serré la main d'Hilda il vint tout droit à Edwin.

— Mille regrets d'être en retard, mon vieux. Comment va, Janet?

— Oui, vous êtes indubitablement en retard, — dit Edwin sur un ton sévère de vieil oncle.

— Où est Ingpen?

— Pas arrivé.

— Pas arrivé ! Il a dit qu'il serait ici à huit heures. C'est bien de lui ! — dit Johnie. — Je pense qu'il aura crevé.

— Je l'attends à tout moment, — murmura Edwin.

Au même moment Janet, tournant sur son tabouret, souleva le couvercle du piano et, conservant son doux sourire angélique, attaqua avec un entrain vigoureux l'air barbare et évocateur des orgies de Bacchus qui venait d'enflammer

l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande, le pays de Galles et les Cinq Villes — celui qui ne ressemblait à rien de ce qu'avaient jusque-là entendu des oreilles britanniques, n'exprimait absolument rien d'avouable, annonçait des révolutions sociales et inaugurait une époque nouvelle. Et, tandis que, sous les doigts ornés de bagues de la vieille fille calme et défraîchie, retentissait cette musique mal famée, Véra Chesswardine et une ou deux autres personnes qui étaient allées à Londres et y avaient vu Lottie Collins, cette grande figure légendaire, fredonnaient, avec plus ou moins de hardiesse, les syllabes chargées d'un sens mystérieux.

— Tarara-boum-di-hé !

— Tarara-boum-di-hé !

Là-dessus entra Mr Peartree, dispensateur de sanctions, et le silence s'établit.

— Je crains... — commença-t-il, — Mr Benbow...

Ils échangèrent quelques paroles.

Une bonne épouvantée était venue de chez les Benbow apportant une nouvelle effrayante. Bert Benbow, qui était allé se coucher avec les autres enfants comme d'habitude, n'était pas dans son lit et ne pouvait être découvert nulle part dans la maison. Mr Peartree, se trouvant dans le hall à ce moment, s'était chargé d'informer le salon de ce lamentable événement. Albert et Clara redevinrent instantanément les parents qu'ils étaient. Tous deux avaient l'impression qu'une calamité sans précédent, incompréhensible, leur était envoyée par le ciel pour les punir de s'être frivolement mêlés au concours du mot à trouver. Leur façon soudaine de reprendre leur sérieux était terrifiante. Ils partirent immédiatement, sans aucune cérémonie. Mrs Hamps dit qu'il fallait absolument qu'elle s'en allât aussi et Maggie ajouta que s'il en était ainsi elle la suivrait. Le pasteur avoua qu'il était déjà resté trop longtemps, étant donné qu'il était attendu ailleurs et les accompagna. Edwin et Hilda prirent congé d'eux à la porte de la rue, ainsi qu'il convenait, et se montrèrent aussi sérieux que les circonstances le demandaient. Mais ceux qui demeuraient dans le salon se mirent à ricaner et lorsque Hilda les eut rejoints elle partagea leur hilarité. La maison se sentit plus légère. Edwin, qui était resté le dernier

à la porte, aperçut un cycliste qui descendit au coin de la rue.

— Est-ce vous, Ingpen?

Une voix joyeuse répondit :

— Comment ça va, le maître de la maison? Quand vous m'aurez connu un peu plus longtemps, vous saurez que je m'arrange toujours pour arriver juste au moment où les autres s'en vont.

III

TERTIUS .INGPEN

Tertius Ingpen était le nouvel inspecteur du travail du district. C'était un homme d'environ trente-cinq ans, ni blond ni brun, ni grand ni petit. Il appartenait au pays, étant né quelque part dans la région aristocratique qui s'étend entre Knype et le village majestueux de Sneyd, mais ce qui en lui frappait tout d'abord un observateur indigène c'est qu'il ne montrait en parlant aucune trace de l'accent local. Au cours de sa carrière il avait habité d'autres endroits que les Cinq Villes, Londres par exemple, où il avait connu le frère de Janet, Charlie Orgreave, le médecin. Lorsque Ingpen avait obtenu un poste assez important dans son pays natal, si horriblement défiguré par l'industrie, Charlie Orgreave l'avait recommandé à Edwin, et Edwin et Ingpen s'étaient rencontrés grâce à l'intermédiaire de Johnnie. C'était ce dernier qui avait spontanément suggéré, en présence d'Ingpen, de l'inviter à la réception des Clayhanger. Edwin, un peu intimidé par tout ce qu'Ingpen avait gardé de sa fréquentation de mondes différents du sien, lui avait dit :

— Vous allez vous frotter à de drôles de gens.

Mais Ingpen, quoique sévère critique des choses et des gens de chez lui, semblait être prêt à courir les aventures mondaines avec un esprit large et même ardemment curieux des phénomènes humains. Il n'était pas mal physiquement et possédait une courte barbe soyeuse dont en secret il n'était pas moins fier que de son nom singulier.

— Vous avez une très jolie maison. Trop centrale pour moi, évidemment ! — commença-t-il lorsqu'ils eurent fait passer la bicyclette par des allées étroites jusqu'au derrière de la maison.

Certainement cette demeure paraissait charmante. Le jardin abrité par de grands arbres bruissants semblait dans la nuit un vaste espace mystérieux et les fenêtres allumées de la maison produisaient un effet riche, surtout celle entr'ouverte du salon. Le piano résonnait doucement. Edwin était fier de sa charmante demeure.

« Comme c'est étrange ! se dit-il. Tout cela est à moi ! Voici mes invités ! Et ma femme est à moi ! »

— Vous comprenez, — répondit-il à Ingpen avec une fausse humilité, — je n'ai pas le choix. Il faut que je sois au centre.

Ingpen dit sur un ton agréable :

— Je vous crois sur parole, mais je ne vois pas pourquoi.

La bicyclette fut soigneusement, bien qu'à tâtons, rangée par son propriétaire dans une petite tonnelle, située presque contre le mur qui séparait la propriété Clayhanger du premier cottage de Hulton Street. Elle se trouvait cachée à la maison par un fourré de broussailles.

Dans l'obscurité qui rendait cet abri plus retiré encore, Tertius Ingpen dit sur un ton réfléchi :

— Je suppose qu'il n'y a pas longtemps que vous êtes marié et que la réception de ce soir est une sorte de cérémonie officielle pour informer le monde que vous n'êtes plus ce que vous étiez?

— C'est quelque chose dans ce genre, — reconnut Edwin en riant.

Il aimait ce qu'il y avait de tranquille et d'intime dans la voix d'Ingpen. Ses inflexions délicates annonçaient une sensibilité profondément cultivée. Et il se dit : « Je crois que je vais me lier avec ce garçon-là. » Et il se sentit content et sa confiance en Ingpen prit dans son cœur une base solide.

— Hé bien, — continua celui-ci, — je vous souhaite du bonheur. Ça peut paraître drôle de dire ceci à un homme dans votre situation, mais mon opinion est que la place qui convient aux femmes, c'est... derrière un voile. Ce n'est, bien

entendu, qu'une opinion personnelle ! Mais j'ai le droit de l'avoir et par conséquent de l'exprimer.

Quoi qu'on pût penser de ses paroles, ses façons étaient irréprochables.

— Oui? — murmura gauchement Edwin.

A quoi diable Ingpen s'attendait-il comme réponse à une telle déclaration? Il aurait certainement dû savoir qu'il plaçait son hôte sur un terrain désagréable. La confiance qui venait de naître en Edwin frissonna sous l'âpre souffle de cette épreuve. Néanmoins il y avait une partie de lui-même qui se sentait séduite par cette attitude d'Ingpen. « Derrière un voile. » Oui, cela pouvait se défendre.

Ils quittèrent la tonnelle en silence. Ils avaient fait à peine quelques pas lorsqu'une voix aiguë de petit garçon se fit entendre par-dessus le mur de la cour du cottage voisin.

— Seigneur, vous avez dit : « Si deux d'entre vous s'unissent ensemble sur la terre, quelque chose qu'ils demandent, elle leur sera accordée par mon Père qui est dans les cieux. Car en quelque lieu que se trouvent deux ou trois personnes assemblées en mon nom, je me trouve au milieu d'elles. » O Seigneur, George Edwin Clayhanger veut un canif à deux lames. Nous vous demandons tous les trois d'envoyer à George Edwin Clayhanger un canif à deux lames.

Ces paroles produisirent une forte impression sur les deux hommes du jardin.

— Que diable?... — s'écria Edwin.

— Chut ! — l'arrêta Ingpen dans un murmure plein d'émotion. — Ne les dérangez pas pour rien au monde.

Un silence suivit.

Edwin se glissa avec des mouvements de patrouilleur vers une balançoire qu'il avait installée pour son ami George avant de devenir le mari de sa mère. Il y monta et, par-dessus le mur, put tout juste apercevoir trois têtes d'enfants dans la cour qu'illuminait une lampe placée contre la fenêtre de derrière du cottage. Tertius Ingpen le rejoignit, mais grimpa aussitôt plus haut sur la poutre horizontale qui supportait la balançoire.

— Qui sont-ils? — demanda-t-il, refoulant la joie que lui causait cette aventure.

— Celui à droite est mon beau-fils, l'autre, le gros est Bert, un fils de ma sœur Clara. Je crois que le petit est le gosse du vieux Clowes, le fossoyeur. On dit que c'est un vrai petit pasteur, en guise de compensation sans doute pour le métier paternel. Je suppose qu'ils sont en train de monter quelque jeu.

— Hé bien, — souffla Ingpen, — j'aurais payé cher pour ne pas manquer cela.

Il eut un rire profond et presque imperceptible.

Le petit Peter Clowes, levant les yeux et joignant les mains, répéta sur un ton pressant et passionné :

— O mon Dieu ! Tous les trois nous voudrions que vous envoyiez à George Edwin Clayhanger un canif à deux lames. Maintenant, vous autres, à genoux, et tous ensemble !

Il était placé entre les deux autres plus grands que lui et mieux habillés. Il n'en éprouvait point de honte. Il priait avec ferveur, religieux qu'il était par nature. Il ne priait même pas pour lui-même. Il priait en raison de l'intérêt profond qu'il trouvait à constater l'efficacité de la prière.

Les trois enfants agenouillés et cachés ainsi à ceux qui les observaient de l'autre côté du mur, répétèrent ensemble :

— O mon Dieu ! Envoyez, je vous prie, à George Edwin Clayhanger un canif à deux lames.

Puis George et Bert se relevèrent et devinrent remuants. Peter Clowes ne reparut pas.

— Je ne peux pas m'en empêcher, — murmura Ingpen d'une voix étrangement émue. — Il faut que je joue le rôle de Dieu. Allons-y ! Et avec tout ça, c'est un canif à peu près neuf.

Edwin put le voir dans l'obscurité tâter la poche de son gilet, lever un bras et, après avoir soigneusement visé, le jeter dans la direction de la cour confusément éclairée.

— Oh ! — s'écria la voix de George, comme s'il venait brusquement d'avoir mal.

Le canif, dans sa chute, l'avait frappé.

On entendit le bruit d'une ruée sur le pavé de la cour et un conciliabule étouffé. Le groupe des enfants alla jusqu'à la fenêtre derrière laquelle se trouvait la lampe et examina le canif divin. Ils étaient plus effrayés que ravis par le miracle. Les spectateurs invisibles étaient aussi un peu effrayés sur leur balançoire. Ils avaient l'impression d'être intervenus de

façon irrémédiable dans une crise solennelle et délicate placée en dehors de leur compétence. Ils éprouvaient une curieuse espèce de honte.

— Oui, et moi à présent? — dit la voix maussade du gros Bert Benbow. — Tout ça c'est très joli. Mais moi? Vous avez essayé sans moi et vous n'avez rien pu faire. Je viens et vous réussissez. Qu'est-ce que je vais avoir? Il faut que vous me donniez quelque chose au lieu de ma moitié dans le canif, George?

Celui-ci dit :

— Prions pour vous, maintenant. Qu'est-ce que vous voulez?

— Je veux une bicyclette. Vous savez bien ce que je veux.

— Oh non ! Bert Benbow, — dit George. — Il faut demander quelque chose de moins dangereux qu'une bicyclette. Supposez qu'elle dégringole sur nous comme le canif. Nous serions tués, pour sûr.

— Je veux une bicyclette, — insista Bert, — et je ne veux pas autre chose.

Tous les deux s'écartèrent vaguement de la fenêtre et le petit prédicateur les suivit en silence, tout prêt à supplier Dieu de leur accorder ce qu'ils auraient décidé.

— Très bien, — convint George, — nous allons demander une bicyclette. Mais nous ferions bien de nous tenir aussi près du mur que possible, sous la gouttière, en cas.

Ils recommencèrent leur cérémonie.

— Non, — murmura Ingpen, — je ne fais pas Dieu cette fois, je n'irai pas jusque-là.

Lorsque Tertius Ingpen fut présenté à Hilda au salon, Edwin fut surpris en même temps que soulagé par la façon de se comporter de cet Oriental qui estimait que la véritable place d'une femme doit être derrière un voile. Dans sa naïveté il avait supposé qu'Ingpen indiquerait par une réserve pleine de dignité son attitude en cette matière. Mais ce dernier n'en fit rien du tout. Dès qu'il fut sous le regard hospitalier d'Hilda sa façon d'être se trouva tout entière modifiée. Il s'inclina avec une déférence qui devait paraître exagérée à un indigène sans expérience des voyages ; un doux sourire transforma son

visage ; sa voix devint la voix d'un courtisan ; il serra la main qui lui était offerte avec une chevaleresque sollicitude pour sa fragilité. Il plut à Hilda qui s'aperçut que cet homme-là avait l'usage du monde plus qu'aucun des hommes qui se trouvaient chez elle. Elle aimait cette mondanité.

— Avez-vous vu George, Edwin? — demanda-t-elle.

— Est-ce qu'il n'est pas allé se coucher?

— C'est ce que je voudrais savoir. Je ne l'ai pas vu depuis un moment.

Les enfants dans ce salon préoccupaient tout le monde. Êtres déconcertants et troublants avec leurs principes et leurs idéals bien à eux, ils vivaient mystérieusement à la fois dans l'âme des grandes personnes et dans l'entourage de celles-ci. On ne fit aucune réflexion sur la disparition de Bert Benbow, mais chacune des femmes présentes avait cette disparition en tête, la rapprochait de l'appréhension soudaine manifestée par Hilda à propos de George, imaginait un rapport sinistre entre l'une et l'autre et éprouvait des inquiétudes en pensant à d'autres enfants plus rapprochés de son propre cœur. La société ainsi dominée par la pensée des enfants devint nerveuse et eut comme un sentiment collectif que l'heure du départ approchait. La réception se trouvait en fait terminée.

— Ada, — dit Hilda à la bonne qu'elle venait de sonner, — est-ce que vous avez vu master George?

— Non, m'ame — répliqua-t-elle avec une sorte de défi.

— Quand l'avez-vous vu pour la dernière fois?

— Je ne me rappelle pas, m'ame.

— Est-ce qu'il est couché?

— J'sais pas, m'ame.

— Allez donc voir, voulez-vous?

— Oui, m'ame.

Tout le monde attendit le retour d'Ada avec une agitation aimablement dissimulée. Elle annonça :

— La porte de sa chambre est fermée à clef, m'ame.

— Il la ferme quelquefois, bien que je le lui aie positivement défendu. Mais, que voulez-vous que je fasse? — dit Hilda, souriant aux autres mères.

— Enlever la clef, évidemment, — répondit Tertius Ingpen se tournant vivement et interrompant sa conversation avec Janet Orgreave.

Un quart d'heure plus tard, lorsque plusieurs invités furent partis, Hilda murmura à Edwin :

— Je ne suis pas tranquille au sujet de cet enfant. Je vais monter voir.

— Je n'en ferai rien, — dit Edwin.

Mais elle ne l'écouta pas. Et dans tout le hall on put entendre un bruit lointain de coups à la porte et l'appel « George, George ».

— Je ne peux pas le réveiller, — dit Hilda revenant dans le salon.

— Pourquoi voulez-vous le réveiller, petite sotte ? — demanda Edwin.

Elle éprouva du plaisir à s'entendre appeler « petite sotte » mais ne voulut pas se tranquilliser.

— Croyez-vous qu'il soit couché ? — demanda-t-elle devant toutes les personnes qui demeuraient encore.

Et ainsi s'exprima le terrible soupçon.

Après de nouveaux voyages en haut, de nouveaux coups à la porte et de nouvelles tentatives d'ouvrir avec des clefs et même en forçant la serrure, Hilda annonça qu'il fallait assiéger la chambre de George par la fenêtre. On trouva une échelle et des invités passèrent par la cuisine derrière la maison pour la voir dresser et apprendre le résultat. Edwin trouva que la cuisinière avait l'air aussi coupable que lui-même, bien qu'elle déclarât plus d'une fois croire que master George était sain et sauf dans son lit. Ingpen monta, jeta un coup d'œil dans la chambre de George par la fenêtre ouverte et regarda les visages levés vers lui ainsi que le tablier d'Ada qui formait une tache blanche dans la demi-obscurité.

— Il est là. Tout va bien.

— Oh, bon ! — dit Hilda. — Est-ce qu'il dort?

— Oui.

— Il mérite qu'on le réveille, — ajouta-t-elle en riant.

— Vous voyez quelle petite sotte vous faites, — dit Edwin sur un ton affectueux.

— Allons donc ! — répliqua-t-elle. — Vous étiez dans

tous vos états comme tout le monde. Croyez-vous que je ne m'en rende pas compte? Merci, Mr Ingpen.

Edwin était à présent grandement rassuré, mais il était encore tout troublé de l'aperçu qu'il venait d'avoir sur la capacité de George de mener une double existence. Il se demandait avec ironie si le possesseur du canif céleste lui en ferait connaître l'existence et par quelle ingénieuse méthode.

L'émotion finale fut causée par l'arrivée dans le salon presque vide de la grosse Maggie, nerveuse, gênée et un peu essoufflée.

— Bert est revenu, — dit-elle. — Clara a pensé que je ferais bien de venir vous le dire. Elle était sûre que vous aimeriez le savoir.

— Alors donc tout va bien, — répondit négligemment Hilda, semblant indiquer qu'elle trouvait ridicule chez Clara cette vaniteuse supposition que tout le monde s'intéressait à ses ennuyeux enfants.

Edwin demanda :

— Est-ce que le gosse a dit où il était allé?

— Il a couru dans les rues. On ne sait pas ce qui lui a pris, parce que vous comprenez qu'on l'a envoyé chercher tout de suite. Albert est très intrigué ; mais il dit qu'il saura bien le faire parler.

« Quand il le fera parler, se dit encore Edwin, il y aura une scène de famille et on accusera George de corrompre l'innocence. »

Maggie ne voulut pas rester un instant de plus. Hilda, pleine de prévenances, l'accompagna jusqu'au hall.

Tout le monde était parti, sauf les deux Orgreave et Tertius Ingpen.

— Je ne sais pas ce que vous comptez faire, Johnie, mais moi il faut que je parte, — dit Janet à son frère lorsque Hilda revint.

— Restez, Jan ! — protesta Johnnie. — Vous oubliez cette musique à quatre mains que vous devez essayer avec Ingpen.

— Vraiment?

— De la musique à quatre mains ! — s'écria Hilda ins-

tantanément transportée d'enthousiasme. — Oh! oui! faisons un peu de musique.

Ingpen, ainsi qu'il avait été convenu avec les Orgreave, avait apporté de la musique pour piano à quatre mains. Elle était attachée à sa bicyclette. Il avait la réputation d'être un amateur de musique. Edwin, lui défendant de bouger, courut dans le jardin chercher la musique sur la bicyclette. Johnnie le poursuivit.

— Dites donc, — appela-t-il en baissant la voix.

— Qu'est-ce qu'il y a?

Edwin s'arrêta.

— J'ai des nouvelles pour vous. Il s'agit de ce terrain auquel vous tenez tant, à Shawport !... On peut l'avoir bon marché, — du moins le patron trouve que c'est bon marché, — prenez son opinion pour ce qu'elle vaut. Je lui parlerais de votre idée de faire construire une imprimerie entièrement nouvelle. C'est étonnant à quel point il s'intéresse aux choses ! Si j'avais eu un plan de terrain je crois qu'il se serait assis tout de suite devant sa table pour faire un croquis.

Johnnie (ainsi que son frère Jimmie) était associé avec le vieil Orgreave l'architecte.

— Le terrain auquel je tiens tant? — murmura Edwin, intimidé comme d'habitude en se trouvant rapproché d'une entreprise qu'il avait conçue lui-même et qui l'avait enchanté, tant qu'il la contemplait dans le lointain. — Auquel je tiens tant !

— Est-ce vrai ou non?

— Mettons que ce soit vrai, — convint-il. — Eh bien, écoutez, j'irai vous voir demain matin.

— Entendu.

Ils détachèrent ensemble la musique de la bicyclette et, tandis qu'Edwin la déroulait et la roulait en sens contraire afin de l'aplatir, ils revinrent en silence à travers le jardin obscur qu'agitait le vent et rentrèrent dans le salon.

— Nous allons commencer la soirée, — dit Ingpen, jetant un coup d'œil sur la musique.

Tous les cinq éprouvaient ce sentiment de liberté, d'intimité et de compréhension mutuelle qui anime un petit groupe lorsque, s'étant choisi lui-même, il survit à un autre plus

grand. L'heure tardive ajoutait à leur entrain. Même les plus sérieux d'entre eux comprenaient qu'il n'y avait aucune importance à ce que pour une fois ils fussent fatigués et bons à rien le lendemain matin et qu'une trop grande régularité dans les habitudes n'est pas bonne pour l'âme. Edwin avait apporté un plateau dans la salle à manger, réarrangé les chaises suivant le caprice d'Hilda et installait des coussins pour amener le corps des exécutants à une hauteur convenable. Janet commença par s'excuser, déclarant que, s'il y avait un membre de sa famille qui ne savait pas jouer à quatre mains, c'était bien elle, qu'elle n'avait jamais vu cette musique de Dvorak, et que, si on avait eu son frère Tom ou sa sœur aînée Marion ou même Alicia,... etc., etc.

— Nous avons l'habitude de ces formalités préliminaires chères aux gens qui jouent à quatre mains, Miss Orgreave, — dit Ingpen. — Je ne les accomplis jamais moi-même, non parce que je joue bien mais parce que je suis devenu endurci. Si nous commencions? Voulez-vous faire la haute ou la basse?

Janet s'empressa de répondre avec modestie qu'elle ferait la basse.

— Ça m'est égal, — dit Ingpen, mettant ses lunettes. — Je joue les deux aussi mal. Vous regretterez bientôt de m'avoir laissé le rôle le plus important. Enfin !...

Ils se mirent à jouer les *Légendes* de Dvorak. Malgré des arrêts, des hésitations, des mesures çà et là fortement chantées, des explications entre les artistes, beaucoup de fausses notes du côté d'Ingpen, quelques-unes du côté de Janet et une ou deux énormes erreurs d'Edwin qui tournait les pages, l'exécution fut un succès en ce qu'elle tint le public sous le charme et permit au génie flottant et tendre de Dvorak de régner en maître sur le salon.

Edwin éprouvait l'exquise sensation de comprendre partiellement une musique dont la beauté totale dépassait son pouvoir d'en jouir — encore que ce pouvoir semblât se développer tout le temps. Des passages entièrement intelligibles et délicieux apparaissaient de temps en temps, déchirant les voiles qui entouraient le reste de la musique. Ils le ravissaient. Son attention était concentrée avec intensité sur la page à tourner. Il pouvait entendre souffler Ingpen. Du coin de l'œil

il aperçut Johnnie Orgreave faire de son canapé des signes à Hilda pour lui offrir à boire et verser quelque chose pour elle et pour lui-même sans faire le moindre bruit. Il aperçut aussi Ada arrivant à la porte ouverte et sa maîtresse l'envoyant se coucher d'un geste.

— C'est délicieux, — dit Ingpen lorsque le morceau fut terminé et en tirant sur sa barbe. — Mais tout de même, vous savez, Dvorak n'est pas un grand compositeur.

— Il fait tout de même notre affaire pour le moment, — murmura Johnnie.

— Oh, oui ! c'est délicieux, délicieux, — répéta Ingpen avec conviction en sortant ses lunettes. — Quel dommage que vous ne puissiez pas avoir régulièrement des soirées musicales !

— Mais nous le pouvons ! — dit Hilda sur un ton positif. — Ayons-en ici, toutes les semaines !

— C'est une idée magnifique ! — approuva Edwin avec enthousiasme et admirant l'esprit d'initiative de sa femme.

Il avait un peu peur que l'histoire de George ne la bouleversât pour le reste de la soirée, mais il voyait maintenant qu'elle s'était parfaitement remise.

— Oh ! — Ingpen réfléchit. — Je ne sais pas si je pourrais venir toutes les semaines. Je pourrais venir tous les quinze jours.

— Hé bien, tous les quinze jours, — dit Hilda. — Je suppose que le dimanche ne vous conviendrait pas.

Edwin demanda sur un ton de défi qui était presque violent :

— Pourquoi ne nous conviendrait-il pas? Ça nous ira parfaitement.

Ingpen dit simplement avec une tranquille délicatesse :

— Tant mieux... Nous pourrions étudier les sonates de Mozart pour piano et violon.

— Et qui sera votre violoniste? — demanda Johnnie.

— Mais moi si ça ne vous fait rien. — Ingpen sourit. — Si votre sœur veut bien tenir le piano.

Hilda s'écria avec admiration :

— Est-ce que vous jouez du violon aussi, Mr Igpen?

— J'en racle. Mais mon véritable instrument c'est la clarinette.

Il rit :

— Ça a l'air drôle, — continua-t-il, ayant l'air de prendre à sa propre personne un intérêt vraiment scientifique et dépourvu d'égoïsme, — mais figurez-vous que j'aime énormément jouer de la clarinette dans un mauvais orchestre toutes les fois que j'en ai l'occasion.

Le projet d'avoir des soirées musicales fut discuté et rediscuté jusqu'à ce que Janet, qui avait silencieusement disparu en haut, reparût avec son chapeau et son manteau.

— Je peux partir toute seule, Johnnie, si nous n'êtes pas prêt, — dit-elle.

Il bâilla.

— Non, j'arrive.

— Moi aussi, je suppose qu'il faut que je parte, — dit Ingpen.

Tous passèrent dans le hall. Par la porte ouverte de la salle à manger où brûlait un bec de gaz, on pouvait apercevoir les riches reliefs de ce qui avait été « des rafraîchissements » dans le sens le plus large du mot.

Ingpen s'arrêta pour regarder ce spectacle, taquinant sa barbe.

— Je me demandais, — dit-il, — montrant toujours la même étrange curiosité à l'égard de lui-même, — si j'ai eu assez à manger. Il faut que je rentre chez moi à bicyclette.

— Voyons, qu'est-ce que vous avez eu? — demanda Johnnie, taquin.

— Rien du tout, — répondit-il, — excepté à boire.

Hilda s'écria :

— Oh, pauvre malheureux ! Comme je suis confuse !

Et elle le conduisit familièrement à la table.

Edwin fut retenu quelque temps à la porte par Charlie Orgreave qui en revint, au moment de partir, au projet de construire une nouvelle imprimerie et cela pendant si longtemps que Janet, fatiguée d'attendre dans la rue, dit qu'elle continuait sa route. Lorsqu'il revint au salon, Ingpen et Hilda étaient assis côte à côte devant une petite table. Et les pre-

miers mots qu'Edwin entendit furent prononcés par Ingpen.

— Ça m'a coûté un canif mais c'était pour rien. On ne peut pas jouer le rôle du Tout-Puissant pour beaucoup moins.

Apercevant Edwin, il ajouta avec un sourire nonchalant :

— J'ai raconté à Mrs Clayhanger l'histoire de la prière et de la réponse. J'ai pensé qu'il fallait la mettre au courant.

Edwin rit avec quelque embarras et dit, dans son incertitude de l'humeur d'Hilda et désirant la pacifier :

— George mérite évidemment d'être puni.

— Pas du tout ! Pas du tout ! — protesta vivement Ingpen. — Songez donc, ces gosses étaient en train d'accomplir un acte religieux ! Ils avaient affaire à quelqu'un de bien plus important que n'importe quel parent.

Et, après un silence, il ajouta sur un ton réfléchi :

— C'est curieux, la mentalité d'un enfant ! Je me demande si nous y comprenons quoi que ce soit.

Hilda sourit mais ne dit rien.

— Puis-je vous demander ce qu'il y a dans cette bouteille? — continua Ingpen.

— De la bénédictine. En voulez-vous?

— J'en prendrai si vous en prenez.

Edwin leva les sourcils en regardant sa femme.

— Ce n'est pas la peine de me dévisager ! — dit-elle. — Je vais en prendre.

Ingpen ayant goûté, claqua des lèvres.

— C'est très mauvais, si tard. Mais je suis d'avis qu'il faut donner à l'estomac de quoi s'occuper. Je ne permets jamais à mon appareil digestif de me gouverner.

— Vous avez tout à fait raison.

Ils choquèrent leurs verres, sans un mot et d'un mouvement presque instinctif.

« Hé bien, se dit Edwin, pour un homme qui trouve qu'on devrait laisser les femmes derrière un voile... »

Ils étaient tous les trois assis l'un près de l'autre, Edwin en face des deux autres. Le bec de gaz unique qui éclairait cette scène de désordre lui donnait, en raison même de son insuffisance, un caractère de simple intimité et de bonne camaraderie qui réchauffait le cœur. Chacun se rendait agréablement compte qu'une amitié nouvelle et pleine de promesses était

en train de se former. Ils parlèrent longtemps des soirées musicales. Edwin déclara qu'il allait acheter de la musique. Hilda lui demanda de lui procurer une histoire de la musique qu'Ingpen avait décrite avec quelque enthousiasme et la date de la première soirée fut fixée au dimanche suivant. Au bout d'un nombre indéterminé de minutes, Ingpen remarqua qu'il ferait bien de partir.

— Il faut que je revienne à bicyclette.

— Est-ce que vous vivez seul, Mr Ingpen?

— J'ai une femme qui tient mon ménage.

— Dans un cottage?

— Dans un cottage.

— Mais qu'est-ce que vous faites, tout seul?

— Je me cultive.

Et Hilda, d'une voix changée, dit :

— Quel sage vous faites !

IV

MARI ET FEMME

— Je suis là, — appela Hilda à voix basse et puissante pourtant, en haut de l'escalier, dès qu'Edwin eut fermé et verrouillé la porte d'entrée.

Edwin fit une réponse pleine d'humeur plaisante. Il se sentait très heureux, très en train, très alerte. La soirée avait eu ses contretemps et la courbe de son succès ses hauts et ses bas. Mais dans l'ensemble, c'était un triomphe. Et surtout c'était fini ; c'était quelque chose qu'il avait fallu accomplir et qui s'était accompli avec une impressionnante dignité. Il passa rempli d'aise d'une pièce vide à l'autre. Elles étaient toutes éclairées et ce magnifique gaspillage de gaz lui plaisait, éveillant en lui ce quelque chose de royal qui se trouve au fond des natures généreuses. Dans le petit salon surtout il y avait des heures que le gaz illuminait sans aucune raison. « Sa pièce, sa pièce à elle ! » Il se demandait avec indulgence si jamais elle la ferait sienne et lui imprimerait sa personnalité. Il savait qu'elle avait toujours l'intention d'y faire

des choses extraordinaires mais que jusqu'à présent elle s'en était tenue à y installer son portrait. Enfant ! Bébé ! capricieuse jeune fille !... Néanmoins, il était touché que son portrait se trouvât sur la cheminée.

Sa pensée s'attachait tendrement à cette image invisible de la femme qui se trouvait en haut de l'escalier. C'était merveilleux à quel point elle était peu l'Hilda qu'il avait épousée. Sa nouvelle Hilda s'était si bien superposée à l'ancienne, l'avait si bien cachée qu'il lui fallait faire un véritable effort pour se rappeler ce qu'était celle-ci, pour retrouver sa sévérité et son air anxieux, plein du sentiment de ses responsabilités. Mais en même temps elle se trouvait être aussi l'ancienne Hilda. Il désirait se montrer splendidement généreux, l'environner de tout le luxe possible, la soulever bien haut au-dessus des autres femmes ; il désirait posséder les moyens de se montrer pour elle absurdement prodigue. Attacher à son bras un bracelet dont le prix eût représenté l'entretien d'une famille d'ouvrier pendant trois ans, l'aurait ravi. Et bien qu'il s'intéressât aux œuvres sociales et que sa conscience eût un caractère social, il eût mieux aimé acheter ce bracelet et avec lui le frémissement momentané de le mettre à ce bras capricieux que de contribuer à améliorer le sort de milliers de victimes humaines. Il avait Hilda dans la peau et il le savait et il savait aussi que c'était une magnifique et douloureuse sensation.

Il n'était point cependant sans éprouver une satisfaction considérable de lui-même car il s'était très bien conduit envers Hilda. Il l'avait trouvée à la merci du monde et maintenant elle était en sûreté bien à l'abri et entourée de tendresse. Elle se trouvait à la tête d'une maison et d'un chez soi qui pouvaient soutenir la comparaison avec la plupart des autres. Il était fier de sa maison ; la surveillait et l'améliorait toujours. Il l'améliorerait de plus en plus ; elle ne serait jamais tout à fait finie.

Le désordre qui y régnait à présent l'agaçait. Il alla de-ci, de-là, remit chaque meuble à sa place, versa le contenu des divers cendriers dans un grand, recouvrit quelques victuailles et mit l'acool sous clef. Il fit tout cela en prenant son temps, sans penser à la femme qui se trouvait en haut et en mangeant deux chocolats — pas plus — parce qu'il avait certaines idées

sur son estomac. Puis il ferma et verrouilla la porte-fenêtre du salon, ouvrit celle qui donnait sur l'escalier de la cave et renifla de manière à s'assurer que le radiateur ne mettait pas le feu à la maison. Enfin il éteignit les lumières et celles du hall en dernier lieu. Il ne lui restait plus pour l'éclairer que celle du gaz du palier du premier étage qui semblait l'inviter à monter.

Immobile dans l'escalier sombre, à la fois empressé et hésitant à monter, il embrassait l'entité que représentait sa maison. Il songeait à ce George mystérieux et extraordinaire, à ces êtres qui lui échappaient, Ada et la cuisinière dans leur mansarde, endormies à côté du portrait d'un pompier en uniforme. Il était sûr qu'une d'entre elles ou toutes les deux avaient été complices des aventures illicites de George et il éprouvait pour elles une grande sympathie d'avoir ainsi protégé le gosse. Il pensait aussi à sa femme se promenant dans la chambre à laquelle elle avait imprimé sa personnalité. Il monta... Oui, il poursuivrait son entreprise d'une nouvelle imprimerie. Il en avait le courage à présent. Il était riche, pour Brusley — il le serait bien plus encore... Il rit doucement en se rappelant l'objection que George avait formulée au choix de Bert d'une bicyclette comme cadeau céleste.

Hilda se brossait les cheveux — la chambre semblait pleine d'elle et du désordre créé par la multitude de ses affaires. Toutes les fois qu'Edwin demandait pourquoi tel ou tel objet se trouvait à telle ou telle place — laquelle place lui apparaissant comme ayant été bizarrement choisie — elle lui prouvait toujours, à sa propre satisfaction à elle, et par un argument très improvisé, que cette place-là était la seule où il fût possible de mettre l'objet en question. La chambre n'appartenait plus à eux mais à elle. Il y campait. Cela lui était égal. Et même il aimait assez cette impression d'y camper. Il lui était agréable d'exercer son talent pour l'ordre et l'organisation de façon à conserver son propre confortable dans l'espace étroit qu'elle lui abandonnait. Ce soir-là la chambre était dans un état de divine confusion. Il l'acceptait avec plaisir. On n'avait pas fait la couverture parce qu'il n'était pas convenable de la faire à des lits qui devaient être

employés à recevoir les belles affaires des invités. Sur le lit d'Edwin se trouvait à présent la robe qu'Hilda avait portée. Elle formait sur ce lit un plaisant spectacle et semblait même plus riche et plus compliquée que lorsque Hilda l'avait sur elle. Il la déposa soigneusement sur une chaise.

Elle dit :

— De quoi avez-vous parlé si longtemps avec Johnnie Orgreave?

— Parlé si longtemps avec Johnnie Orgreave? Oh, vous voulez dire à la porte? Mais ça n'a pas duré une demi-minute! Il me parlait d'un terrain à Shawport que j'avais comme une idée d'acheter.

— Acheter? Pour quoi faire? — Sa voix se fit plus dure.

— Voyons, à supposer que j'aie besoin de bâtir une nouvelle imprimerie?

— Vous ne m'en avez jamais parlé.

— J'ai juste commencé à y songer moi-même. Vous comprenez, si je me mets à faire de la lithographie comme il faut, je ne peux pas demeurer à mon endroit actuel. J'ai besoin de plus de place et de beaucoup plus. Et ça me reviendrait meilleur marché de bâtir que de louer.

Elle se leva.

— Pourquoi faire davantage de lithographie?

— En affaires on ne peut pas rester immobile. Il faut ou bien avancer ou bien reculer.

— Ça me paraît très dangereux. Je me demandais ce que vous me cachiez.

— Ma chère enfant, je ne vous cachais rien, — protesta-t-il.

— A qui est ce terrain?

— Il fait partie de la propriété Tobias Haal.

— Oui, et je suis bien sûre que les Hall seraient enchantés de s'en débarrasser. Qui vous en a parlé?

— Johnnie.

— Bien sûr, ce serait excellent pour lui aussi.

— Mais je lui avais demandé s'il connaissait un terrain bon marché.

Elle haussa les épaules, comme si le désintéressement des Orgreave ne fût même pas digne d'être discuté.

— N'importe qui peut vous rouler, — dit-elle.

Il fut froissé comme un nigaud de ce qu'elle eût cette opinion de lui. Il n'avait assurément aucune envie de se disputer, mais il fut obligé de dire :

— Oh, vraiment?

Quelque chose d'acerbe se mêla au ton de sa voix presque malgré lui, et il y reconnut en s'entendant parler un avant-coureur de disputes.

— Bien sûr, — insista-t-elle avec un air supérieur.

Et elle continua :

— Nous sommes très bien comme nous sommes. Nous dépensons trop, mais je crois que ça ne fait rien. Si vous vous lancez dans un tas d'affaires nouvelles, vous pouvez perdre tout ce que nous avons et alors qu'est-ce que nous deviendrons?

En lui-même il lui disait :

« Qu'est-ce que ça vous fait? Occupez-vous de votre ménage et je m'occuperai de mes affaires ! Vous ne connaissez rien aux affaires. Vous êtes l'antithèse vivante des affaires. Quelle qu'ait été l'affaire que vous ayez eue en main vous l'avez massacrée. Vous n'avez pas le droit de me juger et aucune raison pour appuyer votre jugement. C'est odieux votre façon de vous en prendre aux Orgreave. Ils ont toujours été vos meilleurs amis. Je ne vous aurais jamais rencontrée sans eux. Et où seriez-vous à présent sans moi? Vous seriez en train d'essayer de diriger quelque misérable boarding-house et de mourir de faim. Pourquoi considérez-vous comme entendu que je ne suis qu'un pauvre imbécile? C'est toujours votre idée. Permettez-moi de vous dire que je suis un des hommes les plus avisés de cette ville et que tout le monde le sait, excepté vous. En tout cas, j'ai été assez malin pour vous tirer d'embarras... Vous saviez que je vous cachais quelque chose, vraiment? Je voudrais bien que vous ne dissiez pas de telles stupidités. D'ailleurs, je ne veux pas que vous vous mêliez de mes affaires. Les autres femmes ne le font pas et vous ne le ferez pas non plus. Que ce soit bien entendu. »

Du fond du cœur il se sentait victime d'une injustice cruelle et était furieux.

Mais, à voix haute, il dit simplement :

— Hé bien, nous verrons.

Elle répliqua :

— Évidemment, si vous êtes décidé, il n'y a plus rien à dire.

Il éclata rageusement :

— Je ne suis pas décidé. Est-ce que je ne vous ai pas dit que je viens juste de songer à cette affaire?

Il était en colère. Et à présent qu'il était réellement en colère, il y trouvait un plaisir presque sensuel. Il s'était déjà fâché auparavant, mais de façon moindre à la suite de provocations plus légères et il avait juré que cela ne lui arriverait plus. Mais à présent que cela lui était arrivé encore, il s'en donnait à cœur joie et avec une sombre ardeur.

Hilda plia sa robe sans mot dire et la plaçant dans un tiroir de sa garde-robe, ferma celui-ci avec un petit claquement à la douceur irritante... Clac ! Il l'aurait tuée pour ce clac... Elle prit une robe de chambre.

— Il faut que j'aille voir George, — murmura-t-elle d'une voix claire, calme et froide, la voix d'une mère vertueuse et pleine de sollicitude.

Il n'y avait pas en elle la moindre trace de coquetterie.

Qui aurait prédit que la soirée se finirait ainsi? Rien n'était arrivé... Rien... Et tout pourtant. Ses projets étaient dérangés. Il n'avait en perspective que des ennuis.

Elle resta absente quelque temps. Quand elle revint, il était couché la figure tournée. Il l'entendait aller çà et là.

« Va-t-elle venir m'embrasser ou non ? » se demanda-t-il.

Elle vint l'embrasser, mais ce fut un baiser qui ne signifiait rien.

— Bonne nuit, — dit-elle sur un ton détaché.

— Bonne nuit.

Elle s'endormit, mais lui ne put dormir. Il ne cessait de se répéter : « Elle n'a absolument aucun droit... Je dois avouer que je ne comptais pas là-dessus... », etc.

V

LA TRÊVE

Il s'écoula tout près d'une semaine. Hilda, profitant de ses loisirs de femme du monde, s'était mise au piano après dîner dans le salon. Pas plus qu'Edwin elle ne savait toucher du piano, mais elle avait appris des notes par-ci par-là au cours de son existence et avec beaucoup de peine et de longues hésitations elle arrivait à déchiffrer un accord ou un chant sur la page imprimée. Elle était à présent en train d'épeler avec un doigt et de façon exaspérante un fragment de mélodie tiré d'une des *Légendes* de Dvorak. Ce fragment avait occupé sa mémoire depuis qu'elle l'avait entendu et lui semblait ramasser et exprimer toute la mélancolie si douce, si insupportablement déchirante qui est impliquée dans l'existence de cette ville romantique appelée Prague sur la carte. Et tandis que ses doigts malhabiles s'efforçaient en tâtonnant de le retrouver, ses oreilles l'entendaient de nouveau et elle ne pouvait le répéter assez. Ce qu'elle entendait n'était pas ce qu'elle jouait mais quelque chose d'une beauté supérieure, le souvenir de ce que Tertius Ingpen avait joué et quelque chose de supérieur encore à cela, quelque chose qui surpassait ce que les plus grands artistes auraient pu produire, c'est-à-dire la magie même de la musique.

Edwin entra, un gros livre vert à la main. Il aurait dû depuis longtemps retourner à l'imprimerie et être en ce moment en train de travailler pour elle.

— Allo, — murmura-t-elle sans détourner son regard du piano, — je vous croyais parti.

Ils ne s'étaient pas disputés, mais ils n'avaient pas fait la paix. La question lithographie et imprimerie restait ouverte et les séparait. Quelquefois ils s'étaient rapprochés, faisant aimablement et affectueusement semblant de croire que cette question n'était pas ouverte. Mais aucun effort pour ignorer son existence ne pouvait détruire la réalité.

Tout en regardant le piano, Hilda apercevait Edwin. Elle

croyait le connaître, mais elle faisait de perpétuelles découvertes dans ce champ de connaissances. De temps en temps elle en était si saisie qu'elle en venait à se demander pourquoi elle l'avait épousé et pourquoi les gens se marient ! A la vérité elle l'avait épousé à cause de son regard. C'était un regard triste et on ne pouvait le décrire autrement. Elle l'avait épousé aussi un peu pour ses blonds cheveux désordonnés et pour sa façon de remuer légèrement la tête de côté quand il accueillait quelqu'un ou manifestait son assentiment. Elle ne l'avait pas épousé à cause de ses sentiments ni de la bonté de son cœur. Il y avait des choses en lui qu'elle n'aimait pas. Il avait une tendance à s'enrhumer et elle le détestait dès qu'il avait un rhume. Elle détestait souvent aussi son ordre terrible, bien que ce défaut d'être trop ordonné eût ses bons côtés. De plus en plus elle aimait résolument le laisser-aller comme sa mère... Et dire que la négligence de sa mère l'ennuyait ! D'un autre côté elle éprouvait du plaisir à flatter les manies d'Edwin en ce qui concernait les détails des repas. Elle n'aimait pas sa façon de marcher qui était gauche, ni sa façon de se tenir debout qui était celle d'un infirme et le préférait assis. Elle ne pouvait s'empêcher de déplorer son irrésolution et son amour de ses aises. Néanmoins son regard était ce qui comptait le plus parce qu'elle l'aimait. Elle savait que l'amour que son mari avait pour elle était plus profond et plus désespéré que le sien, mais les liens qui l'unissaient à lui étaient peut-être plus solides qu'elle ne l'imaginait.

L'amour d'Hilda avait les maladies qu'a un amour de femme quand il est grand et ces maladies peuvent être aussi celles d'un amour d'homme. Il pouvait être amer. Il ne pouvait certainement jamais s'arrêter de critiquer, ouvertement ou en secret. Devant les autres, elle le critiquait, sinon tout haut, du moins presque tout le temps ; l'épreuve à laquelle elle le soumettait était continuelle. Lorsqu'elle l'avait tout seul avec elle, elle lui donnait toutes les perfections d'un seul élan et répandait sur lui un flot de tendresses. Elle avait en lui une confiance profonde tout en éprouvant de constantes appréhensions qui affaiblissaient cette confiance ou la détruisaient même pour un instant. Parfois elle accueillait ce qu'il disait avec une réserve presque hostile et cette réserve se transformait

en crédulité aveugle si les mêmes paroles se trouvaient dans la bouche d'un étranger.

Elle avait pour habitude de considérer comme inévitable que dans tout débat entre son mari et un étranger celui-ci l'emporterait. Elle avait peur pour lui. Elle sentait qu'elle saurait mieux le protéger que lui-même de n'importe quel danger. Ce besoin de le protéger n'était qu'une façon de l'instinct de conservation, car tout péril qui le menaçait la menaçait en même temps. Et elle en avait vu assez comme cela, de périls! Après en avoir connu de terribles pendant des années, elle était en sûreté et George aussi. Et si elle éprouvait pour Edwin un amour passionné elle éprouvait pour sa sécurité un amour également passionné. Elle avait poussé un long soupir de soulagement, sa vie de luxe était terminée et elle était devenue une vraie femme. Elle s'allongeait pour ainsi dire voluptueusement sur un sofa après des efforts horribles et épuisants ; elle avait eu à peine le temps de reprendre haleine. Au moindre signe annonçant le retour du danger tous ses nerfs se mettaient sur le qui-vive. Ceci explique son attitude hostile envers le projet d'une imprimerie neuve et de l'extension à donner à la lithographie. Ce nigaud d'Edwin (qui l'instant d'avant était l'homme idéal) pouvait se ruiner... et la ruiner ! A ses yeux c'était l'être le moins fait pour se lancer dans une telle entreprise.

Edwin dit tranquillement, indiquant la musique d'un signe de tête.

— Vous n'avez pas tout à fait attrapé l'air, vous savez?

— Oh !

Elle fut toute surprise. Que disait-il? Il ne savait pas toucher du piano.

— Où en êtes-vous? — demanda-t-il. — Montrez-moi. A la fin vous faites ceci, — et il l'imita, — tandis que ça devrait être ainsi.

Et il joua les quatre dernières notes d'une façon différente.

— C'est vrai ! — murmura-t-elle avec soumission après avoir froncé les sourcils.

— Ce passage m'a trotté dans la tête aussi, — dit-il.

L'étrange beauté de la musique de Dvorak troublait Edwin

et Hilda. Ils sentaient leur âme se dilater parce qu'ils venaient — chose merveilleuse — de se rendre compte qu'ils prenaient tous les deux un plaisir intense à goûter les mêmes formes de beautés. Une sensation de bonheur s'élevait en eux comme un doux parfum dans les profondeurs du salon impeccablement confortable. Un instant ils se penchèrent l'un vers l'autre, extasiés... au-dessus de la question toujours ouverte... l'était-elle toujours?

Ah! Edwin pouvait bien être naïf, un vrai nigaud, mais Hilda reconnaissait l'extraordinaire et déroutante adresse de son attitude. Avait-il abandonné son projet de lithographie ou le chérissait-il en secret? Dans ses façons amicales à l'égard de sa femme y avait-il ou non une réserve? Elle savait... Elle ne savait pas... Oui, il y avait une réserve, mais si infinitésimale qu'elle ne pouvait la définir — ni décider si elle était due à son obstination ou simplement à quelque blessure, si elle indiquait de la rancune ou de la condescendance. Moments pleins d'émotion ! Et elle s'apercevait que sa vie se remplissait de plus en plus de moments pareils.

— Hé bien, — dit-il, — il est presque trois heures. Voici le jour du terme qui arrive. Je ferais bien d'aller là-bas gagner un peu d'argent pour payer le loyer de Maggie.

Déjà avant le terme de juin il s'était montré facétieux à l'égard de ce loyer de Maggie. Dans le partage des biens du vieux Darius Clayhanger, Maggie avait pris la maison Clayhanger et Edwin lui payait le loyer.

— Je n'aime pas vous entendre parler ainsi, — dit Hilda avec une moue gentille.

— Pourquoi pas?

— Je n'aime pas ça !

— En tout cas, il faut bien, je pense, payer ce loyer.

— Et je voudrais que non. Je voudrais ne pas habiter la maison de Maggie.

— Pourquoi?

— Ça me fait quelque chose.

— Vous êtes sentimentale.

— Dites ce que vous voudrez, ça me fait quelque chose que nous habitions la maison de Maggie. Il me semble que je ne suis jamais chez moi. Non, je n'en ai jamais l'impression.

— Quelle enfant vous faites !

— Vous ne me changerez pas, — insista-t-elle résolument.

Il savait qu'elle n'avait pas de sympathie pour la bonne Maggie. Et il savait pourquoi, bien qu'elle ne le lui eût jamais dit. Une raison de cet éloignement était simplement une vague jalousie de Maggie, prédécesseur d'Hilda comme maîtresse de maison. L'autre avait son origine dans la tiédeur de Maggie à l'égard de George. George l'avait ennuyée lors de ses visites avant le mariage de sa mère et d'ailleurs elle avait été vaguement froissée de l'intérêt que témoignait Edwin à l'enfant d'une femme mystérieuse. Si elle eût rencontré George après l'annonce des fiançailles d'Edwin elle l'eût accepté avec l'indifférence contente qui lui était habituelle. Mais elle l'avait rencontré trop tôt et son regard étonné semblait demander au petit garçon : « Pourquoi mon frère est-il si féru de vous? Il faut expliquer cela et l'explication est fournie par l'existence de votre étrange mère. » Edwin ne se refusait pas à reconnaître cette attitude de Maggie, mais il la défendait, la trouvant humaine. Bien qu'épaisse et terne, « c'était la crème des femmes » et l'esclave même du devoir et de la fidélité. Il aurait souhaité faire voir à Hilda toutes ses excellentes qualités.

— Savez-vous à quoi j'ai pensé? — continua Hilda. — Une supposition que nous achetions sa maison à Maggie? Alors elle serait à nous. Et vous n'auriez pas de loyer à payer.

— Comme c'est vrai ! — dit Edwin moqueur. — Mais j'y perdrais, car il me faudrait acheter la maison trop cher.

— Pourquoi? — s'écria-t-elle avec indignation. — Pourquoi Maggie demanderait-elle un prix trop élevé rien que parce que vous voulez l'acheter? Et pensez à tout l'argent que vous y avez dépensé !

— Cet argent ne fait qu'augmenter pour Maggie la valeur de sa maison. Vous ne m'avez pas l'air, mon enfant, de comprendre le métier de propriétaire. Mais ce n'est pas ce dont il s'agit. Maggie ne fixera pas de prix. Seulement je ne peux pas décemment lui donner moins que la valeur donnée à la maison quand elle l'a reçue en partage. C'est-à-dire dix-huit cents livres. Elle ne les vaut pas. Je ne paie que soixante livres de loyer.

— Si elle a pris la maison à un prix exagéré, ça ne regarde qu'elle, — dit la dure et injuste Hilda.

— Pas du tout. Elle a agi comme une sotte. Albert et Clàra l'ont persuadée d'agir ainsi. Ça servait rudement bien leurs intérêts. Il ne m'était pas bien commode de m'interposer.

— Il me semble scandaleux que vous ayez à supporter les conséquences de ce qu'ont fait Albert et Clara.

— Je n'y suis pas forcé. Seulement, si j'achète la maison, le prix doit absolument être dix-huit cents livres.

— Hé bien, — dit Hilda, — je voudrais vous voir l'acheter.

— Se sentirait-elle plus chez elle si je le faisais? — demanda-t-il sur un ton taquin et plein de séduction.

— Oui.

Hilda se redressa et eut un sourire de bravade.

— Et supposez que Maggie ne veuille pas vendre?

— Voulez-vous me permettre de lui en parler?

Le ton soumis d'Hilda semblait impliquer qu'Edwin était un tyran qui gouvernait d'un simple signe de tête.

— Ça m'est égal, — dit-il négligemment.

— Hé bien, un de ces jours je le ferai.

Edwin partit laissant son livre. Hilda était tout animée. Elle se disait : « C'est merveilleux, je peux faire ce que je veux de lui. »

La conscience qu'elle avait de son incompréhensible puissance la plongeait dans l'extase. Quel rôle que celui d'une reine boudeuse, capricieuse, voluptueusement allongée sur sa couche qui transformait un tyran en esclave!

Mais elle devint bientôt plus sérieuse. Le sérieux l'envahit comme une douce chaleur. Elle débordait de gratitude envers Edwin. Sa bonté était exquise. Il n'était pas parfait. Elle pouvait voir ses fautes aussi clairement que lorsqu'elle était fâchée contre lui. Mais il était parfaitement adorable. Elle adorait chaque aspect de sa nature, chaque manifestation de son caractère. Elle sentait toute sa responsabilité à son égard et à celui de George. C'était à elle qu'il appartenait de mettre de la grâce dans leur vie à tous deux. Sans elle, comme ils seraient misérables, délaissés ! Ils ressembleraient à des enfants égarés. Personne ne pouvait faire pour eux

ce qu'elle faisait. L'argent ne pouvait acheter ce qu'elle donnait naturellement et aucune imagination ne pouvait l'inventer. Elle considérait Edwin comme supérieur à elle, mais en même temps elle se trouvait mystérieusement au-dessus de lui et de George. Elle possédait pour leur venir en aide une sagesse étrange et douce. Il était agréable et convenable et même prudent d'être capricieuse à l'occasion et d'obtenir ce qu'elle voulait en employant moues, ruses et séductions; mais au-dessous de tout cela il y avait la terrible rigidité de ses devoirs d'épouse, incessants et compliqués, — liens pesants qui demandaient pour être portés l'exercice de tout ce qu'il y avait en elle de noble énergie.

(A suivre.)

ARNOLD BENNETT

(Traduit de l'anglais par MAURICE LANOIRE)

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE[1]

LA VIE A CHISELHURST[2]

A peine l'Impératrice était-elle à Hastings que, de divers côtés, arrivèrent d'obligeants messages qui mettaient de belles résidences privées à sa disposition. Une de ces propositions venait d'un M. Nathaniel Strode, dont le nom était inconnu de l'Impératrice. Il offrait, pour le prix, très modeste, de six mille francs par an, une maison vaste et commode, que sa proximité de Londres rendait avantageuse pour les communications, soit avec la métropole anglaise, soit avec le continent. Madame Lebreton et le commandant Duperré allèrent visiter cette maison et firent un rapport très favorable. Les conditions de M. Strode furent donc acceptées et, quelques jours après, la petite cour exilée s'installa à Chilselhurst, dans la maison appelée *Camden-Place*.

C'était une grande maison, sans aucun caractère architectural, construite en briques rouges que le temps avait brunies. Elle ne remontait pas plus haut que le commencement du siècle. Cette maison en a remplacé une autre, beaucoup plus ancienne, où demeurait Camden, l'illustre antiquaire contemporain de Jacques Ier et l'un des premiers propriétaires du

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août, du 1er et du 15 septembre 1920.

2. Entre le troisième extrait publié par la *Revue* le 15 septembre et celui qu'elle donne aujourd'hui et qui sera le dernier, se placent, dans le volume, deux chapitres : *M. Regnier*, et *l'Impératrice et la capitulation de Sedan*.

domaine, auquel il a laissé son nom. Deux cèdres énormes, qui se balancent en gémissant près de la maison et qui ont, souvent, troublé mon sommeil par des nuits d'orage, passent pour avoir été plantés par l'historien. On considére aussi, comme datant de lui, un petit édicule, caché dans un bouquet d'arbres à cent mètres de la maison. C'est la copie exacte de la lanterne de Démosthène qui est perchée au sommet d'une tour dans le parc de Saint-Cloud.

La maison a sept fenêtres de façade. Le style en est des plus simples et sans aucun autre ornement qu'une grande horloge, dont les aiguilles dorées se meuvent sur un cadran blanchâtre ; au-dessus, la devise : *Malo mori quam fœdari.* Deux annexes basses ont été ajoutées au corps de logis principal ; une aile construite à droite, en retour d'équerre, contient les communs. Le tout forme un ensemble dont l'irrégularité n'a rien de déplaisant.

En entrant, on se trouvait dans une grande galerie, en face d'un large *hall* où la lumière tombait de haut par un vitrage. Sur les murs du *hall* et au long des parois de la galerie, des tableaux, des bustes, des « cabinets » d'ébène ou d'écaille, à incrustations de nacre ou de cuivre, renfermant derrière leurs vitrines une infinité d'objets disparates et de valeur fort inégale. Au fond du *hall*, un immense miroir à biseaux dans un cadre sculpté et ajouré. A droite, un grand cartel doré. Sur ce cartel, qui devait remonter aux premières années du XVIIIe siècle, on lisait mon nom. Ce qui étonna tout le monde, excepté moi, et je n'eus pas de peine à expliquer que ce devait être l'œuvre du grand-père de mon grand-père ; car mes humbles ancêtres ont exercé, de père en fils, la profession d'horlogers, à Paris, jusqu'au commencement du XIXe siècle. L'Impératrice prit l'habitude de faire dresser la table du thé dans ce *hall*. C'était là que nous attendions les journaux du soir, qui contenaient les dépêches de l'après-midi et que nous discutions passionnément les chances de la guerre. Lorsqu'on s'était oublié à causer, l'Impératrice, soudainement rappelée au sentiment de l'heure par la sonnerie lente et sévère de la vieille horloge, demandait : « Ah ! mon Dieu, que dit le grand-père? » Et elle s'enfuyait pour aller s'habiller.

La galerie traversait toute la maison, allant de la salle à

manger à une grande baie vitrée qui ouvrait sur le jardin. Un long tapis à carreaux rouges et verts régnait d'un bout à l'autre. C'est sur ce tapis que nous allions piétiner pendant des années, perdant nos pas aussi bien que nos paroles et nos pensées, passant et repassant devant un buste de Machiavel, figure vicieuse et simiesque dont le sourire aigu semblait railler nos plans et nos rêves. Un jour, à Farnborough[1], dans une des galeries, l'Impératrice m'arrêta brusquement et, me montrant le tapis sur lequel nous marchions, elle me dit : « Le reconnaissez-vous? C'est le tapis de Camden. J'ai tenu à l'emporter... Ah ! combien de milliers de kilomètres avons-nous faits sur ce pauvre tapis et qui ne nous ont menés nulle part ! Nous l'avons usé de nos impatiences ! »

A l'un des bouts de la galerie montait le grand escalier : à l'autre, s'ouvraient deux salons, terminés par une sorte de rotonde qui donnait sur des pentes gazonnées. Les murs et le plafond étaient couverts de dorures et de peintures mythologiques d'une facture grossière. La cheminée, en porcelaine peinte, n'était pas moins étrange. Je me rappelle le premier mot de Duperré : « C'est beau, ici !... On dirait un café ! »

La salle à manger était grande et belle, éclairée par d'immenses fenêtres et lambrissée du haut en bas. Ces lambris, du travail le plus varié et le plus fin, provenaient du château de Nicolaï, à Bercy. M. Strode, qui avait des ancêtres et qui en était fier, les avait accrochés dans cette salle à manger. Parmi les officiers poudrés et des douairières souriantes se détachait l'énergique physionomie de Strode, l'un des plus fiers esprits de la Révolution anglaise et l'un des cinq membres que Charles Ier alla chercher, de sa personne, sur les bancs du Parlement, pour les arrêter.

Il y avait trois autres salons au rez-de-chaussée. Deux d'entre eux, entièrement revêtus de tapisseries des Gobelins. L'un devint le fumoir ; l'autre, fut réservé au Prince Impérial pour lui servir de salle d'études.

L'Impératrice occupa, au premier étage, une vaste et longue chambre qui correspondait au grand salon du rez-de-chaussée. A cette chambre attenait un joli cabinet, de forme octogone, qu'elle disposa à sa façon et où elle mit peu

1. Farnborough a été la dernière résidence de l'Impératrice.

à peu son empreinte. Je me souviens d'avoir fait couvrir de velours bleu les rayons d'une petite armoire vitrée où elle rangea pieusement les quelques souvenirs précieux qui lui restaient, dans ce premier dénûment de l'exil. Lorsque revint, le 15 novembre, l'anniversaire de sa naissance, nous lui fîmes présent d'un paravent en forme de treillis doré, autour duquel s'enroulait un lierre vivace; et elle fut touchée jusqu'aux larmes de cet humble cadeau, qui lui rappelait une de ses habitudes favorites. Sur sa table, une foule de petites faces en miniature, dans des cadres ouverts, la regardaient lorsqu'elle écrivait. Cette pièce est la seule où elle fit quelques changements. En tout le reste, Camden resta ce qu'il était. Ce n'était qu'une installation provisoire, mais ce provisoire devait durer plus de dix ans.

La chambre de madame Lebreton n'était séparée de celle de l'Impératrice que par une petite antichambre. Le Prince prit une des chambres de la façade. Nous nous campâmes à notre fantaisie.

Le parc n'était pas très grand, mais il renfermait des coins tout à fait sauvages et d'agréables points de vue. On y voyait des dépendances de toutes sortes : habitations pour les jardiniers, pavillons pour les *gate-keepers*, serres, chenils, colombiers et, surtout, le grand bâtiment carré des écuries, qui paraissait plus ancien que la maison.

Pour une pareille demeure, le loyer de six mille francs était ridicule. On se demande pourquoi M. Strode, un spéculateur de profession, qui connaissait apparemment le prix de l'argent, avait fait une si mauvaise affaire. Beaucoup de gens émirent l'idée que M. Strode était un prête-nom et que l'Empereur Napoléon III était, depuis bien des années, le propriétaire de Camden-Place, qu'il se réservait comme un refuge éventuel. Il n'en était rien, mais il est probable que M. Strode était connu de l'Empereur et de son entourage longtemps avant le 4 septembre, car je trouvai, dans une armoire vide, un portrait de M. Mocquart, qui avait, évidemment, été offert au maître de Camden par l'ancien secrétaire de l'Empereur. Peut-être ces relations étaient-elles antérieures à l'Empire. Ces points sont restés obscurs. Ce qui est certain, c'est que M. Strode s'était proposé de demeurer à Camden-Place pen-

dant que l'Impératrice y résidait et de l'y recevoir, en quelque sorte. Il était donc notre compagnon et notre commensal, matin et soir, ainsi que son intendant et ami, un certain M. Fodor. Quelques jours après notre arrivée, M. Fodor périt dans un accident de voiture sur la route d'Eltham. Quant à M. Strode, on fit comprendre à cet aimable et excellent homme que, si bien intentionnée que fût son hospitalité, sa présence continue, dans les tristes circonstances où nous nous trouvions, était gênante. Il s'exécuta de bonne grâce et nous ne le vîmes plus que le dimanche.

Dès les premiers jours, se forma autour de l'Impératrice une petite colonie. Le docteur Conneau nous avait rejoints, amenant son fils Louis, le fidèle ami du Prince, qui venait, à Chiselhurst comme aux Tuileries, partager ses études et ses jeux. Mademoiselle de Larminat reprit son poste de demoiselle d'honneur. Les Aguado s'étaient installés, de l'autre côté du *Common*, dans une maison appelée Old Borough ; le comte Clary avait loué, pour sa femme, Oak Lodge, à la sortie du parc; le duc de Bassano, le comtesse Davillier et sa fille Madeleine s'établirent dans des habitations voisines. Dans le bâtiment des écuries, on organisa un appartement pour madame de Saulcy et pour sa fille Jacqueline. M. de Saulcy, resté à Paris, vint les y rejoindre après la levée du siège. La duchesse de Mouchy était à Londres, ainsi que son frère, le prince Achille, et la princesse Salomé. A Londres, également, la duchesse de Talleyrand, la duchesse de Tarente, les Jérome David, le comte de Bouville et Cl. Duvernois. La famille Rouher s'était fixée à Richmond, ainsi que MM. Albert et Léon Chevreau. De là, un va-et-vient de visites qui donnaient à Camden-Place, sinon la gaieté que le moment ne comportait point, du moins une apparence d'animation.

Le 20 mars 1871, l'Empereur arrivait à Chiselhurst, amenant avec lui le comte Davillier, le baron Corvisart et M. Franceschini Piétri, secrétaire particulier de S. M., qui ne devaient plus la quitter. A partir de cette date, un service volontaire d'aides de camp et de chambellans s'organisa autour de sa personne ; les allées et venues furent encore plus nombreuses et encore plus fréquentes. Il me serait impossible de nommer les visiteurs qui se succédèrent sans interruption pendant

les années 1871 et 1872 : ces pages n'y suffiraient pas. C'étaient les survivants de la pléiade des politiciens de l'Empire, beaucoup de grands noms, appartenant aux deux aristocraties, des artistes, des écrivains, une véritable nuée de journalistes.

Les Anglais manifestaient beaucoup de sympathie envers leur ancien allié. Il avait été acclamé à Douvres, en mettant le pied sur le sol anglais ; il le fut, de nouveau, à Londres, lorsqu'il s'y rendit le jour des actions de grâces solennelles, à propos de la guérison du prince de Galles, dont on avait désespéré.

Le monde gouvernemental était très réservé et M. Gladstone fit attendre longtemps sa première visite. L'aristocratie, qui n'avait pas les mêmes ménagements à garder, montra un médiocre empressement auprès des exilés, malgré l'exemple donné par la Reine, qui, en cette circonstance comme en toutes les autres, montra ce que j'appellerai sa solidité morale. Sous l'Empire, elle avait traité les princes d'Orléans avec tous les égards qui leur étaient dus, et, loin de s'en cacher auprès de Napoléon III, elle avait, très franchement, plaidé leur cause. Sa première visite aux hôtes de Camden date du printemps de 1871. L'Empereur rédigea lui-même une note qui racontait cette visite et que je devais transmettre, « après l'avoir remise au net et corrigée », à nos amis de la presse, — car ce n'était, dans sa pensée, qu'un simple brouillon. J'ai conservé le texte de cette note fort difficile à déchiffrer pour qui n'est pas familiarisé avec cette écriture, presque aussi irrégulière et aussi mal formée que celle du fondateur de la dynastie. L'Empereur, dans cette note, donnait d'abord une idée de la maison, du paysage au milieu duquel elle était située et de la profonde paix qui y régnait d'ordinaire. Il continuait ainsi :

« Samedi dernier, les lieux que nous venons de décrire avaient changé d'aspect. La Reine devait venir faire une visite à Camden-Place. Tout l'espace entre le gare et la grille du parc était rempli par une multitude de voitures et de personnes à pied, venues pour acclamer la souveraine.

» A quatre heures, le train parut à la gare de Chiselhurst. La Reine, le prince Léopold et la princesse Béatrice montèrent dans une voiture attelée de quatre chevaux gris et se dirigèrent vers Camden-Place. Dans une autre voiture se trouvaient lady

Ely et lady Waterpark. Lord Alfred Paget escortait, à cheval, la voiture de la Reine.

» Arrivée à la porte de la villa, la Reine fut reçue par l'Empereur, l'Impératrice et le Prince Impérial et, selon l'usage, elle embrassa avec effusion ses augustes hôtes. L'Empereur et le Prince baisèrent respectueusement la main de la Reine.

» Après être restée une demi-heure en conversation, la Reine fut conduite dans le premier salon où elle adressa quelques mots aux personnes qui demeureut à Camden-Place avec l'Empereur, et le départ eut lieu dans le même ordre.

» On peut dire que la foule, attirée de si loin pour voir la Reine, voulait, par son empressement, montrer non seulement son respect pour la souveraine,mais aussi combien elle approuvait la démarche de la Reine qui, à peine revenue d'un long voyage, n'avait pas hésité à se déplacer pour venir donner une preuve de sympathie aux exilés de Camden-Place. »

Ce fut la première d'une longue série de visites royales, à Camden-Place, d'abord, et, plus tard, à Farnborough. L'amitié de la Reine Victoria et de l'Impératrice Eugénie devait durer trente ans encore, sans qu'aucun nuage soit jamais venu la troubler. Elles étaient très différentes de caractère et d'habitudes, et les années rendirent le contraste encore plus sensible. La Reine, laborieuse et méthodique, désireuse d'emmagasiner des faits dans son esprit et de les y ranger en bon ordre ; l'Impératrice, primesautière comme toute sa race, incapable d'un effort suivi et régulier, prompte à apercevoir une vérité que n'eussent point découverte des yeux moins exercés, puis la perdant de vue ; l'une très réservée, l'autre très imprudente, mais toutes deux incapables de mensonge; elles arrivaient à l'âge où l'on n'estime plus que la sincérité.

Lord Sydney habitait une partie de l'année au château de Frognal, à deux milles de Chiselhurst. En sa qualité de lord-lieutenant du Kent, il se considérait comme tenu à une sorte d'hospitalité envers la famille impériale. Il venait souvent à Camden ainsi que Lady Sydney. On y voyait aussi l'excellent Lord Buckhurst, depuis comte de la Warr et qui s'est signalé par des essais de législation philanthropique; Lord G. Cavendish, qui demeurait à Chiselhurst, et Lord

Frederick Cavendish, ce noble et infortuné jeune homme qui fut assassiné à Dublin par des misérables, le jour même où, plein des plus généreuses intentions du monde, il venait prendre possession de son poste de principal secrétaire pour l'Irlande ; Lord Henry Lennox, un des derniers *dandies*, dont la fantaisie de Disraëli s'obstinait à faire un homme d'État ; le vieux comte Russell, l'ancien héros de la Réforme de 1832, alors sans influence et même sans lien avec son ancien parti. J'eus l'honneur de recevoir, à leur première visite à Camden, le docteur Tait, primat d'Angleterre, et Mrs Tait. Parmi les journalistes, le directeur du *Morning Post*, Mr Borthwick (depuis sir Algernon, élevé à la pairie sous le nom de Lord Glenesk), était un des plus assidus. Nous voyions très souvent un écrivain d'une nuance toute différente, le rédacteur en chef du *Lloyds News*, Blanchard Jerrold, qui, depuis, a écrit une vie de Napoléon III en quatre gros volumes.

Aucune dame anglaise n'était reçue avec plus de sympathie que madame d'Arcos et sa sœur, miss Minnie Vaughan. Madame d'Arcos, qui appartenait, par sa naissance, à l'une des plus vieilles familles catholiques de l'Angleterre, avait épousé Domingo de Arcos, un ami d'enfance de l'Impératrice. A son tour, l'Impératrice la traitait en amie; son dévouement, son caractère sûr et charmant, la rendaient parfaitement digne de cette affection et les années, en s'écoulant, n'ont fait que resserrer cette amitié.

A tous ces visiteurs, Français ou Anglais, qu'amenaient la fidélité ou la sympathie, s'en joignaient d'autres que nous avions grand'peine à écarter. Il existe une race spéciale d'aventuriers et d'intrigants mâles et femelles, qui surgissent on ne sait d'où au lendemain des révolutions et qui assiègent la maison des princes en exil pour exploiter leurs espérances, leurs souvenirs, leur patriotisme et jusqu'à leurs plus généreux sentiments. Un écrivain de bas étage, mais non sans talent, qui prétendait avoir crié « Vive l'empereur ! » le 4 septembre à la porte des Tuileries, vint nous offrir ou, plutôt, nous imposa ses services et se fit le champion de l'impérialisme à l'étranger. Toute cette campagne aboutit à une dégoûtante tentative de chantage, qui fut reçue avec

le mépris qu'elle méritait et le Gouvernement de M. Thiers recueillit le renégat, lui acheta ses « secrets » beaucoup plus cher qu'ils ne valaient. Les débris de l'ancienne police secrète, les hommes qui avaient vécu de complots politiques tout aussi sérieux que les romans de Gaboriau ou de Ponson du Terrail, continuaient à s'agiter autour de nous en intrigues ténébreuses et puériles. Qui nous servait de bonne foi? Qui nous trahissait? Je ne saurais le dire. Quelques communards cherchèrent à établir des rapports avec nous, prétendant n'être entrés dans le mouvement que pour servir la cause d'une restauration impérialiste, mais ils ne reçurent aucun encouragement.

Du même temps, date l'affaire des prétendus bijoux volés. Beaucoup de personnes, habitant sur divers points de la France (dans le nombre il s'en trouvait qui occupaient une position politique assez importante) avaient reçu des lettres d'un inconnu qui prétendait avoir été chargé par l'Impératrice, à la veille du 4 septembre, de porter en Espagne et de remettre à la comtesse de Montijo des bijoux valant plusieurs millions. Après la révolution, le messager, craignant d'être surpris, avait enterré quelque part son trésor, dans les environs de *** (ici, un nom de lieu qui variait avec chaque lettre). Puis, arrivé à Madrid les mains vides, il y avait été arrêté pour une dette insignifiante. Moyennant l'envoi de la faible somme nécessaire pour se libérer, il était prêt à revenir en France pour déterrer les bijoux qu'il offrait de partager avec son correspondant. Comme preuves à l'appui, il joignait à cette communication divers documents : un plan du lieu, une liste des objets précieux, avec une fausse signature du duc de Bassano et un timbre de la « grande-chancellerie » impériale ; enfin, une lettre de l'Impératrice à sa mère, conçue dans les termes les plus vulgaires et les plus grotesques. Cette fraude impudente et grossière, s'il en fût, trompa bien des gens. Nous reçûmes des lettres innombrables. La plupart de nos correspondants se mettaient franchement à la disposition de l'Impératrice pour la faire rentrer en possession de son bien ; d'autres, en termes mystérieux, donnaient à entendre qu'ils étaient disposés à entrer en négociations pour la livraison d'un impor-

tant secret. Plus d'un fit le voyage de Chiselhurst. Pendant ce temps, les auteurs de l'escroquerie, qui se trouvaient, en effet, dans une prison de Madrid, y faisaient bombance avec l'argent de leurs dupes, qui leur parvenait, semble-t-il, sans la moindre difficulté.

La correspondance relative aux bijoux volés me prit un temps énorme. Je reçus aussi, avec des timbres d'affranchissement pour mes réponses, des lettres d'un *Barnum* yankee, qui proposait de promener l'Empereur à travers les principales villes d'Amérique : grosse somme assurée, frais payés dans les meilleurs hôtels, bonne commission pour moi si j'enlevais l'affaire. Un ministre de je ne sais plus quelle communion dissidente invita l'Empereur à une soirée où il devait démontrer, en s'appuyant sur les textes bibliques, qu'il y avait identité parfaite entre lui (Napoléon III) et l'Antéchrist. L'Empereur m'envoya à cette séance, qui eut lieu dans un *music-hall* malpropre de Westbourne Grove. A mon retour, il écouta, moitié attristé, moitié amusé, le récit des folies que j'avais entendues.

Sous l'Empire, il arrivait fréquemment que des individus, au moment où ils perdaient la raison, se présentaient aux Tuileries pour parler à l'Empereur où à l'Impératrice. Les « fous du guichet de l'Échelle » constituaient un fait divers indispensable dans un journal parisien. Ils ne nous abandonnèrent pas dans l'exil et nous inondèrent de leurs lettres. Deux étaient particulièrement tenaces. C'étaient « le fils de l'Impératrice et du comte de Chambord » et « Marie-Jeanne-des-peuples ». Celle qui prenait ce nom était une jeune femme d'une famille très honorable et très distinguée ; quoique tombée en démence, elle paraissait maîtresse de ses actions. Elle savait que d'elle et de l'Empereur devait naître le sauveur de la France. Quant à l'autre fou, qui, sans doute, écrivait alternativement à Frohsdorf — au comte de Chambord — et à Chiselhurst, il mêlait à ses appels, d'une rhétorique navrée et délirante, les considérations politiques les plus bouffonnes sur l'immense avantage de fusionner le plébiscite et la légitimité. En même temps, il avait pour la personne et la situation du Prince Impérial, son « demi-frère », des ménagements délicats, des sous-entendus

pleins de vagues promesses dont un diplomate eût envié la prudence et l'habileté [1].

L'Empereur travaillait à l'étage supérieur de la maison, dans un tout petit cabinet voisin de sa chambre à coucher, et où il n'y avait guère de place que pour son bureau et son fauteuil. Au mur, en face de lui, une large panoplie où ses armes étaient rangées : une collection de fusils de différents modèles et, quelques-uns, du plus curieux travail. A sa gauche, une armoire géante qui gardait ses papiers les plus précieux. Au fond de cette armoire gisaient d'énormes in-folio contenant ses lettres de jeunesse et la correspondance, inédite, des divers membres de la famille impériale ; enfin, un gros volume relié en rouge, qui renfermait — et renferme encore — les Mémoires, également inédits, de la reine Hortense.

Lorsque M. Franceschini Piétri était absent, l'Empereur nous employait, le comte Davillier, le comte Clary et moi, à recopier les pages d'un mémoire sur les opérations militaires de 1870, ou à en corriger les épreuves lorsqu'elles furent livrées à l'impression. Il me permettait de lui soumettre des modifications et je n'ai jamais eu d'élève ou d'étudiant, dans ma carrière de professeur, qui acceptât avec plus de simplicité, de bonne grâce, de reconnaissance, les corrections proposées que l'impérial auteur de la *Vie de César*. J'étais presque confus de sa promptitude à approuver mes suggestions. Sur un point, cependant, il ne se rendait jamais : c'est quand il fallait mettre en jeu d'autres responsabilités que la sienne. Un jour, je me permis de lui faire remarquer le contraste qui existait entre la clarté parfaite de ses explications orales et l'obscurité de sa rédaction. Il me dit avec un triste sourire : « C'est que je veux me justifier sans accuser. » Tâche difficile, impossible même, comme il s'en aperçut chaque jour davantage. J'ai longtemps possédé une page émouvante à voir, une page de sa main

1. L'Empereur et l'Impératrice me remettaient ces lettres dont j'avais formé une curieuse collection. Le paquet volumineux qui la contenait, portant l'inscription : « Lettres de fous et de folles », a été longtemps chez moi dans une armoire fermée à clef. Il a disparu à l'époque où la maladie m'empêchait de veiller sur mes papiers. Peut-être reparaîtra-t-il un jour, mis en lumière par quelque pseudo-érudit qui croira avoir fait une découverte historique. Un Dumas du XXII[e] siècle mettra en feuilleton les souffrances et les aventures du « fils du comte de Chambord et de l'Impératrice Eugénie », comme le Dumas du XIX[e] a conté jadis celles du frère de Louis XIV.

hachée de cent ratures. Il y racontait la bataille de Sedan et elle portait la trace des généreux scrupules qui avaient agité son âme en écrivant ce récit. Cette page a disparu de mes cartons sans que je puisse m'expliquer comment. L'Empereur s'occupait aussi d'un projet de mortier qui devait réaliser un nouveau progrès après la mitrailleuse, mais, lorsqu'il mourut, l'invention n'avait pas encore dépassé la période des premiers essais.

Il avait fait installer un tour devant une des fenêtres, dans le billard, et le mettait souvent en mouvement, pour remplacer, par cet exercice, sa promenade hygiénique lorsque le temps s'y opposait. J'ai deux coquetiers qui ont été tournés par l'Empereur à cette époque et très élégamment cannelés[1].

L'Impératrice apparaissait pour la première fois à l'heure du lunch. D'ordinaire, elle avait reçu beaucoup de lettres, parcouru une douzaine de journaux, anglais ou français. C'était elle qui nous mettait au courant et qui discutait les nouvelles, généralement avec un ou deux invités, arrivés du continent la veille au soir ou le matin même. L'Empereur, non moins réservé qu'aux Tuileries, jetait un mot, çà et là, et écartait la politique lorsqu'elle lui paraissait inopportune.

L'après-midi était l'heure des audiences. L'Empereur les donnait d'ordinaire en fumant sa cigarette ou en marchant dans la galerie, de ce pas lent et rythmé, avec ce balancement régulier, de droite à gauche, que la maladie et l'âge rendaient plus traînant et plus lourd. Le Prince sortait, comme en France, de deux à quatre, très souvent à cheval, avec son aide de camp et Louis Conneau ; ses deux cousines les demoiselles d'Albe l'accompagnaient quelquefois dans ces courses, et le fidèle Démolliens, le piqueur qui, sous les ordres du vieux Bachon, avait suivi, depuis les premiers jours, son éducation de cavalier, escortait la cavalcade. La promenade à cheval était parfois remplacée par une excursion vers des lieux intéressants. Je me rappelle une visite à la Tour de Londres, en compagnie de la princesse de Metternich et de la duchesse de Mouchy, et une délicieuse

1. Ce n'est pas la première fois que Napoléon III s'exerçait au métier de tourneur. Il y avait à Saint-Cloud, dans le salon qui donnait accès de la salle à manger dans le jardin, une chaise qu'il avait entièrement fabriquée de ses mains.

journée au château de Knolles, près de Sevenoaks, où sont entassées, avec de curieux souvenirs, tant de belles œuvres d'art. C'est là que le Prince fit connaissance avec Reynolds et Gainsborough. Lord Sydney le promena dans Westminster et lui servit de *cicerone* ; c'est le *speaker* lui-même (M. Brand, si je me souviens bien) qui lui expliqua les usages du Parlement. Sur une invitation de la Reine, il assista à une revue près de Hampton-Court. Un autre jour, il fut présent à une fête rurale à Farningham, où se trouve une colonie agricole analogue à notre Mettray ; il prononça quelques paroles de sympathie, son premier discours en anglais. Ainsi, peu à peu, il s'initiait à la vie anglaise et entrait en relations avec toutes les classes.

L'Impératrice, de son côté, quittait quelquefois Chislehurst, dans l'après-midi, pour des courses plus ou moins lointaines. Je l'accompagnai dans une très intéressante visite à la prison de Woking, où elle eut pour guide le colonel Du Cane, inspecteur général de ce service. Elle y fut reconnue d'un malheureux Français, ancien soldat de notre armée d'Italie, qui expiait, par je ne sais combien d'années de prison, le crime d'avoir pris une paire de bottes à la porte d'une chambre d'hôtel. Elle obtint la grâce de cet homme. Je l'accompagnai, un autre jour, à l'église des Jésuites qui est située dans Farm Street. Pendant qu'elle était dans le confessionnal, quelqu'un se mit à improviser sur l'orgue et j'appris que c'était Gounod. J'en ressentis une impression profonde, que j'ai introduite dans un de mes romans.

A cinq heures, le thé était servi, d'abord dans le *hall*, puis dans le petit salon. On s'oubliait à causer, quelquefois, jusqu'à sept heures moins dix, et alors, chacun s'enfuyait, car le *gong*, placé dans la galerie, annonçait le dîner à sept heures.

Le dîner achevé, les hommes passaient dans le fumoir, et de là, dans la salle de billard. Les dames s'installaient autour de la table dans le grand salon. La comtesse Clary, madame Lebreton et mademoiselle de Larminat tiraient l'aiguille. Le docteur Conneau et le duc de Bassano faisaient des réussites. Très souvent, l'Empereur faisait de même. Ou bien, assis dans un grand fauteuil près de la cheminée de porcelaine, enveloppé de la fumée de sa cigarette, il rêvait.

Quand il n'y avait ni étrangers présents, ni grand sujet à l'ordre du jour, on causait peu et le silence n'était troublé que par les exclamations des faiseurs de patiences, qui s'accusaient réciproquement de tricher. Du billard, arrivait le bruit des billes d'ivoire qui s'entre-choquaient furieusement. Ou bien, c'était une ritournelle esquissée, un lambeau d'Offenbach qui éclatait dans le *hall*, où la jeunesse était groupée autour du grand piano à queue. A neuf heures et demie, le Prince allait se coucher et je ne lui disais bonsoir qu'après avoir assisté à sa prière. A onze heures, l'Impératrice se levait et, du seuil de la porte, comme jadis aux Tuileries, elle répondait à notre profonde inclination par une révérence. Cette révérence où elle déployait une élégance suprême, cette révérence exquise, dont elle avait fait une chose d'art, elle en a charmé nos regards, à Farnborough aussi bien qu'à Chiselhurst, jusqu'au jour où l'âge et les infirmités le lui défendirent ; ce fut le seul, le dernier vestige de l'étiquette impériale qu'elle a conservé dans l'exil. Je souris en me surprenant, après tant de malheurs subis et de graves pensées, à regretter la révérence de l'Impératrice. C'est qu'elle disait tant de choses, cette révérence ! Elle symbolisait tant de grâces et de splendeurs évanouies !

L'Empereur et l'Impératrice ne sortaient jamais le soir. Le Prince allait souvent au théâtre. Nous avons entendu avec lui la Patti à Covent-Garden et Nilsson à Drury-Lane. Nous vîmes aussi Irving, avec miss Bateman, dans le *Charles Ier* qui fut un des premiers grands succès de l'illustre acteur.

Le dimanche, l'ordre du jour était un peu différent. L'Empereur et l'Impératrice se rendaient à pied à l'église St-Mary pour assister à la grand'messe, et ils revenaient de même, à travers le *common*. C'était, pour les Français de Londres, une occasion de voir les exilés, de se grouper sur leur passage et de les saluer. Le curé catholique était un Irlandais, appelé le Père O'Connor, excellent homme aux manières abruptes. On le remplaça promptement par un prêtre qui parlait fort bien le français, ayant fait son éducation religieuse à Saint-Sulpice. Le Père Goddard, qui fut fait prélat-camérier par Pie IX et que Léon XIII a continué dans la même dignité, tout en le laissant à sa cure de Chiselhurst, venait déjeuner à

Camden après la messe. La salle à manger était ensuite transformée en salle d'escrime et le brave maître d'armes, Bertrand, arrivait de Londres pour présider à la séance, où j'ai vu figurer des lames très réputées, telles que Bartholoni et Féry d'Escland.

Le train de trois heures amenait une véritable foule d'amis et les salons étaient pleins. Un jour, Nilsson chanta toute l'après-midi dans le *hall* ; un autre jour, Sullivan, présenté par madame Conneau, improvisa sur le piano pendant des heures. La Patti venait aussi, mais en marquise et sa voix n'a jamais résonné dans le *hall* de Camden. Quand il faisait beau, le thé était servi sur la pelouse et les robes claires traînaient élégamment sur les gazons, les parasols s'agitaient et le bruit des voix féminines montait, comme la rumeur d'une volière, à travers les branches du vieux cèdre planté par Camden.

Telle était la vie à Chiselhurst. Comme dans tous les groupes humains, rapprochés par les circonstances bien plus que par le choix, il s'y produisait des divergences, des antipathies, des rivalités qui créaient, sous le calme apparent de la surface, des remous et des tourbillons. Il y avait des esprits qui ne se comprenaient pas et, peut-être, y eut-il des cœurs qui s'entendaient trop pour leur repos et leur bonheur. Mais le monde n'a pas besoin de savoir ces choses et j'ai quelquefois un étrange et mélancolique plaisir quand je songe aux secrets qui mourront avec moi. Mais mon devoir est de dire que, pendant ces années suprêmes de vie conjugale, la sympathie et l'accord furent parfaits entre l'Empereur et l'Impératrice. J'ai dit qu'après la révolution de septembre, elle lui avait rendu son ancienne affection : le moment est venu d'en donner la preuve. Lorsqu'elle connut les détails de la journée du 1er septembre, lorsqu'elle sut à quoi s'en tenir sur le soi-disant « lâche de Sedan », elle oublia tout ce qu'elle avait senti, pensé, dit, dans la folle excitation de la première heure. Elle l'oublia aussi complètement qu'un homme oublie les actions et les paroles qui lui ont échappé pendant la folie de l'ivresse. Un des témoins de ces scènes douloureuses s'en étant souvenu, elle en fut profondément étonnée, mortellement attristée. Voici le fait. L'amiral Jurien avait voulu recueillir, pour les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes*, les souvenirs

de ce mois terrible, pendant lequel l'Impératrice avait été, en quelque sorte, confiée à sa garde. Son but était de mettre en relief, — même aux dépens de qui que ce fût ! — les beaux côtés de ce caractère qu'il admirait profondément : son courage, son abnégation, son patriotisme. Mais, dans ces confidences d'un loyal serviteur, il y avait des révélations imprudentes ou prématurées, ou, encore, des éloges qui ne pouvaient manquer d'être mal entendus par la malignité du public spécial auquel l'article était destiné. L'amiral avait envoyé son manuscrit à Camden, afin de s'assurer s'il n'avait dépassé, en rien, la discrétion agréable à l'Impératrice. Elle prit connaissance du manuscrit, fit quelques observations ; je fus chargé de les rédiger et de les transmettre à l'amiral avec une lettre explicative. J'ai conservé le brouillon de cette lettre et j'y trouve ce passage significatif : « ... Si, parmi toutes ces observations, il en est une qui tienne tout particulièrement au cœur de Sa Majesté, c'est celle qui concerne l'Empereur et les sentiments qu'elle n'a cessé d'éprouver pour lui. La pensée que votre récit la représente comme ayant cru un instant l'Empereur indigne d'Elle remplit l'Impératrice de chagrin. Elle préférerait les plus cruels outrages de ses ennemis à cette appréciation venant d'un ami. »

Au fond de son cœur, elle se reprochait peut-être d'avoir douté un moment et elle acceptait ce tort comme la rançon de ses fautes à lui. Dans l'automne de 1870, accompagnée d'une seule personne et dans le plus grand secret, elle se rendit à Wilhelmshöhe et demeura seulement quelques heures avec le prisonnier. Quelques jours après son retour, elle me dit :

« On ne connaît guère l'Empereur. On se figure qu'il est insensible à toutes les émotions, parce qu'il a des manières froides, en apparence, et réservées. On ne le connaît pas !... Quand je suis arrivée là-bas, il m'a reçue avec beaucoup de calme ; il est resté parfaitement maître de lui tant qu'il a été en présence des étrangers. Mais quand nous avons été seuls !... »

Son accent laissait deviner par quelle étreinte passionnée il avait repris possession de ce cœur, sa dernière fortune et, désormais, son seul empire.

Un soir, à Farnborough, bien des années après, nous étions assis autour de la table ronde où elle prenait place après le

dîner. Je ne sais comment elle rencontra dans un journal, et nous lut tout haut certain article où il était question de l'affection profonde que l'Empereur n'avait jamais cessé d'éprouver pour elle. Ses yeux se remplirent de larmes et sa voix s'étouffa. Elle ne put continuer et passa le journal à ma femme pour qu'elle achevât cette lecture. Nous sentîmes, ce soir-là, qu'en dépit des défaillances morales dont elle avait tant souffert, elle se croyait, se savait aimée et que le souvenir de cet amour, auquel elle avait dû les vicissitudes de sa destinée, était, désormais, sans mélange d'amertume.

J'étais auprès des miens, dans l'été de 1871, lorsque septembre ramena le pénible anniversaire. Le matin du 4, je reçus une lettre de l'Impératrice, dont voici les premières lignes :

« Je ne veux pas que ce triste anniversaire se passe sans que je rappelle à votre souvenir, mon cher monsieur Filon, les heures d'angoisse et de douleur que vous avez partagées avec moi l'année dernière. Vous avez, par un devouement à toute épreuve, adouci bien des choses et je tiens aujourd'hui à vous en remercier. Les longues heures qui me séparent encore de la journée de demain vont réveiller, comme un écho, une douleur amortie, mais un chagrin toujours aussi vif. Tout semble se rapprocher et redevient vivant. Je voudrais, aujourd'hui comme alors, être à demain ou, pour mieux dire, je voudrais l'oubli. Le pardon est simplement cela. Tant que la mémoire vous redonne les sensations qu'on a éprouvées, on ne peut jouir du bénéfice du temps. Je vais partir samedi : en changeant de lieu, changerai-je d'esprit?... »

Je cite cette lettre pour montrer combien elle était délicatement attentive à reconnaître et à encourager le dévouement autour d'elle. Peu après avoir écrit cette lettre, elle partit pour l'Espagne, pendant que l'Empereur s'établissait à Torquay, sur la côte de Devon. Je revins à Camden-Place lorsqu'il y rentra avec son fils ; il était fort occupé à reconstituer la bibliothèque de l'Impératrice, qui venait de disparaître dans l'incendie des Tuileries, et il lui ménageait cette surprise pour son retour. Nous l'aidâmes à préparer le catalogue et il rangea lui-même les volumes, dont les reliures étaient toutes pareilles à celles des anciens et portaient l'E couronné,

empreint avec les fers qu'on avait retrouvés chez Fontaine, au passage des Panoramas. Ils furent tous placés dans d'élégantes armoires vitrées, à hauteur d'appui, qui garnirent les parois du grand salon.

L'Impératrice revint d'Espagne au mois de décembre et la vie recommença à Camden, telle que je l'ai décrite. Le Prince, pendant toute cette année 1871-1872, suivit les cours de King's-College avec son ami Conneau : ce qui nécessitait des voyages à Londres presque quotidiens. Lorsque vint l'été de 1872, l'Impératrice remonta, cette fos, vers le Nord. Elle emmena son fils en Écosse, puis vint rejoindre l'Empereur à Brighton. Là, ils étaient fort incommodés par la curiosité des badauds et furent heureux de se réfugier à Cowes, dans l'île de Wight, où ils trouvèrent une sorte de solitude. Après avoir passé quelques jours à l'hôtel, la petite cour exilée s'installa dans deux maisons situées presque à l'extrémité de la *Parade* ; celle où habitait le prince portait le nom bizarre de Paou-Shun, que lui avait donné son propriétaire, un vieil amiral, sans doute en mémoire de quelque campagne dans l'Extrême-Orient. J'avais fait mon cabinet d'étude d'une toute petite pièce, entièrement tapissée de cartes marines et d'où l'on découvrait tout le Solent. Le bon amiral devait s'y croire à bord de son navire, en train de faire le tour du monde. Le Prince essayait de s'y donner la même illusion et j'en profitais pour lui faire un peu de géographie. Le mois de septembre fut délicieux cette année-là et la vie se passa fort agréablement à Cowes. Le Prince était particulièrement fêté par les enfants du comte et de la comtesse de Harrington, dont l'hospitalité, cordiale et simple, mettait tout le monde à l'aise. Le baron Henry de Worms, qui avait été un des élèves les plus distingués de notre collège Rollin et qui, plus tard, après avoir été président du *Board of Trade*, a été élevé à la pairie, apprenait au Prince à nager et s'ingéniait, en mille façons, à le distraire. Le Prince avait aussi trouvé des camarades de son âge dans les jeunes Exshaw, dont le grand-père était un sénateur de l'Empire, M. de Richemont. Deux ou trois jeunes Américaines très séduisantes, jetaient une note de gaîté coquette et comme de *flirt* à demi enfantin, dans ce jeune groupe qui commençait à s'amollir vaguement aux

influences féminines. Chaque jour amenait de nouvelles courses. C'était une partie de tennis, à Carisbrooke-Castle, à quelques pas de la fenêtre historique par où Charles I[er] a vainement tenté d'échapper à ses geôliers ; ou bien, c'était une croisière de quelques heures sur le navire de celui-ci ou de celui-là. Un jour, vint mouiller, en rade de Cowes, un de ces yachts voyageurs qui allaient de place en place pendant l'été. Il appartenait à la baronne Meyer de Rothschild, qui en avait fait son *home*, persuadée que la vie sur mer était sa seule chance de salut en présence d'un mal toujours menaçant. Le prince fut invité à visiter le yacht et y passa une journée avec son cousin, le duc d'Albe. Je n'oublierai jamais le grand air et la mélancolie profonde de la baronne. Elle incarnait la douleur de quitter la vie. Sa fille Hannah de Rothschild (depuis comtesse de Rosebery) l'entourait de soins touchants et recevait ses hôtes avec un mélange de simplicité et de réserve dont je fus vivement frappé.

L'Empereur quittait peu la maison, et l'Impératrice ne quittait guère l'Empereur. On revint à Camden dans les premiers jours d'octobre ; à ce moment l'état de santé de Napoléon III s'aggrava au point de nécessiter une opération, aux suites de laquelle il devait succomber[1].

AUGUSTIN FILON

1. Le volume qui doit paraître très prochainement, se termine par ces quatre chapitres : *Le 9 janvier* 1873 ; *L'Impératrice s'efface ; Le Pèlerinage d'Itelezi ; Quarante ans de silence.*

AUGUSTIN FILON

ET SES « SOUVENIRS »

I

Un des premiers jours du mois de novembre 1862, les « littéraires » de l'École normale, assemblés dans une grande salle d'études, accomplissaient un vieux rite : le chef de section de la seconde année, Augustin Filon, présentait aux camarades de troisième année les normaliens entrants. Chacun de ceux-ci, à l'appel de son nom, monta sur une chaise au milieu de la salle ; il entendit une biographie, malicieuse sans être méchante, de sa personne. Élève de la promotion nouvelle, j'eus ma part de la malice, et même une assez bonne part. C'est ainsi que commença entre Filon et moi une amitié que la vie devait faire intime.

Augustin Filon était un camarade charmant. De grands succès au concours général des lycées de Paris l'avaient rendu célèbre parmi la jeunesse universitaire ; il n'en tirait point vanité. Un de ses camarades de promotion [1] a dit de lui qu'il

1. M. Auguste Moireau, dans une excellente notice publiée par *l'Annuaire de l'Association amicale des Anciens élèves de l'École normale supérieure* (1917).

était un peu « distant » ; c'est vrai. Il se distinguait de la plupart de nous par sa bonne tenue où il mettait quelque élégance, et, s'il était aimable, il n'était pas banal. Il évitait les vulgaires, détestait les grossiers et se moquait des « politiques » : la politique lui semblait être ennemie des lettres, et cela était à ses yeux un grand crime.

Il n'aimait pas seulement les lettres classiques, celles d'Athènes, de Rome et de France ; il s'intéressait aux lettres anglaises et aux lettres allemandes. Un jour, il me parla du *Wilhelm Meister* de Gœthe qu'il venait de lire, et, à ce propos, de la littérature allemande, qu'il commençait à étudier. C'était en ce temps-là chose rare, même à l'École normale. Notre directeur, M. Désiré Nisard, se flattait d'ignorer les lettres étrangères, et il les ignorait en effet au point qu'ayant su qu'un de nous apprenait le hongrois, il lui dit : « Ce doit être bien difficile l'étude des langues slaves. »

Filon — en cela disciple de Taine — considérait la littérature comme un témoignage de premier ordre sur la vie de l'humanité en ses différents endroits, à ses différentes dates; la connaissance du moment et du milieu est donc nécessaire à qui veut acquérir la pleine connaissance des lettres. Dès le temps d'école, en 1862, il publiait un essai sur *Guy Patin, sa vie et sa correspondance*; il y reconstituait le singulier milieu où vécut le curieux personnage et révélait ainsi son aptitude à l'histoire des littératures.

En 1865, il sortait de l'École agrégé des lettres, premier agrégé, bien entendu. Il fut nommé professeur au lycée de Nice, d'où il passa au lycée de Grenoble. En 1867, un événement se produisit dont les suites devaient être pour lui considérables. M. Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique, lui demanda d'accepter la fonction de précepteur du Prince Impérial ; après mûre réflexion, Filon accepta. Deux ans après, plusieurs répétiteurs, au nombre desquels j'étais, lui furent adjoints; mais il garda la haute main sur l'éducation du « petit prince ».



Le préceptorat inauguré à Saint-Cloud, à l'automne de 1867, s'acheva au commencement de 1875. Entre les deux dates, l'Empire s'effondra. Filon a raconté les tragiques dernières journées du régime ; il n'a pas dit qu'après avoir rejoint en Angleterre l'Impératrice et le Prince Impérial, il rentra en France et voulut s'engager ; un ordre d'expulsion le renvoya en Angleterre. Alors commença entre l'élève et le maître l'intimité ; ils ne se quittaient plus. Quand le Prince, à la fin de 1872, entra à l'École militaire de Woolwich, Filon l'y accompagna ; pendant deux ans, ils vécurent en tête à tête dans une petite maison.

Ce précepteur n'était pas le magister qui donne des leçons sur tel ou tel sujet, tel jour à telle heure. Il y eut à tout moment, de lui à son élève, ce que Michelet appelle « la communication de l'intime ». Or cet « intime » du précepteur était richement pourvu ; il y trouvait de quoi répondre à toute question de son élève, qui était questionneur et discutait les réponses. Tous les sujets se présentèrent dans ces conversations innombrables. Ce fut une éducation totale de l'esprit et du cœur, et l'élève sentit tout le prix de la dignité intellectuelle et morale du maître qui savait tant de choses, et qui l'aimait et le servait avec un dévouement si noble, dans sa sincérité et sa simplicité.

Filon fut bienfaisant d'une autre manière, et le bienfait s'étendit à la petite cour exilée.

J'ai connu la vie de cette cour par des visites pendant les vacances, en Suisse, au château d'Arenenberg et en Angleterre, à Chiselhurst.

Le château d'Arenenberg est une maison très simple qu'habita la reine Hortense, mère de Napoléon III. Il est situé sur une sorte de promontoire entre le grand lac de Constance et le petit lac appelé lac inférieur, l'*Untersee*. A quelque distance devant la maison se dresse le pavillon de la reine Hortense ; de là, on découvre, au bord de l'eau, la jolie ville de Constance. Derrière la maison, une terrasse regarde l'Untersee et

les collines vêtues de forêts. La reine Hortense prétendait que nulle part au monde ne se pouvaient voir d'aussi beaux couchers de soleil. Du parc, des chemins descendent au Sud vers la plaine, ou montent au Nord vers les collines. C'étaient, de tous côtés, des invites à sortir, et l'on sortait chaque jour; les promenades à pied alternaient avec les promenades sur l'eau. Et puis, Arenenberg, c'était un séjour d'été, et la belle saison embellit même l'existence des affligés.

Mais Chiselhurst !

Filon a décrit la longue galerie du rez-de-chaussée, qui était le lieu de promenade où les pas des exilés, pendant dix ans, mesurèrent des milliers de kilomètres. Un jour d'octobre, j'y marchais à côté de l'Impératrice ; au dehors un brouillard d'Angleterre régnait souverainement. L'Impératrice, collant son front à la glace de la galerie, me dit : « Ne trouvez-vous pas que nous avons l'air de poissons qui évoluent dans un *aquarium*? »

Oh ! les longues heures de ces journées noires ! J'y ai compris et senti le spleen. Le Prince Impérial en subissait les accès ; un jour, dans son cabinet j'entrai et voulus causer, mais il ne m'écoutait pas ; il dessinait à la plume des grenadiers de la vieille garde marchant, le haut bonnet à poil incliné sous le vent et la pluie.

« Monseigneur, à quoi pensez-vous? » — « Je pense que je donnerais beaucoup pour voir l'omnibus de Grenelle-Porte Saint-Martin sortir de la rue du Bac. » Aux Tuileries, des fenêtres de son cabinet de travail, au premier étage du Pavillon de Flore, il apercevait la rue du Bac débouchant sur le quai et il regardait les voitures aller et venir.

L'ennui n'était pas le seul mal dont souffrît la maison. Il est rare que les personnes habitant sous le même toit, à peu près séparées du reste du monde, n'éprouvent pas une lassitude de vivre ensemble. On se connaît trop les uns les autres ; on sait que, n'importe quelle circonstance étant donnée, monsieur un tel ou madame une telle dira telle parole, prendra telle mine ; on n'espère aucun imprévu. D'autre part, il y a des degrés dans l'affection que l'on sent les uns pour les autres ; le plus bas de ces degrés confine à l'antipathie. Et pourtant, il faut se réunir à la table du déjeuner, du thé

et du dîner, prolonger au salon la soirée jusqu'à ce que les maîtres de la maison se lèvent, et garder un visage toujours prêt à sourire. Un soir pourtant, je vis un front contracté ; je demandai tout bas : « Vous souffrez? » Tout bas, il me fut répondu : « Non, mais cela me ferait du bien de crier. »

L'Impératrice m'a dit : « Nous sommes ici sur le radeau de la *Méduse* ; il y a des moments où nous avons envie de nous manger les uns les autres. »

Contre l'ennui, contre la mésintelligence, Filon réagissait. Comme il avait beaucoup d'esprit, il ranimait les conversations et son sourire déridait les visages renfrognés ; ce sourire à pointe de malice plaisait à tout le monde. Filon apaisait les petites discordes ; quelquefois, il grondait doucement celui-ci ou celle-là. Tous avaient de l'affection pour lui ; mais pour le Prince Impérial et sa mère, il était le grand ami ; tous deux savaient ce qu'ils lui devaient. Il a cité une très belle lettre que l'Impératrice lui écrivit, le 4 septembre 1871 : « Je ne veux pas que ce triste anniversaire se passe sans que je rappelle à votre souvenir, mon cher monsieur Filon, les jours d'angoisse et de douleur que vous avez passés avec moi. Vous avez par un dévouement à toute épreuve adouci bien des choses, et je tiens aujourd'hui à vous en remercier. »

L'Impératrice n'était pas complimenteuse ; mais voilà, en peu de mots, un grand compliment : « Vous avez adouci bien des choses », cela dit beaucoup ; cela dit tout, si l'on pense à la violence des amertumes qu'il fallut *adoucir*.

***

Quand furent achevées les études du Prince Impérial, au début de 1875, Filon revint à Paris ; en 1883, il retourna en Angleterre où il habita Margate, puis un faubourg de Londres, South Croydon.

De 1875 à 1916, date de sa mort, l'écrivain s'est donné large carrière. La valeur littéraire de son œuvre est grande. Filon écrivait comme on parle; pour répéter un mot de Montaigne, son « parler est tel sur le papier qu'à la bouche ».

Le lecteur est charmé par cette simplicité, par cette facilité naturelle, par cette abondance qui n'encombre ni ne déborde, par une discrétion continue : à décrire un paysage ou une personne ou un moment tragique, quelques lignes suffisent; l'émotion légère ou intense passe tout droit de l'âme qui parle à l'âme qui écoute. Augustin Filon est un écrivain de pure race française.

*
* *

Il s'est proposé de faire connaître à la France l'Angleterre, toute l'Angleterre, dans sa vie politique, sociale, économique, esthétique. Il a publié des études dans plusieurs journaux, surtout dans le *Journal des Débats*, dans plusieurs revues, surtout dans la *Revue des Deux Mondes*. Elles ont été en partie réunies en volumes : les *Profils anglais*, portraits de grands personnages, Randolph Churchill, Joseph Chamberlain, John Morley, Parnell; *l'Angleterre d'Édouard VII*, tableau de la Grande-Bretagne au début du xx[e] siècle.

Une de ses premières œuvres a été une *Histoire de la littérature anglaise*, œuvre excellente qui fut bien accueillie par la critique en Angleterre, et que l'Académie française couronna. Une des dernières fut une *Histoire d'Angleterre*. Celle-ci est encore inédite; le manuscrit en est déposé à la librairie Hachette. Je crois savoir que la publication en est décidée. Quelqu'un qui a lu le manuscrit, et qui est un juge d'humeur sévère, m'a fait un grand éloge du livre.

Comme, en même temps, il faisait connaître la France à l'Angleterre par des articles publiés dans la *Fortnightly Review*, pendant de ses articles de la *Revue des Deux Mondes*, on a pu dire qu'il a été un des premiers ouvriers de l'Entente cordiale, où il voyait la sécurité de l'avenir pour l'Angleterre et pour la France.

Un tel travail suffisait, semble-t-il, à occuper une vie. Mais Filon trouvait, dans les souvenirs de sa propre vie, matière à d'autres travaux. Son *Mérimée*, si agréable, si vivant, explique un caractère particulièrement original, et fait connaître le milieu où vécut ce rare écrivain. Le livre sur *le Prince Impérial* est un témoignage émouvant et décisif qui

n'a pas été contesté. Des *Souvenirs sur l'Impératrice Eugénie*, nous parlerons longuement tout à l'heure.

Est-ce tout? Non. Ajoutez une quinzaine de romans. Ils sont charmants (c'est un mot que je répète souvent, et je le fais exprès) ; tantôt des études de mœurs, comme les *Mariages de Londres* et *Amours anglaises*; tantôt à fond d'histoire comme les *Contes du centenaire.* Cette partie de son œuvre n'était pas celle qui plaisait le moins à Filon; il me l'a dit un jour. Il y donnait carrière à son imagination vive et, si je puis dire, diverse, enrichie comme elle était par l'expérience d'une vie mêlée de bonheur et de catastrophes.



Mais voici qui achève de faire connaître l'homme qu'était Augustin Filon.

En 1874, il commença de souffrir d'une périostite, qui mettait ses yeux en péril ; le mal s'aggrava en 1879 ; une opération l'aveugla pour plusieurs mois ; d'autres succédèrent qui lui rendirent une faible lueur. Je le vis pour la dernière fois à l'École normale en 1914 ; il était presque aveugle ; il me demanda de le conduire à sa « turne » ; on appelle ainsi les salles d'étude où sont répartis, par petits groupes, les élèves de troisième année. Arrivé au corridor qui dessert les turnes, il quitta mon bras : « Laisse-moi, me dit-il, chercher mon chemin. » A tâtons, il chercha et trouva : « C'est ici. » Puis il marqua la place qu'occupaient ses camarades de turne, ses « coturnes », comme on dit à l'École. Et les vieux souvenirs lui revenaient : voilà donc la fenêtre par où il passait, pour monter sur le toit où l'on fumait et jouait aux cartes, deux plaisirs défendus par les règlements normaliens d'alors. « Ah ! me dit-il, dans ce temps-là, je n'avais pas peur de me casser le cou à chaque pas. » Aucune amertume ne se mêlait à ses propos ; il souriait.

Avec cette infirmité, comment donc a-t-il pu achever tant d'œuvres qui supposent tant de lecture, tant d'écriture. Quelqu'un l'assista dans son travail, l'assista dans ses souffrances, secrétaire et garde-malade, dont le dévouement ne se lassa jamais : madame Augustin Filon.

II

Les *Souvenirs sur l'Impératrice Eugénie*[1] qu'Augustin Filon a si bien connue, sont un document historique précieux. Ce livre sera certainement discuté, certainement contredit. Je me fais donc un devoir de montrer que les souvenirs de mon ami sont confirmés par ceux que j'ai gardés de quelques séjours que j'ai faits, pendant mes vacances de professeur, à *Camden Place*, ou bien au château d'Arenenberg. Chemin faisant, j'ajouterai des observations et des réflexions qui me sont personnelles.

***

L'Impératrice était belle, et sa beauté a été justement célébrée. En 1867, quand Filon la vit pour la première fois, le temps avait marqué sur elle les traces de son passage ; mais on admirait la grâce de toute sa personne, de ses saluts, de ses révérences, de son sourire, et la fine ossature de son visage, et le charme de ses yeux, tout proches l'un de l'autre, si vivants, si vifs, où j'ai vu maintes fois succéder au sourire une large larme qui voilait le regard.

Chez elle « aucune pose, aucun souci de l'effet ». Les jours de cérémonie, sous le manteau impérial et le diadème de pierreries, elle prenait sans effort l'air de majesté ; mais, dans la vie quotidienne, elle apparaissait « plus simple et plus naturelle qu'aucune des femmes qui l'entouraient ». Même les gens les plus timides se sentaient à l'aise avec elle après quelques minutes de conversation.

L'Impératrice parlait beaucoup, un peu bruyamment, et je l'ai entendue dire des choses qu'elle aurait beaucoup mieux fait ne pas dire ; mais sa conversation intéressait par sa vivacité, par la promptitude à passer d'un sujet à un autre, par des traits amusants, par des sentences

1. C'est par un traité signé le 18 juin 1892 chez Calmann-Lévy que Filon s'était engagé à écrire ce livre. Il avait été entendu que le manuscrit en serait remis aussitôt après la mort de l'Impératrice.

bien frappées comme celles-ci : « Le coup d'État est un boulet qu'on traîne et qui finit par vous paralyser la jambe. » — « En France, au commencement, on peut tout faire ; au bout d'un certain temps, on ne peut même plus se moucher. »

On s'apercevait vite, en l'écoutant, qu'elle tirait de son imagination maints détails de ses récits. Filon a dit qu'elle ne mentait jamais, et elle était certainement incapable d'un vrai mensonge en matière sérieuse; mais elle brodait sur le réel de jolis dessins de sa façon.

Un jour, elle me raconta la naissance du Prince Impérial. Une souveraine n'accouche pas comme une simple mortelle ; il ne faut pas que l'on puisse supposer que l'héritier de la couronne ait été apporté du dehors. Des témoins dûment qualifiés sont donc nécessaires. Sous l'ancienne monarchie, le cérémonial était consacré par l'usage ; sous la monarchie napoléonienne, il fut réglé par des statuts et par des sénatus-consultes. En vertu de ces actes, le 16 mai 1856, vers trois heures du matin, les douleurs ayant commencé, le Prince Napoléon, le Prince Louis Murat, M. Achille Fould, ministre d'État de la Maison de l'Empereur, M. Abbattucci, garde des sceaux, furent introduits dans la chambre de Sa Majesté.

L'Impératrice m'a dit qu'elle se sentait observée surtout par le monocle intense du Prince Napoléon, naturellement préoccupé de savoir s'il allait rester l'héritier de la couronne impériale. L'enfant vint au monde. L'Empereur se pencha vers l'Impératrice, qui, d'une voix faible et inquiète, lui demanda : « C'est une fille? » L'Empereur répondit : « Non. » Alors l'Impératrice, souriante : « C'est un garçon ! » Mais l'Empereur, craignant une émotion trop vive, répondit encore : « Non ! » — « Mais alors, qu'est-ce que c'est ! » — Le vrai, c'est sans doute que l'Empereur, très ému, balbutia des paroles inintelligibles ; l'imagination de l'Impératrice les traduisit en langue claire.

Elle « contait » à merveille. Je me rappelle le récit d'un combat de cerfs : les cornes enchevêtrées, secouées à être brisées, les bêtes bramant leur fureur ; à la fin, elles se tuaient l'une l'autre. Et l'Impératrice concluait : « Les cerfs savent ce que c'est que l'amour ; peut-être les hommes pri-

mitifs le savaient aussi...; mais les hommes d'aujourd'hui !... »

L'outrance à la façon d'Espagne lui était familière : « Il y avait à Madrid une femme qui souffrait mortellement de la fièvre; un jour, elle était assise sur un banc d'une place où se trouvait une écurie de taureaux de combat. Un de ces taureaux passe derrière elle et lui souffle dans le cou. La fièvre s'en alla et ne revint plus[1]. »

L'imagination de l'Impératrice se complaisait dans le tragique ; voici quelques paroles d'elle que Filon a citées :

« Je suis venue au monde pendant un tremblement de terre ; ma mère accoucha sous une tente dans le jardin. Qu'est-ce que les anciens auraient dit d'un tel présage? Ils auraient dit que je venais bouleverser le monde. »

En voici d'autres que j'ai entendues :

« En 1855, j'étais à Biarritz ; une nuit, je fus éveillée par le tocsin qui annonçait un incendie ; je me levai en hâte et j'allai faire la chaîne : je sentis alors, pour la première fois, tressaillir mon enfant. L'idée me vint qu'il était destiné à mourir de mort violente. »

Au théâtre, elle aimait par-dessus tout la tragédie. Toute jeune et presque enfant encore, elle connut Rachel chez madame de Montijo, sa mère, qui recevait volontiers des artistes. La grande actrice se prit d'une vive affection pour la famille espagnole ; elle donnait aux dames de Montijo des places pour aller l'entendre : « Elle nous voulait, raconte l'Impératrice, tout près d'elle, dans l'avant-scène du rez-de-chaussée, à gauche. Notre émotion, notre enthousiasme, nos larmes l'inspiraient. Elle suivait dans nos yeux dilatés le *crescendo* de sa puissance tragique. »

Bien des années après, à Farnborough, sa dernière résidence, l'Impératrice, un soir, causait tout en tirant l'aiguille, avec

1. En l'entendant parler les jours où elle était en verve, plusieurs lui ont demandé pourquoi elle n'écrivait pas ce qu'elle contait si bien. A cette question, que j'entendis un jour, elle répondit : « Non, par exemple ! On me mettrait des *sic* ! » En effet, dans les *Papiers trouvés aux Tuileries* après le 4 septembre 1870, quelques fautes étaient suivies d'un *sic* entre parenthèses ; elle en demeurait vexée. Mais ces fautes, rares d'ailleurs, n'empêchaient pas qu'elle écrivît bien et nettement. Une publication de ses lettres lui ferait certainement honneur.

quelques dames. On vint à parler de Rachel, et tout à coup, elle déclama ces vers de *Phèdre* :

Oui, Prince, je languis, je brûle pour Thésée.
Je l'aime, non pas tel que l'ont vu les enfers,
Vulgaire admirateur de mille objets divers,
Qui va du Dieu des morts déshonorer la couche ;
Mais fidèle, mais fier, et même un peu farouche,
Charmant, jeune, traînant tous les cœurs après soi,
Tel qu'on dépeint nos Dieux ou tel que je vous voi...

Elle mit à réciter ces vers un tel accent que les aiguilles étonnées s'arrêtèrent.

L'Impératrice était éloquente; je l'éprouvai un jour à mes dépens. C'était à Arenenberg. Je lui demandai le matin de vouloir bien m'accorder quelques minutes d'entretien après le déjeuner. En sortant de table, elle me mena au pavillon de la reine Hortense et me fit asseoir près d'elle. Je lui dis alors que j'avais été fort ému — et que je n'étais pas le seul — par la visite que le maréchal Bazaine, évadé de son île, lui avait faite récemment. Brusquement, elle se leva ; le sang lui montait à la tête : « Vous ne savez donc pas que, seul dans l'armée, le maréchal a gardé les aigles sur les drapeaux après le 4 septembre. Vous ne savez rien de cette histoire... » Alors, elle me raconta ses relations avec Bazaine à la trahison de qui elle n'a jamais voulu croire : « tout semblait perdu; on ne pouvait raisonnablement espérer que des forces militaires nouvelles fussent créées, et Paris était incapable de se défendre longtemps ; plus la guerre durerait, plus gran des seraient les exigences de l'ennemi ; des troubles révolutionnaires étaient à craindre ; la guerre civile ajoutée à la guerre étrangère c'était la fin des fins ; restait une armée, celle de Bazaine, armée héroïque ; l'ennemi savait bien qu'il ne la réduirait pas aisément à merci ; Bismarck, très prudent, craignait la continuation de la guerre ; une intervention étrangère sous forme de médiation pouvait se produire. N'était-il pas possible d'espérer une paix moins dure que celle qui était à prévoir; on la devrait à l'armée de Metz; on lui devrait, aussi à cette armée, le maintien de l'ordre en France ; à ce moment-là une « Commune » était à craindre, et vous savez ce qu'elle a été,

la Commune...? Oui, j'ai cru servir la France. Si j'ai aussi espéré servir la dynastie, qui pourrait me le reprocher? Mais ce n'était pour moi qu'un intérêt secondaire. Si vous me croyez capable de préférer la dynastie à la France, c'est que vous ne me connaissez pas. »

Ses paroles se pressaient véhémentes et sonores. Je l'écoutais respectueusement, sans un mot ni un geste d'adhésion[1]. Elle vit bien qu'elle ne me convainquait point; elle conclut : «Ne me parlez plus jamais du maréchal Bazaine.» Je m'inclinai; elle s'assit, puis, quelques secondes après, se releva et se dirigea vers la maison sans m'inviter à la suivre.

Je dois ajouter que le lendemain l'orage parut dissipé. Au « bonjour » d'avant le déjeuner, elle me sourit avec sa grâce habituelle.

L'Impératrice avait l'esprit cultivé. Il ne s'agit pas d'une culture méthodique sur plan prémédité et suivi; elle était incapable d'un patient travail régulier, étant pour cela trop « primesautière ». Elle lisait des journaux, mais aussi de sérieuses revues et des livres; les sujets les plus divers l'intéressaient. Ses lectures étaient attentives; elle notait ses réflexions sur des cahiers; Filon, qui les a lues, fait à leur propos une curieuse réflexion : «L'Impératrice différait en tout de la société dans laquelle les circonstances l'avaient placée... Elle n'avait rien du temps et du milieu où je l'ai connue... Autour d'elle l'on riait ou l'on chantait pendant qu'elle rêvait ou s'indignait... Il eût suffi de jeter les yeux sur les cahiers où elle consignait les réflexions nées de ses lectures ou les mots qui l'avaient frappée pour se rendre compte du manque absolu de sympathie entre elle et son entourage. Elle ne le comprenait pas; ils ne l'ont jamais comprise. Cette femme tant admirée a été mal connue, quoiqu'elle ait vécu près de vingt ans sous l'ardente lumière que projette vers un trône la curiosité universelle... » Ces lignes m'ont frappé. Souvent auprès d'elle j'ai eu l'impression que l'Impératrice était d'un autre temps, d'un autre pays.

1. Je dois déclarer ici, tout en regrettant ce désaccord avec mon ami Filon, que l'incident Régnier, si bien exposé d'ailleurs dans le volume, me paraît avoir été plus que fâcheux.

Dernier trait de ce caractère et non le moins important : l'Impératrice disposait d'une grande force d'énergie. Par expérience, je sais que, dans de longues promenades à pied, elle fatiguait ceux qui l'accompagnaient sans ressentir aucune lassitude. Elle était née voyageuse sur la terre et sur la mer, sur la mer surtout, dont elle aimait l'immensité, le mouvement, la couleur et l'odeur. Depuis l'exil, les voyages se sont multipliés. Elle a fait d'abord en Afrique du Sud le pèlerinage douloureux au lieu où tomba son fils. Son yacht, le *Thistle*, a croisé dans la Méditerranée et dans les parages de l'Irlande, de l'Écosse, de la Norvège. Elle est allée plus loin. Elle a voulu revoir cette Égypte où elle avait reçu en 1869 les hommages du monde entier représenté à la grande fête. Elle compta pousser jusqu'à Khartoum ; mais ceux qui l'accompagnaient, craignant pour cette plus qu'octogénaire les chaleurs équatoriales, l'en dissuadèrent. Enfin, elle entreprit le voyage de l'Inde, pour se débarrasser, disait-elle en souriant, d'une crise prolongée de rhumatismes, mais aussi attirée par le renom d'une de ces vieilles civilisations qu'elle aimait et qu'elle comprenait.

Elle est morte dans sa quatre-vingt-quinzième année. Devenue presque aveugle, elle ne se résignait pas à l'obscurité. Depuis longtemps, elle désirait une opération ; les médecins de Paris n'en voulaient pas entendre parler parce qu'ils en jugeaient les suites dangereuses ; elle persista à la vouloir. Sa volonté demeurait ferme ; son intelligence n'était point affaiblie. Elle décida que la joie de retrouver la vue, de « voir » encore les êtres et les choses, valait le risque à courir.

Les exemples d'une telle longévité, avec une telle énergie vitale persistante, sont très rares.

***

Reste à parler de la politique.

« Je déteste la politique », a dit et répété l'Impératrice. Mais pourquoi donc lisait-elle quotidiennement cinq ou six journaux de France ou d'Angleterre? Ce n'était point pour

s'amuser aux faits divers assurément. Ce qu'elle détestait dans la politique c'est le travail régulier, suivi, méthodique, la besogne de bureau d'où sortent tant de papiers à lire. Mais s'élever au-dessus de ce terre à terre, planer, gouverner, régner...? Cela est autre chose. N'oublions pas que, bien qu'elle ne fût pas le moins du monde hautaine, l'Impératrice portait en elle la fierté d'être l'Impératrice des Français et aussi la fierté, au moins égale, d'être « grande d'Espagne ». Il n'est pas possible que ce double sentiment n'ait pas produit en elle, sans qu'elle se l'avouât à elle-même, ses sentiments d'orgueil. Ne pas oublier non plus cette imagination qui se plaisait aux grands rêves.

Quelles étaient ses idées sur le gouvernement de la France? Filon déclare qu'elle n'était pas une cléricale, pas même une dévote. Rien de plus juste, à mon avis. Elle était très religieuse; des gestes de la piété espagnole accompagnaient sa prière fervente. Elle n'a jamais permis au doute de troubler sa conscience; sa foi était une ferme forteresse défendue par sa volonté; mais elle respectait toutes les croyances; elle s'intéressait aux diversités du sentiment religieux, et l'esprit d'intolérance lui était inconnu. Dans son entourage familier, on ne voit aucune soutane noire ou violette, point de calotte rouge, point de froc monacal. Souveraine, son gouvernement n'aurait pas été un régime de prêtres. Il faut cependant noter en cet endroit que la chute du pouvoir temporel des papes lui fut très pénible et même l'offensa grièvement; elle exigeait qu'au moins l'indépendance du souverain pontife fût assurée par la possession de Rome. Elle dut avoir à ce propos de vives discussions avec l'Empereur. Certainement elle félicita M. Rouher d'avoir répondu à la gauche de la Chambre qui réclamait l'évacuation de Rome, par le fameux « Jamais! ». *Jamais*, un mot qu'il ne faut jamais dire.

Un jour à Farnborough, elle avouait à Filon qu'elle n'aimait guère les réformes libérales de la fin de l'Empire; elle pensait que l'Empereur était allé trop loin, qu'il aurait dû réserver à son fils l'honneur de rétablir la liberté politique en France. Au fond, elle n'avait point de goût pour le régime parlementaire, où le sou-

verain règne sans gouverner. Et puis un des premiers actes de M. Émile Ollivier avait été de l'exclure du Conseil des ministres où elle siégeait depuis quelques années par la volonté de l'Empereur. Et puis M. le président du Conseil prenait une grande importance, qu'il ne dissimulait pas. Une foule se pressait aux réceptions de l'hôtel présidentiel de la place Vendôme. Il venait moins de monde aux lundis de l'Impératrice.

Elle était donc une autoritaire; mais en même temps, une démocrate, et très sincèrement. Des actes d'elle, nombreux et touchants, prouvent qu'elle s'intéressait aux pauvres gens. Elle a lait, déguisée en vieille dame à lunettes, voir les familles miséreuses. Au retour d'une de ces visites, elle disait à Filon qu'il fallait qu'on menât le Prince dans les logis des quartiers excentriques : « Il ne sait pas ce que c'est que la misère. Il croit probablement que les pauvres sont ceux qui n'ont pas de voiture. Il faut qu'il comprenne, qu'il se rende compte, qu'il écoute les récits de ces malheureux, dans lesquels il y a beaucoup de mensonges, mais encore plus de vérités. Il faut qu'il connaisse les affreux logis sans air et sans pain où le bonheur est impossible. Il ne peut pas régner sans avoir vu cela. » Un jour, dans une longue promenade, elle me parla des réformes sociales de Napoléon III, surtout de la loi fameuse qui autorisait les coalitions ouvrières. Elle me dit : « C'est là qu'est l'honneur du règne. »

Mais laissons cet examen des opinions de l'Impératrice pour la regarder au grand moment de sa vie, pendant les jours de juillet, août et septembre 1870.

***

« Cette guerre sera ma guerre », aurait-elle dit; mais ce propos a été démenti par celui même que l'on assurait l'avoir entendu. D'autre part, M. de Parieu affirme que l'Impératrice lui demanda, au moment où il sortait d'un des derniers conseils tenus à Saint-Cloud, ce qu'il pensait de la situation. Il répondit : « Madame, je pense que, si l'Angleterre nous offrait sa médiation, nous aurions grand tort de ne pas l'accepter. » Elle répliqua : « Je le crois comme vous ».

Mais il est vrai qu'elle accepta vite la guerre — bien plus vite que l'Empereur, qui ne fit que s'y résigner. — Elle crut comme à peu près tout le monde que la victoire était certaine et serait prompte. Elle rêva d'un retour triomphal des troupes ; sous l'Arc élevé à la gloire de l'Oncle passeraient le neveu et le petit-neveu, Napoléon III et celui qui certainement un jour serait Napoléon IV.

L'Empereur partit donc pour l'armée le 28 juillet. — Et, deux jours après, il écrivait à la Régente une lettre désespérée, désespérante ; il n'avait trouvé à Metz que désordre, confusion, mésintelligence, la moitié seulement des effectifs prévus, le service des approvisionnements et des transports inexistants — étrange document, où l'*Imperator* avoue qu'il ignorait totalement l'état de ses armées ! — Et dans la nuit du 4 au 5 août arrive à Saint-Cloud la nouvelle de la défaite de Wissembourg ; Paris s'étonne et s'agite. — Et le 6 août, la nouvelle court d'une grande victoire de Mac-Mahon ; Paris acclame et pavoise ; mais la nouvelle est fausse; des groupes furieux courent par les rues, criant : « Enlevez les drapeaux ! » Paris s'exaspère. — Et, ce même jour, 6 août, Mac-Mahon est battu à Reichshoffen et Frossard à Forbach. M. Émile Ollivier envoie un message à Saint-Cloud : il prie la Régente de signer un décret qui déclarera Paris en état de siège, et de revenir à Paris avec « toutes les troupes dont elle peut disposer » ; or, ces troupes, c'étaient les 160 hommes présents au dépôt des voltigeurs de la garde. — Et l'Impératrice reçoit une dépêche du Grand-Quartier Général : « Nos troupes sont en pleine retraite...; il ne faut plus songer qu'à défendre la capitale » ; elle se décide à partir pour Paris immédiatement ; elle envoie aux ministres l'ordre de l'attendre aux Tuileries, où elle préside le Conseil, le 7 août, à trois heures du matin. — Et les Chambres ayant été convoquées pour le 9 août, s'ouvre la crise ministérielle; au ministère Ollivier succède le ministère Palikao. — Et le 17 août arrive de Châlons une dépêche annonçant que l'Empereur, qui a remis au maréchal Bazaine le commandement de l'armée de Metz, va rentrer à Paris, et que l'armée de Mac-Mahon se reformera sous les murs de la ville; sur quoi, après longues délibérations, la Ré-

gente signifie à l'Empereur qu'il ne doit pas revenir à Paris et que l'armée de Mac-Mahon doit aller porter secours au maréchal Bazaine. — Et l'on ne sait plus ce que va devenir l'Empereur ; il ne commande plus l'armée de Metz ; il ne commandera pas l'armée de Mac-Mahon. — Et le 23 août Mac-Mahon commence sa fatale marche. — Et le 3 septembre après-midi, la Régente reçoit la dépêche de Sedan; Filon qui vient d'apprendre la nouvelle à la Chambre rentre aux Tuileries; il rencontre M. Conti, chef du cabinet de l'Empereur; tous les deux se demandent si l'Impératrice connaît le désastre ; elle leur apparaît au haut du petit escalier qui faisait communiquer les appartements de l'Empereur avec les siens ; « elle est pâle, terrible, les yeux durs, flambants de colère, presque défigurée par l'émotion ; elle crie : « Vous savez qu'ils prétendent que l'Empereur s'est » rendu, qu'il a capitulé. Vous ne croyez pas cette infa » mie? » Elle répète sa question : « Vous ne le croyez pas? » M. Conti murmure quelques paroles : « Madame, il y a des » circonstances... » Elle l'interrompt, et « son âme soulevée jusqu'en ses dernières profondeurs se répand en un torrent de paroles tumultueuses et folles. Ce qu'elle dit alors, Conti ne l'a répété à personne, et je mourrai comme lui sans l'avoir répété... »

Le lendemain, ce fut le 4 septembre.



Telle est, brièvement résumée, l'histoire catastrophique des trente-huit journées écoulées entre le 26 août 1870 et la chute de l'Empire. Est-il possible d'y discerner, pour la juger ensuite, la conduite de la Régente?

Bien des accusations ont été portées contre l'Impératrice. On lui a reproché comme un acte particulièrement odieux d'avoir empêché le retour de l'Empereur à Paris. Elle a donné ses raisons au général Trochu dans la délibération qui a précédé la décision : « Général, savez-vous que cinquante hommes armés pourraient arriver jusqu'à cette chambre et me massacrer ; on ne m'attaque pas pourtant, précisément parce que je ne me défends pas, parce que l'on sait bien que, moi dis-

parue, l'Empire resterait debout. Mais supposons l'Empereur dans ce palais qui est un piège à prendre les souverains. Imaginez l'assaut de toutes les haines coalisées contre lui. De deux choses l'une : ou l'armée prendrait son parti. et alors ce serait une guerre civile entre elle et les Parisiens armés, ou elle l'abandonnerait et ce serait une révolution, un massacre. Dans les deux cas, qui gagnerait? Les Prussiens. »

Ceux qui ont vécu à Paris les journées de la fin d'août 1870 souscriront à ce jugement. Depuis plusieurs années, l'Empire était en décadence par l'effet de bien des causes dont les plus visibles furent la déplorable guerre du Mexique et l'échec de la politique impériale en 1866 ; cet échec, le Gouvernement essaya de le nier à la tribune par des arguments qu'accueillirent des haussements d'épaules. On sentait une fois de plus dans notre pays à quels périls s'expose une nation quand elle abandonne sa destinée à l'arbitraire d'un maître. Les idées libérales se réveillèrent : l'Empereur voulut satisfaire l'opinion ; mais les concessions qu'il échelonna ne servirent qu'à fournir des moyens à l'opposition sans cesse grandissante. En 1869, les élections de Paris condamnèrent l'Empire ; les rues et les places publiques furent troublées par des émeutes ; on brisa des réverbères, des essais de barricades surgirent. La presse contait les exploits des « blouses blanches »: *la Lanterne* de Rochefort était dans toutes les mains. Les réunions publiques insultaient le couple impérial. L'Impératrice s'en faisait lire le compte rendu : le lecteur hésitait, s'arrêtait devant quelque parole trop grossière : « Lisez », disait-elle, et elle écoutait, sursautant à certains passages. Quelquefois une foule hostile envahissait la place du Carrousel. Un soir, pendant les journées des « blouses blanches », la reine de Hollande assistait au château à une réception de gala donnée en son honneur. Filon a raconté cette soirée : tout le monde a l'air contraint; les yeux se portent involontairement vers les croisées qui donnent sur le Carrousel : « L'orchestre de Waldteufell lance ses valses les plus entraînantes ; cinq ou six couples se risquent ; valser ce soir est une forme de dévouement à l'Empereur. Quand la musique s'arrête, on entend les clameurs de la foule

chargée par les agents. Au souper, beaucoup de tables sont vides : souper, c'est aussi du courage. »

Passons une année ; arrivons en août 1870, à l'état d'esprit d'alors : défaites coup sur coup, l'angoisse succédant à de grands espoirs, l'incapacité militaire révélée, Paris menacé, Paris attendant l'ennemi : pour défendre les Tuileries, quelques troupes, et que l'on dit n'être pas toutes sûres ; d'autre part, de nouveaux bataillons de garde nationale ont été créés : les anciens bataillons avaient été prudemment recrutés dans la bourgeoisie ; dans les nouveaux, le populaire entra, et il était certainement révolutionnaire. Collision entre deux parties de l'armée, collision entre l'armée et la garde nationale, tout était possible, probable, avec suites incalculables. L'Impératrice a bien fait d'interdire à l'Empereur de rentrer à Paris.

***

Mais voici une autre accusation qui porte juste : l'Impératrice a outrepassé les pouvoirs que lui attribuait l'acte par lequel la Régence fut constituée. Elle n'avait pas le droit de décréter l'état de siège, de convoquer les Chambres, de constituer un ministère ; elle a donc usurpé la souveraineté. Tout cela est parfaitement vrai. L'Impératrice s'est excusée par la nécessité des résolutions promptes ; mais, même dans son entourage intime, on s'inquiétait : « Votre Majesté agit révolutionnairement », disait Filon, qui eut avec elle une sérieuse conversation, le 17 août. Une dépêche avait annoncé à l'Empereur la décision prise que l'armée de Châlons ne se replierait pas sur Paris ; l'Impératrice écrivit à son mari une lettre explicative dont elle montra le brouillon à Filon. Celui-ci lui demanda d'effacer quelques mots trop durs ; elle y consentit, mais il aurait voulu qu'elle refît toute la lettre. Pourquoi ne se contenterait-elle pas d'exposer les raisons qu'avaient fait valoir auprès d'elle le ministre de la Guerre, le ministre de l'Intérieur, le préfet de police, en réservant à l'Empereur la décision suprême. L'Impératrice s'y refusa. Elle maintenait l'usurpation.

Que se passait-il donc en elle?

Comme Filon, je crois que l'Impératrice fut portée par les

événements et son propre caractère à dépasser sa fonction. Les premiers jours de la Régence, elle avait été une personne de peu d'importance ; à peine la tenait-on au courant des affaires ; mais la situation s'aggrave, les événements se précipitent ; la Régente est rappelée à Paris, d'urgence ; là, on s'aperçoit qu'elle est, dans le désarroi qui commence, pleinement maîtresse d'elle-même, résolue, vaillante. Tout le monde en est étonné ; Émile Ollivier s'écrie : « L'Impératrice est admirable ; tout le monde en a été frappé. » Elle est « ferme comme un roc », dit Mérimée : « Cette femme est une Romaine », dit le général Trochu. Même impression produite sur les visiteurs nombreux[1] qui vinrent aux Tuileries apporter des conseils. Le ministère Ollivier tombe ; c'est la Régente qui forme le nouveau cabinet après une nuit passée à délibérer sur les choix. Le nouveau chef du cabinet n'a aucune autorité dans le Parlement, ni dans le pays; il est — et en quelles circonstances ! — de petite envergure. Seule, dans le Gouvernement, l'Impératrice est en vue : or, il y a en elle une naturelle énergie, une naturelle hauteur d'âme, un orgueil, une ambition de faire grand; un grand rôle s'offre, s'impose, elle le comprend, elle l'aime; il lui plaît d'être la souveraine.

Le sentiment de cette dignité accroît son courage. Elle est résolue à la lutte jusqu'au bout. Au moment où elle ne sait pas ce que l'Empereur va devenir, elle apprend que le Prince erre de ville en ville, à la frontière Nord-Est, accompagné de quelques officiers, escorté par quelques cent-gardes. Les officiers craignent qu'il ne soit bloqué dans quelque ville et parlent de le conduire à Amiens.

L'Impératrice écrit au commandant Charles Duperré, le plus élevé en grade des officiers du Prince, qu'elle n'est « pas d'avis de ces pérégrinations de ville en ville » ; elle veut que son fils demeure sur « le théâtre de la guerre », à Laon, par exemple : « Vous avez un plus pressant besoin que celui de la sécurité, c'est celui de l'honneur et je trouve que cette retraite sur Amiens

1. Parmi eux s'est trouvé M. Buloz, directeur de la *Revue des Deux Mondes*. Il m'a dit qu'il était allé aux Tuileries pour conseiller à l'Impératrice de se défier de M. Thiers. Il m'a dit aussi qu'il avait trouvé l'Impératrice tout autre qu'il la croyait être.

est indigne du Prince et de nous. Chacun de nous doit soutenir, dans les limites de ses forces, les durs devoirs qui lui incombent. J'ai le cœur déchiré mais résolu... J'ai des angoisses terribles ; mais je veux avant tout que chacun de vous fasse son devoir. Songez à une chose : je puis pleurer mon fils mort, blessé, mais en fuite ! Je ne vous le pardonnerais jamais. C'est donc à votre honneur de militaire que je m'adresse. Faites pour le mieux, mais agissez en soldat. Je vous couvre et prends toute responsabilité. Nous tiendrons à Paris, si nous sommes assiégés et hors de Paris encore et toujours. »

Certes, l'Impératrice a souffert cruellement pendant ces journées, et elle a pleuré, mais en cachette. A ceux qu'elle voyait pleurer, elle disait : « Ne m'attendrissez pas ; j'ai besoin de tout mon courage. » Une seule fois elle a perdu la maîtrise d'elle-même, mais au reçu de quelle nouvelle : Sedan ! De « folles paroles » lui sont échappées ; mais le lendemain, elle a repris son sang-froid. Le 4 septembre, à midi, elle reçoit une députation d'un groupe parlementaire que lui présente M. Buffet. La conversation a été racontée à la Commission d'enquête sur le 4 septembre. « L'Impératrice, déclare le général Chabaud-Latour, nous a tenu le langage le plus noble, le plus élevé. » Un des commissaires demande : « L'Impératrice était-elle calme? » Réponse : « Elle était parfaitement calme. » M. Buffet loue sa « calme énergie ».

Parfaitement calme ! Et pourtant, des messages de police arrivant au cours de l'entretien, annonçaient le progrès de l'insurrection : baïonnettes au Carrousel, baïonnettes dans le jardin, baïonnettes rue de Rivoli.

Sous ce calme, que cachait-elle? On sait qu'elle eut toujours présent à l'esprit le souvenir de Marie-Antoinette. Certainement, elle a pensé, au moment où elle rentrait à Paris, le 7 août, au sinistre voyage de la malheureuse reine, de Versailles à Paris, le 6 octobre 1789. Elle pensait à Marie-Antoinette lorsqu'elle parlait au général Trochu des Tuileries, « piège où l'on prend les souverains ». Elle prévoyait la mort sur l'échafaud, même quelque chose de pire : « Je n'avais pas peur de la mort. Tout ce que je craignais, c'était de tomber

entre les mains de quelques mégères qui eussent mêlé à ma fin quelque épisode honteux ou ridicule, qui eussent essayé de me déshonorer en me massacrant. Je me figurais mes jupes relevées, j'entendais des rires féroces ; car les tricoteuses ont laissé une postérité. »

Pour apprécier à sa valeur le courage de l'Impératrice, il faut se rappeler que son imagination était hantée par ces visions terrifiantes.



Je n'ai guère fait qu'analyser les *Souvenirs sur l'Impératrice Eugénie*. Je répète qu'ils sont un document précieux. L'auteur ne s'est pas proposé d'écrire une histoire des derniers temps de l'Empire ; mais il apporte à cette histoire sa contribution. Observateur très fin, il décrit les choses et les personnes qui se succèdent sous son regard clairvoyant. Avec son esprit, son cœur très sensible a collaboré. Son émotion se sent à chaque page de ses deux livres : *le Prince Impérial* et les *Souvenirs*. On lui reprochera cette émotion ; on l'accusera d'avoir été prévenu en faveur de personnes qu'il a tant aimées, mais son absolue sincérité ne peut être contestée. Même ceux qui ont combattu l'Empire reconnaîtront, je l'espère, qu'il est bon qu'un écrivain, si bien placé pour voir et si capable de bien voir, ait donné, sur les dernières années de ce gouvernement, un témoignage d'honnête homme.

ERNEST LAVISSE

GABRIELE D'ANNUNZIO DANS FIUME

Traverser les campagnes délicieusement douces de la Lombardie, et côtoyer les lacs irisés pour apercevoir, aux portes de Milan, le drapeau rouge hissé sur les usines, parmi des bandes de bolchévisants, voilà un grand sujet d'étonnement et de trouble. Puis, arriver à Venise au milieu de la nuit la plus tendre, s'y trouver soudain en gondole, effleurer les palais endormis où rêve une lanterne, entendre au loin mourir la dernière guitare... Songer que, tout près de là, Gabriele d'Annunzio poursuit l'entreprise inouïe de Fiume... Quelle étrange féerie ! En quelle époque prodigieuse vivons-nous?

C'est le 12 septembre que le Comandante — on ne l'appelle jamais autrement dans sa cité de Fiume — doit inaugurer officiellement, si l'on peut s'exprimer ainsi, et solennellement la Régence italienne du Carnaro. Quelques esprits s'effarent un peu devant le nouvel État. « Quoi ! disent-ils, la Régence du Carnaro, mais d'où sort cette création surprenante? Quel congrès s'est réuni pour en constituer les bases? M. le président du Conseil de tel pays en a-t-il disputé longuement avec M. le ministre de tel autre pays? Où ont eu lieu les pourparlers? Combien de temps ont-ils duré? Quels journaux en ont parlé? S'est-on bien querellé? A-t-on failli se refaire la guerre? Non?... Allons, tout ça n'est pas sérieux. »

Pas sérieux?... Il est difficile de savoir ici-bas ce qui est sérieux, un peu, beaucoup ou passionnément. En attendant, il y a dans Paris une Délégation de Fiume. Des agents, habiles autant qu'affables, y traitent les affaires de la Régence italienne du Carnaro (tel est le nom complet du récent État). Des papiers officiels en sortent, le téléphone y retentit sans trêve. Aux murs du logis, situé dans une rue silencieuse d'un quartier fort élégant, se trouvent les portraits du maître de Fiume. Quelques-uns portent des dédicaces. Sur l'un d'eux, Gabriele d'Annunzio, avec son petit feutre à plume[1], son ceinturon, ses guêtres, son bâton noueux, et je ne sais quel air sombre de brigand préparant un coup, ressemble à quelque étrange roi des montagnes ; et afin que nul n'en ignorât, lui-même a tracé ironiquement de sa main sur cet étrange portrait : *Le vieux flibustier*. En écrivant vieux, il exagère, car il a la taille d'un jeune homme, d'un vrai *ardito*.

L'ironie, d'ailleurs, et la plus allègre impertinence même ne manquent point à la Délégation de Fiume. L'Italie y est entourée d'un ardent amour et de sentiments filiaux ; néanmoins, l'on entendra très bien dire, à la Délégation, et non sans quelque audacieuse gaminerie : « Annexion ?... Il est possible, oui, qu'un jour Fiume annexe l'Italie, c'est même probable... »

Qu'est-ce donc que cette Régence du Carnaro? Une ville sainte fanatisée par un prophète? L'embrion d'une grosse cité commerçante? Et comment, si l'on a l'honneur de compter parmi les amis et les fidèles du poète, ne pas se rendre à Fiume pour ce 12 septembre, anniversaire du jour que Gabriele d'Annunzio entra dans la ville, l'an passé, de l'inoubliable façon que l'on sait? Comment enfin, lorsqu'on se trouve sur la rive adriatique, ne pas songer sans cesse à l'homme de génie qui, avant de mener une politique singulière et hardie, risqua cent fois sa vie, comme aviateur, parmi les nuages du Lido ou au-dessus des tranchées autrichiennes et souffrit, un long mar-

1. Gabriele d'Annunzio revêt dans les circonstances très solennelles l'uniforme de cavalerie de Novara, avec le képi et le haut col blanc. C'est le corps auquel il a toujours appartenu dans l'armée régulière italienne. Mais quotidiennement, à Fiume, il a le feutre des alpins, et la tunique ouverte des arditi, que portent toutes les troupes du Carnaro. Sur le col rabattu repose le petit parement bleu ciel de la légion fiumaine.

tyre sous le bandeau noir des aveugles, glorieux mutilé de la guerre [1], dans sa Casetta Rossa? Venise est pleine du souvenir de ce grand soldat.

***

Fiume est devenue, dans le plein sens du mot, une ville sainte. Dès qu'on traverse la Vénétie, en effet, voici déjà que l'on croit accomplir un pèlerinage. Après avoir passé le Piave, dont le nom retentit si souvent dans les bulletins militaires, le train court assez longtemps dans la plaine, puis l'exécrable Carso commence à moutonner, à pulluler, dédale de forteresses naturelles où se tenaient cachés les Autrichiens, troupeau de collines tondues, où pas un arbre ne pousse, affreuse pierraille dont la plus épouvantable canonnade parvenait à peine à érafler la surface. On ne saurait songer qu'à la guerre, en traversant cette revêche contrée, qu'aux soldats qui l'ont faite, qu'aux héros qui s'y sont à jamais sanctifiés, qu'à l'un des plus hardis et tenaces parmi ceux-ci... Le chemin de Fiume est, en Italie, la route du souvenir et de la gloire. C'est en suivant cette route-là qu'on arrive droit à Fiume : il n'y a pas à lutter contre la géographie.

A mesure qu'on approche de la ville, à partir de Trieste surtout, le train commence à ressembler à un convoi de pèlerins. Mais quels pèlerins ! Une étrange foule, venue de tous les coins d'Italie, se dirige vers d'Annunzio : des jeunes gens, encore des jeunes gens, de tout jeunes parfois, des éphèbes. A peine si, de-ci, de-là, l'on voit un des pèlerins dont le poil grisonne. Les yeux de tous brillent, sourient, étincellent, vivent double : ni l'indifférence ne s'y lit, ni l'ennui, ni cette espèce de morgue solennelle et imbécile qu'on voit ailleurs, chez les snobs du monde entier. Ah, ce n'est

1. On sait que le lieutenant-colonel d'Annunzio gagna tous ses grades au feu ; qu'il servit dans presque toutes les armes, cavalerie, infanterie, aviation, état-major ; qu'il prit part à tous les exploits terrestres, maritimes et aériens auxquels il obtint l'honneur de pouvoir se mêler ; qu'il organisa et commanda lui-même le grand raid sur Vienne ; qu'il est titulaire de la médaille d'or de la valeur militaire (il n'y en a que quinze, en Italie, portées par des vivants) ; qu'il a été blessé quatre fois, et a perdu un œil en service commandé, à la suite d'un accident d'avion ; et qu'il a cinquante-six ans.

certes point par affectation que la jeunesse d'Italie se rend à Fiume ! Ces croyants au regard éclatant vont joyeusement communier là-bas en italianité : et l'on a l'impression, tant est grande leur allègre fraternité, qu'il n'y a plus ni riches, ni pauvres dans ces wagons. Rien que des Italiens.

Et beaux ! La jeunesse italienne — nous entendons ceux qui ont de dix-huit à trente ans — est athlétiquement magnifique. Paysans ou citadins sont en général bâtis selon le meilleur modèle antique : épaules larges, reins étroits, taille très droite, tête bien portée, démarche aisée. Joignez à cela des chevelures à briser les peignes, et tous ces yeux de braise, qu'ils soient clairs ou sombres. On admire souvent, et légitimement, la race anglaise : or, athlétiquement parlant, les plus récentes générations italiennes révèlent des points de force et de légereté — tel est le style en matière d'élevage — supérieurs peut-être à ceux des Britanniques — et combien plus de désinvolture !

Un des pèlerins nous a surpris. Contant avec indignation les récents troubles de Bologne, sa patrie, ce jeune officier s'exprimait avec une action, une animation, une science de la mise en scène et du dialogue qui, au théâtre, eussent fait la fortune d'un grand acteur. Il portait un monocle noir. « C'est, nous dit quelqu'un, qu'il a perdu un œil à la guerre. Zanetti, ainsi qu'il se nomme, est borgne, comme le Comandante. Voyez encore ses cicatrices autour de la bouche. On lui a aussi arraché onze dents. En outre, il ne lui reste qu'un poumon, l'autre est perdu ; sans parler d'un tas de blessures en différents endroits du corps... » Hélas ! ce *bersagliere*, pour qui le patriotisme est bien plus qu'un culte, narrait de tristes choses : arrêté comme nationaliste combattant, lors des émeutes de Bologne, on l'avait mis en prison pêle-mêle avec des malfaiteurs. Il tressaillait encore sous l'insulte. Que de Zanetti, actuellement, en Italie, qui vivent en pensée avec d'Annunzio, sont entrés à Fiume avec lui, y ont vécu, y reviennent, et pour lesquels le Comandante n'aurait qu'un signe à faire !... L'âme de Fiume plane sur toute l'Italie comme un feu errant.

A Abbazia, gare frontière entre l'Italie et le nouvel État du Carnaro, certaines difficultés commencent : douane, passe-

ports, etc. Ne pénètre point qui veut à Fiume ni sur son territoire : la ville et ses environs sont investis, il ne faut pas l'oublier. Évidemment, il ne s'agit pas d'un siège comparable à celui de Sébastopol ; des vivres passent, et force civils, et des officiers aussi, voire en uniforme. On fait comme si l'on ne remarquait pas que ceux-ci se trouvent effectivement en uniforme, et quant aux civils, le moindre prétexte suffit. Bref, on ferme les yeux : depuis qu'il y a des hommes, et qui pensent à s'épargner mutuellement toutes sortes d'ennuis, l'on emploie la méthode des yeux fermés avec un succès toujours renouvelé, toujours jeune. (« *Semper juvenilior annis* », disait Ovide en parlant du printemps.) Elle est bienfaisante, cette méthode, et vous a des airs de finesse ravissante, de généreuse bonhomie, dont on ne sera jamais assez sot pour se priver, ni assez dégoûté pour se lasser.

Le moyen, d'ailleurs, d'en agir autrement? Le douanier qui, d'une craie dédaigneuse, imprima sur notre bagage l'*exeatur*, était un petit Sarde souriant et noiraud qui semblait considérer toutes choses humaines avec cette sereine sagesse que recommande Horace. S'il portait en son cœur une devise, il fallait que ce fût : « Ne pas s'en faire. » Quelqu'un lui demanda s'il ne se sentait pas bien seul, ici, loin de sa Sardaigne natale.

— Mon frère est soldat aussi, — répondit le petit gars. — Je le vois presque chaque jour.

— Bah? Et où se trouve-t-il donc? Aux environs?

— Il est volontaire à Fiume, avec d'Annunzio.

Le service de la douane ne peut songer à tout.

Quand nous arrivâmes à Fiume, le jour tombait. C'est ici que nos étonnements naquirent, et ne cessèrent plus. Quoi? Qu'était-ce donc que ces constructions imposantes dont on apercevait les lumières le long du rivage? Qu'étaient-ce que ces énormes hangars alignés près de la mer? Des usines? Des docks, comme au Havre ou à Liverpool? Toutes mesures gardées, oui, voici des usines, voici des docks parfaits, voici d'excellents magasins maritimes, voici des rails qui se dédoublent, des embranchements pour le service de ces bâtiments industriels. Nous nous étions figuré Fiume comme une petite ville « pauvrette et ancienne », où d'indolents habitants

rêvaient à l'avenir : et nous nous trouvions tout bonnement dans un grand port, au fond d'un golfe admirable. Tant il y a que les paternelles inquiétudes de certains diplomates, touchant le sort de cette cité, nous parurent dès lors bien naturelles. En effet, réfléchissons un peu. Quelques peuples dont le passé ne fut que combats n'auront pas encore eu tous loisirs pour former des esprits susceptibles de méditer sur l'ampleur de vastes entreprises mondiales, sur l'harmonie d'un môle bien construit, sur la superbe audace d'un beau *trust* maritime : ces peuples, il est philanthropique de les aider, de les guider, de leur fournir les maîtres, voire les patrons qui leur manquent. D'autres peuples, par contre, s'ils ont besoin d'argent, possèdent en revanche une décourageante quantité d'ingénieurs, d'ouvriers expérimentés, ils sont gens à *fare da se*. Auxquels donc attribuer ce port?... Autour du tapis vert des congrès, la réponse des diplomates susdits ne tarde guère. Sur les quais mêmes et devant les rivages magnifiques de Fiume, elle devient spontanée, et, pour ainsi dire, jaculatoire.

Dans la gare de Fiume, des cris, des chants d'enthousiasme en l'honneur des pèlerins, une foule de jeunes arditi qui applaudissent. Enthousiasme et foi, ardeur religieuse, sève de jeunesse, autant dire l'atmosphère de Fiume, comme la houle et le parfum des algues, le chant des vagues, la vue d'une nef pliant sous la brise composent l'air et l'âme d'une île en Bretagne, par exemple. Nous sommes dans une ville sainte, brûlante d'amour.

Les soldats de Gabriele d'Annunzio (il en a 6000 cantonnés là, sous sa main, s'il en dirigea et nourrit jusqu'à 35 000; il en verrait demain, au besoin, se lever à son geste un nombre incalculable, ou que du moins on n'ose point calculer), les soldats de sa garnison, donc, portent leurs uniformes de l'armée italenne. Tous ont cependant la veste — constellée de rubans et de croix, le moindre des légionnaires fiumains étant un héros de la grande guerre — à collet rabattu, comme les officiers de l'armée anglaise, et la chemise déboutonnée — il fait chaud à Fiume — renversée par-dessus la veste, à la façon de nos « gigolos » sur les plages, ou des joueurs de tennis. Beaucoup conservent le képi, mais en plus grand nombre, ils

ont cette chéchia, comparable à celle de nos zouaves, dont les bersaglieri se coiffent au repos. Toutefois, au lieu de rouge, elle est noire. Neuf sur dix ont le visage entièrement rasé, la jeunesse italienne ayant décidément répudié la moustache. En outre, le bel air, dans l'armée du Carnaro, semble exiger que l'on porte les cheveux très longs sur le front, et généralement rejetés en arrière, mais rebelles le plus souvent : sent-on comme tout cela vit, combien c'est « sport »?... De vrais diables enfin, mais qui ont vendu leurs âmes à la patrie !

Il faisait une soirée caressante et savoureuse. Nous nous engageâmes dans une noble avenue plantée d'arbres. « C'est par là, nous dit quelqu'un comme s'il se trouvait à l'église, que le Comandante est entré dans la ville, il y a un an. » Deux heures après, ce ton de respect ne nous étonnait plus : au besoin, nous le trouvions léger.



Il est personnellement difficile à l'auteur de ces lignes de parler de Gabriele d'Annunzio sans une émotion profonde. Animateur sans égal, ce chef, ce puissant maître des âmes demeure le plus extraordinaire créateur d'énergie et de beauté que notre âge ait connu. Depuis trente ans, il verse sur le monde un torrent d'images et de poésie. Il faut avoir vécu près de lui pour savoir à quelle hauteur spirituelle ce héros de la pensée, du travail, du verbe et de l'action excelle à vous porter par son propre exemple, par ses propos quotidiens, fussent-ils les plus simples, mais en lesquels étincelle toujours on ne sait quelle lueur lointaine et dorée, par la façon dont il sait orner tout ce qu'il touche, par la grâce perpétuelle des phrases, des citations, des devises, par le sourire, le geste, la force irrésistible et cachée. C'est un magicien, conducteur de foules.

C'est aussi un homme incroyablement courageux. Sans trêve, il ose, il risque, et méprise toute faiblesse. Il faut répéter pour lui le mot que Filippo Villani disait à propos du Dante : « Il était d'une âme très haute, et haïssait les lâches. » En lui, rayonne cet ensemble, ce faisceau de la volonté, du raffinement, de la culture, de la hardiesse, de la ruse, de la géné-

rosité, du mépris et en même temps de la joie de vivre, que sous la Renaissance on appelait en Italie la *virtù* : le masque du Colleone, le beau regard irrésistible du Vinci, voilà les symboles que nous évoquons avec respect, nous autres, ses amis, ses fidèles, quand nous pensons à un Gabriele d'Annunzio. Et nous plaignons sincèrement les cœurs trop chagrins ou trop pauvres pour ne point se laisser gagner par un tel homme.

Nous nous rappelons le monsieur pensif qui nous a dit si souvent, en flattant sa moustache grise : « Votre d'Annunzio, votre d'Annunzio... Avec ses éternelles calembredaines, le gaillard finira bien par se casser les reins, un de ces jours. » On pense au marquis de La Seiglière, parlant de « Buonaparte et de ses escapades ». Nous songeons au bourru bienfaisant, montrant une nonchalante indulgence : « Ah ! le bandit, le damné poète, que va-t-il encore faire d'extravagant? » On évoque cette fois l'Empereur lui-même, pinçant l'oreille de ses grognards. Nous n'oublions pas non plus l'homme d'État qui en appelle, comme à des Ombres bienveillantes, aux Quatorze Points de M. le président Wilson.

Nous avons même entendu, sans trop nous irriter — pour quoi faire? — certains qui parfois traitent le poète de haut en bas. Souvenons-nous, pour le coup, de ces philosophes à bonnets pointus, averroïstes et péripatéticiens, qui, se trouvant jadis en contestation avec Pétrarque, ne craignirent pas de déclarer dédaigneusement ce dernier « un bon homme, passablement illettré ».

En outre, un ami de Gabriele d'Annunzio est toujours plus qu'un ami, à savoir un partisan, un fidèle. Il souffre beaucoup, lorsqu'on lui vient jeter au visage : « D'ailleurs, d'Annunzio s'est proclamé l'ennemi de la France ! »

Lui, l'ennemi de notre pays? Quelle imposture ! Quelle folie !... Lui? Alors qu'il aime, au contraire, et comprend l'âme française aussi parfaitement qu'un enfant de Touraine ou du Valois? Et quand nous savons jusqu'à le crier, au contraire, quel amour profond de notre race il porte en lui, quelle tendresse et quelle vénération pour toutes nos gloires et nos vertus nationales!

Une fois, alors que la France pouvait peut-être donner

l'illusion qu'elle s'opposait assez nettement aux intérêts de son alliée, ce grand Italien douloureusement blessé au cœur — prétend-on qu'il soit Français avant qu'Italien? — publia dans un mouvement de colère une phrase ou deux, d'ailleurs assez mal traduites, dont ses amis français ressentirent au premier instant une profonde tristesse. Mais il s'en est expliqué depuis dans une brochure, *les Aveux de l'ingrat*, toute brûlante de passion envers l'âme française, et contenant seulement certaines alarmes affectueuses, trop justifiées depuis lors. L'incident a donc pris fin : la malveillance se plairait seule à le faire durer — jalousement.

Il ne sied guère de combattre à coups d'épingles le fondateur d'une religion, le prophète d'une ville sainte à la façon de la Mecque, toutes proportions et révérence gardées, d'un étonnant foyer d'enthousiasme où s'accomplissent à chaque instant des miracles, et d'où les plus tièdes reviennent transformés. Mieux vaut s'incliner avec déférence, et sans discussion, devant un des plus extraordinaires phénomènes historiques que l'on ait vus depuis longtemps (nous parlons de Fiume, mais qui dit Fiume, dit d'Annunzio) : nous pouvons même écrire qu'il s'agit là d'un phénomène mystique, le mot ne présentera certes pas un sens exagéré.



L'italianité de Fiume est devenue maintenant virulente et terrible : tenez désormais cette ville pour un véritable volcan de latinité, sujet à des éruptions, et qui ne s'éteindra plus. La fièvre éruptive gagne même de proche en proche, en Dalmatie, et nous verrons sans doute se reproduire à Zara, par exemple, et pour peu que tarde la solution du problème adriatique, tout ce qui s'est produit à Fiume. Après Zara, éclateront d'autres villes. Des secousses sismiques soulèvent à chaque instant cette belle rive.

On se rappelle que le pacte de Londres, offrant par ailleurs d'autres avantages, n'attribuait cependant pas à l'Italie la ville de Fiume. Survint l'effondrement de la Russie. Seule en face de l'Autriche, l'Italie dut faire face à une guerre infiniment plus rude, qui lui coûta beaucoup plus d'hommes et

d'argent. Notre alliée demanda que Fiume ne lui fût pas disputée, invoquant les droits ethnographiques et le vœu de la population.

Les Yougoslaves se prévalaient des mêmes avantages : ce serait bien la première fois que pour un territoire contesté, les deux parties n'en eussent point appelé aux mêmes arguments. Le peuple yougoslave est jeune, il a besoin qu'on l'aide, il manque d'ingénieurs, de sociétés munies de puissants capitaux, sinon d'un crédit suffisant pour monter de très grandes entreprises industrielles : bref, sa cause se trouva fort soutenue par certains alliés. Et l'on entra, sans plus tarder, en un dédale de complications, au sujet desquelles nous nous voyions réduits, nous autres Parisiens, aux mornes bulletins des journaux, et à ces obscures clartés qui tombent des chancelleries.

Au commencement de 1919, à la suite des incidents du *Condorcet*, l'on crut en France devoir établir à Fiume une base destinée à certains services de notre armée d'Orient, ou de ce qui en subsistait alors. Nous n'avons point à disputer ici de cette décision : c'est aux gouvernements, seuls compétents, à apprécier son opportunité. Mais la présence en Adriatique d'une flotte de guerre étrangère à l'Italie, ne laissa pas d'émouvoir profondément une ville exaltée comme Fiume : où chacun se coudoie entre la montagne et la mer ; les esprits ne pouvaient tarder à s'y échauffer.

En juillet 1919, parvenait à Paris, un écho cruellement douloureux de ces dissentiments de garnison : il y avait eu malheureusement — autant, hélas ! qu'inévitablement — voies de fait, coups de feu et pis encore entre soldats français et Italiens. Une commission d'enquête fut nommée, et, à la suite de ses conclusions (août 1919), il fut décidé, sur le papier des conférences, de faire surveiller Fiume par des forces anglaises de police venues de Malte.

Le mois suivant (12 septembre 1919), le colonel Gabriele d'Annunzio, à la tête de ses arditi et autres volontaires, occupait soudain la ville, en dépit des troupes régulières italiennes qui, en fronçant tendrement les sourcils, essayaient de lui barrer la route avec une indécision qui, d'une façon comme de l'autre, leur fait honneur.

On jugera ce coup d'État — non, ce coup d'États — comme on voudra. L'opinion d'un ami de Gabriele d'Annunzio, et nous avons proclamé notre culte envers cet homme surprenant, ne saurait faire aucun doute. La résolution du 12 septembre 1919 aura certainement épargné, en tous cas, d'extrêmes difficultés à nombre de loyaux sujets britanniques, lesquels coulent à présent leurs honnêtes journées dans l'île de Malte, savoureuse et parfumée sous ses orangers pleins de caresses.

A la suite de l'occupation de septembre, M. le président Wilson ne laissa pas de publier des notes (27 octobre, 12 novembre). On n'en apprécia point comme il fallait, à Fiume, le style excellent. Un mémorandum des Alliés à l'Italie ne rencontra pas un meilleur succès sur les rives du Carnaro. Toutes les tractations, tous les compromis et découpages géographiques, les plus ingénieuses combinaisons échouèrent mélancoliquement. « Il me faut un port ! », s'écriait le Yougoslave. « Je suis chez moi ! », déclarait l'Italien.

Enfin, après douze mois d'efforts sans nombre autour de ce rébus européen, que le Traité de Versailles a nonchalamment survolé, et que la menace du pacte de Londres, Croquemitaine diplomatique, ne suffit pas à faire résoudre, Gabriele d'Annunzio a tranché le nœud gordien : au jour anniversaire de son arrivée à Fiume, il vient de déclarer l'indépendance de la Régence italienne du Carnaro [1].

Son intention — pour le moment, car une entreprise en entraîne une autre, et qui sait ce que demain verra — est que la Régence forme un État-tampon, pareil à certains autres. Ni lui, ni sans doute personne ne seront assez nouveaux dans la

1. Ce titre est choisi avec beaucoup de tact. En effet, « République du Carnaro » eût choqué le gouvernement royal d'Italie, et pris des airs d'opposition. Un principat eût semblé vieillot, et déplu à la démocratie italienne. En outre, « Régence », tout en rappelant à l'oreille la royauté de Savoie, indique bien clairement qu'il ne saurait s'agir d'une forme stable et définitive de gouvernement.

Carnaro est une forme plus ancienne, et meilleure, du mot *Quarnero*.

La Régence italienne du Carnaro comprend les côtes et les îles, de Volosca à Laurana, de Moschiena à Albona, de Veglia à Lussino, de Cherso à Arbe.

Toute terre du Carnaro dite « terre d'armistice », c'est-à-dire tenue par les Italiens en attendant un règlement définitif, mais à laquelle renoncerait ensuite l'Italie, serait immédiatement occupée par la Régence.

vie pour s'imaginer le Temps fatigué de retourner son sablier, ou les Parques de triturer leur fil, si bien qu'il n'arrivera plus rien. Croyons au contraire que l'histoire de Fiume ne fait que de commencer, et que bientôt, selon un joli dicton français, « on verra beau jeu si la corde ne rompt ».

Et puis, n'allons point accuser le poète d'impérialisme. Il s'agit bien de cela ! Il vous dira seulement, au contraire : « Fiume est italianissime. Écoutez-la, regardez-la. Je n'ai fait, il y a un an, que rétablir la normale. Le baromètre était troublé sur le Carnaro : je l'ai remis au Beau Temps, voilà tout. »

Ce que Chateaubriand appelait un beau temps était parfois la tempête. D'Annunzio a son style, lui aussi. Il a surtout sa volonté, qui est capable de tout.

Notez en tout cas que la position militaire de la Régence paraît de tout premier ordre : elle est psychologiquement inexpugnable. Les Yougoslaves pourraient jeter une armée sur la ville, et l'accabler sous le nombre. Mais l'Italie souffrirait-elle cette offense, et qu'on versât le sang des siens? Libre à la flotte régulière italienne, d'autre part, de bloquer le port et de bombarder la ville. Toutefois, qui ne songerait sans horreur à ce mutuel massacre de compatriotes? D'autant que les troupes ou navires de guerre envoyés contre d'Annunzio courraient grand risque de se rallier soudain au prophète pour quelque guerre sainte.

A Fiume, d'ailleurs, il y a les arditi de Gabriele d'Annunzio. Et les arditi sont des gars qui plaisantent peu, je vous prie de le croire.

* * *

Au nouvel État, il fallait une Constitution. Gabriele d'Annunzio y réfléchit longuement, et s'entoura des meilleurs conseils. On sait qu'il a près de lui M. de Ambris, à qui nul ne contestera la pratique des questions sociales, ni le goût pour certaines nouveautés en ces matières. Une fois solidement élaboré le plan de sa Constitution, le poète, devenu législateur, s'est enfermé pendant des heures et des jours, et l'a rédigée entièrement de sa main : qui s'y tromperait, du reste, témoignerait qu'il connaît bien mal son d'Annunzio, car certains mots et tours de phrases d'une extrême noblesse et d'une

singulière élévation spirituelle, trahissent aussitôt la main du maître.

Il ne nous appartient pas, vu notre incompétence, de discuter cette Constitution, la plus récente que l'on connaisse dans l'univers, pensons-nous. Il y faudrait d'ailleurs un gros livre, à cause des considérables problèmes qu'elle soulève, et nous n'en aurions point ici la place.

Signalons seulement sans commentaires (oh ! si, nous en ferons un toutefois, et toujours le même, à savoir que nous demeurons stupéfait devant l'universalité d'un tel esprit, comme devant sa prodigieuse, déconcertante, et littéralement incompréhensible puissance de travail), signalons donc brièvement les plus originales innovations de la Constitution du Carnaro.

La propriété n'y doit pas être un droit absolu de la personne sur la chose possédée, mais l'État la reconnaît seulement comme la plus utile des fonctions sociales. Qui la laisse s'avilir ou se perdre, ne saurait plus la revendiquer justement.

Les femmes sont électrices et éligibles. Les élus sont révocables. Dix corporations sont instituées, ouvriers industriels et agricoles, gens de mer, donneurs d'ouvrage (mettons patrons), employés, professions libérales, etc. La dixième n'a ni objet ni nom définis : elle s'occupe de l'amélioration, de l'embellissement de l'homme et du monde, de ce qui sera un jour, un radieux jour.

Il y a deux Chambres. Les *Ottimi*, élus pour trois ans par le suffrage universel (représentation proportionnelle), qui se réunissent une fois l'an, et s'occupent des intérêts généraux [1]. Les *Provvisori*, au nombre de soixante, élus par les corporations, pour deux ans, qui se réunissent deux fois l'an, et traitent des affaires techniques touchant les différentes professions [2]. *Ottimi* et *Provvisori* se réunissent une fois l'an pour envisager en commun les grands intérêts de la Régence.

Pas de président. Sept ministres (*Rettori*), les uns élus pour un an par l'Assemblée nationale, les autres par les *Ottimi* ou

1. La Constitution du Carnaro déclare en toutes lettres que les *Ottimi* se réuniront une fois l'an, avec une éclatante brièveté. Nos législateurs ne pourraient-ils s'inspirer de cette innovation?

2. La Constitution prie les *Provvisori* de conférer entre eux « *usando nel dibattito il modo laconico* » (en usant dans les débats du mode laconique).

par les *Provvisori*. Le *Rettore* des Affaires étrangères est le *Primo Rettore*, et représente la Régence auprès des autres États.

Outre maintes dispositions touchant le Pouvoir judiciaire, la Défense nationale (toute la nation armée, hommes et femmes, de dix-sept à cinquante-cinq ans), et différents droits populaires, notons les quelques paragraphes consacrés à l'édilité de la Régence : ils sont d'un artiste délicieux et très raffiné, en serez-vous surpris ? [1]. Tout un chapitre concerne la musique, « institution religieuse et sociale ». Un amphithéâtre pouvant contenir dix mille auditeurs sera édifié. Tous les concerts ou festivals y seront gratuits, etc. C'est la première fois, à notre connaissance, qu'une Constitution fait à la musique le sort d'une religion d'État.

Enfin, en certains cas urgents, la Régence peut créer un dictateur, et remettre à celui-ci tous les pouvoirs, exécutif, militaire, judiciaire. Ce dictateur se nommera le *Comandante*.

Depuis un an, en fait, le *Comandante*, c'est Gabriele d'Annunzio. Tout le monde, à Fiume, le qualifie ainsi, on ne l'y connaît pas autrement. Dans l'armée régulière italienne, il était lieutenant-colonel : qu'on ne voie donc point là la moindre apparence de grade. C'est un titre, rien qu'un titre — un beau titre. Et non pas même un rang ! Il y a belle lurette que le Comandante est hors de toute espèce de rang.



Dans quel monde étrange étions-nous donc entrés, aussi bien ? Comme nous parlementions dans un hôtel au sujet de nos chambres, le plus singulier personnage est survenu, demandant quelque renseignement au *portiere*. C'était, paraît-il, un des chefs les plus connus de l'armée fiumaine : imaginez un jeune et grand escogriffe aux vastes épaules, mais plus

1. Voici, prise au hasard, la traduction d'une phrase dans le chapitre qui concerne l'édilité : « L'édile doit s'ingénier à rendre au peuple l'amour de la belle ligne et de la belle couleur dans les choses qui servent à la vie de tous les jours, en lui montrant ce que notre vieille race savait faire avec un léger motif géométrique, avec une étoile, avec une fleur, avec un cœur, avec un serpent, avec une colombe sur un bocal, sur un pot, sur une cruche, sur un banc, sur un coffret, sur un plat. »

maigre et décharné qu'un moine guerrier du moyen âge. Fort élégant de gestes et d'attitude, on lui voyait un visage moins pâle que bronzé, patiné comme celui d'une statue de Pompeï: un nez audacieux, recourbé, la bouche entre deux rides, deux ornières plutôt. Une mèche couleur de jais passait sous l'énorme visière de son képi. Ses yeux de faucon, ronds et brillants, faisaient presque peur, dès qu'il se fixaient. Joignez à la tunique très courte et serrée des officiers italiens, des bottes noires autour de ses tibias secs ; tout cela usagé, épuisé, presque en lambeaux, ayant subi les neiges du Trentin, sans doute, et le vent du Carso ; des gants noirs, qu'eût crispés don César de Bazan sur sa poignée d'épée, et en guise de chemise et de gilet, sous son pourpoint gris-vert, un maillot noir à col montant jusqu'au menton, brodé d'une blanche tête de mort. Cette espèce de démon, apparu à contre-jour dans le bureau de l'hôtel, semblait à peine réel : mais qu'il vous avait donc façon de maître et aisance de seigneur, cet être fantastique sorti tout vif de quelque eau-forte romantique de Célestin Nanteuil !

En fait, c'est, c'était plutôt, avant la guerre, un seigneur dans le Trentin, le prince de C... Servant dans l'artillerie, il reçut l'ordre, un jour, de canonner ses domaines et son propre château, où campaient les Autrichiens : il le fit avec tant de conscience qu'il n'en laissa pas une motte intacte, ni un arbre debout, ni pierre sur pierre. Et maintenant, il n'a plus rien — que ses blessures et ses médailles innombrables. Respect à ce héros, comme à ses camarades ! Il faut toujours saluer, dans Fiume.

Nous avons même salué, sans du tout en sourire, le vieux garibaldien... Car il y en a un, dans Fiume, qui rôde. Oui, il rôde autour de cette odeur de guerre qui flotte par la ville, de même que le vieux loup rôde autour du carnage. Il compte soixante-douze ans bien sonnés. Nous vîmes rutiler soudain, dans le restaurant où nous dînions, la chemise et le petit képi écarlates de sa jeunesse, dont il s'est de nouveau revêtu et qu'il ne quitte jamais. La connaissance fut bientôt faite, autour d'une fiasque de chianti. Il nous conta qu'il s'était jadis engagé à dix-sept ans dans les troupes de Garibaldi l'ancêtre, premier du nom. Et depuis lors, il s'est battu partout.

— Jamais, — nous dit-il, — je n'ai pu me trouver sans trembler devant le général Garibaldi. Il était juste et bon : mais il y avait son œil, son front... Je croyais toujours n'avoir pas assez fait, quand il me regardait. Aujourd'hui, je reprendrai le fusil pour notre Comandante, quand il le faudra. Je suis ici depuis longtemps. Quelquefois, c'était dur, l'hiver surtout : le combustible et le pain, voilà le pire, dans Fiume.

— Mais avez-vous de l'argent, une pension? De quoi vivez-vous?

— Je mange mes derniers sous. Je suis si vieux ! On ne doit pas penser à l'argent, quand on est volontaire.

Sur quoi le vieux nous intima l'ordre de nous lever immédiatement, et de le suivre au théâtre, où un officier aveugle allait faire une conférence, à laquelle assisterait le Comandante, et certainement celui-ci parlerait... A ces mots, nous étions déjà dans la rue !

Dans l'avenue plutôt, ou sur le boulevard : hormis un vieux quartier, situé plus haut, il n'y a dans la moderne Fiume, en effet, que des voies d'une largeur étonnante, bordées d'immeubles à six ou sept étages. Nous nous avisâmes le lendemain, au jour, que tous ces immeubles étaient peints, selon la coutume délicieuse du Midi, des plus tendres nuances allant du noisette à la turquoise morte, du rose de pêche au rose chair de melon, du vert tel qu'à l'aurore au mauve crépusculaire. Quoique comprimée entre la mer et la montagne, Fiume a été bâtie — voici peu, probablement — et aérée ainsi qu'une très grande ville.

Le théâtre regorgeait : uniformes en foule, grappes d'arditi, Fiumains et Fiumaines en toilettes pleines de bonne volonté, et les pèlerins, et les Dalmates irrédents, et que sait-on encore !... Sur la scène, les fanions de toutes les troupes de la Régence, un rang de chaises pour les principaux officiers de la garnison — le prince noir était là, son képi à la main, mais coiffé jusqu'aux yeux par ses cheveux, pareils au serre-tête de Méphistophélès — puis une table garnie de drapeaux, derrière laquelle un officier de vingt-cinq ans, complètement aveugle, prononçait les plus émouvantes paroles sur la patrie et les sacrifices qu'il lui faut consentir — hélas, il n'en témoignait que trop, avec ses pauvres yeux morts !

La salle, bouleversée, éclatait en applaudissements. Et cette sorte de poignant sermon prononcé par un martyr, et le spectacle surtout de ce martyr tâtant la table de ses doigts, tout en exhortant ses frères en latinité, cette messe patriotique, si l'on peut dire, avait quelque chose de saint. Que ne pouvait-il, le malheureux, apercevoir au bord d'une avant-scène, ainsi que nous tous, certain officier ganté de blanc, penchant son front chauve et son pâle visage : c'était Gabriele d'Annunzio !

Il nous parut amaigri, ou plutôt effilé, usé par l'âme brûlante qu'il porte en lui. Elle transparaissait visiblement, cette âme, sous la peau diaphane, à la façon d'une lueur chauffant le parchemin d'une lanterne japonaise. Silencieux, respectueux, environné dans la pénombre par le vague scintillement de ses insignes, contemplé, guetté de tous les fidèles en cette véritable cérémonie religieuse, il était vraiment plus qu'un homme. Et lui aussi, il semblait ému par l'aveugle offrant pieusement son supplice à la patrie; et, lui aussi, il communiait.

Une fois achevée la péroraison de l'aveugle, et éteints les derniers applaudissements, le silence se fit : le Comandante était debout. Il parla.

Nous n'avons jamais entendu parler ainsi. Il ne tient aux doigts ni une note, ni le moindre papier, n'a rien préparé, rien appris par cœur : comment cela lui serait-il possible, alors qu'il parle à chaque instant, à l'improviste, et jusqu'à dix fois par jour, quand il le faut, les jours de fête solennelle, par exemple?

Il ne fait pas un seul geste. Sa main gantée à la taille, il est là, tout droit, face au public, et paraît arracher du sol sa voix extraordinairement nette, presque effrayante d'énergie. A moins que parfois un mouvement de colère ou d'enthousiasme ne le saisisse, il s'exprime avec une extrême lenteur, mot après mot, la période martelée et trempée comme l'acier suivant la période : autant dire éclair sur éclair, balle sur balle, image sur image, la poésie jaillissant ainsi qu'une cascade infatigable, et la foi, lave bouillante, torrent d'or en fusion, la foi irrésistible emportant tout !

On devine ce que devint le délire du public lorsque son Comandante, de cette manière éblouissante et dominatrice

dont il a le secret, rendit hommage à l'aveugle, et à son tour prêcha le devoir italien et la grande cause nationale, non sans mêler à son discours toute une politique aussi élevée que bien aiguisée.

Nous ne pouvons analyser les discours du Comandante, vu qu'ils sont innombrables, et que là encore, il faudrait un volume. Gabriele d'Annunzio poursuit un plan très vaste. Il y a une puissance mondiale dont il réprouve et déteste l'esprit. N'oublions pas qu'il est éperdument latin, fils de Rome, héritier spirituel des tribuns populaires et des consuls. Toute force, en ce temps-là, venait du Capitole, et non pas de Thulé. Ne disputons point de politique : à chacun la sienne. Notons que celle du Comandante s'attache à un but précis, et qu'elle fait grand cas de toutes les libertés. Il exècre la mollesse et les esclavages. Endoctriné par ses harangues étincelantes et continuelles, son peuple n'a qu'une âme avec lui.

Étroitement entouré — disons pressé, et presque étouffé — par ses fidèles, le Comandante sortit du théâtre à grand peine. On bousculait les soldats, arditi ou petits gars de la légion fiumaine, pour s'approcher de lui. Des fanatiques mendiaient un sourire, voulaient toucher ses vêtements. Des vieilles dames du Carnaro prétendaient l'embrasser. Son automobile dont les marchepieds pliaient sous les dévots, démarra lentement, au milieu d'une foule ivre d'amour : on ne se reculait un peu que repoussé par les roues mêmes de la voiture. L'exclamation nationale fiumaine : *Eia ! Eia ! Eia ! Alalà !*... ne cessait plus [1].

Nous n'étions pas des derniers à pousser nos *Eia !*... Tout à l'heure, dans l'avant-scène, après son discours, le Comandante nous avait ouvert ses bras. Nous le revoyions pour la première fois depuis le temps de la grande victoire, en novembre 1918...

L'émotion permet de crier, quand elle défend de parler.

(A suivre.) MARCEL BOULENGER

1. L'exclamation *Eia ! Eia ! Eia ! Alalà !* est un cri d'allégresse et d'encouragement, ou de victoire, que poussaient les anciens Grecs. Gabriele d'Annunzio l'a fait revivre. Dans son roman *Forse che si, forse che no*, il l'imprimait déjà. Entendez par là le *Hip ! hip ! hip ! hourra !* que nous lâchons parfois, nous autres. En vérité, *Eia ! alalà !* vaut au moins autant. Il sonne plus purement, en tout cas, pour une oreille gréco-latine.

PROSPER MÉRIMÉE

ET « LE FILLEUL DE L'OURS »

Henri Blaze de Bury qui connut beaucoup Mérimée a fait de lui un curieux portrait. Citant le mot de Cousin : « Sainte-Beuve est un croquant, Mérimée est un gentilhomme », Blaze écrit : « Il y aurait à prendre et à laisser, n'importe, cette qualité, ou plutôt cette qualification, jointe au prestige du talent et du renom, expliquerait bien des petites séductions et des badinages prolongés sur le tard sans trop de scandale. Il n'était pourtant point beau, à Dieu ne plaise! Rien d'un Guiche ni d'un Lauzun ; sa tête carrée par derrière, son air goguenard, son nez en trompette, le faisaient ressembler à un paysan ; mais il s'entendait aux choses de la vie et du monde, marchait l'égal de tous, et savait se faire respecter. Sénateur, académicien, latiniste, helléniste, épilogueur, mystificateur, et par occasion homme de lettres. L'irréligion était son côté faible. Il aimait, par exemple, à raconter qu'il n'avait jamais été baptisé, et mettait peut-être trop de prix à sa damnation éternelle [1]... »

A propos de l'irréligion de Mérimée, Henri Blaze rappelle

1. Henri Blaze de Bury, *Mes Souvenirs de la* Revue des Deux Mondes.

une anecdote qu'il tenait de son ami Alfred de Belmont [1], chambellan de l'Empereur, Belmont, prince de la jeunesse, disait Blaze, que Musset appelait « le dernier des Mousquetaires ».

Voici l'anecdote. A Fontainebleau, en présence de Mérimée, on félicitait la souveraine : quelles bénédictions le Ciel faisait pleuvoir sur l'Empire, sur elle, et sur la France ! Mais l'Impératrice répondit, en regardant l'auteur de *Colomba* qui dessinait à un bout de table :

— Il me manque pourtant quelque chose : voir Mérimée se convertir.

Pris à partie aussi directement, Mérimée pinça les lèvres et riposta :

— Ah ! madame, toujours des personnalités !

Puis il rassembla ses papiers, ses crayons et sortit.

Si l'anecdote est exacte — et elle doit l'être — elle démontre que l'Impératrice pouvait parfois manquer de tact, mais permettait à Mérimée de lui répondre en toute liberté, et cette liberté, laissée à l'écrivain par la souveraine, est toute à l'honneur de celle-ci.

Henri Blaze, qui rend d'ailleurs justice à Mérimée, emploie en parlant de lui ici un terme, « homme de lettres par occasion », qui semble mal venu.

Homme de lettres, Mérimée se flattait de l'être ; il l'a dit dans sa correspondance à F. Buloz ; ce dernier ne pouvant souffrir qu'on le gratifiât lui-même du nom d'*éditeur* ; Mérimée lui écrivait : « Il y a éditeur et éditeur, comme il y a fagot et fagot. Je suis un homme de lettres comme M. tel qui écrit pour le Cirque Olympique ; j'espère qu'au jugement dernier on nous pèsera dans des balances différentes ; mais en attendant, il faut se dire qu'il y a des catégories où sont forcément les gens d'esprit et les bêtes, les coquins et les honnêtes gens. La grammaire qui sait régenter jusqu'aux rois et M. Cuvier, nous ont placés l'un et l'autre dans l'ordre des bipèdes lettrés, et de plus vous avez le qualificatif caractéristique d'éditeur...

1. La mère d'Alfred de Belmont était une Choiseul, et Louis Bonaparte « avait découvert dès la présidence qu'ils étaient cousins par les Beauharnais ». Lorsqu'il fut empereur, Napoléon nomma Belmont chambellan : Belmont s'attendait à être nommé sénateur ; « il prit la chose en ironie », mais « tous les Biarritz, les Compiègne, les Fontainebleau l'ennuyaient à mort ».

Quant à M. Charpentier, il a été bien aimable pour moi, il m'a demandé des articles, je lui ai dit que j'étais retiré du commerce ; il m'a mis, à ce qu'il paraît, sur sa liste, je ne réclamerai pas plus pour lui que pour bien d'autres, qui m'ont fait le même honneur. J'aime à être bien avec tout le monde, et cela me réjouit de voir qu'il y a des gens qui se souviennent que j'ai travaillé dans la partie des lettres, car je ne suis pas comme vous honteux de mon métier. Lorsque vous dites que ce sont les éditeurs qui ont tué la littérature, nous autres lettrés, nous nous sommes suicidés en fatiguant le public de nous. Le public aime l'argent et ne se soucie plus des lettres ; il faut se voiler la face et aller se promener dans de belles montagnes comme vous et moi savons faire. Cela n'empêche pas que s'il me venait une bonne idée comme j'en avais jadis en ma belle jeunesse, je ne fusse très heureux de vous l'offrir [1]... »

Le plus grand reproche qu'Henri Blaze fait à Mérimée, c'est de ne point posséder la conscience de l'historien. Ce reproche paraît plaisant venant de Blaze, romantique impénitent : les romantiques ne se piquaient guère, je pense, d'exactitude en matière d'histoire. Notre critique parlant du style de Mérimée cite un mot d'Hugo, qui jugeant ce style, prononçait : « Cela s'appelle généralement de la sobriété, en effet, la sobriété d'un mauvais estomac. » On le voit, les poètes et les critiques de jadis n'étaient pas plus indulgents pour leurs confrères qu'ils ne le sont de nos jours.

Si Henri Blaze n'accorde pas toute son admiration à Mérimée historien, il ne peut cependant se défendre de louer en lui « une érudition solide et variée... de la familiarité point triviale, une impartialité hautaine et frisant l'ironie [2] »; il apprécie encore ce style décrié par Hugo, et « une langue rompue à toute narration ». Il faut convenir que le talent de conteur de Mérimée dans sa vieillesse, loin de décroître, gagne en précision et en perfection, ses derniers récits sont sans doute les plus vigoureux qu'il ait écrits.

1. Collection S. de Lovenjoul.
2. *Mes Souvenirs.* — Henri Blaze.



A ce propos, M. A. Filon dans son volume sur *Mérimée et ses Amis*, documenté et consciencieux, parle d'une lecture faite chez l'Impératrice par Prosper Mérïmée dans les dernières années de la vie de l'écrivain. Il s'agit de la nouvelle qui parut sous le titre de *Lokis*. Il m'a semblé curieux de contrôler dernièrement à ce propos certaines dates et de relire quelques lettres relatives à *Lokis*, que Mérimée au début s'effrayait de publier, trouvant le sujet trop « décolleté » — le mot est de lui.

Mérimée dut écrire *Lokis* vers 1867 ou 1868. M. Filon en place la lecture à Saint-Cloud, pendant l'été de 1869, mais une lettre que j'ai sous les yeux atteste qu'en 1868 Sainte-Beuve parlait déjà de la lecture devant l'Impératrice.

En effet, au début d'octobre 1868, Sainte-Beuve annonçait dans les « milieux littéraires » que Mérimée venait d'achever deux nouvelles, qu'il avait lues à la cour. Sainte-Beuve, sans doute connaissait l'une d'elles[1], puisqu'il l'intitulait *le Filleul de l'Ours*; celle-ci, disait-il, avait été remise à l'Impératrice par l'auteur, qui conseilla à la souveraine « en souriant de son malin sourire » de le publier sous son propre nom : Eugénie.

L'écrivain, très entiché de la Russie, de ses légendes et de ses traditions populaires — madame de Lagrenée ne lui avait-elle pas appris le russe? — avait placé l'action de sa nouvelle en Lithuanie. A la vérité, le sujet qui parut alors à Mérimée trop scabreux, aujourd'hui ne nous choque guère, grâce à l'art avec lequel il est traité. Lorsque François Buloz, poussé par Sainte-Beuve, écrivit à Mérimée pour lui demander si le renseignement que celui-ci avait apporté au fondateur de la *Revue des Deux Mondes* était exact, et si Mérimée consentirait à publier *le Filleul de l'Ours*, l'auteur répondit une première fois :

« Cher monsieur, il y a du vrai et du faux dans le rapport qu'on vous a fait. Le vrai c'est qu'il y a quelques années j'ai écrit quelques pages à Biarritz à propos et comme illus-

1. L'autre était *la Chambre bleue*.

tration d'une conversation qui avait eu lieu. Cela pouvait intéresser ceux qui avaient pris part à la conversation, mais personne autre. Quant au *Filleul de l'Ours*, l'Impératrice n'en a pas lu une ligne, et en outre, je n'ai jamais pensé à prendre un ours pour parrain. J'ai bien songé à une histoire d'ours, j'en ai écrit quelque chose avant de venir ici, et je l'aurais achevée si je me portais mieux ou moins mal, mais en aucun cas, ce ne serait pour le respectable public. Lorsqu'on est jeune, on peut aller voir des cocottes en plein jour, un vénérable vieillard comme moi, s'il pensait encore aux cocottes se cacherait pour leur faire visite. J'entre dans la période de la seconde enfance, et je puis avoir la faiblesse de faire encore des nouvelles, mais j'ai le bon sens de ne les montrer qu'à mes amis. Si mon ours est jamais assez léché pour être montré à ses amis, je serai charmé de vous le lire si cela peut vous amuser, mais jamais je ne le publierai [1]. »

Mérimée écrivait de Montpellier [2], « fort souffreteux, respirant mal, malgré des bains d'air comprimés... et horriblement triste ». On le voit, il ne pensait guère à son ours ; d'ailleurs livrer ce conte au public, lui paraissait chose impossible... Sollicité de nouveau quelques jours après par Louis Buloz, fils du fondateur de la *Revue des Deux Mondes*, l'auteur se sert des mêmes arguments pour motiver le même refus.

« J'ai expliqué à M. votre père tous les motifs qui m'empêchaient de faire imprimer la petite nouvelle dont on vous a parlé. Je pourrais ajouter encore que je suis si souffrant aujourd'hui qu'il me serait impossible de la mettre en état de paraître devant le public quand bien même j'en aurais envie. Je suis très flatté de votre aimable insistance et je regrette beaucoup d'être hors d'ètat de travailler à quelque chose de plus digne de la *Revue* [3]. »

Dans une autre lettre, adressée encore à Louis Buloz, Mérimée feint d'ignorer totalement ce dont il s'agit : — « Je ne sais pas trop de quelle nouvelle vous me parlez, affirme-t-il, Mais je n'en ai pas qui soit digne de vous. Je suis de plus

1. 17 octobre 1868. Inédite.
2. Hôtel Nevet.
3. 28 octobre 1868. Inédite.

ici toujours horriblement souffrant, sans espoir d'amélioration et tout à fait incapable de travailler[1]. »

Enfin quelques jours après il répète : « La nouvelle dont on vous a parlé n'a guère d'intérêt que pour quelques personnes qui ont assisté aux conversations qui l'ont amenée... Elle est en outre un peu décolletée pour mon âge, et pour le siècle hypocrite où nous sommes. Enfin elle est encore à l'état d'ébauche, et Tourguenev, qui est le seul de mes amis qui l'ait lue, m'a fait des critiques très justes, et dont j'aurais à tenir compte. Mais ici, loin des mes livres, il me serait impossible de rien faire[2]. »

Cependant, un mois plus tard, il concède : « Si jamais je me décidais à publier la nouvelle dont on vous a parlé (il faudrait l'achever d'abord), ce serait à la *Revue* que je l'offrirais. Mais je n'ai pas idée qu'elle pût vous convenir, et en ce qui me concerne personnellement, j'ai beaucoup de motifs pour la garder en portefeuille[3]. »

On l'a vu, Mérimée affirmait, contrairement à Sainte-Beuve, que l'Impératrice ne connaissait pas une ligne du *Filleul de l'Ours*. Cependant, comment Sainte-Beuve en octobre 1868 aurait-il inventé cette histoire de lecture devant l'Impératrice? Histoire vraie, et que M. Filon, écrivain digne de foi, raconte tout au long à une date postérieure... La lecture, suivant M. Filon, avait eu lieu dans l'intimité au château de Saint-Cloud dans un coin du grand salon du premier étage : l'Impératrice est assise devant une table ronde, Mérimée à sa gauche lit d'une voix fort monotone. Les dames qui entourent la souveraine sont attentives et « rêveuses ». Pendant la lecture, les éventails battent l'air lentement; les jeunes filles brodent, car il y a des jeunes filles — étrange auditoire pour entendre ce conte de Mérimée — mesdemoiselles de Larminat et d'Elbée sont présentes, les nièces de l'Impératrice et aussi la future madame Victor Duruy — quelques hommes seulement.

Mérimée trouva-t-il ce public trop froid, fut-il piqué de son peu de succès? De temps en temps l'Impératrice donne

1. 4 décembre 1868, Cannes. Inédite.
2. 11 décembre 1868. Inédite.
3. 29 janvier 1869. Inédite.

le signal des applaudissements, des murmures flatteurs accueillent alors la narration de Mérimée... A la fin de sa lecture il se tourne vers M. Filon, et lui dit assez brutalement : « Avez-vous compris, vous? » Et comme M. Filon, intimidé, se trouble, et ne répond pas :

« Vous n'avez pas compris. C'est parfait ! » Et tournant les talons il laisse le précepteur abasourdi.

Plus tard, l'écrivain raconte à Jenny Dacquin cette lecture : il lui confie qu'il avait lu *Lokis* devant des petites filles « qui n'y avaient vu que du feu », ce qui peut-être était exact.

Je ne sais si Mérimée fit subir quelque changement à la première version du *Filleul de l'Ours*, ou, s'il n'y changea rien, comment il se détermina à publier cette nouvelle qu'il voulait, disait-il, « garder en portefeuille ». Elle parut dans la *Revue des Deux Mondes* le 15 septembre 1869 sous le titre de *Lokis, le Manuscrit du professeur Wittembech...* Il est peu probable que l'opinion des dames de Saint-Cloud ait été pour quelque chose dans sa décision nouvelle.

MARIE-LOUISE PAILLERON

UN MYSTÈRE MODERNE

LA LÉGENDE DE SAINT-CHRISTOPHE

« Saint Polyeucte est un martyr dont, s'il m'est permis de parler ainsi, beaucoup ont plutôt appris le nom à la comédie qu'à l'église. » Ainsi s'exprime Corneille, coutumier de cette haute franchise, dans la préface de sa tragédie de *Polyeucte.*

Sur saint Christophe, nous étions un peu mieux renseignés par les tableaux religieux qui depuis le moyen âge jusqu'à nos jours le représentent sous l'aspect d'un géant, passant une rivière ou un bras de mer dont les flots menaçants ne lui montent qu'aux genoux, l'Enfant-Jésus juché sur son épaule. Nous savions aussi que saint Christophe est le patron des voyageurs et qu'à ce titre son image de pierre a été fréquemment dressée aux portails des églises, aux portes des villes, aux carrefours des routes ; aujourd'hui même, ne reconnaît-on pas de temps à autre, sur le capot d'une automobile, la statuette du bon géant dont la protection doit s'étendre à tous les moyens de locomotion?

Cependant la *Légende de Saint Christophe,* qui est le dernier et le plus considérable ouvrage de M. Vincent d'Indy, nous a beaucoup appris. Autour de l'épisode miraculeux, elle a fait revivre devant nous toute l'histoire du saint, telle que la rapportent Jacques de Voragine en sa *Légende dorée,* et le docte Baronius. Corneille n'avait guère emprunté aux auteurs

dont il invoque l'autorité, Surius et le même Baronius, que les noms de Polyeucte, de Néarque, de Pauline et de Félix, ainsi que quelques traits accessoires : Polyeucte converti au christianisme par Néarque, Polyeucte renversant les idoles, Polyeucte vainement supplié par Pauline. Comme il le dit lui-même, « le songe de Pauline, l'amour de Sévère, le baptême effectif de Polyeucte, le sacrifice pour la victoire de l'empereur, la dignité de Félix que je fais gouverneur d'Arménie, la mort de Néarque, la conversion de Félix et de Pauline, sont des inventions et des embellissements de théâtre ». Mais ces inventions seules nouent et dénouent l'intrigue, et ces embellissements sont tout le sujet de la pièce. C'est que Corneille écrit une tragédie, et qu'une tragédie, même chrétienne, reste humaine par la qualité des personnages et les ressorts de l'action. M. Vincent d'Indy a voulu composer un drame sacré, analogue aux mystères qui attiraient et édifiaient les foules pieuses durant les deux derniers siècles du moyen âge. C'est pourquoi il a suivi exactement l'ordre du récit qu'il trouvait dans les anciens livres. Mais, musicien, il devait faire œuvre de musicien, et c'est à l'Opéra, voué depuis Lully aux seules merveilles de la mythologie, que le nouveau mystère a été représenté pour la première fois, le 6 juin 1920. L'arrêt du Parlement qui « inhibe et défend de jouer le mystère de la Passion ni autres mystères sacrés sous peine d'amende arbitraire » est daté du 17 novembre 1548. Durant cet intervalle de trois cent soixante-douze ans, la prohibition édictée par le Parlement de Paris avait été fidèlement observée dans le ressort de sa juridiction.

Il est vrai qu'en 1911 M. Gabriele d'Annunzio, devenu pour un temps l'hôte munificent de notre poésie, avait fait représenter au théâtre du Châtelet le *Martyre de Saint Sébastien*, où il s'attachait à imiter les poètes du moyen âge jusqu'en leur prolixité. Mais ce n'est pas vainement qu'il a été écrit que « la lettre tue, et l'esprit vivifie ». Malgré les trésors de l'érudition la plus recherchée, malgré les splendeurs du verbe et les fantasmagories de l'imagination, malgré même la suave musique de scène confiée à Claude Debussy, et dont la place fut trop strictement mesurée, cet intéressant ouvrage n'est rien de plus ni de moins qu'un divertissement

de curieux. Profusion de gemmes rares arrachées aux arcanes de l'hagiographie et de la démonologie, mosaïque éclatante de dogmes pétrifiés : la sève manque.

M. Vincent d'Indy n'a pas entrepris de restaurer un genre abandonné depuis des siècles, mais de continuer une tradition qui se trouvait modifiée et déviée, non interrompue. Banni de la scène profane, le mystère était rentré à l'église d'où il était sorti, mais sous une autre forme : sous l'influence de l'opéra qui vers la fin du XVIe siècle s'ébauchait en Italie, le chant expressif, ou comme on disait alors représentatif, y était substitué à la récitation, la musique à la poésie : le mystère devenait l'oratorio. Carissimi a été l'un des premers maîtres du nouveau genre, qui fut illustré au XVIIIe siècle par le *Messie* de Hændel, l'*Oratorio de Noël* et les deux *Passions* de Jean-Sébastien Bach, au XIXe siècle par l'*Enfance du Christ* de Berlioz, *Rédemption*, les *Béatitudes*, *Rébecca* de César Frank. En 1918, ce dernier ouvrage avait été transporté sur la scène de l'Opéra, où il s'est maintenu depuis lors, et le succès de cette première tentative présageait celui de la *Légende de Saint Christophe*, qui est un mystère musical, ou ce qui revient au même un oratorio de théâtre.

L'oratorio, qui ne montrait pas l'action, en expliquait les événements par le moyen de récits attribués à un personnage spécial, appelé l'Évangéliste quand le texte qu'il chantait était emprunté à l'un des Évangiles, et en toute autre circonstance le Récitant ou l'Historien. M. Vincent d'Indy, qui destinait son ouvrage à la scène, y emploie cependant un Historien. Il ne pouvait en effet songer à représenter directement tous les épisodes de sa légende : une succession d'esquisses rapides ne convenait pas à ce maître du style soutenu. Grâce à l'intervention de l'Historien, dont les récits raccordent entre elles les scènes séparées par un trop long intervalle de temps, l'ouvrage garde son caractère narratif sans perdre une nécessaire ampleur de proportions. Il se divise en huit tableaux, répartis en trois actes et précédés d'un prologue dont le décor invariable servira d'acte en acte à tous les récits de l'Historien.

Saint Christophe n'a pas encore reçu son nom chrétien qui signifie Porte-Christ. Le géant Auferus, fier de sa force invin-

cible, a juré de ne la mettre au service que du roi le plus puissant de ce monde. L'Historien qui rapporte ce serment est vêtu d'un costume de diacre ; le décor est une toile qui masque la scène et représente le miracle de saint Christophe portant l'Enfant-Jésus. Autour de l'Historien, un chœur en robes blanches répond à son récit par une déploration pieuse : « Pauvre Auferus, quelle erreur est la tienne ! »

Les chœurs ont un rôle très important au cours de tout l'ouvrage. Visibles, ils représentent les foules humaines, ces mêmes *turbae* qui dans les *Passions* des anciens maîtres réclamaient si âprement la grâce de Barrabas, plus diverses ici, et tour à tour cruelles, insouciantes, haineuses, ou surprises, émues, attendries, touchées enfin par le miracle, converties et prosternées ; foules vraiment humaines, faibles de volonté, sensibles, inconstantes, mais sincères, et non point endurcies dans le mal, capables d'abjurer leurs erreurs, de reconnaître la vérité, et d'y demeurer fidèles. D'autres chœurs sont invisibles : leurs voix pures répondent à l'appel du pécheur, éclairent les ténèbres de sa conscience, consolent son inquiétude, le préservent du désespoir et l'acheminent pas à pas dans la voie du salut. Ainsi le héros chrétien, pour qui l'orgueilleux isolement du païen serait un crime, reste toujours uni de cœur avec le ciel et la terre ; c'est le ciel qui l'attire, mais s'il quitte ses frères de la terre, c'est pour leur montrer la route et les élever avec lui.

La légende rapportait qu'Auferus avait servi d'abord un roi de son pays natal, la terre de Chanaan. Ce roi ayant peur du diable, il avait passé, pour accomplir son vœu juré, au service de l'Ennemi. M. Vincent d'Indy a donné au roi un signalement allégorique, à l'exemple des mystères du moyen âge et des oratorios primitifs qui mettaient en scène les Vertus théologales, les Péchés capitaux, et faisaient disputer ensemble l'Ame et le Corps, ou bien la Justice avec la Miséricorde. L'allégorie n'est-elle pas en effet la mythologie du christianisme? Le roi d'Asie-Mineure est donc devenu le Roi de l'Or. Sa puissance est grande, mais dans l'instant qu'il triomphe, un prodige s'accomplit : tous ses trésors sont réduits en fumée. C'est que le Roi de l'Or n'est lui-même que le serviteur du Prince du Mal, qui le rappelle ainsi à l'obéissance. Quant

au lieu de l'action, il sera indéterminé, ce qui permet à l'auteur de relever la gravité de la légende par quelques traits de satire. Le Roi de l'Or en houppelande, ricanant et se frottant les mains, est une véritable caricature de l'homme d'affaires : caricature en musique, où les saccades du rythme et les dures dissonances que permet l'harmonie moderne prennent, par la justesse de leur application, un mordant impitoyable. Ces anachronismes ont toujours été admis par les poètes et les peintres du moyen âge ; employés à propos, comme c'est ici le cas, ils attestent que l'humanité reste pareille à elle-même, en dépit des apparences, et donnent à l'œuvre une portée dont les reconstitutions historiques sont privées.

Mais M. Vincent d'Indy ne pouvait se contenter de ces deux princes. Il ne pouvait omettre un troisième pouvoir, et c'est pourquoi, lorsque le rideau du prologue se lève, il découvre un palais illuminé, où les chants et les danses célèbrent le retour du géant Auferus auprès de celle dont il s'est fait l'esclave : la Dame de Volupté. Chants et danses d'un caractère turbulent, plutôt que lascif : en effet, si Auferus a accepté la tyrannie de l'amour, c'est seulement parce qu'il en a éprouvé la puissance. Quand le Roi de l'Or surgira, maître du palais qu'il a acheté avec tout ce qu'il contient, il le suivra sans un mot de regret. Mais la Dame de volupté aime Auferus : la douceur de son chant nous l'a appris dès les premières notes, ainsi que le langoureux enlacement des clarinettes qui l'enveloppe. Amour impur sans doute, né du plaisir dont il garde le souvenir, le regret et l'espoir, amour cependant, dont l'émotion fait contraste avec la brutalité de l'orgie et annonce peut-être quelque rédemption future.

Le Roi de l'Or l'emporte, puis le Prince du Mal. Mais quand celui-ci a mené Auferus sur une montagne d'où il lui montre les royaumes de la terre, tous soumis à son pouvoir, la masse imposante de la cathédrale se profile dans le ciel, et l'ombre de la croix qui la surmonte vient se projeter jusqu'à ses pieds. Le Prince du Mal recule, épouvanté : il ne peut franchir l'ombre du divin symbole, et disparaît dans le rocher entr'ouvert. Auferus reste seul. Quel est donc cet autre souverain, ce monarque suprême qui vient de réduire à l'impuissance le Prince du Mal? Il le cherche des yeux, prêt à lui obéir.

Rien ne paraît ; des voix s'élèvent, très lointaines, et leur chant a pour thème un verset de l'hymne *Vexilla regis*, celui dont les paroles sont : *O crux ave, spes unica, Salut, ô croix, seule espérance*. Mais Auferus ne peut comprendre encore, et le rideau qui s'abaisse le laisse étonné, le regard errant, tandis que le chant se perd dans le ciel immuable.

L'Historien reparaît au début du deuxième acte. Auferus s'est mis à la recherche de ce Roi du Ciel qu'il ne peut voir. Il interroge tour à tour les monarques illustres, les conquérants renommés, et chacun lui répond : « Je ne suis pas le Roi du Ciel. » Il parvient à Rome, le jour même de la fête de Pâques. Il se jette aux genoux du Souverain Pontife, qui ne peut accepter son hommage. « Je ne suis pas le Roi du Ciel, mais le jour où les pins se couvriront de roses, le Roi du Ciel se montrera. » Le récit de l'Historien est interrompu pour cet instant solennel : c'est la voix même du Pape de de Rome qui chante, derrière le rideau, sa prédiction, sur une mélodie grégorienne tirée de l'alléluia de la messe d'un Confesseur non Pontife.

Les événements ainsi résumés sont décrits par le premier tableau du deuxième acte, mais ce tableau est entièrement symphonique : l'orchestre seul énonce, devant le rideau baissé. l'inquiétude d'Auferus, son décroissant espoir et ses infatigables pérégrinations que traversent de brillants épisodes tels que la rencontre des conquérants ou l'entrée à Rome en fête, les cors prolongeant, à l'orchestre, les vibrations d'un carillon puissant que domine, en variations joyeuses, la mélodie du graduel de Pâques : *Haec dies quam fecit Dominus*. Cette symphonie n'est pas un entr'acte : un entr'acte n'est destiné qu'à faire prendre patience. Ici c'est une phase importante de l'action que la musique évoque de son pouvoir souverain, sans les artifices de la scène, toujours un peu grossiers quand de brusques ou rapides changements de lieu sont nécessaires. Le public le comprend si bien qu'il renonce à sa coutume de parler et de lorgner quand l'orchestre joue. Il écoute dans le plus profond silence, et aux premières représentations c'est ce morceau qui suscitait les plus longs applaudissements, forçant la modestie de l'auteur dans la loge où il se dissimulait et d'où il devait, à plusieurs reprises, surgir

pour répondre d'un salut à l'ovation, et l'apaiser. Devant un tel triomphe de la musique, Wagner, s'il fût revenu en ce monde, eût certes regretté le panorama puéril dont il a cru l'aide nécessaire, quand Parsifal gravit la montagne sacrée.

La scène reprend ses droits pour les tableaux qui suivent, et c'est ici l'occasion de dire à quel point M. Maurice Denis a su, par les larges et chaleureuses compositions dont il a le secret, soutenir la pensée du musicien et sans aucun détail superflu la rendre sensible aux yeux. C'est sous une roche rougie par le soleil, devant un horizon de montagnes où les forêts de pins s'accrochent en plis droits, que le géant rencontre un Ermite et apprend de lui que le Dieu qu'il cherche ne se révèle qu'à l'âme. Le chant de l'Ermite unit à la majesté la douceur, et s'accompagne d'une symphonie où les voix de la nature sauvage murmurent les réponses à sa prière. Auferus doit faire pénitence. La seule qui convienne à sa force et à son ignorance est de secourir les voyageurs, au bord d'un torrent furieux. Cet épisode appartient à la légende traditionnelle de saint Christophe. Flaubert l'a trouvé si beau qu'il l'a transporté en sa *Légende de Saint Julien l'Hospitalier*, en remplaçant seulement l'Enfant-Jésus par un lépreux.

Et voici la scène centrale de l'ouvrage : le miracle du torrent. De grands pins découpés abritent la cabane de roseaux. Les eaux roulent en ondes phosphorescentes, et la forêt mystérieuse entr'ouvre ses ténèbres sur l'autre bord. En des costumes d'enluminures, tour à tour un amant, un marchand, un empereur sollicitent les services du passeur qui les refuse aux passions humaines. Un petit enfant s'avance. « Petit enfant, tu prends bien mal ton moment. » En effet, la tempête s'élève, sur une menace obstinée de l'orchestre. Auferus se décide cependant, car il doit secourir le faible. Il prend l'enfant sur son épaule, et déracine un pin qui sera son bâton de route. Mais au milieu du torrent, il lui faut prendre haleine auprès d'un rocher. « Petit enfant, mais tu es lourd comme le monde. — Ne t'en étonne pas, passeur, car c'est moi qui ai créé le monde. » Avec l'eau du torrent soudain apaisé l'Enfant divin baptise Auferus de son nom chrétien de Christophore. Le géant se prosterne aux accents d'une musique qui le bénit, et l'arbre qu'il tient à la main se couvre de roses

blanches, pendant qu'une clarté surnaturelle allume aux profondeurs de la forêt d'autres fleurs ardentes.

Le dernier acte le couronnera de la palme du martyre. C'est ici que l'auteur a montré le plus d'invention dramatique, car les textes anciens rapportaient simplement que saint Christophe, après avoir opéré plusieurs conversions, fut mis à mort sous l'empereur Decius. M. Vincent d'Indy a voulu avec raison faire reparaître ici les puissances du mal qui pensent trouver leur revanche dans le supplice de leur ancien esclave. Le Roi de l'Or, dont la fortune est à refaire, est devenu grand-juge, car il « accepte volontiers des emplois subalternes ». Le Prince du Mal exige que l'âme de saint Christophe lui soit livrée, sans quoi il prendra, en compensation, celle du Roi de l'Or lui-même. Condamner un innocent ne serait qu'un jeu pour un juge aussi expérimenté ; mais il faut aussi que saint Christophe meure en état de péché. La Reine de Volupté, toujours asservie au Roi de l'Or, ira tenter le chrétien en sa prison. Aux souvenirs impurs qu'elle évoque, saint Christophe répond sans trouble ni colère, et peu à peu la pécheresse qui n'a cessé de l'aimer se laisse persuader, et son amour s'élève jusqu'au renoncement. La situation est sans contredit l'une des plus poignantes qu'on ait vues au théâtre : aussi exige-t-elle de l'artiste chargée de marquer les progrès, les hésitations, les regrets, l'emportement, la soumission, la consolation et enfin la résolution d'une aussi douloureuse crise, les dons les plus rares de l'intelligence et du cœur.

Le dernier tableau nous transporte sur une place publique, d'une claire et légère architecture. La foule badaude attend le supplice du géant. Mais un nouveau miracle se produit : la flèche qui doit le frapper au cœur revient en arrière et perce l'œil du juge. Peintre et poète se sont inspirés ici d'un tableau de Mantegna ; et c'est la punition du prévaricateur. Mais il faut que le martyre s'accomplisse. La tête de saint Christophe tombe enfin sous le glaive. Alors sa voix qui ne cessait de chanter plus haut, toujours plus haut, les louanges du Seigneur, ne paraît pas s'interrompre : c'est la Reine de Volupté qui reprenant sa phrase au point où la mort l'a brisée la continue, l'élève encore, et voici qu'elle reparaît en scène, baptisée comme Pauline par le sang du martyr, mais combien

la musique est mieux capable que l'éloquence de traduire ce ravissement sacré qui se communique à la foule, indifférente jusque-là, bientôt agenouillée, écoutant les voix célestes qui lui sont devenues sensibles et priant avec elles !

Ainsi se termine, après tant de belles scènes, par une scène plus belle encore et vraiment sublime, cette œuvre destinée à faire époque dans l'histoire du théâtre et de la musique. Je n'entends pas prédire par là que d'autres mystères en musique doivent ou puissent lui succéder. Il est au contraire fort probable que la *Légende de Saint Christophe* demeure unique en son genre. Mais *Pelléas et Mélisande* est aussi resté unique, inimitable même pour son auteur, et cependant son influence ne s'est-elle pas propagée sur toute la musique et toute la poésie des premières années du XXe siècle?

La *Légende de Saint Christophe* est destinée de même à dominer l'époque qui commence, et les plus nobles esprits viendront se rallier autour d'elle. Le succès qui l'a accueillie dès son apparition, et qui n'a fait depuis lors que se confirmer et s'étendre, rachète bien des erreurs d'un temps étrangement troublé. Mais comment en être surpris? L'œuvre s'impose par la plus vigoureuse originalité, celle qui ne réside pas dans quelque tour ou détour d'expression, mais dans l'exactitude d'un style moulé sur la pensée ; et ce style qui s'appuie sur les solides nervures des mélodies grégoriennes, ou entrelace délicatement les voix dépouillées de toute instrumentation, ou enfin a recours aux plus riches couleurs et aux plus complexes nuances de l'orchestre, garde toujours cette netteté du relief et cette fierté d'accent qui de siècle en siècle ont signalé les meilleurs artistes de notre nation. Aussi ne trouve-t-on pas, en cet ouvrage de dimensions considérables, un seul passage dont l'intérêt languisse ; et la force des sentiments, la diversité des situations, celle aussi du spectacle qui en résulte, donnent à cette pieuse légende, en même temps qu'une puissance de conviction dont l'esprit garde l'empreinte, tout l'attrait d'un conte merveilleux.

LOUIS LALOY

CEUX DE JADIS[1]

IX

L'ARRIVÉE A PARIS

En arrivant au petit jour à la gare d'Orléans, M. de Marvéjolle fit constater à Paul Malgon qu'aucun indice ne marquait, au premier abord, dans cette matinée du 4 décembre, que la capitale fût le théâtre de graves événements. La sortie des voyageurs, la livraison des bagages s'effectuèrent paisiblement.

Dans la cour, les fiacres dits « de nuit », — lamentables voitures hors d'âge, — attendaient les clients comme à l'habitude. L'un de ces véhicules emmena les deux voyageurs, qui avaient donné l'adresse d'un hôtel situé sur le boulevard Montmartre et où M. de Marvéjolle avait coutume de descendre.

Le long des quais de la Seine, le calme régnait. Sur les échafaudages, les maçons étaient au travail, gâchant le mortier, posant les pierres. Les marchandes des quatre saisons poussaient leurs « baladeuses », vendant les pommes de terre à un sou la livre et les carottes à un sou la botte. Appelées par leurs cris, les ménagères dépeignées et débraillées sortaient en jupon des vieilles maisons bordant le fleuve, pour faire

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er et du 15 septembre 1920.

leurs achats du jour. Cette vie matinale de Paris, que rien ne paraissait troubler, remplissait de joie M. de Marvéjolle. Il se disait que tout était fini et que la carabine de Paul resterait au fond de la mallette.

Brusquement, le fiacre interrompit sa marche cahotante, sur le signal d'un sergent de ville. Celui-ci tendit la main vers une affiche qui venait d'être collée sur un mur. Il annonça au cocher qu'une nouvelle ordonnance du préfet de police interdisait la circulation « de toute voiture publique ou bourgeoise ». Il n'y avait d'exception qu'en faveur de celles servant « à l'alimentation de Paris et au transport des matériaux ».

— Où est votre remise?

— Rue du Jardin-des-Plantes.

— Retournez-y tout de suite, sans vous arrêter en route !

Dissimulant sous un sourire l'inquiétude dont il se sentait repris, M. de Marvéjolle entra en pourparlers avec l'agent pour obtenir que le cocher fût autorisé à le conduire d'abord à son hôtel.

Paul descendit de voiture pour aller lire l'affiche officielle. C'était une proclamation du préfet de police « aux habitants de Paris », datée du matin même.

« Comme nous, vous voulez l'ordre et la paix : comme nous, vous êtes impatients d'en finir avec une poignée de factieux qui lèvent, depuis hier, le drapeau de l'insurrection. Partout notre courageuse et intrépide armée les a culbutés et vaincus. Le peuple est resté sourd à leurs provocations. »

A ce préambule rassurant pour les amis de « l'ordre », M. de Maupas donnait aussitôt un démenti de fait, en annonçant de nouvelles mesures de rigueur. Frémissant d'émotion, Paul se disait que la révolte ne pouvait être déjà écrasée, puisque le préfet de police estimait nécessaire de décréter l'état de siège, d'interdire la circulation des voitures et même « les stationnements des piétons », qui seraient « sans sommations dispersés par la force ».

« Que les citoyens paisibles restent à leur logis, — disait la fin de l'affiche. Il y aurait péril sérieux à contrevenir aux dispositions arrêtées. » Non, ce n'était pas là une proclamation victorieuse! On y sentait l'anxiété, l'inquiétude dont témoi-

gnaient les menaces formulées par son auteur. Non, tout n'était pas fini encore !

L'agent de ville, — séduit par l'amabilité de M. de Marvéjolle et son allure d'ancien militaire, chevalier de la Légion d'honneur, — permit au cocher de continuer sa route vers le boulevard Montmartre. Il lui conseilla même, obligeamment, de ne point passer par le quartier de l'Hôtel-de-Ville et de la rue Saint-Denis, où l'on construisait, — disait-on, — des barricades. Mieux valait longer les quais jusqu'au pont Royal, puis prendre la rue de Richelieu, pour gagner sans encombre les boulevards.

Paul remonta dans la voiture, et raconta à M. de Marvéjolle, devenu sombre, ce qu'il venait de lire.

En face de Notre-Dame, un attroupement s'était formé, sur le quai de la rive gauche, devant des affiches imprimées sur papier d'emballage et que l'œil exercé de Paul reconnut aussitôt pour avoir été « tirées à la brosse ».

Le jeune homme fit arrêter le fiacre, malgré les protestations du cocher. Celui-ci, craignant qu'un autre sergent de ville ne survînt pour lui dresser contravention, avait hâte de se débarrasser de ses voyageurs et de regagner sa remise.

Toutes les proclamations des représentants de la Montagne venaient d'être affichées là. Des ouvriers les avaient imprimées en cachette, à l'aide de procédés de fortune. Le premier acte du coup d'État avait été de juguler la presse et voici que, malgré le bâillon, des cris véhéments s'élevaient pour appeler le peuple à la défense du droit.

C'était la protestation de la première heure, rédigée par Victor Hugo, signée par une vingtaine de députés de la gauche, dont Jules Favre, Schœlcher, Madier de Montjau, Emmanuel Arago. Elle commençait ainsi : « *Louis-Napoléon est un traître ! Il a violé la Constitution ! Il s'est lui-même mis hors la loi !* » Dès le soir du 2 décembre, des exemplaires de cette proclamation avaient été affichés sur les murs de Paris, — depuis lors arrachés vingt fois par la police, vingt fois réimprimés et collés de nouveau.

Un autre appel, — signé pour le « Comité de résistance de la Montagne », par Madier de Montjau, — était ainsi conçu : « Aux

armes ! la République attaquée par celui qui lui avait juré fidélité doit se défendre et punir les traîtres. A la voix de ses représentants fidèles, le faubourg Saint-Antoine s'est levé et combat. Les départements n'attendent qu'un signal et il est donné. Debout, tous ceux qui veulent vivre et mourir libres ! »

C'était enfin la proclamation à l'armée, rédigée par Victor Hugo. En phrases brutales comme des soufflets, le grand écrivain flétrissait le crime commis par Louis Bonaparte, crime pour lequel les soldats français devaient être « des vengeurs et non des complices ». «Cet homme dit qu'il s'appelle Bonaparte. Il *ment*, car Bonaparte est un mot qui veut dire gloire. Cet homme dit qu'il s'appelle Napoléon. Il *ment*, car Napoléon est un mot qui veut dire génie. Lui, il est obscur et *petit*. Livrez à la loi ce misérable ! Soldats, c'est un faux Napoléon. Un vrai Napoléon vous ferait recommencer Marengo ; lui, il vous fait recommencer Transnonain ! »

Deux ou trois jeunes gens lisaient à voix haute ces appels enflammés, salués par quelques-uns des assistants des cris de « Vive la République ! » Les autres spectateurs demeuraient calmes, à peine curieux.

— A bas Bonaparte ! — cria, de toute son âme, Paul, indigné de cette indifférence.

— Malgon, vous ici !... — dit un des jeunes hommes qui essayaient en vain de secouer l'apathie de la foule.

— Berteau ! l'heureuse rencontre ! Je vais enfin savoir exactement ce qui se passe.

C'était un rédacteur de l'une des feuilles républicaines de Paris. Paul le connaissait depuis longtemps.

Déclarant qu'il n'y avait rien à faire dans ce quartier, le journaliste accepta d'accompagner Paul jusqu'à son hôtel. En montant dans le fiacre, il salua d'un « pardon, citoyen ! » M. de Marvéjolle qui n'avait point bougé de la voiture. Le gentilhomme répondit ironiquement n'avoir aucun droit à ce titre flatteur.

— Je suis simplement un ancien officier de la Maison du Roi, sous Sa Majesté Charles X, devenu pour l'heure garde du corps de mon jeune ami Paul Malgon. Mais je me soucie fort peu de la République !

Voyant M. Berteau déconcerté par cette singulière profes-

sion de foi, M. de Marvéjolle s'empressa d'ajouter qu'il n'avait pas plus de sympathie pour le coup d'État que pour la Constitution et qu'on pouvait parler devant lui sans crainte qu'il avertît la police.

D'un mot, Paul assura son confrère de la vérité de l'assertion, puis, anxieusement, l'interrogea sur les événements postérieurs à ceux contés par les journaux élyséens qu'il avait lus à Nantes.

Il apprit les efforts désespérés, tentés la veille par les représentants de la gauche, pour soulever les masses ouvrières. Dès huit heures du matin, ils parcouraient le faubourg Saint-Antoine, véritable citadelle de l'insurrection de 48, demandant aux ouvriers la cause de leur inaction et s'ils voulaient l'Empire. « Pourquoi nous battre, leur répondait-on, quand on nous rend le suffrage universel? Et puis, que faire? On nous a désarmés après les journécs de Juin. Il n'y a pas un fusil dans tout le faubourg. »

Pourtant, les exhortations passionnées des chefs républicains produisaient un certain effet, quelques ouvriers énergiques promettaient leur concours, quand un lamentable incident vint décourager ces trop rares bonnes volontés. Dix omnibus, où l'on avait entassé une partie des représentants enfermés le 2 décembre à la caserne du quai d'Orsay et qu'on emmenait maintenant à Vincennes, défilaient pesamment à travers le faubourg, sous l'escorte de quelques lanciers. « Délivrons-les ! » — cria le député Malardier aux ouvriers qu'il était en train de haranguer. Et il se jeta à la tête des chevaux de la première voiture; plusieurs ouvriers l'imitèrent. Alors, aux portières de l'omnibus, surgirent les visages apeurés de représentants de la droite qui supplièrent leurs sauveurs de les laisser conduire en prison. « Vous voyez bien qu'il n'y a rien à faire avec ces gens-là ! » s'écria un homme du peuple écœuré par tant de lâcheté. Et on permit aux omnibus de continuer leur route.

Une centaine d'ouvriers seulement aidèrent les députés républicains à construire une barricade dans la grande voie du faubourg Saint-Antoine, au coin des rues Cotte et Sainte-Marguerite. On ne déplaça pas un pavé, on se borna à renverser une charrette, un omnibus et deux petites voitures qui ne

barraient même pas la chaussée complètement. Comme armes, on n'avait que quelques fusils enlevés à un corps de garde voisin. On était loin de la formidable barricade de juin 48, élevant ses amas de pavés à la hauteur du deuxième étage !

Debout, sur les voitures renversées, huit représentants du peuple attendaient la troupe, — non dans l'espoir de la vaincre, mais pour tenter de la ramener au devoir.

— C'est là que fut tué quelques instants plus tard le représentant Baudin, — dit M. Berteau d'une voix sourde. — Je l'ai vu tomber...

Et il conta l'héroïque fin, devenue depuis légendaire, et l'apostrophe fameuse des « vingt-cinq francs ».

— C'était un homme ! — fit M. de Marvéjolle, ému par le récit de cette froide bravoure.

Venant du « vieux chouan », l'oraison funèbre était aussi flatteuse que vraie. « On nous avait dit que nous aurions affaire à des brigands, — devait avouer plus tard un des officiers qui enlevèrent le faible rempart, — *nous avons trouvé des héros...* »

— Et après un tel exemple, tout le faubourg ne s'est pas couvert de barricades? — s'écria Paul indigné.

— Non ! Schœlcher, Malardier et les autres collègues de Baudin continuèrent en vain à parcourir le quartier Saint-Antoine. On les saluait au passage, on les acclamait même, on criait avec eux « Vive la République ! », mais le peuple ne bougeait point, terrifié par le souvenir des sanglantes journées de Juin.

Paul Malgon se rappela l'avertissement donné par l'ouvrier Rameau et soupira. Rétablissement du suffrage universel, formidables menaces militaires : oui, le piège était tendu d'experte façon !

Mais le jeune homme reprit un peu d'espoir en écoutant M. Berteau poursuivre son récit. Tous les quartiers de Paris n'avaient pas accueilli, avec la passivité du faubourg Saint-Antoine, la nouvelle de l'héroïque mort de Baudin. Dans les ruelles tortueuses et étroites pullulant autour de la rue Saint-Denis, une violente agitation s'était manifestée et des barricades avaient été hâtivement construites en de nombreux endroits.

Le mot d'ordre donné par les chefs républicains était de ne pas s'obstiner à défendre jusqu'au bout contre la troupe ces obstacles improvisés. Après une courte résistance, les insurgés devaient se disperser dans les rues transversales, puis, les soldats passés, reconstruire immédiatement les barricades.

L'inertie du faubourg Saint-Antoine, — que ne prévoyait pas Madier de Montjau en rédigeant sa vibrante affiche, — imposait ce changement de tactique. Il ne pouvait plus être question d'opposer des masses populaires aux soldats du coup d'État. Il fallait se borner à des efforts disséminés qui, en prolongeant la résistance, fatigueraient la troupe harcelée de toutes parts et permettraient peu à peu à l'opinion de se ressaisir.

L'adoption de ce plan avait provoqué, dans l'après-midi de la veille, de nombreuses escarmouches. On s'était battu notamment dans les rues Aumaire, Greneta, Transnonain et Beaubourg.

Sur les boulevards, une foule considérable, que ne parvenaient point à disperser les patrouilles et les charges de cavalerie, avait stationné jusqu'à minuit, poursuivant de ses huées les soldats, acclamant les chefs républicains qui circulaient à travers les groupes. L'aspect menaçant et sombre de ces rassemblements rappelait tout à fait celui qu'offrait la foule parisienne, aux dernières heures de la monarchie de Juillet. Cette impression avait été commune à tous les démocrates ayant pris part aux luttes de février 48.

La journée qui commençait serait décisive. L'agitation de la veille ne semblait pas s'apaiser, bien au contraire. M. Berteau fit remarquer à Paul Malgon que la foule s'accroissait dans les rues, à mesure qu'on se rapprochait des boulevards. Beaucoup d'ouvriers se mêlaient maintenant aux attroupements. Si le peuple se levait enfin, l'échec du coup d'État serait possible.

Dans la rue de Rivoli, tout un côté de la chaussée était occupé par d'imposantes forces d'infanterie. Les soldats se tenaient immobiles et taciturnes devant les faisceaux, semblant indifférents à la sourde hostilité du public.

Devant le Louvre, un commissaire de police, ceint de son écharpe, arrêta le fiacre pour la seconde fois. M. de Marvé-

jolle montra son passeport, déclarant que Paul et M. Berteau étaient des parents venus le chercher à la gare. « Ancien officier, chevalier de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis », — disait la pièce officielle. Le commissaire s'inclina, jugeant peu suspect un tel voyageur, puis, s'adressant au cocher :

— Dépêchez-vous de conduire ces messieurs et d'aller relayer. A partir de neuf heures, l'arrêté interdisant la circulation des voitures sera rigoureusement appliqué.

Le cocher fouetta son cheval, mais, rue de Richelieu, la foule devint si compacte que la voiture n'avança plus qu'au pas. Malgré son scepticisme, M. de Marvéjolle constata lui-même avec étonnement que des hommes, portant un fusil en bandoulière, osaient à présent se montrer dans les groupes. L'un d'eux s'approcha du fiacre dont les vitres étaient baissées.

— Vive la République ! — cria-t-il d'un ton provocant.

— Vive la République ! — répliquèrent ensemble les deux journalistes, avec un tel élan que le futur combattant s'avoua satisfait.

— Bravo, citoyens ! — dit-il, en faisant signe au cocher qu'il pouvait continuer sa route.

Quelques minutes plus tard, le fiacre s'arrêtait enfin à l'hôtel du boulevard Montmartre.

X

SUR LA PLACE DE LA BASTILLE ET AU MILIEU DES BARRICADES

Tout un parc d'artillerie montée campait sur la place de la Bastille, autour de la colonne de Juillet. Les batteries restaient attelées, les mèches allumées. On tenait ainsi le faubourg Saint-Antoine sous la menace permanente du canon, — de ce canon dont le préfet de police allait bientôt invoquer, dans une dépêche à M. de Morny, *le bruit et l'effet* salutaires. La présence de cette masse d'artillerie s'expliquait par la crainte d'un réveil soudain du quartier ouvrier par excellence. Le réveil ne se produisit pas. Dans Paris enfiévré du

Panthéon à Montmartre et même à Belleville, la rue Saint-Antoine demeura calme jusqu'à l'heure où s'éteignirent les dernières résistances.

Robert Malgon, pensif, fumait solitairement une cigarette, quand il aperçut son cousin Paul et M. de Marvéjolle qui s'avançaient vers lui. Ils étaient allés le demander à la caserne de son régiment. Là, on leur avait indiqué où ils pourraient trouver l'officier.

— Comment n'as-tu pas retardé la date de ton voyage? — s'écria le capitaine. — Le moment est singulièrement choisi pour venir à Paris !...

Du regard, il interrogeait anxieusement M. de Marvéjolle qui eut un geste d'impuissance et détourna la tête.

— Je ne suis pas ici en partie de plaisir, — dit Paul d'un ton âpre. Je viens accomplir mon devoir.

Robert tressaillit, mais faisant un effort pour se dominer et baissant la voix :

— On nous observe. Nous ne pouvons causer ici sans être entendus. Attends-moi un instant.

Il jeta sa cigarette et alla trouver son commandant avec qui il échangea quelques paroles. Puis il revint vers son cousin et M. de Marvéjolle.

— On m'accorde une heure de permission ! — dit-il à voix haute et avec une feinte gaîté. — Allons boire un grog !... Je suis gelé !...

Tous trois sortirent des lignes du campement et entrèrent dans un café-restaurant situé sur la place même. Robert demanda un cabinet particulier, commanda de préparer des grogs, ajoutant qu'il sonnerait quand il faudrait les apporter. Il ferma avec soin la porte du petit salon banal, au divan usé, aux glaces rayées par les inscriptions habituelles.

— Comment va Mathilde? — interrogea-t-il d'une voix un peu tremblante.

— Elle pleure et se désespère en songeant à ce qui s'accomplit. Pourtant, elle ignore encore que son fiancé a consenti à en être le complice.

L'officier rougit de colère, mais resta impassible.

— Est-ce là tout ce que tu voulais me dire? — dit-il froidement.

— Certes non ! — s'écria Paul. — En te voyant aider à construire une nouvelle Bastille militaire autour de la colonne libératrice de Juillet, je me suis souvenu que tu avais, comme moi, du sang républicain dans les veines. Notre aïeul fut un des combattants de 1789 et fonda en Bretagne le premier journal démocratique. A une heure comme celle-ci, il est impossible que tu l'oublies plus longtemps !

— Qu'importe que je m'en souvienne ou non? — dit tristement le capitaine. — Suis-je maître de changer les événements?

— Qui sait?...

Et Paul cita les paroles prononcées par Jules Favre, le matin même, au Comité de résistance, et rapportées tout à l'heure à M. Berteau par un des chefs républicains qui les avait entendues : « *Maintenant, qu'un régiment hésite ou qu'une légion sorte et Louis-Napoléon est perdu !* » La garde nationale bornait son concours à se laisser, dans certains quartiers, désarmer sans résistance. Mais qu'un régiment se mît aux ordres des représentants du peuple encore libres, qu'il se fît le défenseur de la Constitution, — et la majeure partie des troupes suivrait aussitôt son exemple !

Emporté par un ardent désir de convaincre son cousin, Paul dépeignait avec enthousiasme le spectacle qu'offriraient ces régiments mettant enfin la force au service du droit, pour le châtiment des traîtres.

— Les traîtres, — fit lentement le capitaine, — seraient les officiers capables de se révolter contre leurs chefs...

Et comme Paul s'indignait, — invoquant les décrets rendus par les représentants pour délier, au nom de la Constitution, les autorités civiles et militaires de leur devoir d'obéissance envers le président, — Robert reprit gravement :

— Nous autres officiers ne connaissons ni la Constitution ni les décrets dont tu parles. Nous ne voulons savoir que les ordres transmis par nos chefs directs et dictés à ceux-ci par leurs propres supérieurs... Le reste ne nous regarde pas...

— Ainsi tu refuses d'essayer même d'entraîner ta batterie à rentrer dans le devoir, ou tout au moins, à demeurer neutre? C'est au nom de Mathilde que je t'en prie une dernière fois !

— Mathilde en personne me le demanderait que je ne

pourrais lui faire une autre réponse. L'armée n'a point à juger, à discuter ; elle n'a qu'à obéir ! Relis le beau livre d'Alfred de Vigny, l'ancien compagnon d'armes de M. de Marvéjolle... Au fond c'est notre servitude même qui fait notre grandeur !

— *Perinde ac cadaver !* — dit Paul avec amertume. — Mais les cadavres ne sont pas les vôtres.

— Tais-toi ! — interrompit brusquement M. de Marvéjolle, — demeuré jusque-là silencieux. — Le reproche est trop injuste s'adressant à un soldat qui, vingt fois, risqua sa vie sur les champs de bataille algériens.

— Soit, je me tais !... Il me reste pourtant à remettre à Robert la lettre de ma sœur et à lui dire que Mathilde rompra irrévocablement ses fiançailles si sa volonté n'est pas obéie!...

Il tendit l'enveloppe à son cousin qui l'ouvrit d'une main tremblante, lut la lettre et devint livide. Des gouttes de sueur mouillaient son front.

— C'est impossible ! — dit enfin Robert d'une voix sourde, en se laissant choir sur le divan. — C'est impossible !...

Il se tourna vers M. de Marvéjolle.

— Savez-vous, — reprit-il violemment, — ce que Mathilde me demande?... De renoncer pour toujours à elle ou de me déshonorer en brisant mon épée à l'heure de la bataille ! Au surplus, lisez vous-même !

D'un geste affolé, il lui jeta la lettre.

« Robert, puisque tu lis ce billet, c'est que tu as déjà refusé à mon frère de te joindre aux combattants républicains. Combien j'eusse été fière de toi si, secouant le joug militaire, tu avais mis ton épée au service du droit et de la liberté !... Tes préjugés t'ont caché le véritable devoir et furent plus forts que ton amour même.

» Tu ne seras donc pas aux côtés de Paul sur les barricades. Du moins, ne faut-il pas que tu puisses te trouver en face de lui et de ses généreux compagnons d'armes !

» Mon père et Jean seront sans doute emprisonnés demain. Notre journal risque de ne pouvoir plus paraître. Paul tombera peut-être, victime de ses convictions et de son courage... Tous ces malheurs qui me menacent ne sont rien à côté du deuil du pays ! Mais que mon fiancé se fasse le complice

des assassins de la République, des bourreaux de ma famille, c'est une pensée trop affreuse !... Jamais je ne pourrai serrer dans mes bras, appeler mon mari, l'homme qui aura fait cela !... Si tu m'aimes autant que tu le dis, autant que je t'aime, rends-toi libre ! donne ta démission ! et reviens à Nantes consoler la pauvre

» MATHILDE »

— Eh bien ! — dit M. de Marvéjolle quand il eut achevé de lire cette lettre à haute voix. — Que comptez-vous faire, capitaine?

— Que voulez-vous que je fasse?... un misérable seul déserte le champ de bataille.

— Je connais Mathilde ! n'espérez point qu'elle revienne un jour sur sa décision !...

— Je le sais !... — fit Robert accablé.

— Au surplus, — poursuivit M. de Marvéjolle, — je suis forcé de reconnaître non seulement la noblesse, mais la justesse de ses scrupules. Tous les siens sont dans un camp, peut-elle supporter que vous restiez dans l'autre?

— Vous avez été soldat, vous savez, par expérience personnelle, ce qu'exigent la discipline et l'honneur militaires. Me conseillez-vous de briser mon épée à l'heure où l'on me commandera de la sortir du fourreau?... Ah ! si j'avais pu prévoir la volonté de Mathilde, j'aurais renoncé sans hésitation à ma carrière !... Maintenant il est trop tard !...

M. de Marvéjolle ne répondit pas aussitôt. Il regarda longuement le jeune officier, puis d'une voix émue et persuasive :

— Est-il vraiment trop tard?... Avez-vous tiré un seul coup de canon depuis deux jours?...

— Non, mais...

— Votre batterie fait partie d'un parc de réserve qui, selon toute vraisemblance, ne sera point utilisé... Il n'y a aucune barricade dans le faubourg Saint-Antoine... Vous n'êtes donc pas, quoi que vous ayez dit, sur un champ de bataille... L'honneur ne vous oblige pas à sacrifier votre amour... Croyez-moi, écrivez votre lettre de démission, portez-la à votre colonel, en lui expliquant les impérieuses nécessités qui dictent votre conduite. Mathilde a raison : faites-vous libre !...

— Quoi ! — s'écria Robert interdit, — c'est vous qui me conseillez cela !

— Moi-même ! et, sur l'honneur, si j'étais à votre place, j'agirais comme je vous le dis !

— Mais que penseront, que diront mes chefs, mes camarades, mes canonniers?... On m'accusera de...

— De lâcheté?... le capitaine Malgon décoré comme sous-lieutenant pour action d'éclat, cité deux fois depuis à l'ordre du jour pour les mêmes motifs?... Allons donc ! qui dira cela? qui osera même le penser?... On vous plaindra d'être la victime de nos déplorables querelles intestines et voilà tout !... Au moins, vous n'aurez pas brisé la vie de Mathilde et la vôtre !...

Le capitaine poussa un sourd gémissement, puis d'un ton désespéré :

— Eh bien ! soit ! — dit-il, — je vais être lâche ! non pas devant les barricades, mais devant la douleur de Mathilde et la mienne !...

Il sonna. Un garçon apparut portant un plateau chargé de verres qu'il posa sur la table...

— De quoi écrire ! — ordonna durement l'officier.

Et, comme s'il étouffait, il dégrafa violemment son sabre et le lança avec son shako sur le divan. S'asseyant devant la table, il attendit sans mot dire le retour du garçon.

Quand il eut devant lui du papier, sa main tremblait en prenant la plume et une grosse larme roulait sur sa joue.

— C'est dur !... — murmura-t-il.

Et se tournant vers M. de Marvéjolle.

— Dictez !... je vous en prie !

— J'ai l'honneur de vous demander de transmettre sans retard...

La plume commençait à courir sur le papier quand la porte s'ouvrit vivement. Un maréchal des logis entra.

— Mon capitaine, mon capitaine ! le commandant m'envoie vous chercher. L'escadron est désigné pour aller prendre position boulevard de la Madeleine.

Le sous-officier ajouta joyeusement :

— On dit que ça va chauffer là-bas !...

— C'est bon, je viens tout de suite ! — dit Robert en faisant signe au maréchal des logis de se retirer.

Il se leva et déchira le papier posé devant lui.

— *Mektoub !* comme disent les Arabes, c'est mon destin ! — fit-il froidement.

Il reprit son sabre et son shako dont il abaissa la jugulaire, redemanda la lettre de Mathilde à M. de Marvéjolle qui la tenait encore à la main. Il baisa les lignes cruelles, avant de serrer le billet dans une poche de sa sombre tunique d'artilleur.

Puis, d'une voix ferme, la voix d'un chef redevenu inaccessible aux faiblesses humaines :

— Si tu n'es pas la victime de ta folle conduite, — dit-il à Paul, — tu pourras conter à Mathilde ce que j'étais prêt à faire pour elle. C'était beaucoup, c'était trop, sans doute ! Tu lui diras que je donnerais avec délices ma vie pour elle, mais non point mon honneur. Je serais indigne de son amour si je démissionnais à présent !...

Il serra la main de M. de Marvéjolle et, regardant Paul bien en face :

— Adieu ! — dit-il simplement.

Ouvrant la fenêtre, M. de Marvéjolle le vit regagner d'un pas décidé le campement d'artillerie. Bientôt un escadron sortit des lignes. En tête de la première batterie, roulant au grand trot sur le pavé dans un fracas métallique, était Robert, Il se tenait raide sur son cheval, le sabre à la main, les traits contractés et durs. Il aperçut M. de Marvéjolle et, gravement, le salua de l'arme.

— Celui-là aussi est un homme. *Vir est !* selon le mot de Cicéron, — dit le gentilhomme tout ému.

— Il fait ce qu'il croit son devoir. Laissez-moi faire le mien à mon tour...

— Cela empêchera-t-il la stupide politique d'avoir détruit le bonheur de deux innocents? Quel dommage !...

— Et les insurgés tombés hier et ceux qui mourront aujourd'hui, pensez-vous qu'ils n'aient ni fiancées, ni épouses à attendre en vain leur retour? C'est le destin, comme l'a dit Robert, et nous sommes tous ses jouets. Que la République triomphe et Mathilde pardonnera...

— Pardonnera !... — s'exclama M. de Marvéjolle.

Puis, haussant les épaules :

— Si elle attend le triomphe dont tu parles, elle aura l'âge d'être grand'mère quand elle se mariera !

— Ce n'est pas sûr !... mais partons d'ici où je n'ai plus que faire.

— Tout le mal est fait déjà ! mon pauvre garçon !

M. de Marvéjolle paya les grogs dont la fumée continuait à s'échapper des verres restés pleins. Résigné, il se dirigea avec Paul vers la rue Saint-Denis où M. Berteau leur avait donné rendez-vous, disant que c'était par là qu'on allait tâcher de multiplier les barricades.

Une boue gluante couvrait la chaussée. La brume enveloppait la ville d'un épais linceul.

— Un vrai temps de guerre civile ! — grommela M. de Marvéjolle.

Dans la rue Saint-Denis, dont l'entrée était remplie d'une foule très dense, toutes les fenêtres et les portes des maisons étaient closes. Sur les affiches officielles, des ouvriers collaient à profusion les proclamations de la gauche. Paul remarqua que ces nouveaux placards n'étaient plus tirés « à la brosse », mais imprimés à la presse. Des ateliers avaient donc su échapper à la surveillance de la police.

D'une vieille ruelle, un groupe d'hommes armés déboucha soudain en criant : « Vive la Constitution ! » Ils envahirent un poste de gardes nationaux qu'ils désarmèrent sans peine.

Un peu plus loin, après avoir franchi plusieurs barricades en construction, Paul aperçut M. Berteau causant avec un homme à la face large et rasée, aux yeux petits mais éblouissants, aux cheveux retombant en boucles sur le cou. C'était le citoyen Victor Hugo. Il avait quitté pour une heure l'asile où le « Comité de résistance » siégeait en permanence ; il parcourait les barricades. Plusieurs fois, ainsi que le Bonhomme, Paul était entré en correspondance politique avec le grand poète, mais il ne le connaissait point encore. M. Berteau le présenta.

Quand il sut que le jeune homme avait quitté Nantes pour venir combattre à Paris le coup d'État, l'illustre écrivain le

combla d'éloges avec cette voix chaude de tribun qui, si souvent, avait fait frissonner sur leurs bancs, à l'Assemblée nationale, les représentants de la droite.

— Bastide me disait tout à l'heure : « Cela prend ! » et c'est l'évidence. Paris commence à se mettre en colère. Paris est parti !... Voyez plutôt !...

Et Hugo lut quelques notes rapidement prises en visitant les barricades. Il les avait écrites [1], — remarqua-t-il, — avec un crayon prêté par Baudin, — le martyr de la veille, — pour rédiger le 2 décembre les premières proclamations de la Gauche.

A la pointe Saint-Eustache, à la Halle aux huîtres, rues Mauconseil, Tiquetonne, Mandar, du Cadran, Montorgueil, des Deux-Portes, Saint-Sauveur, Guérin-Boisseau, Greneta, Bourbon-Villeneuve, Rambuteau, la chaussée était maintenant barrée par des amas de pavés et des voitures renversées. Certaines de ces barricades étaient déjà très fortes, notamment celle bâtie vers l'extrémité de la rue Saint-Denis en vue des boulevards, et celle de la rue Rambuteau.

— Paris est parti ! — répéta le poète. — Il n'y a plus qu'à l'aider à vaincre. Ce sera peut-être plus facile que nous ne le pensions. Déjà l'Élysée semble hésiter à engager la bataille décisive. On n'entend plus nulle part la fusillade !...

Il serra les mains nombreuses qui se tendaient vers lui. Il allait retrouver ses collègues du « Comité de résistance » dans le refuge qu'on leur avait offert. Il leur dirait quels espoirs lui donnait la croissante agitation populaire. Au milieu des acclamations, il s'éloigna de son pas grave, laissant à Paul ému le souvenir de sa belle tête fière et de son regard de flamme.

— Très joli tout cela ! — fit M. de Marvéjolle sceptique, comme M. Berteau et Paul, poursuivant leur route à travers la rue Saint-Denis, constataient la justesse de l'observation faite par Hugo, l'inaction complète des troupes qui ne s'opposaient sur aucun point à la construction des barricades. — Trop joli c'est tout simplement l'application de la méthode Morny : laisser se concentrer la résistance pour l'écraser d'un

1. Authentique.

coup ! Défiez-vous ! vous avez affaire à des hommes d'action et de ruse. N'écoutez point les poètes !...

Mais M. Berteau affirmait l'Élysée déconcerté par une opposition qu'il n'avait pas prévue. Ne contait-on pas que, dans la cour du palais, des chaises de poste restaient attelées en permanence?

— Vous verrez ! Bonaparte fera son Charles X ! il en est déjà à regretter ses ordonnances. Toutes les imprimeries ont été évacuées cette nuit par les soldats qui montaient la garde autour des presses. Ainsi a-t-on pu tirer à profusion les affiches que vous avez vues. Le coup d'État fait machine en arrière : il a peur !

— Et de quoi?... — s'écria avec impatience M. de Marvéjolle. — Combien avez-vous de fusils?... un millier, peut-être, à mettre en ligne ! Est-ce avec cela que vous espérez vaincre soixante mille soldats secondés par une formidable artillerie?

— Vous oubliez les deux ou trois cent mille manifestants qui emplissent les rues, dont la colère grandit sans cesse et qui, bientôt, entraînés par l'exemple, deviendront des combattants !

— Combattants !... et avec quoi, s'il vous plaît, se battront-ils, en admettant qu'ils en aient la volonté?

— Avec des pavés, des pots de fleurs, des meubles qu'ils jetteront par les fenêtres sur les soldats !

— Ils s'enfuiront à la première décharge, telle une volée de moineaux. Ah ! jeunesse, jeunesse ! que d'illusions folles tu portes en toi !...

Après avoir dépassé toutes les barricades énumérées par Victor Hugo, les trois hommes arrivèrent à celle élevée en vue du boulevard. Sa masse imposante dépassait de beaucoup la hauteur d'un premier étage. Les rues avoisinantes étaient aussi barrées de façon à éviter une surprise. Cent cinquante hommes environ, mélange d'ouvriers et de bourgeois, quelques-uns très élégamment vêtus, — *malfaiteurs* et *gants jaunes*, comme les appelèrent plus tard, les apologistes du coup d'État, — tous bien armés, transportaient des pavés pour augmenter encore la force de la barricade.

— Si la lutte s'engage ici, elle sera sérieuse. Voulez-vous que nous y restions? — suggera M. Berteau.

Paul accepta volontiers la proposition. En compagnie de M. de Marvéjolle obstiné à ne le point quitter, il alla chercher à son hôtel tout proche sa carabine et ses munitions. Il les dissimula sous une de ces amples pèlerines à manches très évasées qui étaient à la mode. Au loin, vers le boulevard des Italiens, on apercevait à perte de vue les longues files de l'infanterie au repos, toujours menaçante et silencieuse. Vingt mille hommes étaient massés là depuis la Madeleine.

Pourquoi ces troupes n'intervenaient-elles point? pourquoi laissaient-elles, comme à plaisir, grossir l'émeute et grandir les barricades? Paul, malgré lui, se posait la question à son tour. M. de Marvéjolle n'avait-il pas raison et cette inertie n'était-elle pas l'indice de quelque abominable piège?... Tristement il songea que, vers la Madeleine, Robert était à la tête de sa batterie prête à l'action. Il soupira en évoquant l'image de sa sœur pleurant son bonheur perdu. Puis, il pensa à son père, à son frère, au journal, exposés tous aux caprices de l'arbitraire gouvernemental, et, nerveusement, serra sous le manteau la crosse de sa carabine.

— Si nous devons souper ce soir chez Pluton, — dit gaîment M. Berteau en revoyant son ami, — profitons des loisirs que nous laisse le Bonaparte pour faire un dernier déjeuner terrestre. Il y a là un marchand de vins qui possède du jambon fumé et des œufs en abondance. Allons casser une croûte !

M. de Marvéjolle regarda sa montre : il était midi.

— Pour cette fois, vous avez raison, jeune homme ! — dit-il en riant.

Avec son bel appétit campagnard, il fit honneur au frugal repas, servi sur un coin de table, dans l'estaminet encombré par un incessant va-et-vient de futurs combattants. On mangeait, on buvait, on fumait au milieu des rires. L'insouciance française du danger se donnait libre carrière.

Une clameur tout à coup s'éleva. La nouvelle venait d'être apportée que la mairie du cinquième arrondissement, rue du Faubourg-Saint-Martin, était occupée par les révolutionnaires. On avait trouvé là trois cents fusils et d'abondantes munitions. Ce dépôt d'armes avait été signalé par un tambour-major de la garde nationale. Entraînés par l'exemple, les bourgeois du quartier se mettaient à livrer leurs fusils. Sur de nom-

breuses devantures, on lisait maintenant l'avis suivant : « *Armes données* ». Cela rappelait les journées de 1830 et de 1848 !

— Eh bien ! qu'en pensez-vous? — interrogea triomphalement M. Berteau, tourné vers M. de Marvéjolle.

— Je pense que cette omelette au jambon est vraiment excellente, — fit avec tranquillité le vieux gentilhomme.

Et il alluma une cigarette.

XI

LES « MALFAITEURS » ET LES « GANTS JAUNES »

« *Frappez ferme de ce côté* », — écrivait, vers une heure de l'après-midi, M. de Morny au général Magnan, en parlant des boulevards. Or, à l'exception d'une médiocre barricade construite auprès de la porte Saint-Denis, et d'une autre plus légère encore, édifiée devant le théâtre du Gymnase avec quelques voitures renversées, — aucun obstacle ne s'opposait « de ce côté » à la marche des troupes.

Certes, une foule énorme était massée sur toute la ligne des boulevards et se montrait bruyamment hostile au coup d'État. Elle criait : « Vive la République ! vive la Constitution ! à bas le dictateur ! à bas les traîtres ! » Mais de la Madeleine jusqu'au Gymnase, il n'y avait ni insurgés en armes, ni barricades !

C'est contre ces manifestants inoffensifs que le général Magnan, suivant les conseils de M. de Morny, mit ses troupes en mouvement vers deux heures. Elles défilèrent sur les boulevards, en faisant refluer sur les trottoirs et dans les rues adjacentes les rassemblements qui encombraient la chaussée. Quand les soldats arrivèrent devant le petit retranchement du Gymnase, une pièce de canon fut mise en batterie pour renverser ce frêle obstacle. Quelques coups de feu furent tirés par ses défenseurs qui durent aussitôt après battre en retraite.

A la grande barricade de la rue Saint-Denis, on entendit à merveille le bruit du canon. La poignée de républicains, le

fusil chargé, attendaient résolus l'arrivée des troupes. Une large banquette formant talus avait été construite à l'intérieur du rempart pour permettre aux insurgés d'épauler aisément leurs armes par-dessus la crête de pavés.

Le cœur serré, mais la figure impassible, M. de Marvéjolle se tenait debout auprès de Paul Malgon, dont M. Berteau était l'autre voisin.

— Les voilà !... — crièrent des voix nombreuses.

Une colonne d'infanterie, baïonnette au canon, s'engageait dans la rue Saint-Denis... Les premiers rangs des soldats s'arrêtèrent à une cinquantaine de mètres de la barricade et firent un feu de salve.

— Ne répondez pas encore !... et n'oubliez pas que les combattants de gauche tireront seuls, à mon commandement ! — ordonna d'une voix brève le chef que les insurgés s'étaient choisi.

C'était un ouvrier d'une quarantaine d'années, à la figure intelligente et énergique. Ancien combattant de 1830 et de 1848, ayant pris part dans l'intervalle à plusieurs des émeutes républicaines qui marquèrent le règne de Louis-Philippe, il avait une grande expérience de la triste guerre des rues. Il comptait parmi les soixante et quelques citoyens dont la police élyséenne prémédita à loisir l'arrestation, comme susceptibles de devenir des « chefs de barricades ». Presque tous ces hommes résolus et redoutés, dont l'influence était grande dans les milieux populaires, furent conduits à Mazas pendant la nuit du 2 décembre, en même temps que les seize représentants jugés les plus dangereux. Ces arrestations décapitèrent la résistance. Sans elles, il est probable que les quartiers ouvriers, restés sourds à l'appel des députés de la gauche, se fussent soulevés en masse à la voix de leurs chefs habituels et écoutés.

Celui-là s'était échappé par une fenêtre donnant sur les toits, au moment où les agents enfonçaient la porte de son logis. Il avait dirigé habilement la construction de la barricade, bâtie tout entière avec des masses de pavés. Un passage, — où l'on avait établi une fonderie de balles et une ambulance, — permettait à ses défenseurs de communiquer librement avec les combattants qui gardaient la rue Saint-Martin. Au sommet

de la barricade, flottait un drapeau tricolore enlevé au poste des Arts et Métiers.

Pour éviter que les soldats ne pussent se lancer à l'assaut, alors que tous les fusils seraient vides, le chef des insurgés avait expliqué à ses hommes qu'une moitié seulement d'entre eux devaient faire feu à la fois...

M. de Marvéjolle, fumant flegmatiquement un cigare, regardait Paul qui, sans courber la tête, avait entendu siffler les premières balles. L'œil fixé sur le guidon de sa carabine, le jeune homme placé sur le côté gauche de la barricade attendait, indifférent au péril, l'ordre de faire feu. Se penchant sur son épaule, pour suivre la direction de l'arme, M. de Marvéjolle s'aperçut qu'il visait, avec soin, un officier placé au premier rang de la colonne, le sabre à la main.

Les soldats avaient achevé de recharger leurs fusils. Ils avancèrent de quelques mètres encore, tirèrent une seconde salve et s'élancèrent vers le retranchement.

— Feu !...

Un nuage de fumée enveloppa la barricade. Quand il se dissipa, on vit les assaillants battre précipitamment en retraite vers le boulevard, laissant derrière eux une quinzaine de morts ou de blessés.

Au moment où Paul faisait feu, M. de Marvéjolle avait brusquement relevé le canon de la carabine. Comme le jeune homme irrité se retournait vers lui, il se borna à dire :

— Il n'y a point encore de morts ici. Je n'ai pas voulu que l'officier que tu visais devînt ta victime... Tu auras toujours trop tôt du sang français à ton compte !

Paul baissa la tête sans répondre.

On vit au loin les rangs des soldats s'écarter pour faire place à quatre pièces de canon qui furent mises en batterie à l'entrée de la rue.

Il était deux heures et demie quand les premiers boulets heurtèrent avec fracas le rempart de pavés. Puis, des obus éclatèrent à l'intérieur de la barricade. Le tir se poursuivit méthodique et continu, mais avec un effet médiocre. Sur l'ordre de leur chef, les insurgés s'étaient rangés le long des maisons pour éviter les éclats des pierres brisées par les

boulets. Quant aux obus, presque tous explosaient trop loin et ne faisaient que de rares victimes.

M. Berteau fut l'une des premières. Un morceau de fonte le frappa au front et il tomba mort dans les bras de Paul.

— Mordious ! le pauvre garçon ! — dit tristement M. de Marvéjolle. — Fauché en pleine jeunesse !...

Paul parut ne pas entendre. Après avoir aidé à porter le cadavre à la petite ambulance, il alla demander au chef de la barricade l'autorisation de prendre rang dans la vingtaine de combattants, choisis parmi les meilleurs tireurs. Demeurés sur la banquette, s'abritant le mieux possible, ils faisaient un feu à volonté sur les canonniers servant les pièces.

Entêté à suivre le jeune homme, M. de Marvéjolle le vit abattre l'un des officiers de la batterie.

— Si c'était Robert? — dit-il ému.

— Ce n'est pas Robert ! — répondit Paul sèchement, — mais peut-être aurais-je tiré, même si...

Il n'osa point aller jusqu'au bout de sa phrase, et, farouche, rechargea son arme.

A ce moment, une formidable fusillade, à laquelle se mêlaient les grondements du canon, éclata du côté des boulevards. C'était le signal du massacre que les avocats les plus passionnés du coup d'État ont qualifié d'événement « déplorable ». Sur les balcons garnis de spectateurs regardant le défilé des troupes, sur la foule inoffensive qui garnissait les trottoirs, la mitraille s'abattit tout à coup. L'artillerie se mit de la partie, défonçant les murs des hôtels Lannes et Sallandrouze.

On a prétendu donner pour excuse à cette orgie sanglante, qui fit tant d'innocentes victimes, quelques coups de feu tirés sur les troupes, au boulevard Bonne-Nouvelle. Le fait n'a jamais été démontré ; fût-il vrai qu'il n'expliquerait point pourquoi la fusillade et la canonnade s'étendirent, en un clin d'œil, sur une longueur de près d'un kilomètre.

Un capitaine anglais, descendu dans un hôtel des boulevards, a décrit dans une lettre, publiée quelques jours après par le *Times*, l'invraisemblable spectacle auquel le hasard le fit assister. De sa fenêtre, il regardait curieusement les mouve-

ments des troupes, ne croyant point tout d'abord que celles-ci tirassent à balles, car « *ses yeux n'apercevaient pas d'ennemis sur lesquels on pût faire feu* ». Un soldat le coucha en joue et une balle frappa le plafond au-dessus de sa tête, puis une salve fut dirigée contre l'hôtel.

Le récit de ce témoin impartial pourrait s'appliquer à ce qui se passa sur toute la ligne des boulevards. Nulle part, il n'y avait là « d'ennemis » à combattre, mais on « frappa ferme », — en suivant trop complètement les ordres donnés, — sur les passants qui n'avaient pu se sauver à temps dans les rues transversales, sur les spectateurs à leurs balcons, sur les habitants des maisons voisines coupables seulement d'être au logis.

Dans un cercle réactionnaire, un général fut blessé à l'œil droit ; des marchands furent percés à coups de baïonnette au fond de leurs boutiques. De courageux officiers s'efforcèrent d'arrêter le massacre ; — d'aucuns se posèrent, dit-on, devant les canons pour empêcher les artilleurs de continuer à cribler d'obus les maisons paisibles. Il fallut plus d'un quart d'heure pour que prît fin cette tuerie où les femmes et les enfants servirent, autant que les hommes, de cibles aux soldats.

Une stupeur d'épouvante s'empara de Paris quand la nouvelle se répandit dans la ville. Terrorisée, celle-ci renonça à la lutte. Le mouvement insurrectionnel dont l'énergie croissait d'heure en heure fut brisé du coup. L'effet du canon, imploré par le tremblant M. de Maupas, s'était produit, non contre de véritables combattants, mais contre la population tout entière.

« Il n'y a qu'avec une abstention entière, en cernant un quartier et le prenant par la famine, ou *en l'envahissant par la terreur*, qu'on fera la *guerre de ville* », — écrivait le 3 décembre M. de Morny au général Magnan. C'est par la *terreur* qu'on venait de dompter l'agitation populaire. De cette heure, le coup d'État fut véritablement victorieux, mais à quel prix !...

— Que diable est-ce là? — cria M. de Marvéjolle pour se faire entendre de Paul, au milieu de ce vacarme. — On dirait une vraie bataille !...

Excités par le bruit de la fusillade proche, les fantassins

engagés dans la rue Saint-Denis, tentèrent vainement contre la barricade plusieurs assauts à la baïonnette, pendant que les canonniers suspendaient leur feu. A la dernière attaque, le colonel et le lieutenant-colonel du 72e de ligne mirent pied à terre et se placèrent bravement à la tête de leurs hommes. Ils arrivèrent jusqu'à quelques mètres du rempart, mais une décharge générale les accueillit alors et fut très meurtrière. Le lieutenant-colonel fut tué, le colonel grièvement blessé. Les soldats s'enfuirent en désordre vers le boulevard, laissant de nombreux morts.

Un immense cri de « Vive la République ! » s'éleva de la barricade victorieuse, mais c'était là un succès éphémère. Bientôt les avant-postes détachés dans les rues transversales signalèrent l'approche de fortes colonnes qui s'apprêtaient à prendre à revers les insurgés. Qu'aurait pu faire cette poignée d'hommes entourés par plusieurs régiments?

— En retraite ! — clama soudain la voix du chef. — En retraite, tout de suite ! dispersez-vous !... nous allons être cernés !...

Après avoir déchargé une dernière fois sa carabine, Paul descendait tranquillement de la banquette déjà vide de défenseurs.

— Hé ! jeune homme, — lui dit le chef, l'entraînant par le bras, — il faut galoper un peu si vous ne tenez pas à être fusillé.

M. de Marvéjolle courait à leur côté avec une agilité d'adolescent. Tous trois s'engagèrent dans une ruelle où les précédaient un certain nombre d'insurgés. Les autres s'étaient sauvés en des directions diverses.

— Mordious ! il était temps ! — fit M. de Marvéjolle, comme une salve des soldats arrivés sur la barricade balayait la rue Saint-Denis.

Quelques instants encore, ils coururent sans mot dire et rejoignirent un groupe formé par une quarantaine de leurs compagnons d'armes. Redoutant les embuscades rendues aisées par l'étroitesse de ces petites rues et par la nuit tombante, les soldats avaient abandonné la poursuite.

Le chef fit recharger les fusils et laissa souffler ses hommes.

— Citoyen, — dit-il à M. de Marvéjolle, dont il avait admiré, pendant la lutte, le froid courage, — citoyen, pourquoi

diable rester avec nous si vous ne voulez point combattre?... Vous m'avez pourtant l'air de quelqu'un qui doit savoir manier un fusil !

Souriant, le gentilhomme convint qu'il avait en effet quelque expérience des armes, puis, brièvement, expliqua le rôle de Mentor mal obéi qu'il remplissait auprès de Paul.

— Vous n'êtes pas républicain, — dit le rude ouvrier en lui serrant la main, — et c'est dommage ! mais vous êtes tout de même un fier bonhomme !

— Peuh ! à mon âge, risquer sa vie est un médiocre sacrifice. L'essentiel est pour moi que celui-ci soit sain et sauf !

Et le gentilhomme montra Paul.

La troupe reprit sa marche prudemment éclairée par une petite avant-garde. Elle fut rejointe par quelques fuyards affolés venus des boulevards. Ils contèrent ce qu'ils avaient vu.

— Toute résistance est désormais impossible, dit M. de Marvéjolle. Ces gens-là sont arrivés à leur but : Paris ne bougera plus !...

— Il faut lutter encore ! — s'écria le jeune homme, — lutter, même sans espoir !...

— Oui, nous lutterons ! — dit le chef, — et pourquoi pas ici?...

Poursuivant au hasard leur route dans la nuit maintenant complète, ils étaient arrivés devant une assez solide barricade élevée rue Montorgueil, au coin de la rue du Petit-Carreau. On s'était battu là, dans la journée, mais les troupes n'avaient pas pris la peine de démolir l'amas de pavés après la prise d'assaut.

Le chef fit élever un autre rempart à l'entrée de la rue du Cadran. Obstruée par deux barricades, la rue du Petit-Carreau se trouva ainsi transformée en une sorte de minuscule camp retranché.

Par détachements de huit ou dix, les hommes allèrent chercher quelques provisions chez un marchand de vins voisin qui n'avait point fermé sa boutique. Ordre était donné de ne boire que de *l'eau rougie*[1], cela à l'heure même où les

1. Authentique.

soldats recevaient d'abondantes rations de vin et d'alcool.

Quelques barricades plus faibles avaient été élevées ou construites dans la rue Montorgueil, par d'autres petits groupes d'insurgés amenés aussi par le hasard. Une centaine d'hommes en tout s'apprêtait à livrer là un suprême combat. Dans les rues sombres où aucun réverbère n'était allumé, ils attendaient stoïques la venue des troupes chargées de les écraser.

Vers neuf heures, ils virent arriver un représentant du peuple, ceint de son écharpe. Au milieu des acclamations, il déclara être Gaston Dussoubs, de la Haute-Vienne. C'était en réalité le frère de ce dernier, retenu au lit par la maladie. Par un sublime mensonge, Denis Dussoubs avait pris l'écharpe fraternelle afin de mieux encourager les républicains à la résistance. Il s'était battu dans l'après-midi au faubourg Saint-Martin jusqu'à la prise de la dernière barricade. Il revenait chercher parmi cette poignée de braves la mort qu'il n'avait pu trouver encore...

Un régiment d'infanterie campait à la pointe Saint-Eustache, lorsque son colonel fut averti de la présence rue du Petit-Carreau d'un groupe d'insurgés. Il envoya un bataillon pour réduire cette dernière résistance.

Quand les troupes arrivèrent en vue de la barricade où, après quelques coups de feu, s'étaient repliés les combattants des avant-postes, Denis Dussoubs descendit, seul et sans armes, du rempart de pavés. Puis d'une voix sonore et douloureuse :

— Malheureux soldats ! — s'écria-t-il, — vous devez être désespérés de ce qu'on vous a fait faire. Venez à nous !...

Ému par la bravoure de cet homme s'offrant à tous les coups, le chef de bataillon le conjura de se retirer, ainsi que les autres insurgés, et de ne pas prolonger une lutte inutile. Mais Denis Dussoubs continua à haranguer les soldats :

— Vous croyez, — leur dit-il, — exécuter une consigne ; nous savons, nous, que nous faisons notre devoir.

Montrant l'écharpe de son frère, il les invita au nom de l'Assemblée nationale, au nom du peuple, au nom de la loi, à cesser d'être les complices du coup d'État.

Sourds à ce vibrant appel, les soldats gardaient une immo-

bilité farouche. Désespéré, Denis revint vers le retranchement, puis, faisant face de nouveau aux troupes, il cria une dernière fois « Vive la République ! » Alors, sans qu'aucun ordre eût été donné, quelques soldats tirèrent sur lui. Il reçut deux balles dans la tête et tomba mort...

Une clameur d'indignation s'éleva de la barricade qui répondit par un feu violent à cet assassinat. Les soldats se ruèrent à l'attaque. Un certain nombre parvinrent à escalader les pavés et une lutte corps à corps s'engagea. Le reste du bataillon, franchissant à son tour la barricade, vint écraser sous le nombre les insurgés. Une vingtaine de ceux-ci, les premiers désarmés, furent jetés contre un mur et fusillés...

Adossé à une porte, tenant sa carabine par le canon pour combattre encore à coups de crosse, Paul Malgon attendait la mort. M. de Marvéjolle, debout auprès de lui, mâchonnait un cigare éteint.

— Éclairez les fenêtres ! ou nous enfonçons les portes ! — cria une voix impérieuse.

Et les petits bourgeois du quartier, affolés par le bruit du combat, terrifiés par la menace, entr'ouvrirent leurs volets et à tous les étages, sur le rebord des fenêtres, allumèrent des chandelles.

Le coin où s'était réfugié Paul sortit de l'ombre. Un officier, le sabre et le pistolet aux mains, s'élança vers le jeune homme. C'était un lieutenant à barbiche grise, une tête de chef sorti du rang, vieilli dans les casernes, ne connaissant que sa consigne.

— Ah ! gredin de rouge !... — gronda-t-il.

D'un geste vif, M. de Marvéjolle se jeta devant Paul, le couvrant entièrement malgré les efforts qu'il faisait pour se dégager.

— Auriez-vous, monsieur, quelque répugnance à m'assassiner? — dit ironiquement le gentilhomme, en voyant l'officier hésiter à le percer de son sabre.

Le lieutenant eut un sursaut, baissa son arme, et, s'approchant à le toucher de M. de Marvéjolle, le dévisagea avec attention.

— Comment, c'est vous, mon capitaine !... — s'écria-t-il. — Sacrebleu ! que faites-vous là ?

Et comme M. de Marvéjolle restait interdit.

— Voyons, mon capitaine, rappelez-vous ! Daltérac !... le caporal Daltérac qui franchit à vos côtés les retranchements du Trocadéro !...

— Si je me le rappelle !... je crois bien, mordious ! — fit M. de Marvéjolle qui ne se souvenait nullement de cet obscur subalterne. — Eh bien ! mon cher Daltérac, je compte sur vous pour nous tirer de là, moi et mon fils !...

Il démasqua Paul à qui il dit tout bas :

— Laisse ta carabine !

Stupéfait, le lieutenant s'exclamait :

— Comment ? monsieur de Marvéjolle, vous voilà devenu un rouge !... vous un ancien officier de la Maison du Roi, un noble, un légitimiste !...

Des soldats s'approchaient menaçants, croisant la baïonnette, prêts à donner main-forte à leur chef.

Les dernières résistances prenaient fin à l'intérieur de la barricade. On commençait à faire des prisonniers et à les grouper en attendant de fixer leur sort.

Le lieutenant désarma son pistolet, le remit dans sa gaine, tira deux ou trois fois sa barbiche, puis, semblant prendre un parti, il commanda :

— Six hommes d'escorte !... Entourez ces deux prisonniers. En avant... arche !...

Le sabre à la main, il conduisait ses soldats vers la barricade de la rue du Cadran, faisant face à celle par où avait eu lieu l'attaque. Les troupes l'occupaient maintenant aussi.

— Où diable allez-vous, Daltérac ? — interrogea au passage un jeune et élégant capitaine.

— J'ai un petit compte personnel à régler avec ces messieurs et je cherche un coin tranquille : il y a trop de monde par ici !

— Ne vous gênez pas, mon cher ! — fit le capitaine en éclatant de rire.

Le lieutenant prolongea la marche jusqu'à ce que l'on fût sorti du voisinage des troupes. Dans une petite rue déserte, il arrêta l'escorte, puis commanda aux hommes étonnés de

laisser là les prisonniers et de regagner la rue du Petit-Carreau où il les rejoindrait plus tard.

— Mais, mon lieutenant, — hasarda l'un des troupiers, — vous aviez dit au capitaine...

— De mon temps, mon cher Daltérac, — interrompit narquoisement M. de Marvéjolle, — on ne permettait pas aux soldats de discuter un ordre !...

Piqué au vif, le lieutenant, avec des jurons et des menaces, contraignit ses hommes à l'obéissance. Ils battirent prudemment en retraite.

— Vous êtes libres, messieurs !... Si j'ai un bon conseil à vous donner, c'est d'éviter, en rentrant chez vous, la rencontre des patrouilles. Vous n'auriez pas deux fois la même chance... Monsieur surtout, — ajouta l'officier en désignant Paul, — qui a les mains noires de poudre !...

— Vous avez raison, — dit M. de Marvéjolle, — mais où aller?... Nous sommes descendus dans un hôtel du boulevard Montmartre... Le quartier est singulièrement malsain à cette heure !...

Il se frappa le front, et s'adressant à Paul :

— Voyons, voyons !... tu m'as dit que Clara Gavris demeurait rue Médicis. On ne doit plus se battre par là : tout l'effort fut donné du côté des boulevards... C'est une trop charmante fille pour qu'elle t'en veuille d'avancer un peu la visite promise. Elle aura bien aussi quelque fauteuil à m'offrir pour y passer la nuit... Allons donc chez Clara... par le chemin des écoliers, avec tous les détours que commandera la prudence.

Il se retourna vers le lieutenant, lui prit chaleureusement les mains, en l'assurant de sa gratitude. Puis, sa belle humeur revenue, insoucieux déjà des tragiques moments qu'il venait de vivre :

— Au fait, — dit-il, — mon cher Daltérac, je ne veux point vous tromper ! Je ne suis pas républicain et encore moins bonapartiste. Vive le roi ! mon cher, vive le roi ! et plus que jamais dans de pareils jours !

Laissant le vieux soldat ahuri, il prit Paul par le bras et s'éloigna avec lui d'un pas rapide.

XII

CHEZ CLARA GAVRIS

Depuis une dizaine de jours, Paul Malgon était l'hôte fort choyé de la belle Clara. Celle-ci, — selon les prévisions de M. de Marvéjolle, — ne lui avait pas fait grief de devancer le rendez-vous donné. Quand il eut crié son nom sur le palier, elle ouvrit elle-même la porte et, sans plus réfléchir, se jeta dans ses bras. Elle poussa un cri d'effroi en voyant l'aspect singulier de son visiteur nocturne. Les vêtements déchirés çà et là, maculés de boue, la figure et les mains noircies par la poudre, tel lui apparaissait le jeune homme dont l'élégance était célèbre à Nantes.

— Grand Dieu ! d'où venez-vous ! — s'écria-t-elle de sa belle voix grave de contralto.

— De loin ! de très loin ! — répondit M. de Marvéjolle, dont la tenue n'était guère plus correcte, — d'un commencement de voyage dans l'autre monde !... Ce garçon-là, ma chère enfant, devrait être, à l'heure actuelle, étendu au bas d'un mur avec douze balles dans le corps !

— Tu t'es battu sur les barricades?... Fi ! le vilain rouge !... Que dirait mon nouvel ami, M. de Morny, qui m'écouta l'autre jour chanter dans le salon du directeur de l'Opéra et qui s'est montré si aimable. Oui, que dirait-il?...

— Vous le lui demanderez plus tard, ma toute belle, — reprit M. de Marvéjolle. — Pour l'instant, ayez pitié de deux infortunés qui invoquent le droit d'asile. De l'eau d'abord, dont nous avons grand besoin pour nous rendre présentables. A manger et à boire ensuite, si c'est possible ! Un fauteuil, une chaise, un tapis, le plancher même pour que votre serviteur puisse dormir un peu, dans un coin quelconque. Quant à Paul, j'imagine qu'il ne sera point embarrassé de savoir où passer la nuit. J'ai pourtant dit à votre concierge qui, sur notre bonne mine, s'obstinait à ne pas vouloir nous laisser entrer, que nous étions votre père et votre frère, arrivés subitement de province et houspillés dans les rues par de vilains insurgés. C'est ainsi qu'on écrit l'histoire !... Ne redoutez-vous pas l'inceste?...

Une heure après, M. de Marvéjolle s'allongeait, avec une parfaite tranquillité d'âme, sur un confortable divan du salon. Un souper improvisé avait achevé de lui rendre le dédaigneux optimisme avec lequel il envisageait l'existence. Paul était sain et sauf. Lui-même, qui avait fait un moment le sacrifice de sa vie, se réjouissait de la pouvoir bientôt poursuivre dans son tranquille ermitage des bords de la Loire, entre ses livres, ses filets, ses fusils et ce cher atelier où l'attendait le modèle en construction d'une nouvelle machine à vapeur.

Le vilain spectacle dont il venait d'être le témoin lui apparaissait déjà comme un mauvais rêve. Il admirait qu'aucune des précautions qu'il avait tâché de prendre pour protéger Paul n'eût servi de rien et qu'un favorable hasard eût tout fait. C'était le destin, comme disait le matin le pauvre Robert, le destin broyant les uns, épargnant les autres, tour à tour généreux et féroce.

Souriant, M. de Marvéjolle réfléchissait qu'à ce moment Paul ne devait plus guère penser à la République. La conclusion plaisait au vieux gentilhomme de cette journée de bataille s'achevant par une nuit amoureuse. La mort et l'amour !... N'était-ce point les deux pôles éternels de l'existence humaine? En quelques heures, Paul était allé de l'un à l'autre. Du voyage, il reviendrait tout à fait homme. Et, satisfait de son pupille, M. de Marvéjolle s'endormit d'un profond sommeil.

Le lendemain matin, il se rendit à l'hôtel du boulevard Montmartre. Il trouva les vitres de sa chambre brisées et le parquet couvert des plâtras que les balles avaient arrachés des murs et du plafond. Il envoya un fiacre où l'on chargea sa valise et la mallette de Paul. Il lui fallut montrer deux ou trois fois son passeport avant d'arriver à un hôtel de la rue Médicis où il avait résolu de descendre pour rester le voisin de Clara Gavris.

De rares passants, marchant vite, circulaient dans les rues. La ville, encombrée de troupes, donnait l'impression d'une cité conquise. Nulle part on n'entendait plus le fracas du canon ou de la fusillade, mais, sur les boulevards, M. de Marvéjolle avait entrevu une charrette remplie de cadavres qu'on allait porter à la Morgue ou au cimetière.

Il obtint de Paul la promesse de ne point sortir avant deux ou trois jours. Les journaux élyséens continuaient seuls à paraître. Ils annonçaient la fin de toute résistance armée et le commencement des perquisitions faites pour rechercher les « factieux ». Ils laissaient prévoir l'établissement de tribunaux d'exception, armés de pleins pouvoirs pour juger et condamner sans appel les anciens insurgés.

M. de Marvéjolle imagina de recourir à l'intermédiaire de l'abbé Bertrand pour rassurer le Bonhomme sur le sort de son fils. Toute lettre adressée au directeur du *Libéral de l'Ouest* eût été saisie par la police, mais le bon curé de Saint-Sébastien ne serait point suspect. C'est ainsi que, dans son bureau où il ne pouvait plus rédiger d'articles, — devant, d'ordre supérieur, se borner à la reproduction des nouvelles officielles, — le père Malgon vit un matin arriver le prêtre. Avec un large sourire, celui-ci lui remit la lettre de M. de Marvéjolle.

— Mon fils est sain et sauf ! — s'écria le Bonhomme parcourant le billet, décacheté d'une main tremblante.

Il appela Jean pour lui annoncer la bonne nouvelle. Sous une forme vague et sans nommer personne, M. de Marvéjolle annonçait que « son jeune ami » s'était tiré de tous les périls sans une égratignure, bien qu'il eût fait preuve d'une rare bravoure. Il était en sûreté. Dans quelques jours, on ferait le nécessaire pour préparer son retour. Le Bonhomme pourrait écrire à M. de Marvéjolle à son nouvel hôtel, mais sans faire d'allusion à ce qui s'était passé. « A brûler tout de suite ! » — disait en terminant le signataire de la lettre, après avoir chargé son ami d'embrasser toute la famille de la part de Paul et de la sienne.

Le Bonhomme lut à voix haute la lettre une seconde fois, puis la jeta au feu. Il ne fallait point que la police pût la saisir au cours d'une perquisition. Après quoi, le père Malgon se jeta dans les bras du curé, qui, confus et ému, répétait qu'il convenait de remercier la seule Providence.

Le *Moniteur* du 8 décembre publia une proclamation du Prince-Président, se félicitant de la fin des troubles et louant la masse ouvrière de n'avoir pas pris part à la lutte. Dans ce document, Louis Bonaparte ne prononçait pas une seule fois le nom de la République qu'il avait déclaré, lors du coup

d'État, vouloir *sauver*. Un décret, signé le même jour, autorisait la déportation à Cayenne et sans jugement des « individus » reconnus coupables d'avoir fait partie d'une société secrète. Il suffisait d'avoir été membre de quelque club pour tomber sous le coup de cette législation draconienne.

Au cours de sorties rapides qu'il faisait à la nuit tombante, malgré les reproches de M. de Marvéjolle et les supplications de l'amoureuse Clara, Paul trouva moyen de s'aboucher avec quelques-uns de ses amis politiques. Il connut ainsi le régime qui pesait sur la capitale et les innombrables arrestations opérées chaque jour. Bien lui en prenait de ne pas habiter à l'hôtel ! M. de Marvéjolle dut subir dans le sien deux perquisitions successives. A la deuxième, il se fâcha tout de bon et fut conduit au poste, mais l'ancien commandant ne pouvait passer pour dangereux et on le relâcha en imputant la méprise au « malheur des temps ».

Dans les logis amis où ils avaient trouvé refuge, Paul rencontra plusieurs républicains ayant pris part aux diverses tentatives insurrectionnelles qui s'étaient produites en province. Ils s'étaient enfuis à Paris pour échapper aux rigueurs policières et essayer ensuite de gagner l'étranger.

Le jeune homme apprit ainsi les mouvements révolutionnaires esquissés en de nombreux départements. Dans l'Est, le Centre, le Sud-Est, le Midi, des appels aux armes s'étaient produits, — souvent suivis de sanglantes collisions.

Parfois c'étaient les campagnes et non les villes qui avaient donné le signal de l'insurrection pour la défense de la Constitution. De simples cantons, — tels Lavardac, Fleurance, Capestang, Dieu-le-Fit, Puy-Saint-Martin, — se soulevaient isolément et proclamaient la déchéance de Louis Bonaparte. Des bandes d'insurgés occupaient victorieusement Clamecy et Digne, attaquaient Privas et Largentière, tenaient bon sous le canon dans plusieurs rencontres avec l'armée.

Puis les nouvelles arrivées de Paris jetaient le découragement parmi les plus vaillants. Au lieu du triomphe espéré de la République, on apprenait la définitive victoire du coup d'État et la soumission de la capitale. Les bandes se dispersaient et la répression commençait.

Dans l'Allier, un général rétablissait de sa propre autorité

la confiscation abolie par le Code et prononçait la « mise sous séquestre » des biens, non seulement des condamnés, mais des simples inculpés politiques ! L'ancien préfet de police, Carlier, — celui-là même qui voulait faire dès octobre le coup d'État, — devenu « commissaire extraordinaire », décrétait à Clamecy « que *toute personne qui donnerait sciemment asile à un insurgé serait réputée complice et traitée comme telle* ». Cette prescription fut étendue bientôt à toute la France ! Un journaliste déplorait que dans son département « aucun fuyard n'eût été livré », et voyait là une preuve du « *fond de perversité existant chez les habitants des campagnes* » !

Pour justifier ce qu'on appelait la « chasse aux rouges », les journaux de l'Élysée ne reculaient devant aucune exagération et aucune calomnie. On parlait de Jacquerie, de brigands capables de tous les crimes, de villages pris d'assaut, de maisons pillées et incendiées...

Paul savait apprécier la véracité de ces dires, mais en voyant tant d'efforts demeurés stériles, il était forcé de reconnaître la sagesse des avis de maître Bois-Leroux. A quoi auraient pu servir toutes ces prises d'armes isolées ? Prématurées si la révolte de la capitale avait été victorieuse, entraînant, même dans ce cas, de sanglants sacrifices, elles provoquaient après la défaite des insurgés parisiens de cruelles représailles pour les départements soumis à l'état de siège. Dans la France centralisée, Paris décidait du sort politique du pays tout entier, — Paris résigné déjà au fait accompli.

La première épouvante dissipée, la capitale avait repris son aspect habituel. Les théâtres rouvrirent leurs portes et Clara commença à étudier chez elle ses futurs rôles, en attendant ses répétitions à l'Opéra. Paul prenait grand plaisir à se laisser bercer par son chant. Un après-midi, assis sur le divan du salon, il écoutait ainsi la jeune femme qu'accompagnait au piano M. de Marvéjolle, habile en ceci comme en tant de choses.

La porte s'ouvrit soudain et la domestique introduisit un visiteur au-devant duquel Clara se précipita. C'était un homme d'une cinquantaine d'années, chauve, portant une forte moustache et de mise fort élégante.

— Je vous avais promis une visite, mademoiselle. Les événements que vous savez m'ont empêché de la faire aussi vite que je le désirais... Mais, me voilà, je crois, en pays de connaissance !... Monsieur de Marvéjolle?... si j'ai bonne mémoire... Charmé de vous rencontrer ici !...

Le nouveau venu regardait Paul. Clara balbutia :

— J'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence l'un de mes meilleurs amis, monsieur Paul Malgon...

Elle reprit à voix presque basse, en jetant un regard suppliant au jeune homme :

— Monsieur de Morny...

Le tout-puissant ministre tendit la main à Paul qui détourna la tête. Une légère rougeur colora un instant le visage de M. de Morny, qui, haussant les épaules, s'assit nonchalamment dans un fauteuil. S'adressant à M. de Marvéjolle, il lui demanda, d'une voix calme, depuis combien de temps il se trouvait à Paris.

— Depuis une dizaine de jours, Excellence.

— Vous êtes arrivé, monsieur, dans un fâcheux moment, mais la vie parisienne aura vite reconquis tout son éclat. Si vous prolongez quelque peu votre séjour, vous pourrez assister au début de mademoiselle Gavris à l'Opéra, début que je vous garantis triomphal. Au fait, vous êtes de Nantes, je crois, et vous avez dû entendre déjà notre charmante amie sur votre scène?

— Mais oui, Excellence...

— Je vous en prie !... Il n'y a point ici de ministre... Votre département est resté bien calme, n'est-ce pas?... Vos Grégoire, — comme on disait en 93, — n'ont pas pris cette fois leur fusil et leur « vierge d'ivoire »... Le « commissaire extraordinaire » délégué par nous en Bretagne et en Vendée n'aura rien à faire et sera vite de retour... Vous êtes toujours légitimiste?

— Ma foi, oui ! — dit M. de Marvéjolle en riant.

— C'est dommage ! la royauté n'a pas plus d'avenir que la République !...

— Hélas ! monsieur, j'arrive à l'âge où le présent compte un peu et le passé beaucoup, mais où l'on ne pense guère à l'avenir...

— Bah ! vous avez l'allure d'un jeune homme... Y a-t-il

beaucoup de républicains à Nantes?... Ils ont un journal, je crois?...

— Pourrai-je offrir, — s'empressa Clara inquiète du tour que prenait la conversation, — une tasse de thé à Votre Excellence?

— A l'amende ! — fit M. de Morny, qui, distrait en apparence, avait vu Paul tressaillir, — à l'amende ! ma belle... Donnez-moi vite une de ces jolies mains à baiser!... Je vous demandais, cher monsieur, — poursuivit-il, — comment s'appelait chez vous l'organe des « rouges »?...

Paul s'avança vers l'homme qu'il n'avait cessé de fixer avec haine et qu'il eût tué volontiers si une arme lui était tombée sous la main. Mais, d'un mouvement rapide, M. de Marvéjolle s'interposa entre lui et M. de Morny qui suivait curieusement la scène.

— Le journal s'appelle le *Libéral de l'Ouest* et il est dirigé par monsieur Malgon, père de ce jeune homme et mon ami très cher...

— Ah ! ah ! ceci m'explique l'accueil qui me fut fait tout à l'heure...

M. de Morny prit un temps, puis tira de sa redingote un calepin qu'il feuilleta.

— Le *Libéral de l'Ouest*... c'est bien cela !... Le journal ne sera pas supprimé... pour l'instant, mais il devra changer de titre. Nous laisserons ainsi un ou deux journaux républicains à Paris et trois ou quatre en province... Seulement nous les surveillerons et nous exigerons un cautionnement important pour garantir le paiement des amendes éventuelles. C'est malgré tout une bonne nouvelle à annoncer à monsieur Malgon père ; il devra s'estimer heureux d'en être quitte à aussi bon compte. S'il se plaignait trop, rappelez-lui que votre vieille monarchie en faisait bien d'autres. Savez-vous qu'un édit de Louis XIII obligeait les imprimeurs et libraires parisiens à tenir leurs boutiques « en l'Université, au-dessus de Saint-Yves ou en dedans du Palais et non ailleurs ». On les consignait dans leur quartier tout comme les Juifs dans le ghetto. Nous sommes moins exigeants, vous le voyez !... Votre thé est délicieux, ma charmante...

De son œil lourd, — souvent mi-clos, — le ministre observait railleusement Paul.

— Monsieur est venu de Nantes avec vous? — demanda-t-il à mi-voix à M. de Marvéjolle.

— Mais oui, nous ne nous quittons guère...

— Ceci me rassure ; je n'imagine point que vous ayez accepté de l'accompagner sur les barricades?

— Vous pourriez vous tromper, — dit M. de Marvéjolle avec un entrain factice, et jouant son va-tout, car il comprenait qu'il ne faisait que prévenir la réponse de Paul.

— Vous avez combattu, vous !... — s'exclama M. de Morny, se départant de son flegme.

— Personnellement, je n'ai pas combattu, mais j'étais là...

— Et moi, — s'écria Paul fougueusement, — je me suis battu du mieux que j'ai pu et je regrette de ne pouvoir me battre encore !...

M. de Morny avait repris son ironique sourire.

— C'est un plaisir, monsieur, que vous n'aurez pas, je le pense, de longtemps...

Le ministre but une gorgée de thé, puis s'adressant à M. de Marvéjolle.

— Ah ! la jeunesse ! quelle belle mais absurde chose ! Accourir tout exprès de sa province pour démolir quelques pauvres diables de soldats et risquer d'être fusillé !...

— Vos complices et vous demeurez seuls responsables du sang versé, — dit fièrement le jeune homme. — Nous avons défendu le droit, la loi et nous n'aurons pas de remords.

M. de Morny demanda à Clara une seconde tasse de thé ; puis, comme se parlant à lui-même.

— Le droit, la loi ! choses essentiellement variables ! Des mots, dirait Hamlet. Aujourd'hui nous sommes déjà la loi et la grande majorité du pays nous donnera le droit, par le plébiscite. Les républicains ont, en vérité, d'étranges prétentions ! La Constitution de 48 leur paraissait intangible et éternelle. Elle n'avait eu pourtant d'autre origine que l'émeute, comme la Constitution de 1830, comme celles de 1789, de 1792 et de 1793 !

— Il n'y eut pas alors de faux serment ! — interrompit Paul, — ou plutôt il n'y en eut qu'un et il coûta la tête à Louis XVI.

— Louis XVI était un imbécile ! — fit dédaigneusement

M. de Morny. — Il est possible, monsieur, que dans trente ou quarante ans vous revoyiez la République ; cela prouvera que mes successeurs auront été bien maladroits. En politique il ne faut s'étonner de rien, mais, si l'on veut avoir des chances de succès, on doit suivre la règle que j'entendis un jour monsieur de Rothschild formuler pour la réussite à la Bourse. Il faut savoir *jouer la tendance* !... Tout est là, monsieur, et nous n'avons point fait autre chose. En vous obstinant à défendre des théories sociales qui sont pour longtemps encore de pures utopies, vos amis et vous avez joué *contre* la tendance générale du pays. C'était vous condamner du coup à perdre la partie... Si nous n'avions été là, d'autres seraient venus et le résultat eût, pour vous, été le même...

— Moins le massacre !

— Peuh ! que sont les morts de Décembre à côté de ceux de Juin?

— Les premiers défendaient la loi, les seconds s'insurgeaient contre elle, poussés à bout, il est vrai, par les menées réactionnaires...

— Oh ! ne croyez pas que je blâme la répression de Juin !... Morbleu ! je serais bien ingrat ! Sans elle notre coup de force restait très aléatoire. Qu'aurions-nous fait si, à côté des « gants jaunes », comme nous vous appelons, deux ou trois cent mille ouvriers parisiens avaient bâti des barricades?...

M. de Morny se tourna vers M. de Marvéjolle :

— Le rôle amusant fut joué, cher monsieur, par vos amis royalistes, ravis au fond de voir disparaître l'échéance redoutée de 1852. Monsieur de Broglie s'est plaint que « les marmites des janissaires disparues de Constantinople reparussent à Paris ». Mais l'un de ses collègues trouva le 2 Décembre un crime « bien fait », et un autre, parlant du Prince-Président, disait avec regret : « Nous n'avons pas d'hommes de ce talent-là ! » Et le digne monsieur de Falloux, traduisant l'opinion vraie de son parti, s'écriait : « Je suis si *satisfait* que j'ai bien de la peine à ne paraître que *résigné* ! »

— Quelle comédie que la politique ! — répondit M. de Marvéjolle, — et comme on a tort de la prendre au sérieux !

— A plus forte raison au tragique ainsi que votre jeune ami, — conclut M. de Morny en se levant.

Il ajouta, d'une voix un peu sèche :

— Dans son intérêt, vous feriez bien d'abréger votre séjour. Rester à Paris serait inutilement dangereux pour lui. J'oublie, bien entendu, les aveux qu'il vient de me faire, mais si la police arrivait à mettre la main sur lui, je ne prendrais pas, je l'avoue, la peine de le tirer d'embarras. Acceptez-vous de monter avec lui demain dans le train d'Angers pour le reconduire au bercail?

— Avec joie ! — répondit M. de Marvéjolle, qui poussa un soupir de soulagement en voyant ainsi s'arranger les choses.

M. de Morny se mit à rire. Il s'approcha d'un secrétaire en bois de rose où Clara avait accoutumé de faire sa correspondance et, sur une feuille de papier parfumé, il écrivit : « Laissez passer librement MM. de Marvéjolle et Paul Malgon se rendant à Nantes. » Il signa et tendit la feuille au gentilhomme.

— Ce petit mot vous assure qu'on fera bon accueil à vos passeports. Messieurs, je vous souhaite un heureux voyage. Ma charmante, j'aurai plaisir à vous revoir demain soir au foyer de l'Opéra, où je compte aller faire un tour...

Le ministre serra la main de M. de Marvéjolle, baisa longuement celle de Clara, — déjà résignée à la fin d'une liaison devenue trop périlleuse, — puis se tournant vers Paul, au moment de franchir la porte, il dit avec son élégante désinvolture :

— *Jouer la tendance*, jeune homme ! *Jouer la tendance !...* Vous verrez que tout est là dans la vie !...

XIII

SOUS LE BAILLON

C'était en les premiers jours de janvier 1858. Dans le cabinet directorial où il avait succédé à son père. Paul Malgon achevait la fastidieuse besogne qui l'exaspérait tant autrefois et qu'il accomplissait désormais avec la résignation de l'habitude. La revue commerciale avait pris pourtant une extension nouvelle. Une page entière du journal, au format agrandi, était consacrée aux diverses mercuriales.

Au lendemain du coup d'État, le *Libéral de l'Ouest* poursuivit quelques semaines une existence rendue précaire par la censure préalable, puis, brusquement, fut mis en demeure de changer son titre, — suivant la prédiction de M. de Morny. En même temps, on réclamait de lui le versement du cautionnement de soixante mille francs imposé aux feuilles quotidiennes.

Pendant des mois, le *Sémaphore*, — c'était le nouveau titre pris par le journal, — fut contraint de devenir hebdomadaire, en attendant d'avoir recueilli par souscription la somme exigée. Les bonnes volontés ne faisaient pas défaut dans le parti républicain nantais, mais les ressources manquaient. Plusieurs des riches négociants qui, avant et après 48, affichaient leur libéralisme, s'étaient ralliés à la cause du Prince-Président, du futur empereur ! D'autres souscrivirent une trentaine de mille francs, puis vinrent les apports plus modestes des médecins, avocats, avoués, notaires non inféodés au parti conservateur et, enfin, les petites souscriptions de quelques francs, multiples sans doute, mais qu'il fallut du temps et une active propagande pour recueillir.

Si le Bonhomme eût voulu accepter les offres amicales de M. de Marvéjolle, la dernière quinzaine de mille francs aurait été vite trouvée. Le « vieux chouan » ne demandait qu'à hypothéquer son manoir pour aider à la résurrection du « journal rouge » — quitte à s'en confesser lors des prochaines Pâques à l'abbé Bertrand, mais le père Malgon ne voulait pour le *Sémaphore* que des concours républicains et le nombre des démocrates nantais s'était bien réduit après la tourmente. Beaucoup d'entre eux, sans se rallier au pouvoir, se retiraient de la lutte politique. Découragés, ils ne croyaient plus à l'avenir de la République.

En ces jours d'épreuve et d'attente, l'affection fidèle de maître Bois-Leroux fut précieuse au journal. Dans le silence morne où s'ensevelissait la vie politique, il refusait de désespérer. Il en revenait toujours à la comparaison faite par lui après le coup d'État. De même que les peuples courbés sous le joug étranger devaient perpétuer les traditions de leur race pour rendre possibles les émancipations futures, de même le parti républicain, vaincu, écrasé, persécuté, ne devait

abandonner ni son programme, ni ses revendications, si illusoires qu'elles apparussent à l'heure actuelle. Si pauvre que restât son domaine, il ne fallait point le laisser redevenir inculte, mais continuer à l'ensemencer courageusement. Les minces récoltes du temps présent rendraient possibles les larges moissons d'un meilleur avenir.

Aidé du docteur Valmot, le grand avocat avait recueilli les dernières souscriptions nécessaires. Il s'était chargé d'accomplir les formalités requises pour le versement du cautionnement, et, un jour, il avait remis au Bonhomme l'autorisation tant attendue de faire paraître quotidiennement le *Sémaphore*.

— Vous voilà armés de nouveau, vos fils et vous, pour mener le bon combat. Dire tout ce que vous pouvez ! sans compromettre la vie du journal, mais ne dire que cela ! Tel doit être votre programme ! — avait-il conclu en se dérobant aux remerciements émus du père Malgon.

Il avait bien vieilli le pauvre Bonhomme, — désormais insensible à toutes les merveilles culinaires ! — usé par l'incessant chagrin d'avoir vu s'évanouir son beau rêve de fraternité et de justice sociale ! attristé aussi du bonheur perdu de sa chère Mathilde ! Il eût souhaité de la voir pardonner à son cousin, coupable seulement d'avoir obéi à ses chefs.

Une fois, il essaya même de plaider la cause de l'absent qui, après le coup d'État, s'était fait envoyer dans une garnison du Sud-Algérien. Mais, dès les premiers mots, Mathilde avait rappelé le massacre des boulevards parisiens, puis d'une voix lente : « Robert n'existe plus pour moi », conclut-elle. Et le Bonhomme, qui ne pouvait désapprouver la fière attitude de la jeune fille, sentit qu'il se heurtait à une invincible résolution.

Ce fut pour lui une consolation que de pouvoir, au moment où M. Bonaparte (comme il disait toujours) se faisait couronner empereur, reprendre enfin la lutte quotidienne pour la République. Pendant quelques mois, il poursuivit, avec l'aide de ses fils, sa tâche habituelle, mais elle lui paraissait de plus en plus lourde. Son optimisme avait disparu. C'était le levier qui jadis lui permettait de triompher, le sourire aux lèvres, des pires difficultés matérielles. Le levier mainte-

nant était brisé. S'il n'avait pas perdu toute foi en l'avenir, le Bonhomme se rendait compte des formidables obstacles dressés devant son idéal. Il savait qu'en tous les cas la terre promise était lointaine. Il se sentait las, très las, — s'obstinant quand même à garder jusqu'au bout sa place de bataille. Un matin il ne put quitter son lit. Il s'éteignit en quelques jours, sans souffrances, se rendant compte de son état, consolant les siens et son vieil ami de Marvéjolle, envisageant avec le calme d'une belle conscience le grand « peut-être ».

Dans les premières années suivantes, Paul et Jean s'épuisèrent à assurer la vie du journal, — tentés parfois de jeter le manche après la cognée tant la tâche était lourde. Le tirage avait beaucoup baissé à la suite du coup d'État. Bien des abonnements ne furent pas alors renouvelés, à cause de la crainte de se compromettre éprouvée par les gens qui, de près ou de loin, voulaient se ménager les bonnes grâces préfectorales. Recevoir le *Sémaphore* était interdit à tous les fonctionnaires et suffisait pour priver un entrepreneur ou un commerçant des fournitures officielles. Un journal impérialiste, disposant de tous les appuis, recevant pour son imprimerie d'importantes commandes administratives, faisait par ailleurs au *Sémaphore* une redoutable concurrence.

Quelques mois avant la mort de son père, Paul s'était marié avec une jeune fille simple et charmante, mais sans fortune. Bientôt père d'une fillette qu'il adorait, il n'envisageait pas sans alarmes l'avenir de sa nouvelle famille. Malgré la plus stricte économie, il ne parvenait point à équilibrer le budget du journal. Lui et son frère durent s'endetter de quelques billets de mille francs pendant les deux années qui suivirent la mort du Bonhomme. Ils se demandaient s'ils n'allaient pas être forcés de renoncer à la lutte. Toujours peu soucieux des intérêts politiques, M. de Marvéjolle encourageait Paul à abandonner le journalisme, offrant de mettre à sa disposition des capitaux pour se faire une situation moins ingrate.

Un jour, un négociant, revenant de Bordeaux, fit voir à Paul un exemplaire d'un journal qui venait de se créer là-bas et donnait des informations commerciales très étendues.

Il se plaignit qu'il n'y eût point à Nantes une feuille de ce genre, affirmant que, quelle que fût son opinion politique, elle gagnerait la clientèle de tous les commerçants.

L'idée parut juste à Paul Malgon. Il se mit en rapports avec son nouveau confrère, s'associa à lui pour obtenir à meilleur compte l'envoi télégraphique par une agence parisienne des cours de la Bourse du commerce. Il s'abonna en même temps à des revues traitant spécialement de questions économiques et multiplia les échanges avec les journaux qui paraissaient dans les grands ports. Puis, il se résolut à consacrer quatre ou cinq heures par jour à la compilation méthodique de tous les renseignements ainsi recueillis.

Il fallut agrandir le format du journal et, du même coup, augmenter fort les frais. C'était jouer le tout pour le tout, mais les premiers résultats ne tardèrent pas à justifier la tentative. De toute la Bretagne et la Vendée, les demandes d'abonnements arrivèrent, faites par des gens n'ayant jamais compté parmi les lecteurs de l'ancien *Libéral*. La vente au numéro s'accrut dans la même proportion à Nantes. Suivant la prédiction du négociant à qui Paul devait l'idée de cette transformation, le *Sémaphore* devint le journal préféré de tout le commerce local. La vente d'un millier de ces exemplaires supplémentaires représentait, — au prix de quinze centimes le numéro, — un bénéfice net de plus de trente francs par jour.

Paul ne regretta point d'abandonner pour un temps le drame en vers qu'il avait commencé à écrire. Il profita de ce que le budget du journal s'équilibrait aisément pour s'assurer la collaboration de jeunes écrivains républicains en train de se faire un nom dans le journalisme parisien.

Dans leur bataille de chaque jour, Paul et son frère se rendirent compte de quel prix était l'expérience de plume acquise aux côtés du Bonhomme. Elle leur permettait de dire à peu près tout sans encourir des pénalités trop graves. Des *communiqués* officiels fréquents, rectifiant les commentaires donnés par eux aux événements politiques, — parfois un *avertissement* qui, pour quelques semaines les astreignait à une plus grande prudence, — de temps à autre un procès toujours suivi de condamnation : telles étaient les ripostes du pouvoir à cette guerre sans merci. L'arbitraire gouverne-

mental restait sans limites. Le *Sémaphore* reçut un jour, un « avertissement » pour avoir dit, qu'au cours d'un voyage en province l'empereur avait été, « d'après l'agence Havas » très acclamé. La formule apparut aux Brid'oison gouvernementaux impliquer un doute inadmissible sur la popularité du souverain !

Le bâillon, avec lequel le régime dictatorial s'efforçait d'étouffer les critiques de la presse indépendante, n'arrivait point à empêcher le parti démocratique de se ressaisir lentement. Malgré les exécutions et les exils qui l'avaient décimé, malgré les deuils fidèlement commémorés dans le secret des consciences, malgré les élections consacrant le succès de « candidats officiels » patronnés par les affiches blanches, peu à peu les sincères républicains reprenaient courage. Comme l'avait prévu maître Bois-Leroux, ils combattaient pour leurs doctrines avec la même ferveur patiente et tenace qu'apportaient jadis les Hellènes opprimés, dans la défense de la « Grande Idée ». Une étroite solidarité les unissait, toujours prête à se faire active en faveur d'un coreligionnaire malheureux.

De cette résurrection qui s'ébauchait, le *Sémaphore* devenait l'un des artisans les plus écoutés. A côté des négociants qui l'achetaient pour ses renseignements commerciaux, des abonnés lui arrivaient un à un, de toutes les parties de la France, et finissaient par faire nombre. Les grands écrivains démocrates, Michelet, Edgar Quinet, Victor Hugo, l'adoptaient comme leur organe attitré. Avant de publier une œuvre nouvelle, ils en détachaient les meilleurs feuillets pour les envoyer à ce journal provincial, de verbe si courageux, d'indépendance si complète, contribuant ainsi à accroître son autorité. Le succès récompensait enfin la persévérance des deux frères...

Jean Malgon entra avec le père Honoré, — un peu courbé maintenant, mais toujours actif et dévoué. Durant les mauvais jours, il avait souvent abandonné sa cabine vitrée de prote pour se mettre à la « composition » et diminuer les frais du journal. La crise passée, il ne s'occupait plus que de diriger l'imprimerie et d'aider Jean Malgon dans l'administration du *Sémaphore*.

Tous deux venaient de terminer l'inventaire de fin d'année et apportaient à Paul le bilan définitif.

— Ça va, patron ! — dit Honoré en riant sous sa grosse moustache blanche, — ça va très bien ! Onze mille francs de bénéfices de plus que l'an passé !

Paul serra affectueusement la main des deux hommes.

— Merci, frère, merci, mon brave Honoré !

Il parcourut les feuilles chargées de chiffres. Oui, ça allait très bien, comme disait le prote. La progression des recettes s'accentuait, les dettes n'étaient plus qu'un mauvais souvenir. On pourrait commencer à amortir le cautionnement. Paul entrevoyait que, dans un an ou deux, l'engagement d'un rédacteur commercial le débarrasserait de sa tâche insipide. Alors il reprendrait ses travaux littéraires. Il pensa en souriant au manuscrit ébauché qui dormait au fond d'un tiroir.

— Quel dommage que le père ne soit plus là ! — dit-il, les yeux humides. — Comme il serait fier de son journal !...

Honoré et Jean baissèrent la tête. Le pauvre Bonhomme n'avait connu que de rares victoires politiques, — vite transformées en défaites par les événements. Il avait toujours ignoré la sécurité matérielle résultant du succès acquis et durable. C'était son œuvre, pourtant, et celle de son père, qui, après plus de soixante ans de vaillant labeur, prenait enfin l'essor !...

Les trois hommes continuaient à parler du cher disparu. Ils rappelaient ses enthousiasmes, ses colères, ses haines toutes théoriques, sa gaîté, sa bonté toujours prête à soulager une infortune, à réparer une injustice, à défendre un persécuté.

On entendit le grondement lointain de la machine où s'imprimait le journal, — musique autrefois chère au père Malgon. L'Applegath and Cowper dont il était si fier avait maintenant un travail triple à remplir. Si l'augmentation du tirage continuait, il faudrait bientôt acheter une seconde presse...

Un bruit de rires... La porte du bureau s'ouvre et livre passage à madame Paul Malgon, qui vient chercher son mari pour rentrer avec lui à la maison, entourée d'un grand jardin, — où habite toute la famille. Elle tient la main d'une jolie fillette de quatre ans aux grands yeux éveillés et malicieux,

aux boucles brunes soyeuses et déjà longues. M. de Marvéjolle, — toujours jeune sous ses cheveux blancs, — les accompagne ainsi que Mathilde. Cette dernière est vêtue de noir, de ce noir qu'elle ne quittera plus et qu'elle adopta le jour où parvint à Nantes la nouvelle de la mort du commandant Robert Malgon, tué glorieusement à la bataille d'Inkermann. Les traits délicats sont empreints d'une mélancolie qui marque le deuil de ce cœur si injustement meurtri par le destin, mais Mathilde sait sourire encore. Elle a reporté sur sa nièce ses espérances détruites ; elle l'aime comme sa propre enfant et se promet de veiller plus tard à son bonheur.

La petite Marguerite se jette dans les bras de son père et de son oncle, puis tend gentiment au père Honoré une joue qu'il effleure de sa moustache blanche. Elle lui prend la main et tyrannique exige, pour la plus grande joie du brave homme, qu'il l'emmène « tout de suite » dans l'atelier pour y chercher « des papiers rouges et verts ». Ce sont les rognures d'affiches que le père Honoré ramasse avec soin, pour cet usage.

Très fier, il conduit l'enfant devant le « massicot » et fait couper par le travers les bandes multicolores. Marguerite assiste émerveillée à la chute lente du grand couteau qui guillotine sans effort les liasses épaisses. Elle s'amusera ensuite, pendant des heures, à la maison, à découper dans ces précieux papiers, réduits à un format commode, de minuscules poupées aux bras tendus en équerre.

— J'ai lu dans la *Gazette de France*, — conte pendant ce temps M. de Marvéjolle à Paul, — que la princesse Tcherneff a donné l'autre soir une grande réception « dans les magnifiques salons » de son nouvel hôtel des Champs-Élysées. Elle a bien voulu faire entendre à ses invités « sa voix merveilleuse ».

— Qu'est-ce que la princesse Tcherneff? — interroge distraitement madame Malgon.

— Une ancienne actrice du théâtre de Nantes, puis de l'Opéra. Au cours de représentations en Russie, elle sut faire la conquête d'un prince très authentique et très millionnaire, qui l'épousa, — répond M. de Marvéjolle.

Et il s'amuse à fixer Paul pour tenter de le faire rougir. Mais celui-ci ne garde de Clara Gavris qu'un aimable et loin-

tain souvenir. Les succès mondains de la princesse Tcherneff le laissent fort indifférent. Il proclame les beaux résultats de l'inventaire, puis se remet à évoquer la mémoire de son père.

— Quel bon et joyeux dîner, — dit M. de Marvéjolle devenu mélancolique à son tour, — le pauvre Bonhomme aurait fait ce soir avec nous !...

GIRAUD-MANGIN

LES ARTS ET LA VIE

Transformation de l'idéal d'un artiste d'aujourd'hui.
Fondation Blumenthal.

(CONCLUSION A UNE SÉRIE D'ARTICLES)

L'un des reproches le plus souvent faits à l'auteur de ces chroniques, et surtout à propos de celles dont se composent le *De David à Degas*, c'est, par exemple, que d'Édouard Manet il eût été dit que ce révolutionnaire ambitionnait les succès officiels et que son bonheur aurait été grand si le peintre du *Bon-Bock* avait reçu des commandes de portraits comme Chaplin, et connu le même genre de succès qu'un Wintehalter.

Celles d'entre les personnes que choquent, celles à qui déplaisent de tels traits, se sont peu à peu formé un idéal tout nouveau de l'artiste qui devient ainsi un monstre né des circonstances. Je ne crois pas ces braves gens moins naïfs que ne le furent leurs idoles, leurs maîtres préférés dans les écoles du XIXe siècle ; ils sont à leur façon aussi ingénus qu'un Édouard Manet ; mais leur candeur morale est d'une autre essence. Il en va de même pour les amateurs ; et il serait peu légitime que ceux-ci se crussent plus intelligents que ceux de naguère, même s'ils paraissent mieux « avertis ».

Les hommes du type « *Salon des Refusés* », les « méconnus », les « précurseurs », les « Avant-garde », demeuraient pour

la plupart ignorants de leurs dons, inconscients de leur génie ou de ce qui constituait leur originalité ; mais le plus certain, c'est que d'être jeune, résultait alors un désavantage — nous l'avons plusieurs fois marqué — et ce crime assez inévitable, comment les « Jeunes » de 1920 pourraient-ils en comprendre la noirceur?

Comment pourraient-ils, ces privilégiés, concevoir que les choses aient tellement et si vite changé d'aspect? La guerre vint enseigner à la jeunesse que la mort est aussi impitoyable et soudaine pour les vieux que pour les adolescents ; ceux-ci ne se laisseront plus leurrer, ayant compris qu'il était absurde d'attendre et que les grades les plus élevés pouvaient être aussi bien tenus par des conscrits.

Néanmoins ceci est de l'histoire : tous les honneurs, le succès, le prestige, la vie plus facile, c'est ce que le Destin réservait, comme récompense, pour son âge mûr à l'artiste qui appelait cela « le couronnement de sa carrière ». Mais nous y reviendrons bientôt, en parlant de la « Fondation américaine pour la Pensée et l'Art français » — conçue, dans son plan et règlement, par d'excellents amis de la France en Amérique, mais demeurés dans un sentiment qui fut celui du XIXe siècle, quand un homme jeune et de talent hardi, se trouvait en grand'peine d'attirer sur ses ouvrages l'attention du public et de la critique. Les Salons étaient alors la seule publicité laissée à un artiste, le seul moyen qu'il avait de gagner la gloire. Ce n'est pas si mal d'envier les lauréats, de briguer le succès, pourvu qu'on refuse en même temps de recourir aux procédés qui assurèrent ce succès à leurs contemporains et qu'on continue à faire du Manet ou du Cézanne, ainsi que ces deux maîtres firent.



Donc Édouard Manet, Cézanne, ambitionnaient les cimaises du Salon officiel, les diplômes et de vendre de la peinture, de plaire, enfin d'avoir un public ; n'est-ce pas ce qu'ambitionnent aujourd'hui les plus « avant-garde » de nos néo-maîtres? Quand un séraphiquement pur théoricien et un habile exécutant à la fois, comme M. André Lhôte, écrit de

gentilles lettres à des vieillards, même académiciens, et dispose d'un journal et d'un solide « rez-de-chaussée » où il invite le « mon cher maître » à tâcher de pénétrer les subtiles intentions d'un exposant et à constater ses progrès, qu'est cela d'autre que ce que Manet tentait auprès d'un Albert Wolff? Je dirais presque qu'un André Lhôte est bien ingénu dans sa démarche — à moins qu'il ne soit trop gourmand? — puisqu'il appert d'articles signés André Salmon et autres leaders de la pensée d'Art moderne, que les « injustes attaques », auxquelles nous nous sommes livré contre le Davidisme-cubique et le Néo-classicisme-post-cézannesque, ont assis la réputation d'André Lhote, centuplé la vente et le prix de ses toiles, tandis que notre attitude achevait de nous bouter hors du « *mouvement* » et nous vouait au mépris de la jeunesse dorée. (*Le cas de M. J.-É. Blanche*, par André Salmon, *l'Europe nouvelle*, 8 août 1920[1].)

Tout ceci est assez extérieur, car la nature humaine ne change pas ; et c'est si clair, que nous admirons qu'un jour-

1. . . . .

M. Jacques-Émile Blanche est un prodige de curiosité et c'est dans sa curiosité que gît le secret de sa puissance de renouvellement. Nous allons voir de quelle nature est cette curiosité, en accordant tout de suite au plus élégant des maîtres, et bien qu'il semble çà et là se vouloir agressif, qu'une telle curiosité relève de la générosité du meilleur aloi. Quel critique mûri, blanchi (à Londres !), écouté de l'Institut, dont il n'est pas, à Windsor, où il a ses entrées, a cité au jour le jour plus de noms d'artistes de moins de quarante ans, lesquels, à ne considérer que les résultats matériels, lui devront de la reconnaissance?

J'ouvre bien vite une parenthèse : des peintres, tels que Wlaminck ou André Derain ont le droit d'être ingrats. M. Jacques-Émile Blanche, évidemment imparfaitement renseigné par quelques commensaux, les traite trop en jeunes gens.

C'est qu'il manque à la gentille curiosité — d'ailleurs tardive — de M. Jacques-Émile Blanche de ne pas se satisfaire dans la difficulté. Le peintre critique se croit sur un excellent terrain parce qu'à ses fameux dimanches M. André Michel, de l'Institut, dont la voix sonne sous les voûtes de l'École du Louvre, mêle sa redingote très 1875 au petit veston 1920 de M. Aragon, de *Dada*. Et pourtant ! C'est ainsi que M. Jacques-Émile Blanche accorde, en d'agréables pages, à M. Jean Cocteau, le bénéfice d'avoir, le premier, écrit des cubistes quand c'est Guillaume Apollinaire qui doit en être ou loué ou blâmé.

Qu'importe, ô jeunes gens ! Quand, lassés par la guerre, vous désespériez de rallumer cette fameuse *vie artistique* que vous feignez de maudire, parce que c'est la mode cette année (comme dit le soldat), quand vous avez toutes les bonnes raisons de la chérir, M. Jacques-Émile Blanche, tellement votre aîné, a su, seul recréer une activité qu'on n'espérait plus. Avec confiance ou fureur, qui de vous

naliste, fin comme M. André Salmon, ne se soit pas avisé que la différence entre la politique d'un débutant d'aujourd'hui et celle d'un « jeune » du temps des Impressionnistes est due à ce qu'on appelle « l'évolution » dans l'ignorance des riches acheteurs, leurs coutumes et leurs snobismes mondains. Les Chaplin, les Daubigny, les Cazin, les Meissonier de 1920, aux yeux des marchands et des critiques « à la page » comme M. Salmon, ce sont les Van Dongen, les Vlaminck, les Warroquié et Derain, le « Prince des peintres ».

Je choisis comme exemple le gracieux, charmant et modéré écrivain André Salmon, parce qu'il est d'une sincérité absolue, très ennemi des outrances, à mi-côte entre la littérature pure et le journalisme ; homme de cénacle, d'amitiés fidèles et de convictions solides, et le filleul de ce divin feu Guillaume Apollinaire qui, à la suite du comte de Lautréamont (Isidore Ducasse) et d'Arthur Rimbaud, empoigna les rênes du gouvernement sur l'esprit des éternels acolytes de l'Acropole,

ne se précipite pas chez le libraire, au kiosque le plus prochain, dès l'aube du mercredi, pour lire son Blanche?

Les attaques injustes et illogiques de l'homme illustre ont fait plus que n'importe quelle publicité pour grandir l'autorité du peintre André Lhôte, critique de la *Nouvelle Revue française*, et dont la curiosité est un peu moins mondaine. Lhôte possède ce qui manque à Blanche : une méthode.

C'est ce défaut de méthode qui fait que M. Jacques-Émile Blanche se laisse abuser de la façon que j'ai dit.

M. Jacques-Émile Blanche écrit depuis la guerre et il a écrit sur la guerre, avec émotion. Mais si un régiment venait au repos dans son village, il dînait avec le colonel et s'en tenait aux rapports des états-majors. Il lui manque, même s'il parle « peinture jeune », d'avoir parcouru quelques kilomètres dans les rangs des poilus. J'accorde pourtant que ses intentions sont pures, même s'il nous taquine, même s'il brouille les cartes d'un jeu dans lequel il n'a point de part.

Il n'est pas défendu de penser que M. Jacques-Émile Blanche connaîtra mieux ceux qu'il ne se pardonnerait plus d'ignorer. La surprise du critique de *Comœdia* ne fut pas mince à lire, dans *le Matin*, la réponse d'André Derain à mon enquête à l'occasion du quatrième centenaire de Raphaël. En se rencontrant sur deux ou trois points fondamentaux avec M. Blanche, consulté, lui aussi, Derain lui démontrait-il pas que les peintres qui naquirent à l'art aux environs de 1900 n'aspirent qu'au classicisme? Ils sont si peu révolutionnaires que M. Louis Vauxcelles, défenseur des disciples des amis de M. Jacques-Émile Blanche, les post-impressionnistes empiriques et anarchisants, put parler avec effroi d'un « retour offensif de l'école ».

. . . .

ANDRÉ SALMON

sacristains chargés d'entretenir d'huile la lampe du sanctuaire.

Apollinaire, ce cosmopolite étonnant qui mourut pour la France, fut un des plus beaux poètes et le « créateur » de presque tout le matériel de notre guerre esthétique, un inventeur, un rare visionnaire ; mais pour avoir anobli certains jeunes peintres, ses amis et camarades, en accolant à leurs noms des épithètes laudatives que nous répétons à satiété, devons-nous pour cela partager toujours le lyrisme de ses sentiments? Ses opinions sur les peintres semblent être devenues le seul critérium de ses zélateurs.

Que des peintres, que leur Prince élu par acclamations, que M. André Derain, le plus doué, achèvent donc un ouvrage de la tenue et de la beauté nouvelle et classique de *les Collines* ou du désordre savant d'*Océan de Terre*[1], et nous en serons bien aise. M. Salmon croit m'apprendre qu'Apollinaire fut le premier à écrire des Cubistes, et non pas M. Jean Cocteau. J'en loue la mémoire du lieutenant Apollinaire,

1. Un fragment de *les Collines*.

Jeunesse adieu jasmin du temps
J'ai respiré ton frais parfum
A Rome sur les chars fleuris
Chargés de masques de guirlandes
Et des grelots du carnaval

Adieu jeunesse blanc Noël
Quand la vie n'était qu'une étoile
Dont je contemplais le reflet
Dans la mer Méditerranée
Plus nacrée que les météores

Duvetée comme un nid d'archanges
Ou la guirlande des nuages
Et plus lustrée que les halos
Émanations et splendeurs
Unique douceur harmonies

Je m'arrête pour regarder
Sur la pelouse incandescente
Un serpent erre c'est moi-même
Qui suis la flûte dont je joue
Et le fouet qui châtie les autres

Il vient un temps pour la souffrance
Il vient un temps pour la bonté

mais cette référence me semblerait insuffisante pour l'école de ce nom.

Il est très frappant que des Parisiens de la qualité de l'auteur de *la Négresse du Sacré-Cœur*, cette coque de noix presque trop finement ciselée, quoique roman de mœurs et d'aventures montmartroises, ne se rendent point compte qu'en voulant faire de leurs peintres des artistes aussi bien achalandés, ils démentent leurs théories et méthodes; or nous savons que pour eux, il faut, avant tout, s'appuyer sur une méthode, comme Vinci, avantage suprême qu'a sur moi mon confrère Lhote, écrit Salmon ; de plus ils contredisent à l'expérience de la vie et à l'Histoire.

M. Roger Fry, qui sait par cœur son histoire de l'esthétique, vient encore de nous rappeler dans un article très réussi sur l'art bolcheviste, que Benozzo Gozzoli et Pinturicchio, ces décorateurs pour princes, ces artistes mondains et faciles, remportèrent tous les succès, reçurent toutes les commandes que d'incompréhensifs mécènes refusaient à Castagno et à Uccello, véritables ancêtres et pairs de Derain, de Matisse et

Jeunesse adieu voici le temps
Où l'on connaîtra l'avenir
Sans mourir de sa connaissance

OCÉAN DE TERRE

(A G. de Chirico.)

J'ai bâti une maison au milieu de l'océan
Ses fenêtres sont les fleuves qui s'écoulent de mes yeux
Des poulpes grouillent partout où se tiennent les murailles
Entendez battre leur triple cœur et leur bec cogner aux vitres
Maison humide
Maison ardente
Saison rapide
Saison qui chante
Les avions pondent des œufs
Attention on va jeter l'ancre
Attention à l'encre que l'on jette
Il serait bon que vous vinssiez du ciel
Le chèvre-feuille du ciel grimpe
Les poulpes terrestres palpitent
Et puis nous sommes tant et tant à être nos propres fossoyeurs
Pâles poulpes des vagues crayeuses ô poulpes aux becs pâles
Autour de la maison il y a cet océan que tu connais
Et qui ne se repose jamais

GUILLAUME APOLLINAIRE

de Modigliani ; M. Roger Fry nous rappelle que, même dans cette ère bienheureuse de la Renaissance italienne, les « mauvais artistes » étaient plus à la mode et mieux payés que les bons. Faut-il donc pas qu'un génie s'y résigne? Le Pur Simple, le Héros génial et naïf est voué à l'insuccès, à l'opprobre même, car un « novateur », un « Jeune » de génie, un « créateur » n'est jamais dans le même plan que le public de son temps ; il choque son entourage, est méconnu de lui. M. Roger Fry constate que le gouvernement bolchevik, depuis longtemps si paternel à l'égard de l'art d'avant-garde et si iconoclaste envers les retardataires, « accepte plus ou moins consciemment le style de M. Larionow et de Mme Gontcharova comme le type de l'art officiel ». Ainsi, à l'encontre des buts poursuivis, le Cubisme se voit sacré religion d'État et ses adeptes deviennent des fonctionnaires patentés.

« Le principe du mot *Beauté* — a écrit Francis Picabia — n'est qu'une convention automatique et visuelle. La vie n'a rien à faire avec ce que les grammairiens appellent la *Beauté* » ; et plus loin : « l'*Art* n'est et ne peut être que l'expression de notre vie contemporaine. La *Beauté*, institut, ressemble uniquement au *Musée Grévin* et ricoche facilement sur l'*âme* des marchands et connaisseurs de l'*Art*, gardien du musée-église des cristallisations du passé. Tralala, Tralala. »

Or, les musées Grévin, la carte postale, les gravures de modes et les magazines, les objets usuels, comme *Fémina* et le buvard de l'écolière, sont en train de se conformer à l'esthétique « néo », qui est une stylisation systématique, théorique, une « cristallisation du passé », une convention acceptée, d'ailleurs infiniment plus agréable que la convention académique et salonnière du temps des aquarellistes à la Vibert et à la Leloir, Madeleine Lemaire, Benjamin Constant. C'est dans cette proportion, et pour la pratique courante, que nous sommes plus que disposé à applaudir les mille objets d'art qui sortent chaque jour des ateliers chers à M. André Salmon, à la *N. R. F.* et à M. Vauxcelles. Un Derain, un Dufy, pleins d'invention, feraient des étoffes imprimées, des papiers de tenture, des meubles charmants, ils ont un goût délicieux ; le grand succès des formules de

cette École tient à ce qu'elles s'appliquent si souvent aux « articles » usuels, « sont l'expression de notre vie contemporaine ». Mais on nous tire de toute part des flèches dans le dos, si nous ne traitons pas ces aimables ornemanistes, ces ingénieux décorateurs de la « vie contemporaine » comme Ingres, Poussin, comme des maîtres de musée à la fois et comme les créateurs de quelque chose qu'on n'avait jamais vu auparavant !

L'importance attachée par toute une tribu aux ouvrages de cette École soi-disant classique, révolutionnaire et moderne à la fois, l'arrogance de ses séides, son système de battage, sa politique syndicaliste des arts réunis, bref ce qui est l'expression la plus directe de l'état d'esprit du génie d'après-guerre, nous reconnaissons là un Art, oui un Art puissant, robuste et que le philanthrope doit encourager, car cet Art nourrit bien ses prêtres ; mais que M. André Salmon ne nous les présente pas autrement que comme tels. Sans compter que ces artistes ne tarderont pas à être en dehors de ce que M. Salmon appelle « le *mouvement* », mouvement qui en dépit de M. Salmon n'est autre que la mode.

Ne poussons point trop loin les paradoxes de Beauté-Convention, mais retenons ce qu'il s'y cache de vérité. D'où cet autre paradoxe, non moins dépourvu de sens, à savoir que l'Art étant l'expression (incontestable) d'une civilisation, les artistes théoriciens, ceux qui cherchent à renouer une tradition classique, *ita est* : que les petits vieux de la « *Jeune peinture française* » d'aujourd'hui auraient choisi une direction au rebours de celle suivie par les peuples, tous semblant plus ou moins s'adonner à l'anarchie et s'y complaire.

Théories et méthodes, même les plus défendables et les plus saines, comment, pourquoi garderaient-elles leur valeur à un tournant de l'histoire, en une décade de destruction, de bouleversement, de revision mondiale? Pour tenir encore les points de vue d'un passé récent et conserver quelques points d'appui, certains parmi lesquels m'est assignée une place par les critiques « jeunes », certains « aînés » sont exclus de ce qu'on appelle « le mouvement ».

Comment les historiens d'art définiront-ils le « mouvement » esthétique de l'immédiat après-guerre? La caractéristique

de cet après-guerre, nous ne l'avons que trop vue, depuis un an et demi, dans les expositions, c'est l'incohérence des « directives » avec, au milieu d'un champ très peu clos où se livre le combat, un petit peloton d'hoplites qui s'affublent de l'ancien équipement classique. Moi qui, contrairement à ce qu'en croit M. Salmon, et hélas ! depuis beaucoup plus d'un quart de siècle, ai suivi avec trop de curiosité le « mouvement des Arts » et en ai écrit à un âge où m'était tant déniée cette autorité qu'il m'assurerait aujourd'hui, si je ne l'avais pas encore dépassé, je suis saisi d'admiration pour l'adresse pratique, le sens des réalités immédiates, des « affaires », en un mot, qu'ont su développer, dans ce hourvari « révolutionnaire » ou anarchique plutôt, les possesseurs de néo-méthodes d'Art. Leur arrivisme est plutôt énergique, au prix des ambitions qu'avouait le pauvre Édouard Manet !

***

Admirons surtout l'organisation de ce Trust, de cette Association très « limited » des Beaux-Arts, que j'ai vue naître et grandir, que je tiens pour un chef-d'œuvre de l'ordre social; mais il est défendu d'en jamais parler, si bien qu'ayant, quant à moi, osé, dans un livre récent, établir à grands traits la chronologie de la « transformation » systématique des goûts et visions du public par de très experts entrepreneurs, un silence significatif entoura l'apparition de ce volume.

On comprendrait que ce gigantesque Trust se rebellât et frappât d'ostracisme un écrivain et un artiste, tant la sincérité, la franchise et les notions plus exactes causeraient du tort à cette sainte Jeunesse qui a enfin conquis des droits imprescriptibles au succès et à la considération des foules, comme prétend les monopoliser, en musique, l'aïeul Camille Saint-Saëns ; mais, au contraire, nous grandissons « l'autorité », paraît-il, de ceux-là mêmes qui feignent de croire que nous les « attaquons injustement ». Sans nous, qui donc saurait, dans le public extérieur au cirque où se donne la représentation, qui donc saurait qu'il existe une nombreuse production « jeune », méritant au même degré, sinon davantage, d'être suivie, que celle des vétérans ?



La position sociale si enviable, mais nouvelle, de cette jeunesse d'art, elle demeure ignorée des gens dits du monde et des personnages de la haute finance tant française qu'étrangère, comme le prouvent les statuts de cette *Fondation américaine pour la Pensée et l'Art français* qui excite, depuis deux mois, tant de convoitises et tant de ressentiments chez les candidats aux *bourses* qu'elle veut offrir. On a dû lire dans les journaux cette note :

« Un groupe d'Américains, à la tête duquel se trouve madame George Blumenthal, vient de créer une œuvre pour encourager la pensée et l'art français. Disposant d'une rente perpétuelle de 120 000 francs, la Fondation Blumenthal distribuera chaque année 10 bourses de 6 000 francs, valables deux ans à tous les jeunes écrivains, peintres, architectes, musiciens désignés par un jury.

» Il faut pour bénéficier de cette aide, être pauvre, n'avoir jamais eu de récompense officielle qui permette à un jeune de se faire connaître, et, cette année seulement, avoir fait la guerre et n'avoir pas plus de trente-cinq ans.

» Pour plus tard, la limite est fixée à trente-deux ans. Les premières bourses seront distribuées cette année fin septembre. Les concurrents n'ont qu'à se faire connaître aux membres du jury dont voici la composition :

» *Littérature et Poésie.* — Madame la comtesse de Noailles, MM. Barrès, Bergson, Boutroux, Gide, Boylesve, Proust, Valéry, de Flers.

» *Peinture.* — J.-P. Laurens, A. Besnard, E. Laurent, Aman-Jean, Vuillard, Desvallières, J.-É. Blanche, Lebasque, M. Denis, L. Simon.

» *Sculpture.* — Bourdelle, Bouchard, J. Boucher, Dampt, Desbois, Dardé, Lamourdedieu, Landowski, H. Lefebvre, Maillol.

» *Gravure.* — J. Beltrand, Dézarrois, Jonas, Gusman, Waltner.

» *Arts décoratifs.* — Decœur, Dunand, Dufrène, Follot, Wleffer, Metman, P. Witry, L. Bénédite, V. Prouvé, J.-L. Vaudoyer.

» *Musique.* — Joseph Bonnet, Florent Schmitt, Paul Dukas, G. Fauré, Guy Ropartz, V. d'Indy, P. Lalo, Rabaud, Ravel, Widor. »

Je fais donc partie de ce jury ; ce qui ne va pas sans m'inspirer une grande fierté ; mais je crains de ne pas pouvoir rendre de grands services à ce comité, ou du moins tant que le règlement sera ce qu'il est à présent.

Or à en croire les marchands de tableaux, il n'y a plus d'infortune. Il n'y a pas un peintre, quelque manière qu'il pratique, qui ne trouve à écouler sa production. Et nous savons qu'il n'existe à la fois que très peu d'artistes de génie ; ceux qui vivent, nous les connaissons bien vite. Les autres sont inutiles. L'aide de la magnanime philanthrope collectionneuse américaine serait donc une superfétation?

Au moment de prendre le métro pour monter vers l'avenue du Bois, où s'abritent les *meetings* du Comité Blumenthal, je rencontrai le comte de la Sizeranne, l'éminent critique d'art de la *Revue des Deux Mondes*. Posant la main avunculairement sur mon bras, il dit : « Vous allez chez cette chère, délicieuse femme? Eh bien ! dites-lui de ma part qu'elle ignore les périls de son magnifique et si chaud altruisme. Dites-lui qu'il faut les décourager. Oui, décourageons les barbouilleurs, rendons les étudiants-peintres à l'industrie et à tous les métiers qui ne soient pas d'art ! Que je vous conte, poursuivit-il, le cas d'un artiste, aujourd'hui âgé de quarante-cinq ans, et qui eut la sagesse jusqu'ici de ne peindre que des levers et des couchers de soleil, parce que le reste du jour, il était agent voyer ou piqueur des ponts et chaussées ; or, ce serviteur de l'État, une fois sa petite famille élevée, son pays servi fidèlement pendant un demi-siècle, le voici à la retraite, qui vend trois, quatre fois, comme un article de l'Exposition universelle, ses toiles au couteau, lesquelles il expose avec un succès prodigieux dans une galerie parisienne. Mon fonctionnaire, il aurait été perdu, s'il avait écouté les âmes qui, dans sa jeunesse, lui conseillaient de désobéir à son ingénieur de père. Il eût sans doute fait une peinture qui serait démodée déjà et il la vendrait mal. Que madame Blumenthal aille au Petit-Palais et elle comprendra ce que je veux dire, devant cette effarante collection de tout ce

que la Ville de Paris a acheté ou commandé par philanthropie. »

A cette séance du Comité, aucun des membres peintres n'apporta un nom de candidat : un jeune confrère nécessiteux, ou simplement gêné pour produire ce qu'il rêve, voilà le merle blanc... Chaque maître consulté répondit : « Je n'en connais pas ! » Et Mrs Blumenthal reçut une forte impression de cet aveu pourtant si réconfortant de nos camarades. M. Dézarrois, l'aviateur trésorier général de la splendide œuvre franco-américaine, en demeure stupide, comme les ex-ministres ou sous-secrétaires d'État et les gens du monde présents au goûter qui suivit la « tenue » de juillet.

Cette grande amie de la France désire découvrir des « jeune-classe ». Elle croit à la jeunesse, comme M. Vauxcelles. Que ne nous conseille-t-elle pas de nous intéresser aux vieillards ! Il y a des pays où on les fait rôtir, n'est-il pas vrai? J'en connais pourtant, et de considérables par le talent — des littérateurs, sinon des peintres ou des sculpteurs — illustres, mais trop dignes dans leur glorieuse retraite, fiers et ennemis du cabotinage où les peintres sont maîtres. Pour ces littérateurs, il y aurait, tout de même, quelque chose à faire ! Or leurs confrères, les auteurs à succès, sont timides avec les gens du monde ; ils n'osent pas toujours insister auprès de la donatrice, de peur de passer pour indiscret ou de sembler avoir de mauvaises manières.

Ce qui m'a déterminé a écrire à Mrs Blumenthal une lettre où je plaidais pour les vieillards et pour les littérateurs, et à laquelle il a été fait la réponse que voici :

« ... Comme vous, je voudrais compatir à toutes les misères, éviter aux artistes âgés l'affreuse détresse du talent méconnu. Mais, à mon immense regret, ce n'est pas possible ; l'œuvre qu'on vient de fonder a un programme *très spécial* dont je ne peux dévier, car il a été tracé avec mes collaborateurs d'Amérique. Ce but n'est pas de soulager la misère, mais d'aider de jeunes artistes à ne pas y tomber et surtout de favoriser le talent qui, entravé par le « struggle for life », pourrait ne jamais éclore. »

Lisez attentivement cette belle lettre et cherchez-y une des formes de cet humanitarisme supérieurement mystique

auquel les illustres messages présidentiels accoutumèrent un peu les peuples alliés d'Europe. Bénie entre toutes les femmes pour sa délicate, inépuisable charité, il n'est pas d'infortunes cachées que, les lui désignât-il un ami sûr (et elle en avait maints en France préposés à cet effet), cette grande gallophile New-Yorkaise anonymement ne soulageât; et plus d'une situation périlleuse fut restaurée dans d'humbles ménages où telle veuve, telle orpheline crut à une intervention spirituelle, tant le geste était invisible, douce la main qui pansait.

Nous avons tous rencontré d'autre part des mystiques à qui le genre humain, pris dans son ensemble, n'inspire pas, ne semble même point devoir inspirer d'amour et pour qui l'individu compte seul ; je sais des hommes de cœur, des intelligences nobles, qui m'ont quelquefois déconcerté par leur particularisme et la partialité qu'ils étalaient comme un beau joyau dont on peut être fiers, dans le cas où leur intervention pouvait être utile à autrui : ceux-là exigent d'être informés, qu'on leur dise bien *qui est* la personne, et peut-être qu'ils aiment, à un certain degré, celle à laquelle ils se dévoueront, ou simplement pour laquelle ils « se dérangeront ». Ceci est loin du Tolstoïsme tel que nous nous le représentâmes, avant que Maxime Gorky ne publiât quelques notes prises par lui chez Léon Nicolaiévitch, avant le départ tragique de Yassnaya Polyana, quand cet apparent Goliath enfin connut que la mort ne l'épargnerait pas plus que les autres lutteurs.

Dans l'attitude de ceux de nos amis Yankees qui ont dicté les statuts de la Fondation *Pro Artibus et Mente Francorum*, nous verrions davantage une autre conception mystique, répandue chez nous aussi — bien à l'opposé du « dadaïsme » et de l'apathie nihiliste où se complaît une jeunesse raffinée, à l'exemple du Lafcadio de M. André Gide, et pour qui *les Caves du Vatican*, par ce maître écrivain, sont l'évangile du geste sans mobiles, psychologiquement désintéressé, donc noble, de l'acte sans but, de l'art pour l'art, jusque dans le crime!... Aux promoteurs de la Fondation Blumenthal, ne parlons plus d'humanité : il est au-dessus de celle-là une Divinité dont les fidèles doivent toujours

satisfaire l'appétit par de nouveaux sacrifices. « L'*Humanité* ? La Patrie? Ah ! ouiche ! disent ces penseurs ; l'Art, d'abord ! »

Nous qui devinerions encore assez agréable le séjour sur terre, si même ce qu'on appelle communément « Art », donc l'*œuvre* d'art, en disparaissait pour quelques générations, nous sommes particulièrement inquiétés par la ferveur de ces mystiques de la toile peinte, du marbre taillé ou du bronze coulé à la cire perdue ! Mais puisqu'il est tant d'esprits qui renonceraient à la vie, si l'exécution de l'« Objet d'art » cessait d'être le principal but d'une classe privilégiée, d'une aristocratie, prêtons donc une oreille bénévole aux incantations de nos amis transatlantiques, tâchons de servir leurs desseins le mieux qui se puisse, selon nos médiocres et terre à terre moyens.

L'entreprise est plus que malaisée. Au moment où nous croyons avoir mis la main sur le « sujet » rêvé, celui-ci refuse de sourire au doux visage qui se penche sur sa détresse ; il écrit à un membre du Comité une lettre comme celle-ci :

« *La pensée, l'art français ne se trouvent pas atteints par des secours aux individus, quand il s'agirait plutôt de créer les milieux où ceux-ci se formeraient.*

» *A y réfléchir, ce que, tous, nous devons de nos pensées, de nos techniques mêmes, à nos premières sympathies de jeunesse, on serait tenté de dire que l'entreprise d'un farceur, comme Rodolphe Salis, avec son* «*Chat Noir* » *et l'invention de la* «*Butte Sacrée* », *a mieux stimulé les artistes que les bourses de voyage de l'Académie !...*

... » *Il y a d'autres moyens encore, ne serait-ce que d'* « *industrialiser* » *une idée d'Henri Poincaré sur le hasard, exposant qu'il n'est pas absurde d'imaginer qu'une horde de singes jouant sur une quantité de machines à écrire pourraient produire un chef-d'œuvre de la littérature...*

... » *Si vous ne me prenez pas au sérieux, c'est simplement parce que vous m'avez rencontré au Louvre, en contemplation devant le* Charles I[er] *de Van Dyck, et que j'ai dû vous dire, sans doute, que seules des qualités telles que celles-là, capables de transmettre à travers les siècles, avec les formes précises, tangibles*

pour ainsi dire, la spiritualité de la vie, la matière périssable arrêtée dans sa mutation, l'effort de l'art vers la perfection, ces qualités-là, seules, sont à encourager; mais aurez-vous beaucoup de candidats qui s'en soucieront avant que le goût de l'étude ne remplace la recherche du génie? »

La recherche du génie, voilà encore une des caractéristiques de cette période d'art, la moins propre d'ailleurs à favoriser la spontanéité dans la production. Stendhal raconte que dans sa jeunesse il n'écrivait pas, attendant d'avoir du génie, bien décidé à être un auteur comique « dans le genre de Molière » ; il semble avoir renoncé à cette attente stérile et aucun de nous ne songe à s'en plaindre.

Quand je dis que j'ai fait une enquête chez presque tous les marchands de tableaux, dans divers centres d'information et que partout il me fut répondu combien était rare un jeune artiste de talent qui ne fût ni connu, ni bien à son aise, les gens croient que je gouaille, ou que j'aime le paradoxe. Rien pourtant n'est plus exact. Il est beaucoup d'artistes jeunes aussi, à Paris et même en province, qui, même sans beaucoup de talent ou du plus quelconque, se tirent d'affaire, sans avoir recours ni à des complaisances indignes d'un artiste ni s'abaisser (aux yeux des niais) jusqu'aux métiers ressortissant aux Beaux-Arts, mais dits inférieurs, tels que la décoration d'appartements, devantures même de magasin, que je m'efforce de recommander, pour leurs fils et leurs demoiselles, aux familles affligées d'un artiste en herbe. Entre parenthèses, indiquerai-je aux habitués de ces chroniques, « l'Institut supérieur de Peinture de Bruxelles », dont les directeurs, monsieur et madame Alfred Van der Kelen, assurent, sans supplément, aux élèves qui leur sont confiés, une éducation morale, des distractions intellectuelles, et, aux jours de congé, une surveillance paternelle des mœurs, après l'« étude de la peinture d'imitation (bois, marbre, filage, lettre, attributs de la décoration élémentaire et artistique, etc., etc.) ».

Non ! Le plus honnête homme pourra certifier que je demeure au-dessous de la vérité : les artistes peintres sont presque indemnes du *struggle for life*, s'ils ont reçu du Ciel tant soit peu d'intelligence et d'adresse, *s'ils n'ont pas pris par*

trop au sérieux leur fonction dans la société. Bien entendu, il leur sera agréable de recevoir, comme tribut de la reconnaissance d'un amateur riche, une voiture automobile, une petite Ford, une Citroën, pour se rendre, si le peintre est paysagiste, aux lieux où se trouve le motif, ou chez ses clients, châtelains, s'il s'agit d'un portraitiste — car les peintres à la mode possèdent tous au moins une Rolls Royce. Aujourd'hui la fameuse légende de Forain : « Tiens ! t'es peintre ! » prendrait un sens différent, et la petite personne qui se réveille chez un rapin, épouvantée, craignant de n'avoir pas grand'chose au déjeuner, aurait une autre expression, dans le dessin qu'illustrent ces paroles. Il n'y aurait pas de limites à la joie de cette gentille enfant ; au peintre va droit l'amour d'un peuple de dilettantes, intellectuels, nouveaux riches, des millions de cœurs vibrants qui ont pour ce héros la passion reconnaissante, dont le général Joffre, après la Marne, fut l'objet, alors que, selon M. J. de Pierrefeu, des cadeaux de toute espèce étaient expédiés des confins de l'univers à l'adresse du G. Q. G.

On dit qu'après les guerres, vient la saison des artistes ; c'est entre 1871 et 1880 qu'en effet la plaine Monceau se hérissa de jolies constructions, avec une grande baie au Nord, inconnues à Paris auparavant, les petits hôtels commandés par les peintres à succès. De même, après 1918, les néo-maîtres règnent sur Paris, dans une société dont le goût vierge serait pliable et facile à diriger.

La Fondation Blumenthal, on le voit, vient à propos pour nous suggérer les réflexions qu'on vient de lire et qui valent bien les comptes rendus des Expositions dont nous avons été sevrés cet hiver.

JACQUES-ÉMILE BLANCHE

LA DÉFIANCE DES ÉTATS-UNIS A L'ÉGARD DE L'EUROPE

Les États-Unis sont nés avec un sentiment de défiance à l'égard de l'Europe : leur indépendance date de leur révolte contre un pouvoir européen; leur idéal, dès qu'ils sont émancipés, est d'organiser sur un continent neuf une société et un gouvernement tels que l'Europe d'alors n'en connaît pas.

A titre de conseil testamentaire, quand il abandonne sa charge, leur premier président, Washington, dans sa *Farewell Address* (1796) leur prêche l'isolement en des termes qui sont restés classiques : « Notre grande règle de conduite dans nos relations avec les nations étrangères est de développer nos relations commerciales et d'avoir avec elles aussi peu que possible de liens politiques... L'Europe a un système d'intérêts primordiaux sans relation avec les nôtres ou qui en sont très éloignés. Ainsi, comme elle doit être engagée dans de fréquents conflits dont les causes sont essentiellement étrangères à nos intérêts, serait-il peu sage de notre part de nous impliquer, par des liens artificiels, dans les vicissitudes ordinaires de ses amitiés ou de ses inimitiés. La distance et le détachement où nous nous trouvons nous invitent

à suivre une voie différente et nous le permettent. C'est notre vraie politique de nous abstenir d'alliances permanentes avec quelque partie que ce soit du monde extérieur. »

Depuis plus d'un siècle, les Américains ont toujours pris ce conseil à la lettre. Il était pourtant tempéré dans la même *Address* par la recommandation de rester fidèle à l'alliance défensive, alors en vigueur avec la France, et toute idée d'alliance pour l'avenir n'était pas complèrement rejetée : « Si nous prenons soin de rester toujours, grâce à des mesures convenables, sur une position défensive, de nature à imposer le respect, nous pouvons en toute sécurité nous reposer sur des alliances temporaires pour des cas extraordinaires. » Ces tempéraments, on ne les retrouve déjà plus, en 1801, dans la première *Address* inaugurale de Jefferson et dans une de ses lettres à Thomas Paine : « Nous devons éviter de nous lier aux Puissances de l'Europe, même pour soutenir les principes que nous avons résolu d'adopter. Elles ont tant d'autres intérêts différents des nôtres que nous devons éviter d'être engagés [1]. »

Dès 1808, cette doctrine de non-intervention dans les affaires d'Europe se renforce de la théorie que l'Amérique a des intérêts spéciaux dans l'hémisphère Ouest. Jefferson écrit que l'objet de la politique américaine « doit être d'exclure toute influence européenne de cet hémisphère », et douze années plus tard il célèbre les « avantages d'une fraternisation cordiale entre toutes les nations américaines et l'importance de leur réunion dans un système américain de politique tout à fait indépendant et sans relation avec le système européen ». Si donc l'Amérique veut faire triompher ses idées politiques dans l'hémisphère Ouest, c'est une raison nouvelle, en plus des raisons déjà données par Washington, pour qu'elle s'abstienne, par réciprocité, de se mêler des affaires d'Europe.

Aussi, en 1823, lors de l'intervention de la France en Espagne pour y rétablir la monarchie absolue des Bourbons au nom de la Sainte Alliance, quand le secrétaire anglais aux Affaires étrangères George Canning offre aux États-Unis la coopéra-

1. Cité par George L. Beer. *The English speaking peoples*, p. 75.

tion de la Grande-Bretagne afin de prévenir toute tentative européenne de replacer les colonies sud-américaines sous le joug de 'Espagne, le secrétaire d'État américain John Quincey Adams s'oppose à ce que cette collaboration soit acceptée, bien que le président Monroe, Jefferson et Madison y soient favorables. De même, Madison ayant émis le vœu que l'Amérique exprimât sa sympathie aux insurgés d'Espagne et aussi aux insurgés de Grèce qui dans le même temps se révoltaient contre la Turquie, John Quincey Adams n'y consent pas. Il est d'avis de protester « contre l'ingérence par la force des Puissances européennes dans l'Amérique du Sud, mais aussi de refuser toute ingérence de la part des Américains en Europe ». Ses vues prévalurent; deux passages du Message qu'avait préparé le président Monroe, l'un parlant « en termes de complète réprobation de l'invasion de l'Espagne par la France », l'autre reconnaissant l'indépendance de la Grèce, furent supprimés. Le Message du 2 décembre 1823, après avoir donné l'assurance que l'Amérique ne se mêlerait pas des affaires de l'Europe, annonça que les États-Unis étaient opposés à l'extension à l'Amérique du système politique de l'Europe et que le Nouveau Monde était désormais fermé à la colonisation de l'Ancien. Cette définition de l'Américanisme, John Quincey Adams avait compris qu'il importait que l'Amérique ne parût pas la tenir du bon vouloir de l'Angleterre. Il fallait qu'elle parût être faite par les États-Unis de leur propre mouvement et à leur seul risque. Au vrai, le risque était nul : l'acquiescement de la France était déjà connu et les États-Unis savaient que la flotte anglaise les aurait couverts au cas où l'Europe aurait relevé le gant.

Le fameux discours prononcé alors par Daniel Wesbter en faveur des insurgés grecs ne fut pas pris en considération ; plus tard, en 1848, les appels de Kossuth en faveur des révolutionnaires hongrois, en dépit de l'émotion qu'ils provoquèrent aux États-Unis, restèrent sans effet. La tradition était déjà établie que devait définir le secrétaire d'État Olney au temps de la dispute au sujet du Venezuela (1895-1896) : « La non-intervention de l'Amérique en Europe implique la non-intervention de l'Europe en Amérique. »

Et toutes les fois qu'avant la dernière guerre, les États-Unis ont pris part à une Conférence européenne, que ce fût à la Haye ou à Algésiras, leurs représentants eurent grand soin de marquer le caractère exceptionnel de leur participation et surtout qu'elle ne pourrait être invoquée, un jour, par l'Europe pour justifier son intervention dans les affaires de l'hémisphère Ouest.



Si la doctrine de Monroe représente la seule tradition diplomatique qui soit vraiment populaire aux États-Unis, c'est parce qu'elle exprime clairement leur défiance à l'égard de l'Europe, et leur volonté de vivre eux et tout leur hémisphère bien à part, sentimentalement aussi bien que géographiquement. Pour battre en brèche la Société des Nations, ses adversaires se sont beaucoup servis de l'attachement instinctif du peuple américain à cette doctrine. C'est en vain que pour apaiser les craintes ainsi éveillées, le président fit insérer dans le Traité, à l'article XXI, la déclaration suivante : « Les engagements internationaux tels que les traités d'arbitrage et les ententes nationales, comme la doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix, ne sont considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent Pacte. »

Cette doctrine, demeurée depuis un siècle à l'état de simple déclaration unilatérale des États-Unis, c'était un succès de la faire ainsi reconnaître non seulement par tous les signataires du Traité, mais encore par tous les États, qui, ultérieurement, adhéreraient à la Société des Nations. Tel ne fut pas l'avis d'une grande partie de l'opinion : depuis un siècle, le peuple américain s'était trop enorgueilli que la doctrine de Monroe pût se passer de l'approbation du reste du monde pour qu'il se souciât que cette reconnaissance eût été obtenue. Ce qu'il retint, ce fut simplement que le Pacte et son article X en impliquant l'Amérique dans toutes les affaires d'Europe allaient dangereusement priver la doctrine de Monroe de la contrepartie qui depuis un siècle faisait sa force.

Quelles sont donc les causes de cette tenace défiance séculaire de l'Amérique à l'égard de l'Europe? Est-elle due à la distance? Non : deux ans et demi avant le débarquement des premières troupes américaines, des bataillons néo-zélandais se battaient en France. Est-elle due à l'ignorance? Non plus. Le peuple américain est un peuple d'Européens venus de toutes les parties de l'Europe, représentant toutes les nations, toutes les races d'Europe, parlant toutes les langues européennes, présentant à tout moment un échantillonnage complet de toutes les traditions d'Europe. Est-elle due alors à l'oubli? Mais, comment auraient-ils perdu tout contact avec l'Europe, les seize millions d'individus qui y sont nés et qui vivent maintenant en Amérique où il ont donné le jour à plus de vingt millions d'enfants? Soit, sur le continent américain, trente-six millions d'habitants (presque la population de la France, le tiers de la population des États-Unis), Européens de naissance, ou Européens par leurs parents, ayant des frères, des cousins en Europe, parlant une langue qui n'est pas l'anglais, lisant les journaux de leurs pays d'origine, et qui par leur vie familiale sont en rapport plus intime avec l'Europe et ses problèmes que les neuf dixièmes des Anglais ! C'est en quarante-six langues différentes que, pendant la campagne de France, les soldats du corps expéditionnaire américain correspondirent avec leurs parents ou amis restés en Amérique, et c'est par dizaine de milliers que depuis l'armistice ces Européens immigrés sont repartis pour l'Europe à la recherche d'un des leurs ou pour revoir leur terre natale après ses heures de souffrances puis de gloire.

Toutefois, la seule idée commune à ces Européens si disparates qui, depuis un siècle surtout, ont par afflux successifs formé la nation américaine, c'est un sentiment de rancœur à l'égard de l'Europe. Ils l'ont quittée parce qu'ils y souffraient de ce qu'ils estimaient être une oppression : oppression religieuse dans les pays de religion d'État, oppression économique dans tous les pays de grande propriété où la terre manquait, oppression politique dans les pays où la souveraineté populaire était persécutée, oppression militaire enfin dans les pays à service obligatoire et à budgets

gonflés par des dettes de guerres et par l'entretien d'armées permanentes.

Les Américains ne sont donc pas ignorants ou oublieux d'une Europe trop lointaine; ils sont devenus Américains parce qu'un jour ils ont jugé qu'ils la connaissaient trop et qu'ils en avaient assez. L'Europe, pour l'Américain du peuple, c'est un pays de luttes fratricides, religieuses ou nationales, luttes vaines puisque toutes ces croyances, toutes ces races vivent en bonne harmonie sur le continent américain. La politique de l'Europe orientale, c'est, pour l'Américain moyen, quelque chose d'analogue à ce que nous paraît être, vue d'Europe, la politique des États de l'Amérique centrale : un foyer d'intrigues et de meurtres artificiellement entretenus par des professionnels de la politique. Aussi l'Américain se détourne-t-il de l'Europe un peu comme, chez lui, il se détourne des politiciens. Mieux vaut, pense-t-il, les laisser faire leurs propres affaires que de perdre vainement son temps à s'en occuper. Une alliance avec l'Europe, ce serait se laisser glisser à nouveau vers ce dont on s'est émancipé.

Pourtant, il y a eu la guerre, il y a eu l'enthousiasme de la croisade en Europe...

Oui, mais cet enthousiasme survint trop près du dénouement et fut arrêté trop net par l'armistice, pour qu'il ait pu transformer profondément le caractère national. Ce fut alors un soudain désenchantement, une crise de lassitude. L'effort avait été énorme, car il faut tenir compte non seulement de l'effort réellement fourni pour amener à pied d'œuvre en Europe une armée de plus de deux millions d'hommes, mais encore de l'effort que le pays était décidé à faire puisque autant de soldats étaient alors tenus en réserve aux États-Unis, prêts à s'embarquer. Au surplus, des milliers d'hommes d'affaires, de *one dollar men*, avaient mis gratuitement leurs compétences au service de leur pays en guerre; de formidables campagnes avaient été entreprises pour prêcher l'économie du blé, du sucre afin qu'on pût en envoyer davantage en France ; des *war loans drives* avaient secoué le pays en tous sens...

De la guerre, de la victoire, l'Amérique avait fait son affaire ; encore un peu de temps et l'on verrait... On n'a pas

eu le temps de voir... Juste au moment où, sûre après le bois Belleau et Saint-Mihiel que ses jeunes troupes étaient dignes de se battre aux côtés des soldats de Verdun, l'Amérique se mettait passionnément à la tâche de battre l'Allemagne, l'armistice la surprit alors que l'armée américaine avait à peine eu le temps de se servir de canons et d'avions construits aux États-Unis.

La déception populaire fut évidente lors de la première réponse du Président Wilson, le 8 octobre, à l'offre de paix de l'Allemagne : « Unconditionnal Surrender », « Leave it to Foch » furent les cris-réflexes de la masse, tels qu'ils s'exprimèrent spontanément sur les manchettes des journaux, dans les milliers de dépêches qui arrivèrent à la White House et dans les meetings pour le lancement de l'Emprunt alors en cours. Puis, le sentiment guerrier après s'être rebellé qu'on lui arrachât sa proie, très vite se désintéressa. Aussitôt après l'armistice, l'enthousiasme tomba, les *one dollar men* quittèrent en hâte Washington pour reprendre leurs affaires; les soldats encore stationnés dans les camps d'Amérique et qui n'avaient rien vu de la guerre ne songèrent qu'à retourner chez eux ; le corps expéditionnaire en France fut soudain saisi du mal du pays.

L'Américain ne fait pas une chose à demi : ou il ne la fait pas du tout, ou il la fait intensément. Aux beaux temps de la bicyclette, les routes en Amérique étaient noires d'athlètes: les abords des monuments publics se hérissaient de râteliers à machines; puis, brusquement, on ne vit plus personne de sensé sur une bicyclette, on pensa à toute autre chose, à l'automobile, au cinéma, jusqu'au jour où l'on s'en dégoûtera soudainement, sans appel. La guerre, pendant six mois, ç'avait été le plus neuf, le plus excitant des sports, une formidable improvisation sous les yeux de l'univers, et puis, tout à coup, la partie s'était terminée par défaut de l'équipe adverse, après que les autres joueurs alliés s'étaient couverts de gloire, avant que l'Amérique, le dernier joueur venu et qui comptait marquer le coup final, ait eu le temps de donner sa mesure. Telle un champion déçu, l'Amérique se coucha sur l'herbe et ne voulut plus rien entendre.

Chaque nation pendant la guerre, et surtout depuis la paix,

a senti profondément l'injustice que sa part de collaboration ait été méconnue par les autres. L'Amérique, elle aussi, a eu sa crise d'amour-propre. Alors que l'effort de chacun se chiffrait, les statistiques paraissaient évaluer injustement l'effort de l'Amérique. Que pesaient ses quelques dizaines de milliers de morts auprès des trois millions de morts français, britanniques, italiens? Que représentaient sur l'ensemble des navires perdus ses 2 p. 100 de pertes de navires de guerre de surface à côté des 70 p. 100 anglais et aussi ses 2 p. 100 de pertes de sous-marins à côté des 70 p. 100 anglais ? Et pourtant l'effort réalisé, l'effort voulu et de plein cœur avait été énorme.

Et puis l'idée même pour laquelle ils s'étaient battus leur valait des déboires. Ils étaient partis avec la conviction que le sort de la guerre et de la paix était dans leurs mains : ils allaient affranchir définitivement le monde de l'autocratie, du nationalisme, de la guerre ; ils allaient réorganiser une Europe nouvelle selon le plan américain d'une Société des Nations. Magnifiques espoirs qui ne pouvaient se réaliser avec le schématisme décisif dont rêvaient ces croisés ! Illusions peut-être mais illusions bénies puisque, entraînés par la provocation allemande dans une guerre dont ils ne voulaient pas, elle les aidèrent à faire de nécessité vouloir et que sans elles ils ne seraient pas venus en masse, avec leur tout.

Afin de pouvoir réformer l'Europe à l'américaine ils avaient maintenu jalousement leur indépendance diplomatique : ils étaient les associés, et non pas les alliés de l'Europe; pour garder leurs coudées franches, ils ne signèrent pas l'engagement de Londres contre toute paix séparée ; ils voulurent toujours ignorer les accords secrets sur l'Adriatique, le Proche-Orient, l'Extrême-Orient et le Pacifique; la déclaration que l'ambassadeur Wallace fit le 16 décembre 1919 devant le Conseil Suprême que son Gouvernement ne l'avait délégué que pour écouter et qu'il n'avait pas qualité pour intervenir dans les discussions, le représentant de l'Amérique l'avait faite également devant le Conseil Suprême au début de 1918.

Les journalistes américains, pendant la conférence de la Paix, déçus par le secret des discussions, et aussi parce que le plan

de rénovation américaine leur paraissait ne pas aller tout seul, prêtèrent libéralement aux Alliés des appétits sans limites, dénoncèrent inlassablement les impérialistes européens et, s'ils étaient républicains, peignirent de l'autre côté de l'Atlantique un Président Wilson, ahuri par toutes les intrigues d'Europe au milieu desquelles il se mouvait sans souplesse, ignorant la moitié du temps ce qui se tramait dans son dos, menant l'Amérique à une défaite diplomatique. Ainsi, bien vite, se trouva confirmée la peur instinctive qui avait saisi le pays quand il avait vu partir son président pour l'Europe et encore plus quand il l'avait vu repartir après un premier retour : l'Europe, au lieu de se prêter à être rénovée par l'Amérique, entraînait petit à petit l'Amérique dans ses affaires louches, dans ses désordres chroniques, dans ses guerres interminables, sentiment que le sénateur Harding, au cours de sa campagne présidentielle, a résumé ainsi : « Si les Démocrates l'emportaient et que la Ligue fût ratifiée, l'Amérique deviendrait partie aux vingt et une guerres qui, en ce moment, sévissent dans le monde. »

On entendit parler de frontières à protéger, aux quatre coins de la terre, d'un Conseil siégeant à Genève qui se mêlerait d'affaires américaines et aussi panaméricaines ; on entendit parler de solidarité financière interalliée, alors beaucoup d'Américains eurent le sentiment qu'ils allaient être les dupes d'une Europe âpre à prendre, alors que l'Amérique, elle, ne prenait rien [1] ; ils virent par l'imagination toutes les forces militaires des États-Unis dorénavant employées à garantir aux Alliés la possession de tout ce que leurs traités secrets leur avaient valu, toutes les ressources financières de l'Union servant désormais à renflouer les budgets d'Europe mis à la côte par un impérialisme qui ne désarmait pas. Alors les réalistes déclarèrent qu'on aurait dû laisser les Alliés prendre tout ce qu'ils voulaient, à condition bien entendu que l'Amérique, elle, reprît sa traditionnelle politique d'isolement vis-à-vis

1. « Les États-Unis sont le seul peuple qui n'ait pas participé par intérêt au combat contre l'autocratie. La Grande-Bretagne a réalisé son rêve d'un Empire allant du Cap au Caire. La France a repris ses provinces perdues et beaucoup d'autres choses avec ; l'Italie a arrondi ses domaines... » Sénateur Johnson. Discours prononcé le 29 avril.

de l'Europe, et les idéalistes déclarèrent que le Président n'aurait jamais dû laisser les Alliés prendre autant, et qu'en attendant qu'ils rendissent gorge, l'Amérique ne devait souscrire à aucun engagement avec l'Europe. Des deux côtés, la conclusion était la même au moins provisoirement : « Keep off », Garons-nous.

Ce fut la désillusion d'un être jeune, qui croit trop que les choses se font vite et absolument, et qui, déçu, passe soudain d'un grand enthousiasme à une extrême méfiance. Ils avaient mis leurs espoirs dans un grand plan américain de réconciliation entre toutes les nations dont les représentants s'étaient réconciliés aux États-Unis, et il n'aurait fallu rien moins que le succès immédiat, incontesté, de ce grand plan pour soutenir l'enthousiasme de l'Amérique à l'égard des affaires européennes et prévenir tout retour de la tradition profonde d'isolement. C'était évidemment impossible : la déception était fatale, mais cette déception au lieu de l'interpréter comme naturelle, étant donnée la complexité de ces problèmes nationaux, qui nés de siècles d'histoire en Europe, ne peuvent être clarifiés, désenfiévrés qu'avec le temps, ils en rendirent responsable l'immoralité de l'Europe. Au lieu de « stick to the job », de tenir bon, ils lâchèrent tout et ils justifièrent leur lâchage par un jugement méprisant à l'adresse du continent où ils s'étaient fourvoyés. C'est presque en pénitents qu'ils revinrent au noble idéal traditionnel dont, sous la conduite d'un solitaire illuminé, ils s'étaient écartés ; les fondateurs du Commonwealth avaient raison ; tout le mal était venu de ce qu'on les avait délaissés pour des chimères ; l'Amérique avait péché contre sa tradition, d'où son malaise.

Car ce malaise est réel. Ce n'est pas sans une souffrance intime que l'Amérique a repris sa vie à part. Ses soldats s'étaient embarqués avec l'émotion de néophytes anxieux de savoir si à côté de chevaliers chevronnés ils feraient bonne contenance. La France des héros de la Marne et de Verdun, dans leurs imaginations, prenait figure de légende. C'était Jeanne d'Arc dans une armure immaculée. Trop de ces Américains sont revenus avec la profonde désillusion que la France qu'ils avaient vue ne ressemblait pas à la

France dont l'image les précédait, au départ, sur les eaux. Brusquement, ils passèrent d'un extrême à l'autre et dans leurs propos, dans leurs lettres, il ne fut plus question que de la France sous les traits d'une exploiteuse sordide, âpre à empocher les dollars, qu'il s'agît d'une douzaine d'œufs, de la prétendue location des tranchées de première ligne ou de la mauvaise volonté à laisser revenir aux États-Unis les corps des camarades enterrés dans l'ancienne zone des opérations. Car ce fut certainement un signe de la désaffection envers la France, envers l'Europe que la campagne de ces ligues pour ramener aux États-Unis ces glorieuses dépouilles. A côté du sentiment très légitime que la dernière pensée des morts avait dû être leur « home », se glissa l'insinuation que derrière la thèse française conseillant que ces morts américains fussent laissés au champ d'honneur, il y avait l'intérêt d'un syndicat d'hôtellerie et de tourisme à voir venir chez nous le plus possible de parents en deuil. De tels sentiments de méfiance ne sont pas dans la manière naturelle des Américains ; ils ne s'expliquent que par une profonde désillusion.

***

Même dureté un peu cynique dans les commentaires qu'a naguère inspirés la proposition du Président que l'Amérique acceptât un mandat sur l'Arménie et aussi l'appel de M. H. P. Davison, pour une souscription américaine de 500 millions de dollars, en faveur de la Croix-Rouge.

A la question posée fréquemment aux Américains par les Anglais et les Français pendant la Conférence : « Qu'allez-vous faire, vous autres Américains, pour nous aider à assumer les charges nouvelles qui vont nous incomber dans un monde nouveau », ils répondaient toujours et d'abord : Arménie.

Le 24 mai 1920, sur une requête des Alliés, le Président demandait au Sénat qu'autorité lui fût donnée pour accepter le mandat sur ce pays. De cette offre des Alliés, le Président rapprochait le vœu émis le 14 mai par le Sénat qu'un croiseur et de l'infanterie de marine fussent envoyés pour protéger

Batoum et le chemin de fer jusqu'à Bakou, et il ajoutait : « Je ne peux pas ne pas regarder cette rencontre comme providentielle. »

Il rappelait que les responsabilités que les Alliés étaient obligés d'assumer en raison de la liquidation de l'Empire ottoman taxaient déjà à l'extrême leurs capacités : « Ils croient que l'apparition en ces régions d'une puissance émancipée des préjugés du vieux monde... offrira une plus ferme garantie de stabilité dans l'avenir que ne le ferait le choix de n'importe quelle puissance européenne. » Il indiquait que c'était vers le peuple des États-Unis que les Arméniens se tournaient au sortir de périls indescriptibles, et il concluait : « Je sais que je demande au Congrès de faire un choix très critique, mais je fais cette proposition en toute confiance que je parle selon l'esprit et en conformité avec les désirs du plus grand des peuples chrétiens. La sympathie pour l'Arménie parmi notre peuple a jailli... de notre pure foi chrétienne et du sérieux désir de voir les peuples chrétiens secourus partout où ils souffrent et de les rendre capables de se dresser sur leurs jambes et de prendre leur place parmi les libres nations du monde. »

C'est sur la pitié que l'Arménie et ses malheurs avaient toujours éveillée aux États-Unis et sur la popularité que ne manquerait pas d'y exciter l'idée d'un mandat que le Président comptait beaucoup pour rallier les cœurs américains à la Société des Nations. Une telle tâche humanitaire enthousiasmerait, croyait-il, le pays. Il n'en fut rien.

Le rapport écrit par le major général James G. Harbord et que le Président avait transmis au Sénat, résumait les arguments pour et contre l'acceptation du mandat.

Pour, c'était de la part du peuple promoteur de la Société des Nations une obligation morale d'accepter la responsabilité d'une tâche qui lui était unanimement proposée et par les Arméniens et par les Alliés ; la politique des États-Unis à Cuba, Porto-Rico, les Philippines, Hawaï, Panama, « cette politique altruiste qui les avait toujours poussés à développer les peuples et non pas exclusivement les ressources matérielles » qualifiait les Américains pour le mandat en Arménie ; de toutes façons ils auraient à ravitailler en vivres et

en capitaux cette terre où leurs missions et leurs collèges leur avaient créé d'importants intérêts spirituels ; leurs motifs y étaient au-dessus de tout soupçon ; leur intervention serait pour eux une bonne école en politique mondiale ; au bout de cinq années le mandat ne leur coûterait plus rien et offrirait à leur industrie et à leur commerce de belles occasions, spécialement dans les régions avoisinantes, Roumanie et Russie.

Mais, sur ce « noblesse oblige », ce fut « charité bien ordonnée... » qui l'emporta. Mieux valait réserver les ressources de l'Amérique pour le bien-être des Américains et ses forces pour les affaires du continent américain et de l'Extrême-Orient. M. W. J. Bryan déclara : « Si nous acceptions le mandat sur l'Arménie, nous serions entraînés dans d'énormes dépenses à un moment où les taxes de guerre sont encore si lourdes que le Congrès éprouve une grande difficulté à trouver l'argent nécessaire pour rendre justice aux hommes qui ont servi pendant la guerre. » Et, au Président Wilson qui parlait d'Arménie, le Sénateur Lodge répondit [1]: Mexique. « Le moment est venu de mettre fin à la présente situation du Mexique qui est un déshonneur pour les États-Unis et un défi à la civilisation. Si nous devons contribuer à pacifier et à aider le monde, commençons ici, chez nous, au Mexique. » A ces arguments s'ajoutaient d'autres raisons que résumait impartialement le rapport Harbord : le mandat en Arménie affaiblirait la position des États-Unis relativement à la doctrine de Monroe. Après tout, ils n'étaient pas responsables des conditions politiques, sociales ou économiques qui existaient là-bas et leurs missions et collèges y seraient aussi bien protégés quel que fût le mandataire. Les dépenses seraient énormes, si l'Amérique recevait le mandat, car il faudrait qu'elle contrôlât également « les territoires contigus d'Asie-Mineure, d'Anatolie, de Constantinople avec l'hinterland de Roumélie » ; il faudrait, pendant cinq ans, avancer (déduction faite des sommes que les revenus turcs et transcaucasiens pourraient fournir) 756 millions de dollars ; il faudrait un corps d'occupation de 59 000 hommes environ la première

1. Discours prononcé devant la Convention républicaine de Chicago.

année, et, plus tard, comme minimum irréductible, une division entretenue à gros frais ; il faudrait une station navale dans chacun des ports suivants : Constantinople, Smyrne, Mersina, Batoum et Bakou. Mais, alors, « ce serait pour l'Amérique renoncer à l'avantage stratégique de l'Atlantique qui la sépare de ses ennemis probables ; sa ligne de communication jusqu'à Constantinople serait à la merci des autres pouvoirs maritimes et spécialement de la Grande-Bretagne, maîtresse de Gibraltar. »

Ici apparaît la défiance de l'Amérique à l'égard de l'Europe et en particulier à l'égard de ses associés, la Grande-Bretagne et la France. Le sénateur Borah disait : « Avant que l'Amérique envisage un mandat en Arménie, la France et l'Angleterre devraient restaurer les territoires et les ressources de l'Arménie, sans lesquels assumer un mandat en ce pays équivaudrait à se charger d'une maison de pauvre. » Et l'*American Committee for Armenian Independance* précisait cette accusation en mentionnant la Cilicie, « cette Californie arménienne, capable à elle seule de nourrir quinze millions d'habitants », et en affirmant qu' « une certaine Puissance était prête à vendre son âme au diable et au Turc afin d'entrer en possession de la plus riche province non seulement de l'Arménie, mais du monde entier ».

Le 27 mai, le Comité des Affaires extérieures du Sénat refusait d'approuver la proposition du Président Wilson par onze voix contre quatre. Le Sénat confirma ce refus. Ainsi fut repoussé ce mandat sur l'Arménie qui, s'il avait été offert aux États-Unis au lendemain de l'armistice, eût été accepté sans opposition par le Congrès et par le peuple tout entier. Mais en dix-huit mois le sentiment avait changé : sous la pression d'un puissant parti politique la majorité de l'opinion ne voulait plus désormais entendre parler d'altruisme en politique étrangère.

Le 17 mai 1920, devant la conférence générale des Méthodistes à Des Moines (Iowa), M. H. P. Davison, président du groupement international de la Croix-Rouge, adressait un appel au Congrès des États-Unis pour qu'il votât un fonds de 500 millions de dollars destinés à remédier « à l'une des

plus terribles tragédies de l'histoire de la race humaine qui est en train de se jouer dans la large zone territoriale qui s'étend entre la Baltique, l'Adriatique et la mer Noire ». « Pendant combien de temps, s'écriait-il, croyez-vous que l'épidémie de typhus qui est en train de prélever un hideux tribut de mort en Esthonie, en Pologne, en Ukraine et le long des frontières de l'Allemagne et de la Tchéco-Slovaquie restera confinée sur ces terres éloignées? » Et il ajoutait : « L'autre menace, encore plus terrible, est la menace des mauvaises dispositions du monde à notre endroit. Être méprisés à jamais comme une nation avide et pharisaïque est un sort que nous ne devons pas risquer... L'Europe est un homme blessé sur le bord de la route, dépouillé de ses vêtements, à demi mort, et l'Amérique passe de l'autre côté. »

Beaucoup de journaux ont répliqué que l'Amérique était lasse du rôle du Bon Samaritain. Ils ont reconnu qu'un tel appel il y a deux ans ne serait pas resté sans écho, mais, ajoutaient-ils, « nos sensibilités se sont émoussées au spectacle des misères du monde », et dans certaines parties de l'Europe l'attente d'une aide américaine a fâcheusement détruit toute impulsion à s'aider soi-même. Lever 500 millions de dollars serait taxer chaque famille américaine d'une somme de 20 dollars, et le sénateur Borah s'écriait : « Avons-nous le droit de taxer l'homme qui meurt presque de faim en Amérique pour nourrir l'homme réellement affamé en Europe? »

L'heure est à l'égoïsme dans ce pays autrefois si généreux. Les appels de l'Europe l'impatientent. N'a-t-il pas fait assez pour elle? Pourtant, il était naguère encore accessible à la pitié et il sait bien qu'il est le seul aujourd'hui à pouvoir efficacement secourir les autres ; mais il paye l'enthousiasme de la guerre, cet enthousiasme qui pour un temps bouscula son instinct traditionnel de vie à part, et il est tout près d'accuser la guerre et la propagande d'avoir falsifié les relations de l'Amérique avec l'Europe, d'avoir fabriqué une fausse identité entre l'intérêt américain et les intérêts européens. L'excitation nationale dirigée il y a un an et demi contre les Allemands se tourne maintenant contre quiconque propose au pays des responsabilités désagréables et coûteuses.

*
* *

Ainsi la guerre, loin d'avoir rompu la tradition d'isolement, l'a, au contraire, exaltée. A propos de l'article X du Pacte, le Président Wilson a déclaré qu'il était surtout important vis-à-vis de l'Europe « de ne pas créer l'impression que l'Amérique essayait d'esquiver des obligations ». Et c'est pourquoi il s'est toujours montré irréductiblement hostile à toute réserve sur cet article. Mais, assumer une obligation internationale, voilà bien ce qui en ce moment répugne à l'Amérique, et c'est ce mouvement instinctif de retraite qui donne tout leur sens aux réserves de la majorité du Sénat [1].

Ces réserves, en elles-mêmes, n'ont pas grande importance, à condition qu'on suppose chez l'Amérique une entière bonne volonté de collaborer avec l'Europe, et l'esprit même de solidarité que le Pacte a tenté de mettre en formules. Il est sûr qu'une nation, où la souveraineté populaire est maîtresse, ne peut abdiquer tout droit pour ses représentants de décider dans chaque cas d'espèce s'il doit participer à une expédition militaire, à une guerre économique. Aucun pays signataire du Pacte n'a souscrit un tel engagement ; mais, en signant, il a tout de même eu conscience qu'il assumait une obligation internationale, l'obligation de respecter le mécanisme prévu aux articles XII-XVI pour prévenir les guerres, l'obligation de s'opposer à tout changement de frontières imposé à la suite d'une agression (article X), et, dans le cas de la violation par un tiers de toutes ces règles, l'obligation

1. Rappelons celles de ces réserves qui sont destinées à sauvegarder la Souveraineté pleine et entière des Etats-Unis.

Les États-Unis seront seuls juges quand il s'agira : 1° de décider si toutes les obligations qu'ils auront assumées en entrant dans la Ligue ont été remplies par eux, au cas où il leur plairait d'en sortir ; 2° de définir ce qui est affaire intérieure et ne regarde pas la Ligue ; 3° d'interpréter la doctrine de Monroe ; 4° d'augmenter les armements sans l'approbation de la Société des Nations ; 5° d'autoriser les nationaux d'un État ayant rompu le Pacte à continuer leurs relations financières et personnelles avec des sujets américains ; 6° d'interpréter les articles 296 et 297 du Traité (droits et intérêts privés).

Les États-Unis refusent : 1° leur assentiment aux articles 156-158 (Chantoung) ; 2° leur consentement à la XIII[e] partie du Traité (Travail) (sauf décision expresse du Congrès) ; 3° leur acceptation d'un vote où un État, en plus de sa voix, disposera des voix de ses Dominions et colonies.

de joindre ses forces à celles des membres de la Société pour rétablir la paix et le respect de la loi internationale. Les pays qui ont adhéré au Pacte ont fait la balance entre les devoirs et les droits qu'il leur reconnaissait : ils l'ont signé parce qu'ils ont jugé que l'avantage que ces droits représentaient pour leur sécurité et leur dignité l'emportait sur le léger sacrifice de souveraineté théorique que représente l'acceptation des devoirs imposés. Cela ne signifie pas qu'ils abdiquent tout jugement et qu'ils promettent d'obéir passivement à un ordre extérieur. D'abord les grandes puissances sont représentées au Conseil, où leur vote sera nécessaire pour que les décisions les plus graves soient prises à l'unanimité, ensuite chaque peuple devra par ses représentants, conformément à sa constitution, approuver ou rejeter son entrée dans la guerre si elle est requise par la Société des Nations. En un temps où les guerres ne peuvent être que des guerres de peuples, on imagine difficilement la Société prétendant décider une guerre, même punitive, sans l'adhésion des peuples, ses adhérents. Mais les nations qui ont signé le Pacte reconnaissent qu'à moins de raisons majeures et acceptables par leurs coassociés, elles ne pourraient dans la pratique renier les obligations internationales auxquelles elles ont souscrit qu'au risque de perdre la confiance des nations civilisées.

Donc si l'on sentait que le peuple américain est prêt aux sacrifices qu'implique une collaboration continue avec les nations d'Europe, toutes réserves pourraient être acceptées, car plein crédit pourrait être fait à son jugement et à son esprit de justice, mais quand on constate que ce parti de collaborer n'existe plus depuis que les adversaires du Pacte ont tout fait pour raviver la tradition qui détourne l'Amérique de l'Europe, alors la moindre réserve trahit un esprit distant, méfiant.

Si la masse de l'opinion aux États-Unis ne se sentait pas fondamentalement « unconcerned » par tout ce qui se passe en Europe, nous n'aurions pas assisté aux protestations des légistes (si influents sur la politique américaine) contre les limitations qu'impose le Pacte à l'idée de souveraineté et contre toutes les atteintes qu'il est accusé de porter à la Constitution et à la doctrine de Monroe ; nous n'aurions

pas observé une tendance générale à grossir les dangers qui menaceraient la paix intérieure de l'Amérique, si par sa participation active aux affaires d'Europe, elle risquait de raviver chez elle parmi les Européens non encore assimilés tous les conflits du vieux continent ; nous n'aurions pas vu se réveiller la crainte séculaire que l'Europe ne se mêle des affaires intérieures de l'Amérique, et, chez tant d'esprits chagrins, une disposition à ne voir dans l'article X qu'une obligation de défendre au profit de l'étranger des frontières injustes, à ne voir dans le Pacte lui-même que la plus dangereuse des alliances parce qu'elle est dissimulée, indéterminée, indéfinie ; nous n'aurions pas enfin trouvé si répandue la conviction qu'il est possible pour l'Amérique de multiplier ses relations économiques et financières avec le monde entier, tout en restreignant son intérêt politique à l'hémisphère Ouest et à l'Extrême-Orient et enfin que c'est s'acquitter largement de toutes ses obligations envers l'Europe de déclarer simplement qu'elle accepte de faire partie d'une cour internationale de justice.

Mais, à la suite de la campagne menée contre le Traité, l'opinion de la masse aux États-Unis fait plus que de se sentir « unconcerned » par les affaires d'Europe : elle s'en détourne avec une nuance de dégoût ; alors, la moindre obligation internationale de collaborer au rétablissement de la paix, dans les cas définis par l'article X apparaît comme une atteinte intolérable à l'idée de souveraineté absolue ; les articles X et XVI du Pacte paraissent être de provocantes violations de la Constitution ; la doctrine de Monroe semble dangereusement menacée si elle n'a plus comme contre-partie la stricte abstention dans les affaires d'Europe ; le fait que, en matière de politique extérieure aux États-Unis, il n'y ait pas de tradition vraiment populaire sauf en ce qui concerne les Amériques, et que le danger existe que le Président et le Sénat, s'ils sont de partis différents, ayant des pouvoirs égaux, se neutralisent, paraît être un obstacle insurmontable à l'établissement d'une politique stable à l'égard de l'Europe, et l'on s'écrie au surplus que c'est assez d'une Irlande dans la politique intérieure des États-Unis, assez d'une question allemande telle qu'on l'a connue au temps de l'ambassade du

comte Bernstorff, sans y ajouter encore une question italienne à propos de l'Adriatique [1], que c'est la sagesse pour un pays peuplé d'Européens de fuir toute participation aux conflits d'Europe, qu'après tout il se pourrait bien un jour que l'Europe, complice du Japon, prétendît, sous le couvert de la Société des Nations, s'immiscer dans la question de l'immigration des Jaunes, problème qui au jugement de l'Amérique est une affaire intérieure [2] ; il se pourrait bien un jour que par ordre de la Société toutes les ressources des États-Unis dussent être mobilisées pour garantir le Chantoung au Japon, l'Égypte, l'Irlande et l'Inde à l'Angleterre [3], et l'on voit déjà l'Amérique, pieds et poings liés par une alliance dont les fils seraient tenus et tirés à l'étranger [4].....

Et c'est bien cette défiance un peu sauvage qui inspire à l'opposition républicaine la politique extérieure qu'elle entend substituer à la politique du Président : satisfaction complète donnée au sentiment d'indépendance, au concept d'absolue souveraineté, au respect de la Constitution, à la dévotion dont est entourée la dernière recommandation de Washington, « d'avoir aussi peu que possible de liens politiques avec les nations étrangères ». Ce que les Républicains proposent

1. En mai 1920, le *Progresso*, journal quotidien publié en italien à New-York, a rompu avec le parti démocrate que jusqu'alors il soutenait et il a recommandé aux Italiens de voter contre le parti de Wilson « dont la politique néfaste est la cause directe des malheurs de l'Italie ».

2. Il y a aussi la crainte, d'une part, du côté des patrons, que l'organisation internationale du Travail prévue à la partie XIII du Traité ne serve à introduire aux États-Unis le socialisme bolchevisant d'Europe, d'autre part, du côté des ouvriers, qu'elle ne serve, sous prétexte d'égaliser les conditions de production et d'existence des travailleurs dans les divers pays, à abaisser moralement et matériellement leur *standard of living* qui est le plus haut du monde.

3. Nous dirons aux peuples d'Europe. « Très bien !... Prenez vos territoires ; mais nous n'enverrons pas nos fils défendre l'intégrité de la Grande-Bretagne et du Japon. » Sénateur Johnson. Discours du 29 avril 1920.

En réalité l'article X du Pacte ne garantit les frontières des pays adhérents que contre une agression extérieure. Il pose ce principe de morale internationale qu'une guerre d'agression ne doit pas rapporter d'avantages territoriaux. Mais des frontières peuvent changer « du dedans » par la volonté des populations. Contre un tel changement l'article X n'offre naturellement aucune garantie.

4. « Nous ne voulons pas de dictature étrangère. Quand l'appel de la civilisation se fera entendre, l'Amérique répondra, mais c'est vous et moi qui déciderons ce que devra faire l'Amérique et non un conclave secret de nations étrangères siégeant à Genève. » Sénateur Johnson. Discours du 29 avril 1920.

aujourd'hui pour remédier, dans les affaires internationales, à l'emploi de la force, c'est l'application aux relations entre nations de la tradition qui, au temps de Madison, fit attribuer une nature juridique aux différends entre les États américains qui composaient l'Union et porter ces différends devant la Cour Suprême des États-Unis. L'Amérique s'est bien trouvée de la confiance que les pères de la Constitution avaient mise dans les décisions judiciaires. Sur les quarante-huit États qui forment actuellement l'Union américaine près des trois quarts ont été tour à tour demandeurs et défendeurs dans les différends qu'ils ont soumis à la Cour Suprême. Pourquoi le monde ne se trouverait-il pas bien aussi de cette tradition américaine? Ce fut l'idée développée par Roosevelt dans son discours d'acceptation du prix Nobel; ce fut l'idée recommandée jadis par M. Root à la Haye, reprise par lui naguère quand il rédigea le passage de la Plate-forme de Chicago où il est question d'un Tribunal international, soutenue enfin devant la Commission de Juristes chargée par la Société des Nations de préparer le statut de la Cour permanente de justice internationale. Ainsi tomberaient toutes les obligations internationales d'ordre politique et économique prévues dans le Pacte et ne subsisterait qu'une obligation d'accepter en cas de conflit le même tribunal, ce qui représente vraiment le minimum des relations qu'on puisse avoir avec des voisins agités et qu'on n'a pas choisis.

*
* *

Il s'est trouvé aussi après l'armistice que les raisons n'ont pas manqué, en matière économique et financière, pour justifier cette politique d'isolement. La guerre durant, les Américains, ayant constaté l'accroissement de leurs exportations de produits naturels ou fabriqués et l'augmentation de leurs importations d'or qui les faisaient détenteurs du tiers du stock d'or visible, eurent l'idée que New-York, déplaçant Londres, allait devenir le centre financier du monde. De leur côté les Alliés qui, en 1917 et 1918, avaient réglé leurs énormes achats aux États-Unis, grâce aux avances constantes de la

Trésorerie américaine, s'étaient accoutumés à l'idée qu'ils n'auraient qu'à reprendre le chemin de New-York pour trouver tous les capitaux nécessaires à leur remise en marche.

Dès 1919, la désillusion est venue, cette année surtout; les déclarations officielles des secrétaires de la Trésorerie Carter Glass et Houston et des financiers américains ont laissé peu d'espoirs. Selon eux, ce fut une erreur de prétendre que l'Amérique allait devenir un grand marché de capitaux pour l'étranger. Elle n'est pas équipée pour cette tâche.

L'Amérique est riche, mais elle manque présentement de disponibilités. Les prêts bancaires dans le pays entier ont atteint à peu près la limite de ce que les réserves de numéraire des banques peuvent supporter, étant donné le régime monétaire en vigueur.

Ce développement exagéré du crédit tient d'abord aux méthodes qui ont été employées pour placer tous les emprunts de guerre. Les banques américaines ont dû avancer une partie et parfois même la totalité de la somme souscrite par leurs clients, et au même taux d'intérêt que le titre souscrit. Comme les remboursements s'effectuaient trop lentement et que tous ces emprunts de guerre avaient assez vite perdu plusieurs points, les banques durent élever leur taux d'avance. Malgré cette mesure, beaucoup de ces titres pèsent encore sur les banques qui ne sont pas faites pour porter ainsi du papier à long terme. Au surplus, elles ont fait des avances au gouvernement sous forme de bons de quatre à six mois pour une somme dépassant 2 milliards de dollars. C'est autant de crédit retiré aux particuliers. On calcule que les Banques commerciales, entre bons à court terme et souscriptions aux emprunts de guerre pour leur propre compte et pour les comptes d'avances de leurs clients, ont environ 6 milliards de dollars de leur argent placés directement ou indirectement en titres du gouvernement. Aussi l'argent est-il cher : les bons du Trésor à un an rapportent 6 p. 100, intérêt le plus élevé qui ait été offert pour ces valeurs depuis la Guerre civile; les meilleures obligations de chemins de fer ne peuvent être vendues moins de 7 1/2 à 8 p. 100. Les « Liberty bonds » qui rapportent nominalement de 3 1/2 à 4 3/4 p. 100 ont décliné jusqu'à ce que

leur revenu sur le prix d'achat ait représenté à un moment de 7 à 8 p. 100.

L'expansion trop grande du crédit tient encore à la spéculation sans frein. Pendant la guerre, les avances et les paiements que recevaient les producteurs américains pour les produits qu'ils exportaient à l'étranger provenaient des emprunts levés par le gouvernement. C'est ainsi que grâce aux 21 milliards de « Liberty bonds » et de « Victory notes » placés en deux ans, le gouvernement américain a pu ouvrir des crédits aux gouvernements étrangers pour une somme qui atteint actuellement environ 9 milliards et demi de dollars. Cette somme a été prélevée directement sur le public, sans ouverture de crédits par les banques, Aujourd'hui, au contraire, les crédits d'État à État sont supprimés ; le gouvernement américain n'emprunte plus au public pour son propre compte ni pour le compte des Alliés, et c'est le crédit privé qui seul est mis à contribution pour mobiliser aussi bien les produits consommés sur place que les marchandises exportées. Après la guerre, le public américain a cru que le crédit serait sans limites, que producteurs et marchands pouvaient acheter à n'importe quel prix et que les banques fourniraient toujours les crédits demandés. On a pensé que la continuation du crédit à bon marché (qui avait été indispensable à la Trésorerie emprunteuse pendant la guerre) stimulerait la production après la guerre et contribuerait ainsi à faire baisser le coût de la vie. En fait la production a diminué; la consommation, en raison d'une vive concurrence entre acheteurs, a énormément augmenté ; le prix des marchandises et des valeurs a monté entraînant une nouvelle expansion du crédit. Quinze mois après l'armistice, les prêts des banques de réserve étaient de 800 millions de dollars plus élevés qu'au cours de l'année précédente, et les banques commerciales avaient développé leur crédit pour plusieurs fois cette somme. Les billets émis par les banques fédérales de réserve doivent toujours avoir pour couverture une encaisse or égale au moins à 40 p. 100 de leur montant; depuis la fin de 1919 elles ont presque atteint cette limite légale. Il a fallu que, brutalement, elles resserrassent les crédits.

Or, c'est le moment où la plupart des belligérants et des

neutres essayent de se faire renouveler d'anciens crédits ou de se faire ouvrir des crédits nouveaux sur le marché américain. Le placement de valeurs européennes au moyen des institutions qu'a prévues l'Edge Bill (formation d'un groupe qui s'interposerait entre l'emprunteur européen et le souscripteur américain, pour émettre des titres américains sur nantissement de titres européens) est rendu très difficile par la législation fiscale née de la guerre. Avec des taux d'impôt de 39 000 dollars pour 100 000 dollars de revenu et de 700 000 dollars par million de revenu, les grosses fortunes qui jusqu'ici ont représenté aux États-Unis les principaux capitaux de placement, ont plus d'avantage à prendre des obligations fédérales ou des obligations de villes et d'États donnant de 4 à 6 p. 100, mais exemptes de l'impôt progressif sur le revenu, que des titres industriels rapportant 14 p. 100 et au-dessus. Les titres étrangers, auxquels ne sont pas du tout habitués les Américains, doivent donc payer de hauts taux d'intérêt. Le récent emprunt belge, si on prend à leur maximum les avantages qu'il peut offrir aux plus heureux des souscripteurs, peut représenter un placement de 14 p. 100. La Suisse vient de placer 25 millions de dollars à 8 p. 100 au pair avec droit de rachat avant vingt ans à 105 p. 100. La France n'a pu trouver 100 millions de dollars qu'à 8 p. 100 au pair avec droit de rachat avant vingt-cinq ans à 110 p. 100.

Aucune opération qui soit à l'échelle des besoins de l'Europe, ne peut donc se faire en Amérique sans l'intervention du gouvernement. Mais comment faire des avances de Trésorerie, alors que le sentiment envers l'Europe est un sentiment de défiance? Il faudrait avoir l'opinion avec soi, au Congrès, d'une part, pour obtenir un vote favorable, dans le public, d'autre part, pour placer les titres. Et puis la situation financière de l'Europe n'est pas encore éclaircie. La Conférence de Spa ne s'est pas occupée des réparations. Avant l'établissement de ce compte, il ne faut certainement pas attendre que la Trésorerie facilite aux Européens l'obtention de crédits sur le marché. Tout ce qu'elle a pu faire a été de ne pas réclamer temporairement les intérêts sur les sommes qui lui étaient dues.

La politique de la Trésorerie n'est pas en faveur d'une nouvelle expansion du crédit ; au contraire. Elle n'entend même pas rester neutre et laisser la crise se dénouer; elle veut en hâter le dénoûment en la précipitant. Comme pour elle, il importe avant tout de faire céder les prix, il n'y a donc pas intérêt à faciliter les exportations, car une augmentation de l'exportation raréfie les produits tout comme un accaparement de stocks. C'est par milliers que la Trésorerie a reçu des demandes américaines pour qu'elle s'employât à faire baisser le change, si lourd aux acheteurs étrangers et souvent préjudiciable aux exportateurs américains; mais la Trésorerie ne veut pas faire retomber sur tous les contribuables américains les avances destinées à faciliter les exportations d'un groupe, qu'il s'agisse de viande, de coton ou de cuivre. Tous ces exportateurs de produits indispensables à l'Europe ont eu pendant la guerre des affaires extrêmement faciles et profitables : ils comptaient sur les avances de la Trésorerie aux gouvernements étrangers ; ils pouvaient donc exporter à plein et à de bons prix, être payés comptant, n'avoir jamais à s'occuper de consentir des crédits. La Trésorerie veut que le pays revienne complètement et le plus vite possible à un régime de finances privées où les exportateurs sont obligés de se débrouiller. Tant mieux si les achats de l'étranger se ralentissent : une première pression s'exercera ainsi sur les hauts prix. Tant mieux si les Alliés et aussi l'Allemagne entrent en concurrence aux États-Unis pour y payer leurs dettes à l'aide de produits manufacturés ; les prix céderont davantage.

La situation présente est analogue à celle du deuxième semestre de 1916, quand les financiers américains s'avisèrent que les Alliés prenaient trop d'acier, trop de cuivre, trop de céréales, trop de crédits, au grand dommage du consommateur indigène qui souffrait des hauts prix. Alors le *Federal Reserve Board* déconseilla au public les valeurs étrangères, et Wall Street commença à seconder les projets de médiation entre les deux groupes de belligérants. Aujourd'hui, le gouvernement vient d'interdire momentanément toute exportation de charbon en Europe ; avant la guerre cette exportation ne dépassait pas un million de tonnes annuellement : en 1919, elle a été de près de 20 millions, dont

13 millions environ vers l'Europe. De même, on commence de prévoir une disette de pétrole : l'écart entre la production de l'Amérique et sa consommation (deux fois supérieure à celle de tous les autres pays réunis du monde entier) s'accroît au point qu'on redoute un déficit annuel de 100 millions de barils. Les exigences du marché intérieur comptent beaucoup plus pour l'agriculture et l'industrie américaines que toutes les exportations sur les marchés extérieurs, et le financier américain plutôt hardi et confiant à propos d'affaires américaines s'est révélé timide et défiant depuis l'armistice quand il s'est agi d'avances à l'Europe. Le pays est grand et encore neuf en beaucoup de ses parties. Son équipement déjà en service a besoin d'être renouvelé. Récemment le président du grand réseau « Baltimore et Ohio » estimait qu'il faudrait de 500 millions à un milliard de dollars pour remettre au point les chemins de fer. Le gouvernement fédéral, les États, les Comtés ont déjà voté un milliard de dollars pour la construction de routes. Mais les bras manquent, surtout pour les terrassements. Les soldats américains démobilisés refusent ce gros travail. Il manque aux États-Unis de 4 à 5 millions de travailleurs qui normalement y seraient venus si la guerre n'avait interrompu l'immigration. Source de toutes les autres richesses cet afflux d'hommes venant d'Europe a été tari par la guerre : en trois ans, de 1917 à 1919, le gain net des entrées sur les sorties n'a été que de 80 000. Ces immigrants sont irremplaçables dans les industries textiles et métallurgiques, la construction des chemins de fer et des routes. L'immigration commence à reprendre, mais les départs ne se sont pas arrêtés. Tous ces déplacements de population ne favorisent pas la production.

Et c'est ainsi que le mouvement sentimental et politique de repli sur soi se trouve renforcé par certains aspects temporaires de la situation économique et financière.

*
* *

D'ailleurs, beaucoup d'Américains ont la conviction que leur brutalité à refuser tout concours économique et politique est bienfaisante pour l'Europe.

Pendant la Guerre civile, au temps des revers du Nord dans sa lutte contre le Sud, le papier (*green back*) des États-Unis ne valait que 40 cents au dollar or. Était-il alors question en Europe d'aider l'Amérique à rétablir son change? Elle s'est aidée et le ciel l'a aidée. Le Président Wilson, dit-on, n'a rallié l'Europe à son utopie d'une Société des Nations qu'en lui donnant à penser que l'assistance financière des États-Unis lui serait acquise. En fermant ses guichets aux gouvernements alliés, et en ne leur offrant pas de prendre à sa charge une partie de la dette qu'ils ont contractée chez elle, l'Amérique croit avoir rendu service à leurs peuples. Elle les a aidés à voir clair dans leurs finances ; elle a donné du courage fiscal aux gouvernements qui en manquaient. En avril 1920, M. Houston, secrétaire de la Trésorerie, a reproché à la France de n'avoir pas en cinq ans levé autant d'impôts que la Grande-Bretagne ou l'Amérique en une seule année. La plupart des Américains sont persuadés que, s'ils avaient continué leurs prêts à l'Europe, l'argent n'aurait servi qu'à boucler les budgets de la marine et de la guerre, à maintenir de grandes armées, à entretenir des expéditions un peu partout, à encourager l'impérialisme[1].

Il serait donc inexact de ne voir qu'égoïsme, dureté et négation dans cette politique. Il y a toute une partie du peuple américain qui estime que pour l'Amérique se laisser reprendre maintenant par l'Europe serait manquer à sa « manifeste destinée ».

Quelle est donc cette destinée? Dans l'Ouest, les gens sont convaincus que la vie de frontière les a élevés à la conception d'une très haute forme de vie sociale et politique, fondée sur les idées de réconciliation, d'entr'aide et de paix, et que c'est leur mission d'abord de maintenir chez eux cette conception dans sa pureté, puis de la faire connaître au monde. Il faut donc sauvegarder cette idée dans l'intérêt même de

1. La *Nation* du 27 mars 1920 va jusqu'à déclarer : « Si la France emploie les intérêts qu'elle ne nous paie pas à financer de nouvelles expéditions coloniales contre les indigènes de Syrie, à poursuivre les rêves napoléoniens dans l'Europe orientale et à soutenir des mouvements contre-révolutionnaires presque partout, elle ne peut guère compter que nous lui consentirons d'autres emprunts sans intérêts et que nous serons particulièrement généreux pour les précédents. »

l'Europe, dont ce serait le salut, jusqu'au jour où elle sera en état de la comprendre et de la pratiquer. Seule, cette foi en une mission est assez forte aux États-Unis pour l'emporter sur le sentiment de défiance à l'égard de l'Europe. On l'a bien vu, de reste, la guerre durant. D'abord, les Américains, en majorité, surtout dans l'Ouest, furent neutres et soutinrent le Président Wilson ; mais dès qu'il leur eut proposé une croisade en faveur de la Société des Nations qui devait développer l'esprit de « companionship » parmi les hommes et organiser la paix dans le monde, ils furent d'enthousiasme pour une guerre libératrice. Puis, quand il leur fut affirmé plus tard que, au lieu de libérer l'Europe, l'Amérique risquait de se laisser asservir, ils retombèrent dans leur défiance, mais leur vocation subsiste.

Cette foi en leur pacifisme organisateur est chez ces hommes de l'Ouest un sentiment simple, absolu, religieux. Il est né de l'esprit « non conformiste » et de sa disposition à n'adopter comme critérium des actes sociaux, nationaux ou internationaux que le jugement de la seule conscience, car la conscience individuelle, le sentiment de « self reliance » s'est exalté au cours de la vie de frontière qui modèle encore les pensées des hommes de l'Ouest, — vie d'isolement où s'est développée une intrépidité candide à croire que l'on détient la vérité et que le reste du monde est dans l'erreur.

Telle est l'attitude d'esprit initiale ; mettons autour de l'espace, un immense espace protecteur, des plaines, des montagnes et puis des océans permettant à ce sentiment de se développer en toute impunité à l'abri des folies anachroniques de l'Europe, logiquement jusqu'au bout de ses conséquences, sans avoir à rien sacrifier du principe, — un espace assez grand pour qu'il y ait place pour tous, assez riche pour que tout le monde ait sa chance, et que la vie vraiment digne d'être vécue apparaisse sous la forme d'un groupement de toutes les volontés contre les forces de la nature à dompter, l'espace énorme à asservir, les puissances du mal à mater, et comme résultat de cet esprit se développant dans un milieu aussi favorable, le sentiment que le voisin, quelle que soit son origine, sa nationalité, est moins un rival qu'un frère, que

l'entr'aide a une immense valeur sociale, que le seul combat digne d'être mené, c'est celui de la vertu contre le vice, que pour les volontés humaines s'employer à s'entre-détruire en raison de divergences de races, qui en Europe paraissent irréductibles, qui, en Amérique, se sont réconciliées si aisément, c'est non seulement une absurdité économique, un gâchage, mais un crime de conscience, un péché.

Si l'Europe pouvait comprendre la leçon de l'Amérique ! Si l'esprit démocratique et pacifique était plus répandu outre-mer ! Si les hommes, au lieu d'y remettre leurs intérêts à des rois, à des diplomates, à des généraux, à des financiers, osaient prendre en main leurs propres affaires, il n'y aurait plus de guerres, il n'y aurait plus de misère.

Alors que l'Amérique restait neutre, l'Ouest disait : à quoi bon chercher quel belligérant a tort ou a raison dans cette guerre provoquée par toutes les traditions de la vieille Europe? Tous sont également victimes du vieux péché originel qu'il ne tient qu'à eux d'extirper.

Vint la guerre forcée, alors un grand mouvement d'idéalisme fit de nécessité vouloir : on voulait profiter de cette guerre pour que ce fût la dernière ; on partit pour la croisade, on marchait contre les tyrans et aussi pour la Société des Nations.

Mais vint aussi la désillusion ; l'Amérique n'avait pas été écoutée ; elle s'était laissé entraîner, reprendre à son tour par l'incorrigible Europe à qui on prétendait l'allier. Alors la réaction fut violente, et ce fut le repli sur soi en attendant une occasion meilleure. L'Ouest, jadis, inventait la vraie démocratie alors que l'Europe l'ignorait; l'Ouest, aujourd'hui, est en avance sur l'Europe par son pacifisme constructeur. Quel est son devoir? Ne pas abaisser le vrai Américanisme au temporel d'une alliance ; réserver sa spiritualité pour une autre croisade. Garder pure la frêle flamme qui illuminera l'avenir, la garder contre tout souffle d'Europe, jusqu'au jour où, grandie, tous les yeux abusés ne pourront pas ne pas la voir[1]...

1. D'un article publié dans la *New Republic*, du 25 février sur *Johnson for President*, où l'auteur, William Hard, oppose l'idéal de l'Ouest représenté par le sénateur Johnson au Pacte actuel de la Société des Nations, même amendé par les réserves des sénateurs de l'Est, extrayons le passage suivant : « Présen-

Si les sénateurs hostiles à la personne et aux méthodes du Président Wilson n'avaient pas réussi à inquiéter cet Américanisme généreux, mais soupçonneux, et si le Président Wilson qui avait été l'interprète de cet Américanisme de l'Ouest, aux temps de la neutralité et de la croisade pour la Société des Nations, n'avait pas été empêché par la maladie de défendre lui-même son œuvre, la campagne violente contre le Traité et le Pacte aurait probablement fait long feu, car elle n'aurait pas réussi à grouper dans la même opposition et les défenseurs des vieilles traditions et les partisans des idées neuves, les uns pensant à maintenir à la lettre la politique de Washington, de Monroe et à prêcher l'isolement fondé sur une défiance irréductible à l'égard de l'Europe, les autres partisans de réserver la collaboration de l'Amérique jusqu'au jour où elle pourrait mieux mettre sa marque sur le Traité et sur la Ligue ; les uns partisans d'un divorce complet avec l'Europe ; les autres partisans d'un divorce temporaire et sous conditions.



Momentanément, on peut inquiéter l'altruisme du peuple américain, force candide, primitive, mais saine ; on peut ralentir son zèle messianique en lui donnant à penser qu'il est de l'intérêt du monde qu'il se réserve. Mais une telle force d'idéalisme ne se renie pas définitivement du jour au lende-

tement, alors que les forces d'idéalisme arguent en faveur de l'internationalisme (l'auteur prend ici le mot dans le sens de réconciliation entre les nations) et que les forces de proie agissent à l'encontre, il y a plus de sécurité, pour la mission mondiale que doivent finalement remplir les États-Unis, dans le provincialisme du sénateur Johnson que dans tous les prêches qui encouragent notre peuple à traverser les océans pour imposer ses idées provinciales à d'autres peuples par la force des armes et par la force plus repoussante du blocus économique, et qui en pratique les encourageront surtout à franchir le Rio Grande (frontière du Mexique). — Dans le même article, il est question du « missionary effort by America for blessing the world with liberty and democracy », de l'effort de missionnaire à accomplir par l'Amérique pour que le monde connaisse les bienfaits de la liberté et de la démocratie, et du « saving message America may have to deliver to mankind », du message d'émancipation que l'Amérique peut avoir à apporter à l'humanité.

main. Au vrai, les pires ennemis du Traité et de la Ligue, les prédicateurs de l'égoïsme sacré, eux-mêmes, ont cru sage de réserver à la générosité américaine la possibilité de prêter l'oreille à l'appel de l'humanité. Le sénateur Johnson l'a dit et la Plate-forme de Chicago l'a redit. Mais le problème qui domine la politique américaine est de savoir s'il est conforme au sentiment américain, à l'intérêt américain, que les États-Unis déclarent à une Europe affaiblie, appauvrie et divisée par la guerre, qu'ils n'entendent s'intéresser à ses affaires que de leur propre mouvement, à leur guise, à leur heure, sans que personne ait le droit de rien réclamer d'eux, ou au contraire si cette attitude de grande dame riche et charitable qui se penche parfois le dimanche vers les infortunes pour les réconforter d'une parole, d'un geste ou d'une offrande ne devrait pas être abandonnée pour une plus démocratique collaboration de tous les jours et de plain-pied entre nations, grandes et petites, inspirée par la seule idée de justice ?

Voilà toute la question et elle domine la politique internationale. L'arrivée des troupes américaines en France a été le principal événement de la dernière phase de la guerre ; c'est sur un programme américain que les préliminaires de l'armisitice ont été négociés, que la paix a été discutée. Si la collaboration de l'Amérique avec l'Europe, par l'intermédiaire de la Société des Nations et la collaboration de l'Amérique avec la France et la Grande-Bretagne, conformément au Traité de garantie, n'avaient pas été promises, si l'Amérique avait déclaré à l'Europe, comme le sénateur Lodge aurait souhaité qu'elle le fît : « Vos affaires ne nous concernent pas ; arrangez-vous ; nous reconnaîtrons vos accords, mais sans les garantir », le Traité eût été tout autre.

Et de fait, la plupart des difficultés d'application du Traité aussi bien entre Alliés qu'avec les ex-puissances ennemies sont les conséquences de l'abstention américaine, n'en déplaise aux adversaires du Traité en Amérique qui ne veulent y voir qu'une justification après coup de leur politique d'abstention.

Entre la politique extérieure actuelle des États-Unis et ce que sera cette politique dans un an, il y aura peut-être le même écart qu'entre la neutralité pacifiste de l'Amérique

en 1916, et son enthousiasme guerrier de 1917-1918. Car les faits se chargeront de démontrer l'anachronisme de la politique d'isolement, et l'Europe, de même qu'elle eut à convaincre les États-Unis qu'elle menait une guerre de libération, saura peut-être les convaincre de nouveau qu'elle travaille à une paix de libération.

Le peuple américain a trop le respect du fait, trop le goût de l'entr'aide et du geste désintéressé pour trouver une satisfaction définitive dans l'égoïsme sacré. Il n'est pas de ceux qui s'environnent d'hymnes de haine et qui se complaisent à l'idée d'être honni.

LOUIS-F. AUBERT

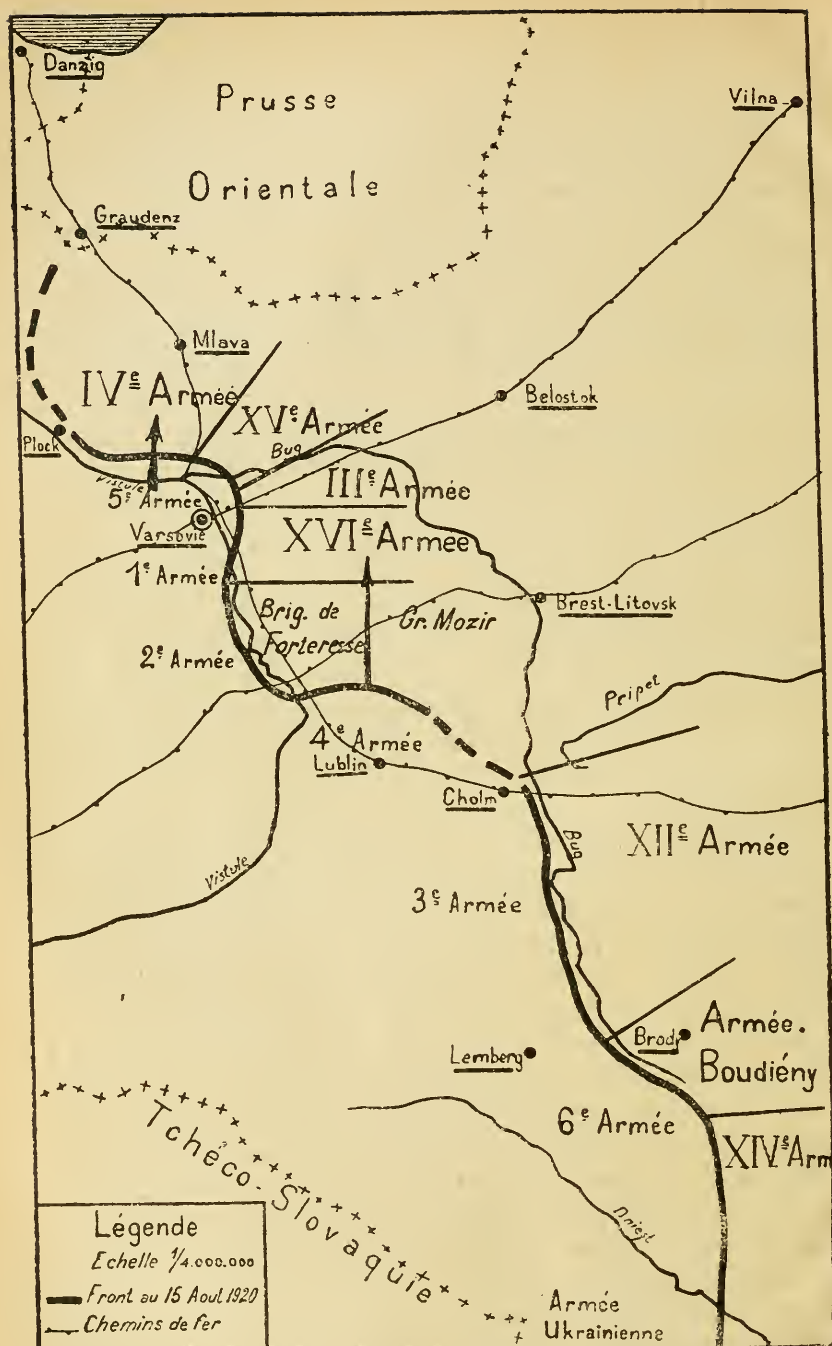
Le gérant : ED. PAUPHILET.

LA BATAILLE DE VARSOVIE ET LA POLOGNE

Après cent cinquante ans, la Pologne ressuscite. Mais toutes les bandelettes ne sont pas tombées, et de ceux qui l'avaient poussée dans la tombe, les plus redoutables sont encore là. Au moment où elle se réadapte à la vie, elle fait ses premiers pas dans un cercle d'ennemis.

Ce spectacle est à lui seul digne de l'histoire. Mais il intéresse plus particulièrement les Français. Les peuples qui veulent détruire l'œuvre de Versailles cherchent à la ruiner d'abord en Pologne. Où l'on croit voir d'abord une affaire entre Polonais et Russes, on découvre bientôt les Allemands. Leur esprit de revanche et d'intrigue complique et éternise tous les problèmes de l'Europe orientale. C'est le Traité de Versailles, et par conséquent la sécurité de la France que le général Weygand est allé défendre sur les rives de la Vistule.

La Pologne a passé en juillet et en août par une crise dont j'ai pu voir les péripéties. J'ai entendu, chez nos alliés comme chez nous, le regret que le public français ne fût pas entièrement instruit de questions qui, liées à tout l'ouvrage de la paix, sont si graves pour l'un et l'autre peuple. On ne prétend pas résumer en quelques pages des questions si difficiles. Je voudrais seulement réunir dans ces notes quelques données recueillies sur place.



Danzig
Prusse
Orientale
Vilna
Graudenz
Mlava
IVe Armée
XVe Armée
Belostok
Plock
Bug
Vistule
5e Armée
IIIe Armée
Varsovie
XVIe Armée
1e Armée
Brest-Litovsk
Brig. de Forteresse
Gr. Mozir
2e Armée
Pripet
4e Armée
Lublin
Cholm
Bug
XIIe Armée
Vistule
3e Armée
Armée Boudiény
Brody
Lemberg
6e Armée
XIVe Arm
Tchéco-Slovaquie
Dniest
Légende
Echelle 1/4.000.000
Front au 15 Aout 1920
Chemins de fer
Armée Ukrainienne

***

Au mois de juillet 1920, la longue ligne Nord-Sud que les Polonais opposaient aux bolcheviks entre la Dvina et le Dniepr fut rompue dans sa partie nord, sur le front de la Ire armée, et une retraite générale commença qui ramena l'aile gauche depuis la Bérézina jusqu'à la Vistule, et l'aile droite depuis Kiev jusqu'à Lwow.

Cette retraite ne fut pas le résultat d'une grande bataille. Le percement d'une ligne trop mince se fit, m'a-t-on dit, par infiltration et enveloppement. Une fois le repli commencé, il n'y eut pas, à proprement parler, de combats en retraite. Les deux armées se suivaient à une journée environ d'intervalle, sans contact. L'armée polonaise fondait dans ce recul, sans tirer un coup de fusil. Varsovie était remplie de soldats et d'officiers qui avaient quitté le rang. Le problème était d'arrêter, de ressouder cette masse en mouvement, et de la reporter en avant. C'est toujours une opération délicate. La difficulté était là, et non dans la force de l'ennemi. Au moment le plus critique, tous les officiers français que j'ai vus étaient unanimes sur le peu de consistance de l'armée bolchevique.

En quoi consistait l'armée rouge? Une centaine de divisions, au dire des Russes, mais de force extrêmement inégale. Je crois que la plupart de ces divisions ne comptaient guère plus de 3 000 fusils. L'artillerie était peu nombreuse. En revanche une excellente cavalerie opérait en grandes masses indépendantes aux deux ailes. A l'aile nord, le IIIe corps de cavalerie était surtout composé de mitrailleuses traînées sur des voitures du pays, et agissait par le feu. Mais à l'aile sud, un corps à quatre divisions, composé de cosaques, a acquis, sous les ordres de Budienny, une juste réputation. Ce général n'a pas une tactique différente de celle qui est prescrite par le règlement français. Mais il emploie habilement des procédés connus. Voici par quelle manœuvre il a repris Jitomir en juin 1920.

Il tâta les Polonais sur un front de 60 kilomètres, avec ses quatre divisions. Trois furent rejetées, la quatrième trouva

un point faible, qui était la jonction de deux armées. C'est là que Budienny va frapper. Ayant fait son exploration, il se préoccupe de dissimuler son attaque. Il adresse à Moscou un radio, destiné à être intercepté, et qui dit : « Je me heurte à des forces polonaises supérieures, et je suis obligé de battre en retraite. » Ayant ainsi annoncé son départ, il cache toutes ses divisions dans un bois à deux kilomètres du point reconnu faible, et fait le mort pendant quarante-huit heures.

Les Polonais le crurent parti. Le groupe d'armées ordonna aux deux armées réunies sous ses ordres et dont Budienny avait surpris la jonction, de se porter en avant. C'était ce que le général russe attendait. Mais sur ces entrefaites un aviateur polonais remarqua des symptômes suspects dans le bois où les Russes étaient cachés, et y reconnut deux drapeaux rouges. Il prévint le groupe d'armées, qui donna contre-ordre aux armées. L'une s'arrêta. L'autre ne fut pas avertie, et continua sa marche. Budienny la laissa passer, lui tomba sur le dos, la battit, et reprit Jitomir, comme c'était son objectif.

D'une façon générale, l'infanterie bolchevique engage en première ligne des éléments composés de paysans, comparables aux soldats de l'ancienne armée. J'ai vu en grand nombre, parmi les prisonniers, ces gaillards de taille moyenne, aux larges épaules et au dos rond, moins résistants qu'on ne le croirait d'abord, qui ne savent pourquoi ils se battent et qui ont une forte envie de rentrer chez eux. Mais derrière eux, en seconde ligne, viennent les purs, les gens à dolman groseille. Et derrière les purs viennent les bataillons chinois qui assurent leur fidélité. Toute cette armée ne tient que par la surveillance, le soupçon et la crainte. Dans chaque compagnie il y a une espèce d'adjudant qui est officiellement commissaire du gouvernement. Mais il y a de plus trois ou quatre soldats, inconnus et dissimulés dans le rang, qui surveillent les officiers et le commissaire.

Les officiers viennent en partie de l'ancienne armée du tsar. Le gouvernement bolchevik les a poussés par la persécution à ne trouver d'autre refuge et d'autre moyen de vivre que le service. Il s'est ainsi assuré des cadres qui ont une valeur professionnelle incontestable, mais dont l'attache-

ment au régime est plus que douteux. Aussi les surveille-t-il de fort près. Après la défaite des Rouges devant Varsovie, les Polonais ont trouvé sur le terrain un très grand nombre de cadavres d'officiers. Que ces officiers aient été massacrés par leurs troupes, c'est d'autant plus vraisemblable, que les prisonniers russes se prétendaient trahis par eux, ce qui était faux.

Telle était, en gros, l'armée qui à la fin de juillet 1920 marchait sur Varsovie. Que cette armée fût en relations avec les Allemands, c'est ce que nous montrerons tout à l'heure. Dans quelle mesure les Allemands, qui la ravitaillaient, participaient-ils au commandement direct, il est difficile de le dire. Le bruit courait en Pologne que les opérations étaient dirigées par von Kluck. Cette rumeur disait-elle vrai, je l'ignore. On prétendait aussi que l'artillerie rouge était commandée par des Allemands. Enfin, dans certains cas on retrouvait leur signature dans les opérations elles-mêmes. En voici un exemple.

Le 9 juin 1920, une colonne polonaise exécuta un coup de main de Lutzk sur Rowno, et enleva un fort à gauche de la route. Elle fut aussitôt contre-attaquée par des troupes bolcheviques. Ce fut d'abord un bombardement des arrières et des convois, puis un feu très intense de mitrailleuses disposées tous les cent mètres, et dont les unes balayaient le front, tandis que les autres, usant du tir indirect, arrosaient les batteries. Enfin la contre-attaque d'infanterie se dessina en cherchant l'aile des Polonais. Le détail de cette opération porte à ce point la marque allemande qu'on ne peut guère douter de la nationalité des officiers qui l'ont conduite.

Le plan de campagne lui-même paraît inspiré des méthodes allemandes. Les armées bolcheviques manœuvraient en échelons, la droite en avant, cherchant à déborder Varsovie par le Nord. On peut objecter il est vrai que cette manœuvre n'est pas nouvelle. C'est celle que les Russes ont employée en 1831. Elle était à la fois très hardie et très calculée. Très hardie, parce que l'extrême droite russe s'engageait dans l'espèce de couloir qui s'insinue entre la Vistule et la frontière de Prusse orientale, et s'allongeait en direction de Thorn au risque d'être coupée ; très calculée, parce que le

succès d'une manœuvre si téméraire dépendait de la force qui lui était opposée : or il est parfaitement vrai que contre ce mouvement débordant les Polonais n'avaient pas de forces sérieuses constituées au nord de leur Ire armée, laquelle se retirait sur Varsovie. La manœuvre russe était donc moins imprudente qu'elle ne semblait d'abord ; et de plus, elle s'appuyait à sa droite sur une frontière complaisante, d'où elle recevait des ravitaillements, et qu'elle pourrait franchir en cas de nécessité.

Telles étaient les conditions de la lutte au moment où l'armée en retraite se rapprochant de plus en plus de Varsovie et le péril qui menaçait la ville devenant fort sérieux, le général Weygand se rendit en Pologne.

*
* *

La première pensée du général Weygand fut, dit-on, de livrer bataille sur le Bug. Mais ce fleuve, qui au mois d'août est guéable, ne constitue pas un obstacle assez sérieux pour couvrir un regroupement. En second lieu, les Polonais n'avaient pas de réserves fraîches pour recueillir les armées en retraite. Si l'on voulait manœuvrer, il fallait tirer la masse de manœuvre des troupes déjà engagées. Problème étrangement difficile, qui supposait avant tout du champ et du temps. Le général Weygand décida donc la retraite sur la Vistule.

Ainsi, quand on apprit à Paris, le 4 août, que la ligne du Bug avait été abandonnée sans combat, on interpréta correctement le fait en l'attribuant au manque de troupes fraîches pour recueillir les troupes fatiguées et faire rideau pendant qu'elles se réorganiseraient. Mais on se trompa en croyant que le fleuve avait été forcé par les Rouges. L'abandon était volontaire, ou du moins consenti, et la manœuvre offensive était déjà conçue.

L'idée de cette manœuvre était très hardie. Avant toute chose, il fallait se créer, comme disent les militaires, des disponibilités, c'est-à-dire forger l'arme qui frappera. Or il n'y avait pas de réserves où puiser. Le général Weygand résolut donc de prélever une armée entière sur la ligne même, en laissant un trou dans cette ligne. Un pareil procédé eût

été impossible si les bolcheviks s'étaient montrés mordants. Mais on a vu que les armées adverses étaient séparées par un intervalle d'une marche, sans contact. Il n'y avait donc pas grand risque à enlever quelques divisions devant l'ennemi, qui ne s'apercevrait pas de la trouée.

Ces divisions, prises sur la droite, reconstituées et renforcées, formèrent la IVe et la IIIe armées. Ces armées furent disposées à la hauteur du cours inférieur de la Wieprz, sur le flanc de l'ennemi. Les Rouges marchant approximativement vers l'Ouest, la masse de manœuvre fut disposée face au Nord, perpendiculairement à leur axe de marche. En même temps une autre armée, la Ve, dut parer au mouvement débordant de l'aile droite russe, au nord de la Vistule. Cette armée, partant de la Vistule et attaquant face au Nord, fut dirigée non pas contre l'extrémité de l'aile marchante ennemie (IIIe corps de cavalerie et IVe armée), mais contre le centre droit (XVe armée), de façon à passer derrière l'aile, et à l'enfermer dans le couloir où elle s'était aventurée.

Pendant que ces mouvements offensifs s'exécuteraient aux deux ailes, il fallait qu'au centre la Ire armée tînt devant Varsovie. Spéculer sur la résistance d'une armée qui reculait depuis un mois, c'était peut-être le trait le plus risqué du nouveau plan. Mais là encore, la hardiesse était mêlée de calcul. Pour la défense de Varsovie, le général Weygand fit établir deux positions successives munies de bonnes tranchées et de bons flanquements sur les mouvements de terrain à l'est de la ville. En venant donner sur ces défenses, les bolcheviks furent accueillis par des feux d'artillerie dont ils n'avaient plus l'habitude depuis la Bérézina. Enfin, là où les lignes étaient forcées, les chars d'assaut polonais rétablissaient le combat.

L'aspect que présentait Varsovie dans les jours qui précédaient cette bataille décisive était singulier. Beaucoup d'habitants avaient quitté la ville. Ceux qui restaient montraient ces visages soucieux qu'on a vus à Paris en 1914. Cependant les rues étaient calmes. Les enfants jouaient comme d'ordinaire au jardin de Saxe. Il faisait un temps radieux. Les jeunes filles étaient vêtues de mousseline blanche. Le dimanche 8, derrière le ministère des Affaires étrangères, je

vis la porte d'une église ouverte, et j'entendis des chants. L'église était pleine de fidèles. Un évêque était assis dans le chœur. Des orphelines, pieds nus et portant des coiffes bien empesées, étaient conduites par des religieuses. Elles chantaient, sur un air grave et beau : *Serce Jezusa...* A l'approche de l'ennemi, il n'y avait rien de si touchant que ces voix d'enfants. Un jeune soldat fendit la foule et se dirigea avec sa fiancée vers un autel latéral. Un vieux prêtre les bénit. Puis une procession se forma. Je la vis sortir de l'église et s'éloigner en chantant, tandis que les hommes se découvraient et que les tramways s'arrêtaient. Dans toute la ville on rencontrait des processions pareilles. De très vieilles bannières s'avançaient à côté des drapeaux neufs. Des enfants portaient des reliques sur des coussins. On pensait à ces prières publiques dont parlent les histoires et qu'on faisait à l'approche des grands fléaux.

Il n'y avait dans la ville aucune panique ; mais tout annonçait la guerre toute proche. Des troupes traversaient la ville, en bon ordre, mais beaucoup d'hommes pieds nus. On voyait des volontaires qui, ayant encore leurs vêtements civils, revenaient de l'exercice, le fusil sur l'épaule. C'étaient des hommes de la ville, des employés, de petits bourgeois, quelques-uns déjà âgés, l'air grave et résolu. Des convois passaient, formés de ces longues et rustiques voitures du pays, un tronc d'arbre sur quatre roues, avec des espèces de râteliers latéraux, donnant à l'ensemble une section en auge. Un poulain grêle et comme dessiné par du fil de fer, trottait près de sa mère. Des réfugiés passaient sur de grands chariots où étaient entassés leurs meubles démontés, et qui portaient à l'arrière une ratelée de foin. Au coin des rues on avait dressé pour les soldats des tables avec un samovar, du café chaud, et des tartines. Des jeunes filles les servaient, dont beaucoup portaient la casquette blanche de l'université, au liséré amarante. Les passants donnaient leur obole. Plus loin un cortège de prêtres et de soldats accompagnait un cercueil, qui disparaissait entre des branches vertes. Imaginez le grand soleil, les marchands de fruits dans les rues, les femmes nu-pieds assises le long des murs, les juifs en lévite, quelquefois un avion dans le ciel.

Les ministères emballaient leurs archives et déplaçaient leurs services. Les consulats, les légations se retiraient sur Czenstochowa ou sur Poznan. Le mouvement tournant des Rouges autour de Varsovie s'accentuait d'une façon inquiétante. On annonçait la prise de Ciechanow et de Mława. Les nouvelles diplomatiques n'étaient pas moins troublantes. Les conversations par radios avec Moscou au sujet des négociations à ouvrir pour la paix étaient singulièrement décevantes. Tantôt le poste russe refusait de recevoir les dépêches parce qu'il causait avec Tachkent, et remettait les Polonais au lendemain ; tantôt il prétendait qu'un orage brouillait les ondes. Quatre fois la comédie recommença. Le gouvernement de Moscou annonçait à Londres qu'il était prêt à négocier avec la Pologne, et oubliait d'en avertir les Polonais. Les plénipotentiaires russes attendaient sur la route de Sieletz les plénipotentiaires polonais et affectaient un grand étonnement de ne pas les voir venir. Désordre ou mauvaise foi? On avait à Varsovie l'impression que les bolcheviks cherchaient surtout à gagner du temps, de façon à n'engager les négociations qu'après la prise de la capitale. Enfin les plénipotentiaires partirent dans la nuit du 13 au 14. Une quinzaine d'automobiles s'acheminèrent par la chaussée de Brest-Litowsk en direction de Minsk. Une fois les lignes passées, on cessa d'avoir de leurs nouvelles.

Qu'on se représente l'état de la Pologne à peu près coupée du reste du monde. A l'Est, le péril russe. A l'Ouest, l'Allemagne menaçante, arrêtant les télégrammes du gouvernement, les retardant, ne les transmettant parfois que par la poste. Au Sud-Ouest la Tchéco-Slovaquie très mal disposée. Au Nord, Danzig interceptant les communications avec la Baltique. Les journaux de Berlin et de Vienne sonnaient le glas de la Pologne. Les radios apportaient les paroles de M. Lloyd George qui l'abandonnaient à son destin. La France suivrait-elle l'Angleterre? Je verrai toujours le sourire navré d'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, me recevant le 10, et me parlant de cet abandon. Il est vrai que, comme à l'ordinaire, M. Lloyd George démentait lui-même le lendemain ses propres paroles.

Le 13, l'automobile du général Billotte, chef d'état-major

de la mission française, fut percée de balles, à petite distance de Varsovie, par une patrouille bolchevique. Le 14, l'exode des ministères s'acheva. Dans la nuit du 14 au 15, un train emmena les derniers diplomates demeurés à Varsovie, sauf le nonce, qui voulut demeurer à son poste, et que j'ai rencontré deux jours plus tard chez le prince Sapieha. Un autre convoi emmena les familles des fonctionnaires. C'était un aspect singulier que celui de cette gare encombrée. Les rares trains étaient combles. Le toit des wagons était couvert de soldats couchés. Les plus mauvaises nouvelles circulaient. Les bolcheviks avaient forcé la première ligne de défense de Varsovie, à Radszymin. Cependant on n'entendait pas un coup de canon. La gare était illuminée comme aux jours de la paix.

***

Les quelques journalistes français qui se trouvaient à Varsovie partirent pour Posen dans cette nuit du 14 au 15, par le train diplomatique. Mais à peine à Posen, dès la journée du 15, nous apprîmes que les bolcheviks nous autorisaient à suivre les négociations de Minsk. Malgré la pénurie des moyens de transport, le ministère de Posnanie voulut bien nous donner une automobile pour nous ramener à Varsovie. Nous partîmes à minuit, faisant en sens inverse le chemin que nous avions parcouru la nuit précédente.

Le 16 au matin, nous approchions de Varsovie, incertains de ce que nous allions y trouver. La campagne était silencieuse. Les officiers d'un régiment de cavalerie nous apprirent que les nouvelles étaient bonnes. La ville avait son aspect accoutumé, un peu moins peuplée, un peu plus fréquemment parcourue de convois. La contre-offensive polonaise était commencée.

Comme nous l'avons dit, elle consistait en deux manœuvres. A l'aile gauche, la Ve armée se portait contre la XVe armée russe : cette manœuvre eut lieu le 15. A l'aile droite la IVe armée se portait du Sud au Nord, en partant de la Wieprz, dans le flanc de la masse principale bolchevique qui attaquait Varsovie. Cette seconde manœuvre eut lieu le 16. Enfin le 17, la IVe armée, étant arrivée ainsi à la hauteur de la Ire,

toutes deux exécutèrent une attaque conjuguée sur Novo-Minsk, la Ire armée par sa droite, la IVe par sa gauche, dans deux directions perpendiculaires.

L'opération réussit. L'aile droite de la Ire armée avançait sur deux colonnes, la colonne de gauche était appuyée par un train blindé. Les bolcheviks opposèrent une assez vive résistance, et la colonne de droite reçut au départ un feu nourri d'artillerie. Mais cette résistance dura peu, et dans l'après-midi les Russes étaient en pleine retraite. J'ai assisté ce jour-là à la poursuite. Elle était triomphale, et même, si on y réfléchit, un peu alarmante à force de confiance. Derrière la pointe d'avant-garde venait l'automobile du général Haller, commandant le groupe d'armées du Nord, puis une seconde automobile où se trouvaient des officiers anglais : j'étais dans la troisième avec des officiers français, puis venaient d'autres voitures, italiennes, américaines, civiles, avec des hommes d'État, des journalistes, des officiers. Sur le côté droit de la route, les troupes marchaient au combat, infanterie en colonnes par quatre, artillerie, le tout en soutien immédiat de la première ligne. Le général Haller mit pied à terre. Les soldats en passant devant lui le saluaient de leurs cris. On n'eût jamais dit, en les voyant passer pleins d'enthousiasme et d'espoir, que c'étaient les mêmes hommes qui venaient de reculer de six cents kilomètres. Il est presque inconcevable que le moral change avec cette rapidité. Tout avait l'air de la victoire. Pendant que l'état-major se portait ainsi en avant, les tirailleurs fouillaient les bois à sa hauteur. Un mouvement suspect ayant été signalé à gauche, le général Haller arrêta lui-même une batterie et fit ouvrir le feu. Toutes les voitures s'étaient arrêtées. Nous étions montés sur une crête découverte, dune de sable d'où l'on voyait les clochers de Novo-Minsk. Le moindre retour offensif de l'ennemi, ou seulement quelques obus sur la route eussent mis dans la colonne polonaise un désordre désastreux. Mais rien ne vint. A la même heure, les bolcheviks évacuaient Novo-Minsk.

Que l'on imagine l'effet des mouvements de flanc sur cette armée rouge où les liaisons latérales manquent entièrement et où l'unité tournée voit arriver sur ses communications un adversaire dont rien ne lui a signalé la présence. Malgré

quelques traits de résistance locale, les bolcheviks se trouvèrent bientôt coupés en trois tronçons par la Ire armée avançant sur Bielostok et par la Ve armée avançant sur Mlawa. Les communications étaient si évidemment nulles que, le centre bolchevik enfoncé, la droite continuait encore d'avancer sur Thorn, au lieu d'essayer de se dérober. Avertie trop tard de la défaite, cette aile droite n'eut d'autre ressource que de se disperser dans les bois et de se réfugier en Prusse orientale. En quelques jours, Varsovie était entièrement dégagée, et l'armée bolchevique n'existait plus.

En même temps que l'armée était victorieuse, la situation diplomatique était raffermie. La France, en reconnaissant en Russie méridionale le gouvernement du général Wrangel, affirmait sa volonté de ne pas traiter avec les soviets. Enfin le gouvernement américain, dans une note au gouvernement italien, condamnait le bolchevisme du haut du Sinaï et le dénonçait comme l'opposé d'un régime de liberté. L'effet de cette note, connue le 17, fut immense à Varsovie. Elle était d'autant plus importante que loin de paraître hostile à la Russie, elle s'élevait contre le démembrement de ce pays, refusait de reconnaître les nouveaux États baltiques, et que de toute cette poussière de nations récemment inventées dans l'empire des tsars, n'en admettait que trois : la Pologne, la Finlande et l'Arménie.

Dans cette crise, le gouvernement de Moscou manœuvra avec habileté. Il nia le désastre, et s'il ne réussit pas à tromper les hommes d'État européens, il donna du moins le change au peuple russe. La seule conséquence politique de grande portée qu'on pût espérer de la victoire de Varsovie était un sursaut de la Russie se débarrassant de la tyrannie bolchevique. Ce sursaut ne se produisit pas, et le gouverneemnt de Lénine et de Trotsky sortit de cette secousse sans être sensiblement affaibli.

*
* *

L'invasion avait mis le paysan polonais en contact avec le bolchevik. Qu'en est-il résulté?

Et tout d'abord, y avait-il én Pologne une contagion bolcheviste à redouter?

Qu'il y ait à Varsovie un parti communiste, ce n'est pas douteux. On m'a dit qu'il n'est pas très puissant. Il y a de plus des bolcheviks dans le grand centre industriel de Lodz. Voici les renseignements que j'ai recueillis sur eux. Ce sont d'anciens ouvriers qui appartenaient aux usines avant la guerre, et qui sont revenus en demandant à reprendre leur place. Si on la leur refusait, les ouvriers faisaient en leur faveur une grève de solidarité. Si on les acceptait, on voyait bientôt sous leur influence de petites grèves se former et se renouveler. De ces ouvriers maximalistes, un dixième environ est assez intelligent pour raisonner sa doctrine, et pour l'exposer, sommairement, mais assez clairement. Le fond de leur pensée est celui-ci: nous avons jusqu'ici travaillé au profit du capital, il faut maintenant que le capital travaille à notre profit. Ils reconnaissent d'ailleurs qu'en Russie l'expérience a échoué. On est allé trop vite, disent-ils, et on a détruit brusquement le capital, en ruinant ainsi le pays et l'ouvrier lui-même. Ils gardent leurs doctrines, mais avec l'idée de les appliquer d'une façon mesurée et progressivement.

Cette région de Lodz se remet fort lentement de la guerre. Cette intrusion du bolchevisme, cette insécurité du personnel ouvrier sont pour quelque chose dans cette langueur. Mais elle a d'autres raisons. Les Allemands n'ont pas, comme en France et en Belgique, détruit la machinerie; mais la matière première manque : lin, laine et surtout le coton, qui était en grande partie importé d'Égypte. D'autre part le débouché principal était la Russie, aujourd'hui fermée, et on n'en a point cherché d'autres. Enfin toute l'industrie est grevée par les variations du mark polonais. Dans l'été 1919, le dollar ne valait encore que 10 marks; après la dégringolade, qui s'est faite en automne, il en valait 150. Dans un pays comme la Pologne, qui achète beaucoup à l'étranger, le change se répercute avec une fidélité et une sensibilité singulières sur tous les prix du marché.

Cependant la Pologne est surtout un pays agricole. Y a-t-il quelques raisons d'y craindre un communisme agraire? A cette question, on m'a invariablement répondu par la négative, en alléguant deux raisons. La première est que la propriété est déjà partiellement divisée. La seconde est que l'État

a pris les devants, la Diète ayant limité, par un vote de principe, le droit de propriété à une étendue de 400 hectares. Un partage des terres se trouve ainsi prévu, mais avant d'en venir à l'expropriation, l'État dispose de ressources diverses. Il peut lotir ses propres terres, qui sont étendues. Le clergé, qui dispose de vastes biens, est disposé à les répartir, avec un esprit de générosité vraiment digne de ce pays catholique. Enfin les propriétaires pourront échapper au partage des terres en industrialisant les cultures. Ainsi toute une série de mesures intermédiaires adouciront les lois agraires.

Il existe encore en Pologne quelques grands féodaux, aussi puissants sur leurs terres que l'étaient les vassaux de Louis XI, et qui, combinant cette espèce de puissance avec le luxe moderne, auront eu une existence dont l'histoire ne donne pas d'exemple. La plus grande fortune terrienne qui soit située entièrement en Pologne est, à ma connaissance, de 170 000 hectares. Que le temps condamne cette féodalité à disparaître, c'est probable. Mais il n'existe pas contre ces grands seigneurs de haines de classe. Leurs domaines sont en général très bien administrés. Eux-mêmes se sont montrés très bons patriotes. Je ne citerai que l'exemple du prince Sapiéha, ministre des Affaires étrangères, qui a levé un régiment à ses frais.

Enfin, dernière raison pour rendre le maximalisme impopulaire en Pologne, le peuple y reconnaît le gouvernement des Juifs, qu'il déteste. Au total, il ne semble donc pas que le danger de contagion bolcheviste soit aussi grand qu'on l'a dit parfois. L'expérience de l'invasion le diminue encore. Les Rouges, là où ils ont passé, ont dissipé les dernières illusions qu'on pouvait avoir sur leur compte en enlevant le bétail.

*
* *

Sans être au point de vue militaire une action de première grandeur, la bataille de Varsovie a eu des résultats plus éclatants que ceux de batailles plus meurtrières. En même temps qu'elle sauvait la Pologne, elle déjouait tout un plan que l'Allemagne avait machiné et qui devait jouer après la prise de la capitale.

Que l'Allemagne, ou plus exactement que le parti réactionnaire et pangermaniste, lequel a son foyer en Prusse orientale, ait été d'accord avec les bolcheviks, les preuves en surabondent. Tandis que le gouvernement de l'Allemagne affectait officiellement une neutralité rigoureuse, qui lui permettait d'interdire le passage des secours destinés à la Pologne, sous main les autorités prussiennes ravitaillaient ou laissaient ravitailler les bolcheviks. Voici quelques faits.

A l'extrémité nord-est de la Prusse orientale, il se trouve au nord du Niemen une petite bande de territoire, dont la principale ville est Memel, et qui est occupée par de faibles forces françaises, appuyées par une milice locale d'ailleurs peu sûre. Ce territoire enfoncé en coin entre la Lithuanie et la Prusse, les laisse en contact à l'est du point où il cesse lui-même. Or, par cette zone de contact, il a passé en contrebande, d'Allemagne en Lithuanie, 180 000 fusils. Je doute qu'ils aient été destinés aux quelque 20 000 hommes de l'armée lithuanienne. Mais le gouvernement lithuanien, ayant partie liée avec les bolcheviks, desquels il espérait les territoires qu'il conteste à la Pologne, servait d'intermédiaire entre l'Allemagne et Moscou.

Qu'en Prusse il se soit fait un recrutement pour l'armée bolchevique, la presse allemande le reconnaît elle-même. La *Gazette générale de Kœnigsberg* du 9 août parle du passage d'Allemands à travers la frontière pour rejoindre les armées rouges. Le même journal cite à Schirwindt un groupe de 20 hommes enrôlés pour l'armée communiste, et de 120 à Welawa. Près de Prostken, en un seul jour, plus de 100 personnes ont passé la frontière ; le taux quotidien, avoué officiellement, est de 20 ; quand l'armée bolchevique arriva à proximité de cette station, une commission de 7 membres fut la rejoindre, dont 4 employés de chemins de fer. La *Gazette de Prusse orientale*, du 8 août, cite un bureau d'enrôlement pour les armées bolcheviques dans le district de Popogen. La *Gazette de Munich* reçoit le 7 août une correspondance de Kœnigsberg qui dénonce les engagements qui se font pour l'armée rouge, tant intérieure qu'extérieure. « D'Insterburg, de Tilsitt, de Stallupœnen et d'autres endroits, on annonce avec certitude que les enrôlements se font en

quelque sorte publiquement, sans aucune intervention des autorités qui devraient veiller à la neutralité, quoique journellement les hommes ainsi enrôlés passent la frontière. » *Aus Insterburg, Tilsitt, Stallupœnen und anderen Orten wird zuverlæssig berichtet, dass die Werbungen gewissermassen auf offener Strasse erfolgen, dass eben von einem Eingreifen der Behœrden, die doch auch in diesem Falle fur Wahrung der Neutralitact zu sorgen hætten, nichts zu bemerken ist, obwohl tæglich Angeworbene ueber die Grenze gehen.* Même témoignage dans la *Freiheit* du 17 août. Le *Kœnigsberger Tageblatt* du 11 août ajoute que parmi les Allemands qui passent la frontière, on voit des officiers en uniforme. On peut dire que ces enrôlements sont de notoriété publique. Il se tient des réunions où l'on invite la population à entrer dans les armées rouges.

Les envois de matériel ne sont pas moins avérés. Vers le 13 août, six voitures de munitions ont passé par Allenstein, se rendant au front russe. Le même jour trois avions de bombardement, pouvant porter chacun de 25 à 30 quintaux de bombes, sont partis de Kœnigsberg pour la Russie. Le lendemain c'était un avion léger qui prenait le même chemin, monté par l'aviateur Krestensen. Le capitaine Bœlke était à Kœnigsberg et faisait des achats pour les bolcheviks.

Enfin les *Sicherheitswehren*, ces troupes d'élite destinées à fournir des cadres à une mobilisation, atteignaient en Prusse orientale un chiffre supérieur à 10 000 hommes. Les prescriptions de la conférence de Spa, ordonnant leur dispersion, sont restées lettre morte.

Ces faits sont assez éloquents. Mais les bolcheviks eux-mêmes se sont chargés de démontrer leur alliance avec l'Allemagne. En arrivant à Soldau, ville donnée à la Pologne par le Traité de Versailles, ils ont fait prêter au bourgmestre le serment de ne plus jamais rendre la ville aux Polonais. L'allongement de leur extrême droite, militairement justifiable jusqu'à Plock ou Wloclawek, s'est prolongé jusqu'à quelques kilomètres de Thorn. Bien mieux : les bolcheviks étaient attendus à Dantzig. Qu'y allaient-ils faire, sinon déchirer le traité, et rendre la Vistule à l'Allemagne?

La prise de Varsovie, annoncée prématurément par l'agence Wolff, était si bien escomptée par les Allemands pour le 15

ou le 16, qu'on a vu éclater juste à ce moment en Silésie des troubles qui devaient coïncider avec la chute de la ville. A Dantzig aussi ces jours ont été marqués par une crise d'arrogance des Allemands. Bolcheviks et junkers, assurés du succès, n'ont pas hésité à démasquer leur jeu et à afficher leur alliance. La bataille de Varsovie a contrarié brusquement leurs desseins. Mais c'est un avertissement précieux de les avoir connus.

Je dis à dessein junkers et bolcheviks. Nous ne devons pas sans preuve prêter à toute l'Allemagne les desseins d'un parti, qui causa tous les malheurs de l'Europe. Il ne paraît pas douteux que dans son ensemble l'Allemagne veut sincèrement la paix. Les socialistes indépendants, quand ils ont vu dans quel jeu les junkers les entraînaient, ne les ont pas suivis. Deux mille Bavarois ont même offert leurs services au gouvernement polonais contre l'armée des soviets.



Le péril qui a menacé la Pologne au moment même où elle renaissait a été conjuré par la victoire. Quels sont les moyens les plus propres à en empêcher le retour? Examinons sommairement les difficultés auxquelles la Pologne doit faire face.

On ne peut guère parler de son régime intérieur, qui est provisoire. Elle n'a pas encore de constitution. Elle est en fait gouvernée autocratiquement par un homme dont on ne peut méconnaître ni l'intelligence, ni la volonté, Joseph Pilsudski. Conspirateur, et l'un des meneurs de la révolution de 1905, mais à la vieille manière russe, par l'assassinat et le pillage des caisses, Pilsudski a dans l'intrigue et dans le maniement des hommes une singulière habileté, en même temps qu'il a gardé le goût de la machination et du mystère. Il y a dans ses projets du complexe et du ténébreux. Le fond de son caractère est une immense ambition, cachée sous une apparente simplicité. Persuadé qu'il est pour la Pologne l'homme du destin, il confond avec son patriotisme son désir de demeurer au pouvoir. Socialiste, il se sert de son propre parti comme d'un épouvantail pour dominer ses adversaires de droite. Il réduit leurs résistances en les menaçant de déchaî-

ner la révolution. Il ne dédaigne pas les petites habiletés. Il ne travaille que la nuit, mande les ministres à 11 heures du soir, les tient harassés jusqu'à 5 heures du matin, et obtient toutes les concessions de leur fatigue. Cette tactique n'a d'ailleurs pas réussi avec Paderewski, qui se trouvait être aussi un noctambule, et qui pouvait lui tenir tête.

On a dit que Pilsudski était germanophile ; il n'y a pas, à ma connaissance, de raison sérieuse de le penser. Il semble beaucoup plus exact de dire qu'il est xénophobe, et qu'il déteste les étrangers, d'où qu'ils viennent. Entouré d'une camarilla qu'il s'est créée, il supporte aussi impatiemment les conseils de l'amitié française que le succès de ses rivaux. Particulièrement avide de gloire militaire, il pense la conquérir du côté de l'Est. Il a ruiné le crédit d'un de ses rivaux, M. Dmowski, en le donnant pour russophile. Il est partisan d'une Russie affaiblie et divisée. Aussi son journal, le *Narod*, a-t-il critiqué la note même du président Wilson à l'Italie, si favorable à la Pologne, mais qui préconise la reconstruction de l'empire russe. C'est lui qui a lancé ses compatriotes dans la dangereuse expédition de Kiew. Comme il veut être partout, il a prétendu conduire à la fois le gouvernement et l'armée. De la victoire même de Varsovie, il a très adroitement cueilli les lauriers, quoiqu'il ne fût pour rien dans l'affaire, et il a subtilement profité de l'effacement discret du général Weygand.

Sa volonté souple et tenace s'est fait sentir de la façon la plus fâcheuse dans l'organisation de l'armée, dont il faut bien dire quelques mots, d'une part puisque la Pologne, entourée d'ennemis, doit avoir des forces capables de leur tenir tête, d'autre part parce que la France est directement intéressée à cette question.

En 1914, Pilsudski forma, avec des éléments polonais du royaume, deux légions qui combattirent contre les Russes dans l'armée autrichienne. Que ces légions soient restées ses préférées, que leurs officiers, souvent sans grande instruction technique, tiennent aujourd'hui une large place dans l'état-major polonais, on ne saurait en être surpris. D'autre part, après la défection de la Russie en 1917, le général Dowbor Musnicki forma, avec des éléments polonais ayant

servi dans l'armée russe, un corps d'armée, auquel s'en ajouta un second. Ces forces s'établirent dans la région de Minsk. Enfin quand les Allemands évacuèrent la Posnanie à la fin de 1918, des forces polonaises s'organisèrent dans cette région. Tous ces éléments, plus ou moins refondus et complétés, constituèrent ce qu'on appela l'armée grise.

Mais en même temps se formait en France une armée polonaise, en grande partie composée de volontaires, qui fut, pour son uniforme, appelée l'armée bleue, et qui était commandée par le général Haller. Cette armée, organisée à la française, avait des cadres français chargés d'instruire les cadres polonais, qui les remplaceraient. Elle fut aussitôt en butte à l'hostilité sournoise du gouvernement polonais et de l'armée grise. On employa tous les moyens pour la ruiner.

La 1re division arriva en Pologne le 30 avril 1919. Elle fut envoyée aussitôt en Volhynie, où elle arriva le 10 mai. Portée d'abord en direction de Czernowitz, elle reçut bientôt une orientation nouvelle et attaqua sur le Styr. Les troupes ukrainiennes qu'elle devait combattre s'évanouirent à son approche. Elle prit Lutzk et établit une tête de pont sur le fleuve. Or, dès le 25, elle était disloquée par le gouvernement polonais. Deux régiments d'infanterie et deux batteries restaient sur le Styr, avec mission de garder un front de 120 kilomètres. Le reste était envoyé à Czenstochowa, sous les ordres du commandant de l'infanterie divisionnaire.

A la 7e division, la moitié du matériel sanitaire, qui faisait un ensemble complet, fut prise par les médecins de l'armée grise. Pour n'avoir pas à dissoudre trop visiblement les unités bleues, on démobilisa tout ce qu'on put. A la 1re division, par exemple, des Polonais d'Amérique qui formaient 60 p. 100 de l'effectif, on ne garda que les officiers. D'autre part, les officiers français étaient en grand nombre touchés par la démobilisation et revenaient en France. Les divisions, ainsi anémiées, furent reconstituées à quatre régiments, par adjonction d'un régiment gris. Dès le mois de septembre, l'armée Haller n'existait plus. Le prétexte donné était la nécessité d'uniformiser les deux armées. Seulement on voit mal, ou plutôt on voit trop bien, pourquoi c'est justement l'armée bleue qui s'est fondue dans l'armée grise.

Il reste actuellement en Pologne une mission militaire française, qui, du moins jusqu'au mois d'août, était presque complètement dépourvue d'action. Sans doute, on avait soin de choyer son chef. Mais on dérobait aux officiers français la connaissance de tout ce qui pouvait être soustrait à leur vue, avec une mauvaise volonté qui allait parfois jusqu'à l'insolence.

Voici un exemple des difficultés auxquelles se heurtent nos officiers. Ils avaient organisé dans la région de Varsovie un ensemble de cours pour les officiers supérieurs, pour les commandants de compagnie, pour les chefs de section, enfin des cours d'éducation physique et de spécialités. Ces cours furent montés à grand'peine, et malgré une sourde opposition de l'état-major polonais. Les élèves étaient donnés à regret : de ces élèves mêmes, la majorité ne voulait rien apprendre, sauf les Posnaniens et certains officiers de l'armée Haller. Le personnel était exclusivement français, sauf les sous-officiers, à l'emploi desquels on formait peu à peu des Polonais.

A la dislocation de l'armée Haller, l'école ne fut pas détruite, mais on y introduisit le commandement polonais. Le directeur de l'école fut un colonel de moins de trente ans qui était dans l'enseignement avant la guerre. Le commandant français fut réduit au rôle de directeur d'études et aussitôt contrecarré. Trois ou quatre fois par semaine il arrivait que les élèves, retenus systématiquement ailleurs, n'assistaient pas aux cours. C'est par de pareils procédés que l'influence française, battue en brèche, tombe par morceaux.

Le remède est d'ailleurs simple, et je crois que tous les officiers français en Pologne sont d'accord à le réclamer. La mission française n'a jusqu'ici aucun contrat avec le gouvernement polonais, sauf en ce qui concerne la question financière, où ce gouvernement a montré une générosité systématique, et qui n'était pas sans calcul. Cet état de choses ne saurait durer. Il est indispensable qu'un véritable contrat de travail précise les droits et les devoirs de chacun, et qu'on tienne la main avec fermeté à son exécution.

Le soldat polonais est excellent. Mais en Pologne même tout le monde reconnaît la nécessité d'une réforme du corps des officiers. Les uns sont improvisés. Un général, qui com-

mande un groupe d'armées, était peintre il y a trois ans. Les autres ont importé les détestables habitudes de l'armée autrichienne, la pléthore des bureaux, le nombre encombrant d'officiers hors rang. Dans la région de corps d'armée de Graudenz, il y a 250 officiers pour l'état-major et les services. C'est dix fois plus que dans la formation française correspondante.

*
* *

La seconde question qui se pose et d'où dépend la tranquillité de l'avenir, est celle des limites à donner à la Pologne. Dans ces plaines de l'Est, où les frontières successives débordent et se recouvrent comme les houles de la mer, la république polonaise est en compétition au Nord-Est avec la Lithuanie, à l'Est avec la Grande-Russie, au Sud-Est avec l'Ukraine.

Les principes que j'ai entendu soutenir à Varsovie pour ce règlement étaient les suivants. Comme base du travail on acceptait de prendre la frontière ethnographique définie par le Conseil supérieur le 8 décembre 1919 (ouest de Grodno, ouest de Brest-Litowsk). Étant donné que l'enchevêtrement des nationalités est tel qu'aucune ligne ne peut les séparer, on se ralliait au principe posé par le professeur Romer, de Cracovie, à savoir que le nombre des Polonais au delà de la frontière, et le nombre des non Polonais en deçà de la frontière devaient être représentés par le même chiffre. Enfin, en admettant qu'il reste hors frontière une zone où les Polonais, sans avoir la majorité, forment encore des groupes assez nombreux pour que la Pologne s'y considère comme intéressée, il faudra trouver pour cette zone d'intérêt un *modus vivendi*.

Le problème de la frontière occidentale est autrement compliqué : là l'espace est précieux, et le peuple qui le dispute est le peuple allemand.

Entre l'Allemagne et la Pologne, il y a quatre zones de contact, dont le destin intéresse le présent et l'avenir : Prusse orientale, région de la Vistule, Posnanie et Silésie. En Prusse orientale on s'est trouvé, du nord d'Osterode au nord de Bischofstein et de Loetzen, en présence d'une population d'origine

nettement polonaise, parlant le polonais, mais protestante et fortement germanisée. On a remis son destin à un plébiscite qui a donné une forte majorité à l'Allemagne. Celle-ci avait exercé une pression violente. Un des procédés qu'elle a employés a été le suivant. Le Traité de Versailles dit que les habitants du territoire plébiscitaire participeront au vote. Mais il dit ailleurs que ceux qui sont nés dans le pays voteront. Les Allemands se sont emparés de cette clause, qui les favorisait étrangement. En effet elle donne le droit de vote à tous les enfants de fonctionnaires allemands, nés pendant que leurs parents se trouvaient en Prusse orientale, et domiciliés ensuite dans le reste de l'Allemagne. On les a ramenés en Prusse pour le plébiscite. D'après les Polonais, le nombre des voix ainsi ajoutées aux votes allemands serait très considérable. En Mazurie, en face de 500 000 habitants, il se serait trouvé 160 000 votants nés dans le pays et résidant en Allemagne. Quoi qu'il en soit, les Polonais eux-mêmes reconnaissent qu'il faudrait un changement long et progressif pour enlever à ce peuple slave la marque germanique. En fait, il ne peut guère être question de remettre en jeu les résultats du plébiscite.

A l'ouest de la Prusse orientale, nous rencontrons le cours inférieur de la Vistule, au delà duquel commence la Poméranie. C'est ici l'un des points les plus compliqués de la géographie politique de l'Europe.

Il y a en effet pour la Pologne un problème vital : c'est celui de son accès à la mer. Cet accès ne peut se faire que par la Vistule. Née en Pologne, traversant tout le pays par une large courbe, la Vistule est par excellence le fleuve national. Mais voilà une des singularités que crée l'enchevêtrement des colonisations et des conquêtes. Le port qui termine ce fleuve polonais est une ville allemande, Dantzig. De là une première difficulté. Faut-il laisser à la porte qui ouvre la Pologne sur la mer ce verrou allemand? Faut-il annexer une ville allemande à la Pologne?

Et voici une autre difficulté. Le cours inférieur de la Vistule, de Thorn aux environs de Dantzig, est franchement polonais. Du moins en parcourant la rive gauche en automobile, j'ai constaté que le peuple y parlait polonais. Ce ruban de terrain polonais sépare l'une de l'autre la Prusse orientale, située à

l'Est, du reste de l'Allemagne, situé à l'Ouest. Ainsi il faut de toute nécessité que la Pologne, pour avoir accès à la mer, coupe l'Allemagne en deux, en y intercalant une Vistule polonaise ; et pour que l'Allemagne reste une, il faut qu'elle sépare la Pologne de la mer, ce qui revient à l'étouffer.

Les auteurs du Traité de Versailles se sont trouvés très embarrassés et ils ont cherché un moyen terme. Posant en principe que la Pologne devait avoir un libre et sûr accès à la mer, ils ont donné aux Polonais le fleuve et sa rive gauche jusqu'en amont de Dantzig ; ils ont fait de la rive droite un terrain de plébiscite. Enfin, par les articles 103 et 104, ils ont décidé que Dantzig sera une ville libre, mais assujettie à certaines servitudes envers la Pologne.

Il n'y a pas actuellement de ville libre de Dantzig. Cette ville existera : 1° quand elle aura une constitution ; 2° quand elle aura signé avec la Pologne l'accord définitif qui réglera leurs rapports réciproques. A ce moment seulement, la ville libre sera constituée sous le contrôle de la Société des Nations. Aujourd'hui il existe simplement un *territoire de Dantzig*, administré par les Puissances alliées et associées, qui y ont envoyé un haut commissaire, Sir Reginald Tower, et qui l'occupent par deux bataillons, l'un anglais, l'autre français. Dantzig est donc un simple territoire d'occupation, comme la Rhénanie ou comme Memel. Quant aux relations avec les Polonais, elles ont été réglées par un traité provisoire, le 22 avril. Tout cela, qui est très clair, a été compliqué par une série d'usurpations de la ville, qui en est venue progressivement à annuler, de sa propre autorité, le Traité de Versailles.

Tout d'abord, de ville libre (*Freistadt*), Dantzig prétend se transformer en État libre (*Freistaat*). C'est une prétention formellement contraire au Traité de Versailles, qui n'emploie d'autre expression que celle de ville libre, et qui spécifie, comme base du futur accord dantzigois-polonais, que le gouvernement polonais assurera la conduite des affaires extérieures de la ville de Dantzig, et la protection de ses citoyens à l'étranger. Le traité assure encore à la Pologne le libre usage du port, le contrôle sur la Vistule et la disposition du réseau ferré.

Mais ici encore tout a été troublé par les espoirs éveillés dans

toutes les régions allemandes par l'avance des bolcheviks. On ne dira jamais assez combien la politique allemande était fondée sur la prise de Varsovie par les bandes rouges. Les Allemands de Dantzig ont cru voir l'armée bolchevique arrivant victorieuse et les réunissant de nouveau à l'Allemagne.

Peut-être n'auraient-ils pas bougé si le haut commissaire avait montré plus d'énergie. Mais Sir Reginald Tower s'est montré d'une insigne faiblesse. Préoccupé de gagner à tout prix « l'amitié des Dantzigois » (c'est sa propre expression), il en est venu à des compromis très singuliers. Ainsi, tandis que l'Allemagne restitue les machines volées à l'industrie en Belgique et dans le nord de la France, la ville de Dantzig ne rend rien. Certains industriels, comme le directeur de la fabrique d'armes, ont offert spontanément la restitution. Impossible : Sir Reginald Tower attend des instructions de Londres.

La *Sicherheitspolizei* n'est pas sérieusement contrôlée. Une inspection, annoncée trois jours d'avance, n'a été qu'une comédie. En fait, la mobilisation est préparée, en secret, et ajouterait, le cas échéant, 15 000 hommes aux forces allemandes. La ville a reçu d'Allemagne 10 000 caisses de munitions, et comme un des membres de l'assemblée municipale se récriait sur l'énormité de la dépense, le bourgmestre Sahm répondit que c'était un cadeau de la Prusse, provenant d'une répartition antérieure au Traité de Versailles. Un second bateau de munitions est arrivé par la suite.

Encouragés par le succès des bolcheviks et par la faiblesse du contrôle, les Dantzigois ont pris au cours de l'été l'attitude la plus hostile. On criait sur le passage des Alliés : *Heraus ! Kaputt !* Le 29 juillet, un pogrom de Polonais a été commencé.

Comme ils fondaient leur espoir sur la victoire des rouges, les Dantzigois y aidèrent à leur façon en refusant de débarquer les armes apportées aux Polonais par le *Triton*. Le haut commissaire fit faire le déchargement par des soldats anglais. Une instruction de Londres, qui lui interdisait même cette concession, arriva heureusement trop tard. Toutefois il ne la renouvela plus. Le débarquement des armes du *Triton* par les

soldats anglais dura dix-huit jours au lieu de trois, chaque jour de retard coûtant 300 livres sterling au gouvernement polonais. — Le *Saratof*, arrivant du Libau avec des hommes et des chevaux, a dû être déchargé hors du port, par des chalands. Enfin, le 20 août l'assemblée constituante déclara la neutralité de Dantzig ; le prétexte était la crainte de la vengeance des Russes s'ils occupaient la ville, et s'ils apprenaient que des munitions et des armes eussent passé par le port. « Nous ne voulons pas, dit un des députés, donner notre peau pour les Polonais. » Or cette neutralité qui ferme la Vistule et constitue un véritable blocus de la Pologne, violait non seulement le Traité de Versailles, mais l'accord du 22 avril, dont l'article 15 permet expressément l'imporation des munitions et du matériel de guerre.

Sur ces entrefaites, arrivaient coup sur coup trois bateaux portant des Polonais émigrés en Amérique et qui revenaient dans leur patrie. Ils ont été arrêtés et cantonnés hors de la ville dans des baraques à munitions. Enfin le 22, arrivaient des munitions transportées cette fois par un bateau de guerre français, le *Gueydon*, précédé le 21 par l'aviso l'*Ancre*. Le débarquement fut commencé, puis suspendu, et des négociations s'engagèrent. Ayant quitté Dantzig à ce moment, je n'en ai pas connu la fin. Mais il ne semble pas douteux que l'obstruction que fait cette ville pourrait être réduite avec un peu d'énergie. En tout cas tout le monde tombera d'accord qu'il est indécent que la municipalité de Dantzig soit maîtresse de bloquer à son gré la Pologne.

En amont de Dantzig, le cours de la Vistule doit être l'objet d'un règlement, le traité n'ayant pas tenu compte des réalités géographiques. Le fleuve coule entre des rives basses, dans une large vallée plate, bordée elle-même à quelques kilomètres de distance, par deux lignes de collines, qui constituent le lit majeur. Sur les collines de l'Est court la voie ferrée de Graudenz. La vallée, très fertile et très cultivée, est protégée contre les crues du fleuve par des levées, entretenues par les populations. Ces crues dépendent non seulement des eaux qui arrivent d'amont, mais de petits affluents locaux, descendant des collines du lit majeur et qui ont l'allure de torrents. Du côté de l'Est la ligne de partage qui jalonne les

têtes de ces torrents est de 2 à 10 kilomètres de la voie ferrée de Mlawa. Enfin un bras du fleuve, le Nogat, sert de décharge, et porte des écluses.

Tel est le système très délicat dans lequel le Traité de Versailles a taillé au hasard. On a donné aux Polonais, et c'est là l'idée directrice, le contrôle de la Vistule. Mais le territoire de la rive droite, formant quatre districts, a été soumis au plébiscite. Une frontière provisoire a été tracée à quelques centaines de mètres de la rive.

Cette frontière est évidemment absurde. Pour régler le cours de la Vistule la collaboration des populations des deux rives est nécessaire. Ces populations mêmes ont leur existence liée à celle du fleuve, et doivent logiquement appartenir au même État que ce fleuve. Les liens économiques entre les deux rives sont très forts et ne peuvent être rompus. Enfin que penser d'une solution qui donne aux Polonais le gouvernement du cours de la Vistule, tout en laissant aux Allemands le canal de décharge du Nogat et les écluses?

La solution minima, qui est vraiment indispensable, est de donner aux Polonais toute la vallée d'inondation jusqu'au rebord qui constitue le lit majeur, et que couronne la première voie ferrée, celle de Graudenz. Une seconde solution consisterait à donner à l'est de cette voie ferrée une bande de 5 kilomètres, considérée comme nécessaire pour fournir les matériaux qui permettent de régler le cours du fleuve. Enfin la troisième solution serait de pousser la frontière polonaise à l'est de la seconde voie ferrée, celle de Mlawa, autrement dit jusqu'à la ligne de partage des eaux qui descendent à la Vistule.

On engloberait ainsi dans la Pologne une grande partie des quatre districts plébiscitaires. Or ces districts se sont prononcés le 11 juillet pour le rattachement à la Prusse. A cette objection, les Polonais font diverses réponses. Ils font d'abord remarquer par quelle pression les Allemands ont obtenu la majorité. Là, comme dans le sud de la Prusse orientale, ils ont fait revenir, pour le vote, les fils de fonctionnaires nés dans le pays et actuellement domiciliés dans le reste de l'Allemagne, 40 000, dit-on, pour une population de 156 000 habitants. Une véritable terreur a régné et règne encore. Le

gouverneur militaire du district de Graudenz rapporte que 7 000 habitants des districts veulent rentrer en Pologne, les Allemands leur rendant la vie impossible. Des listes de proscription ont été dressées de ceux qui ont voté contre l'Allemagne. Il est certain que les esprits prussiens sont très échauffés, non seulement contre la Pologne, mais contre les Alliés. Après le plébiscite, la commission interalliée des chemins de fer à Deutsch Eylau avait reçu de Mayence l'instruction de se replier sur Marienburg. Mais à peine dans cette ville, la foule s'ameuta et le bourgmestre enjoignit aux commissaires de quitter immédiatement la ville. Ils furent mis dans le train et arrivèrent ainsi à Dantzig.

Les Polonais font remarquer encore que le Traité de Versailles ne donne pas au plébiscite des districts de la Vistule une valeur rigoureusement impérative. Ils s'appuient sur un exemple, celui de la Silésie de Teschen, c'est-à-dire de la partie de la Silésie qui faisait partie de la monarchie austro-hongroise et que les Puissances ont partagée entre la Tchéco-Slovaquie et la Pologne d'après la répartition non des races, mais du charbon, qui a été laissé aux Tchéco-Slovaques. Ils demandent que, de même qu'on a préféré à Teschen une raison économique à une raison ethnographique, à leur détriment, on fasse de même sur la Vistule, à leur avantage, en restant d'ailleurs dans l'esprit du traité, et en se conformant à une véritable nécessité. Ils font enfin remarquer que le corridor de la Vistule, pris dans l'étau des terres allemandes, est dans une situation très dangereuse, et que le nœud de voies ferrées de Deutsch Eylau est nécessaire à sa sécurité.

Je ne fais naturellement que répéter ces arguments ; ce qui semble du moins raisonnable et nécessaire, c'est d'attribuer aux Polonais tout le lit majeur de la Vistule, jusqu'aux collines qui le bordent. Aucun géographe ne peut comprendre qu'il en soit autrement.

La question du corridor de la Vistule est certainement la plus grave de celles qui divisent la Pologne et l'Allemagne ; mais la perte de la Posnanie est aussi pour les Allemands un coup très sensible. Pendant plus d'un siècle ils avaient travaillé à germaniser cette province polonaise. Dans la lutte, il s'est trouvé que les Polonais ont pris quelques-

unes des qualités de leurs vainqueurs : l'esprit d'ordre et d'organisation, le goût du travail, la ténacité dans l'effort. En arrivant dans la province on est surpris du bel état des cultures ; en arrivant dans la ville, de sa propreté et de sa bonne tenue. Les administrations fonctionnent avec exactitude, les institutions sociales sont développées, les méthodes agricoles perfectionnées, tout le pays riche et prospère. Mais il est resté en même temps profondément polonais. La façade allemande imposée par la force est tombée d'un seul coup. On n'entend que le polonais dans ces rues de Posen, où il était interdit de le parler. La haine de l'Allemand est plus forte là que partout ailleurs, et en même temps la sympathie pour la France. La province a gardé jusqu'ici une sorte d'autonomie ; elle a une administration propre, dont le chef siège au conseil des ministres. C'est ce qui lui a permis de décider, au moment le plus critique de la campagne, la création d'une armée posnanienne, obtenue en mobilisant de nouvelles classes ; on comptait mettre ainsi debout trois bonnes divisions. Elles étaient équipées par des contributions volontaires. Les banques populaires, les industriels, les propriétaires donnaient un demi-milliard de marks. Les anciens sous-officiers de l'armée allemande devenaient officiers.

Au sud de la Posnanie commence le territoire plébiscitaire de Silésie. Je ne peux en parler en témoin, ne l'ayant pas visité. On me parle de paysans polonais extrêmement attachés à leur nationalité, et ayant résisté, malgré leur foi religieuse, aux efforts que le clergé a faits pour les germaniser. Les récents incidents de Bréslau (probablement un coup de force allemand qui devait accompagner la chute de Varsovie) ont montré combien là aussi la lutte est vive entre Polonais et Allemands.

*
* *

Placée entre deux États dont aucune barrière ne la défend, la Pologne ne peut avoir quelque sécurité qu'en s'assurant solidement l'alliance de l'un d'eux. Sa politique est condamnée soit au système allemand, soit au système russe.

Pendant la guerre de 1914, des Polonais, dont la bonne foi

n'est pas douteuse, mais dont la clairvoyance a été insuffisante, ont cru politique de s'appuyer sur l'Allemagne. Il y a eu en Pologne, comme en Flandre, et avec plus d'excuses, des activistes. Ils parlent peu en ce moment. Il est bien difficile en effet de ne pas voir que si la guerre actuelle paraît se faire entre Polonais et bolcheviks, on trouve derrière les bolcheviks les Allemands, qui sont les véritables ennemis.

Entre la Pologne et l'Allemagne, il y a des motifs de division inexpiables. Au contraire, la Pologne, en lutte contre l'oligarchie bolchevique, combat bien plus pour la Russie que contre elle. Elle pourrait écrire sur ses drapeaux, comme en 1863 : « Pour notre liberté et pour la vôtre. » Les plus sages des hommes d'État polonais entrevoient une paix fondée sur un rapprochement entre les deux grands peuples slaves : la Russie guérie et la Pologne ressuscitée.

HENRY BIDOU

LE MÉNAGE CLAYHANGER[1]

VI

EN FAMILLE

En entrant chez Tantine Hamps, dans King Street, Hilda fut accueillie par une odeur de confiture de prunes en voie de confection. Sur le feu de la cuisine se trouvait la brillante bassine de cuivre consacrée à la manufacture des conserves de tout genre. Des rangées irrégulières de pots en terre et en verre s'étendaient sur la table.

— Elle va descendre, — dit la bonne brusquement.

— Voulez-vous que j'attende dans le salon?

La maison, âgée d'environ soixante-dix ans, occupait une situation respectable dans le meilleur endroit de King Street. Elle avait jadis été occupée par un dentiste d'une certaine importance et possédait un jardin dont Tantine Hamps avait fait un désert. La vieille dame était magnifique, mais sa magnificence se limitait à elle-même. Elle pouvait être d'une générosité sublime et exercer une hospitalité somptueuse, mais seulement dans des occasions particulières. Ses thés, auxquels on trouvait toujours un ananas frais et de grand prix, des gâteaux merveilleux, du saumon en conserve et des cou-

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er octobre 1920.

verts d'argent, étaient renommés, mais le niveau général de son train de vie était très médiocre. Ses bonnes qui avaient été nombreuses, encore qu'elle n'en eût jamais eu plus d'une à la fois, n'étaient pas seulement obligées d'être des Méthodistes de la confession de Wesley, d'aller à l'office du dimanche soir et dans la semaine à des conférences d'instruction religieuse pour y confesser leurs péchés et démontrer la puissance du Christ — elles étaient en outre obligées de manger de la graisse au lieu de beurre. Leur maîtresse elle-même en mangeait si le beurre manquait ou augmentait de prix. Elle se considérait comme une ménagère extraordinaire. C'était une martyre de l'idéal que peut concevoir une ménagère. Son existence avait été surtout une lutte sans fin pour tenir la maison propre — pour avancer dans cette besogne. La maison allait toujours être propre et ne l'était jamais en dépit d'un savonnage, d'un encaustiquage, d'un récurage, d'un frottage éternels. Le nettoyage du printemps durait six semaines dans cette maison. Les jours de réception, les efforts dépensés pour obtenir que la bonne fût bien habillée à l'heure du thé étaient désespérés et pas toujours heureux.

Tantine Hamps n'avait aucunement l'instinct du confort ni celui de la beauté. Elle était incapable de s'allonger dans un fauteuil, et elle considérait le linoléum comme une des inventions les plus satisfaisantes des temps modernes. Elle « économisait » ses tapis au moyen de carrés de linoléum qui montraient souvent la corde aux bords et, dans certaines pièces, il y avait plus de linoléum que d'autre chose. Quand il fallait renouveler ses affaires elle n'achetait que du linoléum — à moins que quelque vente de charité au bénéfice d'une chapelle ne la forçât de faire l'acquisition d'un coussin de satin ou d'un écran peint à la main. Tout son ameublement était vieux, décrépit et laid ; il appartenait à la pire époque victorienne, alors que la moindre trace du XVIIIe siècle avait disparu. Sa demeure avait toujours quelque chose de déprimant.

Elle restait déprimante même au milieu des largesses, car alors la profusion des tables faisait ressortir la médiocrité du reste et donnait une impression de malaise. D'ailleurs Mrs Hamps ne savait pas être naturellement hospitalière. Elle ne savait rien être ni rien faire naturellement. Elle ne pou-

vait pas plus se débarrasser de son hypocrisie que de sa propre peau. Elle était absolument impitoyable dans sa façon de recevoir. Et pour la satisfaire il fallait toujours que ses invités mangeassent trop. Elle était tellement décidée à se démontrer à elle-même la générosité de son hospitalité, qu'elle ne laissait jamais quelqu'un tranquille avant de l'avoir bourré à éclater.

Hilda s'assit avec un air sombre dans le salon râpé au milieu d'albums de photographies en maroquin, d'oléographies, de bibelots dans lesquels les perles jouaient une grand rôle, et renifla une forte odeur de confiture. Et dans la violence de sa révolte contre cette éternelle et répugnante idolâtrie du ménage dont Tantine Hamps offrait un exemple classique, elle se jura d'acheter la pire des confitures plutôt que de faire la meilleure, de ne jamais chercher la poussière sous la table, de ne se laisser persuader sous aucun prétexte de s'occuper de son ménage après midi et d'abolir complètement le grand nettoyage du printemps.

Puis Tantine Hamps fit son entrée, dans une toilette noire splendide et pourtant sobre qui lui permettait d'affronter le monde. Sa taille était comme toujours droite et vigoureuse, son œil brillant, son teint admirable, son sourire satisfait et hospitalier. Elle ne se doutait nullement qu'elle était morte ainsi que toute sa génération et qu'Hilda y était pour quelque chose.

— C'est gentil à vous, Hilda. C'est un véritable honneur.

Puis avec un air malin :

— Je fais mes confitures.

— C'est ce que je vois, — dit Hilda, voulant dire que c'était ce qu'elle sentait. — Je suis passée pour tâcher de voir Maggie.

— Maggie est sortie il y a une demi-heure.

Tantine Hamps avait pris une expression mystérieuse. Hilda se demandait : « Qu'est-ce qu'elle me cache? »

— Oh! ça ne fait rien, — reprit-elle. — Vous sortez, vous aussi, Tantine?

— Comme je regrette de n'avoir pas su que vous veniez, ma chère enfant! Voulez-vous rester et prendre une tasse de thé?

— Non, non ! je ne veux pas vous retarder.

— Mais ce sera un plaisir pour moi, — protesta la tante avec chaleur.

— Non, non, merci ! Je vais vous accompagner un bout de chemin. De quel côté allez-vous?

Tantine Hamps hésita. Elle se trouvait au pied du mur.

« Qu'est-ce qu'elle me cache? » se demanda encore Hilda.

— A dire vrai, — dit Tantine Hamps, — j'allais faire un tour chez Clara.

— Hé bien, j'irai avec vous, Tantine.

— Oh ! c'est ça, — s'écria-t-elle, presque avec passion. — Je vous en prie ! Je suis sûre que Clara sera ravie.

Elle ajouta sur un ton détaché :

— Maggie y est.

Hilda pensa :

« Évidemment elle n'a pas envie que j'y aille. »

Après que Mrs Hamps eut examiné le contenu de la grande bassine de cuivre et donné à sa bonne les instructions les plus minutieuses, les deux femmes se mirent en route.

— Je ne serai pas tranquille jusqu'à mon retour, — dit Tantine Hamps. — Si vous n'êtes pas tout le temps derrière les bonnes, elles ne se remuent plus.

Lorsqu'elles franchirent la grille de la maison des Benbow, la porte se trouvait déjà ouverte et Clara tenant par la main Rupert, son plus jeune enfant, se tenait prête à les recevoir avec un sourire. Elle les avait vues arriver évidemment, d'une des « bows-windows ». Ce petit fait, fortifiant dans l'esprit d'Hilda la conviction graduellement formée que les Benbow étaient toujours en train de guetter et que leur vie entière n'était qu'une vaste machination pour tirer quelque avantage d'autrui, elle sentit se ranimer ses préventions contre sa belle-sœur. De plus Clara avait mis une de ses plus belles robes et son regard avait une expression particulière et gênée où il y avait de la confusion et de la ruse. Néanmoins la jolie fragilité de son visage à la peau merveilleuse et sa façon, à la fois virginale et maternelle, de tenir bien fort la main de son enfant réagirent considérablement contre les préventions d'Hilda.

Rupert avait une toilette toute neuve et toute blanche,

toute brodée et ornée de mille petites garnitures fantaisie; il n'avait pas encore eu le temps de se déchirer ni de se salir et sa bavette seule portait une goutte de confiture. Son bras droit dodu se tenait tout droit en l'air pour atteindre à la hauteur immense de la main de sa mère, cette géante protectrice. Son petit corps s'en trouvait tout rejeté à gauche et cela lui donnait un air comique et convaincu. C'était un joli enfant et sérieux aussi, avec une expression qui annonçait un bon caractère. Il avait récemment acquis le don merveilleux de la parole... C'était extraordinaire de constater comment ce cerveau enfantin ajoutait les mots aux mots et les phrases aux phrases, et inventait même (comme s'il n'y en avait pas eu assez) des mots délicieux et de drôles d'expressions qui décrivaient de façon saisissante ! Personne n'eût pu s'étonner qu'il devînt tout de suite le centre des embrassades. Sa grand'-tante le saisit dans ses bras et il permit sans la moindre répugnance à cette dame vénérable d'enfouir son nez dans son visage et son cou.

— Venez par ici, voulez-vous? — dit Clara avec effusion, tout en montrant les salons d'un geste de conspiratrice ; de la salle à manger s'échappaient des bruits confus. — Albert est là. Comme je suis contente que vous soyez venue ! — ajouta-t-elle à l'adresse d'Hilda.

Tantine Hamps murmura dans l'oreille de celle-ci sur un ton d'avertissement :

— C'est l'anniversaire de Bert.

Une quinzaine auparavant Hilda avait entendu des rumeurs concernant l'approche de cet anniversaire — son douzième — ce qui en faisait une importante solennité, mais elle avait eu le grand tort de l'oublier.

— Comme je suis heureuse que vous soyez venue, — répéta Clara dans le salon. — Je craignais que vous ne fussiez froissée. J'ai pensé qu'il valait mieux vous faire entrer ici d'abord pour tout vous expliquer.

— Miséricorde ! — s'écria Tantine Hamps l'interrompant et promenant son regard autour d'elle. — Nous nous mettons bien !

— Est-ce que vous aimez mon nouveau salon? — demanda Clara en rougissant.

Tantine Hamps fit en réponse un des plus gros mensonges de sa carrière. Elle dit avec enthousiasme qu'elle aimait en toute vérité le nouvel ameublement. Celui-ci était une preuve, pour Tantine Hamps, que le monde ne veut jamais se tenir tranquille. Il ignorait complétement tous les vieux idéals de l'époque victorienne. Il semblait fait de bois de rose avec une marqueterie couleur saumon qui se terminait en entrelacs et en nœuds. Mais il y avait aussi une forte proportion de blanc, car le ripolin venait de s'introduire à Bursley et allait devenir une rage. Parmi les meubles se trouvait un escabeau de laitière à trois pieds en sapin ripoliné et orné de nœuds couleur saumon imitant le satin. Le monde venait d'être frappé par ce qu'il y avait d'original à mettre un escabeau de laitière dans un salon ; cette bizarrerie exerçait une formidable attraction sur la plupart des gens. Il n'y avait guère de maîtresse de maison qui, en voyant un dans le salon d'une amie, ne décidât d'en avoir un dans le sien et ne prît des mesures en conséquence. Clara se trouvait parmi les premières à en posséder. Elle était un des pionniers de la mode. Dix ou cinq ans auparavant elle s'était emparée de l'adjectif « esthétique » et l'employait comme un terme de mépris avec une idée vague de ce qu'il signifiait. Maintenant — tel est l'effet miraculeux du temps — elle se trouvait prise dans le mouvement qui avait fini par s'étendre jusqu'aux Cinq Villes. Elle s'était convertie, était devenue captive volontaire et rien ne pouvait surpasser son mépris pour ce qu'elle avait jadis exclusivement admiré. Dans cette maison respectable qui appartenait à la pleine époque victorienne, les idées nouvelles et ce qu'elles comportaient de brillant, de frais, d'excentrique, de fragile, d'éphémère avaient pénétré et intimidaient Tantine Hamps elle-même.

Hilda fit poliment des éloges, mais du bout des lèvres. Livrée à elle-même elle n'eût pas été hostile au goût du jour, ou du moins à ses productions plus raffinées et plus coûteuses, mais l'influence d'Edwin lui avait appris à les mépriser. Le goût d'Edwin en ameublement, qu'il avait hérité des Orgreave, négligeait le moderne et remontait même au delà de la plus ancienne époque victorienne. Néanmoins ce qui rebutait Hilda dans le salon de Clara n'était point son style

ni son ripolin, ni ses fioritures ni la qualité évidemment inférieure de son vernis, mais simplement le fait qu'il avait été mis en montre dans la vitrine de Nixon, le marchand de meubles, avec une étiquette indiquant le prix. Hilda n'aimait pas cela. Assise dans ce salon, elle éprouvait l'illusion de se trouver dans le magasin de Nixon. De plus celui-ci avait maintenant installé dans sa vitrine un autre ameublement de salon exactement semblable à celui de Clara. Il semblait extraordinaire à Hilda que sa belle-sœur ne rougît pas de la publicité faite à son mobilier ni de ce qu'il fût ainsi entièrement reproduit. Mais il n'en était rien. Au contraire, elle semblait tirer une satisfaction mystérieuse du fait même que des mobiliers exactement semblables au sien étaient rencontrés ou allaient l'être dans d'innombrables salons. Elle s'inquiétait peu d'ailleurs que le prix de son salon fût de notoriété publique.

— Asseyez-vous, je vous en prie, — dit-elle avec trop d'insistance.

Elle était tellement préoccupée que l'indifférence d'Hilda à l'égard de sa nouvelle acquisition lui échappait.

Toutes les trois s'assirent, mettant dans leurs mouvements une élégance qui s'harmonisait avec celle du joli salon, et Rupert s'appuya avec lassitude contre la belle robe de sa mère.

— Je suis bien contente que vous soyez venue, — répéta celle-ci à Hilda avec un sourire d'une douceur écœurante. — Je voulais tant vous expliquer comment il se fait que nous n'ayons pas invité George. J'avais peur que vous ne fussiez froissée.

— Quelle idée ! — murmura Hilda, aussi naturellement que cela lui fut possible.

Ses narines frémissaient comme si elle se fût trouvée mal à l'aise dans cette atmosphère de petites brouilles et de malentendus que Clara respirait avec tant de délices. Elle se mit à rire pour rassurer Clara et aussi parce qu'elle se réjouissait de penser que depuis des jours Clara se la représentait comme en train de se demander avec chagrin pourquoi aucune invitation ne parvenait à George, alors qu'en réalité elle n'avait pas un instant songé à cet anniversaire.

Elle regretta de n'avoir pas de cadeau pour Bert, mais décida de lui donner une demi-couronne pour son livret de caisse d'épargne, dont elle avait entendu beaucoup parler.

— A vrai dire, — dit Clara se lançant dans des explications, — nous avons eu beaucoup d'ennuis avec Bert. Albert a été très tourmenté. Ce n'est qu'avant-hier qu'il a pu lui faire dire la vérité sur ce qui s'était passé le soir de votre réception, Hilda, quand il s'était sauvé après s'être couché. Albert lui a dit : « Je ne vous fouetterai pas et je ne vous mettrai pas au pain sec. Mais si vous ne me dites pas ce que vous avez fait ce soir-là, il n'y aura pas d'anniversaire et pas de fête pour l'anniversaire, voilà tout. » Aussi Bert a fini par céder. Et savez-vous ce qu'il avait fait? Il avait fait des prières publiques avec votre George et ce petit Clowes qui habite à côté de chez vous. Est-ce que vous étiez au courant?

Hilda secoua bravement la tête. Officiellement elle ne savait rien.

— Mais c'est inouï, une chose pareille, — s'écria Tantine Hamps.

— Oui, — continua Clara, après avoir repris haleine. — Et, d'après Bert, ils demandèrent un canif pour votre George et le canif arriva. Puis ils demandèrent une bicyclette pour notre Bert, mais elle n'arriva pas, et Bert et George eurent une terrible dispute et George donna le canif à Bert, le força de l'acepter et lui dit qu'il ne lui parlerait jamais plus de sa vie. Albert avait d'abord envie de corriger Bert pour lui avoir menti et manqué de respect, mais à la fin il en vint à la conclusion que Bert, dans tous les cas, disait ce qu'il croyait être la vérité... Et ce petit Clowes est si jeune ! Bert voulait naturellement qu'on célébrât son anniversaire, mais il nous pria, nous supplia de ne pas inviter George. Aussi avons-nous fini par décider qu'il valait mieux lui céder. Voilà toute l'histoire. Ainsi George ne vous a rien dit?

— Pas un mot, — répondit Hilda.

— Et ce petit Clowes est si jeune ! — répéta Clara.

Elle alla soudain prendre un canif sur la cheminée et l'offrit à Hilda.

— Voilà le canif. Bien entendu, Albert le lui a pris.

— Pourquoi? — demanda naïvement Hilda.

Mais Clara flaira quelque satire et l'écarta d'un regard.

— Ce n'est pas le canif d'Edwin, je suppose? — demanda-t-elle d'un ton sévère.

— Non, je ne l'ai jamais vu. Pourquoi?

— Nous pensions qu'Edwin aurait pu entendre les enfants et leur aurait jeté un canif par-dessus le mur. Ç'aurait été bien de lui !

— Oh ! non.

Cette dissimulée d'Hilda sembla chasser bien loin la possibilité d'une chose pareille.

— Je suis bien sûre qu'il n'en a rien fait, — dit-elle.

Puis elle ajouta malicieusement en tendant le canif à Clara :

— Je croyais que vous autres aviez confiance dans l'efficacité de la prière.

Clara ne lui pardonna jamais ces simples mots.

L'instant d'après, ayant restitué le canif magique à la cheminée et pris possession de son bébé, elle montra le chemin de la salle à manger.

— Venez, Ruppy, mon chéri, — dit-elle.

« Ruppy ». Hilda s'amusa intérieurement à l'imiter, se moquant de l'absurdité de ce diminutif.

— Si vous me demandez mon opinion, — dit Tantine Hamps, décidée à sauver l'honneur de la famille, — c'est ce petit gamin de Clowes qui est responsable de ce qui s'est passé. J'y ai pensé depuis que vous m'avez raconté l'histoire hier soir, Clara, et je suis presque sûre que ce doit être la faute de ce petit gamin de Clowes.

Elle était magnifique. Ce n'était plus une ménagère préoccupée par sa confiture, mais une figure grandiose qui se détachait sur le monde symbolique et à qui était échu le devoir de sauver les apparences pour le bien de l'humanité tout entière.

Bert, portant lunettes, était assis au haut bout de la table et à l'autre bout se trouvait sa Tantine Maggie ayant en face d'elle un plateau de thé. Des deux côtés de la table se trouvaient ses sœurs, la mince Clara, la grosse Amy et la petite Lucy — la première presque de l'âge de Bert — et son père. Deux assiettes parsemées de miettes montraient que sa

mère et Rupert avaient quitté le repas pour aller accueillir les nouvelles arrivantes. La salle à manger était presque pleine ; elle avait une odeur de thé, de gâteaux et d'enfants.

— Hé bien, nous voilà, — dit Clara, entrant gaîment avec ses invitées et Rupert. — Ça va bien, vous autres?

Elle jeta à Albert un regard qui signifiait : « J'ai tout expliqué, mais Hilda est une bien drôle de créature. »

— Numéro un, — répondit Albert. — Allo, toutes les tantines !

— Albert a quitté l'usine de bonne heure exprès, — dit Clara pour expliquer la présence de son mari.

C'était un homme heureux. A peine adolescent, il s'était adonné aux Écoles du Dimanche comme certains jeunes gens s'adonnent au vice. Il aimait à exercer son autorité sur les enfants et l'expérience lui avait enseigné les principaux trucs à employer avec eux. Sous une apparence de bienveillante autocratie, il savait maintenir une discipline impitoyable. Il n'éprouvait aucune honte à être laissé à la surveillance d'une tablée d'enfants pendant que sa femme allait prendre part à une entrevue diplomatique. En même temps, il avait son orgueil. Ainsi il ne voulut exprimer aucune surprise, ni même aucun plaisir de la présence d'Hilda, sa théorie étant que cette présence devait être acceptée comme toute naturelle. Il était d'ailleurs préoccupé par ses fonctions de chef de table et ne s'en cachait pas. Il serra la main des dames d'une façon négligente qui semblait dire : « En ce moment ce qui importe par-dessus tout c'est ce thé d'anniversaire. Je le dirige très bien. Glissez-vous, sans attirer l'attention, aux places qui vous sont assignées et laissez-moi continuer ma direction. »

Il veilla néanmoins à ce que tous les enfants se levassent poliment pour saluer suivant les règles. Il ne les quittait pas du regard. Il attachait de l'importance à chacun de leurs petits actes dans toutes leurs séries de petits actes. Lorsqu'il découpait le gâteau il avait l'air d'annoncer au monde : « Voici un beau gâteau. J'ai soigneusement pesé ses mérites et maman en a fait autant. Nous sommes en toute vérité arrivés à une conclusion bien définie et favorable qui est que ce gâteau est un beau gâteau. Je vais maintenant le découper. Cette opération est importante. Regardez-moi découper et

puis distribuer les parts. La sagesse et la justice vont présider à cette distribution. » Même lorsqu'il passait le sel, il avait l'air de passer l'extrême-onction.

La première allusion aux cadeaux vint de Tantine Hamps, qui remarqua avec enthousiasme que Bert avait l'air d'un vrai petit homme avec ses belles lunettes neuves. Bert, rouge, sombre, fier pourtant et surtout mal à l'aise, se sentit encore plus gêné en entendant cette remarque. L'oculiste lui avait ordonné de porter des lunettes et ses parents avaient eu la dureté de lui offrir ses premières comme cadeau d'anniversaire. Ils avaient tellement insisté sur la beauté et l'originalité de leur idée, que Bert lui-même en était presque venu à croire que recevoir une paire de lunettes comme cadeau d'anniversaire constitue un grand événement dans la vie d'un petit garçon. Il portait maintenant ses lunettes pour la première fois. Dans l'ensemble, les idées sombres l'emportaient sur l'orgueil à en juger par son attitude, et son âme mystérieuse, qui avait dérouté son père pendant une semaine, se montrait parfois furtivement à travers ces lunettes et critiquait amèrement cette institution des parents. Il mangeait avec zèle. Tantine Hamps se penchant sur lui abattit bientôt un demi-souverain sur son assiette poisseuse. Tout le monde fit semblant d'être stupéfait de tant de générosité, bien que personne parmi ceux qui avaient quelque titre à prophétiser ne se fût attendu à moins. Presque au moment où l'or fit entendre son tintement sur l'assiette, Clara dit :

— Qu'est-ce qu'on dit à présent?

Mais Albert dit avec une bienveillance de connaisseur :

— Laissez-le tranquille, maman ; il le dira très bien.

— J'en suis sûre, — convint sa mère.

Et Bert le dit, en rougissant et en tripotant nerveusement sa pièce. Et Tantine Hamps demeurait sur sa chaise, semblable à une déesse antique, sereine, superbe, moralement immense. Et même ses ongles sales et abîmés n'enlevaient rien à son aspect grandiose. Elle avait beau nourrir ses domestiques avec de la graisse, elle savait quand il le fallait jeter aussi bien que n'importe qui les demi-souverains.

Alors, ouvrant son porte-monnaie, Hilda ajouta cinq shillings au milieu d'exclamations admiratives sincères et insin-

cères. A côté de l'or de Tantine Hamps, les deux demi-couronnes faisaient pauvre effet, et Hilda, en conséquence, continuant ses largesses, dit :

— Ça, c'est de la part d'oncle Edwin. Et voici, — elle ajouta un florin et trois shillings au trésor, — de la part de Tantine Hilda.

Elle s'exprimait à peu près comme les autres et elle s'en voulait de céder ainsi à l'influence du milieu Benbow, mais elle ne pouvait s'en empêcher ; cette influence envahissante conquérait tout le monde. Elle se sentait gênée. Et la gêne de Bert fut augmentée à son tour tandis que les exclamations augmentaient de force et de sincérité. Bien qu'il connût à cette heure le mélancolique orgueil que donnent les grands biens, il savait parfaitement que cet argent n'aurait pour lui aucune valeur réelle. Les cadeaux qu'on lui avait faits et qui étaient tous des cadeaux utiles (sauf un bouquet de fleurs offert par Rupert) n'avaient à son point de vue aucune utilité. Ainsi cette jeune et élégante Clara lui avait, sur les conseils de ses parents, donné un peigne. Si tous les peignes du monde avaient été victimes d'une destruction soudaine, Bert ne les aurait pas regrettés — il en aurait même été enchanté. Et en ce qui concernait ses lunettes, il eût préféré la perspective de devenir aveugle en pleine vie à l'obligation de les porter. Comment s'étonner que son père n'eût pas sondé l'esprit de cette étrange créature?

Albert considérait avec transport le beau spectacle offert par l'assiette. Elle lui rappelait agréablement celle qui servait aux collectes après le sermon prononcé à l'occasion des anniversaires des Écoles du Dimanche. Au bout d'un instant la conversation aborda le chapitre des livrets de Caisse d'épargne. Chaque enfant en avait un et leurs richesses étaient stupéfiantes. Rupert lui-même recevait l'intérêt à deux et demi pour cent de six livres et dix shillings. Grâce à leur esprit d'économie, les autres enfants avaient acquis des sommes qu'on pouvait mentionner avec satisfaction même devant la brillante épouse du membre le plus riche de la famille. La petite Clara était la plus avancée de toutes.

— C'est moi qui ai le plus, n'est-ce pas, papa? — dit-elle avec complaisance. — J'ai plus que Bert.

Personne ne paraissait comprendre comment il se faisait qu'elle eût dépassé Bert qui avait eu plus d'anniversaires et plus de Christmas. L'infériorité de son aîné ne pouvait être attribuée à sa dissipation ni à son imprévoyance, car aucun enfant n'avait la permission de dépenser un centime. La Caisse d'épargne dévorait tout et ne restituait jamais rien. Néanmoins Bert était maintenant en train de monter, et sa mère l'exhorta à faire de son mieux à l'avenir. Puis elle prit l'argent de l'assiette et promit à Bert, comme partie de plaisir, de l'emmener avec elle le lendemain au bureau de poste pour y enterrer ledit argent.

— Pouvons-nous aller jouer au jardin, papa, maintenant? — demanda-t-il.

Albert regarda sa femme.

— Oui, il me semble, — répondit celle-ci. — Allez jouer gentiment.

Ils se levèrent tous.

— Allons, doucement, doucement, — avertit Albert.

Et ils s'en allèrent doucement, chacun à sa manière. Et Albert poussa un soupir comme soulagé d'un grand poids.

— Est-ce que vous avez fini vos reines-Claude, Tantine? — demanda Clara après le silence qui suivit et au cours duquel les grandes personnes s'habituèrent à l'absence des enfants.

Et ce fut Maggie qui répondit avec quelque vivacité :

— Non. Elle les a abandonnées au bon plaisir de cette Maria. Elle n'a pas voulu me laisser rester et elle n'a pas voulu rester elle-même.

C'étaient presque les premières paroles (si on laisse de côté quelques murmures concernant les tasses de thé, les quantités de sucre et de lait, etc.) que la taciturne Maggie eût prononcées depuis l'arrivée d'Hilda. Elle n'était pas maussade, mais parlait comme un être capable de s'enthousiasmer pour un idéal et de se rebiffer pour la défense de celui-ci. A ses yeux, il était scandaleux que la confiture de reines-Claude fût compromise par des plaisirs mondains et il devint brusquement évident qu'elle et sa tante s'étaient trouvées en désaccord sur ce sujet.

Mrs Hamps dit carrément et avec défi, avec grandeur :

— Par exemple, je n'aurais jamais permis qu'aucune confiture vînt se mettre à la traverse du douzième anniversaire de l'aîné d'un de mes petits-neveux !

— Bravo, bravo ! — s'écria Hilda qui, un instant, se prit à aimer cette terrible femme.

Mais la douce Maggie resta inflexible.

Clara, qui savait que chez elle les plus petits symptômes avaient une importance énorme, changea aussitôt de sujet. Albert alla à la fenêtre de derrière, d'où, en se tordant le cou, il pouvait apercevoir un coin du jardin.

Clara dit en souriant :

— J'ai appris que vous alliez avoir des soirées musicales, Hilda... le dimanche soir.

Il y avait dans le ton de Clara du dénigrement et de la moquerie. Elle prononça les mots « soirée musicale » avec une emphase étrange et méprisante, comme si une soirée musicale eût signifié non seulement quelque chose de coupable, mais aussi de prétentieux, de nouveau et d'absurde. Il y avait cependant de l'envie aussi.

Hilda fut stupéfaite.

— Ah ! qui vous l'a dit?

— Vous ne le saurez pas ! On me l'a dit, — fit Clara mystérieusement.

Hilda se demanda d'où les Benbow, à qui rien ne semblait pouvoir être caché, avaient tiré ce petit renseignement. En vertu d'un accord tacite ni elle ni Edwin n'avait parlé à personne de ces soirées, sauf aux Orgreave qui, seuls avec Tertius Ingpen et un ou deux autres intimes, avaient été ou allaient être invités à la première. Les Orgreave et les Benbow n'avaient guère de relations.

— Nous aurons un peu de musique dimanche soir, — dit Hilda en personne qui s'excuse.

Elle se méprisait intérieurement d'avoir ainsi l'air de s'excuser. Pourquoi s'abaisser devant ces créatures inférieures? Mais elle ne pouvait s'en empêcher ; l'opinion publique de cette salle à manger était trop forte pour elle. Même elle ajouta :

— Nous espérons que la vieille Mrs Orgreave viendra. Ce sera la première fois qu'elle sortira depuis bien longtemps.

Hilda mettait en avant le nom de Mrs Orgreave dans l'espoir de leur imposer et de leur fermer la bouche.

Mais aucun nom ne pouvait impressionner Mrs Hamps. Elle sourit avec bonté. Elle était pleine de respect pour les caprices d'autrui et s'exprima sur un ton exceptionnellement poli, mais tout ce qu'elle put dire fut :

— Je le regrette... je le regrette.

Ce jugement était sans appel. Tantine Hamps était presque aussi émue par cette profanation du dimanche que Maggie l'avait été par sa façon cavalière de traiter la confiture. Autrefois elle en aurait dit beaucoup plus — de même que, pendant le thé de l'anniversaire, elle aurait ponctué ses bouchées par des dissertations sur l'excellence de ses parents et par des exhortations morales à son adresse — mais elle se faisait vieille et se calmait, et « je le regrette... je le regrette » prenait une grande signification.

Hilda s'attrista. Elle était dégoûtée, indignée, de mauvaise humeur. L'abîme qui la séparait ainsi qu'Edwin du reste de la famille était énorme. Il suffisait pour s'en rendre compte de constater qu'ils n'avaient jamais eu un instant l'idée d'inviter à leur soirée musicale qui que ce fût de la famille et que celle-ci n'avait jamais songé à leur invitation. Assise dans cette salle à manger à l'atmosphère étouffante, entourée d'hostilité et d'incompréhension, elle éprouvait une sensation d'irréalité ou tout au moins de grande erreur. Pourquoi était-elle ici ? N'était-elle pas rattachée par des liens intimes à un homme qui se trouvait à ce moment même en prison? (Elle eut une terrible vision de cet homme en prison, alors qu'elle était assise au milieu de Maggie, de Clara, de Tantine Hamps !) N'était-elle pas la mère d'un enfant illégitime? Qu'elle fût une victime ou non, qu'elle fût innocente ou coupable, elle, invitée à célébrer l'anniversaire si éminemment légitime de Bert, était la mère d'un enfant illégitime. C'était incroyable ! Elle n'aurait jamais dû se marier dans le milieu Clayhanger, jamais revenir dans ce coin provincial et cancanier. Tous ces gens étaient ses ennemis parce qu'elle représentait le luxe, la richesse, la splendeur mondaine de la famille, parce que son enfant illégitime avait induit l'héritier des Benbow à commettre une sottise sacrilège, parce qu'elle-même

avait induit le faible Edwin à abandonner sa chapelle et à profaner le Sabbat et enfin encore parce qu'elle, qui ne possédait pas un penny, était entrée dans la famille pour en représenter le luxe, la richesse et la splendeur mondaine. Et tout ce que la famille reprochait à Edwin lui était aussi reproché à elle. Jadis, à l'époque où il était garçon et n'avait aucun espoir d'épouser Hilda, Edwin avait empêché son père, alors tombé en enfance, de prêter mille livres à Albert sans aucune garantie. Cette intervention était impardonnable et on ne la pardonnerait pas à Hilda.

Au bout d'un instant, Rupert entra en courant et sans dire un mot grimpa sur les genoux de sa mère, avec une confiance absolue dans sa bonté et dans son pouvoir à lui.

— Qu'est-ce qui ne va pas, mon petit homme? — demanda son père.

— Fatigué, — répondit Rupert avec un petit sourire adorable.

Il se serra contre la poitrine de sa mère en levant ses genoux. Clara le prit dans ses bras et lui parla à l'oreille. Puis presque aussitôt il s'endormit. Clara penchant la tête atteignit sa joue avec quelque difficulté et l'embrassa. Puis elle le regarda dormir sur son sein en souriant. Elle était heureuse. L'enfant était heureux aussi. Sa figure rouge était délicieusement attendrissante avec son expression d'affection et d'innocence. Le visage de Clara respirait la fierté et la tendresse. Tout le monde regardait ce tableau avec un plaisir secret et profond. Hilda souhaita que George eût encore deux ans et demi. Son enfance et les premières années de maternité d'Hilda avaient été bien différentes de ce qu'elle avait sous les yeux... Elle devint jalouse... Et pourtant une minute auparavant elle exécrait la vie de famille des Benbow. La complexité de l'étoffe dont est faite l'existence était déconcertante.

— Et comment va le grand homme? — demanda Albert.

Cette expression que lui et Clara employaient de plus en plus trahissait non seulement sa jalousie mais son respect pour le chef de la famille. Hilda ne l'aimait pas, mais elle en était flattée pour Edwin et elle ne montrait jamais qu'elle fût froissée de l'état d'esprit qu'elle révélait.

— Edwin? Oh, il va bien. Il travaille. — Elle prononça le pronom « il » avec une légère emphase pour marquer, dans un esprit de vengeance, le contraste qui existait entre l'activité laborieuse d'Edwin et la présence d'Albert à une fête enfantine pendant les heures de travail. — Il m'a dit en partant qu'il lui fallait aller gagner des sous pour payer le loyer de Maggie.

Elle se mit à rire doucement.

Clara sourit avec réserve ; Maggie sourit aussi et rougit un peu; Albert ne se compromit pas; seule Tantine Hamps donna libre cours à son hilarité.

— Edwin aime à plaisanter, — dit-elle.

Bien qu'Hilda se fût mise audacieusement en route cet après-midi avec l'intention expresse d'entamer de sa propre initiative des négociations avec Maggie, en vue de l'achat de sa maison, elle n'avait certainement pas eu l'intention de discuter l'affaire devant toute la famille réunie. Mais elle eut une de ces impulsions subites qui étaient caractéristiques de sa nature et elle s'y abandonna avec son mélange habituel d'allégresse et d'appréhension. Elle dit :

— Je ne pense pas qu'il vous plairait de nous vendre votre maison, hein, Maggie?

Tout le monde devint attentif, et comme il était évident qu'on était en train d'assister à la naissance d'un épisode ou d'un incident de l'histoire de la famille, un sentiment particulier d'agréable impatience se répandit dans la pièce et chacun sentit s'aiguiser son appétit de cancans.

— Mais si, certainement ! — répondit Maggie dont la rougeur s'accentua. Et tout le monde fut étonné du caractère décidé et de l'ardeur de la réponse. — Je n'ai jamais voulu cette maison. Mais on a décidé que je l'aurais et c'est pour cela que je l'ai prise.

La victime longtemps silencieuse parlait à la fin. L'argent ne lui était d'aucune utilité, car elle était incapable d'en tirer du bonheur, mais elle avait néanmoins ses idées à elle sur les questions financières et les propriétés. Et, bien qu'en de telles matières elle fît ce qu'on lui disait et acceptât docilement les décisions de son frère ou de son beau-frère comme autant de décrets du destin, elle se rendait pourtant compte

de sa condition de victime. L'assemblée fut surprise et même un peu intimidée par cette modeste sortie.

— Mais vous avez un très bon locataire, Maggie, — dit Tantine Hamps avec enthousiasme.

— Elle a un bon locataire, c'est entendu, — dit Albert sur un ton d'arbitre et presque sévère. — Mais elle n'aura jamais de difficulté à trouver un bon locataire pour cette maison. La question n'est pas là. La question est que ce placement n'est réellement pas avantageux. Maggie pourrait faire beaucoup mieux. Beaucoup mieux. Voyons, si elle savait s'arranger elle pourrait tirer dix pour cent de son argent ! Je connais des placements... Je parierais qu'elle n'a pas trois et demi pour cent net avec cette maison. Pas trois et demi.

Il regarda Hilda avec reproche.

— Est-ce que vous voulez dire que le loyer est trop faible? — demanda-t-elle hardiment.

Il hésita, perdant courage.

— Je ne dis pas qu'il soit trop bas. Mais Maggie a peut-être pris la maison pour plus qu'elle ne valait.

Maggie leva les yeux vers son beau-frère.

— Et à qui la faute? — demanda-t-elle sèchement.

La surprise générale se trouva intensifiée. Personne ne pouvait comprendre Maggie. Personne n'avait le bon esprit de comprendre qu'elle avait été réellement vexée par la négligence de Tantine Hamps à l'égard de la confiture et qu'elle était pour un moment capable d'aigreur.

— A qui la faute? — répéta-t-elle. — Vous, Clara et Edwin avez tout arrangé entre vous. Vous-même vous avez dit et redit que c'était là une très bonne estimation.

— Je le croyais à ce moment-là ! Je le croyais à ce moment-là, — répondit-il vivement. — Nous avons tous fait pour le mieux.

— J'en suis bien, sûre, — murmura Tantine Hamps.

— Je crois bien, certes ! — murmura Clara essayant de déguiser sa gêne en s'occupant du somnolent Rupert.

— Alors Edwin songe à acheter la maison? — demanda Albert tranquillement, avec une laborieuse indifférence.

— Nous en avons parlé, — répondit Hilda.

— Parce que, s'il en est ainsi, il faut qu'il achète la maison

au prix où Maggie l'a reçue. Elle ne doit pas perdre dessus Ce n'est que justice.

— Je suis bien sûre qu'Edwin ne fera rien qui ne soit juste, — dit Tantine Hamps.

Hilda ne fit pas de réponse. Elle avait déjà entendu cet argument dans la bouche d'Edwin, et Albert lui semblait en ce moment plus dénué d'intérêt et d'habitude que de principes. Sa raison admettait la force de cet argument en ce qui concernait Maggie, mais son instinct se refusait à l'admettre.

Néanmoins elle se sentit une sympathie soudaine pour Maggie, et ses préjugés contre elle perdirent de leur force.

— Est-ce que nous ne ferions pas bien de partir, Tantine? — demanda Maggie brusquement sur un ton de reproche. Vous savez que cette confiture court grand risque d'être perdue.

— Oui, je le crois, — approuva Tantine Hamps avec un sourire; et elle se leva.

« Je vais pouvoir exécuter mon plan », se dit Hilda pleine du sentiment de sa sagesse et de son triomphe. Et elle vit en imagination Edwin propriétaire de la maison, avec son aventureux projet de lithographie ruiné. Et elle se réjouit en songeant à la sagacité avec laquelle elle avait su défendre ceux qu'elle aimait.

Au même instant, comme Albert se remettait à bavarder, la porte s'ouvrit et Edwin entra. Il avait aperçu les enfants dans le jardin et avait pénétré dans la maison par le derrière. Il y eut des cris de stupéfaction et de joie. Albert et Clara étaient évidemment tous les deux stupéfaits et flattés. Même plusieurs secondes s'écoulèrent avant qu'Albert pût donner à son visage l'expression de rigueur, sombre et indifférente. Tantine Hamps, après s'être réjouie, se rassit. Maggie ne témoigna d'aucune émotion et ne voulut pas se rasseoir. Hilda éprouva une inquiétude sérieuse. Elle fut obligée de se persuader qu'en ouvrant ainsi des négociations pour l'achat de la maison elle n'avait pas commis une énormité. Elle se sentit moins avisée et moins assurée. Qui eût révé qu'Edwin pût survenir ainsi? Il était notoire, au point d'en devenir un sujet de récrimination, qu'il ne faisait jamais de visites impromptues. Comme on lui demandait la raison de sa pré-

sence, il répondit en balbutiant et avec ses hésitations ordinaires qu'il se trouvait par hasard avoir affaire dans le voisinage et qu'il lui était venu à l'esprit de... etc., etc. En un mot, il était là.

— Est-ce que vous ne venez pas, Tantine? — demanda Maggie.

— Laissez-moi regarder un peu Edwin, mon enfant! — répondit celle-ci agacée. — Comme vous êtes obstinée!

— Alors je vais m'en aller seule.

— Oui. Mais que décidons-nous pour cette maison? — demanda Albert essayant de l'arrêter.

Il ne put y réussir. L'argent, les maisons, les loyers, rien de tout cela n'existait à ses yeux. Elle avait ces choses-là sans les posséder. Mais la confiture en danger était pour elle une réalité. Elle ne l'avait pas seulement, elle la possédait. Elle partit.

— Qu'est-ce qu'elle a donc aujourd'hui? — murmura Mrs Hamps. — Il faut que je m'en aille aussi ou j'attraperai sa maladie, sur ma parole!

— Quelle maison? — demanda Edwin.

— Ah çà, — dit Albert, — je vous admire. Est-ce que vous n'êtes pas en train d'essayer de lui acheter sa maison? Nous venons de discuter la chose.

Edwin jeta sur Hilda un coup d'œil rapide, et elle comprit à voir sur son visage une expression particulière de gêne et presque de honte qu'il était extrêmement ennuyé. Il eut un petit rire nerveux :

— Oh, vraiment? — murmura-t-il.

Bien qu'il discutât dans le plus grand calme avec Albert l'achat de la maison et parût regarder l'affaire comme pratiquement réglée, Hilda put s'apercevoir à un simple geste qu'il fit dans le vestibule au moment de partir que son ressentiment contre elle n'avait pas été diminué par la tranquillité de la conversation. Néanmoins elle fut grandement surprise par l'éclat qu'il fit dans la rue.

— C'est bien dommage que Maggie soit partie ainsi, — dit-elle simplement, — vous auriez pu tout arranger tout de suite.

Ce fut alors qu'il se tourna vers elle, menaçant et furieux.

— Pourquoi, fichtre! avez-vous été parler de cela sans m'avertir? — demanda-t-il.

— Mais, mon chéri, il était entendu...

Elle sourit, affectant de ne pas s'apercevoir de sa colère et par là même l'augmentant.

Il répondit, criant presque :

— Pas du tout! Pas du tout!

— Maggie était là. Je lui en ai dit un mot, par hasard. Elle était encore très placide.

— Vous êtes allée là exprès pour lui en parler; ce n'est donc pas la peine de nier. Est-ce que vous me prenez pour un imbécile?

Hilda resta imperturbable.

— Bien sûr, je ne vous prends pas pour un imbécile, mon chéri. Je vous assure que je n'avais pas la moindre idée que vous seriez ennuyé.

— Si. J'ai pu le voir à votre figure quand je suis entré. N'essayez pas de m'en faire accroire. Vous vous jetez tête baissée dans les affaires sans avoir la moindre idée des difficultés, pas la moindre idée! Je vous l'ai déjà dit et je vous le répète, je ne veux pas que vous vous mêliez de mes affaires. Vous n'y entendez rien. Vous me rendrez la vie impossible. Vous autres femmes, vous êtes toutes les mêmes. Il faut que vous fourriez votre nez partout. Je veux que nous réglions une fois pour toutes un ou deux points, entre vous et moi, avar que nous allions plus loin.

— Mais vous m'avez dit que je pouvais lui en parler.

— Non, ce n'est pas vrai.

— Si, Edwin. Soyez juste.

— Je n'ai pas dit que vous pouviez aller vous lancer là dedans tout de suite. Ces choses-là doivent être mûrement pesées. On n'achète pas des maisons comme cela. Une maison n'est pas une livre de thé, ni un chapeau.

— Je regrette beaucoup.

— Non, vous ne regrettez rien. Et vous le savez fichtrement bien. Votre idée était simplement de m'engager sans retour.

Elle savait qu'il disait la vérité et son sourire devint étrange. Néanmoins le calme aimable qu'elle conservait

l'étonnait elle-même. Elle n'était pas heureuse, mais n'était certainement pas malheureuse. Elle avait obtenu ou allait obtenir ce qu'elle voulait et c'était là tout ce qu'il y avait d'important pour elle. Les moyens qu'elle avait employés devenaient maintenant une considération négligeable. Il lui en coûtait très peu de se montrer magnanime. Edwin l'étonnait. Cette sorte de brute furieuse était-elle le même être que le jouvenceau timide qui l'avait adorée et si merveilleusement embrassée, il y avait une douzaine d'années — avant qu'elle fût tombée entre les mains d'un misérable? Est-ce que ces scènes représentaient le niveau actuel où était descendu le délicieux roman du mariage?... Et puis quoi, après tout, s'il en était ainsi? Si elle n'était pas heureuse, elle vivait du moins intensément. Elle avait d'ailleurs de la philosophie et ce sens effrayant de la réalité que possède parfois son sexe. Elle était sortie de la maison Benbow; elle respirait librement; elle avait triomphé et elle avait son homme à elle seule. Il se pouvait qu'il fût une brute, mais il existait et leur amour existait.

D'ailleurs elle ne le considérait réellement pas comme une brute. Elle le tenait pour une créature déraisonnable, assez semblable à un bébé, auquel il fallait céder sur tous les points secondaires dans une question qui venait d'être réglée essentiellement en sa faveur à elle. Le reproche qu'il lui adressait de se jeter tête baissée dans les difficultés et de ne rien entendre aux affaires l'amusait. Elle savait très bien ce qu'elle faisait, et même profondément. La situation actuelle en était la preuve. Les principes abstraits des affaires, leurs conventions et leur étiquette n'obtenaient d'elle qu'un sourire condescendant. Après tout qu'avait-elle fait pour mériter cette rage? Rien ! Rien ! Qu'importait que les négociations fussent entamées tout de suite ou dans une semaine ou un mois? (Edwin aurait probablement atermoyé pendant trois ou six mois). Elle s'était contentée de prononcer quelques paroles inoffensives, d'émettre une idée. Et maintenant il voulait la mettre en pièces et la manger vive !

C'était comique ! Il lui était impossible, dans son triomphe, de se fâcher ! C'était trop comique ! Elle avait épousé un extraordinaire personnage... Mais elle l'avait épousé. Il était

à elle. Elle exultait de le posséder. Ses absurdités ne diminuaient pas l'estime qu'elle avait pour lui. Elle appréciait parfaitement tout ce qu'il y avait de bien en lui, y compris la sagesse qu'il possédait d'une façon générale. Mais elle était convaincue que sa sagesse à elle était spéciale, différente et supérieure.

— Et vous avez mis Maggie dans de beaux draps ! — s'écria de nouveau Edwin après avoir marché quelque temps en silence.

— Mis Maggie dans de beaux draps ! — demanda-t-elle d'un ton léger.

— Albert n'aurait jamais dû rien savoir avant que tout fût arrangé. Il va lui raconter des tas d'histoires sur la façon dont il pourrait placer son argent et une fois qu'il aura mis la main dessus, elle ne le reverra jamais : ça, vous pouvez en être sûre. Si vous m'aviez laissé faire j'aurais pu tout arranger à l'avance. Mais non ! Il faut que vous alliez de l'avant ! Tant que vous pouvez ! Et vous perdez tout !

— Oh ! — dit-elle, rassurante, — vous pourrez très bien veiller aux intérêts de Maggie.

Il souffla et, s'enfermant dans un silence plein de dégoût et d'amertume, se mit à marcher plus vite.

— Je vous en prie, n'allez pas si vite, Edwin, — dit-elle, essoufflée, à la façon d'une bonne petite fille. — Je ne peux pas vous suivre.

En dépit de son énorme colère, il ne pouvait pas ne pas l'écouter. Elle regagnait son pouvoir sur lui. Il le savait ; il pénétrait toutes ses ruses. Il ralentit son allure, avec un balancement irrité de son corps.

Elle aperçut son visage contracté, sombre, sauvage, impitoyable, sa lèvre inférieure avancée. C'était vraiment grotesque ! Étaient-ils l'un et l'autre un homme et une femme ou deux enfants? Elle eut un sourire presque gêné, craignant que les passants ne remarquassent l'état ridicule où il s'était mis.

Quand ils arrivèrent, Edwin, après avoir jeté son chapeau sur le porte-chapeaux, courut immédiatement en haut. Hilda passa nonchalamment dans le salon. Elle était contente de se retrouver dans son salon à elle. C'était, à côté de celui de

Clara, un salon à l'air distingué. La musique de Dvorak était restée sur le piano. L'atmosphère semblait pleine d'ozone. Elle sonna Ada et lui parla de master George avec une charmante et affectueuse familiarité. Master George venait de revenir d'un match de cricket intime et était dans le jardin. Oui, Ada s'était occupée de ses vêtements de collège. Tout était prêt pour le commencement du trimestre qui allait commencer. Mais master George avait reçu une balle de cricket sur un tibia qui était devenu noir et bleu... Ada avait-elle fait quelque chose à ce tibla? Non, master George n'avait pas voulu le lui laisser toucher mais lui avait permis de le voir.... Très bien, Ada... Il y avait dans l'état de la maîtresse de maison quelque chose qui ressemblait à la béatitude. Sans sa maîtresse, la maison serait tout simplement tombée en morceaux.

Elle monta avec une certaine appréhension qui ne manquait pas d'agrément... Non, Edwin n'était pas dans sa chambre. Elle pouvait l'entendre dans la salle de bain. Elle essaya d'ouvrir. La porte était fermée au verrou. Il se verrouillait toujours.

— Edwin !

— Qu'est-ce que c'est?

Il ouvrit. Il était en manches de chemise et venait d'en finir avec sa serviette. Elle entra, ferma la porte et poussa le verrou. Puis elle se mit à l'embrasser. Elle l'embrassa à plusieurs reprises sur sa joue humide et fraîche.

— Pauvre chéri ! — murmura-t-elle.

Elle savait qu'il ne pouvait pas tout à fait résister à ces baisers répétés. Ils avaient plus d'effet que les meilleurs arguments ou sa façon la plus gracieuse de s'avouer vaincue. Ainsi compléta-t-elle son triomphe. Mais ni lui ni elle ne savait si la vertu des baisers résidait dans leur qualité sensuelle ou dans le sentiment qu'ils exprimaient. Et cela était égal à Hilda... Elle ne l'embrassait pas avec abandon. Il y avait une réserve dans ses baisers et dans son sourire. Et ces baisers prirent même peu à peu quelque chose de sévère. L'expression de son regard, lorsque ses yeux se trouvaient tout près de ceux d'Edwin, était curieuse. Elle semblait dire « Nous sommes amoureux et nous nous aimons. Je suis à vous. Vous êtes à moi. La vie est après tout une très belle chose. Je

suis une femme heureuse. Et pourtant, chacun pour soi en ce monde. C'est là ce qu'il y a au fond du mariage comme de toutes les autres institutions. » Voilà bien son sens de la réalité ! Et elle continuait à l'embrasser, irrésistiblement.

— Embrassez-moi.

Et il dut obéir.

Là-dessus elle s'attendrit et s'abandonna au charme qui émanait de lui. Ses lèvres devinrent presque liquides lorsqu'elle se remit à l'embrasser. Mais il y avait encore une réserve légère dans ses caresses.

Au thé, elle bavarda comme une pie. Entre elle et George, il semblait y avoir comme un accord secret en vertu duquel il fallait faire plaisir à Edwin, l'animer, le forcer à parler. Car, bien qu'il l'eût embrassée, son humeur était loin d'être redevenue normale. Il avait voulu rester majestueux sous la tente de son âme. Mais Hilda et George étaient trop malins pour lui. Puis, pour achever sa déconfiture, Johnnie Orgreave entra avec une proposition d'aller tous les quatre — Edwin, Hilda, Janet et lui-même — au théâtre d'Hanbridge ce soir-là. Hilda approuva instantanément cette idée ; depuis son mariage son appétit de plaisir s'était énormément développé. A certains moments, elle en était positivement affamée. Il lui était impossible de s'ennuyer au théâtre. Elle eût préféré passer la nuit au théâtre à n'y pas aller.

— Oh ! c'est ça ! — s'écria-t-elle.

Edwin n'avait pas envie de sortir, mais il dut donner son assentiment. Il ne voulait être agréable ni à Johnnie Orgreave ni à personne, mais il dut le faire néanmoins.

— Soyez dans le premier tramway qui passe après sept heures et quart, — dit Johnnie en partant.

Hilda, tout heureuse, alla faire toilette. Et lorsqu'elle eut fini et se fut transformée en reine dont le maître imprimeur le plus difficile eût pu être fier, elle fit venir George dans sa chambre.

— Montrez-moi cette jambe, — dit-elle. — Asseyez-vous.

Rusée créature ! Pendant le thé, elle n'avait même pas révélé qu'elle eût entendu parler de cette jambe malade. Master George fut pris par surprise. Il s'assit. Elle s'agenouilla,

baissa le bas et découvrit le petit mollet. L'endroit meurtri était noir et bleu, mais il avait une bonne apparence.

— Ce n'est rien, — dit-elle.

Puis cette mère en grande toilette baisa cette jambe malpropre et décolorée. Chose étrange ! Il n'avait en ce moment que deux ans et apprenait juste à parler.

— Allons, la patronne ! Voilà le tramway ! — hurla sans ménagement Edwin du rez-de-chaussée.

Il aurait donné un souverain pour la voir manquer le tramway, mais un sens embarrassant de la justice le força de l'avertir.

— J'arrive ! J'arrive !

Elle embrassa ardemment Master George sur la bouche et celui-ci parut, contre son habitude, répondre à cette ardeur. Elle descendit en courant l'escalier obscur, extasiée.

Sur la route crépusculaire, Edwin fit brusquement signe au vaste tramway à vapeur qui s'arrêta. Il monta avec Hilda.

VII

LE « WEEK END »

Les grands événements du « Week end » qui comprenait la soirée musicale commencèrent de bonne heure le samedi, et le premier consista en un mot prononcé par George tout à fait au hasard.

Le breakfast était presque terminé dans la salle à manger, Hilda était assise en face d'Edwin et George se trouvait entre eux. Ils avaient mangé avec appétit et éprouvaient cette désillusion qui suit la réalisation d'un désir. Ils avaient escompté ce breakfast, senti avec allégresse ses plaisantes odeurs et maintenant il était fini, à l'exception peut-être d'un dernier et inutile morceau de pain grillé ou d'une demi-tasse de café froid.

Edwin était sardonique et nonchalant, un peu parce que le repos du breakfast touchait à sa fin, un peu parce qu'il détestait le règlement des salaires du samedi matin au magasin, toujours accompagné de quelque désordre dans le travail

et un peu parce que ses relations avec Hilda étaient mal définies et inquiétantes, en dépit de mille politesses réciproques, d'attentions délicates et même de quelques caresses. Il éprouvait avec découragement le sentiment de ne pas savoir où il allait. Et dans un coin mystérieux de son cerveau s'agitait cette question : « A quoi bon toutes ces choses : succès, dignité, importance, luxe, amour, plaisirs sensuels, ordre, supériorité morale? » Il voyait en perspective trente années de breakfast avec abondance de jambon de la meilleure qualité et d'œufs frais, mais sans aucun romanesque.

— Est-ce que je peux m'en aller, maman? — demanda George.

Hilda fit un signe affirmatif.

George témoigna brusquement de sa joie.

— George... Ça vous ressemble si peu ! — dit sa mère en fronçant les sourcils.

Au lieu de se diriger tout droit vers la porte, ne voilà-t-il pas qu'il fit le tour de la table en passant derrière la chaise de son oncle occupé à lire le journal ! En faisant ainsi il jeta les yeux sur le journal et se mit à lire à voix haute pour tout le monde.

« Un divorce dans la région. Etches contre Etches. Détails pénibles. »

Ces mots n'avaient aucun sens pour George. Son regard s'était posé sur eux par hasard et il les lisait comme il aurait lu un extrait des livres d'Euclide. Il partit avec fracas et ostentation non sans s'attirer une nouvelle observation d'Hilda.

Edwin et Hilda laissés seuls se sentirent gênés.

— Quel petit diable ! — murmura Edwin sans naturel.

Et Hilda remarqua :

— Vous ne m'aviez pas dit que cette affaire se jugeait.

— Je ne le savais pas jusqu'à maintenant.

— Quel est le résultat?

— Pas fini encore... Voilà le journal, si vous voulez le lire.

Il le fit passer à travers la table. En dépit de l'intérêt qu'il prenait à la politique, il avait lu l'affaire Etches avant tout le reste.

— Merci, — murmura Hilda avec une aimable négligence.

Edwin se mit à fredonner.

Il était bien inutile qu'Hilda prît ce ton détaché et qu'Edwin se mît à fredonner. La pensée qui occupait leur esprit à tous deux et qu'ils ne pouvaient cacher était (et chacun pouvait la deviner chez l'autre, en entendre presque la vibration):

« Nous aussi nous pourrions finir au tribunal des divorces. »

De là leur gêne.

Cette idée était absurde, irrationnelle, indéfendable, choquante ; elle n'avait ni père ni mère, elle naissait de rien, mais elle existait et elle avait assez de force pour leur donner du malaise.

Le ménage Etches, appartenant à la grande, riche, nombreuse et respectable famille des Etches, était à peine marié depuis un an.

Au moment où Edwin allait sortir, sa femme, les yeux fixés sur le journal, l'arrêta :

— Edwin.

— Qu'est-ce qu'il y a?

Il ne quitta pas la porte et elle ne leva pas les yeux.

— Est-ce que vous avez vu votre ami le grand James ce matin?

Edwin avait l'habitude d'aller à ses affaires avant le breakfast, de manière à ce que sa conscience ne pût lui reprocher le temps qu'il consacrait ensuite à neuf heures à son repas. Le grand James était le plus vieil employé de la maison. A l'origine il avait été premier compositeur et c'était encore son titre officiel, mais en fait il était directeur général et remplissait majestueusement les fonctions de substitut d'Edwin dans toute l'imprimerie. « Demandez au grand James » était une expression courante.

— Non, — dit Edwin. — Pourquoi?

— Oh, rien ! Ça n'a pas d'importance.

Edwin avait pris certaines résolutions concernant son caractère, mais il lui parut qu'une telle réponse justifiait de l'agacement et il se permit donc d'être agacé. Il ne comprenait pas que la sérénité n'est une véritable vertu que lorsque l'agacement devient légitime. Ce nigaud n'avait pas encore commencé à s'apercevoir que ce qu'on appelle vivre vertueusement consiste à accepter l'injustice et à excuser l'inexcusable.

— Allons, — dit-il brusquement. — De quoi s'agit-il? — Mais il y avait encore dans sa voix grondeuse une trace de tolérance.

— Non. Ça va bien. J'ai eu tort d'en parler.

Le fait qu'elle reconnût son tort ne l'apaisa pas le moins du monde.

Il s'avança vers la table.

— Vous n'en avez pas parlé? — dit-il sèchement.

Leurs yeux se rencontrèrent au moment où ceux d'Hilda quittèrent le journal. Il ne put déchiffrer son regard. Elle paraissait très calme. Il se dit en la considérant :

« Comme il est étrange que je vive avec cette femme! Qu'est-ce qu'elle est pour moi? Que sais-je d'elle? »

Elle dit avec tranquillité :

— Si vous voyez le grand James, dites-lui de ne pas s'occuper de ce programme.

— Programme? Quel programme? — demanda-t-il stupéfait.

— Oh! Edwin! — Et elle eut un petit rire. — Le programme de notre soirée musicale, bien sûr. Est-ce que nous ne devons pas en avoir une demain soir?

Autre raison d'être agacé! Quel besoin avait-elle d'embrouiller la question en faisant semblant de croire qu'il avait oublié cette soirée? C'était idiot et elle ne pouvait tromper personne. La soirée musicale était l'objet de constantes allusions. Des bruits de travail assidu au piano étaient arrivés jusqu'à eux. Et la veille au soir ils avaient eu une sorte de dispute contenue au sujet d'une proposition d'Hilda de changer l'ameublement du salon.

— Voici la première fois que j'entends parler d'un programme, — dit Edwin. — Voulez-vous dire un programme imprimé?

Bien sûr il ne pouvait s'agir de rien d'autre. Il fut absolument renversé à l'idée qu'elle était allée à l'imprimerie sans lui en souffler mot et avait donné des ordres au grand James, au sujet d'un programme. Elle n'avait pas de remords. Elle n'avait aucun sentiment du danger. Se figurait-elle le moins du monde ce qu'étaient les affaires? Imaginez Maggie essayant d'agir ainsi! C'était simplement inconcevable.

Une femme aller à l'imprimerie de son mari et donner des ordres derrière son dos!... C'était comme si une loi naturelle eût suspendu son activité.

— Hé bien, Edwin, — dit-elle d'une voix extrêmement claire, et sur un ton qui exprimait un peu de surprise et une bienveillance pleine de douceur, — qu'est-ce que vous avez donc? Je pense bien qu'il y a un programme de musique? — (La voilà bien encore changeant de façon ridicule le sens de ce mot programme ! Quelle tactique enfantine !) — Il m'est venu d'un coup à l'esprit hier après-midi qu'il serait charmant de le faire imprimer sur des cartons à tranche dorée et je suis en conséquence allée au magasin, mais vous n'étiez pas là. J'ai vu le grand James.

— Vous ne m'en avez rien dit hier soir ni ce matin.

— Vraiment?... Hé bien, j'ai oublié.

Grotesque créature !

— Et puis, qu'est-ce qu'a dit le grand James ?

— Oh, ne me le demandez pas. Mais, s'il traite tous vos clients comme il m'a traitée... Enfin, ça n'a pas d'importance à présent. J'écrirai le programme moi-même.

— Qu'est-ce qu'il a dit?

— Ce n'est pas ce qu'il a dit... Mais il est très impoli, vous savez. Il y a d'autres gens qui le trouvent.

— Quelles autres gens?

— Oh ! Ne cherchez pas ! Bien entendu je prends cela comme il faut le prendre. Et je sais que vous avez en lui une confiance aveugle. Mais ses airs sont ridicules. Et c'est un vieux malpropre. Et dites-moi, Edwin, puisque vous êtes si difficile chez vous, vous devriez vraiment faire en sorte que le magasin soit un peu mieux tenu. Ça ne me regarde pas et je ne me mêle jamais de vos affaires, mais vraiment...

Il n'y avait pas une phrase dans ce qu'elle venait de dire qui ne constituât une provocation grave et intentionnelle. Certainement personne d'autre qu'elle n'avait jamais dit que le grand James était impoli. (Mais après tout, si quelqu'un l'avait dit? Supposez que, mise au défi, elle donnât un nom !) Les airs du grand James n'étaient pas ridicules. Il était simplement âgé et plein de dignité. Son tablier et ses mains étaient sales, naturellement... Et puis cette assertion impli-

cite que le grand James était un imposteur et que lui Edwin était assez nigaud pour s'en laisser imposer par lui alors que la grande Hilda, à qui rien n'échappait, découvrait l'imposture d'un seul coup d'œil ! Et cette autre assertion implicite que lui, Edwin, était exigeant chez lui et négligent au magasin ! Et cette audace extraordinaire de soutenir qu'elle ne se mêlait jamais de ce qui ne la regardait pas !

Il étouffa son émotion avec difficulté, à la façon d'un marin qui cargue une voile basse par grand vent. Puis il se contenta de demander pour la troisième fois :

— Qu'est-ce qu'a dit le grand James?

— Il m'a donné à entendre, — dit Hilda, l'air malin, — que c'était tout à fait, tout à fait impossible. Mais Sa Majesté verrait !... Hé bien, Elle n'a pas besoin de voir. Je comprends à quel point j'ai eu tort de lui en parler.

Edwin s'éloigna en silence.

— Est-ce que vous partez, Edwin? — demanda-t-elle innocemment.

— Oui, — répondit-il, l'air sombre.

— Vous ne m'avez pas embrassée.

Elle ne lui infligea pas la honte de le faire revenir vers elle. Non, elle s'élança avec une rayonnante allégresse. Sa façon de faire comme si rien ne s'était passé était stupéfiante. Elle l'embrassa amoureusement avec un sourire et plus d'une fois. Il n'embrassa pas — il fut embrassé. Néanmoins ces baisers modifièrent quelque peu son état d'esprit et il se sentit mieux après les avoir reçus.

— Ne vous frappez pas, mon chéri, — lui conseilla-t-elle, pleine d'amical intérêt lorsqu'il sortit. — Vous savez comme vous êtes sensible.

C'était une insulte calculée, mais une insulte qu'il fallait ignorer. Y faire attention eût été une grave erreur de tactique.

(A suivre.)

ARNOLD BENNETT

(Traduit de l'anglais par MAURICE LANOIRE.)

LA GRANDE PITIÉ DE LA MARINE FRANÇAISE[1]

POLITIQUES NAVALES

L'on peut, d'une façon exacte, placer au XVIIe siècle la genèse des marines de guerre modernes. En un intervalle d'environ cinquante années, la scission définitive se produisit entre les navires marchands et ceux qui se spécialisèrent aux œuvres de combat. Leur structure, leur personnel, leurs habitudes, différèrent progressivement. Pour telle entreprise militaire, au large ou contre les côtes, les gouvernements ne se satisfirent plus d'affréter pour ainsi dire les galions ou galères du négoce, d'y poser une artillerie temporaire, de les subordonner à des états-majors formés dans les camps terrestres et accompagnés par une infanterie destinée à l'offensive ou au débarquement, et, le travail fini, de rendre à leurs occupations commerçantes les bateaux mobilisés.

Du sein de la marine marchande, la seule qui existât d'une manière permanente, jaillit et se sépara un organisme autonome, qui se prit à exister de sa vie propre, non seulement pendant les nécessités de guerre, mais au cours des longues périodes de repos et de paix. Cette nouvelle marine, à laquelle on n'avait jusqu'alors songé que de façon spasmodique, et en cas d'urgence, devint un des éléments permanents, et souvent très forts, de la politique d'État.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er janvier et du 15 mars 1920.

Cette naissance correspond à l'agrandissement que subit la vue des rois et de leurs ministres, parmi les nations agissantes de l'Europe occidentale. Elle accompagne la concurrence qui surgit, de plus en plus serrée, pour la colonisation ou la conquête des territoires transocéaniques. Sans doute, au cours du siècle précédent, l'Espagne et le Portugal, premiers partis dans la carrière impérialiste, avaient raflé le principal des régions lointaines qui paraissaient alors désirables. Mais ils n'avaient pas eu besoin, pour cette œuvre, d'une marine militaire, puisque les conquistadores ne se heurtaient qu'à peuplades inférieures, à tribus sans défense. Colomb, Magellan et leurs successeurs avaient pu se contenter de caravelles. La liaison entre la Péninsule ibérique d'une part, l'Amérique et l'Asie d'autre part, demeura parfaitement assurée par les caravelles et les pesants voiliers chargés de quelques soldats ou d'immenses richesses.

Mais un moment vint où, presque simultanément, trois pays prirent leur place dans la course maritime. Ayant achevé de régler leurs destinées intérieures, d'acquérir une assiette et des frontières territoriales, ces trois pays jetèrent leurs regards sur le monde infini.

Après les grands règnes d'Henri VIII et d'Élisabeth, l'Angleterre en avait fini de ses luttes intestines, politiques ou religieuses. L'accession des Stuarts au trône lui adjoignait définitivement l'Écosse. Elle s'appelait dès lors la Grande-Bretagne. Nation insulaire, elle pressentit que sa force était sur mer. Contre ceux qui y avaient déjà pris place, elle inaugura dès lors cette patiente politique, dont les stades ont été, d'abord, la Plus-Grande-Bretagne, et aujourd'hui l'Empire britannique.

Parallèlement, les Pays-Bas, libérés, après des luttes atroces, du joug de Madrid, employaient leur industrie nouvellement indépendante à la conquête mercantile des océans. Ils suivaient la pente où les avaient engagés les Espagnols, leurs maîtres de la veille. Autour de l'Europe, et au delà de l'Équateur, ils acquéraient déjà le titre de « charroyeurs des mers ». Afin d'étayer leurs bases extrêmes de trafic, l'urgence se fit sentir de conquérir des terres, des îles, au centre des fructueuses épices : Antilles ou Archipels de la Sonde.

Et enfin, Richelieu, après Henri IV, avait forgé l'unité française, réduit l'animadversion des protestants, préparé contre l'Autriche les frontières naturelles du royaume. Cette besogne intérieure donnait enfin toutes mains libres pour une expansion légitime vers les riches domaines d'outre-mer. Louis XIV ni Colbert n'étaient hommes à négliger un effort où leurs prédécesseurs avaient si bien déblayé la voie.

Ainsi, contre l'Espagne et le Portugal, possédants d'un siècle, demandèrent leur place au soleil maritime les trois derniers venus Européens. Épuisé par une expansion hors de mesure avec son territoire et son peuple restreints, le Portugal entrait déjà dans la régression des pays qui ont tenté trop et trop vite. Il n'était point en lice. La lutte océanique, en ses alternatives d'alliances et de coalitions, de victoires et de désastres, se réduisit à l'Espagne, maîtresse orgueilleuse et repue, et aux trois nations pourvues de dents longues et neuves. Après les duels terrestres, il fallut en découdre sur mer. La logique exigeait que pour une guerre si nouvelle on créât un outil qui n'existait point encore.

Avec une incomparable rapidité, telle une Minerve navale, la deuxième marine issue du destin surgit, armée de pied en cap, et semblable, en ses unités, à la marine de guerre actuelle. De l'une à l'autre, il n'y a que la différence entre bois et acier, voile et vapeur. La quantité des forces, des moyens, des vitesses, s'est sans doute accrue en proportion des découvertes scientifiques. Mais les caractères fondamentaux de l'Océan, nous l'avons vu dans une étude précédente, sont indépendants de la durée et de l'homme. Dès l'instant que s'élabore une flotte prédestinée au seul combat, ses caractères aussi sont inéluctables.

Le vaisseau trois-mâts, ancêtre du cuirassé, redoute flottante, se pourvoit sans attendre de toutes ressources qui lui permettent de vivre longtemps seul, de vaincre l'ouragan, de résister aux plus formidables attaques, de meurtrir son adversaire à coups de massue. Pour ne point s'écrouler sous le poids de ses bouches à feu, ni se disloquer aux gigantesques secousses de leurs bordées ; pour nourrir à la fois, de projectiles, leur insatiable voracité, et de vivres, les nombreux

équipages isolés pendant les semestres, les années des longues croisières, la carène du trois-mâts, son gréement, doivent être l'œuvre la plus résistante parmi les constructions humaines. Du vaisseau au cuirassé, le colossal est de tradition. Le *Soleil-Royal* de Louis XIV, l'*Orient* de Napoléon sont des titans au même titre que le dreadnought de trente mille tonnes.

La frégate, et son descendant le croiseur, s'imposent aussi. Sveltes, rapides, ils entourent la pesante ligne des porte-canons, la flanquent et l'aident, amorcent la chasse ou protègent la retraite. Ils sont moins armés, plus frêles, mais portent le feu aux endroits nécessaires, où les vaisseaux majestueux ne possèdent pas la vitesse de frapper.

Au bas de l'échelle des tonnages décroissants, l'aviso ou le sloop jadis, le destroyer ou le torpilleur désormais, vont à toute distance, éclairent, galopent, accomplissent la mission d'urgence, arraisonnent le navire de commerce, visitent le neutre, font les coups de main.

Tels sont les instruments fondamentaux, et, si l'on peut dire, intelligents. L'homme les conduit à sa guise, autant que le permettent les forces de la nature. Mais à côté d'eux, le brûlot du passé, détrôné par la mine moderne, représentent l'élément aveugle, sournois qui, une fois lâché ou déposé, frappe indistinctement ami ou ennemi, selon le hasard. L'un par l'incendie, l'autre par l'éventrement, anéantissent et ne combattent pas. Objets d'épouvante, ils sèment la panique. Dans les guerres navales actuelles, un bateau ou une flotte s'enfuient bien loin des parages où sont immergées les mines. De même, les escadres de jadis, lorsqu'elles étaient au mouillage, coupaient leurs câbles à l'approche des terribles brûlots, et se couvraient de toile si elles étaient surprises, au large, par les coques incendiées et poussées par le vent.

Aux moyens près, le parallélisme est donc rigoureux à deux siècles de distance. Les flottes de 1700 portaient toutes les ébauches de celles qu'on a vues en 1914. Ces flottes à voiles remplissaient approximativement le double rôle que leur impose l'Océan : attaque de l'ennemi flottant et des frontières maritimes, libération des routes.

Nous disons approximativement, parce que l'histoire ne

rapporte point qu'aucun succès décisif, et malgré les plus grands efforts, ait assuré la suprématie des mers à un belligérant, lorsque son adversaire était suffisamment préparé. Encore que la défense des fronts de mer n'eût point atteint le degré de perfection présent, aucune nation organisée n'a subi, en deux siècles, de débarquement dangereux.

Louis XIV ni la Convention ne purent mener à bien leurs tentatives d'invasion de l'Angleterre par l'Irlande. Inversement, la Grande-Bretagne ne sut jamais maintenir sur le territoire français une force réellement inquiétante. En 1793, et pendant très peu de temps, elle ne se maintint à Toulon que grâce à des complicités ou trahisons locales ; elle en fut chassée par Bonaparte dès qu'il eut pris les dispositions essentielles. De même, les escadres de Louis XVI ne réussirent à transporter Rochambeau et La Fayette aux États-Unis que sur l'appel et avec le concours de Washington.

Les exemples pullulent. Sous le grand roi, Beaufort va à Candie, s'en empare et l'abandonne ; Vivonne s'installe en Sicile pour en repartir au plus vite ; la longue épopée méditerranéenne des luttes contre Turcs ou Barbaresques n'est qu'un relevé d'entreprises brèves, sans résultat. Aucune ne permet de prendre pied en aucun territoire islamique aussi longtemps que les pirates, fortement organisés et soutenus par la Sublime-Porte, peuvent se défendre à égalité. Leur compte n'est réglé qu'à partir de 1830, après le désastre de Navarin qui a réduit à néant la puissance du padishah, et permet à la France d'attaquer les côtes algériennes, de s'y maintenir, et de vaincre un ennemi sans secours extérieur.

Tout au long du XVIII[e] siècle, la politique anglo-française n'a été qu'une rivalité océanique, dont les enjeux étaient l'Amérique du Nord, les Antilles ou l'Inde. Tous ces domaines sont conquis, perdus, reconquis, abandonnés au hasard d'une escarmouche ou d'une tempête ou d'un vent plus ou moins favorable. Selon ces alternatives, les amiraux français ou anglais ont eu, respectivement, autant de chances de gagner que de perdre. L'annexion définitive de maint domaine colonial par l'Angleterre n'est point le fruit de ses victoires ou bonheurs maritimes, mais d'une politique persévérante qui

a eu raison, en fin de compte, de l'indifférence séculaire des Français aux choses de la mer. Et en fin de compte aussi, le partage des possessions coloniales ne s'est point effectué suivant les conquêtes qu'en avait faites la marine française, mais au gré des diplomates ou ministres qui, du fond de leurs chancelleries, ont oublié l'œuvre des marins leurs compatriotes.

Le rôle de cette flotte de guerre du passé a été noble, et son destin a voulu qu'il n'en fût rien de plus. Ayant, sur toutes les mers, semé les germes féconds qu'il suffisait de cueillir, elle a vu frustrer et elle-même et la France de la récolte légitime.

Mais, si la marine officielle n'a point donné de résultats en mesure de son effort, il n'en a pas été de même d'une troisième marine française. Celle-là, on a toujours feint de l'ignorer, ou de la dédaigner. Elle était tenace cependant, vivait de tout temps, et correspondait aux plus magnifiques vertus du tempérament français. Plus vigoureux que les décrets humains, l'Océan l'a ressuscitée à chaque guerre, et la ressuscitera toujours. Nous avons nommé la marine du corsaire, dont l'héritière directe est celle du sous-marin.

Celui-ci hérite de celui-là. Les jurisconsultes, et surtout les vainqueurs, ont de décade en décade, de traité en traité, voulu les étouffer sous des monceaux de textes, comme des bâtards de l'onde. Mais ils rejaillissent de l'écume océanique, dont ils sont les rejetons légitimes et vigoureux. Corsaire et sous-marin agissent par moyens semblables : l'isolement, l'ombre, la surprise, l'épouvante. Ils sont impitoyables parce qu'ils sont faibles, et presque sans défense.

Le corsaire du bon vieux temps ne recherchait point la gloriole. Vieux praticien de l'Océan, il en connaissait les travaux utiles. Une caronade à l'avant, une bombarde à l'arrière lui suffisaient. Une tête de mort, peinte sur son pavillon, avertissait le vaisseau marchand d'avoir à se rendre ou de couler corps et biens. De l'audace et point de scrupules. Point de panache, mais le silence et l'invisibilité... Dirait-on pas le sous-marin ?

Abandonnant aux belles escadres le blocus fastidieux ou la bataille incertaine, il courait gibier aux bons endroits,

aux passages que d'expérience il savait fructueux. Tout comme son héritier, il suivait les convois nombreux aux coques bien chargées, et s'en approchait, paterne, ses bouches à feu couvertes et son pavillon au pied du mât. Quand sur l'horizon ses yeux clairs ne distinguaient ni canon ni escorte militaire, en un instant il démasquait son artillerie et déferlait sa tête de mort... Et quelques semaines plus tard, la nuit, sans fracas, il rentrait à Dieppe ou à Saint-Malo, suivi des trésors d'Amérique ou d'Angleterre.

Mais les ministres jetaient des yeux obliques sur ce vagabond sans étiquette, et qui faisait de bonne besogne française sans aucun grade dans la hiérarchie. Et les amiraux, barons de la mer aux étendards flamboyants, faisaient fi de ce parent pauvre qui mélangeait butin et guerre, ne se battait qu'à coup sûr, et ne s'estimait point satisfait de brûler glorieusement sa poudre aux poissons.

Désavoué ou non, le corsaire n'en avait cure. Quand le hasard des batailles ou la pénurie du trésor royal réduisait au squelette les flottes officielles, il pullulait et s'évertuait, travaillait envers et contre tous, et, sans aucun secours, rendait l'Océan intenable. L'ennemi haïssait cet inaccessible et ruineux écumeur. D'instinct, la nation française adorait ce Jean-Bart et frémissait de joie au récit de ses gestes audacieux.

Mais, la paix faite, les gouvernements victorieux ou vaincus tombaient d'accord pour déclarer impie l'existence du corsaire, et décréter sa mort civile. Bonhomme, il débarquait bombarde et caronade, effaçait sa tête de mort, redevenait honnête capitaine marchand, jusqu'à la prochaine occasion.

Car il n'y a pas moyen de tuer l'espèce du corsaire, que ce soit celui du passé ou celui du présent. Il est l'arme du faible maritime, et la vengeance de l'Océan qui ne veut pas de lois. En toutes occasions où une marine s'est crue omnipotente, elle a exigé la suppression du corsaire, quitte à l'employer pour son propre compte lorsque la prochaine campagne navale s'annonçait à son désavantage. Le corsaire, qui ne s'occupe ni des frontières, ni des grandes batailles navales, est le vrai danger des routes et des richesses flottantes. Il

est l'arme idéale. Il est Protée. Chaque âge veut le détruire, pour le voir renaître sous une forme nouvelle. Il vient de reprendre, magistralement, la place qu'on avait cru lui ravir. Sa nouvelle incarnation sous-marine ne permet pas qu'on en fasse fi.

Nous voyons ainsi que le matériel naval, en deux cents ans, a évolué de façon ininterrompue. Chaque type, soit dans sa forme, soit dans son caractère, se retrouve actuellement comme il fut créé. Il n'y a pas eu de saut brusque. La filiation s'établit naturellement, aux degrés près de la vitesse ou des moyens.

Toute politique navale, ou française, ou étrangère, a pu se fonder sur l'utilisation d'instruments qui présentèrent la continuité. Il est naturel d'induire que la plus fructueuse a été celle qui aura observé, elle-même, la continuité. A ne considérer que deux marines, la française et l'anglaise, l'histoire enseigne qu'il en a bien été ainsi.

Aucune raison profonde, impérieuse, géographique, n'a prédestiné l'Angleterre, plutôt que la France, à s'assurer la royauté des mers et à constituer un immense empire colonial. A l'heure actuelle, l'on est trop tenté de croire que cet empire allait de soi. L'Inde, le Canada, l'Australie, tant d'autres possessions, apparaissent à notre génération comme le fief naturel de la Grande-Bretagne. Mais si l'on essaie, par la pensée, de revenir au début du XVIII[e] siècle, lorsque le partage des grands domaines lointains n'avait pas commencé, il n'est pas douteux que la France s'y trouvait à égalité, pour ne pas dire dans la situation la plus avantageuse, et qu'il lui eût suffi de vouloir pour en retenir la meilleure part.

Alors, aussi bien que maintenant, ses marins hardis, excellents, ne le cédaient en rien à leurs voisins. Ils avaient même, en bien des parages, acquis la priorité de la possession ; les stations, les colonies françaises, étaient sur le monde bien plus anciennes et nombreuses que les anglaises ; comme aujourd'hui, les pionniers de notre patrie avaient en tous lieux assuré notre prestige, et conquis la bienveillance, sinon l'amitié, des potentats ou peuples d'outre-mer. Ces pionniers ne demandaient qu'à persévérer, à poursuivre. Ils s'inquiétaient moins de recevoir des secours de la métropole que de

n'être pas gênés, par elle, dans leur essor. Il suffisait qu'une politique attentive, et large, et à vues lointaines, considérât que l'effort de la marine française répondait à un des besoins essentiels de notre vie nationale. La vitalité des marins et colons eût fait le reste, si l'on n'avait arraché de leurs mains, par quelques traits de plume, ce qu'ils avaient acquis si péniblement et glorieusement.

Mais, par une pitoyable aberration, il semble que tous les pouvoirs qui se sont succédé en France n'aient jamais envisagé son œuvre marine, ses conquêtes lointaines, que comme objets de discussion éventuelle, d'échange, de troc en cours de négociations. Tandis que, vers les frontières terrestres, un dessein très assuré s'est manifesté de donner à la France ses limites naturelles, que les nombreuses alternatives de bonheur et de malheur ont toujours oscillé autour de ce but suprême, la politique navale a agi de façon spasmodique, au hasard, et selon des impulsions contradictoires.

Il ne faut point croire, en effet, que nos révolutions, nos changements de régime ou de tendances soient responsables de cette seule continuité, l'incohérence, que l'on déplore en notre politique navale. Dans un pays aux traditions rigoureuses, tel que le nôtre, les bouleversements de surface peuvent obscurcir, pour un temps, ses buts séculaires et nécessaires. Mais quand ils sont bien ancrés dans l'âme et le cœur du peuple, de la bourgeoisie, des dirigeants, on les revoit surgir, impératifs, à tous les instants dangereux de notre histoire. Les hommes d'État, même de génie, ne peuvent pas bouleverser une politique lorsqu'ils ne sont pas obscurément soutenus par la masse de la nation, par l'opinion publique. Il leur suffit, souvent, de puiser dans les dossiers des ministères, des bureaux, conservateurs immuables de la tradition à travers les plus grandes tourmentes, pour y retrouver l'émanation des désirs, des besoins de la nation. La Convention ni l'Empire n'ont point fait autre chose. Au-dessous de la guillotine, la vie de l'ancien régime demeurait latente, attendait l'heure de sa transformation, et non de sa subversion. Quand il s'est agi de construire le nouvel état de choses, il a suffi de renouer le lien des aspirations exprimées depuis longtemps, que les lois ont simplement codifiées.

La politique navale, entre autres, se serait retrouvée intacte, si elle avait existé préalablement. Mais nous avons vu, ici même, que la configuration de la France, ses vertus territoriales et agricoles, ont toujours détourné son peuple de l'importance vitale des choses de la mer. Les pouvoirs publics, qui n'agissent que par délégation, ou par émanation, des sentiments populaires, se sont accoutumés à la même indifférence. Leurs entreprises maritimes ou coloniales, trop souvent, n'appartiennent point à un plan délibéré, ni essentiel. Un besoin temporaire les crée. Elles n'ont pas eu de veille, et n'auront pas de lendemain. Ce pour quoi l'on va dépenser des millions et des hommes, on n'est pas sûr de le garder, ni même de le désirer. Tantôt, l'on y va par gloriole, ou pour des raisons sentimentales; d'autres fois, c'est pour tirer du feu les marrons que, généreusement, l'on abandonnera à autrui.

Lorsque d'aventure la France conserve une possession chèrement acquise, ou le bénéfice de telle expédition navale, c'est pour ainsi dire par hasard, et pour autant que les nations étrangères n'y auront pas mis d'opposition formelle. Nul pays, dans ce domaine, n'a jamais marqué une telle facilité d'abandon. Les droits séculaires, l'intérêt national, la compensation du sang versé ne pèsent jamais d'un grand poids dans la balance, si, dans les tractations diplomatiques, l'un ou l'autre des plénipotentiaires étrangers sait chatouiller à temps la générosité, l'esprit chevaleresque, et parfois le don quichottisme de notre race. De bonne grâce, nous nous dessaisissons avec une aisance parfaite de positions primordiales et chèrement disputées.

En Afrique du Nord, seulement, et sans tirer cependant tout le bénéfice de notre situation privilégiée, nous avons poursuivi depuis un siècle une apparence de politique continue. L'Algérie, la Tunisie et le Maroc ne sont pas autre chose qu'un prolongement de la France. Ces trois régions sont assez proches de la métropole pour avoir réussi à vaincre l'apathie nationale sur toutes choses extérieures. Les échanges avec elles sont directs, multipliés, et de plus en plus nécessaires au bien-être de la masse. C'est pourquoi leur conquête et leur colonisation se sont poursuivies de manière à peu près persé-

vérante, et que, en toute occasion où les cabinets étrangers y ont voulu entraver notre besogne, notre gouvernement a tenu bon. L'opinion française n'eût pas consenti à trop de faiblesses, ni à des marchandages trop évidents, puisqu'il s'agissait d'une politique devenue nationale.

Quant au reste, en Amérique, en Afrique ou en Asie, le désintéressement général a suivi la réussite ou l'échec de tentatives insuffisamment mûries et rarement populaires. Pourquoi la France a-t-elle conquis, a-t-elle gardé telle tranche de sable, de rivière, ou de montagne? Y avait-elle un intérêt économique ou militaire? Pouvait-elle en assurer le peuplement, la colonisation? Espérait-elle en faire une partie intégrante de son empire, ou bien un atout important dans la libre disposition des Océans? C'étaient autant de questions que l'on ne se posait guère. La marine, les troupes coloniales s'évertuaient en héroïsmes obscurs, et gagnaient mille fois le droit de conserver ces cantons lointains. Mais nul n'en pouvait présager le destin, parce que nul n'avait tenté l'aventure avec le propos de rester, envers et contre tous, en des points nécessaires et choisis de longue main.

Il en résulte que notre domaine maritime et colonial, qui aurait pu tenir, grâce à nos efforts, les avenues essentielles et les points stratégiques, occupe sur la carte de l'univers un ensemble de territoires non coordonnés, répartis au hasard. Cette carte navale de l'univers n'est point un document que nos hommes d'État aient gardé en permanence sur leurs bureaux. Ils n'y jettent les yeux que quand une nécessité soudaine les y contraint, pour une discussion, pour une tentative subite. Ils en apprennent hâtivement les contours indispensables à l'affaire du jour. Une fois l'alerte passée, ils la remettent dans les cartons, et n'y consacrent point ces réflexions du loisir, du calme, qui permettent d'avoir une opinion ferme aux moments du danger.

Tout comme les réseaux de communications terrestres, la marine a besoin de relais, d'escales, en des lieux convenablement choisis, afin que de l'un à l'autre, sans s'essouffler, elle puisse trouver les vivres, l'abri, le combustible, les munitions. Il n'est pas nécessaire de contempler longtemps la carte pour déterminer ces lieux géographiques et éternels. Leur

évidence saute aux yeux tout comme celle des cols en montagnes, des défilés ou des gués, des plaines ou des voies naturelles. L'expérience des marins français, à un moment ou à l'autre, a su planter notre pavillon sur le plus grand nombre de ces bastions océaniques. Le pavillon n'y est pas resté parce que personne n'en a eu cure. A l'heure actuelle, d'immenses étendues d'eau séparent les bases navales françaises, sans qu'entre elles se trouvent les jalons français. En temps de paix, nos navires marchands ou militaires se procurent, au poids de l'or, les vivres et le charbon dans des ports étrangers. En temps de guerre, pour retrouver la protection de notre drapeau, ils risquent d'être épuisés avant d'avoir atteint l'abri. La répartition géographique des possessions françaises ne correspond ni au passé, ni au présent, ni aux besoins de la France.

En face d'elle, la Grande-Bretagne a montré, de façon lumineuse, ce que peut la considération froide, logique, de la carte océanique. Après la guerre de Cent ans, et la perte de Calais, et diverses tentatives pour reprendre en Europe un pied territorial, elle a compris l'inanité de telles ambitions. Dans la masse de son peuple, et chez ses dirigeants, s'est affirmée la certitude que l'infinie étendue océanique lui offrait le champ illimité de son avenir. Il ne faut pas trouver l'origine de cette certitude dans la position insulaire de la Grande-Bretagne. Pourvu qu'elle ait accès sur la mer, toute nation peut prétendre à y devenir grande. La dernière preuve en est l'Allemagne, aussi défavorablement située que possible au fond du couloir de la mer du Nord et de la Baltique. A partir du moment où elle l'a voulu, son essor a été gigantesque, et cependant elle était la dernière venue.

L'Angleterre s'y était prise à temps, et a su profiter à merveille de l'inaptitude française aux choses maritimes. De très bonne heure, la carte de l'univers a pris un sens à ses yeux, et elle y a vu autre chose que sujets d'expéditions ou d'entreprises temporaires. Le sens profond de l'Océan, réseau de routes, a jailli de cette étude.

Il ne faut pas, en effet, confondre la création de son empire colonial et de ses vastes dominions, avec la patiente et implacable acquisition des points essentiels à sa suprématie sur

l'Océan proprement dit. Sans doute, le Canada, l'Inde, l'Australie, l'Afrique du Sud, pour ne citer que les principales acquisitions, représentent les étapes territoriales d'une expansion préméditée. Mais nous voulons ici nous restreindre au point de vue purement maritime et montrer qu'indépendamment de toute politique colonisatrice, l'Angleterre a voulu s'assurer les clefs et les serrures de toutes les mers.

Nous pouvons presque nous figurer, au cours de son histoire, ses hommes d'État penchés sur la carte de l'Océan, et tout son peuple regardant par-dessus leurs épaules. D'un trait prudent et réfléchi, ils marquent au crayon bleu tous les points où les navires, de quelque nation qu'ils soient, doivent passer, mouiller ou s'abriter. Dans des voyages de découverte, les escadres britanniques vont reconnaître la baie la plus sûre, l'île la mieux abritée, le port de meilleure défense. Patiemment, un catalogue est dressé des parages à la fois nécessaires et plausibles. Et la volonté s'établit, fondée sur la prévision. Ces points doivent devenir britanniques.

Par ses marchands et fabricants, ses marins et ses soldats, la décision des hommes d'État de l'Angleterre se propage dans toute la masse de la nation. La convoitise du détroit, de l'île marqués au crayon bleu, devient une sorte d'évangile. La ténacité britannique fait passer, de génération en génération, le flambeau de ce dessein. Ce qui a été conquis ne sera jamais arraché. Ce qui est à conquérir ne sera jamais perdu de vue.

Il faudrait une énumération sans fin, si l'on voulait nommer tous les points où l'étendard britannique s'est ainsi planté, pour la seule domination de l'Océan. La plupart sont pauvres ou ingrats : roches escarpées ou terres battues par les vents ; d'autres sont insalubres, ou sous des climats terribles, ou en dehors de toute avenue de trafic. Mais chacun contient le bon port et l'abri. Ils ne valent que par les entrepôts de charbon, les stocks de vivres, l'appareillage pour réparations maritimes. Ils permettent de fuir la tempête, d'attendre l'occasion favorable, mercantile ou militaire. Ce sont à la fois des postes d'écoute, des points de ravitaillement, des relais. Et ils sont partout.

Tout l'Atlantique en est semé. Des Barbades à Sainte-

Hélène, des Falklands à l'Ascension, de Terre-Neuve au Cap, les positions tactiques sont prises. Où que le navigateur veuille faire escale, la plus proche et la plus commode est anglaise. Si c'est un ennemi, il ne saura où donner de l'étrave, tandis que les flottes britanniques, appuyées sur tous leurs flancs, lui rendront la vie intenable. La dernière illustration en est dans ce formidable râteau que l'Angleterre, en 1914, organisa, pour arrêter les forces de l'amiral Von Spee, qui débouchaient du Pacifique. Parti du Nord de l'Atlantique, et convergeant vers le détroit de Magellan, cet implacable râteau ne reprit du charbon et des forces, pour ainsi dire, qu'aux seules bases britanniques. Et ce fut au cours de son dernier approvisionnement, aux Falklands, qu'il cueillit la proie qui ne pouvait lui échapper.

Entre toutes les mers, la Méditerranée semblait ne devoir jamais devenir britannique. Son histoire, ses riverains, son existence, n'avaient rien de commun avec l'Angleterre. Mais, pour longtemps, elle fut et sera l'artère fondamentale du trafic de l'ancien continent. Jusqu'à l'ouverture du canal de Suez, elle n'était ouverte que sur l'Atlantique. La Grande-Bretagne s'empara du cadenas de Gibraltar, et s'y accrocha si bien qu'il n'y a nulle probabilité pour qu'on l'en déloge.

Malte et Chypre, les deux îles placées au cœur et à la pointe, sont devenues siennes. Aussitôt que la Méditerranée a reçu le courant des navires de l'Extrême-Orient, l'Angleterre a pris ses précautions sur le canal de Suez, et, à l'extrémité de la mer Rouge, sur les deux bastions de Périm et d'Aden. Et puisque le négoce asiatique cherche sa voie, désormais, par la Mésopotamie, la voilà qui s'enfonce dans le golfe Persique, afin d'en contrôler le passage au beau milieu.

Est-il nécessaire de parler des deux autres Océans, l'Indien et le Pacifique? Où elle ne possède pas de côtes, elle a pris les archipels bien placés, sur les avenues ou dans les défilés obligatoires. Elle commande le carrefour extrême-oriental : Singapore. Hong-Kong et Weï-hai-weï sont disposés à bonne distance sur le littoral chinois. Et, entre l'Asie et l'Amérique, des bases anglaises reçoivent du charbon, des têtes de câbles, des stations radiotélégraphiques. Certes, l'on peut dire que le pavillon britannique, à la surface de l'univers, se promène

en chaise de poste, et trouve en tous endroits des relais frais et préparés.

L'admiration sans mélange que suggère une telle réussite ne peut que rehausser l'ennui qu'on éprouve devant l'impuissance de notre marine à en avoir réalisé la semblable. Parmi les points que nous venons de mentionner, et parmi tous les autres qui sont éparpillés sur l'univers, combien n'en est-il pas où nous étions arrivés les premiers, où nous sommes même restés longtemps? Il n'eût suffi que d'un peu de persévérance, de clairvoyance fondées sur les nécessités océaniques, pour nous en retenir, sinon la totalité, du moins une bonne part. Seuls, ceux qui ont beaucoup voyagé connaissent la douleur et la rancune de passer en étrangers sur des territoires où nos aïeux ont été maîtres, et où il n'eût pas été difficile de demeurer. Ceci n'est que du sentiment. Mais quand on en vient aux réalités pratiques, quand sur le globe on constate qu'il n'y a pas, en dehors du territoire national ou nord-africain, dix escales peut-être qui soient à la fois françaises et pratiques, l'on se demande pourquoi cette épopée, cette suite ininterrompue de courage, d'héroïsme maritime, si leur aboutissement ne doit jamais être que de l'abandon?

Ceux qui prétendent expliquer, sinon justifier, cette indifférence aux destinées maritimes de notre patrie, usent d'un argument qui, de prime abord, semble de poids. Ils disent que la France, entourée par des ennemis territoriaux, devait leur faire face avant tout. N'ayant jamais été assurée sur ses frontières de l'Est, il était légitime qu'elle consacrât sa finance et sa pensée et ses enfants à cette politique primordiale, tantôt contre la maison d'Autriche, tantôt contre l'Allemagne.

Cet argument n'est qu'une excuse, aisément réfutée. Le souci de la défense de nos frontières terrestres n'a jamais empêché notre marine d'occuper, sur toutes mers, des positions très importantes. Si nous les avons perdues, ce n'est point faute d'argent, ni de personnel, ni de matériel, mais parce qu'au règlement des comptes, autour du tapis vert, il a été fait bon marché des victoires ou conquêtes maritimes. La Grande-Bretagne, au rebours, ne les perdait jamais de vue. Non point qu'elle se désintéressât de la politique continentale. Bien au contraire, l'histoire des derniers siècles montre la part active,

effective, réelle, qu'elle a toujours prise aux affaires de l'Europe. Ce ne fut point seulement par conseils, pourparlers, ou directives, qu'elle s'y ingéra d'une façon continue. Elle y a dépensé, elle s'y est battue, jusqu'aux limites de l'épuisement. Malborough et Wellington, qui eurent raison de Louis XIV et de Napoléon, ne sont point des vainqueurs survenus au moment de cueillir des lauriers. Ils appartiennent à une série de nombreux et glorieux généraux britanniques à qui l'Angleterre confiait son destin sur le continent. Ce n'est point en 1914 qu'elle a commencé une guerre où elle entendait mettre toutes ses forces, et jusqu'au bout. Elle avait connu des heures terribles, où les combats maritimes n'étaient point en cause. Sa longue lutte contre la Révolution et Napoléon, où elle pensa s'écrouler, fut menée avec autant d'audace et de persévérance, sur terre, que le fut celle de la France.

Mais, en cette occasion comme en toutes autres, elle n'eut garde d'oublier, lorsque les armes firent place aux traités, les assurances maritimes. Que sur l'Océan elle eût été vaincue ou victorieuse, cela n'importait guère. Tenace, elle disputait âprement. A égalité, elle posait ses prétentions navales et terrestres. La France ne se souvenait que des dernières, ou faisait fi des avantages qui lui eussent permis de parler haut sur les premières.

L'exemple le plus mémorable qui puisse illustrer cette dissidence de politiques navales n'est pas encore vieux de deux années. Il date de l'armistice qui fut imposé à l'Allemagne, en novembre 1918. Ce n'est point ici le lieu d'apprécier si, au point de vue militaire, l'armistice fut opportun, ou prématuré, ou suffisant. Les discussions ne sont pas près de finir sur cette question-là. Mais il y en a une qui est close et impossible, à savoir la reddition de la flotte allemande.

Cette reddition fut l'œuvre de l'Angleterre. On ne peut point arguer que, dans la dernière guerre, ce pays n'ait pas donné, et jusqu'aux extrêmes limites, un effort militaire terrestre. Si la France a supporté le choc principal et la souffrance maximum, la Grande-Bretagne, accompagnée par tout son empire, a jeté sur le champ de bataille des torrents d'hom-

mes, de munitions, et de ressources militaires. Sur mer et sur terre, sa collaboration a été absolue, perpétuelle, incomparable. Au moment où il s'est agi de régler le premier compte, elle nous a confié, vis-à-vis des généraux ennemis, le soin d'établir les conditions. La France, vers la fin de la guerre, et aux instants les plus critiques, avait reçu, dans la personne de son maréchal-généralissime, le mandat de diriger les opérations terrestres. Elle conserva le privilège de régler la paix terrestre.

Mais, parallèlement, l'Angleterre avait acquis une manière de haute main sur les entreprises maritimes. Elle entendit en faire état au moment de l'armistice. De façon irréductible elle exigea que la flotte allemande se rendît. Les termes de cette clause étaient clairs, ne contenaient aucune échappatoire, représentaient un impératif catégorique.

Or, cette chose déjà passée, qui nous semble toute naturelle, est la plus extraordinaire aventure que l'on ait vue dans les annales maritimes.

La flotte allemande n'était pas anéantie, ni vaincue. Bien mieux, au fond de ses repaires de la mer du Nord ou de la Baltique, elle était intacte. Certaines opérations isolées l'avaient privée de quelques unités. Sur la pléiade de sous-marins qu'elle avait lancée contre les navires alliés, beaucoup sans doute avaient disparu, mais le plus grand nombre demeuraient, prêts au service, à l'œuvre utile. Enfin, la bataille navale du Jutland, pour glorieuse qu'elle eût été, n'avait point donné à l'Angleterre cette supériorité d'écrasement qui autorise une capitulation sans conditions. Dans son ordre du jour à la Grande Flotte Britannique, l'amiral Jellicoe écrivait lui-même que la première manche navale avait été digne des traditions anglaises, mais que la deuxième manche, la décisive, restait à gagner. La deuxième manche ne vint jamais.

Comparons dès lors les deux situations : militaire et maritime. Sur le vaste front qui s'étend depuis la Belgique jusqu'en Alsace, une armée allemande martelée, pilonnée, bousculée. Chaque jour, chaque heure accroît sa déroute. Par grandes rafles, on lui arrache d'immenses tranches de territoires, où elle avait cru s'être agrippée à jamais. Elle est vaincue,

matériellement, mortellement, définitivement. Et nul n'exige, à l'heure de l'armistice, qu'elle mette bas les armes et se constitue prisonnière, hommes, canons et bagages.

De l'autre côté, sur mer, les cuirassés, les croiseurs, les destroyers et sous-marins allemands, sont abrités et bien portants dans tous les ports de Belgique, de mer du Nord ou de Baltique. Ils ont depuis longtemps pansé les blessures de la bataille du Jutland. Puisqu'ils ne sont pas détruits, personne ne peut prétendre qu'ils sont vaincus. Tout aussi frais qu'au jour de la déclaration de guerre, ils attendent l'occasion, font leur besogne, et peuvent, selon les ordres, jeter dans la balance décisive le poids de leur énergie non éteinte. S'il est vrai que la paix ne soit autre chose que la consécration des œuvres de la guerre, l'on ne voit aucune raison pour que ces forces navales ne restent point à l'Allemagne.

Mais l'Angleterre, dont la voix était la plus haute en matière océanique, exigea et accomplit le prodige. Nous avons vu ce spectacle stupéfiant. Une armée navale invaincue, mouillée, hors d'atteinte, garnie d'équipages et de canons intacts, et qui est sortie de ses bases pour amener son pavillon. Elle ne s'est point rendue à un adversaire qui l'avait terrassée la veille, qui la harcelait le jour même, qui ne lui laissait d'alternative que la capitulation ou la destruction. Elle s'est laissé siffler comme un chien. A plusieurs centaines de kilomètres du rivage natal, son amiral l'a conduite sur le carré de mer désigné, en vue des côtes ennemies. Et là, canons baissés, torpilles inertes, ceux qui pouvaient se battre encore, ont suivi jusqu'au terrier, jusqu'à la prison, ceux qui ne les avaient pas vaincus. Que l'on y refléchisse. De tous les drames de cette paix tragique, c'est peut-être le plus grand.

Pour le réaliser, il ne fallait pas moins qu'une volonté préétablie, sûre d'elle-même, et capable d'écarter toute considération sentimentale et momentanée. Du moment qu'il s'agissait d'effacer sur l'Océan le danger germanique, l'Angleterre n'a hésité ni tergiversé. Elle a dit. Elle a fait. La chose accomplie ne se discute plus.

Où sont les navires autrichiens, les navires qui appartenaient à la Méditerranée, fief maritime de la France au cours

de cette guerre? Qui a songé à leur imposer le long voyage? Quand sont-ils venus remplacer le *Gambetta*, le *Suffren*, le *Danton*, le *Gaulois*, et tant d'autres compagnons de gloire qui se sont engloutis ou ont été blessés à mort? La France avait le droit de les acquérir. La besogne de ses marins exigeait au moins cette médiocre capitulation. Qui est responsable de l'oubli? Négociateurs politiques ou maritimes, ils ont continué de considérer que l'œuvre navale de la France était don gratuit, travail sans importance, et que ses officiers et matelots devaient se trouver fort heureux de s'évertuer dans le vide. Il n'est vraiment pas opportun, dans les manuels d'histoire, de jeter la pierre à MM. de Chamillart et de Choiseul, qui furent des secrétaires d'État de la Marine négligents. Leur politique n'est pas morte.

De même, et sur un autre terrain, la victoire alliée arrachait à l'Allemagne sa flotte marchande. Nous n'avons pas besoin d'en exalter le tonnage, le nombre, ni l'envahissante activité. Depuis vingt ans, ses carènes de plus en plus vastes et nombreuses, le long des quais de l'univers, poussaient de l'épaule et chassaient les navires des vieilles nations maritimes. La guerre les surprit en tous points du globe. Elles se réfugièrent chez les neutres. A mesure que des nations nouvelles se rangeaient à notre parti, le séquestre des navires allemands devenait plus abondant, et leur répartition, au jour de la victoire, s'assurait plus libérale. Quant à ceux qui se trouvaient dans les ports germaniques, il suffisait d'attendre la paix pour leur faire combler les vides créés par le sous-marin. Car, au cours de la guerre, une sorte de convention tacite semblait acceptée par les belligérants maritimes. Chacun, selon ses pertes, devait s'attendre à recevoir la proportion des paquebots et cargos allemands. Sur cette assurance, la France n'a pas lésiné, et elle n'avait pas besoin qu'on la lui donnât. Ses plus beaux navires ont culbuté devant la torpille ou sur la mine. Peut-être le rapport de ses naufrages à son tonnage est-il le plus élevé. Cela même importe peu. Elle avait le droit d'attendre la rémunération de ses catastrophes navales. Ici encore, l'on cherche en vain ce que ses négociateurs ont fait.

Il ne s'agit pas d'incriminer telle ou telle nation. Heureuse

celle dont les plénipotentiaires maritimes ont fait prévaloir, au moment voulu, la nécessité d'atténuer son désastre. Heureuse celle qui, à l'heure où ces pages sont écrites, a pu placer sur les chemins océaniques, sous son pavillon, les énormes bateaux qui jadis partaient de Hambourg ou de Brême. La France n'est pas du nombre. Si elle veut reconstruire ses lignes d'outre-mer, c'est à beaux deniers comptants, dans les chantiers étrangers où on lui accorde une place lorsque les autres sont servis. Et tout ce qu'elle a pu obtenir du butin germanique, c'est au prix de je ne sais quelles lésineries, disputes et renonciations. Après avoir conduit les Alliés à la victoire, on lui a lâché quelques coques, quelques navires, par pitié pour ainsi dire, et à condition qu'elle remerciât. Car aucun de ses négociateurs, sur ce terrain non plus, ne semble s'être rappelé, au moment où elle pouvait parler haut, qu'il existe une marine française.

Il est à peine nécessaire d'effleurer la question des bases maritimes. La réponse est évidente. Si nous regardons la carte océanique, en 1914 et en 1920, un simple coup d'œil nous assure que nos sacrifices, notre victoire, ne nous ont pas donné un seul port, une seule position, qui allège le labeur de nos navires militaires ou commerciaux. Dans la Méditerranée, un mandat nous concède, sur une côte inhospitalière et reculée, l'usage de quelques rades foraines, et pour une période temporaire. Partout ailleurs, rien. Notre marine a travaillé, a souffert inutilement. Elle n'a même pas conquis, pour demain, les sécurités légitimes. A travers le monde, comme jadis, il lui faudra chercher à tâtons les ports français. Les hommes qui auraient dû songer à elle, et s'assurer sa reconnaissance, l'ont oubliée ou ignorée. Quatre ans de guerre auront passé comme si elle n'avait pas existé.

D'autres marines, ou aussi vieilles, ou plus jeunes, ont eu le privilège d'acquérir quelques escales essentielles. Ne leur cherchons pas noise. Leurs avocats auront su se souvenir que le présent se gagne sur terre, et que l'avenir se prépare sur mer. Mais qui donc, une fois encore, osera critiquer ces ministres très honnis : Chamillart et Choiseul?



Au point de vue maritime français, cet armistice, cette paix, ne doivent donc point apparaître déconcertants. Ils appartiennent à la longue série de traités où la France a songé à tout, sauf à la mer. Les regrets sont superflus. S'il est un domaine où le fatalisme doive être de commande, c'est bien celui du passé. Mais il est légitime de tirer quelques conclusions qui puissent éclairer l'avenir.

La plus importante jaillit avec une lumineuse évidence. Le sort des marines de guerre ne dépend pas, à la signature de la paix, des batailles navales, nous entendons des batailles navales rangées. La marine allemande n'avait subi aucune défaite décisive ; elle était inaccessible : elle a été annihilée d'un trait de plume. La marine française s'était couverte, en mainte occurrence, de gloire qui méritait un bénéfice : elle n'a rien reçu. Qu'il y ait donc victoire, défaite ou partie nulle, cela n'est d'aucune importance. La répartition et le destin des flottes de guerre sont devenus matière à tractation diplomatique, et, plus que jamais, la bataille terrestre est la seule qui compte.

Il ne faut pas, en effet, supposer que le précédent établi de façon magistrale par l'Angleterre soit au nombre de ceux que les vainqueurs oublieront dans l'avenir. Nous avons assisté à la création d'une nouvelle doctrine en matière océanique. Elle est d'un usage trop facile pour la laisser tomber en désuétude. Désormais, si jamais le malheur des hommes provoque de nouvelles conflagrations, la première clause de paix sera la capitulation de la marine du pays vaincu sur tous fronts territoriaux ou économiques, même s'il est resté à égalité dans les duels navals.

Les conséquences de cette doctrine sont incalculables, et nous ne saurions mieux faire que mentionner celles qu'un grand marin anglais, Lord Fisher, mort il y a trois mois, en a tiré dans une longue série d'articles adressés au *Times*, et dans son dernier livre de *Souvenirs*. Articles et livres ne sont que la paraphrase, la conclusion tirée par leur auteur d'une étude attentive de la guerre, de la paix récentes, et sa prophétie sur la marine militaire de demain.

Il ne faut pas oublier qu'à la fin d'une carrière où il avait occupé tous les postes, actifs ou de bureau, que peut offrir la marine anglaise, l'amiral de la flotte Fisher avait, pendant six ou sept années avant la guerre, rempli la redoutable fonction de Premier Lord naval de l'Amirauté. Sa verte lucidité, son énergie, y menèrent un combat sans trêve contre toutes les forces de la tradition : politiques, financières, maritimes. Seul contre tous, pour ainsi dire, il conçut, imposa et fit exécuter le programme naval que sa prescience estimait indispensable. Il fit table rase des pratiques monotones où se complaisait l'Amirauté britannique, et créa cette flotte de dreadnoughts, de croiseurs de bataille, d'éclaireurs et de sous-marins en dehors de laquelle il ne concevait pas que l'Angleterre pût conserver sa suprématie océanique. A partir de 1908 jusqu'en 1914, et pendant les quatre années de guerre, commencèrent de descendre des chantiers de construction ces nombreuses escadres lourdes ou légères, dont on peut dire qu'aucun échantillon ne ressemblait à ce qui avait précédé. La « Grande Flotte », confiée successivement aux amiraux Jellicoë et Beatty, représentait un instrument formidable émané du cerveau, de la ténacité du seul Fisher. Il n'y manquait peut-être, au début, que le matériel nécessaire à la guerre sous-marine, que ce fussent les sous-marins actifs ou leurs chasseurs et destructeurs. Non point que Lord Fisher ne les eût prévus dans son vaste programme, mais plutôt parce qu'il n'avait pas eu le temps d'avoir raison, sur ce chapitre, de la résistance et de la mauvaise volonté universelles. Contre lui, l'on avait prétendu que le danger sous-marin, l'œuvre sous-marine, n'étaient qu'un mythe, et que l'échiquier naval appartenait au seul canon.

Choisi de nouveau, après la déclaration de guerre, comme Premier Lord naval de l'Amirauté, Lord Fisher connut donc la satisfaction suprême de diriger, de son cabinet à Londres, cette flotte neuve qu'en dix années il avait fait sortir du néant. L'on peut être assuré qu'un tel homme ne négligea rien pour que son enfant gagnât la gloire maximum, jouât le rôle décisif, remportât cette incomparable victoire pour laquelle il avait été construit. Quatre années d'attente, d'espérances,

d'occasions passionnément cherchées, provoquées et manquées, frustrèrent ce rêve.

A la bataille du Jutland, où la flotte britannique, présente tout entière, crut toucher l'heure du Destin, quelques brumes et nuées éparses sur l'eau suffirent à transformer en engagement confus la grande bataille rangée pour laquelle tout était prêt ; quelques champs de mines empêchèrent la poursuite de l'ennemi ; quelques sous-marins protégèrent ce dernier. N'ayant point été anéanti, il put prétendre qu'il était victorieux. Peu de semaines plus tard, ses unités réparées étaient prêtes au combat. Les pertes des deux flottes étaient sensiblement égales. L'occasion ne se présenta plus pour la flotte britannique. Lord Fisher connut la première inquiétude, se demanda si la bataille navale est bien une chose du présent et non périmée, si sa préparation vaut la peine de gaspiller et milliards de livres sterling et milliers d'équipages, si enfin la royauté de l'Océan ne doit pas être assurée par d'autres et nouveaux moyens.

Cette inquiétude ne fit que s'assurer, lorsque l'Allemagne, conservant au port ses vaisseaux coûteux, renonçant à la bataille rangée, inaugura cette campagne sous-marine qui faillit terrasser notre cause. Chaque semaine, chaque jour, chaque torpillage firent mieux comprendre cette différence fondamentale qui a été définie dans la *Revue de Paris*, entre les deux aspects de l'Océan.

Nous avions essayé d'y démontrer que la conception de l' « Océan, champ de bataille », n'est qu'un parallélisme erroné avec les entreprises militaires terrestres, puisqu'une victoire navale ne donne ni la possession, ni l'usage du lieu de combat. Nous avions tenté de suggérer que le rôle éternel, essentiel, de l'Océan, pendant la paix ou la guerre, est celui d'un « réseau de routes », et que toute politique navale oublieuse de ce caractère spécifique risquait de travailler dans le vide.

Les mémoires récents que la marine allemande, et quelques-uns de ses chefs, ont publiés sur les mobiles qui la guidèrent en 1917-1918, confirment entièrement qu'elle arriva, bien que de façon tardive, à cette même conception du rôle de l'Océan. De façon très délibérée, elle n'envisagea plus qu'aucune carte de valeur dût se jouer en escadres de guerre.

et se lança résolument dans la chasse et la destruction des navires marchands, dans la besogne de corsaire sur toutes les routes du trafic. Il faut croire qu'elle vit juste, puisque cette décision suffit à modifier radicalement le caractère des efforts maritimes. Cuirassés britanniques ou français demeurèrent immobiles, derrière des filets et barrages. Et l'on commença de faire sortir un fourmillement de bateaux minuscules, non militaires, armés à la diable, destinés à faire acte de présence ou de police sur les routes. Quiconque a travaillé, de près ou de loin, avec la marine, doit se souvenir du mot perpétuellement prononcé, du souci chaque jour croissant, du cauchemar : « La route ! La route ! La route ! »

L'on pourrait arguer que cette conception, imposée par l'Allemagne, ne fut que le résultat de sa faiblesse maritime, et le moyen de rendre inutile l'immense appareil combattant que la France et l'Angleterre possédaient contre elle. Cette réplique aurait du poids, si l'on pouvait admettre un seul instant qu'une nation, par sa seule volonté, ou par une manière de caprice, est capable de modifier à son gré une stratégie et une tactique. La partie serait vraiment trop belle. Mais il n'en est rien. L'Allemagne n'a pu contraindre le monde à cette sorte de besogne maritime que parce que cette besogne est inhérente à la vie océanique, et en dérive. Si, jusqu'à présent, on en avait fait fi, les raisons en sont doubles.

Tout d'abord, les batailles rangées sont plus glorieuses, et dramatiques, que la multitude d'engagements obscurs, isolés, où entraîne l'action des corsaires, et, si l'on préfère un autre terme, celle des pirates. Et il est plus flatteur, pour un chef, de conduire pendant la paix ou vers le combat l'imposante théorie des beaux navires puissants, bien réglés, tous visibles, plutôt que de commander une poussière d'unités éparpillées, presque indépendantes, de besogne utile mais sans retentissement. Ce n'est pas le seul exemple où l'utilité, la nécessité, auront disparu devant des considérations de vanité.

Ensuite, et surtout, nulle guerre n'a jamais duré aussi longtemps dans un effort soutenu, quotidien, acharné vers la victoire. Point de répit, ni de quartier d'hiver, ni de trêve. Sur terre et sur l'eau, chaque homme, chaque arme, chaque

outil fonctionnait à plein, et ne se reposait que pour ne pas s'écrouler de fatigue. Toute chose de luxe disparut. Le besoin, l'urgence, filtrèrent promptement l'inutile, ne conservèrent que l'indispensable ; le gaspillage des hommes et de l'argent était tel que la force des événements contraignait à ne conserver que le strictement utile.

Les guerres navales du passé pivotaient autour d'une bataille, deux tout au plus, et l'on en avait fini pour un long temps après un échange de coups sérieux. Mais cette fois-ci, le match était à mort. La bataille rangée devenait de jour en jour plus difficile à obtenir, plus dangereuse à gagner, plus illusoire en ses résultats. Elle se recula, progressivement, dans le domaine du superflu. Sans doute, par hérédité ou éducation, chaque marin la souhaitait encore, dans un rêve de plus en plus lointain, avec des chances de plus en plus nébuleuses. Mais l'Océan, qui n'a cure des vaines chimères des hommes, reprenait implacablement son allure fatidique de « réseau des routes »; l'âpre besoin de vivre, de durer sur mer, chez les Alliés, et le féroce désir de nous y abattre, chez nos ennemis, obligèrent à le retrouver, non comme nous avions imaginé qu'il fût, mais tel qu'il est. Si l'Allemagne le découvrit la première, ne cherchons pas d'excuses ni d'explications, c'est parce qu'elle sut écouter la leçon de l'histoire et du présent.

Avant de mourir, Lord Fisher a légué à l'univers maritime le texte de cette leçon. Il l'a fait sous la forme lapidaire, souvent brutale, que les hommes nourris par la mer ne craignent point d'employer quand ils veulent dire ce qu'ils pensent. Jadis, au Sénat de Rome, Caton finissait chacune de ses harangues par l'apostrophe : « *Delenda Carthago !* » qui finit par convaincre les quirites que le grand ennemi du Capitole était la grande cité maritime des rives africaines. Hier, chacun des articles du *Times*, où l'amiral de la Flotte, Lord Fisher, en sa conscience intègre de moribond, dictait à l'Angleterre son testament naval, se terminait par la formule : « *Sack the lot !* » « Balayez le tas ! »

« Balayez le tas ! » Ces trois mots, certaines fois, s'appliquaient au haut personnel de l'Amirauté. Mais Lord Fisher s'élevait déjà plus outre que les contingences humaines, et

s'attachait surtout à la grande politique, celle du matériel, par où la marine britannique pût poursuivre ses destinées. L'homme qui avait créé la flotte des dreadnoughts et croiseurs de bataille, qui avait cru à la bataille rangée, qui avait régi l'immense assemblage des escadres anglaises, qui avait vu les résultats de ses propres conceptions, de l'armistice et de la paix, qui enfin, dans un examen de conscience suprême, se demandait quelle devait être la marine que ses yeux ne verraient point, n'hésitait pas à condamner les flottes de combat, à dire qu'elles sont irrémédiablement inutiles, et à poser sur elles l'épitaphe mélancolique : « Balayez le tas ! »

Un si puissant appel mérite qu'on ne l'écarte point. Les vieillards n'aiment pas convenir que leur œuvre devient périmée. Ils s'y entêtent plutôt. Mais Fisher appartenait à la lignée des grands britanniques, Drake, Nelson et quelques autres, qui chacun surent en leur époque les moyens de triompher sur mer. Lorsqu'il assure que la marine de combat est morte, nous pouvons l'en croire.



Ce n'est point à dire que la marine de guerre soit morte, tant s'en faut. Si nous pouvons nous appuyer, en fin de cette étude, sur le témoignage de Lord Fisher, que nous ne connaissions point en écrivant nos premiers articles, il n'a jamais été question dans ces pages d'un abandon de la marine de guerre française. Nous avons plutôt tenté de réagir contre cette négligence, cet oubli où semble l'avoir condamnée la population trop territoriale de notre patrie. Oubli et négligence, montant jusqu'aux sommets, ont atteint les maîtres des gouvernements. Le dernier résultat en saute aux yeux : ni la marine, ni l'empire extérieur de la France, ne sont payés en la personne de la nation des merveilleux efforts accomplis par ses flottes, militaire ou marchande.

L'heure est venue, ou jamais, de ressaisir nos destins maritimes, sur des bases à la fois et concrètes et pratiques. Ne nous laissons plus entraîner par la chimère des batailles évasives. Ni la guerre passée, ni le testament de Lord Fisher, ni nos finances actuelles, ne nous permettent de poursuivre

les coûteuses expériences de jadis. Sur l'Océan, réseau de routes, plantons et maintenons notre pavillon, et que les trois couleurs flottent à la poupe des navires utiles en nombre chaque jour croissant.

Plus tard, sous une forme peut-être plus technique, qui serrera de près les chiffres et statistiques, nous essayerons d'indiquer les linéaments d'une politique rationnelle. Pour l'instant, nous n'avons pas souhaité faire autre chose qu'une histoire psychologique, et à très grands traits, de notre marine. Dans l'ensemble, son passé a été triste, bien que glorieux. Tout bien considéré, nous ne trouvons nulle raison de modifier le mot : « pitié », que nous avons choisi pour le définir.

Mais la marine française ne souhaite point de vivre dans cette éternelle pitié, et il appartient à ceux qui la conduisent de lui créer enfin une place égale à son mérite. La substance ne leur fera jamais défaut. Nos côtes fourniront toujours la plus belle qualité de marins. Nos ingénieurs, pour peu qu'ils sachent ce qu'on leur demande, sauront construire des engins que l'univers imitera. Et, pour quelque tentative, pour quelque politique, pour quelque effort que ce soit, la France trouvera, fidèles au poste, les seuls de ses enfants qui sachent travailler sans récompense : ses matelots et leurs officiers.

RENÉ MILAN

LE CENTENAIRE DE FROMENTIN

Eugène Fromentin, peintre de son métier, a écrit trois ouvrages (dont un en deux volumes) : un récit de voyages, un roman d'analyse, un livre de critique d'art, trois genres où il a eu l'élégance de ne pas redoubler, et où il est assez généralement regardé comme un maître et un précurseur. Il ne semble pas qu'il ait jamais été l'objet d'admirations enthousiastes, et les chiffres qui figurent sur la couverture de ses livres ne témoignent pas qu'ils aient connu les forts tirages des œuvres célèbres. Mais peu d'écrivains sont cités avec plus de considération et d'estime, peu jouissent davantage de cette renommée calme, confortable, modérée, qui fournit en littérature ce que donne dans la vie une solide position bourgeoise. Position qui n'est pas sans attirer réserve et raillerie d'un goût plus pointilleux. M. Fernand Vandérem note que l'admiration de *Dominique* vous classe parmi les gens délicats, ce qui n'est pas de soi malveillant, mais ne fait pas paraître très enviable une délicatesse si classée. M. Marcel Proust trouve en Fromentin quelque chose de niais, ce qui serait plus grave si on ne songeait que Faguet applique la même épithète à Stendhal, qui ne s'en porte pas plus mal.

Il n'en est pas moins vrai que, quel que soit le respect traditionnel dont sont entourés les livres de Fromentin, le centenaire de sa naissance ne ramène pas cette année avec

son souvenir celui d'un écrivain bien actuel. Il était, il y a vingt ou trente ans, cité plus fréquemment et plus élogieusement. Cette estime allait même à sa peinture, qui nous laisse aujourd'hui assez froids. L'indifférence de la critique en ce qui concerne les tableaux de Fromentin ne s'étend d'ailleurs pas à tout le public, puisqu'ils continuent à atteindre dans les ventes des prix respectables, dus probablement en partie à la renommée littéraire de l'artiste. Lui-même n'a jamais surfait beaucoup sa valeur de peintre, et, avec le bon sens lucide de son analyse, s'est jugé en cette matière avec assez de vérité. Il savait dans son âge mûr où était sa véritable vocation. Il disait à Edmond de Goncourt : « Si je n'avais pas de femme, si je n'avais pas d'enfants, si je n'étais pas père et grand-père, je ne peindrais plus. Je me déferais de mon hôtel, je prendrais un petit logement dans un quartier lointain et tranquille... j'achêterais de grandes bottes fourrées, et, ayant ainsi bien chaud aux pieds, je passerais le reste de ma vie à noircir du papier. » Le peu de papier qu'il a noirci à des intervalles éloignés devait peser davantage, il le savait, que les bleus liquides et les lilas doux de ses agréables crépuscules algériens.

I

L'HOMME

Fromentin est né à La Rochelle, en 1820, dans une ancienne famille de bonne bourgeoisie mêlée pendant longtemps de catholiques et de protestants. Sans lier facilement et vainement le caractère de l'homme à celui de sa province, on peut noter des rapports entre lui et Pierre Loti, né à Rochefort dans un milieu analogue ; chez tous deux un fond mélancolique et une imagination pittoresque qui, dans ce pays où une Hollande essaya de se constituer avant Richelieu, les portent comme certains Hollandais vers l'éclat et la lumière exotiques.

Le père de Fromentin était médecin-chef de l'asile d'aliénés de Lafond, près de La Rochelle : un homme de valeur et de conscience professionnelles, mais d'esprit borné et entier.

Il avait étudié la peinture en même temps que la médecine, avait été à Paris l'élève de Michallon, avait peint dans le goût le plus orthodoxe de son maître et de son temps des paysages historiques corrects et naïfs. La mère d'Eugène Fromentin ne le cédait pas au docteur en étroitesse et en rigidité ; mais elle vivait dans la pratique d'une piété sévère et d'une infatigable charité.

Ils eurent deux fils : l'aîné, Charles, solide, simple, pratique, brave homme qui fut médecin comme son père, et Eugène, garçon délicat et féminin, aimant, joyeux et fin. La famille Fromentin rappelle ainsi de façon curieuse celle de Flaubert, né un an plus tard qu'Eugène. Familles de médecins, que les fonctions du père font vivre toutes deux dans un hôpital, et où, dans les parents et les deux garçons, des valeurs analogues se retrouvent. Les deux docteurs, médecins remarquables, paraissent pour le reste des bourgeois fermés qui ne comprendront jamais leur second fils ; les aînés s'apprêtent à suivre d'un pas plus lourd et de manière plus effacée la carrière paternelle ; les deux cadets cultivent dans les froissements et la compression, inévitables en ce milieu, leur imagination. Cette vie d'hôpital fait tourner naturellement de telles plantes vers les *Fenêtres* du poème mallarméen, et, par ces fenêtres, des figures d'Orient, de leur Orient futur, leur apparaissent confusément.

Par un accident assez ordinaire dans la vie des adolescents, Eugène, après une enfance très expansive et très gaie, devint, vers la quinzième année, taciturne et replié. En dehors de la cause physiologique générale, il faut en chercher les raisons dans ce manque de sympathie profonde entre lui et sa famille. Nul n'y pouvait comprendre un enfant alors tout en imagination et en grâce. Sur l'esprit naturellement étroit de son père était greffée l'habitude propre aux médecins aliénistes de voir du déséquilibre mental dans tout ce qui n'est pas leur équilibre à eux. Et la mère, qui avait transmis à l'enfant cette délicatesse et cette nervosité, qui ne les tournait pour elle-même qu'en une dévotion craintive, ménageait tendrement autour de lui tout cela même qui l'entravait et lui pesait.

Dès lors, obscurément d'abord et consciemment ensuite,

toute l'adolescence et la jeunesse de Fromentin tendent à une évasion.

L'évasion la plus naturelle — celle où s'essayait à ce moment le jeune Flaubert — est celle de la solitude et de l'imagination. Le rythme de la vie familiale la permettait heureusement à Fromentin. Sa famille passait l'été dans un grand domaine près de La Rochelle, où il y avait un beau jardin, de grands vignobles, la mer à un quart de lieue. Tout près de là, à Vaugoin, un autre domaine plus accidenté et plus pittoresque, celui d'une famille amie, servit de modèle aux Trembles de *Dominique*. Les vacances qu'y passait Fromentin, la vie de solitude, de libres courses et de pleine nature qu'il y menait, fournit plus tard à son souvenir les seules pages fraîches de son enfance : il y acquit la connaissance et le goût de la campagne, y accumula surtout dans sa riche mémoire un répertoire infini de sensations, cette épaisseur de terreau rural et forestier qui nourrit les premières pages de *Dominique*.

Il faisait de bonnes études au collège de La Rochelle, s'acquittait brillamment de son travail scolaire, mais comme d'une corvée facile et où il ne s'excitait point. Rien dans la vie du collège et dans la parole de ses professeurs ne contribuait à favoriser le besoin d'évasion né de la mésentente familiale, ne le disposait à changer des chaînes pour d'autres.

La destinée qui paraît l'avoir traité souvent (comme elle nous traite d'ailleurs tous) avec une savoureuse ironie, lui ménagea, dans le genre d'évasion le plus naturel à un adolescent, des chaînes inattendues.

Le collégien devint amoureux, et d'un amour célèbre, puisqu'il formera, avec beaucoup d'embellissements, le sujet de *Dominique*. La vraie Madeleine était une créole brune, langoureuse et capricieuse : le sang exotique propre à séduire un compatriote de Loti, cette beauté des îles qui, de Nantes à Bayonne, sur la côte ouverte vers les riches Antilles d'autrefois, a laissé tant de souvenirs et allumé tant de passions. Elle se maria à dix-sept ans — quand Fromentin en avait treize — avec un homme de finances assez sec et brutal. Elle ne paraît avoir rien eu d'original ni de vif, n'avoir prêté à Madeleine qu'un crayon bien frêle et bien incomplet.

Mais c'était une nature ultra-féminine, coquette, mobile et rêveuse, avec de magnifiques yeux.

Elle se plut à cet amour plutôt à cause de l'amour qu'à cause de son amoureux, elle l'aima de l'aimer, elle l'aima surtout de la désennuyer dans une vie sentimentale que l'homme d'affaires qu'elle avait épousé eût rendue à lui seul bien plate. Les deux dernières années d'étude d'Eugène Fromentin furent occupées de son amour, sans qu'il cessât d'être un brillant élève : il accomplissait aisément sa besogne scolaire, mais sans s'y attacher de toute son âme et laissant sa facilité agir pour lui. Sur la fin de sa vie il en était sans doute de même pour sa peinture.

La jeune femme se plaisait à ses entretiens, le recevait longuement, pendant les absences fréquentes de son mari, et quelquefois tard dans la nuit. Il ne semble s'être passé rien de spécialement grave entre elle et le collégien dont la présence lui plaisait, dont les ardeurs plus ou moins voilées l'intéressaient. Il va de soi que tout cela devait faire jaser les Rochelois et déchaîner les langues d'une petite préfecture. Le mari, peu disposé à laisser ce genre de ridicule ternir à la porte de son étude l'éclat de ses panonceaux, s'indigna, parla haut, et Eugène dut espacer ou cesser ses visites. La place de cet amour resta longtemps en lui unique et vivante. La mort de la jeune femme, survenue sept ans plus tard, lui causa une profonde et durable douleur. Mais sa vie ne subit pas de cette crise une empreinte aussi décisive que celle du héros de *Dominique*, et toute la dernière partie du roman est bien une création imaginaire.

En même temps qu'il grandissait dans cette présence ardente de l'amour, Fromentin sentait s'éveiller en lui le goût et l'intelligence de l'art sous toutes ses formes. Il était à la fois porté vers le dessin, la musique, la poésie, et s'il cultiva avec une particulière ardeur un des trois arts, ce fut le dernier. Il écrivit beaucoup de vers, des vers sans nerf et faciles. Son goût le portait surtout vers la poésie de Sainte-Beuve, à qui il reproche néanmoins de n'être pas suffisamment artiste, d'écrire en une forme lâchée. Fromentin, lui, se révèle alors moins comme un artiste pur (on ne l'est pas à cet âge et lui ne le sera jamais entièrement) que comme un artiste général. Il est de

ces esprits qui, se donnant à tous les arts, sont pris par l'art beaucoup plus que par un art, restent dès lors un peu flottants, se développeront dans le sens de l'intelligence, de l'analyse et de la critique beaucoup plus que dans celui de la création, mais qui sont assez capables, incidemment, de cette création, chez eux toujours à base d'intelligence, pour que leur analyse soit nourrie d'expérience et leur critique visiblement compétente. Comme il faut que l'un des arts demeure finalement le principal, Fromentin à ce moment semble pencher vers une carrière d'homme de lettres.

Cette vocation littéraire était naturellement interprétée par ses parents au sens négatif, c'est-à-dire comme l'absence d'une vocation sérieuse. Dans ce cas, on a coutume de faire du droit, quitte à voir après. Pour Eugène, c'était d'ailleurs tout vu : une étude d'avoué l'attendait à La Rochelle, celle même qui avait appartenu à son grand-père. Réfléchissant que d'ici là le temps était long et que bien des choses pouvaient arriver, Eugène, en novembre 1839, partit allégrement pour Paris sans que, probablement, une future étude de maître Fromentin figurât bien vive dans ses rêves d'avenir.

C'est vers la même époque que Flaubert, poussé par une destinée pareille, vient à Paris pour y absorber sans appétit les Pandectes et le Code Napoléon. Il y a pourtant cette différence que Flaubert ne comprend à peu près rien en droit et tombe malade de dégoût devant l'absurdité des lois, tandis que Fromentin, esprit aisé et précis, habitué au travail méthodique, s'en nourrit avec indifférence, et passe aisément ses examens. Il étudie, lit, se passionne pour la littérature, continue à écrire des vers abondamment, entrevoit déjà comme son domaine une littérature d'analyse personnelle : dans une lettre de 1842 il parle de *Mémoires* qu'il projette.

Surtout il s'initie à la peinture, particulièrement au paysage qui l'attire. De longues promenades aux environs de Paris renouvellent ses sensations et ses idées sur la nature. Il grave quelques eaux-fortes et obtient de son père la permission de faire, en même temps que son droit, de la peinture un peu sérieusement. Seulement c'est le docteur Fromentin qui lui choisit son maître, et comme il ne saurait imaginer pour son fils une peinture plus digne d'être cultivée que celle

qui florissait dans sa jeunesse et où lui-même pensa exceller, il le place, en 1843, chez un peintre de paysage académique, nommé Rémond.

Cela n'avait pas grande importance, Fromentin estimant alors les leçons de la nature préférables à celles de l'atelier et continuant à s'inspirer des paysages parisiens. C'est pour demeurer à leur contact que cette même année 1843, au lieu d'aller passer ses vacances à La Rochelle, il demeure durant les mois d'août et de septembre à la Celle-Saint-Cloud, dans la compagnie d'un ami qui s'appelle Émile Augier. Augier lui lit une comédie en vers qu'il vient d'écrire, *la Ciguë*. Ils devaient d'ailleurs bien s'entendre : sous le printemps d'indépendance juvénile qui les recouvre alors, tout deux sont de très honnêtes bourgeois bientôt épris de régularité et de soumission au succès, en quête d'une carrière au moins autant que d'un art.

L'année suivante, il abandonne Rémond chez qui il perd son temps et entre dans l'atelier de Cabat, qui était un homme fort intelligent, un causeur intéressant, à tendances mystiques (il voulut un moment se retirer au cloître), un vrai compagnon pour un esprit aussi ouvert que celui de Fromentin. C'est cette même année que la jeune femme à laquelle il n'a cessé de penser meurt à Paris dans une maison de santé. Au lit de mort, Fromentin se réconcilie avec le mari; son désespoir est profond, et dans les mois qu'il passera à La Rochelle, son affection se reportera en partie sur les deux enfants qu'a laissés son amie.

A cette époque il a choisi décidément, pour en faire sa carrière, le métier de peintre. Il est décidé par des raisons très positives bien plutôt que par un démon intérieur. Il se sent capable, avec du travail, d'égaler tels peintres en renom, d'arriver aux succès officiels qui font une vie confortable. Esprit juste, il voit clair en lui comme dans la nature. Il connaît exactement ses moyens, sait fort bien ce qui lui manque, s'apprécie à sa juste valeur et ne compte pas figurer jamais au rang des maîtres. Cette solidité de jugement apparaît dans un article qu'il écrit sur le Salon de 1845 pour une revue locale à laquelle il avait déjà donné plusieurs articles littéraires, la *Revue organique des départements de l'Ouest*. Deux

ans plus tard, il entre lui-même au Salon avec une *Ferme aux environs de La Rochelle.*

Mais, en 1847, ce tableau ne répond plus à la nature qu'il rêve et au pays sur lequel il compte pour lui fournir une spécialité de peintre. Au printemps de 1846, il a fait le voyage d'Algérie avec un jeune peintre, Charles Labbé, dont la famille y habitait, et avec celui qui demeurera l'ami fidèle de toute sa vie, Armand du Mesnil, dont plus tard il épousera la nièce.

Ce voyage nous ouvre un jour curieux sur le caractère timoré de la famille Fromentin, sur l'espèce de mésentente et de défiance qui séparait Eugène de ses parents. Fromentin est parti pour six semaines, du 3 mars au 13 avril, sans prévenir les siens, avec de l'argent qu'il a emprunté. Il a laissé à un ami de Paris quelques lettres banales, qu'on enverra à ses parents pour qu'ils ne puissent se douter de son absence. Il sait que l'idée de lui voir traverser deux fois la mer eût rendu sa mère malade et que ce voyage eût semblé à son père une ridicule et damnable folie. Dès son retour à Marseille, il leur écrit pour tout avouer. Sa mère, dans sa réponse, lui parle d'« émancipation » et d' « extravagance » comme elle eût parlé de désertion et de vol à main armée. Son père finira plus tard par le comprendre à peu près. Mais pour le moment cela jette un froid sévère entre sa famille et lui, à tel point qu'il ne retourne pas à La Rochelle pendant les vacances, va s'installer d'abord à Gournay-en-Bray, puis dans la forêt de Fontainebleau. C'est à Gournay qu'il commence vraiment à peindre d'après nature.

Il ne revient à La Rochelle qu'en avril 1847. Sa mère s'évanouit en le voyant. Son père demeure « sérieux et froid ». Mais, quand il repart, il est provisoirement réconcilié avec sa famille. Son tableau du Salon a fait ce miracle. « Mon tableau a réussi au delà de mes espérances, mon père est converti, je suis libre ; je suis peintre ; mon avenir est entre mes mains. »

Cet avenir, il le voit alors dans l'orientalisme. Dans une lettre à son père, de cette année, il exprime l'intention de se consacrer comme peintre à la nature méridionale et de partir pour l'Algérie. Mais pour ce voyage il faut de l'argent : nouveaux tiraillements. La famille estime que des *Fermes aux*

environs de La Rochelle sont de bien meilleur travail, parce que les frais de voyage du peintre sont moindres. « S'il faut que je me passe de tout concours et de tout encouragement, écrit Fromentin à un ami, je m'en passerai, quoi qu'il m'en coûte. Quant à la direction de mon travail, je me la réserve exclusivement et je ne souffrirai pas que personne se l'attribue. » Il finit tout de même par partir pour l'Algérie. Son premier voyage n'avait été qu'une reconnaissance sur Alger, sa banlieue et Blidah. Cette fois, dans l'Algérie encore neuve de 1847, il se nourrit de lumière et de pittoresque africains, pousse loin vers le Sud, à Constantine, à Biskra, où il apprend les événements de février 1848.

Comme la jeunesse de son temps, et en réaction contre le milieu traditionnel où il s'est cru étouffé, il pousse des cris de joie : « Je ne vois qu'une bataille engagée pour la sainte cause, et je me souviens, mes amis, que je m'étais promis de n'y point manquer, sans prévoir alors qu'elle dût se livrer si tôt. Je n'y étais pas ! Et certainement, je le jure, j'aurais fait mon devoir. » Ces velléités belliqueuses s'épuisent sur le papier ; il demeure le plus longtemps possible en Algérie et ne revient qu'en mai, parce qu'il n'a plus d'argent et que sa famille le rappelle avec instance. Il assiste au départ des gardes nationaux de La Rochelle pour Paris lors des journées de juin; son frère est parmi eux et il l'accompagne quelque peu sur la route, puis revient à ses pinceaux.

Les quelques mois qu'il passe alors à La Rochelle sont assez tristes. Le silence détaché et distant qu'il observe avec ses parents les froisse de plus en plus. En somme, depuis l'âge de quinze ans, il a vécu en état de rupture morale avec les siens et il prévoit le moment où cette rupture deviendra complète.

Il reste à La Rochelle jusqu'en novembre, retenu par ses parents et par des besoins d'économie, dans un état d'ennui, d'énervement, de fureur dont témoigne sa correspondance. Son père et sa mère ont le tort d'être vieux, d'avoir des idées de vieillards. Ils lui font une pension convenable, mais ils veulent le garder auprès d'eux, et ce séjour forcé l'exaspère : « Je déclare que mon père et ma mère sont coupables ; le dire serait me donner à leurs yeux d'irréparables torts. Je

me tais encore, mais si j'éclate il y aura un malheur dans la famille. » Ses parents deviennent les *Ils* des persécutés chroniques : « Ils m'ont hébété, ils m'ont pétrifié, on m'a tué. » Tout se réduisait à une question d'argent. La pension que lui donnait son père ne lui suffisait pas. Il avait besoin de vie large, et son père avait le devoir impérieux de subvenir à ce besoin. Quant à manger quelques entrecôtes de cette vache enragée dont furent nourris au XIXe siècle les grands artistes indépendants, les rénovateurs du paysage, il n'y songe pas plus que n'y eût songé à sa place son ami Émile Augier. Si la bourse paternelle ne s'élargit pas, eh bien ! il faudra qu'il s'enterre à La Rochelle, et même qu'il songe à l'étude d'avoué du grand-père. Un moine prêcheur, à qui les galopins d'un village avaient volé son âne, s'écria en chaire que si sa monture ne lui était pas rendue, on verrait ce qu'on n'aurait jamais vu ! Devant cette menace mystérieuse, les voleurs lui ramenèrent le baudet, et comme ils lui demandaient à quelles extrémités il en fût venu : « Eh ! on m'aurait vu m'en retourner à pied ! » Fromentin n'eut point à mettre à pied sa vocation artistique, car l'opposition familiale, après s'être relâchée, céda tout à fait devant la médaille qu'il obtint au Salon de 1849.

Ces froissements, cette longue mésintelligence, laissèrent en lui tout un côté desséché. Lorsqu'il écrivit *Dominique*, qui est dans une certaine mesure une autobiographie, il ne lui convint pas de dire quoi que ce fût sur sa famille, de lui donner quelque existence à côté de sa belle créole, qui est Madeleine, de son camarade Mouliade, qui est Olivier d'Orsel. Son héros perd sa mère et son père en bas âge, et c'est tout. Le phrase de Dominique sur son père est étrange : « Mon père vécut encore quelques années, mais dans un état de santé si misérable que je cessai de sentir sa présence longtemps avant de le perdre, et que sa mort remonte pour moi bien au delà de son décès réel... Je n'attachai qu'un sens des plus vagues au mot d'orphelin qu'on répétait autour de moi comme un nom de malheur. »

Cette mésentente, à laquelle les succès de peintre de Fromentin, et surtout son mariage, mettent, superficiellement du moins, un terme, lui pèse d'autant plus que tous ses

goûts sont d'un homme d'intérieur. Le souci de se faire une famille passe pour lui avant tous les autres. Après quelques difficultés soulevées par ses parents, il épouse en 1852 la nièce d'Armand du Mesnil. Elle est à peu près sans fortune, et cette union, en imposant à Fromentin des charges nouvelles, rend plus urgente pour lui l'utilisation matérielle de son talent.

Il n'a considéré sa médaille que comme un encouragement. Il se fait de la hauteur de son art une idée très nette, estime qu'il a encore tout à apprendre. Aussi passe-t-il à un travail acharné l'été même de son mariage. Il s'est installé avec sa femme à Saint-Raphaël, travaille toute la journée à des études d'après nature, à des dessins, à des analyses de la lumière méditerranéenne, qu'il est, peut-être, le premier à avoir sentie blanche et non jaune. Et au bout de cinq mois de labeur il s'aperçoit qu'il a perdu son temps, que tout ce travail est demeuré à peu près stérile, et qu'il lui faut l'Afrique. Là seulement ses études s'organiseront en vue d'une œuvre définie, seront soutenues par une inspiration constante et conduites par une idée directrice. Les obstacles d'argent qui l'arrêtent sont aplanis par du Mesnil, qui lui obtient une commande de l'État, avec tous ses avantages.

Il reste un an en Algérie, de l'automne de 1852 à celui de 1853. C'est le voyage dont il a tiré ses deux livres, en y transposant des réminiscences de ses deux séjours antérieurs. Il ne retournera plus dans ce pays de sa peinture, vivra sur le capital amassé durant cette année si remplie, tirera indéfiniment ses tableaux des souvenirs et des études qu'il en rapporte.

Fromentin demeure pourtant, sept ans encore, dans une situation difficile. Ses expositions au Salon sont accueillies froidement. Lui-même sent qu'il piétine, travaille péniblement, est mécontent de lui-même. En partie par économie, il passe la plus grande partie de l'année à La Rochelle et dans la campagne rocheloise, à Saint-Maurice. C'est alors qu'il pense à se tourner vers la littérature, à y occuper une place dont puisse bénéficier sa peinture, et il se met à rédiger ses notes et ses souvenirs d'Algérie. *Un Été dans le Sahara* paraît en 1857, d'abord dans la *Revue de Paris*, puis chez Michel

Lévy. Le succès est éclatant. Gautier fait dans *l'Artiste* un éloge enthousiaste du livre, et George Sand, qui restera dès lors un peu la patronne littéraire de Fromentin, proclame son admiration. En 1858, *Une Année dans le Sahel* est publiée par la *Revue de Paris* et ne rencontre pas un accueil moins favorable.

Si Fromentin avait compté sur cette activité littéraire pour produire sa peinture à la pleine lumière, son calcul avait été juste. Le Salon de 1859 fut pour lui un triomphe. Il reçut une première médaille et la Légion d'honneur. A partir de ce moment ses tableaux s'enlèvent avec facilité, il peint abondamment, docile aux commandes, aux suggestions des marchands qui le confinent dans l'Algérie. « Il pestait, dit Maxime Du Camp, et pour la centième fois recommençait le petit cheval blanc, le petit ciel bleu, le petit pré argenté, le petit arbre sans nom dans la botanique et le petit Arabe aux bras nus. Un jour qu'il venait de terminer une de ses jolies toiles, il me la montra, et levant les épaules avec impatience il me dit : « Je suis condamné à ça à perpétuité. » Il resta pourtant laborieux et chercheur, échappa à l'abdication et à la routine d'un Henner et d'un Ziem. Mais la critique et le public accueillaient avec froideur ses tentatives de renouvellement : plus tard les *Centauresses* furent considérées comme une erreur et ses *Venise* parurent ternes et plombées.

Il sentait que son originalité vraie était assez peu dans sa peinture, plus dans ses livres, et beaucoup plus dans cette juxtaposition originale des deux arts qu'il possédait. C'est précisément l'année de son grand succès de peinture qu'il commence *Dominique*. Il n'y avait eu qu'un roman dans sa vie comme il n'y avait qu'un voyage refait plusieurs fois. Il avait écrit le voyage, il écrivit le roman, qui ne parut qu'en avril et mai 1862 dans la *Revue des Deux Mondes*. Entre temps il avait eu l'idée d'exploiter d'une façon assez hasardeuse sa veine algérienne, en écrivant avec Ludovic Halévy une grande pièce orientale à spectacle, machine pour quelque Châtelet, *Mesa-Oudah*, mais l'esquisse commencée fut assez vite abandonnée.

Dominique eut un grand succès auprès de la critique et des lettrés, un succès moindre auprès du public qui ne lui vint

que peu à peu. Mais sa renommée de peintre et d'écrivain valait à Fromentin une place officielle considérable. Au Salon membre influent du jury, invité à Compiègne par l'Empereur, ayant le goût de la vie mondaine où se déployaient ses qualités de brillant causeur, il semblait promis aux plus hautes satisfactions de carrière. Elles s'arrêtèrent pourtant à une limite assez modeste. Une brouille avec la princesse Mathilde lui causa des ennuis. En 1867, il se présenta à l'Académie des Beaux-Arts. Mais il lui manquait d'avoir exécuté de la peinture religieuse et historique. Spécialiste d'Afrique, il n'avait même rien fait de militaire, n'avait pas eu l'idée de peindre un zouave. Le *dignus intrare* ne fut pas prononcé, et Pils, un peintre qui réunissait à souhait tous ces mérites, fut élu.

Une occasion fut offerte à Fromentin en 1869 de renouveler son répertoire d'orientaliste. Il se laissa tenter par le voyage que le vice-roi d'Égypte, à l'occasion des fêtes d'inauguration du canal, fit organiser pour toute une caravane de lettrés et d'artistes français. Son carnet de voyage, publié par Louis Gonse, est des plus intéressants et nous laisse regretter qu'il ne l'ait pas rédigé en livre. Quelques toiles que lui inspirèrent plus tard ses souvenirs du Nil sont parmi ses meilleures. L'été suivant il partit pour Venise avec sa femme et en revint quinze jours après, à la nouvelle de la déclaration de guerre.

Il passe tristement le temps de la guerre à Saint-Maurice, auprès d'une femme neurasthénique et d'une vieille mère malade. Ses lettres révèlent, comme toutes celles du temps, la plus noire tristesse, et il s'y joint un froid découragement qui l'empêche quelque temps de travailler. Il se remet à peindre, mais il semble que, n'ayant plus rien à dire, il ait renoncé à la littérature. Buloz voudrait qu'il lui donnât des articles de critique, qu'il étudiât les grands peintres dans la *Revue des Deux Mondes*. Il s'y décide, et en attendant l'Italie il fait en l'été de 1876 un voyage d'un mois dans les musées de Belgique et de Hollande, d'où il rapporte les notes qui serviront aux *Maîtres d'autrefois*, publiés chez Buloz et en volume l'année suivante.

L'accueil fut chaleureux, mais le livre fut plus discuté que ses trois aînés. Beaucoup s'indignèrent des grandes réserves que

Fromentin apportait à son admiration pour Rembrandt. Des professionnels de la critique d'art considérèrent ce peintre comme un intrus dangereux et sa compétence technique comme un précédent pernicieux. Fromentin pensa que les *Maîtres d'autrefois* complétaient son œuvre littéraire d'une manière suffisante pour lui ouvrir l'Académie française. Il se présenta. Précisément il avait pour concurrent l'un de ceux dont son livre avait troublé le ciel serein, Charles Blanc, un vulgarisateur qui était à peu près à la critique d'art ce que Louis Figuier était à la science, mais qui s'était créé des relations comme directeur des Beaux-Arts. Il fut élu par vingt et une voix contre douze qu'obtint Fromentin. Quand Fromentin, deux mois après, mourut, Blanc, poursuivant ses avantages, écrivit dans *le Moniteur universel* une lettre où les *Maîtres d'autrefois* étaient représentés comme la honte de la critique.

Les témoignages sont à cela près unanimes sur la dignité et la délicatesse du caractère de Fromentin. Son centenaire coïncide avec celui d'Émile Augier, né comme lui en 1820. Il était naturel qu'ils fussent sympathiques l'un à l'autre. Ce sont deux bourgeois français, dont l'adolescence s'écoula dans de bonnes familles au temps du roi-citoyen, qui eurent leurs vingt ans au temps de la seconde République, et qui vers 1868 organisaient ensemble des charades à Compiègne, aux soirées de l'Impératrice. Leurs façons de comprendre et de vouloir leur furent communes avec toute une génération qui se développe aujourd'hui assez clairement devant le regard de l'histoire et de la critique, et dont ces deux noms aident à comprendre les mérites et les limites. Fromentin écrivait dans une lettre de jeunesse : « Je voudrais faire croire à des goûts que je n'ai pas pour le monde, et surtout paraître le plus simple possible, afin de détruire ce préjugé stupide qui prête aux artistes des prétentions à l'excentricité. » Il fut, dans sa vie et dans son art, de l' « école du bons sens », et aussi dans sa littérature et dans sa critique. *Dominique*, roman de classe moyenne, reste le meilleur des romans qui figurent en France, d'après un vieux rythme humain, une jeunesse qui se dépouille et une classe moyenne qui s'établit. Fromentin fut le peintre d'un Orient sans romantisme. Et critique il eut à peu près pour Rembrandt les sentiments d'un Ponsard ou d'un

Augier pour Victor Hugo. Le hasard des nombres ramène son centenaire dans une époque de « réaction contre le romantisme » : les époques précédentes aussi, d'ailleurs ; mais on dit que leur réaction n'était pas la bonne. Ne jugeons ces actions et réactions qu'à leurs fruits, Fromentin nous en garde encore qui ne sont pas négligeables.

II

L'ORIENTALISTE

On écrira sans doute un jour une histoire de l'orientalisme au XIXe siècle, et les matériaux qu'aura amassés l'auteur de cette histoire permettront peut-être de répondre à diverses questions intéressantes, aujourd'hui encore obscures. Il est entendu que le terme d'Orient s'entend de tous les pays chauds qui vont de l'Inde au Maroc. Les éléments dont se composent, tant dans l'imagination que dans la réalité, son pittoresque et sa séduction sont complexes. C'est cette figure de la nature, dont l'Europe ne nous offre pas d'exemple : le désert, dont la poésie partage certains de ses éléments avec la poésie de la mer. C'est le charme étrange de l'Islam, le décor d'une religion si parfaitement appropriée à un climat et à une humanité, en un temps où *le Génie du Christianisme* a appris aux Français à considérer la religion, et la leur d'abord, comme un fait esthétique et un ordre décoratif. C'est une certaine sensualité qui ne se développe en Europe qu'avec une mauvaise conscience, et à laquelle l'Orient, imagine-t-on, donne un cadre, une nourriture, une philosophie. C'est la pompe des souvenirs historiques, les scènes de l'antiquité biblique et classique que nous rappellent, en les lieux mêmes où elles se développèrent, des attitudes et des costumes. C'est, au XIXe siécle, par suite de la pénétration européenne et des conquêtes coloniales, l'équivalent pour les lettres et l'art de ce que sont pour la politique et le commerce l'ouverture de départements et de débouchés nouveaux. Cette conquête de l'Orient s'est faite progressivement sans qu'il y ait jamais eu une brusque révélation comme celle de la nature alpestre

par Rousseau ou celle de la nature américaine par Chateaubriand. Mais l'orientalisme a eu ce qui manqua — et manque encore — aux Alpes et à l'Amérique : des peintres. Dans la mesure où il a été un « mouvement » lié au mouvement romantique, il nous apparaît comme l'œuvre conjuguée et mêlée des littérateurs et des artistes : ceux qui vivent sur les frontières des deux professions, Delacroix, Théophile Gautier, Fromentin, nous le font suffisamment comprendre.

De ces trois noms, le dernier est non certes le plus grand, mais celui sous lequel l'auteur du livre que nous souhaitons trouverait pour résoudre son problème historique le plus d'intelligence et de lumières. En peinture Fromentin a pris avec élégance et correction, sans d'ailleurs les imiter, la suite de maîtres plus grands que lui, des Decamps et des Marilhat qui connaissaient alors le plein succès. En littérature descriptive, ses deux livres, *Un Été dans le Sahara* et *Une Année dans le Sahel*, font époque. Mais comme, à la différence de Delacroix, c'est un écrivain professionnel qui ne se borne pas à un *Journal intime*; comme, à la différence de Gautier, c'est un esprit pourvu éminemment de sens critique, et qui, eût dit Faguet, a des idées, — il a réfléchi non seulement sur l'Orient et sur sa peinture de l'Orient, mais sur l'orientalisme lui-même, sur les problèmes qu'il pose, sur son aspect historique général.

Sa conclusion est que l'incorporation de la nature orientale à la grande peinture reste à trouver. Rappelant une conversasion avec Cabat dans laquelle, pour celui-ci, la Seine était devenue « le fleuve ». Fromentin ajoute : « Qui de nous pourra faire quelque chose d'assez individuel et à la fois d'assez général avec l'Orient pour devenir l'équivalent de cette idée simple de fleuve? » Il ne pense nullement que ce soit lui. « Il est probable que j'échouerai dans ce que j'entreprends, ce qui ne prouvera pas que l'entreprise est irréalisable. »

Le problème est parfaitement posé. Les peintres ont été attirés vers l'Orient par ce qu'il offrait d'original, de non vu, de curieux. Ils ont cru ajouter à la découverte d'un art nouveau en la doublant par la découverte d'une matière nouvelle. Ils se sont placés ainsi à l'antipode de l'art hollandais (qui connut d'ailleurs avec Van Everdingen un exotisme norvégien

de la montagne et du Nord). Ou plutôt ils ont eu tendance à donner (même Delacroix dans sa *Noce juive*) à leur peinture le vivant de l'anecdote originale. On voyait, il y a quelques années, et on voit peut-être bien encore dans l'un des deux Salons officiels, des tableaux d'un peintre qui avait choisi pour spécialité les scènes familières ou badines entre curés, évêques, cardinaux. Cela donnait, comme peinture, ce que cela pouvait, mais le piquant de l'anecdote arrêtait le gros public, peu habitué à voir les dignitaires de l'Église en cette attitude, et l'auteur n'en demandait sans doute pas plus. Ce genre d'originalité, tout art littéraire peut le rechercher légitimement, et Fromentin, dans ses grands récits de voyage, ne se fait pas faute de transformer dans ce sens la réalité telle qu'il l'a vue. Mais, la peinture, et ici la peinture orientaliste lui paraît comporter le traitement inverse. On devra rechercher dans la nature orientale le genre commun, la réalité ordinaire, le type que l'on reconnaît oriental sans être jamais allé en Orient. Raisonnable et traditionnel, Fromentin voit comme but et limite de l'orientalisme une idée de l'Orient ainsi que Cabat devant la Seine rêvait à une idée du fleuve.

Dès son premier voyage en 1846 il écrivait : « Plus j'étudie cette nature, plus je crois que malgré Marilhat et Decamps l'Orient reste encore à faire. Pour ne parler que des hommes, ceux qu'on nous fait sont des bourgeois. Le vrai peuple arabe en haillons et plein de vermine, avec ses ânes misérables et teigneux, ses chameaux en guenilles passant, noirs et rongés par le soleil, devant des horizons splendides, cette grandeur dans les attitudes, cette beauté antique dans les plis de tous les haillons, voilà ce que nous ne connaissons pas. » Il est frappé par le caractère biblique de ces hommes graves et magnifiquement drapés, par les ressources que pourrait tirer de l'Algérie une interprétation moins conventionnelle de l'antiquité sacrée.

Il se défend de retrouver les souvenirs bibliques dans le côté pittoresque, local, précis de l'Algérie ou d'un pays oriental quelconque, au contraire par exemple de James Tissot. Si la vie arabe lui paraît évoquer l'image saisissante des personnages et des pays bibliques, c'est précisément dans la mesure où elle dépouille l'homme, le simplifie, l'associe à

la beauté pure de la terre, des cieux et de la lumière. « Si plus fréquemment que d'autres il approche de l'épopée, c'est alors par l'absence même de tout costume, c'est-à-dire en quelque sorte en cessant d'être arabe pour devenir humain. » Fromentin rêve d'une idéalisation de la nature orientale, et le peintre parfait qui serait au bout de ce rêve, on peut l'imaginer comme un Ingres de la lumière. « Ce n'est pas la gaieté qui me plaît dans la lumière, ce qui me ravit, c'est la précision qu'elle donne aux contours, et de tous les attributs propres à la grandeur, le plus beau selon moi c'est l'immobilité. En d'autres termes je n'ai de goût sérieux que pour les choses durables, et je ne considère avec un sentiment passionné que les choses qui sont fixes. » Mais son intelligence de critique dépasse de beaucoup ses moyens et sa volonté de peintre, et le peintre n'a pas réalisé grand'chose de ces ambitions.

La façon dont il comprenait son voyage d'Algérie, les ambitions précises et limitées, modestes en somme, dont la réalisation lui paraissait un bénéfice suffisant et parfait, nous donnent la mesure de cet écart entre l'écrivain et le peintre. Au commencement de son second et plus important voyage, celui de 1847, il écrit : « J'entends, tu le comprends, tirer un double parti de ce voyage : d'abord faire mon éducation de peintre dans ce long et étroit contact avec la nature. Mon travail d'atelier m'a appris tout ce qui me manque ; il faut que je l'acquière. Je le puis là mieux qu'ailleurs. Mes observations porteront sur tout à la fois, car l'éducation d'un peintre ne saurait se faire d'une manière complète dans une nature qui ne l'est point par elle-même. Je compte en outre meubler mes cartons et amasser de quoi suffire à de longs travaux d'atelier. Mon programme est arrêté. Outre les études qu'il faudra faire à titre d'exercice, j'en ferai en vue de travaux précis, déjà médités. Nous emploierons la saison des pluies à faire la figure. » Fromentin demeure très fidèle à ce programme, avantageux pour sa carrière, néfaste à son art. Il a fait en trois voyages de jeunesse, relativement courts, sa provision complète de nature algérienne, nature d'ailleurs intelligemment comprise comme une somme, comme un système clos d'êtres et de rapports. Les copies qu'il rapportera dans ses cartons alimenteront une vie de travail d'atelier,

et ce travail, ainsi soustrait à l'influence et à l'action constantes de la nature, risquera de devenir une fabrique, de se racornir en poncif. La peinture de Fromentin ne donne pas cependant une impression d'insincérité, et sa méthode de travail lui a été tout de même moins néfaste qu'on ne pourrait le croire. Il le doit à une qualité qu'il possède à un degré extraordinaire, la mémoire. Le capital d'études sur lequel a vécu sa carrière était un capital vivant. En 1846, il écrivait à sa mère : « En passant par le souvenir, la vérité devient un poème, le paysage un tableau. Si grande et si belle que soit la réalité, tu verras que le souvenir finit encore par la dépasser et réussit à l'embellir. Je suis bien sûr que tout ce que j'ai vu il y a trois mois reste maintenant au-dessous de l'image transfigurée que j'en ai gardée. » En réalité sa mémoire ne lui fournissait pas seulement cette synthèse spontanée, elle lui gardait intact le monde infini des détails. Contant chez Brébant ses souvenirs d'Égypte, il émerveille ainsi Edmond de Goncourt.

« Longtemps, il a décrit le pays avec une mémoire qui a le souvenir du jour, du vent, du nuage, une mémoire locale inouïe, mettant, avec la couleur de sa parole, sous nos yeux les tournants du Nil, les aspects des pylônes, les silhouettes des petits villages, les lignes chaotées de la chaîne Libyque — comme s'il nous en montrait les esquisses.

« Non, je ne suis jamais tombé sur un homme ayant emporté d'un pays une réminiscence plus grandiose de tous les détails à demi cachés et presque secrets, qui en font le caractère intime... » Il disait : « Je ne prends pas de notes. »

La mémoire de Fromentin ne l'empêchait pas de prendre, avec ses croquis, des notes (ses carnets en font foi). Lui-même d'ailleurs accrédite dans la préface de 1874 à un *Été dans le Sahara* une opinion analogue à celle que lui prête le *Journal*. Il prétend avoir écrit ses deux livres de voyage « sans autre ressource que la mémoire et dans la forme particulière propre aux souvenirs condensés ». En réalité, il a eu recours à ses carnets et à ses croquis. Mais il est vrai qu'ils ne lui fournissent qu'un canevas léger et des points de repère effacés. De même que les toiles africaines de Fromentin sont peintes dans son atelier de Paris, de même *Un Été dans*

le Sahara et *Une Année dans le Sahel* sont construits sur une fiction : des lettres à Armand du Mesnil, écrites après le voyage, et que la comparaison avec les carnets nous montre pleines de transpositions et d'inventions. Tels récits qui semblent authentiques et vécus, comme le vol dont il est victime à Laghouat sont imaginés par lui sur le noyau réel d'une vieille histoire qui lui est arrivée plusieurs années auparavant. On éprouve d'abord une surprise quand, derrière cette correspondance en apparence toute fraîche et sincère, on reconnaît cet artifice. En réalité cette idéalisation positive, cette reconstruction par la mémoire fait partie du génie propre de Fromentin ; au contraire d'un Loti, la sensation directe ne lui fournit rien de bien utilisable. Au retour de son second voyage il écrit : « Il y a un trop-plein de sensations qui va déborder pendant quelque temps sous mille formes : notes, récits, aquarelles, dessins, esquisses. » Le voyage, vu avec un certain recul, entre dans la période de cristallisation. La page célèbre de *Dominique* sur la magie de l'absence va très loin quand on l'applique à la psychologie de Fromentin.

Si l'absence, le lointain, lui servent à résumer et à idéaliser, la mémoire lui maintient présents une infinité de détails entre lesquels il a le choix pour faire vivre ce résumé, animer cette idéalisation. Ce qui donne aux deux livres de Fromentin une valeur hors pair dans notre littérature de voyage, c'est le merveilleux équilibre entre l'œil qui perçoit et qui note le détail pittoresque, et l'esprit qu'on sent toujours prêt à faire rentrer ce détail dans un ordre, c'est-à-dire l'équilibre entre une sensibilité fraîche et une intelligence instruite. Ce mélange d'indications de peintre, d'impressions très fines, de pensées vigoureuses et justes nous donne non seulement la réalité de livres parfaits, mais l'idée d'un homme complet, d'une belle harmonie entre un œil qui sait voir, une main qui sait rendre, une âme qui sait sentir, un esprit qui sait penser. Harmonie qui n'est pas confusion, qui exclut la confusion. Peintre, Fromentin ne fera pas plus de la littérature de peintre, comme Théophile Gautier, qu'écrivain il ne voudrait faire de peinture littéraire, comme Paul Delaroche. Expert dans les deux arts, il appliquera son intelli-

gence à les bien distinguer, à tirer de tous deux, sur leur terrain propre, leur plein rendement.

« Il y a des formes pour l'esprit, comme il y a des formes pour les yeux; la langue qui parle aux yeux n'est pas celle qui parle à l'esprit. Et le livre est là, non pour répéter l'œuvre du peintre, mais pour exprimer ce qu'elle ne dit pas. » Ainsi s'exprime-t-il dans cette curieuse et intelligente préface d'*Un Été dans le Sahara* qui est comme son manifeste littéraire. Nous y voyons, avec limpidité, un homme désireux de clarté, précis dans ses ambitions, peintre de son métier mais qui se sait assez de souplesse dans l'esprit pour comprendre qu'il pouvait réussir aussi bien dans un autre métier, et qui institue une expérimentation à la fois sur lui-même, sur l'art littéraire, sur les rapports et les limites de l'art littéraire et de la peinture. Et l'expérimentation réussit : « J'en conclus avec la plus vive satisfaction que j'avais en main deux instruments distincts. Il y avait lieu de partager ce qui convenait à l'un, ce qui convenait à l'autre. Je le fis. Le lot du peintre était forcément si réduit, que celui de l'écrivain me parut immense. Je me promis seulement de ne pas me tromper d'outil en changeant de métier. »

La différence des deux outils, des deux métiers, est pour lui celle du matériel au spirituel et du lourd à l'impondérable. Il y a eu de grands poètes en peinture, et la perfection de la peinture n'est chez Léonard que le seuil d'où partent, comme une procession de formes changeantes, des suggestions indéfinies. Le paysage lui-même, avec Corot et Rousseau, ne s'arrête pas à la surface du tableau et se prolonge en nous par une atmosphère sensible et pensante. La peinture orientale ne comporte pas cette musique lointaine : la nature qu'elle reproduit, le caractère inhabituel pour nous de cette nature l'arrêtent comme une main posée sur un verre vibrant de cristal. De là chez Fromentin une distinction plus nette des deux arts. Ce que sa mémoire avec des habitudes spéciales, ce que son œil avec plus d'attention, de portée et de facettes, avaient retenu de sensations pendant le cours d'un long voyage en pleine lumière, il essayait de l'approprier aux convenances de la langue écrite. Il transposait à peu près comme fait un musicien, en pareil cas. Il aurait voulu

que tout se vît sans offusquer la vue, sans blesser le goût; que le trait fût vif, sans insistance de main; que le coloris fût léger plutôt qu'épais; souvent que l'émotion tînt lieu de l'image. En un mot, sa pensée constante, je le répète, était que sa plume n'eût pas trop l'air d'un pinceau chargé d'huile et que sa palette n'éclaboussât pas trop souvent son écritoire. Il met son élégance à être un écrivain et non pas seulement un peintre qui écrit. Il sent parfaitement que l'œuvre propre de la littérature est d'introduire et de suggérer les images, de provoquer l'esprit à les produire de lui-même, au lieu que la peinture, tout au moins sa peinture à lui et celle des orientalistes, impose les siennes à l'esprit. Toutes proportions gardées, le livre, pour Fromentin, relaye la peinture comme la musique du violon relayait pour Ingres le dessin précis, le tableau parfait et clos d'où rien ne s'évadait.

L'impression picturale, le tableau virtuel (qui passera ou non à la réalité de la toile) est une réalité physique, bien que l'art y enferme le plus de sens et d'âme possible. Voici un passage qui fera comprendre comment l'écriture, le prenant pour point de départ, en porte, par ses moyens propres, les puissances à plus de spiritualité, et joue avec les éléments moraux comme le peintre avec les éléments matériels. « Nos tentes, très vastes, et, soit dit en passant, déjà rayées de rouge et de noir comme dans le Sud, occupaient la largeur d'un petit plateau nu, au bord de la rivière. Elles étaient grandes ouvertes, et les portes, relevées par deux bâtons, formaient sur le terrain jaune et pelé deux carrés d'ombre, les seules qu'il y eût dans toute l'étendue de cet horizon accablé de lumière et sur lequel un ciel à demi voilé répandait comme une pluie d'or pâle. Debout dans cette ombre grise, et dominant tout le paysage de leur longue taille, Si-Djilali, son frère et leur vieux père, tous trois vêtus de noir, assistaient en silence au repas. Derrière eux, et en plein soleil, se tenait un cercle de gens accroupis, grandes figures d'un blanc sale, sans plis, sans voix, sans gestes, avec des yeux clignotants sous l'éclat du jour, et qu'on eût dit fermés. Des serviteurs, vêtus de blanc comme eux et comme eux silencieux, allaient sans bruit de la tente aux cuisines dont

on voyait les fumées s'élever en deux colonnes onduleuses au revers du plateau, comme deux fumées de sacrifice.

» Au delà, afin de compléter la scène et de l'encadrer, je pouvais apercevoir, de la tente où j'étais couché, au coin du douar, au bout de la rivière où buvaient des chevaux libres, et, tout à fait au fond, de longues troupes de chameaux bruns, au cou maigre, couchés sur des mamelons stériles, terre nue comme le sable et aussi blonde que des moissons.

» Au milieu de tout cela, il n'y avait donc qu'une petite ombre, celle où reposait les voyageurs, et qu'un peu de bruit, celui qui se faisait sous la tente.

» Et de ce tableau, que je copie sur nature, mais auquel il manquera la grandeur, l'éclat et le silence, et que je voudrais décrire avec des signes de flamme et des mots dits tout bas, je ne garderai qu'une seule note qui contient tout : « Bois en paix. »

« Bois en paix » est l'inscription arabe qui se trouve sur les tasses où les voyageurs boivent le café. C'est là une très belle page, mais aussi et surtout curieuse en ce qu'elle est caractéristique de la place littéraire tenue par Fromentin. La question qu'il pose, et autour de laquelle s'ordonne spontanément sa description, est une question abstraite, une attitude de l'intelligence : c'est le problème des frontières et des rapports entre un tableau littéraire et un tableau pictural. Il l'a traité dans la préface d'*Un Été dans le Sahara*. Il estime que l'un commence où l'autre finit. Et la page que je viens de citer ne contredit pas cette idée, mais elle la tempère. Elle figure une impression picturale plutôt qu'elle n'indique une impression littéraire. Tout y est disposé en vue d'un tableau, et d'un tableau classique, d'un paysage historique pris dans la tradition qui va de Poussin à René Ménard. A ce moment de son voyage Fromentin est hanté par l'Orient stylisé des patriarches, qu'il retrouve en Algérie. Et sa description littéraire stylise dans le même sens. Évidemment nous sommes loin de la description à la Loti, qui songe si peu à faire un tableau ; mais notons que la peinture se déplace avec la littérature, et un peu dans le même sens, puisque au temps de Loti les impressionnistes ne songent pas davantage à faire un « tableau ». Et Fromentin, après avoir construit

son tableau littéraire à l'image et dans l'esprit d'un tableau pictural, après l'avoir à la fois copié « sur nature » et idéalisé en peintre classique, en marque les limites, fait sentir le point où l'évocation picturale a épuisé ses moyens, où la parole n'est plus qu'aux « signes de flamme » et « aux mots dits tout bas », et, plus bas encore, confondue avec la tasse de café de l'hospitalité, se résume en cette seule note : « Bois en paix ».

La transformation du tableau en page est ici sensible. Mais on aura reconnu ce que cette glose, prenant la suite de celle de Fromentin, comporte d'artificiel. Les limites des deux arts sont moins tranchées théoriquement que Fromentin ne le dit, ou plutôt elles sont tranchées de façon singulière dans un ordre irréversible. Le terme de peinture littéraire s'emploie toujours en mauvaise part, celui de littérature plastique non. *Ut pictura poesis* n'a jamais été retourné par aucun peintre (sinon par ceux qui ne peignent que dans les airs avec la fumée de leurs théories et de leurs pipes) en un *Ut poesis pictura*. On peut parler à vrai dire de la poésie d'un tableau, *l'Embarquement pour Cythère* par exemple, mais cette poésie est créée littérairement par le spectateur plutôt que donnée consciemment par le peintre. Les peintres qui ont voulu faire de la poésie, comme les artistes du symbolisme et de la Rose-Croix se sont tristement fourvoyés. Au contraire, à l'époque de Fromentin, la littérature cherche avec une bonne conscience et un estomac robuste à incorporer le plus possible de peinture, et d'art plastique en général. Le goût fin et classique de Fromentin a beau s'efforcer de les tenir sur des terrains différents : sa préface théorique de 1847 ne répond qu'à moitié à la réalité de son œuvre telle qu'il l'avait conçue une quinzaine d'années plus tôt. *Une Année dans le Sahel* et surtout *Un Été dans le Sahara* sont bien écrits sous le signe et dans la hantise de la peinture, mais aussi dans une liberté qui sait se dégager, quand il le faut, des images, pour arriver à l'expression de l'intelligence pure.

Un Été dans le Sahara (certainement supérieur à ce joli séjour à Mustapha et à Blidah que raconte *Une Année dans le Sahel*) nous rend incomparablement l'âme même de la nature désertique, l'espace, les longues journées de chaleur

et de monotonie puissante, et surtout et toujours l'inépuisable lumière. Il semble que Fromentin soit venu en Afrique chercher la lumière moins pour la peindre que pour la comprendre, en obtenir l'intelligence et en créer l'idée. Il nous fait penser à un grand peintre — peut-être impossible — qui eût été dans la lumière d'Orient comme Claude Lorrain dans la lumière de Rome : « C'est une sorte de clarté intérieure qui demeure, après le soir venu, et se réfracte encore à travers mon sommeil. Je ne cesse pas de rêver lumière ; je ferme les yeux et je vois des orbes rayonnants ou bien de vagues réverbérations qui grandissent, pareilles aux approches de l'aube ; je n'ai pour ainsi dire pas de nuit. » Même dans ses toiles nous saisissons quelque chose de cette lumière qui « vous baigne également, comme une autre atmosphère, de flots impalpables. Elle enveloppe et n'aveugle pas. D'ailleurs l'éclat du ciel s'adoucit par des bleus si tendres, la couleur de ces vastes plateaux, couverts d'un petit foin déjà si flétri, est si noble, l'ombre elle-même de tout ce qui fait ombre se noie de tant de reflets, que la vie n'éprouve aucune violence, et qu'il faut presque la réflexion pour comprendre à quel point cette lumière est intense. »

Cette lumière à la fois sensible et intellectuelle qui n'existe vraiment, pour Fromentin, que prolongée et mise en valeur par les harmoniques de la mémoire et de la réflexion, nous la trouvons jusqu'à un certain point dans sa peinture ingénieuse et plus encore dans son style écrit. Son style descriptif n'est pas, comme celui de Chateaubriand et de Loti, une vision nouvelle des paysages rendue par une expression littéraire nouvelle. Son mérite c'est une conscience calme, une probité aisée qui fait que sa phrase parfois alourdie et généralement sans musique ne se trouve jamais, devant un spectacle, un sentiment ou une idée, dénuée de moyens, et dit clairement, entièrement, pittoresquement, ce qu'elle veut dire. Au fond de ce style il y a en somme, comme sa base et son capital, des qualités solides à la Gautier, et, comme chez Gautier, la transposition possible de la peinture à l'écrit. Possible, parce que, plus que Gautier, Fromentin a l'esprit de discipline et d'humanisme qui fait qu'il se contente de s'en montrer capable et n'en use que par moments.

Son style descriptif prend place sur la courbe qui unit l'Orient de l'*Itinéraire* à l'Afrique de *Salammbô*. Dans la page qui suit, l'oreille éprouve la sensation de ce passage. Elle est tirée d'*Un Été dans le Sahara* qui parut en 1856, un an avant *Madame Bovary* et qui était la première œuvre de Fromentin.

« Au delà commençait l'azur; et alors, à des profondeurs qui n'avaient pas de limites, à travers des limpidités inconnues on apercevait le pays céleste du bleu. Des brises chaudes montaient, avec je ne sais quelles odeurs confuses et quelle musique aérienne, du fond de ce village en fleurs; les dattiers, agités doucement, ondoyaient avec des rayons d'or dans leurs palmes; et l'on entendait courir, sous la forêt paisible, des bruits d'eau mêlés aux froissements légers du feuillage, à des chants d'oiseaux, à des sons de flûte. En même temps un muezzin, qu'on ne voyait pas, se mit à chanter la prière du soir, la répétant quatre fois aux quatre points de l'horizon, et sur un mode si passionné, avec de tels accents, que tout semblait se taire pour l'écouter. » Jusqu'à l'avant-dernière phrase nous sommes sur une sorte de plaque tournante entre le style des *Mémoires d'outre-tombe* et celui de *Madame Bovary*. La periode ternaire du milieu pourrait être exactement de Flaubert. Mais la dernière phrase ne pourrait absolument pas être de Flaubert, qui termine toujours un paragraphe descriptif par un trait net et pittoresque, une saillie, au lieu que Fromentin l'achève par cette ligne égale ou déclinante où se plaisait le XVII[e] siècle.

Après le Flaubert oratoire et nombreux de *Madame Bovary*, Fromentin descriptif saura rappeler ou plutôt annoncer le Flaubert plastique, ramassé et vibrant de *Salammbô* et surtout de *la Tentation*. Exception faite d'un « pour ainsi dire », le tableau suivant pourrait appartenir aux jeux de scène et à la partie décorative, aux figures locales dont Flaubert dans sa dernière version de *Saint Antoine* anime autour du solitaire le paysage égyptien.

« Quelquefois un épervier apparaît dans le carré de ciel bleu compris entre les murs gris de la cour. Tout à coup son ombre, qui flotte un moment sur le pavé, fait lever la tête au chien de garde et lui arrache un rauque aboiement. L'oiseau

se laisse tomber comme s'il était mort, prend un débris, donne un coup d'aile et remonte ; il s'élève en faisant de grands cercles ; arrivé très haut il se fixe. On le distingue encore, comme un point jaune taché de points obscurs, immobile, les ailes étendues, cloué pour ainsi dire comme un oiseau d'or sur du bleu. »

Même parfois le paysage algérien donne déjà à Fromentin la primeur de certaines musiques qu'il gardait pour André Gide. Ceci pourrait appartenir à *Amyntas :*

« Les collines se couvraient d'ombre ; les bois étaient couleur de bronze, les champs avaient la pâleur exquise des blés nouveaux ; le contour des bois s'indiquait par un filet d'ombres bleues. On eût dit un tapis de velours de trois couleurs et d'épaisseur inégale ; rasé court à l'endroit des champs ; plus laineux à l'endroit des bois. »

Ces analogies indiquent seulement qu'il y a, dans une certaine mesure, une nature commune au style des écrivains qu'on pourrait appeler orientalistes. J'entends le style fait, achevé, poussé dans la grande voie traditionnelle de la prose française. Il faudrait en excepter Loti, merveilleux notateur qui pousse plus loin qu'eux tous la fraîcheur et l'intégrité de la sensation, mais aussi l'inaptitude à l'étendre en idée, l'ignorance de ce que l'Occident appelle penser : aussi se trouve-t-il de plain-pied, beaucoup plus que Fromentin, avec les choses et les figures d'Orient. Il n'est pas de page de Fromentin où l'on ne voie de façon continue que c'est un homme fort intelligent qui parle. Aussi la nature d'Orient est chez lui de la nature interprétée, et s'il y a pour les yeux bien des manières de la voir, il n'y a peut-être pour des cervaux d'Occident, à notre époque, qu'une manière générale de l'interpréter. Chez des artistes bien instruits et très conscients, comme Fromentin, Gautier, Flaubert, Gide, le style n'est pas seulement sensation, il est aussi, et beaucoup, interprétation. Et nous pourrions ajouter ici M. André Chevrillon et les frères Tharaud qui participent à la même interprétation, et qui présentent, eux aussi, des analogies de style avec Fromentin. Tous ces noms forment vraiment une école orientaliste française, à base d'intelligence, en face de laquelle un Loti est seul. On y discernerait trois idées fondamentales qui suffisent à

lui donner cette unité ; une idée du style descriptif français, à évolution lente, depuis Rousseau ; — une idée des rapports et des différences, un exercice de comparaison constant, entre la peinture et l'écriture ; — une idée analogue de rapports et de différence, un exercice pareil de comparaison entre l'Occident et l'Orient.

Chacun porte d'ailleurs dans le genre commun de cette école sa différence spécifique. Je n'ai à noter ici que celle de Fromentin. Sa tendance propre est celle que formule le mot d'Amiel : faire de la nature qu'il contemple un état d'âme, un état d'âme qui trouve son équilibre en devenant un état d'intelligence. Et l'originalité de cette fleur consiste dans le lien qui l'unit à sa racine. Cet état mental survient, à un moment donné, sur un tableau pur et presque technique de peintre.

« Il faisait chaud, l'air était orageux ; le ciel, semé de nuages avec des trouées d'un bleu sombre, promenait des ombres immenses sur l'étendue de ce beau pays, tout coloré d'un vert sérieux. C'était paisible, et je ne puis dire à quel point cela me parut grand. »

Tout le morceau tourne autour de la belle épithète mentale : « vert sérieux ». A ce moment le sens passe de l'extérieur à l'intérieur, de la peinture à la poésie, les mots les plus ordinaires suffisent alors à garder intacte et à prolonger longtemps la force de l'adjectif.

Un tableau plus développé et plus complexe nous apparaîtra sous la même figure :

« Ce premier aspect d'un pays désert m'avait plongé dans un singulier abattement. Ce n'était pas l'impression d'un beau pays frappé de mort et condamné par le soleil à demeurer stérile ; ce n'était plus le squelette osseux de Boghari, effrayant, bizarre, mais bien construit ; c'était une grande chose sans forme, presque sans couleur, le rien, le vide, et comme un oubli du bon Dieu ; des lignes fuyantes, des ondulations indécises ; derrière, au delà, partout, la même couverture d'un vert pâle étendue sur la terre ; çà et là des taches plus grises, ou plus vertes, ou plus jaunes ; d'un côté les Sebal-Rous à peine éclairées par un pâle soleil couchant ; de l'autre, les hautes montagnes du Tell encore plus effacées dans les brumes

incolores ; et là-dessus un ciel balayé, brouillé, soucieux, plein de pâleurs fades, d'où le soleil se retirait sans pompe et comme avec de froids sourires. Seul, au milieu du silence profond, un vent doux qui venait du Nord-Ouest et nous amenait lentement un orage, formait de légers murmures autour des joncs du marais. Je passai près d'une heure entière couché près de la source à regarder ce pays pâle, ce soleil pâle, à écouter ce vent si doux et si triste. La nuit qui tombait n'augmenta ni la solitude, ni l'abandon, ni l'inexprimable désolation de ce lieu. »

On voit la différence qui existe dans l'art du paysage entre l'état d'âme à la Chateaubriand et l'état d'âme à la Fromentin : le premier romantique et tendu, rare et noble, le second réaliste, précis, quotidien. On retrouve devant les visions d'Algérie l'analyste de *Dominique*. On sent dans cette page, comme dans presque toute l'œuvre de Fromentin voyageur, que cette tête lucide et pratique a devant son impression et son souvenir le souci de les représenter justement, dans leur extérieur et leur intérieur. Il s'agit ici de donner à la fois la sensation, le sentiment, l'idée de la terre vue sous un aspect d'évanescence, comme de l'être diminué qui reflue vers le néant. Le paysage est d'abord construit ou plutôt détruit par le jeu de quelques lignes qui semblent tirées d'un album de croquis; puis toute son âme confondue avec celle de l'artiste s'incorpore au ciel spacieux : ce ciel soucieux, aux pâleurs fades, d'où le soleil se retire avec de froids sourires, tient dans la page la même place que le mot « sérieux » dans le passage qui précède. Sur ces images le paysage tourne du monde de la plastique au monde des sons, à une musique sensible qui dessine extérieurement une musique intérieure. La dernière phrase est d'une poésie retenue et parfaite. Si le XVII[e] siècle avait eu un grand descriptif, un La Fontaine de la prose, il l'eût trouvée.

L'Itinéraire de Chateaubriand, les *Voyages en Orient* de Lamartine, de Gautier, de Gérard de Nerval, ont vieilli, et il semble bien que ce soit là la destinée de tous les livres de voyage. Ceux de Fromentin sont peut-être les récits de ce genre qui datent le moins. Leur fraîcheur de narration, leur netteté spirituelle de description demeurent en bonne partie intactes.

On n'y trouve comme dans Chateaubriand, Gautier ou Taine aucune qualité exclusive et puissante, mais un équilibre intelligent de toutes les qualités requises pour faire une œuvre juste, mesurée et vraie. A la réflexion ces livres sont à leur place dans l'Algérie de 1850. Ils font partie intégrante et harmonieuse d'une conquête ; en accord avec cette prise de possession par l'intelligence française, qui aboutit à la création d'une France d'Afrique, ils annexent de leur côté, pour les lettres françaises, selon une méthode française, un peu à l'exemple de Poussin et de Lorrain à Rome, la lumière et les formes algériennes, prises dans le courant et replacées dans l'unité d'une nature d'Orient, d'une école d'orientalistes. Que Fromentin n'ait que du talent, que l'orientalisme n'ait bénéficié chez personne d'un sursaut de génie et qu'il ne se soit incorporé à l'art supérieur qu'en se confondant dans le romantisme, c'est d'ailleurs ce qui paraît évident, mais qui n'est pas une raison pour ne point goûter à leur place ces genres mineurs et délicats.

(A suivre.)

ALBERT THIBAUDET

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA DÉMOCRATIE ALLEMANDE[1]

LES HOBEREAUX

III

Les organisations agricoles de l'Allemagne sont tout aussi nombreuses et aussi puissantes que les organisations de l'industrie et du commerce. Elles n'ont toutefois, que ce soient des organisations ouvrières ou des organisations patronales, ni le même caractère, ni le même programme. Tandis que les industriels allemands se préoccupent avant tout de défendre les intérêts de l'industrie allemande, les grands propriétaires fonciers, eux, font de la politique. Ils veulent le retour de l'ancienne monarchie et se refusent à admettre, même provisoirement, le principe de la collaboration entre ouvriers et patrons, que les industriels allemands ont accepté comme un pis aller provisoire.

Les ouvriers agricoles, de leur côté, sont sans doute des syndicalistes aussi convaincus et aussi intransigeants que les ouvriers et les employés de l'industrie ; mais, tandis que les ouvriers de l'industrie se sont fixé comme programme la

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juin et du 1er juillet 1920.

réalisation d'une « démocratie économique », dont ils ont eux-mêmes défini le caractère, et travaillent en conséquence à transformer lentement et progressivement leurs syndicats en groupements industriels, les syndicats agricoles ne songent guère qu'à l'établissement des contrats collectifs, c'est-à-dire uniquement à l'amélioration des conditions de travail et de salaire.

Entre les deux groupements agricoles patronaux et ouvriers, les paysans restent, tout comme les artisans dans l'industrie, indécis ou indifférents.

***

La révolution allemande de novembre 1918 n'a pas eu pour résultat de supprimer la grande propriété. Les anciennes provinces prussiennes, situées à l'est de l'Elbe, sont demeurées après deux années de régime républicain le pays des « Junkers » et des « Landräte » (sous-préfets) monarchistes. Il apparaît même comme probable, après le vote de réformes agraires dans les différents États de l'Europe Centrale, que l'Allemagne restera bientôt le seul pays de grande propriété de l'Europe.

Avant la guerre, la répartition de la propriété foncière était la suivante en Allemagne :

Petite propriété (1 à 5 hectares).....	6 798 423	hectares
Moyenne propriété (5 à 100 hectares).	25 391 532	—
Grande propriété (plus de 100 hectares).	9 916 531	—

La grande propriété existait surtout dans les vieilles provinces prussiennes : Poméranie, Prusse Orientale, Prusse Occidentale, Brandebourg, Posnanie, Silésie, Saxe :

Petite propriété....................	1 714 850	hectares
Moyenne propriété................	10 067 908	—
Grande propriété..................	7 688 381	—

et plus spécialement dans :

Les deux Mecklembourg.....	60 %	des terres cultivées
La Poméranie..............	51,2 %	—
La Posnanie...............	44,1 %	—
Le Anhalt..................	38,3 %	—

Tous les « Rittergüter » subsistent encore aujourd'hui, non seulement en tant qu'exploitations agricoles, mais aussi en tant que subdivisions administratives. Ils constituent toujours des circonscriptions particulières ou « districts domaniaux » (*Gutsbezirke*). Ces districts domaniaux seront sans doute prochainement incorporés aux communes avoisinantes ou transformés eux-mêmes en communes. Mais la réforme d'ensemble de l'administration intérieure prussienne, qui doit réaliser cette transformation, n'a pas encore été votée par la Chambre.

L'Assemblée nationale et l'Assemblée prussienne ont par contre adopté, la première le 11 août 1919, la seconde le 16 décembre de la même année, *une loi sur la colonisation intérieure de l'Empire* (*Siedlungsgesetz*), qui est apparue à beaucoup comme l'arrêt de mort de la grande propriété. En réalité, la loi n'est pas une loi révolutionnaire. Elle n'a pas pour fin d'exproprier les grands seigneurs et de supprimer les biens nobles. Elle prétend seulement protéger la classe paysanne, assurer des moyens d'existence à un grand nombre d'Allemands sans travail et accroître la production agricole.

La loi a été établie par un économiste réputé, le professeur Sering, de l'Université de Berlin, qui s'est spécialisé depuis longtemps dans les questions de colonisation intérieure. Elle ordonne la création d' « associations pour la colonisation intérieure » (*Siedlungsverbände*), destinées à procurer de la terre aux personnes qui désireraient s'établir à la campagne, ou aux petits paysans qui voudraient agrandir leur bien. Les associations seront aidées dans leur tâche par des services spéciaux de l'État, appelés « Offices agricoles » (*Landeskulturämter*).

Dans les régions où la grande propriété entre pour plus de 10 p. 100 dans la proportion des terres cultivables, les grands propriétaires devront former « des sociétés pour la livraison de terres » (*Landlieferungsverbände*). Ces sociétés pourront être mises dans l'obligation de fournir aux « Associations pour la colonisation » jusqu'aux deux tiers de la grande propriété, à condition toutefois qu'une telle cession ne réduise pas la superficie des grands domaines à moins de 10 p. 100 des terres cultivables.

Ces dispositions diffèrent sensiblement des mesures prises par l'ancien régime, pour favoriser le développement de l'agriculture à l'est de l'Elbe. La politique colonisatrice du gouvernement impérial épargnait en effet avec soin les grands domaines. Elle se préoccupait surtout de conquérir à l'influence prussienne les régions où habitait une population de race polonaise. Elle n'avait pu toutefois, dans son souci de sauvegarder les biens nobles, constituer de 1890 à 1914 que 40 000 nouvelles exploitations agricoles, chiffre minime, si l'on considère qu'il existe en Prusse environ 3 500 000 domaines agricoles.

La loi sur la colonisation intérieure pouvait donc apparaître comme menaçante pour la grande propriété. Aussi les grands propriétaires s'efforcèrent-ils d'empêcher qu'elle fût votée. Ils firent valoir qu'au cours de la guerre les grands domaines avaient livré plus de vivres que les fermes des paysans, et qu'il fallait par conséquent, pour continuer à assurer le ravitaillement de l'Allemagne, ménager la grande propriété. La petite propriété d'ailleurs, ajoutaient-ils, avait un rendement inférieur à celui des grands domaines. Les économistes libéraux de l'Agriculture leur répondirent, en s'aidant de nombreuses statistiques, que si les petites exploitations produisent moins de céréales que les grandes propriétés, elles élèvent en revanche beaucoup plus de bétail et peuvent par conséquent fournir plus de beurre, de lait, d'œufs et de viande.

La loi sur la colonisation intérieure fut votée par les Chambres à l'unanimité, moins les voix du parti national-allemand ou parti monarchiste de l'extrême droite. Les grands propriétaires, nullement découragés, entreprirent alors de réduire la portée des dispositions de la loi ou d'en tourner l'application. Ils réclamèrent en particulier que la colonisation intérieure fût limitée, tout d'abord, aux terrains incultes, marécages et bruyères. Les économistes libéraux intervinrent à nouveau. La revue *Archiv für innere Kolonisation* expliqua dans son numéro de janvier 1920 que :

« La mise en culture des terres en friches n'était pas réalisable aujourd'hui. Elle réclamerait un matériel et une main-d'œuvre qu'il est impossible de se procurer pour l'instant.

Elle nécessiterait ensuite des frais trop élevés et rebuterait vite les gens désireux de quitter la ville pour s'installer à la campagne.

» Enfin les provinces de l'Est, qui sont les provinces les moins peuplées, n'ont que peu ou point de terres en friche. Les provinces de l'Est ne comptent que 50 à 60 habitants au kilomètre carré, alors que la densité moyenne de la population en Prusse est de 115 habitants. »

Au fond, les alarmes des hobereaux prussiens étaient vaines, la discussion avec les économistes libéraux sans objet. La loi sur la colonisation intérieure ne risque pas d'être appliquée dans toute sa vigueur. La grande propriété n'est pas menacée en Allemagne.

Les grands propriétaires fonciers vont sans doute se trouver en présence de grosses difficultés, pour recruter la main-d'œuvre nécessaire à leurs exploitations. Les biens nobles de l'Est employaient en effet avant la guerre, au moment des récoltes, plus de 500 000 ouvriers, originaires de Galicie et de Pologne (*Saisonarbeiter*). Ces ouvriers vont faire en partie défaut aujourd'hui. Les grands propriétaires vont donc être placés dans la nécessité de limiter leur exploitation et d'affermer une partie de leurs terres. Déjà, les revues agricoles signalent qu'ils ont depuis le mois de novembre 1918 affermé par contrats plus de 73 459 hectares de terres en Silésie et de 25 000 hectares dans le Anhalt. Toutes ces mesures ne compromettront toutefois, pas plus que la loi sur la colonisation, l'existence des biens nobles.

A part quelques intellectuels de l'Allemagne du Sud hostiles à l'esprit prussien et quelques paysans, grands et moyens propriétaires démocrates, personne en Allemagne ne réclame la disparition des biens nobles. Les socialistes, et avec eux les ouvriers du syndicat socialiste agricole, ne s'intéressent qu'aux entreprises collectives. Ils ne veulent par développer la propriété individuelle. Le président du syndicat des ouvriers agricoles, Georg Schmitt, déclarait au dernier congrès du syndicat : « Je ne suis pas d'avis qu'il faille partager notre sol en petites exploitations paysannes. Les paysans sont des défenseurs fanatiques de la propriété individuelle. Nous nous entendrons plus facilement avec les grands propriétaires

qu'avec les paysans, lorsque le moment sera venu de socialiser l'agriculture. La loi sur la colonisation intérieure est une loi néfaste. C'est l'œuvre d'intellectuels incapables de concevoir des réformes pratiques. »

Une large entreprise de colonisation intérieure se heurterait d'ailleurs pour l'instant à de graves obstacles d'ordre matériel. Les capitaux, le charbon, les matériaux de construction sont rares. La création des « sociétés de colonisation » et des « offices agricoles » nécessiteront un personnel nombreux. L'organisation technique des nouvelles exploitations, la répartition et le choix des terrains enfin seront des opérations fort délicates, qui ne peuvent être réalisées que par des experts.

*
* *

Même à ses débuts, la révolution allemande ne menaça jamais sérieusement l'existence des grands domaines. Les troubles révolutionnaires se limitèrent aux grandes villes industrielles. Quelques mouvements à caractère bolchévique se déclarèrent en Poméranie et en Prusse Orientale, mais ne durèrent point. Les *Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans*, constitués au mois de novembre 1918, tombèrent, presque dès leur formation, sous l'influence des grands propriétaires, qui s'efforcèrent dès lors de s'en servir comme d'une arme, pour lutter contre l'action des « Conseils d'ouvriers et de soldats » (*Arbeiter und Soldatenräte*).

Dès les premiers jours de la révolution, le docteur Roesicke, le président de la fameuse ligue des agriculteurs (*Bund der Landwirte*), lançait un appel aux propriétaires fonciers, pour les engager à participer à la constitution des Conseils de paysans et même à en prendre en mains la direction. Il renouvelait encore ses exhortations dans le numéro du 21 juin 1919 de l'organe de la ligue. Un grand nombre d'agrariens répondirent à son appel et réussirent à se faire nommer présidents du Conseil d'ouvriers agricoles, en Prusse Orientale et en Poméranie notamment. Ils furent élus comme tels, au mois de janvier 1919, députés à l'Assemblée Nationale.

Au mois de juin 1919, à la veille du deuxième congrès général

des Conseils à Berlin, le Comité central des Conseils allemands prescrivit de nouvelles élections. Les grands propriétaires fonciers parvinrent à obtenir du gouvernement que les Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans échapperaient à la règle commune et ne seraient pas réélus. Le deuxième congrès des Conseils s'ouvrit le 6 juin au milieu d'une grande affluence de délégués ouvriers ou soldats. Neuf représentants des Conseils agricoles seuls étaient présents.

Les hobereaux prussiens convoquèrent de leur côté à Gosslar, sur l'initiative d'un ancien collaborateur du baron de Schorlemer-Lieser au ministère de l'Agriculture prussien, le comte R. de Keyserlinck, un congrès particulier des Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans.

Outre ces Conseils agricoles librement formés lors de la révolution de novembre, d'autres Conseils d'ouvriers agricoles s'organisèrent au cours de l'année de 1919. Au mois de janvier 1919 en effet, le directeur de l'Office d'Empire de l'alimentation, le syndicaliste socialiste majoritaire, Robert Schmitt, depuis ministre de l'Économie publique, prescrivit l'élection au suffrage universel dans chaque commune de Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans. Ces Conseils devaient être chargés de contrôler les livraisons de denrées aux associations communales et de prendre toutes mesures nécessaires, pour accroître la production agricole. Les nouveaux Conseils prescrits furent élus dans de nombreuses communes, mais se révélèrent dès leur entrée en fonctions comme incapables de remplir la tâche qui leur avait été assignée.

Conseils d'ouvriers agricoles et de paysans, élus ou librement constitués, disparaissent peu à peu aujourd'hui. Ils sont devenus sans objet depuis le vote de la loi sur le Conseil d'exploitation. Quelques-uns d'entre eux se sont transformés en Conseils composés exclusivement d'agriculteurs et sont ainsi devenus des organes locaux de défense agricole. Le plus puissant et le mieux organisé de ces Conseils est le « Conseil de paysans du Rhin ». Il vient d'accroître le nombre de ses membres et groupe présentement 23 représentants des différentes associations agricoles de la Prusse rhénane.

***

Les organisations agricoles, qui avaient été créées par l'ancien régime, n'ont guère été touchées par la révolution allemande. Alors que les Chambres de commerce, qui représentaient presque exclusivement jusqu'au mois de novembre 1918 les intérêts de l'industrie et du commerce, ne jouent plus aujourd'hui qu'un rôle secondaire, les *Chambres d'Agriculture* (*Landwirtschafts-kammern*) ont conservé toute leur importance.

Ces Chambres continuent à être presque entièrement composées de grands propriétaires. La Chambre de l'Agriculture de la province de Brandebourg comprend 74 propriétaires de biens nobles et seulement 18 paysans grands propriétaires. Celle de la Prusse Orientale se compose de 59 propriétaires de biens nobles, de 7 paysans grands propriétaires et d'un seul représentant de la propriété moyenne. Quelques Chambres d'Agriculture seules ont modifié leur système électoral et consenti à admettre des représentants de la petite propriété.

Les Chambres d'Agriculture ont, comme les Chambres de commerce, leur organe central à Berlin. Cet organe central, appelé « Conseil de l'Agriculture » (*Landwirtschaftsrat*), se compose de 75 membres pris presque tous parmi les grands propriétaires. La Prusse possède en outre un « Conseil agricole » particulier, appelé *Landesökonomiekollegium*, qui siège à Berlin auprès du gouvernement prussien. Ce Conseil compte 25 membres recrutés presque exclusivement parmi la noblesse des campagnes. Le président commun des deux Conseils était jusqu'à ces dernières années le comte Hans de Schwerin-Löwitz, député conservateur au Reichstag. Le baron de Schorlemer-Lieser, hobereau catholique de la vallée de la Moselle et ministre prussien de l'Agriculture sous l'ancien régime, lui a succédé à la fin de 1919.

Les deux Conseils font une opposition violente au gouvernement de la nouvelle Allemagne. Le dernière assemblée plénière du « Conseil de l'Agriculture », qui eut lieu en novembre 1919, fut présidée par le ministre d'Empire de l'Intérieur, le démocrate Koch. Son discours était conçu en termes très conciliants ; il fut cependant à peine écouté. Le grand pro-

priétaire, Ernest von Braun, qui lui répliqua lança au nom de l'agriculture, aux applaudissements de l'assemblée, une solennelle déclaration de guerre au gouvernement républicain de l'Allemagne : « Nous sommes décidés à nous former en un bloc solide et à opposer une résistance énergique à toutes mesures qui nous paraîtront funestes aux intérêts de l'agriculture. »

***

On peut dire que les hostilités entre hobereaux et gouvernement prussien se poursuivent sans interruption depuis le mois de novembre 1918. C'est la vieille *Ligue des Agriculteurs* (*Bund der Landwirte*), fondée en 1893 par le docteur Roesicke, propriétaire d'un bien noble dans le Brandebourg et présentement député national-allemand de Prusse Orientale, qui les dirige. L'organe de la Ligue écrivait le 20 septembre 1919 : « Les agriculteurs allemands ont à soutenir aujourd'hui contre le gouvernement une lutte plus acharnée et plus terrible qu'à la triste époque de Caprivi. » La Ligue des Agriculteurs dispose toujours d'une organisation solide, et continue à s'appuyer sur de puissantes coopératives de vente et de crédit. La révolution, loin d'avoir amené sa disparition, l'a au contraire renforcée et fortifiée. La Ligue put, sans être aucunement inquiétée, tenir son congrès annuel le 17 mars 1919, au milieu même de graves troubles révolutionnaires.

Elle reste dirigée par les mêmes barons prussiens, anciens officiers de cavalerie, propriétaires d'immenses biens nobles au bord de la Baltique ou aux frontières orientales : le baron de Wangenhein-Kleinspiegel, récemment impliqué dans le complot de Kapp et de Luttwitz, le baron Elard von Oldenburg-Januschau, ancien député conservateur au Reichstag, célèbre pour avoir un jour déclaré : « Si les bavards du Reichstag ne reviennent pas à la raison, nous enverrons un lieutenant et dix hommes pour fermer leur boutique. »

Dès le mois de janvier 1919, la Ligue prit une part active aux élections de l'Assemblée nationale. Elle réussit à faire élire dans l'Allemagne du Sud des agrariens, anciens députés conservateurs au Reichstag. Mais, plus circonspecte dans les vieilles provinces prussiennes, elle ne patronna et fit nommer

que des paysans moyens ou petits propriétaires, présidents de Conseils d'ouvriers agricoles, et non des propriétaires de biens nobles.

Au cours de l'année 1919, préoccupée d'accroître son influence et d'étendre son action, elle prit l'initiative de fonder des organisations nouvelles appelées *Ligues agricoles* (*Landbünde*). Ces ligues, établies dans chaque province, s'efforcent de grouper des gens de la classe moyenne et des ouvriers agricoles. La plus florissante est la Ligue de Poméranie. Elle a ses journaux, son club à Stettin, que préside l'ancien député conservateur, Hermann von Dawitz, sa section ouvrière, qui ne comprend pas moins de 18 000 membres.

Ligue des Agriculteurs et Ligues agricoles forment ensemble depuis le 14 avril 1919 une vaste association de l'Agriculture, autour de laquelle se sont groupées une vingtaine d'organisations agricoles de cercle, de province ou d'État, jusqu'alors indépendantes.

La Ligue des Agriculteurs joue ainsi dans l'agriculture allemande un rôle plus important que celui que joue dans l'industrie l'organisation de combat correspondante, la Ligue de la Hanse.

***

Les hobereaux allemands, ainsi soutenus par les Chambres d'Agriculture et par la Ligue des Agriculteurs, ainsi rassurés sur le sort de leurs domaines, mènent avec acharnement et avec ardeur la lutte sur le terrain politique. Ils veulent le retour de l'ancienne monarchie et, pour y parvenir, s'efforcent tout à la fois de prendre en mains la direction du parti national-allemand et d'accroître l'importance de ce parti.

Le parti national-allemand est, comme on le sait, composé de groupes politiques divers, dont les principaux sont le groupe des « Conservateurs », le groupe des « Conservateurs libres » et le groupe des « Chrétiens sociaux ». Tous ces groupes avaient leur organisation et leur chef particuliers dans le Reichstag de 1912. Les conservateurs comptaient 45 députés, dont les principaux étaient le comte Kuno de Westarp, le comte Hans de Kanitz, et Ernest de Heydebrand-

Berlane. Les conservateurs libres avaient 13 députés, groupés autour du baron de Camp-Maussaunen et du comte Arthur Posadowsky-Wehner. Les chrétiens sociaux enfin 11 représentants, parmi lesquels le syndicaliste chrétien protestant Franz Behrens et le pasteur Mumm.

Après la révolution de novembre 1918, tous ces groupes fusionnèrent en un seul parti, le parti national-allemand. Ce parti fut représenté à l'Assemblée nationale par 42 députés, dont 15 agrariens. Parmi ces 15 agrariens ne se trouvait aucun représentant de la noblesse terrienne. La plupart des 42 députés étaient des conservateurs libres.

Au lendemain même des élections de janvier et février 1919 les conservateurs se préoccupèrent de rassembler leurs forces et d'organiser leur action et leur propagande. Ils voulaient tout d'abord arracher aux conservateurs libres la direction du parti national-allemand. Ce furent des anciens membres de la Chambre des Seigneurs, qui prirent la direction du mouvement. Au mois d'avril 1919, un club fut créé à Berlin. Il fut présidé par le comte Charles de Behrendorff, ancien « landrat » du cercle de Greifswald et propriétaire d'un bien noble de 2 000 hectares dans ce même cercle. Le club tint le 27 novembre 1917 une sorte de Congrès. Le comte silésien Henri de Wartenburg lut un rapport sur la question politique. L'ancien ministre de Schorlemer-Lieser parla de la situation dans l'Ouest.

En même temps le groupe conservateur faisait paraître deux petites revues de propagande, *les Feuilles de fer* (*Eiserne Blätter*), que dirigea le pasteur de Dortmund, Gottfried Traub, pangermaniste notoire, et la *Tradition*, rédigée par l'écrivain Franz Sonntag.

*
* *

Certains pourront s'étonner d'apprendre que les hobereaux prussiens ont pu ainsi en pleine révolution allemande, et tout à loisir, déployer une activité fébrile, pour faire valoir leurs droits et retrouver une partie de leur autorité perdue. Il convient toutefois de considérer que, dès le mois de novembre 1918, l'appui des militaires leur était assuré. Les corps

francs, qui se formèrent dans tout l'Empire, furent commandés par des membres de la noblesse terrienne. Les hobereaux prussiens continuèrent en outre, même après la proclamation de la République, à profiter de l'appui bienveillant des fonctionnaires. Le « Landrat » ou sous-préfet monarchiste règne encore aujourd'hui dans de nombreux cercles de la Baltique. Les ministres socialistes en effet, dans la crainte de désorganiser le service de contrôle des vivres, n'ont pas osé renouveler complètement le personnel de l'Administration intérieure prussienne.

Enfin et surtout, il ne faut pas oublier que les hobereaux prussiens sont, tout comme leurs voisins les barons baltes, des agriculteurs avertis, très attachés à leur profession et à leurs terres, sans cesse à la recherche de nouveaux perfectionnements à apporter à leurs exploitations. Ce sont eux qui ont assuré, grâce à un large emploi des engrais et des machines, le développement de l'agriculture allemande avant la guerre. Le meilleur manuel d'agriculture de l'Allemagne reste encore aujourd'hui celui d'un baron prussien, le baron von der Goltz. Il était bien difficile dans ces conditions pour le gouvernement allemand, invoque-t-on pour son excuse en Allemagne, de se passer du concours de la grande propriété sans se priver par là même de compétences indispensables. Le concours des barons poméraniens lui était même plus nécessaire que celui des chefs d'industrie. Le gouvernement allemand n'avait pas la ressource, comme certains autres États, de pouvoir réorganiser son agriculture et entreprendre de vastes réformes, en s'appuyant sur une forte classe paysanne.

***

La propriété paysanne n'est développée en Allemagne que dans les régions de l'Ouest. Encore dans ces régions ce sont surtout les petites exploitations agricoles de 2 à 5 hectares qui prédominent. Même là, la véritable exploitation paysanne, c'est-à-dire l'exploitation de 5 à 20 hectares, est rare. Dans l'État de Hesse, par exemple, le quart de la superficie cultivée est occupé par les exploitations de 2 à 5 hectares. Ces minuscules propriétés foncières appartiennent le plus souvent à des

ouvriers d'usine qui cultivent leur champ à leurs instants de liberté ou à des paysans employés une partie de l'année dans les grands domaines.

C'est à cause de l'existence, et surtout du nombre de ces propriétés agricoles prolétariennes, que la loi sur le Conseil Économique d'Empire (*Reichswirtschaftsrat*) a prévu la constitution d'une section particulière du groupe de l'Agriculture qui comprend les exploitations agricoles « où ne sont employés normalement que des membres de la famille de l'agriculteur ». La désignation des 14 membres de cette section (sur les 68 membres que comprend le groupe de l'Agriculture) est assurée à la fois par les organisations patronales et les organisations ouvrières de l'Agriculture.

Il n'existe en Allemagne que deux grandes associations proprement paysannes : la « Fédération chrétienne de paysans » (*Vereinigung der christlichen Bauernvereine*), dont le siège se trouve à Berlin, et la Ligue allemande des paysans » (*Deutscher Bauernbund*), qui a également son organisation centrale à Berlin.

La *Fédération paysanne catholique* groupe 21 sociétés comprenant en tout 500 000 paysans. Elle est d'origine beaucoup plus ancienne que la Ligue des Agriculteurs. La première association chrétienne fut fondée en Westphalie en 1862. La Fédération possède d'admirables laboratoires et des coopératives de vente et de crédit.

Les principales associations qui la composent sont :

L'Association paysanne bavaroise......	165 000	membres
— badoise........	81 625	—
— rhénane........	58 000	—
— de Trèves......	35 000	—

L'Allemagne de l'Est ne comprend que deux associations chrétiennes de faible importance :

L'Association paysanne de Silésie... ...	15 000	membres
— d'Ermland......	7 840	—

Ce furent de vieilles familles nobles de Silésie et du Rhin qui prirent à la fin du XIXe siècle l'initiative d'organiser ces associations. Elles voulaient ainsi secourir la détresse grave

des petits paysans allemands victimes des usuriers. Ce sont encore aujourd'hui des barons catholiques qui président à leurs destinées : baron de Kerkering zu Borg, baron Twickel, baron de Stolzingen, baron de Loe, comte Oppersdorf, etc.

Toute cette noblesse se trouve réunie dans une association ancienne, fondée à Münster en 1865 et dont l'histoire est intimement liée à celle des associations paysannes chrétiennes, l'« Union des familles nobles catholiques de l'Allemagne » (*Verein Katholischer Edelleute Deutschlands*). L'Union compte présentement 152 membres. Elle a pour président le comte Droste zu Vischering, grand propriétaire foncier en Westphalie et au Hanovre.

Les agrariens catholiques constituaient autrefois l'élément dirigeant dans le parti du centre. Ils disparurent complètement de la représentation parlementaire du parti aux élections à l'Assemblée nationale et à l'Assemblée prussienne du mois de janvier 1919. Le centre ne compta que 6 agriculteurs à l'Assemblée prussienne et 8 à l'Assemblée nationale sur un tolal de 88 députés. Tous ces députés étaient des paysans petits ou moyens propriétaires.

Les nobles catholiques de l'Ouest, tout comme les barons protestants de l'Est, n'ont pas pour cela renoncé à la politique. Ils voudraient bien garder leur influence sur les associations paysannes, et se servir de cette influence pour conquérir le pouvoir à la fois dans le parti du centre et dans l'État. Ils songent dès maintenant à s'unir avec les agrariens protestants de l'Est et s'efforcent de constituer de concert avec eux un puissant groupement paysan, autour duquel se rassembleraient les éléments d'une majorité bourgeoise de caractère conservateur. L'entente entre conservateurs de l'Est et de l'Ouest est donc complète. Elle est apparue clairement à la fin de 1919, lors de la nomination à la présidence du Conseil de l'Agriculture et du Conseil agricole prussien d'un baron catholique, Clément de Schorlemer-Lieser. Il semble même que les hobereaux prussiens poussent en avant les grands seigneurs catholiques et leur cèdent systématiquement les places d'honneur, afin de les attacher chaque jour davantage à leur politique.

Les Associations paysannes chrétiennes suivront-elles leurs

anciens dirigeants dans la voie qu'ils veulent leur tracer? Au début de la révolution, elles ont continué à se montrer dociles. Elles se sont élevées violemment dans leurs organes, le *Paysan rhénan* (*Rheinischer Bauer*), le *Paysan silésien* (*Schlesischer Bauer*), le *Paysan bavarois* (*Bayrischer Bauer*) contre les mesures démocratiques prises par les nouveaux dirigeants de l'Allemagne. Elles ont protesté contre la suppression de la loi sur les domestiques, qui avait maintenu jusque-là en Allemagne une sorte de servage rural déguisé, en prétextant que cette suppression enlèverait aux rapports de l'agriculteur avec son personnel leur caractère patriarcal d'autrefois. Elles ont critiqué également l'établissement du suffrage universel pour les élections municipales, prétendant qu'une telle mesure allait enlever à l'agriculture toute représentation effective dans les Conseils municipaux désormais livrés à la politique. Elles ont proclamé enfin solennellement à leur Congrès de 1919 leur caractère chrétien et insisté tout spécialement sur le respect du droit de propriété et du droit d'héritage.

Toutefois, depuis plusieurs mois, une certaine opposition à la politique agrarienne se manifeste parmi les paysans chrétiens. La plupart sans doute restent mécontents du nouveau régime politique. Ils reprochent au gouvernement républicain de l'Allemagne d'être presque exclusivement composé d'ouvriers de l'industrie et d'être par conséquent tout naturellement mal disposé à l'égard des populations des campagnes. Ils lui font grief en particulier d'avoir maintenu le service de contrôle sur les vivres, qui avait été établi au cours de la guerre, et de faire ainsi peser une tyrannie insupportable sur la classe des agriculteurs.

Une petite minorité cependant commence à concevoir un aussi vif mécontentement à l'égard de la noblesse agrarienne, dont l'agitation confuse et mal réfléchie les inquiète. Elle songe dès maintenant à secouer la tutelle de cette noblesse, pour se réorganiser sur une base strictement syndicaliste.

Une telle tendance se manifeste tout spécialement au sein de l'*Association paysanne chrétienne de Trèves*. Les paysans mosellans déclarent vouloir donner à leur association un caractère exclusivement économique. Ils veulent que leur

association ne se consacre plus désormais qu'à la défense des intérêts de la classe paysanne, sans se préoccuper de questions de religion ou de parti, et prétendent se libérer de toute tutelle administrative ou politique, en écartant du nombre des membres de l'Association tout fonctionnaire de commune ou d'État. « Notre Association, continuent-ils, doit pouvoir choisir en toute indépendance les moyens d'action qui lui paraissent utiles pour faire triompher ses revendications. Elle doit en conséquence avoir ses ressources particulières et élever pour cela le taux de ses cotisations. Elle doit en outre étendre sa propagande, en créant des secrétariats paysans, en fondant des journaux, en organisant des réunions et des cours d'agriculture. »

Les paysans mosellans ne se sont pas contentés d'agir ainsi chez eux. Ils ont en même temps pris position contre l'activité politique de l'Association paysanne rhénane. Cette dernière association, qui a son siège à Cologne, est présidée par le baron de Loe, le plus actif et le plus tenace des agrariens catholiques. Le baron de Loe entreprit au mois d'avril 1919 de réunir en une vaste fédération paysanne conservatrice de l'Ouest, appelée le « Paysan libre » (*die Freie Bauernschaft*), l'Association rhénane et la section du Rhin de la Ligue des Agriculteurs. Les paysans mosellans refusèrent de faire partie de la nouvelle fédération. Ils engagèrent même les paysans du Rhin à quitter leur vieille association, pour en constituer une nouvelle sous le patronage du chef du centre, le député Trimborn.

L'initiative des paysans catholiques de la vallée de la Moselle sera-t-elle suivie? Il est probable que, suivant la pente naturelle de l'évolution politique et sociale, les associations paysannes chrétiennes, moins dociles aux suggestions des grands propriétaires catholiques, se montreront en même temps plus attentives à la défense des intérêts particuliers de la classe paysanne. Déjà, au début de 1919, les paysans chrétiens de l'État de Bade se préoccupèrent d'envoyer des représentants actifs à l'Assemblée nationale badoise et de contribuer ainsi puissamment, au sein de cette Assemblée, à l'établissement d'un régime démocratique stable. Les paysans westphaliens de leur côté travaillent à organiser dans toute

leur province un vaste ensemble de bureaux de renseignements agricoles dépendant de leur association.

Toutefois l'évolution vers le syndicalisme sera lente. L'opposition, de plus en plus grave, qui tend à se manifester en Allemagne entre les campagnes et les villes, empêchera pour longtemps les paysans catholiques allemands de se réorganiser en associations purement économiques. Elle les amènera au contraire plus d'une fois à se mêler aux luttes de partis et à accorder même leur appui aux groupements politiques d'extrême droite. L'attitude présente des paysans catholiques bavarois est à cet égard éminemment caractéristique.

***

Il n'existe dans toute l'Allemagne qu'un seul groupe de paysans, qui fasse ouvertement campagne en faveur de l'établissement d'un régime démocratique. Il porte le nom de *Ligue allemande des paysans* (*Deutscher Bauernbund*). Le groupe évite d'ailleurs de se prononcer clairement pour le maintien de la République.

Composé exclusivement de paysans protestants, peu nombreux, il ne dispose de quelque autorité que dans la Bavière du Nord (Franconie) et dans l'Allemagne Centrale, régions où la grande propriété ne tient pas une place aussi considérable que dans le nord et l'est de l'Allemagne. La Ligue allemande des paysans a été fondée tout récemment, en 1919, par un jeune économiste, aujourd'hui député de Magdebourg, Carl Boehme, fils d'un maître forestier de la Prusse Orientale; c'est essentiellement une organisation de combat, qui s'est fixé pour tâche la constitution d'une forte classe paysanne propriétaire de la terre, et lutte de toute son énergie contre la grande propriété et les grands propriétaires.

Pendant la guerre, elle entreprit, sans grands résultats, de faire campagne en faveur de l'établissement du suffrage universel en Prusse. Elle ne fut pas soutenue par les chefs syndicalistes ouvriers, qui prétendirent qu'une telle action aurait pour conséquence de compromettre le maintien de l'union sacrée. Au cours des mois qui suivirent la révolution, la Ligue reprit son activité et réclama en première ligne la réforme de

l'Administration intérieure. Le gouvernement prussien promit, mais n'a jusqu'à présent pour ainsi dire rien fait. La Ligue demanda ensuite la réélection des représentations de provinces, de cercles, de communes, selon un mode de scrutin démocratique. Les élections eurent lieu. Mais les fonctionnaires du ministère prussien de l'Intérieur établirent un statut électoral très compliqué et n'en firent connaître que très tard les dispositions. L'action des différents partis politiques ne put s'exercer à temps. Les résultats du scrutin se trouvèrent faussés. Les conservateurs purent maintenir une grande partie de leur position dans les campagnes.

La Ligue paysanne allemande enfin s'employa à faire voter la loi sur la colonisation du 11 août 1919.

Les résultats obtenus jusqu'ici par la Ligue sont, comme on le voit, peu importants. Elle était cependant parvenue aux élections de l'Assemblée nationale à faire élire 11 de ses membres, chiffre considérable, si l'on songe que la Ligue des Agriculteurs ne put faire nommer que 14 candidats et que les fédérations paysannes catholiques n'obtinrent que 9 représentants.Parmi les 11 députés de la Ligue paysanne allemande, 9 appartenaient au parti démocratique, 2 au parti populaire allemand ou parti monarchique libéral. Tous n'étaient donc pas partisans du nouveau régime républicain et résolus à le défendre. L'organe de la Ligue fit sans doute uniquement campagne lors des élections en faveur du parti démocratique, mais il précisa quelques mois plus tard son attitude, en déclarant, lors de l'anniversaire de la révolution allemande, que « cette révolution avait été inutile. Elle avait éclaté à un moment où l'Allemagne était déjà en possession d'une constitution monarchique de caractère démocratique ». La Ligue paysanne allemande n'est donc pas une association républicaine.

Elle déploie seulement son activité pour contrecarrer l'action politique des conservateurs agrariens et amener les partis de la majorité à poursuivre une politique agricole éclairée et prudente. Elle s'est opposée tout particulièrement à la constitution d'un groupement politique paysan, objet essentiel de la politique agrarienne, prétendant que la défense des intérêts de l'agriculture devait être assurée à l'intérieur

même de chaque groupe politique existant. Elle réussit pour sa part à provoquer la constitution d'une commission de l'Agriculture au sein du parti démocratique et invita de manière pressante la fédération paysanne chrétienne à imiter son action à l'égard du parti du centre.

Cette politique avisée ne trouve guère d'écho en Allemagne. Au fond, le seul succès certain qu'ait remporté la Ligue paysanne allemande depuis l'établissement de la République à Berlin a été purement local. Il a consisté à déposséder presque définitivement les hobereaux de la marche du Brandebourg de l'autorité dont ils jouissaient dans les Assemblées élues de cette marche. Les paysans démocrates possèdent désormais la majorité dans les Conseils de cercle et de province du Brandebourg et semblent devoir la conserver. La Ligue a tenu à marquer ce succès restreint en tenant son congrès annuel de 1919 à Salzwedel, en pleine marche, dans le pays où régnait en maître avant la guerre l'ancien président de la Chambre des Seigneurs, von Jordan von Kröcher. Elle n'a pas réussi par contre à prendre pied dans les provinces prussiennes de la Baltique.

***

La situation politique, économique et sociale de l'agriculture en Allemagne est donc toute différente de celle de l'industrie. Alors que dans l'industrie les entrepreneurs ou exploitants se sont groupés dès les premiers jours de novembre 1918 et ont constitué deux associations patronales solides, travaillant en harmonie et se complétant l'une l'autre, les agriculteurs allemands ne semblent pas encore aujourd'hui pressés de se réunir sur le terrain économique et social. Ce n'est pas sur ce terrain qu'ils veulent s'opposer aux revendications des ouvriers agricoles et aux prétentions des consommateurs des villes. Les grands propriétaires, qui continuent à représenter le facteur dominant dans l'agriculture allemande, ont gardé leur activité et leurs ambitions d'avant-guerre. Ils veulent engager le combat sur le terrain politique. Forts de l'autorité que leur confère leur grande compétence agricole, ils prétendent mettre à profit cette autorité dans la lutte même des partis.

C'est pour cette raison que l'Allemagne ne possède pas encore une organisation agricole de caractère strictement économique et social, représentant l'ensemble des paysans et des grands propriétaires fonciers. La *Commission d'Empire de l'agriculture* (*R ichsausschuss der deutschen Landwirtschaft*) qui est chargée aujourd'hui de désigner la plus grande partie des représentants patronaux de l'Agriculture au Conseil économique d'Empire, ne comprend guère que les groupements de grands propriétaires. La Ligue paysanne allemande a toujours refusé d'en faire partie. La fédération des Associations paysannes chrétiennes n'a accepté d'y entrer qu'à la condition expresse de n'être pas liée par les décisions prises. Le secrétaire de l'Union, le docteur Crowe, a bien spécifié dans un article paru dans le *Paysan silésien* du 15 décembre 1919 que « la Commission de l'Agriculture allemande ne pouvait avoir pour rôle que de permettre un échange de vues entre les diverses organisations agricoles ». Il a adressé à ce propos à la Commission le reproche d'être trop exclusivement soumise à l'influence de la Ligue des Agriculteurs et presque uniquement composée de grands propriétaires fonciers.

*
* *

En face du grand propriétaire foncier, qui reste ainsi aussi tout-puissant qu'avant la guerre dans l'organisation agricole de l'Allemagne, se dresse désormais un adversaire : le Syndicat des ouvriers agricoles. Cet adversaire deviendra-t-il dangereux ? Nul ne le sait. Il est en tous cas dès aujourd'hui fort remuant. Avec la révolution de novembre 1918, une nouvelle période commence pour l'agriculture allemande. Elle sera marquée par la lutte entre la Ligue des Agriculteurs et les Ligues agricoles d'une part, les syndicats d'ouvriers et d'employés agricoles de l'autre.

La révolution allemande n'a pas eu en effet seulement pour résultat d'assurer un essor surprenant au syndicalisme des ouvriers, et des employés de l'industrie, elle a donné un développement inattendu aux organisations ouvrières des campagnes. Il existe aujourd'hui en Allemagne deux grandes organisations ouvrières de l'agriculture, le *Landar-*

beiter Verband ou Association socialiste d'ouvriers agricoles, et le *Zentralverband der Landarbeiter* ou Association générale chrétienne des ouvriers agricoles.

Le Syndicat socialiste des ouvriers agricoles a été fondé en 1912. Il comptait à la veille de la guerre 25 000 membres. Il réunit aujourd'hui 520 000 travailleurs. Son président est Georg Schmidt, député socialiste majoritaire de Potsdam à l'Assemblée prussienne.

Alors que les Syndicats de l'industrie s'efforcent aujourd'hui de réaliser dans toutes les branches de l'activité industrielle leur conception particulière de « démocratie économique », le syndicat agricole s'en tient plus modestement aux attributions primitives des organisations syndicales et se préoccupe avant tout de fixer les conditions de travail et de salaire. Il s'applique tout particulièrement à régler de manière satisfaisante pour les travailleurs la question des heures de travail et celle des rémunérations en nature, questions fort délicates, qui n'ont pas encore trouvé de solution équitable et pratique.

La socialisation de l'agriculture ne représente pour l'instant qu'une revendication de pure forme dans le programme du syndicat. Dans une étude qu'il a publiée au début de cette année sur la « Socialisation de l'Agriculture », le théoricien socialiste allemand, Kautsky, a laissé d'ailleurs clairement entrevoir qu'une telle socialisation représente pour l'instant une entreprise complètement irréalisable.

Le Syndicat chrétien des ouvriers agricoles a été formé le 1er janvier 1913, sur les bords du Rhin, à Geisenheim, petite ville célèbre par ses vignobles. Il représentait à son origine uniquement une association de vignerons rhénans, occupés dans les grands domaines du Rhin. La plupart des vignobles du Rhin se trouvent en effet réunis entre un petit nombre de propriétaires. Le syndicat chrétien s'est considérablement développé depuis la révolution. Il compte aujourd'hui plus de 120 000 membres, et envoie au Conseil économique d'Empire 5 représentants, tandis que le syndicat socialiste en envoie 13. La direction du syndicat est entre les mains du chef syndicaliste chrétien protestant Franz Behrens, député monarchiste de Prusse Orientale.

Le syndicat chrétien se préoccupe au même titre que le

syndicat socialiste d'améliorer la condition matérielle de l'ouvrier. C'est lui qui a été le premier à réclamer la journée de huit heures pour les bûcherons, comme le constatait l'organe du syndicat, la *Rundschau*, dans son numéro du 15 novembre 1919. On peut donc dire qu'il n'y a pas de différence pratique entre la politique des deux syndicats ouvriers.

Tous deux sont également hostiles à l'activité déployée par les conservateurs agrariens, pour enrayer le développement du syndicalisme dans les campagnes. Tous deux font tous leurs efforts pour empêcher les ouvriers agricoles d'entrer dans les « Ligues agricoles » des hobereaux. Au Congrès du syndicat des ouvriers agricoles socialistes, Georg Schmidt s'est écrié : « C'est une honte pour la classe ouvrière que 18 000 travailleurs agricoles appartiennent encore aujourd'hui à la Ligue de Poméranie. Il faut que nous arrivions au plus vite à détruire cette mauvaise herbe. » Le syndicat chrétien écrivit de son côté dans le numéro du 1er août 1919 de la *Rundschau* : « Les intrigues que poursuivent les Ligues agricoles ne peuvent que provoquer un mécontentement profond et durable parmi les travailleurs agricoles. Elles n'aboutiront qu'à placer l'agriculture allemande sous la menace constante de grèves irrégulièrement déclarées. »

Le syndicat socialiste et le syndicat chrétien groupent autour d'eux un certain nombre d'organisations moins importantes, syndicats de jardiniers, syndicats d'employés de biens nobles, etc.

***

Ainsi les grands propriétaires fonciers ont déclaré aujourd'hui la guerre non seulement au nouveau régime de l'Allemagne, mais aussi au syndicalisme ouvrier. Ils se refusent énergiquement à reconnaître l'existence régulière des syndicats d'ouvriers agricoles et à régler en commun accord avec les syndicats les conditions de travail et de salaire.

Alors que les industriels allemands ont dû signer le pacte de novembre 1918, les hobereaux n'abandonnent rien de leur intransigeance. Ils veulent rester les maîtres absolus sur leurs terres.

Le développement du syndicalisme agraire semble toute-

fois inévitable. Les hobereaux prussiens devront céder. Déjà, dans certaines régions de l'Allemagne, se sont organisées des associations communes ou *Arbeitsgemeinschaften*, composées comme celles de l'industrie d'un nombre égal de représentants ouvriers et de représentants patronaux, et destinées à établir les contrats collectifs. Il en existe une dans la province du Brandebourg. Elle comprend d'une part une association générale des agriculteurs du Brandebourg, d'autre part, les sections provinciales des syndicats ouvriers, et a son siège à Berlin. Georg Schmidt a annoncé en outre au Congrès du syndicat agricole socialiste, que les États de Saxe et de Anhalt possédaient également des associations communes très bien organisées.

Les craintes et les défiances, que le syndicalisme ouvrier inspire aux hobereaux allemands, sont partagées par la plus grande partie de la classe paysanne, notamment par les paysans de Bavière. Les paysans bavarois redoutent que les chefs syndicalistes de l'industrie, qui règnent à Berlin, ne cherchent à établir immédiatement et à tout prix un parallélisme entre le syndicalisme de l'industrie et le syndicalisme de l'agriculture. Or le mouvement syndicaliste dans l'industrie est déjà vieux de plus de cinquante ans ; le mouvement syndicaliste dans l'agriculture naît à peine. En outre, les conditions économiques et sociales du développement agricole diffèrent sensiblement de celles qui valent pour l'industrie. La diffusion du syndicalisme ouvrier aurait pour conséquence inévitable de partager la population agricole de l'Allemagne en deux groupes nettement distincts et même hostiles, le groupe des employés et le groupe des employeurs. Or, tout l'avenir de l'agriculture allemande repose sur l'accroissement de la classe intermédiaire des petits paysans, c'est-à-dire des gens qui ne sont ni employeurs ni employés. La force de l'agriculture réside essentiellement dans les petites exploitations agricoles de 5 à 25 hectares, exploitations fondées sur une conception familiale du travail, et où le paysan n'emploie que peu ou point d'ouvriers, mais utilise tous les membres de sa famille.

« Une différence énorme, écrivait le docteur Sebastian Schlittenbauer, chef paysan bavarois, dans les *Süddeutsche Monatshefte* de janvier 1920, sépare l'industrie avec son

caractère tout mécanique, de l'agriculture et de son particularisme nuancé et divers. Les nouveaux dirigeants de l'Allemagne ne s'en rendent pas compte. Ce sont de braves fonctionnaires de syndicats, consciencieux et appliqués, mais incapables de démêler la complexité des problèmes économiques et d'en analyser l'essence. Il est à souhaiter qu'ils préservent l'agriculture d'expériences dangereuses. Ils serviront ainsi d'une manière plus efficace l'intérêt du prolétariat agricole. » Le docteur Schlittenbauer écrivait ces lignes surtout pour dissuader les ministres syndicalistes de l'Allemagne, d'établir des Conseils d'ouvriers dans les exploitations agricoles. La chose était d'autant plus difficile à réaliser, ajoutait-il, que les ouvriers agricoles ne sont pour la plupart pas organisés et qu'il n'existe que dans de très rares endroits des contrats collectifs.

La loi du 18 janvier 1920 n'en a pas moins prescrit l'organisation de conseils d'exploitation dans les entreprises agricoles, qui emploient à demeure plus de 20 ouvriers. Elle a ordonné en outre que des « hommes de confiance » (*Betriebsobleute*) fussent désignés par les travailleurs dans les exploitations agricoles employant à demeure moins de 10 ouvriers.

Une telle précipitation, faite de maladresse et d'inexpérience, n'a pas peu contribué à détourner les paysans du nouveau régime républicain et à raffermir l'autorité des grands propriétaires fonciers dans les campagnes.

CONCLUSION

La nouvelle Allemagne n'est pas une Allemagne « démocratisée », mais une Allemagne « syndicalisée » jusqu'à l'extrême. Tout l'ensemble de la population allemande se trouve aujourd'hui réparti en une infinité de groupements de caractère économique et social. Ces groupements ne réunissent strictement que des gens de la même profession, de la même classe. Ils sont tous puissamment organisés, et disposent de moyens financiers et d'organes de propagande. Fermés aux influences du dehors, rivaux les uns des autres, ils ne se

préoccupent guère que d'améliorer la situation matérielle de leurs adhérents.

Toute cette infinité et cette diversité de syndicats peuvent se répartir en trois grandes catégories : les groupements des agriculteurs, les groupements des industriels, les groupements des ouvriers et des employés. La nouvelle Allemagne représente donc en réalité trois Allemagnes particulières, ayant chacune ses intérêts, ses ambitions, ses préoccupations, son programme particuliers. L'une est l'Allemagne des hobereaux, l'autre l'Allemagne de la grande industrie, la troisième l'Allemagne des syndicats ouvriers. La première a pour elle l'appui des militaires ; elle prétend défendre les intérêts de l'agriculture, mais veut en réalité le retour de l'ancien régime. La seconde veut l'établissement d'une monarchie constitutionnelle, où régneraient en maîtres les techniciens et les experts. La dernière enfin réclame l'organisation d'une démocratie économique, dont elle a elle-même établi le caractère et les règles.

Les travailleurs allemands entendent par « démocratie » non pas la création d'un régime politique, où chaque citoyen possède à la fois les mêmes droits et les mêmes moyens pratiques pour parvenir à franchir les échelons de la hiérarchie sociale et obtenir la place qui convient à ses aptitudes, mais bien, plus particulièrement, l'organisation d'un État où la classe ouvrière comme telle possède toute liberté pour faire valoir ses droits particuliers et défendre ses intérêts propres. La démocratie qu'ils réclament ne consiste donc au fond que dans l'établissement d'un juste compromis et d'un juste équilibre entre les intérêts différents de l'agriculture et de l'industrie d'une part, de la grande, de la moyenne, et de la petite propriété foncière de l'autre, des ouvriers agricoles et des propriétaires fonciers, des employeurs et des employés de l'industrie enfin. Une telle démocratie ne représente pas la réalisation d'un idéal, elle n'est que le résultat d'une tractation.

Une telle conception de la démocratie ne peut être réalisable que si l'ensemble des groupements économiques et sociaux travaille d'un même accord à sa réalisation et se pénètre de ses besoins réciproques. Or, il semble bien que les trois

Allemagnes vivent aujourd'hui et veulent persister à vivre dans le cercle fermé de leurs préoccupations particulières. Chacune d'elles représente un merveilleux mécanisme. Mais ces mécanismes tournent à vide. Ils n'engrènent pas les uns dans les autres. L'intransigeance des industriels et des hobereaux, l'inexpérience des ouvriers sont telles que tout gouvernement est présentement impossible en Allemagne.

Deux économistes allemands clairvoyants se sont aisément rendu compte de cet état de choses et se sont efforcés de signaler le péril à leurs concitoyens. L'un est un écrivain et un industriel célèbre, Walter Rathenau. L'autre, un jeune ingénieur de grand talent, descendant d'une ancienne famille de la noblesse prussienne, Richard von Moellendorf. Rathenau et Moellendorf n'ont cessé de répéter dans leurs récents ouvrages ou articles, qu'il fallait un lien moral à la nouvelle Allemagne, que l'union des trois grands groupes économiques et sociaux, qui la représentent aujourd'hui, ne pourrait s'établir et durer que si ces groupes communiaient dans un même idéal, dans une même volonté de dévouement et de sacrifice à une même cause. « L'Allemagne, ont-ils déclaré, ne pourra établir et réaliser un régime politique stable, que si tous les citoyens, qui la composent, ont le sentiment vivant et profond de « l'économie commune » (*Gemeinwirtschaft*), c'est-à-dire des liens intimes et des devoirs communs, qui unissent tous les membres d'un même ensemble économique. »

Rathenau et Moellendorf n'ont pas été écoutés. Les trois Allemagnes demeurent étroitement et brutalement attachées à leurs préoccupations et à leurs ambitions particulières. Elles s'apprêtent à marcher à la bataille. Il n'y aura pas de citoyens libres dans le futur statut politique d'outre-Rhin; il n'y aura encore que des vainqueurs et des vaincus.

J. CHAPPEY

GABRIELE D'ANNUNZIO DANS FIUME[1]

II

De Fiume, ville sainte, pourrait sortir une guerre sainte. Gabriele d'Annunzio, si jamais il la déchaînait, trouverait là-bas les soldats frénétiques dont les prophètes n'ont jamais manqué. Le Comandante a véritablement, lui aussi, ses *hashishins*. Seulement, le fanatisme de ses arditi, de bonne race latine, ne se base point sur une grossière excitation des sens, ni sur le prestige, guère plus relevé, de quelques miracles de foire ou d'une thaumaturgie puérile et malhonnête.

Ce qu'on appelle, par ailleurs, un sentiment religieux repose forcément sur un mystère, auquel il faut croire. Une croyance ne se discute point : lorsqu'elle est profonde, et si la plus haute règle morale en découle, il n'y a qu'à s'incliner avec respect, dût notre raison s'étonner. N'allons pas juger misérablement ce qui nous échappe.

Mais le fanatisme des arditi de Fiume n'a besoin d'aucun mystère, et s'il offre tout le semblant, la fougue et la noblesse des grandes exaltations religieuses — ce qui nous permet d'appeler réellement, par analogie, Fiume une ville sainte — il n'en a pas moins pour fondement une idée très simple, logique et claire, celle-ci : « Fiume est italienne ; elle veut l'être ; il

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er octobre 1910.

faut donc, par justice, qu'elle le soit. Nous avons fait la guerre afin qu'il n'y ait plus de peuples opprimés ; attribuer Fiume à d'autres qu'à des Italiens, ce serait l'opprimer lourdement ; nous nous serions donc battus pour rien — ce qui est absurde — si se produisait jamais une telle monstruosité. Notre Comandante, qui pense comme nous, et qui est ce qu'il y a au monde de plus intelligent, de plus brave et de plus admirable, a juré de mourir plutôt que de souffrir qu'on fasse tort à notre cause italienne ; il compte sur nous, et qui sait ce qu'on lui ferait si nous l'abandonnions ! Nous devons donc mourir pour lui, et nous sommes prêts à le faire. Vive l'Italie, vive la mère-patrie, vive le Comandante, *Eia, eia, eia, alalà !* »

Voilà tout le catéchisme d'un ardito [1]. Évidemment, ce catéchisme est un peu rudimentaire : mais une tête latine se plaît aux idées nettes, dussent-elles y perdre en belles apparences. Laissons aux Slaves leur brouillard de rêveries. Mieux vaut comprendre que sentir, en Latinité. Aussi bien, notre honnête ardito ignore-t-il donc que son Comandante réfléchit pour lui? Il a confiance. Il n'oublie pas ce que chacun doit se rappeler comme lui, à savoir que derrière les fenêtres du Palais, là-haut, tout au sommet de Fiume, veille et médite une des plus audacieuses et puissantes cervelles en lesquelles se soit épanouie la *Res Latina*. « Eh quoi ! s'écriera quelque avantageux sociâtre [2], tout a changé depuis le temps des Consuls... » Non pas à tel point : l'âme des hommes ne se modifie guère, ils retournent sans cesse aux mêmes passions, et recommencent d'âge en âge tous leurs exploits, quitte à ajouter à ceux-ci comme à celles-là le télégraphe, le téléphone, les chemins de fer et les canons géants. Mais pour ajouter 10 à tous les facteurs d'une opération mathématique, est-ce qu'on la fausse? Qu'un homme tue avec un poignard d'ardito ou une savante décharge électrique, il n'en tue ni plus ni moins. Et le Rubicon

1. Les arditi étaient au début certains soldats particulièrement résolus et dévoués, choisis dans chaque troupe italienne, et gardés en réserve pour donner l'assaut. Ensuite, on forma des corps d'arditi. Il y en a un grand nombre à Fiume. Dans le langage courant, l'on dit un ardito comme on dirait un soldat d'élite, un fameux gaillard, prêt à tout, et jusqu'au coup de couteau dans la gorge ennemie. L'insigne des arditi est d'ailleurs un poignard.

2. Que M. Abel Hermant nous pardonne, mais on dit bien psychiâtre.

coule partout : ce n'est jamais qu'une rivière à passer, quand même elle aurait la largeur d'une mer.

Après la cérémonie de la communion spirituelle en patriotisme, au théâtre de Fiume, nous allions retrouver le Comandante au milieu de ses arditi, le lendemain matin : il devait distribuer la médaille de Fiume [1] à sa compagnie particulière. On ne voit trace de garde autour de lui : il n'en a nul besoin d'abord, au milieu de son peuple idolâtre; puis il évite avec goût tout ce qui pourrait ressembler à quelque prérogative déplacée. Mais une compagnie d'infanterie porte son nom ; nous ne savons au juste comment elle est composée ; en tout cas, il nous a paru qu'on la recrutait parmi des éphèbes encore plus allégrement jeunes que les autres athlètes du Carnaro, et si l'on en croit les rubans innombrables dont la poitrine de tous ces robustes garçons est ornée, nul doute qu'il ne soit nécessaire, sinon indispensable, de s'être au moins couvert de gloire dans les Alpes du Trentin ou sur les abominables cailloux du Carso, pour se voir admis en cette compagnie d'élite.

Moralement, donc, il est certain que la troupe est d'élite : mais que dire du physique ! Quels champions sont-ce là, et si dès l'arrivée en gare de Fiume, la veille au soir, nous avons cru nous trouver parmi des émules de notre Carpentier un peu diaboliques, que ne nous sembla-t-il pas de la compagnie d'Annunzio ! Voici, pour commencer, leur uniforme (d'été, sans doute) : la chéchia noire, contenant à peine de furieuses chevelures relevées sur le front, quand elles y consentent, et trois fois sur cinq, pas de chéchia du tout ; la courte tunique gris-verte, fort largement ouverte sur des pectoraux musclés ; les rubans et croix de guerre, le ceinturon, le fusil ; puis un caleçon court de coureur à pied, et les jambes nues depuis le haut des cuisses jusqu'aux chaussettes, lesquelles retombent avec négligence sur les godillots militaires.

Ainsi décrite froidement, la tenue parfaitement sportive de la compagnie d'Annunzio semble étrange peut-être, et gageons qu'elle amuse : mais c'est autre chose que de voir sous le soleil tous ces jeunes gars dépoitraillés, aux jambes nues, faire

1. Médaille de bronze aux couleurs de Fiume, analogue aux médailles conférées à nos troupiers après certaines campagnes.

l'exercice avec une belle conscience, tirer la mitrailleuse, courir comme pour un 100 mètres, le fusil à la main, et lancer la grenade. Leur cantonnement se trouve sur le quai même du port, leur champ de manœuvre est battu par les flots adriatiques : aussi sont-ils hâlés comme des moricauds. Leurs yeux et leurs dents éclatent dans des visages de corsaires, sur lesquels, après la manœuvre, retombent des cheveux féroces. Leurs couteaux d'arditi n'ont rien de rassurant, et quoiqu'ils offrent franc rire et bon accueil là, en plein jour, sur leur pacifique terrain d'exercice — nous allions dire : de jeu — on se demanderait sans doute avec assez d'émoi ce qui va se passer, si l'on en voyait soudain pulluler autour de soi, par une nuit pas trop claire, et en temps de bataille avec le Croate, ce qu'à Dieu ne plaise ! Un jour, certain agitateur bolchévisant, et qui pis est, ancien déserteur, annonça qu'il allait venir à Fiume, et qu'on allait voir ça. Le Comandante déclara à ses arditi qu'il le recommandait « à leur fer nu et froid ». Le déserteur n'a pas dépassé Trieste.

De plus, les champions de la « d'Annunzio » ont une mascotte, pour le moins aussi pittoresque qu'eux-mêmes : c'est un vieux sergent sarde, engagé parmi eux, et bientôt septuagénaire peut-être, comme notre *nonno* garibaldien de la veille. Très vert et bien droit, cet ancêtre se pare — non sans coquetterie — d'une chevelure de neige, abondante et touffue, et le bâton à la main, il va de-ci de-là, parmi les troupiers ses pupilles, ainsi qu'un centurion chenu, débris auguste des guerres puniques. Hâtons-nous d'ajouter, pourtant, que lui n'a pas les jambes nues : l'air fraîchit, vers le soir.

Quand la compagnie d'Annunzio fut rangée sur le champ de manœuvre, aménagé près du port, et après l'attente sans laquelle une cérémonie militaire n'aurait plus l'air positivement militaire, il y eut un garde-à-vous, quelques notes de clairon : le Comandante arrivait. Qu'il nous parut donc pâle, en plein jour, cet homme qui, en effet, dort à peine, ne peut jouir d'aucun repos, d'aucune solitude, doit parler à chaque instant, reçoit des délégations, veille à tout, supporte la responsabilité de tout, écrit sans trêve, électrise un peuple, négocie, invente, combine infatigablement, et sent encore bouger en son âme toute la poésie du monde et des cieux,

même quand vingt Fiumaines éperdues viennent se jeter au-devant de lui pour demander l'avancement qui de son fils cantonnier, qui de son mari employé des postes, même lorsque tel sous-officier lui montre en grande alarme les boutons de sa tunique, dont la corne trop mince se brise au moindre choc !

Ganté, bien mis, bien pris dans son uniforme, doux, courtois, gentiment familier avec ses arditi, le Comandante assiste à une courte manœuvre : mitraillade, grenades, bond hors de la tranchée, simulacre de combat. Puis il passe en revue la compagnie : il faisait un soleil radieux et très chaud, tous ces athlètes noircis brillaient sous la sueur et la poussière, comme autant d'Hectors venant de tuer Patrocle. Enfin, il les réunit tous autour de lui, et une fois de plus, une fois encore, il parla. Son discours, cette fois, fut plus camarade et soldatesque, non beaucoup moins élevé cependant que celui de la veille, ni moins énergique, ni moins entraînant. La beauté s'épanouit aussi spontanément aujourd'hui sur les lèvres de Gabriele d'Annunzio que durant tant d'années elle aura resplendi sous sa plume.

Ses soldats l'écoutaient, très émus. Merveille, songions-nous, que ces garçons dépourvus sans doute d'une extrême culture, et qui pourtant suivent si pieusement cette parole infatigablement admirable, impeccable, et taillée à facettes ! Il est donc faux que l'orateur ait avantage à se montrer assez vulgaire, ainsi que se plaisent à l'affirmer, au nom de leur expérience, les orateurs à la façon du *Père Duchêne*?

Aussi bien, pourquoi ces volontaires manqueraient-ils de culture? Les connaissons-nous? Toutes les classes de l'Italie ont donné des soldats à la compagnie d'Annunzio. L'un des athlètes aux jambes nues, auquel on nous présente — quatre citations, quatre rubans bleus — est un ancien officier, engagé comme simple soldat dans la « d'Annunzio ». Un autre — trois rubans bleus — également engagé comme simple soldat, était lieutenant dans l'armée régulière. Un autre dans le même cas, un autre encore...

Distribution des médailles, accolades, poignées de mains. « Venez me voir tantôt au Comando, nous dit le Comandante. Je vais maintenant en ville avec ma compagnie, puis reviendrai à leur cantonnement déjeuner avec eux. »

C'est-à-dire manger à la gamelle, assis au milieux d'eux, riant de tout cœur avec eux. Il aime beaucoup à vivre fraternellement de la vie de ses arditi. Bien mieux, il touche son prêt — et il y tient fort, lui dont les mains « sont un creuset où l'argent fond », comme madame de Sévigné le disait si joliment de son fils ! Il y tient, et il y a droit, car ses hommes l'ont nommé caporal par acclamation. Honneur traditionnel. N'importe, il n'en est pas peu fier.

Le Comandante se met donc en route à travers la ville, escorté par sa compagnie aux jambes nues, aux visages brûlés, aux têtes échevelées. Il scande gaiement le pas au premier rang, sans nul apparat, flanqué du sergent à chevelure de neige et du vieux garibaldien au pourpoint écarlate, qui n'a pas manqué d'arriver tout à l'heure, au son de la mitraille, bien entendu. Entre ces bâtiments roses et sous ce ciel d'émail, suivons-nous un Sforza, un Malatesta, guidant ses lansquenets ? Il est presque midi. La lumière vibre sur la ville chatoyante. On pousse des *alalà !* au passage de la troupe et de son chef. Et les soldats de chanter à tue-tête une joyeuse chanson de marche, où il est beaucoup question d'un certain Cagoia.

Qu'est-ce que ce Cagoia ? Nous n'avons jamais pu le savoir. Quelque personnage mythique et légendaire, apparemment, mais qu'ils exècrent bien dans Fiume, car on l'y charge à tout instant de tous les crimes. Cagoia a fait ceci, Cagoia a encore eu peur de cela, Cagoia devrait bien aller au diable, et même pis, en prison, etc !... La haine dont ces patriotes poursuivent le fameux Cagoia nous parut même si précise et si forte, que nous en vînmes à penser qu'il y avait en ce nom quelque allusion à un ennemi personnel des Fiumains, et à un ennemi vivant. Toutefois, on n'a pas voulu nous le dire. Nous pouvons seulement affirmer qu'il ne s'agit pas de M. le président Wilson.

***

Maintenant, le temps de déjeuner, puis rendons-nous au Palais, « au Comando », comme dit modestement d'Annunzio. Après les combattants, l'état-major ; après les camps, la cour.

Petite cour, toute petite, et sans le moindre faste. Le Palais est une vaste construction moderne, assez théâtrale, et des

plus noblement disposées en tout cas, dominant la ville entière, le port, la mer. On n'y entre pas sans fournir de grandes explications aux soldats de garde, ou sans montrer un bulletin d'audience. Le pauvre Comandante essaie de se défendre un peu : il n'y parvient qu'à demi.

A l'intérieur, dans un hall immense et pavé de marbre, vraie salle des pas perdus, ou du temps perdu, vont et viennent les visiteurs qui attendent, passent les officiers de service, sveltes capitaines, lieutenants imberbes, et bavardent quelques groupes. Parfois — hélas, trop souvent pour le repos du Comandante, ou ce que l'on appelle son repos ! — quelque délégation peuple un coin du hall. Mais on voit surtout des uniformes sanglés à la taille, ainsi qu'anoblis par un long usage, et encore, et toujours les croix de guerre. Tout semblable dut être jadis, dans les mêmes régions, le palais d'un maréchal Marmont, d'un général Bertrand. Cour militaire et très simple, non dépourvue toutefois de quelque insouciante noblesse.

Or, le Comandante n'a point reparu, il se livre à quelque inspection dans la Régence, il parle, il écrit, bref il n'est pas accessible. Attendons-le. S'il vient à se montrer, nous le saisirons au passage.

M. de Ambris se trouve là. Nous causons. Il dit son admiration pour le labeur déconcertant du Comandante, et conte les périls délicats que ce dernier rencontre et surmonte dans le maniement de l'autorité. Chaque province italienne a son âme propre, qu'il faut connaître [1]. Mais Gabriele d'Annunzio a le talent de ne froisser personne : il sait tour à tour disparaître et caresser. Puis il est si habile, si affable ! Et son prestige lui donne un pouvoir magique.

— Sans l'amour que nous avons tous pour lui, — nous avoue en riant un jeune officier, — il y aurait du sang sur le pavé de cette salle. Songez, depuis un an que nous vivons dans une

1. Charles Nodier, qui, vers 1813, dirigea un journal en cette région, écrivait à son ami Charles Weiss : « A peine avais-je cessé de rencontrer l'heureux habitant de l'Adriatique légèrement vêtu d'un frac de toile lilas, et la tête couverte de son grand chapeau où flottent des rubans de toute couleur, que j'ai aperçu l'Istrien frileux qui grelotte sous sa mante de poil de chèvre et son bonnet de laine à trois pièces. »

Ce n'est point une tâche aisée que de gouverner.

petite ville, entre jeunes gens impétueux et vifs ! Mais nous péririons plutôt que de lui causer la moindre contrariété.

Le temps passe. Une délégation de Dalmatie se présente. Le Comandante vient, paraît-il, d'arriver : il recevra les Dalmates. Une autre délégation, ce sont des cheminots : il verra les cheminots. Un cortège de fidèles encore... Nous le joignons enfin, comme il va remonter en automobile. Il se montre affectueux et charmant, ainsi que toujours.

— Hélas ! — nous dit-il, — ces jours de fête sont terribles. Accusez le Comandante. Par la faute du Comandante, qui est tyrannique, d'Annunzio n'a pas une minute à lui.

Et comme nous le félicitons sur l'éclosion du nouvel État :

— Oui, — fait-il, — c'est une solution. Nous avons réussi. J'ai tout fait pour cela, et je ferai tout encore. Ce qui est absurde, par exemple, c'est que nos ennemis ne m'aient pas encore tué. De temps en temps, ils me le promettent.

Mais déjà l'automobile impitoyable l'emporte, comme une proie. Il reviendra sous peu, tout à l'heure...



Le soir, au restaurant, ce fut une véritable veillée des armes. Les fidèles — toute la ville ! — contaient des histoires héroïques. Du reste n'oublions pas que l'héroïsme est naturel à Fiume, dont la petite garnison compte cinq des quinze médailles d'or de la valeur militaire portées dans l'Italie entière.

L'incomparable narrateur Zanetti était là :

— Demain matin, à sept heures, c'est moi qui sonnerai la grande cloche de la Torre dell'Orologio. On m'accorde cet honneur, parce que ce fut moi déjà qui déclenchai le tocsin de joie, au jour de Ronchi, quand le Comandante est entré dans la ville, au risque de tout !... Vous pleurerez quand vous entendrez ma cloche, demain matin. Il n'y a pas une personne vivante, dans Fiume, qui pourra s'empêcher de pleurer.

— Et les morts?

Non, Zanetti n'a pas répondu : « Debout les morts !... » Mais, par le regard de son œil unique, il l'a positivement crié !

— Et d'ailleurs, — poursuivit-il, — l'avez-vous regardée, la Torre dell'Orologio? Un grand aigle la surmonte, l'aigle

héraldique de Fiume, à une seule tête. Or, cet aigle avait auparavant deux têtes, c'était le monstre des Habsbourg qui trônait là sur la Torre, hideusement. Mais à peine la ville fut-elle à nous qu'un *bersagliere*, comme moi, escalada vertigineusement le toit comme il put, avec une échelle branlante, et scia tant bien que mal une des deux têtes. Vous savez, ce fut dégoûtant de voir tomber ce morceau de fonte... Puis, comme le cou tronqué de la bête faisait mal au cœur, mon ami le *bersagliere* — c'était moi qui lui tenais l'échelle — cicatrisa la blessure en plantant le drapeau italien dans ce bout de cou déchiqueté. Si bien qu'encore maintenant, l'aigle de la Torre montre une tête et un moignon, dans lequel un drapeau national palpite au vent. Allez tous contempler notre Torre : elle se trouve presque en face de la poste.

— Ah ! la poste !... — s'écria quelqu'un... — C'est demain que l'on y mettra pour la première fois en vente les nouveaux timbres de la Régence, portant l'effigie du Comandante. On va prendre d'assaut les guichets.

— *Si !* — fit Zanetti.

Qui n'a pas entendu ce « *Si !* » ignore tout ce qu'un homme peut mettre de triomphe, d'exaltation et d'allégresse en un simple « Oui ! ».



Après une nuit pure, légère, bleue, dans le silence de laquelle maints *Eia, alalà !* s'étaient élevés, à la fois innocents et sauvages, vers les étoiles indifférentes, le matin du 12 septembre naquit enfin. A l'aube, un peu de pluie :

— Ça va passer, — fit une vieille femme dans la rue. Dieu ne ferait pas ça à son Comandante.

Et en effet, la bonne Fiumaine n'avait pas plutôt prononcé ces mots, dont ses interlocuteurs ne s'étonnèrent pas un seul instant, que le soleil commença de caresser la ville endormie. Tout le jour, il a resplendi sans une défaillance, illuminant les drapeaux, guirlandes, pavois, oriflammes, fleurs et rubans de Fiume en grand gala.

Le Comandante devait, ce matin-là, refaire le trajet du 12 septembre 1919, c'est-à-dire pénétrer dans la cité à la tête de ses troupes, par l'avenue qu'il avait suivie, voici un an,

puis défiler à travers Fiume jusqu'au grand quai du port, où il passerait en revue toutes les forces de la Régence. Bien avant l'heure fixée, un peuple, souriant et déjà prêt à s'émouvoir, coulait vers le lieu d'arrivée des troupes. Longtemps, très longtemps après — l'inexactitude, on le sait, étant une formalité militaire — se montrait un peloton de cavaliers : les premiers uniformes paraissaient. Presque immédiatement venait le Comandante, en sa tenue de lancier de Novara, monté sur un grand et fort alezan à courte crinière. Derrière lui, deux généraux et un état-major, à cheval, puis, s'il nous en souvient bien, le drapeau du nouvel État, escorté par des officiers, et enfin la file interminable de la garnison. A peine eut-on seulement aperçu de loin le groupe où chevauchait le Comandante, que commencèrent, pour ne plus cesser, les applaudissements, les *alalà !* et les vivats : mais ils étaient si fervents, si pieux et si tendres, que l'on croyait assister à un cortège nuptial, plutôt qu'à une parade guerrière. Gabriele d'Annunzio épousait le Carnaro : peut-être un de ses torpilleurs l'emmènerait-il jeter son anneau dans le golfe, tout à l'heure.

Nous marchions du même pas que son cheval, confondu dans la foule des adorants. Comme la tête du cortège débouchait sur l'immense quai, déjà noir de monde, quelque arrêt se produisit : il fallait déblayer la place. Le service d'ordre est aujourd'hui restreint autant qu'inutile à Fiume, où l'on ne manifeste que par amour. Le Comandante demeurait par conséquent là, immobile, au milieu de son état-major. A cheval depuis longtemps déjà, et sous un soleil violent, ainsi ganté, moulé dans sa tunique, il avait bien chaud, le pauvre Comandante ! Il remettait nerveusement en place son monocle, un peu agacé par l'attente. Ne pouvant supporter de nous voir si près sans trouver moyen de lui parler, nous agitâmes violemment notre chapeau — était-ce très convenable? — si bien qu'il nous aperçut enfin, et nous fit signe d'avancer. Et là, sur le front de ses troupes, comment nous accueillit, dès la première phrase, cet homme qui ne porte pas seulement Apollon au bout de ses dix doigts [1], mais encore une épée aventureuse, et peut-être un monde en son poing fermé?

— Il doit y avoir pour vous, —nous dit-il, — une joie confra-

1. *Moi qui porte Apollon au bout de mes dix doigts.* (Jean Moréas.)

ternelle à voir un écrivain passer cette revue. Je me réjouis que vous assistiez, vous, à cette fête de la pensée latine.

Ainsi, selon sa coutume, offrait-il au plus humble ce qu'il donne et prodigue à tous, la bonne grâce, le mot juste qu'il faut prononcer, et qui flatte, et qu'on n'oublie plus. Ajoutons même avec confusion que, du haut de sa selle, le maître du Carnaro a choisi ce moment pour nous parler de notre Chantilly : ah, il connaît son public[1] !... De même agit-il avec chacun.

S'étant enfin remis en marche, le cortège s'avança lentement sur le quai spacieux, où l'on avait fait place nette enfin. Des hydravions sillonnaient le ciel. Dans le port, les sirènes des bateaux pavoisés saluaient éperdument le triomphateur. Pauvre port, il est vide de navires de commerce, puisque l'Italie l'a mis en interdit : mais beau et redoutable port de guerre, si l'on y compte les vaisseaux de la flotte fiumaine ! Voici le superdreadnought *Dante Alighieri*. On se rappelle que cette magnifigue citadelle flottante, une des plus belles et récentes unités de la flotte italienne, fut conduite, ou retenue d'autorité par ses propres marins dans le port de Fiume. Ceux-ci ont coupé l'une des ancres, laquelle s'élève maintenant, gigantesque trophée, au milieu d'une place de la ville. Voici le destroyer *Francesco Nullo*. Voici l'*Almadi*, torpilleur, accompagné de quelque dizaine d'autres. Voici une flottille de *Mas*. Tous ces bâtiments, donc, hurlaient de joie. A chaque moment, éclataient des *Eia, eia, eia, alalà !* Le soleil criblait d'or la ville, les fenêtres, les palais, les étendards, les innombrables uniformes qui semblaient tous gris de perle sous cette clarté féerique. La minute était sans pareille. Que penser de Pétrarque lauré, avec sa chétive petite fête travestie du Capitole, jadis?... *Quo non ascendes, Gabriele !*

Les péripéties d'une revue sont toujours à peu près les mêmes ; seul varie l'enthousiasme plus ou moins grand qui les anime : celui des Fiumains soulevait les chefs et les soldats.

Le Comandante s'est arrêté sur la place Dante, au milieu du quai, face au port. Les généraux se sont rangés à ses côtés,

1. En mars 1916, après sa blessure, Gabriele d'Annunzio nous envoyait de Venise cette dépêche : « *J'espère guérir pour revoir les allées de Chantilly et le verger de l'amitié.* »

Et l'on prétend que le télégraphe a tué l'art épistolaire.

un peu en arrière, environnés par l'état-major. L'éventail immense de la ville leur servait de décor. Vis-à-vis d'eux, les musiques militaires jouaient de belles marches émouvantes, et le grand pavoi des vaisseaux palpitait doucement.

Les troupes commencèrent à défiler. Presque toutes, en passant, acclamaient le triomphateur, qui répondait d'un grand geste. Drapeaux et fanions s'inclinaient avec noblesse, portant l'âme visible du pays. Quand parut celui du nouvel État, qui pour la première fois claquait sous le ciel, l'immense foule n'eut plus qu'une voix : *Eia ! Eia !...* Cet étendard est rouge pourpré ; on y voit, brodées en or, les sept étoiles de la Grande Ourse, qui toujours indiqua la bonne route aux navigateurs méditerranéens ; elles sont inscrites dans le cercle d'un serpent se mordant la queue, symbole traditionnel d'éternité. En outre, trois longs créneaux le terminent : celui de droite montre les couleurs d'Italie, celui de gauche, les couleurs de la ville de Fiume, à savoir bleu vif, jaune et violacé. Elles sont partout, ces couleurs fiumaines, bleu, jaune et prune, aux boutonnières, dans les cheveux, sur les corsages, suspendues aux balcons, flottant le long des guirlandes et en haut des mâts ; elles s'entremêlent aux couleurs italiennes, elles sourient, elles vivent : dominant encore le fracas des hymnes et des cris d'amour, un muet *Alleluia* monte ainsi, de toutes ces bannières, au-dessus de la cité.

La garnison de Fiume défila durant des heures, qui passèrent comme des minutes : infanterie, alpins, arditi sans nombre, athlètes armés marquant la cadence militaire, cols ouverts et cheveux au vent, chéchias et casques, feutres et képis, plumes de coq des bersaglieri, dont le passage à la course souleva, comme toujours, l'admiration populaire, jeunes soldats, jeunes officiers, capitaines à silhouette de pages, commandants plus désinvoltes encore, et l'artillerie, et les auto-mitrailleuses, et les lance-flammes, et la Croix-Rouge — c'était bien une petite armée. Petite, mais expérimentée, puisque tous avaient fait la grande guerre, ainsi qu'il y paraissait aux croix chargeant tous ces uniformes gris-verts, « par la victoire usés » : car l'armée de Fiume semble revenir d'une longue campagne, elle ignore superbement ce qu'on appelle la tenue de gala. Mais que de fierté dans

les yeux, quel redressement de la taille, et les bons muscles sous ce drap élimé !

On applaudit à tout rompre les alertes champions de la « d'Annunzio » et les pittoresques maillots noirs que commandait le prince de C..., plus « eau-forte » et fantastique que jamais sous le grand soleil de midi. Mais où l'émotion déborda, ce fut quand défila, bien au pas, une sorte de garde nationale de Fiume, des quinquagénaires mêlés à des jeunes gens, tous en civil et bellement alignés derrière leur drapeau. Ils avaient les yeux plantés droit devant eux, les braves gens, et luisants comme si l'Autriche était encore à tuer.

La revue terminée, et le dernier convoi passé, le Comandante se rendit, toujours à cheval, et entouré de l'état-major, à l'autre bout de la place Dante, ayant peine à se frayer un chemin au milieu de la foule qui les eût bien portés en triomphe tous les deux, son alezan et lui. Deux mâts très hauts se trouvaient dressés, comparables à ceux de la place Saint-Marc : l'on y hissa deux immenses bannières italiennes, entre lesquelles vint se balancer le grand étendard pourpre de la Régence. Et à cet instant, poignant entre tous, une fois de plus le Comandante parla. Il dominait la foule du haut de son cheval, face à son drapeau. Le ciel éblouissant semblait s'arrondir autour de lui seul. Une fois de plus, il improvisa, comme si vraiment l'habitaient toutes les Muses — et Bellone !

Une fois de plus, il fut hors de toute mesure humaine. Une fois de plus, on s'agenouilla devant lui.

Et maintenant, pense-t-on sa journée finie? Croit-on que la coupe d'émotion soit comble?

Vers quatre heures — comment nous souviendrait-il d'une heure précise? nous ne savons plus, une telle après-midi n'avait pas commencé que le soir était là — le mouvement de la foule, la rumeur publique nous portaient vers le Palais National : entendez l'Hôtel de Ville. Une cérémonie capitale pour l'histoire de la Régence y devait avoir lieu : au nom de la ville, le maire (appelé là-bas *podestà*), devait conférer solennellement la nationalité fiumaine aux 6 000 hommes de la légion que le Comandante avait le matin même passés en revue. Représentant tous ses soldats, celui-ci allait accepter pour eux le droit de cité.

Nous arrivâmes bien avant l'heure : la salle était déjà pleine à n'y pas glisser un caillou. A force de patience, néanmoins, nous nous poussâmes au premier rang de la galerie. La salle du Palais National est disposée comme celle de notre Chambre des députés : un amphithéâtre surmonté d'une galerie. Contre la paroi du fond, se trouvait une estrade portant une longue table recouverte d'un beau velours à franges, devant laquelle trois fauteuils s'alignaient, face au public. A côté, sur le même rang, se dressait une autre table, petite, mais pareillement drapée de velours, avec un seul fauteuil : c'était pour le Comandante.

Chaque minute d'attente augmentait l'émotion, d'autant qu'y ajoutait encore cette estrade inoccupée devant l'hémicycle bourdonnant. Entre l'enceinte vide et la nerveuse assemblée, il n'y avait qu'une balustrade, frêle et forte comme la loi.

Soudain pourtant, sans tambour ni trompette — c'est ici le cas de le dire en réalité —trois officiers sont entrés, à savoir le *podestà*, et deux adjoints, ou deux vice présidents (nous ignorons leur titre exact), auxquels se mêlait un troisième : le Comandante...

Aussitôt, nous ne saurions rendre ce qui s'est passé : celui qui parlait resta la bouche ouverte, celui qui faisait un geste ne l'acheva point, une sorte de suffocation saisit la salle en un instant ; puis, comme l'orage, comme la foudre, comme les stigmates des saints, l'amour universel s'abattit sur le Maître, éclata à ses pieds, le souleva, le transperça ! Pendant un quart d'heure, vingt minutes peut-être, les quatre officiers demeurèrent debout, étranglés et muets, les magistrats derrière leur table, et Lui, tout seul, indiciblement pâle, adossé au mur, repoussé jusque-là, envahi et ainsi qu'écrasé contre la paroi par l'enthousiasme, par la tendresse folle, par le délire du peuple !

Il penchait la tête, ne bougeait pas, pleurait peut-être. Et l'acclamation de frénétique amour durait, durait toujours, s'exaltait, on criait, on ne trouvait plus de mots assez passionnés. Un ouvrier répétait sans trêve derrière nous : « *È un Dio !... È un Dio !* [1]... » N'y tenant plus, le brave homme s'écriait encore : « *E bello come un Dio !* [2]... »

1. C'est un Dieu !
2. Il est beau comme un Dieu !

Et c'était vrai ! Ce soldat tout droit contre ce mur — et ce soldat qui était l'immortel auteur des *Laudi* ! — baissant le front sous le baiser immense de toute une nation, le grand Italien Gabriele d'Annunzio étouffant d'émotion devant sa patrie qui l'acclamait, oui, l'ouvrier avait raison, c'était bien un spectacle divinement beau !

Enfin, par pitié peut-être pour les nerfs du poète, le *podestà* agita sa sonnette, et lentement, de même que s'éloigne une tourmente, le silence, un profond silence s'établit. Le *podestà* lut une harangue noble et chaleureuse, dans laquelle il demandait au Comandante s'il acceptait, au nom de tous les légionnaires, la nationalité fiumaine. Et, d'une voix simple, contractée encore par l'épreuve terrible et merveilleuse, celui-ci répondit :

— *Accetto* [1].

C'était le premier mot qu'il prononçait depuis son entrée dans la salle.

Après quoi, par un nouvel effort de sa volonté sans égale, toujours debout près de son fauteuil, et, à son habitude, dédaignant toute espèce de geste, mais imprimant chacun de ses mots dans l'esprit de son auditoire comme un poinçon dans le fer tendre, derechef le Comandante parla.

Ainsi qu'au théâtre de la Fenice, ainsi que sur la place Dante et partout, il improvisa. Et l'orateur incomparable, de nouveau, s'est surpassé. Jamais la poésie ne coula plus irrésistible de ses lèvres, ni la foi ne s'en éleva plus chaude. Il remercia les Fiumains, leur dit qu'il se sentait non seulement leur compatriote, mais leur frère, qu'il avait vu et touché de ses mains, tout à l'heure, l'une des plus vénérables pierres de leur ville ; il décrivit cette pierre, la fit vivre à sa voix, poursuivit le symbole, s'éleva... On entendit, coup sur coup, le chant du poète, l'appel du soldat, la catilinaire du citoyen, le jeu du linguiste étonnant, les belles sentences du fondateur d'État, les caresses de l'Italien parmi son peuple, la loi du prophète entouré de ses disciples — enfin Gabriele d'Annunzio parla, que dire de plus?... *Fu bello come un Dio !*

1. J'accepte.



Le soir, au restaurant Adrià, nous commandâmes sans grand espoir nos *spaghetti* et notre *manzo* : quelle apparence y avait-il, en effet, d'être jamais servi par ce garçon affolé, tourbillonnant parmi des dîneurs sans nombre, qu'avait attirés le jour de fête? Et la commande donnée, nous attendîmes en méditant sur la vigueur et l'habileté avec lesquelles Gabriele d'Annunzio, homme d'État, menait son entreprise.

Qu'un diplomate difficile à convaincre conteste l'italianité de Fiume dans le passé, c'est son affaire. Cette opinion nous étonne personnellement, mais une bonne hygiène morale exige que l'on s'habitue aux opinions d'autrui. Nous conseillerions en tout cas à cet hérétique — « un hérétique, dit Bossuet, est celui qui a une opinion » — de venir passer seulement deux jours sur les terres de la Régence, s'il prétendait aussi mettre en doute l'italianité de ceux qui l'habitent à présent — et pas même deux jours, une heure ! Car d'Annunzio a si bien fait, par ses discours, ses actes et sa volonté, qu'il a communiqué son âme même aux Fiumains. L'Italie est implantée dans le sol du Carnaro jusqu'au tréfonds. *Italia o morte !* portaient les bannières de Fiume, tout à l'heure, à la revue. *Fiume o morte !* lisait-on sur les étendards venus de la mère-patrie. Un irrédentisme inexpiable se trouve maintenant déchaîné, voilà un fait historique.

Et ce n'est pas en incorporant d'un seul coup cinq ou six mille citoyens à la Régence, ni en offrant 3 000 francs de dot, comme on dit que cela doit être, à toute jeune fille fiumaine épousant un ardito [1], que l'on fera décroître l'italianité dans cette région, que nous sachions?

Mais on se trouve devant le fait accompli, alors? Sans doute... Mais c'est très grave?... Mon Dieu, citons encore des devises d'étendards. Le fanion d'une auto-mitrailleuse, qui défilait ce matin, place Dante, montrait ces mots brodés largement sur la soie : *Me ne strafotto.* Nous ne traduirons pas cette phrase. Les personnes qui entendent l'italien savent qu'elle est un peu vive. Pour tout dire, l'expression correspondante : « Peu m'en chaut », semblerait, pour la rendre, d'un

1. Nous donnons ce renseignement sous toutes réserves.

style bien pâle. Or, il est possible qu'à Fiume, on répète volontiers des formules analogues.

Cela ne suffit pas, de lancer des boutades?... Certes, et le Comandante le sait bien. Aussi a-t-il soulevé le fanatisme des Fiumains, qui dure depuis un an déjà, malgré maintes périodes de privations endurées dans la ville, et le malaise économique profond causé par l'interdit commercial. Aussi vient-il de créer l'état-tampon du Carnaro. Et aussi ne lâche-t-il jamais, lui, des choses aussi naïves que la joyeuse formule du fanion. Il dit seulement, il met sur son papier à lettres : *Cosa fatta capo ha.* Ce qui signifie : « Chose faite a une tête. » Mais *capo* a aussi le sens de « chef » et de « commencement[1] ».

Ainsi menions-nous nos pensées, en attendant avec douceur ces *spaghetti* qui ne venaient pas, et ce *manzo* dont il n'était plus question. Tout à coup, un uniforme ravissant parut dans le restaurant : c'était le capitaine Antongini. Il faudrait n'avoir jamais mis les pieds à Paris pour ignorer le très aimable capitaine Antongini : sa silhouette est bien connue sur le boulevard. On sait qu'il est depuis vingt ans l'ami intime et tout dévoué de Gabriele d'Annunzio.

— Vite, — nous dit Antongini, — le Comandante m'envoie vous chercher : il vous attend dans dix minutes pour dîner.

Adieu, *spaghetti* insipides et ridicule *manzo* ! Déjà nous trottions avec notre compagnon sur le chemin du Palais.

Sentinelles, escalier, plantons... Nous entrons bientôt dans une petite pièce bien ornée, où une table était dressée. Quatre couverts. L'argenterie scintillait... Un autre Français était là, le poète Achille Richard. Par la fenêtre ouverte sur la nuit délicieuse, l'on apercevait toutes les lumières de la ville et le port illuminé. Des *Eia, alalà* ! — encore ! — montèrent jusqu'à nous : c'était une troupe de fidèles, la cinquantième de la journée, qui s'avançait avec un drapeau vers le Palais. Ils s'arrêtèrent devant la grille fermée, réclamant : « Comandante !... Comandante !... » tandis qu'un *bersa-*

1. Le poète Ausone écrivit fort joliment jadis :

Incipe, dimidium facti est cœpisse ; supersit
Dimidium : rursum hoc incipe, et efficies.

(Commence, c'est moitié de fait que d'avoir commencé ; mais la moitié reste : commence encore, et tu as fini.)

gliere, de garde sur la terrasse du premier, s'accoudait négligemment dans l'ombre pour considérer les enthousiastes. Nous n'apercevions que les plumes du chapeau et la lueur fine de la baïonnette. Et déjà les cris s'apaisaient, le cortège en liesse s'éloignait...

Soudain s'éleva près de nous une voix très douce :

— Oh, je vous vois donc enfin... Maintenant, nous allons causer, je me donne une heure de vacances. Pour cette belle fête, aujourd'hui, je suis heureux de vous avoir su là...

C'était le Comandante, revêtu d'une fort élégante tunique à revers bleus. En même temps que lui, se glissait parmi nous certain parfum discret, raffiné — venu de la rue de la Paix, Comandante?... Et gracieuse, et charmante, une jolie chienne lévrier, à poil ras, blanche et bleue,[1] avait délicatement sauté dans la pièce. Nous n'avons pas constaté sans tendresse que, pour surprenant homme d'État qu'il fût devenu, Gabriele d'Annunzio restait fidèle à ses grandes amours, et qu'il gardait jalousement un lévrier au fond de son Palais, comme en sa tente le sultan cache la sultane favorite.

Puis, sur un geste du maître de céans, nous nous mettons à table, Achille Richard, le capitaine Antongini et nous. Le Comandante reste debout avec le plus grand soin, s'assied le dernier, veille à ce que chacun soit servi... Elle est célèbre, la courtoisie de Gabriele d'Annunzio : il n'ignore point, du reste, qu'il y a là le plus merveilleux moyen d'autorité et de gouvernement. Mais ses amis seuls connaissent les prévenances exquises de son affection : or, il usa de toutes ce soir-là — comme si une telle journée eût laissé son esprit entièrement libre, comme s'il fût à l'instant même revenu d'une simple promenade à cheval, par exemple, ou d'un thé chez quelque belle amie.

Il se montra très gai, d'ailleurs, et très animé, contant cent histoires, demandant des nouvelles de tous ses amis de Paris.

— Et pourtant, — lui avons-nous dit, — il y en a qui veulent vous croire brouillé avec tous les Français.

1. Le commun des mortels dirait : blanche et grise. Mais pour un connaisseur en lévriers, le gris s'appelle bleu. Le gris d'un lévrier de race, d'ailleurs, semble toujours posé sur un fond bleu.

— Moi ?... C'est avec le quai d'Orsay que je suis brouillé. Ce n'est pas du tout la même chose. Mais je fais apprendre le français à mes arditi.

Quand le Comandante prononce « mes arditi » son visage change, ainsi que sa voix. Il narre leurs exploits sur ce ton demi-souriant dont on use pour rapporter les histoires d'enfants terribles.

— Ils ont, — fait-il, — un langage à eux. Au commencement de l'occupation, ici, il y avait des coups de main fort souvent. A chaque instant se produisait l'alerte, et l'on allait coucher dans la montagne. Eux, alors, accomplissaient des raids, d'où ils rapportaient toutes sortes d'objets, fils de fer, clôtures, dépouilles, etc. A n'importe quelle heure, ils venaient jeter cela dans ma chambre. Une fois, je sortais du tub, et me trouvais en pyjama : et ainsi donc certain ardito, au retour de quelque incursion, entra brusquement, et lança comme d'habitude à mes pieds un vrai bric-à-brac de fils barbelés, de casques, de bidons, que sais-je ! Or, le brave garçon n'avait peut-être encore jamais vu de pyjama. Quand il m'aperçut à l'improviste en cette tenue, il dut en être frappé. « Vous savez, dit-il ensuite à ses camarades, j'ai vu le Comandante chez lui, ce matin : il était en costume de poète... »

» Et qu'ils sont beaux, mes arditi !... Une fois encore, à la suite d'un coup de main, ils ramenèrent au camp quarante-six chevaux splendides de l'armée régulière. C'était à l'aube, et il faisait terriblement chaud : tous se trouvaient à peine vêtus. Entendant du bruit au dehors, je vais voir... Imaginez la puissante beauté d'un tel spectacle : dans l'air rose de l'aurore, ces quarante-six athlètes à demi nus, ces quarante-six Dioscures, chacun d'eux tenant un cheval admirable au poing !... Cependant, nous avons restitué ces quarante-six magnifiques chevaux, par honnêteté, hélas !

— Oui, — fit Antongini, — mais ce sont des bêtes plus modestes que nous avons rendues, les autres, les belles, sont demeurées ici. Te rappelles-tu ce pauvre vieux toquard, qui boitait? Le colonel n'y a vu que du feu.

Le Comandante rit de tout son cœur au souvenir de la *beffa*. D'autres souvenirs lui reviennent :

— Ah, nos arditi ! Certes, ils sont dévoués à leur Coman-

dante !... Une fois, sur ce fameux pont de Sussak, notre frontière, j'aperçois de l'autre côté des fils de fer un général de l'armée régulière, un camarade de la guerre, un vieil ami. Malgré les règlements, nous courons l'un vers l'autre, nous nous embrassons. Mes arditi croient que le général m'arrête, se jettent sur lui comme des furieux, le bousculent, l'auraient tué... Lui, bon garçon, leur dit en riant : « Eh ! bien, les garçons, qu'est-ce qui vous prend? Ce n'est pourtant pas votre bonne amie, le Comandante !... » Alors, l'un d'eux le regarde d'un œil terrible : « Pire ! » fait-il... Qu'on leur lâche seulement des Croates, on verra !...

A la pensée des Croates, le Comandante évoque tous ses ennemis, voire Italiens. De l'un d'eux, le principal, il dit — et sa parole se fait plus précise et plus lente, comme chaque fois qu'il annonce quelque bel ou étrange dessein :

— Où qu'il se trouve, à Rome ou ailleurs, je l'enlèverai. On l'amènera ici, et on le tatouera. Nous avons dans la Régence une école de tatoueurs, exprès. Après on le renverra. Vous savez qu'un tatouage ne disparaît jamais. Il faudrait couper la chair même, la bonne livre de chair de Shylock.

Au nombre de ses adversaires, on sait que le Comandante range aussi l'Angleterre.

— Imaginez, — nous dit-il...

(« Imaginez » est un verbe dont il use souvent. C'est qu'il « imagine » sans cesse, et avec quelle débordante et joyeuse puissance, lui qu'on appela jadis, comme le héros d'un de ses livres, « l'Imaginifique »!)

— Imaginez l'ingénuité sauvage de ce peuple ! Dans mon courrier, dernièrement, se trouvait une lettre, émanant du président d'un club sportif anglais, et ainsi conçue : « Envoyez-nous donc par retour de la poste un autographe et des portraits. Je les ferai publier dans notre revue spéciale. Cela produira très bon effet. Vous êtes en somme un vrai sportsman, et nos compatriotes ont beaucoup d'indulgence pour les vrais sportsmen... » Et vous savez, il ne croyait pas plaisanter, ce gentleman !

Et la conversation va, vire, saute, légère, délicieuse, affectueuse et confiante. Beaucoup de propos du Comandante, tenus ce soir-là *sub rosa*, ne sauraient être rapportés ici, étant

politiques et secrets : rappelons qu'il se trouvait avec des camarades intimes.

Il nous exposa les réformes militaires auxquelles il travaillait en ce moment même. On sait que les projets de cet homme miraculeusement tenace sont longs et patients : pourquoi se presserait-il en effet, il n'ignore pas que sa volonté ne se lassera jamais la première.

Ce n'est pas qu'il ne lui en coûte de mener une vie si tendue et si sévère.

— Songez, — fait-il, — qu'il me faut à chaque minute prendre une décision, assumer une responsabilité, rédiger un papier. Au moins, pour mon repos, devrais-je méditer dans la solitude. Or, pas un instant je ne suis libre, pas un instant on ne me laisse sans me demander : « Que faire, Comandante... Comandante... » La solitude !...

Et son regard se charge d'une immense rêverie.

Bientôt, on emplit nos verres de champagne. Le Comandante se tourne vers nous, touche notre verre, et avec la plus profonde tendresse : « Vive la France... quand même ! »

Cher Gabriele ! « Quand même !... » c'était à cause de la politique. « Vive la France !... » c'était pour l'âme divine de mon pays. Qui donc l'aime et la sent mieux que vous?

Lorsque nous revînmes à travers les rues encombrées par la joie populaire, quand nous traversâmes la place Dante où, au son de dix orchestres, dansaient éperdument Fiumaines et arditi — notons en passant que ces gars-là se livraient tous au fox-trot avec un art et une perfection rares en nos dancings — tandis qu'enfin nous entendions toute la nuit le vaste bal et ses dyonisiaques *alalà*, combien il nous était doux de songer qu'en ce soir de fête nationale, le Comandante avait levé son verre à la France, en dînant avec des Français !

C'est qu'il sait aussi combien nombreux nous sommes, de ce côté des Alpes, à ne voir qu'imprudence, paradoxe et confusion en dehors d'une complète fraternité latine. *Mens latina — o morte !* comme on dit à Fiume.

MARCEL BOULENGER

LES GRANDES LOIS FÉMINISTES

On ne peut nier que la femme ait été mise en tutelle par les lois. Chose assez curieuse, sur la question de la possession des biens dans le mariage, alors que communément c'est la femme qui tient la bourse du ménage français, le législateur s'est montré envers elle aussi défiant que tyrannique. En fait, c'est la mère de famille qui administre la maison. En droit, elle n'est qu'une mineure qui ne peut disposer d'un sou sans le consentement du mari. Du moins, il en a été ainsi jusqu'à la fin du siècle dernier.

Cependant, avant de jeter les hauts cris sur ce despotisme légal et sur l'état d'infériorité juridique auxquels furent soumises nos mères, avouons que le législateur chargé de déterminer le régime de la possession des biens dans la société du mariage avait à trancher là dans une matière bien délicate. C'était un de ces points de justice psychologique pour lesquels toute précision est trop rigide, toute prévoyance maladroite. Le mariage héritait des lois communes aux autres sociétés, mais l'intimité de l'association, sa tendance à l'union absolue en faisait aussi la négation de l'association puisque le mariage idéal ne comporte plus qu'une volonté unique. D'autre part, il fallait prévoir les mauvais mariages, surtout ces mariages médiocres où les conjoints plient bon gré mal gré la tête sous le même joug, et dont est composée en grande partie la société. Dans ces ménages où l'entente est précaire, comment organiser, sans arriver à la division, la possession des biens? Remarquez avant tout que la communauté des

intérêts est l'élément le plus puissant et le plus durable de l'union chez les époux, et que la division des biens ne pouvait être admise comme principe par le législateur du mariage. Bien au contraire, il la repoussait. L'objectif était donc de concilier la possession en commun, l'unité d'intérêt, avec la divergence des volontés conjugales.

Comme le mariage était fondé sur ces deux principes : « L'homme doit aide et protection à sa femme — la femme doit obéissance à son mari » ; que l'homme donc assumait déjà de par le code les responsabilités matérielles de la société conjugale ; d'autre part, comme il était acquis déjà par cette formule que, en cas de conflit entre les deux volontés, ce serait à la femme de céder, tout naturellement la gestion des biens devait être mise entre les mains de l'homme responsable.

Cette conception est beaucoup moins révoltante quand on considère qu'elle est à base de possession commune, et que le droit du mari n'est qu'un droit de gérance.

En fait, dans la pratique, ces théories ne jouaient guère que lorsqu'il s'agissait d'opérations judiciaires, ventes de biens, achats ou cessions de fonds de commerce, placements d'espèces ; le mari y était le seul acteur, la femme une mineure en tutelle. A de rares exceptions près du reste, la femme justifiait ce rôle par son incapacité. Je n'invente rien en disant qu'on plaint généralement la veuve, la divorcée, la femme seule, plutôt d'avoir à défendre elle-même ses intérêts que de supporter la solitude de son cœur : l'homme apparaît avant tout, à l'opinion, comme le gérant des affaires communes du couple. C'est ainsi que l'on voit tant de vieilles femmes s'abandonner à la direction d'un notaire, d'un homme de loi, plus puissant sur leur conscience qu'un confesseur.

Mais, à part l'occasion des opérations décisives sur les biens, voyez comme, dans la famille française, le rôle de la femme affirme au contraire la communauté de jouissance des dits biens. La femme est l'économe née de la famille. Ses vues portent surtout sur le détail. Elle calcule par sou. Faute de ces qualités minutieuses, la fortune d'une maison irait à vau-l'eau. Le mari le sait. Et presque toujours, c'est entre les mains de l'épouse qu'il remet l'argent. C'est ici la revanche de

la mineure qu'elle paraissait être chez le notaire. Au foyer, le mari se sent forcé d'en passer par ses lois. Pour peu qu'il soit dissipateur ou prodigue, ce maître absolu des biens de la communauté est gourmandé, maté, dominé par celle à qui lui-même a remis la clef du coffre-fort ou le secret du bas de laine.

***

Les féministes disent : « Vous citez là les bons ménages ; mais il y a les mauvais et les pires. Dans ces derniers, la femme qui est déjà la victime des exigences et des brutalités de l'homme, l'est encore des lois. Les lois permettent au mauvais mari de dépouiller sa femme, d'attribuer à ses propres plaisirs les biens communs, c'est-à-dire issus non seulement de ses gains et de ses apports, mais des apports de sa femme. La loi justifie la pire tyrannie du mari, la tyrannie qui s'exerce sur la femme à l'occasion du droit le plus sacré des individus : celui de la propriété. Il est déjà bien inique, dans un heureux mariage, de voir l'épouse privée de ce droit de propriété et humiliée au point de ne pouvoir disposer elle-même de sa fortune, mais ce qui est révoltant là, devient odieux si le mari auquel la femme est asservie, est un indigne. »

Les féministes ont raison sur ce point. Il fallait protéger la femme contre le mari indigne. La loi paraît supposer qu'il n'en existe point. Les féministes se montrent disposées à n'en voir que de tels, car pour elles, l'homme est toujours l'ennemi. La vérité, c'est qu'il y a suffisamment de mauvais époux, et d'indignes, pour nécessiter des mesures de prudence éventuelle en faveur de la femme. Autant les féministes me semblent dans l'erreur quand elles prennent en pitié la femme heureuse qui, imbue du véritable esprit de la société conjugale, abandonne au mari la gérance de ses biens, autant elles ont fait œuvre utile en prévoyant pour la femme en général les abus du mari indigne.

Déjà dans nos mœurs, les conventions avaient remédié aux lois sous ce rapport : l'habitude des contrats de mariage n'a pas d'autre origine que le souci de protéger les apports de la femme contre les dissipations possibles du mari, et les diffé-

rents régimes sous lesquels on mariait une fille mettaient à l'abri sa dot.

Malheureusement il n'y avait que la bourgeoisie qui bénéficiât de ces mœurs, la bourgeoisie et aussi les terriens, c'est-à-dire les deux classes où l'intérêt pécuniaire compte peut-être avant tous les autres. A la campagne, le mariage a souvent pour raison première et pour but la réunion de deux domaines. La communauté de jouissance est souveraine. Là plus que partout ailleurs les époux sont étroitement liés par l'amour commun du bien possédé à deux. Mais le notaire a toujours sévèrement prévu les dilapidations dont le mari pourrait se rendre coupable et le régime dotal sévit à outrance. Ainsi voit-on là le contrat compensateur s'harmoniser avec la loi nécessaire et pourtant dangereuse, pour donner d'excellentes unions, le bien de la femme restant intangible, la communauté de fait existant malgré tout et le mari demeurant de fait et de droit le seul gestionnaire des intérêts communs.



Mais la classe ouvrière et ce que j'appellerai la petite classe moyenne, qui vivent et qui respirent dans une si absolue liberté à l'égard des contraintes de l'argent, et qui tirent de cette noble insouciance à la fois leur beauté et leur misère, sont livrées tout entières aux périls de la loi. Le contrat de mariage est inconnu dans le peuple. La convention n'est plus là pour protéger la mineure contre les erreurs de tutelle du maître légal de la communauté. Pourtant si la femme n'a plus là de biens propres à défendre, c'est-à-dire de capital, elle possède à tout le moins le produit de son travail. C'est par milliers que se comptent aujourd'hui les femmes qui exercent un métier. Même parmi les femmes mariées, dans le peuple, rares sont celles qui ne travaillent pas. En 1900 les statistiques de la Bourse du Travail qui donnaient le chiffre de 6382658 femmes vivant de leur salaire, y faisaient entrer les femmes mariées pour un tiers. Quelle multiplication depuis lors !

On doit déplorer une telle révélation. Une société où la femme mariée est vouée à un autre devoir que celui de la mater-

nité et de la garde du foyer, et partage en sus de son rôle le rôle de l'homme, cette société-là possède une tare. Mais nous n'avons pas ici à apprécier le fait. Il existe. Si les changements sociaux qui s'annoncent imprécisément doivent le modifier en taillant une part plus large à l'ouvrier, éviter à sa femme la nécessité de pourvoir elle aussi aux besoins de la famille, réjouissons-nous. Malheureusement ce progrès n'est pas pour demain. Même la perturbation que son enfantement propagera dans la vie économique n'est faite que pour rendre momentanément plus dures les conditions de vie, donc pour forcer la femme à plus de travail.

Or le code voulait que le mari eût des droits jusque sur les salaires de sa femme et sur les économies réalisées par elle du fait de son travail. Ainsi ne pouvait-elle en disposer sans son consentement. L'autorisation du mari était nécessaire pour effectuer soit un dépôt de fonds aux Caisses d'épargne soit un retrait. De sorte que si un ouvrier dissipateur et débauché prétendait s'opposer à ce que sa femme usât des petites sommes issues de son travail ou de ses privations, il le pouvait légalement. Remarquez d'ailleurs que, dans cette circonstance, l'épargne de la femme était à elle seule un garant de son esprit d'ordre et comme une référence. Encore cette femme était-elle réduite à en abandonner la libre disposition aux caprices d'un indigne. L'injustice était par trop flagrante.

La loi du 20 juillet 1885 vint ébranler le vieux dogme de possession commune subordonnée à la gérance omnipotente du mari, en permettant à la femme de faire sans l'autorisation de celui-ci des opérations de Caisse d'épargne. C'était presque un coup de théâtre et la résultante du mouvement d'opinion qui se dessinait alors en faveur de l'émancipation de la femme. Ce ne fut d'ailleurs qu'un coup timide et atténué de mesures restrictives, puisque, si la femme pouvait personnellement prendre un livret de Caisse d'épargne, y déposer de l'argent, en retirer à l'insu même de son mari, celui-ci conservait le droit de puiser lui-même à cette réserve et d'opposer au besoin son veto au retrait des fonds.

Il ne faut pas sourire de la prudence que les législateurs ont mise à toucher à l'ancien appareil légal du mariage. Tout ici est profond, se racine à l'âme des intéressés, jaillit de la

vie elle-même. Cette loi était urgente ; il fallait l'édicter, mais elle visait les mauvais ménages, ceux où le mari est un despote, un ivrogne et un prodigue, mais le mariage en général ne peut être envisagé comme le bagne de la femme. Une institution sur laquelle est fondée la société ne doit pas être présentée à la société comme un instrument de torture, un appareil barbare. Nous savons au contraire que cette institution est bonne et qu'on n'en peut concevoir de meilleure pour asseoir les mœurs. Or c'était la première fois que le mariage idéal était atteint dans son système de socialisation des biens entre les époux. Du moment où la loi décrétait que la femme pouvait diriger ses biens propres en dehors du mari, c'était un coup porté au vieux rêve traditionnel de l'indivisibilité conjugale. Quand on veut attaquer profondément une société, on s'en prend au mode de possession de l'argent. Les plus grandes révolutions se font sur ce terrain. Ce fut une petite révolution dans la société du mariage quand les juristes décrétèrent que la femme pourrait désormais posséder son pécule propre, en dehors de tout contrat. La loi elle-même prononçait là une séparation que seules des conventions au caractère exceptionnel avaient autorisée jusque-là.

***

D'ailleurs, quand, le 13 juillet 1907, fut votée la loi relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage, loi bien plus décisive encore que la précédente pour l'affranchissement de la femme, on vit que le premier paragraphe disait nettement :

Article premier. — Sous tous les régimes à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 *du Code civil donne à la femme séparée de biens. Elle peut en faire emploi en acquisition de valeurs mobilières ou immobilières. Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis. La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux.*

Ainsi la loi posait comme condition générale pour la femme qui travaille le système exceptionnel que le code avait réservé jusque-là aux mariages déjà désunis à demi par la séparation de biens.

En bonne justice, il ne pouvait guère être statué différemment. Il y a dans le salaire un élément de possession directe, plus intime et plus puissant que dans toute autre valeur issue d'une source différente qui ne soit pas le travail personnel. La possession par dotation, par héritage, par spéculation, ne peut être comparée à la possession acquise par le travail. Tout être a sur le produit de son travail un droit sacré. La femme qui exerce un métier avait ce droit même dans le mariage. On a quelque peine à concevoir qu'il pût ne pas lui être reconnu. Aussi le procès de cette grande loi féministe n'est-il pas à faire. Il fallait qu'elle fût, d'abord pour protéger la travailleuse mariée contre les droits dévorateurs d'un mari indigne, ensuite même pour attester, dans le mariage en général, le respect dû par le mari à l'effort personnel de l'épouse. Le travail de la femme mariée créait un régime nouveau. A mœurs nouvelles, il faut de nouvelles lois.

Ce que j'ai voulu montrer c'est que ces lois modifiaient insidieusement la conception traditionnelle de l'union absolue dans la communauté des intérêts conjugaux. Ce sont des lois de séparation. On conçoit que les juristes aient hésité à les promulguer. Ces lois sont bonnes en elles-mêmes. La cause initiale dont elles sont nées peut seule être à incriminer et c'est uniquement pourquoi elles pourraient être jetées en argument dans un réquisitoire contre le travail de la femme mariée.

*
* *

La loi de 1907 n'avait du reste pas plutôt établi les droits de la femme quant à son salaire qu'elle lui créait aussitôt par la force des choses des obligations auxquelles son irresponsabilité de mineure échappait autrefois.

Art. 3 — *Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers. Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage*

alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû antérieurement à la présente loi se trouver entre les mains du mari.

Art. 7 — Faute par l'un des époux de subvenir spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

Ainsi commence-t-on ici à voir se dessiner dans le code, la personnalité jusqu'ici presque inexistante de la femme au point de vue juridique. La voici responsable de ses dettes dont le mari répondait autrefois. Bien plus, son rôle dans la société conjugale est taillé soudain à une ampleur nouvelle. Les créanciers qui ont passé marché avec le ménage dans l'intérêt commun de la famille au temps où cette loi n'existant pas, les salaires de la femme tombaient sous la juridiction du mari, ces créanciers pourront se faire rembourser sur le pécule personnel de la femme. D'ailleurs l'article 6 décrète déjà que :

La femme pourra ester en justice sans autorisation dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

La mineure d'autrefois est loin. La loi lui reconnaît une conscience qui comptera désormais dans les transactions sociales. Étant donnée la part que la femme a mordue depuis des siècles dans la vie sociale, il était temps qu'au point de vue des responsabilités on lui attribuât une existence morale. Elle aura donc maintenant le sens de ses engagements, du risque de ses actes, dont elle répondra. Une telle loi n'est faite que pour élever la femme. Il faut y applaudir.

Remarquez toutefois les restrictions au féminisme qui s'y trouvent et que, pour un droit que l'on confère à la femme, on décharge aussitôt celui qui, jusqu'ici, avec les droits absolus possédait la totalité des devoirs. « Femme, dit en somme le texte, tu commences à posséder, à être l'entière maîtresse de ce que tu gagnes, mais dès lors tu vas contribuer à l'entretien de la famille qui incombait à l'homme tout seul lorsqu'il était l'unique chef responsable de la communauté. Tu n'es plus la créature puérile et légère que les juristes avaient vue en toi. Tu revendiques l'autonomie dans l'administration de tes gains? Fort bien. Mais tu connaîtras aussi les charges du

ménage, tu les partageras avec l'homme ; tu ne devras plus t'en remettre à lui seul du soin de te nourrir et de nourrir tes enfants. Part à deux maintenant. »

Je demande la permission de citer à ce sujet le texte de la loi genevoise. Depuis longtemps cette législation sur le salaire de la femme mariée fonctionnait en Suisse, alors qu'en Allemagne elle était en vigueur depuis la moitié du siècle dernier. Notre loi de 1907 a presque copié la loi suisse. Et pour qui n'est pas accoutumé au jargon juridique de chez nous, le texte de Genève possède une clarté et une simplicité qui serviraient facilement de truchement dans la lecture du nôtre. Voici l'article suisse correspondant aux articles français que nous venons d'étudier.

Art. 2 — La femme qui par son travail aura acquis des biens personnels répondra sur ces biens des dettes contractées par elle sans l'autorisation de son mari. Elle devra contribuer proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari aux frais du ménage comme à l'entretien et à l'éducation des enfants. Toutefois les biens personnels de la femme ne répondent de ces dernières dettes qu'à défaut de biens appartenant au mari ou à la communauté Ils ne répondent pas des autres dettes contractées par le mari.

La comparaison des deux textes permet aussi de mieux saisir l'esprit de la loi française qui semble avoir donné plus largement dans le sens des responsabilités de la femme. Genève ne parle que des dettes contractées sans l'autorisation du mari. Paris rend le pécule féminin justiciable des créanciers de la femme, sans restriction. La Suissesse ne répond des dettes du mari qu'autant qu'elles concernent les frais du ménage, l'entretien et l'éducation des enfants. La Française est engagée plus avant et d'une façon moins délimitée dans les dettes maritales ayant trait aux intérêts de la communauté.

*
* *

Voilà longtemps, dira-t-on, que les choses se passent ainsi dans les ménages où la femme travaille, ses gains servent toujours à l'entretien de la famille et sont versés dans le fonds commun. Rarement réserve-t-elle son pécule personnel en faisant bourse à part. Le mari peut être un ivrogne et un

paresseux, si elle a des enfants, elle travaillera double pour qu'ils ne manquent de rien. En tout cas on ne voyait pas fréquemment, si bas que fût tombé l'homme, qu'il fît usage de son ancienne prérogative et réclamât ses droits sur le salaire de sa femme. Malgré la loi comme avant elle, le régime de la communauté, qui est le plus rationnel et le plus conforme à la psychologie de la société conjugale, continuera d'être inconsciemment adopté par les époux.

Cela est vrai assez généralement. Mais il fallait une règle pour suppléer aux bons penchants dans les cas exceptionnels. Ces grandes lois féministes ont prévu l'enfer des mauvais mariages et les circonstances où le mari débauché dépouillerait légalement sa compagne de l'épargne due à ses gains propres ; elles ont prévu de même que la femme dénaturée ou simplement frivole pourrait s'attribuer à elle seule le produit de son labeur, ou le dépenser en dehors du ménage au préjudice de ses enfants. Elles ont équilibré dans ces deux éventualités la balance entre les droits et les devoirs de la femme. Ce sont d'excellentes lois.

Mais ce sont des lois émancipatrices et on le verra plus nettement dans quelques vingtaines d'années, alors que sera élaboré le cycle législatif dont elles ne sont que la préface. En réalité, les lois ne créent rien, elles confirment le fait et, du mieux qu'elles peuvent, le réglementent. On l'a bien vu pour la loi de 1919 qui a essayé d'établir les droits politiques de la femme. Les aspirations politiques de la femme française n'existaient que dans quelques cerveaux. Elles ne sont pas le fait. La loi qui ne représentait pas un mouvement puissant dans la nation n'a point passé. Ce n'est pas le veto de quelques sénateurs qui l'eût arrêtée, si l'évidence, comme dans la loi de 1907, en eût crié le besoin. Mais elle était prématurée, et, il faut le reconnaître, un doute de la pensée nationale planait sur elle. Les lois ne devancent rien. Elles sont apportées par le mouvement des mœurs comme le navire que le flot vient déposer sur le rivage. Il y a dans les lois comme une docilité.

Celles dont nous venons de parler ont été dociles et à la nécessité, et aux poussées d'individualisme qui influencent aujourd'hui les mœurs. Le féminisme en est issu. Le germe de

l'individualisme féminin est facile à sentir dans ces lois. Mais la sagesse de la loi qui n'est pas à tout prendre une force aveugle, consiste à aiguiller les mouvements auxquels on la voit obéir. Ainsi le rail d'acier dirige la masse insensiblement entraînée par sa vitesse. Ce jeu d'aiguillage apparaît assez nettement dans la loi sur le salaire des femmes qui tout en affranchissant la femme d'une tutelle légale lui en crée une morale par l'établissement de nouveaux devoirs.

Les autres lois féministes qui ne manqueront pas de venir suivront certainement la pente irrésistible de l'individualisme féminin, de l'égoïsme et de l'orgueil, mais elles balayeront aussi sans doute les préjugés qui entravent la vie, c'est-à-dire la marche en avant, et elles fixeront dans la tutélaire tradition, faute de laquelle on s'égare toujours, les grandes directives des destinées de la femme qui ne peut devenir un être autonome.

COLETTE YVER

LES LETTRES ET LA VIE

Nous allons avoir ce mois-ci deux rééditions de la *Vie de Rancé* de Chateaubriand : l'une publiée par M. Helleu, dans une de ces belles collections dont son beau-père, le maître imprimeur Pelletan, lui a légué le secret ; l'autre par la librairie Bossard, avec préface de M. Julien Benda.

Il faut que nos éditeurs soient bien à court de textes ou d'imagination pour republier un tel rossignol. Car la *Vie de Rancé* n'est pas que l'ouvrage le plus oublié, le plus dédaigné de Chateaubriand, c'en est aussi le plus médiocre, fond, style et composition.

Chateaubriand nous raconte dans sa préface qu'il avait entrepris ce livre pour complaire à son directeur, le vieil abbé Séguin. Si le digne ecclésiastique eût pu présager la façon dont son illustre pénitent exaucerait ses désirs, il est probable qu'au lieu de l'encourager à cette tâche, il l'en eût instamment détourné.

Ouvrez cette censée hagiographie. Dès les premières pages, vous serez rebuté par l'incohérence qui y préside autant que par la prétention qui y règne. Dans Rancé, l'éternel Narcisse que fut Chateaubriand n'a vu qu'un autre lui-même. Ce ne sera donc pas la vie du fondateur qu'il nous contera, c'est la sienne. D'où un étrange salmigondis d'anachronismes, de confessions personnelles, de croquis historiques, d'apophthegmes politiques dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils constituent une constante violation du genre.

Quant à la documentation, elle vaut la composition, et Sainte-Beuve, avec preuves à l'appui, en a démontré le néant.

Littérairement, le critique des *Lundis* a aussi mesuré l'ouvrage à sa juste valeur. Tandis qu'à Paris il lui accordait, par courtoisie, de vagues et évasives louanges, hors frontières, dans un journal vaudois, il l'exécutait en quelques lignes. Pour lui la *Vie de Rancé* formait un témoignage péremptoire de la décadence de Chateaubriand. Ouvrage sénile et lamentable qu'il qualifiait en une formule reprise depuis lors par tous les critiques d'ensuite : c'est un bric-à-brac.

Enfin, en ce qui concerne le style, même unanimité de la critique. Nous sommes loin, avec la *Vie de Rancé*, de cette langue si personnelle et si pleine de relief qui fit la gloire de l'*Itinéraire* et des *Martyrs*. Chateaubriand ici tombe de page en page dans une affectation, une enflure, un embrouillamini d'images où le gongorisme le plus grossier le dispute au plus bas romantisme.

Aussi s'étonne-t-on que, dans les excellents extraits de Chateaubriand qu'il publia en 1912[1], M. André Beaunier non seulement ait fait l'éloge d'un pareil charabia, mais encore ait osé déclarer que la *Vie de Rancé* était « un des livres les plus émouvants et les plus significatifs du génie de Chateaubriand » — bien mieux : « le plus profondément humain de ses livres ». Comment un écrivain si délicat et si discipliné que M. André Beaunier, si informé de notre littérature, si épris de la beauté antique et de la pureté classique, a-t-il pu glisser à de telles énormités? Il y a évidemment là une aberration passagère du goût et du jugement, que M. André Beaunier a certes rachetée par tant de pénétrants articles, tant de subtils et poignants romans, mais que la sincérité nous commandait néanmoins de constater avec regret !

Voilà une fois de plus ce que j'écrirais, si je voulais me conformer à l'opinion en cours depuis près d'un siècle. Mais, hélas ! une fois de plus je ne me sens pas d'accord avec mes devanciers. Sur la *Vie de Rancé*, même, je pense beaucoup plus

1. *Chateaubriand*, textes annotés et commentés. — 2 vol. — Plon.

comme M. Beaunier que comme eux, puisque c'est moi — *meâ culpâ* — qui ai vivement conseillé la réédition du livre à mon ami M. Helleu. Et sur l'interprétation de l'ouvrage, égales divergences ; car, à mon sens, ce n'est pas un livre d'histoire, ce n'est pas un livre de pieuse résipiscence, ce n'est pas non plus une autobiographie déguisée, la fin de Chateaubriand n'offrant aucun rapport avec celle de Rancé, pas plus que ne se ressemblèrent leurs carrières respectives... Bref, c'est une tout autre chose et que je vais essayer de vous dire.

Pour goûter pleinement la *Vie de Rancé*, à supposer qu'on n'en soit pas d'emblée charmé, il faut en connaître les origines, l'atmosphère, et, à cet effet, remonter à une dizaine d'années en arrière.

Nous sommes en 1834. Chateaubriand vient d'achever les six premiers livres des *Mémoires d'outre-tombe*, et aussitôt madame Récamier en institue à l'Abbaye des lectures privées. Cela dure quinze jours consécutifs. Auditoire d'élite, pour la notoriété et aussi pour l'utilité. Grande solennité littéraire et aussi gros coup de publicité. Dans un volume paru l'année même et qui représente comme l'édition originale de l'ouvrage : *Lectures des* Mémoires *de M. de Chateaubriand, ou recueil d'articles publiés sur ces* Mémoires *avec des fragments originaux* [1], nous avons tous les dessous de l'aventure. D'abord une série de longs articles signés Sainte-Beuve, Nisard, Jules Janin, Quinet, Ballanche, Nettement nous relatant en détail les épisodes du festival ; puis environ deux cents pages d'extraits, libéralement communiqués par Chateaubriand à tous les grands journaux et tous les grands périodiques de l'époque. Articles tous dithyrambiques, même celui du journal républicain *le National* qui se sert d'un extrait pour tirer Chateaubriand à la République. Mais regardez bien : dès la première page une note nous dit : « Nous savons par le rapport *des différentes compagnies concurrentes pour l'acquisition des* Mémoires, etc., etc. » Et plus loin Jules Janin se désole d'un on-dit prêtant à des spéculateurs anglais l'intention d'acheter les *Mémoires* moyennant 25 000 francs le volume... Les bons entendeurs recevaient là un salut

1. Lefèvre, 1834.

soigné. Affaire sinon conclue, du moins en voie de conclusion. Si on voulait la décrocher, l'enlever à l'étranger, il s'agissait de se dépêcher et surtout de ne pas lésiner : offreur déjà à 25 000, nombreux concurrents en ligne.

Les « spéculateurs anglais » n'étaient-ils que, des enchérisseurs supposés? Le marché français avait-il des doutes sur le rendement de la valeur? Toujours est-il que, malgré la remarquable présentation dont ils avaient bénéficié, les *Mémoires* ne trouvèrent acquéreur que deux ans plus tard en 1836, et guère au-dessus des conditions indiquées par Janin : 250 000 francs comptant (le montant à peu près des dettes de Chateaubriand), 12 000 francs de pension viagère — interdiction de publier avant la mort de l'auteur.

Voilà Chateaubriand en règle avec les destinées matérielles de l'ouvrage, son arriéré liquidé, sa vie quotidienne assurée : un homme parfaitement heureux, croyez-vous. Quelle erreur ! Car l'argent ne fait pas le bonheur, surtout pour un écrivain comme Chateaubriand assoiffé d'hommages, et de gloire, tourmenté d'un insatiable impérialisme, tant politique que littéraire. Or par la clause où il interdit de publier, lui présent, ses *Mémoires*, ne vient-il pas de se condamner au pire des supplices qui puisse l'affliger : le silence sur son œuvre de prédilection, sur celle qui hier encore soulevait des délires admiratifs, sur celle qui depuis vingt ans est toute sa vie, et le sera encore pendant des années, sur celle en qui il met, avec sa géniale clairvoyance, les meilleurs espoirs de durée, d'éternité...

Cette clause torturante, à vrai dire, il se l'est infligée de plein gré, obéissant aux plus nobles des scrupules : désir de cette indépendance, désir de cette vérité qui ne sont que rarement permises aux vivants envers leurs contemporains. Mais une fois signée, comme elle doit lui paraître lourde ! Sera-t-il de taille à l'observer jusqu'au bout, à n'y pas commettre la moindre infraction ?

L'année même du traité nous avons la réponse. Chateaubriand donne son *Essai sur la littérature anglaise*. Il n'a pas pu y tenir. Les deux tiers de l'ouvrage sont composés d'extraits officiellement empruntés aux *Mémoires d'outre-tombe*. Et tout le reste porte la marque flagrante des *Mémoires*,

dont la note préliminaire des *Lectures*, manifestement de Chateaubriand lui-même, nous définissait l'essentiel : « Ce ne sont pas précisément des *Mémoires* dans le sens étroit du mot, mais un ouvrage varié à la manière des *Essais* de Montaigne, où l'écrivain descend du ton de la poésie à des récits familiers, à des sujets philosophiques, à des lettres, des voyages, des épisodes, etc. »

Deux ans plus tard, avec le *Congrès de Vérone*, cela recommence. Je ne me rappelle pas au juste si le *Congrès* renferme des extraits avoués des *Mémoires*. Mais la marche du récit, le style, la grandeur, l'impertinence, la poésie, tout est dans le ton des *Outre-tombe*. Chateaubriand a désormais ce tour, cet accent, cette couleur dans la plume. Quoi qu'il écrive, elle les gardera.

Et nous arrivons à la *Vie de Rancé*. Sujet choisi ou commandé, vous figurez-vous que Chateaubriand va modifier sa procédure, retailler sa plume, bouleverser sa palette pour fléchir ses juges et éviter à sa copie une mauvaise note de composition ou de coloris? N'attendez pas ces concessions de celui qui proclame dans *Rancé* : « Le génie est une royauté par l'ère de laquelle il faut compter. » Chateaubriand entend écrire et narrer à sa guise, selon son bon plaisir princier. Il l'a déjà signifié dans l'avertissement des *Lectures*, où il assimile ses *Mémoires* aux *Essais* de Montaigne. Il précisera encore dans l'avant-propos de sa *Littérature anglaise* : « Je dois prévenir que, dans cet *Essai*, je ne me suis pas collé à mon sujet ; je m'occupe de tout, du présent, du passé, de l'avenir ; je vais çà et là ; quand je rencontre le moyen-âge, j'en parle ; quand je me heurte contre la Réformation, je m'y arrête... Lord Byron me rappelle mon exil en Angleterre, mes voyages à Venise ; ainsi du reste. Ce sont des mélanges qui ont tous les tons parce qu'ils parlent de toutes les choses... *La littérature anglaise n'est ici que le fond de mes stromates ou le canevas de mes broderies.* »

Comment ne pas voir que, mise à part l'intention de satisfaire l'abbé Séguin, la *Vie de Rancé* procède directement de la méthode ci-dessus décrite? Ici également le sujet même du livre, la biographie du saint abbé ne fait que servir de fond aux « stromates » de Chateaubriand et de canevas à ses

« broderies ». Nous pouvons donc sourire des critiques qui incriminent la composition de la *Vie de Rancé.* En étudiant mieux leur auteur, ils ne se seraient pas risqués à un reproche qui a tout le caractère d'une bévue.

Ainsi située, la *Vie de Rancé* nous apparaît telle que l'avait conçue et voulue Chateaubriand : une sorte de pieux pensum dont il adoucit l'ennui en y glissant tout ce qui lui passe par la tête et par le cœur, tout ce que lui suggèrent de remarques générales ou de songeries personnelles les faits et les héros qu'il croise en cours de route. Il n'y a donc là rien d'une autobiographie, ni rien d'une « annexe » aux *Mémoires,* comme écrit M. Benda. Tout au plus un succédané, une réplique de ces *Mémoires,* où Chateaubriand se soulage de la démangeaison qu'il éprouvait de voir publié l'original.

Dans sa chaleureuse et élégante préface, M. Julien Benda — amusant spectacle, soit dit en passant, que celui de cet idéophile forcené préfaçant avec enthousiasme un de ces ouvrages, tout de subjectivisme et de sensibilité, qu'il s'est conféré la mission de combattre! —dans sa préface, M. Julien Benda tâtonne un peu autour du livre, nous en débite l'analyse par tranches successives, sous différents aspects, selon la méthode classique : le sujet, les idées, l'imagination, le style.

Lorsqu'on sait les dessous de la confection de l'œuvre, ces divisions scolaires semblent superflues. Il suffit de relever les divers éléments qui composent l'ouvrage pour se retrouver aisément dans ce prétendu bric-à-brac. Recolement d'autant plus facile que ces éléments se réduisent exactement à trois.

D'abord la vie même de Rancé, d'une documentation plus ou moins solide, mais contée avec une grâce, une éloquence, un art infinis.

Ensuite des portraits historiques magistralement brossés au fur et à mesure que les personnages passent dans le rayon visuel du narrateur.

Par exemple sur Retz ces quelques fragments entrerajustés :

Le cardinal de Retz était petit, noir, laid, maladroit de ses mains ; il ne savait pas se boutonner. Dans l'air du visage il avait quelque chose d'arrogant de M. de Talleyrand, mais de plus intelligent et de plus décidé que l'évêque d'Autun. Retz professait du respect pour

quiconque avait été chef de parti, parce qu'il avait honoré ce nom dans les *Vies* de Plutarque ; l'antiquité a longtemps gâté la France. Il disait qu'à son âge César avait six fois plus de dettes que lui : après cela il fallait conquérir le monde, et Retz conquit Broussel, une douzaine de bourgeois, et fut au moment d'être étranglé entre deux portes par le duc de la Rochefoucauld. Suspect à Richelieu, ayant eu l'audace de mignoter ses femmes, le Lovelace tortu et batailleur fut obligé de s'enfuir. Il alla à Venise où il pensa se faire assassiner pour la signora Vendramine... Il se rendit à Porto Ferrajo qui plus tard reçut Bonaparte, homme d'un autre monde, changé d'empire, jamais détrôné... En qualité d'écrivain, il était court comme dans tout le reste : au bout des trois quarts du premier volume des *Mémoires* il expire en entrant dans la raison et devient ennuyeux. Quant à ses actions politiques, devant lui il n'avait qu'un prêtre étranger, méprisé, haï et il ne le renverra pas : le moindre de nos révolutionnaires eût brisé dans une heure ce qui arrêta Retz toute sa vie. Ce prétendu homme d'État ne fut qu'un homme de trouble. Il finit ses jours en silence, vieux réveille-matin détraqué. Réduit à lui-même et privé des événements, il se montra inoffensif ; non qu'il subît une de ces métamorphoses avant-coureurs du dernier départ, mais parce qu'il avait la faculté de changer de forme, comme certains scarabées vénéneux. En l'exhumant de ses *Mémoires*, on a trouvé un mort enterré vivant qui s'était dévoré dans son cercueil.

Ou encore sur madame de Sévigné :

A mesure que l'on approche de la fin du cardinal, l'admiration de madame de Sévigné baisse, parce que ses espérances diminuent. Légère d'esprit, inimitable de talent, positive de conduite, calculée dans ses affaires, elle ne perdait de vue aucun intérêt.

Ou encore sur Saint-Simon :

A force de vanter son nom, de déprécier celui des autres, on serait tenté de croire qu'il avait des doutes sur sa race. Il semble n'alarmer ses voisins que pour se mettre en sûreté. Il attaquait le parlement et le parlement rappela à Saint-Simon qu'il avait vu commencer sa noblesse. C'est un caquetage éternel de tabourets dans les *Mémoires* de Saint-Simon. Dans ce caquetage viendraient se perdre les qualités incorrectes du style de l'auteur, mais heureusement il avait un tour à lui ; il écrivait à la diable pour l'immortalité.

Voilà, dans l'ordre du portrait, quelques échantillons de ce style de Rancé que Faguet a déclaré « franchement mauvais ». Franchement, pour Faguet, on regrette cet accès de franchise.

Enfin, troisième élément, les confessions personnelles. Et

ici nous touchons à toute la beauté, à toute l'humanité profonde du livre, comme a dit M. Beaunier, car pas une de ces confessions qui ne fasse l'aveu d'un sentiment dont la plupart des hommes rougissent, dont jamais auteur ne s'avisa de tracer une ligne : la douleur de vieillir, le désespoir de n'être plus jeune, de n'être plus vivace, de n'être plus séduisant, et de sombrer dans la décrépitude, antichambre de la tombe finale. Oh ! sur leur enfance, sur leur jeunesse, nos écrivains, les écrivains de toujours, se sont rarement fait prier pour des souvenirs, des impressions, mille anecdotes. Mais sur ce qu'ils ont ressenti ou ressentent encore, quand l'âge les atteint et les griffe, quand les années leur pèsent et les defraîchissent, quelle discrétion ! Cherchez, furetez, fouillez les bibliothèques, puis citez-moi, hors Chateaubriand, un seul auteur qui ait osé afficher là-dessus son secret chagrin !

Non, tous veulent tenir le coup de l'éternelle jeunesse, tous font le silence absolu sur leurs rides, leurs couperoses, leurs infirmités, tous cachent soigneusement leurs sombres regrets de la jambe bien faite et du teint perdu... Rien qu'au titre de ses révélations, et toutes qualités littéraires laissées de côté, la *Vie de Rancé* constituerait donc sur l'humaine nature un document que je crois unique dans l'histoire des lettres. Alors qu'en penserez-vous, qu'en ressentirez-vous, si cette exceptionnelle confession se pare en sus du style et de l'émotion, dont je vais vous faire juges?

Dès la préface, écoutez d'abord les premières notes du chant de détresse :

Le temps s'est écoulé, j'ai vu mourir Louis XVI et Bonaparte ; c'est une dérision que de vivre après cela. Que fais-je dans le monde? Il n'est pas bon d'y demeurer lorsque les cheveux ne descendent plus assez bas pour essuyer les larmes qui tombent des yeux. Autrefois je barbouillais du papier avec mes filles Atala, Blanca, Cymodocée; chimères qui ont été chercher ailleurs la jeunesse. Jadis j'ai pu m'imaginer l'histoire d'Amélie, maintenant je suis réduit à tracer celle de Rancé : j'ai changé d'ange et changeant d'années.

Mais le *lamento* ne s'arrête pas là. Les échos s'en répercutent à chaque page :

La marquise de Rambouillet me dourut à l'âge quatre-vingt-deux ans. Il y avait déjà longtemps qu'elle n'existait plus, à moins de

compter des jours qui ennuient tout le monde... — En nous parlant du plaisir que devait trouver madame des Ursins à prolonger ses jours parmi des ruines, Saint-Simon regardait apparemment comme plaisir la plus dure des afflictions, le survivre. Heureux l'homme expiré en ouvrant les yeux : il meurt aux bras de ces femmes du berceau, qui ne sont, dans le monde, qu'un sourire !

Souvenirs sur Londres :

Reviendrez-vous, félicités de ma misère? Ah! ressuscitez, compagnons de mon exil, camarades de la couche de paille, me voici revenu !... Mais je n'aperçois personne, je suis resté seul !

Sur Rome :

Rome, te voilà donc encore ! Est-ce ta dernière apparition? Malheur à l'âge pour qui la nature a perdu ses félicités ! Des pays enchantés où rien ne vous attend sont arides. Quelles aimables ombres verrais-je dans les temps à venir? Fi ! des nuages qui volent sur une tête blanche. — Ne vieillissons point en quelque lieu que ce soit, de peur de voir mourir autour de nous jusqu'à notre renommée.

Et j'en passe, comme je passe tant de remarques amères et désabusées sur les femmes, l'amour, la vanité des efforts humains, où sonne la même mélancolie du « survivre », la même nostalgie de la jeunesse révolue, où coulent les mêmes larmes que les cheveux n'essuieront plus.

Jules Lemaître, je le sais, n'aimait pas cette image capillaire et ne goûtait guère davantage le livre qu'il a assez durement malmené. Mais, à l'inverse du cas de Faguet, cette antipathie s'explique autrement que par l'incompétence. D'abord le regain d'affection que traversait Lemaître pour la simplicité classique, l'aversion qu'il en ressentait contre le style imagé et le romantisme, objets de ses premières tendresses, puis le succès de ces conférences où il avait dégonflé avec tant de verve et de finesse les pseudo chefs-d'œuvre de Chateaubriand, son orgueil maladif, ses incessantes supercheries — et enfin cet entraînement d'animosité acquise que l'on contracte graduellement à démonter, à démolir un auteur en renom. Mais qui dit qu'un jour son ami M. André Beaunier ne l'eût pas fait revenir de ses rigueurs envers *Rancé* et n'eût pas obtenu de lui pour cet admirable livre sinon plus de sympathie, du moins plus de bienveillance?

Telles quelles, malgré sévérités ou réserves, ces deux réédi-

tions de la *Vie de Rancé* n'en réalisent pas moins pour nos lettres une reprise des plus heureuses.

Si, comme le prévoyait Stendhal au début du siècle dernier, Chateaubriand était devenu, au début du nôtre, en grande partie illisible, on reconnaissait par contre que deux de ses œuvres restaient et resteraient à l'abri de la désaffection : *René* et les *Mémoires d'outre-tombe.* Avec la *Vie de Rancé* désormais réhabilitée, rendue à la vie littéraire, voilà un troisième pilier de soutènement pour la gloire du maître dans les temps à venir. Voilà en outre un chef-d'œuvre de plus inscrit au livre d'or de notre littérature. Il me semble qu'à ce joli coup double tout le monde ne pourra qu'applaudir.



Il y a deux mois, je vous disais que le casier des humoristes commençait à s'emplir et qu'il faudrait l'examiner un de ces jours.

Je viens de procéder audit examen. Le casier était effectivement plein mais pas tout à fait de ce que je supposais. Car ce qui m'a surtout frappé parmi les écrivains que j'y avais classés comme humoristes, sur la foi de leur réputation et sur les titres de leurs livres, c'est l'absence d'humour.

Tout compte fait, dans le casier, les seuls auteurs qui me paraissent qualifiables d'humoristes se réduisent à un quarteron de vétérans ou quasi vétérans. Quant aux écrivains nouveaux, grande avait été mon erreur de les mêler à leurs devanciers.

Ainsi voici M. André Warnod avec deux gracieux romans sur les milieux de Montmartre : *Lily, modèle*[1] et *Miquette et ses compagnons*[2] qu'il a illustrés du crayon le plus ingénieux. M. André Warnod a de la bonhomie, de la bonne humeur, de l'émotion. Mais il se rattache bien plus à l'école de Louis Codet et de M. Henri Duvernois, qu'à celle de Swift, de Sterne ou de Dickens. M. André Warnod nous amuse, nous attendrit. Mais ce n'est pas un humoriste.

Voici M. Jacques Roujon avec *Un homme si riche*[3], où nous

1. et 2. Édition Française illustrée. — 3. Payot.

est peint en pied le portrait d'un industriel fameux pour sa rapide fortune et ses legs à des politiciens de marque. Eh bien, encore un roman plein de verve satirique, mais qui relève bien plus d'Octave Mirbeau que des maîtres consacrés de l'humour.

Voici M. André Salmon avec *la Négresse du Sacré-Cœur* [1], autre esquisse de mœurs montmartroises. Vous avez certainement lu — sinon hâtez-vous de le faire — ses deux précédents recueils de contes : *Tendres Canailles* et *Monstres choisis*. Vous savez sa prédilection pour les bars louches, les personnages bizarres et souvent interlopes, les déclassés de toute classe et de tout pays. Vous connaissez la vigueur de son dessin, la vivacité de sa couleur, et, pour tout dire, sa patte. Il y a chez lui, âpreté et pitié, quelque chose d'un Gorky avec plus d'ironie et plus d'éclat. Dans *la Négresse du Sacré-Cœur* vous retrouverez toutes ces qualités, tout ce mélange de drolatique et de douloureux, qui fait l'originalité de son talent. M. André Salmon y reste, comme conteur, un artiste, et l'un de nos artistes les plus personnels. Mais ce n'est pas un humoriste. Alléguerez-vous, à l'encontre de cette appréciation, un autre de ses derniers ouvrages : *Bob et Bobette en ménage* [2]? Le ton certes y est différent, se rapproche bien plus de ce qu'on nomme le roman gai. Seulement faut-il voir là chez M. Salmon le début d'une orientation nouvelle ou un simple « accident » de carrière? Si mes renseignements ne m'abusent, je pencherais plutôt pour la seconde hypothèse.

Voici M. Pierre Mac-Orlan, dont les premiers écrits sont d'un écrivain sinon comique du moins allant vers la gouaille et l'ironie. Un de ses plus récents livres, *Bob bataillonnaire* [3], — quoique accidentel aussi dans son œuvre et quoique plus réaliste que fantaisiste — atteste également des dons de belle humeur. Mais voyez M. Mac-Orlan, sitôt qu'il prend possession de sa personnallité. Tendance naturelle ou emprise des lectures, c'est chez lui le romancier d'aventures qui saisit le dessus. Avec *le Chant de l'équipage* [4], paru en 1918, il approche, comme tel, presque de la maîtrise. Et ses deux derniers

1. Éditions de la Nouvelle Revue Française. — 2 et 3. Albin Michel.
4. Édition Française illustrée.

ouvrages, *l'Étoile Matutine*[1] et *le Nègre Léonard*, accusent encore des progrès dans le genre issu de Stevenson. Le style de M. Mac-Orlan y marque, outre plus de gravité, un surcroît de fermeté, un ramassé, un serré de grain qui font songer à Marcel Schwob. Tout à sa prédilection nouvelle, M. Mac-Orlan vient, du reste, de rédiger un amusant petit *Manuel du parfait aventurier*[2] où, avec finesse, il nous dévoile sinon les secrets artistiques du genre du moins ses ficelles. Une étude d'ensemble sur M. Mac-Orlan aurait donc sa place ailleurs qu'ici. Car, tout bien pesé, ce n'est plus un humoriste.

Voici enfin M. Marcel Rouff qui nous présente *la Vie et la Passion de Dodin-Bouffant*[3], gourmet méritoire, lequel pour s'assurer le bien manger, finit par épouser sa vieille cuisinière. Avec une profusion de détails gastronomiques qui viendraient à bout de la plus incurable inappétence, M. Rouff nous conte le martyre de son héros de la façon la plus piquante. Il y a chez M. Marcel Rouff du Rabelais, du Grimod de la Reynière, du Brillat-Savarin, et du Marguery. Mais, lui non plus, ce n'est pas un humoriste.

Et ainsi de suite...

Constatations qui, au surplus, n'ont rien de désobligeant pour les intéressés. La Rochefoucauld, Montesquieu, Voltaire, Rivarol furent des écrivains de beaucoup d'esprit. Qui songerait pourtant à les qualifier d'humoristes?

Cette confusion entre l'esprit et l'humour est d'ailleurs de date récente. Elle a une double origine. D'abord, en 1895, la brusque floraison de toute une génération d'authentiques humoristes, auxquels les réclames de librairie et les inadvertances de la critique ne tardèrent pas à adjoindre une série d'auteurs facétieux dont le talent n'avait avec l'humour que les rapports les plus lointains. Ensuite l'inaptitude que n'a cessé de montrer la critique à nous fournir de l'humour une définition précise.

Taine s'y est essayé à plusieurs reprises dans sa *Littérature anglaise*, mais finalement il demeure dans le vague quand il ne tombe pas dans les contradictions. Il définit l'humour : une, plaisanterie grave, une ironie grave, l'opposant à la légèreté, à l'acuité de l'esprit français. Puis, plus loin, arrivant à

1. Crès. — 2. La Sirène. — 3. Société Littéraire de France.

Dickens, il nous décrira l'humour comme une plaisanterie âpre, violente, presque grossière — un peu ce que peut être le stout britannique en comparaison de notre bordeaux. Tout cela ni très clair ni très cohérent. Et en pratique le véritable humour ne lui semble pas plus familier. Sa tentative en ce sens, son *Thomas Graindorge*, n'aboutit guère qu'à un sec pastiche de manières connues, un amalgame où l'on discerne des traces des *Lettres persanes*, du *Huron* et des maximes antithétiques chères à Dumas fils.

C'est probablement qu'à l'inverse des autres catégories littéraires, l'humour constitue beaucoup moins un genre qu'un don, une tournure d'esprit — qu'il résulte bien moins du procédé que du tempérament. Et vous savez, par expérience, que, sitôt qu'on sort des règles et des formules classées pour entrer aux régions de la sensibilité, la critique perd rapidement pied.

Vous voulez une définition de l'humour? Soit, je vous donnerai la mienne.

L'humour, c'est Swift, Sterne, Dickens, Mark Twain, parfois Kipling, et dans ces derniers temps, la découverte de M. Valery Larbaud : Butler [1]. L'humour c'est Jules Laforgue, Alphonse Allais, Jules Renard, Alfred Jarry ; c'est MM. Courteline, Capus, Grosclaude, Tristan Bernard, Donnay, Georges Auriol, et en ces derniers temps, MM. Sacha Guitry et la Fouchardière.

Vous souhaitez un exemple de la différence entre l'esprit et l'humour? En voici un :

Prenez dans la *Vie de Rancé* le passage délicieux où Chateaubriand nous analyse avec tant d'ironie le déchet que subit la correspondance amoureuse quand la passion ne l'alimente plus. Puis lisez, dans *Amants et Voleurs*, le même sujet traité sous forme de conte : *la Lettre d'amour*, par M. Tristan Bernard. Vous saisirez là au vif ce qui distingue le faire spirituel et le faire humoristique, la fine raillerie d'un grand esprit et les trouvailles d'un humoriste-né.

En conséquence, si au cours des derniers mois, nos jeunes

1. Je vous recommande à ce propos l'*Erewohn* de Butler, traduit par M. Valery Larbaud, sorte de Gulliver moderne, de la plus savoureuse audace. (Éditions de la Nouvelle Revue Française.)

auteurs ne nous ont pas apporté tout ce que nous en espérions d'humour, ne glissez pas pour cela à un pessimisme hâtif, ne criez pas au krach de l'humour, comme de temps à autre nos augures de la presse au krach de tel ou tel genre. Mettez-vous simplement en tête, que l'humour n'est pas un genre, une école, un article de fabrication littéraire, mais essentiellement une vertu individuelle. Et alors, au lieu d'attribuer à la jeune génération un manque de gaieté qui n'est pas le sien, au lieu de chercher les causes de cette prétendue tristesse dans la guerre, la paix, le trouble social d'à présent, bref, au lieu de vous embarquer en ces généralités grandiloquentes et faciles qui souvent ne sont que le masque de l'irréflexion, de la paresse ou de l'ignorance, pous pourrez attendre tranquillement les pousses nouvelles que ne manquera pas de produire l'humour, dans un délai plus ou moins proche.

Cet heureux phénomène se manifestera peut-être demain, dans huit jours, dans un mois. D'ici là, pour prendre patience, feuilletons les vétérans de la première phalange dont je vous parlais plus haut : M. Pierre Veber, M. Franc-Nohain et MM. Max et Alex Fischer.

M. Pierre Veber, qui ne se ménage pas plus dans le livre qu'au théâtre, nous offre deux volumes, l'un de dialogues : *les Cours* [1], l'autre de nouvelles : *Vies des personnages obscurs* [2]. Les qualités primordiales de tous deux sont, au point de vue fond, une solide science de la vie présente, science qui semble tendre à se perdre un peu dans le roman actuel où bien des observations se bornent à des milieux mondains et semi-mondains ; au point de vue forme, un mouvement, une alacrité qui vous emportent à toute vitesse. Phrases brèves, aiguës, fringantes, nous devinons que si M. Pierre Veber a fréquenté Swift, *Candide* ne doit pas être une lecture qu'il dédaigne. Et puis, tout le long de ces dialogues ou de ces contes, on sent à certaines remarques, à certains traits, à certaines plaisanteries où parfois l'auteur ne trie pas assez, l'amusement sincère que M. Veber éprouve à les écrire, l'hilarité qui le saisit tandis qu'il dresse ou manœuvre ses bonshommes ; et cet amusement par contagion nous gagne peu à peu, double presque le nôtre, comme lorsque l'on est deux, au lieu d'un,

1. Calmann-Lévy. — 2. Fasquelle.

à rire. *Les Cours* nous conduisent dans ces divers instituts où se cultive tantôt le bridge, tantôt la beauté, tantôt la peinture, tantôt l'eurythmie, sous la direction de professeurs plus agréables qu'agrégés. Les *Personnages obscurs* dont Veber s'est fait le Plutarque ne sont guère moins frivoles que ceux des *Cours* et souvent moins recommandables : bref, sinon roman d'aventures, roman d'aventurières et d'aventuriers. Entre les deux ouvrages vous choisirez. Pour moi, à agrément égal, je ne me sens pas de préférence.

Deux volumes aussi à l'actif de M. Franc-Nohain. Dans le premier, *Serinettes et petites oies blanches* [1], M. Franc-Nohain s'attaque à un sujet grave : l'éducation des jeunes filles ; à une institution puissante : vous la reconnaîtrez sans que je la désigne plus amplement. Mais vous n'ignorez pas la manière de l'auteur du *Pays de l'Instar* et du *Gardien des Muses* ; il pratique la satire avec tant de grâce et de bonne grâce que les victimes mêmes de ses railleries doivent les prendre aussi favorablement que le Lion quand il lit les *Fables* que lui consacra La Fontaine.

La caractéristique de l'humour de M. Franc-Nohain c'est que, sans rien perdre du mordant propre aux humoristes d'outre-Manche, il reste essentiellement français. Sur tel ou tel de nos humoristes flotte parfois un léger parfum de Dikens ou de Twain. Chez M. Franc-Nohain, jamais de ces relents du dehors. S'il a frayé volontiers avec les ironistes anglo-saxons, il n'a rien pris de leur accent. Sa malice sonne toujours le Nivernais ou le Parisien, ce qui lui permet de dire bien des choses qui passeraient moins aisément sans cet écho de terroir et de boulevard. Celles que profère M. Franc-Nohain contre la niaiserie de certaines pédagogies féminines, contre l'abêtissement où elles réduisent les jeunes filles, sont aussi féroces que réjouissantes. Elles n'enlèveront probablement pas une seule adepte aux établissements en cause, mais elles soulageront par leur pénétration et leur justesse bien des bons esprits.

Dans les *Avis de l'Oncle Bertrand* [2], où M. Franc-Nohain a réuni ses chroniques de *l'Écho de Paris*, malgré le couvert

1. Renaissance du Livre.
2. Renaissance du Livre.

de l'humour, c'est la sagesse et le bon sens qui prédominent. Le pseudonyme adopté par l'auteur, en vous rappelant un autre oncle célèbre, pourrait vous donner le change sur la nature de ces articles. Sauf l'autorité sur le public, rien de commun pourtant entre M. Franc-Nohain et feu Sarcey. L'oncle Bertrand possède sur l'oncle de la rue de Douai un double avantage : celui de la fantaisie et celui de la modernité. C'est un homme avisé, ayant vécu, mais dont la montre marque l'heure actuelle et qui, littérairement, socialement, malgré les années, est demeuré en accord avec aujourd'hui, à la hauteur du présent. Je ne dirai pas de ce livre qu'il réalise une page de notre histoire, car c'est ce que dit la camaraderie de tous les recueils de chroniques. Néanmoins il pourra être retenu comme le témoignage représentatif de ce qu'était vers 1920 un esprit cultivé, réfléchi et narquois.

A égale distance de la génération antérieure et de la génération nouvelle, car à eux deux juste s'ils ont quatre-vingts ans, MM. Max et Alex Fischer chronologiquement semblaient mal placés, dominés qu'ils étaient par l'une et négligés qu'ils risquaient d'être par l'autre. Leur entrain natif, leur gaieté foncière a suffi pour surmonter le souci qu'eût causé à d'autres cette position défavorable. Dès leurs débuts, sans hésiter et comme faisant abstraction de tant d'illustres devanciers, ils se sont jetés à corps perdu dans l'humour, un humour jovial, débridé, exubérant, et ils n'ont vraisemblablement pas eu à se plaindre de ce plongeon puisque aujourd'hui c'est dans les mêmes eaux qu'ils s'ébattent. Leur dernier volume : *Pour les amants, pour les époux, pour tout le monde* [1], par le ton, les détails, la cocasserie, rappelle à s'y méprendre leur premier. Ces modèles de correspondance amoureuse, n'en avons-nous pas lu d'analogues dans leur *Petite Dame blonde* ou dans leur *Amant de la petite Dubois*? Ces scènes de *l'Art de se quereller* ne forment-elles pas autant de répliques de celles qui émaillent leurs divers romans ou leurs innombrables contes? Questions qui vous feront peut-être l'effet d'une critique : comme si je reprochais à MM. Fischer de n'avoir pas progressé. Loin de moi une telle pensée. D'autant que dans la fantaisie parfois outrancière où ils s'étaient engagés, MM. Fischer

1. Flammarion.

avaient du premier coup atteint le meilleur de ce qu'elle pouvait donner. Alors si je formulais un grief, ce serait plutôt contre l'espèce d'obstination avec laquelle ils se sont cantonnés dans cette fantaisie même. A lire attentivement certains de leurs romans comme *l'Inconduite de Lucie* ou *l'Amant de la Petite Dubois*, on discerne souvent en eux une sensibilité, une tendresse, une émotion, qui eussent gagné à prendre essor au lieu de se dissimuler constamment sous les bouffonneries ou les ricanements. Vous savez si la gravité m'impose peu. Je ne prêche donc pas à MM. Fischer la conversion au grand sérieux. Cependant si, comme il me paraît, leur persistance dans la gouaillerie à jet continu est l'effet chez eux non d'un tic voulu ou acquis mais d'une sorte de pudeur sentimentale, je crois qu'ils trouveraient tout profit à nous montrer dans l'avenir moins de leurs dents et plus de leur cœur. Sans changer leur manière, ce serait une façon de l'accroître, et, en perspective, toute une série de romans d'une forme plus large, plus humaine, dont je ne me permets pas de leur donner commande, mais que pour eux comme pour leurs lecteurs j'aimerais à voir réalisés.

Et j'ai réservé pour la fin, comme surprise, un humoriste inconnu et méconnu. Inconnu parce que, pour des raisons que j'ignore, il s'abstint de signer la première édition de son livre. Méconnu parce que, lorsqu'il y a huit ans, parut son ouvrage, véritable modèle ou, si vous voulez, véritable chef-d'œuvre d'humour, ce chef-d'œuvre, sauf auprès de quelques lettrés, passa inaperçu.

J'allais dire : naturellement. Mais pas d'amertume rétrospective, puisque M. Paul Lafitte en nous donnant une réédition de son livre : *Jéroboam ou la Finance sans méningite* [1], va fournir à ceux qui en négligèrent le mérite l'occasion de réparer avec éclat leur erreur.

Si MM. Fischer par la familière jovialité de leurs inventions s'éloignent quelquefois de la conception que nous nous faisons de l'humoriste, M. Paul Lafitte au contraire me semble en réaliser le type parfait. Il garde, dans le badinage, cette imperturbable gravité où Taine voyait la marque distinctive de l'humour. Il conserve dans l'indignation même

1. La Sirène.

le flegme souriant de l'homme qui sait transmuer ses colères en railleries. Il possède la culture littéraire et la culture scientifique qui permettent les comparaisons frappantes et neuves. Son style est à l'image de son esprit : précis, froid, implacable, malgré le frémissement d'ironie qui, en dessous, l'anime. Il détient, enfin, le sens du comique social, le discernement de ce qu'il y a de réjouissant dans tant de vilenies à base légale et dans tant de canailleries consacrées par l'usage. Enfin il connaît à fond, et jusqu'en ses plus secrets retraits, le domaine où il opère : la Bourse. C'est vous dire que jamais, je crois, sur la Finance on n'a écrit de livre si informé et si divertissant en même temps que si terrible.

Mais quelques aphorismes ou apologues de M. Paul Lafitte, mieux que des commentaires, vous feront connaître sa manière :

« Les affaires sont les affaires. » Si le premier qui lança cet aphorisme macaronique entendit signifier par là que toutes considérations sentimentales sont bannies des affaires, il fit preuve d'une piètre connaissance psychologique. Les affaires ne sont pas que logique et raison : les affaires c'est le boum, c'est-à-dire l'emballement irraisonné, la fièvre mystique, le fétichisme, la foi au grigri. Les affaires c'est le sentiment, l'imagination, tout ce qui demeure en nous de rêve, d'infini, de métaphysique. C'est l'espérance et non le réel.

L'Argent a sa légende dorée, sa mythologie. Ces récits merveilleux s'appellent les Malines, les Mines d'Anzin, Suez, la Nationale, les Assurances générales. Chaque fois qu'un capitaliste souscrit dans une société industrielle ou minière, c'est quelques billets de mille qu'il immole sur l'autel de ces divinités souriantes.

Un banquier est un homme qui s'assoit devant un grand bureau sur lequel il n'y a rien et qui se demande par quels moyens il pourrait bien faire tomber dans sa caisse l'argent des curés.

Un idiot pauvre est un idiot, un idiot riche est un riche.

Pour la plupart des gens, fonder une société c'est obtenir de quelques personnes dénommées actionnaires ce qu'on n'a pu obtenir de l'État : un beau bureau bien chauffé, et bien éclairé, avec un bon fauteuil et de gros appointements.

Le mécanisme de la Bourse? Oh ! il est bien simple. Rappelez-vous le jeu dénommé : Petit bonhomme vit encore. Les joueurs formant cercle se transmettent de main en main une allumette enflammée : celui entre les mains duquel elle s'éteindra a perdu. Ce jeu très innocent, c'est toute la Bourse. Une valeur hausse, hausse, jusqu'au moment où le cours n'étant plus soutenu par les rachats dégringole brusquement : celui qui, à ce fâcheux moment, a les titres

en main a perdu. Cette parfaite similitude entre le mécanisme de la Bourse et la règle du plus naïf des jeux jette quelque lumière sur ce monde de la Bourse que dédaignèrent les essais des psychologues. Nous comprenons pourquoi de la maison des financiers monte un vacarme pareil à celui qu'on entend au préau des écoles. Nous comprenons aussi que le principal, l'unique souci des gens de Bourse soit de recruter de nouveaux joueurs, car dès que l'un d'eux s'est brûlé le bout des doigts, il fait entendre un cri plaintif et fuit vers un autre groupe.

Volontiers, je multiplierais encore les citations. Mais à notre époque où tant de personnes des classes dirigeantes et même dirigées s'adonnent au maniement quotidien des valeurs de transport ou des pétrolifères, je craindrais que les enseignements pratiques qui se dégagent du livre de M. Lafitte ne finissent par en éclipser les qualités littéraires. Or c'est celles-ci surtout que je désirais mettre en évidence et signaler aux débutants dans l'humour. Qu'ils lisent avec soin ce petit livre. Ils y verront tout ce que peuvent donner les grâces de la langue française mises au service de l'ironie la plus britannique et (si j'ose cet anachronisme) une plume presque voltairienne trempée dans l'encre corrosive d'un Swift.



Au théâtre, deux pièces intéressantes : à la Comédie-Française, *la Mort enchaînée*, de M. Maurice Magre. Au Vaudeville, *l'Enfant-Maître*, de M. Henri Marx.

Le roi Sisyphe a ceci de commun avec le roi d'Yvetot qu'il est peu connu dans l'histoire. Son aventure demeure trouble, son roc mystérieux. Depuis la pièce de M. Maurice Magre, nous savons ce qu'était ce roc écrasant : c'était l'idéologie. Le roi Sisyphe ne se meut dans le bien comme dans le mal que selon des idées. Par amour de l'idée il blasphème les dieux, par respect de l'idée il s'incline devant leur verdict. Ses douloureuses vicissitudes détourneront-elles de leur penchant nos idéologues? J'en doute. La pièce n'a d'ailleurs pas été prise dans le sens d'une telle leçon.

Par sa fougue, son éloquence, son pittoresque, son émotion même, elle a obtenu un vif succès de première qui se poursuit devant le grand public.

Cependant quelques lettrés de la critique ont reproché à l'œuvre de M. Magre de se rattacher moins au théâtre de Victor Hugo qu'aux succédanés plus ou moins habiles de ce théâtre — bref de n'avoir pas renouvelé le genre ou encore de relever d'un genre usé. C'est sans doute qu'à la scène la poésie traverse la même crise que dans le livre. Rimes riches, antithèses bien équilibrées, alexandrins bien frappés ont cessé de donner au public lettré l'illusion de la poésie. Et cette illusion, il a, par contre, peine à la retrouver devant certaines pièces en vers libres, où le poète livre sa pensée ou son cœur, presque sans rythmes, presque sans images. Les virtuosités d'un *Sisyphe* ne satisfont plus le spectateur raffiné. Mais les rigueurs d'un *Cromeydère-le-Vieil* le déroutent. Ici comme dans le volume, ce n'est pas par des moyens termes que la poésie s'en tirera, par un compromis entre les deux genres, par un « mélange », comme disent de leur parfum les dames. Pour renouveler le théâtre poétique, j'espère mieux de ce miracle qui s'est déjà vu, qui se reverra à coup sûr : un poète heureusement inspiré, heureusement doué — mettons simplement un poète de génie.

Un autre Sisyphe c'est M. Henri Marx, l'auteur de *l'Enfant-Maître*. Il ne fait pas que succomber sous l'idéologie. Il en est imprégné. Il en déborde. Elle lui sort par toutes les répliques. Sa pièce n'est pas seulement l'expression de ses idées. Elle en est comme le déversoir.

Les idées que M. Marx y vide à flots portent presque toutes leur marque d'origine. Comme à une lecture de Delille, je ne sais plus quel auditeur tirait son chapeau aux vers de connaissance, on pourrait saluer au passage la plupart des idées de *l'Enfant-Maître*, tant leur provenance nous est familière. Le héros de la pièce, Claude Helyot, qu'on nous présente comme un grand penseur fait plutôt, par ses dicts et propos, l'effet d'un grand agrégé. Dans l'action d'un caractère faible, dans le geste sans autorité, dans ses amours illégitimes plus candide qu'un potache, vouloir nous imposer comme un surhomme ce nietzschéiste bêlant, il y a là ce qu'on appelle au théâtre un postulat. Quant aux conversations idéologiques de ses disciples, elles ne dépassent guère en portée celles qui s'échangent entre candidats à la licence de philosophie. J'en dirais de même

des conférences que nous débite le jeune Hélyot. La majorité de ses considérations sur la douleur sentent le rudiment, les volumes verts de chez Alcan. Et la satisfaction pédante avec laquelle il les développe ne les rend que plus insupportables. Ce n'est pas l'Enfant-Maître. C'est l'Enfant-Pion.

Telle quelle, par la culture qu'elle dénote, par la méditation et la ferveur intellectuelle qu'elle accuse, la comédie de M. Henri Marx ne m'en semble pas moins très supérieure, idéologiquement parlant, à nombre de pièces dites à idées, que le monde des théâtres a respectueusement acclamées; et je m'étonne donc de la sévérité qui accueillit *l'Enfant-Maître*, sévérité dont je me demande si elle ne tient pas à l'ignorance.

D'autant plus que, au point de vue théâtre, l'œuvre me paraît loin d'être indifférente. Elle renferme — et c'est peut-être son tort — deux sujets, certes un peu exceptionnels, mais indéniablement scéniques. Premier sujet : deux époux, unis d'une étroite affection, décident de se réserver respectivement le libre usage de leur cœur. Noble libéralisme en théorie, paradoxe cruel en pratique. Heurts, souffrances, drame, vous apercevez la suite. Second sujet qui évoque celui que traita M. Maurice Rostand dans *le Cercueil de cristal* : conflit d'ordre à la fois idéologique et sentimental entre un père et un fils, entre les élites de deux générations, à qui dominera, et je dirais presque, terrassera l'autre.

Ces deux sujets, M. Marx a essayé de les raccorder par des dissertations sur la douleur, sur sa part et son rôle dans la vie humaine. A-t-il maladroitement opéré le raccord ou le raccord était-il impossible? Toujours est-il que toute la pièce en boite et en chancelle.

Ajoutez des gaucheries de métier, un dialogue encombré de termes métaphysiques ou scolaires, des scènes qui partent bien puis s'arrêtent court, des sentiments qui vont pour jaillir puis brusquement s'éclipsent, vous saurez tous les défauts de cette œuvre inégale, obscure, parfois irritante.

Mais elle avait aussi par endroits de la force, de la tendresse, de l'humanité. Et elle méritait, pour le moins, au lieu des dédains sommaires dont on l'a réglée, l'attention et la discussion sérieuse.



Ici, d'accord avec mon ami M. André Chaumeix, j'arrête la série de mes articles.

Ce n'est pas sans un grand regret que je quitte cette maison qui fut aussi accueillante à mes essais dans la critique qu'elle l'avait été à mes romans.

Et ce n'est pas sans un moindre regret que je me sépare de vous, chers lecteurs, dont je n'ai cessé d'apprécier la sympathie et le bon vouloir, malgré la nouveauté des parages littéraires où je vous entraînais parfois, malgré ce qu'avaient parfois d'un peu insolite mes opinions sur les auteurs d'hier ou d'à présent.

FERNAND VANDÉREM

P.-S. — Je reçois de MM. Sem et Abel Faivre la lettre suivante :

Cher ami,

Nous lisons dans votre dernier article de la *Revue de Paris* les lignes que vous consacrez au dadaïsme, et où vous nous proclamez les pères fondateurs de cette nouvelle doctrine.

Comme M. Jourdain, nous faisions donc du dadaïsme depuis longtemps sans le savoir !

C'est avec une sympathie déférente, mais pleine de réserve, que nous prenons acte de cette révélation inattendue. Votre jugement est celui d'un ami qui fut en effet le témoin étonné et séduit de nos ébats en l'honneur de la déesse Déraison.

Ces petits accès de folie consciente et organisée ne sont pour nous qu'un jeu, un délassement, mais pas du tout un système littéraire. Ce n'est qu'un innocent petit dadaïsme en chambre sans aucune prétention.

Mais, cher ami, il nous paraît que votre modestie trouble vos souvenirs. Vous avouez en toute humilité que vos premières tentatives dadaïstes furent ratées, et que nous décourageâmes votre vocation de néophyte. Quelle erreur ! Nous avons encore présent à la mémoire entre mille, un exquis billet que vous nous écrivîtes un beau jour d'automne en l'an 1913. Nous nous en voudrions de ne pas le citer tout entier pour l'édification et la joie de vos fidèles lecteurs.

« Chantilly, 15 septembre 1913.

» Paul est à Saumur. Il chasse lés nonobstants, avec un petit ascenseur nº 8. C'est à se croire un parfait débile.

» Le train du soir ne dormira que d'un œil. Il est pauvre et perd ses plumes. Paul lui offre une boîte de sanglots avec franges. C'est discret comme un vieillard en salade. »

Quel petit chef-d'œuvre d'extravagance réfléchie et préméditée ! C'est un pur bijou de ce dadaïsme intégral dont nous sommes, à vous croire, les pères et dont vous nous permettrez bien, cher ami, de vous désigner comme l'oncle-gâteau.

Bien cordialement.

SEM et ABEL FAIVRE

A cette intéressante communication, je n'ai qu'un mot à ajouter : l'ingénieux billet cité plus haut n'est pas de moi. Ou bien MM. Sem et Abel Faivre en ont mal lu la signature, ou bien ils auront été dupes d'un habile faussaire.

F. V.

L'ÉBRANLEMENT DU MONDE JAUNE

Au sortir d'une guerre effroyable, le monde occidental se débat dans les difficultés de la paix, à peu près inextricables et toujours renaissantes. Répartition des charges monstrueuses que la guerre a laissées derrière elle, revendications de la classe ouvrière, réorganisation politique de l'Europe orientale, que de problèmes, d'une complexité presque désespérante, réclament toute l'attention des hommes d'État européens ! Où trouveraient-ils le loisir et la liberté d'esprit nécessaires pour prendre garde à ce qui se passe ailleurs, et pour y réfléchir? Les nécessités immédiates rétrécissent et ferment leur horizon. Déjà ils n'ont pu suivre que d'assez loin les événements d'Amérique, ce qui n'a pas été sans de graves inconvénients pour les affaires de l'Europe.

A plus forte raison sont-ils exposés à négliger l'Extrême-Orient. Pour attirer et pour retenir leur esprit sur des contrées si éloignées, il ne faudrait pas moins que la menace, ou même l'imminence de vastes conflits et de violentes convulsions, semblables à celles qui ont ravagé l'Occident.

Pourtant, quand les choses en seront venues à ce point, il sera trop tard. C'est dès aujourd'hui qu'une politique prévoyante chercherait à mesurer la force des idées qui se pro-

pagent là-bas, et des sentiments qui s'y emparent des foules. Mais, par malheur, au moment même où l'Extrême-Orient devrait fixer les regards des hommes d'État de l'Europe, toute leur clairvoyance, tous leurs efforts sont impérieusement réclamés ailleurs. Coïncidence malencontreuse, on pourrait presque dire tragique, et qui n'est pas sans analogie dans le passé; notre propre histoire en contient des exemples. La philosophie de l'histoire doit en convenir : les grands événements ne constituent pas une série harmonieuse, les uns suivant les autres comme les péripéties d'une pièce bien faite. Les entrées et les sorties n'ont pas l'air d'avoir été réglées. Parfois les mouvements des masses humaines tardent plus qu'il ne faudrait; parfois, au contraire, ils se déclenchent trop tôt, et trop souvent ils donnent le spectacle, non pas même d'un drame, mais d'un horrible désordre.

Est-ce là une nécessité inéluctable? L'humanité civilisée est-elle condamnée à subir toujours passivement les transformations devenues inévitables? Plus éclairée, mieux instruite des causes lointaines de ces grands faits, elle saurait, sinon les produire ou les prévenir à son gré, du moins les voir venir, les adoucir, et en modifier le caractère jusqu'ici fatal, brutal et inconscient. Que l'histoire, désormais un peu ordonnée par la raison, ne voie jamais se renouveler les horreurs dont nous avons dû être témoins! Telle est l'espérance qui a pris corps dans beaucoup d'esprits, et qui tend à se réaliser dans la Société des Nations.

Si elle ne doit pas être trompée, il faut, coûte que coûte, que l'Occident, malgré les difficultés qui l'assiègent, prête attention à ce qui se prépare en Extrême-Orient. Des signes avant-coureurs déjà assez manifestes y annoncent un mouvement d'une portée incalculable, gros de conséquences heureuses, si nous savons le comprendre, gros aussi de dangers : le monde jaune paraît s'ébranler et se mettre en marche vers nous. Si ce mouvement a réellement lieu, c'est une époque nouvelle qui commence. Jamais, jusqu'à présent, une même évolution historique n'a compris l'ensemble de la planète. Les agglomérations humaines les plus considérables ont vécu et se sont développées chacune de son côté. La civilisation occidentale, issue de l'antiquité classique et des religions du

proche Orient, et la civilisation extrême-orientale apparentée à celle de l'Inde ont suivi leur voie propre. L'une a eu pour centre la Méditerranée, l'autre l'océan Indien et le Pacifique. Non que les relations entre elles aient jamais été tout à fait nulles. Dès le temps des Romains, la soie chinoise avait trouvé son chemin vers l'Occident. De leur côté, l'art et les idées des Grecs ont pénétré dans l'Inde et ont été portés très loin par delà l'Inde. Dans les temps modernes, les rapports entre les deux civilisations sont devenus de plus en plus importants, surtout après que l'Espagne, la France, la Hollande, l'Angleterre, eurent acquis des possessions en Extrême-Orient.

Il est vrai néanmoins, dans l'ensemble, et malgré la transformation récente du Japon, que jusqu'à notre siècle ces deux grandes portions de l'humanité ont vécu d'une vie séparée. Plus exactement, l'une des deux seulement se portait vers l'autre : le rapprochement demeurait, si l'on peut dire, unilatéral, dû surtout à l'esprit d'entreprise des Européens. Les marchés de l'Extrême-Orient ont pris une valeur croissante aux yeux des grandes nations occidentales qui se les disputent, et en même temps, la civilisation de la Chine et du Japon, leurs arts, leurs langues, leurs religions, font l'objet, en Europe et en Amérique, de travaux toujours plus nombreux et plus approfondis. Mais, dans ce contact de plus en plus intime avec l'Occident, les peuples jaunes restaient à peu près passifs. Que savaient, et que voulaient savoir de lui les centaines de millions de Chinois, d'Annamites, de Malais qui étaient les uns ses clients, les autres ses serviteurs ou ses sujets plus ou moins forcés? A peu près rien. Ils ne s'en souciaient pas. Leur mentalité, leurs croyances, leur manière de vivre différaient profondément de celles des blancs. Dans toute la force du terme, l'Occident, même présent, leur demeurait étranger.

Aujourd'hui, en plus d'un point, cette attitude se modifie. A l'indifférence succède un intérêt croissant. Pour la première fois, l'Extrême-Orient se sent attiré vers l'Occident, ou du moins, désireux de ne plus l'ignorer. Pour la première fois, une pénétration mutuelle des deux mentalités, des deux civilisations va devenir possible.



Les causes de ce mouvement sont complexes, et de différente nature. Il en est de matérielles, qui se font sentir depuis longtemps, et dont l'effet va en s'accumulant : par exemple, la moindre durée des traversées, qui équivaut à une « contraction » des distances. Il ne faut plus que neuf jours pour franchir le Pacifique, de Vancouver ou de Seattle à Yokohama. On va, sans excès de vitesse, de Nagasaki à Manille en quatre jours, de Manille à Hong-Kong en quarante heures. Les grands cargo-boats, qui se multiplient, ne sont pas beaucoup plus lents que les paquebots-poste. Entre les deux rivages du Pacifique, entre les diverses régions de la côte asiatique, les relations commerciales sont aujourd'hui de plus en plus rapides, régulières et intimes. Ainsi cet immense Océan, qui séparait autrefois les pays comme une sorte de désert liquide, sert maintenant à les rapprocher. La vie de grandes villes comme Shanghaï, Hong-Kong, Singapour, le nombre extraordinaire des navires qui y passent, l'importance des affaires qui s'y traitent, en disent long sur l'enchevêtrement des intérêts qui se croisent là. Toutes proportions gardées, l'Extrême-Orient devient un théâtre d'opérations économiques comparable au proche Orient, et le Pacifique joue le rôle d'une Méditerranée pour les masses d'hommes qui vivent sur ses bords comme pour ceux qui les fréquentent.

Il faut tenir compte, en second lieu, du contre-coup de la grande guerre. L'ébranlement qu'elle a déterminé s'est propagé de l'autre côté de la terre, à la façon d'une secousse sismique. Les tremblements se sont succédé, gagnant de proche en proche, et l'Extrême-Orient en a été remué comme le reste. Les esprits s'y agitent et les nations s'y sentent troublées. Ce sont bien là des faits d'ordre moral, mais ils revêtent la forme de phénomènes physiques, comme si cette guerre avait été une éruption volcanique d'une violence inouïe, semblable à celle du Krakatoa, dont les effets se sont continués pendant une longue période, et à des milliers de lieues de distance.

En fait la guerre, dans la pensée de ceux qui la conçurent et qui croyaient la gagner vite, avait déjà un caractère « mon-

dial ». Il ne s'agissait pas seulement, pour l'Allemagne, de supprimer tout obstacle sur sa route vers le Levant, jusqu'à Bagdad et au golfe Persique. Elle entendait aussi s'assurer, en même temps qu'un grand empire colonial en Afrique, la haute main sur les marchés des deux hémisphères, et par conséquent sur ceux du Pacifique. L'enjeu était pour elle la maîtrise économique du monde entier. Aussi bien, dès le début et jusqu'à la fin de la guerre, des jaunes s'y sont trouvé mêlés. Le Japon y a pris la part que l'on sait. Sa flotte a monté la garde dans le Pacifique, d'où les Allemands ont été complètement expulsés. Il a aujourd'hui des troupes tout le long de la côte, depuis le Kamtchatka et la Sibérie, jusqu'à l'extrémité méridionale du Chan-Toung. La Chine a laissé recruter chez elle, en abondance, de la main-d'œuvre pour les usines de guerre françaises, et elle a fini par déclarer aussi la guerre à l'Allemagne. Un grand nombre d'Annamites ont été transportés en Europe pour travailler ou pour combattre côte à côte avec les Français.

Les conséquences matérielles de la guerre, en Extrême-Orient, ont donc été violentes et prolongées. Mais plus important cent fois en a été l'effet moral, c'est-à-dire le retentissement, dans les esprits, de cette lutte gigantesque, et des catastrophes inouïes qu'elle a entraînées. Quelle surprise, quel spectacle, pour les imaginations très impressionnables des peuples extrême-orientaux, que la chute, coup sur coup, des grands empires qu'ils croyaient indestructibles ! Ne parlons pas de l'Autriche-Hongrie, peu connue en Extrême-Orient, et qui souffrait depuis longtemps d'une difficulté de vivre. Mais l'immense Russie, cet empire qui occupait tout le nord et une partie du centre de l'Asie, et dont l'ombre se projetait, plus ou moins menaçante, sur les Indes et sur la Chine, — écroulée tout d'un coup, et le tsar disparu ! Mais la domination du khalife de Constantinople, qui s'étendait sur l'Asie antérieure, en contact avec les musulmans de l'Inde, et par eux, avec ceux du Pacifique, — abattue, elle aussi, et détruite !

Rien toutefois n'a paru aussi prodigieux que l'effondrement de l'Allemagne. Son prestige égalait celui de Napoléon, si même il ne le surpassait pas. Napoléon n'avait dû le sien

qu'à son génie, et à ses victoires toujours renouvelées sur des coalitions toujours reformées. Celui de l'Allemagne, fondé aussi sur d'éclatants triomphes militaires, s'était en outre affermi et consolidé pendant une longue période de paix, dont elle avait le bénéfice aux yeux du monde. Non contente de développer et de perfectionner sans cesse une machine militaire sans rivale, elle imposait en même temps son hégémonie par les progrès de sa production scientifique, de sa technique industrielle et commerciale, et de son organisation économique. Jamais empire n'avait semblé si sûr de vivre, si sûr de vaincre. A son tour, le voici par terre : le kaiser fuit, et l'Allemagne l'abandonne! Nous qui avons lutté plus de quatre ans contre le colosse, qui, après l'avoir mis en échec, avons dû en étudier de très près le fort et le faible, nous ne pouvons pas nous représenter la puissance que les imaginations lui attribuaient de loin, ni la stupeur qu'il a causée en s'écroulant.

Presque toujours, à la suite de ces grandes commotions, un sentiment général d'instabilité apparaît. Le respect pour l'ordre établi diminue. L'invraisemblable, l'incroyable est arrivé : bien des choses, auparavant jugées impossibles, peuvent désormais se produire sans trop surprendre. L'armature des autorités traditionnelles se relâche, et, sur quelques points, elle craque. Le champ semble s'ouvrir aux chercheurs de nouveautés, parfois aussi aux fauteurs de réaction. Cet ébranlement social, trop évident dans le vieux monde occidental, s'observe aussi en Extrême-Orient.

Il y a été d'autant plus marqué, qu'une perturbation économique l'accompagnait. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur cet ordre de faits. Il suffira de rappeler la hausse sans précédent qu'a subie l'argent, et les conséquences qu'elle a eues dans les pays qui n'ont pas adopté l'étalon d'or, comme la Chine et l'Indochine française. Le taël chinois a valu jusqu'à 23 francs, la piastre indochinoise est montée à 16 fr. 50, tandis que le cours ordinaire était de 2 fr. 50. En même temps, dans toutes les régions du Pacifique Nord, au Japon, en Chine, en Indochine française, aux Philippines, dans les Straits settlements, aux Indes néerlandaises, la guerre entraînait à la fois la formation rapide de très grosses fortunes, et un renchérisse-

ment sans exemple du prix de la vie. Le riz, aliment principal et presque exclusif de la classe pauvre, est devenu en quelques années si cher, que pour vivre, elle a dû réclamer des augmentations de salaires continuelles. En beaucoup d'endroits une crise de la main-d'œuvre s'en est suivie. Des questions sociales ont surgi, analogues à celles qui agitent depuis longtemps les nations occidentales. Même sans admettre la théorie du matérialisme historique, on reconnaîtra qu'une modification si brusque et si profonde des conditions économiques où vivaient tant de millions de jaunes affecte nécessairement le système entier de leur vie morale et sociale.

Ainsi le contre-coup économique de la guerre agit en Extrême-Orient dans le même sens qu'en Occident. C'est une grande cause de rapprochement, entre des civilisations d'origine distincte, que de se trouver, au même moment, en face de problèmes semblables. Car les mêmes idées directrices, ou du moins les mêmes tendances, les mêmes passions ont alors chance de triompher partout, et de déferler avec une puissance accrue sur les régions les plus lointaines.

Au point de vue politique, l'Extrême-Orient a vu le Japon prendre place parmi les Alliés, faire la police du Pacifique, s'emparer de colonies allemandes, et envoyer des vaisseaux de guerre dans les mers d'Occident. Il l'a vu marcher à Versailles sur la même ligne que la France, l'Angleterre, les États-Unis et l'Italie, et exiger que les promesses qu'on lui avait faites fussent tenues. Peu importe, après cela, qu'on lui ait refusé de reconnaître formellement le principe de l'égalité des races. Le monde occidental s'y est résigné en fait, le jour où il a admis le Japon à prendre part comme puissance de premier rang aux négociations de paix. Les affaires de Sibérie, comme celles de Chine, comme tout ce qui touche à l'équilibre du Pacifique, ne se régleront plus, désormais, sans le concours du Japon. Cette situation a produit, en Extrême-Orient, une impression profonde sur les esprits. Le Japon n'est pas aimé, en général, par les autres peuples jaunes qui ont eu ou qui ont encore affaire à lui ; il n'en est pas moins pour la race jaune un objet de fierté et un motif d'orgueil. Ses victoires sur la Russie, son rôle dans le conflit mondial, le développement ininterrompu de sa force flattent l'amour-

propre des autres jaunes. Ils lui savent gré de ses qualités qu'ils ne possèdent pas, au moins au même degré, et peut-être aussi de ses défauts, bien qu'ils puissent avoir à en souffrir. Ces sentiments ne sont contradictoires qu'en apparence. L'histoire nous en a fait connaître d'analogues en Europe. On n'a pas oublié ceux que la Prusse, au XVIIIe siècle et au commencement du XIXe, inspirait au reste de l'Allemagne : mélange singulier de défiance et d'aversion pour sa brutalité et pour ses appétits, de respect pour son énergie et son esprit de sacrifice, de fierté enfin pour ses succès militaires, dont le prestige rejaillissait sur le nom allemand. En ce sens, le Japon est aujourd'hui la Prusse de l'Extrême-Orient.

Même d'avoir demandé, sans l'obtenir, que le principe de l'égalité des races fût admis, n'a pas nui au prestige du Japon. Il reste ainsi le porte-drapeau et le champion de tous les jaunes, le défenseur de leur droit méconnu, et il lui est loisible, au moment opportun, de proclamer la devise : « l'Asie aux Asiatiques », tout en poursuivant les fins particulières d'une politique exclusivement japonaise. L'ensemble des peuples jaunes se trouve intéressé par là dans les relations entre le Japon et les puissances occidentales, en tant qu'il y apparaît comme le représentant de toute sa race.

Enfin, l'Extrême-Orient n'est plus indifférent, tant s'en faut, aux agitations politiques ou sociales des pays limitrophes. Il prête l'oreille aux revendications passionnées des musulmans de l'Inde, et des autres Hindous. Il suit attentivement leurs démarches, et il sait qu'ils ne sont pas disposés à se contenter d'une simple autonomie. Il se demande jusqu'où iront les concessions de l'Angleterre, et comment elle pourra satisfaire ces immenses populations, qui jusqu'ici se sont laissé administrer et gouverner, et qui maintenant ne veulent plus relever que d'elles-mêmes. Mais, surtout, les masses jaunes sont en arrêt devant le bolchevisme. Bien qu'elles le connaissent fort mal, et qu'elles se le représentent sans doute autrement que ne font les peuples occidentaux, les imaginations en sont frappées. Elles croient, non sans raison, y saisir quelque chose qui ne leur est pas tout à fait étranger. Parmi ces sonorités bruyantes, leur oreille discerne des timbres familiers.

Le développement du bolchevisme a été un grand fait européo-asiatique. Né en Russie d'Europe, il s'est propagé aussitôt au delà du Caucase, en Asie centrale russe, plus récemment en Perse, et en Sibérie jusqu'au Pacifique. Il appartient donc autant à l'Asie qu'à l'Europe. Moralement, bien qu'il ait ses racines doctrinales dans le marxisme, il tient son tempérament et ses méthodes, pour une bonne part, de ce qu'il y a d'asiatique dans la mentalité russe. Les Allemands ne s'y sont pas trompés. A peine le gouvernement des soviets s'était-il établi, que les organes autorisés du socialisme allemand en caractérisaient les tendances destructrices. Ils ont prononcé contre lui, pour cette raison, une condamnation formelle. Les socialistes allemands majoritaires, a déclaré le *Vorwärts*, n'ont rien de commun avec ce *socialismus asiaticus*. Les indépendants, il est vrai, ont été d'un autre avis. Peut-être les majoritaires se rallieront-ils à eux sur ce point, si le bolchevisme évolue et s'adapte aux conditions nécessaires de la production. Mais leur formule était significative. Elle n'exprimait pas seulement le mépris bien établi que tant d'Allemands professent pour les Russes. Elle allait plus loin. Elle mettait le doigt sur les éléments qui, dans la théorie et surtout dans la pratique du bolchevisme, sont étrangers à la mentalité européenne.

En Extrême-Orient, la diffusion des idées bolchevistes ne rencontre pas d'obstacles insurmontables, des symptômes ont été signalés. Le Japon a craint des troubles ouvriers. C'est sans doute une des raisons de l'appui qu'il a prêté à ces tristes adversaires des bolcheviks que furent les lieutenants et les successeurs de Koltchak, tels que Rossanoff et Semenoff. En Chine, la vieille structure sociale est solide, et rien n'indique qu'elle soit incapable de résister à une poussée bolcheviste. Celle-ci peut néanmoins s'y produire, et s'y propager à la faveur de l'état politique du pays. Elle peut même s'étendre et atteindre jusqu'à l'Indochine et aux Indes néerlandaises. Si ce grand courant d'idées, de sentiments et de passions collectives se forme ainsi, s'enfle et grossit en avançant, c'est que, comme on l'a vu tout à l'heure, partout, à la suite de la guerre, les assises de l'ordre établi chancellent.



Naguère encore, en Extrême-Orient, le coolie était respectueux, obéissant, soumis, et sinon toujours content de la façon dont il était traité, du moins empressé à le paraître. Il dissimulait au besoin son ressentiment ou sa colère. Conscient de l'inégalité des races, il acceptait sans murmure, et peut-être sans réflexion, la supériorité du blanc, et la nécessité de le servir. Le blanc possède la richesse et la force, donc il est le maître. C'était comme une loi de la nature, dont les effets ne sont pas toujours agréables, mais dont nul ne s'étonne et que personne ne songe à mettre en question. Aujourd'hui, les sentiments du coolie se sont modifiés, et par suite son attitude a changé. Il travaille le moins possible, obéit souvent de mauvaise grâce, et quand il peut le faire sans risque, manque de respect à l'Européen. Il est toujours prêt à réclamer âprement ce qu'il croit son dû, rarement satisfait de ce qu'il reçoit, et il supporte avec peine tout ce qui implique la supériorité du blanc. « Je ne reconnais pas l'indigène, disait récemment un grand planteur de Java, établi depuis longtemps dans le pays. Autrefois, c'était la soumission même. Maintenant, si dans une plantation de caoutchouc le contremaître réprimande un indigène, parce qu'en « saignant » un hévéa il l'a blessé, le Malais pose froidement ses outils à terre, et s'en va. » Et le planteur de porter les pronostics les plus sombres sur l'avenir des colons européens. Mêmes doléances, non moins vives, en beaucoup de points de l'Indochine française. L'indigène exige un salaire de plus en plus haut pour un travail de moins en moins productif. Il est presque toujours mécontent, souvent cassant, à cheval sur ses droits. Que le blanc, exaspéré, lève la main sur lui, l'Annamite aussitôt ira porter plainte pour coups et blessures.

Même si l'on fait la part de l'exagération naturelle à des gens qui se voient en présence d'un changement fâcheux pour leurs habitudes et nuisible à leurs intérêts, il reste à ces observations un fond de vérité. On les entend formuler aussi bien dans les grands ports que loin des villes. Presque partout, le renchérissement de la vie, soudain et excessif, en obligeant les indigènes à de vives réclamations, leur a

donné le goût de se plaindre et parfois l'audace d'exiger. En même temps, il a appris aux blancs, stupéfaits et indignés, la nécessité de plier. Il arrive même qu'il leur faut complaire à ceux qu'ils avaient l'habitude de traiter en simples inférieurs, parfois à peine en hommes.

Java nous fournit l'exemple peut-être le plus saisissant de cette évolution imprévue. On sait à quel degré d'extrême docilité les méthodes hollandaises de colonisation avaient réduit les indigènes, et les marques extraordinaires de respect auxquelles ils avaient été dressés. Les temps sont bien changés. Dans les plantations de cannes à sucre, les indigènes n'ignorent pas les bénéfices incroyables que les propriétaires et les directeurs de sucreries ont réalisés dans ces dernières années, et ils trouvent injuste de ne pas en recevoir une bonne part. Dans les grandes villes, des syndicats professionnels sont devenus nombreux et puissants. Des agitateurs, hollandais ou malais, appellent les indigènes à des meetings où beaucoup d'entre eux se rendent. Ils comprennent plus ou moins bien les principes sur quoi les revendications se fondent. Mais elles leur plaisent, et ils sont tout de suite prêts à les soutenir. Plus d'une fois, les chauffeurs d'automobile, par exemple, ont imposé leurs exigences à leurs patrons. La main-d'œuvre indigène, en général, se rend compte qu'on ne peut pas se passer d'elle : elle prend de plus en plus conscience de son pouvoir, et elle élève ses prétentions en conséquence. Les prétentions des indigènes ! parole inouïe, inconcevable, inimaginable pour les anciens colons. Pourtant, il faut bien aujourd'hui avaler cette amère pilule.

L'administration hollandaise se fait complaisante et gracieuse à l'égard des indigènes. Ceux-ci sont au nombre de trente-cinq à quarante millions contre cent mille blancs à peu près, dont beaucoup vivent isolés à l'intérieur des terres. Ils savent, en outre, que les Japonais, déjà assez nombreux à Java, et qui ont du sang malais dans les veines, se donnent volontiers pour leurs protecteurs naturels. Les Hollandais le savent aussi : ils sont fort aimables, à l'occasion, pour les Japonais. Ils ne le sont pas moins pour les indigènes, à qui, tout récemment, ils ont dû reconnaître des droits politiques importants. Veut-on de ces petits faits qui en disent long ? Le

gouverneur des Indes néerlandaises, comte van Limburg-Stirum, a la jouissance, dans l'admirable jardin botanique de Buitenzorg, d'un château dont les abords sont interdits au public, même lorsqu'il n'y réside pas. Depuis quelque temps, le tennis-court de ce château est placé deux fois par semaine à la disposition *des indigènes*. Autrefois, ils auraient été admis, tout au plus, à l'honneur de ramasser les balles. Mais voici mieux encore. Il y a quelques mois, un Malais se blessa en travaillant dans le jardin du gouverneur à Batavia, et fut transporté à l'hôpital pour y être soigné. La comtesse van Limburg-Stirum pensa bien faire en allant le voir, accompagnée de ses dames d'honneur. Elle lui apportait un bouquet d'orchidées. Arrivée près de son lit, elle lui offre les fleurs, et lui dit en malais : « C'est pour t'aider à guérir plus vite. » Le pauvre homme, abasourdi par cette visite extraordinaire, et ne comprenant rien à la gracieuseté de la comtesse, crut qu'elle lui apportait un remède magique qui lui rendrait tout d'un coup la santé. Il saisit les orchidées... et les avala.

Peut-être, pour satisfaire les indigènes, faudra-t-il bientôt, à Java, et dans les autres colonies ou protectorats de l'Extrême-Orient, autre chose que des attentions délicates, dont ils n'apprécient sans doute pas la saveur autant que les blancs qui en sont témoins. Ce n'est pas en vain que tant de milliers d'Asiatiques sont venus en Europe, et surtout en France, pendant la guerre, qu'ils se sont trouvés en contact, dans nos usines, avec nos travailleurs, qu'ils ont entendu formuler les griefs et les revendications de la classe ouvrière, qu'ils ont été mis au courant de ses efforts, de ses succès et de ses revers, et de ses espérances invincibles. Quoi d'étonnant, s'ils réclament à leur tour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail? Il faut même s'attendre, dans un avenir prochain, à des exigences croissantes d'ordre politique. Comme aux Philippines, comme aux Indes, comme en Égypte, les indigènes, tôt ou tard, voudront partout s'administrer et se gouverner eux-mêmes. L'autonomie ne leur paraîtra plus suffisante. Rien que l'indépendance complète ne les contentera plus. Ce qui n'est aujourd'hui, en Indochine par exemple, que la protestation négligeable d'un très petit groupe d'extrémistes, peut devenir l'exigence des masses populaires,

gagnées par la contagion des nations voisines, et lasses d'obéir à des maîtres étrangers, fussent-ils doux, sages et désintéressés.

***

Toutefois, les plus impatients de ce que l'on peut appeler les nationalistes de l'Extrême-Orient sentent presque tous qu'il ne serait pas possible de passer tout d'un coup du régime actuel à celui qu'ils demandent. Dès à présent, ils estiment que les emplois subalternes devraient être réservés aux indigènes. Mais les fonctions supérieures, surtout dans les services techniques, comme les travaux publics, supposent un savoir que les Européens sont encore seuls à posséder. Une période de transition est donc nécessaire, et l'on s'y résigne, à condition que cette transition soit rapide et effective, c'est-à-dire que la part faite aux indigènes dans l'administration devienne de plus en plus grande, dès cette période même, tandis qu'ils se préparent à l'occuper tout entière. Seule, une instruction solide, et comparable à celle des Européens, les en rendra capables. La culture scientifique leur apparaît ainsi comme l'instrument indispensable et suffisant de leur libération. Elle seule leur permettra de se considérer définitivement comme majeurs, et de rejeter sans dommage la tutelle importune des blancs. C'est donc l'instruction — enseignement primaire pour la masse, secondaire et supérieure pour l'élite, — qui est une des premières et presque la plus pressante de leurs revendications.

Il ne s'agit pour eux, bien entendu, que de l'instruction au sens strict du mot, et non pas des principes généraux de la vie morale, sociale et religieuse. Rien ne donne à penser que les jaunes soient moins attachés aujourd'hui qu'autrefois aux croyances fondamentales dont ils vivent depuis de longs siècles. Au contraire, le spectacle que l'Occident leur offre ne leur inspire nulle envie d'adopter ni ses religions, ni sa morale, ni sa conception générale du monde. Sur ce point capital, leur vieille civilisation leur semble au moins l'égale de la nôtre, qu'ils jugent à ses fruits, c'est-à-dire à la façon d'agir, publique ou privée, des Occidentaux. Il y a peu d'apparence qu'ils

changent de sentiment. Leurs convictions essentielles sont au moins aussi fermement assises que les nôtres. Si la politesse et la prudence orientale leur permettaient de dire crûment ce qu'ils pensent, notre amour-propre subirait une épreuve assez désagréable,

La supériorité qu'ils reconnaissent à notre civilisation est donc simplement celle qui provient du savoir scientifique et des applications qui en découlent, c'est-à-dire des techniques de toutes sortes, et en particulier du machinisme et de l'organisation industrielle. Elle ne donne pas nécessairement à ceux qui la possèdent une valeur humaine plus haute. Mais elle leur procure la force matérielle, la richesse, la puissance, par suite, le moyen d'imposer leur domination à des peuples moins instruits, et de les exploiter plus ou moins cruellement. Cette culture intellectuelle, ces sciences et leurs applications, on peut se les assimiler sans rien abandonner de ce que l'on tient pour sacré : l'exemple du Japon le prouve. Que les populations jaunes l'acquièrent donc! Elles seront alors en état de s'administrer elles-mêmes, de mettre en valeur, à leur profit, leurs richesses naturelles, de conquérir, s'il le faut, et de protéger leur indépendance.

Cette confiance sans réserves dans le pouvoir de l'instruction s'explique aisément par le spectacle de la transformation récente du Japon, et des avantages extraordinaires qu'il en a tirés. Son cas est pourtant très particulier. Le peuple japonais est animé d'un patriotisme ardent; il est dirigé par une aristocratie imbue de traditions militaires et à l'occasion conquérantes. Forcé d'entrer en relation avec les nations occidentales, il a voulu être sûr de résister victorieusement à toute agression de leur part, et pouvoir s'agrandir quand il en trouverait le moment favorable : il lui fallait pour cela atteindre au même degré de culture scientifique que ceux dont il prétendait être l'égal. A force d'application patiente et d'énergie, il y est parvenu, du moins en ce qui concerne les sciences qu'il juge nécessaires. Mais il ne perd pas de vue le but précis où il tend. Si la science est désirée et recherchée, c'est pour la force qu'elle seule confère, et non pas pour sa valeur propre. On ne reconnaît pas qu'elle ait en elle-même sa raison d'être indépendante. Peut-être le gouvernement n'en autoriserait-il

pas les recherches, si elle n'était indispensable aux techniques sans lesquelles on ne pourrait tenir tête aux Occidentaux. L'article premier de l'ordonnance impériale du 5 décembre 1918, qui régit les universités, s'exprime en ces termes : « Les universités doivent avoir pour objet l'enseignement des sciences, théoriques et pratiques, nécessaires aux fins que l'État poursuit, et les recherches originales dans lesdites sciences... » La science ainsi conçue devient la servante, non pas de la théologie, comme dans l'Europe du moyen âge, mais des intérêts de l'État.

Le Japon n'a donc emprunté à l'Occident que son acquis et ses méthodes scientifiques, mais non pas l'esprit même de sa science, ce qui en est l'âme, ce qui en a fait la grandeur et la fécondité : la poursuite désintéressée du vrai pour la pure satisfaction de l'intelligence. Il n'a pas jugé nécessaire d'aller jusque-là. Il y répugnerait peut-être, comme à tout ce qui tend à dépasser le cercle de l'horizon national. Il a simplement voulu se rendre apte, en restant tout à fait lui-même, à contrebattre les artilleries blanches sur tous les terrains, et à tenir son rang dans la lutte économique. Rien de moins, mais rien de plus. Herbert Spencer aurait dit que le caractère militaire de cette nation la rend énergiquement conservatrice. Prête à s'assimiler, même au prix de rudes efforts, ce qu'elle croit utile au développement de sa puissance, elle se garde jalousement contre toute intrusion d'un esprit nouveau.

Les autres parties du monde jaune demeurent attachées, elles aussi, à leurs idées et à leurs croyances fondamentales. Mais cet esprit conservateur n'y est pas empreint de défiance au même degré qu'au Japon. On s'y montre souvent plus accessible à la philosophie sociale de l'Occident. On y invoque, au besoin, les principes proclamés surtout par ses penseurs du XVIII[e] siècle : le respect dû à la personne humaine, et à ces personnes morales que sont les nations, grandes ou petites. La Corée, par exemple, quand elle fait entendre ses protestations, en appelle au droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes. Aux Philippines, les indigènes, dans leur lutte contre la domination espagnole, se sont inspirés de ces principes. Aujourd'hui encore, c'est en leur nom qu'ils réclament une indépendance complète, malgré les avantages et les bienfaits

dont ils sont redevables à l'administration américaine, et bien que les plus intelligents de leurs hommes politiques se rendent compte du grave danger extérieur auquel cette indépendance les exposerait.

En Indochine française, un parti qui se donne pour le véritable représentant des indigènes se fonde aussi sur ces principes quand il demande pour eux une large instruction publique, à tous les degrés d'enseignement. La question, dans les milieux français, fait l'objet de discussions passionnées. Ceux qui sont d'avis de refuser ne tarissent pas en prédictions sinistres pour l'avenir de la colonie, au cas où l'on passerait outre à leurs avertissements. « Donner l'instruction primaire au *nha-quê* ! (paysan annamite) : c'est une folie. Vous allez faire une multitude de déclassés et de déracinés, graine de mécontents et d'insurgés. Dès qu'un indigène sait dire : « Bonjour, monsieur », il croit qu'il parle français. Il en conclut aussitôt qu'il est au-dessous de lui d'aller pieds nus et de travailler dans la rizière. Il se voit déjà fonctionnaire, et il prétend porter des souliers. C'est un homme perdu pour le travail utile, et un instrument tout prêt pour les pires agitateurs. Ceux-ci d'ailleurs ne sont pas loin. Vous les formez vous-mêmes à plaisir, dans votre Université, dans vos écoles supérieures, ou en les envoyant faire des études en France. La culture occidentale, inassimilable pour des esprits vieillots et puérils, comme sont les Annamites, leur inocule des ambitions incompatibles à la fois avec leur capacité naturelle et avec la présence des Français dans le pays. Vous cultivez, vous multipliez les pépinières de nationalistes irréconciliables. Vous ne tarderez pas à récolter ce que vous aurez semé. Dans l'intérêt des colons, dans l'intérêt de la métropole, dans l'intérêt des indigènes eux-mêmes, ne donnez pas aux cerveaux annamites un aliment qui se tournera en poison. Nous sommes meilleurs juges qu'eux de ce qui leur convient. »

A quoi les partisans de l'autre politique répondent : « Cette attitude purement négative n'est ni juste ni habile. Quand l'élite des indigènes réclame pour eux l'instruction à tous les degrés, est-il digne de la France de fermer l'oreille à une demande en soi si légitime? Sa « mission civilisatricé » ne

deviendrait-elle pas alors une hypocrisie et un mensonge? Les indigènes ne seraient-ils pas fondés à dire qu'on veut les maintenir dans l'ignorance afin de les exploiter plus aisément? Quant à croire que l'instruction plus répandue entretiendra et aggravera la poussée nationaliste, la peur est ici peu clairvoyante, en même temps que mauvaise conseillère. Si vous refusez aux indigènes l'enseignement qu'ils se croient en droit de recevoir, leurs revendications politiques n'en seront que plus âpres et plus violentes. Si vous le leur accordez sagement, vous vous concilierez, au moins pour un temps, les plus éclairés et les plus avancés. Peut-être une partie d'entre eux vous en aura-t-elle une reconnaissance sincère. Que le gouvernement leur fasse une part de plus en plus large dans les fonctions publiques, au fur et à mesure qu'ils deviendront aptes à les exercer, et la colonie pourra, un peu comme les dominions britanniques, tendre vers l'autonomie, sans cesser d'être attachée à la France qui sera vraiment sa mère-patrie spirituelle. Une politique libérale et généreuse, sans être certaine d'un tel avenir, peut du moins se le promettre raisonnablement ; mais ne sentez-vous pas où vous conduirait un refus obstiné? La « manière forte » n'est plus de mise. Comment imaginer que, entre les Indes dressées contre la domination anglaise, les Philippines autonomes et peut-être bientôt indépendantes, la Chine si avide d'esprit moderne, le Japon grande puissance jaune, on puisse conserver, comme en vase clos, une Indochine du type des anciennes colonies d'exploitation? Soyez justes et humains, comme il convient à des Français. Soyez des éducateurs pour ce peuple qui vous demande de l'instruire. Essayez de vous faire aimer : c'est la meilleure politique et la plus sûre. »

C'est précisément la politique que M. Sarraut a suivie, et avec un plein succès, dans une période délicate ; c'est aussi celle que le nouveau gouverneur général, M. Maurice Long, se propose de continuer. A vrai dire, les deux systèmes ont leurs dangers. Il ne saurait être question de les examiner ici. Mais, à tout prendre, la sécurité que promet la « manière forte » est trompeuse, et les périls qu'elle engendre sont les plus probables et les plus graves de tous. L'autre politique semble avoir plus de chances de réussir, à condition qu'elle

soit pratiquée avec tact, avec esprit de suite et avec une connaissance approfondie du tempérament et de la mentalité indigènes. Il lui faut procéder prudemment, calmer les impatiences, ménager les transitions, éviter avant tout de faire des « ratés » inutilisables et aigris, ferment redoutable au milieu de masses populaires encore ignorantes. C'est peu à peu seulement que la pensée et les méthodes scientifiques européennes pourront être digérées par ces esprits nourris depuis tant de siècles d'une culture toute différente.

***

Malgré son impuissance politique actuelle, qui l'expose aux coups et aux entreprises de l'étranger, malgré la rupture entre le Nord et le Sud, la Chine reste le centre de gravité principal du monde jaune. Au point de vue économique, d'abord, cette masse de près de quatre cents millions d'âmes, remarquablement homogène, constitue un marché sans pareil, objet d'ardentes convoitises, et les grandes puissances se le disputent. Ses richesses naturelles commencent à peine à être exploitées, ou, pour mieux dire, à être connues, puisque, malgré son charbon et ses mines, la seule grande industrie de la Chine, jusqu'à présent, a été l'agriculture. Encore celle-ci pourrait-elle, si grandes que soient les qualités proverbiales du paysan chinois, gagner beaucoup à adopter les méthodes modernes. Les ressources de cet immense pays sont pratiquement illimitées : il ne leur manque que d'être mises en valeur. Un ingénieur compétent disait récemment que dans un siècle Pékin serait peut-être devenu le centre de chemins de fer le plus important du monde.

D'autre part, la Chine n'a pas perdu sa force d'expansion. Elle n'est plus conquérante comme autrefois, lorsque d'une poussée plus ou moins lente, mais irrésistible, ses soldats et ses colons se rendaient peu à peu maîtres de l'Indochine, du Tibet, de la Mongolie, de Formose et d'autres îles du Pacifique. Aujourd'hui, ses commerçants ont pris leur place. Aux Hawaï comme aux Philippines, en Indochine comme à Singapour, comme aux Indes néerlandaises, partout le négociant chinois finit par l'emporter sur ses concurrents, blancs

ou jaunes. Il est intelligent, travailleur, économe, prévoyant, il a l'esprit d'association et le génie de la spéculation. Que de fois a-t-on vu un Chinois, arrivé sans un sou dans une ville, y posséder quelques années plus tard son magasin et sa maison ! Là où ils se sont établis, le petit commerce, en général, est à peu près exclusivement entre leurs mains. Les grandes affaires ne leur réussissent pas moins. A peu d'exceptions près, les rois du riz, en Cochinchine, les rois du sucre, à Java, sont des Chinois. Ce succès constant prouve la permanence au moins de certaines qualités foncières qui ont contribué jadis à la grandeur de la Chine. Mais suffiraient-elles à elles seules à lui rendre le rang qu'elle doit occuper parmi les nations? N'a-t-elle pas besoin d'un grand effort pour se relever?

C'est précisément cette « restauration » de son pays que se propose, en ce moment, une jeunesse studieuse et passionnée, toute frémissante d'espoir et d'enthousiasme, sous la conduite de quelques chefs en qui elle a confiance. Son but est de tirer la Chine de la décadence matérielle et intellectuelle où elle s'est enlisée depuis des siècles. Il s'agit de réveiller son énergie et de lui rendre conscience d'elle-même. Cette tentative n'a pas de précédent en Chine. Certes plus d'un réformateur y a paru ; mais aucun jusqu'à présent n'avait conçu l'idée de s'écarter de l'idéal traditionnel formulé par la sagesse des ancêtres. Celle-ci se suffisait à elle-même, sans se soucier de ce qui avait pu être pensé ou découvert ailleurs. Les étudiants chinois d'aujourd'hui ont renoncé à cette foi exclusive. Sans être injustes envers leur passé, envers leur philosophie, leur art, l'ensemble de leur civilisation, ils sentent vivement ce qui lui fait défaut, et ils se tournent vers l'Occident. Non pas seulement, comme a fait le Japon, afin d'utiliser les sciences et les techniques européennes, tout en restant fermés à l'influence étrangère, mais en disciples véritables, aussi désireux de pénétrer l'esprit de notre société que de s'assimiler notre savoir.

Là est leur originalité. Là est le grand événement historique que le tumulte actuel de l'Europe ne devrait pas nous empêcher d'apercevoir et de comprendre. Pour la première fois, l'élite intellectuelle d'une partie importante de l'humanité,

qui jusqu'à présent avait choisi de rester isolée, demande à s'initier à la pensée de notre Occident, à s'instruire dans nos sciences, et, sans abandonner les principes de sa vie spirituelle, à puiser aussi aux sources de la nôtre. A sa suite, elle amène une énorme masse humaine, qui n'est pas, en moyenne, inférieure à celle de l'Occident. Comme inventeurs, artistes, poètes, colons, les Chinois, on le sait, ne l'ont cédé à aucun peuple. Ne croyons pas que de ce passé, il ne leur reste qu'un vain prestige et un souvenir sans vertu. Les qualités de leur intelligence sont intactes. Ceux qui les connaissent bien, pour avoir vécu longtemps avec eux, sont unanimes à leur rendre ce témoignage. Mis à la même école que les Européens et les Américains, formés aux mêmes méthodes, munis d'une écriture simplifiée et commode, les Chinois ne se laisseront pas facilement dépasser. Ils feront honneur à leurs maîtres. Et comme leur autorité morale et leur influence sont restées, même aujourd'hui, considérables en Extrême-Orient, il leur sera aisé de devenir, à leur tour, les guides spirituels et les éducateurs du reste du monde jaune, ainsi qu'ils l'ont été jadis, même au Japon.

Pour atteindre la fin qu'ils recherchent, les réformateurs chinois ont recours aux moyens qui devaient naturellement se présenter à leur esprit. Ils envoient en Europe et en Amérique le plus grand nombre possible de jeunes gens, destinés à devenir, à leur retour en Chine, des maîtres et des instructeurs, soit dans l'enseignement, soit dans l'industrie. Plusieurs milliers d'étudiants sont déjà partis, les uns pour travailler dans les universités occidentales, les autres pour se former dans des écoles spéciales professionnelles. Beaucoup ont été placés dans des usines. En même temps on demande des maîtres à l'Occident. Ainsi, l'un des plus éminents professeurs de l'université Columbia, à New-York, M. John Dewey, célèbre pour ses travaux de philosophie et de pédagogie, vient d'enseigner pendant un an à l'université de Pékin, et il va y continuer ses leçons qui ont obtenu un vif succès.

Mais c'est surtout à la France que s'adressent en ce moment la jeunesse studieuse de la Chine, et ceux qui la dirigent. Malgré les avantages que procure l'anglais, langue « inter-

coloniale » de tout l'Extrême-Orient, c'est le français qu'ils s'efforcent d'apprendre d'abord. C'est en France que les étudiants chinois de tout ordre veulent aller se former. Si tous ceux qui en ont l'ambition trouvaient les ressources nécessaires pour faire le voyage et pour vivre en France, c'est par milliers qu'il faudrait les compter. Une université franco-chinoise s'organise à Lyon : plusieurs centaines d'étudiants y sont déjà arrivés de Chine. Un grand nombre d'autres, pour se mettre en état de suivre avec profit les cours des Facultés, ont pris place dans les classes supérieures de quelques lycées et de quelques collèges de province. A la Sorbonne, un institut d'études franco-chinoises a été fondé cette année. Un des orateurs qui ont pris la parole à son inauguration, M. Painlevé, ancien président du Conseil, est parti peu de temps après pour la Chine, chargé d'une mission officielle. A Pékin, les anciens élèves de l'École libre des Sciences politiques se sont groupés en une société amicale, où ils entretiennent le souvenir de leurs maîtres de Paris. M. Lévy-Bruhl, professeur à cette école et à la Sorbonne, de passage à Pékin au printemps dernier, a fait une leçon à l'université de cette ville, et les étudiants sont venus l'entendre en foule.

Cette préférence marquée de l'élite intellectuelle chinoise pour des maîtres français s'explique par des raisons dont les unes tiennent aux circonstances présentes, tandis que les autres sont plus profondes. Parmi les premières, il faut citer d'abord le prestige de la victoire qui, dans le triomphe commun des Alliés, auréole la France d'une gloire particulière. Quoi qu'ait pu dire une presse qui ne nous voulait pas beaucoup de bien, et peu empressée à mettre en lumière ce qui nous est favorable, bien peu de gens, en Extrême-Orient, ignorent que l'honneur d'avoir gagné la guerre sur les champs de bataille revient surtout à la France. Qui le leur a donné à croire? Est-ce le retentissement de l'épopée de la Marne et de celle de Verdun? Est-ce la ténacité et l'endurance du soldat français pendant tout le cours de cette si longue guerre? Est-ce le fait que la victoire décisive est venue lorsqu'un généralissime français a commandé toutes les armées de l'Entente? Je ne sais ; mais cette conviction est unanime, et

la France en a le bénéfice. Son industrie et son commerce devraient en profiter : les produits français sont en faveur, et on les recherche — trop souvent sans pouvoir se les procurer. Bref, des nations occidentales, c'est la France qui a, en ce moment, le rayonnement le plus éclatant et le plus intense en Extrême-Orient.

En même temps, les Chinois savent qu'ils n'ont pas à craindre que la France abuse de sa force à leurs dépens, comme a fait l'Allemagne, quand elle a contraint la Chine à lui céder Kiao-Tcheou et des droits sur le Chan-Toung qui ont passé depuis en des mains encore plus redoutables. Aussi bien, le prestige de la force militaire n'est pas le plus précieux aux yeux des Chinois. Au cours de leur histoire millénaire, ils ont connu de puissants vainqueurs et des conquérants formidables, qu'ils ont méprisés comme des barbares qu'ils étaient, même quand ils ont dû les subir pour un temps. C'est en tant que patrie commune des esprits libres, en tant que mère des doctrines d'émancipation politique et sociale, que la France attire la jeunesse chinoise avide de liberté et de justice. Ce qu'ils aiment par-dessus tout dans la France, c'est le pays des « philosophes », de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau, d'Auguste Comte, le pays des historiens comme Michelet, des poètes comme Hugo, des tribuns comme Jaurès, qui, dans leur magnifique langage, ont exprimé à la fois le génie propre de la France et l'idéal commun de l'humanité.

Enfin, comme on l'a dit, il est possible de discerner quelques tendances analogues chez les philosophes des deux peuples. Certes, il y a loin de Confucius et de Mencius à Descartes et à Auguste Comte. Néanmoins, l'attrait exercé par certains de nos penseurs sur l'esprit chinois n'est pas niable. Peut-être provient-il de ce que, de part et d'autre, la pensée philosophique s'est efforcée d'être purement rationnelle. Affranchie en France, depuis Descartes, de la scolastique dont les survivances se sont maintenues longtemps chez les autres nations européennes, elle est aussi, chez Confucius, exclusivement laïque. Ce goût de la souveraineté de la raison, qui distingue les deux pays, se révèle dans certaines expressions de leur art. Pour ne citer qu'un exemple, la noble

ordonnance du Temple du Ciel, à Pékin, l'harmonie de ses bâtiments, si merveilleusement composée avec la majesté sereine du paysage, évoquent l'idée de la beauté telle que la comprenaient et la sentaient les contemporains de Poussin et de Le Nôtre. Le milieu et les civilisations diffèrent, les génies sont apparentés.

S'il en est ainsi, si une sorte d'instinct clairvoyant et d'affinité élective pousse la jeunesse chinoise à se tourner vers l' « intelligence » française, et à chercher en elle son guide naturel, quelle faute ne serait-ce pas que de rester indifférent à son appel ! Au moment même où les masses humaines de l'Extrême-Orient tendent à sortir de leur isolement immémorial, sous l'action des causes que l'on a vues plus haut, la Chine — un monde à elle seule dans le monde jaune — s'adresse aux maîtres français et leur dit : « Prenez la fleur de ma jeunesse : initiez-la à vos sciences et à vos méthodes, à votre droit, à votre philosophie. Nous voulons nous instruire pour nous affranchir. Rendez-nous capables d'entrer dans la Société des Nations libres, non pas comme un étranger à qui, par politesse, on offre un siège dans un salon où il ne comprend personne, mais comme un peuple de haute culture intellectuelle, qui travaillera avec vous à la paix du genre humain. » Y a-t-il une tâche plus belle que celle-là? Sans doute, elle sera difficile. Elle demandera beaucoup d'esprit de suite et de persévérance. Elle se heurtera à des défiances, à des rivalités, à des malveillances, peut-être à des malentendus. Mais, si dans les deux pays on est fermement convaincu de son importance, elle sera néanmoins menée à bonne fin.

La France, en tout cas, aurait grand tort de ne pas l'entreprendre, et de ne pas faire tout ce qui dépend d'elle pour l'accomplir. Je ne parle même pas des avantages qui en découleraient pour elle, indirectement. Dût-elle n'en tirer aucun, cette œuvre devrait encore la tenter plus que toute autre. Mais les nations, comme les individus, manquent parfois, au moment décisif, de l'imagination nécessaire pour distinguer leur véritable intérêt. Esclaves de maximes politiques traditionnelles, qui n'ont plus d'application utile, elles s'épuisent alors à persévérer dans des directions qui ne

les conduisent à rien, et elles passent, sans le voir, à côté du but nouveau où elles devraient tendre.

Dans l'état actuel du monde, la domination politique d'un peuple sur un autre, même de culture moins avancée, n'a plus qu'un caractère précaire. Aucune population ne supporte plus guère d'être « protégée ». Pour peu qu'un peuple ait conscience de lui-même, aujourd'hui, il veut s'appartenir. Rien ne peut réconcilier une nationalité, qui se croit opprimée, avec le gouvernement de l'étranger. Les avantages matériels qu'elle y trouve ne l'empêchent pas de se sentir exploitée; ils ne compensent jamais, à ses yeux, la violence qu'elle subit. De là des revendications incessantes qui s'aigrissent et s'exaspèrent, et des conflits sans issue. Au contraire, une influence tout intellectuelle et morale, librement acceptée, et même sollicitée, comme celle que la Chine attend de la France, ne peut qu'établir entre les deux peuples une affection durable. Ces conquêtes-là ne coûtent ni sang, ni larmes. Elles excitent moins de jalousie que les autres : dans le domaine des idées, la concurrence est toujours libre. Seules elles sont dignes, au XXe siècle, d'une France fidèle, dans la victoire, à son génie essentiellement humain.

***

Le gérant : ED. PAUPHILET.

TABLE DU CINQUIÈME VOLUME

Septembre-Octobre

LIVRAISON DU 1er SEPTEMBRE 1920

LIVRAISON DU 15 SEPTEMBRE 1920

LIVRAISON DU 1er OCTOBRE 1920

LIVRAISON DU 15 OCTOBRE 1920